

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
<b>10</b>	<b><i>Constitution et autres actes fondamentaux</i></b>
101	Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977
103.2	Loi "Un seul Jura" du 26 avril 2006
104.1	Arrêté du Parlement du 13 septembre 2000 relatif au projet "Pays ouvert"
105.1	Arrêté du Parlement du 21 juin 1990 proclamant la Nouvelle Rauracienne hymne officiel de la République et Canton du Jura
<b>11</b>	<b><i>Traités, concordats et conventions</i></b>
111	<i>Adhésion de la République et Canton du Jura à des traités, concordats et conventions</i>
111.1	Loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions
111.190	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl)
111.191	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant ratification de la convention entre la Confédération et les cantons relative à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen et de Dublin
<b>13</b>	<b><i>Population et territoire</i></b>
131	<i>Recensement et statistique annuelle de la population</i>
131.11	Arrêté du Gouvernement du 20 août 2002 concernant les résultats du recensement de la population de l'année 2000
131.14	Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 1980 concernant la statistique annuelle de la population
132	<i>Territoire cantonal</i>
132.112	Loi du 26 avril 1995 régissant l'accueil de la commune de Vellerat

- 132.159.1 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la Convention du 3 mars 1953 entre les cantons de Berne et de Soleure concernant la rectification de leur frontière commune
- 132.21 Loi du 11 septembre 1996 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts
- 132.23 Arrêté du 6 décembre 1978 portant fixation des armoiries de district

## **14                    *Droit de cité, établissement, séjour***

### **141                    *Droit de cité***

- 141.1 Loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité
- 141.11 Décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité

### **142                    *Etablissement et séjour***

- 142.11 Loi du 18 février 2009 concernant le contrôle des habitants
- 142.111. Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le contrôle des habitants
- 142.41 Loi d'application des mesures de contrainte en matière de droit des étrangers du 20 mai 1998
- 142.411 Ordonnance du 24 août 1999 concernant la détention des étrangers

### **143                    *Papiers d'identité, légalisation des signatures***

- 143.12 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les actes d'origine et le registre de ces actes
- 143.21 Ordonnance du 4 mai 2010 relative à l'établissement des documents d'identité
- 143.31 Ordonnance du 6 mai 1980 sur la légalisation des signatures

### **144                    *Insertion des étrangers***

- 144.1 Ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme

## **15                    *Droits fondamentaux***

- 151.1 Loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes
- 151.21 Règlement du 16 janvier 2001 concernant la commission de l'égalité entre femmes et hommes

**16 Droits politiques**

- 161.1 Loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques  
 161.11 Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 février 1999
- 161.15 Ordonnance du 11 février 1986 concernant le registre des électeurs  
 161.19 Ordonnance du 4 septembre 1984 concernant les élections communales

**17 Autorités****170 Dispositions générales**

- 170.31 Loi d'incompatibilité du 29 avril 1982  
 170.41 Arrêté du Parlement du 5 septembre 2012 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)
- 170.412 Arrêté du Gouvernement de la République et Canton du Jura et du Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel des 25 février et 5 mars 2014 fixant le tarif des émoluments perçus par le préposé à la protection des données et de la transparence (Tarif des émoluments CPDT-JUNE)
- 170.42 Loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé  
 170.421 Ordonnance du 24 avril 2012 concernant le guichet virtuel sécurisé  
 170.51 Loi du 9 novembre 1978 sur les publications officielles  
 170.511 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Recueil systématique et du Recueil officiel  
 170.513 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Journal officiel  
 170.514 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication de la Feuille d'Avis
- 170.61 Loi du 17 novembre 2010 concernant l'usage de la langue française  
 170.71 Loi du 28 avril 1988 visant à protéger et à soutenir la famille  
 170.801.1 Règlement du Tribunal cantonal du 31 mars 2004 sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires
- 170.812 Arrêté du Gouvernement du 6 février 2001 concernant la création d'une commission parlementaire de la communication et de la coordination du site Internet
- 170.91 Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2007 portant approbation de la convention-cadre de droit public concernant la collaboration en matière de cyberadministration en Suisse (2007-2011)

171	<i>Parlement</i>
171.21	Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura (LOP) du 30 septembre 2020
171.211	Règlement du Parlement de la République et Canton du Jura (RP) du 30 septembre 2020
171.216	Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 fixant les indemnités parlementaires
171.219	Arrêté du Parlement du 23 novembre 2022 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention sur la Conférence interparlementaire de la Suisse du nord-Ouest
172	<i>Gouvernement, administration et conseils consultatifs</i>
172.11	Loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978
172.111	Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016
172.111.0	Règlement protocolaire du 16 août 2022
172.111.1	Arrêté du Gouvernement du 16 mars 2021 déterminant les départements et l'attribution des unités administratives pour la législature 2021-2025
172.111.151	Ordonnance du 17 septembre 1985 concernant le Bureau de la condition féminine
172.111.216	Ordonnance du 29 août 2006 concernant le règlement des sinistres relatifs à la responsabilité civile de l'Etat
172.111.217	Ordonnance du 8 novembre 2016 désignant le service cantonal de coordination en matière de disparitions forcées
172.21	Loi du 17 décembre 2014 relative au calcul des prestations de l'Etat sujettes à compensation
172.356	Ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales
172.411	Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1981 sur le Conseil facultatif des Jurassiens domiciliés à l'extérieur de la République et Canton du Jura
172.441	Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1982 instituant le Conseil scolaire
172.481	Loi du 11 mars 1982 instituant le Conseil de la santé publique
172.51	Règlement de l'Assemblée interjurassienne du 23 août 1994
172.61	Loi du 27 avril 2017 concernant la participation de la République et Canton du Jura à une société anonyme active dans le domaine de l'informatique
172.91	Arrêté du Gouvernement du 19 octobre 1993 portant ratification de la convention sur la Conférence des gouvernements cantonaux



# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
173	<i>Membres des autorités, fonctionnaires et employés</i>
173.11	Loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat
173.111	Ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat
173.113.2	Ordonnance du 19 février 1997 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Economie et de la Coopération concernant l'engagement d'employés de l'Etat financé totalement par le Fonds de l'assurance-chômage
173.113.3	Ordonnance du 13 décembre 2005 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Education concernant l'engagement d'employés de l'Etat, rattachés à la section d'archéologie et de paléontologie de l'Office cantonal de la culture, dont le financement est assuré par la Confédération dans le cadre du projet A16
173.21	Ordonnance du 26 octobre 2004 concernant l'occupation de logements de fonction
173.411	Décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat
173.411.01	Ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat
173.411.02	Ordonnance du 4 février 2014 concernant la commission paritaire d'évaluation et de classification des fonctions
173.411.1	Décret du 18 décembre 2013 fixant les traitements des membres du Gouvernement
173.411.11	Ordonnance du 10 septembre 1991 concernant les indemnités horaires et de déplacement dues aux anciens membres du Gouvernement pour l'exécution des mandats qui leur sont confiés
173.411.2	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2014 sur le système d'évaluation des fonctions et des tâches particulières
173.411.21	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat
174.413.201	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant augmentation des traitements en vue de leur adaptation au coût de la vie
173.441	Ordonnance du 21 avril 2020 concernant la rétribution des employés dont l'activité ne figure pas dans la classification des fonctions
173.461	Ordonnance du 21 mai 1991 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.461.151	Ordonnance du 2 mars 2010 concernant les heures supplémentaires et les indemnités des huissiers

173.461.551	Ordonnance du 18 décembre 1979 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux membres de la police cantonale et aux geôliers
173.461.722	Ordonnance du 7 mai 2019 concernant les indemnités de repas versées au personnel du Service des infrastructures
173.461.751	Ordonnance du 29 juin 2010 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux gardes de l'Office de l'environnement
173.462	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> décembre 2015 relative aux indemnités versées aux employés de l'Etat pour inconvénients de service
173.471	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement du traitement au personnel de l'Etat en cas de service militaire
173.51	Loi du 2 octobre 2013 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura
173.52	Loi du 22 novembre 2017 concernant la prévoyance des membres du Gouvernement

**174**                    *Marchés publics*

174.01	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'Accord intercantonal sur les marchés publics et arrêté du Parlement du 22 septembre 2004 portant approbation de la modification de l'Accord intercantonal sur les marchés publics
174.1	Loi du 21 octobre 1998 concernant les marchés publics
174.11	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant l'adjudication des marchés publics

**175**                    *Procédure et juridiction administratives*

175.1	Loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle du 30 novembre 1978 (Code de procédure administrative)
-------	---

# TABLE DES MATIERES

## 1 Etat, peuple, autorités

### 176 *Emoluments*

- 176.11 Loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments
- 176.21 Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.1 Arrêté du Gouvernement du 18 juin 1991 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.2 Arrêté du Gouvernement du 10 mars 1992 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.3 Arrêté du Gouvernement du 1er juin 1993 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.4 Arrêté du Gouvernement du 14 septembre 1999 concernant l'indexation des émoluments
- 176.210.5 Arrêté du Gouvernement du 25 janvier 2005 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.6 Arrêté du Gouvernement du 18 novembre 2008 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.7 Arrêté du Gouvernement du 17 janvier 2012 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.8 Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 2013 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.9 Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2013 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.10 Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 2014 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.11 Arrêté du Gouvernement du 15 décembre 2015 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.331 Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments du registre foncier
- 176.412 Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments en matière d'établissement et de séjour des citoyens suisses
- 176.421 Décret 23 mai 2012 concernant les émoluments de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte
- 176.481 Arrêté du Gouvernement du 5 mars 2013 fixant le tarif-cadre des émoluments pour le contrôle des viandes et le contrôle des animaux avant abattage
- 176.511 Décret 24 mars 2010 fixant les émoluments judiciaires

### 178 *Service de renseignements juridiques*

- 178.1 Arrêté du Parlement du 1<sup>er</sup> octobre 1981 concernant la ratification de la convention relative à l'organisation du Service de renseignements juridiques

178.11                    Règlement de l'Ordre des avocats jurassiens concernant le Service de renseignements juridiques

**18                            *Organisation judiciaire, avocats et notaires***

**181                            *Organisation judiciaire générale***

181.1                    Loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000  
181.111                   Ordonnance du 30 novembre 2010 concernant l'exercice de la fonction de juge et de procureur à temps partiel  
181.112                   Règlement du Conseil de surveillance de la magistrature du 14 juin 2007

**182                            *Autorités judiciaires***

182.11                    Règlement du Tribunal cantonal du 16 octobre 2000  
182.12                    Règlement du 21 décembre 2006 sur les attributions des greffiers de cour du Tribunal cantonal  
182.21                    Règlement du Tribunal de première instance du 30 novembre 2000  
182.34                    Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes  
182.35                    Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme  
182.351                   Ordonnance du 24 juin 2015 concernant les commissions de conciliation en matière de bail et la consignation du loyer  
182.41                    Règlement du Ministère public du 3 février 2021  
182.51                    Loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 relative à la justice pénale des mineurs  
182.61                    Ordonnance du 4 décembre 2012 concernant l'organisation de cours de droit pour avocats et notaires stagiaires

**186                            *Indemnités journalières et de déplacement***

186.1                    Décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux

**187                            *Dévolution judiciaire***

187.1                    Décret du 6 décembre 1978 concernant la dévolution judiciaire civile et pénale

**188                            *Avocats***

188.11                    Loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat  
188.211                   Règlement du Tribunal cantonal du 30 janvier 2004 sur le stage et les examens d'avocat  
188.41                    Ordonnance du 6 juillet 2004 concernant le fonctionnement de la Chambre des avocats  
188.61                    Ordonnance du 19 avril 2005 fixant le tarif des honoraires d'avocat

---

<b>189</b>	<b><i>Notaires</i></b>
189.11	Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat
189.111	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de la loi sur le notariat
189.112	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi sur le notariat
189.113	Ordonnance du 29 janvier 1979 sur les notaires
189.211	Ordonnance du 24 mai 2016 sur le stage et les examens de notaire
189.31	Décret du 6 décembre 1978 concernant les occupations accessoires des notaires
189.421	Décret du 6 décembre 1978 sur l'authentification notariale de déclarations sous serment
189.422	Décret du 6 décembre 1978 sur la passation publique des actes de mutation relatifs à de petits immeubles
189.423	Décret du 6 décembre 1978 concernant la passation publique de cautionnements
189.61	Décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments des notaires

<b>19</b>	<b><i>Communes</i></b>
-----------	------------------------

190.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les communes
190.111	Décret du 6 décembre 1978 sur les communes
190.31	Décret du 20 octobre 2004 sur la fusion de communes
190.611	Décret du 5 septembre 2018 concernant l'administration financière des communes
190.614.1	Loi du 9 novembre 1978 concernant la classification judiciaire des biens communaux
190.614.2	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la transcription dans les registres fonciers des conventions sur la classification des biens communaux et des décisions qui fixent la destination de ces biens
192.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'orthographe officielle des noms des communes
192.222	Décret du 6 décembre 1978 sur la protection des minorités
192.244.1	Décret du 6 décembre 1978 sur la police locale



# Loi concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts

du 11 septembre 1996

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 109 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Pour le service administratif de district, le territoire de la République et Canton du Jura est divisé en trois districts, à savoir<sup>2)</sup> :

1. <sup>3)4)5)</sup> Le district de Delémont, ayant pour chef-lieu Delémont et comprenant les communes suivantes :

- |                        |                |
|------------------------|----------------|
| 1. Commune municipale  | de Boécourt    |
| 2. Commune municipale  | de Bourrignon  |
| 3. Commune municipale  | de Châtillon   |
| 4. Commune mixte       | de Courchapoix |
| 5. Commune mixte       | de Courrendlin |
| 6. Commune mixte       | de Courroux    |
| 7. Commune mixte       | de Courtételle |
| 8. Commune municipale  | de Delémont    |
| 9. Commune mixte       | de Develier    |
| 10. Commune mixte      | d'Ederswiler   |
| 11. Commune mixte      | de Haute-Sorne |
| 12. Commune mixte      | de Mervelier   |
| 13. Commune mixte      | de Mettembert  |
| 14. Commune mixte      | de Movelier    |
| 15. Commune mixte      | de Pleigne     |
| 16. Commune mixte      | de Rossemaison |
| 17. Commune mixte      | de Saulcy      |
| 18. Commune municipale | de Soyhières   |
| 19. Commune mixte      | de Val Terbi   |

2. <sup>2)6)</sup> Le district des Franches-Montagnes, ayant pour chef-lieu Saignelégier et comprenant les communes suivantes :

- |                       |               |
|-----------------------|---------------|
| 1. Commune municipale | du Bémont     |
| 2. Commune municipale | des Bois      |
| 3. Commune mixte      | des Breuleux  |
| 4. Commune municipale | des Enfers    |
| 5. Commune mixte      | des Genevez   |
| 6. Commune municipale | de Lajoux     |
| 7. Commune mixte      | de Montfaucon |

- |                        |                 |
|------------------------|-----------------|
| 8. Commune mixte       | de Muriaux      |
| 9. Commune municipale  | du Noirmont     |
| 10. Commune mixte      | de Saignelégier |
| 11. Commune municipale | de Saint-Brais  |
| 12. Commune municipale | de Soubey       |

3. [2\)3\)4\)7\)](#) Le district de Porrentruy, ayant pour chef-lieu Porrentruy et comprenant les communes suivantes :

- |                        |                     |
|------------------------|---------------------|
| 1. Commune mixte       | d'Alle              |
| 2. Commune mixte       | de La Baroche       |
| 3. Commune mixte       | de Basse-Allaine    |
| 4. Commune mixte       | de Beurnevésin      |
| 5. Commune mixte       | de Boncourt         |
| 6. Commune mixte       | de Bonfol           |
| 7. Commune mixte       | de Bure             |
| 8. Commune mixte       | de Clos du Doubs    |
| 9. Commune mixte       | de Coeuve           |
| 10. Commune mixte      | de Cornol           |
| 11. Commune mixte      | de Courchavon       |
| 12. Commune mixte      | de Courgenay        |
| 13. Commune mixte      | de Courtedoux       |
| 14. Commune mixte      | de Damphreux-Lugnez |
| 15. Commune mixte      | de Fahy             |
| 16. Commune mixte      | de Fontenais        |
| 17. Commune mixte      | de Grandfontaine    |
| 18. Commune mixte      | de Haute-Ajoie      |
| 19. Commune municipale | de Porrentruy       |
| 20. Commune mixte      | de Vendlincourt     |

**Art. 2** Le territoire des diverses communes est déterminé par leurs plans cadastraux.

**Art. 3** Le décret du 6 décembre 1978 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts est abrogé.

**Art. 4** La présente loi est soumise au référendum facultatif.



**Art. 5** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1996.

Delémont, le 11 septembre 1996

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Hubert Ackermann  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 septembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 6 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 mai 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



**Loi**  
**portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre**  
**femmes et hommes (LiLEg)<sup>11)</sup>**

du 17 mai 2000

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 24 mars 1995 sur l'égalité entre femmes et hommes<sup>1)</sup>,

vu l'article 44 de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**SECTION 1 : Dispositions générales**

Buts

**Article premier<sup>12)</sup>** La présente loi vise à pour buts :

- a) d'édicter les dispositions d'exécution de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes;
- b) de fixer la mission et les tâches de la personne déléguée à l'égalité entre femmes et hommes;
- c) de promouvoir l'égalité entre femmes et hommes, notamment en matière d'égalité salariale.

Terminologie

**Art. 1a<sup>13)</sup>** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**SECTION 2 : Personne déléguée à l'égalité<sup>8)</sup>**

Principe

**Art. 2<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat crée un poste de délégué à l'égalité entre femmes et hommes (ci-après : "la personne déléguée à l'égalité").

<sup>2</sup> La personne déléguée à l'égalité assume le rôle défini à l'article 44 de la Constitution cantonale.

Mission générale  
et tâches

**Art. 3<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> La personne déléguée à l'égalité encourage la réalisation de l'égalité entre les sexes dans tous les domaines et s'emploie à éliminer toute forme de discrimination directe ou indirecte.

<sup>2</sup> A cet effet, elle assume notamment les tâches suivantes :

- a) conseiller les autorités et les particuliers, notamment les personnes victimes de discrimination, en matière d'égalité entre femmes et hommes;
- b) participer à l'élaboration des actes législatifs du Canton et, au besoin, des communes, en veillant à éliminer toutes les formes de discrimination dans la législation;
- c) informer le public, dispenser, voire organiser des actions de formation et mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation;
- d) procéder, au besoin, à des études et émettre des recommandations à l'intention des autorités et des particuliers;
- e) réunir et maintenir une documentation spécifique aux questions d'égalité;
- f) participer, le cas échéant, à des projets d'intérêt cantonal, interjurassien, intercantonal, national ou international.

Attributions et  
compétences

**Art. 4<sup>8)</sup>** Afin d'assumer sa mission et ses tâches, la personne déléguée à l'égalité est dotée des attributions et compétences suivantes :

- a) émettre des propositions visant à réaliser le principe de l'égalité à l'attention du Gouvernement et des départements;
- b) collaborer avec les unités administratives qui traitent des sujets relatifs à l'égalité entre femmes et hommes;
- c) participer à l'élaboration des projets touchant aux problèmes d'égalité;
- d) mener les enquêtes et les recherches nécessaires à l'accomplissement de ses tâches;
- e) soutenir les activités d'associations qui œuvrent en faveur du principe de l'égalité;
- f) encourager une représentation équilibrée des femmes et des hommes en politique;
- g) préavisier les objets portés à l'ordre du jour du Gouvernement et du Parlement liés aux problèmes de l'égalité.

Rattachement

**Art. 5<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le rattachement de la personne déléguée à l'égalité est réglé par le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Une collaboration intercantonale est réservée.

## **SECTION 2<sup>BIS</sup> : Quotas dans les commissions et groupes de travail<sup>9)</sup>**

Principe

**Art. 5a<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> Les membres des commissions et des groupes de travail de l'administration cantonale sont choisis de manière à ce que l'égalité entre les sexes soit respectée.

<sup>2</sup> La part de femmes et d'hommes dans chacun de ces organes doit, en principe, être de 40 % au moins et de 60 % au plus.

Exceptions

<sup>3</sup> Sont réservés les cas dans lesquels il n'est pas possible de respecter les quotas prévus par l'alinéa 2 pour l'une des raisons suivantes :

- a) une disposition légale ou l'arrêté instituant la commission ou le groupe de travail attribue la qualité de membre d'un de ces organes à une personne occupant une fonction déterminée au sein de l'administration cantonale, d'une commune, d'un groupement de communes ou d'une institution paraétatique;
- b) la qualité de membre d'une commission ou d'un groupe de travail doit être attribuée à des personnes qui disposent de compétences techniques et/ou professionnelles spécifiques nécessaires à l'accomplissement du mandat de l'organe concerné.

Délais

<sup>4</sup> La mise en œuvre des règles contenues dans le présent article ne doit pas empêcher ni retarder la nomination des commissions et des groupes de travail de l'administration cantonale.

Rapport

**Art. 5b<sup>9)</sup>** Une fois par législature, le Gouvernement adresse un rapport au Parlement précisant pour chaque commission et groupe de travail la part de femmes et d'hommes ainsi que, le cas échéant, les raisons pour lesquelles les quotas prévus à l'article 5a, alinéa 2, n'ont pas pu être respectés.

## SECTION 2<sup>TER</sup> : Egalité salariale<sup>13)</sup>

Non- respect de l'égalité entre femmes et hommes

**Art. 5c<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> Toute suspicion de non-respect de l'égalité entre femmes et hommes dans les rapports de travail, notamment en matière salariale, peut être signalée à la personne déléguée à l'égalité.

<sup>2</sup> La personne déléguée à l'égalité peut conseiller la personne qui a signalé cette situation.

<sup>3</sup> Elle tient à jour une liste du nombre de cas signalés qu'elle remet annuellement au Service de l'économie et de l'emploi.

Analyse de l'égalité des salaires et vérification  
a) Obligation d'effectuer une analyse

**Art. 5d<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> Les employeurs qui occupent un effectif d'au moins 50 travailleurs au début d'une année effectuent à l'interne une analyse de l'égalité des salaires pour cette même année. Les apprentis ne sont pas comptabilisés dans cet effectif.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les articles 13a et suivants de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes<sup>1)</sup> sont applicables.

b) Vérification formelle de l'analyse de l'égalité des salaires dans le entités publiques

**Art. 5e<sup>13)</sup>** Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les modalités de la vérification de l'analyse de l'égalité des salaires concernant :

- a) le personnel de l'administration cantonale;
- b) le personnel des établissements autonomes de droit public qui occupent au moins 50 travailleurs; les apprentis ne sont pas comptabilisés dans cet effectif;
- c) le personnel des communes qui occupent au moins 50 travailleurs; les apprentis ne sont pas comptabilisés dans cet effectif.

Employeurs qui occupent un effectif de moins de 50 travailleurs

**Art. 5f<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> Les employeurs qui occupent moins de 50 travailleurs peuvent effectuer une analyse de l'égalité des salaires au moyen d'un outil standard mis à disposition par la Confédération.

<sup>2</sup> Ils peuvent faire vérifier l'analyse, conformément aux articles 13a et suivants de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes<sup>1)</sup>.

<sup>3</sup> Le rapport de vérification de l'analyse de l'égalité salariale peut être produit par l'employeur dans le cadre d'une procédure d'attribution d'un marché public ou d'une demande d'octroi de subventions.

<sup>4</sup> La durée de validité de la vérification de l'analyse de l'égalité salariale est de six ans.

### SECTION 3 : Commission de l'égalité entre femmes et hommes

Constitution, composition

**Art. 6** <sup>1</sup> Il est constitué une commission permanente de l'égalité (dénommée ci-après : "commission").

<sup>2</sup> Elle compte douze membres au maximum.

<sup>3</sup> ...<sup>10)</sup>

<sup>4</sup> La présidence est assumée par la personne déléguée à l'égalité, qui en est membre d'office.<sup>8)</sup>

Nomination, durée du mandat

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme les membres de la commission.

<sup>2</sup> La durée du mandat correspond à la législature. Le mandat est renouvelable une fois.<sup>[7\)](#)</sup>

Rôle **Art. 8** <sup>1</sup> La commission conseille et soutient la personne déléguée à l'égalité dans ses activités.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Elle peut donner son avis sur la définition des objectifs à atteindre par la personne déléguée à l'égalité; elle participe à la réalisation des objectifs par le biais de groupes de travail qu'elle constitue en son sein.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Elle préavise toutes les questions qui lui sont soumises et peut s'exprimer sur d'autres sujets concernant sa mission.

Règlement **Art. 9** <sup>1</sup> Pour le surplus, l'organisation et le fonctionnement de la commission sont fixés par un règlement soumis à l'approbation du Gouvernement.

<sup>2</sup> Le règlement en précise notamment :

- a) la composition et la représentation;
- b) les tâches;
- c) l'organisation interne;
- d) les modalités de fonctionnement, y compris le secrétariat.

#### **SECTION 4 : Dispositions finales et transitoires<sup>[12\)](#)</sup>**

Modification du droit en vigueur **Art. 10** Le Code de procédure administrative<sup>[4\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

Article 138, alinéas 2 et 3

...<sup>[5\)](#)</sup>

Article 153, alinéa 2

...<sup>[5\)](#)</sup>

Article 163, lettre c

...<sup>[5\)](#)</sup>

Obligation d'analyse **Art. 10a<sup>[13\)](#)</sup>** Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, la date à laquelle les employeurs visés à l'article 5d doivent avoir effectué la première analyse de l'égalité des salaires.

Référendum

**Art. 11** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 12** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 17 mai 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RS 151.1](#)

2) [RSJU 101](#)

3) [RSJU 172.111](#)

4) [RSJU 175.1](#)

5) Texte inséré dans ledit Code

6) 1<sup>er</sup> septembre 2000

7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010

8) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 17 décembre 2014 portant modification des actes législatifs liés à la création de postes de délégués dans l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016

9) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 29 septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022

10) Abrogé par le ch. I de la loi du 29 septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022

11) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

13) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



## Ordonnance concernant les élections communales

du 4 septembre 1984

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article premier, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques<sup>1)</sup>,

vu l'article 137, alinéa 1, de la loi du 9 novembre 1978 sur les communes<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier<sup>3)</sup>** La présente ordonnance s'applique aux élections populaires aux urnes dans les communes municipales, mixtes et bourgeoises, ainsi que dans les sections de commune, dont la réglementation sur les élections n'a pas été adaptée à la loi sur les droits politiques et à son ordonnance d'exécution.

Terminologie

**Art. 1a<sup>4)</sup>** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Electeurs

**Art. 2** <sup>1</sup> Sont électeurs en matière communale :

- a) les Suisses âgés de dix-huit ans, domiciliés depuis trente jours dans la commune;
- b) les étrangers âgés de dix-huit ans et domiciliés en Suisse depuis dix ans, dans le Canton depuis un an et dans la commune depuis trente jours.<sup>3)16)</sup>

<sup>2</sup> Sont électeurs en matière bourgeoise tous les bourgeois domiciliés dans la commune ou section de commune, âgés de dix-huit ans et qui ont le droit de vote en matière cantonale. Le règlement de la commune bourgeoise peut accorder le droit de vote à tous les bourgeois jouissant des droits civiques et domiciliés hors de la commune.<sup>3)</sup>

<sup>3</sup> Les personnes qui, en raison d'une incapacité durable de discernement, sont protégées par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'inaptitude ne sont pas électeurs.<sup>18)</sup>

Eligibilité et  
limitation des  
mandats

**Art. 3** <sup>1</sup> Sont éligibles :

- a) <sup>3)</sup><sup>19)</sup> comme membre d'autorités communales, les Suisses jouissant du droit de vote dans la commune et, à l'exception de la mairie, les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques;
- b) comme membre d'autorités bourgeoises, les électeurs en matière bourgeoise;
- c) comme membre d'autorités d'une section de commune, les électeurs jouissant du droit de vote dans la section;
- d) comme fonctionnaires communaux, toutes les personnes ayant l'exercice des droits civils et politiques;
- e) comme membre des commissions communales, les Suisses âgés de seize ans au moins et les étrangers.

<sup>2</sup> Le règlement communal peut limiter la rééligibilité des membres d'autorités communales.

<sup>3</sup> La durée de non-éligibilité ne peut excéder une période de fonction.

<sup>4</sup> Le règlement communal peut introduire une limite d'âge pour les fonctionnaires. <sup>15)</sup>

Fonctions  
incompatibles

**Art. 4** <sup>1</sup> Sont incompatibles avec la qualité de membre d'une autorité communale :

- a) <sup>19)</sup> les fonctions de membre du Gouvernement, de procureur et de juge permanent;
- b) la qualité de fonctionnaire communal à plein-temps, immédiatement subordonné à cette autorité.

<sup>2</sup> Les fonctions de maire, de conseiller communal, de président et de vice-président de l'assemblée communale sont incompatibles.

<sup>3</sup> Les communes peuvent, dans leurs règlements, étendre l'incompatibilité à d'autres fonctions communales.

Incompatibilité  
tenant à la  
parenté

**Art. 5** <sup>1</sup> Ne peuvent faire partie ensemble d'une autorité communale :

- a) les parents du sang et alliés en ligne directe;
- b) les frères ou sœurs, germains, utérins ou consanguins;
- c) <sup>16)</sup> les époux, les partenaires enregistrés, les alliés en ligne collatérale au deuxième degré, ainsi que les conjoints ou les partenaires enregistrés de frères ou sœurs.

<sup>2</sup> Les personnes ainsi apparentées ne peuvent pas non plus occuper des emplois communaux dont l'un est immédiatement subordonné à l'autre.

<sup>3</sup> Le règlement communal peut étendre jusqu'au quatrième degré l'exclusion pour cause de parenté de sang ou d'alliance dans la ligne collatérale.

<sup>4</sup> Il peut restreindre ou supprimer intégralement cette exclusion en ce qui concerne le conseil général.

<sup>5</sup> L'exclusion pour cause d'alliance ne cesse pas du fait de la dissolution du mariage ou du partenariat enregistré.<sup>16)</sup>

<sup>6</sup> Le délégué aux affaires communales<sup>20)</sup> peut, pour de justes motifs, autoriser des exceptions à la règle posée à l'article 5, alinéas 1 et 2.

Option et règles  
d'élimination

**Art. 6** <sup>1</sup> En cas d'incompatibilité touchant une même personne, un délai d'option lui est imparti par le délégué aux affaires communales<sup>20)</sup>. A défaut d'option, le sort décide.

<sup>2</sup> En cas d'élection simultanée de personnes qui s'excluent en vertu de l'article 5, sont réputées élues, en l'absence d'un désistement volontaire, celles qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité, le délégué aux affaires communales<sup>20)</sup> procède à un tirage au sort, auquel les intéressés sont invités.

<sup>3</sup> Lorsqu'un nouvel élu se trouve, à l'égard d'une personne déjà en fonction, dans un rapport de parenté entraînant l'incompatibilité au sens de l'article 5 de la présente ordonnance ou selon le règlement communal, son élection est nulle si cette personne ne se retire pas.

<sup>4</sup> Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3 ci-dessus, la fonction de maire l'emporte sur celle de conseiller communal.

Organes  
électorales

**Art. 7** <sup>1</sup> Le règlement communal désigne les organes électoraux de la commune. Il indique notamment quelles sont les compétences électorales :

- a) des ayants droit (vote aux urnes);
- b) de l'assemblée communale;
- c) du conseil général;
- d) du conseil communal;
- e) des commissions.

<sup>2</sup> Les ayants droit au vote élisent obligatoirement, par les urnes, selon les dispositions de la présente ordonnance :

- a) le maire;
- b) le président des assemblées;
- c) les membres du conseil communal;
- d) les membres du conseil général.

<sup>3</sup> Le règlement communal peut prévoir l'élection d'un vice-président des assemblées; dans ce cas, son élection se déroule conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

<sup>4</sup> Si le règlement communal prévoit d'autres élections par les urnes, les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent.

## SECTION 2 : Exercice du droit de vote

Lieu du scrutin **Art. 8** Le scrutin se déroule dans les locaux désignés par le conseil communal.

Temps du scrutin **Art. 9<sup>3)</sup>** <sup>1</sup> Les locaux de vote doivent être ouverts le dimanche de 10 à 12 heures.<sup>16)</sup>

<sup>2</sup> Le conseil communal peut en outre fixer l'ouverture dès le vendredi.<sup>16)</sup>

<sup>3</sup> Le bureau électoral suspend les opérations à l'heure précise fixée et déclare clos le scrutin. Il est interdit de voter une fois cette clôture prononcée.

Matériel de vote **Art. 10<sup>3)</sup>** Le conseil communal fait imprimer les cartes d'électeur et les bulletins officiels pour les scrutins de la commune et se procure les enveloppes de vote par correspondance.

Convocation des électeurs **Art. 11** <sup>1</sup> Pour les élections générales prévues à l'article 21, le délégué aux affaires communales<sup>20)</sup> procède à la publication dans le Journal officiel. Dans les autres cas, le conseil communal convoque les électeurs par publication dans le Journal officiel et selon l'usage local.

<sup>2</sup> La convocation est publiée, au plus tard, dans l'édition du Journal officiel de la dixième semaine précédant le jour du scrutin; elle indique le genre, l'horaire et le lieu du scrutin et de l'éventuel ballottage.<sup>16)19)</sup>

Publication des  
listes et actes  
de candidature

**Art. 12** A l'échéance du délai de correction des listes et actes de candidature déposés, le secrétariat communal procède à leur affichage selon l'usage local.

Fourniture  
du matériel

**Art. 13** <sup>1</sup> La commune fait parvenir à tous les électeurs, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant le jour du scrutin, leur carte d'électeur ainsi que le ou les bulletins(s) officiel(s).<sup>19)</sup>

<sup>2</sup> Un duplicata de la carte d'électeur peut être obtenu au plus tard vingt-quatre heures avant l'ouverture du scrutin. La nouvelle carte délivrée doit porter la mention "duplicata". A l'ouverture du scrutin, l'administration communale communique au bureau électoral les noms des personnes ayant obtenu un duplicata.<sup>3)</sup>

<sup>3</sup> La commune prend en charge les frais d'impression et de distribution du ou des bulletin(s) officiel(s).

<sup>4</sup> ...<sup>5)</sup>

<sup>5</sup> Si, lors d'élection selon le système majoritaire, le nombre des actes de candidature dépasse celui de trois, le conseil communal peut se borner à distribuer un bulletin officiel blanc et la liste des candidatures déposées.

<sup>6</sup> Les mandataires des listes peuvent obtenir des bulletins supplémentaires auprès de l'administration communale. Les frais y relatifs sont à la charge des personnes ou organisations qui les ont commandés.

Manière de voter

**Art. 14**<sup>3)16)</sup> Le vote à l'urne et par correspondance est réglé par les articles 18 à 24 de l'ordonnance d'exécution<sup>6)</sup> de la loi sur les droits politiques.

**Art. 15 à 17**<sup>5)</sup>

Secret du vote

**Art. 18** <sup>1</sup> Le secret du vote doit être assuré.

<sup>2</sup> ...<sup>5)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>5)</sup>

<sup>4</sup> ...<sup>5)</sup>

**Art. 19**<sup>5)</sup>

Bulletins nuls

**Art. 20** Sont nuls :

- a) les bulletins qui ne sont pas officiels;
- b) les bulletins qui ne portent pas le timbre du bureau électoral;
- c) les bulletins blancs qui ne sont pas remplis à la main et les bulletins imprimés qui sont modifiés autrement qu'à la main;
- d) les bulletins qui n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur;
- e) les bulletins qui portent des signes qui permettent de reconnaître l'auteur;
- f) les bulletins qui portent des mentions étrangères au scrutin;
- g) ...<sup>[5\)](#)</sup>
- h) ...<sup>[17\)](#)</sup>

### SECTION 3 : Autres dispositions

Calendrier des élections

**Art. 21** <sup>1</sup> L'élection des conseils généraux, des conseils communaux, des maires, des présidents et vice-présidents des assemblées a lieu le même jour, soit l'avant-dernier dimanche d'octobre, deux ans après l'élection du Parlement.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le règlement de la commune bourgeoise fixe le calendrier des élections bourgeoises.

<sup>3</sup> Les autorités se constituent dans les quinze premiers jours de l'année civile qui suit le jour de l'élection.

<sup>4</sup> Leurs charges prennent fin la veille de la séance constitutive des nouvelles autorités.

Ballottage

**Art. 22**<sup>[3\)](#)</sup> Les scrutins de ballottage ont lieu le troisième dimanche après le premier tour.

Circonscription électorale

**Art. 23** La commune forme en principe une seule circonscription électorale.

Dépouillement

**Art. 24**<sup>[3\)](#)</sup> Le dépouillement est effectué conformément aux articles 26 et suivants de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques.

Validité du scrutin

**Art. 25** Un scrutin n'est en principe valable que si le nombre des bulletins timbrés ne dépasse pas celui des cartes de vote rentrées.

Constatation et  
publication des  
résultats

**Art. 26** <sup>1</sup> Dès la clôture du dépouillement, un exemplaire du procès-verbal est remis sans retard au conseil communal.

<sup>2</sup> Un exemplaire du procès-verbal d'élection est transmis immédiatement au délégué aux affaires communales<sup>20)</sup>.

<sup>3</sup> La commune informe les élus de leur élection.

Recours

**Art. 27** <sup>1</sup> Les élections peuvent être attaquées par voie de recours devant le juge administratif.

<sup>2</sup> Le recours doit être interjeté dans les dix jours qui suivent la décision attaquée; en cas de scrutin, il doit être interjeté dans les dix jours qui suivent.

<sup>3</sup> Lorsque les résultats du scrutin sont publiés dans le Journal officiel, on peut encore recourir dans les trois jours suivant cette publication même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.

<sup>4</sup> Le juge administratif statue sous réserve de recours auprès de la Cour constitutionnelle.

<sup>5</sup> Le recours à la Cour constitutionnelle doit être adressé dans les dix jours suivant la notification de la décision attaquée.

Conservation du  
matériel de vote

**Art. 28** <sup>1</sup> Conjointement avec un exemplaire du procès-verbal, les cartes de vote et les bulletins sont réunis pour chaque élection en paquets distincts qui sont ensuite scellés et conservés sous clé.

<sup>2</sup> Dès que le délai de recours est écoulé sans avoir été utilisé ou que d'éventuels recours en matière d'élection ont été jugés définitivement, le matériel mentionné à l'alinéa 1 doit être détruit.

Durée des  
fonctions

**Art. 29**<sup>16)</sup> La durée des fonctions est de cinq ans, sauf dispositions fédérales ou cantonales contraires.

## SECTION 4 : Elections selon le système de la représentation proportionnelle

Système électoral

**Art. 30** Les dispositions ci-après régissent les élections selon le système de la représentation proportionnelle :

- a) du conseil général dans les communes qui possèdent un tel organe;
- b) du conseil communal, à moins que le règlement d'organisation ne prévoie le système majoritaire,
- c) de tous les autres organes des communes municipales, mixtes, bourgeoises et des sections de commune qui, en vertu d'une disposition du règlement d'organisation, ont lieu aux urnes selon le système de la représentation proportionnelle.

Dépôt et contenu des listes

**Art. 31** <sup>1</sup> Les listes de candidats doivent être remises au conseil communal le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 12 heures. [16\)19\)](#)

<sup>2</sup> Une liste ne peut porter plus de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir.

<sup>3</sup> Chaque liste indique le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession.

<sup>4</sup> Elle doit porter une dénomination qui la distingue des autres listes.

<sup>5</sup> Les listes et les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune, ainsi que la mention de deux mandataires et d'un suppléant; pour l'élection des conseils généraux, ce nombre est porté à vingt. [14\)](#)

<sup>6</sup> Un électeur ne peut apposer sa signature sur plus d'une liste.

Domicile

**Art. 32** Le candidat est domicilié dans sa circonscription électorale.

Candidatures multiples

**Art. 33** Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste. Le cas échéant, un délai d'option de trois jours est fixé par le conseil communal; faute d'option dans le délai imparti, le sort décide.

Corrections et compléments

**Art. 34** <sup>1</sup> Les candidats qui déclinent leur candidature le font savoir au conseil communal par écrit jusqu'au vendredi à 12 heures de la huitième semaine qui précède l'élection. [16\)19\)](#)



<sup>2</sup> Les mandataires de la liste la corrigent ou la complètent, s'il y a lieu, jusqu'au lundi de la septième semaine qui précède l'élection, à 12 heures.<sup>19)</sup>

<sup>3</sup> Les candidatures déclinées ou contraires à la loi sont considérées comme nulles.

<sup>4</sup> L'article 45 est réservé.

Bulletins officiels **Art. 35**<sup>19)</sup> Le conseil communal imprime et fait parvenir à tous les électeurs, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant l'élection, des bulletins officiels reproduisant les listes déposées.

Manière de voter **Art. 36** <sup>1</sup> Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges dans la commune.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'article 37, il peut voter de l'une des manières suivantes :

- a) il dépose dans l'urne un bulletin officiel imprimé sans le modifier;
- b) il dépose un bulletin officiel imprimé qu'il a modifié, en y biffant des noms, en en cumulant d'autres ou en y portant le nom de candidats d'autres listes (panachage). Dans ces deux cas, a et b, les suffrages qui ne sont pas donnés à des candidats sont attribués à la liste dont la dénomination figure en tête de bulletin;
- c) il dépose un bulletin officiel blanc où il a porté le nom de candidats de la commune, en en cumulant s'il lui plaît;
- d) il dépose un bulletin officiel blanc où, sans porter le nom d'aucun candidat, il attribue ses suffrages à une liste de son choix en la désignant clairement;
- e) il dépose un bulletin officiel blanc où il désigne la liste de son choix ainsi que le nom d'un ou de plusieurs candidats.

<sup>3</sup> Aucun candidat ne peut recevoir plus de deux suffrages par bulletin.

<sup>4</sup> Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :

- a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés;
- b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.

Suppression  
du cumul

**Art. 37** Le règlement d'organisation peut prévoir la possibilité de supprimer le cumul des candidats; il peut aussi prévoir l'élection de suppléants pour le conseil général.

Détermination du  
résultat

**Art. 38** Après la clôture du scrutin, le bureau électoral établit un procès-verbal indiquant notamment :

- a) le nombre des électeurs et celui des votants;
- b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls;
- c) le nombre des suffrages obtenus par les candidats de chaque liste (suffrages nominatifs);
- d) le nombre des suffrages non nominatifs qui sont attribués à chaque liste (suffrages complémentaires);
- e) le nombre des suffrages de chaque liste, suffrages nominatifs et suffrages complémentaires;
- f) le nombre des suffrages inutilisés;
- g) les cas de tirage au sort;
- h) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.

Répartition des  
sièges

**Art. 39** Les sièges sont répartis entre les listes selon les règles suivantes :

- a) le nombre total des suffrages de toutes les listes est divisé par le nombre des sièges de la commune, augmenté d'un; le résultat porté au nombre entier immédiatement supérieur est le quotient électoral;
- b) chaque liste obtient autant de sièges que le nombre de ses suffrages contient de fois le quotient électoral;
- c) si tous les sièges ne sont pas répartis, le nombre de suffrages de chaque liste est divisé par le nombre de sièges qu'elle a déjà obtenus, augmenté d'un. Un siège est attribué à la liste qui a le plus fort quotient. L'opération se répète jusqu'à ce que tous les sièges soient répartis. En cas d'égalité de quotient pour le dernier siège, le sort décide;
- d) le bureau électoral procède au tirage au sort.

Désignation  
des élus

**Art. 40** <sup>1</sup> Sont élus, à concurrence du nombre des sièges qui reviennent à chaque liste, ceux des candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages nominatifs.

<sup>2</sup> Les candidats non élus sont rangés selon le nombre des suffrages nominatifs obtenus par eux.

<sup>3</sup> En cas d'égalité des suffrages, est élu le candidat qui a obtenu le plus de suffrages sur la liste où son nom figurait. En cas de nouvelle égalité, le sort décide.

<sup>4</sup> Le bureau électoral procède au tirage au sort.

Elections tacite  
et complémen-  
taire

**Art. 41** Si les candidats présentés ne sont pas plus nombreux que les sièges de la commune, ils sont élus sans vote (élection tacite). S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire.

Sièges en  
surnombre

**Art. 42** Si une liste obtient plus de sièges qu'elle n'a présenté de candidats, les électeurs qui l'ont signée peuvent désigner des candidats supplémentaires, qui sont élus sans vote. Faute de désignation dans le délai imparti, il est procédé à une élection complémentaire.

Vacance durant  
la législature

**Art. 43** <sup>1</sup> En cas de vacance durant la législature, celui qui quitte un des organes mentionnés à l'article 30 de la présente ordonnance est remplacé par le premier suppléant figurant sur la même liste. Si celui-ci refuse de siéger, le suivant prend sa place.

<sup>2</sup> S'il ne reste aucun candidat, la majorité des électeurs qui ont signé la liste peuvent désigner un candidat supplémentaire, qui est élu sans vote; faute de désignation dans le délai imparti par le conseil communal, on procède à une élection complémentaire.

Elections  
complémentaires

**Art. 44** <sup>1</sup> Si un seul siège est vacant, l'élection complémentaire a lieu à la majorité relative.

<sup>2</sup> Si plusieurs sièges sont vacants, l'élection a lieu selon le système de la représentation proportionnelle.

Défaut de liste

**Art. 45** Si aucune liste n'est déposée, l'élection a lieu à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible. Le cumul n'est pas admis.

Réglementation  
particulière

**Art. 46** <sup>1</sup> La règlement d'organisation de la commune peut prévoir l'élection de suppléants.

<sup>2</sup> Si le règlement d'organisation prévoit l'élection de suppléants pour le conseil général, le mode d'élection de ceux-ci fera l'objet d'une réglementation communale particulière à soumettre à l'approbation du délégué aux affaires communales<sup>20)</sup>.

## SECTION 5 : Elections selon le système majoritaire à deux tours

Champ  
d'application

**Art. 47** Les dispositions ci-après régissent les élections selon le système majoritaire à deux tours :

- a) du maire;
- b) du président et du vice-président des assemblées communales;
- c) du conseil communal à moins que le règlement d'organisation ne prévoie le système de la représentation proportionnelle;
- d) des autres autorités des communes municipales, mixtes, bourgeoises et des sections de commune, de leurs fonctionnaires et enseignants qui, en vertu d'une disposition du règlement d'organisation, ont lieu aux urnes selon le système majoritaire.

Actes de  
candidature

**Art. 48** <sup>1</sup> Les actes de candidature doivent être remis au conseil communal le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 12 heures. [16](#)[19](#)

<sup>2</sup> L'acte de candidature indique le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession du candidat ou des candidats.

<sup>3</sup> Il doit porter la signature manuscrite du candidat et celle d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune.

Corrections et  
compléments

**Art. 49** <sup>1</sup> Les actes de candidature peuvent être corrigés jusqu'au lundi de la septième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 12 heures. [19](#)

<sup>2</sup> Ils ne peuvent être complétés que dans le cas où un candidat devient inéligible. Ce complément peut être apporté jusqu'au lundi qui précède l'élection, jusqu'à 12 heures. [19](#)

<sup>3</sup> La candidature, une fois signée, ne peut plus être déclinée.

<sup>4</sup> L'article 61 est réservé.

Report de  
l'élection

**Art. 50**[16](#) Si un candidat devient inéligible entre le lundi qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée. Le conseil communal prend les mesures nécessaires et fixe les délais.

Bulletins officiels	<b>Art. 51<sup>19)</sup></b> Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant l'élection, des bulletins officiels imprimés portant le nom du ou des candidat(s) et un bulletin officiel blanc, sous réserve de l'article 13, alinéa 5.
Manière de voter	<p><b>Art. 52</b> <sup>1</sup> Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à pourvoir.</p> <p><sup>2</sup> Il ne peut donner ses suffrages qu'à des candidats et n'en peut donner qu'un à chaque candidat.</p> <p><sup>3</sup> Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés;</li> <li>b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.</li> </ul>
Détermination du résultat	<p><b>Art. 53</b> Après la clôture de scrutin, le bureau électoral établit un procès-verbal indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nombre des électeurs et celui des votants;</li> <li>b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls;</li> <li>c) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.</li> </ul>
Désignation des élus	<p><b>Art. 54</b> <sup>1</sup> Sont élus les candidats qui ont obtenu un nombre de suffrages supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité absolue).</p> <p><sup>2</sup> Si le nombre des candidats ayant obtenu la majorité absolue dépasse celui des sièges ou postes à pourvoir, sont élus ceux d'entre eux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.</p> <p><sup>3</sup> En cas d'égalité des suffrages pour le dernier siège, une élection complémentaire départage les candidats ayant obtenu le même nombre de suffrages.</p> <p><sup>4</sup> Les dispositions du décret sur la protection des minorités<sup>7)</sup> demeurent réservées.</p>
Candidatures pour le second tour	<b>Art. 55</b> <sup>1</sup> Un candidat au premier tour peut renoncer à sa candidature pour le second tour.

<sup>2</sup> Les candidatures doivent être remises au conseil communal le mercredi qui suit le premier tour, jusqu'à 12 heures. Elles sont rendues publiques selon l'usage local.<sup>3)19)</sup>

<sup>3</sup> Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour et qui ont obtenu un nombre de suffrages équivalant à cinq pour cent au moins du nombre des bulletins valables.<sup>19)</sup>

Bulletins officiels **Art. 56<sup>3)</sup>** Les communes font parvenir les cartes d'électeur et les bulletins officiels aux électeurs au plus tard le lundi précédant le scrutin.

Désignation des élus au second tour **Art. 57** Sont élus, à concurrence des sièges à pourvoir, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages, même s'il n'est pas supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité relative).

Renvoi **Art. 58** Sous réserve des dispositions qui précèdent, les règles valables pour le premier tour sont applicables au second.

Election tacite **Art. 59** <sup>1</sup> Si les candidats présentés au premier ou second tour ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont élus sans vote (élection tacite).

<sup>2</sup> S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire à la majorité relative.

Vacance pendant la législature **Art. 60<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> En cas de vacance pendant la législature, il est procédé à une élection complémentaire selon le système majoritaire à deux tours.

<sup>2</sup> Les personnes élues le sont pour la fin de la législature.

Défaut de liste **Art. 61** Si aucun acte de candidature n'est déposé, l'élection se fait à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible.

## SECTION 6 : Elections selon le règlement d'organisation

Elections selon le règlement d'organisation **Art. 62** Dans les cas non visés aux articles 30 et 47, le règlement d'organisation peut prévoir que l'élection des autorités et des fonctionnaires a lieu en assemblée, selon les dispositions dudit règlement.

## SECTION 7 : Dispositions pénales

- Code pénal **Art. 63** Les dispositions des articles 279 à 283 du Code pénal suisse<sup>8)</sup> sont applicables.
- Amendes **Art. 64** <sup>1</sup> Le conseil communal peut infliger une amende de 20 à 200 francs aux membres du bureau électoral qui font défaut entièrement ou partiellement aux opérations d'un vote ou d'une élection sans excuse suffisante.
- <sup>2</sup> Les infractions à la présente ordonnance et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de 1'000 francs au plus, pour autant que d'autres mesures ne soient pas applicables.
- <sup>3</sup> Le conseil communal prononce les amendes selon le décret concernant le pouvoir répressif des communes<sup>9)</sup>.

## SECTION 8 : Voies de recours et droit supplétif

- Voies de recours **Art. 65** Les décisions prises en application de la présente ordonnance peuvent être attaquées selon les dispositions prévues dans la loi sur les droits politiques<sup>1)</sup>, le Code de procédure administrative<sup>10)</sup> et la loi sur les communes<sup>2)</sup>.
- Autres dispositions légales **Art. 66** <sup>1</sup> Les questions non traitées par la présente ordonnance seront tranchées par analogie aux dispositions légales cantonales en vigueur, éventuellement par analogie aux dispositions fédérales.
- <sup>2</sup> Sont notamment réservées les dispositions figurant dans les textes légaux suivants :
- a) Constitution de la République et Canton du Jura<sup>11)</sup>;
  - b) loi sur les droits politiques<sup>1)</sup>;
  - c) ordonnance d'exécution<sup>6)</sup> de la loi sur les droits politiques;
  - d) ...<sup>5)</sup>
  - e) ...<sup>5)</sup>
  - f) ordonnance concernant le registre des électeurs<sup>12)</sup>;
  - g) Code de procédure administrative<sup>10)</sup>;
  - h) loi sur les communes<sup>2)</sup>;
  - i) décret sur les communes<sup>13)</sup>;
  - j) décret sur la protection des minorités<sup>7)</sup>.

## SECTION 9 : Dispositions transitoires et finales

Dispositions  
transitoires

**Art. 67** <sup>1</sup> Les élections communales de 1984 se dérouleront selon le système prévu dans le règlement d'organisation ou le règlement des élections de chaque commune.

<sup>2</sup> Lors d'élections selon le système de la représentation proportionnelle, la suppression du cumul ne sera possible qu'en vertu du règlement communal adapté après l'entrée en vigueur des modifications apportées le 5 juillet 1984 à la loi sur les droits politiques.

Abrogation du  
droit antérieur

**Art. 68** L'ordonnance du 4 juillet 1980 concernant les élections communales est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 69** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1984.

Delémont, le 4 septembre 1984

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le chancelier : Joseph Boinay

- 1) [RSJU 161.1](#)
- 2) [RSJU 190.11](#)
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 13 juin 2000
- 4) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 13 juin 2000
- 5) Abrogé(e)(s) par le ch. I de l'ordonnance du 13 juin 2000
- 6) [RSJU 161.11](#)
- 7) [RSJU 192.222](#)
- 8) [RS 311.0](#)
- 9) [RSJU 325.1](#)
- 10) [RSJU 175.1](#)
- 11) [RSJU 101](#)
- 12) [RSJU 161.15](#)
- 13) [RSJU 190.111](#)



- <sup>14)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 septembre 2005
- <sup>15)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006
- <sup>16)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2011
- <sup>17)</sup> Abrogée par le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2011
- <sup>18)</sup> Nouvelle teneur selon l'article 22 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))
- <sup>19)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 décembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2022
- <sup>20)</sup> Nouvelle dénomination selon l'article 103 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale ([RSJU 172.111](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016



**Arrêté****portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)**

du 5 septembre 2012

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 48 de la Constitution fédérale<sup>[1\)](#)</sup>,

vu les articles 4, 8, lettres a, b et f, 67, 68, 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>[2\)](#)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE) est approuvée.

**Art. 2** Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

**Art. 3** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur<sup>[3\)](#)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 5 septembre 2012

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Corinne Juillerat  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

**Arrêté****approuvant la modification de la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)**

du 22 juin 2022

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 48 de la Constitution fédérale<sup>1)</sup>,

vu les articles 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

vu l'article premier, alinéas 1 et 2, de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions<sup>4)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La modification des 15 et 16 février 2022 de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE) est approuvée.

**Art. 2** Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

**Art. 3** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>5)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 22 juin 2022

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Brigitte Favre  
Le secrétaire : Fabien Kohler

## Annexe

### **Convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)**

des 8 et 9 mai 2012

*La République et Canton du Jura et la République et Canton de Neuchâtel,*

vu les articles 8, lettres a, b et f, 67, 68 et 84, lettre b, de la Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977,

vu les articles 5, 11, 17, 18, 51, 56, alinéa 1, 65 et 85 de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel du 24 septembre 2000,

considérant les liens qui les unissent et la volonté de développer ceux-ci dans un domaine se situant à la croisée des chemins entre la protection de la sphère individuelle, la transparence et l'efficacité de l'activité étatique,

considérant que les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes,

*conviennent de ce qui suit :*

#### **CHAPITRE PREMIER : Généralités**

Buts

**Article premier** <sup>1</sup> La présente convention a pour but d'instaurer une législation et des institutions communes aux cantons du Jura et de Neuchâtel (ci-après : "les cantons") dans les domaines de la protection des données et de la transparence.

<sup>2</sup> Elle vise à protéger la personnalité et les droits fondamentaux des personnes qui font l'objet d'un traitement de données personnelles.

<sup>3</sup> Elle a également pour buts de permettre la formation autonome des opinions, de favoriser la participation des citoyens à la vie publique et de veiller à la transparence des activités des autorités.

Champ  
d'application

**Art. 2** La présente convention s'applique aux entités suivantes (ci-après : "les entités")<sup>6)</sup> :

- a) aux autorités législatives, exécutives, administratives et judiciaires cantonales, et aux organes qui en dépendent;
- b) aux communes et aux organes qui en dépendent;
- c) aux collectivités et établissements de droit public cantonaux et communaux;
- d) aux personnes physiques et morales et aux groupements de personnes de droit privé qui accomplissent des tâches d'intérêt public ou déléguées par une entité au sens des lettres a à c;
- e) aux institutions, établissements ou sociétés de droit privé ou de droit public cantonal dans lesquels une ou plusieurs entités au sens des lettres a à c disposent ensemble au moins d'une participation majoritaire, dans la mesure où ils accomplissent des tâches d'intérêt public.

Portée

**Art. 3** <sup>1</sup> La présente convention règle les traitements de données concernant les personnes physiques et morales effectués par les entités.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> Si cela est nécessaire et dans le cadre des principes de la présente convention, les cantons peuvent adopter des lois spéciales y dérogeant, celle-ci s'appliquant alors à titre de droit supplétif.

<sup>3</sup> En matière de transparence, la présente convention fixe les principes communs applicables. La politique d'information et ses modalités sont laissées au soin des cantons.

## CHAPITRE II : Organisation et structure

### SECTION 1 : Organes compétents

Généralités

**Article 4** <sup>1</sup> Sont chargés de veiller à l'application de la présente convention :

- a) le préposé à la protection des données et à la transparence (ci-après : "le préposé");
- b) la commission de la protection des données et de la transparence (ci-après : "la commission").

<sup>2</sup> Ces organes s'acquittent de leurs tâches de manière autonome et disposent à cette fin des moyens nécessaires et, en particulier, de leur propre budget.

<sup>3</sup> Le préposé et les membres de la commission sont soumis au secret de fonction. Ils peuvent en être déliés par l'exécutif cantonal concerné, lorsqu'un intérêt privé ou public prépondérant l'exige; lorsque les deux cantons sont touchés, le préposé et la commission peuvent être déliés conjointement du secret par le Gouvernement jurassien et le Conseil d'Etat neuchâtelois (ci-après : "les exécutifs cantonaux").

Nomination et  
indépendance

**Art. 5** <sup>1</sup> Le préposé, ainsi que le président et les membres de la commission, sont nommés conjointement par les exécutifs cantonaux.

<sup>1bis</sup> Ils doivent posséder les qualifications ou l'expérience, en particulier dans le domaine de la protection des données à caractère personnel, nécessaires à l'exercice de leur fonction et de leurs pouvoirs.<sup>[7](#)</sup>

<sup>2</sup> Ils exercent leur fonction en toute indépendance.

<sup>3</sup> Ils ne peuvent exercer une autre activité que si elle est compatible avec leur fonction.

Préposé

**Art. 6** <sup>1</sup> Le siège du préposé est déterminé conjointement par les exécutifs cantonaux.<sup>[6](#)</sup>

<sup>2</sup> Il est nommé pour une durée de cinq ans.

<sup>3</sup> Il dispose d'un secrétariat permanent dont les exécutifs cantonaux définissent la dotation, le fonctionnement et le statut. Il engage son personnel.<sup>[6](#)</sup>

<sup>4</sup> Les rapports de fonction du préposé sont reconduits tacitement pour une nouvelle période de cinq ans, à moins que les exécutifs cantonaux, au plus tard six mois auparavant, décident conjointement de ne pas les renouveler pour des motifs objectifs suffisants.

<sup>5</sup> En cours de période, les exécutifs peuvent conjointement révoquer le préposé, s'il a violé gravement ses devoirs de fonction ou s'il a perdu durablement la capacité d'exercer celle-ci.

<sup>6</sup> Le préposé peut mettre fin aux rapports de fonction moyennant un préavis de six mois.

<sup>7</sup> Le taux d'occupation du préposé et son traitement sont fixés conjointement par les exécutifs cantonaux. Pour le surplus, son statut est régi par la législation sur le personnel de la fonction publique du canton siège.

<sup>8</sup> En cas de litige, le préposé peut interjeter recours au Tribunal cantonal du canton siège.

Commission

**Art. 7** <sup>1</sup> La commission est composée de cinq membres.

<sup>2</sup> Elle comprend au moins un juriste et un spécialiste en informatique. Les cantons sont équitablement représentés en son sein.

<sup>3</sup> Son siège est déterminé conjointement par les exécutifs cantonaux. Dans la mesure nécessaire, elle bénéficie de l'appui du greffe de l'autorité judiciaire de première instance dont relève son siège. [6](#)

<sup>4</sup> Les membres de la commission sont nommés pour une durée de cinq ans. Ils peuvent être reconduits dans leur fonction, sous réserve des prescriptions relatives à l'âge de la retraite. Ils sont rémunérés selon les modalités fixées par les exécutifs cantonaux.

<sup>5</sup> La commission se réunit au moins une fois par année et, pour le surplus, selon les affaires à traiter.

<sup>6</sup> Elle peut délibérer valablement en présence d'au moins trois de ses membres.

## SECTION 2 : Attributions

Préposé

**Art. 8** <sup>1</sup> Le préposé est chargé de promouvoir la protection des données et la transparence, en informant et sensibilisant le public et les entités au sujet des principes inscrits dans la présente convention.

<sup>2</sup> Il se prononce sur les projets d'actes législatifs ayant un impact sur la protection des données et la transparence, assiste et conseille les particuliers et les entités dans ces deux domaines.

<sup>3</sup> Il donne les avis et les conseils prévus par la présente convention, concilie les parties et adresse les rapports mentionnés à l'article 13.



<sup>4</sup> En matière de protection des données, il tient en particulier le registre public des fichiers, surveille l'application de la présente convention, peut émettre des recommandations, saisir la commission et interjeter des recours.

<sup>5</sup> Il suit les évolutions pertinentes, notamment dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, dans la mesure où elles ont une incidence sur la protection des données à caractère personnel.[7](#)

<sup>6</sup> Il collabore avec les organes d'autres cantons, de la Confédération et d'États étrangers qui accomplissent les mêmes tâches que lui.[7](#)

Commission

**Art. 9** <sup>1</sup> La commission rend les décisions prévues par la présente convention.

<sup>2</sup> Elle adresse le rapport mentionné à l'article 13.

<sup>3</sup> Elle s'organise librement et peut se doter d'un règlement interne.

### SECTION 3 : Financement

Budgets et  
comptes

**Art. 10** <sup>1</sup> Sur propositions du préposé et de la commission, les budgets qui leur sont alloués annuellement sont préparés conjointement par les exécutifs cantonaux.

<sup>1bis</sup> À la demande du préposé ou de la commission, leurs propositions de budget sont transmises aux législatifs cantonaux.[7](#)

<sup>2</sup> Dans le cadre de leur rapport annuel, le préposé et la commission présentent les comptes de l'exercice précédent.

<sup>3</sup> Les procédures relatives au budget et aux comptes propres à chaque canton sont réservées pour le surplus.

Clé de répartition

**Art. 11** <sup>1</sup> Les charges et les revenus sont répartis entre les cantons au prorata de leurs populations résidentes respectives au 31 décembre de l'année précédente.

<sup>2</sup> Les exécutifs cantonaux peuvent, selon les circonstances, convenir d'une clef de répartition différente.

Modalités

**Art. 12** Au surplus, les modalités financières sont réglées par les chefs des Département des finances des cantons.

## **SECTION 4 : Rapports**

**Art. 13** <sup>1</sup> Pour chaque exercice, le préposé et la commission adressent aux autorités législatives et exécutives cantonales, jusqu'au 31 mars de l'année suivante, un rapport de leur activité.

<sup>2</sup> Ils en assurent la publicité.

<sup>3</sup> Le préposé peut en outre adresser en tout temps un rapport spécial à ces autorités.

## **CHAPITRE III : Protection des données**

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Définitions

**Art. 14** On entend par :

- a) *données personnelles* (ci-après : "les données"), toutes les informations qui se rapportent à une personne identifiée ou identifiable;
- b) <sup>6)</sup> *données sensibles* :
  - 1. les données sur les opinions ou les activités religieuses, philosophiques, politiques ou syndicales;
  - 2. les données sur la santé, sur la sphère intime ou sur l'origine raciale ou ethnique;
  - 3. les données génétiques;
  - 4. les données biométriques identifiant une personne physique de façon unique;
  - 5. les données sur des poursuites ou sanctions pénales et administratives;
  - 6. les données sur des mesures d'aide sociale;
- c) <sup>6)</sup> *profilage*, toute forme de traitement automatisé de données consistant à utiliser ces données pour évaluer certains aspects personnels relatifs à une personne physique, notamment pour analyser ou prédire des éléments concernant le rendement au travail, la situation économique, la santé, les préférences personnelles, les intérêts, la fiabilité, le comportement, la localisation ou les déplacements de cette personne physique;

- c<sup>bis</sup>)<sup>7</sup> *profilage à risque élevé*, tout profilage entraînant un risque élevé pour la personnalité ou les droits fondamentaux de la personne concernée, parce qu'il conduit à un appariement de données qui permet d'apprécier les caractéristiques essentielles de la personnalité d'une personne physique;
- d)<sup>6</sup> *fichier*, tout ensemble structuré de données à caractère personnel accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique;
- e) *personne concernée*, la personne physique ou morale au sujet de laquelle des données sont traitées;
- f)<sup>6</sup> *responsable du traitement*, l'entité qui, seule ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement de données;
- g)<sup>6</sup> *traitement*, toute opération relative à des données – quels que soient les moyens et les procédés utilisés – notamment la collecte, la conservation, l'exploitation, la modification, la communication, l'archivage, l'effacement ou la destruction de données;
- h) *communication*, le fait de rendre des données accessibles, par exemple en autorisant leur consultation, en les transmettant ou en les diffusant;
- i)<sup>6</sup> *communication en ligne*, procédure automatisée permettant à une entité de disposer de données sans l'intervention de celle qui les communique;
- j) *loi au sens formel*, les textes législatifs soumis au référendum obligatoire ou facultatif, ainsi que les règlements adoptés en assemblée communale;
- k)<sup>7</sup> *sous-traitant*, la personne privée ou l'entité qui traite des données pour le compte du responsable du traitement;
- l)<sup>7</sup> *destinataire*, la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service, l'agence ou tout autre organisme qui reçoit communication de données ou à qui des données sont rendues accessibles;
- m)<sup>7</sup> *décision individuelle automatisée*, toute décision prise exclusivement sur la base d'un traitement de données automatisé, y compris le profilage, et qui a des effets juridiques sur la personne concernée ou qui l'affecte de manière significative;
- n)<sup>7</sup> *violation de la sécurité des données*, toute violation de la sécurité entraînant de manière accidentelle ou illicite la perte de données, leur modification, leur effacement ou leur destruction, leur divulgation ou un accès non autorisé à ces données.

Restrictions  
au champ  
d'application

**Art. 15** Le présent chapitre ne s'applique pas :

- a) aux délibérations des autorités législatives cantonales et communales, ainsi qu'à celles de leurs commissions;
- b)<sup>6</sup> au traitement de données dans le cadre de procédures juridictionnelles et d'arbitrages pendants, à condition que les dispositions de procédure applicables assurent une protection au moins équivalente à celle découlant du présent chapitre;

- c)<sup>6)</sup> aux données que les entités traitent dans le cadre d'une activité soumise à la concurrence économique régie par le droit privé.

## SECTION 2 : Principes régissant le traitement de données personnelles

### Légalité

**Art. 16<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Des données peuvent être traitées si une base légale le prévoit ou si leur traitement est nécessaire à l'accomplissement d'une tâche légale.

<sup>2</sup> Les données sensibles et les profilages à risques élevés ne peuvent être traités que si une base légale formelle l'autorise expressément. Une base légale matérielle suffit si les conditions suivantes sont remplies :

- a) le traitement est indispensable à l'accomplissement d'une tâche clairement spécifiée dans une loi au sens formel;
- b) le traitement n'est pas susceptible d'entraîner des risques particuliers pour la personnalité et les droits fondamentaux des personnes concernées.

### Proportionnalité

**Art. 17** <sup>1</sup> Seules peuvent être traitées les données nécessaires et propres à atteindre le but visé.

<sup>2</sup> Les données doivent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.<sup>7)</sup>

### Bonne foi et finalité

**Art. 18** <sup>1</sup> Le traitement des données doit être effectué conformément au principe de la bonne foi.

<sup>2</sup> Les données ne peuvent être collectées que pour des finalités déterminées et reconnaissables pour la personne concernée et doivent être traitées ultérieurement de manière compatible avec ces finalités.<sup>6)</sup>

### Exactitude

**Art. 19<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Celui qui traite des données doit s'assurer que les données sont exactes et complètes.

<sup>2</sup> Il prend toute mesure appropriée permettant de rectifier, d'effacer ou de détruire les données inexacts ou incomplètes au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou traitées. Le caractère approprié de la mesure dépend notamment du type de traitement et de son étendue, ainsi que du risque que le traitement des données en question présente pour la personnalité ou les droits fondamentaux des personnes concernées.

Sécurité des  
données et de  
l'information<sup>6)</sup>

**Art. 20** <sup>1</sup> Les entités doivent assurer, par des mesures organisationnelles et techniques appropriées, une sécurité adéquate des données par rapport au risque encouru. Les mesures doivent permettre d'éviter toute violation de la sécurité des données.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> Les entités veillent à l'intégrité, à la disponibilité et à la confidentialité des données.

### **SECTION 3 : Répertoire et registre public des fichiers<sup>6)</sup>**

Répertoire

**Art. 21<sup>6)</sup>** Les responsables du traitement de données tiennent un répertoire de leurs fichiers.

Registre public

**Art. 22<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Le préposé tient un registre public inventoriant les fichiers de données sensibles et de profilage à risques élevés.

<sup>2</sup> Ces fichiers lui sont annoncés par les responsables du traitement avant d'être opérationnels.

Consultation

**Art. 23** Toute personne peut consulter gratuitement les répertoires et le registre public.

### **SECTION 4 : Obligations en matière de traitement de données<sup>6)</sup>**

Consultation  
préalable

**Art. 23a<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> L'entité responsable soumet pour préavis au préposé :

- a) tout projet législatif touchant à la protection des données;
- b) tout projet lorsque l'analyse d'impact relative à la protection des données révèle que, malgré les mesures prévues par le responsable du traitement, le traitement envisagé présente encore un risque élevé pour la personnalité ou les droits fondamentaux de la personne concernée;
- c) tout projet de sous-traitance à l'étranger.

<sup>2</sup> Le préposé peut établir une liste des opérations de traitement présentant des risques élevés au sens de l'alinéa 1, lettre b.

<sup>3</sup> Si le préposé a des objections concernant le traitement envisagé, il propose au responsable du traitement des mesures appropriées.

Analyse d'impact

**Art. 23b<sup>71</sup>** <sup>1</sup> Lorsque le traitement envisagé est susceptible d'entraîner un risque élevé pour la personnalité ou les droits fondamentaux de la personne concernée, le responsable du traitement procède au préalable à une analyse d'impact relative à la protection des données. S'il envisage d'effectuer plusieurs opérations de traitement semblables, il peut établir une analyse d'impact commune.

<sup>2</sup> L'existence d'un risque élevé dépend de la nature, de l'étendue, des circonstances et de la finalité du traitement. Un tel risque existe notamment dans les cas suivants :

- a) le traitement de données sensibles à grande échelle;
- b) le profilage;
- c) la surveillance systématique de grandes parties du domaine public.

<sup>3</sup> L'analyse d'impact contient une description du traitement envisagé, une évaluation des risques pour la personnalité ou les droits fondamentaux de la personne concernée, ainsi que les mesures prévues pour protéger la personnalité et les droits fondamentaux de la personne concernée.

<sup>4</sup> Le préposé se prononce sur l'analyse d'impact et les mesures de sécurité envisagées.

<sup>5</sup> Le responsable du traitement est délié de son obligation d'établir une analyse d'impact si une base légale prévoit le traitement et que son adoption a été précédée d'une analyse répondant aux exigences des alinéas 1 à 4.

Obligation d'annonce

**Art. 23c<sup>71</sup>** <sup>1</sup> Le responsable du traitement annonce dans les meilleurs délais au préposé les cas de violation de la sécurité des données entraînant vraisemblablement un risque élevé pour la personnalité ou les droits fondamentaux de la personne concernée.

<sup>2</sup> L'annonce doit au moins indiquer la nature de la violation de la sécurité des données, ses conséquences et les mesures prises ou envisagées pour remédier à la situation.

<sup>3</sup> Le sous-traitant annonce dans les meilleurs délais au responsable du traitement tout cas de violation de la sécurité des données.

<sup>4</sup> Le responsable du traitement informe par ailleurs la personne concernée lorsque cela est nécessaire à sa protection ou lorsque le préposé l'exige.

<sup>5</sup> Il peut restreindre l'information de la personne concernée, la différer ou y renoncer, dans les cas suivants :

- a) un intérêt privé ou public prépondérant d'un tiers s'y oppose;
- b) un devoir légal de garder le secret l'interdit;
- c) le devoir d'informer est impossible à respecter ou nécessite des efforts disproportionnés;
- d) l'information de la personne concernée peut être garantie de manière équivalente par une communication publique;
- e) la communication des informations est susceptible de compromettre une enquête, une instruction ou une procédure judiciaire ou administrative.

<sup>6</sup> Une annonce fondée sur le présent article ne peut être utilisée dans le cadre d'une procédure pénale contre la personne tenue d'annoncer qu'avec son consentement.

Devoir d'informer **Art. 24<sup>6</sup>** <sup>1</sup> Le responsable du traitement informe la personne concernée de manière adéquate de la collecte de données, que celle-ci soit effectuée auprès d'elle ou non.

<sup>2</sup> Lors de la collecte, il communique à la personne concernée les informations nécessaires pour qu'elle puisse faire valoir ses droits selon la présente loi et pour que la transparence des traitements soit garantie; il lui communique au moins :

- a) l'identité et les coordonnées du responsable du traitement;
- b) la finalité du traitement;
- c) le cas échéant les destinataires ou les catégories de destinataires auxquels des données sont transmises.

<sup>3</sup> Si les données ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, il lui communique en outre les catégories de données traitées.

<sup>4</sup> Lorsque des données sont communiquées à l'étranger, il lui communique également le nom de l'Etat ou de l'organisme international en question et, le cas échéant, les garanties et les exceptions prévues par la législation fédérale sur la protection des données.

<sup>5</sup> Si les données ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, il lui communique les informations mentionnées aux alinéas 2 à 4 au plus tard un mois après qu'il a obtenu les données. S'il communique les données avant l'échéance de ce délai, il en informe la personne concernée au plus tard lors de la communication.

Exceptions au  
devoir d'informer

**Art. 24a**<sup>7</sup> <sup>1</sup> Le responsable du traitement est délié du devoir d'information au sens de l'article 24 si l'une des conditions suivantes est remplie :

- a) la personne concernée dispose déjà des informations correspondantes;
- b) le traitement des données est prévu par la loi;
- c) le responsable du traitement est une personne privée et il est lié par une obligation légale de garder le secret.

<sup>2</sup> Lorsque les données ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, le devoir d'information ne s'applique pas non plus dans les cas suivants :

- a) l'information est impossible à donner, ou
- b) la communication de l'information nécessite des efforts disproportionnés.

<sup>3</sup> Le responsable du traitement peut restreindre ou différer la communication des informations, ou y renoncer si l'une des conditions suivantes est remplie :

- a) des intérêts privés d'un tiers ou publics prépondérants l'exigent;
- b) l'information empêche le traitement d'atteindre son but;
- c) la communication des informations est susceptible de compromettre une enquête, une instruction ou une procédure judiciaire ou administrative.

Traitement  
conjoint

**Art. 24b**<sup>7</sup> <sup>1</sup> En cas de traitement conjoint, les entités concernées s'accordent sur la répartition des responsabilités et des obligations découlant de la présente convention.

<sup>2</sup> L'accord passé conformément à l'alinéa 1 n'est pas opposable à la personne concernée, qui peut faire valoir les droits découlant de la présente convention auprès d'une des entités concernées.

Archivage et  
destruction

**Art. 24c**<sup>7</sup> Les données dont le responsable du traitement n'a plus besoin et qui ne doivent pas être conservées à titre de preuve ou par mesure de sûreté sont traitées conformément à la législation cantonale concernée relative aux archives.

## SECTION 5 : Communication

Conditions

**Art. 25** <sup>1</sup> Les entités ne sont en droit de communiquer des données, d'office ou sur requête, que si :

- a)<sup>6</sup> une base légale l'autorise ou si la communication est nécessaire à l'accomplissement d'une tâche légale; en présence de données sensibles ou de profilages, l'autorisation ou la tâche doit reposer sur une loi au sens formel;



- b) la personne concernée y a en l'espèce consenti ou a rendu ses données accessibles à tout un chacun et ne s'est pas opposée formellement à la communication au sens de l'article 36;
- b<sup>bis</sup>)<sup>7)</sup> la personne concernée n'est pas en mesure de donner son consentement, la communication des données est dans son intérêt et son consentement peut être présumé conformément aux règles de la bonne foi;
- c) le destinataire rend vraisemblable que la personne concernée ne refuse son accord ou ne s'oppose à la communication que dans le but de l'empêcher de se prévaloir de prétentions juridiques ou de faire valoir d'autres intérêts légitimes; la personne concernée sera auparavant invitée à se prononcer selon l'article 30;
- d) les données sont contenues dans un document officiel auquel l'accès est demandé selon le chapitre IV, et que la communication est justifiée par un intérêt public prépondérant.

<sup>2</sup> Les entités sont en droit de communiquer sur demande le nom, le prénom, l'adresse, l'état civil, la profession, le sexe et la nationalité, la provenance et la destination d'une personne même si les conditions de l'alinéa 1 ne sont pas remplies, mais pour autant que cela soit dans l'intérêt de la personne concernée ou que le destinataire justifie d'un intérêt digne de protection.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>8)</sup>

#### Limites

**Art. 26** <sup>1</sup> La communication de données est refusée ou restreinte lorsque :

- a) un intérêt prépondérant public ou privé, en particulier de la personne concernée, l'exige;
- b) une base légale interdit la communication.

<sup>2</sup> Lorsque les raisons qui justifient le refus ou la restriction ne sont que temporaires, la communication doit être accordée dès que ces raisons cessent d'exister.

<sup>3</sup> Lorsque la communication doit être refusée, restreinte ou différée, elle peut néanmoins être accordée en étant assortie de charges qui sauvegardent les intérêts à protéger.

<sup>4</sup> L'entité doit indiquer sommairement et par écrit les motifs de sa position, de même que la possibilité de saisir le préposé au sens de l'article 40.

#### Communication transfrontière

**Art. 27** <sup>1</sup> Des données ne peuvent être communiquées à l'étranger que si les conditions requises par la législation fédérale sur la protection des données sont remplies.

<sup>2</sup> Les entités informent le préposé des garanties prises en vertu de cette législation avant la communication de données.

Communication  
en ligne

**Art. 28<sup>6)</sup>** Si une entité en a régulièrement besoin pour l'accomplissement des tâches légales qui lui incombent, l'exécutif concerné peut lui rendre accessibles en ligne les données nécessaires, après consultation du préposé.

Communication  
de listes

**Art. 29** <sup>1</sup> La remise à des particuliers de listes de données est interdite, sauf autorisation de l'exécutif cantonal ou communal compétent.

<sup>2</sup> Une telle autorisation ne peut être octroyée que si le requérant justifie d'un intérêt digne de protection, s'engage à utiliser les données transmises dans le but idéal pour lequel elles ont été requises et à ne pas les communiquer à des tiers; la remise de listes répétitives doit de plus répondre à un intérêt public.

<sup>3</sup> La remise à des particuliers de listes de données sensibles ou de profilages à risques élevés, de même que leur commercialisation, sont interdites, à moins qu'une base légale ne les justifie.<sup>6)</sup>

Droit d'être  
entendu

**Art. 30** <sup>1</sup> Lorsque la communication de données peut porter atteinte à un intérêt prépondérant public ou privé, les entités ou les personnes concernées peuvent exercer leur droit d'être entendu.

<sup>2</sup> Lorsque l'entité ou la personne concernée entend communiquer les données malgré une opposition, elle doit en aviser l'opposant en indiquant sommairement et par écrit les motifs de sa position, de même que la possibilité de saisir le préposé au sens de l'article 40.

## SECTION 6 : Droits de la personne concernée

Droit d'accès  
1. Principe

**Art. 31** <sup>1</sup> Toute personne peut demander au responsable du traitement si des données la concernant sont traitées.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> La personne concernée reçoit les informations nécessaires pour qu'elle puisse faire valoir ses droits selon la présente convention et pour que la transparence du traitement soit garantie. Dans tous les cas, elle reçoit les informations suivantes :

- a) l'identité et les coordonnées du responsable du traitement;
- b) les données traitées en tant que telles;
- c) la finalité du traitement;

- d) la durée de conservation des données ou, si cela n'est pas possible, les critères pour fixer cette dernière;
- e) les informations disponibles sur l'origine des données, dans la mesure où ces données n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée;
- f) le cas échéant, l'existence d'une décision individuelle automatisée ainsi que la logique sur laquelle se base la décision;
- g) le cas échéant, les destinataires ou les catégories de destinataires auxquels des données ont été communiquées, ainsi que les informations prévues à l'article 24, alinéa 4.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> Le responsable du traitement qui fait traiter des données par un sous-traitant demeure tenu de fournir les renseignements demandés.<sup>6)</sup>

<sup>4</sup> Nul ne peut renoncer par avance au droit d'accès.

## 2. Modalités

**Art. 32** <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions spéciales contraires, l'accès aux données comprend la consultation sur place et l'obtention des données par écrit.

<sup>2</sup> Le responsable du traitement peut aussi communiquer oralement les données si la personne concernée s'en satisfait.<sup>6)</sup>

## 3. Restrictions

**Art. 33** <sup>1</sup> L'accès aux données est refusé ou restreint lorsque :

- a) un intérêt prépondérant public ou privé l'exige;
- b) une loi au sens formel le prévoit.

<sup>2</sup> Lorsque les renseignements ne peuvent être communiqués directement à la personne concernée parce qu'elle en serait trop affectée ou parce que des explications complémentaires sont nécessaires, le responsable du traitement les transmet à un tiers mandaté à cet effet qui jouit de la confiance de celle-ci.<sup>6)</sup>

## Autres droits

### 1. Défense en cas de traitement illicite

**Art. 34** Quiconque a un intérêt légitime peut requérir du responsable du traitement qu'il<sup>6)</sup> :

- a) s'abstienne de procéder à un traitement illicite;
- b) supprime les effets d'un traitement illicite;
- c) constate le caractère illicite du traitement.

## 2. Rectification

**Art. 35**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> Quiconque a un intérêt légitime peut demander au responsable du traitement que les données soient dans les meilleurs délais :

- a) rectifiées ou complétées;
- b) détruites ou effacées, si elles sont inutiles, périmées ou contraires au droit.

<sup>2</sup> Si l'exactitude ou l'inexactitude d'une donnée ne peut être prouvée, le responsable du traitement ajoute à la donnée la mention de son caractère litigieux.

<sup>3</sup> La personne concernée peut demander que la rectification, l'effacement, la destruction des données, l'interdiction du traitement, l'interdiction de la communication à des tiers ou la mention du caractère litigieux soient communiqués à des tiers.

<sup>4</sup> Au lieu d'effacer ou de détruire les données, le responsable du traitement limite le traitement dans les cas suivants :

- a) l'exactitude des données est contestée par la personne concernée et leur exactitude ou inexactitude ne peut pas être établie;
- b) des intérêts prépondérants d'un tiers l'exigent;
- c) un intérêt public prépondérant l'exige;
- d) l'effacement ou la destruction des données est susceptible de compromettre une enquête, une instruction ou une procédure administrative ou judiciaire.

3. Opposition à la communication

**Art. 36<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> La personne concernée qui a un intérêt légitime peut s'opposer à ce que le responsable du traitement communique des données déterminées.

<sup>2</sup> L'opposition peut être écartée si :

- a) le responsable du traitement est juridiquement tenu de communiquer les données, ou si
- b) un intérêt public prépondérant exige la communication, notamment lorsque le défaut de communication risque de compromettre l'accomplissement des tâches du responsable du traitement.

<sup>3</sup> Sous réserve des cas graves et urgents, le responsable du traitement sursoit à la communication de données jusqu'à droit connu quant à l'opposition.

Rejet d'une requête

**Art. 37<sup>6)</sup>** Lorsque le responsable du traitement entend ne pas donner suite à une requête fondée sur les articles 31 à 36, il en informe par écrit la personne concernée avec de brefs motifs et lui indique la possibilité de saisir le préposé pour conciliation.

## SECTION 7 : Procédure

Demande

**Art. 38** <sup>1</sup> Les demandes fondées sur la présente convention ne sont soumises à aucune exigence de forme.

<sup>2</sup> En cas de besoin, l'entité peut demander qu'elles soient formulées par écrit.

<sup>3</sup> Les demandes sont adressées au responsable du traitement.<sup>(6)</sup>

Traitement

**Art. 39** L'entité traite les demandes avec diligence et rapidité.

Ouverture de la  
procédure de  
conciliation

**Art. 40** <sup>1</sup> En cas de divergence quant à l'application du présent chapitre, le responsable du traitement, une entité ou une personne concernée peut demander au préposé de tenir une séance de conciliation.<sup>(6)</sup>

<sup>2</sup> A cette fin, ils lui adressent une requête écrite sommairement motivée avec pièces à l'appui.

Séance de  
conciliation

**Art. 41** <sup>1</sup> Au cours de la séance, le préposé s'efforce d'amener les parties à un accord.

<sup>2</sup> Si l'une des parties ne comparaît pas, la conciliation est réputée avoir échoué; les frais peuvent être mis à la charge de la partie défaillante.

<sup>3</sup> Si la conciliation aboutit, la convention conclue entre les parties est portée au procès-verbal.

<sup>4</sup> Les propos tenus durant la séance sont confidentiels.<sup>(7)</sup>

Saisine de la  
commission

**Art. 42** <sup>1</sup> Si la conciliation échoue ou si la convention au sens de l'article 41, alinéa 3, n'est pas exécutée, le responsable du traitement, l'entité ou la personne concernée, ainsi que le préposé peuvent transmettre la cause pour décision à la commission.<sup>(6)</sup>

<sup>2</sup> Avant de statuer, la commission leur permet d'exercer leur droit d'être entendu.

Recours

**Art. 43** <sup>1</sup> La décision de la commission est sujette à recours devant le Tribunal cantonal du canton siège de l'entité.

<sup>2</sup> La procédure est régie par la législation sur la procédure et la juridiction administratives du canton concerné.

<sup>3</sup> Le responsable du traitement, l'entité ou la personne concernée, ainsi que le préposé ont qualité pour recourir.<sup>(6)</sup>

Renvoi **Art. 44** Pour le surplus, la législation sur la procédure et la juridiction administratives du canton siège de l'entité est applicable.

## SECTION 8 : Surveillance

Principe **Art. 45** <sup>1</sup> Le préposé surveille l'application par les entités des dispositions de la présente convention en matière de protection des données.

<sup>2</sup> A cet effet, il contrôle les installations et les modalités de traitement des données.

<sup>3</sup> Le préposé agit d'office, sur demande d'une personne concernée, du responsable du traitement ou d'une entité.<sup>[6\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Dans l'accomplissement de ses tâches, le préposé a un pouvoir d'investigation complet; le secret de fonction et le secret professionnel ne peuvent lui être opposés.

<sup>5</sup> Les entités et personnes concernées sont tenues de collaborer.

Procédure **Art. 46** <sup>1</sup> S'il apparaît qu'il y a violation ou risque de violation de prescriptions sur la protection des données, le préposé demande au responsable du traitement d'y remédier. En tant que besoin, il prend des mesures provisoires tendant à protéger les personnes concernées.<sup>[6\)](#)</sup>

<sup>2</sup> S'il n'est pas donné suite à sa demande, il émet une recommandation à l'attention du responsable du traitement et en informe l'entité dont dépend ce dernier.<sup>[6\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Si cette recommandation est rejetée ou n'est pas suivie, le préposé peut porter l'affaire pour décision auprès de la commission.

<sup>4</sup> Le préposé, le responsable du traitement et l'entité concernée ont qualité pour recourir contre la décision de la commission.<sup>[6\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Pour le surplus, la législation sur la procédure et la juridiction administratives du canton siège de l'entité est applicable.

## SECTION 9 : Vidéosurveillance

Principe	<p><b>Art. 47</b> Les entités peuvent installer un système de vidéosurveillance aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'installation constitue le moyen le plus adéquat pour atteindre le but poursuivi; et</li> <li>b) elle est prévue expressément dans une base légale.</li> </ul>
Consultation du préposé	<p><b>Art. 48</b> L'entité qui envisage d'installer un système de vidéosurveillance doit au préalable consulter le préposé.</p>
Contenu des bases légales	<p><b>Art. 49</b> La base légale fondant la vidéosurveillance contient au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'entité responsable;</li> <li>b) le but poursuivi;</li> <li>c) la durée de conservation des données;</li> <li>d) les mesures organisationnelles et techniques propres à assurer l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données;</li> <li>e) l'organe auprès duquel la personne concernée peut faire valoir ses droits au sens de la section VI;</li> <li>f) le cercle des personnes autorisées à consulter les données.</li> </ul>
Conservation des données	<p><b>Art. 50</b> <sup>1</sup> La durée de conservation des données est en principe de 96 heures.</p> <p><sup>2</sup> Si le but de l'installation le rend nécessaire, la durée de conservation peut être plus longue, mais au maximum de quatre mois.</p>
Information	<p><b>Art. 51</b> L'existence de l'installation doit être rendue visible, avec indication de la base légale sur laquelle elle se fonde, ainsi que de l'entité responsable.</p>

## SECTION 10 : Autres cas particuliers (recherche, planification et statistique)

Archivage et destruction	<b>Art. 52</b> <sup>8)</sup>
--------------------------	------------------------------

Recherche,  
planification et  
statistique

**Art. 53** <sup>1</sup> Les entités sont en droit de traiter les données à des fins de recherche, de planification et de statistique, indépendamment du but pour lesquels ces données ont été collectées, aux conditions suivantes :

- a) le destinataire ne communique des données à des tiers qu'avec le consentement de l'entité qui les lui a transmises;
- b) les résultats sont publiés sous une forme ne permettant pas d'identifier les personnes concernées.

<sup>2</sup> Si nécessaire, et dans la mesure où le but du traitement le permet, les données sont rendues anonymes.

Sous-traitance<sup>6)</sup>

**Art. 54** <sup>1</sup> Le traitement de données peut être confié à un sous-traitant pour autant qu'un contrat ou la loi le prévoit et que les conditions suivantes soient réunies :

- a) seul est effectué le traitement que le responsable du traitement serait en droit d'effectuer lui-même;
- b) aucune obligation légale ou contractuelle de garder le secret ne l'interdit;
- c) la sécurité des données est assurée;
- d) les données sont traitées uniquement en Suisse, excepté si le traitement n'y est possible qu'à un coût disproportionné ou s'il ne peut être effectué qu'à l'étranger.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> Le responsable du traitement demeure responsable de la protection des données; il veille notamment à ce que le sous-traitant respecte la présente convention et qu'il n'effectue pas d'autre traitement que celui confié. Le responsable du traitement doit en particulier s'assurer que le sous-traitant est en mesure de garantir la sécurité des données.<sup>6)</sup>

<sup>2bis</sup> Le sous-traitant ne peut à son tour confier un traitement à un tiers qu'avec l'autorisation préalable du responsable du traitement.<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> Le sous-traitant est soumis aux mêmes contrôles que le responsable du traitement.<sup>6)</sup>

## SECTION 11 : Conséquences en cas de violation de la convention

Violation du  
devoir de  
discrétion

**Art. 55**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions spéciales du droit fédéral ou cantonal, celui qui, intentionnellement, aura communiqué d'une manière illicite des données sensibles ou des profils à risques élevés, dont il a eu connaissance dans le cadre de son activité pour le compte d'une entité ou lors de sa formation, sera puni de l'amende.



<sup>2</sup> La communication demeure punissable alors même que l'activité pour le compte de l'entité ou la formation ont pris fin.

Responsabilité **Art. 56** <sup>1</sup> Les entités répondent de tout préjudice qu'un traitement illicite de données a causé à une personne concernée ou à un tiers.

<sup>1bis</sup> En cas de traitement conjoint, les entités répondent solidairement du préjudice.<sup>7)</sup>

<sup>2</sup> Pour le surplus, les dispositions légales relatives à la responsabilité propres à chaque canton sont applicables.

<sup>3</sup> En cas de préjudice causé par le préposé ou la commission, les cantons en répondent conjointement selon la clé de répartition de l'article 11. L'action récursoire et les modalités sont régies par le droit du canton siège.

## CHAPITRE IV : Transparence

### SECTION 1 : Information du public

Principe **Art. 57** <sup>1</sup> Les entités communiquent régulièrement et spontanément des informations sur leurs activités et leurs projets, à moins qu'un intérêt prépondérant public ou privé ne s'y oppose.

<sup>2</sup> Elles donnent l'information de manière exacte, complète, claire et rapide.

<sup>3</sup> Elles en assurent la diffusion par des voies appropriées compte tenu de l'importance de l'information.

<sup>4</sup> L'information portant sur une décision prise à huis clos est donnée de manière adéquate et respectueuse des intérêts ayant justifié le huis clos.

Médias **Art. 58** <sup>1</sup> Les entités informent, en règle générale, par l'intermédiaire des médias, qu'elles considèrent comme des partenaires privilégiés.

<sup>2</sup> Elles prennent en compte, dans la mesure du possible, les besoins et les contraintes des différents médias.

Technologies  
modernes

**Art. 59** Selon les moyens dont elles disposent, les entités mettent à disposition du public, par le biais des technologies modernes d'information et de communication, les informations qu'elles ont transmises aux médias et d'autres documents jugés importants.

Législatifs  
cantonaux

**Art. 60** <sup>1</sup> Les objets portés à l'ordre du jour des législatifs cantonaux, ainsi que les dates, heures et lieux des sessions, sont portés à la connaissance du public.

<sup>2</sup> Les documents destinés aux délibérations du plénum sont rendus publics lorsqu'ils sont remis aux parlementaires.

<sup>3</sup> Les débats du législatif sont consignés rapidement par écrit et rendus accessibles au public.

<sup>4</sup> Sont réservés les cas où un intérêt prépondérant public ou privé s'oppose à la diffusion.

Exécutifs  
cantonaux

**Art. 61** <sup>1</sup> Les exécutifs cantonaux donnent une information régulière et suivie sur les objets qu'ils traitent, les décisions qu'ils prennent, les travaux importants de leur administration, de même que sur les intentions et projets de nature à intéresser le public.

<sup>2</sup> Ils rendent publics les documents indispensables à la compréhension de leurs décisions, à moins qu'un intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose.

<sup>3</sup> Ils règlementent les modalités de l'information relative à l'activité de l'administration et des commissions cantonales.

Autorités  
judiciaires  
1. Principes

**Art. 62** <sup>1</sup> Les autorités judiciaires informent le public de leurs activités juridictionnelles et administratives de nature à l'intéresser.

<sup>2</sup> Le Tribunal cantonal de chaque canton peut édicter un règlement relatif aux modalités de l'information.

2. Procédures en  
cours

**Art. 63** <sup>1</sup> Les autorités judiciaires communiquent des informations sur les procédures en cours dans la mesure où l'intérêt public l'exige, notamment :

- a) lorsque la collaboration du public est nécessaire pour élucider un crime ou un délit;

- b) en raison de la gravité particulière, du caractère ou de la notoriété d'une affaire;
- c) lorsque la nécessité s'impose de prévenir ou de corriger des informations erronées de nature à inquiéter l'opinion publique;
- d) lorsque la mise en garde du public ou sa protection le requiert.

<sup>2</sup> En informant, les autorités judiciaires veillent au respect des intérêts légitimes des parties ou des tiers, de même qu'au respect de la présomption d'innocence, et tiennent compte des intérêts de l'enquête.

<sup>3</sup> Les règles particulières en matière de procédure sont réservées.

3. Relations avec les médias

**Art. 64** Dans les limites de la présente convention et du règlement au sens de l'article 62, alinéa 2, l'agenda des audiences publiques des tribunaux est accessible aux journalistes qui en ont fait la demande.

Autorités communales

**Art. 65** <sup>1</sup> Les conseils communaux informent le public selon les principes énoncés à l'article 61.

<sup>2</sup> Les dates, heures et lieux des séances des législatifs communaux, leurs ordres du jour et les rapports à l'intention de leurs membres sont rendus publics. Ces documents sont envoyés aux médias qui en font la demande.

<sup>3</sup> L'information est destinée en priorité à la population de la commune.

## SECTION 2 : Accès aux séances

Séances publiques

**Art. 66** <sup>1</sup> Les sessions des législatifs cantonaux et communaux sont publiques.

<sup>2</sup> Les exceptions prévues par le droit cantonal sont réservées.

<sup>3</sup> Les audiences et prononcés de jugements des autorités judiciaires sont publics, sous réserve des exceptions prévues par les dispositions de procédure.

Séances non publiques

**Art. 67** Les séances des autres entités ne sont pas publiques, à moins que celles-ci n'en décident autrement.

Prises de vue et  
de son

**Art. 68** <sup>1</sup> Au cours des séances publiques, les prises de vue et de son ou leur retransmission sont autorisées à la condition qu'elles ne perturbent pas le déroulement des débats et qu'elles ne portent pas atteinte à un intérêt prépondérant public ou privé.

<sup>2</sup> Pour les audiences et prononcés de jugements des autorités judiciaires, les prises de vue et de son ou leur retransmission ne sont autorisées qu'aux conditions fixées par le Tribunal cantonal de chaque canton.

### SECTION 3 : Accès aux documents officiels

Principes de la  
transparence  
1. Droit d'accès

**Art. 69** <sup>1</sup> Toute personne a le droit d'accéder aux documents officiels dans la mesure prévue par la présente convention.

<sup>2</sup> L'accès aux documents officiels ayant trait aux procédures civiles, pénales, administratives contentieuses et aux arbitrages pendants est régi par les dispositions de procédure.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> Les procès-verbaux des séances qui ne sont pas publiques ne sont pas accessibles.

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions spéciales de lois cantonales qui déclarent secrètes certaines informations ou qui les déclarent accessibles à des conditions dérogeant à la présente convention.

2. Documents  
officiels

**Art. 70** <sup>1</sup> Sont considérées comme documents officiels toutes les informations détenues par une entité et relatives à l'accomplissement d'une tâche publique et ce, quel qu'en soit le support.

<sup>2</sup> Sont notamment des documents officiels les rapports, études, procès-verbaux approuvés, statistiques, registres, correspondances, directives, prises de position, préavis et décisions.

<sup>3</sup> Ne sont pas des documents officiels les documents qui n'ont pas atteint leur stade définitif d'élaboration, qui sont destinés à l'usage personnel ou qui font l'objet d'une commercialisation, ainsi que les documents d'aide à la décision, telles des notes internes.

3. Etendue

**Art. 71** <sup>1</sup> En principe, l'accès aux documents officiels comprend la consultation sur place, et cas échéant l'obtention de copies.

<sup>2</sup> L'entité peut aussi donner oralement des renseignements sur le contenu d'un document officiel si le requérant s'en satisfait.

<sup>3</sup> L'usage des copies de documents officiels obtenues est soumis à la législation fédérale relative à la propriété intellectuelle.

#### 4. Restrictions

**Art. 72** <sup>1</sup> L'accès à un document officiel est refusé lorsqu'un intérêt prépondérant public ou privé l'exige.

<sup>2</sup> Un intérêt public prépondérant est notamment reconnu lorsque l'accès au document peut :

- a) mettre en danger la sûreté de l'Etat ou la sécurité publique;
- b) compromettre la politique extérieure de l'autorité;
- c) entraver l'exécution de mesures concrètes d'une entité;
- d) affaiblir la position de négociation d'une entité;
- e) influencer le processus décisionnel d'une entité.

<sup>3</sup> Un intérêt privé prépondérant est notamment reconnu lorsque :

- a) le document officiel contient des données personnelles et que sa communication n'est pas autorisée par les règles applicables en matière de protection des données, à moins que la communication ne soit justifiée par un intérêt public prépondérant;
- b) l'accès révèle des secrets professionnels, de fabrication ou d'affaires;
- c) l'accès révèle des informations fournies librement par un tiers à une entité qui a garanti le secret.

<sup>4</sup> L'accès à un document officiel peut être refusé lorsqu'il exige un travail manifestement disproportionné de l'entité.

#### 5. Accès limité ou assorti de charges

**Art. 73** <sup>1</sup> Lorsque seules certaines parties d'un document officiel sont inaccessibles au sens de l'article 72, l'accès doit être accordé pour le reste, à moins que le document ne s'en trouve réduit au point de déformer son sens ou sa portée.

<sup>2</sup> Lorsque l'accès à un document officiel doit être refusé, restreint ou différé, il peut néanmoins être accordé en étant assorti de charges qui sauvegardent les intérêts protégés au sens de l'article 72.

#### Procédure d'accès 1. Forme de la demande

**Art. 74** <sup>1</sup> La demande d'accès n'a pas à être motivée et n'est soumise à aucune exigence de forme; cependant, l'autorité peut demander qu'elle soit formulée par écrit.

<sup>2</sup> La demande doit contenir des indications suffisantes pour permettre l'identification du document officiel demandé.

2. Destinataire **Art. 75** <sup>1</sup> La demande est adressée à l'entité qui a émis le document officiel.

<sup>2</sup> Si celle-ci n'est pas soumise à la présente convention, la demande est adressée à l'entité qui est la destinataire principale du document officiel.

3. Traitement **Art. 76** L'entité traite la demande avec diligence et rapidité.

4. Droit d'être entendu **Art. 77** Lorsque l'accès à un document officiel peut porter atteinte à un intérêt prépondérant public ou privé selon l'article 72, les articles 30 et 36 sont applicables par analogie.

5. Refus et limitation de l'accès **Art. 78** <sup>1</sup> Lorsque l'entité entend refuser, restreindre, différer ou assortir de charges la communication d'un document officiel, elle en informe par écrit la personne concernée avec de brefs motifs et lui indique la possibilité de saisir le préposé pour conciliation.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les articles 40 à 44 sont applicables par analogie.

6. Investigation par le préposé **Art. 79** <sup>1</sup> Dans l'accomplissement de ses tâches, le préposé a le droit de consulter tous les documents officiels.

<sup>2</sup> Le secret de fonction et le secret professionnel ne peuvent lui être opposés.

## SECTION 4 : Classement et archivage

**Art. 80** <sup>1</sup> Les entités veillent à ce que le classement des documents officiels facilite leur accès.

<sup>2</sup> Tout document officiel archivé demeure accessible lorsque le demandeur aurait pu y avoir accès avant son archivage en vertu des principes ancrés dans la présente convention.

<sup>3</sup> Pour le reste, les dispositions cantonales en matière d'accès aux archives sont réservées.

## CHAPITRE V : Emoluments

Principe

**Art. 81** <sup>1</sup> L'exercice des droits prescrits par la présente convention est gratuit.

<sup>2</sup> Un émolument et des débours peuvent toutefois être perçus lorsque :

- a) une personne agit avec témérité ou légèreté, ou abuse d'une autre manière de ses droits;
- b) le requérant a déjà obtenu le même renseignement dans les douze derniers mois et ne peut exciper d'un intérêt pressant;
- c) le traitement de la demande nécessite un travail d'une certaine importance ou occasionne des débours conséquents;
- d) une liste est communiquée (art. 29).

<sup>3</sup> En matière de transparence, des débours peuvent en outre être perçus, en particulier pour l'obtention de copies.

Frais à la charge  
d'une entité

**Art. 82** <sup>1</sup> En matière de protection des données, le préposé ou la commission peuvent facturer à l'entité responsable leur intervention au prix coûtant lorsque celle-ci a occasionné une activité disproportionnée due à sa négligence ou à son refus de collaborer.

<sup>2</sup> Dans la mesure du possible, l'entité en aura été préalablement avertie et se sera vu impartir un délai suffisant pour remédier aux manquements constatés.

<sup>3</sup> La commission et le préposé rendent une décision sujette à recours.

Tarif des  
émoluments

**Art. 83** <sup>1</sup> Les exécutifs cantonaux fixent conjointement le tarif des émoluments perçus par le préposé et la commission en vertu du présent chapitre.

<sup>2</sup> Pour le surplus, la législation de chaque canton en matière d'émoluments est réservée.

## CHAPITRE VI : Dispositions transitoire et finales

Disposition  
transitoire

**Art. 84** Les affaires pendantes devant les autorités jurassiennes et neuchâteloises en matière de protection des données et de transparence sont transmises pour traitement aux organes prévus par la présente convention dès l'entrée en vigueur de celle-ci.

Exécution	<b>Art. 85</b> Les exécutifs cantonaux règlent les questions d'organisation et les modalités d'application de la présente convention par voie de règlements adoptés conjointement.
Durée de la convention et dénonciation	<p><b>Art. 86</b> <sup>1</sup> La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.</p> <p><sup>2</sup> Elle peut être dénoncée pour la fin d'une année civile moyennant un préavis de trois ans.</p>
Entrée en vigueur	<p><b>Art. 87</b> <sup>1</sup> La présente convention est portée à la connaissance de la Confédération.</p> <p><sup>2</sup> Les exécutifs cantonaux fixent conjointement la date de son entrée en vigueur<sup>3)</sup>.</p>

Suivent les signatures

Disposition transitoire relative à la modification des 15 et 16 février 2022

Les articles 23a, 23b et 24 ne sont pas applicables aux traitements qui ont débuté avant l'entrée en vigueur du nouveau droit, pour autant que les finalités du traitement restent inchangées et que de nouvelles catégories de données ne soient pas collectées.

1) [RS 101](#)

2) [RSJU 101](#)

3) 1<sup>er</sup> janvier 2013

4) [RSJU 111.1](#)

5) 1<sup>er</sup> octobre 2022

6) Nouvelle teneur selon la modification des 15 et 16 février 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2022

7) Introduit(e) par la modification des 15 et 16 février 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2022

8) Abrogé par la modification des 15 et 16 février 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2022



# Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura (LOP)

du 30 septembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*  
vu les articles 82 à 88 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,  
*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet	<b>Article premier</b> La présente loi règle le statut des députés et des suppléants, l'organisation et le fonctionnement du Parlement ainsi que les relations extérieures de ce dernier.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Rôle du Parlement	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Le Parlement a les attributions que lui confèrent la Constitution et la loi.  <sup>2</sup> Il prend toutes les mesures nécessaires dans l'exercice de ses attributions.
Séances	<b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Le Parlement se réunit en séance constitutive au début de chaque législature.  <sup>2</sup> Il tient des séances ordinaires et, en cas de besoin, des séances extraordinaires.
Convocation	<b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Le président du Parlement et le secrétaire général convoquent les séances ordinaires du Parlement selon le calendrier arrêté par le Bureau.  <sup>2</sup> Ils convoquent les séances extraordinaires à la demande du Parlement, du Gouvernement ou de douze députés.  <sup>3</sup> Le Gouvernement convoque la séance constitutive du Parlement en début de législature.

Invitation aux  
hôtes et  
observateurs

**Art. 6** Le Bureau peut inviter ses hôtes et des observateurs à assister aux séances du Parlement et à s'y exprimer.

Publicité des  
débat

**Art. 7** <sup>1</sup> Les débats du plénum sont publics.

<sup>2</sup> Les résultats détaillés des votes du plénum sont publics. Le règlement peut prévoir des exceptions.

<sup>3</sup> Les débats au sein du Bureau et des commissions ne sont pas publics.

## CHAPITRE II : Droits et obligations des députés

Indépendance

**Art. 8** <sup>1</sup> Les députés représentent l'ensemble du peuple.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif.

Immunité

**Art. 9** La loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> définit l'immunité dont bénéficient les députés.

Droits

**Art. 10** Dans les limites des dispositions légales et réglementaires, le député a le droit :

- a) d'assister aux séances du Parlement et des commissions dont il fait partie;
- b) de prendre la parole, de poser des questions et de formuler des propositions;
- c) de prendre part aux votes;
- d) d'intervenir sous l'une des formes suivantes : l'initiative parlementaire, la motion, le postulat, l'interpellation, la question écrite, la question orale, la résolution, l'intervention cantonale en matière fédérale et la motion interne;
- e) de toucher des indemnités de séance et de déplacement ainsi que, le cas échéant, d'autres indemnités pour l'accomplissement de tâches particulières;
- f) de consulter les documents du Parlement, du Bureau et des commissions.

Devoirs  
généraux

**Art. 11** <sup>1</sup> Avant de commencer son mandat, le député doit faire la promesse solennelle. Celui qui refuse ne peut siéger.

<sup>2</sup> Le député a le devoir d'assister aux séances du Parlement ou de se faire remplacer par un suppléant. Le président en est alors averti.

Secret de  
fonction

**Art. 12** <sup>1</sup> Le député doit garder le secret :

- a) à l'égard du public, sur les informations et documents issus des organes du Parlement dont les séances ne sont pas publiques;
- b) absolu sur les informations traitées au sein du Bureau et d'une commission pour autant que ces informations soient expressément et clairement qualifiées de confidentielles.

<sup>2</sup> Peuvent en tous les cas faire l'objet d'une communication publique les propositions sur lesquelles le plénum doit se prononcer ainsi que les décisions des organes du Parlement.

<sup>3</sup> Le Bureau est l'autorité compétente pour relever un député du secret de fonction.

Obligation de  
signaler ses  
intérêts

**Art. 13** <sup>1</sup> Avant son assermentation, chaque député indique au Secrétariat du Parlement :

- a) ses activités professionnelles;
- b) ses fonctions dirigeantes ou ses fonctions au sein d'organes de direction ou de surveillance d'associations, de fondations, de sociétés et d'établissements, suisses ou étrangers, de droit public ou de droit privé;
- c) ses fonctions permanentes de direction ou de consultation pour le compte de groupes d'intérêts importants, suisses ou étrangers;
- d) ses fonctions de membre d'un organe ou ses fonctions dirigeantes au sein d'une collectivité ou d'une autre institution de droit public, y compris une commune municipale, bourgeoise ou mixte.

<sup>2</sup> Le Secrétariat du Parlement tient un registre des intérêts indiqués par les membres du Parlement, conformément aux instructions du Bureau.

<sup>3</sup> Le registre est public.

Récusation  
a) Cas

**Art. 14** Lors des séances du Parlement et de ses organes, le député a l'obligation de se récuser lors de l'examen et du vote d'un arrêté de crédit, d'une décision liée à une subvention, d'une demande de grâce ou d'amnistie, d'une demande de levée d'immunité qui concerne directement :

- a) le député lui-même;
- b) la personne à laquelle il est marié ou avec laquelle il vit en partenariat enregistré ou en concubinage, ses ascendants, descendants, frères, sœurs, ou alliés au même degré que les précédents;
- c) une personne physique dont il est le représentant légal, le curateur ou le mandataire;

- d) une personne morale, une collectivité ou une autre institution de droit privé ou de droit public, à l'exclusion d'une commune municipale, bourgeoise ou mixte, envers laquelle il est lié en particulier parce qu'il en est le conseil, qu'il siège dans un de ses organes ou qu'il y exerce une fonction dirigeante.

## b) Procédure

**Art. 15** <sup>1</sup> La personne qui se trouve dans un cas de récusation avise sans retard la présidence du Parlement ou de la commission. Elle cesse de siéger pour la durée de l'examen de l'objet concerné, après l'annonce de la présidence à ce sujet.

<sup>2</sup> La récusation est consignée au procès-verbal.

<sup>3</sup> Les contestations surgissant en séance plénière sont soulevées par motion d'ordre.

<sup>4</sup> En cas de contestation surgissant au sein d'une commission, le Bureau tranche définitivement la question.

## c) Effet

**Art. 16** <sup>1</sup> Un défaut de récusation n'entraîne pas l'invalidité de la décision prise par le Parlement.

<sup>2</sup> Toutefois, s'il estime qu'un défaut de récusation a pu fausser le résultat d'un vote, le Parlement peut décider de revoter tant que la séance au cours de laquelle a eu lieu le vote final n'a pas été levée.

### CHAPITRE III : Députés suppléants

Droits et devoirs  
des suppléants

**Art. 17** <sup>1</sup> Sous réserve des alinéas qui suivent, les suppléants ont les mêmes droits et devoirs que les députés.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent pas occuper les fonctions de :

- président et vice-président du Parlement;
- scrutateur et scrutateur suppléant;
- président d'une commission permanente;
- président de groupe.

<sup>3</sup> Ils remplacent les membres du Parlement lors des séances plénières. Ils ne peuvent remplacer que les députés de la liste sur laquelle ils ont été élus.

<sup>4</sup> Ils peuvent représenter leur groupe dans les commissions.

<sup>5</sup> Ils participent aux séances de groupe.

<sup>6</sup> Toute intervention parlementaire écrite, nécessitant un développement à la tribune, déposée par un suppléant doit être cosignée par un député.

<sup>7</sup> Les suppléants ne sont pas habilités à demander la convocation d'une séance extraordinaire.

<sup>8</sup> Ils reçoivent la même documentation et les mêmes indemnités que les titulaires.

## CHAPITRE IV : Organisation

### Présidence

**Art. 18** <sup>1</sup> Le président et les deux vice-présidents sont élus par le Parlement en décembre pour la durée d'une année. Le président n'est pas immédiatement rééligible.

<sup>2</sup> Le président veille à la stricte application de la présente loi et du règlement.

<sup>3</sup> Il préside les séances du Parlement et du Bureau, dont il dirige les débats.

<sup>4</sup> Si le président est empêché, sa fonction est exercée par le premier vice-président ou, à défaut, par le deuxième. S'ils sont empêchés tous les trois, la présidence est assumée par le dernier président du Parlement ou l'un de ses prédécesseurs.

<sup>5</sup> Pour accomplir sa tâche, le président bénéficie de l'appui du Secrétariat du Parlement.

### Bureau a) Composition

**Art. 19** Le Bureau du Parlement se compose du président, des deux vice-présidents et des présidents des groupes; ces derniers peuvent se faire représenter.

### b) Attributions générales

**Art. 20** <sup>1</sup> Le Bureau veille au bon fonctionnement du Parlement et des commissions parlementaires.

<sup>2</sup> A cet effet, il exerce les attributions suivantes :

- a) il fixe le calendrier des séances ordinaires du Parlement et planifie les objets à traiter au cours de celles-ci;
- b) il s'assure de la présentation au Parlement et à ses organes des objets relevant de leurs compétences;
- c) il décide de tout ce qui touche à l'organisation structurelle du Secrétariat du Parlement;
- d) il attribue aux commissions ou à lui-même les projets soumis aux délibérations du Parlement.

<sup>3</sup> En cas de circonstances extraordinaires compromettant le fonctionnement habituel du Parlement, le Bureau est compétent pour définir temporairement les modalités de fonctionnement du Parlement et de ses organes en dérogeant si nécessaire à des dispositions de la loi et du règlement.

c) Attributions  
spécifiques

**Art. 21** Le Bureau exerce en outre les compétences suivantes :

- a) il adopte, en début de chaque législature, la proposition d'alternance entre les groupes parlementaires pour l'accession à la présidence du Parlement; dans ce cadre, il tient compte d'une répartition équitable entre les groupes parlementaires proportionnellement à leur nombre de sièges;
- b) il détermine les consultations fédérales touchant des objets importants dont la réponse du Gouvernement est traitée par le Parlement;
- c) il gère les finances du Parlement et en adopte le projet de budget, qui est inscrit au projet de budget de l'Etat;
- d) il nomme les membres, proposés par les groupes, des commissions spéciales ainsi que le président et le vice-président de chacune d'elles;
- e) il traite toute question que lui soumettent le Parlement et ses commissions, le Gouvernement ou les autorités judiciaires;
- f) il se détermine dans les procédures administratives et judiciaires qui impliquent le Parlement;
- g) il peut proposer au Parlement une révision de la présente loi et des dispositions qui en découlent;
- h) à moins qu'une loi n'attribue cette compétence à un autre organe, le Bureau du Parlement assume le rôle d'autorité d'engagement, au sens de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>9)</sup>, à l'égard des magistrats élus par le Parlement et cités à l'article 4, lettres b à f, de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>9)</sup>; il peut, au besoin, demander un préavis à une commission permanente;
- i) il traite des affaires relatives au fonctionnement du Parlement qui ne relèvent pas d'un autre organe, à moins que le plénum n'en soit saisi par une motion interne;
- j) il exerce les attributions fixées par d'autres dispositions légales.

Commissions

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Parlement peut créer des commissions permanentes et spéciales.

<sup>2</sup> Les membres d'une commission peuvent se faire remplacer par un membre de leur groupe, élu ou nommé pour la durée du mandat de la commission.

<sup>3</sup> Le règlement définit la composition, le mandat et les attributions des commissions.

Commission  
d'enquête  
parlementaire  
a) Création

**Art. 23** <sup>1</sup> Dans l'exercice des attributions qui lui sont conférées en matière de haute surveillance, le Parlement peut, par voie d'arrêté, créer en son sein une commission d'enquête dont il définit le mandat, les compétences et la composition.

<sup>2</sup> Le mandat de la commission d'enquête précise les faits ou la situation à l'origine de la création de celle-ci ainsi que les objectifs visés.

b) Compétences **Art. 24** <sup>1</sup> En conformité avec son mandat, la commission d'enquête détermine les mesures de procédure nécessaires à ses investigations.

<sup>2</sup> Elle peut notamment auditionner toute personne susceptible de lui fournir des renseignements utiles à l'enquête, demander des renseignements et des documents aux autorités, aux membres d'autorités, aux services administratifs, aux entités exerçant des tâches publiques déléguées par l'Etat, aux établissements autonomes, aux collaborateurs de l'Etat ainsi qu'aux particuliers.

<sup>3</sup> Elle peut procéder à des visites de lieux.

<sup>4</sup> La commission d'enquête peut confier à l'un de ses membres le soin d'administrer les preuves. Celui-ci agit conformément au mandat et aux instructions de la commission.

<sup>5</sup> Elle peut s'adjoindre les services du Contrôle des finances et, si elle le juge nécessaire et avec l'accord du Bureau, mandater un expert ou un enquêteur.

<sup>6</sup> Les personnes interrogées par l'enquêteur peuvent refuser de répondre aux questions posées par l'enquêteur ou de lui remettre certains documents. Le cas échéant, elles sont interrogées par la commission.

<sup>7</sup> Les principaux actes de procédure font l'objet d'un procès-verbal.

c) Obligation de renseigner et de produire

**Art. 25** <sup>1</sup> Les membres du Gouvernement, les employés de l'Etat et les représentants de l'Etat au sein d'institutions paraétatiques sont tenus, sur demande, de donner à la commission d'enquête, avec véracité, tout renseignement sur les constatations se rapportant à leurs obligations et faites en raison de leur fonction ou dans l'accomplissement de leur service.

<sup>2</sup> Ils sont également tenus de produire ou de signaler les documents susceptibles de faire l'objet de l'enquête.

<sup>3</sup> Celui qui, sans motif légal, refuse de faire une déclaration ou de remettre des documents est punissable des peines prévues à l'article 292 du Code pénal suisse<sup>3)</sup>.

d) Droits du  
Gouvernement

**Art. 26** <sup>1</sup> Le Gouvernement a le droit d'être présent à l'audition des personnes appelées à fournir des renseignements, de leur poser des questions complémentaires et de consulter les documents remis à la commission ainsi que les rapports d'expertises et les procès-verbaux d'audition qu'elle a établis.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut commenter les conclusions de l'enquête devant la commission et produire un rapport au Parlement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement charge l'un de ses membres de le représenter devant la commission.

e) Droits des  
personnes  
concernées

**Art. 27** <sup>1</sup> La commission d'enquête identifie les personnes dont les intérêts sont directement concernés par l'enquête et les en informe sans délai. Elles jouissent des droits visés à l'article 26, alinéa 1.

<sup>2</sup> La commission peut refuser, entièrement ou partiellement, à la personne concernée le droit d'être présente aux auditions et de consulter les documents si l'enquête en cours ou la protection de tiers l'exige. Dans ce cas, elle lui communique, oralement ou par écrit, l'essentiel du contenu de ces auditions ou de ces documents et lui donne la possibilité de s'exprimer ou de faire valoir d'autres moyens de preuve.

<sup>3</sup> Les moyens de preuve qui n'ont pas été portés à la connaissance de la personne concernée ne peuvent être utilisés contre elle.

<sup>4</sup> La personne concernée peut se faire assister par un tiers.

<sup>5</sup> Une fois les investigations achevées et avant que le rapport ne soit présenté au Parlement, les personnes auxquelles des reproches sont adressés sont autorisées à consulter les passages du rapport qui les concernent. La commission leur donne la possibilité, dans un délai approprié, de s'exprimer, oralement ou par écrit, sur ces passages.

<sup>6</sup> Le rapport de la commission rend compte des commentaires, oraux ou écrits, faits par les personnes mises en cause.

## f) Confidentialité

**Art. 28** <sup>1</sup> Tant que le rapport adressé au Parlement n'a pas été publié, toutes les personnes qui ont pris part aux séances ou aux auditions d'une commission d'enquête sont soumises à l'obligation de garder le secret. Les personnes interrogées ont notamment l'interdiction d'informer leurs supérieurs des questions qui leur ont été posées ou des documents qui leur ont été demandés.

<sup>2</sup> Les procès-verbaux de la commission sont confidentiels et accessibles uniquement aux membres et remplaçants de la commission ainsi qu'aux membres du Gouvernement.



<sup>3</sup> Après publication du rapport, les dispositions relatives à la confidentialité des séances de commission restent applicables.

<sup>4</sup> Le président et le vice-président de la commission ou, s'ils ont quitté le Parlement, le Bureau du Parlement, statuent sur les demandes de consultation des dossiers faites pendant les délais de protection prévus à l'article 22 de la loi sur l'archivage<sup>4)</sup>.

g) Autres  
procédures

**Art. 29** <sup>1</sup> Aucune autre commission parlementaire n'est autorisée à procéder à des investigations sur les événements qui font l'objet du mandat confié à une commission d'enquête.

<sup>2</sup> L'institution d'une commission d'enquête parlementaire n'empêche pas l'engagement ou la poursuite d'une procédure judiciaire civile ou administrative, d'une enquête pénale préliminaire ou d'une procédure pénale.

<sup>3</sup> La commission d'enquête parlementaire doit être informée de toute ouverture de procédure administrative ou pénale liée à l'enquête ainsi que des décisions prises dans le cadre de ces procédures.

h) Clôture des  
travaux

**Art. 30** <sup>1</sup> La commission d'enquête établit un rapport final et, le cas échéant, des recommandations et des propositions à l'intention du Parlement.

<sup>2</sup> Le rapport est remis au Bureau qui, après avoir entendu la commission, en arrête les modalités de publication et de traitement.

<sup>3</sup> Le Parlement, par voie d'arrêté, met fin au mandat de la commission d'enquête et adopte, si nécessaire, des recommandations à l'intention des organes concernés.

Groupes  
parlementaires  
a) Constitution

**Art. 31** <sup>1</sup> Les groupes parlementaires sont constitués au début de la législature. Le président du Parlement est informé de leur composition.

<sup>2</sup> Un groupe parlementaire est constitué de trois députés au moins.

<sup>3</sup> Les députés d'un même parti cantonal ou élus sous la même dénomination de liste appartiennent obligatoirement au même groupe.

<sup>4</sup> Ils peuvent s'associer avec les députés d'un autre parti ou d'une autre liste pour former un groupe.

<sup>5</sup> La composition des groupes parlementaires est irrévocable pour la durée de la législature, sous réserve de l'article 33

b) Rôle

**Art. 32** Les groupes étudient les affaires que doit traiter le Parlement. Ils sont indemnisés pour cette activité.

c) Sortie du groupe

**Art. 33** <sup>1</sup> Le député qui quitte son groupe siège en qualité de député indépendant jusqu'à la fin de la législature.

<sup>2</sup> Il en va de même du député exclu de son parti ou de la liste sur laquelle il a été élu en application des règles propres à ceux-ci.

<sup>3</sup> Le député devenu indépendant est considéré comme démissionnaire de tous les organes dans lesquels il représente son groupe. Le Bureau le constate et fait procéder à l'élection de nouveaux représentants.

<sup>4</sup> Dans les cas prévus ci-dessus, le député indépendant ne peut être remplacé par un suppléant en cas d'absence en séance du Parlement.

Secrétariat du Parlement

**Art. 34** <sup>1</sup> Le Parlement est doté d'un secrétariat placé sous la responsabilité du secrétaire général du Parlement.

<sup>2</sup> Le Secrétariat du Parlement :

- a) organise les séances du Parlement, du Bureau et des commissions, d'entente avec les présidents respectifs;
- b) assiste aux séances et en tient le procès-verbal;
- c) exécute les tâches qui lui sont attribuées par le Bureau;
- d) expédie les affaires administratives du Parlement;
- e) réunit la documentation et les informations nécessaires au Bureau, aux commissions ainsi qu'aux députés dans la mesure où l'exige le travail parlementaire;
- f) veille à la conservation des archives du Parlement;
- g) rédige et signe, avec le président, le procès-verbal des séances du Parlement ainsi que tous les actes qui émanent de ce dernier;
- h) prépare le projet de budget du Parlement à l'intention du Bureau et tient la comptabilité du Parlement;
- i) exerce toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>3</sup> Sur proposition du Bureau, le Parlement élit, pour la législature, le secrétaire général du Parlement selon la procédure prévue par l'article 50 de la présente loi et les articles 77 et 78 du règlement du Parlement de la République et Canton du Jura<sup>51</sup>. Le secrétaire général du Parlement est rééligible.

<sup>4</sup> La période de fonction du secrétaire général du Parlement débute le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit l'élection et se termine le 31 décembre de la dernière année de la législature. En cas de vacance, le poste est repourvu pour le reste de la période.

<sup>5</sup> Pour l'accomplissement des tâches relatives au fonctionnement du Parlement, le secrétaire général ne reçoit d'instructions que du Parlement et des organes de celui-ci et en est responsable devant eux.

<sup>6</sup> Le Secrétariat du Parlement est rattaché administrativement à la Chancellerie d'Etat. Il bénéficie du concours d'autres services de l'Etat pour l'accomplissement de ses tâches.

## CHAPITRE V : Fonctionnement

### SECTION 1 : Interventions parlementaires

Initiative  
parlementaire  
a) Objet

**Art. 35** Tout député a le droit de proposer, par le dépôt d'une initiative parlementaire rédigée de toutes pièces, l'adoption, la modification ou l'abrogation d'une disposition constitutionnelle, d'une loi ou d'un décret.

b) Procédure  
devant la  
commission

**Art. 36** Si le Parlement décide de donner suite à l'initiative parlementaire, l'examen de cette dernière est confié à une commission par le Bureau. En cas de vote négatif, l'initiative est éliminée.

c) Consultation  
du Gouverne-  
ment

**Art. 37** La commission soumet le résultat de ses délibérations au Gouvernement, qui peut lui proposer des amendements et lui soumettre un contre-projet.

d) Consultation  
des milieux  
intéressés

**Art. 38** En règle générale, la commission consulte les milieux intéressés.

e) Procédure  
devant le  
Parlement

**Art. 39** <sup>1</sup> La commission propose au Parlement l'adoption du projet, son refus ou l'adoption d'un projet modifié, dans les deux ans qui suivent la décision du Parlement de donner suite à l'initiative parlementaire.

<sup>2</sup> La procédure devant le Parlement est la même que pour les projets de lois élaborés par le Gouvernement.

Motion

**Art. 40** La motion charge le Gouvernement de présenter un projet de disposition constitutionnelle, de loi ou de décret, lui donne des instructions impératives au sujet de mesures à prendre ou de propositions à soumettre ou lui adresse des recommandations sur des mesures à prendre dans un domaine de sa compétence.

Postulat	<b>Art. 41</b> Le postulat invite le Gouvernement à faire une étude sur une question déterminée et à déposer un rapport et des propositions.
Interpellation	<b>Art. 42</b> L'interpellation est une demande d'explication adressée au Gouvernement sur n'importe quel objet ressortissant à la politique ou à l'administration du Canton.
Question écrite	<b>Art. 43</b> La question écrite porte sur toute matière qui peut faire l'objet d'une interpellation.
Question orale	<b>Art. 44</b> La question orale porte sur n'importe quel objet d'actualité ressortissant à la politique du Canton.
Résolution	<b>Art. 45</b> La résolution est une déclaration sans effet obligatoire et consiste notamment en un vœu, une protestation ou un message.
Intervention cantonale en matière fédérale	<p><b>Art. 46</b> <sup>1</sup> Tout député, par la voie de l'intervention cantonale en matière fédérale, peut déposer un projet d'initiative cantonale en matière fédérale, une demande de référendum en matière fédérale ou la convocation d'une séance extraordinaire des Chambres fédérales.</p> <p><sup>2</sup> Si une intervention cantonale en matière fédérale visant à user du droit d'initiative en matière fédérale est adoptée par le Parlement, elle est transmise aux Chambres fédérales compétentes à l'issue du délai référendaire ou dès son adoption par le peuple.</p>
Motion interne	<b>Art. 47</b> Tout député a le droit de demander, sous forme de motion interne, qu'un objet concernant exclusivement le Parlement soit mis en discussion.

## SECTION 2 : Pétition

**Art. 48** <sup>1</sup> Toute pétition adressée au Parlement est examinée par une commission permanente compétente à raison de la matière.

<sup>2</sup> Si la commission accepte de donner suite à la pétition, elle la soumet au plénum du Parlement.

<sup>3</sup> Si la commission refuse de donner suite à la pétition, elle demande au Bureau d'en prendre acte et de ne pas la soumettre au plénum du Parlement.

<sup>4</sup> La suite apportée à une pétition est communiquée aux pétitionnaires, respectivement à leurs représentants désignés lors du dépôt.

### SECTION 3 : Procédure parlementaire

Quorum et  
majorité absolue

**Art. 49** <sup>1</sup> Les délibérations et les décisions du Parlement, du Bureau et des commissions ne sont valables que si la majorité des membres sont présents.

<sup>2</sup> Sous réserve des alinéas 3 et 4, les décisions sont prises à la majorité absolue des votants, les abstentions n'étant pas prises en compte.

<sup>3</sup> Elles sont prises à la majorité des deux tiers des soixante députés en application de l'article 123a de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>.

<sup>4</sup> Le règlement peut prévoir une majorité qualifiée pour l'adoption de certains objets.

Elections

**Art. 50** Les élections ont lieu au scrutin secret selon le système majoritaire.

Langue

**Art. 51** Les députés s'expriment en français.

Deuxième  
lecture

**Art. 52** <sup>1</sup> Les projets de dispositions constitutionnelles, de lois et de décrets font l'objet de deux lectures.

<sup>2</sup> Le texte adopté est publié au Journal officiel après chaque lecture.

<sup>3</sup> Un intervalle d'une semaine au moins doit séparer les deux lectures.

<sup>4</sup> Lorsque le Parlement accepte l'entrée en matière lors de la première lecture, celle-ci est acquise pour la deuxième lecture.

<sup>5</sup> Lorsqu'un projet fait l'objet d'un refus d'entrée en matière en première lecture, il doit être soumis à un nouveau vote portant sur l'entrée en matière lors d'une séance ultérieure.

### SECTION 4 : Discipline

**Art. 53** <sup>1</sup> Lors des séances du plénum, le président veille au bon déroulement des débats et à la bienséance des députés.

<sup>2</sup> Les députés s'expriment sans faire de digression et en observant les convenances parlementaires.

<sup>3</sup> Le président rappelle à l'ordre le député qui ne respecte pas ses devoirs. En cas de récidive, il lui retire la parole.

<sup>4</sup> Si les délibérations sont troublées, le président avertit le perturbateur et, au besoin, suspend la séance.

## **SECTION 5 : Procédure disciplinaire à l'égard des magistrats élus par le Parlement**

Responsabilité  
disciplinaire des  
magistrats élus  
par le Parlement

**Art. 54** <sup>1</sup> Les magistrats élus par le Parlement auxquels la loi d'organisation judiciaire<sup>6)</sup> n'est pas applicable sont passibles de sanctions disciplinaires lorsqu'ils se rendent coupables de violations graves des devoirs de leur charge.

<sup>2</sup> Sont notamment réputés violations graves des devoirs de la charge :

- a) l'omission répétée, intentionnellement ou par négligence grave, d'accomplir un acte que la loi ordonne;
- b) l'abus manifeste ou répété du pouvoir de la charge, commis intentionnellement ou par négligence grave;
- c) l'atteinte grave à la dignité de la charge.

<sup>3</sup> Le pouvoir disciplinaire à leur égard est exercé par une commission disciplinaire composée du président et du premier vice-président du Parlement, du président de la commission parlementaire chargée de la gestion, du président du Gouvernement et du président du Tribunal cantonal. Le président du Parlement la préside. Une procédure disciplinaire pendante à la fin de l'année civile est traitée jusqu'à son terme par la commission dans la composition qui était la sienne lors de l'introduction de la procédure.

<sup>4</sup> Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) la menace de destitution, infligée sous forme d'avertissement;
- b) l'amende jusqu'à 5 000 francs;
- c) le transfert dans une classe inférieure de traitement;
- d) la destitution.

<sup>5</sup> Pour le surplus, les articles 68 à 70 de la loi d'organisation judiciaire<sup>6)</sup> sont applicables par analogie.

## **SECTION 6 : Financement**

Frais de  
fonctionnement

**Art. 55** <sup>1</sup> L'Etat assume les frais de fonctionnement du Parlement dans le cadre du budget de l'Etat.

<sup>2</sup> Les frais de fonctionnement comprennent notamment :

- a) les indemnités de séance et de déplacement versées aux députés ainsi que d'autres compensations de frais;
- b) les indemnités supplémentaires pour l'exercice de charges particulières (présidence, scrutateurs, etc.);
- c) les indemnités annuelles en faveur des groupes en couverture de leurs frais de secrétariat et en faveur des députés qui ne font partie d'aucun groupe;
- d) les honoraires et les autres indemnités versés à des experts;
- e) les frais du Secrétariat du Parlement, y compris les investissements nécessaires à l'équipement des salles de séance;
- f) les frais des organismes ou des associations interparlementaires dont le Parlement fait partie.

<sup>3</sup> Le Parlement fixe, par voie d'arrêté, le montant des différentes indemnités.

## CHAPITRE VI : Relations extérieures du Parlement

### SECTION 1 : Relations avec le Gouvernement

Présence aux  
séances

**Art. 56** <sup>1</sup> Le Gouvernement assiste aux séances du Parlement et rapporte sur tous les objets qu'il lui soumet ou sur lesquels il est requis de donner son avis. Cette même faculté appartient à chacun de ses membres. La présence d'employés de l'administration cantonale dans la salle des débats est autorisée lorsqu'elle est souhaitée par un ministre.

<sup>2</sup> Le président du Gouvernement assiste aux séances du Bureau avec voix consultative. Il peut se faire représenter par un autre ministre et assister du chancelier d'Etat.

<sup>3</sup> Les membres du Gouvernement peuvent assister, avec voix consultative, aux séances des commissions. Ils peuvent s'y faire représenter.

<sup>4</sup> Le Bureau et les commissions peuvent toutefois décider de siéger hors de la présence du Gouvernement.

Surveillance

**Art. 57** <sup>1</sup> Dans le cadre de ses attributions de haute surveillance sur le Gouvernement et l'administration, le Parlement a droit à toutes les informations nécessaires de la part du Gouvernement ou du chef de département désigné par lui. Seul un intérêt public ou privé prépondérant peut s'opposer à la révélation d'une information. Au besoin, une information peut être donnée sous le sceau de la confidentialité à un organe du Parlement.

<sup>2</sup> Le président du Parlement a en tout temps le droit de prendre connaissance du résultat des délibérations du Gouvernement.

<sup>3</sup> Le Parlement, le Bureau ou la commission compétente peut charger le Contrôle des finances de mandats de contrôle particuliers.

<sup>4</sup> Le droit du Parlement d'accéder aux informations n'est pas limité aux réponses aux interventions ni aux différents rapports et programmes d'activité présentés par le Gouvernement au Parlement.

<sup>5</sup> Le droit du Parlement d'accéder aux informations appartient au plénum et aux organes du Parlement mais pas individuellement aux députés, sous réserve des réponses à leurs interventions.

<sup>6</sup> Le rapport d'activité du Contrôle des finances est soumis à l'approbation du Parlement.

## SECTION 2 : Relations avec les autorités judiciaires

Rapport d'activité **Art. 58** Le Tribunal cantonal soumet à l'approbation du Parlement un rapport annuel qui rend compte de la gestion des affaires traitées par les autorités judiciaires du Canton.

Autres mesures de surveillance **Art. 59** <sup>1</sup> Le Parlement, par le Bureau ou la commission compétente, peut prendre d'autres mesures en vue de l'examen de la gestion des affaires des autorités judiciaires; il peut notamment demander à une autorité judiciaire des informations sur l'avancement d'un dossier ou sur son fonctionnement.

<sup>2</sup> Il n'appartient pas au Parlement de vérifier l'application du droit par les autorités judiciaires ni de leur donner des instructions ou des directives dans ce domaine.

<sup>3</sup> La commission concernée auditionne au moins une fois par année les représentants des différentes instances judiciaires.

<sup>4</sup> A la demande de la commission concernée, le Tribunal cantonal indique la pratique des autorités judiciaires en matière d'application de certaines normes édictées par le Parlement.

## SECTION 3 : Relations avec les établissements cantonaux autonomes

Rapports d'activité **Art. 60** Les rapports d'activité des établissements cantonaux autonomes (Caisse de pensions, Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention, Hôpital du Jura) sont soumis à l'approbation du Parlement.



Autres mesures  
de surveillance

**Art. 61** <sup>1</sup> Le Parlement, le Bureau ou la commission compétente peut prendre d'autres mesures en vue de l'examen de la gestion des affaires des établissements cantonaux autonomes mentionnés à l'article 60; des renseignements sur un aspect particulier de ses activités peuvent notamment être demandés à un établissement cantonal autonome.

<sup>2</sup> Le Parlement peut établir des recommandations à l'intention de ces établissements cantonaux autonomes mais il n'est pas compétent pour leur donner des instructions ou des directives.

#### **SECTION 4 : Relations avec le public**

Séances

**Art. 62** <sup>1</sup> Des places sont réservées au public dans la salle du Parlement.

<sup>2</sup> Les manifestations sont interdites dans la salle du Parlement.

<sup>3</sup> Toute manifestation dans l'enceinte du Parlement est soumise à autorisation du Secrétariat du Parlement et peut être soumise à certaines conditions.

#### **SECTION 5 : Relations avec la presse**

Séances

**Art. 63** <sup>1</sup> Les représentants de la presse disposent de places réservées.

<sup>2</sup> Durant les débats, les prises de vue et de son ainsi que les retransmissions sont autorisées. Les représentants des médias doivent se conformer aux consignes données par le président.

Documentation  
et information

**Art. 64** <sup>1</sup> Le Secrétariat du Parlement adresse aux représentants des médias les documents publics remis à l'ensemble des députés.

<sup>2</sup> Le Bureau informe le public et les représentants des médias sur des objets particuliers.

<sup>3</sup> Les présidents des commissions, après accord des commissaires, informent le public de manière appropriée sur les travaux en cours et les décisions des commissions.

#### **CHAPITRE VI<sup>BIS</sup> : Commission spéciale mixte pour l'accueil de la Commune municipale de Moutier<sup>13)</sup>**

Création

**Art. 64a<sup>13)</sup>** Une commission spéciale mixte pour l'accueil de la Commune municipale de Moutier (ci-après : "la commune de Moutier") est créée.

Mandat	<p><b>Art. 64b<sup>13)</sup></b> <sup>1</sup> La commission a pour mandat d'examiner les accords intercantonaux ainsi que les modifications constitutionnelles et légales liés au transfert de la commune de Moutier.</p> <p><sup>2</sup> Elle peut être consultée sur d'autres projets législatifs par une autre commission parlementaire.</p>
Composition	<p><b>Art. 64c<sup>13)</sup></b> La commission est composée de quatorze membres, dont sept sont issus du Parlement de la République et Canton du Jura (ci-après : "les membres jurassiens") et sept du Conseil de ville de Moutier (ci-après : "les membres prévôtois").</p>
Désignation des membres	<p><b>Art. 64d<sup>13)</sup></b> <sup>1</sup> Les membres jurassiens sont désignés conformément aux articles 43 et 78 du règlement du Parlement de la République et Canton du Jura du 30 septembre 2020<sup>5)</sup> (ci-après : "le règlement du Parlement").</p> <p><sup>2</sup> Les membres prévôtois sont désignés conformément à l'article 16 du règlement du Conseil de ville de Moutier du 26 août 2002.</p>
Présidence et vice-présidence	<p><b>Art. 64e<sup>13)</sup></b> La présidence de la commission revient à un membre jurassien et la vice-présidence à un membre prévôtois, lesquels sont élus conformément à l'article 48 du règlement du Parlement<sup>5)</sup>.</p>
Droits des membres	<p><b>Art. 64f<sup>13)</sup></b> <sup>1</sup> Les droits des membres jurassiens sont ceux définis par la présente loi et le règlement du Parlement<sup>5)</sup>.</p> <p><sup>2</sup> Les membres prévôtois jouissent des droits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au sein de la commission, ils ont les mêmes droits que les membres jurassiens;</li> <li>b) au sein du plénum, ils peuvent s'exprimer et rapporter sur les objets examinés par la commission; ils n'ont pas le droit de faire des propositions, de déposer des interventions parlementaires, ni de voter; ils assistent au plénum uniquement lorsque des affaires de la commission y sont traitées;</li> <li>c) ils ont droit aux mêmes indemnités de séance et de déplacement que les députés lorsqu'ils assistent à une séance plénière ou à une séance de commission.</li> </ul>
Dissolution de la commission Caducité	<p><b>Art. 64g<sup>13)</sup></b> La commission est automatiquement dissoute et les dispositions du présent chapitre sont caduques dès que la population de la commune de Moutier dispose de députés au Parlement.</p>

Renvoi

**Art. 64h<sup>13)</sup>** Les dispositions de la présente loi et du règlement du Parlement<sup>5)</sup> relatives à l'organisation et au fonctionnement des commissions s'appliquent pour le surplus.

## CHAPITRE VII : Dispositions transitoire et finales<sup>10)</sup>

Modifications du droit en vigueur

**Art. 65** <sup>1</sup> La loi sur les droits politiques<sup>7)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 47, alinéas 3 et 4

...<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> La loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP)<sup>2)</sup> est modifiée comme il suit :

Articles 23a à 23c

...<sup>8)</sup>

<sup>3</sup> La loi d'organisation judiciaire (LOJ)<sup>6)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 11a

Abrogé.

Limitation de l'accès au Parlement en période de pandémie de COVID-19

**Art. 65a<sup>11)</sup>** <sup>1</sup> Lors des séances du Parlement, toute personne âgée de 16 ans ou plus n'a accès à l'Hôtel du Parlement que sur présentation d'un certificat COVID-19 valide conformément à l'article 6a de la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19<sup>12)</sup>. Le Bureau du Parlement peut suspendre cette mesure si la situation épidémiologique le permet.

<sup>2</sup> Pour les personnes qui doivent impérativement avoir accès à l'Hôtel du Parlement, les coûts des tests nécessaires à l'établissement du certificat sont remboursés. Le Bureau du Parlement détermine les catégories de personnes ayant droit au remboursement.

<sup>3</sup> Le Bureau règle les modalités du contrôle du certificat.

<sup>4</sup> Les députés qui ne présentent pas de certificat ont accès à l'Hôtel du Parlement s'ils portent un masque à l'intérieur de celui-ci. Le Secrétariat du Parlement tient une liste de ces députés.

Dispositions d'application

**Art. 66** Le Parlement édicte les dispositions d'application de la présente loi.

Référendum	<b>Art. 67</b> La présente loi est soumise au référendum facultatif.
Abrogation	<b>Art. 68</b> La loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 9 décembre 1998 est abrogée.
Entrée en vigueur	<b>Art. 69</b> La présente loi entre en vigueur le 16 décembre 2020.

Delémont, le 30 septembre 2020

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

### Dispositions finales de la modification du 16 février 2022

<sup>1</sup> La présente modification est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> La présente modification entre en vigueur le 26 avril 2022 et déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2022.

<sup>1</sup>) [RSJU 101](#)

<sup>2</sup>) [RSJU 321.1](#)

<sup>3</sup>) [RS 311.0](#)

<sup>4</sup>) [RSJU 441.21](#)

<sup>5</sup>) [RSJU 171.211](#)

<sup>6</sup>) [RSJU 181.1](#)

<sup>7</sup>) [RSJU 161.1](#)

<sup>8</sup>) Texte inséré dans ladite loi

<sup>9</sup>) [RSJU 173.11](#)

<sup>10</sup>) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 février 2022, en vigueur depuis le 26 avril 2022

<sup>11</sup>) Introduit par le ch. I de la loi du 16 février 2022, en vigueur depuis le 26 avril 2022

<sup>12</sup>) [RS 818.102](#)

<sup>13</sup>) Introduit par le ch. I de la loi du 30 mars 2022, en vigueur depuis le 13 juin 2022

**Arrêté**  
**portant adhésion de la République et Canton du Jura à la**  
**convention sur la Conférence interparlementaire de la**  
**Suisse du Nord-Ouest**

du 23 novembre 2022

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article premier, alinéa 1, de la loi du 20 décembre 1979 sur  
l'approbation des traités, concordats et autres conventions<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La République et Canton du Jura adhère à la  
convention du 14 juin 2022 sur la Conférence interparlementaire de la  
Suisse du Nord-Ouest.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Delémont, le 23 novembre 2022

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Brigitte Favre  
Le secrétaire : Fabien Kohler

## Annexe

### Convention sur la Conférence interparlementaire de la Suisse du Nord-Ouest

du 22 juin 2022

*Les Grands Conseils des Cantons de Berne, de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et d'Argovie et le Parlement de la République et Canton du Jura concluent la convention suivante :*

But	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> La Conférence interparlementaire de la Suisse du Nord-Ouest (CINO) a pour but de favoriser les échanges d'informations entre les Parlements cantonaux du Nord-Ouest de la Suisse et de suivre et de débattre des questions de portée régionale. Des réunions thématiques sont organisées à cet effet.</p> <p><sup>2</sup> Elle peut se prononcer publiquement sur des sujets d'actualité et adresser des déclarations, en particulier aux Parlements cantonaux de la Suisse du Nord-Ouest, aux Gouvernements cantonaux de la Suisse du Nord-Ouest et à la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest (CGNO).</p>
Composition	<p><b>Art. 2</b> <sup>1</sup> La CINO se compose des présidentes ou présidents, des premières vice-présidentes ou premiers vice-présidents ainsi que de trois membres permanents des six Parlements cantonaux.</p> <p><sup>2</sup> Les membres permanents sont élus par les différents Parlements cantonaux.</p>
Comité de travail	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Les membres permanents de la CINO constituent le Comité de travail.</p> <p><sup>2</sup> Le Comité de travail prépare notamment la réunion annuelle et les déclarations.</p>
Présidence	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Les présidentes ou présidents de la CINO se succèdent tous les deux ans, à la date du 1<sup>er</sup> janvier, selon l'ordre suivant : Soleure, Bâle-Campagne, Argovie, Bâle-Ville, Jura, Berne.</p> <p><sup>2</sup> La présidente ou le président de la CINO préside également le Comité de travail. La CINO procède à son élection.</p>

Réunions	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> La CINO se réunit en principe tous les ans, le dernier vendredi du mois d'octobre.</p> <p><sup>2</sup> La réunion est ouverte à tous les membres des Parlements cantonaux associés.</p>
Déclarations	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> Le Comité de travail présente les déclarations à la CINO pour qu'elle prenne sa décision.</p> <p><sup>2</sup> La CINO adopte les déclarations à la majorité des deux tiers, étant précisé qu'au moins deux voix favorables sont requises par canton.</p>
Secrétariat	<p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup> La Chancellerie d'État du canton de Bâle-Campagne, qui est également responsable du secrétariat de la CGNO, est également chargée du secrétariat de la CINO.</p> <p><sup>2</sup> Le secrétariat doit veiller à la libre circulation de l'information entre la CINO, d'autres organisations interparlementaires, en particulier la Conférence législative intercantonale (CLI), et la CGNO.</p>
Frais	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup> Les cantons participants versent au canton de Bâle-Campagne une somme forfaitaire annuelle au titre des frais du secrétariat de la CINO et de la CGNO.</p> <p><sup>2</sup> La CGNO en détermine chaque fois le montant, qui est le même pour tous les cantons.</p>
Langues	<p><b>Art. 9</b> <sup>1</sup> Les interventions et prises de parole lors des réunions font l'objet d'une interprétation simultanée. Les invitations aux réunions et les déclarations sont rédigées dans les deux langues ; d'autres documents ayant un caractère officiel peuvent également être traduits.</p> <p><sup>2</sup> La CINO rembourse au canton organisateur les frais pour les interprétations simultanées jusqu'à concurrence de la cotisation annuelle d'un canton membre.</p> <p><sup>3</sup> Le secrétariat correspond en langue allemande.</p> <p><sup>4</sup> Les membres francophones de la Conférence peuvent s'exprimer en français.</p>
Entrée en vigueur	<p><b>Art. 10</b> <sup>1</sup> La présente Convention entre en vigueur le jour après l'entrée en force de tous les arrêtés d'approbation par les Parlements cantonaux concernés.</p>

<sup>2</sup> Elle remplace la Convention du 5 mars 2021.

suivent les signatures

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 111.1](#)



# Loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (LOGA)<sup>21)</sup>

du 26 octobre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 89 à 100 de la Constitution cantonale (CJU)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## TITRE PREMIER : Principes régissant l'activité gouvernementale et administrative

Principes  
généraux

**Article premier** Le Gouvernement et les services de l'administration cantonale exercent leurs activités conformément aux exigences de l'intérêt public, de la légalité, de l'opportunité, de la proportionnalité, de la subsidiarité, de l'égalité de traitement, de la bonne foi et des autres principes énoncés par le Code de procédure administrative<sup>2)</sup>.

Efficacité et  
économie

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans les limites de la Constitution et de la loi, le Gouvernement et les services de l'administration cantonale agissent de façon diligente et rationnelle.

<sup>2</sup> A cet effet, ils planifient leurs tâches, en fonction des objectifs et buts à atteindre. Ils sont tenus de coordonner leurs travaux et de collaborer dans toute la mesure commandée par l'intérêt général. Ils évaluent régulièrement les résultats obtenus et procèdent aux améliorations nécessaires.

<sup>3</sup> Ils respectent le cadre financier qui leur est assigné et restreignent autant que possible leurs frais de fonctionnement.

## TITRE DEUXIEME : Le Gouvernement

### CHAPITRE PREMIER : Le Gouvernement : autorité collégiale

Mission

**Art. 3** Sous réserve des compétences reconnues au peuple et au Parlement par la Constitution et la loi, le Gouvernement conduit la politique du Canton et exerce le pouvoir exécutif et administratif.

Tâches gouvernementales

**Art. 4** Les obligations suivantes incombent en particulier au Gouvernement :

- a) planifier et coordonner les activités de l'Etat;
- b) prendre toutes les initiatives propres à assurer le développement du Canton;
- c) informer régulièrement la population sur ses projets et ses décisions, ainsi que sur les travaux importants de l'administration cantonale; ces renseignements sont donnés s'ils répondent à un intérêt général et si leur communication ne porte pas atteinte à des intérêts publics ou privés prépondérants;
- d) présenter au Parlement un programme de politique générale au début de chaque législature et, à la fin, un rapport sur la réalisation de ce programme;
- e) établir des plans financiers pluriannuels et les soumettre à l'approbation du Parlement;
- f) préparer et soumettre chaque année au Parlement le budget et les comptes de l'Etat, et lui présenter un rapport de gestion;
- g) prendre toutes les mesures utiles pour assurer la collaboration et la coordination avec la Confédération, les cantons et les régions limitrophes;
- h) exercer la haute surveillance des diverses communes, des sections de communes et syndicats de communes, ainsi que celle des établissements cantonaux autonomes.

Direction de l'administration cantonale

**Art. 5** <sup>1</sup> Le Gouvernement veille à ce que l'activité de l'administration cantonale soit conforme aux principes énoncés aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de la présente loi.

<sup>2</sup> Il coordonne et surveille de façon constante et systématique l'activité de l'administration cantonale et celle d'autres institutions ou personnes chargées de tâches administratives.

<sup>3</sup> Sous réserve des dispositions spéciales, en particulier de la législation relative au personnel, il engage les employés de l'Etat ainsi que toute personne chargée d'une fonction publique cantonale.<sup>[14\)](#)</sup>

Participation à la procédure législative

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Gouvernement dirige la phase préliminaire de la procédure législative.

<sup>2</sup> Il peut présenter au Parlement tout projet de révision constitutionnelle, de loi ou de décret (art. 90, al. 1, CJU).

<sup>3</sup> Il répond, sous réserve des compétences du Parlement, aux consultations des autorités fédérales (art. 92, al. 2, lettre n, CJU).

Pouvoir  
réglementaire

**Art. 7** <sup>1</sup> Sous réserve des compétences du Parlement, le Gouvernement édicte les ordonnances d'exécution du droit fédéral, des lois et des décrets cantonaux et le droit d'urgence, conformément aux articles 90 et 91 de la Constitution.

<sup>2</sup> Il édicte les ordonnances conformément aux délégations que lui confère le législateur (art. 59 CJU).

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut, par voie d'ordonnance, déléguer en une matière déterminée son pouvoir réglementaire à un chef de département et au chancelier, lorsque la délégation porte sur des points secondaires ou de nature principalement technique et n'affecte pas un principe juridique fondamental.

<sup>4</sup> Il est interdit aux chefs de département et au chancelier de déléguer à leur tour leur pouvoir réglementaire.

Circulaires

**Art. 8** <sup>1</sup> Le Gouvernement et, avec son approbation, les chefs de département peuvent édicter, sous forme de circulaires, des instructions relatives à l'interprétation et à l'application de la législation.

<sup>2</sup> Les circulaires sont édictées à l'usage interne de l'administration. Elles ne doivent créer aucune obligation ni droits nouveaux pour les particuliers. L'article 10, alinéa 1, lettre f, de la loi concernant les publications officielles<sup>3)</sup> est réservé.

Juridiction  
administrative

**Art. 9** Le Gouvernement rend la justice administrative dans les cas qui lui sont attribués par le Code de procédure administrative et par la loi.

Actes  
d'administration

**Art. 10** <sup>1</sup> Le Gouvernement accomplit lui-même les actes d'administration importants.

<sup>2</sup> L'importance des affaires doit être appréciée notamment en fonction de leur portée économique, sociale, politique et de leurs conséquences pour les particuliers.

Délégation de  
compétences  
administratives

**Art. 11**<sup>14)</sup> Sous réserve de l'article 10 de la présente loi, le Gouvernement peut, par voie d'ordonnance, déléguer aux départements, à la Chancellerie d'Etat<sup>20)</sup>, à des services ou offices subordonnés et à certains employés de l'administration cantonale, la compétence de prendre des décisions et autres mesures administratives et celle de conclure des contrats.

Conflits de compétence	<b>Art. 12</b> Le Gouvernement statue en dernier ressort et à titre définitif sur les conflits de compétence entre autorités administratives (art. 30 et suivants du Code de procédure administrative).
Désignation de commissions et d'experts	<b>Art. 13</b> Pour l'étude de problèmes importants ou complexes, et pour l'élaboration de projets, le Gouvernement peut instituer des commissions permanentes ou temporaires ou engager des experts. Il fixe l'objet et la durée de leur mandat.
Délégations du Gouvernement	<p><b>Art. 14</b> <sup>1</sup> Le Gouvernement peut désigner en son sein des délégations pour traiter certaines affaires.</p> <p><sup>2</sup> Les délégations sont formées de trois membres; leur mandat ne peut excéder la durée d'une législature; il peut être reconduit.</p> <p><sup>3</sup> Les délégations sont chargées de préparer des dossiers à l'intention du Gouvernement et de lui soumettre des propositions.</p> <p><sup>4</sup> Elles peuvent être habilitées, exceptionnellement, à prendre des décisions; tout membre d'une délégation peut demander que celles-ci soient soumises à la ratification du Gouvernement.</p>
Clause générale	<b>Art. 15</b> Le Gouvernement exerce toute autre compétence que lui attribue la loi ou qui n'est pas dévolue à une autorité déterminée.
Délibérations du Gouvernement	<b>Art. 16</b> Un décret du Parlement règle la procédure applicable aux délibérations du Gouvernement, notamment en ce qui concerne la convocation et la participation aux séances, le quorum, la majorité pour prendre une décision et la signature des actes. Les dispositions du Code de procédure administrative sont réservées.

## CHAPITRE II : Le président du Gouvernement

Présidence	<b>Art. 17</b> Les délibérations du Gouvernement sont dirigées par le président.
Tâches	<p><b>Art. 18</b> Le président accomplit en particulier les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) il planifie et coordonne les travaux du Gouvernement;</li> <li>b) il est responsable de la préparation des séances du Gouvernement, dont il arrête l'ordre du jour en collaboration avec les chefs de département et le chancelier;</li> </ul>

- c) il informe régulièrement ses collègues des affaires gouvernementales en cours;
- d) il veille, en collaboration avec le chancelier, à ce que la population soit informée des travaux du Gouvernement et de l'administration;
- e) il veille à ce que le Gouvernement exerce efficacement la surveillance de l'administration cantonale; il peut proposer à ce sujet les mesures qu'il estime opportunes;
- f) il coordonne l'activité du Gouvernement avec les travaux du Parlement;
- g)<sup>14)</sup> il représente le Gouvernement dans le Canton et à l'extérieur de celui-ci; il peut être secondé dans cette tâche par les autres membres du Gouvernement, par le chancelier et des employés de l'administration cantonale.

Décisions  
présidentielles

**Art. 19** <sup>1</sup> Dans les cas d'urgence ou de nécessité, le président du Gouvernement peut ordonner des mesures provisionnelles.

<sup>2</sup> S'il n'est pas possible de tenir une séance extraordinaire, il décide, sous réserve de ratification du Gouvernement.

Suppléance du  
président

**Art. 20** En cas d'empêchement, le président est remplacé dans ses fonctions par le vice-président et, si celui-ci est également empêché, par le doyen d'âge du Gouvernement.

Election

**Art. 21** Le président et le vice-président du Gouvernement sont élus par le Parlement (art. 94 CJU) pour la durée d'un an. Ils ne sont pas immédiatement rééligibles.<sup>11)</sup>

## TITRE TROISIEME : Les unités administratives

### CHAPITRE PREMIER : La Chancellerie d'Etat

Statut

**Art. 22** La Chancellerie d'Etat est directement subordonnée au Gouvernement.

Nomination du  
chancelier

**Art. 23** Le chancelier est nommé par le Gouvernement.

Direction

**Art. 24** <sup>1</sup> Le chancelier dirige la Chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup> Dans cette fonction, il accomplit les tâches énumérées à l'article 34 de la présente loi.

Attributions du  
chancelier  
concernant  
l'activité  
gouvernementale

**Art. 25** <sup>1</sup> Le chancelier seconde le Gouvernement et en particulier son président dans l'accomplissement de leurs tâches.

<sup>2</sup> Le chancelier accomplit notamment les tâches suivantes

- a) il assiste le président du Gouvernement et les chefs de département dans la planification et la coordination des activités gouvernementales et départementales;
- b) il assiste le Gouvernement dans l'élaboration du programme de politique générale et du rapport sur la réalisation de ce programme, ainsi que dans l'établissement des rapports annuels de gestion;
- c) il est chargé du protocole;
- d) il est chargé de l'information entre le Gouvernement et les départements; il veille en particulier à la transmission des dossiers;
- e) ...<sup>4)</sup>
- f) ...<sup>4)</sup>
- g) il assume le secrétariat du Gouvernement.

<sup>3</sup> Le chancelier reçoit du Gouvernement et de son président les instructions nécessaires à l'accomplissement de ses tâches. Il peut en outre être appelé par le Gouvernement à effectuer des contrôles dans l'administration et à le conseiller dans l'organisation de celle-ci.

**Art. 26**<sup>5)</sup>

**Art. 26a**<sup>6)</sup> Le chancelier assure la coordination entre le Gouvernement et le Parlement.

Suppléance

**Art. 26b**<sup>15)</sup> En accord avec le Bureau du Parlement et le Gouvernement, le chancelier<sup>20)</sup> et le Secrétaire du Parlement organisent leur suppléance respective.

Renvoi

**Art. 27**<sup>7)</sup> Pour le reste, les attributions de la Chancellerie d'Etat<sup>20)</sup> sont réglées par voie de décret.

**Art. 28**<sup>5)</sup>

## CHAPITRE II : Les départements et les services et offices subordonnés

Organisation

**Art. 29** <sup>1</sup> L'administration cantonale est divisée en cinq départements.

<sup>2</sup> Les départements comprennent des services et des offices. Ils peuvent également comprendre des délégués. [16\)17\)](#)

<sup>3</sup> ... [18\)](#)

<sup>4</sup> Les services peuvent être subdivisés en sections et les offices en bureaux.

Répartition des départements

**Art. 30** <sup>1</sup> Chaque membre du Gouvernement, y compris le président, dirige un département.

<sup>2</sup> Au début de chaque législature, le Gouvernement répartit, par voie d'arrêté, les départements et attribue les services, les offices et les délégués entre les départements et la Chancellerie d'Etat en tenant compte en priorité des impératifs d'une gestion efficace. Pour le même motif, il peut être procédé à des mutations dans la répartition des départements, lors d'un renouvellement partiel du Gouvernement. [9\)17\)](#)

<sup>2bis</sup> Le Gouvernement désigne, dans le même arrêté, le département chargé des relations avec les autorités judiciaires. [19\)](#)

<sup>2ter</sup> Lors de la répartition des départements, le Gouvernement peut déroger provisoirement dans une ordonnance à l'organisation arrêtée par voie de décret. Le cas échéant, il soumet à brève échéance un projet de modification du décret au Parlement. [19\)](#)

<sup>3</sup> A défaut d'entente, les membres du Gouvernement sont tenus d'accepter le département qui leur est attribué par décision collégiale.

<sup>4</sup> Le Gouvernement désigne un suppléant pour chaque chef de département.

Tâches des départements, des services et offices subordonnés

**Art. 31** <sup>1</sup> Les départements et les services et offices subordonnés préparent les objets à liquider par l'instance supérieure et lui adressent des propositions.

<sup>2</sup> Ils exercent les pouvoirs de décision, de contrôle et de surveillance qui leur sont attribués par la législation ou qui leur sont délégués par le Gouvernement.

Tâches  
attribuées par  
décision du  
Gouvernement

**Art. 32** <sup>1</sup> Sur décision du Gouvernement, les départements et la Chancellerie d'Etat<sup>20)</sup> accomplissent les tâches de l'administration cantonale dont l'exécution n'est pas attribuée à une instance administrative déterminée.

<sup>2</sup> Sont réservées les tâches administratives attribuées par la législation à des particuliers ou à des institutions spéciales de droit public ou privé.

Conflits de  
compétence au  
sein des  
départements

**Art. 33** Le chef de département tranche les conflits de compétence qui opposent des services ou des offices subordonnés à son département (art. 30 et suivants du Code de procédure administrative).

Tâches des  
chefs de  
département, de  
service et d'office

**Art. 34** Les chefs de département, de service et d'office ont en particulier les tâches suivantes :

- a) ils définissent périodiquement les objectifs à atteindre et les tâches à accomplir;
- b) ils planifient les activités dont ils sont responsables et préparent leur budget;
- c) ils rendent les décisions et, le cas échéant, édictent les directives qui sont de leur compétence;
- d) ils contrôlent et coordonnent les activités des services et offices qui leur sont subordonnés;
- e) ils informent l'administration des activités de leurs services et offices;
- f) ils exercent les compétences qui leur sont attribuées par la législation.

Tâches  
particulières des  
chefs de service  
et d'office

**Art. 35** <sup>1</sup> Les chefs de service et d'office sont les collaborateurs directs du chef de département.

<sup>2</sup> En plus des tâches définies à l'article 34 de la présente loi :

- a) ils contribuent à l'élaboration des projets et à la préparation des décisions du département;
- b) ils secondent le chef du département dans la préparation des délibérations gouvernementales et dans ses relations avec d'autres organes administratifs et avec les particuliers;
- c) ils sont en principe responsables des affaires financières, juridiques, de secrétariat et de personnel du service ou de l'office.



Conférence des  
chefs de service  
et d'office

**Art. 36** <sup>1</sup> Au besoin, les chefs de service et d'office se réunissent sous la présidence du chancelier pour s'informer mutuellement et examiner les problèmes relatifs à leur collaboration et à leur coordination.

<sup>2</sup> La conférence peut faire des propositions aux chefs de département et au Gouvernement.

### CHAPITRE III : Le pouvoir d'organisation administrative

Le pouvoir  
d'organisation du  
Parlement

**Art. 37**<sup>9)17)</sup> <sup>1</sup> Dans les limites de la présente loi, le Parlement institue, par voie de décret, les départements, services, offices, sections et bureaux. Il peut également créer des postes de délégués.

<sup>2</sup> Il définit les principales tâches des services, offices, sections et bureaux.

<sup>3</sup> Il peut aussi supprimer des entités citées à l'alinéa 2.

Le pouvoir  
d'organisation du  
Gouvernement et  
de l'administra-  
tion

**Art. 38** <sup>1</sup> Dans les limites de la présente loi et des décrets du Parlement, le Gouvernement précise au besoin l'organisation et les compétences des départements et des organes qui leur sont subordonnés.

<sup>2</sup> Le Gouvernement, les chefs de département, le chancelier, les chefs de service et d'office peuvent édicter sous la forme de circulaires, des prescriptions de détail portant en particulier sur l'organisation et la gestion administratives. L'article 8, alinéa 2, est réservé.

### TITRE QUATRIEME : Dispositions transitoires, diverses et finales<sup>13)22)</sup>

Prolongation de  
la législature  
Durée de  
fonction de  
commissions  
ou groupes de  
travail

**Art. 38a**<sup>12)</sup> <sup>1</sup> Lorsque, selon l'ancienne législation, la durée de fonction des membres de commissions ou groupes de travail cantonaux est de quatre ans, cette durée est portée à cinq ans, coïncidant avec la législature.

<sup>2</sup> Lorsqu'une personne est nommée en cours de législature pour une durée de quatre ans à une fonction au sens de l'alinéa 1, celle-ci se termine à la fin de la législature en cours.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut, par voie d'arrêté, déroger dans une situation particulière aux alinéas 1 et 2.

Transmission de documents administratifs à fin d'impression

**Art. 38b<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les unités administratives sont autorisées à transmettre, à fin d'impression, à une autre unité administrative des documents soumis au secret de fonction et susceptibles de contenir des données personnelles, y compris sensibles.

<sup>2</sup> L'entité mandatée supprime toutes les données en sa possession après l'accomplissement de sa tâche.

<sup>3</sup> Toute personne collaborant, à un titre ou un autre, au sein de l'entité tierce mandatée et susceptible de prendre connaissance du contenu des documents mentionnés à l'alinéa premier est soumise au secret de fonction et aux règles cantonales en matière de protection des données.

<sup>4</sup> Pour le surplus, le Gouvernement prend, de manière contractuelle, les autres mesures utiles à la préservation du secret de fonction, en particulier sur les plans organisationnel, technique et procédural. Il désigne notamment l'entité mandatée et définit l'étendue du mandat.

Harmonisation des bases de données concernant des personnes physiques ou morales

**Art. 38c<sup>23)</sup>** Le Gouvernement peut autoriser les unités administratives à mettre à jour les bases de données qu'elles utilisent dans l'accomplissement de leurs tâches légales en recourant à l'échange automatisé des données suivantes détenues par d'autres unités administratives :

- a) nom, prénom, numéro AVS, adresse, date de naissance, état civil de personnes physiques;
- b) raison sociale, numéro d'identification de l'entreprise, adresse de personnes morales;
- c) d'autres coordonnées fournies par l'administré et permettant d'effectuer des transactions avec celui-ci (tels le numéro de téléphone, l'adresse de courrier électronique et des références bancaires).

Clause abrogatoire

**Art. 39** L'entrée en vigueur de la présente loi abroge toute disposition contraire de la législation reçue dans la République et Canton du Jura.

Référendum

**Art. 40** La présente loi est soumise au peuple.

Entrée en  
vigueur

**Art. 41** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>10)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE  
CONSTITUANTE DE LA REPUBLIQUE ET  
CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 175.1](#)
- 3) [RSJU 170.51](#)
- 4) Abrogée par la section 1 de la loi du 11 septembre 1980, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1981
- 5) Abrogé par le ch. II, alinéa 1, de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2007
- 6) Introduit par le ch. I de la loi du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1991
- 7) Abrogé par la section 1 de la loi du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991. Introduit par le ch. I de la loi du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1991
- 8) Abrogé par le ch. I de la loi du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1991
- 9) Nouvelle teneur selon la section 1 de la loi du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991
- 10) 5 décembre 1978
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. IV de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 12) Introduit par le ch. IV de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 13) Nouvelle teneur du titre selon le ch. IV de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 15) Introduit par le ch. IV de la loi du 17 décembre 2014 modifiant les actes législatifs liés au rattachement du Secrétariat du Parlement à la Chancellerie d'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015

- <sup>16)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014 modifiant les actes législatifs liés à la création de postes de déléguée dans l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- <sup>17)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- <sup>18)</sup> Abrogé le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- <sup>19)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- <sup>20)</sup> Nouvelle dénomination selon le ch. II de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- <sup>21)</sup> Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- <sup>22)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- <sup>23)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

## Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale (DOGA)<sup>[13\)](#)</sup>

du 27 avril 2016

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 16 et 37 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet **Article premier** Le présent décret constitue la réglementation d'exécution de loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>[1\)](#)</sup>.

Terminologie **Art. 2** Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### CHAPITRE II : Délibérations du Gouvernement

Séances et convocations **Art. 3** <sup>1</sup> En dehors des vacances qu'il définit, le Gouvernement siège une fois par semaine. Il est convoqué par le président par l'intermédiaire du chancelier.

<sup>2</sup> Il se réunit en outre :

- a) lorsque le président le juge nécessaire;
- b) sur décision du Gouvernement lui-même;
- c) lorsque deux de ses membres en font la demande.

Publicité **Art. 4** Les séances du Gouvernement ne sont pas publiques.

Préparation et présidence des séances **Art. 5** <sup>1</sup> Le président prépare les séances du Gouvernement; il en arrête l'ordre du jour en collaboration avec les chefs de département et le chancelier.

<sup>2</sup> Il dirige les délibérations du Gouvernement.

Autres  
participants

**Art. 6** <sup>1</sup> Le chancelier prend part, avec voix consultative, aux séances du Gouvernement. Il peut faire des propositions concernant les affaires de la Chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup> Des employés de l'administration cantonale et des experts peuvent être, au besoin, invités à assister aux séances.

Quorum

**Art. 7** La présence de trois membres est nécessaire pour la validité des délibérations du Gouvernement.

Procédure de  
vote

**Art. 8** <sup>1</sup> Lors de ses séances, le Gouvernement ne vote par écrit que dans la mesure où son règlement le prescrit ou si la majorité de ses membres présents le décide.

<sup>2</sup> Chaque membre du Gouvernement peut exiger le vote écrit pour les nominations et l'engagement du personnel.

<sup>3</sup> Les membres absents ne peuvent pas voter.

Majorité

**Art. 9** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 3, le Gouvernement prend ses décisions à la majorité des voix, les abstentions n'étant pas comptées. Cependant, pour être valide, une décision doit réunir deux voix au moins.

<sup>2</sup> Le président vote; en cas d'égalité des voix, il départage.

<sup>3</sup> Les nominations et l'engagement du personnel ont lieu à la majorité absolue des membres présents.

Procédures  
spéciales

**Art. 10** <sup>1</sup> Si les circonstances le justifient, le Gouvernement peut traiter certaines affaires par voie de circulation ou suivant une autre procédure.

<sup>2</sup> Est réservé le droit du président de prendre des décisions conformément à l'article 19 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

Procès-verbal

**Art. 11** <sup>1</sup> Les délibérations du Gouvernement sont consignées dans un procès-verbal, tenu par le chancelier ou son suppléant.

<sup>2</sup> Chaque membre du Gouvernement peut faire mentionner au procès-verbal une opinion divergente.

Signature

**Art. 12** <sup>1</sup> Les ordonnances qui émanent du Gouvernement sont signées au nom de cette autorité par le président du Gouvernement et le chancelier ou par leurs suppléants. La même règle s'applique en principe aux décisions du Gouvernement.

<sup>2</sup> Les actes qui émanent des départements et de la Chancellerie d'Etat sont signés par les chefs de département, par le chancelier ou par leurs suppléants.

<sup>3</sup> Le Gouvernement précise les modalités selon lesquelles le droit de signature peut être exercé ou délégué dans les unités administratives inférieures.

Règlement du  
Gouvernement

**Art. 13** Le Gouvernement peut préciser et compléter les dispositions du présent chapitre en se donnant un règlement.

Réserve du  
Code de  
procédure  
administrative

**Art. 14** Les dispositions du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> sont réservées.

### **CHAPITRE III : Organisation des départements et de la Chancellerie d'Etat**

Départements

**Art. 15** <sup>1</sup> Les cinq départements sont les suivants :

- a) le Département de l'économie et de la santé;
- b) le Département de l'environnement;
- c) le Département des finances;
- d) le Département de la formation, de la culture et des sports;
- e) le Département de l'intérieur.

<sup>2</sup> Ils comprennent les unités administratives qui exercent les tâches relevant de leurs domaines. Pour le surplus, le Gouvernement répartit les unités administratives conformément à l'article 30, alinéa 2, de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

Chancellerie  
d'Etat

**Art. 16** La Chancellerie d'Etat comprend notamment la Chancellerie proprement dite et le Secrétariat du Parlement.

## CHAPITRE IV : Unités administratives

### SECTION 1 : Dispositions générales

Siège des unités administratives

**Art. 17** Sous réserve de la législation spéciale et des dispositions particulières du présent décret, les unités administratives ont leur siège à Delémont.

Secrétariat

**Art. 18** <sup>1</sup> Les unités administratives disposent d'un secrétariat.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut décider de regrouper le secrétariat et la gestion financière de certaines unités administratives.

### SECTION 2 : Service de l'action sociale

Attributions

**Art. 19** Le Service de l'action sociale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) prévoyance sociale et aide sociale dans la mesure où elle incombe à l'Etat;
- c) éducation et formation des handicapés, en collaboration avec le Service de l'enseignement;
- d) surveillance, du point de vue de l'aide sociale, des homes et autres foyers;
- e) surveillance du fonctionnement de l'aide sociale et de l'activité des institutions sociales des communes;
- f) surveillance des enfants placés;
- g) avances et recouvrements de pensions alimentaires;
- h) allocations spéciales aux personnes et aux familles de condition modeste;
- i) autorisations de collectes et de ventes de bienfaisance;
- j) aide sociale en faveur des détenus majeurs et des personnes libérées;
- k) encouragement de l'aide publique et privée en faveur des mineurs, en collaboration avec le Tribunal des mineurs;
- l) organisation et surveillance de la lutte contre l'alcoolisme et contre la drogue, en collaboration avec le Service de la santé publique;
- m) coordination de l'activité des institutions publiques, semi-publiques et privées de l'aide sociale;
- m<sup>bis</sup>) <sup>19)</sup> intégration des étrangers et lutte contre le racisme;
- n) toute autre attribution conférée par la législation.



Commission **Art. 20** La commission de l'aide sociale est adjointe au Service de l'action sociale.

### SECTION 3 : Office des assurances sociales

Attributions **Art. 21** L'Office des assurances sociales a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution de la législation sur l'assurance en cas de maladie et de maternité;
- c) exécution de la législation sur la sécurité sociale (AVS/AI/APG);
- d) secrétariat de la commission de l'assurance-invalidité;
- e) exécution de la législation sur le chômage et organisation de la caisse publique de chômage; surveillance des agences communales AVS;
- f) gestion de la Caisse cantonale de compensation;
- g) comptabilité de l'Office des assurances sociales;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 22** L'Office des assurances sociales a son siège à Saignelégier.

Commissions **Art. 23** A l'Office des assurances sociales sont adjointes :

- a) la commission de l'assurance-invalidité;
- b) la commission de la Caisse d'allocations familiales.

### SECTION 4 : Chancellerie proprement dite

Attributions **Art. 24** La Chancellerie proprement dite a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) assistance dans la planification et la coordination des activités gouvernementales et départementales;
- c) assistance dans l'élaboration du programme de politique générale et du rapport sur la réalisation de ce programme, ainsi que dans l'établissement des rapports annuels de gestion;
- d) protocole;
- e) information entre le Gouvernement et les départements et, en particulier, transmission des dossiers;
- f) secrétariat du Gouvernement;
- g) tâches relatives à l'organisation des élections et votes populaires;
- h) publication du Journal officiel;

- i) tâches relatives aux affaires fédérales et confédérales;
- j) comptabilité de la Chancellerie et du Gouvernement;
- k) central téléphonique de l'Etat;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil  
consultatif des  
Jurassiens de  
l'extérieur

**Art. 25** Le Conseil consultatif des Jurassiens de l'extérieur est rattaché à la Chancellerie proprement dite.

## **SECTION 5 : Service de la consommation et des affaires vétérinaires**

Service de la  
consommation  
et des affaires  
vétérinaires

**Art. 26** <sup>1</sup> Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) contrôle des denrées alimentaires;
- c) exécution de la législation sur les denrées alimentaires;
- d) traitement des affaires vétérinaires confiées par la législation;
- e) traitement des affaires relatives aux épizooties, à la lutte contre les maladies du bétail, à l'hygiène des viandes et au commerce du bétail;
- f) gestion de la Caisse des épizooties;
- g) collaboration avec la Fondation rurale interjurassienne;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>2</sup> Le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal dépendent du Service de la consommation et des affaires vétérinaires et exercent, de manière indépendante, les attributions que leur confère la législation.

## **SECTION 6 : Service des contributions**

Subdivisions

**Art. 27** Le Service des contributions comprend :

- a) la Direction;
- b) la Section des personnes physiques;
- c) le Bureau des personnes morales et des autres impôts;
- d) la Section de gestion et de coordination;
- e) les Recettes et Administrations de district.

Attributions

**Art. 28** Le Service des contributions a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) préparation, organisation et surveillance de la taxation fiscale;
- c) développement et gestion de l'outil informatique lié au service;

- d) étude de toutes les questions relatives à la fiscalité;
- e) mise en place des mesures et des structures de lutte contre la fraude fiscale;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 29** La commission d'estimation en matière d'impôts est adjointe au Service des contributions.<sup>16)</sup>

## Direction

**Art. 30** La Direction a les attributions suivantes :

- a) direction, organisation et surveillance des unités administratives;
- b) lutte contre la fraude fiscale par l'unité de lutte contre la fraude fiscale (révisorat et rappel d'impôt);
- c) représentation de l'Etat dans les procédures contentieuses en matière fiscale;
- d) développement, gestion de l'outil informatique et extraction de données par l'unité de projets;
- e) traitement des remises d'impôt;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

## Section des personnes physiques

**Art. 31** La Section des personnes physique a les attributions suivantes :

- a) taxation des personnes physiques pour l'imposition du revenu et de la fortune;
- b) représentation de l'Etat dans les procédures de taxation, réclamation et opposition;
- c) fixation et exécution du droit au remboursement de l'impôt anticipé;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

## Bureau des personnes morales et des autres impôts

**Art. 32** Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a les attributions suivantes :

- a) taxation des personnes morales pour l'imposition du bénéfice et du capital;
- b) représentation de l'Etat dans les procédures de taxation, réclamation et opposition;
- c) taxation pour la perception des autres impôts : impôt de succession et de donation, impôt sur les gains immobiliers, impôt à la source, impôts communaux (partages);
- d) évaluations officielles;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

**Art. 33** Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a son siège aux Breuleux.

Section de  
gestion et de  
coordination

**Art. 34** La Section de gestion et de coordination a les attributions suivantes :

- a) contact, coordination et planification entre le Service des contributions et les communes, les paroisses et les Recettes et Administrations de district relativement au traitement informatique de l'impôt;
- b) contrôle de la perception et de la redistribution de l'impôt;
- c) contrôle et saisie centralisée des mutations (registre des contribuables), enregistrement et scannage des données de taxation;
- d) exploitation de l'environnement informatique existant en collaboration avec le Service de l'informatique et l'unité de projets;
- e) planification, exploitation et suivi des traitements informatiques;
- f) conception et analyse des statistiques du service et coordination des extractions de données;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

Recettes et  
Administrations  
de district

**Art. 35** <sup>1</sup> Une Recette et Administration de district est organisée dans chaque district, avec siège au chef-lieu.

<sup>2</sup> Elle a les attributions suivantes :

- a) encaissement et recouvrement des créances de l'Etat, sous réserve de dispositions légales particulières;
- b) délivrance des patentes de pêche;
- c) surveillance des procédures de scellés et conduite des procédures d'inventaire;
- d) exécution des mesures propres à assurer la dévolution de l'hérédité;
- e) visites des études de notaires;
- f) octroi de permis de jeu;
- g) réception des demandes, préparation et transfert de la demande en matière de remise d'impôt;
- h) consignation des loyers;
- i) gestion administrative du Service de renseignements juridiques;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

<sup>4</sup> Le Service de renseignements juridiques a notamment pour activité de fournir aux habitants du Canton des renseignements d'ordre juridique ou administratif. Une convention en attribue la responsabilité et la gestion à l'Ordre des avocats jurassiens et le chef du département auquel le Service des contributions est rattaché en assume la surveillance.

## SECTION 7 : Contrôle des finances

Statut

**Art. 36** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances est un service autonome et indépendant, rattaché administrativement au département des finances.

<sup>2</sup> Il est responsable devant le Parlement et rend compte de son travail devant la commission parlementaire de gestion et des finances.

<sup>3</sup> Il est organisé et exerce son activité conformément à la loi sur les finances cantonales<sup>3)</sup>.

Surveillance

**Art. 37** <sup>1</sup> En tant qu'organe spécialisé de la surveillance financière, le Contrôle des finances est à disposition :

- a) du Parlement, pour l'exercice de sa haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les tribunaux;
- b) du Gouvernement et des départements pour les contrôles courants des unités administratives, ainsi que des établissements autonomes ou non autonomes, pour autant que la loi n'en décide pas autrement.

<sup>2</sup> La surveillance du Contrôle des finances s'étend :

- a) aux départements et subdivisions de l'administration, ainsi qu'aux tribunaux;
- b) aux établissements autonomes et non autonomes sous réserve de dispositions légales particulières;
- c) aux institutions auxquelles les pouvoirs publics ont délégué une tâche publique, fourni une aide financière ou participé financièrement, sous réserve des dispositions légales ou contractuelles différentes.

Attributions

**Art. 38** Le Contrôle des finances a les attributions suivantes :

- a) examen courant de l'ensemble de la comptabilité à tous les stades de son exécution, y compris le bouclage des comptes sous les angles juridique, comptable et économique;
- b) contrôle des livres tenus par les départements et les unités administratives;
- c) contrôle des valeurs du patrimoine et des inventaires;

- d) contrôle de l'efficacité des offices de révision propres à certains organismes et coordination des activités de contrôle;
- e) examen des comptes de constructions;
- f) contrôle des taxations fiscales;
- g) participation à l'élaboration de prescriptions sur le contrôle, la révision, la comptabilité, le service des paiements et la tenue des inventaires;
- h) rédaction de rapports sur des questions particulières à la gestion financière, selon les mandats spéciaux de la commission de gestion et des finances;
- i) examen de l'organisation et des méthodes de travail des services;
- j) rédaction d'un rapport annuel au Gouvernement à l'intention du Parlement;
- k) participation aux délibérations sur les finances, le budget, les plans financiers, les comptes de l'Etat et l'octroi de crédits isolés;
- l) collaboration avec le délégué aux affaires communales dans la tenue de la comptabilité et de la caisse des communes;
- m) toute autre attribution conférée par la législation, en particulier la loi sur les finances cantonales<sup>3)</sup>.

Liaison avec la  
commission  
de gestion et  
des finances

**Art. 39** Le Contrôle des finances exerce ses activités en relation avec la commission de gestion et des finances.

## SECTION 8 : Office de la culture

Attributions

**Art. 40** L'Office de la culture a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) conservation et mise en valeur des archives administratives et historiques;
- c) protection des monuments historiques;
- d) protection du patrimoine archéologique et paléontologique;
- e) protection des biens culturels et du patrimoine rural;
- f) gestion de la Bibliothèque cantonale jurassienne, concertation des activités des bibliothèques subventionnées par l'Etat et encouragement de la lecture publique;
- g) encouragement des activités culturelles assumées par des associations, des groupes et des personnes;
- h) soutien à la création artistique, à la recherche et à l'animation;
- i) contribution à la diffusion du patrimoine culturel jurassien;
- j) constitution d'une documentation relative à la création artistique dans le Jura;
- k) collaboration et échanges culturels interjurassiens dans le but de concrétiser une promotion culturelle commune et de favoriser la création d'une institution commune interjurassienne;

- l) contribution aux échanges culturels;
- m) <sup>8)</sup> conservation, acquisition et mise en valeur des collections de sciences naturelles à des fins de formation, de recherche et d'animation;
- n) relations avec les musées jurassiens;
- o) collaboration avec tout autre service ou office concerné;
- p) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

**Art. 41** L'Office de la culture a son siège à Porrentruy.

Commissions

**Art. 42** <sup>8)</sup> A l'Office de la culture sont adjointes :

- a) la commission des affaires culturelles;
- b) la commission des archives;
- c) la commission des arts visuels;
- d) la commission des bibliothèques;
- e) la commission de la culture;
- f) la commission des musées;
- g) la commission du patrimoine archéologique et paléontologique;
- h) la commission du patrimoine historique.

## SECTION 9 : Service du développement territorial

Attributions

**Art. 43** Le Service du développement territorial a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;
- c) coordination des politiques publiques à incidences spatiales;
- d) coordination et surveillance des activités et actions des sections;
- e) élaboration des objectifs, suivi de la mise en œuvre et promotion du développement durable, en collaboration avec les services concernés;
- f) élaboration des objectifs de la politique énergétique cantonale;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

Subdivisions

**Art. 44** Le Service du développement territorial comprend les subdivisions suivantes :

- a) la Section de l'aménagement du territoire;
- b) la Section des permis de construire;
- c) la Section du cadastre et de la géoinformation;
- d) la Section de la mobilité et des transports;
- e) la Section de l'énergie.

Section de  
l'aménagement  
du territoire

**Art. 45** La Section de l'aménagement du territoire a les attributions suivantes :

- a) responsabilité et coordination de l'aménagement cantonal;
- b) examen et décisions en matière d'aménagement régional et local;
- c) ... [12\)](#)
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des  
permis de  
construire

**Art. 46** La Section des permis de construire a les attributions suivantes :

- a) traitement des demandes de permis de construire relevant de la compétence du Canton;
- b) ratification des dérogations à la réglementation communale;
- c) surveillance de la police des constructions;
- d) contrôle des prescriptions de la législation fédérale et cantonale sur l'énergie dans le domaine des permis de construire, en collaboration avec la Section de l'énergie;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Section du  
cadastre et de la  
géoinformation

**Art. 47** La Section du cadastre et de la géoinformation a les attributions suivantes :

- a) organisation, surveillance et vérification de la mensuration officielle et de sa mise à jour;
- b) organisation et exploitation de l'infrastructure cantonale de données géographiques et diffusion de ces données;
- c) toute autre attribution conférée par la législation.

Section de la  
mobilité et des  
transports

**Art. 48** La Section de la mobilité et des transports a les attributions suivantes :

- a) planification stratégique des transports en commun et individuels ainsi que des mobilités douces;
- b) négociation des prestations et des horaires des transports publics;
- c) promotion des transports publics et des instruments d'intermodalité;
- d) gestion des concessions et autorisations cantonales;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Section de  
l'énergie

**Art. 49** La Section de l'énergie a les attributions suivantes :

- a) suivi de la mise en œuvre des objectifs de la politique énergétique cantonale;
- b) collaboration avec l'ensemble des acteurs de la politique énergétique;
- c) accompagnement des projets de production d'énergie indigène;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.



## Commissions

**Art. 50** Au Service du développement territorial sont adjointes :

- a) la commission consultative pour l'aménagement du territoire;
- b) la commission des paysages et des sites;
- c) la commission technique des transports;
- d) la conférence des transports.

## **SECTION 10 : Economat cantonal**

## Attributions

**Art. 51** L'Economat cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) centralisation des commandes et achats de fournitures diverses;
- c) responsabilité de l'impression des publications officielles;
- d) multigraphie;
- e) diffusion et vente des imprimés de l'Etat;
- f) librairie scolaire;
- g) envoi aux communes du matériel de vote lors d'élection et de vote populaire;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 11 : Service de l'économie et de l'emploi**

## Attributions

**Art. 52** Le Service de l'économie et de l'emploi a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) études et propositions en vue de l'élaboration du programme de développement économique;
- c) élaboration et réalisation des programmes de mise en œuvre (entreprises, tourisme et politique régionale);
- d) application de la législation sur la politique régionale;
- e) mesures visant à soutenir le développement des entreprises existantes conformément aux législations fédérale et cantonale;
- f) mesures visant à rechercher et à favoriser l'implantation d'entreprises nouvelles;
- g) mesures visant à soutenir le développement du tourisme et traitement des affaires y relatives;
- h) en collaboration avec le département auquel il est rattaché, conciliation et arbitrage dans les conflits sociaux;
- i) exécution des législations sur le travail (inspection, médecine et hygiène du travail), sur les activités économiques (inspection), sur les poids et les mesures (inspection) et sur l'assurance-chômage;

- j) veiller, en collaboration avec les communes, à l'équipement et à l'organisation des zones d'activités;
- k) préavis sur les conventions collectives de travail;
- l) établissement de statistiques concernant le secteur de l'emploi;
- m) contrôle des prix et autres mesures visant à la protection des consommateurs;
- n) contrôle au sens de la législation sur le travail au noir;
- o) traitement des demandes d'autorisation de travailler en matière de main-d'œuvre étrangère;
- p) études et propositions en vue de la définition d'une politique du logement et traitement des affaires y relatives;
- q) collaboration intercantonale et avec l'étranger en matière économique;
- r) information des milieux industriels et commerciaux suisses et étrangers;
- s) collaboration avec l'Office de l'environnement dans le cadre de la commercialisation du bois;
- t) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 53** Au Service de l'économie et de l'emploi sont adjointes :

- a) la commission consultative pour le développement de l'économie;
- b) la commission tripartite chargée de conseiller les offices régionaux et de placement;
- c) la commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations<sup>4)</sup>.

## SECTION 12 : Service de l'économie rurale

## Attributions

**Art. 54** Le Service de l'économie rurale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) développement de la production des plantes;
- c) versement des primes de culture;
- d) gestion et administration des crédits agricoles;
- e) protection des cultures contre leurs ennemis et les maladies;
- f) encouragement de l'arboriculture fruitière;
- g) contrôle des fermages;
- h) améliorations foncières;
- i) sauvegarde des intérêts de l'élevage du bétail;
- j) collaboration avec l'Office de l'environnement;
- k) toute autre attribution conférée par la législation.

## Commissions

**Art. 55** Au Service de l'économie rurale sont adjointes :

- a) la commission des crédits agricoles;
- b) les commissions d'experts.

**SECTION 13: ...[9\)](#)****Art. 56 et 57**[9\)](#)**SECTION 14 : Service de l'enseignement**

## Attributions

**Art. 58** Le Service de l'enseignement a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) administration, gestion et coordination de l'ensemble des activités matérielles et pédagogiques des écoles primaires et secondaires;
- c) élaboration, en collaboration avec la Trésorerie générale, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la scolarité obligatoire et traitement des affaires financières y relatives;
- d) règlement des questions administratives concernant le corps enseignant, notamment le contrôle de son effectif;
- e) surveillance et conseil pédagogique des enseignants;
- f) surveillance, conseil et assistance administrative des directeurs et des autorités scolaires locales;
- g) traitement des subventions à affecter aux écoles privées, à l'exception des écoles des niveaux secondaire II et tertiaire;
- h) coordination avec divers services, notamment le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé publique, la personne déléguée à l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;
- i) éducation et formation des handicapés;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil,  
commissions et  
conférences**Art. 59** Au Service de l'enseignement sont adjoints :

- a) le Conseil scolaire;
- b) la commission de l'enseignement;
- c) la commission de coordination des mesures de pédagogie compensatoire;
- d) ...[9\)](#);
- e) la commission consultative pour la scolarisation des enfants de migrants;
- f) les conférences des directeurs des cercles scolaires primaires et secondaires.

## SECTION 15 : Office de l'environnement

### Attributions

**Art. 60** L'Office de l'environnement a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- a) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;
- b) examen des projets et des demandes de subventions dans les domaines précités;
- c) exercice et surveillance de la police dans les domaines relevant de sa compétence;
- d) exécution des mesures de protection des réserves naturelles et des objets d'importance nationale ou régionale;
- e) gestion et surveillance des forêts de l'Etat, sous réserve de l'article 28a de la loi sur les forêts<sup>5</sup>;
- f) surveillance technique et financière de la gestion des forêts appartenant à d'autres collectivités publiques et haute surveillance sur les forêts privées;
- g) surveillance des gravières et des carrières;
- h) administration de la régle des mines;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

### Commissions

**Art. 61** A l'Office de l'environnement sont adjointes :

- a) la commission de la protection de la nature et du paysage;
- b) la commission de la faune;
- c) la commission de la pêche.

### Arrondissement forestier

**Art. 62** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement comprend un arrondissement forestier.

<sup>2</sup> Ce dernier a les attributions suivantes :

- a) orientation de la sylviculture et suivi des opérations sylvicoles;
- b) conseils techniques et de gestion aux propriétaires de forêts publiques;
- c) collaboration à la planification et à la surveillance des travaux forestiers;
- d) collaboration à la surveillance des mesures subventionnées;
- e) participation à l'aménagement forestier;

- f) collaboration à l'exercice de la police forestière;
- g) surveillance des triages et coordination de leurs activités;
- h) encadrement technique des gardes forestiers de triage;
- i) application et contrôle des mesures phytosanitaires;
- j) vulgarisation forestière;
- k) contrôle et suivi de la gestion des forêts et des pâturages boisés dans le respect des principes du développement durable;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Sièges

**Art. 63** L'Office de l'environnement et l'arrondissement forestier ont leur siège à Saint-Ursanne.

## **SECTION 16 : Service de la formation postobligatoire<sup>10)</sup>**

Attributions

**Art. 64<sup>10)</sup>** Le Service de la formation postobligatoire a les attributions suivantes :

- a) mise en œuvre de la politique de formation des niveaux secondaire II et tertiaire;
- b) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- c) élaboration, en collaboration avec la Trésorerie générale, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la postscolarité et de la formation et traitement des affaires financières y relatives;
- d) surveillance des apprentissages et contrôle des contrats d'apprentissage;
- e) organisation et direction des examens de fin d'apprentissage;
- f) traitement des subventions à affecter aux écoles privées des niveaux secondaire II et tertiaire;
- g) coordination avec le Service de l'enseignement, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé publique, la personne déléguée à l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;
- h) traitement des dossiers concernant les hautes écoles;
- i) suivi du parcours des personnes jurassiennes en formation;
- j) organisation des mesures de préparation à la formation générale et à la formation professionnelle initiale;
- k) pilotage des formations dispensées dans les divisions au sens de l'article 64a, lettres b à f;
- l) assurer et entretenir les relations avec les entités et institutions publiques et privées actives dans les domaines de la formation tertiaire et continue;
- m) assurer le suivi et le développement de la formation continue;
- n) toute autre attribution conférée par la législation.

Subdivisions	<p><b>Art. 64a<sup>11)</sup></b> <sup>1</sup> Le Service de la formation postobligatoire comprend les subdivisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la Section des bourses et prêts d'études;</li> <li>b) la division technique;</li> <li>c) la division commerciale;</li> <li>d) la division artisanale;</li> <li>e) la division santé-social-arts;</li> <li>f) la division lycéenne;</li> <li>g) l'unité de formation continue.</li> </ul>
Attributions des divisions	<sup>2</sup> Les divisions dispensent les formations relevant de leur domaine respectif.
Attributions de l'unité de formation continue	<p><sup>3</sup> L'unité de formation continue dispense les prestations de la formation continue.</p> <p><sup>4</sup> Le Département détermine l'appellation de l'unité de formation continue.</p>
Section des bourses et prêts d'études	<p><b>Art. 65<sup>10)</sup></b> La Section des bourses et prêts d'études a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) application de la législation concernant les subsides de formation;</li> <li>b) toute autre attribution conférée par la législation.</li> </ul>
Conseil et commissions	<p><b>Art. 66<sup>10)</sup></b> Au Service de la formation postobligatoire sont adjoints :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le Conseil de la formation;</li> <li>b) la commission des examens professionnels de fin d'apprentissage;</li> <li>c) la commission des équivalences des certificats d'aptitudes pédagogiques;</li> <li>d) la commission de maturité gymnasiale;</li> <li>e) les commissions de division;</li> <li>f) la commission de régulation en matière de transition.</li> </ul>

## SECTION 17 : Service de l'information et de la communication

Attributions	<p><b>Art. 67</b> Le Service de l'information et de la communication a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;</li> <li>b) conception, rédaction et diffusion des informations relatives à l'activité gouvernementale et administrative;</li> </ul>
--------------	---

- c) organisation des conférences de presse relatives à l'activité du Gouvernement et de ses départements, du Parlement et de l'administration;
- d) relations ordinaires avec les médias;
- e) conception et mise en œuvre d'une politique de valorisation de l'image de la République et Canton du Jura à l'extérieur du territoire;
- f) conception et mise en œuvre d'une politique de communication interne à l'administration;
- g) information et documentation du Gouvernement, du Parlement, de l'administration et des particuliers;
- h) établissement et mise à jour des statistiques à l'usage de l'administration de l'Etat et des particuliers; le Gouvernement peut, par voie de convention, confier l'exécution de cette tâche à un organisme public ou privé;
- i) exécution de toute autre tâche confiée par le Gouvernement ou par le chef d'un département;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

## SECTION 18 : Service de l'informatique

### Attributions

**Art. 68** Le Service de l'informatique a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) proposition et mise en œuvre de la politique informatique de l'Etat;
- c) responsabilité du traitement électronique de l'information;
- d) conseils aux organes de l'administration en matière d'automatisation des processus et d'informatique;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

## SECTION 19 : Service des infrastructures

### Attributions

**Art. 69** Le Service des infrastructures a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) négociation et exécution des contrats de prestations dans le domaine des routes nationales;
- c) exercice de la police des routes;
- d) coordination et surveillance des activités et actions des sections.

### Subdivisions

**Art. 70** Le Service des infrastructures comprend les subdivisions suivantes :

- a) la Section des bâtiments et des domaines;
- b) la Section des constructions routières;

- c) la Section de l'entretien des routes;
- d) [14\)](#) la Section de l'Unité territoriale IX.

Section des  
bâtiments et  
des domaines

**Art. 71** La Section des bâtiments et des domaines a les attributions suivantes :

- a) gestion du patrimoine immobilier de l'Etat, à l'exclusion des forêts;
- b) planification de l'implantation des entités de la fonction publique cantonale (administration, écoles, autorités judiciaires);
- c) direction des travaux de construction et d'entretien des bâtiments de l'Etat;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des  
constructions  
routières

**Art. 72** La Section des constructions routières a les attributions suivantes :

- a) construction des routes cantonales;
- b) exécution des tâches confiées par la Confédération dans le domaine de la construction des routes nationales;
- c) surveillance de la construction des routes communales subventionnées par l'Etat;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section de  
l'entretien des  
routes

**Art. 73** La Section de l'entretien des routes a les attributions suivantes [14\)](#) :

- a) entretien des routes cantonales;
- b) ... [15\)](#)
- c) surveillance de l'entretien des routes communales;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Section de  
l'Unité territoriale  
IX [14\)](#)

**Art. 74** La Section de l'Unité territoriale IX a les attributions suivantes [14\)](#) :

- a) réalisation des équipements d'exploitation et de sécurité;
- b) exploitation et maintenance de ces équipements;
- c) exécution des tâches confiées par la Confédération ou toute autre entité dans le domaine de l'entretien des routes nationales;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

## SECTION 20 : Service juridique

Attributions

**Art. 75** Le Service juridique a les attributions suivantes :

- a) élaboration de la législation en collaboration avec les autorités et organes intéressés;



- b) préparation de la publication des lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, instructions, directives et autres actes publics émanant du Parlement, du Gouvernement et de l'administration cantonale;
- c) conseils juridiques à l'intention de l'administration cantonale;
- d) juridiction non contentieuse relative notamment aux successions provenant de l'étranger et aux demandes d'entraide judiciaire venant de l'étranger, sous réserve de dispositions légales particulières;
- e) préparation des décisions du Parlement dans le domaine des prises à partie;
- f) à la demande du département auquel est rattaché le Service du registre foncier et du registre du commerce, surveillance administrative de ce dernier;
- g) ...<sup>18)</sup>;
- h) surveillance des notaires;
- i) exécution des peines;
- j) exécution des tâches relevant de l'assistance de probation;
- k) relations avec le casier judiciaire fédéral;
- l) gestion des établissements de détention;
- m) autorisations d'acquérir des immeubles délivrées à des personnes domiciliées à l'étranger;
- n) instruction des recours au Gouvernement;
- o) présidence de la commission foncière rurale;
- p) décisions d'indemnisation LAVI;
- q) secrétariat de la Chambre des avocats;
- r) exécution des tâches liées aux commissions de conciliation en matière de bail et approbation des formules officielles en la matière;
- s) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

**Art. 76** La commission cantonale d'estimation foncière est adjointe au Service juridique.

## **SECTION 21 : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

Attributions

**Art. 77** Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) psychologie scolaire;
- c) orientation scolaire à tous les niveaux de formation;
- d) orientation professionnelle au service des élèves, des jeunes et des adultes;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 78** Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a son siège à Porrentruy; il offre également ses prestations à Delémont et à Saignelégier.

Commission **Art. 79** La commission d'orientation scolaire et professionnelle est adjointe au Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

## **SECTION 22 : Secrétariat du Parlement**

Attributions **Art. 80** Le Secrétariat du Parlement a les attributions suivantes :

- a) secrétariat des séances plénières du Parlement, du président, du bureau et des commissions parlementaires;
- b) service de la documentation à l'intention du Parlement, en collaboration avec le Service de l'information et de la communication;
- c) transmission au Parlement des documents fournis par le Gouvernement et l'administration;
- d) rédaction du compte rendu des délibérations du Parlement;
- e) comptabilité du Parlement;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 23 : Police cantonale**

Compétences du Gouvernement **Art. 81** Les mesures de police d'exception et d'une certaine gravité sont de la compétence du Gouvernement.

Attributions **Art. 82** La police cantonale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) maintien de la sécurité et de l'ordre publics;
- c) exécution des mandats des autorités judiciaires et administratives;
- d) formation des membres de la police cantonale;
- e) réponse aux appels de caractère urgent par un service de police-secours;
- f) maintien d'un lien continu avec la population par un service de police de proximité;
- g) police de la circulation;
- h) police judiciaire;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

Etat-major

**Art. 83** <sup>1</sup> La police cantonale dispose d'un état-major, dont la composition est fixée par le Gouvernement.

<sup>2</sup> L'état-major a les attributions suivantes :

- a) conseil et aide au commandant de la police cantonale;
- b) coordination de l'activité au sein de la police cantonale;
- c) propositions sur des sujets qui concernent le corps de police;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Commandement

**Art. 84** Le commandant de la police cantonale dirige le service.

Section de la protection de la population et de la sécurité

**Art. 85** <sup>1</sup> La Section de la protection de la population et de la sécurité est rattachée administrativement à la police cantonale.

<sup>2</sup> Elle a les attributions suivantes :

1. Protection de la population :
  - a) maintien de l'état de préparation à l'alarme;
  - b) secours en cas de catastrophe.
2. Protection civile :
  - a) incorporation et instruction des personnes astreintes à servir;
  - b) décisions sur les cas d'exemption de servir;
  - c) contrôle des moyens de la protection civile des organisations régionales;
  - d) acquisition de l'équipement et du matériel nécessaires au Canton, tenue de l'inventaire, contrôle de l'entreposage et de l'entretien, remise aux communes en cas de besoin;
  - e) contrôle de l'entreposage, de la gestion, de l'entretien et de la distribution de matériel fédéral confié au Canton;
  - f) décisions relatives à l'obligation ou à la libération de l'obligation de construire des abris; gestion de la réalisation des constructions de protection civile, contrôle de leur entretien et de leur usage adéquat;
  - g) tenue de l'état des comptes des contributions de remplacement.
3. Affaires militaires :
  - a) traitement des affaires concernant la condition militaire des personnes astreintes au service : convocations et dispenses, recrutement, tâches ressortissant à la répression des infractions;
  - b) commandement d'arrondissement;
  - c) administration de la taxe d'exemption de l'obligation de servir;
  - d) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>3</sup> Elle a son siège à Alle.

## SECTION 24 : Service de la population

### Attributions

**Art. 86** Le Service de la population a notamment les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) autorité inférieure de surveillance en matière d'état civil;
- c) surveillance administrative de l'Office de l'état civil;
- d) tâches confiées par la Confédération en lien avec le système informatisé de l'état civil;
- e) traitement des affaires de l'état civil conformément aux dispositions légales fédérales et cantonales;
- f) préparation des décisions relatives aux requêtes de changement de nom;
- g) préparation des décisions relatives aux demandes de naturalisation et de libération des liens du droit de cité;
- h) surveillance du contrôle des habitants des communes et des bourgeoisies;
- i) contrôle des étrangers (police des étrangers et asile);
- j) ... [20\)](#)
- k) tenue du registre cantonal des habitants;
- l) établissement des passeports et des cartes d'identité;
- m) légalisation des actes officiels;
- n) toute autre attribution conférée par la législation.

### Office de l'état civil

**Art. 87** <sup>1</sup> L'Office de l'état civil est rattaché administrativement au Service de la population.

<sup>2</sup> Il enregistre les données relatives à l'état civil dans la banque de données centrale Infostar et exécute toutes autres tâches que lui attribue la législation sur l'état civil ou exigées de l'autorité cantonale de surveillance en matière d'état civil.

## SECTION 25 : Office des poursuites et faillites

### Office des poursuites et faillites

**Art. 88** <sup>1</sup> Un office des poursuites et faillites est tenu dans chaque district.

<sup>2</sup> Chaque office est dirigé par un préposé.

<sup>3</sup> Les offices ont leur siège à Delémont, à Porrentruy et à Saignelégier.

<sup>4</sup> La législation fixe les attributions et le fonctionnement des offices des poursuites et faillites.

Registre de  
l'engagement  
du bétail et  
des pactes de  
réserve de  
propriété

**Art. 89** <sup>1</sup> Les registres de l'engagement du bétail et des pactes de réserve de propriété sont tenus, dans chaque district, par le préposé de l'office des poursuites et faillites.

<sup>2</sup> La législation fixe les attributions du préposé et le fonctionnement des registres.

## SECTION 26 : Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

Attributions

**Art. 90** <sup>1</sup> L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution des tâches attribuées à l'autorité de protection de l'adulte et à l'autorité de protection de l'enfant en vertu de la législation fédérale;
- c) mesures relatives à la conservation des titres, objets de valeur, documents importants et autres objets semblables des personnes protégées;
- d) surveillance du placement de l'argent comptant des personnes protégées;
- e) tenue du registre des tutelles, des curatelles et des mesures de placement à des fins d'assistance, ainsi que le registre des comptes de tutelle et de curatelle;
- f) dépôt de la requête tendant à la déclaration d'absence dans le cas de l'article 550 du Code civil suisse<sup>2</sup>;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

<sup>2</sup> Sa composition et son fonctionnement sont réglés par une loi spéciale.

## SECTION 27 : Service du registre foncier et du registre du commerce

Organisation

**Art. 91** <sup>1</sup> Le Service du registre foncier et du registre du commerce assume la tenue du registre foncier et du registre du commerce. Il est dirigé par le conservateur du registre foncier qui exerce aussi la fonction de préposé du registre du commerce.

<sup>2</sup> Le territoire cantonal forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier et du registre du commerce.

Attributions <sup>3</sup> La législation fixe les attributions et le fonctionnement du registre foncier et du registre du commerce.

## **SECTION 28 : Service des ressources humaines**

Attributions **Art. 92** Le Service des ressources humaines a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) mise en œuvre de la politique du personnel de l'Etat;
- c) conseil et suivi des collaborateurs;
- d) gestion des ressources humaines : gestion prévisionnelle du personnel, inventaire des postes, recrutement du personnel, gestion des performances, développement des compétences, gestion de l'évolution professionnelle, rémunération et évaluation des fonctions, personnalisation des conditions de travail, mesures de santé et sécurité au travail, gestion du réseau interne;
- e) traitement et versement des salaires, gestion des assurances sociales et des contrats collectifs d'assurance en cas de maladie et d'accidents, exercice du droit récursoire de l'Etat en matière de paiement de traitements en cas d'accidents;
- f) coordination des procédures juridiques, notamment traitement des recours, des licenciements;
- g) analyses et propositions en vue de l'organisation de l'ensemble des unités administratives de l'administration cantonale, notamment lors de réorganisations, d'études de regroupement ou de collaboration;
- h) relations avec les partenaires sociaux;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

## **SECTION 29 : Service de la santé publique**

Attributions **Art. 93** Le Service de la santé publique a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) organisation et coordination du système sanitaire;
- c) surveillance des établissements hospitaliers et des autres institutions de soins;
- d) élaboration et mise à jour d'une planification dans le domaine de la santé publique;
- e) examen des projets de construction et d'aménagement d'établissements hospitaliers et d'autres institutions de soins;

- f) secrétariat du médecin cantonal et du pharmacien cantonal;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

Médecin  
cantonal

**Art. 94** Le médecin cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) prévention des maladies et lutte contre les maladies transmissibles;
- c) règlement des questions médicales relatives aux établissements hospitaliers et autres institutions de soins;
- d) surveillance des professions médicales et paramédicales;
- e) médecine scolaire et service dentaire scolaire;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Pharmacien  
cantonal

**Art. 95** Le pharmacien cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) exécution des dispositions législatives relatives à l'usage des médicaments et des stupéfiants;
- c) surveillance des professions pharmaceutiques et auxiliaires;
- d) surveillance des pharmacies, des drogueries et autres établissements qui fabriquent des médicaments et des stupéfiants ou en font le commerce;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Administrateur  
des unités  
de soins  
psychiatriques

**Art. 96** <sup>1</sup> L'administrateur des unités de soins psychiatriques est rattaché au Service de la santé publique.

<sup>2</sup> Il a les attributions suivantes :

- a) direction administrative des unités de soins psychiatriques adaptée à la direction médicale;
- b) gestion financière et comptable de ces unités;
- c) établissement des statistiques et rapports d'activité;
- d) entretien des relations administratives avec les autorités;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil de la  
santé publique

**Art. 97<sup>17)</sup>** Le Conseil de la santé publique est adjoint au Service de la santé publique.

## SECTION 30 : Office des sports

### Attributions

**Art. 98** L'Office des sports a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) orientation et information en matière de sport;
- c) inspection des installations d'éducation physique et promotion du sport scolaire facultatif;
- d) collaboration avec les organismes et les associations sportives;
- e) examen des demandes d'aide financière;
- f) organisation de cours d'entraînement, de formation et de perfectionnement;
- g) gestion du matériel sportif;
- h) surveillance et prise en charge des contrôles médico-sportifs, ainsi que des cas relevant des assurances;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

### Siège

**Art. 99** L'Office des sports a son siège à Porrentruy.

### Commissions

**Art. 100** A l'Office des sports sont adjointes :

- a) la commission des sports;
- b) la commission "Jeunesse et Sport".

## SECTION 31 : Trésorerie générale

### Attributions

**Art. 101** La Trésorerie générale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) gestion des finances publiques;
- c) élaboration du budget, des comptes de l'Etat et de plans financiers pluriannuels;
- d) examen, du point de vue financier, des projets législatifs, des conventions et des contrats;
- e) organisation de la comptabilité financière et analytique de l'Etat;
- f) gestion des liquidités, des débiteurs et des fournisseurs;
- g) contrôle budgétaire;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.



## SECTION 32 : Office des véhicules

### Attributions

**Art. 102** L'Office des véhicules a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation qui relève de ses attributions;
- b) contrôle des entreprises autorisées à procéder aux expertises de véhicules à moteur;
- c) délivrance et retrait des permis de circulation;
- d) perception de la taxe des véhicules à moteur et des cycles;
- e) surveillance des examens de conducteurs de véhicules et des moniteurs de conduite;
- f) autorisations d'exercer la profession de moniteur de conduite;
- g) contrôle de l'activité des moniteurs de conduite et des experts aux examens;
- h) délivrance et retrait des permis de conduire;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

## CHAPITRE V : Délégués

### Délégués

**Art. 103** <sup>1</sup> Un poste de délégué est créé dans les domaines suivants :

- a) affaires communales;
- b) égalité entre femmes et hommes;
- c) coopération et développement.

<sup>2</sup> Sous réserve de la législation spéciale et de l'alinéa 3, le Gouvernement définit le rattachement du poste de délégué à un département, à la Chancellerie d'Etat, à un service ou à un office, les tâches découlant de la législation cantonale confiées à celui-ci ainsi que la mise à disposition de personnel.

<sup>3</sup> La personne déléguée à l'égalité entre femmes et hommes est rattachée à un département ou à la Chancellerie d'Etat.

<sup>4</sup> Le rattachement des postes de délégués est fixé dans l'arrêté prévu à l'article 30, alinéa 2, de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

## CHAPITRE VI : Dispositions transitoires et finales

Adaptation de la  
dénomination  
des  
départements

**Art. 104** <sup>1</sup> Si la dénomination des départements prévue dans la législation ne correspond pas à celle fixée à l'article 15, alinéa 1, du présent décret, ladite dénomination des départements est remplacée d'office par les termes "département auquel est rattaché" suivis du nom de l'unité administrative compétente à raison de la matière.

<sup>2</sup> Dans la législation portant sur la justice, les termes "Département de la Justice" sont remplacés par "département chargé des relations avec les autorités judiciaires".

Compétences  
des  
départements à  
raison de la  
matière

**Art. 105** Les tâches que la législation confie à un département sont exercées par le département qui comprend l'unité administrative compétente à raison de la matière ou, à défaut, par celui défini par le Gouvernement, conformément à l'article 32, alinéa 1, de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>1)</sup>.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 106** Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990 est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 107** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> du présent décret.

Delémont, le 27 avril 2016

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anne Roy-Fridez  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 172.11](#)

2) [RSJU 175.1](#)

3) [RSJU 611](#)

- 4) [RS 220](#)
- 5) [RSJU 921.11](#)
- 6) Toutes les dispositions sauf l'article 75, lettre j : 1<sup>er</sup> août 2016  
Article 75, lettre j : 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 7) [RS 210](#)
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 23 novembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017
- 9) Abrogé(e)(s) par le ch. I du décret du 17 avril 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 17 avril 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 11) Introduit par le ch. I du décret du 17 avril 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 12) Abrogée par le ch. I du décret du 26 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019
- 13) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I du décret du 2 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 2 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 15) Abrogée par le ch. I du décret du 2 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 18 décembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 18) Abrogée par le ch. I du décret du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 19) Introduite par le ch. I du décret du 23 novembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 20) Abrogée par le ch. I du décret du 23 novembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



## Règlement protocolaire

du 16 août 2022

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978<sup>1)</sup>,

après consultation du Bureau du Parlement et du Tribunal cantonal,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : But et champ d'application

But	<b>Article premier</b> Le présent règlement définit les règles et usages à observer en matière de préséance dans les cérémonies, manifestations et relations officielles.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Champ d'application	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Ce règlement protocolaire s'applique aux relations publiques du canton du Jura en général et à celles du Gouvernement en particulier.</p> <p><sup>2</sup> N'étant pas exhaustif, il servira de guide dans les cas non expressément prévus.</p> <p><sup>3</sup> Lors de relations ou manifestations sur le plan fédéral, le présent règlement est complémentaire au protocole fédéral qui sera appliqué.</p>

### CHAPITRE II : Préséance

Préséance	<b>Art. 4</b> <sup>1</sup> L'ordre de préséance à observer lors des manifestations, réceptions et visites organisées par le Gouvernement est décrit dans l'annexe au présent règlement.
-----------	---

<sup>2</sup> La présidence du Gouvernement a, hors des sessions ou manifestations organisées sous l'égide du Parlement, la préséance sur la présidence du Parlement.

<sup>3</sup> Les relations extérieures du canton étant du ressort du Gouvernement, celui-ci préside aux manifestations ayant ce caractère.

<sup>4</sup> Lorsque deux personnes sont de même rang, l'ancienneté dans la fonction ou le mandat, subsidiairement l'âge, détermine la préséance.

Ordre des discours

**Art. 5** En règle générale, l'orateur qui a le rang le plus élevé prononce son discours le dernier.

Cortèges

**Art. 6** Lors de cortèges auxquels participent officiellement les autorités, l'ordre de placement est réglé, généralement, selon l'ordre de préséance, sous réserve toutefois de spécificités.

### CHAPITRE III : Drapeaux

**Art. 7** <sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat est responsable du pavoisement.

<sup>2</sup> Les drapeaux sont hissés à l'Hôtel du Parlement et du Gouvernement et sur certains bâtiments administratifs cantonaux importants aux occasions suivantes :

- 20 mars (Journée de la Francophonie) : drapeau de l'Organisation internationale de la Francophonie;
- 5 mai (Fête de l'Europe) : drapeau européen;
- 23 juin : drapeau jurassien;
- 1<sup>er</sup> août : drapeaux suisse et jurassien;
- 24 octobre (Journée des Nations Unies) : drapeau de l'Organisation des Nations Unies.

<sup>3</sup> Lors de visites de gouvernements cantonaux, d'ambassadeurs, de chefs d'Etat ou de gouvernements étrangers, le drapeau du canton ou de l'Etat concerné est hissé à l'Hôtel du Parlement et du Gouvernement, entouré des drapeaux suisse et jurassien.

<sup>4</sup> Les drapeaux sont mis en berne lors de deuils importants (voir art. 21 à 35).

<sup>5</sup> Le Gouvernement est compétent pour ordonner de pavoiser ou de mettre en berne des drapeaux en d'autres circonstances, lors de manifestations importantes de la vie du canton ou encore du pays en cas de requête de la Confédération.

## **CHAPITRE IV : Réceptions offertes par le Gouvernement**

### **SECTION 1 : Généralités**

Principe

**Art. 8** <sup>1</sup> Le Gouvernement n'offre en principe pas de réception le dimanche.

<sup>2</sup> Les modalités des réceptions sont arrêtées par le Gouvernement, sur la proposition de la Chancellerie d'Etat et, le cas échéant, en accord avec les personnes et les autorités concernées.

### **SECTION 2 : Ambassadeurs accrédités auprès de la Confédération, consuls généraux, délégués de gouvernements cantonaux et Gouvernement confédéré**

Ambassadeurs

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Gouvernement reçoit chaque année, à leur demande, au maximum deux ambassadeurs accrédités auprès de la Confédération, avec lesquels le Canton entretient ou souhaite créer des relations particulières.

<sup>2</sup> La réception comprend une séance protocolaire en fin de matinée et est suivie d'un repas auxquels une délégation de deux ministres et du chancelier participe. Elle s'achève par une visite culturelle ou économique au choix de l'ambassadeur.

<sup>3</sup> Un présent est offert à l'ambassadeur et aux membres de sa délégation.

<sup>4</sup> Au besoin, le Gouvernement délègue à son président et au chancelier d'Etat le soin d'accueillir d'autres ambassadeurs ayant sollicité une rencontre.

Consuls généraux et délégués de gouvernements régionaux

**Art. 10** <sup>1</sup> Le président du Gouvernement et le chancelier d'Etat reçoivent, à leur demande, les consuls généraux accrédités ainsi que les délégués de gouvernements régionaux.

<sup>2</sup> La réception est suivie d'un repas pris en commun.

<sup>3</sup> Un présent est offert au consul ou au délégué d'un gouvernement régional.

Gouvernement  
confédéré

**Art. 11** <sup>1</sup> En règle générale chaque année, le Gouvernement reçoit en visite de courtoisie un Gouvernement confédéré et répond à l'invitation d'un autre Gouvernement.

<sup>2</sup> La visite peut se dérouler sur maximum deux jours.

<sup>3</sup> Elle comporte à son programme une visite ou une activité culturelle.

<sup>4</sup> Un présent est offert aux hôtes du Gouvernement.

### SECTION 3 : Autorités fédérales

Election au  
Conseil fédéral,  
à la présidence  
de la  
Confédération ou  
à la présidence  
d'une des  
Chambres  
fédérales

**Art. 12** <sup>1</sup> Lors de l'élection d'un Jurassien au Conseil fédéral, à la présidence de la Confédération ou à la présidence d'une des Chambres fédérales, le Gouvernement se déplace in corpore ou en délégation au Palais fédéral le jour de l'élection.

<sup>2</sup> La Chancellerie d'Etat organise sur place un apéritif.

<sup>3</sup> Le Gouvernement adresse une lettre de félicitations.

<sup>4</sup> Le Gouvernement organise la réception en principe conjointement avec la commune de domicile de la personne élue et partage les frais avec cette dernière.

Election au  
Tribunal fédéral  
ou à la  
présidence du  
Tribunal fédéral

**Art. 13** <sup>1</sup> Lors de l'élection d'un Jurassien au Tribunal fédéral ou à sa présidence, le Gouvernement adresse une lettre de félicitations.

<sup>2</sup> Le Gouvernement organise une réception en principe conjointement avec la commune de domicile de la personne élue et partage les frais avec cette dernière.

Séance d'une  
commission  
fédérale ou  
d'autres autorités  
fédérales

**Art. 14** Lorsqu'une commission fédérale, en principe présidée par un membre de la députation jurassienne aux Chambres fédérales, siège dans le canton du Jura, une rencontre avec une délégation du Gouvernement est organisée.



## SECTION 4 : Conférences intercantionales

Conférences des gouvernements, des directeurs de départements ou des chanceliers d'Etat

**Art. 15** Lorsqu'elles sont organisées dans le canton du Jura, les réunions des Conférences intercantionales des gouvernements ou des directeurs de départements, sont préparées par le département concerné avec l'appui de la Chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup> La Chancellerie d'Etat se charge d'organiser la Conférence des chanceliers d'Etat lorsqu'elle a lieu dans le Jura.

## SECTION 5 : Autorités cantonales

Séance constitutive du Parlement

**Art. 16** Le Gouvernement offre une réception le jour de la séance constitutive du Parlement après les élections générales ainsi que lors de la session parlementaire marquant l'entrée en fonction d'un membre du Gouvernement en cours de législature.

Rencontre avec les anciens membres du Gouvernement et les anciens chanceliers

**Art. 17** En principe une fois par législature, le Gouvernement rencontre les anciens ministres et les anciens chanceliers d'Etat. La Chancellerie d'Etat organise la rencontre. Une visite ou une séance peuvent précéder le repas.

Rencontre des trois pouvoirs

**Art. 18** <sup>1</sup> Une fois par an, une rencontre a lieu entre le Gouvernement, le Bureau du Parlement, le Tribunal cantonal ainsi que des représentants des autres autorités judiciaires du Canton.

<sup>2</sup> Elle est organisée alternativement par le secrétariat de chacun des pouvoirs.

## CHAPITRE V : Représentation du Gouvernement à des manifestations

Principe

**Art. 19** <sup>1</sup> Le Gouvernement ne se fait pas représenter à des manifestations qui ont lieu le dimanche ou les jours fériés, sauf s'il s'agit d'un événement cantonal important, national ou international.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut se rendre à une invitation in corpore ou s'y faire représenter par une délégation d'un ou plusieurs de ses membres. Lorsque le Gouvernement est présent in corpore, il est accompagné du chancelier d'Etat.

<sup>3</sup> Il peut également se faire représenter par le chancelier d'Etat, un chef de service ou inviter la présidence du Parlement à représenter les autorités cantonales.

Participation  
privée

**Art. 20** <sup>1</sup> Si un membre du Gouvernement participe, à titre privé, à une manifestation, il ne prend en principe pas la parole.

<sup>2</sup> En cas de représentation officielle du Gouvernement, ce dernier doit être informé de la participation à titre privé de l'un de ses membres.

## CHAPITRE VI : Obsèques

### SECTION 1 : Généralités

**Art. 21** <sup>1</sup> Les désirs de la personne défunte ou de sa famille sont déterminants dans l'organisation des obsèques.

<sup>2</sup> La Chancellerie d'Etat organise, en accord avec la famille, les obsèques officielles d'un ministre, du président du Parlement ainsi que du chancelier d'Etat.

<sup>3</sup> La Chancellerie d'Etat prête sa collaboration à la famille de la personne défunte pour l'ordonnance des obsèques de personnalités auxquelles les pouvoirs publics sont représentés.

### SECTION 2 : Autorités fédérales

Décès  
a) d'un membre  
jurassien des  
Chambres  
fédérales ou d'un  
juge jurassien au  
Tribunal fédéral

**Art. 22** Lors du décès d'un membre jurassien des Chambres fédérales ou d'un juge jurassien au Tribunal fédéral, le Gouvernement se manifeste comme il suit :

- délégation du Gouvernement;
- couronne aux couleurs jurassiennes;
- lettre de condoléances à la famille.

b) d'un membre  
du Conseil  
fédéral

**Art. 23** Lors du décès d'un membre du Conseil fédéral, le Gouvernement se manifeste comme il suit :

- délégation du Gouvernement aux obsèques;
- lettre de condoléances au Conseil fédéral;
- drapeaux en berne.

c) d'un ancien  
membre du  
Conseil fédéral

**Art. 24** Lors du décès d'un ancien membre du Conseil fédéral, le Gouvernement se manifeste comme il suit :

- si réception d'un faire-part : lettre de condoléances;
- éventuelle délégation du Gouvernement aux obsèques.

### **SECTION 3 : Autorités des cantons confédérés**

Décès d'un  
membre d'une  
autorité d'un  
canton  
confédéré

**Art. 25** Lors du décès d'un membre d'une autorité des cantons confédérés, le Gouvernement se manifeste comme il suit :

- si réception d'un faire-part : lettre de condoléances;
- éventuelle délégation du Gouvernement aux obsèques selon les liens avec le canton ou la personne défunte.

### **SECTION 4 : Autorités cantonales**

Décès  
a) d'un ministre

**Art. 26** <sup>1</sup> Lors du décès d'un ministre, le Gouvernement se manifeste comme il suit :

- Gouvernement in corpore aux obsèques;
- allocution du président, cas échéant du vice-président;
- faire-part au Conseil fédéral, aux gouvernements cantonaux, au Tribunal fédéral, aux députés;
- avis mortuaire;
- couronne aux couleurs jurassiennes;
- lettre de condoléances à la famille;
- drapeaux en berne.

<sup>2</sup> Le Parlement adresse une lettre de condoléances à la famille et le Bureau participe aux obsèques.

b) d'un ancien  
ministre

**Art. 27** Lors du décès d'un ancien ministre, le Gouvernement se manifeste comme il suit :

- délégation du Gouvernement aux obsèques;
- allocution du président du Gouvernement;
- avis mortuaire;
- couronne aux couleurs jurassienne;
- lettre de condoléances à la famille.

c) du chancelier  
d'Etat et d'un  
ancien  
chancelier d'Etat

**Art. 28** <sup>1</sup> Lors du décès du chancelier d'Etat, le Gouvernement se manifeste comme il suit :

- délégation du Gouvernement aux obsèques;
- faire-part;
- avis mortuaire;
- couronne aux couleurs jurassiennes;
- lettre de condoléances à la famille.

<sup>2</sup> En cas de décès d'un ancien chancelier d'Etat, l'alinéa 1 est applicable.

d) du président  
du Parlement

**Art. 29** Lors du décès du président du Parlement, le Gouvernement et le Parlement se manifestent comme il suit :

- Gouvernement in corpore aux obsèques;
- tous les membres du Parlement invités aux obsèques;
- allocution d'un membre du Bureau du Parlement, en principe le premier vice-président;
- faire-part à tous les députés;
- avis mortuaire;
- gerbe aux couleurs jurassiennes;
- lettre de condoléances à la famille;
- drapeaux en berne;
- rappel de la mémoire de la personne disparue au début de la session la plus proche.

e) d'un membre  
du Parlement ou  
de son secrétaire  
général

**Art. 30** Lors du décès d'un membre du Parlement ou de son secrétaire général, le Parlement et le Gouvernement se manifestent comme il suit :

- délégation du Gouvernement aux obsèques;
- délégation du Bureau du Parlement aux obsèques;
- allocution du président du Parlement ou d'un membre du Bureau;
- faire-part à tous les députés;
- avis mortuaire;
- gerbe aux couleurs jurassiennes;
- lettre de condoléances à la famille;
- rappel de la mémoire de la personne disparue au début de la session la plus proche.

f) d'un ancien  
président du  
Parlement

**Art. 31** Lors du décès d'un ancien président du Parlement, le Parlement et le Gouvernement se manifestent comme il suit :

- délégation du Gouvernement aux obsèques;
- délégation du Bureau du Parlement aux obsèques;
- faire-part;
- avis mortuaire;
- gerbe aux couleurs jurassiennes;
- lettre de condoléances à la famille;
- rappel de la mémoire de la personne disparue au début de la session la plus proche.

g) d'un ancien  
membre du  
Parlement

**Art. 32** Lors du décès d'un ancien membre du Parlement, le président du Parlement se manifeste comme il suit :

- lettre de condoléances au nom du Parlement à la famille;
- rappel de la mémoire de la personne disparue au début de la session la plus proche.

h) du président  
du Tribunal  
cantonal

**Art. 33** Lors du décès du président du Tribunal cantonal, le Gouvernement, le Tribunal cantonal et le Parlement se manifestent comme il suit :

- le Gouvernement in corpore, le Tribunal cantonal et le Bureau du Parlement participent aux obsèques;
- allocution d'un membre du Tribunal cantonal;
- faire-part;
- avis mortuaire;
- gerbe aux couleurs jurassiennes;
- lettre de condoléances à la famille;
- drapeaux disposés au siège des autorités judiciaires en berne.

i) d'un membre  
des autorités  
judiciaires

**Art. 34** Lors du décès d'un membre des autorités judiciaires, le Gouvernement et le Tribunal cantonal se manifestent comme il suit :

- une délégation du Gouvernement aux obsèques;
- une délégation du Bureau du Parlement aux obsèques;
- allocution du président ou de la présidente du Tribunal cantonal;
- faire-part;
- avis mortuaire;
- gerbe aux couleurs jurassiennes;
- lettre de condoléances à la famille.

j) d'un parent  
proche d'un  
membre du  
Gouvernement  
ou du chancelier  
d'Etat

**Art. 35** Lors du décès d'un parent proche d'un membre du Gouvernement ou du chancelier d'Etat, le Gouvernement se manifeste comme il suit :

- délégation du Gouvernement si les obsèques ont lieu dans le canton;
- lettre de condoléances;
- gerbe aux couleurs jurassiennes;
- avis mortuaire.

## CHAPITRE VII : Vins d'honneur

**Art. 36** <sup>1</sup> Un vin d'honneur est accordé lors de manifestations internationales, nationales, intercantionales se déroulant sur le territoire jurassien.

<sup>2</sup> Lors de manifestations cantonales, le vin d'honneur n'est, en principe, accordé que lorsqu'il s'agit d'anniversaires ou de júbilés (25, 50, 75 ou 100 ans d'existence pour une association, société ou entreprise).

<sup>3</sup> La Chancellerie d'Etat est responsable de l'octroi des vins d'honneur.

## CHAPITRE VIII : Centenaires

**Art. 37** Le Gouvernement honore les personnes domiciliées dans le canton qui fêtent leurs 100 ans. Le Gouvernement peut déléguer cette tâche à un service de l'Etat.

## CHAPITRE IX : Dispositions finales

Mise en œuvre  
et communi-  
cation

**Art. 38** La Chancellerie d'Etat est chargée de l'application du présent règlement ainsi que de la communication liée à tous les événements qui y sont mentionnés.

Entrée en  
vigueur et  
publication

**Art. 39** Le présent règlement entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 16 août 2022

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : David Eray  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

## Annexe

### Tableau de préséance (art. 4)

Rang	Autorités, administration	Autorités fédérales	Eglise, armée
1	Président du Gouvernement	Conseiller fédéral	
2	Président du Parlement <sup>2)</sup>	Ambassadeurs accrédités auprès du Conseil fédéral	
3	Président du Tribunal cantonal		
4	Vice-président du Gouvernement et ministres	Président des Chambres fédérales Juges au Tribunal fédéral	Evêques et président du Synode et du Conseil synodal de l'Eglise réformée évangélique
5	Députés aux Chambres fédérales	Conseillers d'Etat des cantons confédérés	
6	Membre du Bureau du Parlement	Consuls généraux, consuls	Commandants de corps
7	Membres permanents du Tribunal cantonal Procureur général		Divisionnaires
8	Chancelier d'Etat		Brigadiers
9	Députés et secrétaire général du Parlement		Colonels et lieutenants-colonels
10	Autres membres des autorités judiciaires		
11	Anciens ministres		Vicaires Président du Conseil de l'Eglise réformée évangélique
12	Maires		
13	Présidents de Conseil général		
14	Membres d'un Conseil communal		
15	Membres d'un Conseil général		
16	Chefs de service ou d'office de l'administration cantonale		Majors

Lors de la présence dans le canton d'autorités fédérales, l'ordre protocolaire fédéral s'applique pour ce qui les concerne.



- 1) [RSJU 172.11](#)
- 2) N° 1 lors des sessions ou manifestations du Parlement



## Loi sur le personnel de l'Etat (LPer)<sup>[14\)](#)</sup>

du 22 septembre 2010

*Le Parlement de la République et Canton du Jura*

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Mission

**Article premier** La fonction publique a pour mission de fournir au public les services de qualité auxquels il a droit, de mettre en œuvre les politiques établies par les autorités et d'assurer la réalisation des autres objectifs de l'Etat.

Objet de la loi  
et champ  
d'application

**Art. 2** <sup>1</sup> La présente loi a pour objet de fixer les principes de la politique et de la gestion du personnel de l'Etat ainsi que les droits et les devoirs des employés qui exercent leur activité dans le cadre particulier du service public.

<sup>2</sup> La présente loi s'applique aux employés de l'Etat comprenant le personnel de l'administration cantonale et les enseignants, ainsi qu'aux magistrats.

<sup>3</sup> Elle ne s'applique pas au personnel des établissements de droit public.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Elle ne s'applique pas aux apprentis, ni aux stagiaires. Le Gouvernement règle, en tant que besoin, leur statut par voie d'ordonnance.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>5</sup> La conclusion de contrats de mandat est réservée.<sup>[16\)](#)</sup>

Employés et  
supérieurs  
hiérarchiques

**Art. 3** <sup>1</sup> Les employés qui accomplissent une activité durable sont engagés pour une durée indéterminée.

<sup>2</sup> Les employés qui accomplissent une activité temporaire, consistant notamment à effectuer des remplacements ou des tâches spéciales, sont engagés pour une durée déterminée.

<sup>3</sup> Sous réserve de la législation spéciale, sont supérieurs hiérarchiques les agents publics auxquels sont subordonnés un ou plusieurs employés, notamment les chefs de service ou d'office, les chefs de section, les directeurs d'écoles publiques et ceux dont le cahier des charges le prévoit.<sup>15)</sup>

## Magistrats

**Art. 4** <sup>1</sup> Sont magistrats au sens de la présente loi :

- a) les membres du Gouvernement;
- b) les juges et procureurs au sens de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup>;
- c) le président de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
- d) ...<sup>13)</sup>;
- e) le chef du Contrôle des finances;
- f) le secrétaire du Parlement.

<sup>2</sup> Seuls les articles 21, 23, 25, 26, 27, 31, alinéa 1, 44 et 63 à 66i sont applicables aux membres du Gouvernement.<sup>12)15)</sup>

<sup>3</sup> Ne sont pas applicables aux autres magistrats les dispositions relatives à la création et à la fin des rapports de service pour cause de licenciement, de même que les articles 22, alinéa 4, 28, alinéa 3, 32, 46, alinéas 1 et 2, 48, 49 et 67 à 70.<sup>15)</sup>

<sup>4</sup> Les juges et procureurs sont soumis aux articles 65 et suivants de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup>.

<sup>5</sup> Les dispositions légales spéciales sont réservées.

## Terminologie

**Art. 5** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## SECTION 2 : Politique du personnel

## Politique du personnel

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit la politique du personnel, notamment en matière de conditions d'emploi, de développement, de formation et d'information.

<sup>2</sup> Il consulte les partenaires sociaux.

Egalité entre  
femmes et  
hommes

**Art. 7<sup>15)</sup>** Le Gouvernement applique l'égalité entre femmes et hommes dans tous les domaines de la gestion du personnel. Il veille à permettre aux collaborateurs de concilier vie professionnelle et familiale, notamment en favorisant les différentes formes d'aménagement du temps de travail.

Intégration des  
personnes  
handicapées

**Art. 8** Le Gouvernement prend les mesures destinées à favoriser l'intégration des personnes en situation de handicap.

Formation  
continue

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Gouvernement encourage la formation des employés.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines propose annuellement un programme de formation.

Mobilité

**Art. 10** Le Gouvernement encourage la mobilité interne.

Information

**Art. 11** Le Gouvernement informe régulièrement le personnel des décisions importantes qu'il prend.

Application de  
la politique du  
personnel

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines coordonne la mise en œuvre de la politique du personnel.

<sup>2</sup> Il édicte les directives d'application nécessaires.

<sup>3</sup> Il apporte soutien et conseils aux responsables hiérarchiques ainsi qu'aux employés.

### **SECTION 3 : Création des rapports de service**

Processus de  
recrutement

**Art. 13** <sup>1</sup> Les postes à pourvoir font en principe l'objet d'une mise au concours publique.

<sup>2</sup> Il peut être renoncé à une mise au concours publique notamment dans les cas suivants :

- a) pour des postes temporaires d'une durée prévisible d'une année au maximum;
- b) pour des postes à temps partiel, dont le taux d'occupation est inférieur ou égal à 50 %;

- c) pour la redistribution entre plusieurs personnes de l'unité administrative d'un pourcentage disponible résultant d'une réduction inférieure ou égale à 50 % de taux d'occupation;
- d) pour des postes partagés d'enseignants, dans la mesure où le poste libéré est proposé au second titulaire, et pour autant que son taux d'occupation soit inférieur ou égal à 50 %;
- e) pour des postes pourvus par mutation interne, pour autant que cela ne débouche pas sur une augmentation de traitement, sauf au sein d'une même unité administrative pour la réattribution d'un taux ne dépassant pas une redistribution d'au maximum 20 %.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> Dans les hypothèses citées à l'alinéa 2, lettres a et b, il peut être procédé à une mise au concours interne.

<sup>4</sup> En cas de mise au concours publique infructueuse, il peut être procédé à un engagement par voie d'appel.

<sup>5</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, la procédure de mise au concours et de recrutement.

Eligibilité et  
conditions  
d'engagement

**Art. 14** <sup>1</sup> La Constitution et la loi déterminent les conditions d'éligibilité et le mode d'élection des magistrats.

<sup>2</sup> Peut être engagée comme employé toute personne :

- a) de nationalité suisse;
- b) étrangère ayant l'exercice des droits politiques; ou
- c) ressortissante d'un pays de l'Union européenne (UE) ou de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

<sup>3</sup> Pour les étrangers non ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE qui ne sont pas au bénéfice de l'exercice des droits politiques, le Gouvernement peut autoriser des exceptions.

<sup>4</sup> L'autorité d'engagement peut requérir d'un candidat qu'il justifie de son honorabilité, notamment en fournissant un extrait de casier judiciaire ou tout autre document utile.

<sup>5</sup> Demeurent réservées les exigences posées par la législation spéciale.<sup>16)</sup>

Conditions  
d'engagement

**Art. 15** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement détermine le profil requis pour occuper un poste.

<sup>2</sup> En cas d'engagement à un poste exigeant une formation en emploi, l'engagement définitif est subordonné à l'acquisition de celle-ci dans une période convenue à l'engagement. A défaut d'obtention du titre, les rapports de travail cessent automatiquement à l'issue de la période convenue, sous réserve de la prolongation de celle-ci par l'autorité d'engagement. Le cas échéant, la prolongation demeure subordonnée à la condition de l'acquisition de la formation initialement prévue.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> S'agissant des enseignants, seules peuvent être engagées les personnes qui ne sont pas sous le coup d'un retrait de l'autorisation d'enseigner ou d'une mesure équivalente prononcée à l'extérieur du Canton.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4</sup> En outre, sous réserve de l'engagement d'enseignants à titre temporaire, seules peuvent être engagées pour une durée indéterminée les personnes en possession de titres reconnus; l'alinéa 2 est réservé. Les conditions sont précisées, en tant que besoin, par voie d'ordonnance.<sup>[16\)](#)</sup>

Autorité  
d'engagement

**Art. 16** <sup>1</sup> Sous réserve de la législation spéciale et des dispositions qui suivent, les employés de l'Etat sont engagés par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déléguer, par voie d'ordonnance, cette compétence d'engagement aux chefs de département.

<sup>3</sup> L'engagement des employés temporaires est réglé par voie d'ordonnance.

Mode  
d'engagement

**Art. 17** <sup>1</sup> Les employés de l'Etat sont engagés par contrat de droit administratif.

<sup>2</sup> Le contrat précise notamment :

- a) la désignation de l'emploi;
- b) le taux d'occupation si l'emploi est à temps partiel;
- c) les conditions de rémunération;
- d) la date de l'entrée en fonction;
- e) le cas échéant, les obligations particulières.

Attributions

**Art. 18** Les attributions de l'employé résultent de la législation. Elles sont précisées dans une description de poste, établie par le supérieur hiérarchique et revue régulièrement.

Engagement  
de durée  
déterminée

**Art. 19<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> L'employé peut être engagé pour une période déterminée.

<sup>2</sup> Une période probatoire de trois mois au maximum peut être prévue. Si, à la suite d'une évaluation des prestations, il existe un doute sur la capacité de l'employé à assumer sa fonction, la période probatoire peut être prolongée de trois mois au maximum. Durant la période probatoire, les rapports de service peuvent être résiliés librement de part et d'autre, par écrit, moyennant le respect d'un délai de 14 jours pour la fin d'un mois.

<sup>3</sup> Pour certaines catégories d'employés, notamment ceux qui débudent leur engagement par une formation, le Gouvernement peut prévoir, par voie d'ordonnance, une période probatoire de six mois. Au surplus, l'alinéa 2 est applicable.

<sup>4</sup> Un contrat de durée déterminée peut être renouvelé. Il ne peut être renouvelé plus de deux fois que s'il existe un motif objectif lié au poste s'opposant à la conclusion d'un contrat de durée indéterminée, faute de quoi il doit être converti en un contrat de durée indéterminée.

Période  
probatoire en cas  
d'engagement  
de durée  
indéterminée<sup>15)</sup>

**Art. 20** <sup>1</sup> L'engagement définitif à un nouveau poste est précédé d'une période probatoire de six mois. Si, à la suite d'une évaluation des prestations, il existe un doute sur la capacité de l'employé à assumer sa fonction, la période probatoire peut être prolongée de six mois au maximum. Durant la période probatoire, la résiliation des rapports de service peut être donnée moyennant un préavis d'un mois pour la fin d'un mois.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> La période probatoire peut être abrégée ou supprimée lorsque l'autorité d'engagement estime qu'elle ne se justifie pas.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'employé n'a pas été informé de la fin des rapports de service ou de la prolongation de la période probatoire, par écrit, au moins un mois avant l'écoulement de celle-ci, l'engagement est réputé définitif.

#### **SECTION 4 : Organisation du travail et obligations des employés**

Intérêt général

**Art. 21** <sup>1</sup> L'employé est au service du peuple.

<sup>2</sup> Il agit conformément à la loi et aux intérêts de l'Etat.

Devoirs  
généraux

**Art. 22** <sup>1</sup> L'employé est tenu de remplir ses obligations avec diligence, compétence et efficacité, selon les règles de la bonne foi.



<sup>2</sup> La liberté d'opinion est garantie à l'employé. Il doit toutefois faire preuve de la réserve que lui impose sa fonction.

<sup>2bis</sup> Toute forme de propagande est proscrite dans le cadre de l'activité professionnelle.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'employé ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et les devoirs de sa fonction.

<sup>4</sup> Il se conforme aux instructions de ses responsables.

<sup>5</sup> Il assume personnellement son service.

<sup>6</sup> Il aide ses collègues et coopère avec eux. Il les remplace en cas de nécessité.

<sup>7</sup> L'enseignant dispense son enseignement conformément aux plans d'études, aux programmes d'enseignement et aux instructions des autorités scolaires. Il collabore avec les parents et les institutions spécialisées, compte tenu de leur rôle respectif. Il adapte son enseignement à l'évolution des connaissances et des méthodes.

<sup>8</sup> L'enseignant respecte l'opinion de ses élèves et s'abstient à leur égard de toute propagande et de tout acte discriminatoire.

Interdiction  
d'accepter  
des dons

**Art. 23** Il est interdit à l'employé de solliciter, de se faire promettre ou d'accepter, pour lui ou pour autrui, des dons et des avantages en rapport avec l'exécution de son travail.

Sauvegarde des  
intérêts de l'Etat  
et devoir de  
signaler

**Art. 24**<sup>[19\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les supérieurs hiérarchiques sont tenus de signaler à l'autorité d'engagement dont relèvent leurs subordonnés les faits punissables ou préjudiciables aux intérêts de l'Etat commis par ceux-ci dans l'accomplissement de leurs fonctions.

<sup>2</sup> L'employé qui fait l'objet d'une poursuite pénale pour un crime ou un délit susceptible de porter préjudice à l'activité ou à l'image de l'Etat en informe sa hiérarchie.

<sup>3</sup> Lorsque, dans l'exercice de sa fonction, l'employé a connaissance de faits constituant des crimes et délits poursuivis d'office, il les signale à son supérieur hiérarchique ou à son chef de département. Lorsque les faits portent sur des aspects financiers, il peut également s'adresser au Contrôle des finances.

<sup>4</sup> Lorsque, dans l'exercice de sa fonction, l'employé a connaissance d'autres faits lui paraissant suspects ou irréguliers, il a le droit de les signaler à son supérieur hiérarchique ou à son chef de département. Lorsque les faits portent sur des aspects financiers, il peut également s'adresser au Contrôle des finances.

<sup>5</sup> Nul ne doit subir un désavantage sur le plan professionnel pour avoir, de bonne foi, dénoncé une infraction ou annoncé une irrégularité ou pour avoir déposé comme témoin ou personne appelée à donner des renseignements.

<sup>6</sup> Lorsque l'affaire relève d'une autre autorité sur le plan administratif, le supérieur hiérarchique, le chef de département ou le Contrôle des finances informe celle-ci si un intérêt suffisant le justifie. En cas de lésion grave des intérêts de la collectivité, il y est tenu.

<sup>7</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale<sup>[1](#)</sup>, celles fondant un secret de fonction qualifié ainsi que le secret professionnel au sens de l'article 321 du Code pénal suisse<sup>[20](#)</sup> demeurent réservées. Il en va de même d'autres dispositions spéciales en matière de communication de données.

<sup>8</sup> La présente disposition ne s'applique pas aux affaires qui relèvent des tâches courantes de l'unité administrative. L'article 95 est également réservé.

Secret de  
fonction

**Art. 25** <sup>1</sup> Il est interdit à l'employé de divulguer des faits dont il a eu connaissance dans l'accomplissement de son travail et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales.

<sup>2</sup> Dans les mêmes limites, il lui est interdit de communiquer à des tiers ou de conserver par-devers lui, au-delà des besoins du service, des documents professionnels en original ou en copie.<sup>[15](#)</sup>

<sup>3</sup> Ces obligations subsistent après la fin des rapports de service.

Levée du secret  
de fonction et  
déposition en  
justice<sup>15)</sup>

**Art. 26** <sup>1</sup> L'employé ne peut déposer en justice comme partie, témoin ou expert sur des faits dont il a eu connaissance dans l'accomplissement de son travail et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales que moyennant autorisation écrite. Cette autorisation demeure nécessaire après la cessation des rapports de travail.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour octroyer cette autorisation et, plus généralement, pour lever le secret de fonction est :

- a) le Gouvernement pour les membres du Gouvernement et le chancelier;
- b) le Conseil de surveillance de la magistrature pour les magistrats au sens de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup>;
- c) le Bureau du Parlement pour les autres magistrats;
- d) le chef de département pour les employés.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> L'autorisation ne peut être refusée que si un intérêt public prépondérant l'exige. Au besoin, l'autorité peut faire préciser les points sur lesquels doit porter la déposition de l'employé.

<sup>4</sup> Les mêmes règles s'appliquent à la production en justice de pièces officielles et à la remise d'attestations.

<sup>5</sup> Demeurent réservées les dispositions de la législation spéciale.<sup>16)</sup>

Désistement

**Art. 27** L'employé doit s'abstenir de tout acte dans les cas de récusation prévus par le Code de procédure administrative<sup>2)</sup>.

Instruments de  
travail

**Art. 28** <sup>1</sup> L'employé utilise avec soin le matériel et les instruments de travail mis à disposition par l'employeur pour exercer son travail.

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine les limites dans lesquelles ces instruments peuvent être utilisés à des fins personnelles.

<sup>3</sup> L'employé doit permettre à son responsable hiérarchique d'accéder aux documents professionnels, notamment informatiques.

<sup>4</sup> ...<sup>17)</sup>

Organisation du  
travail et tâches  
spécifiques du  
responsable

**Art. 29** <sup>1</sup> Le supérieur hiérarchique détermine l'organisation du travail en définissant ses attentes en termes de missions, de tâches et d'objectifs et en donnant à ses subordonnés les instructions nécessaires pour que ceux-ci puissent planifier et organiser leur activité.

<sup>2</sup> Le supérieur hiérarchique assure un suivi régulier du personnel qui lui est subordonné et contrôle la bonne exécution du travail.

<sup>3</sup> Il est responsable des actes accomplis conformément aux instructions qu'il a données.

<sup>4</sup> Il informe régulièrement le personnel des décisions importantes en lien avec les activités du service, notamment en le réunissant.<sup>[16\)](#)</sup>

Absences et  
examen auprès  
du médecin  
conseil

**Art. 30** <sup>1</sup> L'employé informe immédiatement son supérieur hiérarchique de ses absences. Il est tenu de les justifier.

<sup>2</sup> L'employé qui se trouve en incapacité de travail pour une cause inhérente à sa santé doit produire un certificat médical dès le quatrième jour d'absence. En cas d'absence répétée ou de suspicion d'abus, le Service des ressources humaines peut exiger un certificat médical dès le premier jour d'absence. Il peut ordonner l'examen de l'employé par un médecin conseil désigné par lui.

Occupation  
accessoire

**Art. 31** <sup>1</sup> L'employé ne peut se livrer à une occupation accessoire incompatible avec l'exercice de sa fonction ou qui porte préjudice à l'image de l'Etat.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Toute activité accessoire rétribuée est soumise à autorisation.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions de l'exercice d'une occupation accessoire. Il peut déléguer la compétence d'octroyer l'autorisation au Service des ressources humaines.

<sup>4</sup> Les articles 12 et 49 de la loi d'organisation judiciaire<sup>[3\)](#)</sup> sont réservés.

Entretien de  
développement  
et d'évaluation

**Art. 32** <sup>1</sup> L'employé a régulièrement un entretien de développement et d'évaluation avec son chef de service ou le responsable hiérarchique désigné par ce dernier.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'entretien de développement et d'évaluation porte sur le bilan de la période écoulée sur le plan des connaissances, des compétences, de l'efficacité professionnelle, ainsi que du comportement au travail.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Cet entretien sert également à déterminer les objectifs pour la période à venir, ainsi que les mesures d'accompagnement nécessaires, notamment la formation.

<sup>4</sup> L'employé a accès à son dossier individuel.

<sup>5</sup> Dans l'enseignement, les responsables hiérarchiques chargés de mener cet entretien sont désignés par le Département de la formation, de la culture et des sports.

Résidence,  
logement et  
uniforme

**Art. 33** <sup>1</sup> Lorsque les besoins du service l'exigent, l'employé peut être tenu de résider dans une localité proche du lieu de travail.

<sup>2</sup> Il peut être tenu d'occuper le logement que lui assigne l'autorité d'engagement.

<sup>3</sup> Il peut être tenu de porter un uniforme.

<sup>4</sup> Le Gouvernement fixe les catégories d'employés astreints à de telles obligations.

Charte de la  
fonction publique

**Art. 34** <sup>1</sup> En collaboration avec les partenaires sociaux, le Gouvernement élabore une charte de la fonction publique qui oblige l'Etat et ses employés.

<sup>2</sup> La charte a pour objectif de préciser les droits et devoirs des employés de l'Etat prévus dans la présente loi.

Promesse  
solennelle

**Art. 35<sup>(15)</sup>** <sup>1</sup> Les magistrats font la promesse solennelle devant le Parlement.

<sup>2</sup> Sous réserve de la législation spéciale, le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les fonctions pour lesquelles les titulaires doivent faire la promesse solennelle, ainsi que le texte de celle-ci et l'autorité devant laquelle elle est prononcée.

## SECTION 5 : Droits des employés

Naissance et  
extinction du  
droit au  
traitement

**Art. 36** <sup>1</sup> Le Parlement fixe les conditions dans lesquelles naît et s'éteint le droit au traitement et aux allocations.

<sup>2</sup> Il détermine de même les modalités de ce droit en cas de maladie, de grossesse, d'accident, d'invalidité, de congé, de service militaire ou lors de toute autre circonstance entraînant une incapacité temporaire de l'employé à assumer sa tâche.

Compensation	<b>Art. 37</b> Le traitement ne peut être compensé avec une somme due à l'Etat en raison des rapports de service que dans la mesure où le salaire est saisissable; les créances dérivant d'un dommage causé intentionnellement peuvent être compensées sans restriction.
Retenues	<b>Art. 38</b> Les contributions légales aux assurances sociales sont prélevées d'office.
Droit au traitement en cas de maladie ou d'accident a) Empêchement non fautif	<p><b>Art. 39</b> <sup>1</sup> En cas d'empêchement non fautif de travailler résultant d'une maladie ou d'un accident, le traitement des employés est versé de la façon suivante, pour le degré de l'incapacité subie :</p> <p>a) à 100 %, du 1<sup>er</sup> au 30<sup>e</sup> jour d'incapacité; b) à 90 % du 31<sup>e</sup> jour au 730<sup>e</sup> jour d'incapacité.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement peut conclure une assurance perte de gains pour les employés. En cas de conclusion d'une assurance perte de gains, les indemnités journalières sont acquises à l'employeur, sous réserve de cessation des rapports de service. En cas de cessation des rapports de service, les indemnités journalières sont directement versées à l'assuré par l'assurance perte de gains.<sup><a href="#">15)</a></sup></p> <p><sup>3</sup> En cas d'auto-assurance, l'Etat continue à verser directement les prestations jusqu'au 730<sup>e</sup> jour d'incapacité, indépendamment de la cessation éventuelle des rapports de service et sous réserve des prestations allouées par les assurances sociales.<sup><a href="#">15)</a></sup></p> <p><sup>4</sup> Le Gouvernement fixe la participation des employés au financement des prestations prévues au présent article.<sup><a href="#">16)</a></sup></p> <p><sup>5</sup> Il règle, par voie d'ordonnance, les modalités d'application du présent article.<sup><a href="#">16)</a></sup></p> <p><b>Art. 40</b><sup><a href="#">17)</a></sup></p>
Mise à l'invalidité et annonce au service de détection précoce	<b>Art. 41</b> <sup>1</sup> Tout employé incapable de travailler doit déposer valablement une demande de prestations à l'Office de l'assurance invalidité et à la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura, au plus tard six mois après le début de son incapacité de travail.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines communique, en tout temps, les situations d'employés en incapacité de travail au service de détection précoce de l'assurance invalidité.

b) Empêchement imputable à une faute

**Art. 42** Lorsque l'empêchement de travailler résulte d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave de l'employé, les prestations énoncées à l'article 39 sont réduites ou supprimées dans la même proportion que celle appliquée par l'éventuelle assurance.

c) Empêchement imputable à un tiers

**Art. 43** Lorsque l'empêchement de travailler résulte de la faute intentionnelle ou de la négligence d'un tiers, l'employeur est subrogé aux droits de l'employé jusqu'à concurrence des prestations fournies.

Traitement et classification : renvoi

**Art. 44** Le mode de rémunération ainsi que la classification sont réglés par voie de décret.

Assurances et institutions de prévoyance

**Art. 45** Le Parlement règle l'assurance contre les conséquences économiques du décès, de l'âge et de l'invalidité, en coordination avec les autres institutions de prévoyance en faveur du personnel.

Aménagement du temps de travail  
a) en général

**Art. 46** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle l'aménagement du temps de travail.

<sup>2</sup> Il peut décider d'annualiser certains horaires.

<sup>3</sup> Il met sur pied des formes d'aménagement du temps de travail permettant de concilier les impératifs de service et les besoins de l'employé, telles que le travail à temps partiel, le travail à distance, la flexibilisation de l'horaire ou les congés supplémentaires non payés. [15\)](#)

<sup>4</sup> Les modalités d'exécution sont réglées par voie d'ordonnance. [16\)](#)

<sup>5</sup> Par décision, le Gouvernement peut déroger à certaines dispositions de la présente loi pour autoriser des projets pilotes en matière d'aménagement du temps de travail, aux conditions cumulatives suivantes :

- a) la durée du projet pilote ne peut dépasser deux ans;
- b) il est limité à certaines unités administratives ou à certains employés de celles-ci;
- c) il est mis sur pied d'entente avec les partenaires sociaux;
- d) les employés concernés y consentent;
- e) une convention écrite formalise les modalités applicables. [16\)](#)

b) lié à l'âge

**Art. 47** <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte un programme de baisse progressive volontaire du temps de travail en faveur des employés proches de l'âge de la retraite.

<sup>2</sup> Ce programme est défini par voie d'ordonnance, notamment en ce qui concerne :

- a) le taux de réduction d'activité pour chaque année d'anticipation;
- b) <sup>15)</sup> les critères donnant droit aux différents paliers de programme, tels que les années de service et le taux d'occupation minimum;
- c) <sup>15)</sup> la répartition individualisée du financement du programme entre l'employeur et les employés.

Durée du travail

**Art. 48** <sup>1</sup> La durée de travail hebdomadaire maximale pour le personnel de l'administration cantonale est de 40 heures.

<sup>2</sup> Le Gouvernement est autorisé à fixer une durée de travail hebdomadaire inférieure, en accord avec les associations du personnel et les syndicats, dans les limites prévues à l'article 96, alinéa 3. Le contenu de l'accord doit être approuvé par le Parlement.

<sup>3</sup> Le temps de travail d'un enseignant à plein temps correspond à celui d'un employé de l'administration cantonale engagé à plein temps. <sup>15)</sup>

<sup>4</sup> La charge de travail de l'enseignant comprend l'enseignement proprement dit et les tâches qui lui sont associées, telles que la relation avec les parents et les services liés à l'école, la participation à des activités organisées dans le cadre de l'école ainsi que le perfectionnement professionnel.

<sup>5</sup> Le Gouvernement fixe le nombre de périodes hebdomadaires pour chaque catégorie d'enseignants, en fonction notamment du degré d'enseignement.

<sup>6</sup> Au besoin, le Gouvernement peut prévoir, selon les cas, un allègement de programme ou une rémunération complémentaire lorsqu'un employé est chargé d'une tâche particulière ou d'une tâche spécifique dans l'intérêt de l'Etat. <sup>15)</sup>

Heures  
valorisées

**Art. 49** <sup>15)</sup> <sup>1</sup> Le personnel de l'administration cantonale est tenu d'accomplir les heures valorisées que peut exiger le service, soit celles effectuées entre 20h00 et 6h00 du matin, les dimanches, les jours de pont ainsi que les jours fériés; il peut être soumis à un horaire spécial.



<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, le mode de compensation des heures valorisées.

Vacances,  
congés et jours  
fériés

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, la durée des vacances auxquelles ont droit les employés, soit au minimum 20 jours ouvrables, ainsi que le mode de réduction du temps de vacances en cas d'empêchement de travailler. La durée du droit aux vacances pour les employés dès 50 ans est fixée à 25 jours ouvrables au minimum.

<sup>2</sup> Les enseignants ont droit à une période de vacances correspondantes. Ces vacances sont toutefois prises durant le temps des vacances scolaires.

<sup>3</sup> Les employés ont droit aux jours fériés et grandes fêtes définis dans la loi cantonale sur les jours fériés officiels et le repos dominical<sup>[11](#)</sup>.

<sup>4</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, la durée des congés auxquels ont droit les employés, notamment la durée du congé maternité, paternité et adoption.

Dispositions  
particulières

**Art. 51** Le Gouvernement peut prévoir des dispositions particulières en matière d'horaire et de vacances pour les employés âgés de plus de 50 ans.

Exercice de  
charges  
publiques

**Art. 52** <sup>1</sup> L'employé a le droit d'exercer une ou plusieurs charges publiques pour autant qu'elles soient compatibles avec sa fonction.<sup>[15](#)</sup>

<sup>2</sup> Selon l'importance des charges publiques exercées, l'employé peut leur consacrer au total 15 jours de travail par an au maximum sans réduction de traitement. Si l'exercice de la charge exige une absence de durée supérieure, le Gouvernement est habilité à statuer de cas en cas. Il peut, dans cette hypothèse, fixer une réduction appropriée du traitement ou une obligation de verser une contribution sur l'indemnité perçue pour l'exercice de la charge publique.<sup>[15](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions sur les incompatibilités.

<sup>5</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions de l'exercice de charges publiques, notamment en ce qui concerne la prise en charge des frais occasionnés par l'exercice de ce droit.

Congé non payé **Art. 53** <sup>1</sup> L'employé peut solliciter un congé non payé pour accomplir une mission d'intérêt général ou pour toute autre raison importante.

<sup>2</sup> Le congé peut être accordé par le Gouvernement ou par l'autorité désignée par lui.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions d'un tel congé.

Appui **Art. 54** Au cours de leur première année d'activité, les employés bénéficient d'un soutien, notamment pédagogique pour ce qui concerne les enseignants.

Perfectionnement  
professionnel

**Art. 55** <sup>1</sup> L'employé a le droit et le devoir de se perfectionner.

<sup>2</sup> Le chef de département ou le supérieur hiérarchique peut astreindre un employé à suivre des cours de perfectionnement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les modalités de prise en charge. Pour les enseignants, ces cours se déroulent en principe par moitié sur le temps scolaire.

Protection de la  
personnalité et  
de la santé

a) En général<sup>15)</sup>

**Art. 56** <sup>1</sup> L'Etat assure la protection de la personnalité de ses employés.

<sup>2</sup> Il prend les mesures nécessaires pour empêcher toute discrimination entre les employés, en particulier en relation avec le sexe, la race, la culture, l'origine, la croyance, le mode de vie.

<sup>3</sup> Il met à disposition des employés des prestations individuelles d'aide ou de conseil auprès de professionnels de la santé en cas de difficultés liées à leur situation professionnelle.<sup>15)</sup>

<sup>4</sup> Il prend les mesures nécessaires de prévention des accidents et maladies professionnelles, ainsi que de protection de la santé.

<sup>5</sup> Il prend en outre les mesures assurant la protection des données personnelles.

b) Groupe de confiance

**Art. 56a**<sup>16)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement institue un groupe de confiance, composé de médiateurs qui se tiennent à disposition des employés rencontrant des difficultés sur leur lieu de travail, pour une écoute et une résolution des conflits en toute confidentialité. Il peut confier cette tâche à des employés de l'Etat ou mandater un partenaire externe suisse, public ou privé.

<sup>2</sup> Dans la mesure nécessaire, les employés sont autorisés à exposer aux membres du groupe de confiance les faits relatifs aux difficultés rencontrées ainsi qu'à produire des documents, même si ces faits ou ces documents sont soumis au secret de fonction et susceptibles de contenir des données personnelles, y compris sensibles.

<sup>3</sup> Les membres du groupe de confiance suppriment toutes les données en leur possession après l'accomplissement de leur tâche.

<sup>4</sup> Toute personne collaborant, à un titre ou un autre, au sein d'un partenaire externe mandaté, susceptible de prendre connaissance du contenu des faits et des documents mentionnés à l'alinéa 2, est soumise au secret de fonction et à la législation cantonale en matière de protection des données.

<sup>5</sup> Avec l'accord des employés les ayant sollicités, les membres du groupe de confiance peuvent communiquer au Service des ressources humaine les médiations qui ont échoué et les situations qui, selon eux, nécessitent une intervention.

Protection contre les menaces

**Art. 57** L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la protection des employés contre les menaces ou les attaques en lien avec l'exercice de leur mission.

Assistance juridique

**Art. 58** Lorsqu'un employé est lésé, dans l'exercice de ses fonctions, par une infraction commise à son encontre ou lorsqu'il est lui-même l'objet d'une plainte, le Gouvernement peut lui accorder, au vu des circonstances, une assistance juridique.

Liberté d'association et droit de grève

**Art. 59** <sup>1</sup> La liberté d'association et le droit de grève sont garantis conformément à la Constitution de la République et Canton du Jura<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Toute grève doit être précédée d'un préavis.

<sup>3</sup> En cas de grève, aucune rémunération n'est versée pour les heures de travail non effectuées.

<sup>4</sup> La participation licite d'un employé à une grève ne peut entraîner de mesure à son encontre, ni constituer un motif de licenciement.

<sup>5</sup> Un service minimum doit être assuré notamment dans le secteur de la prise en charge des élèves de la scolarité obligatoire, de la police, de la prison, des tribunaux, des ponts et chaussées, des soins et de l'informatique. Le Gouvernement en règle les modalités par voie d'ordonnance.

Consultation

**Art. 60** Les employés sont consultés par le supérieur hiérarchique dans toutes les affaires importantes qui les concernent.

Inventions, droits d'auteur

**Art. 61** <sup>1</sup> Les inventions d'un employé et les designs qu'il a créés, ou à l'élaboration desquels il a pris part, dans l'accomplissement de son travail et conformément à ses obligations, appartiennent à l'employeur, qu'ils puissent être ou non protégés.

<sup>2</sup> Par accord écrit, l'employeur peut se réserver un droit sur les inventions que l'employé a faites et sur les designs qu'il a créés dans l'accomplissement de son travail mais en dehors de son cahier des charges.

<sup>3</sup> L'employé qui a fait une invention ou créé un design au sens de l'alinéa 2 en informe par écrit le Gouvernement; celui-ci lui fait savoir par écrit dans les six mois s'il entend acquérir ou lui laisser l'invention ou le design.

<sup>4</sup> Si l'invention ou le design n'est pas laissé à l'employé, l'employeur peut lui verser une rétribution spéciale équitable, compte tenu de toutes les circonstances, notamment de la valeur économique de l'invention ou du design, de la collaboration de l'employeur et de ses auxiliaires, de l'usage qui a été fait de ses installations, ainsi que des dépenses de l'employé et de sa situation.

<sup>5</sup> Les dispositions ci-dessus s'appliquent par analogie aux œuvres créées par l'employé.

Certificat et attestation de travail  
a) Principe

**Art. 62<sup>15)</sup>** L'employé peut demander en tout temps :

- a) un certificat de travail portant sur la nature et la durée des rapports de service, ainsi que sur la qualité de ses prestations, sur son comportement et sur ses aptitudes;
- b) une attestation de travail portant uniquement sur la nature et la durée des rapports de service.

b) Requête

**Art. 62a**<sup>16)</sup> <sup>1</sup> L'employé de l'administration cantonale adresse sa requête au Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> L'enseignant adresse sa demande de certificat à la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée. Lorsqu'il requiert une attestation, il peut présenter sa demande directement au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire.

**Art. 62b**<sup>16)</sup> <sup>1</sup> Pour les employés de l'administration cantonale, le Service des ressources humaines et le supérieur hiérarchique ou le chef de l'unité administrative de l'employé préparent et signent conjointement le certificat ou l'attestation.

<sup>2</sup> Pour les enseignants, le certificat est préparé par la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée et transmis, avec leur signature, au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire à fin de validation et de cosignature par le chef de l'unité administrative concernée. L'attestation est préparée et signée par le Service de l'enseignement, respectivement par le Service de la formation postobligatoire.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire établissent, en collaboration avec le Service des ressources humaines, les certificats de travail et les attestations des membres des directions des écoles ou des divisions du Service de la formation postobligatoire.

<sup>4</sup> La requête est traitée dans un délai de 15 jours dans la mesure du possible.

## SECTION 6 : Responsabilité des employés

Responsabilité  
civile envers des  
tiers

**Art. 63** <sup>1</sup> L'Etat répond du dommage causé sans droit à un tiers par un employé dans l'exercice de sa charge.

<sup>2</sup> Le lésé n'a aucune action contre l'employé.

<sup>3</sup> L'action en dommages-intérêts se prescrit par trois ans à compter du jour où le lésé a eu connaissance du dommage et, dans tous les cas, par dix ans dès le jour où le fait dommageable s'est produit ou a cessé. En cas de mort d'homme ou de lésions corporelles, elle se prescrit par trois ans à compter du jour où le lésé a eu connaissance du dommage et, dans tous les cas, par vingt ans à compter du jour où le fait dommageable s'est produit ou a cessé.<sup>15)</sup>

<sup>4</sup> Lorsqu'un tiers réclame des dommages-intérêts, l'Etat en informe immédiatement l'employé.

<sup>5</sup> Lorsqu'il est tenu de réparer le dommage causé, l'Etat dispose, même après la résiliation des rapports de service, d'une action récursoire contre l'employé qui a commis une faute de manière intentionnelle ou par négligence grave. L'action se prescrit par trois ans dès le jour où la responsabilité de l'Etat a été reconnue par jugement, transaction, acquiescement ou d'une autre manière.<sup>15)</sup>

Responsabilité  
civile envers  
l'Etat

**Art. 64** <sup>1</sup> L'employé répond envers l'Etat du dommage qu'il lui cause directement en violant intentionnellement ou par négligence grave les devoirs de sa fonction.

<sup>2</sup> L'Etat peut astreindre l'employé à conclure une assurance responsabilité civile pour les dommages qu'il peut causer dans l'exercice de ses fonctions.

Etendue de la  
réparation

**Art. 65** <sup>1</sup> Lorsque plusieurs employés ont causé ensemble un dommage, ils répondent envers l'Etat proportionnellement à leur faute.

<sup>2</sup> Font règle pour le surplus les dispositions des articles 41 et suivants du Code des obligations<sup>5)</sup>.

Responsabilité  
pénale

**Art. 66** <sup>1</sup> Les dispositions des lois pénales fédérales et cantonales sont applicables aux poursuites pénales engagées contre un employé pour violation des devoirs de sa charge.

<sup>2</sup> Les membres du Gouvernement, les juges et les procureurs ne peuvent être l'objet de poursuites pénales pour violation des devoirs de leur charge qu'avec l'autorisation du Parlement.

## SECTION 6BIS : Traitement des données personnelles liées à l'utilisation des ressources informatiques et de télécommunication<sup>16)</sup>

### Principes

**Art. 66a<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> Les organes de l'Etat ne sont pas autorisés à enregistrer et analyser les données personnelles concernant des employés de l'Etat et liées à l'utilisation de leurs ressources informatiques et de télécommunication ou de celles dont ils ont délégué l'exploitation, sauf si la poursuite des buts prévus aux articles 66c à 66i l'exige.

<sup>2</sup> Le traitement de données au sens de la présente section peut également porter sur des données sensibles.

### Ressources informatiques et de télécommunication

**Art. 66b<sup>16)</sup>** Les ressources informatiques et de télécommunication comprennent l'ensemble des équipements fixes ou mobiles qui peuvent enregistrer des données personnelles, en particulier :

- a) les ordinateurs, les composants de réseau et les logiciels;
- b) les supports de données;
- c) les appareils téléphoniques;
- d) les imprimantes, les scanners, les télécopieurs et les photocopieurs;
- e) les systèmes de saisie du temps de travail;
- f) les systèmes de contrôle des installations à l'entrée et à l'intérieur de locaux;
- g) les systèmes de géolocalisation.

### Enregistrement de données personnelles

**Art. 66c<sup>16)</sup>** Les organes de l'Etat peuvent enregistrer les données personnelles liées à l'utilisation de leurs ressources informatiques et de télécommunication dans les buts suivants :

- a) toutes les données personnelles, y compris celles se rapportant au contenu de la messagerie électronique, pour garantir leur sécurité (copies de sauvegarde);
- b) les données résultant de l'utilisation des ressources informatiques et de télécommunication :
  - pour maintenir la sécurité de l'information et des services;
  - pour assurer l'entretien technique des ressources informatiques et de télécommunication;
  - pour contrôler le respect des directives et règlements d'utilisation;
  - pour retracer l'accès aux fichiers;
  - pour facturer les coûts à chaque unité d'imputation;
- c) les données concernant le temps de travail des employés, pour gérer le temps de travail du personnel;

- d) les données concernant la présence de personnes dans les locaux de l'Etat ainsi que les entrées et les sorties, pour garantir la sécurité.

Analyse ne se rapportant pas aux personnes

**Art. 66d<sup>16)</sup>** Les données enregistrées peuvent être analysées sans rapport avec des personnes dans les buts mentionnés à l'article 66c.

Analyse se rapportant aux personnes  
a) Statistique

**Art. 66e<sup>16)</sup>** Les données enregistrées peuvent être analysées en rapport avec des personnes mais de manière non nominative, lorsque l'analyse a lieu par sondage et dans les buts suivants :

- a) contrôler l'utilisation des ressources informatiques et de télécommunication;
- b) contrôler le temps de travail du personnel.

b) Nominative

**Art. 66f<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> Les données enregistrées peuvent être analysées en rapport avec des personnes et de manière nominative dans les buts suivants :

- a) élucider un soupçon concret d'utilisation abusive ou poursuivre un cas d'utilisation abusive, pour autant que les mesures d'information, organisationnelles et techniques de prévention des abus ne permettent pas de remédier à ceux-ci;
- b) analyser les perturbations des ressources informatiques et de télécommunication, y remédier ou parer aux menaces concrètes qu'elles subissent;
- c) fournir les prestations indispensables;
- d) saisir les prestations effectuées et les facturer;
- e) contrôler le temps de travail de personnes déterminées.

<sup>2</sup> Une analyse nominative de données personnelles ne peut être effectuée que si cumulativement :

- a) elle est ordonnée par :
  - 1. le Gouvernement, si les données concernent un membre du Gouvernement, le chancelier ou s'il n'est pas possible d'identifier l'unité administrative;
  - 2. le chef de département, s'il s'agit de contrôler les données d'un ou plusieurs employés dans une unité administrative déterminée;
  - 3. le Conseil de surveillance de la magistrature, si elles concernent un magistrat au sens de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup>;
  - 4. le Bureau du Parlement, si elles concernent un autre magistrat;
  - 5. le chef du Service des ressources humaines en cas de contrôle du temps de travail d'un employé;
- b) elle suit une information écrite à la personne concernée, si celle-ci a pu être identifiée.



<sup>3</sup> Selon les circonstances, l'autorité au sens de l'alinéa 2, lettre a, peut renoncer à une analyse nominative rétrospective et avertir en lieu et place l'employé ou les employés concernés qu'une analyse nominative sera opérée ultérieurement dans un délai qu'elle indique.

<sup>4</sup> Au surplus, le président du Gouvernement peut ordonner, à titre provisionnel, des mesures urgentes nécessaires, pouvant impliquer une analyse nominative de données personnelles, pour assurer la protection des ressources informatiques et de télécommunication de l'Etat, en particulier en cas d'attaque informatique.

Prévention des abus

**Art. 66g<sup>16)</sup>** Le Gouvernement prend les mesures d'information, organisationnelles et techniques nécessaires pour prévenir les abus.

Dispositions particulières

**Art. 66h<sup>16)</sup>** Le Gouvernement règle notamment :

- a) l'enregistrement, la conservation et la destruction des données;
- b) la procédure de traitement;
- c) l'accès aux données;
- d) les mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité des données.

Renvoi

**Art. 66i<sup>16)</sup>** Au surplus, la législation relative à la protection des données et à la transparence s'applique.

## **SECTION 7 : Mobilité interne<sup>15)</sup>**

Principe

**Art. 67<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> L'employé peut être transféré à un poste vacant :

- a) s'il en fait la demande;
- b) lorsque l'organisation ou la rationalisation des tâches l'exige;
- c) lorsque ses aptitudes ne correspondent plus aux exigences de sa fonction.

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, la procédure applicable en matière de mobilité interne.

a) A la demande de l'employé

**Art. 68<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Sur demande de l'employé, une mutation volontaire peut intervenir à un poste vacant de niveau équivalent ou inférieur à celui qu'il occupe.

<sup>2</sup> L'employé transféré acquiert le statut afférant à son nouveau poste. Il est rémunéré conformément à la classification valable pour ce dernier.

b) Lorsque l'organisation ou la rationalisation des tâches l'exige

**Art. 69<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> En cas de réorganisation ou de rationalisation des tâches de l'administration ou des écoles publiques, l'employé peut être transféré à un emploi en principe de niveau équivalent à celui qu'il occupait.

<sup>2</sup> L'employé transféré a droit en principe au maintien de son traitement nominal pour un même taux d'occupation.

<sup>3</sup> Si la fonction qui lui est confiée est moins bien évaluée, le traitement nominal de l'employé pour un même taux d'occupation est maintenu pendant deux ans. Pendant ce délai, son traitement n'est pas indexé à la hausse sur le renchérissement et aucune augmentation n'est accordée tant que son traitement dépasse le montant auquel il peut prétendre sur la base de la classification de la fonction nouvellement occupée. A l'issue de la période, le traitement est adapté à la classification valable pour le nouveau poste occupé.

<sup>4</sup> L'employé, âgé de 60 ans révolus et occupant son poste depuis au moins cinq ans, transféré dans une fonction moins bien évaluée bénéficie du maintien de son salaire nominal pour un même taux d'occupation pendant une durée maximale de cinq ans. Le traitement n'est pas indexé à la hausse sur le renchérissement et aucune augmentation n'est accordée à l'employé tant que son traitement dépasse le montant auquel il peut prétendre sur la base de la classification de la fonction nouvellement occupée. A l'issue de la période de cinq ans, le traitement est adapté à la classification valable pour le nouveau poste occupé.

c) Lorsque les aptitudes ne correspondent plus aux exigences de la fonction

**Art. 70<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque, en dépit des mesures qui ont été prises en vue de l'amélioration de ses performances ou de ses prestations, les aptitudes d'un employé ne correspondent plus aux exigences de sa fonction, celui-ci peut être affecté à un poste vacant.

<sup>2</sup> Le Gouvernement décide de la mutation en se fondant sur un rapport établi par le Service des ressources humaines, respectivement le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire.

<sup>3</sup> L'employé muté acquiert le statut afférant à son nouveau poste. Il est rémunéré conformément à la classification valable pour ce dernier.

## **SECTION 8 : Cessation des rapports de service**

Causes

**Art. 71<sup>15)</sup>** Les rapports de service prennent fin par :

- a) le décès;
- b) la retraite;

- c) l'invalidité ou l'échéance de 730 jours d'incapacité de travail, pour le degré d'incapacité encore subi;
- d) le défaut d'obtention du titre exigé;
- e) la résiliation d'un commun accord;
- f) la démission;
- g) le licenciement pour suppression d'emploi;
- h) l'échéance du contrat, uniquement en cas d'engagement de durée déterminée;
- i) le licenciement ordinaire;
- j) le licenciement extraordinaire.

Décès

**Art. 72** Les rapports de service cessent de plein droit le jour du décès.

Retraite à l'âge  
terme

**Art. 73** <sup>1</sup> L'employé est en principe mis d'office à la retraite à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge fixé par la loi fédérale sur l'assurance vieillesse et survivants (LAVS)<sup>6)</sup> pour l'ouverture du droit à une rente de vieillesse simple.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déroger à cette limite d'âge dans des cas exceptionnels et avec l'accord de l'employé, notamment lorsque son remplacement s'avère difficile et qu'une vacance de poste est préjudiciable au bon fonctionnement de l'Etat.

Dispositions  
particulières  
pour le corps  
enseignant et  
de police

**Art. 74** <sup>1</sup> Pour le corps enseignant, les rapports de service cessent de plein droit à la fin du semestre scolaire la plus proche de la date où l'âge mentionné à l'article 73, alinéa 1, est atteint. En cas d'accord entre l'enseignant et l'autorité d'engagement et sur préavis du Service de l'enseignement, respectivement du Service de la formation postobligatoire, la fin des rapports de service peut être reportée au plus tard à la fin du semestre scolaire suivant.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> Les rapports de service des membres du corps de police cessent de plein droit le dernier jour du mois au cours duquel ceux-ci atteignent l'âge de 60 ans.

Retraite  
anticipée  
décidée par  
l'employé

**Art. 75** L'employé peut prendre une retraite anticipée aux conditions de la loi sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura<sup>7)</sup>.

Retraite  
anticipée à  
l'initiative de  
l'employeur<sup>15)</sup>

**Art. 76** <sup>1</sup> En lieu et place d'un licenciement ordinaire, pour suppression d'emploi ou suite à une réorganisation de l'unité administrative, l'autorité d'engagement peut proposer à l'employé une retraite anticipée, totale ou partielle, pour autant que celle-ci intervienne aux conditions de la législation concernant la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> Dans ce cas, l'autorité alloue une indemnité sous forme de capital, qui équivaut à neuf mois de traitement au maximum.

Encouragement  
à la retraite  
anticipée

**Art. 77** Le Parlement peut, par voie de décret, prendre, à titre temporaire ou de manière durable, des mesures d'encouragement à la prise volontaire de la retraite avant l'âge terme.

Invalidité ou  
incapacité de  
travail de longue  
durée

**Art. 78<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> En cas d'incapacité de travail partielle ou totale, les rapports de service prennent fin d'office à l'échéance de 730 jours d'incapacité de travail, pour le degré d'incapacité encore subi, au sens de l'article 39.

<sup>2</sup> S'il est probable que l'employé puisse recouvrer une capacité de travail totale ou partielle à l'issue de ce délai de 730 jours, l'autorité d'engagement peut prolonger les rapports de service.

<sup>3</sup> En cas d'invalidité partielle ou totale de l'employé reconnue par l'institution de prévoyance compétente, les rapports de travail prennent fin d'office à concurrence du degré d'invalidité dès que ladite institution commence à verser une rente d'invalidité.

<sup>4</sup> En cas d'invalidité partielle, le contrat est adapté en conséquence. Si l'employé n'est plus à même d'exercer son activité antérieure, un autre poste correspondant à ses capacités lui est proposé. En cas d'impossibilité, le contrat est résilié moyennant le respect des délais prévus à l'article 79.

Non-obtention du  
titre exigé

**Art. 78a<sup>16)</sup>** Les rapports de service prennent fin d'office lorsque le titre validant une formation en emploi exigée n'est pas obtenu dans le délai convenu ou prolongé, en application de l'article 15, alinéa 2.

Délais de congé  
ordinaire

**Art. 79** <sup>1</sup> Le délai de congé est, de part et d'autre, d'un mois la première année, puis de trois mois dès la deuxième année de service.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> Le congé peut être donné pour la fin de chaque mois pour le personnel de l'administration cantonale et pour la fin d'un semestre scolaire pour les enseignants des écoles publiques.

Résiliation d'un  
commun accord

**Art. 80** Les rapports de service peuvent être résiliés d'un commun accord pour un terme choisi et selon des modalités convenues entre les parties.

## Démission

**Art. 81** <sup>1</sup> L'employé peut démissionner, moyennant le respect des délais prévus à l'article 79.

<sup>2</sup> La démission est notifiée à l'autorité d'engagement ou à l'instance désignée par elle.

<sup>3</sup> Cette dernière peut accepter une démission donnée dans un délai plus court.

## Licenciement en temps inopportun

**Art. 82** <sup>1</sup> Si les rapports de service ont duré trois mois au moins, l'autorité d'engagement ne peut pas résilier le contrat, sauf s'il s'agit d'un licenciement extraordinaire<sup>15)</sup> :

- a) pendant que l'employé accomplit un service obligatoire, civil ou militaire, ou dans la protection civile, en vertu de la législation fédérale, pendant qu'il sert dans un service de la Croix-Rouge ou encore pendant les quatre semaines qui précèdent et qui suivent ce service pour autant qu'il ait duré plus de onze jours;
- b) pendant une incapacité de travail totale ou partielle résultant d'une maladie ou d'un accident non imputables à la faute de l'employé, et cela durant 30 jours au cours de la première année de service, durant 90 jours de la deuxième à la cinquième année de service et durant 180 jours à partir de la sixième année de service;
- c) pendant la grossesse et au cours des congés de maternité et d'allaitement d'au maximum vingt semaines qui suivent l'accouchement;
- d) pendant que l'employé participe, avec l'accord de l'employeur, à un service d'aide à l'étranger ordonné par l'autorité fédérale.

<sup>2</sup> Le congé donné pendant une des périodes prévues à l'alinéa précédent est nul; si le congé a été donné avant l'une de ces périodes et si le délai de congé n'a pas expiré avant cette période, ce délai est suspendu et ne continue à courir qu'après la fin de la période.

<sup>3</sup> Lorsque les rapports de travail doivent cesser à un terme, tel que la fin d'un mois ou d'une semaine de travail, et que ce terme ne coïncide pas avec la fin du délai de congé qui a recommencé à courir, ce délai est prolongé jusqu'au prochain terme.

## Licenciement pour suppression d'emploi

**Art. 83**<sup>15)</sup> <sup>1</sup> Lorsque son emploi est supprimé et qu'il n'est pas possible de lui trouver, dans l'administration ou dans une école publique, un emploi analogue correspondant à son profil ou qu'il le refuse, l'employé peut être licencié, moyennant un délai de congé de six mois.

<sup>2</sup> En cas d'engagement de durée déterminée, un licenciement pour suppression d'emploi est possible uniquement en cas de circonstances exceptionnelles et si cette possibilité a été réservée dans le contrat, lequel doit énumérer de manière exhaustive les motifs qui pourraient s'appliquer.

<sup>3</sup> Dans le cas où un nouveau poste est attribué à l'employé, les règles relatives à la mobilité interne s'appliquent.

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines soutient l'employé licencié dans la recherche d'un nouvel emploi. Au besoin, il formule des propositions au Gouvernement pour décision.

Indemnité en cas  
de suppression  
d'emploi

**Art. 84** <sup>1</sup> Le Gouvernement alloue une indemnité à l'employé dont l'emploi est supprimé en tout ou partie, pour autant que celui-ci n'ait pas refusé un emploi analogue correspondant à son profil.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le montant de l'indemnité équivaut à :

- a) un mois de traitement si l'employé peut justifier d'une année de service au moins;
- b) 3 mois de traitement si l'employé peut justifier de 5 années de service au moins;
- c) 4 mois de traitement si l'employé peut justifier de 8 années de service au moins et s'il est âgé de 35 ans révolus;
- d) 5 mois de traitement si l'employé peut justifier de 12 années de service au moins et s'il est âgé de 40 ans révolus;
- e) 6 mois de traitement si l'employé peut justifier de 15 années de service au moins et s'il est âgé de 45 ans révolus.

<sup>3</sup> Lorsque l'employé est en âge de prendre une retraite anticipée au sens de la loi sur la Caisse de pensions<sup>[7\)](#)</sup>, le montant de l'indemnité équivaut à :

- a) 3 mois de traitement si l'employé est âgé de 61 ans révolus;
- b) 4 mois de traitement si l'employé est âgé de 60 ans révolus;
- c) 5 mois de traitement si l'employé est âgé de 59 ans révolus;
- d) 6 mois de traitement si l'employé est âgé de 58 ans révolus.

<sup>4</sup> Le Gouvernement peut augmenter le montant de l'indemnité pour les cas de rigueur, notamment en fonction des difficultés de reclassement de l'employé. L'indemnité ne peut en aucun cas excéder 12 mois.

<sup>5</sup> L'indemnité est versée sous la forme d'un capital. Elle est due au moment où les rapports de service prennent fin ou au moment où la diminution du taux d'occupation devient effective. Dans cette dernière hypothèse, le montant est versé au pro rata du taux d'occupation supprimé.

Échéance de  
l'engagement de  
durée  
déterminée

**Art. 85<sup>15)</sup>** Sous réserve de l'article 19, alinéa 4, l'engagement de durée déterminée prend fin automatiquement, à moins de la conclusion d'un nouveau contrat.

Licenciement  
ordinaire  
a) Pendant la  
période  
probatoire

**Art. 86<sup>15)</sup>** Les rapports de service peuvent être résiliés librement de part et d'autre, par écrit, moyennant le respect des délais prévus aux articles 19 et 20.

b) Après la  
période  
probatoire

**Art. 87<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Après la fin de la période probatoire, l'autorité d'engagement peut licencier l'employé pour des motifs fondés en respectant les délais prévus à l'article 79.

<sup>2</sup> Cette condition est remplie notamment dans les cas suivants :

- a) violation d'obligations légales ou contractuelles importantes;
- b) manquements dans les prestations ou dans le comportement;
- c) aptitudes ou capacités insuffisantes pour effectuer le travail convenu dans le contrat ou exigé par la fonction ou mauvaise volonté de l'employé à accomplir ce travail;
- d) non satisfaction de l'une des conditions d'engagement fixées dans la loi ou dans le contrat de travail de l'employé. L'article 78a prévoyant une résiliation d'office est réservé.

<sup>3</sup> Le licenciement peut être prononcé par l'autorité d'engagement si l'employé s'est préalablement vu signifier formellement les faits ou les manquements reprochés sans amélioration suffisante après un délai raisonnable. Pour l'employé dont les aptitudes sont en cause, la voie de la mutation est réservée.

<sup>4</sup> L'autorité d'engagement notifie le licenciement avec indication des motifs et voie de droit, après avoir permis à l'employé d'exercer son droit d'être entendu.

<sup>5</sup> Lorsqu'un licenciement est déclaré dépourvu de motifs fondés par l'autorité de recours, l'employé est en principe maintenu dans son poste. Toutefois, s'il y a eu cessation de fait des rapports de service et qu'une réintégration de l'employé présenterait des difficultés importantes, l'employé peut prétendre au versement d'une indemnité de six à douze mois de salaire, en lieu et place d'une réintégration. En outre, aux mêmes conditions, l'autorité d'engagement peut d'office prononcer la non-réintégration et allouer une indemnité de six à douze mois de salaire.

<sup>6</sup> Les droits envers les assurances et institutions de prévoyance sont réservés.

c) Prescription

**Art. 88** L'autorité ne peut pas ouvrir la procédure de licenciement plus d'une année après la découverte des faits et, en tous les cas, pas plus de dix ans après que les faits se sont produits.

Libération de l'obligation de travailler

**Art. 89** <sup>1</sup> Durant le délai de congé, l'autorité d'engagement peut libérer l'employé de l'obligation de travailler, notamment lorsque l'exercice de l'activité jusqu'à la fin des rapports de service n'est pas opportun.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le salaire est dû jusqu'à la fin du contrat. Les soldes éventuels d'heures et de vacances sont réputés compensés durant le temps de résiliation et ne donnent pas lieu à rétribution.

<sup>3</sup> L'article 92 est réservé.

Licenciement extraordinaire

**Art. 90** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement peut, en tout temps, résilier les rapports de service sans délai, pour de justes motifs.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sont notamment considérées comme de justes motifs toutes les circonstances graves qui, selon les règles de la bonne foi, ne permettent pas d'exiger la continuation des rapports de service jusqu'au terme du délai de congé.

<sup>2bis</sup> La requête devant l'autorité de conciliation et le recours contre une décision de licenciement extraordinaire n'ont pas d'effet suspensif.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsqu'un licenciement extraordinaire est déclaré dépourvu de justes motifs par l'autorité de recours, l'article 87, alinéa 5, s'applique par analogie.<sup>[15\)](#)</sup>

Lien entre les procédures de licenciement ordinaire et extraordinaire

**Art. 91**<sup>[15\)](#)</sup> L'autorité d'engagement et l'autorité de recours peuvent prononcer un licenciement ordinaire en lieu et place d'un licenciement extraordinaire, si les circonstances le justifient, et vice-versa.

Suspension

**Art. 92** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement peut suspendre provisoirement l'employé qui compromet la bonne marche de l'administration ou de l'école.<sup>[15\)](#)</sup>



<sup>1bis</sup> En cas de suspension, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines, le Service de l'informatique ou le Service des infrastructures, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :

- a) l'accès à la messagerie informatique de l'employé ou tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers;
- b) l'accès téléphonique de l'employé, le blocage ou la déviation de cet accès;
- c) la restitution des clés, du véhicule de fonction, du téléphone professionnel ou de tout autre outil ou instrument de travail mis à disposition de l'employé par l'Etat.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Si les faits invoqués paraissent constituer une violation grave des devoirs de service, la suspension d'activité peut être accompagnée d'une suspension de traitement. L'employé reste affilié aux assurances et à l'institution de prévoyance.

<sup>3</sup> Si la suspension s'avère ensuite injustifiée, l'employé a droit au traitement dont il a été privé.

<sup>4</sup> Le recours contre une décision de suspension n'a pas d'effet suspensif, à moins que l'autorité de recours n'en décide autrement, d'office ou sur requête.

## SECTION 9 : Application de la loi

Autorité de  
conciliation  
a) Composition<sup>[15\)](#)</sup>

**Art. 93** <sup>1</sup> Il est constitué une autorité de conciliation, composée de sept membres, à savoir de trois représentants désignés par les partenaires sociaux, de trois représentants désignés par le Gouvernement et d'un président désigné par les six membres en dehors de ceux-ci.

<sup>2</sup> Le président de l'autorité de conciliation doit être au bénéfice d'une formation ou d'une expérience juridique ou en matière de ressources humaines.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Il ne peut être choisi parmi les personnes soumises au statut du personnel de l'Etat, ni parmi les députés et députés suppléants du Parlement.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4 à 9</sup> ...<sup>[17\)](#)</sup>

b) Fonctionnement

**Art. 93a**<sup>[16\)](#)</sup> <sup>1</sup> L'autorité de conciliation fonctionne dans une composition paritaire de deux membres plus le président.

<sup>2</sup> Le président désigne pour chaque cause les deux autres membres appelés à siéger.

c) Objets soumis **Art. 93b<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> Toutes les décisions finales au sens du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> relevant de l'application de la présente loi et de ses dispositions d'application, à l'exclusion des litiges ayant trait à la rémunération ou à une procédure d'évaluation de fonction, peuvent faire l'objet d'une requête auprès de l'autorité de conciliation. Ne sont en particulier pas soumises à l'autorité de conciliation les mesures provisionnelles et autres décisions préjudicielles et incidentes.

<sup>2</sup> La requête doit être adressée par écrit au président de l'autorité de conciliation dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision. A défaut, la décision devient exécutoire et ne peut plus être contestée ultérieurement.

<sup>3</sup> La procédure d'opposition est exclue.

<sup>4</sup> Dans les cas où la voie de l'action administrative est ouverte, le dépôt d'une requête à l'autorité de conciliation vaut litispendance.

d) Tentative de conciliation obligatoire

**Art. 93c<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> La procédure devant l'autorité de conciliation est obligatoire.

<sup>2</sup> Le dépôt de la requête devant l'autorité de conciliation est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours ou d'action auprès des instances de la juridiction administrative.

<sup>3</sup> Les parties et l'autorité qui a rendu la décision peuvent y renoncer. L'autorité de conciliation constate alors l'échec de la conciliation et délivre l'autorisation de procéder à la partie requérante.

e) Comparution personnelle et défaut

**Art. 93d<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> La partie requérante doit comparaître personnellement devant l'autorité de conciliation. Elle peut se faire assister d'une personne de son choix.

<sup>2</sup> En cas de défaut de la partie requérante, la requête sera considérée comme retirée, la procédure deviendra sans objet et l'affaire sera rayée du rôle.

<sup>3</sup> En cas de défaut de la partie requise, l'échec de la conciliation sera constaté et l'autorité de conciliation délivrera l'autorisation de procéder.

<sup>4</sup> En cas de défaut des deux parties, la procédure devient sans objet et l'affaire est rayée du rôle.

f) Procédure

**Art. 93e<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> L'autorité de conciliation entend les parties, après avoir donné la possibilité à la partie requise de se prononcer brièvement, par écrit.

<sup>2</sup> Les dépositions des parties et de tiers éventuels ne figurent pas dans le procès-verbal de conciliation.

<sup>3</sup> Si les parties arrivent à un accord, celui-ci est inscrit au procès-verbal qui est signé par les parties. L'accord vaut transaction judiciaire.

<sup>4</sup> En cas d'échec de la conciliation, l'autorité de conciliation le consigne dans le procès-verbal et délivre l'autorisation de procéder.

<sup>5</sup> La procédure devant l'autorité de conciliation est gratuite. L'autorité de conciliation n'alloue pas de dépens.

<sup>6</sup> L'octroi de l'assistance judiciaire demeure réservé. Le président de l'autorité de conciliation est compétent pour statuer sur la demande.

<sup>7</sup> Au surplus, le Code de procédure administrative<sup>2)</sup> s'applique.

Recours contre  
les décisions  
prises en  
application de la  
présente loi

**Art. 94<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions soumises à l'autorité de conciliation peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Cour administrative du Tribunal cantonal dans les trente jours qui suivent la délivrance de l'autorisation de procéder.

<sup>2</sup> Les dispositions du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> s'appliquent dans les cas où la procédure de conciliation est exclue.

<sup>3</sup> La personne dont la candidature à un poste a été rejetée ne peut pas exiger qu'une décision susceptible de recours soit rendue. Les dispositions de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes<sup>18)</sup> sont réservées.

Plainte

**Art. 95** <sup>1</sup> Tout employé qui s'estime victime d'un traitement illégal ou incorrect de la part de ses supérieurs, de ses subordonnés ou de collègues peut adresser une plainte, par écrit, auprès de son chef de département.

<sup>2</sup> Le chef de département traite les plaintes déposées. Le dépôt d'une plainte ne donne pas droit à une décision, sauf dans les cas où est invoquée une atteinte à la personnalité au sens de l'article 56 de la présente loi, en particulier une discrimination. Dans tous les cas, le plaignant est informé de la suite donnée à sa démarche.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque les rapports de service n'existent plus ou lorsque la plainte devient sans objet, elle peut être classée sans autre suite.

<sup>4</sup> Demeurent réservées les autres voies de droit offertes par la législation.

## SECTION 10 : Consultation

Partenariat social **Art. 96** <sup>1</sup> L'Etat reconnaît comme partenaires la coordination des syndicats de la fonction publique jurassienne (CDS), les associations du personnel et les syndicats.

<sup>2</sup> Le Gouvernement consulte les partenaires pour toutes les questions présentant un intérêt général pour le personnel.

<sup>3</sup> Dans les limites de la législation et des disponibilités budgétaires, le Gouvernement négocie avec les partenaires les éléments suivants :

- a) les conditions d'emploi et la rémunération du personnel de la fonction publique;
- b) la durée du travail;
- c) les suppressions d'emplois, dans la mesure où elles se traduisent par des licenciements ou par une modification des conditions de travail.

<sup>4</sup> Par négociation, les parties entendent l'échange de leurs points de vue dans le but de parvenir à un accord.

<sup>5</sup> La négociation de questions spécifiques à un secteur est l'affaire de l'organisation ou des organisations représentant ce secteur.

Contribution  
facultative à  
la CDS

**Art. 97** <sup>1</sup> L'employé engagé par l'Etat pour une durée d'au moins une année à un taux supérieur à 50 % est appelé à verser facultativement une contribution annuelle de soutien en faveur de la CDS.

<sup>2</sup> La contribution sert à financer une partie des frais administratifs de la CDS en tant que partenaire reconnu au sens de l'article 96.

<sup>3</sup> La contribution est prélevée automatiquement sur le traitement. Elle est présumée acceptée, à moins que l'employé n'exprime expressément son refus.

<sup>4</sup> Les dispositions d'exécution fixent le montant et le mode de perception de la contribution ainsi que le délai et la forme de la déclaration de refus.

## **SECTION 11 : Disposition transitoire**

**Art. 98** Les procédures pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, notamment les résiliations, les enquêtes disciplinaires et les suspensions, restent soumises à l'ancien droit. Il ne peut plus être prononcé de sanction disciplinaire dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

## **SECTION 12 : Dispositions finales**

Dispositions  
d'exécution

**Art. 99** Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution de la présente loi.

Modifications de  
la loi scolaire

**Art. 100** La loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (loi scolaire)<sup>9)</sup> est modifiée comme il suit :

### **TITRE CINQUIEME : Autorisation d'enseigner**

#### **Articles 84 à 89**

Abrogés.

#### **Articles 90 à 105**

Abrogés.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 101** Sont abrogés :

1. la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura;
2. le décret du 6 décembre 1978 portant application de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura;
3. le décret du 19 juin 1980 fixant la cessation de plein droit des rapports de service;
4. l'arrêté du 25 octobre 1990 dressant la liste des emplois dont les titulaires ont qualité de fonctionnaire.

Référendum

**Art. 102** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 103** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Delémont, le 22 septembre 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 312.0](#)
- 2) [RSJU 175.1](#)
- 3) [RSJU 181.1](#)
- 4) [RSJU 101](#)
- 5) [RS 220](#)
- 6) [RS 831.10](#)
- 7) [RSJU 173.51](#)
- 8) [RS 831.20](#)
- 9) [RSJU 410.11](#)
- 10) [RSJU 170.41](#)
- 11) [RSJU 555.1](#)
- 12) Nouvelle teneur selon ch. I de la loi du 18 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 13) Abrogée par le ch. IV de la loi du 30 septembre 2015 portant suppression du statut de magistrat accordé aux préposés des Offices des poursuites et faillites, en vigueur depuis le 8 décembre 2015
- 14) Nouvelle teneur du titre selon ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 15) Nouvelle teneur selon ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 16) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 17) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 18) [RS 151.1](#)
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 20) [RS 311.0](#)

## Ordonnance sur le personnel de l'Etat (OPer)<sup>[22\)](#)</sup>

du 29 novembre 2011

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet et champ d'application	<b>Article premier</b> La présente ordonnance constitue la réglementation d'exécution de la loi sur le personnel de l'Etat.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Définitions	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Au sens de la présente ordonnance, sont des unités administratives celles qui sont mentionnées comme telles dans le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup><a href="#">2)</a></sup>.</p> <p><sup>2</sup> Sont considérés comme chefs de service les chefs des unités administratives.</p>

### CHAPITRE II : Politique du personnel

Présentation	<b>Art. 4</b> Le Gouvernement présente la politique du personnel au moins une fois par législature, dans un document spécifique.
Egalité	<b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Le Gouvernement veille à ce que nul ne soit discriminé du fait de son sexe ou de son mode de vie, notamment en matière d'engagement, de promotion et de rémunération.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement des solutions innovantes en matière de gestion du personnel en vue de favoriser le partage de postes, l'emploi à temps partiel, ainsi que l'accès des femmes aux postes à responsabilité.

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines évalue régulièrement l'efficacité des mesures visant à promouvoir l'égalité entre femmes et hommes.

Intégration des  
personnes  
handicapées

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement des solutions innovantes en matière d'accueil et d'emploi des personnes handicapées.

<sup>2</sup> Il conseille et soutient les unités administratives de l'Etat et les écoles afin que soient créées des conditions propices à l'emploi et à l'intégration professionnelle de façon durable des personnes handicapées.

<sup>3</sup> Il évalue régulièrement l'efficacité des mesures visant à promouvoir l'intégration des personnes handicapées.

Information du  
Service des  
ressources  
humaines

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines informe sur les décisions relatives aux conditions d'emploi notamment.

<sup>2</sup> Il communique régulièrement par le biais d'informations les indications relatives aux assurances sociales et privées.

## CHAPITRE III : Postes dans l'administration cantonale

### SECTION 1 : Création et repourvoiement

Décision

**Art. 8** <sup>30)</sup> Dans le cadre du budget accepté par le Parlement, le chef du département concerné décide de la création de nouveaux postes, temporaires ou fixes, et du repourvoiement des postes vacants.

Allocation de  
ressources  
supplémentaires

**Art. 9** <sup>1</sup> Chaque chef de département est compétent pour autoriser annuellement l'attribution de ressources supplémentaires au sein de son département et ce, indépendamment du profil du poste.

<sup>2</sup> Les ressources disponibles pour chaque département sont définies chaque année par le Gouvernement, à hauteur maximum de 2 % des effectifs totaux inscrits au budget du département de l'année concernée.



## SECTION 2 : Remplacements

Remplacements **Art. 10**<sup>[30\)](#)</sup> Le Service des ressources humaines décide du remplacement immédiat des personnes malades, accidentées ou absentes pour d'autres motifs, dont l'absence prévisible est d'au moins un mois.

**Art. 11**<sup>[31\)](#)</sup>

## SECTION 3 : Demande de personnel et autorités d'engagement

Demande de personnel **Art. 12** <sup>1</sup> Pour chaque repourvoiement, remplacement ou création de poste, une demande de personnel est déposée auprès du Service des ressources humaines; elle est accompagnée si nécessaire d'une description de poste et d'un projet de mise au concours.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines est responsable de la planification et du traitement des procédures de recrutement, en collaboration avec les unités administratives concernées.<sup>[30\)](#)</sup>

Autorités d'engagement **Art. 13** <sup>1</sup> En cas de création de poste ou de repourvoiement d'un poste vacant, le Gouvernement engage les employés de l'administration cantonale dont le poste est colloqué en classe 20 ou dans une classe supérieure de l'échelle des traitements, sur proposition de l'unité administrative concernée et du Service des ressources humaines.<sup>[30\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le chef du département concerné engage les employés de l'administration cantonale dont le poste est colloqué jusqu'à la classe 19 de l'échelle des traitements, sur proposition de l'unité administrative concernée et du Service des ressources humaines.<sup>[30\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines, en accord avec le chef de l'unité administrative concernée, engage le personnel temporaire jusqu'à une durée maximale d'une année.

## SECTION 4 : Procédure de recrutement

Mise au concours  
a) Formes **Art. 14** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines publie les mises au concours publiques dans le Journal officiel et sur le site Internet de l'Etat.

<sup>2</sup> En fonction de la nature du poste à repourvoir et de la situation du marché du travail, il peut étendre la publication à d'autres journaux ou à des revues spécialisées.

<sup>3</sup> La mise au concours interne est publiée par le biais d'Intranet et par voie de circulaire interne.

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines détermine les autres moyens d'informer le public sur les postes à repourvoir.

<sup>5</sup> Il peut faire appel à des cabinets de recrutement spécialisés pour le repourvoiement de certains postes spécifiques.

<sup>6</sup> Demeure réservée la procédure de recrutement des aspirants policiers.

#### b) Contenu

**Art. 15** <sup>1</sup> La mise au concours contient les rubriques suivantes :

- a) le titre de la fonction;
- b) le but de l'emploi;
- c) les tâches à exécuter;
- d) les exigences requises;
- e) les modalités de l'engagement, dont la classe de traitement;
- f) les pièces à produire, telles qu'un extrait du casier judiciaire, un extrait de poursuites ou tout autre document permettant de s'assurer des aptitudes du candidat;
- g) l'invitation à indiquer les éventuelles occupations accessoires exercées par le candidat;
- h) le cas échéant, une mention selon laquelle le poste pourra être attribué de manière prioritaire aux candidatures internes.

<sup>2</sup> Des documents particuliers sont requis pour toutes les fonctions où le titulaire exerce la puissance publique ou dispose de compétences financières.

#### Offres de services

**Art. 16** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines recueille les postulations et gère la procédure de recrutement sur le plan administratif.

<sup>2</sup> Il peut déléguer ces tâches à l'unité administrative concernée pour des emplois rémunérés à l'heure et dans des cas particuliers.

<sup>3</sup> Les candidatures sont, en principe, envoyées par voie électronique. [30\)](#)

Examen des  
candidatures

**Art. 17** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines procède, en collaboration avec l'unité administrative concernée, à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions des candidats.

<sup>2</sup> Il peut déléguer ces tâches à l'unité administrative concernée pour des emplois rémunérés à l'heure, ainsi que dans des cas particuliers.

Evaluation  
complémentaire

**Art. 18** Le Service des ressources humaines ou une institution tierce désignée par lui peut procéder à une évaluation complémentaire des candidatures.

Proposition à  
l'autorité  
d'engagement

**Art. 19** <sup>1</sup> A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures, le Service des ressources humaines adresse, en collaboration avec l'unité administrative concernée, une proposition à l'autorité d'engagement.

<sup>2</sup> La proposition d'engagement comprend les éléments suivants :

- a) la liste des personnes ayant fait acte de candidature et celle des personnes auditionnées;
- b) les conditions d'engagement de la personne proposée;
- c) les exigences et autorisations particulières;
- d) le dossier personnel de la personne proposée;
- e) en cas de divergence entre le Service des ressources humaines et l'unité administrative concernée, une proposition alternative, motivée.

Décision  
d'engagement

**Art. 20** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement informe le Service des ressources humaines du candidat engagé.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines établit, signe et adresse le contrat d'engagement à la personne retenue. Il informe, en principe par voie électronique, les candidats non retenus. [30\)](#)

<sup>3</sup> Les dossiers de postulation des candidats non retenus sont détruits à l'issue de la procédure de recrutement. [30\)](#)

<sup>4</sup> Dans les cas où le Service des ressources humaines a délégué ces tâches à l'unité administrative concernée, cette dernière informe les candidats non retenus et procède à l'élimination du dossier. [32\)](#)

## CHAPITRE IV : Postes dans l'enseignement

### SECTION 1 : Création et repourvoiement de postes et remplacements

Création,  
repourvoiement  
ou remplacement  
de postes

**Art. 21<sup>23)</sup>** Dans le cadre du budget accepté par le Parlement, le Département de la formation, de la culture et des sports décide de la création de nouveaux postes, temporaires ou fixes, et du repourvoiement des postes vacants dans l'enseignement, à savoir des postes d'enseignants ou d'intervenants auprès des élèves dans les écoles, à l'exception des professionnels de la santé.

Centrale des  
remplacements  
des écoles de la  
scolarité  
obligatoire

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement gère une centrale des remplacements chargée de pourvoir aux remplacements des enseignants de la scolarité obligatoire empêchés de dispenser leurs leçons.

<sup>1bis</sup> Les candidats à des remplacements sont tenus de s'inscrire à la centrale des remplacements. En principe, aucun remplacement ne peut être confié à des personnes qui n'y sont pas inscrites.<sup>13)</sup>

<sup>2</sup> La centrale des remplacements peut répondre à des demandes spécifiques du Service de la formation postobligatoire.<sup>23)</sup>

Remplacements  
au Service de la  
formation  
postobligatoire

**Art. 23<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les directeurs du CEJEF pourvoient, au sein de leur division, aux remplacements d'enseignants n'excédant pas six mois, avec l'appui du Service de la formation postobligatoire.

<sup>2</sup> Pour des remplacements supérieurs à six mois, le Service de la formation postobligatoire pourvoit au remplacement, sur proposition du directeur de la division concernée.

Engagements et  
remplacements  
de longue durée

**Art. 24<sup>23)</sup>** Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire, pour leur personnel respectif, sont compétents pour autoriser le remplacement ou l'engagement de personnel jusqu'à une année au maximum.

Remplacement  
d'un enseignant  
et prise en  
charge des  
élèves

**Art. 25<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Toute absence prévisible d'un enseignant annoncée au moins une semaine à l'avance auprès de la direction donne lieu à l'engagement d'un remplaçant afin de garantir, dans toute la mesure du possible, le suivi du programme pédagogique.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, la direction organise la prise en charge des élèves durant la première journée avec les enseignants disponibles.

Durée du  
remplacement

**Art. 25a<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> La durée du remplacement est déterminée par le temps d'absence de l'enseignant remplacé. Le retour de l'enseignant met fin à l'activité du remplaçant.

<sup>2</sup> En cas de congé, l'enseignant remplacé ne peut pas, par un retour prématuré, mettre fin à un remplacement dont la durée avait été préalablement fixée par l'autorité compétente.

<sup>3</sup> En cas de maladie ou d'accident du remplaçant, ce dernier, lorsqu'il a débuté son activité mais que la durée de celle-ci n'a pas encore été définie, est payé, en fonction des périodes prévues d'enseignement, pendant 30 jours d'incapacité au maximum. Si la période d'activité avait été arrêtée, seule celle-ci est rémunérée. Les dispositions relatives à l'assurance perte de gain sont réservées.

## SECTION 2 : Autorités d'engagement

Autorités  
d'engagement

**Art. 26<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports engage le personnel au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée et celui engagé temporairement pour une durée supérieure à douze mois.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire engagent leur personnel temporaire jusqu'à une durée d'une année.

## SECTION 3 : Procédure de recrutement

Mise au  
concours  
a) Forme

**Art. 27** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire publient les mises au concours publiques dans le Journal officiel et sur le site Internet de l'Etat.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> En fonction de la nature du poste à repourvoir et de la situation du marché du travail, ils peuvent étendre la publication à d'autres journaux ou à des revues spécialisées.

<sup>3</sup> La mise au concours interne est publiée par le biais d'Intranet et par voie de circulaire interne.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire déterminent les autres moyens d'informer le public sur les postes à repourvoir.<sup>[23\)](#)</sup>

b) Contenu

**Art. 28** La mise au concours contient les rubriques suivantes :

- a) le titre de la fonction;
- b) le but de l'emploi;
- c) les tâches à exécuter;
- d) les exigences requises;
- e) les modalités de l'engagement, dont la classe de traitement;
- f) les pièces à produire, telles qu'un extrait du casier judiciaire, un extrait de poursuites ou tout autre document permettant de s'assurer des aptitudes du candidat;
- g) l'invitation à indiquer les éventuelles occupations accessoires exercées par le candidat.

Offres de services et examen des candidatures

a) Service de l'enseignement<sup>[23\)](#)</sup>

**Art. 29** <sup>1</sup> La commission d'école du cercle scolaire concerné recueille les postulations pour les enseignants dépendant du Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> La commission d'école procède à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement recueille les postulations pour les enseignants de la pédagogie spécialisée et pour les autres postes dans l'enseignement. Il procède à l'examen des candidatures, aux présélections et aux auditions.<sup>[23\)](#)</sup>

b) Service de la formation postobligatoire

**Art. 30**<sup>[23\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Service de la formation postobligatoire recueille les postulations pour ses divisions et procède à une première analyse.

<sup>2</sup> La direction de la division organise et procède à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions. Le Service de la formation postobligatoire peut participer à la procédure.

Évaluation complémentaire

**Art. 31**<sup>[23\)](#)</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire peuvent procéder à une évaluation complémentaire des candidatures.

Proposition d'engagement

**Art. 32** <sup>1</sup> A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures pour l'enseignement de la scolarité obligatoire, la commission d'école adresse une proposition motivée d'engagement au Service de l'enseignement.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les enseignants de la pédagogie spécialisée et les autres postes dans l'enseignement, le Service de l'enseignement établit la proposition motivée d'engagement.<sup>[24\)](#)</sup>

<sup>2</sup> A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures pour l'enseignement au sein des divisions du Service de la formation postobligatoire, la direction de la division adresse une proposition motivée d'engagement au Service de la formation postobligatoire.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>3</sup> La proposition d'engagement comprend les éléments suivants :

- a) la liste des personnes ayant fait acte de candidature et celle des personnes auditionnées;
- b) les conditions d'engagement de la personne proposée;
- c) les exigences et autorisations particulières;
- d) le dossier personnel de la personne proposée.

<sup>4</sup> La proposition d'engagement à l'intention du Département de la formation, de la culture et des sports est accompagnée du préavis du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire pour le personnel relevant de leurs compétences respectives.<sup>[23\)](#)</sup>

Communication  
aux candidats

**Art. 33<sup>[23\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Au terme de la procédure, le Service de l'enseignement, pour l'enseignement de la scolarité obligatoire, adresse un contrat d'engagement au candidat retenu. Il informe par écrit les candidats non retenus.

<sup>2</sup> Au terme de la procédure, le Service de la formation postobligatoire, pour l'enseignement au sein de ses divisions, adresse un contrat d'engagement au candidat retenu et informe par écrit les candidats non retenus.

## CHAPITRE V : Organisation du travail et obligations des employés

### SECTION 1 : Dispositions générales

Tâches du  
supérieur  
hiérarchique

**Art. 34** <sup>1</sup> Le supérieur hiérarchique a notamment les tâches suivantes :

- a) il établit une description pour chaque poste de son unité, conformément aux directives du Service des ressources humaines;
- b) il donne aux employés les instructions utiles à l'exercice de leurs tâches;
- c) il s'assure du respect des dispositions légales et réglementaires, ainsi que de ses instructions;
- d) il soutient et motive les employés dans l'accomplissement de leurs tâches;

- e) il contrôle l'exécution du travail;
- f) il procède aux entretiens de développement et d'évaluation des employés;
- g) il veille à l'accueil des nouveaux employés;
- h) il organise son unité de manière à fournir les prestations qui lui incombent; au besoin, il met en place une permanence et affecte les ressources nécessaires;
- i) il informe régulièrement sa hiérarchie des activités et des prestations fournies par son unité, ainsi que du bilan des entretiens de développement et d'évaluation.

<sup>2</sup> Restent réservées les dispositions légales particulières applicables au corps enseignant.

Tâches de  
l'employé

**Art. 35** L'employé accomplit les tâches figurant dans la description de son poste.

Description de  
poste

**Art. 36** <sup>1</sup> La description de poste contient les éléments suivants :

- a) le titre et la dénomination de la fonction;
- b) les liens hiérarchiques;
- c) la mission et les tâches de l'employé;
- d) le profil requis.

<sup>2</sup> La description de poste est révisée régulièrement en fonction des besoins. Elle est examinée lors de l'entretien de développement et d'évaluation.

<sup>3</sup> Le document est signé par le supérieur hiérarchique et par le titulaire du poste lors de son établissement et à chaque modification.

<sup>4</sup> Une copie de la description de poste est adressée au Service des ressources humaines. Ce dernier est informé de chaque modification.

Accueil des  
nouveaux  
employés  
a) Dans  
l'administration

**Art. 37** <sup>1</sup> Le supérieur hiérarchique veille à ce que les nouveaux employés soient accueillis et présentés à leurs collègues et à ce qu'il leur soit remis, le cas échéant, le matériel nécessaire à l'enregistrement du temps de présence, les clés des locaux auxquels ils ont accès et les droits d'accès nécessaires en matière informatique.

<sup>2</sup> Il les informe des principaux droits et devoirs de l'employé et leur précise le programme de formation en relation avec leur fonction.

<sup>3</sup> Les correspondants en matière de ressources humaines donnent les informations complémentaires et s'assurent de la bonne intégration des nouveaux employés.



b) Dans les écoles

**Art. 38** <sup>1</sup> Les directions des écoles de la scolarité obligatoire et des divisions du Service de la formation postobligatoire organisent l'accueil et l'intégration des nouveaux enseignants. [23\)](#)

<sup>2</sup> Elles veillent à ce que leur soit présenté le fonctionnement général de l'école et les informent des droits et devoirs définis dans la description de poste des enseignants.

<sup>3</sup> Avant son entrée en fonction, le remplaçant doit être informé de manière détaillée de sa tâche par l'enseignant remplacé. Dans les cas de force majeure, la responsabilité en incombe au directeur de l'établissement ou au collègue le plus apte à informer le remplaçant. [13\)](#)

c) Supervision et informations communes

**Art. 39** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire supervisent, en collaboration avec les supérieurs hiérarchiques, l'intégration des nouveaux employés. [23\)](#)

<sup>2</sup> Ils collaborent dans la diffusion d'informations aux nouveaux employés.

Interdiction d'accepter des dons

**Art. 40** <sup>1</sup> Il est interdit à l'employé de solliciter, de se faire promettre ou d'accepter, pour lui ou pour autrui, des dons et des avantages en rapport avec l'exécution de son travail.

<sup>2</sup> Les avantages de faible importance conformes aux usages sociaux ne constituent pas des dons.

Instruments de travail

**Art. 41** <sup>1</sup> L'employé utilise avec soin le matériel et les instruments de travail mis à disposition pour exercer son travail.

<sup>2</sup> L'employé est autorisé à utiliser, pour un usage privé limité, d'une durée maximale du temps de pause, les outils informatiques de l'employeur, notamment le téléphone, l'Internet et la messagerie, conformément aux présentes dispositions.

<sup>3</sup> L'employé est notamment tenu :

- a) de signer la charte informatique de l'Etat;
- b) de respecter en tout temps les normes de sécurité édictées par le Service de l'informatique;
- c) de s'abstenir de tout acte mettant en péril la sécurité ou le bon fonctionnement des systèmes ou des réseaux de télécommunication de l'Etat;

- d) de veiller à protéger les informations professionnelles et les données internes de l'Etat de toutes divulgations ou fuites;
- e) de s'abstenir de consulter, de télécharger, d'enregistrer et de diffuser des documents à caractère pornographique, pédophile, raciste ou violent, au moyen du matériel mis à disposition par l'employeur. Demeure réservé l'accomplissement de tels actes nécessités par l'instruction ou le jugement de procédures administratives ou judiciaires.

<sup>4</sup> Le Gouvernement règle par voie de directives l'utilisation des instruments de travail à titre privé.

## SECTION 2 : Horaire de travail, principes

### Principes

**Art. 42** <sup>1</sup> L'horaire de travail pour les employés de l'administration cantonale est de 40 heures par semaine pour un emploi à plein temps.

<sup>2</sup> L'horaire de travail des employés de l'administration cantonale est majoré d'une heure par semaine, afin de compenser les jours de congé arrêtés annuellement par le Gouvernement. Pour les emplois à temps partiel, le rattrapage s'effectue au prorata du taux d'activité.

<sup>3</sup> Avec le rattrapage mentionné à l'alinéa 2, la durée moyenne du travail quotidien est de 8 heures 12 minutes pour un emploi à plein temps.

### Horaire de travail des enseignants

**Art. 43** L'horaire de travail des enseignants est réglé par des ordonnances particulières.

## SECTION 3 : Horaire de travail dans l'administration cantonale

### Début et fin du temps de travail

**Art. 44** <sup>1</sup> L'employé accomplit en principe son temps de travail quotidien entre 6 heures et 20 heures.

<sup>2</sup> Le temps de travail peut être prolongé jusqu'à 23 heures en cas de séances, d'interventions devant se dérouler en dehors de l'horaire normal ou en cas de demande expresse du supérieur hiérarchique. L'article 60, alinéa 2, est réservé.

<sup>3</sup> Restent réservés les cas dans lesquels les employés sont soumis à des obligations d'horaires particuliers.

Heures flexibles

**Art. 45** <sup>1</sup> Pour les employés non soumis à un horaire particulier, le travail du matin peut débuter entre 6 heures et 9 heures; l'arrêt de midi peut intervenir entre 11 heures et 14 heures; la cessation du travail peut survenir dès 16 heures.

<sup>2</sup> En dehors des heures de présence obligatoire, l'employé peut répartir de façon autonome son emploi du temps de la journée, dans la limite du travail de jour et sous réserve de ses obligations de service.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut décider d'une annualisation du temps de travail lorsque le volume de travail fluctue fortement durant l'année.

Présence  
obligatoire et  
permanence

**Art. 46** <sup>1</sup> La présence au travail pour les employés non soumis à un horaire particulier est obligatoire de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures. Le chef de l'unité administrative détermine l'horaire de l'employé occupé à temps partiel.

<sup>2</sup> Lorsque le volume de travail ou les besoins des administrés l'exigent, le chef de l'unité administrative peut imposer à un employé une présence hors du temps bloqué.

Durée maximale  
et durée du  
repos quotidien

**Art. 47** <sup>1</sup> La durée de travail quotidienne ne peut en principe pas excéder 12 heures.

<sup>2</sup> La durée de travail hebdomadaire ne peut toutefois pas dépasser 50 heures, en moyenne sur 4 semaines.

<sup>3</sup> L'employé doit bénéficier d'une durée de repos quotidienne d'au moins 11 heures consécutives. Cette durée peut être réduite à 8 heures une fois par semaine. Les interventions et les services d'urgence restent réservés.

Réduction  
volontaire du  
temps d'activité  
annuel

**Art. 48** <sup>1</sup> Avec l'accord du chef de l'unité administrative, chaque employé soumis à l'enregistrement des temps de présence peut réduire son horaire d'une ou deux heures de travail par semaine. Le chef d'une unité administrative doit obtenir l'accord de son chef de département. L'autorisation vaut pour une année.

<sup>2</sup> Le traitement de l'employé est réduit dans les mêmes proportions. Cette réduction est prélevée sur le treizième salaire.

Semaines de  
vacances non  
payées

**Art. 49** Avec l'accord du chef de l'unité administrative, chaque employé peut prendre jusqu'à deux semaines de vacances supplémentaires non payées par année. Le chef d'une unité administrative doit obtenir l'accord de son chef de département, les magistrats celui du chef du Département de la Justice, le secrétaire du Parlement celui du Bureau du Parlement.

#### **SECTION 4 : ...<sup>19)</sup>**

#### **Art. 50 à 55<sup>19)</sup>**

### **SECTION 5 : Enregistrement des présences dans l'administration cantonale**

Enregistrement  
des temps de  
présence  
Principes

**Art. 56** <sup>1</sup> Le temps de travail des employés de l'administration cantonale doit être comptabilisé au moyen d'un système d'enregistrement des temps de présence.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut dispenser un employé de l'enregistrement des temps de présence. L'intéressé présente une requête motivée dans ce sens, au moyen de la formule établie par le Service des ressources humaines. La décision est communiquée à ce dernier service et au chef de l'unité administrative de l'intéressé.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut dispenser certaines fonctions de l'enregistrement des temps de présence.

Modalités  
d'enregistrement  
des temps de  
présence

**Art. 57** <sup>1</sup> Tout employé soumis au système d'enregistrement du temps de présence doit enregistrer quotidiennement :

- son arrivée au début de chaque demi-journée;
- son départ à la fin de chaque demi-journée;
- le début et la fin de toutes ses absences survenant en cours de journée, avec l'indication du motif.

<sup>2</sup> Il enregistre personnellement ses arrivées et départs. Il lui est interdit de confier cette tâche à un tiers.

<sup>3</sup> En cas d'oubli ou de perte de la carte ou de la clé magnétique, ainsi que de panne du système d'enregistrement, l'employé enregistre manuellement ses arrivées et départs

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines peut procéder à des contrôles ponctuels ou ciblés, d'autorité ou sur demande d'un supérieur hiérarchique.

Procédure  
d'enregistrement

**Art. 58** <sup>1</sup> Le décompte des temps de présence s'effectue par mois du calendrier.

<sup>2</sup> Chaque employé procède à la clôture mensuelle de ses décomptes jusqu'au 7<sup>ème</sup> jour du mois qui suit.

<sup>3</sup> Le chef de l'unité administrative ou la personne désignée par lui contrôle et clôture les décomptes horaires de ses employés jusqu'au 14<sup>ème</sup> jour du mois qui suit.

<sup>4</sup> Le chef de département contrôle les décomptes horaires de ses chefs d'unité administrative.

<sup>5</sup> Le Service des ressources humaines procède à la clôture automatique des décomptes l'avant-dernier jour du mois suivant.

Personnes non  
soumises au  
système  
d'enregistrement

**Art. 59** <sup>1</sup> Les personnes dispensées de l'enregistrement des présences doivent enregistrer leurs absences dans le système de timbrage.

<sup>2</sup> Dès le moment où une personne est dispensée de l'enregistrement des présences au sens de l'article 56, alinéa 2, aucune prétention ne peut être élevée s'agissant de soldes d'heures. L'employé est réputé y avoir renoncé par le dépôt de sa requête de dispense.

Heures variables  
et heures  
valorisées

**Art. 60** <sup>1</sup> Les heures variables et les heures valorisées sont comptabilisées séparément.

<sup>2</sup> Les heures valorisées ne peuvent être effectuées que sur demande expresse du supérieur hiérarchique ou selon la planification horaire résultant des impératifs de service. Dans des cas exceptionnels, elles peuvent être validées a posteriori par le supérieur hiérarchique.

Compte des  
heures variables

**Art. 61** <sup>1</sup> Le solde positif des heures variables ne peut excéder quatre semaines de travail au 31 juillet. En cas de dépassement des limites précitées à cette date, l'excédent est perdu pour l'intéressé.

<sup>2</sup> Le solde négatif des heures variables ne peut excéder deux semaines de travail au 31 juillet. En cas de dépassement des limites précitées à cette date, l'excédent est compensé sur les vacances de l'intéressé.

<sup>3</sup> Pour des raisons particulières, le Service des ressources humaines peut autoriser des dérogations.

<sup>4</sup> Au sens des alinéas 1 et 2, la semaine de travail s'entend au prorata du taux d'activité de l'intéressé.

Utilisation des  
heures variables

**Art. 62** <sup>1</sup> Le solde positif des heures variables peut être utilisé pour des congés.

<sup>2</sup> L'employé qui entend obtenir des congés d'un jour ou plus en informe à l'avance son supérieur hiérarchique.

<sup>3</sup> La période du congé est décidée d'entente entre l'employé et le supérieur hiérarchique.

Compte des  
heures  
valorisées

**Art. 63** <sup>1</sup> Les heures valorisées sont celles effectuées de 20h00 à 06h00, le dimanche, les jours fériés et les jours de pont. Elles sont comptabilisées à 125 %.

<sup>2</sup> Les heures valorisées, y compris la majoration de 25 %, dénommée temps compensatoire, sont comptabilisées dans un compte spécifique.

<sup>3</sup> Le temps compensatoire doit être régulièrement compensé durant l'année.

<sup>4</sup> Le solde positif au 31 juillet est en principe crédité sur le compte des heures variables et le compte remis à zéro.

<sup>5</sup> Sur requête de l'employé, le compte peut être utilisé de la manière suivante :

- a) crédit sur le compte des vacances;
- b) crédit de deux semaines sur le compte épargne-temps.

Compensation  
des soldes  
horaires à la fin  
des rapports de  
service

**Art. 64** <sup>1</sup> En cas de cessation des rapports de service, les soldes horaires positifs sont en principe compensés par des congés pris avant le jour de départ.

<sup>2</sup> Le chef de département peut exceptionnellement autoriser une compensation en espèces.

<sup>3</sup> Tout solde négatif éventuel est en principe déduit du traitement à verser au moment du décompte final.

## **SECTION 6 : Pausés et temps de présence particuliers dans l'administration cantonale**

Pause obligatoire de midi **Art. 65** Une pause d'au moins trente minutes par journée de travail doit être prise par l'employé en milieu de poste.

Pauses **Art. 66** Le personnel bénéficie, par demi-journée, d'une pause de 15 minutes comptant comme temps de travail.

Déplacements de service **Art. 67** <sup>1</sup> Lors de déplacements ou de voyages de service, le temps nécessaire au déplacement compte comme temps de travail.

<sup>2</sup> La pause obligatoire de midi ne compte pas comme temps de travail.

Représentation **Art. 68** <sup>1</sup> La participation à une manifestation, y compris le temps nécessaire au déplacement, en qualité de représentant d'une unité ou de l'Etat, validée par le supérieur hiérarchique, compte comme temps de travail.

<sup>2</sup> La même règle s'applique pour la participation à un enterrement en qualité de représentant d'une unité ou de l'Etat.

## **SECTION 7 : Temps de présence dans l'enseignement<sup>[23\)](#)</sup>**

Temps de présence des enseignants **Art. 69** Le temps de présence des enseignants est déterminé par le nombre de leçons ou de périodes dispensées.

Temps de présence des autres postes dans l'enseignement **Art. 69a<sup>[24\)](#)</sup>** Le Département de la formation, de la culture et des sports détermine les modalités d'enregistrement du temps de présence pour les autres postes dans l'enseignement.

Compensation des soldes horaires à la fin des rapports de service de l'enseignant **Art. 70** <sup>1</sup> Un éventuel solde positif est compensé, avant la cessation des rapports de service, par une réduction d'horaire ou par une libération anticipée de l'obligation de travailler.

<sup>2</sup> Si, pour des raisons justifiées, l'enseignant doit assurer ses cours jusqu'à la fin du semestre ou de l'année scolaire, le solde positif est compensé en espèces, sur présentation d'un décompte précis établi par le directeur du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée. L'accord préalable du Département de la formation, de la culture et des sports est requis.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> Tout solde négatif éventuel est en principe déduit du traitement à verser au moment du décompte final.

## SECTION 8 : Absences

Obligation  
d'annoncer

**Art. 71** L'employé informe immédiatement son supérieur hiérarchique de chaque absence, avec indication du motif.

Comptabilisation

**Art. 72** Chaque absence est comptabilisée, pour le personnel de l'administration cantonale, en fonction du motif, selon la liste établie par le Service des ressources humaines.

Mesures en cas  
d'absence  
prévisible  
supérieure à un  
mois

**Art. 73** En cas d'absence prévisible supérieure à un mois, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines et le Service de l'informatique, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :

- a) l'accès à la messagerie informatique de l'intéressé ou à tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers;
- b) l'accès téléphonique de l'intéressé, le blocage ou la déviation de cet accès.

Absence en cas  
de maladie ou  
d'accident

**Art. 74** <sup>1</sup> En cas d'absence pour cause de maladie ou d'accident, un certificat médical doit être produit le quatrième jour d'absence au plus tard.

<sup>2</sup> Toute absence prévisible de deux semaines et plus doit être signalée immédiatement au Service des ressources humaines au moyen d'une formule établie par ce dernier.

<sup>3</sup> En accord avec le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, avec l'accord du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire, le supérieur hiérarchique peut requérir la présentation d'un certificat médical dès le premier jour d'absence.<sup>23)</sup>



<sup>4</sup> En cas de maladie pendant une période de vacances ou de congés compensés (ponts), le personnel de l'administration cantonale et les magistrats doivent fournir un certificat médical dès le premier jour, sous peine de la perte des vacances et congés concernés.

<sup>5</sup> Le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire, peut en tout temps requérir l'avis d'un médecin-conseil au sujet de l'absence.<sup>[23\)](#)</sup>

#### Certificats médicaux

**Art. 75** <sup>1</sup> Les certificats médicaux sont transmis systématiquement au Service des ressources humaines, avec copie à l'unité administrative concernée.

<sup>2</sup> En cas d'absence prolongée, l'employé doit présenter spontanément chaque mois un nouveau certificat médical.

<sup>3</sup> Lors d'une incapacité de travail partielle, l'employé ne peut travailler au-delà de sa capacité résiduelle. L'employé ne peut, par période d'une semaine, effectuer des heures au-delà du taux d'activité fixé par son médecin, dans le certificat médical.

#### Examen auprès du médecin-conseil

**Art. 76** <sup>1</sup> L'employé est tenu de se présenter à l'examen auprès du médecin-conseil ordonné par le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, par le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Un examen peut être requis, notamment en vue d'organiser une reprise d'activité ou pour toute autre circonstance nécessitant un avis médical.

<sup>3</sup> Les frais résultant de l'examen médical sont à la charge de l'employeur. Les frais peuvent être mis à la charge de l'employé si l'examen a été rendu nécessaire par un comportement abusif de sa part.

#### Comptabilisation des visites médicales

**Art. 77** <sup>1</sup> L'employé peut, jusqu'à l'équivalent de deux jours par année civile, au prorata de son temps d'occupation, comptabiliser comme temps de travail les absences dues à des visites médicales dont l'horaire est imposé par le thérapeute. Ces absences sont indiquées conformément à la liste établie par le Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> Les absences supplémentaires, dépassant les limites fixées à l'alinéa 1, sont à compenser ou à imputer sur les vacances.

Maladie grave  
d'un membre de  
la famille

**Art. 78** <sup>1</sup> En cas de maladie grave d'un membre de sa famille (père et mère, conjoint, partenaire enregistré, personne vivant maritalement ou enfant), l'employé peut bénéficier d'un congé de trois jours au maximum par cas et de cinq jours par année. La présentation d'un certificat médical peut être exigée.

<sup>2</sup> Les absences supplémentaires, dépassant les limites fixées à l'alinéa 1, sont à compenser ou à imputer sur les vacances.

<sup>3</sup> Dans des cas de rigueur, sur requête, le département auquel est rattaché le Service des ressources humaines peut octroyer des congés particuliers, après avoir requis le préavis du département dont relève l'intéressé.

Absences pour  
cause de service  
de défense  
contre l'incendie  
et de secours

**Art. 79** <sup>1</sup> L'employé qui doit accomplir un service de défense contre l'incendie et de secours, à titre d'exercices, de formation ou d'intervention, peut comptabiliser les absences qui surviennent durant son horaire normal comme temps de travail. Ces absences sont indiquées conformément à la liste établie par le Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> L'employé annonce préalablement au Service des ressources humaines, si possible jusqu'à la fin janvier et pour l'année en cours, les jours de formation prévus. Les enseignants informent, selon le degré d'enseignement où ils enseignent, le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire. Le nombre de jours d'absence ne peut en principe excéder 20 jours par année. Des dérogations sont possibles, décidées par le Gouvernement.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> L'employé informe son supérieur hiérarchique, ainsi que le Service des ressources humaines, des absences liées à une formation ou à des exercices en rapport avec le service de défense contre l'incendie et de secours.

<sup>4</sup> En cas d'absence pour une intervention, le temps consacré à cette dernière, additionné, le cas échéant, au travail accompli durant la journée, ne peut excéder la durée de travail quotidienne de l'intéressé, au prorata de son taux d'occupation.

<sup>5</sup> En cas d'intervention entre 23 heures et 6 heures précédant une journée de travail, l'employé peut compenser immédiatement les heures effectuées, par un congé durant la matinée ou la journée suivant l'intervention. Il lui incombe de présenter au chef de son unité administrative une attestation de son responsable du service de défense contre l'incendie et de secours, précisant la durée de l'intervention.

Absences pour  
l'exercice d'une  
activité sportive  
ou artistique de  
haut niveau

**Art. 80** <sup>1</sup> Les athlètes ou artistes participant à des compétitions ou à des concours importants de niveau national ou international comportant une évidente valeur représentative pour la République et Canton du Jura peuvent bénéficier de congés pour leur participation à ces événements, ainsi qu'aux entraînements ou répétitions préalables nécessaires.

<sup>2</sup> Le Gouvernement décide, de cas en cas, de la durée des congés et des modalités dont ils sont assortis, sur proposition du Service des ressources humaines. Pour les enseignants, le préavis du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire, selon le degré où ils enseignent, est requis. [23\)](#)

<sup>3</sup> En règle générale, la moitié du congé est considérée comme temps de travail; l'autre moitié est prélevée sur les vacances ou non payée.

Activités  
Jeunesse et  
Sport (J+S)

**Art. 81** <sup>1</sup> Les employés qui participent en tant qu'élèves à un cours J+S peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>2</sup> Les employés qui assument une fonction de chef de cours/de camp J+S, de chef technique J+S, d'expert J+S, de moniteur J+S ou de coach J+S ne peuvent prétendre au congé, au sens de l'alinéa 1, que s'ils sont au bénéfice d'une formation J+S reconnue correspondant à l'activité sportive concernée et que l'activité considérée est directement consacrée à des institutions de l'Etat ou proches de ce dernier (notamment les écoles publiques, l'Institut Saint-Germain, la Fondation Péréne).

<sup>3</sup> Les employés qui assument la fonction de cuisinier lors d'un cours ou d'un camp J+S peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>4</sup> Les prestations de la Caisse de compensation auxquelles ces activités donnent droit sont acquises à la République et Canton du Jura.

<sup>5</sup> Le département auquel est rattaché l'employé concerné fixe, en accord avec le Service des ressources humaines, les modalités auxquelles sont soumis ces congés.

Activités  
sportives et  
culturelles

**Art. 82** <sup>1</sup> Les employés, hormis les employés de l'Office des sports, qui participent à titre de moniteurs ou de personnes d'encadrement pour des activités soutenues par cet office, peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>2</sup> Les employés, hormis les employés de l'Office de la culture, qui participent à titre de moniteurs ou de personnes d'encadrement pour des activités soutenues par cet office, peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

Congé pour les  
activités de  
jeunesse

**Art. 83** <sup>1</sup> Pour les activités liées au congé de jeunesse tel que défini à l'article 329e du Code des obligations, les employés âgés de moins de 30 ans peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>2</sup> Les employés qui participent à un cours de formation ou de perfectionnement ou qui assument une fonction de direction, d'encadrement ou de conseil, peuvent prétendre au congé au sens de l'alinéa 1, s'ils ont moins de 30 ans et si le congé jeunesse consiste en une manifestation avec enfants ou adolescents, en un camp de jeunesse, ou en un cours de formation ou de perfectionnement.

## SECTION 9 : Occupations accessoires

Occupations  
accessoires

**Art. 84** <sup>1</sup> L'employé qui entend exercer une occupation accessoire rétribuée au-delà d'un défraiement requiert l'autorisation nécessaire auprès du Service des ressources humaines, au moyen de la formule établie par ce dernier. L'autorisation est également requise lorsque l'employé exerce une activité à taux partiel.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines délivre l'autorisation sur la base du préavis du supérieur hiérarchique de l'intéressé et, le cas échéant, du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Dans les cas où l'activité paraît de prime abord incompatible avec l'exercice de la fonction ou pourrait porter préjudice à l'image du service public ou de l'Etat, le Service des ressources humaines transmet la demande au Gouvernement pour décision.

<sup>4</sup> Le Gouvernement invite, sous peine de résiliation du contrat de travail, l'employé à cesser une activité accessoire incompatible avec l'exercice de sa fonction ou qui porte préjudice à l'image du service public.

Cours et fonction  
d'expert

**Art. 85** <sup>1</sup> L'employé qui entend dispenser des cours, fonctionner comme expert ou faire partie de commissions régionales ou fédérales requiert l'autorisation nécessaire auprès du Service des ressources humaines. Ce dernier délivre l'autorisation sur la base du préavis du supérieur hiérarchique de l'intéressé.

<sup>2</sup> Lorsqu'il est désigné par l'autorité pour assurer une telle tâche, l'employé est dispensé de toute autorisation.

<sup>3</sup> Pour l'exercice de sa fonction, l'employé peut prélever le temps nécessaire sur son temps de travail ou bénéficier des congés nécessaires, compensés par des heures variables ou valorisées ou par des vacances.

<sup>4</sup> L'employé qui prélève le temps nécessaire sur son temps de travail restitue la rémunération perçue à l'Etat. Dans le cas contraire, la rémunération est acquise à l'employé.

## SECTION 10 : Entretien de développement et d'évaluation

Entretien de  
développement  
et d'évaluation  
a) Pour le  
personnel de  
l'administration  
cantonale

**Art. 86** <sup>1</sup> Les documents établis lors de l'entretien de développement et d'évaluation par l'employé et son supérieur hiérarchique sont signés et remis à chacun des participants.

<sup>2</sup> Les indications portant sur l'appréciation de l'employé sont consignées dans le procès-verbal d'entretien. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences entre les intéressés.

<sup>3</sup> Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

<sup>4</sup> Le chef de l'unité administrative informe annuellement le Service des ressources humaines :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

b) Pour les  
enseignants

**Art. 87** <sup>1</sup> Les personnes désignées par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports organisent l'entretien de développement et d'évaluation.

<sup>2</sup> Les documents établis lors de l'entretien de développement et d'évaluation par les intéressés sont signés et remis à chacun des participants.

<sup>3</sup> Les indications portant sur l'appréciation de l'enseignant sont consignées dans le procès-verbal d'entretien. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences entre les intéressés.

<sup>4</sup> Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

<sup>5</sup> Les personnes désignées par le Département de la formation, de la culture et des sports informent annuellement le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire pour leurs enseignants respectifs<sup>23)</sup> :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

c) Pour les directions d'écoles et de divisions du Service de la formation postobligatoire<sup>23)</sup>

**Art. 88** <sup>1</sup> L'entretien de développement et d'évaluation des membres des directions des cercles scolaires et des divisions du Service de la formation postobligatoire est organisé chaque année respectivement par le chef du Service de l'enseignement ou le chef du Service de la formation postobligatoire.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> Les documents établis lors de l'entretien sont signés et remis à chacun des participants. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences.

<sup>3</sup> Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

<sup>4</sup> Le chef de l'unité administrative informe annuellement le Service des ressources humaines :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

## SECTION 11 : Obligation de résidence, logement de service et port de l'uniforme

Résidence,  
logement et  
uniforme

**Art. 89** <sup>1</sup> Le Gouvernement dresse, par voie d'arrêté, la liste des employés qui sont tenus de résider dans une localité, d'occuper un logement de service ou de porter l'uniforme.

<sup>2</sup> L'obligation est indiquée dans le contrat de travail de l'employé.

## CHAPITRE VI : Droits et obligations des employés

### SECTION 1 : Assurance pour perte de gain

Participation à  
l'assurance pour  
perte de gain

**Art. 90** Sur proposition du Service des ressources humaines, le Gouvernement fixe la participation des employés au financement de l'assurance pour perte de gain, pour l'année civile à venir.

### SECTION 2 : Programme d'allégement lié à l'âge

Principe

**Art. 91** <sup>1</sup> Les employés de l'Etat peuvent bénéficier d'une baisse progressive volontaire du temps de travail précédant leur mise à la retraite, aux conditions et selon les modalités de la présente section.

<sup>2</sup> Pour des motifs dûment justifiés relatifs à la bonne marche de l'administration, le Gouvernement peut refuser, dans des cas particuliers, qu'un employé bénéficie du programme d'allégement lié à l'âge.

Conditions

**Art. 92<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> Pour bénéficier du programme d'allégement lié à l'âge, l'intéressé doit avoir été au service de l'Etat durant au moins 10 années ininterrompues et être engagé sur la base d'un contrat de durée indéterminée, à un taux minimum de 70 %.

<sup>2</sup> La baisse progressive du temps de travail peut intervenir au plus tôt cinq ans avant la prise complète de la retraite, anticipée ou non, mais pas avant l'âge de 58 ans. L'intéressé s'engage à prendre sa retraite complète à l'issue du programme.

<sup>3</sup> Les membres de la police cantonale sont exclus du programme.

## Modalités

**Art. 93<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> La baisse progressive du temps de travail consiste en une réduction du taux d'occupation de l'intéressé en deux paliers au minimum, chacun d'au moins 10 %.

<sup>2</sup> Le taux d'activité résiduel est d'au minimum 50 %.

<sup>3</sup> Le taux d'occupation choisi par l'intéressé est valable au minimum pour une année complète à compter de son entrée en vigueur; il est valable pour une année scolaire au minimum pour les enseignants.

<sup>3bis</sup> Pour les enseignants, la réduction du taux d'occupation ne peut intervenir qu'au début d'un semestre scolaire.<sup>25)</sup>

<sup>4</sup> Le Gouvernement statue sur l'admission de l'intéressé dans le programme d'allégement lié à l'âge et sur les paliers. Au surplus, une convention est passée entre l'intéressé et le Service des ressources humaines pour en préciser les modalités.

## Délai d'annonce

**Art. 94** <sup>1</sup> L'intéressé doit annoncer son intention de bénéficier de la baisse progressive de son temps de travail au moins six mois à l'avance. Le chef du département concerné peut accepter un délai plus court.

<sup>2</sup> L'intéressé communique simultanément le plan de réduction choisi pour la totalité de la période.

<sup>3</sup> Ce choix est en principe irrévocable. Le Gouvernement statue sur les conditions d'annulation de l'aménagement.

## Incidences financières

**Art. 95<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> Le traitement du bénéficiaire est réduit en fonction de la baisse de son temps de travail, conformément aux alinéas 2 et 3.

<sup>2</sup> L'Etat prend en charge la moitié de la réduction du traitement lorsque le salaire du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, ne dépasse pas un traitement mensuel brut maximal de 8 000 francs. Lorsque le traitement du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, excède ce montant, la prise en charge par l'Etat correspond à celle applicable pour un traitement mensuel brut de 8 000 francs.



<sup>3</sup> En dérogation à l'alinéa précédent et pour les employés exerçant une profession pénible, l'Etat prend en charge 60 % de la réduction du traitement lorsque le salaire du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, ne dépasse pas un traitement mensuel brut maximal de 8 000 francs. Lorsque le traitement du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, excède ce montant, la prise en charge par l'Etat correspond à celle applicable pour un traitement mensuel brut de 8 000 francs. Par profession pénible, on entend une fonction qui obtient, dans le système d'évaluation des fonctions EVALUATION.JU, un total supérieur ou égal à 75 points au niveau des charges du domaine physique (critère P3).

<sup>4</sup> Au surplus, l'Etat et l'employé versent, à titre de rachat et conformément aux pourcentages prévus dans la loi du 2 octobre 2013 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura<sup>3)</sup>, la cotisation épargne sur la différence entre le traitement initial et le traitement effectif comprenant la part de l'Etat prévue aux alinéas 2 et 3.

### SECTION 3 : Vacances

Vacances pour le personnel de l'administration et les magistrats  
a) Durée

**Art. 96** <sup>1</sup> Les employés de l'administration cantonale et les magistrats ont droit à 20 jours ouvrables de vacances par an.

<sup>2</sup> La durée des vacances est de 25 jours ouvrables dès le début de l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de cinquante ans et de 30 jours ouvrables dès le début de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de soixante ans.

<sup>3</sup> En cas de cessation des rapports de service au cours d'une année, le droit aux vacances pour cette année-là est proportionnel au nombre de mois complets d'activité.

b) Fixation des vacances

**Art. 97** Les vacances sont fixées en principe au début de l'année d'entente entre le supérieur hiérarchique et l'intéressé, de telle sorte que le bon fonctionnement du service soit assuré.

c) Modalités, fractionnement des vacances

**Art. 98** <sup>1</sup> Dix jours de vacances au moins doivent être pris de façon consécutive durant l'année.

<sup>2</sup> Le solde des vacances peut être fractionné, à raison de journées entières ou de demi-journées.

d) Réduction du droit aux vacances

**Art. 99** <sup>1</sup> Le droit aux vacances est réduit lorsque la durée totale des absences imputables à une maladie, à un accident, à un congé non payé et à un service militaire non obligatoire dépasse trois mois. Les maladies et accidents professionnels, ainsi que les congés de maternité, d'allaitement, de paternité et d'adoption ne sont pas pris en compte.

<sup>2</sup> La réduction du droit aux vacances est proportionnelle à la durée totale des absences excédant trois mois.

<sup>3</sup> Si la réduction du droit aux vacances ne peut plus être opérée sur l'année en cours, elle est reportée sur l'année suivante.

<sup>4</sup> Le Gouvernement peut, sur proposition du Service des ressources humaines, réduire le droit aux vacances dès le premier jour d'absence lorsque celle-ci résulte d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave de l'employé.

e) Echéance

**Art. 100** Les vacances non prises le 31 décembre de l'année suivante sont réputées perdues et ne donnent droit ni à compensation ni à rémunération.

Dispositions particulières pour le personnel enseignant

**Art. 101** <sup>1</sup> Les vacances du corps enseignant sont prises durant les vacances scolaires.

<sup>1bis</sup> Les vacances scolaires coïncidant avec une période d'incapacité de travail ne peuvent être compensées.[13\)](#)

<sup>2</sup> Durant la semaine qui précède la reprise des cours au début de l'année scolaire, les enseignants sont tenus de s'assurer que toutes les dispositions nécessaires garantissant un accueil optimal des élèves à la rentrée ont été prises. Ils peuvent par ailleurs être convoqués pour l'équivalent d'un jour au maximum par la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire pour participer à l'organisation de la rentrée scolaire, conformément à un échéancier annuel.[23\)](#)

<sup>3</sup> La participation aux séances relatives à l'organisation de la rentrée scolaire est requise uniquement sur le lieu d'enseignement principal.

<sup>4</sup> Les cas de rigueur demeurent réservés.

## SECTION 4 : Congés

Congés  
particuliers de  
courte durée

**Art. 102** <sup>1</sup> L'employé de l'Etat peut bénéficier de congés payés, à savoir d'absences autorisées sur demande qui ont pour but de lui permettre de satisfaire à des obligations non professionnelles.

<sup>2</sup> L'intéressé a droit à un congé à l'occasion des événements suivants :

- a) pour son propre mariage ou l'enregistrement de son partenariat, 3 jours;
- b) en cas de naissance d'un enfant, pour le personnel masculin, 2 jours;
- c) en cas de décès du conjoint, du partenaire enregistré, du concubin, d'un enfant, de l'enfant de son concubin, 5 jours;
- d) en cas de décès des parents, des frères et sœurs, 3 jours;
- e) en cas de décès des grands-parents, des beaux-parents, des beaux-frères, des belles-sœurs, 1 jour;
- f) pour son déménagement, au maximum 3 jours par année, fixé par le Service des ressources humaines.

<sup>3</sup> L'intéressé qui entend bénéficier d'un congé en informe sans délai son supérieur hiérarchique.

<sup>4</sup> Pour des motifs justifiés, le Service des ressources humaines peut accorder des congés de durée supérieure ou des congés pour d'autres raisons. Il requiert le préavis du supérieur hiérarchique et, pour les enseignants, du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire, selon le degré d'enseignement concerné. [23\)](#)

<sup>5</sup> ... [15\)](#)

Congé de  
maternité

**Art. 103** <sup>1</sup> En cas de maternité, un congé d'une durée de 16 semaines est accordé à l'employée, dont 14 semaines au moins doivent être prises après l'accouchement.

<sup>2</sup> En cas de naissance multiple, le congé de maternité est de 20 semaines.

<sup>3</sup> Le congé est payé, au prorata du taux d'occupation. Les indemnités de l'assurance pour perte de gain sont acquises à l'Etat.

Congé  
d'allaitement

**Art. 104** <sup>1</sup> L'employée qui allaite son enfant au terme du congé de maternité peut bénéficier d'un congé d'allaitement payé d'une durée de 4 semaines. Elle fournit au Service des ressources humaines un certificat médical attestant l'allaitement à la fin du congé de maternité.

<sup>2</sup> Dès la fin du congé d'allaitement, l'employée peut bénéficier d'une heure de congé payé pour l'allaitement par jour complet de travail, au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge d'un an révolu. Un certificat médical attestant l'allaitement est fourni mensuellement au Service des ressources humaines.

<sup>3</sup> Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

Congé de paternité en cas de naissance ou d'adoption

**Art. 105** <sup>1</sup> Un congé de paternité d'une durée équivalente à deux semaines de temps de travail est accordé aux employés lors de la naissance de leur enfant ou d'adoption au sens de l'article 106.

<sup>2</sup> En cas de naissance multiple, le congé est équivalent à trois semaines de temps de travail.

<sup>3</sup> Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

<sup>4</sup> Le congé doit être pris en une seule fois, dans les 4 mois suivant la naissance ou l'adoption, d'entente avec le supérieur hiérarchique et en tenant compte des impératifs de l'unité administrative ou de l'établissement scolaire. En cas d'hospitalisation prolongée de l'enfant, le délai prend effet à compter du retour effectif de l'enfant au domicile de ses parents.

Congé d'adoption

**Art. 106** <sup>1</sup> En cas de placement en vue d'adoption d'un enfant âgé de moins de 16 ans révolus, l'employé peut bénéficier d'un congé de 16 semaines.

<sup>2</sup> Si les deux parents sont des employés de l'Etat, un partage des 16 semaines de congés est possible entre eux.

<sup>3</sup> Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

<sup>4</sup> L'adoption des enfants du conjoint, de même que l'adoption d'un enfant placé, ne donne pas droit à un congé d'adoption.

## SECTION 5 : Jours fériés

Jours fériés et ponts

**Art. 107** <sup>1</sup> L'employé bénéficie des jours fériés prévus par la loi sur les jours fériés officiels et le repos dominical<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Chaque année, le Service des ressources humaines établit l'horaire annuel en mentionnant les jours fériés et les ponts.

## SECTION 6 : Exercice d'une charge publique

Exercice d'une charge publique  
a) Définition

**Art. 108** <sup>1</sup> Exerce une charge publique l'employé qui est membre d'un législatif, d'un exécutif ou d'une commission d'une collectivité publique.

<sup>2</sup> Est également considéré comme exercice d'une charge publique l'accomplissement d'un mandat à caractère syndical (activité exercée au sein d'un syndicat ou par mandat de celui-ci).

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines tient un registre des charges publiques des employés et le communique une fois par année au Gouvernement.

b) Procédure visant à l'exercice d'une charge publique

**Art. 109** <sup>1</sup> L'employé qui entend exercer une charge publique en informe le Service des ressources humaines sans délai, au moyen d'une formule établie par ce dernier.

<sup>2</sup> Dans les cas où la charge publique concernée pourrait se révéler incompatible avec la fonction de l'intéressé, le Service des ressources humaines transmet au Gouvernement pour décision.

c) Interdiction ou restriction de l'exercice d'une charge publique

**Art. 110** <sup>1</sup> Le Gouvernement invite, sous peine de résiliation du contrat de travail, l'employé à cesser ou à restreindre dans une mesure adéquate l'exercice d'une charge publique incompatible avec sa fonction.

<sup>2</sup> L'exercice d'une charge publique est notamment incompatible avec la fonction lorsque :

- a) l'indépendance de l'employé en serait compromise;
- b) l'employé se verrait confronté à des conflits d'intérêts;
- c) la crédibilité de l'employé ou de l'administration en serait atteinte;
- d) la pleine capacité de travail de l'employé ne serait plus assurée.

<sup>3</sup> Sont réservées les dispositions en matière d'incompatibilités.

d) Demande de congés

**Art. 111** <sup>1</sup> L'employé qui entend bénéficier de congés pour l'exercice d'une charge publique présente une demande dans ce sens au Service des ressources humaines, au moyen d'une formule établie par ce dernier.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines statue, sous réserve de recours au département auquel il est rattaché.

e) Utilisation du congé

**Art. 112** <sup>1</sup> Le temps de congé est destiné à permettre à l'intéressé de prendre part à des séances ou d'effectuer des interventions qui ne peuvent être fixées en-dehors des heures bloquées de l'horaire de travail ou du plan de service. Il ne peut être utilisé pour des tâches telles que l'étude de dossiers, la rédaction de correspondance et d'autres documents et l'établissement de factures.

<sup>2</sup> Le temps de congé constitue la durée maximale mise à disposition de l'intéressé. Il ne peut être utilisé qu'en fonction des besoins effectifs, dans les limites prévues à l'alinéa 1.

f) Comptabilisation des absences pour l'exercice d'une charge publique

**Art. 113** <sup>1</sup> Les absences au titre de congé pour l'exercice d'une charge publique comptent comme temps de travail.

<sup>2</sup> Les absences découlant de l'exercice d'une charge publique et dépassant le nombre de jours octroyés sont imputées sur les vacances ou considérées comme des congés non payés dans la mesure où elles n'ont pas été compensées.

<sup>3</sup> Si l'exercice d'une charge publique empiète sur un jour férié ou sur des vacances, l'employé n'a droit à aucune compensation.

<sup>4</sup> Les congés liés à l'exercice d'une charge publique sont relevés dans le cadre du contrôle du temps de présence pour le personnel de l'administration cantonale.

g) Congés non payés et frais liés aux absences

**Art. 114** Lorsque l'exercice d'une charge publique nécessite des absences excédant le congé accordé à cette fin, l'intéressé peut bénéficier des possibilités suivantes, avec l'accord du Gouvernement :

- a) des congés non payés;
- b) une réduction temporaire de son taux d'activité, avec une diminution de salaire correspondante;
- c) l'autorisation d'exercer sa charge en partie sur son temps de travail, moyennant une restitution adéquate à l'Etat de la rémunération perçue pour ladite charge.

h) Information relative à l'absence

**Art. 115** L'employé qui exerce une charge publique informe assez tôt son supérieur hiérarchique de toute absence nécessitée par l'exercice de sa tâche.

Chambres fédérales

**Art. 116** <sup>1</sup> L'employé élu à l'Assemblée fédérale bénéficie des congés payés nécessaires aux séances plénières du Conseil auquel il appartient.

<sup>2</sup> Pour les autres activités liées à cette charge, l'article 114 s'applique.

## SECTION 7 : Congés non payés

Principe et  
autorité  
compétente

**Art. 117** <sup>1</sup> L'employé qui désire suspendre son activité pour accepter une mission d'intérêt général ou pour toute autre raison importante peut bénéficier d'un congé non payé.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines statue sur les demandes des employés, après avoir obtenu le préavis du chef de l'unité administrative.

Préavis

**Art. 118**<sup>14)</sup> Sauf cas de force majeure, la demande de congé non payé doit être présentée au moins un mois à l'avance pour une période d'un à quatorze jours ouvrables, respectivement au moins trois mois à l'avance pour un congé dont la durée excède quatorze jours.

Cotisations à la  
Caisse de  
pensions

**Art. 119** <sup>1</sup> Pendant la durée du congé non payé, l'employé s'acquitte auprès de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura du total de la cotisation de risque (part de l'assuré et part de l'employeur).

<sup>2</sup> Demeurent réservées les dispositions de la législation sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura.

## SECTION 8 : Protection de la personnalité

Principe

**Art. 120** <sup>1</sup> Tout comportement qui va à l'encontre de la volonté d'une personne et qui est de nature à porter atteinte à sa dignité, à son intégrité physique ou psychique ou qui l'empêche d'exercer sa fonction est interdit.

<sup>2</sup> Sont notamment interdits le harcèlement sexuel et le harcèlement psychologique.

Harcèlement  
sexuel et  
psychologique

**Art. 121** <sup>1</sup> Est considéré comme harcèlement sexuel tout comportement importun de caractère sexuel ou tout autre comportement fondé sur l'appartenance ou l'orientation sexuelle, qui porte atteinte à la dignité de la personne sur son lieu de travail, en particulier le fait de proférer des menaces, de promettre des avantages ou d'exercer des pressions de toute nature sur une personne en vue d'obtenir des faveurs de nature sexuelle.

<sup>2</sup> Est considérée comme harcèlement psychologique toute attitude abusive d'une ou de plusieurs personnes qui vise à agresser ou à mettre en état d'infériorité une personne, de manière constante ou répétée.

Comportement  
en cas d'atteinte  
aux droits de la  
personnalité

**Art. 122** <sup>1</sup> La personne qui s'estime atteinte dans sa personnalité tente de faire comprendre aux personnes qui l'importunent qu'elles doivent cesser. Au besoin, elle peut en parler à son supérieur hiérarchique ou à ses collègues.

<sup>2</sup> La personne qui s'estime atteinte dans sa personnalité peut en outre s'adresser à un membre du groupe de confiance.

Groupe de  
confiance

**Art. 123** <sup>1</sup> Les prestations fournies par les membres du groupe de confiance aux employés rencontrant des difficultés sur leur lieu de travail comprennent en particulier l'écoute, le soutien, le conseil et l'appui ainsi que l'aide à la résolution de conflit par la voie de la médiation.<sup>[26\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les membres du groupe de confiance exercent leur mandat en toute indépendance.

Procédure de  
médiation

**Art. 124** <sup>1</sup> La personne qui se sent atteinte dans sa personnalité et souhaite en référer au groupe de confiance prend contact avec l'un de ses membres par simple appel, par message électronique ou par lettre.

<sup>2</sup> Le membre saisi d'une demande entend la personne plaignante, seul ou avec un autre membre. Avec l'accord de cette dernière, le membre du groupe de confiance entend la personne mise en cause, seul ou avec un autre membre.

<sup>3</sup> En accord avec les intéressés, le membre du groupe de confiance tente une médiation en vue de poursuivre la relation de travail dans un esprit de respect durable et mutuel.

Issue de la  
procédure de  
médiation

**Art. 125** <sup>1</sup> La médiation donne lieu à un procès-verbal mentionnant le résultat de la procédure. Le procès-verbal est signé par les membres du groupe de confiance concernés et par les parties et une copie est remise à ces dernières.

<sup>2</sup> Lorsque la médiation aboutit, un protocole d'accord est établi et mentionné au procès-verbal. Les intéressés conviennent s'il y a lieu d'informer le supérieur hiérarchique et de quelle manière.



3 ...[27\)](#)

Relations entre  
le Service des  
ressources  
humaines et le  
groupe de  
confiance

**Art. 126**<sup>[26\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines peut solliciter en tout temps les membres du groupe de confiance afin d'intervenir auprès d'employés et offrir à ceux-ci leurs bons offices, les employés restant libres d'accepter ou de refuser.

<sup>2</sup> Avec l'accord des employés les ayant sollicités, les membres du groupe de confiance peuvent communiquer au Service des ressources humaines les médiations qui ont échoué et les situations qui, selon eux, nécessitent une intervention. Ce dernier prend les mesures nécessaires.

Confidentialité

**Art. 127** Les membres du groupe de confiance et les personnes concernées par la procédure de médiation gardent confidentielles les informations qu'ils obtiennent dans l'exercice de leur tâche et durant les procédures de médiation.

Non-ingérence

**Art. 128** <sup>1</sup> Les membres du groupe de confiance s'abstiennent d'intervenir si une procédure impliquant la personne plaignante est en cours auprès du supérieur hiérarchique ou du Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> Lorsque la bonne marche de l'administration ou de l'école ne risque pas d'être compromise, l'autorité compétente s'abstient d'intervenir par l'ouverture d'une procédure tant et aussi longtemps qu'une procédure de médiation est en cours.<sup>[26\)](#)</sup>

Sanctions

**Art. 129** <sup>1</sup> En cas de comportement violent les droits de la personnalité, l'autorité d'engagement peut ouvrir une procédure de licenciement à l'encontre de l'employé responsable.

<sup>2</sup> Des faits de harcèlement avérés peuvent, selon leur fréquence, leur durée ou leur gravité, constituer un motif justifié de licenciement.

<sup>3</sup> Les résultats de la procédure, de même que les éventuelles mesures prises, sont portés à la connaissance de la personne plaignante.

<sup>4</sup> Demeurent réservées les procédures judiciaires engagées par la personne plaignante contre la personne mise en cause.

Dénonciation  
calomnieuse

**Art. 130** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement peut ouvrir une procédure de licenciement à l'encontre d'un employé qui dénonce une personne qu'il savait innocente ou sans motif sérieux.

<sup>2</sup> Demeurent réservées les procédures judiciaires engagées par la personne soupçonnée injustement de harcèlement contre l'auteur de la dénonciation.

Protection contre  
les menaces et  
assistance  
juridique

**Art. 131** <sup>1</sup> L'employé qui fait l'objet d'une plainte ou d'une dénonciation pénale ou qui est menacé d'une telle action concernant des infractions qui auraient été commises dans l'exercice de ses fonctions à l'égard de tiers peut obtenir une assistance juridique. Il en est de même si la défense adéquate d'un employé, menacé ou agressé injustement, nécessite que celui-ci intente une action en justice.

<sup>2</sup> L'employé qui entend bénéficier d'une assistance juridique adresse une requête dans ce sens au Service des ressources humaines, à l'intention du Gouvernement.

<sup>3</sup> Si le bénéficiaire de l'assistance juridique est reconnu coupable et a violé intentionnellement ou par négligence grave ses devoirs de service, les frais d'assistance sont mis totalement ou partiellement à sa charge. Le Gouvernement décide.

Service d'aide et  
de conseil aux  
employés et  
supervision

**Art. 132** <sup>1</sup> Un service d'aide et de conseil d'ordre psychologique est à disposition des employés qui rencontrent des problèmes sur leur lieu de travail.

<sup>2</sup> Le service d'aide et de conseil propose aux employés d'identifier et de clarifier les problèmes particuliers liés aux administrés, aux élèves, aux parents d'élèves et aux autorités, de prendre de la distance et de trouver des solutions face aux difficultés quotidiennes (organisation, tensions, découragement, lassitude, etc.).

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines, sur requête spécifique ou collective d'un service, peut mettre en place des mesures telles que la supervision permettant à l'employé d'avoir un soutien professionnel et psychologique sur le long terme.

## SECTION 9 : Protection de la santé

Interdiction  
générale de  
fumer

**Art. 133** <sup>1</sup> Il est interdit de fumer dans tous les espaces fermés accessibles au public ou qui servent de lieu de travail au personnel de l'Etat, y compris dans les établissements d'enseignement et les locaux où sont débitées des boissons et de la nourriture, ainsi que dans les véhicules de service.

<sup>2</sup> Les employés de l'Etat sont autorisés à sortir occasionnellement des bâtiments et des établissements pour fumer, dans le cadre de leur temps de pause au sens de l'article 66. Les chefs des unités administratives et les directeurs des établissements scolaires peuvent décider de modalités complémentaires.

<sup>3</sup> Une réglementation spécifique demeure réservée.

Prévention

**Art. 134** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines répond de la mise en œuvre des mesures de santé et de sécurité au travail.

<sup>2</sup> Un organe de coordination pour la promotion de la santé et de la sécurité au travail dans l'administration cantonale et ses établissements scolaires est désigné par le Gouvernement.

<sup>3</sup> L'organe de coordination fonctionne au sens de la solution de branche "Santé et Sécurité" des administrations cantonales et fédérales. Il est rattaché au Service des ressources humaines.

<sup>4</sup> Les chefs des unités administratives et les directeurs des établissements scolaires sont tenus, au besoin, avec l'aide de spécialistes en matière de santé et de sécurité au travail, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et la santé du personnel ainsi que des élèves et des étudiants.

<sup>5</sup> Les employés de l'Etat sont tenus de collaborer à la mise en œuvre des prescriptions sur l'hygiène, la protection de la santé et la prévention des accidents et maladies professionnels.

<sup>6</sup> Ils doivent, en particulier, utiliser les équipements individuels de protection et employer correctement les dispositifs de sécurité et s'abstenir de les enlever ou de les modifier sans autorisation du supérieur hiérarchique.

<sup>7</sup> Ils ont l'obligation de signaler immédiatement au supérieur hiérarchique les anomalies et les défauts compromettant l'hygiène, la protection de la santé et la sécurité qu'ils constatent.

Médecin du travail et autres spécialistes de la santé et sécurité au travail

**Art. 135** Le Service des ressources humaines peut mandater ponctuellement un médecin du travail ou d'autres spécialistes pour des questions relatives à la santé dans l'administration et les écoles.

## SECTION 10 : Droit de grève

Exercice du droit de grève

**Art. 136** En cas de préavis de grève, le Gouvernement désigne les secteurs dans lesquels un service minimum doit être assuré ainsi que les moyens nécessaires.

## SECTION 11 : Formation continue et perfectionnement professionnel pour le personnel de l'administration et les magistrats

Principe

**Art. 137** <sup>1</sup> Les supérieurs hiérarchiques veillent au développement des compétences de leurs employés et à leur perfectionnement.

<sup>2</sup> Les employés veillent à maintenir à jour les connaissances et compétences nécessaires à l'exécution de leur travail. Ils s'informent régulièrement de l'évolution dans leur domaine d'activité.

<sup>3</sup> Les employés maintiennent à jour leurs connaissances et compétences en participant à des cours de formation ou de perfectionnement.

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines veille à une utilisation équitable des ressources consacrées en matière de formation au sein des différentes unités administratives.

Procédure

**Art. 138** <sup>1</sup> L'employé qui entend participer à un cours sollicite l'autorisation préalable de son supérieur hiérarchique, au moyen de la formule établie par le Service des ressources humaines, et transmet la demande à ce dernier.

<sup>2</sup> Les chefs d'unité administrative et les magistrats requièrent le préavis du chef du département auquel ils sont rattachés.

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux ne dépassent pas 10 000 francs. Le département auquel est rattaché ce service statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux excèdent ce montant.

<sup>4</sup> Une réglementation spécifique demeure réservée.

Congés

**Art. 139** <sup>1</sup> L'autorité au sens de l'article 138, alinéa 3, accorde les congés nécessaires au perfectionnement professionnel de ses employés pour les formations reconnues.

<sup>2</sup> Les congés peuvent être payés en totalité ou en partie, conformément aux principes mentionnés à l'article 140. En règle générale, la part des congés payés est proportionnelle à la participation aux frais de formation.

Répartition des  
coûts entre  
l'employeur et  
l'employé

**Art. 140** <sup>1</sup> L'Etat prend en charge intégralement les dépenses engendrées par les cours indispensables à l'exercice de la fonction de l'employé.

<sup>2</sup> L'Etat participe à raison de 75 % aux dépenses engendrées par les cours présentant un intérêt prépondérant pour l'Etat.

<sup>3</sup> L'Etat participe à raison de 50 % aux dépenses engendrées par les cours présentant un intérêt tant pour l'employeur que pour l'employé.

<sup>4</sup> Les cours ne présentant pas d'intérêt pour l'employeur sont supportés intégralement par l'employé. L'employeur peut cependant accorder des congés non payés dans la mesure où l'organisation du service le permet.

<sup>5</sup> La prise en charge des dépenses engendrées par les cours n'a lieu qu'avec l'accord du Service des ressources humaines et de l'unité administrative ou, le cas échéant, du département auquel est rattaché l'employé. Les montants sont prélevés sur le budget de la formation continue dudit service.

Dépenses prises  
en charge  
pour un  
perfectionnement  
professionnel

**Art. 141** <sup>1</sup> Peuvent faire l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par l'Etat :

- a) les finances de cours;
- b) les taxes d'examen;
- c) les frais de déplacement, de repas et d'hébergement.

<sup>2</sup> Les taxes d'examen sont prises en charge selon les mêmes modalités que les finances de cours.

<sup>3</sup> S'ils sont pris en charge, les frais de déplacement, de repas et d'hébergement sont indemnisés à 100 % de la même manière que pour un déplacement professionnel.

Décompte

**Art. 142** <sup>1</sup> Les frais engendrés par des cours de perfectionnement et de formation sont portés sur les décomptes de frais de l'employé.

<sup>2</sup> Pour les cours qui ont fait l'objet d'une décision du département, ils sont portés sur un décompte particulier au moyen d'un formulaire ad hoc.

Comptabilisation  
du temps  
consacré au  
perfectionnement  
professionnel

**Art. 143** Le temps consacré au perfectionnement professionnel, obligatoire ou volontaire, est comptabilisé indépendamment du taux d'occupation à raison de 8 heures 12 minutes par journée complète et de 4 heures 6 minutes par demi-journée, quel que soit le lieu de la formation.

Obligation de  
rembourser

**Art. 144** <sup>1</sup> L'employé dont les coûts du perfectionnement professionnel ou de formation continue dépassent 5 000 francs est tenu de s'engager à rester au service de l'Etat, dès la fin de son perfectionnement professionnel et quelle que soit l'issue de celui-ci. L'engagement de l'employé porte sur une durée arrêtée en fonction des coûts engendrés par le perfectionnement comprenant les dépenses et le salaire, avec les charges sociales, versé durant la formation. L'échelle ci-dessous est applicable :

Dépenses prises en charge	Durée obligatoire de l'emploi après la formation
de 5'001 à 10'000 francs	12 mois
de 10'001 à 15'000 francs	24 mois
de 15'001 à 20'000 francs	36 mois
de 20'001 à 30'000 francs	48 mois
plus de 30'000 francs	supérieure à 48 mois, selon entente.

<sup>2</sup> En cas de départ anticipé, l'employé rembourse les frais engagés par l'employeur proportionnellement à la durée de travail non effectuée.

<sup>3</sup> L'employé qui interrompt son perfectionnement professionnel sans juste motif est tenu au remboursement des frais engagés par l'employeur.

<sup>4</sup> L'autorité au sens de l'article 138, alinéa 3, peut renoncer totalement ou partiellement au remboursement, lorsque le perfectionnement professionnel ou l'activité professionnelle doit être interrompu pour des raisons impératives (notamment un changement fondamental dans l'organisation familiale, une maladie, un accident, une invalidité, un échec).

<sup>5</sup> La décision par laquelle le perfectionnement professionnel est autorisé précise les modalités de prise en charge et de remboursement en cas de départ anticipé ou d'arrêt de la formation.

Contrôle et suivi **Art. 145** Le Service des ressources humaines contrôle le respect des décisions en matière de décompte de temps et, en collaboration avec la Trésorerie générale, les décomptes de frais spécifiques.

## **SECTION 12 : Formation continue et perfectionnement professionnel pour les enseignants<sup>[28\)](#)</sup>**

Principe **Art. 146** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire peuvent astreindre les enseignants à suivre des cours de formation continue.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les enseignants veillent à maintenir à jour leurs connaissances et compétences professionnelles sur les plans scientifique et pédagogique.

<sup>3</sup> Ils participent, selon l'établissement où ils enseignent, aux cours de formation continue et aux activités organisés ou reconnus par la Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (HEP-BEJUNE) et par la Haute école fédérale en formation professionnelle (HEFP) ou par tout autre organisme habilité.<sup>[28\)](#)</sup>

Période de formation **Art. 147** <sup>1</sup> Les cours de formation continue à caractère obligatoire ont lieu en principe par moitié sur le temps scolaire. Les enseignants peuvent être appelés à consacrer une partie des vacances scolaires à leur formation.

<sup>2</sup> Les cours de formation continue à caractère non obligatoire se déroulent en dehors du temps scolaire.

Prise en charge des frais **Art. 148** <sup>1</sup> Les cours de formation continue organisés par la Haute école pédagogique BEJUNE sont pris en charge dans le cadre du budget de formation continue de cette dernière.

<sup>2</sup> Les enseignants peuvent solliciter auprès de la HEP-BEJUNE une subvention individuelle ou collective pour des projets de formation continue. La demande, visée par le directeur du cercle scolaire ou de la division, est confirmée par le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire.<sup>[23\)](#)</sup>

Formation  
complémentaire

**Art. 149** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports peut astreindre un enseignant engagé après une interruption d'activité de plus de cinq ans à suivre une formation complémentaire.

<sup>2</sup> Elle a lieu en totalité hors du temps scolaire. L'enseignant concerné ne reçoit aucune indemnité.

<sup>3</sup> Ce programme peut être décidé en tout temps, avant et durant toute la première année de retour à l'enseignement.

Formations en  
emploi  
obligatoires

**Art. 149a**<sup>29)</sup> <sup>1</sup> Les formations en emploi qui sont obligatoires pour le personnel enseignant au sens de la description de fonction font l'objet d'une prise en charge financière totale par l'Etat.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement, respectivement le Service de la formation postobligatoire, statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux ne dépassent pas 10 000 francs. Le Département de la formation, de la culture et des sports statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux excèdent ce montant. Les montants sont prélevés sur le budget de la formation continue du service concerné.

<sup>3</sup> Les dépenses prises en charge sont celles figurant à l'article 141, alinéa 1.

<sup>4</sup> Les articles 142 et 144 s'appliquent par analogie.

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement, respectivement le Service de la formation postobligatoire, contrôle, en collaboration avec la Trésorerie générale, les décomptes de frais spécifiques.

### SECTION 13 : Certificat et attestation de travail

Certificat et  
attestation de  
travail

**Art. 150** Chaque employé de l'Etat peut demander en tout temps un certificat de travail portant sur la nature et la durée des rapports de service, ainsi que sur la qualité de ses prestations, sur son comportement et sur ses aptitudes, ou une attestation de travail portant uniquement sur la nature et la durée des rapports de service.

Requête

**Art. 151** <sup>1</sup> Les employés de l'administration cantonale adressent leur requête au Service des ressources humaines.



<sup>2</sup> Les enseignants adressent leur demande de certificat à la direction de leur cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire. Lorsqu'ils requièrent une attestation, ils peuvent présenter leur demande directement au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire.<sup>[23\)](#)</sup>

Etablissement

**Art. 152** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines et le supérieur hiérarchique ou le chef de l'unité administrative de l'employé préparent et signent conjointement le certificat ou l'attestation.

<sup>2</sup> Pour les enseignants, le certificat est préparé par la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée et transmis, avec leur signature, au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire à fin de validation et de cosignature par le chef de l'unité administrative concernée.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire établissent, en collaboration avec le Service des ressources humaines, les certificats de travail et les attestations des membres des directions des écoles ou des divisions du Service de la formation postobligatoire.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La requête est traitée dans un délai de 15 jours dans la mesure du possible

## CHAPITRE VII : Mobilité interne et mutation

Mobilité interne

**Art. 153** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines est responsable de la mobilité interne.

<sup>2</sup> La mobilité interne vise à aider les chefs des unités administratives et les employés dans leurs démarches de recrutement et de changement de poste, ainsi qu'en cas de mutation.

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines collecte les dossiers des personnes qui souhaitent changer d'orientation professionnelle ou dont le poste est supprimé en vue de leur attribuer un nouveau poste.

Mutation  
a) dans  
l'administration

**Art. 154** <sup>1</sup> En cas de mutation pour cause de suppression de poste, le dossier de candidature de l'employé concerné est automatiquement proposé, avec son accord, comme candidat à un poste ouvert pour lequel il satisfait aux exigences.

<sup>2</sup> Si le nouveau poste est de niveau équivalent et que son attribution n'entraîne pas une augmentation de traitement, la mutation devient effective dès que toutes les parties ont donné leur accord et qu'elle a été validée par l'autorité d'engagement compétente.

b) dans  
l'enseignement

**Art. 155** En cas de suppression de postes d'enseignant, en raison notamment de la fermeture de classes, tout poste vacant d'un ordre d'enseignement correspondant peut être proposé à l'enseignant concerné, avant sa mise au concours.

Transferts pour  
les enseignants

**Art. 156** <sup>1</sup> Lorsque l'organisation de l'enseignement l'exige, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire peuvent transférer leurs enseignants respectifs dans d'autres écoles ou lieux d'enseignement.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'enseignant ainsi que les commissions d'écoles et les directions de divisions concernées sont préalablement entendus.

**Art. 157**<sup>[18\)](#)</sup>

## CHAPITRE VIII : Cessation des rapports de service

Résiliation d'un  
commun accord

**Art. 158**<sup>[23\)](#)</sup> En cas de résiliation d'un commun accord, le Service des ressources humaines règle les modalités de la fin des rapports de service pour les employés de l'administration cantonale, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire pour les enseignants.

Démission

**Art. 159** La démission peut être adressée valablement :

- a) pour les employés de l'administration cantonale, au Service des ressources humaines;
- b) pour les magistrats, au Parlement;
- c)<sup>[23\)](#)</sup> pour les enseignants en fonction de leur niveau d'enseignement, au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire.

Modalités  
relatives à la fin  
des rapports de  
service

**Art. 160** Lors de la cessation des rapports de service, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines et le Service de l'informatique, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :

- a) l'accès à la messagerie informatique de l'intéressé ou à tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers;

- b) l'accès téléphonique de l'intéressé, le blocage ou la déviation de cet accès;
- c) la restitution des clés par l'intéressé;
- d) les modalités de libération du poste de travail et de la récupération des affaires personnelles par l'intéressé.

Entretien de  
départ

**Art. 161** <sup>1</sup> A la fin des rapports de service, un entretien de départ a en principe lieu avec l'intéressé.

<sup>2</sup> L'entretien de départ est organisé par le Service des ressources humaines ou, en cas de délégation, par le conseiller en matière de ressources humaines de l'unité administrative concernée, pour les employés de l'administration cantonale. Il est organisé par le Service de l'enseignement ou par le Service de la formation postobligatoire ou, en cas de délégation, par la direction du cercle scolaire ou de la division concernée, pour les enseignants.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> L'entretien porte notamment sur les conditions de travail générales au sein de l'unité administrative ou de l'école concernée.

<sup>4</sup> Sur la base de l'entretien, l'autorité compétente détermine si des mesures doivent être prises, notamment en matière d'organisation et de fonctionnement de l'unité.

Suppléance pour  
le personnel de  
l'administration  
cantonale

**Art. 162** <sup>1</sup> En cas de vacance consécutive à la cessation des rapports de service ou à une absence prolongée nécessitant une suppléance, le chef de l'unité administrative ou le chef du département concerné, s'il s'agit de suppléer à ce dernier, organise la suppléance. Au besoin, le concours du Service des ressources humaines peut être requis.

<sup>2</sup> En règle générale, une suppléance ne peut être organisée que si l'absence du titulaire est d'au moins 30 jours civils et correspond au moins à un taux d'activité de 50 %. Une indemnité de suppléance est versée dès le 1<sup>er</sup> jour de suppléance, pour chaque mois entier ou entamé où la suppléance a été exercée.

<sup>3</sup> Lorsque la suppléance fait partie des attributions de l'intéressé, en qualité de remplaçant ou d'adjoint, l'indemnité de suppléance est versée dès le 1<sup>er</sup> jour du troisième mois d'exercice de la suppléance, pour chaque mois entier ou entamé où la suppléance a été exercée.

<sup>4</sup> L'indemnité de suppléance est fixée par le Service des ressources humaines. Elle correspond à la différence, calculée sur la base de l'annuité 5, entre la classe de traitement du suppléant et la classe de traitement de la personne remplacée. L'indemnité est versée trimestriellement.

## CHAPITRE IX : Application de la loi

### SECTION 1 : Autorité de conciliation

Président

**Art. 163** <sup>1</sup> Le président de l'autorité de conciliation doit être au bénéfice d'une formation ou d'une expérience juridique, judiciaire ou en matière de ressources humaines.

<sup>2</sup> Il ne peut être choisi parmi les personnes soumises au statut du personnel de l'Etat, ni parmi les députés et députés suppléants du Parlement.

Rémunération  
du président et  
des membres  
de l'autorité de  
conciliation

**Art. 164** <sup>1</sup> Le président de l'autorité de conciliation est rétribué selon les mêmes modalités que les juges suppléants du Tribunal cantonal, conformément au décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Les membres de l'autorité de conciliation qui ne sont pas employés de l'Etat sont rétribués selon les mêmes modalités que les assesseurs, conformément au décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Les membres de l'autorité de conciliation qui sont employés de l'Etat assument leur fonction durant leur temps de travail. Ils ne sont pas indemnisés.

Secrétariat

**Art. 165** Le secrétariat de l'autorité de conciliation est assuré par le Service des ressources humaines.

Objets soumis à  
l'autorité

**Art. 166** <sup>1</sup> Tous les litiges relevant de l'application de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>1</sup> et de ses dispositions d'application, à l'exclusion des mesures provisionnelles et des litiges ayant trait à la rémunération ou à une procédure d'évaluation de fonction, peuvent faire l'objet d'une requête auprès de l'autorité de conciliation.

<sup>2</sup> Lorsqu'une décision a été rendue, la requête doit être adressée à l'autorité de conciliation dans un délai de 30 jours. A défaut, la décision devient exécutoire et ne peut plus être contestée ultérieurement.

<sup>3</sup> Dans les cas où la voie de l'action administrative est ouverte, la requête peut être adressée à l'autorité de conciliation tant que la prétention n'est pas prescrite.

<sup>4</sup> La procédure d'opposition est exclue.

Composition de l'autorité **Art. 167** <sup>1</sup> L'autorité de conciliation siège à trois membres de manière paritaire.

<sup>2</sup> Le président désigne pour chaque cause les deux autres membres appelés à siéger.

Représentation **Art. 168** Les parties peuvent se faire assister d'une personne de leur choix ou par un mandataire professionnel.

Procédure applicable **Art. 169** Le Code de procédure administrative<sup>8)</sup> s'applique à la procédure devant l'autorité de conciliation.

Relation avec la procédure de recours **Art. 170** Le dépôt de la requête devant l'autorité de conciliation est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours auprès des instances de la juridiction administrative.

Frais et dépens **Art. 171** <sup>1</sup> La procédure devant l'autorité de conciliation est gratuite.

<sup>2</sup> L'autorité de conciliation n'alloue pas de dépens.

## SECTION 2 : Réseau en matière de ressources humaines

Principe **Art. 172** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines met en place un réseau composé de correspondants et de conseillers en matière de ressources humaines au sein des unités et des départements.

<sup>2</sup> Il forme les personnes du réseau.

<sup>3</sup> Il arrête des lignes directrices afin que la politique du personnel et la législation soient appliquées de manière uniforme.

<sup>4</sup> Il organise des rencontres régulières afin de faciliter la coordination des activités en matière de ressources humaines et de politique du personnel.

Correspondants  
RH

**Art. 173** Les correspondants en matière de ressources humaines ont notamment les tâches suivantes :

- a) informer les employés de leurs unités en leur fournissant des renseignements généraux en matière de ressources humaines;
- b) réaliser des tâches d'administration du personnel.

Conseillers RH

**Art. 174** Sous la responsabilité du chef de l'unité administrative, les conseillers en matière de ressources humaines ont notamment les tâches suivantes :

- a) participer à la mise en œuvre de la politique du personnel;
- b) veiller à l'application des processus de gestion des ressources humaines au sein de leurs unités;
- c) apporter des conseils en matière de ressources humaines;
- d) fournir les informations utiles en matière de ressources humaines;
- e) proposer toutes mesures pour prévenir et résoudre les conflits;
- f) informer et soutenir les employés au sein de leurs unités.

### SECTION 3 : Abus ou violation de la loi

Suspensions  
d'abus ou de  
violation de la  
législation

**Art. 175** <sup>1</sup> En cas de soupçons d'abus ou de violation de la législation sur le personnel de l'Etat, le Service des ressources humaines peut, avec l'accord du chef du département auquel il est rattaché ou sur demande de ce dernier, procéder aux investigations nécessaires. Le chef du département concerné est informé.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut mandater le Service des ressources humaines, un autre service ou un tiers afin d'effectuer une enquête ou un audit au sein d'une unité administrative.

### CHAPITRE X : Contribution facultative à la coordination des syndicats de la fonction publique

Principes

**Art. 176** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines prélève, sur le traitement du mois de décembre, une contribution facultative annuelle de 25 francs pour les employés en fonction à ce moment-là qui exercent une activité à plus de 50 %. Ce montant est reversé à la coordination des syndicats de la fonction publique.

<sup>2</sup> L'employé qui entend refuser de verser la contribution remplit une formule établie par le Service des ressources humaines, au plus tard jusqu'à la fin du mois d'octobre. Sauf révocation expresse, le refus est valable pour une durée indéterminée.

<sup>3</sup> Une information est communiquée à ce sujet aux employés de l'Etat.

## CHAPITRE XI : Dispositions transitoires et finales

Programmes  
d'allégement  
liés à l'âge

**Art. 177<sup>17)</sup>** A la demande des bénéficiaires, les programmes d'allégement liés à l'âge en vigueur avant le 1<sup>er</sup> août 2016 peuvent être revus en application des nouvelles dispositions.

Utilisation du  
compte épargne-  
temps  
a) Principe

**Art. 177a<sup>20)</sup>** <sup>1</sup> Le compte épargne-temps constitué avant l'entrée en vigueur de la présente disposition peut être utilisé comme il suit :

- a) par la prise de congés;
- b) par conversion en espèces.

<sup>2</sup> Le compte épargne-temps est supprimé le 31 juillet 2022. A cette date, le solde éventuel du compte épargne-temps est converti en espèces et est versé à l'employé, conformément à l'article 177c, alinéa 2. Il en va de même lorsqu'un employé quitte l'administration ou qu'il est muté.

b) Par la prise de  
congés

**Art. 177b<sup>20)</sup>** <sup>1</sup> Jusqu'à épuisement du compte épargne-temps, l'équivalent d'une semaine de congé est prélevé automatiquement le 1<sup>er</sup> août de chaque année pour être transféré sur le compte des heures variables de l'employé, la première fois le 1<sup>er</sup> août 2016. Les congés y relatifs doivent être pris jusqu'au 31 juillet de l'année suivante. L'article 61, alinéas 1 et 3, est applicable en cas de solde positif à cette date.

<sup>2</sup> Au surplus, l'employé peut demander au chef de l'unité administrative, au moins trois mois à l'avance, l'autorisation de prélever des congés sur son compte épargne-temps à raison d'une ou de plusieurs semaines entières, qui peuvent être cumulées avec des vacances ordinaires. Le chef de l'unité administrative peut accepter une requête formulée dans un délai plus court.

c) En espèces

**Art. 177c<sup>20)</sup>** <sup>1</sup> A la demande de l'employé, le compte épargne-temps peut être, en tout ou en partie, compensé en espèces.

<sup>2</sup> La compensation en espèces est calculée en prenant la moyenne des salaires de l'employé qui ont été affectés au compte épargne-temps. Lorsque le compte épargne-temps a été alimenté par l'affectation d'une gratification, la valeur de cette gratification est calculée selon sa valeur en espèces au sens de l'article 17, alinéa 2, du décret sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>21)</sup>; elle est payée en priorité.

d) Remplacement

**Art. 177d**<sup>20)</sup> Un congé prélevé sur le compte épargne-temps ne peut donner lieu au remplacement du bénéficiaire que si la durée du congé est supérieure à un mois.

Formations en emploi obligatoires des enseignants

**Art. 177e**<sup>29)</sup> Les enseignants qui ont débuté une formation en emploi obligatoire au sens de l'article 149a avant l'entrée en vigueur de cette disposition peuvent prétendre au remboursement de leurs dépenses à compter du 1<sup>er</sup> août 2022.

Modification de l'ordonnance scolaire

**Art. 178** L'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire<sup>9)</sup> est modifiée comme il suit :

Articles 179 à 195  
Abrogés

Article 196  
...<sup>11)</sup>

Article 199  
Abrogé

Article 204  
Abrogé

Article 206  
Abrogé

Articles 210 à 212  
Abrogés

CHAPITRE VI du Titre cinquième (art. 213)  
Abrogés



Modification de  
l'ordonnance sur  
les conditions  
d'engagement et  
de rémunération  
des maîtres aux  
écoles  
professionnelles

**Art. 179** L'ordonnance du 6 décembre 1983 sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres aux écoles professionnelles<sup>10)</sup> est modifiée comme il suit :

## TITRE

Ordonnance sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres du Centre jurassien d'enseignement et de formation

## PREAMBULE

...<sup>11)</sup>

Article premier  
Abrogé

SECTION 2 (art. 4 à 10)  
Abrogés

SECTION 3 (art. 11 à 12)  
Abrogés

SECTION 4 (art. 13 à 18)  
Abrogés

SECTION 5 (art. 19 à 22)  
Abrogés

Articles 23 à 25  
Abrogés

Article 26  
...<sup>11)</sup>

Article 28  
...<sup>11)</sup>

Article 29  
...<sup>11)</sup>

Article 30  
...<sup>11)</sup>

Article 32  
Abrogé

Article 34  
...[11\)](#)

Article 37  
...[11\)](#)

Article 38  
...[11\)](#)

Articles 39 à 41  
Abrogés

Articles 43 à 45  
Abrogés

Clause  
abrogatoire

**Art. 180** Sont abrogés :

1. l'ordonnance du 5 juillet 2011 relative à l'autorité de conciliation en matière de personnel de l'Etat;
2. l'arrêté du 25 octobre 2011 concernant le congé de paternité en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant;
3. l'ordonnance du 18 août 1981 concernant les traitements, les vacances et les fonctions accessoires autorisées du personnel de l'Etat;
4. la directive du 9 février 1999 relative aux congés payés octroyés aux magistrats, fonctionnaires et employés assumant une charge publique autre que celle de parlementaire fédéral ou cantonal;
5. l'ordonnance du 10 juin 1980 concernant le travail supplémentaire, le travail de nuit et le travail accompli hors des jours ouvrables par le personnel de l'Etat;
6. l'ordonnance du 1<sup>er</sup> février 1994 sur les mutations d'agents de l'administration jurassienne;
7. les directives du 26 août 2008 concernant l'octroi de congés extraordinaires pour l'exercice d'une activité sportive ou pour un congé jeunesse;
8. les directives du 29 mai 2007 relatives au soutien en matière de formation et de perfectionnement professionnels du personnel de l'Etat;
9. le règlement du 27 janvier 2004 concernant le repourvoiement et la création de postes dans l'administration cantonale;
10. l'ordonnance du 13 septembre 2011 concernant la contribution facultative à la coordination des syndicats de la fonction publique;

11. l'ordonnance du 1<sup>er</sup> septembre 1981 portant délégation des compétences gouvernementales en matière de démission au chef du Service du personnel;
12. l'ordonnance du 31 août 1982 fixant la compétence d'autoriser les magistrats et fonctionnaires à déposer en justice;
13. la directive du 25 mai 2004 concernant la violation des droits de la personnalité et en particulier le harcèlement sur le lieu de travail;
14. l'ordonnance du 28 septembre 1983 sur la promesse solennelle;
15. l'ordonnance du 4 mars 1980 concernant le versement des allocations familiales et pour enfants aux magistrats, fonctionnaires et employés occupés à temps partiel.

Entrée en  
vigueur

**Art. 181** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Delémont, le 29 novembre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RSJU 173.11](#)
- 2) [RSJU 172.111](#)
- 3) [RSJU 173.51](#)
- 4) [RSJU 410.252.5](#)
- 5) [RSJU 555.1](#)
- 6) [RSJU 173.461.111](#)
- 7) [RSJU 186.1](#)
- 8) [RSJU 175.1](#)
- 9) [RSJU 410.111](#)
- 10) [RSJU 413.254](#)
- 11) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 novembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 11 novembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 13) Introduit par l'article 14 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))

- 
- 14) Nouvelle teneur selon l'article 14 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
  - 15) Abrogé par l'article 14 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
  - 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
  - 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
  - 18) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
  - 19) Abrogé(e)s par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
  - 20) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
  - 21) [RSJU 173.411](#)
  - 22) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019
  - 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019
  - 24) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019
  - 25) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
  - 26) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 mai 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2021
  - 27) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 4 mai 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2021
  - 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 10 mai 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022
  - 29) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 10 mai 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022
  - 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 15 mars 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2022
  - 31) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 15 mars 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2022
  - 32) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 15 mars 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2022

## Décret fixant le traitement des membres du Gouvernement

du 18 décembre 2013

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 44 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

Champ d'application	<b>Article premier</b> Le présent décret fixe le traitement des membres du Gouvernement.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Traitement	<b>Art. 3</b> Le traitement des membres du Gouvernement est fixé à celui de l'annuité maximale de la classe 25, majoré de 20%.
Président	<p><b>Art. 4<sup><a href="#">4</a></sup></b> <sup>1</sup> Le président du Gouvernement reçoit un supplément annuel de 7 300 francs.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement est habilité à indexer le montant de l'indemnité arrêtée par le Parlement, chaque fois que l'indice des prix à la consommation a varié de plus de 5 points (base 100 = décembre 2005).</p>
Représentation	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Les membres du Gouvernement ont droit à une indemnité annuelle de 9 500 francs pour frais de représentation et de déplacement à l'intérieur du Canton. Ces frais couvrent les déplacements en véhicule privé ainsi que les dépenses personnelles occasionnées par l'exercice de leur fonction. Le chancelier a droit à une demi-indemnité.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement est habilité à indexer le montant de l'indemnité arrêtée par le Parlement, chaque fois que l'indice des prix à la consommation a varié de plus de 5 points (base 100 = décembre 2005).</p>

Frais de  
déplacement et  
d'entretien

**Art. 6<sup>4)</sup>** Les membres du Gouvernement ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement et d'entretien à l'extérieur du Canton conformément aux dispositions de l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses du personnel de l'Etat<sup>2)</sup>.

Paielements

**Art. 7** Le versement des indemnités et le remboursement des frais se font chaque semestre.

Personnes  
morales à but  
lucratif

**Art. 8** <sup>1</sup> Les membres du Gouvernement ne peuvent faire partie du conseil d'administration ou de direction d'une personne morale à but lucratif que s'il s'agit d'une société ou d'un établissement dépendant de l'Etat ou si l'intérêt de l'Etat est évident.

<sup>2</sup> Les montants perçus à ce titre sont acquis à l'Etat.<sup>4)</sup>

Renvoi

**Art. 8a<sup>5)</sup>** Au surplus, les articles 6, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 32 du décret sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>6)</sup> s'appliquent.

Disposition  
transitoire

**Art. 9** <sup>1</sup> La différence entre l'ancien traitement des membres du Gouvernement et celui défini à l'article 3 est divisée en six paliers d'égale valeur.

<sup>2</sup> Le traitement des membres du Gouvernement est augmenté d'un palier chaque année, la première fois à l'entrée en vigueur du présent décret, jusqu'à ce qu'il atteigne le montant prévu à l'article 3.

Abrogation du  
droit antérieur

**Art. 10** L'arrêté du 21 décembre 2007 fixant le traitement des membres du Gouvernement est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 11** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>3)</sup> du présent décret.

Delémont, le 18 décembre 2013

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Alain Lachat  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 173.11](#)
- 2) [RSJU 173.461](#)
- 3) 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 5) Introduit par le ch. I du décret du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 6) [RSJU 173.411](#)





**Arrêté****fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat**

du 5 avril 2016

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 16 et 19, alinéa 4, du décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 4 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>[2](#)</sup>,

vu le règlement du Gouvernement du 2 décembre 2014 sur le système d'évaluation des fonctions et des tâches particulières<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le Gouvernement fixe, par le présent arrêté, la classification salariale des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat.

**Art. 2** Les fonctions du personnel de l'Etat sont classées conformément à l'annexe I.

**Art. 3** Les tâches particulières du personnel de l'Etat sont classées conformément à l'annexe II.

**Art. 4** L'arrêté du 11 décembre 1979 concernant la classification des directeurs des écoles moyennes supérieures relevant du Département de l'Education et des Affaires sociales est abrogé.

**Art. 5** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2016.

Delémont, le 5 avril 2016

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard

Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

## Annexe I

### Classification des fonctions du personnel de l'Etat

	Fonctions <sup>4)</sup>	Classes
<b>1.</b>	<b>CADRES ET SPECIALISTES</b>	
1.01.10	Chef-fe de service Ia	20
1.01.11	Chef-fe de service Ib	21
1.01.12	Chef-fe de service Ic	22
1.01.20	Chef-fe de service IIa	22
1.01.21	Chef-fe de service IIb	23
1.01.22	Chef-fe de service IIc	24
1.01.30	Chef-fe de service IIIa	23
1.01.31	Chef-fe de service IIIb	24
1.01.32	Chef-fe de service IIIc	25
1.01.40	Chef-fe de service IVa	24
1.01.41	Chef-fe de service IVb	25
1.01.50	Délégué-e	20
1.02.01	Responsable de secteur Ia	15
1.02.02	Responsable de secteur Ib	16
1.02.03	Responsable de secteur Ic	17
1.02.04	Responsable de secteur Id	18
1.02.05	Responsable de secteur IIa	18
1.02.06	Responsable de secteur IIb	19

1.02.07	Responsable de secteur IIc	20
1.02.08	Responsable de secteur IId	21
1.03.01	Collaborateur-trice scientifique I	16
1.03.02	Collaborateur-trice scientifique IIa	18
1.03.12	Collaborateur-trice scientifique IIb	19
1.03.03	Collaborateur-trice scientifique IIIa <sup>8)</sup>	19
1.03.13 <sup>13)</sup>	Collaborateur-trice scientifique IIIb <sup>8)</sup>	20
1.03.23 <sup>12)</sup>	Collaborateur-trice scientifique IIIc	22
1.03.04	Collaborateur-trice scientifique IV	20
1.04.01	Directeur-trice d'institution I	19
1.04.02	Directeur-trice d'institution II	20
1.04.03	Directeur-trice d'institution III	21
1.04.04	Directeur-trice d'institution IV	23
1.05.01	Directeur-trice de crèche I	15
1.05.02	Directeur-trice de crèche II	15
1.05.03 <sup>17)</sup>	Directeur-trice de crèche III	17
1.05.04 <sup>18)</sup>	Directeur-trice de crèche IV	19
<b>2.</b>	<b>ADMINISTRATION, DOCUMENTATION, FINANCES</b>	
2.01.01	Collaborateur-trice administratif-ve Ia	1
2.01.11	Collaborateur-trice administratif-ve Ib	4
2.01.02	Collaborateur-trice administratif-ve IIa	6
2.01.03	Collaborateur-trice administratif-ve IIb	7

		173.411.21
2.01.04	Collaborateur-trice administratif-ve IIc	8
2.01.05	Collaborateur-trice administratif-ve IIIa	9
2.01.55	Collaborateur-trice administratif-ve IIIb	11
2.01.56	Collaborateur-trice administratif-ve IIIc	10
2.01.06	Collaborateur-trice administratif-ve IV	13
2.01.07 <sup>16)</sup>	Collaborateur-trice administratif-ve Va	16
2.01.08	Collaborateur-trice administratif-ve Vb	15
2.02.01	Collaborateur-trice info-documentaire I	6
2.02.02	Collaborateur-trice info-documentaire II	11
2.02.03	Collaborateur-trice info-documentaire III	12
2.03.01	Taxateur-trice fiscal-e I	7
2.03.02	Taxateur-trice fiscal-e II	9
2.03.03	Taxateur-trice fiscal-e III	13
2.03.04	Taxateur-trice fiscal-e IV	14
2.04.01	Expert-e fiscal-e I	15
2.04.02	Expert-e fiscal-e II	16
2.04.03 <sup>21)</sup>	Expert-e fiscal-e III	19
2.05.01 <sup>17)</sup>	Réviseur-se I	16
2.05.02 <sup>18)</sup>	Réviseur-se II	19
2.06.01	Contrôleur-se officiel-le I	12
2.06.02	Contrôleur-se officiel-le II	15

<b>3.</b>	<b>INFORMATIQUE, TECHNIQUE, ENVIRONNEMENT</b>	
3.01.01	... <a href="#">11)</a>	
3.01.02	... <a href="#">11)</a>	
3.02.01	... <a href="#">11)</a>	
3.03.01	... <a href="#">11)</a>	
3.04.01	... <a href="#">11)</a>	
3.05.01	Chargé-e de projets informatiques	15
3.06.01	Agent-e d'exploitation bâtiment I	1
3.06.02	Agent-e d'exploitation bâtiment II	5
3.06.03	Agent-e d'exploitation bâtiment III	9
3.06.04	Agent-e d'exploitation bâtiment IV	10
3.07.01	Inspecteur-trice technique I	9
3.07.02	Inspecteur-trice technique II	10
3.07.03	Inspecteur-trice technique III	11
3.08.01	Agent-e d'exploitation voirie I	3
3.08.02	Agent-e d'exploitation voirie II	8
3.08.03 <a href="#">19)</a>	Agent-e d'exploitation voirie IIIa	10
3.08.13 <a href="#">20)</a>	Agent-e d'exploitation voirie IIIb	11
3.08.04	Agent-e d'exploitation voirie IV	13
3.09.01	Collaborateur-trice technique	9
3.10.01	Technicien-ne de maintenance	14
3.11.01	Technicien-ne spécialisé-e I	13

		173.411.21
3.11.02	Technicien-ne spécialisé-e II	14
3.11.03	Technicien-ne spécialisé-e III	15
3.12.01	Dessinateur-trice I	7
3.12.02	Dessinateur-trice II	9
3.13.01	Surveillant-e de chantiers	14
3.14.01	Jardinier-ère I	2
3.14.02	Jardinier-ère IIa	7
3.14.12	Jardinier-ère IIb	8
3.14.03	Jardinier-ère III	14
3.15.01 <sup>21)</sup>	Garde-faune	13
3.17.01	Collaborateur-trice de restauration I	2
3.17.02	Collaborateur-trice de restauration IIa	6
3.17.03	Collaborateur-trice de restauration IIb	7
3.17.04	Collaborateur-trice de restauration III	10
3.18.01	Chauffeur-se	3
3.19.01	Photographe	8
3.20.01	Dessinateur-trice technique	7
3.21.01	Dessinateur-trice scientifique	12
3.22.01	Assistant-e d'étude SAP	12
3.23.01	Technicien-ne de fouilles I	6
3.23.02	Technicien-ne de fouilles II	11
3.24.01	Responsable de chantier archéologique	13
3.25.01	Maître-esse d'enseignement et de recherche	18

3.26.01	Préparateur-trice – conservateur-trice	12
<b>4.</b>	<b>SOCIAL, MEDICAL, SANTE PUBLIQUE</b>	
4.01.01	Assistant-e social-e	14
4.02.01	Conseiller-ère en personnel	14
4.03.01	Infirmier-ère scolaire I	12
4.03.02	Infirmier-ère scolaire II	13
4.04.01	Assistant-e dentaire	8
4.05.01	Médecin-dentiste	19
4.06.01 <sup>21)</sup>	Responsable de santé publique I	23
4.06.02 <sup>22)</sup>	Responsable de santé publique II	25
4.07.01	Laborantin-e	8
4.08.01	Educateur-trice I	8
4.08.02	Educateur-trice II	12
4.08.03	Educateur-trice III	13
4.08.04	Educateur-trice IV	15
4.09.01	Veilleur-se I	3
4.09.02	Veilleur-se II	4
4.09.03	Veilleur-se III	6
4.09.04 <sup>9)</sup>	Auxiliaire de vie scolaire	4
4.10.01	Conseiller-ère en santé sexuelle	12
4.11.01	Infirmier-ère I	11
4.11.02	Infirmier-ère II	13



		173.411.21
4.12.01 <sup>6)</sup>	Thérapeute I	13
4.12.02 <sup>6)</sup>	Thérapeute II	16
4.12.03 <sup>6)</sup>	Thérapeute III	18
4.12.04	... <sup>7)</sup>	
4.12.05	... <sup>7)</sup>	
4.13.01	Coordinateur-trice de placement I	10
4.13.02	Coordinateur-trice de placement II	11
4.14.01	Vétérinaire officiel-le	21
4.15.01	Linger-ère	2
4.16.01	Gestionnaire en intendance	6
<b>5.</b>	<b>JUSTICE, POLICE, SURETE</b>	
5.01.01 <sup>19)</sup>	Agent-e de détention I	11
5.01.02	Agent-e de détention II	13
5.02.01	Commis-greffier-ère	10
5.03.01	Greffier-ère I	20
5.03.02	Greffier-ère II	22
5.04.01	Magistrat-e judiciaire	25
5.05.01	Assistant-e de sécurité publique	9
5.06.01	Agent-e de gendarmerie	12
5.07.01	Sous-officier-ère de gendarmerie I	14
5.07.02	Sous-officier-ère de gendarmerie II	15
5.08.01	Sous-officier-ère supérieur-e de gendarmerie	17

5.08.02	Officier-ère de police	19
5.09.01	Inspecteur-trice scientifique PJ	17
5.10.01	Sous-officier-ère PJ I	14
5.10.02	Sous-officier-ère PJ II	15
5.10.03 <sup>12)</sup>	Inspecteur-trice en cybercriminalité	17
5.11.01	Sous-officier-ère supérieur-e PJ	17
<b>6.</b>	<b>ENSEIGNEMENT, FORMATION, ORIENTATION</b>	
6.01.01	Enseignant-e primaire	13
6.01.02	Animateur-trice en théâtre	13
6.02.01	Enseignant-e primaire spécialisé-e	16
6.02.02	Enseignant-e secondaire spécialisé-e	19
6.03.01	Enseignant-e secondaire	17
6.04.01	Enseignant-e post-obligatoire I	16
6.04.02	Enseignant-e post-obligatoire II	17
6.04.03	Enseignant-e post-obligatoire III	19
6.05.01	Directeur-trice d'école I	17
6.05.02	Directeur-trice d'école II	20
6.05.03	Directeur-trice d'école IIIa	20
6.05.04	Directeur-trice d'école IIIb	22
6.05.05 <sup>10)</sup>	Vice-directeur-trice d'école	20
6.06.01	Formateur-trice	12
6.06.02 <sup>12)</sup>	Encadrant-e	9

		173.411.21
6.07.01	Conseiller-ère pédagogique	18
6.08.01	Conseiller-ère en orientation	16
6.09.01	Psychologue scolaire	16
6.10.01	Animateur-trice en santé sexuelle et reproductive	13

## Annexe II

### Classification des tâches particulières du personnel de l'Etat

#### I. Tâches particulières donnant droit à une rémunération complémentaire lorsque leur évaluation, exprimée en classe de traitement, dépasse la classe salariale du titulaire (article 4, alinéa 1, de l'ordonnance sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>2)</sup>)

Tâches particulières <sup>5)</sup>	Valeur exprimée en classe de traitement
Correspondant-e en matière de ressources humaines	6
Correspondant-e informatique	6
Responsable de la formation des apprenti-e-s <sup>15)</sup>	9
Agent-e de gendarmerie, membre du groupe d'intervention	14
Agent-e de gendarmerie, responsable du groupe d'intervention	15
Praticien-ne formateur-trice <sup>21)</sup>	14
Correspondant-e en matière de santé et sécurité <sup>9)</sup>	13
Agent-e de détention, coach de la pratique <sup>14)</sup>	12
Agent-e de gendarmerie, coach de la pratique <sup>14)</sup>	14

La rémunération complémentaire est arrêtée à 100 francs par mois, multipliée par la différence de classes entre la fonction du titulaire et l'évaluation de la tâche particulière.

#### II. Tâches particulières donnant droit à une rémunération complémentaire sous forme de classes de traitement supplémentaires (article 4, alinéa 5, de l'ordonnance sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>2)</sup>)

Tâches particulières <sup>5)</sup>	Classe de traitement supplémentaire
Adjoint-e	+ 0 à 2 classes
Suppléant-e d'un-e collaborateur-trice administratif-ve Va	+ 1 classe

- 1) [RSJU 173.411](#)
- 2) [RSJU 173.411.01](#)
- 3) [RSJU 173.411.2](#)
- 4) Les descriptions de fonctions ne sont pas publiées dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais peuvent être consultées sur le site internet du Service des ressources humaines à l'adresse suivante : [www.jura.ch/srh](http://www.jura.ch/srh).
- 5) Les descriptions de tâches particulières ne sont pas publiées dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais peuvent être consultées sur le site internet du Service des ressources humaines à l'adresse suivante : [www.jura.ch/srh](http://www.jura.ch/srh).
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 13 juin 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 7) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 13 juin 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 3 juillet 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2018
- 9) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 3 juillet 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2018
- 10) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 5 février 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019
- 11) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 21 mai 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
- 12) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2019
- 13) Nouvelle numérotation (anciennement 1.03.05) selon le ch. I de l'arrêté du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2019
- 14) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 19 novembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 19 novembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 28 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 24 août 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 18) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 24 août 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 14 décembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 20) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 14 décembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 29 novembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 22) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 29 novembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



## Décret fixant les émoluments de l'administration cantonale (DEmol)<sup>38)</sup>

du 24 mars 2010

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 23 et 23a de la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Principe	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> Les organes de l'Etat perçoivent les émoluments fixés dans le présent décret.</p> <p><sup>2</sup> Les dispositions spéciales, notamment celles mentionnées à l'article 28, sont réservées.</p>
Terminologie	<p><b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Valeur du point	<p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Les émoluments du présent décret sont fixés en points.</p> <p><sup>2</sup> La valeur initiale du point des émoluments est fixée à 1 franc.</p> <p><sup>3</sup> L'indexation au sens de l'article 23a, alinéa 3, de la loi sur les émoluments<sup>1)</sup> est réservée.</p>
Emoluments et débours communs	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions spéciales, les autorités perçoivent en principe les émoluments ou les débours suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) par copie : 0,3 point jusqu'à 50 copies, 0,2 point au-delà;</li> <li>b) une indemnité en cas de déplacement correspondant à l'indemnité kilométrique à laquelle ont droit les employés de l'Etat;</li> <li>c) pour les frais de port et de télécommunication, ainsi que pour les autres débours : selon le coût effectif, frais généraux exclus;</li> <li>d) pour un rappel ou une sommation : de 10 à 60 points;<sup>25)</sup></li> <li>e) pour une attestation ou un duplicata : de 10 à 70 points;</li> <li>f) pour les décisions prises sur recours : de 150 à 3 000 points;</li> </ul>

- g) pour les recherches d'une certaine importance, les rapports et les analyses ainsi que les autres travaux particuliers qui excèdent l'activité nécessaire à accomplir les tâches ordinaires de l'Etat, par heure : selon l'article 5, mais au maximum 1 500 points;
- h) pour toutes les opérations ou décisions qui ne sont pas mentionnées dans le présent décret ou dans la législation spéciale, les autorités peuvent percevoir un émolument de 20 à 1 500 points.

<sup>2</sup> Il peut être dérogé par accord contractuel à l'alinéa 1, lettres a, b, c, g et h.

<sup>3</sup> Sous réserve de dispositions spéciales, les autorités perçoivent un émolument compris entre 20 et 3 000 points pour les préavis fournis par une autre autorité cantonale et nécessaires à l'accomplissement d'un acte soumis à émolument, si celle-ci le requiert.<sup>[28\)](#)</sup>

#### Subventions

**Art. 4a<sup>[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions par lesquelles l'Etat octroie une subvention font l'objet d'un émolument de 20 à 1 500 points. Le plafond est porté à 5 000 points dans les cas complexes ou si le traitement de la demande de subvention cause un travail particulièrement important.

<sup>2</sup> En principe, les décisions de refus d'une subvention ne sont pas soumises à émolument, sauf si le traitement de la demande a causé un travail particulièrement important.

<sup>3</sup> L'émolument prélevé est directement déduit du montant de la subvention.

#### Emoluments fixés à l'heure

**Art. 5** <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions spéciales ou d'accords contractuels, les émoluments dont le montant est déterminé, d'après la législation, en fonction du temps de travail correspondant au montant horaire suivant, si l'acte peut être accompli par une personne :

- a) ne disposant pas d'une formation particulière : 40 points;
- b) disposant d'un certificat fédéral de capacité ou d'une formation équivalente : 70 points;
- c) disposant d'un diplôme supérieur : 100 points.

<sup>2</sup> Les émoluments de l'alinéa 1 sont calculés pour chaque personne intervenante. Toutefois, si plusieurs personnes interviennent, ils peuvent être réduits par l'autorité conformément aux principes de la loi sur les émoluments, mais au minimum jusqu'à l'émolument correspondant à l'intervention de la personne dont la formation est la plus élevée.

<sup>3</sup> Les émoluments de l'alinéa 1 peuvent être majorés jusqu'à 50 points par heure si l'acte nécessite l'utilisation de matériel particulier.



## CHAPITRE II : Gouvernement et Chancellerie d'Etat

Gouvernement

**Art. 6** La Chancellerie d'Etat perçoit pour les décisions du Gouvernement les émoluments suivants :

- |                   |  |     |   |       |
|-------------------|--|-----|---|-------|
| 1.                | Octroi du droit de cité  |     |   |       |
| 1.1.              | Pour les étrangers de moins de 25 ans, par personne  |     |   | 200   |
| 1.2.              | Pour les étrangers dès 25 ans, par dossier   | 500 | à | 1 000 |
| 1.3.              | Pour les citoyens suisses, par personne  |     |   | 100   |
| 2.                | Décisions en matière d'adoption<br>(une remise partielle ou totale peut être octroyée, sur requête, en cas d'adoption ayant caractère humanitaire) | 100 | à | 2 000 |
| 3. <sup>24)</sup> | Révocation du statut "NEI" aux entreprises innovantes  | 200 | à | 1 500 |

**Art. 7** La Chancellerie d'Etat perçoit les émoluments suivants :

- |                   |  |     |   |     |
|-------------------|--|-----|---|-----|
| 1.                | ... <sup>29)</sup>   |     |   |     |
| 2.                | Démarches auprès d'autorités d'autres cantons  | 100 | à | 300 |
| 3. <sup>21)</sup> | Acte lié à l'utilisation du guichet virtuel sécurisé<br>(sous réserve d'un accord contractuel contraire) | 20  | à | 500 |

## CHAPITRE III : Unités administratives

Service de  
l'action sociale

**Art. 8** En matière d'action sociale, il est perçu les émoluments suivants :

Autorisation d'exploiter une institution sociale

- |    |  |     |   |     |
|----|--|-----|---|-----|
| 1. | Délivrance de l'autorisation   | 250 | à | 750 |
| 2. | Renouvellement, modification, révocation,<br>retrait de l'autorisation | 100 | à | 300 |

Service du  
développement  
territorial

**Art. 9<sup>30)</sup>** Le Service du développement territorial perçoit les émoluments suivants :

1.	Examen ou approbation d'un plan (plan d'aménagement local, spécial)	200	à	8 000
	Dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 15 000
2.	Examen ou autorisation de renoncer à l'établissement d'un plan spécial	100	à	500
3.	Examen ou approbation de la modification d'un plan	100	à	2 500
4.	Examen ou approbation des plans de la mensuration officielle	3 000	à	10 000
5.	Etudes ou fournitures particulières de données géographiques	50	à	1 000
	Un montant supérieur peut être facturé sur une base contractuelle			
6.	Délivrance d'extraits certifiés conformes du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière	50	à	300
7.	Vérification annuelle des travaux des géomètres conservateurs	20	à	2 000
8.	Examen ou décision en matière de droit foncier rural	120	à	400
9.	Examen ou décision en matière de permis de construire	50	à	10 000
	Dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 15 000
10.	Décision du Département de l'environnement (dérogations, plans directeurs, remembrements, examens de conformité)	100	à	2 000
	Dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 8 000
11.	Examen, prise de position, rapport, préavis de la Section des permis de construire	50	à	1 000
12.	Séance de conciliation	200	à	1 500
13.	Somation et décision en matière de police des constructions	100	à	2 000

14.	Préavis de la commission du paysage et des sites	50	à	800
15.	Examen ou autorisation en matière de mobilité et de transports	100	à	1 000
16.	Approbation de plans, permis et renouvellement de permis d'exploitation pour téléphériques, téléskis, skilifts, ascenseurs inclinés	60	à	4 000
17.	Examen ou autorisation en matière d'énergie	100	à	1 000

Service de  
l'économie et de  
l'emploi

**Art. 10** Le Service de l'économie et de l'emploi perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation relative à l'emploi de jeunes gens	15	à	100
2.	Approbation de plans d'entreprises	35	à	1 500
	Emolument supplémentaire en cas d'examen préalable particulier	500	à	5 000
3.	Autorisation d'exploiter	35	à	1 100
4.	Autres décisions et autorisations d'exception	20	à	150
5.	Permis concernant la durée du travail	15	à	180
6.	Autorisation d'exploiter une agence matrimoniale, les communes pouvant percevoir un émolument jusqu'à concurrence du montant de celui prélevé par l'Etat, annuellement	180	à	900
7.	Autorisation d'ouvrir, d'agrandir ou de transformer des cinémas (en fonction de l'importance de l'entreprise)	400	à	3 800
8.	Emoluments découlant de la législation sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles :			
8.1.	Dispense de l'obligation de tenir le livret de travail - rapport journalier - (art. 16 OTR1 et 19 OTR2)			36
8.2.	Inspections dans les entreprises en défaut, lorsqu'elles entraînent un volume de travail extraordinaire, par heure			selon l'article 5

9.	Crédit à la consommation			
9.1.	Autorisation	1 000	à	1 500
9.2.	Renouvellement de l'autorisation	250	à	500
9.3.	Refus de l'autorisation	50	à	500
9.4.	Mesures de surveillance	50	à	500
10.	Paris et manifestations analogues (émolument revenant par moitié à l'Etat et à la commune sur le territoire de laquelle se déroule la manifestation)	15	à	1 900
11.	Organisation de paris au totalisateur à l'occasion de courses de chevaux, de régates, de rencontres de football et autres manifestations sportives (émolument revenant par moitié à l'Etat et à la commune sur le territoire de laquelle se déroule la manifestation)	15	à	1 900
12.	Permis exceptionnel pour manifestations dansantes les jours de grande fête	45	à	950
13. <sup>40)</sup>	Mesures de surveillance des jeux de petite envergure	100	à	5 000
14.	Permis de jeu public de tous genres délivrés par le département	10 % de la valeur des prix proposés		
15.	Autorisation d'exploiter un salon de jeu			
15.1.	Par appareil	190	à	570
15.2.	Autorisation d'installer un salon de jeu	190	à	380
16.	Décision concernant l'attribution de main-d'œuvre étrangère			
16.1.	Décision préalable à une prise d'emploi <sup>30)</sup>	100	à	300
16.2.	Décision relative à un changement ou <sup>30)</sup> une prolongation	40	à	200
16.3.	Autres décisions <sup>30)</sup>	40	à	300
16.4.	Les émoluments et frais perçus en matière de main-d'œuvre étrangère sont à la charge exclusive de l'employeur			

17.	Taxes et émoluments prélevés en vertu de la loi sur les auberges			
17.1.	Emolument annuel de permis			
17.1.1.	Points de vente à l'emporter et service traiteur	30	à	1 000
17.1.2.	Restaurants publicitaires et de dégustation	30	à	1 000
17.1.3.	Cantines de places de sport	100	à	1 000
17.1.4.	Cantines d'entreprise et de chantier	100	à	700
17.1.5.	Places de camping	100	à	1 000
17.1.6.	Locaux pour manifestations privées	100	à	500
17.1.7.	Pensions	200	à	500
17.1.8.	Débites de cercles	100	à	1 000
17.1.9.	Petits débits de boissons sans alcool	200	à	500
17.1.10	Débites de campagne	100	à	1 000
.				
17.1.11	Gîtes ruraux	100	à	500
.				
17.1.12	Restaurants et cantines des hôpitaux, cliniques, internats et foyers pour enfants, étudiants ou personnes âgées, maisons de vacances ou de repos (art. 11, al. 2, de la loi sur les auberges)	200	à	1 000
.				
17.1.13	Autres établissements	100	à	1 000
.				
17.2.	Autorisation annuelle d'organiser des spectacles à titre professionnel			
a.	Taxe de base			500
b.	Supplément par spectacle, selon la capacité d'accueil des lieux			
-	moins de 200 personnes			50
-	par tranche de 200 personnes supplémentaires			50
c.	Taxe maximale			2 000
17.3.	Taxe annuelle de licence			

17.3.1.	Vente de boissons alcooliques distillées			
-	par tranche de 50 m <sup>2</sup> de surface commerciale*			200
-	taxe maximale			4 000
17.3.2.	Vente de boissons alcooliques non distillées			
-	par tranche de 50 m <sup>2</sup> de surface commerciale*			100
-	taxe maximale			2 000
* La surface commerciale comprend les surfaces accessibles au public et affectées au commerce de détail				
17.4.	Emoluments divers			
17.4.1.	Frais d'octroi de patente et de licence	30	à	300
17.4.2.	Approbation de plans	70	à	710
18.	Emoluments relatifs à la surveillance du marché du travail			
18.1.	Frais administratifs liés à la surveillance	100	à	500
18.2.	Contrôles du marché du travail			
18.2.1.	Frais d'inspection	300	à	1 000
18.2.2.	Contrôle en cas de non-respect des obligations en matière d'annonce et d'autorisation, par heure			selon l'article 5
18.3.	Sanctions	200	à	5 000
19. <sup>41)</sup>	Taxation d'office en matière de taxe de séjour	50	à	500

Délégué aux affaires communales

**Art. 11** Le délégué aux affaires communales<sup>36)</sup> perçoit les émoluments suivants :

1.	Révision de comptes communaux opérée sur demande des autorités communales, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	300	à	4 700	max. 10 000
2.	Collaboration aux opérations de remise de charges	150	à	600	
3.	Apurement des comptes des communes bourgeoises et des communes mixtes (fortune à destination bourgeoise)	20	à	2 000	

Dans cette fourchette, l'émolument est fixé en tenant compte des critères de la loi sur les émoluments, ainsi que du montant de la fortune nette totale de la commune, y compris les fonds spéciaux et forestiers.

- |                        |   |            |
|------------------------|---|------------|
| 4.                     | Examen préalable et approbation des règlements, si la procédure cause un travail considérable | max. 3 000 |
| 5. <a href="#">30)</a> | Approbation des crédits de construction et des emprunts                                       | 80 à 500   |

Service des contributions et Recette et Administration de district

**Art. 12** Le Service des contributions, respectivement la Recette et Administration de district, perçoit les émoluments suivants :

- |                        |  |                                       |
|------------------------|--|---------------------------------------|
| 1.                     | Mesure et décision en matière fiscale (allègement fiscal, privilège fiscal, fixation de domicile, exonération fiscale, répétition de l'indu et autres) | 40 à 1 500                            |
| 2.                     | Renseignement écrit de nature juridique, rapport, statistique et expertise, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières     | 20 à 1 000<br>max. 5 000              |
| 3.                     | Estimation extraordinaire en matière de valeur officielle dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières                       | 200 à 1 000<br>selon le coût effectif |
| 4.                     | Fixation provisoire d'une limite de charges  | 100 à 500                             |
| 5.                     | Avis préalable en matière fiscale  | 40 à 1 000                            |
| 6. <a href="#">30)</a> | Octroi de délai et renonciation à taxer d'office   | 30 à 60                               |
| 7.                     | Décision sur réclamation après taxation d'office   | 100 à 500                             |
| 8.                     | Etablissement d'un plan de partage de l'impôt communal   | 40 à 2 500                            |
| 9.                     | Expertise en matière de dation en paiement   | 50 % du coût effectif                 |
| 10.                    | Communication écrite   | 10 à 70                               |
| 11.                    | Autorisation de dépassement de l'horaire légal, par heure de dépassement (l'heure entamée étant taxée pleinement), nuit libre                          | 50<br>300                             |

12.	Autorisation de manifestation dansante, par jour			140
13.	Permis de débit occasionnel, par jour	10	à	250
14.	... <sup>29)</sup>			
	Pour les enfants et les jeunes en formation			max. 50
15.	<sup>40)</sup> Jeux de petite envergure			
	15.1. Autorisation de petites loteries, tombolas, lotos, petits tournois de poker occasionnels			150
	15.2. Autorisation semestrielle de petits tournois de poker réguliers			1000
16.	Permis de jeu public de tous genres	15 % de la valeur des prix, min. 20		
17.	Permis spéciaux de jeu, par jour	30	à	300
18.	Affaires successorales			
	18.1. Autorisation et ordre d'une liquidation officielle	50	à	100
	18.2. Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire	50	à	100
	18.3. Autorisation d'un appel aux créanciers en dehors d'un inventaire officiel	50	à	100
	18.4. Ordre de procéder à un inventaire fiscal, successoral ou public, réception et contrôle des productions, transmission du dossier au notaire, lorsque la fortune brute est :			
	– inférieure à 100 000 francs			100
	– de 100 000 à 300 000 francs			200
	– de 300 001 à 500 000 francs			300
	– dès 500 001 francs			500
19.	<sup>28)</sup> Attestation fiscale pour les entreprises			30
20.	<sup>28)</sup> Délivrance d'un extrait de la décision et des détails de l'estimation de la valeur officielle des immeubles JU5			10
21.	<sup>28)</sup> Attestation fiscale du montant de l'impôt à la source payé			20
22.	<sup>28)</sup> Attestation de domicile fiscal			30



23. <sup>28)</sup>	Analyse fiscale particulière pour les assurances ou les banques	
23.1.	Cas simple	500
23.2.	Cas complexe	1 000
24. <sup>28)</sup>	Demande extraordinaire (statistiques complexes, etc.)	selon le temps consacré, mais max. 1 500
25. <sup>28)</sup>	Frais de rappel en cas de non-dépôt de la déclaration d'impôt ou de pièces	40
26. <sup>28)</sup>	Frais de sommation en cas de non-dépôt de la déclaration d'impôt ou de pièces	60
27. <sup>28)</sup>	Frais de rappel en cas de non-paiement de l'impôt dû	40
28. <sup>28)</sup>	Frais de sommation en cas de non-paiement de l'impôt dû	60
29. <sup>28)</sup>	Frais pour l'introduction d'une réquisition de poursuite	30

Service de  
l'économie rurale

**Art. 13** Le Service de l'économie rurale perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation de procéder à une modification de droit ou à une modification effective de l'ancien état des propriétés	100	à	150
2.	Autorisation de modifier l'affectation des immeubles ou de les morceler, d'aliéner une colonie (la restitution des subventions cantonale et fédérale demeure réservée)	150	à	850
3.	Appréciation, par les experts cantonaux, des animaux en dehors des concours généraux, par tête	25	à	100
4.	Inscription tardive aux concours des différentes espèces animales	10	à	50
5.	Décisions rendues en application de la législation sur les améliorations structurelles	100	à	2 000
6.	Décisions rendues en application de la législation sur le bail à ferme agricole	50	à	1 200
7. <sup>28)</sup>	Dérogations en matière de prestations écologiques requises et de promotion de la biodiversité	40	à	500

8. <a href="#">28)</a>	Traitement d'une annonce tardive ou incomplète en matière de paiements directs	50	à	500
9. <a href="#">28)</a>	Décisions rendues en application de la législation sur la viticulture	50	à	500
10. <a href="#">37)</a>	Décisions et préavis rendus en application de la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire	100	à	2 000

Service de  
l'enseignement

**Art. 14** Le Service de l'enseignement perçoit les émoluments suivants :

1.	Reconnaissance d'équivalence d'un titre d'enseignement			300
2. <a href="#">30)</a>	Ouverture d'une école privée			
2.1.	Autorisation	500	à	1 000
2.2.	Renouvellement de l'autorisation	300	à	500
3.	Reconnaissance des certificats et diplômes délivrés par une école privée	150	à	700
4.	Reconnaissance du niveau de l'enseignement dispensé par une école privée	150	à	700
5.	Reconnaissance de l'utilité publique d'une école privée	150	à	700
6.	Examen auquel sont soumis les enfants qui suivent un enseignement en milieu privé	250	à	500

Office de  
l'environnement

**Art. 15** L'Office de l'environnement perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation pour les projets de construction			
1.1.	Construction d'habitation			
	- jusqu'à 10 EH (équivalent d'habitant)	70	à	140
	- de 11 à 40 EH	140	à	270
	- de 41 à 100 EH	270	à	670
	- plus de 100 EH	670	à	1 350
1.2.	Construction sans prise d'eau ni écoulement,	40	à	200
	dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 1 000
1.3.	Construction agricole	100	à	1 500
1.4. <a href="#">30)</a>	Construction industrielle et artisanale			
<a href="#">0)</a>				selon l'article 5

1.5.	Installation de chauffage ou climatisation	60	à	500
1.6.	Piscine	100	à	300
1.7.	Autorisation pour installation émettrice de rayonnement non ionisant	250	à	1 000
1.8.	Citerne	100	à	1 500
1.9.	Petite station d'épuration, émolument de base (auquel s'ajoute l'émolument prévu au chiffre 1.1.)	100	à	300
1.10.	Autorisation de construire en forêt ou à proximité	150	à	900
1.11.	Autre construction avec prise d'eau et écoulement	40	à	500
1.12.	Emolument supplémentaire en cas d'examen préalable particulier	500	à	5 000
2.	Evaluation de plans de zones, plans spéciaux et plans directeurs			
2.1.	Préavis	200	à	2 000
2.2.	Constataction de la nature forestière	100	à	3 000
2.3.	Approbation des distances d'alignement à la forêt	100	à	900
3. <sup>30)</sup>	Décision en matière d'exploitation de gravière, carrière et sablière, par 100 m <sup>3</sup>	7.50	à	10
4.	Décision relative à la mise hors service ou à la remise en état de citerne	50	à	500
5. <sup>30)</sup>	Pêche, chasse et environnement			
5.1.	Permis de pêche	10	à	750
	Dans cette fourchette, l'émolument est fixé en tenant compte des critères de la loi sur les émoluments <sup>1)</sup> , ainsi que de la durée du permis octroyé.			
	Pour les enfants et les jeunes en formation			max. 60
5.2.	Permis de chasse pour les personnes domiciliées dans le Canton			
	– permis général			max. 1 500
	– permis spéciaux additionnels			max. 400
	– permis temporaire			max. 100

	– autre autorisation spéciale			max. 200
5.3.	Finance d'inscription aux examens en matière de chasse			max. 500
5.4.	Autres autorisations et décisions en matière d'environnement, de chasse et de pêche	50	à	2 000
	Dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières			max. 5000
6.	Travaux exécutés à l'extérieur, autres que les actes au sens du présent article, par heure			
	a) personnel		selon l'article 5	
	b) matériel	50	à	100
	c) véhicule, par kilomètre	0.65	à	2.80
7. <a href="#">30)</a>	Attestation agricole de conformité relative à la législation en matière de protection des eaux	70	à	500
8.	Lutte contre les dégâts dus aux hydrocarbures			
8.1.	Utilisation de véhicules			
8.1.1	Taxe de base (dans la mesure où les véhicules doivent participer à une intervention)			150
8.1.2	Tarif horaire			
	– camions équipés en matériel pour lutter contre les dégâts dus aux hydrocarbures, sans chauffeur			165
	– remorques munies du même genre d'équipement			115
	– citernes à aspiration et citernes à pression			90
	– véhicules pour le contrôle des citernes (lorsque les circonstances le justifient, ces taux peuvent être remplacés par un montant forfaitaire)			45
8.1.3	Indemnité supplémentaire pour les véhicules à moteur, par kilomètre			jusqu'à 3
8.2.	Mise à disposition de personnel et de matériel par heure d'intervention (s'ajoutent les frais du service de desserte et d'actionnement)			max. 100
	Dans cette limite, l'Office de l'environnement édicte le tarif applicable			

	8.3.	Remplacement du matériel détérioré lors d'intervention et frais de nettoyage	selon le coût effectif		
9.		Utilisation des eaux			
	9.1.	Octroi ou renouvellement d'une autorisation d'établir un projet	500	à	2 000
	9.2.	Octroi d'une concession	2 000	à	10 000
	9.3.	Octroi d'une autorisation d'utiliser la force hydraulique d'eaux privées	200	à	2 000
	9.4. <sup>30)</sup>	Octroi d'une autorisation d'utiliser une eau d'usage publique ou privée	40	à	1 000
	9.5.	Renouvellement, transfert ou extension d'une concession ou d'une autorisation	200	à	2 000
	9.6.	Nouveau calcul de la taxe d'eau, par suite d'une modification de la situation	200	à	500
	9.7.	Extinction d'une concession	200	à	2 000
	9.8. <sup>28)</sup>	Octroi d'une concession portant sur une pompe à chaleur eau-eau	100	à	2 000
10.		Mines			
	10.1.	Permis de prospection pour matières premières minérales solides	400	à	4 000
	10.2.	Concession pour matières premières minérales solides	4 000	à	80 000
	10.3.	Permis de prospection ou d'exploration relatif au pétrole et au gaz naturel	400	à	40 000
	10.4.	Concession relative au pétrole et au gaz naturel	8 000	à	120 000
	10.5.	Titulaire de permis de prospection et d'exploration relatif au pétrole et au gaz naturel, redevance annuelle par km <sup>2</sup>			40
	10.6.	Renouvellement ou transfert d'une concession ou d'un permis de prospection ou d'exploration	max. ¼ du montant de base		
11.		Autorisation d'exploitation temporaire à des fins agricoles en matière forestière	40	à	100
12.		Autorisation de culture de peupliers et de saules	150	à	450
13.		Autorisation de défrichement (préavis ou décision)	150	à	2 000

14.	Constatation de la nature forestière sur demande (art. 14, al. 1, de la loi sur les forêts; LFOR)	100	à	700
15.	Autorisation ou préavis pour des manifestations importantes en forêt (art. 19 LFOR)	100	à	1 000
16.	Circulation des véhicules à moteur en forêt (art. 20 et suivants LFOR)			
16.1.	Approbation des plans de signalisation routière (art. 9 du décret sur les forêts; DFOR)	100	à	1 000
16.2.	Autorisation spéciale pour une durée limitée (art. 10 DFOR)	20	à	100
17.	Autres utilisations préjudiciables (art. 25, al. 2, LFOR)	100	à	1 500
18.	Approbation de convention entre un propriétaire de forêt et des tiers (art. 25, al. 4, LFOR)	50	à	500
19.	Décision ordonnant des soins minimaux ou d'autres mesures préventives et curatives, en cas d'exécution par substitution (art. 29, al. 1, et 44, al. 3, LFOR)	100	à	500
20.	Approbation des plans de gestion forestière (art. 37, al. 5, LFOR)	100	à	1 000
21. <sup>30)</sup>	Autorisation de prélèvement dans les fonds forestiers (art. 19 de l'ordonnance sur les forêts; OFOR)			
21.1.	Cas simple			0
21.2.	Cas complexe	50	à	200
22.	Contrôle des comptes forestiers (art. 38, al. 1, LFOR)	100	à	1 000
23.	Autorisation, prolongation ou attestation pour la formation minimale à la sécurité au travail (art. 26 OFOR)			50
24.	Vente et partage de forêts			
24.1.	Autorisation pour la vente et le partage de forêts publiques (art. 43 LFOR)	100	à	1 000
24.2.	Préavis pour la vente et le partage de forêts soumis au droit foncier rural (art. 43, al. 3, LFOR)	100	à	500

25.	Triages forestiers			
25.1.	Approbation de la constitution ou de la modification d'un triage forestier (art. 56, al. 2, LFOR et 39 OFOR)	100	à	1 000
25.2.	Décision ordonnant une mesure au sens de l'art. 56, al. 6, LFOR	100	à	2 000
26.	Délivrance d'un certificat phytosanitaire	20	à	50
27.	Autorisation exceptionnelle d'utiliser des substances dangereuses en forêt (art. 22, al. 1, LFOR)	20	à	500
28. <a href="#">28)</a>	Examen préalable et approbation de divers règlement communaux, si la procédure cause un travail considérable			max. 3 000
29. <a href="#">28)</a>	Autorisation de girobroyage			selon l'article 5
30. <a href="#">28)</a>	Autorisation d'abattage et de remplacement de haies ou d'arbres			selon l'article 5
31. <a href="#">28)</a>	Investigation pour le sites pollués et suivi (prestations particulières)			selon l'article 5
32. <a href="#">28)</a>	Octroi de crédits d'investissement fédéraux			selon l'article 5
33. <a href="#">28)</a>	Projet de réseau : application de l'ordonnance fédérale sur la qualité écologique (OQE)			selon l'article 5
34. <a href="#">28)</a>	Remaniement parcellaire et amélioration foncière simplifiée			selon l'article 5
35. <a href="#">28)</a>	Autres préavis	100	à	2 000

Service juridique **Art. 16** Le Service juridique perçoit les émoluments suivants :

1.	Renseignements juridiques	30	à	2 000
2.	... <a href="#">22)</a>			
3.	Communication de dossiers à des tiers, en particulier aux sociétés d'assurance	20	à	100
4.	Décision en matière d'acquisition d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger	150	à	1 500
5.	Décision en matière de droit foncier rural	50	à	1 500
6.	Décision d'approbation en matière de bail	60	à	300

7.	... <a href="#">42)</a>			
8.	Décision en matière d'exécution des peines et des mesures, sous réserve de cas particuliers (notamment décisions similaires d'allègement d'une même peine, cas de rigueur)			max. 1 500
9.	Renouvellement ou modification d'une signature de notaire			150
10.	Autorisation de faire les opérations de prêt et de crédit sur l'engagement du bétail	300	à	1 500
11.	Décision sur des demandes de modération d'honoraires de notaires (taxation officielle)	100	à	1 000
12.	Légalisation et attestations	30	à	150

Police cantonale **Art. 17** La police cantonale perçoit les émoluments suivants :

1.	Interventions au forfait			
1.1.	Déplacement sur le lieu d'une intervention, par véhicule engagé			50
1.2.	Rédaction d'un rapport d'accident (sans photographie), par page	25, mais min. 50 et		max 250
1.3.	Rédaction d'un rapport de dénonciation succinct			30
1.4.	Intervention en cas d'arrangement lors d'accident			50
1.5.	Intervention en cas de conduite en état d'ivresse ou sous l'influence de produits stupéfiants sans accident (sans le test)			100
1.6.	Intervention en cas de tapage nocturne ou de trouble à l'ordre public			50
1.7.	Intervention en cas de violences domestiques, y compris la rédaction du rapport			150
1.8.	Notification au domicile			50
1.9.	Intervention impliquant l'engagement d'un chien policier			60
1.10.	Traitement d'un avis de perte ou de vol pour des papiers d'identité ou des objets de faible valeur, ainsi que de perte d'un autre objet			10



1.11.	<a href="#">30)</a> Constat technique et fixation des lieux par le groupe de l'identité judiciaire	150
1.12.	Rédaction d'un rapport de police ou traitement d'une réquisition, par page	50, mais min. 50 et max. 500
1.13.	<a href="#">30)</a> Extraction de support de données :	
	a) Extraction d'un téléphone	150
	b) Extraction d'un ordinateur	200
	c) Extraction d'un support informatique ou de télécommunication	200
1.14.	Patente d'armurier	
	a) Emolument d'examen	450
	b) Délivrance de la patente	600 à 1 800
1.15.	délivrance d'un permis de collectionneur d'armes	200 à 500
1.16.	<a href="#">28)</a> Décision relative à l'engagement de la protection civile	50 à 400
1.17.	<a href="#">28)</a> Décision en matière de séquestre d'armes	200 à 500
2.	Interventions facturées en fonction du temps consacré	
2.1.	<a href="#">30)</a> Action de recherche de personnes ou de biens, seulement dès le 3 <sup>ème</sup> jour ou en cas de disparition répétée	60 par heure et par homme – max. 300 par jour et par homme
2.2.	<a href="#">30)</a> Manifestation	
	a) Service d'ordre à l'occasion d'une manifestation	60 par heure et par homme – max. 300 par jour et par homme
	b) Maintien de l'ordre à l'occasion d'une manifestation	100 par heure et par homme – max. 500 par jour et par homme
2.3.	<a href="#">30)</a> Transport et escorte de détenus (indemnités kilométriques en sus)	60 par heure et par homme – max. 300 par jour et par homme

2.4.	Déplacement de détenus selon le système de transport intercantonal	250
2.5.	Etablissement de plans en matière de circulation routière et reconstitution au moyen de logiciels informatiques	75 par heure et par homme, mais min. 150 et max. 1 500
2.6.	Analyses financières et analyses et exploitation de données techniques	100 par heure et par homme
2.7.	Auditions de la police judiciaire menées d'office ou sur réquisition	75 par heure et par homme – max. 300 par jour
2.8.	Travaux de laboratoire et expertises du groupe de l'identité judiciaire	100 par heure et par homme – max. 400 par jour
2.9. <sup>30)</sup>	Escorte de transports spéciaux, y compris la préparation du trajet (indemnités kilométriques en sus)	60 par heure et par homme – max. 300 par jour
2.10. <sup>30)</sup>	Autres prestations facturées en fonction du temps consacré	60 par heure et par homme – max. 300 par jour
2.11. <sup>28)</sup>	Analyse de support de données	
	a) Analyse de téléphone	100 par heure et par homme
	b) Analyse d'ordinateur	100 par heure et par homme
	c) Analyse d'un autre support informatique ou de télécommunication	100 par heure et par homme
3.	Prestations en matière de secours routier	
3.1.	Taxe de base par véhicule	150
3.2.	Par heure d'intervention, y compris pour l'engagement du matériel nécessaire	150
3.3.	Indemnité de déplacement, par kilomètre	2.80

3.4.	Rémunération du personnel	55 par heure et par homme	
3.5.	Matériel détérioré	selon le coût effectif	
4. <a href="#">30)</a>	Prestations en matière d'alarmes		
4.1.	Taxe de base		
4.1.1.	Alarme de type I (avec raccordement direct à la police cantonale		700
4.1.2.	Alarme de type II (reliée à un centre collecteur)		350
4.1.3.	Alarme de type III (privée)		0
4.2.	Taxe annuelle		
4.2.1.	Alarme de type I (avec raccordement direct à la police cantonale		430
4.2.2.	Alarme de type II (reliée à un centre collecteur)		215
4.2.3.	Alarme de type III (privée)		0
4.3.	Intervention provoquée par une fausse alarme		
4.3.1.	Alarme de type I (avec raccordement direct à la police cantonale	220 dès la 3 <sup>ème</sup> fausse alarme	
4.3.2.	Alarme de type II (reliée à un centre collecteur)	220 dès la 3 <sup>ème</sup> fausse alarme	
4.3.3.	Alarme de type III (privée)	300 dès la 1 <sup>ère</sup> fausse alarme	
5.	Matériel et autres prestations		
5.1.	Dossier photographique jusqu'à 4 clichés		20
5.2.	Photographies complémentaires		5
5.3.	Utilisation de matériel pour des auditions filmées	30 à	200
5.4.	Test de l'haleine en cas de résultat positif		30
5.5.	Test d'urine en cas de résultat positif		60
5.6.	Test de dépistage de stupéfiants par la salive en cas de résultat positif		60
5.7.	Analyse de trafic, par semaine		200
5.8.	Elaboration de bases de données informatiques	selon le coût effectif, min. 250	

5.9.	Copie et transmission d'un rapport ou d'un dossier : taxe de base, à laquelle s'ajoute le coût des copies selon l'article 4, alinéa 1, lettre a			20
5.10.	Matériel utilisé sur les lieux d'une intervention		selon le coût effectif, min. 20	
5.11.	Dépannage de véhicule, y compris fourniture d'essence			100
5.12.	Etablissement du laissez-passer mortuaire pour l'étranger			50
5.13.	Pose de scellés			150
5.14.	Indemnité de déplacement pour véhicule, par kilomètre			1.20
5.15.	Véhicules entreposés auprès de la police, en fonction de la durée du dépôt,	10	à	500
5.16.	Dépôts dans des locaux privés		selon le coût effectif	
	Photo radar			
	– Envoi par courrier postal - tirage papier			20
	– Envoi par courrier électronique			10
5.17.	Taxe de pesée des véhicules			50
5.18.	Décisions en matière d'entreprises de sécurité : selon les directives intercantionales			
5.19. <sup>28)</sup>	Schéma analyse criminelle			200
6.	En matière de sécurité et de protection			
6.1.	Duplicata de livret de service			100
6.2.	Duplicata de livret de tir			30
6.3.	Expertise des places de tir sportif	150	à	450
6.4.	Libération de l'obligation de construire un abri de protection civile			150
6.5. <sup>28)</sup>	Décision en matière de tir pour les étrangers			60

Service des  
infrastructures

**Art. 18** Le Service des infrastructures<sup>31)</sup> perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation d'expropriation (permis délivrés en première instance, renouvelés ou transférés)	300	à	3 000
----	---	-----	---	-------

2.	Autorisation de restreindre la circulation en permanence sur des routes communales ou des routes publiques appartenant à des personnes privées	150	à	600
3.	Autorisation de placer des indicateurs d'entreprise et des signaux, par panneau			230
4.	Autorisation de placer des indicateurs de locaux publics			150
5.	Décision en matière d'autorisation d'une réclame extérieure et sur la voie publique	150	à	3 000
6.	Autorisation de faire des fouilles dans la voie publique :			
	a) taxe de base			150
	b) taxe de base liée à un opérateur de télécommunications			300
	c) par m' en localité			30
	d) par m' hors localité			35
	e) par m' dans la banquette			15
7.	Décision liée à une dérogation en matière de police de construction des routes (art. 66 et suivants LCER)	100	à	200
8.	Autorisation d'accès à une route cantonale (art. 59 LCER) :			
	a) à un privé			380
	b) à une industrie			750
9.	Fermeture d'une route cantonale			
	a) taxe de base			100
	b) taxe supplémentaire par jour de fermeture			50
10.	Autorisation d'établir un passage pour piétons			50

Service de la  
population

**Art. 19** Le Service de la population perçoit les émoluments suivants :

1.	Traitement d'une requête en changement de nom	200	à	2 000
2.	Délivrance d'adresse (naissances, décès, publications de mariage, mariages) à des journaux ou à des entreprises privées, par catégorie et par an			400
3.	Décision en matière de police des étrangers	max.		1 000
4.	Examen d'une déclaration de prise en charge			25

5. <a href="#">28)</a>	Légalisation de signatures	30	à	150
6. <a href="#">28)</a>	Décision de libération du droit de cité, par personne			200

Service de la  
santé publique

**Art. 20** En matière de santé publique, il est perçu les émoluments suivants :

1. <a href="#">30)</a>	Décision en matière d'autorisation de pratiquer en qualité de :	
1.1.	Médecin	600
1.2.	Médecin-vétérinaire	600
1.3.	Médecin-dentiste	600
1.4.	Chiropraticien	600
1.5.	Sage-femme	400
1.6.	Pharmacien	600
1.7.	Droguiste	400
1.8.	Physiothérapeute	400
1.9.	Podologue	400
1.10.	Opticien ou optométriste	400
1.11.	Infirmier	400
1.12.	Ergothérapeute	400
1.13.	Technicien-dentiste	400
1.14.	Logopédiste	500
1.15.	Diététicien	400
1.16.	Hygiéniste-dentaire	400
1.17.	Masseur médical	400
1.18.	Ostéopathe	400
1.19.	Psychomotricien ou thérapeute en psychomotricité	400
1.20.	Psychologue-psychothérapeute	500
1.21.	Chef de laboratoire d'analyses médicales	500
1.22.	Etablissement d'une attestation de bonne conduite ("certificate of good standing")	100
2. <a href="#">30)</a>	Décision en matière d'autorisation de pratiquer en qualité d'assistant de médecin, dentiste, vétérinaire ou chiropraticien	
2.1.	Délivrance de l'autorisation	150
2.2.	Prolongation de l'autorisation	100
3. <a href="#">30)</a>	Décision en matière d'autorisation de pratiquer en qualité de remplaçant de médecin, dentiste, vétérinaire, pharmacien ou chiropraticien	100
4.	Décision en matière d'autorisation d'exploiter <a href="#">30)</a>	
4.1.	Une pharmacie publique ou une droguerie	600

4.2.	Une pharmacie privée dans le cadre d'un cabinet médical (renouvellement inclus, sous réserve de cas particuliers)	450
4.3.	Une pharmacie d'établissement	450
4.4.	Un commerce d'optique	300
4.5. <a href="#">28)</a>	Un cabinet de groupe	600
4.6. <a href="#">28)</a>	Travaux d'inspection, étude de dossier, rédaction de rapport, par heure	max. 250
5.	Commerce des agents thérapeutiques et dispositifs médicaux	
5.1. <a href="#">30)</a>	Décision en matière d'autorisation de	
5.1.1.	Fabrication de médicaments	200
5.1.2.	Vente de médicaments par correspondance	200
5.1.3.	Stockage du sang ou d'autres produits sanguins	200
5.1.4.	Obtention, détention et utilisation de stupéfiants	200
5.1.5.	Mise sur le marché de spécialités de comptoir	100
5.2. <a href="#">30)</a>	Inspections	
5.2.1.	Travaux d'inspection, étude de dossier, rédaction de rapport, par heure	max. 250
5.2.2.	Inspection d'ouverture, supplémentaire ou extraordinaire, étude de dossier, rédaction de rapport, par heure	max. 250
5.2.3.	Inspection de commerce de gros, y compris étude de dossier, rédaction de rapport, par heure	max. 250
5.2.4.	Inspection de cabinet ou de commerce dans le cadre du contrôle ultérieur selon l'article 24 de l'ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim) <a href="#">32)</a> , par heure	max. 250
5.3.	Destruction de produits thérapeutiques ou de stupéfiants (dès 50 kg)	50
	Par kg supplémentaire	1
6.	... <a href="#">29)</a>	450

7.	<a href="#">30)</a> Autorisation d'exploiter une institution soumise à la loi sur l'organisation gérontologique <a href="#">33)</a> ou à la loi sur les établissements hospitaliers <a href="#">34)</a>			
7.1.	Délivrance de l'autorisation	250	à	750
7.2.	Renouvellement, modification	100	à	300
7.3.	Révocation, retrait	200	à	5 000
8.	Procédure en modération d'une note d'honoraires	70	à	2 000
9.	<a href="#">30)</a> Fixation des tarifs au sens de la LAMal	500	�	5 000
10.	Emoluments prélevés en vertu de la loi sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux			
10.1.	Autorisation d'acquérir ou de mettre en service un équipement médical	750	à	3 000
10.2.	Modification d'une telle autorisation	600	à	1 200
10.3.	Suspension ou retrait d'une telle autorisation	600	à	3 000
10.4.	Mise hors service d'un équipement médical soumis à autorisation	600	à	2 200
11.	Suspension ou retrait d'une autorisation	200	à	2 000

Office des sports **Art. 21**[30\)](#) L'Office des sports perçoit un émolument de 50 à 100 points pour la délivrance d'autorisations de match (art. 3a, al. 1, du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives[35\)](#)).

Office des véhicules

**Art. 22**[39\)](#) L'Office des véhicules perçoit les émoluments suivants :

# 1. Dispositions concernant les véhicules

## Cyclomoteurs, cyclomoteurs légers, chaises d'invalidé immatriculées comme cyclomoteurs

1.1.	Nouvelle plaque	10
1.2.	Nouveau permis de circulation / changement de détenteur (sauf changement d'adresse) / remplacement d'un permis endommagé / duplicata	20
1.3.	Vignette cyclomoteur (assurance RC non comprise)	5

## Autres véhicules

1.4.	Etablissement d'un permis pour véhicule de remplacement, valable jusqu'à 30 jours	60
------	---	----



1.5.	Autorisation provisoire de circuler ou permis pour véhicule de remplacement valable jusqu'à 5 jours	25
1.6.	Autorisation générale d'utiliser des véhicules de remplacement	430
1.7.	Certificat international, par véhicule	45
1.8.	Etablissement d'un nouveau permis de circulation	71
1.9.	Etablissement d'un nouveau permis de circulation suite à la modification d'un élément (sauf adresse), renouvellement, duplicata du permis de circulation	30
1.10.	Remise ou échange de plaques d'immatriculation : – deux plaques – une plaque	60 30
1.11.	Attribution de numéros d'immatriculation sur demande du détenteur	200
1.12.	Attribution de numéros d'immatriculation par voie d'enchères	montant de l'enchère, mais min. 200
1.13.	Autorisation de transfert d'un numéro d'immatriculation dans le cas de circonstances particulières	50 à 100
1.14.	Dépôt et reprise de plaques par le détenteur	20
1.15.	Prolongation du délai de dépôt de plaques	15

### **Contrôles des véhicules**

1.16.	Voitures automobiles des catégories M1, M2, N1	68 à 204
1.17.	Voitures automobiles des catégories M3, N2, N3 et les machines de travail	68 à 272
1.18.	Remorques de transport des catégories O1, O2	68 à 136
1.19.	Remorques de transport des catégories O3, O4	68 à 204

1.20.	Motocycles, quadricycles, tricycles, luges à moteur, monoaxes ainsi que leurs remorques	68 à 136
1.21.	Cyclomoteurs	68
1.22.	Véhicules agricoles, chariots de travail et chariots à moteur, remorques de travail	68 à 272
1.23.	Contrôle partiel après renvoi et contrôle d'attelage	34
1.24.	Modifications techniques	34 à 204
1.25.	Absence à l'expertise sans excuse ou avec excuse tardive d'après la convocation	émolument de l'expertise selon catégorie, diminué de ¼
1.26.	Deuxième demande de report de date d'expertise dans le cadre d'un contrôle périodique, sauf dans les cas dûment justifiés	25
1.27.	Décision en matière d'autorisation d'expertiser à l'étranger	25
1.28.	Etude de dossiers techniques, par heure	selon l'article 5
1.29.	Contrôle d'un véhicule neuf muni d'un certificat de conformité européen	68 à 204

### **Entreprises délégataires**

1.30.	Cours d'instruction pour les délégataires, y compris l'autorisation	100
1.31.	Cours d'instruction pour le contrôle du freinage en charge au sein de l'entreprise, y compris l'autorisation	300
1.32.	Modification d'une autorisation	45
1.33.	Contrôle du formulaire d'immatriculation complété par des délégataires ou des importateurs	34
1.34.	Contrôle de la déclaration de conformité d'un attelage ou modification de la puissance complétée par des délégataires	25

### **Plaques professionnelles et permis collectifs**

1.35.	Décision de délivrance de permis de circulation collectif	430
1.36.	Décision de délivrance de permis de circulation collectif supplémentaire	300
1.37.	Décision de refus d'octroi de permis de circulation collectif	200
1.38.	Inspection et contrôle du respect des exigences, par heure	selon l'article 5
1.39.	Contrôle subséquent du maintien du/des permis de circulation collectif(s), décision	70
1.40.	Procédure d'avertissement	150 à 200
1.41.	Décision de retrait des plaques professionnelles et du permis de circulation collectif	200 à 500

### **2. Dispositions concernant les conducteurs**

2.1.	Etablissement d'un permis de conduire international ou traduction	45
2.2.	Etablissement d'un permis de conduire au format carte de crédit	71
2.3.	Etablissement d'un nouveau permis de conduire suite à une perte, un vol ou toutes autres circonstances nécessitant son remplacement	45
2.4.	Etablissement d'une autorisation de former des apprentis chauffeurs de camion	150
2.5.	Renouvellement d'une autorisation de former des apprentis chauffeurs de camion	90
2.6.	Etablissement d'une autorisation de conduire permettant de suivre les cours du permis à l'essai hors délai	90
2.7.	Certificat de capacité (carte 95) pour chauffeur professionnel	35

### 3. Dispositions concernant les demandes de permis de conduire et les examens

3.1.	Traitement de la demande et admission	45
3.2.	Traitement de la demande et admission pour une catégorie professionnelle	60
3.3.	Examen théorique collectif	45
3.4.	Examen théorique individuel	165
3.5.	Etablissement d'un permis d'élève conducteur ou d'une autorisation de conduire	45
3.6.	Etablissement d'un nouveau permis d'élève conducteur suite à une perte, un vol ou toutes autres circonstances nécessitant son remplacement	45
3.7.	Examen pratique des catégories A, A1, B, BE, B1, C1, C1E, DE, D1, D1E, F, G, M, TPP	110
3.8.	Examen pratique des catégories C, CE	165
3.9.	Examen pratique de la catégorie D	220
3.10.	Absence à un examen pratique sans excuse ou avec excuse tardive d'après la convocation	émolument de l'examen selon catégorie, diminué d'1/4
3.11.	Examen pratique particulier, par heure	selon l'article 5
3.12.	Procédure d'échange sans examen d'un permis de conduire étranger en permis de conduire suisse	215

### 4. Dispositions concernant les moniteurs et les écoles de conduites

4.1.	Autorisation d'exploiter une école de conduite ou une salle de théorie, y compris visite	250
4.2.	Inspection et reconnaissance d'une salle d'enseignement de la théorie de la circulation ou d'une place d'exercice	150

4.3.	Autorisation et prolongation de l'autorisation d'exercer en tant qu'animateur	50
4.4.	Contrôle de l'enseignement obligatoire	100
4.5.	Procédure d'avertissement	150 à 200
4.6.	Décision de retrait de l'autorisation d'exercer en tant que moniteur ou de gérer une école de conduite	200 à 500
<b>5. Dispositions concernant les bateaux</b>		
5.1.	Etablissement d'un nouveau permis de navigation	71
5.2.	Etablissement d'un nouveau permis de navigation suite à la modification d'un élément (sauf adresse), renouvellement, duplicata du permis de navigation	30
5.3.	Expertise de tous genres et toutes catégories	selon le coût facturé par le délégataire
<b>6. Dispositions concernant les conducteurs de bateaux</b>		
6.1.	Etablissement d'un permis de conduire	71
6.2.	Etablissement d'un nouveau permis de conduire suite à une perte, un vol ou toutes autres circonstances nécessitant son remplacement	45
6.3.	Procédure d'échange sans examen d'un permis de conduire étranger en permis de conduire suisse	215
<b>7. Dispositions concernant les demandes de permis de conduire de bateaux et les examens théoriques</b>		
7.1.	Traitement de la demande	45
7.2.	Examen théorique	45
<b>8. Dispositions concernant les mesures administratives</b>		
8.1.	Procédure d'avertissement	120 à 150

8.2.	Retrait du permis d'élève conducteur ou du permis de conduire	170 à 600
8.3.	Interdiction de conduire	170 à 600
8.4.	Interdiction de faire usage d'un permis de conduire étranger	170 à 600
8.5.	Refus de délivrance d'un permis d'élève conducteur ou de conduire	100 à 300
8.6.	Retrait préventif du permis d'élève conducteur ou de conduire	50 à 200
8.7.	Annulation du permis de conduire à l'essai	300
8.8.	Restitution anticipée du droit de conduire après le suivi d'un cours d'éducation routière	100
8.9.	Traitement d'une demande de restitution du droit de conduire après un retrait de durée indéterminée, une renonciation, une annulation, un refus ou une interdiction de conduire	100 à 400
8.10.	Report du délai d'exécution d'une mesure de retrait ou d'interdiction	50
8.11.	Autorisation de suivre les cours de formation complémentaire	170
8.12.	Prolongation du délai d'attente	170
8.13.	Autres décisions en matière de mesures administratives	max. 500

## 9. Dispositions diverses

9.1.	Renseignements sur l'identité du détenteur sur la base d'un numéro de plaques	10
9.2.	Traitement, sur demande, de fichiers d'adresses, par heure	selon l'article 5
9.3.	Décision de retrait de plaques, signes distinctifs, permis de circulation ou de navigation	140

9.4.	Transmission à la police cantonale du mandat de saisie du permis et/ou des plaques de contrôle (y compris intervention de la police au domicile)	200
9.5.	Mise en place d'un arrangement de paiement	10
9.6.	Recherche dans la banque de données des véhicules anciens (y compris délivrance d'un extrait), par heure	selon l'article 5
9.7.	Attestations officielles diverses	25

## 10. Autorisations spéciales

(Les émoluments fédéraux sont perçus en sus)

	Autorisation unique valable pour une seule course	Validité jusqu'à 6 mois ou unique pour plusieurs courses	Validité jusqu'à 1 an
10.1. Circulation de nuit, dimanche et jours fériés, par unité de transport	60	120	200
10.2. Véhicules dépourvus de plaques mais couverts en assurance RC, affectés au trafic interne d'une entreprise ou véhicules sans plaques sur les chantiers (art. 32 et 33 OAV)	60	120	200
10.3. Transfert ou emploi d'un véhicule spécial, immatriculé ou non	60	120	200
10.4. Remorquage de containers, sur un parcours déterminé, par unité de transport	60	120	200
10.5. Transports spéciaux avec poids ou dimensions dépassant les limites légales, sans excéder les normes fixées par l'article 79 OCR, par véhicule ou train routier	60	120	200

10.6.	Transports exceptionnels dont les poids et dimensions excèdent les normes fixées par l'article 79 OCR, par véhicule ou train routier, pour chaque course qui débute, transite ou se termine sur territoire jurassien :			
	pour un poids total de 44 000 à 50 000 kg	125	200	250
	pour un poids total supérieur à 50 000 kg	200	250	300
10.7.	Utilisation industrielle d'un véhicule agricole	60	120	200
10.8.	Modification d'une autorisation			25
<b>11.</b>	<b>Permis à court terme et plaques d'exportation</b> (la prime d'assurance RC étant perçue en sus)			
11.1.	Etablissement d'un permis à court terme			71
11.2.	Dépôt de garantie pour plaques à court terme			200
11.3.	Restitution tardive des plaques			60
11.4.	Autorisation de se rendre à l'expertise avec un véhicule sans plaque			30
11.5.	Permis à court terme (avec assurance RC) pour cyclomoteurs			25
<b>12.</b>	<b>Autorisations pour manifestations sur et hors de la voie publique</b>			120 à 500



Service de la  
consommation  
et des affaires  
vétérinaires

**Art. 23<sup>30)</sup>** Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires perçoit les émoluments suivants :

1. Dans le cadre de l'application de la législation sur les denrées alimentaires et les objets usuels
  - 1.1. Les émoluments pour les frais d'analyses, de prélèvements et d'inspections (officiels et privés) sont fixés selon le tarif pour le contrôle officiel des denrées alimentaires de l'Association des chimistes cantonaux de Suisse et exprimés en points
  - 1.2. Etude de dossier, rédaction de rapport et décision, par heure max. 250
  - 1.3. Etablissement d'un acte administratif, par page 15 à 30
  - 1.4. Etablissement d'un certificat d'exportation 50 à 150
  - 1.5. Validation d'un certificat d'exportation 30 à 80
  - 1.6. Préavis dans le cadre d'une demande de patente ou de permis
    - préavis sans inspection 60 à 150
    - préavis avec inspection 120 à 300
2. Affaires vétérinaires
 

*Décision en matière d'autorisations*

  - 2.1. Autorisation de détenir des animaux sauvages 60 à 200
  - 2.2. Autorisation d'exploiter un commerce zoologique 60 à 200
  - 2.3. Autorisation d'organiser une exposition ou une bourse d'animaux ou de faire de la publicité avec les animaux 60 à 200
  - 2.4. Autorisation d'expérience sur animaux 80 à 500
  - 2.5. Autorisation de pratiquer l'insémination artificielle 130 à 300
  - 2.6. Autorisation d'exercer la profession de pareur d'onglons et de maréchal ferrant 80 à 250
  - 2.7. Autorisation d'organiser un marché ou une exposition de bétail 80 à 300

---

2.8.	Autorisation de pratiquer la transhumance	80	à	200
2.9.	Autorisation d'exploiter un centre collecteur de sous-produits animaux	150	à	500
2.10.	Autorisation d'exploiter un abattoir	150	à	500
2.11.	Autres autorisations, sous réserve d'une disposition spéciale	60	à	750
2.12.	Renouvellement des autorisations	50	à	700

*Préavis pour les projets de construction relatifs à la détention des animaux*

2.13.	Petit permis de bâtir	60	à	200
2.14.	Grand permis de bâtir	150	à	750

*Importation/exportation*

2.15.	Décision de mesures de surveillance pour l'importation d'animaux vivants	80	à	200
2.16.	Importation d'animaux de compagnie nécessitant une enquête	80	à	300
2.17.	Etablissement d'un certificat pour l'exportation	50	à	150
2.18.	Validation d'un certificat pour l'exportation	30	à	80

*Contrôle des viandes*

Les émoluments perçus pour le contrôle des animaux avant abattage et le contrôle des viandes sont fixés par le Gouvernement par voie d'arrêté

*Commerce du bétail*

2.19.	Délivrance et renouvellement de la patente de marchand de bétail	500	à	900
-------	--	-----	---	-----

*Autres prestations*

2.20.	Etablissement d'un rapport, par page	15	à	30
2.21.	Décision en matière de protection des animaux	80	à	500
2.22.	Décision en matière de morsures de chiens	80	à	500
2.23.	Interventions, contrôles et inspections ayant donné lieu à contestation, prestations spéciales et autres contrôles qui ne sont pas effectués d'office, dépassant le cadre des contrôles ordinaires, par heure			max. 250

2.24. Etude de dossier, rédaction de rapport et décision, par heure max. 250

2.25. Contrôle d'une pharmacie privée de vétérinaire, par heure max. 250

## CHAPITRE IV : Autres organes de l'Etat

Prestations aux communes **Art. 23a<sup>28)</sup>** Sous réserve de dispositions spéciales ou d'une décision contraire du Gouvernement, les unités administratives perçoivent un émolument de 20 à 2 000 points pour les prestations délivrées aux communes lorsque l'objet relève des compétences de celles-ci.

Emoluments en matière de droits des patients **Art. 24<sup>30)</sup>** En matière de droits des patients, le médiateur et la commission de surveillance des droits des patients peuvent, en cas de plainte ou de dénonciation téméraire ou abusive, percevoir un émolument compris entre 50 et 500 points.

Emoluments liés à la profession d'avocat **Art. 25** <sup>1</sup> La Chambre des avocats perçoit les émoluments suivants :

- a) pour l'inscription au registre des avocats ou au tableau des avocats ressortissants des Etats membres de l'UE et de l'AELE : 300 points;
- b) pour toute décision qu'elle rend, notamment en matière disciplinaire ou sur demande de levée du secret professionnel : de 200 à 1 000 points; jusqu'à 2 000 points dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières.

<sup>2</sup> La commission des examens d'avocat perçoit un émolument de 300 points lors de l'inscription au tableau des avocats stagiaires (art. 32 de la loi concernant la profession d'avocat<sup>17)</sup>, <sup>26)</sup>

<sup>2bis</sup> La commission des examens d'avocat perçoit un émolument de 400 points pour l'inscription à l'examen d'avocat, ainsi qu'aux épreuves d'aptitude et entretiens de vérification (art. 37 et suivants de la loi concernant la profession d'avocat<sup>17)</sup>). Le Tribunal cantonal peut, par voie de règlement, prévoir la perception partielle de l'émolument lorsque l'examen ne porte que sur une partie des épreuves.<sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Le Tribunal cantonal délivre le brevet d'avocat contre paiement d'un émolument de 200 points.<sup>26)</sup>

Emoluments liés  
à la profession  
de notaire

**Art. 26** <sup>1</sup> La commission des examens de notaire perçoit un émolument de 300 points préalablement au premier examen de notaire et de 600 points préalablement au deuxième examen.<sup>[30\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement délivre le brevet au candidat qui a subi les examens avec succès, contre paiement d'un émolument de 300 points.

<sup>3</sup> Le Gouvernement délivre l'autorisation d'exercer le notariat et de pratiquer des activités accessoires contre paiement d'un émolument de 300 points.<sup>[28\)](#)</sup>

## CHAPITRE V : Dispositions diverses, transitoires et finales

Renvoi

**Art. 27** Les dispositions du décret fixant les émoluments judiciaires relatives aux indemnités de témoin et de traducteur et aux honoraires d'expert s'appliquent par analogie.

Réserve

**Art. 28** Sont réservés les émoluments fixés dans la législation spéciale, notamment :

- a) les émoluments du registre foncier<sup>[2\)](#)</sup>;
- b) les émoluments en matière de contrôles des habitants<sup>[3\)](#)</sup>;
- c)<sup>[23\)](#)</sup> les émoluments en matière de protection de l'enfant et de l'adulte<sup>[4\)](#)</sup>;
- d) les émoluments judiciaires<sup>[5\)](#)</sup>;
- e) les émoluments des notaires<sup>[6\)](#)</sup>;
- f) les émoluments en matière de documents cadastraux<sup>[7\)](#)</sup>.

Disposition  
transitoire

**Art. 29** Sauf disposition spéciale contraire, le présent décret et la législation sur les émoluments sont applicables aux affaires en cours au moment de leur entrée en vigueur.

Abrogation ou  
modification du  
droit en vigueur

**Art. 30** <sup>1</sup> Le décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments de l'administration cantonale est abrogé.

<sup>2</sup> Les dispositions du droit en vigueur sont abrogées ou modifiées comme il suit :

- a) décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité<sup>[8\)](#)</sup> :

### Article 15, alinéa 1

...<sup>[9\)](#)</sup>

**Article 24**...[9\)](#)**Article 38**

Abrogé.

- b) décret du 6 décembre 1978 concernant la perception et mise en compte d'émoluments, peines pécuniaires, amendes et frais par les autorités administratives et judiciaires, ainsi que le versement et la mise en compte d'avances de frais de l'Etat, abrogé;
- c) décret du 11 octobre 1984 fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers, abrogé;
- d) décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments pour la délivrance, le renouvellement et l'annulation des actes d'origine, abrogé;
- e) décret du 6 décembre 1978 sur les communes<sup>[10\)](#)</sup> :

**Article 18**

Abrogé.

- f) règlement du 6 décembre 1978 concernant les droits d'examens pour l'obtention de brevets d'enseignement, abrogé;
- g) décret du 13 décembre 1990 concernant le financement de la formation professionnelle<sup>[11\)](#)</sup> :

**Article 16**

Abrogé.

- h) décret du 22 décembre 1988 fixant le tarif des émoluments pour l'établissement de plans de répartition des impôts municipaux, abrogé;
- i) décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes<sup>[12\)](#)</sup> :

**Article 26, alinéa 3**...[9\)](#)

- j) décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle<sup>[13\)](#)</sup> :

**Titre de la section 2**...[9\)](#)**Article 4**...[9\)](#)

**Article 5**... [9\)](#)**Articles 6 et 7**

Abrogés.

**Article 8**... [9\)](#)

- k) décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs [14\)](#) :

**Article 4, alinéa 2**... [9\)](#)**Article 4, alinéa 3**

Abrogé.

- l) décret du 6 décembre 1978 sur les redevances et les émoluments dus pour l'utilisation des eaux [15\)](#) :

**Article 30**... [9\)](#)**Articles 31 et 32**

Abrogés.

- m) décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments sur les mines, abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 31** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur [16\)](#) du présent décret.

<sup>2</sup> Il fixe l'entrée en vigueur [16\)](#) de l'abrogation du décret fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers dès que le droit fédéral règle la matière.

Delémont, le 24 mars 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 176.11](#)
- 2) [RSJU 176.331](#)
- 3) [RSJU 176.412](#)
- 4) [RSJU 176.421](#)
- 5) [RSJU 176.511](#)
- 6) [RSJU 189.61](#)
- 7) [RSJU 215.342.6](#)
- 8) [RSJU 141.11](#)
- 9) Texte inséré dans ledit décret
- 10) [RSJU 190.111](#)
- 11) [RSJU 413.611](#)
- 12) [RSJU 641.511](#)
- 13) [RSJU 643.1](#)
- 14) [RSJU 741.42](#)
- 15) [RSJU 752.461](#)
- 16) 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 17) [RSJU 188.11](#)
- 18) [RSJU 170.41](#)
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
- 20) Abrogé par le ch. I du décret du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
- 21) Introduit par l'art. 25 de la loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2012 ([RSJU 170.42](#))
- 22) Abrogé par le ch. III de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. VI de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 24) Introduit par l'article 7, alinéa 1, de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2013 ([RSJU 901.6](#))
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2015
- 26) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 27) Introduit par le ch. I du décret du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 28) Introduit par le ch. I du décret du 22 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 29) Abrogé par le ch. I du décret du 22 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 31) Nouvelle dénomination selon les articles 61 et suivants du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013
- 32) [RS 812.213](#)
- 33) [RSJU 810.41](#)
- 34) [RSJU 810.11](#)
- 35) [RSJU 559.2](#)
- 36) Nouvelle dénomination selon l'article 16a du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 37) Introduit par le ch. I du décret du 26 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019
- 38) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I du décret du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

- <sup>40)</sup> Nouvelle teneur selon l'article 30, alinéa 1, de la loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent ([RSJU 935.52](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>41)</sup> Introduit par l'article 24 de la loi du 22 juin 2022 sur le tourisme ([RSJU 935.211](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- <sup>42)</sup> Abrogé par le ch. I du décret du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



# TABLE DES MATIERES

<b>2</b>	<b>Droit privé, procédure civile, exécution</b>
<b>21</b>	<b><i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code civil suisse</i></b>
<b>211</b>	<i>Loi introductive</i>
211.1	Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978
211.2	Loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe
<b>212</b>	<i>Droit des personnes</i>
212.121	Décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil
212.121.66	Arrêté du Gouvernement du 27 janvier 1987 fixant le tarif des indemnités versées aux officiers de l'état civil pour l'établissement des bulletins statistiques
212.223.2	Arrêté du Parlement du 25 mai 2011 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur la création et l'exploitation de l'autorité de surveillance LPP et des fondations de suisse occidentale
<b>213</b>	<i>Droit de la famille</i>
213.1	Loi du 23 mai 2012 sur l'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte
213.11	Ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte
213.12	Ordonnance du 2 septembre 2014 sur la rémunération et le remboursement des frais en matière de gestion des mesures de protection de l'enfant et de l'adulte
213.121	Arrêté du Gouvernement du 24 janvier 1989 portant reconnaissance provisoire de la qualité d'office de consultation conjugale ou familiale au Service de consultation conjugale et familiale de l'Eglise catholique
213.222	Ordonnance du 19 août 2008 portant introduction à la loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants et les conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes
213.32	Loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté
213.322	Décret du 24 octobre 1985 sur l'admission et la sortie des patients en établissements psychiatriques

**214** *Droit successoral*

214.431 Décret du 6 décembre 1978 sur l'établissement d'inventaires

**215** *Droits réels*

215.122.14 Loi du 9 novembre 1978 concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers

215.124.1 Loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001

215.126.1 Loi du 22 octobre 1987 portant exécution de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger

215.126.10 Arrêté du Gouvernement du 16 août 1988 dressant la liste des lieux dans lesquels l'acquisition de logements de vacances ou d'appartements dans un appart-hôtel peut être autorisée

215.126.2 Loi du 9 novembre 1978 touchant les acquisitions d'immeubles et de droits hypothécaires

215.129.1 Ordonnance du 23 août 2005 relative à la commission cantonale d'estimation foncière

215.231 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'engagement du bétail

215.322.1 Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du Registre foncier

215.326.2 Loi du 9 novembre 1978 réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages

215.341 Loi du 29 avril 2015 sur la géoinformation (LGéo)

215.341.11 Ordonnance du 10 décembre 2019 sur la géoinformation (OCGéo)

215.341.90 Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2018 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre la Confédération et les cantons sur l'indemnisation et les modalités de l'échange entre autorités de géodonnées de base relevant du droit fédéral

215.342.6 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le tarif des honoraires pour la conservation des documents cadastraux

215.343 Ordonnance du 27 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance fédérale du 9 juin 2017 sur le Registre fédéral des bâtiments et des logements

**22** *Dispositions complémentaires et d'exécution du Code des obligations***221** *Dispositions générales*

221.211 Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal du 8 octobre 1957 réprimant les abus en matière d'intérêt conventionnel

222	<i>Contrats</i>
222.132.1	Loi du 15 février 1990 portant introduction de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur le bail à ferme agricole
222.153.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail
222.153.12	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2003 instituant une commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations
222.153.21	Contrat-type de travail du 20 décembre 1995 pour les travailleurs agricoles et le service de maison dans l'agriculture
222.153.22	Contrat-type de travail du 7 juin 2022 pour le personnel de l'économie domestique
222.153.23	Contrat-type de travail du 20 juin 2006 pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail
222.153.231	Contrat-type de travail du 12 mai 2020 prévoyant des salaires minimaux pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail
224	<i>Registre du commerce</i>
224.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du registre du commerce
<b>27</b>	<b><i>Procédure civile</i></b>
271	<i>Dispositions générales</i>
271.1	Loi d'introduction du Code de procédure civile du 16 juin 2010 (LiCPC)
271.11	Ordonnance du 22 février 2016 concernant la prise en charge des frais de médiation dans le cadre d'une procédure civile
271.111	Ordonnance du 24 novembre 2020 concernant le remboursement de l'assistance judiciaire en matière civile
<b>28</b>	<b><i>Poursuite pour dettes et faillite</i></b>
281	<i>Loi introductive</i>
281.1	Loi du 11 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite
282	<i>Organisation</i>
282.311	Règlement du 11 novembre 1980 concernant les cercles pour la nomination des agents de poursuites

283                      *Protection des données*

283.11                  Arrêté du Gouvernement du 16 septembre 2014 autorisant les  
Offices des poursuites et faillites à accéder en ligne aux données de  
l'Office des véhicules

284                      *Procédures spéciales*

284.11                  Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi  
fédérale du 4 décembre 1947 réglant la poursuite pour dettes contre  
les communes et autres collectivités de droit public cantonal

## Loi d'introduction du Code civil suisse (LiCC)<sup>[1](#)</sup>

du 9 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 52 du titre final du Code civil suisse<sup>[2](#)</sup>,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Des autorités compétentes et de la procédure

#### A. Autorités judiciaires I. En général

**Article premier**<sup>[41](#)</sup><sup>[51](#)</sup> La compétence des autorités judiciaires se détermine d'après les règles du Code de procédure civile<sup>[56](#)</sup> et celles de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse<sup>[54](#)</sup> toutes les fois qu'une décision judiciaire est nécessaire ou prévue par le Code civil suisse (CC), la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (livre cinquième : Code des obligations (CO)<sup>[4](#)</sup>), la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (LPart)<sup>[40](#)</sup> ou la présente loi (LiCC) et que celle-ci n'en dispose pas autrement.

#### II. Juge civil

**Art. 2**<sup>[5](#)</sup><sup>[51](#)</sup> Le juge civil du Tribunal de première instance traite toutes les affaires dont la connaissance n'est pas attribuée à une autre autorité par la présente loi.

#### **Art. 2a à 7**<sup>[6](#)</sup>

#### Procédure

**Art. 7a**<sup>[52](#)</sup> Les dispositions du Code de procédure civile<sup>[56](#)</sup> s'appliquent aux décisions judiciaires rendues en vertu de la présente loi, à moins que celle-ci n'en dispose autrement.

#### B. Autorités administratives I. Maire

**Art. 8**<sup>[7](#)</sup><sup>[72](#)</sup> Le maire, ou le fonctionnaire désigné par la commune, est compétent dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse :

Art. 333, al. 3. Pour prendre les mesures nécessaires à l'égard des personnes de la maison d'un chef de famille atteintes de déficience mentale ou de troubles psychiques destinées à assurer la sécurité de celles-ci et des autres personnes.

Art. 720 et 721, al. 2. Pour recevoir avis des choses trouvées et en permettre la vente aux enchères publiques.

## II. Conseil communal

**Art. 9<sup>[37](#)/<sup>[57](#)</sup></sup>** <sup>1</sup> Le conseil communal ou l'autorité désignée par la commune sont compétents dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations ou la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe :

Code civil suisse :

Art. 106. Pour intenter l'action en annulation du mariage.

Art. 259, al. 2, chiffre 3, et 260a. Pour intenter l'action en contestation de la reconnaissance de paternité.

Art. 261, al. 2. Pour agir en qualité de défendeur dans l'action en paternité.

Art. 504 et 505. Pour garder les testaments qui ne sont pas déposés chez un notaire.

Art. 551, al. 3. Pour communiquer le décès à l'autorité du domicile du défunt.

Art. 552. Pour introduire une procédure des scellés.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée dans l'intérêt de la commune.

Loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personne du même sexe :

Art. 9, al. 2. Pour intenter l'action en annulation du partenariat enregistré.<sup>[41](#)</sup>

<sup>2</sup> Dans les cas prévus par les articles 259, alinéa 2, chiffre 3, 260a et 550 du Code civil suisse, les attributions des communes et corporations bourgeoises demeurent réservées.

## III. Recette et Administration de district

**Art. 9a<sup>[38](#)</sup>** La Recette et Administration de district est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse:

Art. 490, al. 1. Pour faire dresser inventaire de la succession échue au grevé de substitution.

Art. 553 à 556. Pour prendre les mesures propres à assurer la dévolution de l'hérédité et recevoir les testaments découverts lors du décès, sous réserve des articles 54 à 56a de la présente loi.

Art. 592. Pour faire dresser inventaire d'une succession dévolue au Canton.

## IV. Juge administratif

**Art. 10<sup>34)58)</sup>** Le juge administratif est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 518. Pour surveiller les exécuteurs testamentaires.

Art. 570, 574 à 576. Pour recevoir les déclarations de répudiation de succession et prendre les mesures qui s'y rapportent.

Art. 580 et 581. Pour accorder le bénéfice d'inventaire et faire dresser l'inventaire.

Art. 588. Pour recevoir la déclaration des héritiers une fois l'inventaire terminé.

Art. 593 et 595. Pour autoriser la liquidation officielle de la succession et prendre les mesures y relatives.

Art. 602, al. 3. Pour désigner le représentant d'une communauté héréditaire.

Art. 609. Pour intervenir officiellement au partage de successions.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du district ou de plusieurs communes du même district.

## V. Officier de police judiciaire

**Art. 10a<sup>45)</sup>** L'officier de police judiciaire, au sens de l'article 9 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse<sup>46)</sup>, est l'autorité compétente dans le cas ci-après prévu par le Code civil suisse.<sup>55)</sup>

Art. 28b, alinéa 4. Pour prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 20a à 20c LiCC).

## VI. Service juridique

**Art. 10b<sup>83)</sup>** <sup>1</sup> Le Service juridique est chargé d'exécuter la surveillance électronique prononcée en vertu de l'article 28c, alinéa 1, du Code civil suisse<sup>2)</sup>, en particulier d'installer les appareils, de recevoir les données, d'en prendre connaissance et, en cas de non-respect des conditions posées, d'en informer le juge qui a ordonné la surveillance de l'interdiction.

<sup>2</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les modalités applicables à l'exécution de la surveillance électronique. Il fixe en particulier les règles de participation de la personne surveillée aux coûts.

<sup>3</sup> Le juge qui a ordonné la surveillance de l'interdiction peut en tout temps prendre connaissance des données relatives à l'utilisation des appareils.

<sup>4</sup> En cas de non-respect des conditions et des charges ou de sollicitation dans le cadre d'une enquête pénale en cours, le juge qui a ordonné la surveillance de l'interdiction est habilité à transmettre ces données aux autorités de police et aux autorités judiciaires compétentes. Cette compétence peut être déléguée, par voie d'ordonnance, au Service juridique.

<sup>5</sup> Le cas échéant, les données peuvent également être transmises aux autorités étrangères du lieu où se situe la personne surveillée.

<sup>6</sup> Les données récoltées sont conservées douze mois après la fin de la mesure. Une autorité judiciaire peut demander l'extraction et l'enregistrement des données sur un support indépendant en vue de sa conservation dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

**Art. 11<sup>53)73)</sup>** L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte est compétente pour toutes les tâches qui lui sont dévolues en vertu des législations fédérale et cantonale.

VII. Gouvernement

**Art. 12<sup>84)</sup>** Le Gouvernement ou le département désigné par lui est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 30. Pour autoriser les changements de nom (département auquel est rattaché le Service de la population).

Art. 78. Pour demander la dissolution d'une association dont le but est illicite ou contraire aux mœurs.

Art. 268. Pour prononcer l'adoption.

Art. 290 et 293, al. 2. Pour aider à l'exécution des obligations d'entretien et verser les avances d'entretien (Département de la Santé et des Affaires sociales<sup>9)</sup>).

Art. 885. Pour autoriser les établissements de crédit et les sociétés coopératives à faire les opérations de prêt et de crédit sur l'engagement de bétail (Département de la Justice).

Art. 907. Pour autoriser l'exercice du métier de prêteur sur gages.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du Canton ou de plusieurs districts.

Art. 359. Pour rédiger les contrats-types de travail ou d'apprentissage.

Art. 482. Pour conférer le droit d'émettre des papiers-valeurs pour marchandises entreposées.



Art. 515. Pour autoriser les loteries et tirages au sort.

Art. 522 et 524. Pour reconnaître les asiles d'entretien viager et approuver leurs conditions d'admission et leurs règlements d'ordre intérieur (Département de la Santé et des Affaires sociales).

VII<sup>bis</sup>. Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale

**Art. 12a<sup>85)</sup>** La surveillance des fondations classiques, des institutions de prévoyance professionnelle ainsi que des institutions qui servent à la prévoyance professionnelle, au sens des articles 80 à 89a du Code civil suisse<sup>2)</sup>, est confiée à l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale.

VIII. Recours et procédure de recours

**Art. 13** La procédure de recours est réglée par les dispositions du Code de procédure administrative.<sup>10)</sup>

## **TITRE DEUXIEME : Dispositions organiques et droit civil cantonal**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

A. Authenticité

**Art. 14** <sup>1</sup> Le notaire donne l'authenticité aux actes et reçoit les testaments publics.

<sup>2</sup> Sa compétence, ses devoirs ainsi que la forme des actes notariés sont déterminés par les dispositions des lois et décrets en la matière.

<sup>3</sup> Les formes spéciales prescrites par le Code civil suisse et leurs effets quant à la validité de certains actes demeurent réservés.

B. Publication  
I. En général

**Art. 15<sup>11)</sup>** Les publications, sommations et avis publics prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations et la présente loi, ainsi que ceux des autorités, ont lieu par insertion dans le Journal officiel ou par lecture et affichage publics.

II. Publication spéciale  
1. Dans le Journal officiel

**Art. 16<sup>12)72)</sup>** Les publications prévues par les articles 36, 174, 555, 558, 582, 662 du Code civil suisse, et par l'article 359a du Code des obligations se font dans le Journal officiel.

2. Triple publication

**Art. 17<sup>72)</sup>** Dans les cas des articles 36, 555, 558, 582 et 662 du Code civil suisse, la publication devra avoir lieu trois fois de suite.

III. Dans la  
Feuille officielle  
suisse du  
commerce

**Art. 18** <sup>1</sup> Les publications dans la Feuille officielle suisse du commerce prescrites par le Code civil suisse et le Code des obligations demeurent réservées.

<sup>2</sup> Est de même réservé le droit des autorités compétentes d'ordonner toutes autres publications qui leur paraîtront convenables.

## CHAPITRE II : Des personnes

A. Etat civil  
I. Organisation

**Art. 19** La circonscription des arrondissements de l'état civil, la nomination et la rétribution des officiers de l'état civil et de leurs suppléants seront réglées par un décret du Parlement, décret qui complétera d'autre part les dispositions fédérales sur la surveillance en matière d'état civil, la publication et la célébration des mariages ainsi que la tenue du registre des mariages.

II. Obligation de  
donner avis des  
naissances dont  
la mère n'est pas  
mariée avec le  
père

**Art. 20**<sup>72)</sup> Les officiers de l'état civil informeront d'office l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte de toute naissance d'enfant n'ayant de rapport de filiation qu'avec la mère.

B. Expulsion  
immédiate du  
logement  
commun en cas  
de crise  
I. Décision

**Art. 20a**<sup>45)</sup> <sup>1</sup> En cas de violence, de menaces ou de harcèlement, l'officier de police judiciaire, au sens de l'article 9 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse<sup>46)</sup>, peut prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 28b, al. 4, CC) pour une durée de 10 jours au plus.<sup>55)</sup>

<sup>2</sup> La décision est notifiée par écrit à la personne expulsée et à la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

<sup>3</sup> Outre les exigences des articles 85 et 86 du Code de procédure administrative<sup>47)</sup>, elle comporte notamment les éléments suivants :

- a) la durée de l'expulsion;
- b) l'obligation pour la personne expulsée de remettre à un agent public ses clés du logement commun et de lui communiquer une adresse où elle pourra être atteinte;
- c) le droit pour la personne expulsée de prendre dans le logement commun, au moment de l'expulsion et en présence d'un agent public, les effets personnels strictement nécessaires pour la durée de l'expulsion;
- d) une menace de la peine prévue à l'article 292 du Code pénal suisse<sup>48)</sup> en cas d'insoumission à une décision de l'autorité;

- e) si nécessaire, le recours à la force publique afin de garantir son exécution;
- f) en annexe, une information sur les droits et les obligations de la personne expulsée et de la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

## II. Recours

**Art. 20b<sup>45)</sup>** <sup>1</sup> La décision est sujette à recours dans les 5 jours dès sa notification auprès du juge administratif. Celui-ci statue sans délai.

<sup>2</sup> La procédure d'opposition ne s'applique pas.

<sup>3</sup> Le recours n'a pas d'effet suspensif, à moins que la décision ne le prévoie ou que l'autorité de recours n'en décide autrement, d'office ou sur requête.

<sup>4</sup> Si une partie le requiert, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

## III. Renvoi

**Art. 20c<sup>45)</sup>** Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>47)</sup>.

## C. Corporations d'allmends et autres

**Art. 21** <sup>1</sup> Les corporations d'allmends, de forêts, de chemins, d'usagers, de pâturages, de digues, les associations de concessionnaires de forces hydrauliques prévues par l'article 60 de la loi sur l'utilisation des eaux<sup>13)</sup>, les syndicats d'améliorations foncières, les caisses d'assurance du bétail et autres corporations du même genre soumises au droit cantonal acquièrent la personnalité civile par la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation donnée à leurs statuts et à leurs règlements et sans avoir besoin de se faire inscrire au registre du commerce.

<sup>2</sup> Les corporations de ce genre qui existent déjà sont reconnues comme personnes morales, mais sont tenues de soumettre leurs statuts et leurs règlements à la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation.

<sup>3</sup> Celui-ci peut leur fixer un délai à cet effet, sous commination de peine.

## CHAPITRE III : De la famille

## A. Registre des régimes matrimoniaux

**Art. 22** <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce est tenu de conserver les registres des régimes matrimoniaux établis conformément à l'ancien droit et de les tenir à disposition de qui est appelé à les consulter.<sup>12)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>42)</sup>

3 ... [42\)](#)

B. Offices de  
consultation  
conjugale ou  
familiale

**Art. 22a**<sup>[14\)](#)</sup> L'encouragement à la création d'offices de consultation conjugale ou familiale ou le soutien à certaines associations ou collectivités dans la mise sur pied ou le développement d'offices privés font l'objet d'un décret du Parlement.

**Art. 23 à 25**<sup>[74\)](#)</sup>

C. Protection de  
l'enfant  
Droit d'aviser et  
obligation de  
signaler

**Art. 26**<sup>[43\)](#)[72\)](#)</sup> Le droit d'aviser l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou l'obligation de l'informer d'une situation dans laquelle un enfant est victime de mauvais traitements, ne reçoit pas les soins ou l'attention commandée par les circonstances, ou dont les intérêts ne sont pas sauvegardés de manière adéquate, se règle conformément aux articles 12 et 13 de la loi sur la politique de la jeunesse<sup>[44\)](#)</sup>.

**Art. 27**<sup>[74\)](#)</sup>

D. Organisation  
de l'autorité de  
protection de  
l'enfant et de  
l'adulte

**Art. 28**<sup>[15\)](#)[72\)](#)</sup> L'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte est réglée par une loi spéciale.

**Art. 29**<sup>[36\)](#)</sup>

**Art. 30 à 49**<sup>[74\)](#)</sup>

**Art. 50**<sup>[59\)](#)</sup>

E. Asile de  
famille

**Art. 51** <sup>1</sup> Il est permis de fonder des asiles de famille suivant les règles posées dans les articles 349 à 358 du Code civil suisse.

<sup>2</sup> L'organisation en sera réglée par une ordonnance du Gouvernement.

## CHAPITRE IV : Des successions

### Art. 52<sup>16)</sup>

A. Successions  
en déshérence

**Art. 53** Les successions en déshérence sont dévolues à l'Etat. La moitié de la succession revient à la commune du dernier domicile du défunt.

B. Mesures  
conservatoires  
I. Procédure des  
scellés

**Art. 54<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> L'autorité communale compétente introduit une procédure des scellés :

- a) <sup>72)</sup> au décès d'une personne qui vivait seule et ne bénéficiait pas d'une mesure de protection (tutelle, curatelle de représentation ou de portée générale ou mandat pour cause d'inaptitude);
- b) à la demande d'un héritier;
- c) chaque fois qu'elle juge cette mesure opportune.

<sup>2</sup> Le décret sur l'établissement d'inventaires<sup>17)</sup> règle la procédure.

II. Inventaire  
successoral

**Art. 55<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> La Recette et Administration de district fait dresser un inventaire :

- a) <sup>72)</sup> lorsqu'un héritier est ou doit être placé sous tutelle ou sous curatelle de représentation ou de portée générale;
- b) en cas d'absence prolongée d'un héritier qui n'a pas laissé de fondé de pouvoirs;
- c) à la demande d'un héritier;
- d) quand le père ou la mère sont morts et qu'il y a des enfants mineurs.

<sup>2</sup> Elle peut renoncer à l'établissement d'un inventaire lorsqu'il est notoire que le défunt ne possédait aucune fortune ou seulement une fortune minime et n'avait pas effectué d'avancement d'hoirie.

<sup>3</sup> L'inventaire est dressé par un notaire.

<sup>4</sup> Le décret sur l'établissement d'inventaires<sup>17)</sup> règle la procédure.

III. Recherche  
des héritiers

**Art. 55a<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> La Recette et Administration de district procède aux sommations prévues par l'article 555 du Code civil suisse. Les sommations sont publiées conformément aux articles 16 et 17.

<sup>2</sup> Lorsqu'un inventaire est ordonné, les sommations sont faites par le notaire chargé de le dresser.

IV. Testaments  
1. Annonce au  
registre central

**Art. 55b<sup>38)</sup>** Les testaments publics et les pactes successoraux instrumentés par les notaires de même que les testaments olographes déposés auprès d'eux ou auprès des communes (art. 9, al. 1) sont annoncés au registre central suisse des testaments aux frais du testateur, sauf dispense expresse de ce dernier. L'annonce est faite par le notaire ou par la commune.

2. Ouverture

**Art. 55c<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque le défunt a laissé un ou plusieurs testaments, le notaire chargé de dresser l'inventaire procède à leur ouverture conformément aux articles 557 et 558 du Code civil suisse. S'il est renoncé à l'établissement d'un inventaire, la Recette et Administration de district désigne le notaire ayant reçu en dépôt un testament ou, à défaut, celui proposé par les héritiers. La désignation du notaire est définitive.

<sup>2</sup> Le notaire avise les exécuteurs testamentaires du mandat que leur a conféré le défunt (art. 517, al. 2 CC).

3. Garde<sup>39)</sup>

**Art. 56** <sup>1</sup> Les testaments restent après leur ouverture en la garde du notaire qui les a ouverts.<sup>39)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la succession est liquidée par un notaire, le testament reste déposé en son étude.

V. Certificats  
d'héritier et  
d'exécuteur  
testamentaire

**Art. 56a<sup>38)</sup>** Les notaires sont seuls compétents pour délivrer, conformément à l'article 559 du Code civil suisse, un certificat d'héritier légal, institué ou contractuel, ou un certificat d'exécuteur testamentaire.

C. Partage  
I. Limite de  
morcellement

**Art. 57<sup>18)</sup>** Il est interdit de morceler un bien-fonds en parcelles d'une contenance inférieure à 25 ares, s'il s'agit de terrains, exception faite des cours, assises de maisons, jardins, vergers, potagers et terrains à bâtir, et à 50 ares s'il s'agit de forêts.

II. Estimation des  
biens-fonds dans  
les partages

**Art. 58<sup>58)</sup>** Dans les partages de successions, le prix d'attribution des immeubles (art. 617 à 619 CC) est fixé par la commission cantonale d'estimation foncière instituée par la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural<sup>60)</sup>.

## CHAPITRE V : Des droits réels

### A. Accessoires

**Art. 59** Les biens meubles, tels que machines, mobilier d'hôtel et autres choses semblables qui servent à l'exploitation d'un établissement industriel ou commercial sont considérés, d'après l'usage admis jusqu'à présent, comme accessoires des bâtiments et peuvent en cette qualité être constitués en gage en même temps que ces derniers.

### B. Terres nouvelles, choses sans maître et biens du domaine public I. Terres nouvelles

**Art. 60** <sup>1</sup> Les terres utilisables qui se forment dans les régions sans maître par alluvion, remblais, glissements de terrain, changements de cours ou de niveaux des eaux publiques, ou d'autre manière encore, appartiennent à l'Etat.

<sup>2</sup> L'Etat peut attribuer ces terres aux propriétaires des fonds contigus ou les destiner à l'entretien du cours d'eau.

<sup>3</sup> Si des terrains boisés ou incultes bordant les rives d'un cours d'eau ne servent pas encore à son entretien, le Département de l'Environnement et de l'Equipeement peut les affecter à cette destination.

### II. Domaine public a) Composition

**Art. 61**<sup>79)</sup> <sup>1</sup> Le domaine public est constitué :

- a) des choses dans l'usage commun par nature telles que les terrains impropres à la culture et les eaux publiques; les eaux publiques sont définies dans la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux<sup>80)</sup>;
- b) des choses dans l'usage commun par affectation telles que les routes, places, parcs, etc.

### b) Propriété

<sup>2</sup> Les biens du domaine public appartiennent à l'Etat ou, pour ceux affectés à l'usage commun par les communes, à ces dernières.

<sup>3</sup> Des droits de propriété privée ou des droits réels limités ne peuvent être acquis sur ces biens ni par prescription ni par occupation. Ils ne peuvent reposer que sur un titre d'acquisition ou sur leur exercice depuis un temps immémorial.

### c) Utilisation

**Art. 62**<sup>79)</sup> L'usage et l'exploitation des biens du domaine public sont placés sous la surveillance de la collectivité à laquelle ils appartiennent et réglés dans la législation spéciale.

III. Territoires en mouvement permanent

**Art. 62a**<sup>[19\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Service de l'aménagement du territoire requiert, d'office ou sur demande, la mention au registre foncier des territoires en mouvement permanent.

<sup>2</sup> Les géomètres d'arrondissement et les géomètres chargés de la mise au courant des plans cadastraux sont tenus de signaler les territoires en mouvement permanent au Service de l'aménagement du territoire.

<sup>3</sup> Avant de requérir la mention, le Service de l'aménagement du territoire invite les propriétaires intéressés à se déterminer au sujet de la mention envisagée.

<sup>4</sup> En cas de contestation de la part des propriétaires, le Service de l'aménagement du territoire rend une décision constatant la nature du terrain en question.

C. Droits de voisinage  
I. Constructions et plantations  
1. Distances à la limite

**Art. 63** <sup>1</sup> Pour les constructions et les installations autres que souterraines et partiellement souterraines, une distance à la limite de 3 m au moins sera observée par rapport aux biens-fonds voisins. Sont réservées les prescriptions de droit public concernant la manière de bâtir en ordre contigu ou presque contigu.<sup>[81\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> On entend par construction souterraine une construction qui, à l'exception de l'accès et des garde-corps, se trouve entièrement au-dessous du terrain de référence ou du terrain excavé.<sup>[82\)](#)</sup>

<sup>1ter</sup> On entend par construction partiellement souterraine une construction qui ne dépasse pas 1,20 m au-dessus du terrain de référence ou du terrain excavé.<sup>[82\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Si la manière de construire en ordre contigu est admise, mais non prescrite, le propriétaire foncier qui ne pose pas les murs extérieurs latéraux à la limite est tenu d'observer une distance à la limite de 6 m.

<sup>3</sup> Si, en vertu de la législation antérieure, un bâtiment voisin avec mur extérieur a été construit à la limite, une construction contiguë de mêmes dimensions est autorisée.

2. Petites constructions et annexes

**Art. 64**<sup>[81\)](#)</sup> <sup>1</sup> Pour les petites constructions et les annexes, une distance de 2 m par rapport à la limite suffit.



<sup>2</sup> On entend par petite construction une construction non accolée à un bâtiment, qui ne dépasse pas 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher et 4 m de hauteur totale, et qui ne comprend que des surfaces utiles secondaires.

<sup>3</sup> On entend par annexe une construction accolée à un bâtiment, qui ne dépasse pas 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher et 4 m de hauteur totale, et qui ne comprend que des surfaces utiles secondaires.

3. Saillies

**Art. 65<sup>[81\)](#)</sup>** <sup>1</sup> La distance à la limite ne s'applique pas aux saillies.

<sup>2</sup> On entend par saillies les parties saillantes du plan de façade, à l'exception des avant-toits, dont la profondeur n'excède pas 1,20 m et dont la largeur n'excède pas 30 % de la largeur du plan de façade considéré.

3bis. Avant-toits

**Art. 65a<sup>[82\)](#)</sup>** Les avant-toits peuvent empiéter sur la distance à la limite de 1,20 m au plus.

4. Fosses d'aisances et à fumier

**Art. 66** <sup>1</sup> Les installations destinées à recueillir les excréments, le purin, le fumier et d'autres détritux malodorants seront construites à une distance de 3 m au moins par rapport à la limite.

<sup>2</sup> Si ces installations sont construites de manière à ne pas nuire aux voisins, il n'est pas besoin d'observer la distance à la limite, pour autant que ces installations ne dépassent pas le terrain de référence de plus de 1,20 m.<sup>[81\)](#)</sup>

5. Droit de reconstruire

**Art. 67** <sup>1</sup> Un bâtiment totalement ou partiellement détruit par l'action d'éléments naturels peut être reconstruit dans ses dimensions antérieures dans un délai de cinq ans, sans égard aux distances à la limite du droit privé.<sup>[81\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le délai est réputé observé si, avant son expiration, la demande d'un permis a été présentée. La reconstruction se fera sans interruption arbitraire.

6. Murs coupe-feu  
a) Obligation

**Art. 68** Les bâtiments construits à la limite seront pourvus, du côté de la limite, d'un mur coupe-feu.

b) Propriété

**Art. 69** <sup>1</sup> Par l'achat, le voisin acquiert en copropriété le droit d'utiliser aussi un mur coupe-feu existant.

<sup>2</sup> Il sera payé pour ce droit une indemnité calculée en fonction de l'intérêt des voisins concernés à l'existence du mur coupe-feu.

<sup>3</sup> Il peut être fait mention, au registre foncier, des droits de propriété et d'utilisation que le voisin a acquis sur le mur coupe-feu.

c) Exhaussement **Art. 70** Chaque copropriétaire a le droit d'exhausser le mur coupe-feu ou de l'approfondir. Il supporte seul les frais qui résultent de ces travaux. Si le voisin bâtit en contiguïté au nouveau pan de mur, il paiera l'indemnité prévue à l'article 69, alinéa 2, ci-dessus.

7. Murs de soutènement et talus  
a) Obligation de construire; exécution

**Art. 71** <sup>1</sup> Celui qui procède à des remblais ou à des fouilles le long de la limite est tenu de protéger le bien-fonds voisin au moyen de murs de soutènement ou de talus.

<sup>2</sup> L'inclinaison maximale des talus sera de 45° (100 %). Dans les terrains abrupts demeure réservée une inclinaison plus forte des talus qui se sont formés naturellement ou ont été suffisamment consolidés.

<sup>3</sup> Le mur de soutènement peut être placé à la limite. S'il sert au remblai, il ne doit pas dépasser de plus de 1,20 m le terrain de référence le plus élevé.<sup>[81\)](#)</sup>

b) Propriété

**Art. 72** <sup>1</sup> Le mur de soutènement placé sur la limite est considéré comme faisant partie intégrante du fonds du propriétaire qui l'a construit. Si cela ne peut être déterminé, le mur est réputé appartenir en copropriété aux deux voisins.

<sup>2</sup> Au surplus sont applicables les prescriptions relatives aux murs coupe-feu.

8. Clôtures

**Art. 73** <sup>1</sup> Les clôtures, telles que palissades, murs et haies, peuvent être établies à la limite si elles n'excèdent pas une hauteur de 1,20 m à compter du terrain de référence du fonds le plus élevé.<sup>[81\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les clôtures plus hautes seront éloignées de la limite d'une distance équivalant à l'excédent de leur hauteur, mais au maximum de 3 m.

<sup>3</sup> Pour les haies à feuillage persistant, les distances à observer sont augmentées de 50 cm et comptées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation.

## 9. Arbres et buissons

**Art. 74** <sup>1</sup> Pour les arbres et buissons plantés après l'entrée en vigueur de la présente disposition, on observera à tout le moins les distances à la limite suivantes calculées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation :

- 5 m pour les arbres à haute tige qui ne sont pas des arbres fruitiers, ainsi que pour les noyers;
- 3 m pour les arbres fruitiers à haute tige;
- 1 m pour les arbres fruitiers nains, les arbres ornementaux et les espaliers, pour autant qu'ils soient constamment taillés en vue de ne pas dépasser une hauteur de 3 m;
- 50 cm pour les buissons ornementaux d'une hauteur de 2 m au plus, ainsi que pour les buissons à baies et les vignes.

<sup>2</sup> Ces distances seront observées aussi pour les arbres et buissons sauvages.

<sup>3</sup> Pour les prétentions tendant à supprimer les plantations trop proches, le délai de prescription est de cinq ans. L'observation des hauteurs maximales peut être exigée en tout temps.

## 10. Ombre portée

**Art. 75** <sup>1</sup> Si l'ombre projetée par des arbres à haute tige porte une atteinte grave aux conditions d'hygiène des logements, le propriétaire de ces arbres est tenu de les tailler, moyennant une indemnité équitable, pour en réduire la hauteur à des proportions tolérables et, en cas de nécessité, de les supprimer.

<sup>2</sup> Demeure réservé le maintien de ces arbres en fonction d'intérêts publics, en particulier ceux de la protection de la nature et du patrimoine, ainsi que de la protection des allées.

## 11. Utilisation de murs placés à la limite

**Art. 76** Le voisin a le droit, sans être tenu à indemnité, d'établir, aux murs et aux parois situés à ou sur la limite, des installations qui ne causent point de dommages, notamment des espaliers.

## 12. Droit de passage sur le fonds voisin

**Art. 77** Le voisin tolérera le passage sur son bien-fonds ou l'utilisation temporaire de ce fonds, lorsqu'ils sont nécessaires à l'établissement ou à l'entretien de constructions, de routes, de plantations le long de la limite ou de toutes autres installations, telles que les conduites. Il sera informé en temps utile et peut exiger que ces droits soient exercés avec le plus d'égard possible et moyennant dédommagement intégral.

II. Plantations  
forestières

**Art. 78** <sup>1</sup> Les plantations dans les bois et forêts ne doivent pas s'approcher à plus d'un mètre de la limite de la propriété voisine. En outre les trouées de démarcation doivent toujours avoir au moins un mètre de large.

<sup>2</sup> A côté d'un terrain non boisé, la lisière de la forêt doit se trouver à cinq mètres en arrière de la ligne de démarcation s'il s'agit d'un peuplement neuf et à trois mètres au moins s'il s'agit d'un repeuplement; dans cette largeur peut être comprise celle du chemin ou fossé qui longe intérieurement la limite.

III. Ouvrages  
servant à la  
vidange des  
forêts

**Art. 79** Les propriétaires dont les bois et forêts ne sont pas reliés suffisamment à une voie publique, peuvent exiger, contre pleine et entière indemnité, que leur soit concédé le droit d'établir les ouvrages nécessaires pour la vidange, tels que dévaloirs, glissoirs, etc.

IV. Droits de  
passage, de  
barre et  
d'irrigation et  
clôtures

**Art. 80** <sup>1</sup> Demeurent en vigueur les usages suivis jusqu'à présent ainsi que les dispositions de police ou d'ordre économique des droits coutumiers en ce qui concerne la faculté accordée aux propriétaires d'emprunter le fonds voisin pour travaux d'exploitation, de réparation ou de construction sur leurs propres fonds et en ce qui a trait aux droits de barre, de charrue, d'abreuvoir, de passage en saison morte, de dévalage, d'irrigation et autres droits analogues, comme aussi en ce qui touche les fossés, haies, murs et autres clôtures.

<sup>2</sup> Les dispositions y relatives seront réunies et précisées dans un décret du Parlement. Les droits qui en découlent ne seront pas inscrits au registre foncier.

D. Restrictions  
de droit public  
I. Antiquités,  
monuments  
naturels, etc.

**Art. 81** <sup>1</sup> Le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance les mesures nécessaires et à édicter des peines pour la protection et la conservation des antiquités, des monuments naturels, des plantes, pour protéger contre toute altération les sites, l'aspect des localités et les points de vue et pour sauvegarder les sources d'eaux minérales.

<sup>2</sup> En tant et pour aussi longtemps que le Gouvernement ne fait pas usage de cette faculté, les communes pourront l'exercer à sa place. Les ordonnances qu'elles rendront à cette fin seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

<sup>3</sup> L'Etat et les communes peuvent protéger et rendre accessibles par voie d'expropriation, et en particulier par l'établissement de servitudes publiques, les antiquités, monuments naturels, sites, aspects et points de vue. Il leur est loisible de déléguer cette faculté à des associations et fondations d'utilité publique.

II. Ouvrages de protection contre les éléments

**Art. 82** L'Etat et les communes ont le droit d'exiger, contre pleine et entière indemnité, la cession des terrains et l'établissement des servitudes foncières qui sont nécessaires pour construire des ouvrages de protection contre les phénomènes naturels tels que tourmentes de neige, éboulements, inondations, etc. Les ouvrages existants qui servent à pareille fin ne peuvent pas être supprimés sans l'assentiment du conseil communal.

III. Clôtures de sécurité

**Art. 83** Les communes ont le droit d'édicter, afin de prévenir les accidents, des dispositions portant obligation d'entourer d'une clôture les canaux, fossés, etc., non couverts.

IV. Signaux et repères topographiques et cadastraux

**Art. 84** <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers sont tenus, moyennant avertissement, de tolérer gratuitement l'établissement des signaux et repères topographiques et cadastraux et, en particulier, des points de triangulation, de polygone et de nivellement, ainsi que les mesures nécessaires à leur conservation et à leur entretien.

<sup>2</sup> Le dommage causé aux cultures donne lieu à indemnité.

<sup>3</sup> A la demande du Bureau topographique fédéral ou du Service cantonal de l'aménagement du territoire, l'existence de pareils signaux et repères sera mentionnée dans le registre foncier.

E. Dérivation des sources

**Art. 85** Est applicable au captage et à la dérivation des sources et des eaux souterraines la loi sur l'utilisation des eaux<sup>[13\)](#)</sup>.

F. Forêts et pâturages communs, etc., qui ne peuvent être partagés

**Art. 86** On ne peut partager les forêts, pâturages, fontaines et ruisseaux qui appartiennent à une corporation d'allmend ou à quelque autre association de ce genre, ou dont l'exploitation ou l'usage rationnels deviendraient impossibles par le fait même.

G. Gages immobiliers  
I. Purge hypothécaire

**Art. 87** <sup>1</sup> La purge hypothécaire (art. 828 à 830 CC) est permise.

<sup>2</sup> La somme à payer pour purger peut être fixée par estimation officielle, effectuée par la commission cantonale d'estimation foncière instituée par la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural<sup>[60\)](#)</sup>, si tous les créanciers en font la demande et que l'acquéreur y consent.<sup>[58\)](#)</sup>

**Art. 88<sup>20)58)</sup>** <sup>1</sup> Il existe une hypothèque légale pour les créances suivantes :

- a) en faveur de l'Etat, des communes, des Eglises et de leurs paroisses, pour l'impôt sur le gain immobilier ainsi que l'impôt sur la fortune afférent aux immeubles et aux forces hydrauliques (art 190 de la loi d'impôt<sup>61)</sup> et 23 de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat<sup>62)</sup>);
- b) en faveur de l'Etat, des communes, des Eglises et de leurs paroisses, pour l'impôt de succession et de donation afférents aux immeubles et aux forces hydrauliques (art. 38 de la loi sur l'impôt de succession et de donation<sup>63)</sup> et 23 de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat<sup>62)</sup>);
- c) en faveur de l'Etat, pour les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages (art. 22 de la loi réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages<sup>64)</sup>);
- d)<sup>79)</sup> en faveur de l'Etat, pour les taxes et redevances relatives aux concessions hydrauliques (art. 74 de la loi sur la gestion des eaux<sup>80)</sup>);
- e)<sup>77)</sup> en faveur de l'ECA Jura, pour les primes et contributions dues au titre de l'assurance incendie obligatoire des bâtiments (art. 57 de la loi sur la protection et l'assurance des bâtiments<sup>66)</sup>);
- f)<sup>79)</sup> en faveur des communes, pour la taxe immobilière, la taxe pour la gestion des eaux de surface et les taxes de raccordement et d'utilisation en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement des eaux (art. 37 et 96 de la loi sur la gestion des eaux<sup>80)</sup>);
- g) en faveur des communes, pour les contributions des propriétaires fonciers aux frais d'équipement (art. 26 du décret concernant les contributions des propriétaires fonciers<sup>67)</sup>);
- h) en faveur des syndicats d'améliorations foncières, pour les contributions dues par les propriétaires fonciers (art. 72 de la loi sur les améliorations structurelles<sup>68)</sup>);
- i) en faveur de l'Etat et des communes, pour les créances en remboursement des subventions octroyées au titre d'améliorations structurelles (art. 121 de la loi sur les améliorations structurelles<sup>68)</sup>);
- j) en faveur de l'Etat, pour les crédits d'investissement forestiers octroyés à des particuliers pour des travaux liés à un bien-fonds (art. 71, al. 2, de la loi sur les forêts<sup>32)</sup>);
- k) en faveur de l'Etat et des communes, pour les créances découlant de l'exécution par substitution (art. 38 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>69)</sup> et 50 de la loi sur les déchets<sup>70)</sup>);
- l) en faveur des propriétaires voisins, pour les prétentions à la compensation des charges (art. 32 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>69)</sup>);
- m) en faveur des coopératives de remembrement, pour leurs créances à l'égard des propriétaires participants (art. 4 du décret concernant le remembrement de terrains à bâtir<sup>71)</sup>);
- n)<sup>78)</sup> en faveur de l'Etat, pour la contribution perçue sur la plus-value résultant de mesures d'aménagement du territoire (art. 111g de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>69)</sup>).

<sup>2</sup> Ces hypothèques légales naissent sans inscription au registre foncier. Lorsqu'elles dépassent 1 000 francs, elles ne sont opposables aux tiers qui se sont fondés de bonne foi sur le registre foncier qu'aux conditions de l'article 836, alinéa 2, du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

<sup>3</sup> Elles priment toute charge inscrite sur l'immeuble grevé. Entre elles, elles concourent à parité de rang.

<sup>4</sup> L'inscription de l'hypothèque légale ne rend pas la créance imprescriptible.

III. Cédulas  
hypothécaires  
sur papier  
Signature

**Art. 89**<sup>22)58)</sup> Les cédulas hypothécaires sur papier portent la signature du conservateur du registre foncier ou de son adjoint.

**Art. 90**<sup>23)</sup>

**Art. 91**<sup>59)</sup>

H. Gages  
mobiliers  
I. Engagement  
du bétail

**Art. 92** Le préposé à l'Office des poursuites et faillites de chaque district tiendra registre des engagements de bétail.

II. Profession de  
prêteur sur  
gages

**Art. 93**<sup>58)</sup> Le métier de prêteur sur gages est régi par la loi sur les activités économiques<sup>25)</sup>.

**Art. 94 à 96**<sup>53)</sup>

I. Registre  
foncier  
I. Circonscrip-  
tions

**Art. 97** Chaque commune municipale forme une circonscription pour la tenue du registre foncier.

II. Arrondisse-  
ment

**Art. 98**<sup>22)</sup> <sup>1</sup> Le territoire de la République et Canton du Jura forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier.

<sup>2</sup> Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.

III. Organisation  
1. Dispositions  
d'exécution

**Art. 99**<sup>22)</sup> Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre foncier, le système et les détails techniques de la tenue informatisée du registre foncier, ainsi que les modalités d'accès aux données.

## 2. Recours

**Art. 100**<sup>22)58)</sup> La procédure de recours contre les décisions du conservateur est régie par les articles 956a et 956b du Code civil suisse<sup>2)</sup>. Pour le surplus, le Code de procédure administrative est applicable<sup>10)</sup>.

**Art. 101**<sup>75)</sup>IV. Inscription au registre foncier  
1. Immeubles du domaine public

**Art. 102** Les immeubles du domaine public appartenant soit à l'Etat, soit aux communes, seront immatriculés au registre foncier.

## 2. Réquisition des inscriptions par les notaires

**Art. 103** Dans les trente jours de la réception des actes dressés par eux, les notaires en requerront d'office l'inscription au registre foncier.

## V. Mise à jour des plans cadastraux

**Art. 104** <sup>1</sup> La mise à jour des plans cadastraux est faite par des géomètres nommés à cet effet.

<sup>2</sup> Le mode de nomination, la rétribution et les attributions de ces géomètres, ainsi que les émoluments de mise à jour seront fixés par un décret du Parlement.

## VI. Publications

**Art. 104a**<sup>19)</sup> <sup>1</sup> Le Service du registre foncier et du registre du commerce publie tous les deux mois une liste des transferts de propriété immobilière traités au feuillet. Les listes sont affichées et peuvent être consultées librement dans les bâtiments abritant les bureaux du registre foncier.

<sup>2</sup> La publication porte sur :

- a) le numéro de l'immeuble, sa surface, sa nature et son lieu de situation, ainsi que sur la nature des bâtiments mentionnés dans l'état descriptif;
- b) les noms et le domicile ou le siège des personnes qui aliènent la propriété et de celles qui l'acquièrent;
- c) la date de l'acquisition de la propriété par l'aliénateur;
- d) les parts de copropriété et de propriété par étages;
- e) la valeur de la contre-prestation, sauf en cas de partage successoral, d'avancement d'hoirie, de contrat de mariage ou de liquidation de biens.

<sup>3</sup> Ne sont pas publiées :

- a) les acquisitions faites par voie de succession;
- b) les acquisitions d'immeubles situés dans la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à un are;
- c) les acquisitions d'immeubles situés hors de la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à cinq ares;



- d) les acquisitions qui font l'objet d'un acte authentique simplifié<sup>28)</sup>;
- e) les augmentations de parts de copropriété et de parts de propriété par étages de moins de dix pour cent.

## CHAPITRE VI : Des obligations

### A. Enchères I. Vente aux enchères publiques

**Art. 105** <sup>1</sup> Les ventes aux enchères publiques doivent être annoncées publiquement au moins huit jours à l'avance. Ce délai peut être abrégé par le juge administratif si de justes motifs l'exigent.

<sup>2</sup> Les ventes aux enchères ont lieu par le ministère d'un notaire du Canton qui en dressera procès-verbal; la criée est faite par :

- a) un employé de l'office de poursuites et des faillites, s'il s'agit d'immeubles;
- b) un employé de l'office de poursuites et des faillites ou une personne qualifiée proposée par le vendeur, s'il s'agit de meubles.<sup>29)76)</sup>

<sup>3</sup> Les ventes d'objets mobiliers dont la valeur totale n'excède pas 30 000 francs peuvent être publiées suivant l'usage local; il suffit qu'elles aient lieu avec le concours d'un employé de l'office de poursuites et des faillites ou d'un employé communal.<sup>29)76)</sup>

### II. Autres ventes aux enchères

**Art. 106** Les ventes aux enchères qui n'ont pas lieu dans les formes prescrites par l'article précédent sont régies par les dispositions relatives aux ventes ordinaires.

### III. Abus

**Art. 107** <sup>1</sup> Toutes ventes aux enchères seront clôturées ou suspendues avant l'heure de fermeture des auberges.

<sup>2</sup> Il est interdit d'influencer ou de chercher à influencer les enchères en promettant des boissons spiritueuses aux miseurs ou en leur en servant d'une façon abusive.

<sup>3</sup> Les infractions à ces dispositions seront punies d'une amende de 50 à 1 000 francs.

### B. Dettes d'auberges

**Art. 108**<sup>30)</sup> Ne peuvent faire l'objet d'une action en justice les créances résultant de la consommation de boissons alcooliques sur incitation, ou de leur vente à des personnes en état d'ébriété.

### C. ...

**Art. 109**<sup>23)</sup>

D. ...	<b>Art. 110<sup>59)</sup></b>
E. Registre du commerce 1. Arrondissement, dispositions d'exécution	<p><b>Art. 111<sup>22)</sup></b> <sup>1</sup> Un seul registre du commerce est tenu pour la République et Canton du Jura.</p> <p><sup>2</sup> Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.</p> <p><sup>3</sup> Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre du commerce, le système et les détails techniques de la tenue informatisée ainsi que la consultation du registre du commerce.</p>
2. Amende d'ordre	<p><b>Art. 112<sup>22)</sup></b> <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce veille à ce que les intéressés fassent procéder en temps utile aux inscriptions que la loi leur impose.</p> <p><sup>2</sup> Il est compétent pour infliger des amendes d'ordre aux contrevenants, conformément à l'article 943 du Code des obligations.</p>
3. Recours	<b>Art. 113<sup>22)49)58)</sup></b> Les décisions du préposé sont sujettes à recours à la Cour civile du Tribunal cantonal.
<b>TITRE TROISIEME : Dispositions transitoires</b>	
<b>CHAPITRE PREMIER : De la famille</b>	
Nom	<b>Art. 114<sup>12)</sup></b> L'officier de l'état civil est compétent pour recevoir la déclaration de la femme mariée sous l'ancien droit par laquelle elle veut faire précéder le nom de famille de celui qu'elle portait avant le mariage (art. 8a du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.
Droit de cité	<b>Art. 115<sup>12)</sup></b> La Section de l'état civil et des habitants est l'autorité compétente pour recevoir la déclaration de la femme suisse mariée sous l'ancien droit par laquelle elle entend reprendre le droit de cité qu'elle possédait lorsqu'elle était célibataire (art. 8b du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

Régime  
matrimonial des  
époux mariés  
entre le 1.1.1912  
et le 31.12.1987  
Déclaration de  
maintien ou  
d'assujettisse-  
ment

**Art. 116<sup>12)</sup>** <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce reçoit et répertorie :

- a) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 9e, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de demeurer soumis au régime de l'union des biens;
- b) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 10b, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de se soumettre au régime de la participation aux acquêts.

<sup>2</sup> Les déclarations visées à l'alinéa 1 doivent être présentées jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

## CHAPITRE II : Des droits réels

A. Servitudes  
foncières  
I. Arbres situés  
dans le fonds  
d'autrui

**Art. 117** Les droits de propriété existant sur des arbres situés dans le fonds d'autrui peuvent encore être rachetés sous le régime du Code civil suisse, conformément aux dispositions de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers<sup>31)</sup>.

II. Droits de  
pacage, droits  
d'usage en bois  
et autres  
semblables

**Art. 118** <sup>1</sup> Les droits de pacage, les droits d'usage en bois et les droits d'usufruit sur les arbres pourront encore être rachetés suivant les dispositions de la loi sur les forêts<sup>32)</sup> et de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers<sup>31)</sup>.

<sup>2</sup> Le droit de vaine pâture et de parcours sera aboli dès que la moitié des propriétaires fonciers le demanderont.

B. Gages  
immobiliers  
I. Assimilation  
des droits de  
gage immobilier  
de l'ancien droit  
à ceux du  
nouveau droit

**Art. 119** Dès l'introduction du registre foncier fédéral seront assimilés :

- 1. à la cédule hypothécaire du nouveau droit : les obligations hypothécaires qui résultent d'un prêt;
- 2. aux hypothèques du nouveau droit : les titres hypothécaires;
- 3. aux hypothèques légales de l'article 837 du Code civil suisse : les privilèges prévus par l'article 2103, chiffres 1, 3 et 4 du Code civil français en faveur du vendeur, des cohéritiers et architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers.

II. Droit de  
profiter de la  
case libre en cas  
de paiement par  
amortissements

**Art. 120** Si, d'après le titre hypothécaire de l'ancien droit, la dette est payable par amortissements annuels, les créanciers postérieurs en rang ont le droit d'avancer dans la case libre; le créancier ou le débiteur pourront faire annoter ce droit au registre foncier conformément à l'article 814 du Code civil suisse.

**Art. 121 à 124**<sup>[23\)](#)</sup>

### CHAPITRE III : Dispositions diverses

A. Le Code civil suisse applicable comme droit complémentaire

**Art. 125** Le Code civil suisse et la loi fédérale du 30 mars 1911 qui le complète (livre cinquième : CO) ont force légale comme droit complémentaire pour les matières réservées à la législation cantonale.

**Art. 126**<sup>[6\)](#)</sup>

C. Abrogation du droit civil cantonal

**Art. 127** <sup>1</sup> Les dispositions de droit civil de la législation cantonale seront abrogées dès l'entrée en vigueur de la présente loi, en tant qu'elles ne sont pas contenues ou réservées dans cette dernière ou à moins qu'elles ne soient réservées par le Code civil suisse.

<sup>2</sup> Il en sera de même des dispositions du Code civil français et du Code de procédure civile français.

D. Entrée en vigueur de la loi

**Art. 128** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>[33\)](#)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Loi du 9 novembre 1978 approuvée par le Conseil fédéral le 9 juin 1980.

Loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse (Effets généraux du mariage, régime matrimonial et successions) approuvée par le Conseil fédéral le 25 janvier 1988.

- 1) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 2) [RS 210](#)
- 3) [RSJU 101](#)
- 4) [RS 220](#)
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 6) Abrogé(s) par le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988.  
Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 9) Nouvelle appellation selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi. ([RSJU 172.111](#))
- 10) [RSJU 175.1](#)
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 24 avril 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1986
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 13) [RSJU 752.41](#)
- 14) Introduit par le ch. I de la loi du 28 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 15) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 16) Abrogé par le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant introduction de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 17) [RSJU 214.431](#)
- 18) Abrogé par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Nouvelle teneur selon l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, et selon l'article 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001 ([RSJU 215.124.1](#)).
- 19) Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural, du 21 décembre 1993, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1994, prorogée jusqu'au 31 décembre 1998 par arrêtés du Gouvernement des 20 décembre 1994, 12 décembre 1995, 3 décembre 1996 et 10 décembre 1997. Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, et par l'art. 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 21 février 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001 ([RSJU 215.124.1](#))
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 décembre 1983, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1984
- 21) Introduite par l'art. 78, al. 2, de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999

- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000
- 23) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000
- 24) [RSJU 176.11](#)
- 25) [RSJU 930.1](#)
- 26) Art. 102 à 104 de l'ordonnance fédérale sur le registre foncier ([RS 211.432.1](#))
- 27) [RSJU 173.11](#)
- 28) Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat (art. 38, al. 2) ([RSJU 189.11](#))
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 novembre 1991, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 1992
- 30) Nouvelle teneur selon l'art. 93 de la loi du 18 mars 1998 sur les auberges, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1998 ([RSJU 935.11](#))
- 31) [RSJU 215.122.14](#)
- 32) [RSJU 921.11](#)
- 33) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 mars 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002.
- 35) Nouvelle teneur selon l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 ([RSJU 850.1](#))
- 36) Abrogé par l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 ([RSJU 850.1](#))
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce). Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 40) [RS 211.231](#)
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 42) Abrogé par le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 43) Nouvelle teneur selon l'art. 24 de la loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007 ([RSJU 853.21](#))
- 44) [RSJU 853.21](#)
- 45) Introduit par le ch. I de la loi du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2007
- 46) [RSJU 321.1](#)
- 47) [RSJU 175.1](#)
- 48) [RS 311.0](#)
- 49) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 51) Nouvelle teneur selon l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 271.1](#))
- 52) Introduit par l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 271.1](#))
- 53) Abrogé(s) par l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 271.1](#))
- 54) [RSJU 271.1](#)

- 
- 55) Nouvelle teneur selon l'art. 58, alinéa 1, de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 321.1](#))
- 56) [RS 272](#)
- 57) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
- 58) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
- 59) Abrogé par le ch. I de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
- 60) [RSJU 215.124.1](#)
- 61) [RSJU 641.11](#)
- 62) [RSJU 471.1](#)
- 63) [RSJU 642.1](#)
- 64) [RSJU 215.326.2](#)
- 65) [RSJU 752.461](#)
- 66) [RSJU 873.11](#)
- 67) [RSJU 701.71](#)
- 68) [RSJU 913.1](#)
- 69) [RSJU 701.1](#)
- 70) [RSJU 814.015](#)
- 71) [RSJU 701.81](#)
- 72) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 73) Introduit par le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 74) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 75) Abrogé par le ch. XIV de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 76) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 77) Nouvelle teneur selon l'article 96, alinéa 1, de la loi du 29 avril 2015 sur la protection et l'assurance des bâtiments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ([RSJU 873.11](#))
- 78) Introduite par le ch. III de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 79) Nouvelle teneur selon l'article 114, alinéa 1, de la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2016 ([RSJU 814.20](#))
- 80) [RSJU 814.20](#)
- 81) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 avril 2019 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
- 82) Introduit par le ch. I de la loi du 17 avril 2019 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
- 83) Introduit par le ch. I de la loi du 29 septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- 84) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 85) Introduit par le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023





## **Arrêté**

# **portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur la création et l'exploitation de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale**

du 25 mai 2011

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 48 de la Constitution fédérale<sup>1)</sup>,

vu les articles 4, 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le concordat du 23 février 2011 sur la création et l'exploitation de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale est approuvé.

**Art. 2<sup>3)</sup>** La surveillance des fondations au sens des articles 80 à 89 du Code civil suisse<sup>3)</sup> ressortissant à la République et Canton du Jura est également attribuée à l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale (art. 3, al. 2, du concordat).

**Art. 3** Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

**Art. 4** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur<sup>4)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 25 mai 2011

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Burri

Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

## Annexe

### Concordat sur la création et l'exploitation de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale

du 23 février 2011

*Les cantons de Vaud, du Valais, de Neuchâtel et du Jura,*

vu la convention du 5 mars 2010 relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation des parlements, CoParl)<sup>5</sup>;

vu les articles 61 et suivants de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>6</sup>;

considérant la nécessité d'optimiser la surveillance dans la prévoyance professionnelle et de l'adapter aux réformes structurelles tendant à assurer l'autonomie juridique, organisationnelle et financière de l'autorité préposée à cette tâche,

conviennent<sup>7</sup> :

du présent concordat sur la surveillance des fondations et institutions de prévoyance professionnelle (ci-après : "le concordat").

#### CHAPITRE PREMIER : Champ d'application

Principe

**Article premier** Le concordat régit l'organisation de la surveillance, au sens du droit fédéral, des fondations et des institutions de prévoyance ayant leur siège dans les cantons partenaires.

#### CHAPITRE II : Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale

##### SECTION 1 : Forme juridique, appellation, missions et siège

Forme juridique  
et appellation

**Art. 2** <sup>1</sup> Les cantons partenaires constituent par le concordat un établissement autonome de droit public doté de la personnalité juridique (ci-après : "l'établissement").

<sup>2</sup> L'établissement est nommé "Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale (Westschweizer BVG- und Stiftungsaufsichtsbehörde)".

Missions

**Art. 3** <sup>1</sup> L'établissement est chargé de la surveillance des institutions de prévoyance, ainsi que des institutions qui servent à la prévoyance, ayant leur siège sur le territoire de l'un des cantons partenaires.

<sup>2</sup> Les cantons partenaires peuvent aussi attribuer à l'établissement la surveillance des fondations classiques placées sous leur surveillance au sens des articles 80 et suivants du code civil (CC).

<sup>3</sup> Les compétences de la Confédération sont réservées.

Siège

**Art. 4** L'établissement a son siège à Lausanne, dans le canton de Vaud.

## SECTION 2 : Organisation et compétences

En général

**Art. 5** <sup>1</sup> Les organes de l'établissement sont :

- a) le Conseil d'administration;
- b) la Direction;
- c) l'organe de révision.

<sup>2</sup> Le fonctionnement de l'établissement est soumis à une commission interparlementaire de contrôle, dont la mission est définie à l'article 15.

Conseil  
d'administration  
a) Composition

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Conseil d'administration (ci-après : "le Conseil") est composé d'un membre de chaque canton partenaire. Chaque gouvernement cantonal désigne un membre de l'exécutif cantonal pour l'y représenter et agir en son nom. Exceptionnellement, les membres peuvent se faire représenter aux séances.

<sup>2</sup> Le Conseil désigne son président et fixe, pour le surplus, son mode de fonctionnement.

b) Attributions

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Conseil est l'organe suprême de l'établissement. En cette qualité, il prend toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence d'un autre organe.

<sup>2</sup> Il a notamment les attributions suivantes :

- a) exercer la surveillance sur l'établissement et assurer sa bonne marche;

- b) arrêter les dispositions d'exécution à édicter selon la LPP;
- c) arrêter les dispositions d'exécution concernant les tâches de l'établissement dans le domaine des fondations classiques;
- d) édicter les règlements nécessaires au fonctionnement de l'établissement;
- e) prendre acte des circulaires émises par l'autorité de surveillance;
- f) adopter le budget;
- g) arrêter le tarif des émoluments et le faire publier;
- h) procéder à l'engagement du directeur et approuver l'engagement des collaborateurs, en veillant à l'exigence du bilinguisme et, dans la mesure du possible, à la représentation cantonale;
- i) désigner l'organe de révision;
- j) approuver le rapport annuel et les comptes annuels;
- k) adresser le rapport annuel au gouvernement de chaque canton partenaire et à la commission interparlementaire de contrôle;
- l) conclure toute convention de collaboration avec les cantons tiers ou partenaires.

## c) Décisions

**Art. 8** <sup>1</sup> Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple de tous les membres présents, la voix du président étant prépondérante en cas d'égalité.

<sup>2</sup> Le directeur de l'établissement prend en principe part aux séances du Conseil avec voix consultative et droit de proposition.

Direction  
a) Principe

**Art. 9** Le Conseil engage le directeur de l'établissement par contrat de droit administratif.

## b) Attributions

**Art. 10** <sup>1</sup> Le directeur gère l'établissement au niveau opérationnel.

<sup>2</sup> Il a notamment les attributions suivantes :

- a) assumer la conduite de l'établissement;
- b) gérer les ressources humaines, financières et matérielles;
- c) recruter le personnel sur la base de mises au concours publiées dans les cantons partenaires;
- d) conclure, après approbation du Conseil, les contrats d'engagement des collaborateurs et assurer la gestion du personnel;
- e) rendre périodiquement compte de sa gestion au Conseil;
- f) préparer les objets de la compétence du Conseil;
- g) édicter les circulaires adressées aux fondations et institutions de prévoyance.

c) Représenta-  
tion

**Art. 11** Le directeur représente l'établissement à l'égard des tiers.

Organe de révision	<b>Art. 12</b> Le Conseil désigne l'organe de révision.
a) Principe	
b) Attributions	<b>Art. 13</b> L'organe de révision vérifie si les comptes annuels sont conformes aux dispositions légales et aux principes reconnus.
c) Rapport de révision	<b>Art. 14</b> L'organe de révision établit à l'attention du Conseil un rapport détaillé contenant ses constatations et ses remarques.
Commission interparlementaire de contrôle	<p><b>Art. 15</b> <sup>1</sup> Il est institué une Commission interparlementaire de contrôle au sens de la convention relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl)<a href="#">5</a>.</p> <p><sup>2</sup> La Commission interparlementaire de contrôle est composée de trois membres par canton, désignés par le parlement de chaque canton.</p> <p><sup>3</sup> Le contrôle porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les objectifs stratégiques de l'établissement;</li> <li>b) la planification financière pluriannuelle;</li> <li>c) le budget annuel;</li> <li>d) les comptes annuels;</li> <li>e) l'évaluation des résultats obtenus.</li> </ul> <p><sup>4</sup> La Commission interparlementaire de contrôle établit un rapport écrit, au moins une fois par an, et le transmet aux parlements concernés.</p>
<b>SECTION 3 : Personnel</b>	
Engagement	<b>Art. 16</b> Le directeur engage le personnel de l'établissement par contrat de droit administratif.
Affiliation à la Caisse de pensions	<b>Art. 17</b> Le personnel de l'établissement est affilié à la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud. Le Conseil peut choisir une autre caisse de pensions.
Régime applicable au personnel	<b>Art. 18</b> Les règles concernant le personnel du canton du siège sont applicables par analogie aussi longtemps qu'un statut particulier du personnel n'a pas été établi par le Conseil.

## SECTION 4 : Responsabilité et entraide administrative

### Responsabilité

**Art. 19** <sup>1</sup> L'établissement répond de ses obligations et du dommage qu'il cause de façon illicite, directement ou par l'intermédiaire de ses collaborateurs, dans l'exercice de l'activité de l'établissement, selon les dispositions sur la responsabilité de l'Etat du canton du siège.

<sup>2</sup> Le Conseil doit souscrire une assurance responsabilité civile pour couvrir les activités de surveillance.

<sup>3</sup> Le canton du siège de l'institution surveillée est solidairement responsable, conformément à sa législation, pour le dommage causé illicitement par l'établissement.

### Action récursoire

**Art. 20** <sup>1</sup> Lorsque l'Etat a dû réparer le dommage causé à un tiers par l'établissement, il a un droit de recours contre ce dernier.

<sup>2</sup> L'établissement qui a réparé tout ou partie du dommage causé par l'un de ses employés a un droit de recours contre ce dernier.

<sup>3</sup> Les dispositions sur la responsabilité de l'Etat et de ses agents du canton du siège s'appliquent.

### Entraide administrative

**Art. 21** L'établissement ainsi que les autorités administratives et judiciaires des cantons partenaires s'entraident mutuellement dans l'accomplissement de leurs tâches et doivent permettre, sans percevoir de frais, les communications appropriées, la transmission des renseignements utiles et la consultation des dossiers.

<sup>2</sup> Les corporations, établissements et organisations remplissant des tâches publiques des cantons partenaires ont, dans le cadre de ces tâches, le même devoir d'information que les autorités et l'établissement.

<sup>3</sup> Le refus d'entraide par l'établissement peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal du canton du siège.

<sup>4</sup> Le refus d'entraide d'un canton ou des ses corporations, établissements et organisations remplissant des tâches publiques peut faire l'objet d'un recours auprès des autorités compétentes du canton concerné.

## SECTION 5 : Dispositions financières et disciplinaires

### Principes

**Art. 22** <sup>1</sup> L'établissement tient une comptabilité indépendante basée sur le plan comptable du canton du siège.

<sup>2</sup> La comptabilité annuelle est tenue et structurée selon les principes régissant l'établissement régulier des comptes. Elle comporte un bilan, un compte de résultat et une annexe.

<sup>3</sup> L'exercice comptable correspond à l'année civile.

### Trésorerie

**Art. 23** Le canton du siège met à disposition de l'établissement une avance de trésorerie sous forme de prêt, selon les conditions suivantes :

- a) montant : CHF 1'500'000.-;
- b) durée : 15 ans;
- c) amortissement linéaire sur 15 ans;
- d) taux d'intérêts : le taux d'intérêts est défini par le taux d'intérêt moyen de la dette du canton du siège lors du début de l'activité de l'établissement. Il sera recalculé chaque année.

### Emoluments a) Principe

**Art. 24** <sup>1</sup> L'établissement perçoit des émoluments pour ses activités de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance. Dans des cas particuliers, il peut les réduire ou renoncer à les percevoir.

<sup>2</sup> Le Conseil fixe le barème des émoluments dus à l'autorité de surveillance des fondations. Les émoluments doivent couvrir les prestations fournies aux fondations ainsi que l'ensemble des coûts de l'établissement, notamment ceux liés à la commission de haute surveillance; ils comprennent :

- a) un émolument annuel de surveillance;
- b) des émoluments pour les décisions et les prestations de services.

<sup>3</sup> L'émolument annuel de surveillance est calculé sur la base du total du bilan des fondations et des institutions de prévoyance. Pour le calcul des émoluments dus par les institutions de prévoyance professionnelle, il peut être également tenu compte de leur structure, ainsi que du nombre d'assurés qui y sont affiliés.

<sup>4</sup> En règle générale, les émoluments relatifs aux décisions et prestations de services sont facturés selon le temps de travail consacré. L'établissement peut également facturer certaines décisions ou services à forfait, en tenant compte du temps moyen consacré à une tâche de même nature. L'établissement est également habilité à tenir compte d'autres critères particuliers, tels que le montant des biens ou des fonds libres transférés, en matière de dissolution, le bilan consolidé en cas de fusion, l'inventaire en cas de transfert de patrimoine.

<sup>5</sup> Lorsque les émoluments sont calculés d'après la durée de l'opération, toute fraction de demi-heure compte pour une demi-heure.

<sup>6</sup> Les émoluments peuvent être majorés de 50 % au plus lorsque la demande doit être traitée de manière urgente ou qu'elle requiert un travail particulièrement important.

b) Refacturation  
des frais  
extraordinaires

**Art. 25** Le montant des frais extraordinaires, tels que frais d'expertise, d'enquête ou de publication, est perçu en sus.

c) Débiteur

**Art. 26** <sup>1</sup> En règle générale, les émoluments et les frais sont supportés par la fondation ou l'institution de prévoyance.

<sup>2</sup> L'établissement peut les mettre à la charge d'un tiers si les circonstances le justifient, notamment lorsque celui-ci a rendu nécessaire l'intervention de l'établissement ou a adopté un comportement téméraire ou abusif.

<sup>3</sup> Les cantons partenaires peuvent contribuer à réduire les émoluments mis à la charge des fondations et des institutions de prévoyance ayant leur siège sur leur territoire respectif par le versement d'une subvention annuelle forfaitaire. Les modalités de cette participation financière doivent être réglées par la législation du canton partenaire.

d) Ajustements

**Art. 27** Les émoluments devront faire l'objet d'un ajustement lorsque, sur deux exercices annuels au moins, les pertes dépassent 5 % du total des émoluments encaissés ou que le bénéfice représente plus de 10 % du total des émoluments encaissés.



Sanction  
disciplinaire

**Art. 28** La fondation ou l'institution de prévoyance qui, après avoir reçu une sommation attirant son attention sur la sanction prévue par la présente disposition, ne se conforme pas dans le délai fixé à une décision de l'établissement, sera punie d'une amende d'ordre de CHF 4'000.- au plus. Les contraventions de peu de gravité seront sanctionnées par une réprimande. L'établissement peut, lorsque les circonstances le justifient, infliger de telles sanctions aux membres du conseil de la fondation ou de l'institution de prévoyance surveillée, à titre personnel. Les voies de droit prévues à l'article 31 du présent acte sont ouvertes aux membres du Conseil qui ont été amendés ou sanctionnés.

Exonération  
fiscale

**Art. 29** Pour ses tâches de puissance publique, l'établissement est exonéré de tous les impôts cantonaux et communaux.

## SECTION 6 : Droit applicable

Généralités

**Art. 30** Si le présent concordat n'en dispose pas autrement, le droit applicable est celui du canton du siège. Ceci vaut en particulier pour les appels d'offres, la protection des données et l'archivage.

Procédure et  
voies de droit

**Art. 31** <sup>1</sup> Une fondation ou une institution de prévoyance peut former réclamation contre une décision de l'établissement en lien avec l'émolument annuel de surveillance, les frais de rappel ou de sommation, ou un prononcé d'amende. Seule la décision sur réclamation est sujette à recours.

<sup>2</sup> La réclamation s'exerce par acte écrit, adressé à l'établissement dans les trente jours dès la notification de la décision attaquée. Pour le surplus, la loi sur la procédure administrative du canton du siège s'applique à la procédure de réclamation.

<sup>3</sup> Les dispositions du droit fédéral et du droit cantonal du canton du siège régissent la procédure applicable aux autres décisions que prend l'établissement, ainsi que la procédure de recours contre ces décisions.

Publications

**Art. 32** Les publications de l'établissement se font dans les organes de publication officielle des cantons concernés, conformément aux règles de publication édictées par le canton concerné.

## SECTION 7 : Dispositions transitoires

Transfert de la  
gestion

**Art. 33** <sup>1</sup> Les cantons s'engagent à transférer leurs dossiers avant la mise en exploitation de l'établissement.

<sup>2</sup> Le Conseil fixe les modalités de transfert.

Frais  
d'installation

**Art. 34** <sup>1</sup> Les frais afférents à la période d'installation de l'établissement, comprise entre la date de sa création et la date de son début d'activité, sont avancés à parts égales entre les cantons partenaires.

<sup>2</sup> Le Conseil adopte le budget de cette période d'installation et fixe les modalités du remboursement.

## SECTION 8 : Dispositions finales

Entrée en  
vigueur

**Art. 35** <sup>1</sup> Le concordat entre en vigueur lorsque trois cantons y ont adhéré selon leurs règles propres et en ont informé la chancellerie du canton du siège.

<sup>2</sup> Le canton du siège invite le représentant désigné par chaque canton à une séance constitutive. Le Conseil fixe la date du début de l'activité de l'établissement et en informe la Confédération.

Adhésion  
ultérieure

**Art. 36** <sup>1</sup> Le présent concordat est ouvert à l'adhésion d'autres cantons.

<sup>2</sup> Le consentement d'un canton à être lié par le concordat est exprimé par une déclaration de son gouvernement au Conseil, accompagnée de la loi cantonale d'adhésion.

<sup>3</sup> Le Conseil :

- a) arrête les droits et obligations du canton requérant;
- b) fixe la date à laquelle l'adhésion prend effet.

Durée

**Art. 37** Le concordat est conclu pour une durée indéterminée.

## Modification

**Art. 38** <sup>1</sup> Lorsqu'un ou plusieurs cantons partenaires entendent proposer des modifications au présent concordat, celles-ci sont soumises à une commission interparlementaire désignée à cet effet.

<sup>2</sup> Lorsque les cantons partenaires s'accordent sur une modification, celle-ci est soumise à l'approbation de leurs parlements.

## Résiliation

**Art. 39** <sup>1</sup> Moyennant un préavis de 2 ans pour la fin d'un exercice comptable, un canton peut se départir du concordat.

<sup>2</sup> Les dossiers du canton sortant sont identifiés et transférés en l'état, à la fin du délai de résiliation.

<sup>3</sup> Le canton qui se départit du concordat demeure responsable pour les engagements contractés par l'établissement alors qu'il en était membre.

<sup>4</sup> Le canton sortant assume l'entière responsabilité des dossiers appartenant aux institutions ayant leur siège sur son territoire dès sa sortie.

<sup>5</sup> Le concordat demeure valable pour les membres restants.

## Dissolution

**Art. 40** <sup>1</sup> Les cantons partenaires peuvent décider en tout temps de dissoudre le concordat.

<sup>2</sup> La décision de dissoudre le concordat nécessite l'accord de tous les gouvernements des cantons partenaires.

<sup>3</sup> Le bénéfice ou la perte de liquidation est réparti en proportion du total du bilan des institutions soumises à surveillance au moment de la dissolution.

- 1) [RS 101](#)
- 2) [RSJU 101](#)
- 3) [RS 210](#)
- 4) 1<sup>er</sup> septembre 2011
- 5) [RSJU 111.190](#)
- 6) [RS 831.40](#)
- 7) Toute désignation de personne, de statut, de fonction ou de profession utilisée dans le présent concordat s'applique indifféremment aux hommes et aux femmes
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 28 septembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

## **Contrat-type de travail pour le personnel de l'économie domestique**

du 7 juin 2022

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 359 du Code des obligations (CO)<sup>1)</sup>,

vu l'article 12 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent contrat-type de travail s'applique sur tout le territoire de la République et Canton du Jura.

<sup>2</sup> Il régit tous les rapports de travail entre les travailleurs, qui effectuent des activités domestiques dans un ménage privé ou dans un ménage collectif (par exemple : foyer, pension, établissement, hôpital), et leurs employeurs. Sont considérés comme activités domestiques les travaux d'entretien général du ménage, en particulier des activités de prise en charge, d'économie familiale, de cuisine et de nettoyage.

<sup>3</sup> Le présent contrat-type de travail ne s'applique pas aux rapports de travail entre les personnes qui ont la relation suivante :

- a) époux;
- b) partenaires enregistrés;
- c) ascendants et descendants en ligne directe, leurs conjoints et partenaires enregistrés;
- d) concubins.

<sup>4</sup> Il ne s'applique pas non plus aux rapports de travail des personnes suivantes :

- a) travailleurs qui ne sont occupés qu'occasionnellement et exclusivement pour surveiller des enfants;
- b) apprentis liés par un contrat conforme à la législation sur la formation professionnelle;
- c) travailleurs au pair;

- d) travailleurs occupés dans une exploitation agricole et soumis à un contrat-type de travail spécial;
- e) travailleurs soumis à une convention collective de travail de force obligatoire, pour les points réglementés par celle-ci;
- f) personnes dont les rapports de travail sont soumis au droit public cantonal ou communal;
- g) personnes employées par une organisation de droit public ou par une organisation d'utilité publique ayant un mandat public.

<sup>5</sup> Les rapports de travail entre les travailleurs de l'économie domestique occupés à la prise en charge 24 heures sur 24 et leurs employeurs sont régis par les dispositions spéciales de la section 2.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes qui désignent des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**Effet** **Art. 3** <sup>1</sup> Le présent contrat-type de travail s'applique directement aux rapports de travail qu'il régit, sauf convention écrite contraire conclue entre les parties.

<sup>2</sup> Il ne peut être dérogé au présent contrat-type de travail que dans les limites des prescriptions impératives du Code des obligations<sup>1)</sup> et du droit public.

**Devoir de diligence** **Art. 4** Le travailleur accomplit son travail avec soin. Il est tenu de respecter l'ordre intérieur et de garder loyalement le secret (art. 321a CO<sup>1)</sup>).

**Responsabilité du travailleur** **Art. 5** <sup>1</sup> Le travailleur répond envers l'employeur de tout dommage causé intentionnellement ou par négligence. Il ne répond de dommages insignifiants qu'en cas de récidive.

<sup>2</sup> Il est tenu de signaler immédiatement à l'employeur les dommages qu'il constate.

**Protection de la personnalité du travailleur** **Art. 6** <sup>1</sup> L'employeur doit respecter la personnalité du travailleur et manifester les égards voulus pour sa santé. Il veille particulièrement au bien-être des jeunes travailleurs.

<sup>2</sup> L'employeur doit exiger la même attitude de ses proches.

**Résiliation pendant le temps d'essai** **Art. 7** <sup>1</sup> Pendant le temps d'essai, chacune des parties peut résilier le contrat de travail à tout moment, moyennant un délai de congé de sept jours. Est considéré comme temps d'essai le premier mois de travail.

<sup>2</sup> Lorsque, pendant le temps d'essai, le travail est interrompu par suite de maladie, d'accident ou d'accomplissement d'une obligation légale incombant au travailleur sans qu'il ait demandé de l'assumer, le temps d'essai est prolongé d'autant.

Résiliation après  
le temps d'essai

**Art. 8** <sup>1</sup> Après le temps d'essai, le contrat peut être résilié pour la fin d'un mois moyennant un délai de congé d'un mois pendant la première année de service, de deux mois de la deuxième à la cinquième année de service et de trois mois ultérieurement.

<sup>2</sup> Les articles 336c et 336d du Code des obligations<sup>1)</sup> concernant la résiliation du contrat de travail en temps inopportun (grossesse, maladie, accident, service militaire, etc.) sont réservés.

Motivation du  
congé et  
résiliation  
abusive

**Art. 9** <sup>1</sup> La partie qui reçoit le congé peut demander à l'autre partie qu'elle motive sa décision par écrit.

<sup>2</sup> En cas de résiliation abusive au sens de l'article 336 du Code des obligations<sup>1)</sup>, la partie qui reçoit le congé et entend demander une indemnité doit faire opposition au congé par écrit auprès de l'autre partie, au plus tard jusqu'à la fin du délai de congé.

Résiliation  
immédiate

**Art. 10** <sup>1</sup> L'employeur et le travailleur peuvent résilier immédiatement le contrat en tout temps pour de justes motifs; la partie qui résilie immédiatement le contrat doit motiver sa décision par écrit si l'autre partie le demande.

<sup>2</sup> Les articles 337 à 337d du Code des obligations<sup>1)</sup> s'appliquent.

Indemnité à  
raison de longs  
rapports de  
travail

**Art. 11** Si les rapports de travail d'un travailleur âgé d'au moins 50 ans prennent fin après vingt ans ou plus, le travailleur a droit à une indemnité égale au salaire en espèces pour six mois au moins, conformément aux articles 339b à 339d du Code des obligations<sup>1)</sup>.

Durée du travail

**Art. 12** <sup>1</sup> La durée de travail est de neuf heures au plus par jour et la journée de travail prend en règle générale fin à 20 heures.

<sup>2</sup> Le temps de travail hebdomadaire ne doit normalement pas excéder 46 heures pour un poste à temps complet.

<sup>3</sup> En fixant l'horaire de travail, l'employeur doit tenir compte des intérêts du travailleur dans une mesure compatible avec les siens.

<sup>4</sup> L'employeur tient un registre écrit des heures de travail effectuées (y compris les heures supplémentaires et le service de piquet) et le fait signer chaque mois par le travailleur. A défaut, la tenue des heures établies par le travailleur sert de moyen de preuves en cas de litige.

Repos quotidien  
et pauses

**Art. 13** <sup>1</sup> Le repos quotidien doit durer consécutivement au moins douze heures pour les travailleurs n'ayant pas 20 ans révolus et onze heures pour les autres travailleurs.

<sup>2</sup> Le travailleur a droit à une pause non payée d'au moins une heure et d'au plus trois heures pour un repas principal, en général à midi. Il a également droit à une pause d'un quart d'heure par demi-journée, comptant dans la durée de travail.

Heures  
supplémentaires

**Art. 14** <sup>1</sup> Le travailleur doit effectuer les heures supplémentaires de travail ordonnées par l'employeur, dans la mesure où l'urgence le requiert et où les règles de la bonne foi permettent de le lui demander.

<sup>2</sup> L'employeur peut, avec l'accord du travailleur, compenser les heures supplémentaires par un congé d'une durée au moins égale. La compensation doit être accordée dans les trois mois.

<sup>3</sup> L'employeur est tenu de rétribuer les heures supplémentaires qui ne sont pas compensées par un congé et les heures de travail actif de nuit en versant le salaire normal majoré d'un quart au moins.

Congés  
ordinaires et  
jours fériés

**Art. 15** <sup>1</sup> Le travailleur a droit à un jour et demi de congé par semaine.

<sup>2</sup> En règle générale, deux jours au moins de congé par mois doivent coïncider avec un dimanche ou un jour férié.

<sup>3</sup> L'employeur peut exceptionnellement grouper les jours de congé auxquels le travailleur peut prétendre ou accorder deux demi-jours au lieu d'un jour complet, si des conditions particulières le justifient et si le travailleur y consent.

<sup>4</sup> Les parties tiennent équitablement compte de leurs intérêts réciproques pour fixer les heures et jours de congé.

<sup>5</sup> Si la nourriture fait partie du salaire en nature, le travailleur est autorisé à prendre ses repas chez l'employeur aussi pendant ses jours de congé.



<sup>6</sup> Les congés qui ne sont pas pris sont compensés dans les trois mois. Avec l'accord du travailleur, ils peuvent être payés selon les règles applicables aux heures supplémentaires.

#### Congés payés

**Art. 16** <sup>1</sup> En plus des congés ordinaires, le travailleur a droit aux jours de congé suivants, sans qu'il y ait réduction du salaire en espèces :

- a) trois jours pour son mariage ou l'enregistrement de son partenariat, ainsi qu'en cas de décès ou de maladie grave de son conjoint, de son partenaire enregistré, d'un enfant, de son père ou de sa mère, d'un frère ou d'une sœur;
- b) deux jours en cas d'accouchement de l'épouse du travailleur, d'accouchement de la partenaire enregistrée, ou de changement de domicile;
- c) un jour lors du mariage d'un de ses propres enfants ou de l'enfant de son conjoint ou de son partenaire enregistré, ou en cas de décès d'un beau-parent, d'un beau-frère ou d'une belle-sœur.

<sup>2</sup> Lorsque le contrat est résilié, l'employeur doit laisser au travailleur le temps libre nécessaire, mais au maximum deux fois deux heures par semaine, pour chercher un nouvel emploi.

#### Vacances

**Art. 17** <sup>1</sup> L'employeur accorde au travailleur, chaque année de service, quatre semaines de vacances au moins et cinq semaines au moins aux travailleurs jusqu'à l'âge de 20 ans révolus.

<sup>2</sup> Cinq semaines de vacances sont accordées au travailleur âgé de 50 ans révolus ou après dix ans de service chez le même employeur.

<sup>3</sup> L'employeur et le travailleur s'entendent suffisamment à l'avance sur la date des vacances. Les vacances, dont deux semaines consécutives au moins, sont accordées entièrement ou en deux parties pendant l'année de service correspondante ou, au plus tard, l'année de service suivante.

<sup>4</sup> Le temps pendant lequel le travailleur se trouve en voyage ou en vacances avec l'employeur ne compte pas comme vacances, sauf convention spéciale.

#### Salaire afférent aux vacances

**Art. 18** <sup>1</sup> L'employeur verse au travailleur le salaire total afférent aux vacances et une indemnité équitable en compensation du salaire en nature.

<sup>2</sup> Le salaire afférent aux vacances est calculé sur la base de 8,33 % du salaire de base en cas de droit à quatre semaines de vacances et de 10,6 % en cas de droit à cinq semaines de vacances. Il englobe la rémunération pour la durée de travail et le temps de présence, y compris les suppléments pour le travail de nuit et pour les heures supplémentaires.

## Salaire

**Art. 19** <sup>1</sup> Le travailleur a droit à un salaire en espèces et, dans la mesure où le contrat le prévoit, à des prestations en nature (logement, nourriture et blanchissage).

<sup>2</sup> Le salaire en espèces est convenu par les parties d'après le travail confié, avant l'entrée en service. Il est payable à la fin de chaque mois.

<sup>3</sup> Si des prestations en nature sont fournies par l'employeur, celui-ci peut déduire du salaire net, c'est-à-dire après déduction des cotisations au taux applicable, au maximum le montant prévu par les normes de l'assurance-vieillesse et survivants concernant les prestations en nature.

## Salaires minimaux

**Art. 20** <sup>1</sup> Le salaire minimum horaire brut, sans les suppléments pour vacances et jours fériés payés, est fixé à l'article 5 de l'ordonnance fédérale sur le contrat-type de travail pour les travailleurs de l'économie domestique<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Dans l'hypothèse d'une non-prolongation de l'ordonnance fédérale sur le contrat-type de travail pour les travailleurs de l'économie domestique<sup>3)</sup>, le salaire minimum horaire brut est de :

- a) 20,60 francs par heure pour les personnes non qualifiées;
- b) 21,10 francs par heure pour les personnes non qualifiées ayant au moins quatre années d'expérience professionnelle dans l'économie domestique;
- c) 23,20 francs par heure pour les personnes qualifiées titulaires d'un certificat fédéral de capacité;
- d) 21,10 francs par heure pour les personnes qualifiées titulaires d'une attestation fédérale de formation professionnelle.

## Conditions de travail

**Art. 21** <sup>1</sup> La nourriture doit être saine et suffisante. Le travailleur peut demander de préparer ses propres repas. Il a alors le droit d'utiliser la cuisine et les ustensiles de cuisine.

<sup>2</sup> En cas de communauté domestique, l'employeur doit fournir au travailleur une chambre individuelle qu'il peut fermer à clé. Celle-ci doit correspondre aux exigences d'hygiène, être bien éclairée par la lumière du jour et la lumière artificielle, être bien chauffée et ventilée, être suffisamment meublée (entre autres, avec un lit, une table, une chaise et une armoire ou une commode) et être suffisamment spacieuse pour pouvoir aussi y passer le temps de présence convenu et le temps libre.

<sup>3</sup> L'employeur doit également assurer une utilisation commune illimitée des installations sanitaires (wc, salle de bain avec douche ou baignoire) et une utilisation commune de la buanderie.

<sup>4</sup> Le travailleur a droit à un accès illimité et gratuit à Internet dans des conditions qui permettent de respecter sa sphère privée.

Assurance-  
maladie

**Art. 22** <sup>1</sup> L'employeur rend le travailleur attentif à son obligation de s'assurer contre la maladie (assurance de base), conformément à la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>4)</sup> et à ses dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> L'employeur affine le travailleur engagé pour une durée contractuelle d'au moins trois mois à une assurance d'indemnité journalière ou veille à ce que cette assurance soit ajoutée à l'assurance-maladie. L'indemnité journalière est au moins égale à 80 % du salaire, durant au moins 720 jours dans une période de 900 jours consécutifs, avec un délai d'attente de 30 jours. L'assurance doit garantir le droit de passer dans l'assurance individuelle.

<sup>3</sup> L'employeur et le travailleur paient chacun la moitié des primes de l'assurance prévue à l'alinéa 2.

Certificat médical

**Art. 23** <sup>1</sup> Le travailleur doit apporter la preuve de son incapacité de travail en produisant un certificat médical dès le quatrième jour de maladie.

<sup>2</sup> Il peut devoir l'apporter dès le premier jour en cas d'incapacités de travail répétées.

Assurance-  
accidents

**Art. 24** <sup>1</sup> L'employeur est tenu d'assurer le travailleur contre les accidents et maladies professionnels et contre les accidents non professionnels conformément à la loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA)<sup>5)</sup> et à ses dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> Les primes d'assurance contre les accidents et maladies professionnels sont à la charge de l'employeur, celles de l'assurance contre les accidents non professionnels à la charge du travailleur.

Prévoyance  
professionnelle

**Art. 25** <sup>1</sup> L'employeur est tenu de contracter une assurance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité en faveur du travailleur.

<sup>2</sup> L'employeur paie la moitié des primes au moins.

<sup>3</sup> Les dispositions de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>6</sup> et des textes d'exécution s'y rapportant sont réservées.

Certificat

**Art. 26** <sup>1</sup> Le travailleur peut demander en tout temps à l'employeur un certificat portant sur la nature et la durée des rapports de travail, ainsi que sur la qualité de son travail et sa conduite.

<sup>2</sup> A la demande expresse du travailleur, le certificat ne porte que sur la nature et la durée des rapports de travail.

## **SECTION 2 : Dispositions spéciales applicables aux travailleurs occupés à la prise en charge 24 heures sur 24**

Travailleurs  
occupés à la  
prise en charge  
24 heures sur 24

**Art. 27** <sup>1</sup> Les travailleurs occupés dans la prise en charge 24 heures sur 24 au sens du présent contrat-type de travail sont les travailleurs qui assurent des prestations ménagères, sous la forme d'aide et d'assistance ménagère, pour des personnes fragiles telles que les personnes âgées, les malades et les personnes en situation de handicap, et qui les accompagnent, les soutiennent et leur tiennent compagnie et qui, pour cette raison, vivent dans le foyer de la personne assistée. Ces prestations ménagères n'incluent aucun soin médical et infirmier au sens de l'ordonnance fédérale sur les prestations de l'assurance des soins<sup>7</sup>.

<sup>2</sup> Il n'est pas possible d'engager des travailleurs âgés de moins de 18 ans pour ce type d'emploi.

<sup>3</sup> Les dispositions générales et finales du présent contrat-type de travail sont applicables par analogie aux travailleurs occupés à la prise en charge 24 heures sur 24, en tant qu'il n'y est pas dérogé dans la présente section.

Durée du travail

**Art. 28** <sup>1</sup> La durée contractuelle de travail hebdomadaire est de 44 heures pour une assistance 24 heures sur 24. Le calcul de la durée de travail hebdomadaire ne prend en compte que la durée de travail actif sans les temps de présence ni les pauses.

<sup>2</sup> En cas de durées d'assistance plus courtes, un minimum de 7 heures de travail actif par jour travaillé ou la moitié du temps de travail convenu est imputé.

Temps de présence

**Art. 29** Le temps passé par le travailleur dans le foyer ou dans les pièces occupées par la personne assistée sans accomplir un travail actif, mais en se tenant à la disposition de la personne assistée, est considéré comme temps de présence. Il en est de même pour le temps passé à l'extérieur de la maison pendant lequel le travailleur doit être joignable à tout moment par téléphone en cas de besoin.

Salaire pour le temps de présence

**Art. 30** <sup>1</sup> En cas de prise en charge 24 heures sur 24, le temps de présence de jour et de nuit doit être rémunéré comme suit :

- a) à 10 % du salaire horaire chez les personnes assistées pour lesquelles le travailleur n'intervient pas ou qu'exceptionnellement (jusqu'à trois fois par semaine la nuit en moyenne mensuelle ou par période salariale);
- b) à 15 % du salaire horaire en cas d'intervention régulière la nuit (une fois par nuit en moyenne mensuelle ou par période salariale);
- c) à 20 % du salaire horaire en cas d'interventions fréquentes (deux à trois fois par nuit en moyenne mensuelle ou par période salariale).

<sup>2</sup> Pour le choix du tarif applicable, le nombre d'interventions nocturnes effectivement réalisées est déterminant.

<sup>3</sup> Si une intervention durant le temps de présence nécessite un travail actif, la durée correspondante est considérée comme travail actif rémunéré à taux plein avec les suppléments correspondants.

Repos nocturne et pauses

**Art. 31** <sup>1</sup> Pendant l'intervalle de nuit entre 23 heures et 6 heures, il y a repos nocturne et aucun travail actif n'est planifié.

<sup>2</sup> Le temps durant lequel le travailleur peut quitter la maison et ne se tient pas à disposition de la personne assistée et n'assure pas de permanence téléphonique est considéré comme une pause.

<sup>3</sup> Le travailleur a droit à une pause d'au moins deux heures par jour. Si plusieurs interventions ont dû être effectuées pendant la nuit précédente, la pause est d'au moins quatre heures.

<sup>4</sup> Le repas pris en commun ainsi que les activités régulières convenues dans le contrat de travail passées avec la personne assistée sont considérés comme temps de travail actif.

Absence du  
travailleur

**Art. 32** Le travailleur occupé dans la prise en charge 24 heures sur 24 peut quitter la maison durant le congé ordinaire et n'est pas à la disposition de la personne assistée.

### SECTION 3 : Dispositions finales

Remise d'un  
exemplaire

**Art. 33** L'employeur remet un exemplaire du présent contrat-type de travail au travailleur.

Réserves légales

**Art. 34** Les prescriptions impératives et complémentaires du Code des obligations<sup>1)</sup> et les prescriptions de droit public sont réservées.

Dispositions  
transitoires

**Art. 35** Le présent contrat-type de travail s'applique aux contrats en cours dès son entrée en vigueur.

Litiges

**Art. 36** Les litiges relevant du contrat de travail sont tranchés par le Conseil de prud'hommes.

Abrogation

**Art. 37** Le contrat-type de travail pour travailleurs de l'économie domestique du 6 décembre 1978 est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 38** Le présent contrat-type de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Delémont, le 7 juin 2022

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : David Eray  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 220](#)
- 2) [RSJU 211.1](#)
- 3) [RS 221.215.329.4](#)
- 4) [RS 832.10](#)
- 5) [RS 832.20](#)
- 6) [RS 831.40](#)
- 7) [RS 832.112.31](#)

# Loi portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LiLP)

du 11 décembre 1996

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP)<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Dispositions générales

**But et objet** **Article premier** <sup>1</sup> La présente loi édicte les dispositions d'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite.

<sup>2</sup> Elle définit l'organisation des offices des poursuites et des faillites, règle leur surveillance et arrête des normes de procédure en matière de poursuites et faillites.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## SECTION 2 : Organisation des offices des poursuites et des faillites

**Arrondissements et cercles** **Art. 3** <sup>1</sup> Les districts forment les arrondissements des offices des poursuites pour dettes et des faillites.

<sup>2</sup> Chaque arrondissement peut être divisé en cercles par l'Autorité cantonale de surveillance.

**Organisation** **Art. 4** <sup>1</sup> Chaque arrondissement est pourvu d'un office des poursuites et des faillites, qui est dirigé par le préposé et, en cas d'empêchement ou de récusation, par le substitut.

<sup>2</sup> Si le substitut est lui-même empêché, le Département de la Justice désigne un remplaçant extraordinaire.<sup>[15](#)</sup>

<sup>3</sup> Il n'est procédé à la désignation d'un tel remplaçant que si l'Autorité cantonale de surveillance ne peut confier le travail en cause au préposé d'un autre district.

<sup>4</sup> et <sup>5</sup> ...[16\)](#)

Siège

**Art. 5<sup>8)</sup>** L'office des poursuites et des faillites est implanté dans le chef-lieu du district.

Nomination et engagement

**Art. 6<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> Le préposé, le substitut et les autres employés des offices sont engagés conformément à la législation sur le personnel de l'Etat.

<sup>2</sup> Si l'Etat est partie à une procédure, ils exercent leurs activités sans recevoir d'instructions.

Récusation et actes interdits

**Art. 7<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Un préposé, un employé ou un membre de l'autorité de surveillance peut être récusé conformément à l'article 10 LP.

<sup>2</sup> Un préposé ou un employé ne peut conclure pour son propre compte, sous peine de nullité, une affaire touchant des créances en poursuite ou des objets à réaliser (art. 11 LP).

<sup>3</sup> Un préposé ou un employé ne peut exercer une activité accessoire qu'avec une autorisation délivrée conformément à la législation sur le personnel de l'Etat.

Responsabilité en action récursoire

**Art. 8** <sup>1</sup> L'Etat répond du dommage causé de manière illicite par les personnes mentionnées à l'article 5 LP, selon les règles du Code de procédure administrative<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Le lésé n'a aucun droit envers le responsable.

<sup>3</sup> Lorsqu'une action en dommages-intérêts est fondée sur l'acte illicite de l'Autorité cantonale de surveillance, également lorsqu'elle agit comme juge supérieur du concordat, le Tribunal fédéral est seul compétent.

<sup>4</sup> L'Etat possède contre l'auteur du dommage une action récursoire de droit administratif<sup>3)</sup>.

Prescription

**Art. 9** La prescription est réglée par l'article 6 LP.



Rémunération **Art. 10<sup>15)</sup>** Les préposés et les employés sont soumis aux conditions de rémunération et de travail applicables au personnel de l'Etat.

**Art. 11<sup>16)</sup>**

**Art. 12<sup>16)</sup>**

Dépôts et consignations **Art. 13** Les offices des poursuites et faillites effectuent leurs dépôts et consignations (art. 9 et 24 LP) auprès de la Section "Caisse et Comptabilité".

### SECTION 3 : Surveillance

Autorités de surveillance, compétences **Art. 14** <sup>1</sup> La surveillance des offices des poursuites et des faillites incombe au juge civil du Tribunal de première instance et à l'Autorité cantonale de surveillance.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Le juge civil du Tribunal de première instance<sup>10)</sup>, en sa qualité d'autorité inférieure de surveillance, traite certaines plaintes dirigées contre les offices des poursuites et des faillites.

<sup>3</sup> L'Autorité cantonale de surveillance est une section du Tribunal cantonal; elle veille à l'application correcte du droit des poursuites et faillites.

<sup>4</sup> ...<sup>9)</sup>

Nomination et composition de l'Autorité cantonale de surveillance **Art. 15** <sup>1</sup> L'Autorité cantonale de surveillance est nommée par le plenum du Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> Elle comprend trois membres.

Inspection **Art. 16<sup>8)</sup>** L'Autorité cantonale de surveillance inspecte au moins une fois par année les offices des poursuites et des faillites et dresse rapport de ses constatations.

Mesures disciplinaires **Art. 17** <sup>1</sup> L'Autorité cantonale de surveillance peut prononcer toutes les sanctions prévues à l'article 14 LP.

<sup>2</sup> La procédure disciplinaire est régie par les dispositions du Code de procédure administrative et de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura.

Plaintes  
a) Autorités  
compétentes

**Art. 18** Les plaintes en matière de poursuites et faillites relèvent de la compétence du juge civil du Tribunal de première instance ou de l'Autorité cantonale de surveillance.

b) Juge civil du  
Tribunal de  
première  
instance

**Art. 19** <sup>1</sup> Le juge civil du Tribunal de première instance est compétent pour statuer sur les plaintes dans lesquelles sont soulevés principalement des griefs se rapportant à l'opportunité de la décision.

<sup>2</sup> Il est compétent également s'il s'agit de déterminer le minimum indispensable au sens de l'article 93 LP.

c) Autorité  
cantonale de  
surveillance

**Art. 20** <sup>1</sup> Toutes les autres plaintes doivent être adressées à l'Autorité cantonale de surveillance.

<sup>2</sup> Les plaintes contre les décisions des assemblées des créanciers (art. 235 ss et 252 ss LP) relèvent de la compétence de l'Autorité cantonale de surveillance.

<sup>3</sup> Cette dernière connaît des recours selon l'article 18 LP.

d) Procédure de  
plainte

**Art. 21** <sup>1</sup> Les plaintes et requêtes doivent être adressées par écrit à l'autorité compétente en matière de plainte (art. 18 ss). Elles peuvent également être déposées oralement au cours de l'audience devant le juge civil du Tribunal de première instance et sont alors consignées au procès-verbal.

<sup>2</sup> Si l'autorité saisie est incompétente, elle transmet d'office la plainte ou la requête à l'autorité qu'elle estime compétente.

e) Droit  
applicable

**Art. 22** <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions du droit fédéral, l'autorité saisie de la plainte applique le Code de procédure civile<sup>6)</sup> par analogie.

<sup>2</sup> Dans la mesure du possible, elle entend les personnes que la décision est susceptible de toucher dans leurs intérêts juridiquement protégés.

f) Procédure  
devant l'autorité  
saisie de la  
plainte

**Art. 23** <sup>1</sup> L'autorité saisie de la plainte communique celle-ci à l'organe de poursuite dont la décision est attaquée et l'invite à se prononcer. L'organe de poursuite peut, jusqu'à l'envoi de la réponse, procéder à un nouvel examen de la décision attaquée.

<sup>2</sup> Si l'organe de poursuite prend une nouvelle mesure, il la notifie sans délai aux intéressés et en donne connaissance à l'autorité saisie de la plainte.

<sup>3</sup> L'autorité saisie de la plainte peut ordonner une instruction, notamment lorsque des faits essentiels sont contestés.

Demande de  
prolongation

**Art. 24** Le juge civil du Tribunal de première instance est compétent pour accorder, en une ou plusieurs décisions, une prolongation de six mois au maximum du délai prévu à l'article 270 LP. Les autres prolongations relèvent de la compétence de l'Autorité cantonale de surveillance.

Instructions et  
circulaires

**Art. 25** L'Autorité cantonale de surveillance peut donner aux offices des poursuites et des faillites les instructions nécessaires à la bonne marche des affaires et édicter les circulaires utiles.

Rapport annuel

**Art. 26** L'Autorité cantonale de surveillance adresse chaque année au Tribunal cantonal, ainsi qu'au Tribunal fédéral s'il en fait la demande (art. 15 LP), un rapport sur la marche des affaires de poursuites pour dettes et de faillites.

#### SECTION 4 : Autorités judiciaires

Concordat

**Art. 27** Le juge civil du Tribunal de première instance statue à bref délai en première instance, et l'Autorité cantonale de surveillance en instance supérieure, en matière de concordat et dans les autres procédures de la compétence du juge du concordat.

Juge civil du  
Tribunal de  
première  
instance

**Art. 28**<sup>12)</sup> Le juge civil du Tribunal de première instance est compétent dans tous les cas que la loi fédérale défère aux tribunaux, sous réserve des dispositions de la présente loi et d'autres dispositions spéciales, en particulier celles contenues dans la loi instituant le Conseil de prud'hommes<sup>13)</sup> et la loi instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme<sup>14)</sup>.

Droit applicable **Art. 29** Le Code de procédure civile est applicable par analogie sauf disposition contraire du droit fédéral ou de la présente loi.

## SECTION 5 : Enchères

Enchères **Art. 30<sup>[15](#)</sup>** Le préposé procède à l'enchère avec le concours d'un employé de l'office.

## SECTION 6 : Dispositions diverses et finales<sup>[18](#)</sup>

Accès en ligne **Art. 30a<sup>[19](#)</sup>** <sup>1</sup> L'office des poursuites et faillites a accès en ligne aux données suivantes, y compris celles sensibles, dans la mesure où elles lui sont nécessaires à l'accomplissement de ses tâches légales :

- a) les déclarations d'impôt et décisions de taxation fiscale rendues par les autorités fiscales;
- b) les éléments figurant dans les budgets mensuels en matière d'aide sociale matérielle.

<sup>2</sup> Les accès précités font l'objet d'un enregistrement qui est conservé durant six mois.

Modification du droit en vigueur **Art. 31** Le Code de procédure civile de la République et Canton du Jura<sup>[6](#)</sup> est modifié comme il suit :

Article 5a

...<sup>[7](#)</sup>

Article 117

...<sup>[7](#)</sup>

Article 118

...<sup>[7](#)</sup>

Article 119, alinéa 1

...<sup>[7](#)</sup>

Article 318, chiffres 6, 14 et 15

...<sup>[7](#)</sup>

Article 346, alinéa 2

...[7](#)

Article 346a

...[7](#)

Article 349, deuxième phrase

...[7](#)

Article 363, alinéa 1

...[7](#)

Article 365

...[7](#)

Abrogation

**Art. 32** La loi du 9 novembre 1978 portant introduction dans le canton du Jura de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite est abrogée.

Référendum

**Art. 33** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 34** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Delémont, le 11 décembre 1996

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Hubert Ackermann  
Le vice-chancelier : Jean-Claude  
Montavon

1) [RS 281.1](#)

2) [RSJU 175.1](#)

- 
- 3) Art. 28 et 29 de la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura ([RSJU 173.11](#))
  - 4) Décret du 6 décembre 1978 concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura ([RSJU 173.411](#))
  - 5) Art. 361 et 362 du Code des obligations ([RS 220](#))
  - 6) [RSJU 271.1](#)
  - 7) Texte inséré dans ledit Code
  - 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
  - 9) Abrogé par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
  - 10) Nouvelle dénomination selon la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000 ([RSJU 181.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi.
  - 11) Nouvelle teneur selon le ch. XVIII de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
  - 12) Nouvelle teneur selon l'article 17, chiffre 4, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010 ([RSJU 271.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
  - 13) [RSJU 182.34](#)
  - 14) [RSJU 182.35](#)
  - 15) Nouvelle teneur selon le ch. XX de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
  - 16) Abrogé par le ch. XX de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
  - 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 30 septembre 2015 portant suppression du statut de magistrat accordé aux préposés des Offices des poursuites et faillites, en vigueur depuis le 8 décembre 2015
  - 18) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
  - 19) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

## TABLE DES MATIERES

<b>3</b>	<b>Droit pénal, procédure pénale, exécution</b>
<b>31</b>	<b><i>Droit pénal</i></b>
311	Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse
311.1	Arrêté du Département de la Santé, des Affaires sociales et des Ressources humaines du 1 <sup>er</sup> mars 2010 portant désignant des cabinets et des établissements hospitaliers pratiquant l'interruption de grossesse
312	<i>Aide aux victimes d'infractions</i>
312.5	Loi du 20 juin 2001 portant introduction à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes d'infractions
312.51	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2005 portant reconnaissance d'un centre de consultation au sens de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions
<b>32</b>	<b><i>Procédure pénale</i></b>
321	<i>Dispositions générales</i>
321.1	Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010 (LiCPP)
324	<i>Amendes d'ordre</i>
324.1	Loi du 29 janvier 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO)
324.111	Ordonnance d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (OLiLAO) du 8 septembre 2020
325	<i>Pouvoir répressif des communes</i>
325.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes
<b>33</b>	<b><i>Casier judiciaire</i></b>
331	Ordonnance du 18 janvier 2000 concernant le casier judiciaire informatisé

**34 Exécution****341 Dispositions générales**

- 341.1 Loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures
- 341.11 Ordonnance du 28 novembre 2017 concernant la surveillance électronique

**342 Etablissements**

- 342.1 Loi du 2 octobre 2013 sur les établissements de détention
- 342.11 Ordonnance du 8 avril 2014 sur les établissements de détention
- 342.491 Arrêté du Gouvernement du 18 mars 1980 portant adhésion à la convention passée entre la République et Canton du Jura et la Fondation du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire

**349 Conventions intercantionales**

- 349.1 Arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins
- 349.11 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 approuvant le règlement du 31 octobre 2013 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées et jeunes adultes
- 349.12 Arrêté du Gouvernement du 14 décembre 2010 approuvant le règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal
- 349.13 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique
- 349.14 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention)
- 349.15 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG)
- 349.2 Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin)
- 349.21 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 approuvant le règlement du 31 mars 2013 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées mineures
- 349.22 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 sur le droit disciplinaire applicable aux personnes détenues pénalement ou placées dans des établissements fermés pour mineurs



349.3 Arrêté du Parlement du 22 mai 2013 portant approbation du règlement du 22 mars 2012 concernant la Fondation latine Projets pilotes - Addictions

**35** ***Entraide judiciaire dans les affaires pénales de droit cantonal***

351.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réglementation interne des affaires intercantionales d'extradition



# Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP)

du 16 juin 2010

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 445 du Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**Objet** **Article premier** <sup>1</sup> La présente loi contient les dispositions d'exécution du Code de procédure pénale suisse (CPP).

<sup>2</sup> L'organisation, l'administration, le statut et la surveillance des tribunaux et du Ministère public sont réglés par la loi d'organisation judiciaire<sup>[2\)](#)</sup>.

<sup>3</sup> Les dispositions d'autres lois cantonales sont réservées.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**Champ d'application** **Art. 3** <sup>1</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale suisse et de la présente loi régissent également les procédures relevant du droit pénal cantonal et communal.

<sup>2</sup> Les dispositions de procédure figurant dans d'autres actes législatifs cantonaux ou communaux, notamment dans le décret concernant le pouvoir répressif des communes<sup>[3\)](#)</sup>, sont réservées.

**Langue de la procédure** **Art. 4** Les procédures devant les autorités pénales se déroulent en français.

## CHAPITRE II : Autorités de poursuite pénale

**Autorités de poursuite pénale (art. 12 CPP)** **Art. 5** Les autorités de poursuite pénale sont :  
a) la police judiciaire;

b) le Ministère public.

## 1. La police judiciaire

Composition

**Art. 6<sup>23)</sup>** La police judiciaire comprend :

1. les agents de police judiciaire;
2. les employés et agents auxquels sont attribuées par la loi certaines compétences de police judiciaire.

Agents de police judiciaire

**Art. 7<sup>23)</sup>** Sont agents de police judiciaire :

1. les agents de la police cantonale;
2. les aspirants de la police cantonale dès leur assermentation;
3. les agents des polices communales ou intercommunales dans les limites de leurs attributions fixées par la législation cantonale;
4. les collaborateurs d'autres forces sécuritaires dans les limites de leurs attributions fixées par voie de convention;
5. les employés compétents en vertu d'attributions que leur confèrent des lois spéciales;
6. les gardes dans le domaine de la chasse, de la pêche et de la protection de l'environnement agissant dans le cadre de leurs attributions légales.

Officiers de police judiciaire

**Art. 8<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Ont qualité d'officiers de police judiciaire les agents de police judiciaire de la police cantonale désignés nommément comme tels par le Ministère public.

<sup>2</sup> Les agents de police judiciaire de la police cantonale occupant une fonction de chef de service, d'officier II, d'officier I, de sous-officier supérieur ou de sous-officier II peuvent être nommément désignés.

<sup>3</sup> Le Ministère public détermine les exigences de désignation.

Attributions particulières des officiers de police judiciaire

**Art. 9** Seuls les officiers de police judiciaire sont habilités à ordonner ou à exécuter les mesures de contrainte ci-après<sup>23)</sup> :

1. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, une visite domiciliaire (art. 213, al. 2, CPP);
2. ordonner l'arrestation provisoire (art. 217 CPP);
3. prolonger la garde au-delà de trois heures (art. 219, al. 5, CPP);
4. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, l'examen des orifices et des cavités du corps (art. 241, al. 3, CPP);
5. ordonner, lorsqu'il y a péril en la demeure, une perquisition (art. 241, al. 3, CPP);

6. ordonner un prélèvement non invasif d'échantillons de matières opéré sur le corps humain, notamment d'ADN, ainsi que l'établissement d'un profil ADN à partir de matériel biologique ayant un rapport avec l'infraction;
7. ordonner la saisie des données signalétiques (art. 260 CPP);
8. ordonner une observation jusqu'à un mois (art. 282 CPP);
9. prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise conformément aux articles 28b, alinéa 4, du Code civil suisse<sup>5)</sup> et 20a de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>6)</sup>;
- 10.<sup>24)</sup> ordonner des recherches préliminaires secrètes jusqu'à un mois, durant l'investigation policière (art. 298b CPP).

Audition de  
témoins

**Art. 10<sup>23)</sup>** Sont seuls habilités à auditionner les témoins sur mandat du Ministère public (art. 142, al. 2, 2<sup>ème</sup> phrase, CPP) :

1. Les agents de police judiciaire de la police cantonale occupant une fonction de chef de service, d'officier II, d'officier I, de sous-officier supérieur, de sous-officier II ou de sous-officier I;
2. Les agents de police judiciaire des polices communales ou intercommunales occupant une fonction équivalente.

Surveillance

**Art. 11<sup>23)</sup>** Les personnes désignées aux articles 6 à 8 ci-dessus sont, en leur qualité d'organes de la police judiciaire, soumises à la surveillance et aux instructions du Ministère public ou du tribunal saisi de l'affaire, conformément au Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>. Ceux-ci signalent au Gouvernement les manquements qu'ils constatent au sein des organes de la police judiciaire.

## 2. Le Ministère public

Compétences  
générales

**Art. 12** Les compétences du Ministère public sont celles énoncées dans le Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>, aux articles qui suivent ainsi que dans la législation spéciale.

Classement

**Art. 13<sup>19)</sup>** Les ordonnances de classement et de non-entrée en matière décernées par le Ministère public sont prises conjointement par le procureur en charge de l'affaire et le procureur général ou, en cas d'empêchement de celui-ci, un autre procureur. Le procureur en charge de l'affaire statue seul dans les cas suivants :

- a) lorsque l'ordonnance est notifiée à la partie plaignante;
- b) lorsqu'il est démontré que l'événement à l'origine de la procédure n'a pas été causé par une intervention humaine tierce;
- c) en cas de décès du prévenu;
- d) lorsque l'infraction ne se poursuit que sur plainte, en l'absence d'une plainte valablement déposée ou en cas de retrait de celle-ci.

Compétence  
pour recourir

**Art. 14** Chaque procureur a qualité pour :

- a) former recours;
- b) interjeter appel;
- c) saisir le Tribunal fédéral;
- d) déposer une demande de révision.

Tâches  
particulières  
confiées aux  
greffiers

**Art. 15<sup>20)</sup>** <sup>1</sup> Sur délégation des procureurs et sous réserve de l'alinéa 2, les greffiers du Ministère public peuvent être chargés des actes suivants (art. 142, al. 1, et 311, al. 1, CPP) :

- a) dans les cas où le prévenu encourt une peine privative de liberté de six mois au plus ou une peine pécuniaire : les accords sur le for, les actes d'instruction, la suspension, le prononcé de l'ordonnance pénale ainsi que de l'ordonnance de classement, conjointement avec le procureur général ou seul dans les cas prévus à l'article 13, deuxième phrase, lettres b, c et d de la présente loi;
- b) les conciliations lorsque la procédure préliminaire porte exclusivement sur des infractions poursuivies sur plainte;
- c) les ordonnances de non-entrée en matière, conjointement avec le procureur général ou seul dans les cas prévus à l'article 13, deuxième phrase, lettres b, c et d de la présente loi;
- d) les actes d'instruction dans les procédures en cas d'opposition à une ordonnance pénale contraventionnelle;
- e) les actes d'instruction en matière d'entraide judiciaire internationale;
- f) les échanges de vue dans les procédures de fixation de for;
- g) les suspensions de procédure en application de l'article 314, alinéa 1, lettre a, du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>;
- h) d'autres tâches similaires sur délégation expresse.

<sup>2</sup> Les greffiers ne sont pas habilités à :

- a) ordonner des mesures de contrainte soumises à l'examen du juge des mesures de contrainte;
- b) engager l'accusation et la soutenir;
- c) exercer les compétences prévues à l'article 14 de la présente loi.

Délégation de la  
compétence de  
décerner des  
ordonnances  
pénales en  
matière de  
contraventions  
a) Etendue

**Art. 16** <sup>1</sup> Le procureur général peut déléguer à certains collaborateurs expérimentés du Ministère public la compétence de statuer en matière de contraventions selon une liste qu'il établit, pour autant que celles-ci ne soient pas en concours avec des infractions d'autre nature.

<sup>2</sup> Les collaborateurs désignés à cet effet peuvent prononcer des amendes jusqu'à concurrence du montant fixé pour l'inscription au casier judiciaire.

<sup>3</sup> Ils sont également compétents pour statuer sur les dénonciations découlant du non-paiement des amendes d'ordre infligées en application de la loi fédérale du 18 mars 2016 sur les amendes d'ordre<sup>26)</sup> et de la loi du 29 janvier 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>27), 25)</sup>

<sup>4</sup> Les collaborateurs désignés peuvent en particulier procéder à l'audition du contrevenant.

<sup>5</sup> Ils statuent sur la base des rapports de dénonciation et plaintes qui leur parviennent.

b) Classement et traitement des oppositions

**Art. 17** <sup>1</sup> Les ordonnances de classement sont prises conjointement par le collaborateur désigné et un procureur.

<sup>2</sup> Les oppositions aux ordonnances pénales sont traitées par un procureur.

c) Transmission à un procureur

**Art. 18** <sup>1</sup> Si le collaborateur est d'avis que l'infraction dénoncée constitue un délit ou si l'amende pouvant entrer en ligne de compte dépasse la limite fixée à l'article 16, alinéa 2, il transmet d'office le dossier à un procureur avec une brève motivation.

<sup>2</sup> Si celui-ci suit le préavis du collaborateur, il statue lui-même.

<sup>3</sup> Dans le cas contraire, il retourne le dossier au collaborateur.

### CHAPITRE III : Tribunaux

Autorités judiciaires

**Art. 19** La justice en matière pénale est rendue :

- a) en première instance, par le juge pénal, le Tribunal pénal et le juge des mesures de contrainte;
- b) en seconde instance, par la Cour pénale et la Chambre pénale des recours.

Compétences  
a) Juge pénal  
(art. 19, al. 2, CPP)

**Art. 20** Le juge pénal connaît :

- a) des contraventions;
- b) des crimes et délits, à l'exception de ceux pour lesquels le Ministère public requiert une peine privative de liberté supérieure à deux ans, un internement au sens de l'article 64 du Code pénal suisse<sup>8)</sup>, un traitement au sens de l'article 59, alinéa 3, du Code pénal suisse, ou une privation de liberté de plus de deux ans lors de la révocation d'un sursis.

b) Tribunal pénal  
(art. 19, al. 2,  
lettre b, CPP)

**Art. 21** Le Tribunal pénal exerce les compétences qui ne sont pas attribuées au juge pénal selon l'article 20.

c) Cour pénale  
(art. 21, al. 1,  
CPP)

**Art. 22** La Cour pénale connaît :

- a) des appels formés contre les jugements rendus par les tribunaux de première instance;
- b) des demandes de révision.

d) Chambre  
pénale des  
recours  
(art. 20, al. 1,  
CPP)

**Art. 23** La Chambre pénale des recours connaît des recours dirigés contre des actes de procédure et contre des décisions non sujettes à appel rendues par :

- a) le juge pénal et le Tribunal pénal;
- b) le Ministère public et la police;
- c) le juge des mesures de contrainte dans les cas prévus par le Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>.

Responsabilité  
pénale des  
membres du  
Gouvernement,  
des juges et des  
procureurs

**Art. 23a**<sup>28)</sup> Les membres du Gouvernement, les juges et les procureurs ne peuvent être poursuivis pour des crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions qu'avec l'autorisation du Parlement.

Responsabilité  
pénale pour les  
propos tenus  
devant le  
Parlement

**Art. 23b**<sup>28)</sup> <sup>1</sup> Un député ne peut être poursuivi pour les propos tenus au sein du Parlement, du Bureau et des commissions, sous réserve d'infractions commises au préjudice de personnes dépourvues de la possibilité de répondre immédiatement, d'infractions liées à une violation du secret de fonction ou d'infractions prévues à l'article 261<sup>bis</sup> du Code pénal suisse<sup>8)</sup>, pour lesquelles le Parlement peut autoriser la poursuite pénale.

<sup>2</sup> La même immunité s'applique aux membres du Gouvernement.

Procédure de  
levée d'immunité

**Art. 23c**<sup>28)</sup> <sup>1</sup> Lorsque le Parlement est saisi d'une demande de levée d'immunité relative, le Bureau en confie l'examen à une commission qui instruit le dossier, donne la possibilité à toute personne concernée d'exercer le droit d'être entendu et rend un préavis à l'intention du plénum.

<sup>2</sup> Le plénum rend d'abord une décision pour savoir s'il entre en matière sur la demande, à savoir si l'infraction éventuelle entre dans le périmètre couvert par l'immunité, et statue ensuite souverainement, dans une seconde décision, sur la levée de l'immunité.



## CHAPITRE IV : Autres dispositions de procédure

Information  
d'autorités  
administratives  
(art. 75, al. 4, et  
84, al. 6, CPP)

**Art. 24** <sup>1</sup> Lorsqu'une procédure pénale est ouverte en raison d'une prévention qui est susceptible de toucher des intérêts importants de l'Etat, ainsi que d'autres intérêts publics importants, le Ministère public ou le tribunal examine, sur requête, s'il y a lieu d'en informer une autorité administrative. Il peut également le faire d'office.

<sup>2</sup> Une telle information entre en ligne de compte lorsque l'éventuelle infraction :

- a) peut mettre en cause la protection de personnes mineures, en particulier des élèves, ou d'autres personnes nécessitant assistance;
- b) peut mettre en cause la protection de biens de police, en particulier la santé et la sécurité publiques;
- c) a été commise dans l'exercice d'une profession soumise à autorisation ou placée sous une surveillance disciplinaire.<sup>[19\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'information ne peut être transmise qu'aux conditions cumulatives suivantes :

- a) des présomptions sérieuses pèsent sur la personne poursuivie;
- b) les faits reprochés sont graves;
- c) la communication apparaît justifiée au vu du rapport entre, d'une part, l'importance du bien juridique que tend à protéger l'information et, d'autre part, les intérêts de la personne poursuivie.

<sup>4</sup> En outre, la communication en cours de procédure ne peut avoir lieu que si la prise de mesures urgentes à titre préventif entre en ligne de compte.

<sup>5</sup> Avant de transmettre l'information, le Ministère public ou le tribunal permet à la personne poursuivie d'exercer son droit d'être entendu puis, si celle-ci s'oppose à la communication, rend une décision. La décision est sujette à recours devant la Cour administrative dans les dix jours. La personne poursuivie et l'autorité administrative qui a requis une information ont qualité pour recourir.

<sup>6</sup> L'information transmise porte sur l'ouverture d'une procédure pénale et son objet, ainsi que sur son prononcé. Selon les circonstances, d'autres éléments sont portés à la connaissance de l'autorité dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires pour prendre des mesures visant à protéger l'intérêt public, en particulier des mesures provisoires.

<sup>7</sup> La procédure est régie par Code de procédure administrative<sup>[9\)](#)</sup>.

Mesures visant à protéger les personnes menacées en dehors de la procédure (art. 156 CPP)

**Art. 25** <sup>1</sup> Le département auquel est rattachée la police cantonale prend des mesures de protection adéquates en faveur des personnes mentionnées à l'article 149, alinéa 1, du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup> qui restent menacées en dehors de la procédure, au terme de celle-ci. Il peut en particulier les doter d'une identité d'emprunt au sens de l'article 288, alinéa 1, du Code de procédure pénale suisse et leur établir les actes nécessaires à cet égard.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut régler les détails par voie d'ordonnance.

Récompense (art. 211 CPP)

**Art. 26** Le Ministère public, avec l'accord du département auquel est rattachée la justice, peut accorder une récompense aux particuliers ayant apporté une contribution déterminante aux recherches, dans des affaires particulièrement graves.

Exécution de la détention avant jugement (art. 235, al. 5, CPP)

**Art. 27**<sup>20)</sup> Sous réserve de l'article 235, alinéas 2, 3 et 4, du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>, les droits et obligations des prévenus en détention dans les établissements du Canton ainsi que les mesures disciplinaires sont réglés conformément à la loi sur les établissements de détention<sup>22)</sup>.

Surveillance des mesures de substitution (art. 237 CPP)  
a) Suivi par la probation

**Art. 27a**<sup>21)</sup> <sup>1</sup> A la demande du tribunal compétent, l'agent de probation assure le suivi des mesures de substitution au sens de l'article 237 du Code de procédure pénale suisse<sup>1)</sup>. Sur demande de l'agent de probation, la direction de la procédure lui transmet le dossier pénal pour consultation.

<sup>2</sup> Sur demande de la direction de la procédure, l'agent de probation établit un rapport sur le suivi des mesures. Il informe celle-ci sans délai si le prévenu ne respecte pas les obligations qui lui ont été imposées.

<sup>3</sup> L'agent de probation communique régulièrement à la Police cantonale ainsi qu'au Ministère public le nom, le prénom, l'adresse et la date de naissance des personnes soumises à des mesures de substitution dont il assure le suivi, ainsi que les éventuelles obligations qui leur sont imposées. La Police cantonale et le Ministère public signalent à l'agent de probation les événements particuliers pouvant nécessiter une intervention de sa part.<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> L'agent de probation peut échanger avec la Police cantonale ainsi qu'avec la police d'autres cantons des renseignements, y compris des données sensibles et des profils de la personnalité, dans le but d'assurer la sécurité publique ainsi que le suivi de personnes soumises à des mesures de substitution. Ils sont habilités à transmettre le dossier ou des éléments de celui-ci.<sup>29)</sup>

<sup>5</sup> L'agent de probation peut solliciter, en particulier dans le but d'assurer la sécurité publique ou d'instruire des dossiers, la collaboration d'autres autorités, institutions ou personnes impliquées dans le suivi de la personne concernée. Il peut alors échanger avec celles-ci les renseignements et documents mentionnés à l'alinéa 4. Il peut également répondre à des demandes de collaboration d'autres cantons.<sup>29)</sup>

<sup>6</sup> L'agent de probation peut informer des autorités ou des personnes de la mise en œuvre d'une mesure de substitution qui les concerne directement.<sup>29)</sup>

b) Utilisation  
d'appareils  
techniques

**Art. 27b<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les modalités applicables lorsque le tribunal ordonne l'utilisation d'appareils techniques qui peuvent être fixés à la personne pour surveiller l'exécution des mesures de substitution.

<sup>2</sup> Il désigne en particulier les autorités compétentes pour installer les appareils, recevoir les données et en prendre connaissance, ainsi que pour surveiller le déroulement de la mesure de substitution.

<sup>3</sup> La direction de la procédure peut en tout temps prendre connaissance des données relatives à l'utilisation des appareils.

<sup>4</sup> En cas de non-respect des conditions et des charges ou de sollicitation dans le cadre d'une enquête pénale en cours, elle est habilitée à transmettre ces données aux autorités de police et aux autorités judiciaires compétentes. Cette compétence peut être déléguée, par voie d'ordonnance, à l'organe chargé de la réception des données.

<sup>5</sup> En cas de fuite du prévenu, les données peuvent également être transmises aux autorités étrangères du lieu où se situe la personne.

<sup>6</sup> Les données récoltées sont conservées douze mois après la fin de l'utilisation des appareils. Une autorité judiciaire peut demander l'extraction et l'enregistrement des données sur un support indépendant en vue de sa conservation dans le cadre d'une procédure pénale.

Mort suspecte  
(art. 253, al. 4,  
CPP)

**Art. 28** Le médecin qui constate le décès annonce les cas de morts suspects au Ministère public.

Obligation de  
dénoncer  
(art. 302, al. 2,  
CPP)

**Art. 29** <sup>1</sup> Les organes de justice qui, dans l'exercice de leurs fonctions, acquièrent connaissance d'une infraction qui se poursuit d'office sont tenus de la dénoncer au Ministère public et de lui transmettre tous les renseignements, procès-verbaux et actes y relatifs.

<sup>2</sup> La législation spéciale est réservée.

Tarif des frais  
(art. 424 CPP)

**Art. 30** Le tarif des frais est réglé par la législation spéciale.

## **CHAPITRE V : Exécution des jugements**

### **SECTION 1 : ...[17\)](#)**

**Art. 31 à 35**[17\)](#)

### **SECTION 2 : ...[17\)](#)**

**Art. 36 à 41**[17\)](#)

### **SECTION 3 : ...[18\)](#)**

**Art. 42 à 44**[18\)](#)

### **SECTION 4 : ...[17\)](#)**

**Art. 45 à 48**[17\)](#)

## **CHAPITRE VI : ...[17\)](#)**

**Art. 49 à 55**[17\)](#)

## **CHAPITRE VII : Dispositions d'exécution et finales**

**Art. 56 et 57**[17\)](#)

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 58** <sup>1</sup> La loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>6)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 10a, phrase introductive**

...[10\)](#)

**Article 20a, alinéa 1**...[10\)](#)

<sup>2</sup> La loi sur l'introduction du Code pénal suisse du 9 novembre 1978<sup>[11\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

**Articles 6, 23, 23a, 23b, 23c, 26, 26a, 26b, 27, 27a, 28, 29 et 29a**  
Abrogés.

**Article 30**...[10\)](#)

<sup>3</sup> Le décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes<sup>[3\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

**Article 6, alinéa 2**...[12\)](#)**Article 6, alinéa 3**

Abrogé.

**Article 13, alinéa 2**...[12\)](#)

<sup>4</sup> Le décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>[13\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

**Titre de la Section 2**...[12\)](#)**Article 5, alinéa 2**...[12\)](#)

<sup>5</sup> La loi du 4 décembre 2002 sur la police cantonale<sup>[4\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

**Article 13, alinéa 4**...[10\)](#)

<sup>6</sup> La loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>14)</sup> est modifiée comme il suit :

### Article 16

...<sup>10)</sup>

Abrogation

**Art. 59** <sup>1</sup> Le Code de procédure pénale de la République et Canton du Jura du 13 décembre 1990 est abrogé.

<sup>2</sup> La loi du 21 juin 1995 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'entraide judiciaire et la coopération intercantonale en matière pénale est abrogée.

Référendum

**Art. 60** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 61** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>15)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 16 juin 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard  
e secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RS 312.0](#)

2) [RSJU 181.1](#)

3) [RSJU 325.1](#)

4) [RSJU 551.1](#)

5) [RS 210](#)

6) [RSJU 211.1](#)

7) ...

8) [RS 311.0](#)

9) [RSJU 175.1](#)

10) Texte inséré dans ladite loi

11) [RSJU 311](#)

- 
- 12) Texte inséré dans ledit décret
  - 13) [RSJU 186.1](#)
  - 14) [RSJU 831.10](#)
  - 15) 1<sup>er</sup> janvier 2011
  - 16) Nouvelle teneur selon le ch. XIII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
  - 17) Abrogé(e)s par l'article 46 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ([RSJU 341.1](#))
  - 18) Abrogé(s) par l'article 87 de la loi du 2 octobre 2013 sur les établissements de détention, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014 ([RSJU 342.1](#))
  - 19) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
  - 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
  - 21) Introduit par le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
  - 22) [RSJU 342.1](#)
  - 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018
  - 24) Introduit par le ch. I de la loi du 23 mai 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018
  - 25) Nouvelle teneur selon l'article 14 de la loi du 29 janvier 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020
  - 26) [RS 314.1](#)
  - 27) [RSJU 324.1](#)
  - 28) Introduit par l'article 65, alinéa 2, de la loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 30 septembre 2020 ([RSJU 171.21](#)), en vigueur depuis le 16 décembre 2020
  - 29) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023





# Loi sur l'exécution des peines et mesures

du 2 octobre 2013

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 372 à 383 du Code pénal suisse (CP)<sup>[1\)](#)</sup>,

vu les articles 439 à 444 du Code de procédure pénale suisse<sup>[2\)](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Généralités

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi règle l'exécution des peines et des mesures, ainsi que l'assistance de probation.

<sup>2</sup> La réglementation internationale, fédérale et intercantonale, en particulier le droit pénal des mineurs, est réservée.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Autorités compétentes

Service juridique

**Art. 3** <sup>1</sup> Le Service juridique est responsable, d'une part, de l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures et, d'autre part, de l'assistance de probation.<sup>[12\)](#)[16\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Ces tâches sont assumées par des personnes différentes au sein du Service juridique, sauf dans les cas où une suppléance est nécessaire.<sup>[13\)](#)</sup>

Exécution des  
peines et  
mesures

<sup>2</sup> Le Service juridique est compétent dans le domaine de l'exécution des peines et mesures, à moins que le droit fédéral ou le droit cantonal ne prévoie expressément la compétence du juge, du tribunal ou d'une autre autorité.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Il est en particulier compétent dans les cas suivants prévus par le Code pénal suisse<sup>1)</sup> :

1. article 36, alinéa 1 : Conversion d'une peine pécuniaire en une peine privative de liberté;
2. article 59, alinéa 4 : Requête de prolongation de la mesure;
3. article 60, alinéa 4 : Requête de prolongation de la mesure;
4. article 62, alinéa 4 : Requête de prolongation du délai d'épreuve;
5. article 62a, alinéa 3 : Requête de réintégration;
6. article 62c, alinéa 4 : Requête d'internement;
7. article 62c, alinéa 5 : Avis à l'autorité de protection de l'adulte;
8. article 63, alinéa 4 : Requête de prolongation du traitement ambulatoire;
9. article 64a, alinéa 2 : Requête de prolongation du délai d'épreuve;
10. article 64a, alinéa 3 : Requête de réintégration;
11. article 64b, alinéa 1, lettre b : Requête de traitement thérapeutique institutionnel;
- 12.<sup>19)</sup> article 67, alinéa 2bis : Requête de prolongation de l'interdiction d'exercer une activité;
13. article 67b, alinéa 5 : Requête de prolongation de l'interdiction de contact ou géographique;
- 13<sup>bis</sup>.<sup>20)</sup> article 67c, alinéa 7bis : Décision ordonnant une assistance de probation.
14. article 67d, alinéas 1 et 2 : Requête de modification d'une interdiction ou de prononcé ultérieur d'une interdiction;
15. article 77b : Octroi de la semi-détention, fixation des conditions et des charges, notification d'un avertissement, révocation;
16. article 79a : Octroi du travail d'intérêt général, fixation du délai, des conditions et des charges, notification d'un avertissement, révocation;
17. article 79b : Octroi de la surveillance électronique, fixation des conditions et des charges, révocation;
18. article 87, alinéa 3 : Requête de prolongation de l'assistance de probation et des règles de conduite, requête de nouvelles règles de conduite;
19. article 92a : Décision quant à la transmission des informations;
20. article 106, alinéa 5 : Conversion de l'amende en une peine privative de liberté de substitution.<sup>16)</sup>

<sup>4</sup> Le Service juridique est le service cantonal de coordination pour le traitement des données enregistrées dans le casier judiciaire au sens de la législation fédérale (art. 367, al. 5, CP).

Agent de probation

**Art. 3a<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> L'agent de probation a notamment les tâches suivantes :

- a) il fournit l'assistance de probation au sens des articles 93 et suivants du Code pénal suisse<sup>1)</sup>;
- b) il assure le suivi des règles de conduite (art. 94 CP);
- c) il fait rapport au juge ou au Service juridique dans les cas prévus à l'article 95, alinéa 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>;
- d) il fournit l'assistance sociale au sens de l'article 96 du Code pénal suisse<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> L'agent de probation informe l'autorité qui lui a confié le mandat de probation de toute démarche importante effectuée en cours de procédure.

<sup>3</sup> Il adresse un rapport final à l'autorité qui lui a confié le mandat de probation lorsque l'assistance de probation prend fin. Ce rapport porte sur le comportement de la personne condamnée durant le délai du mandat et son évolution.

Département<sup>16)</sup>

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Département auquel est rattaché le Service juridique (ci-après : "le Département") est compétent dans les cas suivants prévus par le Code pénal suisse<sup>1)</sup> :<sup>16)</sup>

1. article 62, alinéas 1 à 3 : Libération conditionnelle, décision concernant le délai d'épreuve, décisions imposant un traitement ambulatoire, une assistance de probation et des règles de conduite;
2. article 62a, alinéa 6 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4, dans la mesure où l'autorité d'exécution a imposé une assistance de probation et des règles de conduite;
3. article 62c, alinéa 1 : Levée de la mesure;
4. article 63, alinéa 3 : Décision imposant un traitement institutionnel initial temporaire;
5. article 63a, alinéas 1 et 2 : Décision ordonnant la poursuite ou l'arrêt du traitement ambulatoire;
6. ...<sup>17)</sup>;
7. article 64a, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4, dans la mesure où l'autorité d'exécution a imposé une assistance de probation et des règles de conduite;
8. article 64b, alinéa 1, lettre a : Libération conditionnelle de l'internement;
9. article 64c, alinéas 1 et 2 : Examen de l'existence de nouvelles connaissances scientifiques et proposition de traitement;
- 10.<sup>16)</sup> article 67c, alinéas 4 et 5 : Levée de l'interdiction ou limitation de sa durée ou de son contenu;
11. article 86 : Libération conditionnelle;
12. article 87, alinéas 1 et 2 : Décision impartissant un délai d'épreuve, décisions imposant une assistance de probation et des règles de conduite;

13. article 89, alinéa 3 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 4;  
 14.<sup>16)</sup> article 92 : Interruption de l'exécution d'une peine privative de liberté si le solde à exécuter est supérieur à 12 mois ainsi que d'une mesure.

<sup>1bis</sup> Sous réserve de la compétence des autorités judiciaires, il est également compétent pour les décisions à rendre en matière d'entraide internationale en matière d'exécution des peines et mesures.<sup>18)</sup>

<sup>2</sup> Le Service juridique procède à l'instruction des dossiers.

Commission  
spécialisée

**Art. 5** <sup>1</sup> La commission spécialisée intervenant dans les cas prévus aux articles 62d, alinéa 2, 64b, alinéa 2, et 75a, alinéa 1, du Code pénal suisse<sup>1)</sup> est composée, outre d'un représentant des milieux de la psychiatrie, d'un procureur, du président de la Cour pénale, du bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens et du chef du Service juridique ainsi que de quatre suppléants : un procureur, le vice-président de la Cour pénale, le vice-bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens et un remplaçant du chef du Service juridique désigné par le Département. En cas de besoin, celui-ci peut désigner d'autres remplaçants.

<sup>2</sup> La commission désigne, de cas en cas, le représentant des milieux de la psychiatrie qui a voix délibérative.

<sup>3</sup> La commission est présidée par le président de la Cour pénale ou par son suppléant.

<sup>4</sup> L'organisation prévue par le présent article peut être revue en cas de création d'une commission intercantonale.

Recette et  
administration  
de district

**Art. 6** <sup>1</sup> La Recette et administration de district est compétente pour procéder au recouvrement des peines pécuniaires, des amendes et des frais de procédure.

<sup>2</sup> Elle est chargée de fixer le délai de paiement, d'autoriser le paiement par acomptes, de prolonger les délais, d'exiger le paiement immédiat, de demander des sûretés et d'intenter une poursuite pour dettes en application de l'article 35, alinéas 1 à 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>.

Remboursement  
de l'assistance  
judiciaire en  
matière pénale

**Art. 6a**<sup>22)</sup> Les dispositions relatives au remboursement de l'assistance judiciaire en matière civile s'appliquent par analogie en matière pénale.

**Art. 7** <sup>1</sup> Le tribunal qui a prononcé le jugement en première instance rend également les décisions judiciaires ultérieures prévues dans les dispositions suivantes du Code pénal suisse<sup>[1\)](#)</sup>:

1. article 46, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéas 4 et 5;
2. article 59, alinéa 4 : Prolongation de la mesure;
3. article 60, alinéa 4 : Prolongation de la mesure;
4. article 62, alinéa 4 : Prolongation du délai d'épreuve;
5. article 62a, alinéa 6 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 5;
6. article 62c, alinéas 2, 3, 4 et 6 : Suspension du reste de la peine, décision ordonnant une nouvelle mesure;
7. article 63, alinéa 4 : Prolongation du traitement ambulatoire;
8. article 63a, alinéa 4 : Décision au sens de l'article 95, alinéa 5;
9. article 63b, alinéas 2 à 4 : Exécution de la peine privative de liberté suspendue, imputation du traitement ambulatoire sur la peine, suspension du reste de la peine;
10. article 63b, alinéa 5 : Décision ordonnant une mesure thérapeutique institutionnelle;
11. article 64, alinéa 3 : Libération conditionnelle de la peine privative de liberté;
12. article 64a, alinéa 2 : Prolongation du délai d'épreuve;
13. article 64a, alinéa 3 : Réintégration;
14. article 64c, alinéas 3 à 5 : Levée ou libération conditionnelle de l'internement à vie;
15. article 65, alinéas 1 et 2 : Changement de sanction;
- 16.<sup>[19\)](#)</sup> article 67, alinéa 2bis : Prolongation de l'interdiction d'exercer une activité;
17. article 67b, alinéa 3 : Décision ordonnant l'utilisation d'un appareil technique;
18. article 67b, alinéa 5 : Prolongation de l'interdiction de contact ou géographique;
19. article 67c, alinéa 7 : Décision quant à l'assistance de probation;
20. article 67d, alinéas 1 et 2 : Modification d'une interdiction ou prononcé ultérieur d'une interdiction;
21. article 73, alinéa 3 : Allocation de dommages-intérêts et d'une réparation morale en dehors du jugement pénal;
22. article 87, alinéa 3 : Prolongation de l'assistance de probation et des règles de conduite, prononcé de nouvelles règles de conduite.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Dans les cas où la décision à rendre au sens de l'alinéa premier, chiffre 21, concerne un jugement rendu en première instance par le Tribunal pénal, le président est seul compétent.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le juge pénal statue sur les requêtes d'autorités administratives tendant au prononcé de peines privatives de liberté de substitution pour des amendes ou des peines pécuniaires (art. 36, al. 2, et 106, al. 5, CP).

<sup>4</sup> Les compétences du Ministère public selon l'article 363, alinéa 2, du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> sont réservées.

<sup>5</sup> En application de l'article 67b, alinéa 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>, le juge qui prononce l'interdiction est également compétent pour ordonner, dans le jugement, l'utilisation d'un appareil technique fixé à l'auteur pour l'exécution de l'interdiction.<sup>18)</sup>

Service de la  
population

**Art. 7a<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de la population est l'autorité compétente pour exécuter l'expulsion prononcée par les autorités judiciaires pénales.

<sup>2</sup> Il est également compétent pour statuer, au sens de l'article 66d, alinéa 2, du Code pénal suisse<sup>1)</sup>, sur le report de l'exécution de l'expulsion obligatoire.

## CHAPITRE III : Procédure d'exécution

### SECTION 1 : Généralités

Communication  
des jugements à  
fin d'exécution

**Art. 8** <sup>1</sup> Dans les 5 jours qui suivent l'entrée en force de chose jugée, l'autorité transmet, par courrier ou de façon électronique, le dispositif du jugement ou de l'ordonnance pénale, avec la constatation de l'entrée en force<sup>16)</sup> :

- a)<sup>16)</sup> au Service juridique si une peine privative de liberté ou une mesure est prononcée ou si le concours de ce service est requis d'une autre manière;
- b) à la Recette et administration de district si une peine pécuniaire, une amende, des frais de procédure ou des sûretés sont prononcés;
- c) à la Police cantonale si une arme ou des stupéfiants sont confisqués ou, pour information, si un objet confisqué doit être vendu ou détruit;
- d) à l'Office des poursuites et faillites si un objet confisqué doit être vendu;
- e) à l'agent de probation<sup>15)</sup>, si une assistance de probation est ordonnée ou si le condamné fait déjà l'objet d'une assistance de probation;
- f)<sup>18)</sup> au Service de la population en application de la législation fédérale sur les étrangers.

<sup>2</sup> L'autorité communique au Service juridique les motifs lorsque ceux-ci ont été rédigés, ainsi que l'expertise si une mesure est ordonnée.

<sup>3</sup> Sur demande du Service juridique ou de l'agent de probation<sup>15)</sup>, l'autorité lui transmet le dossier pénal pour consultation.

<sup>4</sup> ...<sup>9)</sup>

Condamnation à une peine privative de liberté ou à une mesure

**Art. 9<sup>16)</sup>** Le Service juridique édicte un ordre d'exécution de peine en cas de condamnation à une peine privative de liberté ou à une mesure (art. 439, al. 2, CPP).

Condamnation à une peine pécuniaire ou à une amende; frais de procédure et autres prestations financières

**Art. 10<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> La Recette et administration de district procède au recouvrement des montants dus conformément à l'article 442 du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>, aux articles 35 et 106 du Code pénal suisse<sup>1)</sup> et à l'article 6 de la présente loi.

<sup>2</sup> Les personnes dont l'indigence est officiellement établie ne sont pas recherchées pour les frais de procédure, sous réserve d'un retour à meilleure fortune.

<sup>3</sup> Dans la mesure où le condamné ne paie pas la peine pécuniaire ou l'amende et que celle-ci est inexécutable par la voie de la poursuite pour dettes, la Recette et administration de district transmet l'affaire, par courrier ou de façon électronique, au Service juridique pour mise à exécution de la peine privative de liberté de substitution, en joignant le dispositif du jugement ou de l'ordonnance pénale et en indiquant le solde dû par le condamné. Elle indique un éventuel paiement ultérieur.

<sup>4</sup> Le Service juridique informe la Recette et administration de district de l'issue donnée à l'affaire.

Interdiction de contact ou géographique

**Art. 10a<sup>18)</sup>** En cas d'interdiction de contact ou géographique, l'utilisation d'un appareil technique fixé à l'auteur (art. 67b, al. 3, CP) est réglée conformément aux articles 31b et 31c de la présente loi relatifs à la surveillance électronique.

Autres formes de condamnation

**Art. 11** <sup>1</sup> Lorsqu'une confiscation a été ordonnée, le Service juridique en charge la Police cantonale; les dispositions concernant la perquisition et le séquestre doivent être observées.

<sup>2</sup> Le Service juridique communique l'interdiction de conduire (art. 67e CP) à l'Office des véhicules ainsi qu'à la Police cantonale.<sup>16)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque la destruction d'un objet confisqué est ordonnée, l'autorité de jugement peut elle-même procéder à la destruction. A défaut, elle transmet l'objet au Service juridique ou, lorsqu'il s'agit d'armes ou de stupéfiants, à la Police cantonale.

<sup>4</sup> L'autorité de jugement transmet à l'Office des poursuites et faillites les objets confisqués qui doivent être réalisés.

Registre

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Service juridique tient un registre des décisions qui lui sont communiquées pour exécution; il examine chaque année si les peines enregistrées sont exécutées ou prescrites.

<sup>2</sup> Le registre peut être tenu sur un support informatique.<sup>[18\)](#)</sup>

**Art. 13**<sup>[17\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Peines privatives de liberté et mesures

Buts de l'exécution

**Art. 14** <sup>1</sup> L'exécution des peines et mesures doit amener le détenu à adopter un comportement responsable et respectueux des droits d'autrui, dans la perspective d'une existence en conformité avec la loi au sein de la collectivité.

<sup>2</sup> L'exécution doit faire prendre conscience au détenu des conséquences que représente son acte pour lui-même, pour la victime et pour la collectivité.

<sup>3</sup> Elle doit aller dans le sens d'une réparation des torts causés aux personnes lésées.

Lieu d'exécution  
1. Peines

**Art. 15** Les peines privatives de liberté sont exécutées dans les établissements du Canton ou dans ceux d'autres cantons, conformément aux accords intercantonaux passés en la matière. Les accords internationaux sont réservés.

2. Mesures

**Art. 16** Les mesures au sens des articles 56 à 65 du Code pénal suisse<sup>[1\)](#)</sup> sont exécutées dans des établissements appropriés.



## 3. Critères

**Art. 17** Le Service juridique décide de l'établissement et, cas échéant, du secteur appropriés, notamment en regard de la nature de la sanction, du degré de dangerosité de la personne concernée, de son état de santé, des risques de fuite et de récidive. Les compétences de la Commission spécialisée sont réservées.

## 4. Renvoi

**Art. 18** La détention dans les établissements du Canton est régie par la loi du 2 octobre 2013 sur les établissements de détention<sup>4)</sup>.

Détention pour des motifs de sûreté relevant de l'exécution des peines et mesures

**Art. 19** <sup>1</sup> Le Service juridique peut ordonner la mise en détention pour des motifs de sûreté avant ou pendant une procédure judiciaire au sens des articles 62a, alinéa 3, 62c, alinéas 4 et 6, 64a, alinéa 3 ou 95, alinéa 5, CP, s'il y a urgence et si la protection de la collectivité ne peut pas être assurée par d'autres moyens.

<sup>2</sup> Il adresse immédiatement, mais dans les 48 heures au plus tard, une demande au juge des mesures de contrainte afin de maintenir la détention pour des motifs de sûreté.<sup>19)</sup>

Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication

**Art. 19a**<sup>20)</sup> <sup>1</sup> Une surveillance de la correspondance par poste et télécommunication peut être ordonnée, en dehors d'une procédure pénale, pour retrouver une personne condamnée, aux conditions de l'article 36 de la loi fédérale du 18 mars 2016 sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication<sup>21)</sup>.

<sup>2</sup> Sur demande motivée du Service juridique, la surveillance est ordonnée par le Ministère public, pour une durée de trois mois au maximum.

<sup>3</sup> La surveillance est soumise pour autorisation dans les 24 heures au juge des mesures de contrainte.

<sup>4</sup> Le juge des mesures de contrainte statue dans les cinq jours à compter du moment où la surveillance a été ordonnée en indiquant brièvement les motifs. Il peut autoriser la surveillance à titre provisoire, assortir l'autorisation de conditions ou encore demander que le dossier soit complété ou que d'autres éclaircissements soient apportés.

<sup>5</sup> Si la prolongation de la surveillance est nécessaire, le Service juridique en fait la demande avant l'expiration du délai en indiquant les motifs. La surveillance ne peut être prolongée que pour des périodes n'excédant pas trois mois..

<sup>6</sup> Le juge des mesures de contrainte communique immédiatement sa décision au Service juridique, au Ministère public et au Service fédéral chargé de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication.

<sup>7</sup> La décision du juge des mesures de contrainte est susceptible de recours auprès de la Chambre pénale des recours.

<sup>8</sup> Au surplus, la procédure est régie par la loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication<sup>21)</sup>

Echange  
d'informations  
entre autorités

**Art. 20<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Au sein du Service juridique, les personnes en charge de l'exécution de peines et mesures et l'agent de probation sont tenus réciproquement de se communiquer tous les renseignements, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.<sup>12)</sup>

<sup>2</sup> Les autorités judiciaires, les autorités migratoires cantonales et tout autre service désigné par le Gouvernement fournissent au Service juridique ainsi qu'à l'agent de probation tous les renseignements, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.<sup>23)</sup>

<sup>2bis</sup> Le Service juridique, l'agent de probation, les établissements de détention du canton et la Police cantonale peuvent échanger mutuellement, ainsi qu'avec la police et les établissements de détention d'autres cantons et avec d'autres personnes ou organes intervenant dans le cadre de l'exécution des peines et mesures, des renseignements, y compris des données sensibles et des profils de la personnalité, dans le but d'assurer la sécurité publique ainsi que le placement et le suivi de personnes condamnées. Ils sont habilités à transmettre le dossier ou des éléments de celui-ci.<sup>24)</sup>

<sup>2ter</sup> Le Service juridique, l'agent de probation et les établissements de détention du canton peuvent solliciter, en particulier dans le but d'assurer la sécurité publique ou d'instruire des dossiers, la collaboration d'autres autorités, institutions ou personnes impliquées dans le suivi de la personne concernée. Ils peuvent alors échanger avec elles les renseignements et documents mentionnés à l'alinéa 2bis. Ils peuvent également répondre à des demandes de collaboration d'autres cantons.<sup>24)</sup>

<sup>2quater</sup> Le Service juridique et l'agent de probation peuvent informer des autorités ou des personnes de la mise en œuvre d'une mesure, d'une règle de conduite ou d'une condition posée à l'exécution d'une sanction qui les concerne directement.<sup>24)</sup>

<sup>3</sup> Le Service juridique avise l'autorité migratoire cantonale compétente de la date de libération, conditionnelle ou définitive, de l'exécution d'une peine ou d'une mesure privative de liberté subie par une personne étrangère.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>4</sup> ...<sup>[25\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Dans la mesure où cela est nécessaire, les autorités compétentes communiquent aux offices des poursuites et faillites le lieu de détention des personnes prévenues ou soumises à une sanction pénale.

<sup>6</sup> L'agent de probation communique régulièrement à la Police cantonale ainsi qu'au Ministère public le nom, le prénom, l'adresse et la date de naissance des personnes condamnées dont il assure le suivi ainsi que les éventuelles règles de conduite qui leur sont imposées. La Police cantonale et le Ministère public signalent à l'agent de probation les événements particuliers pouvant nécessiter une intervention de sa part.<sup>[24\)](#)</sup>

Libération du  
secret médical  
et de fonction

**Art. 20a<sup>[11\)](#)</sup>** Les autorités cantonales et communales, les médecins, les psychologues et tout autre intervenant thérapeutique en charge d'une personne qui s'est vu ordonner un traitement institutionnel (art. 59 CP), un traitement ambulatoire (art. 63 CP) ou un internement (art. 64 CP) ou dont le caractère dangereux est admis, ou encore lorsqu'il s'agit d'une personne sous assistance de probation (art. 93 CP) ou sous le coup de règles de conduite à caractère médical (art. 94 CP), sont libérés du secret de fonction et du secret médical dès lors qu'il s'agit d'informer l'autorité compétente sur des faits importants, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, pouvant avoir une influence sur les mesures en cours ou sur les allègements dans l'exécution ou, d'une manière générale, sur l'appréciation de la dangerosité de la personne considérée.

Médication sous  
contrainte dans  
le cadre d'une  
mesure

**Art. 20b<sup>[20\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Pour les détenus soumis à une mesure thérapeutique institutionnelle (art. 59 CP), le Service juridique peut ordonner une médication sous contrainte correspondant au but de la mesure, si elle paraît indispensable à la réussite de celle-ci du point de vue de la psychiatrie forensique.

<sup>2</sup> La médication sous contrainte n'est admissible que si elle est recommandée par un médecin.

<sup>3</sup> Elle est exécutée par du personnel médical.

### SECTION 3 : Travail d'intérêt général

Principe	<b>Art. 21<sup>16)</sup></b> Le travail d'intérêt général est accompli conformément à l'article 79a du Code pénal suisse <sup>1)</sup> et aux dispositions concordataires.
Autorité compétente	<p><b>Art. 22</b> Le Service juridique a notamment les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) il désigne le bénéficiaire;</li> <li>b) il fixe la date du début de l'exécution et la période pendant laquelle le travail d'intérêt général doit être effectué;</li> <li>c) il fixe les charges et conditions applicables;</li> <li>d) il contrôle l'exécution du travail d'intérêt général.</li> </ul>
Décision et convention	<p><b>Art. 23</b> <sup>1</sup> Le Service juridique détermine le travail d'intérêt général à accomplir par le biais d'une décision ou d'une convention passée avec le bénéficiaire et la personne condamnée.</p> <p><sup>2</sup> La décision ou la convention peut notamment comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le travail à accomplir;</li> <li>– les droits et les devoirs des parties;</li> <li>– les modalités de l'exécution;</li> <li>– le devoir de confidentialité du bénéficiaire;</li> <li>– la personne responsable de l'organisation et de la surveillance du travail d'intérêt général.</li> </ul> <p><sup>3</sup> Le Département peut déléguer, par mandat, à des institutions d'utilité publique la tâche d'assurer l'exécution du travail d'intérêt général, sous la supervision du Service juridique. Le mandat règle les modalités de la délégation.</p>
Durée du travail	<p><b>Art. 24</b> <sup>1</sup> La durée des déplacements entre le domicile et le lieu de travail ainsi que celle des repas ne sont pas prises en considération dans la durée du travail à accomplir.</p> <p><sup>2</sup> Si la personne condamnée manque à son travail, les heures perdues doivent être rattrapées, même si l'absence a été excusée.</p>

Devoirs de la personne condamnée	<b>Art. 25</b> Dans le cadre de l'exécution du travail, la personne condamnée doit se conformer aux instructions du Service juridique et à celles du bénéficiaire.
Assistance et contrôle	<p><b>Art. 26</b> <sup>1</sup> L'agent de probation<sup><a href="#">15)</a></sup> offre, en cas de besoin, l'assistance nécessaire au condamné.</p> <p><sup>2</sup> L'agent de probation peut être appelé à s'assurer de l'exécution du travail d'intérêt général, si nécessaire par une inspection sur le lieu de travail.<sup><a href="#">12)</a></sup></p> <p><sup>3</sup> Le bénéficiaire informe sans délai le Service juridique de toute violation des obligations incombant à la personne exécutant le travail d'intérêt général, ainsi que de tout incident que celle-ci a causé ou subi.</p>
Frais de déplacement et de repas	<b>Art. 27</b> Les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail ainsi que les frais de repas sont à la charge de la personne condamnée.
Changement de travail	<p><b>Art. 28</b> Un autre travail d'intérêt général est attribué à la personne condamnée lorsque, sans qu'elle en soit responsable :</p> <p>a) le bénéficiaire renonce à l'occuper;</p> <p>b) il existe d'autres motifs justifiés.</p>
Assurance-accidents	<p><b>Art. 29</b> <sup>1</sup> L'Etat prend en charge, à titre supplétif, les conséquences économiques des accidents dont la personne condamnée est victime dans le cadre de l'exécution du travail d'intérêt général.</p> <p><sup>2</sup> Il peut conclure une assurance à cette fin.</p>
Responsabilité civile	<p><b>Art. 30</b> <sup>1</sup> La responsabilité de la personne condamnée, de même que celle du bénéficiaire, pour le préjudice causé dans le cadre de l'exécution du travail d'intérêt général sont régies par le Code des obligations<sup><a href="#">5)</a></sup>.</p> <p><sup>2</sup> A titre subsidiaire, l'Etat répond du préjudice causé de manière illicite à autrui par une personne condamnée lorsque ce préjudice résulte de l'accomplissement d'un travail d'intérêt général. Le préjudice est indemnisé contre cession de la part correspondante de la créance du lésé au canton.</p>
Attestation de travail	<b>Art. 31</b> Lorsque la personne condamnée a accompli la totalité du travail d'intérêt général, le bénéficiaire l'atteste par écrit à l'adresse du Service juridique.

## SECTION 4 : Surveillance électronique<sup>18)</sup>

### Principe

**Art. 31a<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Service juridique est compétent pour ordonner la surveillance électronique du condamné au sens de l'article 79b du Code pénal suisse<sup>1)</sup> ainsi que pour fixer les conditions et charges y relatives. Il met fin à la surveillance électronique si les conditions ne sont plus réunies (art. 79b, al. 3, CP).

<sup>2</sup> Au surplus, les dispositions concordataires relatives à la surveillance électronique sont applicables.

### Modalités

**Art. 31b<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les modalités applicables à l'exécution par surveillance électronique.

<sup>2</sup> Il désigne en particulier les autorités compétentes pour installer l'appareil électronique, recevoir les données et en prendre connaissance, ainsi que pour surveiller le déroulement de l'exécution de la peine.

### Utilisation des données

**Art. 31c<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> En demandant d'exécuter sa peine sous surveillance électronique, le condamné consent à l'utilisation et à la conservation des données spatiales et temporelles le concernant, conformément au présent article, à ses dispositions d'exécution et aux dispositions concordataires.

<sup>2</sup> L'autorité d'exécution peut en tout temps prendre connaissance des données relatives à la surveillance électronique. En cas de non-respect des conditions et des charges ou de sollicitation dans le cadre d'une enquête pénale en cours, elle est habilitée à transmettre ces données aux autorités de police et aux autorités judiciaires compétentes. Cette compétence peut être déléguée, par voie d'ordonnance, à l'organe chargé de la réception des données.

<sup>3</sup> En cas de fuite du condamné, les données peuvent également être transmises aux autorités étrangères du lieu où se situe la personne.

<sup>4</sup> Les données récoltées sont conservées douze mois après la fin de la surveillance électronique. L'autorité d'exécution peut extraire et enregistrer les données sur un support indépendant en cas de contestation liée à l'exécution de la sanction. Il en va de même si une autorité judiciaire l'exige dans le cadre d'une procédure pénale.

## SECTION 5 : Semi-détention<sup>18)</sup>

**Art. 31d<sup>18)</sup>** <sup>1</sup> Le Service juridique est compétent pour autoriser la semi-détention au sens de l'article 77b du Code pénal suisse<sup>1)</sup> ainsi que pour fixer les conditions et charges y relatives. Il met fin à la semi-détention si les conditions ne sont plus réunies (art. 77b, al. 4, CP).

<sup>2</sup> Au surplus, les dispositions concordataires relatives à la semi-détention sont applicables.

## CHAPITRE IV : ...<sup>14)</sup>

### Art. 32 et 33<sup>14)</sup>

## CHAPITRE V : Sort des frais découlant de l'exécution

Participation  
de la personne  
condamnée aux  
frais d'exécution

**Art. 34** <sup>1</sup> La personne condamnée verse, conformément à l'article 380, alinéa 2, du Code pénal suisse<sup>1)</sup> une participation aux frais d'exécution, dont le Gouvernement fixe le montant par voie d'arrêté.

<sup>2</sup> Les accords intercantonaux sont réservés.

Peines privatives  
de liberté

**Art. 35** Après déduction de la participation de la personne condamnée (art. 380, al. 2, CP), les frais découlant de l'exécution des peines privatives de liberté prononcées par les tribunaux jurassiens sont à la charge de l'Etat.

Mesures

**Art. 36** <sup>1</sup> Après déduction de la participation de la personne condamnée (art. 380, al. 2, CP), les frais découlant de l'exécution des mesures thérapeutiques institutionnelles prononcées par les tribunaux jurassiens qui ne sont pas pris en charge par une assurance, par une collectivité ou par un tiers sont assumés par l'Etat pour la durée équivalant à celle de la peine privative de liberté suspendue au profit de la mesure. Au-delà de cette durée, les frais sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes conformément à la législation sur l'action sociale au titre de l'aide matérielle.

<sup>2</sup> Les frais de traitement ambulatoire sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes au titre de l'action sociale. L'Etat est subrogé dans les droits de la personne condamnée vis-à-vis des assurances sociales.

<sup>3</sup> Il en va de même des frais découlant de l'internement subi après une peine privative de liberté.

Frais médicaux

**Art. 37** Les frais médicaux des personnes condamnées par les tribunaux jurassiens qui ne peuvent être mis à la charge d'une assurance-maladie ou d'une autre assurance ou d'un tiers sont assumés par la personne condamnée. Dans la mesure où celle-ci ne peut les assumer personnellement, ils sont avancés par l'Etat et admis à la répartition des charges entre l'Etat et les communes au titre de l'action sociale.

Recouvrement  
et décision  
concernant les  
frais

**Art. 38** <sup>1</sup> En tenant compte de l'ensemble des circonstances, en particulier du rapport entre les frais à engager et le recouvrement que l'on peut escompter, le Service juridique décide s'il y a lieu de procéder à ce recouvrement.

<sup>2</sup> Il peut, par voie de décision, fixer le montant des frais mis à la charge de la personne condamnée.

## CHAPITRE VI : La grâce

Autorités  
compétentes

**Art. 39** <sup>1</sup> Le droit de grâce appartient :

- a) au Gouvernement, pour les amendes d'un montant ne dépassant pas 1 000 francs et pour les peines pécuniaires de 20 jours-amendes au plus;
- b) au Parlement, dans tous les autres cas.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes peuvent exercer le droit de grâce d'office ou sur requête.

Procédure

**Art. 40** <sup>1</sup> Le droit de recourir en grâce est régi par l'article 382 du Code pénal suisse<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Le recours en grâce doit être formé par écrit devant le Gouvernement.



<sup>3</sup> S'il l'estime nécessaire, celui-ci peut notamment se faire présenter un rapport écrit par le Service juridique, par le juge qui a prononcé la condamnation et par l'établissement de détention. Il soumet le recours au Parlement, avec ses propositions, à moins qu'il ne soit compétent pour statuer.

<sup>4</sup> Le recours en grâce n'a pas d'effet suspensif, à moins que le Gouvernement ne l'accorde sur requête.

Etendue et effets  
de la grâce

**Art. 41** <sup>1</sup> L'article 383 du Code pénal suisse<sup>1</sup> règle les effets de la grâce.

<sup>2</sup> S'il est fait grâce d'une amende, la part revenant à des tiers ne leur est pas payée par l'Etat.

<sup>3</sup> Ne sont pas touchés par la grâce :

- a) les intérêts civils de la partie lésée;
- b) les dépens alloués à la partie plaignante;
- c) les frais de l'Etat.

Refus de la  
grâce

**Art. 42** <sup>1</sup> Aucun condamné ne peut décliner la grâce légalement prononcée à son égard.

<sup>2</sup> En revanche, il peut refuser une commutation de la peine.

## CHAPITRE VII : Dispositions de procédure, transitoires et finales

Voies de droit

**Art. 43** <sup>1</sup> Les décisions rendues par les autorités administratives en application de la présente loi, à l'exclusion des décisions du Gouvernement en matière de grâce, sont sujettes à opposition puis à recours devant la Cour administrative.

<sup>2</sup> L'opposition et le recours n'ont pas d'effet suspensif et les dispositions relatives aux feries ne s'appliquent pas. Une décision contraire de l'autorité qui a rendu la décision ou de l'autorité de recours, d'office ou sur requête, est réservée. Si les circonstances le justifient, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

<sup>3</sup> Pour le surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>6</sup>.

Concordat	<b>Art. 44</b> L'Etat peut adhérer à des concordats intercantonaux en matière d'exécution de peines et de mesures.
Dispositions d'exécution	<b>Art. 45</b> Le Gouvernement peut édicter, par voie d'ordonnance, les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi.
Abrogation	<b>Art. 46</b> Les articles 31 à 41 et 45 à 57 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP) <sup>7)</sup> et les titres qui s'y rapportent sont abrogés.
Droit transitoire	<b>Art. 47</b> La présente loi s'applique immédiatement à l'exécution des peines et mesures en cours au moment de son entrée en vigueur.
Référendum facultatif	<b>Art. 48</b> La présente loi est soumise au référendum facultatif.
Entrée en vigueur	<b>Art. 49</b> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur <sup>8)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 2 octobre 2013

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Alain Lachat  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RS 311.0](#)

2) [RS 312.0](#)

3) [RS 312.5](#)

4) [RSJU 342.1](#)

5) [RS 220](#)

6) [RSJU 175.1](#)

7) [RSJU 321.1](#)

8) 1<sup>er</sup> janvier 2014

9) Abrogé par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015

10) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015

- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 13) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 14) Abrogés par le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 15) Nouvelle dénomination selon le ch. II de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 17) Abrogé par le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 18) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 mai 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020
- 20) Introduit par le ch. I de la loi du 28 mai 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020
- 21) [RS 780.1](#)
- 22) Introduit par le ch. I de la loi du 29 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 24) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 25) Abrogé par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



# Loi sur les établissements de détention (LED)<sup>14)</sup>

du 2 octobre 2013

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu le Code pénal suisse (CP)<sup>1)</sup>,

vu le Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>,

vu la procédure pénale militaire du 23 mars 1979<sup>3)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Généralités

### SECTION 1 : Champ d'application

Principe

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi régit la détention dans les établissements du Canton.

<sup>2</sup> La réglementation internationale, fédérale, intercantonale et cantonale est réservée, en particulier celle relative aux mesures de contrainte au sens de la législation sur les étrangers. Sur demande, le Service juridique en donne l'accès aux intéressés.

Terminologie

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans la présente loi, le terme :

- a) "directeur" désigne le directeur des établissements de détention au sens de l'article 10;
- b)<sup>11)</sup> "responsable" désigne le responsable des agents de détention de l'établissement au sens de l'article 12, alinéa 2;
- c) "médecin" désigne le médecin au sens des articles 37, alinéa 3, et 38;
- d) "représentant religieux qualifié" désigne le représentant au sens de l'article 44;
- e) "avocat" désigne le défenseur du détenu qui est habilité à le représenter devant les tribunaux.

<sup>2</sup> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## SECTION 2 : Établissements, régimes de détention et autorités compétentes

### Établissements

**Art. 3<sup>11)</sup>** Les établissements de détention du Canton sont :

- a) la prison de Porrentruy;
- b) la prison de Delémont;
- c) l'Orangerie (maison d'arrêt de Porrentruy).

### Régimes de détention

#### 1. Prisons de Porrentruy et Delémont<sup>11)</sup>

**Art. 4** Peuvent être exécutées à la prison de Porrentruy et à la prison de Delémont<sup>11)</sup> :

- a) l'arrestation provisoire ordonnée par le Ministère public et, exceptionnellement, celle ordonnée par la police;
- b) la détention provisoire;
- c) la détention pour des motifs de sûreté;
- d) l'exécution anticipée des peines privatives de liberté et des mesures;
- e) les courtes peines privatives de liberté;
- f) les autres peines privatives de liberté en attente de placement dans un autre établissement.

#### 2. Orangerie

**Art. 5** Peuvent être exécutés à l'Orangerie :

- a) la semi-détention;
- b) le travail externe;
- c) le travail et logement externes, sous la surveillance de l'assistance de probation;
- d) ...<sup>12)</sup>
- e) les arrêts en tant que sanction disciplinaire de droit pénal militaire, si l'exécution a lieu en dehors du service et sous la forme de la semi-détention.

#### 3. Femmes et mineurs

**Art. 6** <sup>1</sup> Lorsque la place disponible ne permet pas de garantir la séparation appropriée entre les femmes et les hommes, celles-ci sont placées à l'extérieur du Canton.

<sup>2</sup> Lorsque la place disponible permet de garantir la séparation appropriée des détenus majeurs et mineurs, ces derniers peuvent être placés temporairement à la prison de Delémont, notamment dans l'attente d'un transfert vers un établissement prévu à cet effet. La législation spéciale relative aux mineurs est réservée.<sup>11)</sup>

4. Etablissement hospitalier	<b>Art. 7</b> Lorsque l'état de santé du détenu l'exige, il est placé dans un établissement hospitalier approprié.
Refus d'admission	<b>Art. 8</b> Le directeur ou le responsable peut refuser l'admission d'un détenu, quel que soit son régime d'incarcération, lorsque les circonstances le justifient, notamment l'état de santé du détenu, l'absence d'ordre d'écrou et le taux d'occupation de l'établissement.
Autorités 1. Département	<b>Art. 9</b> Les établissements de détention sont placés sous la surveillance du département dont dépend le Service juridique (dénommé ci-après : "le Département").
2. Directeur	<p><b>Art. 10</b> <sup>1</sup> Le directeur est rattaché au Service juridique.</p> <p><sup>2</sup> Il a notamment les attributions suivantes :</p> <p>a) gestion des établissements de détention;</p> <p>b) coordination avec les autorités d'écrou et les autres intervenants.</p> <p><sup>3</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, les modalités du service de piquet et de remplacement en cas d'absence ou d'empêchement du directeur et du responsable.<sup><a href="#">11)</a></sup></p> <p><sup>4</sup> Il peut en particulier déterminer les cas dans lesquels les compétences du directeur sont transmises au Service juridique ou au responsable.<sup><a href="#">11)</a></sup></p>
3. Autorité d'écrou	<p><b>Art. 11</b> <sup>1</sup> L'autorité d'écrou est l'autorité responsable de la détention de la personne incarcérée.</p> <p><sup>2</sup> En cas d'exécution de peine ou de mesure, l'autorité d'écrou est le Service juridique ou, pour le détenu placé par un autre canton, l'autorité compétente de celui-ci.</p> <p><sup>3</sup> En cas d'arrestation provisoire, de détention provisoire et de détention pour des motifs de sûreté, l'autorité d'écrou est l'autorité désignée par le Code de procédure pénale suisse<sup><a href="#">2)</a></sup>.</p>

### SECTION 3 : Agents de détention

Statut	<b>Art. 12</b> <sup>1</sup> Les agents de détention sont rattachés au Service juridique.
--------	--

<sup>2</sup> Le Département désigne un ou plusieurs responsables pour chaque établissement. Selon les modalités définies par le Gouvernement par voie d'ordonnance, ceux-ci peuvent être amenés à se suppléer l'un l'autre.<sup>11)</sup>

<sup>3</sup> Les agents de détention doivent être titulaires du brevet fédéral d'agent de détention ou l'acquérir en cours d'emploi.

<sup>4</sup> L'Etat leur assure une formation continue.

#### Tâches

**Art. 13** <sup>1</sup> L'agent de détention veille au respect de la présente loi et la rend accessible au détenu. A la demande de celui-ci, une copie lui en est remise.

<sup>2</sup> En particulier, l'agent de détention veille au maintien de l'ordre et de la discipline dans l'établissement, ainsi qu'au respect des droits et des obligations du détenu.

<sup>3</sup> Il signale au directeur et à l'autorité d'écrou toutes les constatations dignes de leur intérêt qu'il a pu faire concernant le détenu.

<sup>4</sup> Il signale au médecin, aux représentants religieux qualifiés et aux assistants sociaux les cas motivant leur intervention.

<sup>5</sup> S'il est empêché d'assurer son service, il en avise sans délai sa hiérarchie en vue de son remplacement.

#### Rapport avec les détenus

**Art. 14** <sup>1</sup> L'agent de détention traite le détenu avec correction et impartialité.

<sup>2</sup> Il s'abstient de tout ce qui peut nuire à sa considération.

<sup>3</sup> Il évite toute familiarité avec le détenu.

<sup>4</sup> Il ne parle pas avec le détenu d'une affaire pénale en cours.

<sup>5</sup> Il n'accomplit pour lui aucune démarche sortant de ses tâches.

#### Renvoi

**Art. 15** Au surplus, l'agent de détention est soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.



## CHAPITRE II : Incarcération

Ordre d'écrou	<p><b>Art. 16</b> <sup>1</sup> Quel que soit le régime d'incarcération, nul ne peut être incarcéré sans un ordre d'écrou, à savoir un document émanant de l'autorité compétente et ordonnant la détention.</p> <p><sup>2</sup> En cas d'urgence, l'ordre peut être exceptionnellement décerné oralement par l'autorité compétente; il doit toutefois être confirmé sans délai par écrit.</p>
Attestation d'entrée	<p><b>Art. 17</b> L'agent de détention atteste, à l'adresse de l'autorité d'écrou, la date de l'entrée et mentionne, au besoin, tout élément particulier de l'incarcération.</p>
Registre	<p><b>Art. 18</b> <sup>1</sup> L'agent de détention tient un registre des détenus qui peut être informatisé et sur lequel il consigne les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) <sup>15)</sup> l'identité de la personne incarcérée, y compris sa photographie;</li> <li>b) le motif de sa détention;</li> <li>c) l'autorité d'écrou;</li> <li>d) la date et l'heure d'admission;</li> <li>e) l'inventaire des effets personnels selon l'article 22;</li> <li>f) toute blessure visible et toute plainte relative à un mauvais traitement antérieur;</li> <li>g) sous réserve des impératifs liés au secret médical, toute information sur l'état de santé du détenu significative pour le bien-être physique et mental de ce détenu et des autres;</li> <li>h) si une visite médicale d'entrée a lieu.</li> </ul> <p><sup>2</sup> Le détenu peut consulter l'extrait le concernant.</p> <p><sup>3</sup> L'autorité d'écrou peut consulter l'extrait du registre des détenus dont elle a la responsabilité.</p> <p><sup>4</sup> Dans l'accomplissement de ses tâches, la Police cantonale peut consulter, y compris en ligne, l'extrait du registre des détenus relatif à l'identité des personnes incarcérées (noms et prénoms, dates de naissance et photographies).<sup>16)</sup></p>
Information	<p><b>Art. 19</b> <sup>1</sup> L'agent de détention accueille le détenu.</p>

<sup>2</sup> Lors de l'admission et ensuite aussi souvent que nécessaire, il l'informe, dans une langue qu'il comprend, notamment :

- a) de son régime de détention;
- b) de ses droits et obligations;
- c) des règles relatives à la discipline.

Fouille

**Art. 20** <sup>1</sup> Lors de l'admission du détenu, l'agent de détention opère une fouille corporelle superficielle.

<sup>2</sup> Au surplus, les articles 55 et 56 s'appliquent.

Examen médical

**Art. 21** <sup>1</sup> Le plus tôt possible dès l'admission, le détenu fait l'objet d'un examen médical, sauf si cela n'est manifestement pas nécessaire.

<sup>2</sup> Au surplus, les articles 38 et 39 s'appliquent.

Effets personnels  
1. Inventaire

**Art. 22** <sup>1</sup> Au moment de l'admission, l'agent de détention procède à un inventaire des objets et des valeurs du détenu. Celui-ci le signe. Une copie peut être remise à la personne responsable du transport de ces objets et valeurs.

<sup>2</sup> Lorsque le détenu quitte l'établissement, il signe l'inventaire de ses effets personnels. Ceux-ci sont remis, en cas de sortie, au détenu, ou, en cas de transfert dans un autre établissement, à la personne responsable du transfert.

<sup>3</sup> Les effets d'une personne évadée, en fuite ou de domicile inconnu sont conservés dix ans, puis réalisés au profit de l'Etat ou détruits.

2. Contenu

**Art. 23** <sup>1</sup> L'agent de détention décide quels effets le détenu peut conserver sur lui et dans sa cellule.

<sup>2</sup> Les effets personnels et affectifs (habits, effets de toilette, alliance, matériel de correspondance, etc.) sont autorisés sous réserve des alinéas suivants.<sup>[13\)](#)</sup>

<sup>3</sup> La détention d'animaux n'est pas autorisée.

<sup>4</sup> Les médicaments, les documents d'identité, le permis de conduire, les téléphones portables et l'argent sont retirés.

<sup>5</sup> Des objets peuvent être retirés pour des motifs liés au but de la détention, à la sécurité, au calme et à l'ordre, ainsi que pour des raisons de santé et d'hygiène.

<sup>6</sup> Les effets retirés sont conservés de manière appropriée et restitués, contre quittance, lors de la remise en liberté.

<sup>7</sup> Toutefois, l'agent de détention confisque, puis fait réaliser au profit de l'Etat ou détruire, les objets interdits, dangereux, contraires aux normes d'hygiène ou qui sont le produit d'une infraction pénale ou disciplinaire. Il en informe préalablement l'autorité d'écrou et, si elle le requiert, lui remet ces objets.

Compte du  
détenu

**Art. 24** <sup>1</sup> Un compte est établi pour chaque détenu. Y figurent :

- a) les biens inventoriés à l'entrée;
- b) les versements reçus durant la détention;
- c) la rémunération de son travail;
- d) les prélèvements effectués.

<sup>2</sup> Le compte ne porte pas intérêts.

<sup>3</sup> Les dispositions concordataires sont réservées.

## **CHAPITRE III : Conditions de détention**

### **SECTION 1 : En général**

Droits du détenu

**Art. 25** <sup>1</sup> Le détenu a droit au respect de sa personnalité et de sa dignité.

<sup>2</sup> Il jouit des droits garantis par la Constitution et par la législation, dont l'exercice est restreint uniquement dans la mesure requise par la privation de liberté et par les exigences de la vie collective dans l'établissement de détention. Toute restriction doit respecter les principes constitutionnels fondamentaux.

<sup>3</sup> Il dispose en particulier des droits de procédure garantis au chapitre VI.

<sup>4</sup> Il peut faire des propositions concernant le fonctionnement des établissements.

Logement	<p><b>Art. 26</b> <sup>1</sup> Le détenu dispose d'une cellule individuelle dans la mesure des possibilités.</p> <p><sup>2</sup> Il est personnellement responsable de ses effets personnels, des objets mobiliers et immobiliers à sa disposition, ainsi que du rangement et de la propreté de sa cellule.</p> <p><sup>3</sup> Le détenu a le droit d'aménager sa cellule. Toutefois, le but de la détention, la sécurité, le calme, l'ordre ainsi que la santé et l'hygiène doivent être garantis. Le responsable peut édicter des directives en la matière.</p> <p><sup>4</sup> L'agent de détention examine les cellules régulièrement.</p>
Vie communautaire	<p><b>Art. 27</b> <sup>1</sup> Le détenu bénéficie de la vie communautaire dans le cellulaire durant les heures fixées par le directeur.</p> <p><sup>2</sup> Le directeur peut restreindre ce droit pour des motifs de sécurité, de calme, d'ordre et d'organisation, ainsi que pour des raisons de santé et d'hygiène. En cas d'urgence, l'agent de détention peut également le restreindre, dans l'attente de la décision du directeur.</p> <p><sup>3</sup> Il est interdit à tout détenu de communiquer d'une cellule à l'autre et de pénétrer sans autorisation dans une autre cellule que la sienne.</p>
Promenade	<p><b>Art. 28</b> <sup>1</sup> Le détenu peut faire quotidiennement une promenade en plein air d'une heure au moins.</p> <p><sup>2</sup> Au surplus, il peut faire de l'exercice dans la mesure où les installations le permettent.</p>
Repas	<p><b>Art. 29</b> <sup>1</sup> L'agent de détention fournit quotidiennement trois repas au détenu.</p> <p><sup>2</sup> Les directives médicales relatives à la nutrition et les préceptes liés à l'appartenance religieuse sont pris en compte.</p>
Alcool	<p><b>Art. 30</b> Les boissons alcooliques sont interdites, sauf prescription médicale contraire.</p>
Vêtements	<p><b>Art. 31</b> <sup>1</sup> Le détenu porte ses vêtements personnels et doit être habillé décentement.</p>

<sup>2</sup> Il peut faire venir à ses frais des vêtements de rechange.

<sup>3</sup> S'il ne peut disposer de vêtements décents, l'agent de détention les lui fournit.

Travail et  
rémunération

**Art. 32** <sup>1</sup> Si le détenu travaille, il a droit à une rémunération.

<sup>2</sup> La rémunération et son affectation sont fixées conformément aux dispositions concordataires.

Enseignement

**Art. 33** <sup>1</sup> Le détenu peut suivre une formation avec l'autorisation et selon les modalités définies par l'autorité d'écrou.

<sup>2</sup> Les dispositions concordataires sont réservées.

Achat de  
marchandises

**Art. 34** <sup>1</sup> Une fois par semaine, le détenu peut se procurer des marchandises, notamment des denrées alimentaires, à ses frais, par l'intermédiaire de l'agent de détention. Il n'est pas autorisé à se procurer des denrées alimentaires par d'autres moyens, notamment par des visites ou des colis.

<sup>2</sup> Tout commerce entre détenus est interdit.

## SECTION 2 : Hygiène

Principe

**Art. 35** L'agent de détention est responsable du maintien de l'hygiène.

Hygiène

**Art. 36** <sup>1</sup> L'agent de détention veille à la propreté du détenu, qui a le droit et l'obligation de prendre des douches régulièrement.

<sup>2</sup> Le linge des cellules ainsi que les vêtements du détenu sont changés et blanchis régulièrement.

## SECTION 3 : Santé

Principes

**Art. 37** <sup>1</sup> L'agent de détention veille à la bonne santé physique et psychique du détenu.

<sup>2</sup> Celui-ci a droit aux examens et aux traitements thérapeutiques prescrits.

<sup>3</sup> Le libre choix du médecin ou d'autres thérapeutes est exclu. Toutefois si le rapport de confiance est rompu entre le médecin de la prison et le détenu ou si le recours à un spécialiste est judicieux, l'agent de détention fait appel à un autre médecin. Le directeur et l'autorité d'écrou sont consultés. En cas d'urgence, ils ne sont pas consultés et sont avertis par la suite.

Examen médical **Art. 38** <sup>1</sup> Le Département désigne un médecin de la prison qui effectue des visites régulières et prend toutes les mesures thérapeutiques et prophylactiques adéquates.

<sup>2</sup> L'agent de détention fait appel au médecin en cas de besoin ou si un détenu le demande.

<sup>3</sup> En cas d'arrêts disciplinaires, l'examen médical a lieu quotidiennement.

<sup>4</sup> L'autorité d'écrou décide de l'hospitalisation d'un détenu sur avis du médecin. En cas d'urgence, l'agent de détention en décide et en informe sans délai le directeur, le responsable et l'autorité d'écrou. Si la sécurité l'exige, la Police cantonale assure l'encadrement du détenu hospitalisé.

<sup>5</sup> D'entente avec le médecin, l'examen médical d'un détenu peut être confié à un autre professionnel de la santé.

Contrainte  
1. En général **Art. 39** <sup>1</sup> D'entente avec le médecin, l'agent de détention peut rendre obligatoire l'examen médical du détenu dont l'état de santé est déficient.

<sup>2</sup> Le médecin est compétent pour ordonner les mesures de contrainte aux conditions des articles 383 et suivants du Code civil suisse<sup>4)</sup>, 28a de la loi sanitaire<sup>5)</sup>, 69 et 71a de la loi sur les mesures et le placement à des fins d'assistance<sup>6)</sup>.

2. Alimentation  
forcée **Art. 40** <sup>1</sup> L'agent de détention informe le médecin, l'autorité d'écrou, le directeur et le Service juridique lorsqu'un détenu refuse de se nourrir ou de boire.

<sup>2</sup> Il organise une visite médicale.

<sup>3</sup> Malgré le refus du détenu, l'agent de détention lui offre les repas au sens de l'article 29 et un accès permanent à la boisson.

<sup>4</sup> Le Département peut ordonner une alimentation forcée sur préavis et sous la conduite d'un médecin, pour autant que la personne concernée soit en danger de mort ou coure un danger grave. Il prend préalablement l'avis de l'autorité d'écrou. La mesure doit se conformer au principe de la proportionnalité.

<sup>5</sup> Si le détenu atteste par écrit dans un document signé qu'il refuse une alimentation forcée, et ce également en cas de perte ultérieure de sa capacité de discernement, ce vœu est respecté s'il est possible d'admettre que le détenu a agi selon son libre choix et avec discernement.

Décès d'un  
détenu

**Art. 41** En cas de décès d'un détenu, l'agent de détention avise immédiatement le directeur, le responsable, la Police cantonale, le Service juridique et l'autorité d'écrou.

<sup>2</sup> Ces autorités veillent à ce qu'une information appropriée soit donnée à la famille.

Assurance-  
accidents

**Art. 42** Le détenu est assuré contre les accidents conformément aux dispositions concordataires.

#### SECTION 4 : Assistance

Principes

**Art. 43** <sup>1</sup> Tout détenu peut, dans la mesure du possible, satisfaire aux exigences de sa vie spirituelle, sociale et morale.

<sup>2</sup> Toutefois, le directeur peut contrôler, limiter ou interdire les contacts avec les personnes mentionnées aux articles 44 à 46 pour des motifs liés à l'ordre et à la sécurité.

<sup>3</sup> Ces personnes sont désignées par le Service juridique et se conforment aux dispositions de la présente loi.

<sup>4</sup> Elles sont en particulier tenues :

- a) de garder le secret, même après l'expiration de leur autorisation, sur les faits dont elles ont eu connaissance dans l'exercice de leur activité, les dispositions sanctionnant la violation de l'obligation de garder le secret étant réservées (art. 320 du Code pénal suisse<sup>1)</sup>);
- b) de ne pas communiquer des renseignements ou des documents au détenu ou remis par celui-ci dans la mesure où l'autorité d'écrou ne l'y a pas autorisé;

c) de faire preuve de discrétion tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la prison.

Assistance  
spirituelle

**Art. 44** <sup>1</sup> Le détenu peut recevoir la visite d'un représentant qualifié de sa religion.

<sup>2</sup> Celui-ci visite le détenu individuellement et hors de la présence d'un agent de détention.

Assistance  
sociale

**Art. 45** <sup>1</sup> Le détenu peut recevoir la visite d'un assistant social et solliciter l'aide sociale, prestations qui sont en principe fournies par l'assistance de probation.

<sup>2</sup> L'agent de détention met à la disposition du détenu les informations et les formules nécessaires.

<sup>3</sup> La demande peut également être introduite par l'autorité d'écrou ou par l'agent de détention.

<sup>4</sup> L'assistant social visite le détenu individuellement et hors de la présence d'un agent de détention.

Visiteurs de  
détenus

**Art. 46** <sup>1</sup> Le visiteur de détenus est une personne autorisée à rendre visite aux détenus.

<sup>2</sup> Les visites ont lieu sur demande du détenu adressée à l'autorité d'écrou qui statue.

## SECTION 5 : Relations avec le monde extérieur

Principes

**Art. 47** <sup>1</sup> Le détenu a le droit d'entretenir des contacts avec des personnes extérieures à l'établissement.

<sup>2</sup> En règle générale, il assume les frais qui en résultent. Au besoin, la prison fournit le matériel de correspondance et assume les frais de port.

<sup>3</sup> Le directeur peut contrôler, limiter ou interdire ces contacts pour des motifs liés à l'ordre, à la sécurité et au but de la détention ainsi qu'aux conditions de la présente loi.



<sup>4</sup> Les relations du détenu avec les autorités de surveillance et les autorités pénales, en particulier avec le Service juridique et l'autorité d'écrou, ne peuvent être soumises à un contrôle.

<sup>5</sup> L'article 84, alinéa 3, du Code pénal suisse<sup>1)</sup> et les dispositions internationales en matière de relations consulaires sont réservés.

Correspondance **Art. 48** <sup>1</sup> Le détenu a droit au courrier.

<sup>2</sup> L'agent de détention contrôle le courrier. Le détenu est informé de ce contrôle.

<sup>3</sup> Sur décision du directeur, tout ou partie du courrier peut ne pas être transmis lorsqu'il est constitutif d'une infraction ou vise la commission d'une infraction, ainsi que pour des motifs liés à l'ordre, à la sécurité et au but de la détention.

<sup>4</sup> Le détenu est informé si un courrier n'est pas transmis, totalement ou partiellement, à son destinataire.

<sup>5</sup> La correspondance avec les avocats, les médecins, les représentants religieux qualifiés n'est pas contrôlée. En cas d'abus, le directeur peut interdire cette correspondance.

Téléphone **Art. 49** <sup>1</sup> Le détenu a le droit de téléphoner à ses frais au moyen du téléphone de l'établissement.

<sup>2</sup> Le directeur fixe, par voie de directives, les modalités et la durée du téléphone selon les disponibilités de l'établissement.

<sup>3</sup> Les communications téléphoniques de l'extérieur ne sont transmises au détenu qu'en cas d'urgence.

<sup>4</sup> Sur décision du directeur, du Service juridique ou de l'autorité d'écrou, tout ou partie des communications peuvent être écoutées pour des motifs liés à l'ordre, à la sécurité et au but de la détention. Elles peuvent être enregistrées, conservées et mises à disposition des autorités d'écrou. Le détenu et son interlocuteur sont préalablement informés de ces possibilités.

<sup>5</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, les conditions et modalités de l'écoute et de l'enregistrement.

<sup>6</sup> Les communications avec les avocats, les médecins et les représentants religieux qualifiés sont gratuites. Les communications avec les avocats ne peuvent être ni écoutées ni enregistrées.

Bibliothèque et  
presse

**Art. 50** <sup>1</sup> Le responsable gère une bibliothèque à disposition des détenus.

<sup>2</sup> A ses frais, le détenu peut s'abonner à des journaux et revues et commander des livres.

Autres médias

**Art. 51** <sup>1</sup> Un appareil de télévision au moins est mis à la disposition des détenus au sein de l'établissement. En outre, un appareil de télévision est en principe disponible dans chaque cellule.

<sup>2</sup> Le directeur décide de l'usage d'autres médias, en particulier de radios, d'appareils multimédias et d'ordinateurs. Si ces médias sont propriété du détenu, le responsable peut en tout temps les faire contrôler aux frais de celui-ci par des spécialistes.

<sup>3</sup> Par l'usage de ces médias, le détenu est tenu de ne pas importuner les autres détenus.

Visites

**Art. 52** <sup>1</sup> Le détenu peut, sur autorisation écrite, recevoir des visites.

<sup>2</sup> Les horaires, la fréquence, la durée et les modalités des visites sont réglés par voie d'ordonnance.

<sup>3</sup> L'avocat peut visiter et communiquer librement avec le détenu, sans que le contenu de leurs échanges ne soit contrôlé. En cas d'abus, l'agent de détention informe le directeur qui pourra limiter les relations du détenu avec son avocat.

Congés

**Art. 53** Les congés sont accordés conformément aux dispositions fédérales et concordataires.

## **SECTION 6 : Mesures de sécurité**

Mesures  
d'identification

**Art. 54** Les mesures d'identification du détenu suivantes sont admises :

- a) la copie d'une pièce d'identité;
- b) la prise de photographies du détenu;
- c) les mensurations et le relevé de caractéristiques physiques;

d) la prise d'empreintes digitales.

Fouilles et  
contrôles  
1. Principe

**Art. 55** <sup>1</sup> Le détenu peut être fouillé en tout temps dans un local approprié (fouille corporelle superficielle), de même que ses effets personnels et sa cellule.

<sup>2</sup> Si elle implique de se déshabiller, la fouille s'opère en l'absence d'autres détenus.

<sup>3</sup> La fouille corporelle superficielle est opérée par une personne du même sexe que le détenu, à savoir par un agent de détention ou une personne formée à cet effet que celui-ci désigne.

2. Fouille  
corporelle intime  
et autres  
contrôles  
physiques

**Art. 56** <sup>1</sup> Le détenu soupçonné de dissimuler des objets interdits à l'intérieur de son corps peut être soumis à un examen corporel (fouille corporelle intime).

<sup>2</sup> Sur ordre d'un agent de détention, le détenu soupçonné de consommer de l'alcool ou des stupéfiants peut être soumis à des examens d'urine, des contrôles de l'haleine, des prises de sang, ainsi qu'à une fouille corporelle intime.

<sup>3</sup> Les fouille et contrôle au sens du présent article sont également opérées aux conditions déterminées préalablement par le directeur ou l'autorité d'écrou pour des motifs liés à l'ordre, à la sécurité, au but de la détention ainsi que pour des raisons de santé.

<sup>4</sup> La prise de sang et la fouille corporelle intime sont opérées par un médecin ou un autre membre du personnel médical; en cas de fouille corporelle intime, ces derniers doivent être du même sexe que le détenu.

<sup>5</sup> Les résultats d'analyse sont envoyés aux autorités d'écrou pour information.

Vidéo-  
surveillance

**Art. 57<sup>(1)</sup>** <sup>1</sup> Pour des motifs de sécurité, une vidéosurveillance peut être installée à l'entrée de l'établissement et dans les locaux communs de détention.

<sup>2</sup> Une vidéosurveillance peut être installée dans les cellules de réflexion. Elle n'est utilisée que sur ordre du directeur lorsque le détenu représente un risque pour lui-même ou pour les tiers. Celui-ci en est informé.

<sup>3</sup> Une vidéosurveillance n'est pas autorisée dans d'autres lieux, notamment dans les cellules ordinaires et dans les sanitaires.

<sup>4</sup> La vidéosurveillance est rendue visible, avec référence au présent article.

<sup>5</sup> L'agent de détention s'assure du fonctionnement de la vidéosurveillance et des mesures organisationnelles et techniques propres à assurer l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données.

<sup>6</sup> La vidéosurveillance permet, à des fins de sécurité, le visionnage direct des images par les agents, le responsable et le directeur. En cas d'alarme, les images peuvent également être visionnées directement par la police cantonale.

<sup>7</sup> La vidéosurveillance est équipée d'un système d'enregistrement. Les données sont conservées 48 heures. Si une procédure pénale ou disciplinaire est ouverte, l'autorité en charge de la procédure peut décider de conserver l'enregistrement pendant la durée de celle-ci. En cas de nécessité, seuls le directeur, le responsable, le Service juridique, l'autorité d'écrou et les autorités de poursuite pénale sont habilités à consulter les données.

<sup>8</sup> D'éventuelles contestations relatives à la vidéosurveillance peuvent être adressées au Service juridique, conformément à la législation relative à la protection des données.

Echange  
d'informations  
entre autorités

**Art. 57a<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> Les établissements de détention du Canton, le Service juridique, l'assistance de probation et la Police cantonale peuvent échanger mutuellement, ainsi qu'avec la police et les établissements de détention d'autres cantons et avec d'autres personnes ou organes intervenant dans le cadre de l'exécution des peines et mesures, des renseignements, y compris des données sensibles et des profils de la personnalité, dans le but d'assurer la sécurité publique ainsi que le placement et le suivi de détenus. Ils sont habilités à transmettre le dossier ou des éléments de celui-ci.

<sup>2</sup> Les établissements de détention du Canton, le Service juridique et l'assistance de probation peuvent solliciter, en particulier dans le but d'assurer la sécurité publique ou d'instruire des dossiers, la collaboration d'autres autorités, institutions ou personnes impliquées dans le suivi de la personne concernée. Ils peuvent alors échanger avec elles les renseignements et documents mentionnés à l'alinéa premier. Ils peuvent également répondre à des demandes de collaboration d'autres cantons.

Armes

**Art. 58** <sup>1</sup> L'agent de détention accomplit son service sans arme à feu.

<sup>2</sup> Sous réserve de l'article 59, aucune arme à feu n'est autorisée dans les établissements.

<sup>3</sup> Les armes et les moyens de contrainte suivants sont autorisés en cas de besoin impérieux, en tant que leur usage se conforme strictement au principe de la proportionnalité et moyennant la formation appropriée de l'agent de détention qui l'utilise :

- a) les menottes et les liens;
- b) la matraque ou dispositif analogue;
- c) les substances irritantes (spray au poivre).

Force publique

**Art. 59** <sup>1</sup> Si nécessaire, l'agent de détention, le directeur et le Service juridique peuvent avoir recours à la force publique, par l'intermédiaire de la Police cantonale.

<sup>2</sup> Cas échéant, celle-ci est tenue d'intervenir mais détermine les modalités d'intervention et agit sous sa responsabilité.

<sup>3</sup> L'autorité d'écrou responsable du détenu est tenue informée de l'intervention de la force publique si elle est ciblée spécifiquement contre ce détenu.

## SECTION 7 : Discipline

Obligations du  
détenu

**Art. 60** Le détenu doit se conduire correctement, se conformer à la présente loi et aux instructions de l'agent de détention et respecter les autres détenus.

Mesures prises  
par l'agent de  
détention

**Art. 61** <sup>1</sup> Si un détenu contrevient à ses obligations, l'agent de détention lui adresse les remarques appropriées.

<sup>2</sup> En cas d'indiscipline grave, l'agent de détention prend les mesures nécessaires, informe le responsable et saisit immédiatement le directeur le premier jour ouvrable. Il peut notamment isoler le détenu fautif avant une mesure disciplinaire au sens des articles 63 et suivants.

Mesures  
disciplinaires  
1. Infractions

**Art. 62** <sup>1</sup> Le détenu est passible de sanctions disciplinaires en cas d'acte contraire à la présente loi, au plan d'exécution ou à la discipline.

<sup>2</sup> Constituent notamment une infraction disciplinaire :

- a) l'évasion;
- b) l'inobservation d'une des conditions d'un congé;
- c) l'acquisition, la détention et le trafic d'armes et de matières ou d'objets dangereux;
- d) l'introduction dans l'établissement, la détention ou la consommation d'alcool, de stupéfiants ou de substances ayant des effets analogues;
- e) le refus des examens au sens des articles 55 et 56;
- f) l'aliénation, la détérioration volontaire ou consécutive à une négligence grave de biens mobiliers et immobiliers à sa disposition ou appartenant à un autre détenu ou des tiers;
- g) la communication avec d'autres détenus ou avec des tiers qui n'est pas conforme à la présente loi;
- h) l'introduction dans l'établissement, la détention ou l'utilisation d'objets interdits;
- i) les actes de violence contre un autre détenu, un agent de détention ou des tiers;
- j) tout acte tombant sous le coup de la loi pénale;
- k) toute tentative, instigation ou complicité relative aux actes décrits sous lettres a à i.

## 2. Sanctions

**Art. 63** <sup>1</sup> Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) l'avertissement;
- b) la privation de la possibilité de faire des achats;
- c) le retrait d'allègements accordés;
- d) la privation de la télévision, de l'ordinateur ou d'autres médias;
- e) la privation de l'usage du téléphone;
- f) la privation de visites au sens de l'article 52, alinéas 1 et 2;
- g) l'amende;
- h) <sup>13</sup> les arrêts disciplinaires jusqu'à 14 jours.

<sup>2</sup> La sanction est prononcée en fonction de la gravité de la faute, du caractère unique ou répété de l'acte, des avertissements qui ont précédé et de la situation personnelle du détenu.

<sup>3</sup> Les sanctions peuvent être cumulées dans le respect du principe de la proportionnalité.

<sup>4</sup> La sanction disciplinaire peut être assortie d'un sursis ou d'un sursis partiel avec un délai d'épreuve de six mois au maximum.

<sup>5</sup> Le sursis à l'exécution est révoqué lorsque la personne détenue s'est rendue coupable d'une nouvelle infraction disciplinaire durant le délai d'épreuve.

3. Compétence  
et procédure

**Art. 64** <sup>1</sup> Les sanctions disciplinaires sont de la compétence du directeur.

<sup>2</sup> Le détenu est informé des faits qui lui sont reprochés et invité à se prononcer, oralement ou par écrit.

<sup>3</sup> Le directeur procède aux investigations et confrontations nécessaires.

<sup>4</sup> Le directeur consulte l'autorité d'écrou, oralement ou par écrit, et lui notifie sa décision.

4. Prescription

**Art. 65** <sup>1</sup> Les sanctions disciplinaires ne peuvent être prononcées que si la procédure est ouverte au plus tard dans les six mois suivant la découverte de l'infraction ou, en cas d'évasion, dans les trente jours dès le retour du détenu.

<sup>2</sup> Le droit de prononcer une sanction se prescrit par douze mois dès l'ouverture de la procédure. Ce délai est suspendu pendant la durée d'une procédure pénale. La prescription absolue est de cinq ans dès la commission de l'infraction.

Responsabilité  
civile

**Art. 66** <sup>1</sup> En cas de détérioration fautive des biens de l'Etat, le détenu est tenu à indemnisation. Au surplus, sa responsabilité civile au sens des articles 41 et suivants du Code des obligations<sup>7)</sup> est réservée.

<sup>2</sup> La compensation avec sa rémunération ou son compte est possible.

<sup>3</sup> Les sanctions disciplinaires et pénales sont réservées.

#### **CHAPITRE IV : Dispositions particulières applicables à l'arrestation provisoire, à la détention provisoire et à la détention pour des motifs de sûreté**

Champ  
d'application

**Art. 67** Les dispositions particulières du présent chapitre s'appliquent au détenu arrêté provisoirement, en détention provisoire ou en détention pour des motifs de sûreté.

Compétences de  
l'autorité d'écrou

**Art. 68** <sup>1</sup> Pour des motifs liés au but de la détention, l'autorité d'écrou est compétente pour :

- a) ordonner que des effets ne soient pas mis à disposition du détenu (art. 23);
- b) restreindre le droit à la vie communautaire (art. 27);

- c) contrôler, limiter ou interdire les contacts au sens des articles 43 et 47;
- d) restreindre le droit au courrier aux conditions de l'article 48, alinéa 3 ainsi que le droit au téléphone aux conditions de l'article 49;
- e) interdire la correspondance, les communications téléphoniques et les visites en cas d'abus au sens des articles 48, alinéa 5, 49 et 52, alinéa 3; l'accord du tribunal des mesures de contrainte au sens du Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup> est réservé;
- f) restreindre le droit de s'abonner à des journaux et revues et de commander des livres au sens de l'article 50, alinéa 2.

<sup>2</sup> Sont réservées les compétences des autres autorités au sens de la présente loi pour des motifs liés à l'ordre, à la sécurité, au calme et à l'hygiène.

#### Travail

**Art. 69** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 32, le détenu ne peut être astreint au travail.

<sup>2</sup> Il peut demander à travailler si l'autorité d'écrou y consent et dans la mesure des possibilités offertes par l'établissement.

#### Contrôle du courrier

**Art. 70** En dérogation à l'article 48, alinéa 2, l'autorité d'écrou contrôle le courrier.

#### Médias

**Art. 71** Pour des motifs liés au but de la détention, l'autorité d'écrou peut restreindre le droit du détenu à la télévision, à l'ordinateur et aux autres médias (art. 51).

#### Visites

**Art. 72** <sup>1</sup> L'autorité d'écrou délivre l'autorisation écrite de recevoir des visites au sens de l'article 52, alinéa 1. Elle décide également en application de l'article 52, alinéa 5, de l'utilisation du parloir vitré et de la présence d'un agent de détention.

<sup>2</sup> L'autorité d'écrou peut ordonner la présence d'un interprète pendant les visites.

### CHAPITRE V : Dispositions particulières applicables à la détention à l'Orangerie

#### Champ d'application

**Art. 73**<sup>13)</sup> Les dispositions particulières du présent chapitre s'appliquent au détenu en semi-détention et en travail externe.



Semi-détention  
et travail externe

**Art. 74** Les peines privatives de liberté exécutées sous le régime de la semi-détention et de travail externe le sont conformément aux dispositions concordataires.

**Art. 75 et 76** [12\)](#)

Incarcération  
1. Fouille

**Art. 77** En dérogation à l'article 20, alinéa 1, la fouille s'opère sur décision de l'agent de détention.

2. Effets  
personnels

**Art. 78** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 22, l'agent de détention décide de l'établissement d'un inventaire des objets et des valeurs du détenu. Cas échéant, les articles 22 à 24 s'appliquent.

<sup>2</sup> En dérogation à l'article 23, alinéa 4, les médicaments, les documents d'identité, le permis de conduire, les téléphones portables et l'argent peuvent être conservés par le détenu, moyennant l'autorisation de l'agent de détention.

3. Compte du  
détenu

**Art. 79** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 24, un compte n'est pas tenu pour le détenu en semi-détention. Une décision contraire de l'autorité d'écrou est réservée. [13\)](#)

<sup>2</sup> L'article 24 s'applique au détenu en travail externe.

Repas et  
nourriture

**Art. 80** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 29, alinéa 1, le détenu prend, en règle générale, ses repas à l'extérieur durant les jours de travail, à l'exception du petit-déjeuner.

<sup>2</sup> Le directeur peut édicter des directives sur la nourriture que le détenu peut apporter.

Courrier

**Art. 81** En dérogation à l'article 48, alinéa 2, première phrase, le courrier n'est pas contrôlé, sauf décision contraire de l'agent de détention.

## CHAPITRE VI : Plainte et voies de droit

Plainte

**Art. 82** <sup>1</sup> Tout détenu s'estimant lésé a la faculté d'adresser au directeur une plainte écrite, motivée, datée et signée, dans un délai de dix jours dès la commission de l'acte.

<sup>2</sup> Le dépôt d'une plainte ne donne pas droit à une décision.

<sup>3</sup> Cependant, le détenu est informé de la suite donnée à sa démarche.

Voies de droit

**Art. 83** <sup>1</sup> Les décisions rendues par les autorités administratives du Canton en application de la présente loi sont sujettes à opposition puis à recours devant la Cour administrative; celles rendues par d'autres autorités d'écrou sont soumises aux voies de droit définies par la législation qui les régit, en particulier par le Code de procédure pénale suisse<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> L'opposition et le recours n'ont pas d'effet suspensif et les dispositions relatives aux feries ne s'appliquent pas. Une décision contraire de l'autorité qui a rendu la décision ou de l'autorité de recours, d'office ou sur requête, est réservée. Si les circonstances le justifient, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

<sup>3</sup> En outre, en matière de mesures disciplinaires (art. 62 et suivants), la procédure d'opposition ne s'applique pas et le délai de recours est de cinq jours.

<sup>4</sup> Pour le surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>8)</sup>.

## CHAPITRE VII : Dispositions d'exécution, finales et transitoire

Dispositions d'exécution

**Art. 84** Le Gouvernement peut édicter les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Tarifs

**Art. 85** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut fixer, par voie d'arrêté, les tarifs journaliers applicables aux autorités qui placent un détenu sur le territoire cantonal.

<sup>2</sup> Les accords intercantonaux sont réservés.

Droit transitoire

**Art. 86** La présente loi s'applique immédiatement aux détentions en cours au moment de son entrée en vigueur.

Modification du droit en vigueur

**Art. 87** Le titre de la section III et les articles 42 à 44 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LiCPP)<sup>9)</sup> sont abrogés.

Référendum  
facultatif

**Art. 88** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 89** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>10)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 2 octobre 2013

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Alain Lachat  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RS 311.0](#)

2) [RS 312.0](#)

3) [RS 322.1](#)

4) [RS 210](#)

5) [RSJU 810.01](#)

6) [RSJU 213.32](#)

7) [RS 220](#)

8) [RSJU 175.1](#)

9) [RSJU 321.1](#)

10) 1<sup>er</sup> mai 2014

11) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 juin 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014

12) Abrogé(e)s par le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

13) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

14) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

15) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

16) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



**Arrêté****approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique**

du 28 novembre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique, adopté par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvé.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 28 novembre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

**Arrêté**  
**approuvant la modification du règlement du 30 mars 2017**  
**sur l'exécution des peines privatives de liberté sous**  
**surveillance électronique**

du 3 septembre 2019

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>2)</sup>,

**Article premier** <sup>1</sup> La modification du 4 avril 2019 du règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique, adoptée par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvée.

<sup>2</sup> L'article 4 du règlement est modifié comme il suit :

...<sup>8)</sup>

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 3 septembre 2019

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

**Arrêté****approuvant la modification du règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique**

du 10 janvier 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> La modification du 3 novembre 2022 du règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique, adoptée par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvée.

<sup>2</sup> L'article 5, lettres d et e, du règlement est modifié comme il suit :

... <sup>8)</sup>

<sup>3</sup> L'article 12, alinéa 1, du règlement est modifié comme il suit :

... <sup>8)</sup>

**Art. 2** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Delémont, le 10 janvier 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître



## Annexe

### Règlement sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique

du 30 mars 2017

*La Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures (ci-après : "la Conférence"),*

vu :

l'article 79b du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP)<sup>3)</sup>,

l'ordonnance du 19 septembre 2006 relative au Code pénal suisse et au Code pénal militaire (O-CP-CPM)<sup>4)</sup>,

l'article 4, lettres b et c, du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (Concordat latin sur la détention pénale des adultes),

décide :

#### **TITRE PREMIER : Surveillance électronique au titre de l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une peine privative de liberté de substitution (art. 79b, al. 1, lettre a, CP)**

#### **I. Champ d'application**

Genre de peines **Article premier** L'exécution sous surveillance électronique est admissible pour les peines privatives de liberté ainsi que pour les peines privatives de liberté de substitution pour les amendes et les peines pécuniaires.

Durée de la peine **Art. 2** <sup>1</sup> La surveillance électronique est admissible à condition que la peine prononcée ou la durée totale des peines exécutables simultanément soit comprise entre 20 jours au minimum et 12 mois au maximum.

<sup>2</sup> La détention provisoire ou pour des motifs de sûreté n'est pas prise en compte dans le calcul (principe brut)<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> Pour les peines avec sursis partiel, la durée totale de la peine (partie avec sursis et partie ferme) est déterminante.

Solde de peines  
et peine  
d'ensemble

**Art. 3** Si un ou plusieurs soldes de peines doivent être exécutés après révocation de la libération conditionnelle, les éléments suivants sont déterminants pour le calcul de la durée de la peine :

- a) le solde de la peine, si le juge n'a pas constitué de peine d'ensemble dans une nouvelle affaire;
- b) la peine d'ensemble, si le juge a constitué une peine d'ensemble dans une nouvelle affaire.

## II. Conditions

Conditions  
personnelles

**Art. 4** Les conditions suivantes doivent être remplies pour bénéficier de la surveillance électronique :

- a) une demande de la personne condamnée;
- b) pas de crainte qu'elle ne s'enfuie;
- c) pas de crainte qu'elle ne commette d'autres infractions;
- d) être admis à travailler, à suivre une formation ou à exercer une activité au sens de la lettre f, deuxième phrase, ci-dessous;<sup>9</sup>
- e) pas d'expulsion en vertu des articles 66a et 66a<sup>bis</sup> CP<sup>3</sup>;
- f) la poursuite de l'activité professionnelle ou d'une formation reconnue avec un taux d'occupation d'au moins 20 heures par semaine. Le travail domestique, le travail éducatif, la participation à un programme d'occupation ou toute autre occupation structurée sont réputés équivalents. La personne condamnée peut aussi se voir assigner un travail de 20 heures par semaine au minimum, sans qu'il s'agisse d'un droit;
- g) des garanties quant au respect des conditions-cadre de l'exécution;
- h) un logement fixe approprié. Il peut s'agir également d'un foyer ou d'une autre forme d'habitation institutionnalisée à long terme, pour autant que ce logement convienne pour la surveillance électronique et que la direction de l'institution y consente. En donnant ce consentement, la direction accorde en même temps à l'autorité d'exécution compétente le droit d'accéder en tout temps au logement, aussi sans annonce préalable, pendant la durée de la surveillance électronique;
- i) le logement fixe est équipé d'un réseau de téléphonie fixe ou mobile pour la transmission électronique des données;

- j) le consentement des personnes adultes vivant sous le même toit et leur accord pour que l'autorité d'exécution compétente puisse accéder en tout temps au logement, aussi sans annonce préalable, pendant la durée de la surveillance électronique;
- k) l'acceptation par la personne condamnée du plan d'exécution et de l'horaire hebdomadaire et son accord pour que l'autorité d'exécution compétente puisse accéder en tout temps au logement, aussi sans annonce préalable, pendant la durée de la surveillance électronique;
- l) l'exclusion de motifs professionnels, familiaux ou autres motifs importants qui seraient contraires à cette forme d'exécution, notamment une condamnation pour violence domestique ou pour abus sexuels d'enfants si des enfants vivent sous le même toit.

### III. Procédure

Tâches de  
l'autorité

**Art. 5<sup>10)</sup>** L'autorité d'exécution :

- a) informe la personne condamnée des modalités de cette forme d'exécution, en particulier des contrôles prévus à l'article 10 du présent règlement;
- b) impartit à la personne condamnée un délai pour le dépôt d'une demande relative à cette forme particulière d'exécution;
- c) examine la demande de la personne condamnée et les pièces jointes;
- d) contacte, si nécessaire, toutes les autorités compétentes, notamment en matière de droit des étrangers, en vue de s'assurer de la compatibilité de cette forme d'exécution avec la situation personnelle de la personne condamnée;
- e) statue sur la demande et, en cas d'acceptation, fixe le lieu et le début de l'exécution, ainsi que les conditions auxquelles elle est soumise, et le type de surveillance électronique.

Documents à  
remettre

**Art. 6** La personne condamnée doit notamment remettre les documents suivants :

- a) Attestation de travail ou de formation;

*Travailleur salarié (employé) :*

une attestation de l'employeur ou le contrat de travail, avec indication du lieu de travail et des heures travail, ainsi qu'un décompte de salaire récent;

*Travailleur indépendant :*

un document attestant de l'activité indépendante (p. ex. décompte AVS, attestation d'assurance sociale) avec indication du lieu de travail et des heures de travail;

*Personne en formation :*

une attestation de formation avec indication du lieu de formation et des heures de cours;

*Personne de nationalité étrangère :*

la personne condamnée de nationalité étrangère remet en plus une attestation de son droit de séjour en Suisse, ainsi qu'une attestation de son droit de travailler ou de suivre une formation si cette information ne ressort pas clairement du titre de séjour;

- b) Preuve d'un logement fixe (p. ex. bail à loyer, attestation de domicile);
- c) Preuve de raccordement à un réseau de téléphonie fixe ou mobile et des frais de téléphone payés des deux derniers mois;
- d) Consentement de toutes les personnes adultes vivant dans le même ménage (formulaire), y inclus leur accord que l'autorité d'exécution compétente puisse accéder en tout temps à toutes les pièces du logement, aussi sans s'annoncer au préalable.

Autre forme  
d'exécution

**Art. 7** <sup>1</sup> Si la personne condamnée ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier de cette forme particulière d'exécution, l'autorité peut lui accorder un délai pour solliciter une autre forme d'exécution.

<sup>2</sup> Cette possibilité est exclue en cas d'abus, de non-respect de l'obligation de coopérer et de communiquer, de non-observation des délais, de remise de documents incomplets, ainsi qu'en présence de circonstances qui excluent d'emblée une forme d'exécution alternative.

#### IV. Mise en œuvre

Plan d'exécution

**Art 8** <sup>1</sup> L'autorité compétente établit le plan d'exécution d'entente avec la personne condamnée.

<sup>2</sup> Le plan règle tout particulièrement :

- a) le programme hebdomadaire en fonction du temps de travail ou de formation, ainsi que d'autres obligations;
- b) le conseil et l'accompagnement psychosocial de la personne condamnée pendant l'exécution.

<sup>3</sup> Par journée de travail<sup>6)</sup>, la personne condamnée peut passer 14 heures au maximum hors du logement pour :

- a) travail, occupation, formation et loisirs (y inclus activités sportives et autres);
- b) achats, visites médicales, démarches administratives;
- c) participation à des thérapies individuelles ou de groupe.

<sup>4</sup> La personne condamnée doit passer au moins un jour par semaine à son lieu de domicile.

Obligations de la  
personne  
condamnée

**Art. 9** <sup>1</sup> Si la personne condamnée constate qu'elle ne pourra pas respecter les conditions fixées, elle doit en faire part sans délai à l'autorité compétente.

<sup>2</sup> Par ailleurs, elle informe immédiatement l'autorité compétente de toute perte d'emploi, de possibilité de formation ou d'une autre occupation, ainsi que de toute modification dans sa situation personnelle.

<sup>3</sup> Durant l'exécution de la peine, la personne condamnée a l'interdiction de quitter le territoire suisse.

Contrôles

**Art. 10** <sup>1</sup> Durant l'exécution, l'autorité veille à ce que la personne condamnée exécute effectivement son activité.

<sup>2</sup> A ce titre, elle prend toutes les mesures qui lui apparaissent utiles. En particulier, elle peut, en tout temps et selon la technique utilisée :

- a) informer l'organisme employant le condamné ou dispensant la formation de ce que ce dernier exécute une peine sous le régime de la surveillance électronique et lui demander de l'aviser immédiatement de l'absence dudit condamné sur son lieu d'activité ou de formation;
- b) se rendre sur le lieu d'activité ou de formation du condamné.

<sup>3</sup> L'autorité peut déléguer sa compétence.

Autorisation de  
sorties

**Art. 11** <sup>1</sup> Les jours sans travail ou formation, notamment les samedis, dimanches et jours fériés, la personne condamnée peut disposer, sur décision de l'autorité, d'un maximum de temps libre<sup>2</sup> par jour selon la progression suivante :

1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> mois	3 h / jour
3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> mois	4 h / jour
5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> mois	6 h / jour
dès le 7 <sup>e</sup> mois	8 h / jour

<sup>2</sup> Les heures de temps libre mentionnées ci-dessus peuvent être cumulées, sur décision de l'autorité, jusqu'à un maximum de 24 heures entre les 3<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> mois, et de 36 heures, dès le 7<sup>e</sup> mois. Le solde d'heures reste acquis.

## V. Changement des conditions d'admission après octroi de l'autorisation ou pendant l'exécution

Extinction de conditions

**Art. 12** <sup>1</sup> Si la personne condamnée ne remplit plus les conditions fixées aux articles 2, 3 et 4, il est mis fin à la surveillance électronique.<sup>[11\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Si la personne condamnée perd son travail, sa formation ou son activité, entièrement ou en partie, sans faute de sa part, l'autorité compétente peut ne pas interrompre la surveillance électronique à condition que la personne condamnée trouve une autre activité appropriée dans les 21 jours et que son accompagnement soit garanti pendant la période transitoire.

<sup>3</sup> En cas de révocation de la surveillance électronique, la personne condamnée continue de purger sa peine dans un établissement pénitentiaire ouvert ou fermé ou, s'il en remplit les conditions, en semi-détention.

## VI. Violation des règles / non-respect du plan d'exécution

Avertissement

**Art. 13** <sup>1</sup> L'autorité peut adresser un avertissement au condamné qui ne respecte pas les conditions inhérentes au régime de la surveillance électronique ou si, de toute autre manière, il trompe la confiance mise en lui, notamment s'il :

- abuse du temps passé hors du logement;
- ne respecte pas le plan hebdomadaire;
- possède ou consomme des produits stupéfiants;
- ne respecte pas une obligation qui lui a été faite (p. ex. de suivre une thérapie, de ne pas boire d'alcool);
- manipule ou cherche à manipuler les appareils de surveillance;
- refuse de payer l'avance ou la participation aux frais.

<sup>2</sup> Est réservée la limitation du temps libre à la personne condamnée.

Révocation du régime

**Art. 14** <sup>1</sup> Si, en dépit d'un avertissement formel, le condamné persiste dans son comportement, l'autorité peut révoquer le régime de la surveillance électronique et ordonner, avec effet immédiat, l'exécution du solde de peine en régime ordinaire ou, s'il en remplit les conditions, en semi-détention.

<sup>2</sup> Dans les cas graves, la révocation peut être ordonnée sans avertissement préalable.

- Suspension** **Art. 15** L'autorité peut suspendre provisoirement ce régime pour des motifs graves ou à titre de mesure conservatoire (p. ex. risque de commission de nouvelles infractions, etc.). L'exécution se poursuit alors immédiatement en régime ordinaire. Une décision est rendue dans les 10 jours.
- Enquête pénale** **Art. 16** Si une enquête pénale est ouverte à l'encontre de la personne condamnée, l'exécution de la surveillance électronique peut être suspendue ou révoquée.

## VII. Imputation de paiements partiels

- Modalités** **Art. 17** <sup>1</sup> Les paiements d'amendes et de peines pécuniaires sont imputés selon la volonté déclarée de la personne condamnée. A défaut d'une déclaration, l'autorité choisit la solution la plus favorable pour la personne condamnée.

<sup>2</sup> Une dérogation à cette règle est possible si la prescription est proche. Le cas échéant, l'imputation se fait sur les amendes ou peines pécuniaires qui se prescrivent en premier.

## VIII. Participation aux frais d'exécution

- Modalités** **Art. 18** <sup>1</sup> La personne qui bénéficie de ce régime doit payer une participation aux frais d'exécution de la peine.

<sup>2</sup> Le montant de cette participation est fixé par la Conférence.

<sup>3</sup> La personne condamnée verse des avances régulières.

<sup>4</sup> Les frais supplémentaires de téléphonie fixe occasionnés sur place par l'exécution de la peine sous surveillance électronique, ainsi que d'autres frais en lien avec d'éventuelles exigences du plan d'exécution, tels que des contrôles d'abstinence, un suivi thérapeutique, etc., sont à la charge de la personne condamnée.

<sup>5</sup> L'autorité compétente peut accorder une exonération partielle de la participation aux frais si la personne condamnée le demande et atteste de sa situation difficile, notamment si l'obligation de participer aux frais l'empêche d'honorer ses devoirs d'entretien et de soutien.

## IX. Fin de la surveillance électronique

**Renoncement** **Art. 19** La personne condamnée peut demander à renoncer à poursuivre le régime de la surveillance électronique. Dans ce cas, le solde de la peine est exécuté en principe immédiatement sous le régime ordinaire ou, s'il en remplit les conditions, en semi-détention.

**Libération conditionnelle** **Art. 20** Sous réserve de l'article 43, alinéa 3, CP<sup>3)</sup>, les règles de la libération conditionnelle (art. 86ss CP) s'appliquent.

## TITRE 2 : Surveillance électronique à la place du travail externe et du logement et travail externes (art. 79b, al. 1, lettre b, CP)

## X. Champ d'application

**Principe** **Art. 21** <sup>1</sup> La surveillance électronique peut être autorisée à la place du travail externe et/ou du travail et logement externes pour une durée de trois à douze mois.

<sup>2</sup> Elle intervient au titre de phase supplémentaire de l'exécution progressive de la peine.

**Dispositions applicables** **Art. 22** Les règles définies au titre premier du présent règlement s'appliquent par analogie, sous réserve des dispositions suivantes.

## XI. Conditions

**Conditions temporelles** **Art. 23** La surveillance électronique peut être autorisée en principe dès que la moitié de la peine privative de liberté a été purgée :

- a) soit en lieu et place du travail externe;
- b) soit après une première phase de travail externe au sens de l'article 77a, alinéa 1, CP<sup>3)</sup>, en lieu et place du travail et logement externes.

**Conditions personnelles** **Art. 24** <sup>1</sup> En règle générale, la personne condamnée peut bénéficier du régime de la surveillance électronique lorsqu'elle a donné satisfaction pendant au moins 6 mois en régime ouvert et si elle a réussi plusieurs congés.



<sup>2</sup> Si une première phase de travail externe a été accordée, la personne condamnée peut bénéficier du régime de la surveillance électronique si elle a donné satisfaction pendant au moins les deux tiers de la durée prévisible du travail externe (en fonction de la libération conditionnelle et/ou définitive).

## **XII. Dispositions particulières**

Révocation du régime

**Art. 25** Si la surveillance électronique est révoquée, l'exécution du solde de peine se poursuit en régime ordinaire ou, si la personne condamnée en remplit les conditions, en travail externe.

Renoncement

**Art. 26** La personne condamnée peut demander à renoncer à poursuivre le régime de la surveillance électronique. Dans ce cas, le solde de la peine est exécuté en principe immédiatement sous le régime ordinaire ou, s'il en remplit les conditions, en travail externe.

## **TITRE 3 : Responsabilité**

Principe

**Art. 27** <sup>1</sup> La personne condamnée est responsable de tout dommage causé (matériel de surveillance électronique, biens, personnes, etc.). Elle veillera à être assurée.

<sup>2</sup> La personne condamnée qui exécute une peine sous surveillance électronique n'est pas assurée contre les accidents par l'Etat.

## **TITRE 4 : Protection des données**

Accès aux données

**Art. 28** Durant l'exécution de la sanction, les données générées par l'utilisation d'un système de géolocalisation sont accessibles :

- a) à l'autorité d'exécution compétente et aux éventuels organes délégataires;
- b) à la centrale de surveillance, selon les modalités de son cahier des charges;
- c) aux opérateurs techniques autorisés.

Renvoi

**Art. 29** Pour le surplus, la protection des données est réglée par le droit cantonal.

## Titre 5 : Dispositions transitoires et finales

**Art. 30** <sup>1</sup> Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>2</sup> La Conférence invite dès lors les gouvernements des cantons de la Suisse latine à adapter leurs réglementations cantonales relatives à l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique.

<sup>3</sup> Le titre premier du présent règlement est également applicable aux peines qui ont été prononcées avant son entrée en vigueur, mais dont l'exécution n'a pas encore débuté.

<sup>4</sup> Le titre 2 du présent règlement est régi par l'article 388, alinéa 3, CP<sup>3)</sup>.

<sup>5</sup> Il est publié sur le site internet de la Conférence et par chaque canton selon la procédure qui lui est propre.

Suivent les signatures

1) [RSJU 349.1](#)

2) [RSJU 341.1](#)

3) [RS 311.0](#)

4) [RS 311.01](#)

5) Le principe brut signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, sans imputation de la détention déjà effectuée. Le principe net signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, avec imputation de la détention déjà effectuée.

6) La notion de travail est définie à l'article 4, lettre f, du présent règlement.

7) Par temps libre au sens de l'article 79b, alinéa 3, CP, on entend le temps dont la personne condamnée peut disposer librement hors du logement.

8) Texte inséré dans le règlement en annexe

9) Nouvelle teneur selon l'article premier, alinéa 2, de l'arrêté du 3 septembre 2019

10) Nouvelle teneur selon l'article premier, alinéa 2, de l'arrêté du 10 janvier 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

11) Nouvelle teneur selon l'article premier, alinéa 3, de l'arrêté du 10 janvier 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

**Arrêté****approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention)**

du 28 novembre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention), adopté par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvé.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 28 novembre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

**Arrêté****approuvant la modification du règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention)**

du 3 septembre 2019

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>2)</sup>,

**Article premier** <sup>1</sup> La modification du 4 avril 2019 du règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention), adoptée par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvée.

<sup>2</sup> L'article 5 du règlement est modifié comme il suit :

... <sup>7)</sup>

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 3 septembre 2019

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

**Arrêté****approuvant la modification du règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention)**

du 10 janvier 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>2</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> La modification du 3 novembre 2022 du règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention), adoptée par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvée.

<sup>2</sup> L'article 6, lettres d et e, du règlement est modifié comme il suit :

... <sup>1</sup>

<sup>3</sup> L'article 13, alinéa 1, du règlement est modifié comme il suit :

... <sup>1</sup>

**Art. 2** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Delémont, le 10 janvier 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

## Annexe

### Règlement sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention)

du 30 mars 2017

*La Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures (ci-après : "la Conférence"),*

vu :

les articles 40, 74, 75, 77b, 96, 372, alinéa 3, 379 et 380 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP)<sup>3</sup>;

l'ordonnance du 19 septembre 2006 relative au Code pénal suisse et au Code pénal militaire (O-CP-CPM)<sup>4</sup>;

les articles premier, 4 et 14 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (Concordat latin sur la détention pénale des adultes);

décide :

#### I. Principes

Types de sanctions

**Article premier** <sup>1</sup> Les conditions d'octroi de la semi-détention sont définies par l'article 77b CP<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> La semi-détention est admissible pour les peines privatives de liberté ainsi que pour les peines privatives de liberté de substitution pour les amendes et les peines pécuniaires.

Description

**Art. 2** <sup>1</sup> Pendant l'exécution de la semi-détention, la personne détenue continue son activité ou son travail à l'extérieur de l'établissement aux conditions fixées par l'établissement.

<sup>2</sup> Elle passe ses heures de loisirs et de repos dans l'établissement.

## II. Conditions d'application

### Conditions temporelles

**Art. 3** <sup>1</sup> La semi-détention est admissible à condition que la peine prononcée ou la durée totale des peines exécutable simultanément :

- a) soit inférieure à 12 mois; la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté n'est pas prise en compte dans le calcul (principe brut)<sup>5)</sup>, ou
- b) soit supérieure à 12 mois mais que, compte tenu de la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté, 6 mois au maximum doivent être exécutés (principe net)<sup>6)</sup>.

<sup>2</sup> Pour les peines avec sursis partiel, la partie ferme est déterminante.

### Solde de peines

**Art. 4** Si un ou plusieurs soldes de peines doivent être exécutés après révocation de la libération conditionnelle, les éléments suivants sont déterminants pour le calcul de la durée de la peine :

- a) le solde de la peine, si le juge n'a pas constitué de peine d'ensemble dans une nouvelle affaire;
- b) la peine d'ensemble, si le juge a constitué une peine d'ensemble dans une nouvelle affaire.

### Conditions personnelles

**Art. 5** Les conditions suivantes doivent être remplies pour bénéficier de la semi-détention :

- a) une demande de la personne condamnée;
- b) pas de crainte qu'elle ne s'enfuie;
- c) pas de crainte qu'elle ne commette d'autres infractions;
- d) être admis à travailler, à suivre une formation ou à exercer une activité au sens de la lettre f, deuxième phrase, ci-dessous;<sup>8)</sup>
- e) pas d'expulsion en vertu des articles 66a et 66a<sup>bis</sup> CP<sup>3)</sup>;
- f) la poursuite de l'activité professionnelle ou d'une formation reconnue avec un taux d'occupation d'au moins 20 heures par semaine. Le travail domestique, le travail éducatif, la participation à un programme d'occupation ou toute autre occupation structurée sont réputés équivalents;
- g) des garanties quant au respect des conditions-cadre de la semi-détention et du règlement de l'établissement d'exécution.



### III. Procédure

Tâches de  
l'autorité

**Art. 6<sup>9)</sup>** L'autorité d'exécution :

- a) informe la personne condamnée des modalités de cette forme d'exécution, en particulier des contrôles prévus à l'article 11 du présent règlement;
- b) impartit à la personne condamnée un délai pour le dépôt d'une demande relative à cette forme particulière d'exécution;
- c) examine la demande de la personne condamnée et les pièces jointes;
- d) contacte, si nécessaire, toutes les autorités compétentes, notamment en matière de droit des étrangers, en vue de s'assurer de la compatibilité de cette forme d'exécution avec la situation personnelle de la personne condamnée;
- e) statue sur la demande et, en cas d'acceptation, fixe le lieu et le début de l'exécution, ainsi que les conditions auxquelles elle est soumise.

Documents à  
remettre

**Art. 7** <sup>1</sup> La personne condamnée doit notamment remettre les documents suivants :

- a) Travailleur salarié (employé) :  
une attestation de l'employeur ou le contrat de travail, avec indication du lieu de travail et des heures de travail, ainsi qu'un décompte de salaire récent;
- b) Travailleur indépendant :  
un document attestant de l'activité indépendante (p. ex. décompte AVS, attestation d'assurance sociale) avec indication du lieu de travail et des heures de travail;
- c) Personne en formation :  
une attestation de formation avec indication du lieu de formation et des heures de cours.

<sup>2</sup> La personne condamnée de nationalité étrangère remet en plus une attestation de son droit de séjour en Suisse, ainsi qu'une attestation de son droit de travailler ou de suivre une formation si cette information ne ressort pas clairement du titre de séjour.

Autre forme  
d'exécution

**Art. 8** <sup>1</sup> Si la personne condamnée ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier de cette forme particulière d'exécution, l'autorité peut lui accorder un délai pour solliciter une autre forme d'exécution.

<sup>2</sup> Cette possibilité est exclue en cas d'abus, de non-respect de l'obligation de coopérer et de communiquer, de non-observation des délais, de remise de documents incomplets, ainsi qu'en présence de circonstances qui excluent d'emblée une forme d'exécution alternative.

#### IV. Mise en œuvre

Plan d'exécution **Art. 9** <sup>1</sup> L'établissement d'exécution établit le plan d'exécution d'entente avec la personne condamnée.

<sup>2</sup> Le plan règle tout particulièrement les heures de sortie et d'entrée en fonction du temps de travail.

<sup>3</sup> Par journée de travail, la personne condamnée peut passer 13 heures au maximum hors de l'établissement d'exécution pour les activités suivantes :

- a) travail, occupation, formation;
- b) repas;
- c) achats, visites médicales, démarches administratives;
- d) participation à des thérapies individuelles ou de groupe à l'extérieur.

<sup>4</sup> La personne condamnée doit passer au moins un jour par semaine dans l'établissement d'exécution.

Obligations de la personne condamnée **Art. 10** <sup>1</sup> Si la personne condamnée constate qu'elle ne pourra pas respecter les conditions fixées, elle doit en faire part sans délai à l'autorité compétente.

<sup>2</sup> Par ailleurs, elle informe immédiatement l'autorité compétente de toute perte d'emploi, de possibilité de formation ou d'une autre occupation, ainsi que de toute modification dans sa situation personnelle.

Contrôles **Art. 11** <sup>1</sup> Durant l'exécution de la semi-détention, l'autorité veille à ce que la personne détenue exécute effectivement son activité.

<sup>2</sup> A ce titre, elle prend toutes les mesures qui lui apparaissent utiles. En particulier, elle peut, en tout temps :

- a) informer l'organisme employant le condamné ou dispensant la formation de ce que ce dernier exécute une peine sous le régime de la semi-détention et lui demander de l'aviser immédiatement de l'absence dudit condamné sur son lieu d'activité ou de formation;
- b) se rendre sur le lieu d'activité ou de formation du condamné.

<sup>3</sup> L'autorité peut déléguer sa compétence à la direction de l'établissement ou à une autre autorité.

Autorisation de  
sorties

**Art. 12** La personne détenue peut bénéficier des autorisations de sortie conformément au règlement du 31 octobre 2013 concernant l'octroi d'autorisations de sortie aux personnes condamnées adultes et jeunes adultes applicable par analogie.

## **V. Changement des conditions d'admission après octroi de l'autorisation ou pendant l'exécution**

Extinction de  
conditions

**Art. 13** <sup>1</sup> Si la personne condamnée ne remplit plus les conditions fixées aux articles 3, 4 et 5, il est mis fin à la semi-détention.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La personne condamnée continue de purger sa peine dans un établissement pénitentiaire ouvert ou fermé.

<sup>3</sup> Si la personne condamnée perd son travail, sa formation ou son activité, entièrement ou en partie, sans faute de sa part, l'autorité compétente peut ne pas interrompre la semi-détention à condition que la personne condamnée trouve une autre activité appropriée dans les 21 jours et que son accompagnement et sa surveillance soient garantis pendant la période transitoire.

## **VI. Violation des règles / non-respect du plan d'exécution**

Avertissement

**Art. 14** L'autorité dont le condamné dépend peut adresser un avertissement au condamné qui ne respecte pas les conditions inhérentes au régime de la semi-détention ou si, de toute autre manière, il trompe la confiance mise en lui, notamment s'il :

- abuse du temps passé hors de l'établissement d'exécution;
- ne respecte pas les heures d'entrée et de sortie;
- possède ou consomme des produits stupéfiants;
- ne respecte pas une obligation qui lui a été faite (p. ex. de suivre une thérapie, de ne pas boire d'alcool, de respecter le règlement de l'établissement);
- refuse de payer l'avance ou la participation aux frais.

Révocation du  
régime

**Art. 15** <sup>1</sup> Si, en dépit d'un avertissement formel, le condamné persiste dans son comportement, l'autorité dont il dépend peut révoquer le régime de la semi-détention et ordonner, avec effet immédiat, l'exécution du solde de peine en régime ordinaire.

<sup>2</sup> Dans les cas graves, la révocation peut être ordonnée sans avertissement préalable.

Suspension  
provisoire

**Art. 16** <sup>1</sup> La direction de l'établissement peut, pour des motifs graves ou à titre de mesure conservatoire, suspendre provisoirement le régime de la semi-détention.

<sup>2</sup> Pendant la période de suspension provisoire, le condamné est soumis au régime ordinaire. Le cas échéant, il peut être transféré dans un autre établissement.

<sup>3</sup> La direction de l'établissement en informe sans délai l'autorité dont le condamné dépend, laquelle doit statuer dans un délai maximal de 10 jours.

Enquête pénale

**Art. 17** <sup>1</sup> Si une enquête pénale est ouverte à l'encontre de la personne condamnée, l'exécution de la semi-détention peut être suspendue ou révoquée. La décision est prise par l'autorité de placement.

<sup>2</sup> En cas d'urgence, la décision peut être prise par la direction de l'établissement qui en informe sans délai l'autorité de placement qui doit statuer dans un délai maximal de 10 jours.

Sanctions  
disciplinaires

**Art. 18** Les sanctions disciplinaires sont réservées.

## VII. Imputation de paiements partiels

Modalités

**Art. 19** <sup>1</sup> Les paiements d'amendes et de peines pécuniaires sont imputés selon la volonté déclarée de la personne condamnée. A défaut d'une déclaration, l'autorité choisit la solution la plus favorable pour la personne condamnée.

<sup>2</sup> Une dérogation à cette règle est possible si la prescription est proche. Le cas échéant, l'imputation se fait sur les amendes ou peines pécuniaires qui se prescrivent en premier.

## VIII. Participation aux frais d'exécution

Principe

**Art. 20** <sup>1</sup> La personne qui bénéficie de ce régime doit payer une participation aux frais d'exécution de la peine.

<sup>2</sup> Le montant de cette participation est fixé par la Conférence.

<sup>3</sup> La personne détenue verse des avances dont le montant est fixé par la direction de l'établissement.

<sup>4</sup> L'autorité compétente peut accorder une exonération partielle de la participation aux frais si la personne condamnée le demande et atteste de sa situation difficile, notamment si l'obligation de participer aux frais l'empêche d'honorer ses devoirs d'entretien et de soutien.

Autres frais

**Art. 21** <sup>1</sup> En règle générale, durant les jours de travail, les personnes détenues prennent leurs repas à l'extérieur, à l'exception du petit déjeuner.

<sup>2</sup> Les frais de ces repas et ceux de transport depuis l'établissement sont à la charge des personnes détenues.

## IX. Lieu d'exécution

Genre  
d'établissement

**Art. 22** <sup>1</sup> La semi-détention est exécutée dans un établissement ouvert ou dans une section ouverte d'un établissement fermé.

<sup>2</sup> Elle peut être exécutée dans la section spéciale d'un établissement de détention avant jugement, pour autant que l'accompagnement du condamné soit garanti.

<sup>3</sup> L'établissement peut être géré par un exploitant privé autorisé par la Conférence. Un tel établissement doit garantir la prise en charge complémentaire nécessaire de la personne condamnée, le respect d'un plan d'exécution de la sanction pénale, s'il a été établi et disposer d'un règlement approuvé par l'autorité du lieu du siège dudit établissement.

<sup>4</sup> Des peines de semi-détention peuvent être exécutées par des hommes et des femmes dans le même établissement.

## X. Fin de la semi-détention

Renoncement

**Art. 23** La personne détenue peut demander à renoncer à poursuivre le régime de la semi-détention. Dans ce cas, le solde de la peine est exécuté, en principe immédiatement, dans un établissement ouvert ou fermé.

Libération  
conditionnelle

**Art. 24** Sous réserve de l'article 43, alinéa 3, CP<sup>3)</sup>, les règles de la libération conditionnelle (art. 86ss CP) s'appliquent.

## **XI. Dispositions finales**

Cantons non  
concordataires

**Art. 25** <sup>1</sup> Selon les circonstances particulières (notamment motifs de prise en charge, de sécurité, de discipline, de proximité du domicile ou du lieu du travail ou d'effectif des personnes détenues) et pour autant que les dispositions prises ne soient ni contraires au concordat ni en défaveur d'un canton ou d'un établissement, des placements peuvent être effectués ou acceptés dans des établissements de cantons non concordataires.

<sup>2</sup> Est réservée la délégation de compétence à une autorité d'un autre canton.

Abrogation et  
entrée en  
vigueur

**Art. 26** <sup>1</sup> Le présent règlement abroge la décision du 25 septembre 2008 relative à l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention.

<sup>2</sup> La Conférence invite dès lors les gouvernements des cantons de la Suisse latine à adapter par la suite leurs réglementations cantonales relatives à la semi-détention.

<sup>3</sup> Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>4</sup> Il est également applicable aux peines qui ont été prononcées avant son entrée en vigueur, mais dont l'exécution n'a pas encore débuté.

<sup>5</sup> Il est publié sur le site internet de la Conférence et par chaque canton selon la procédure qui lui est propre.

Suivent les signatures

- 1) [RSJU 349.1](#)
- 2) [RSJU 341.1](#)
- 3) [RS 311.0](#)
- 4) [RS 311.01](#)
- 5) Le principe brut signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, sans imputation de la détention déjà effectuée.
- 6) Le principe net signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, avec imputation de la détention déjà effectuée.
- 7) Texte inséré dans le règlement en annexe
- 8) Nouvelle teneur selon l'article premier, alinéa 2, de l'arrêté du 3 septembre 2019
- 9) Nouvelle teneur selon l'article premier, alinéa 2, de l'arrêté du 10 janvier 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 10) Nouvelle teneur selon l'article premier, alinéa 3, de l'arrêté du 10 janvier 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023





**Arrêté****approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG)**

du 28 novembre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi sur l'exécution des peines et mesures<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG), adopté par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvé.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 28 novembre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

**Arrêté****approuvant la modification du règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG)**

du 3 septembre 2019

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>2</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> La modification du 4 avril 2019 du règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG), adoptée par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvée.

<sup>2</sup> La lettre d de l'article 6 du règlement est abrogée.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 3 septembre 2019

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

**Arrêté****approuvant la modification du règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG)**

du 10 janvier 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins<sup>1)</sup>,

vu l'article 4 du concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins,

vu l'article 45 de la loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> La modification du 3 novembre 2022 du règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG), adoptée par la Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures, est approuvée.

<sup>2</sup> L'article 7, lettres d et e, du règlement est modifié comme il suit :

... <sup>8)</sup>

<sup>3</sup> L'article 13, alinéa 2, du règlement est modifié comme il suit :

... <sup>8)</sup>

**Art. 2** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Delémont, le 10 janvier 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

## Annexe

### Règlement sur l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG)

du 30 mars 2017

*La Conférence latine des autorités cantonales compétentes en matière d'exécution des peines et des mesures (ci-après : "la Conférence"),*

vu :

les articles 75, 79a, 96, 372, alinéa 3, 375, 379 et 380 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP)<sup>3</sup>;

l'ordonnance du 19 septembre 2006 relative au Code pénal suisse et au Code pénal militaire (O-CP-CPM)<sup>4</sup>;

les articles premier et 4 du Concordat du 10 avril 2006 sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (Concordat latin sur la détention pénale des adultes);

décide :

#### I. Principes

Types de sanctions

**Article premier** <sup>1</sup> Les conditions d'octroi du travail d'intérêt général (TIG) sont définies par l'article 79a CP<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Le TIG est admissible pour les peines privatives de liberté, les amendes<sup>5</sup> et les peines pécuniaires.

<sup>3</sup> Le TIG n'est pas admis si l'amende ou la peine pécuniaire n'a pas été payée et que l'exécution d'une peine privative de liberté de substitution<sup>6</sup> a été ordonnée.

Description

**Art. 2** <sup>1</sup> Le TIG doit être accompli au profit d'institutions sociales, d'œuvres d'utilité publique ou de personnes dans le besoin.

<sup>2</sup> Le condamné exécute son TIG durant son temps libre.

<sup>3</sup> Il n'est pas rémunéré.

Calcul des heures

**Art. 3** <sup>1</sup> Quatre heures de TIG accomplies correspondent à un jour de peine privative de liberté, un jour-amende de peine pécuniaire ou un jour de peine privative de liberté de substitution en cas de contravention<sup>7)</sup>.

<sup>2</sup> Si la peine est prononcée en mois, un mois équivaut à 30 jours, soit 120 heures.

## II. Conditions d'application

Conditions temporelles

**Art. 4** <sup>1</sup> Le TIG est admissible à condition que la peine prononcée ou la durée totale des peines exécutables simultanément :

- a) soit inférieure ou égale à 6 mois; la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté n'est pas prise en compte dans le calcul (principe brut)<sup>8)</sup>, ou
- b) soit supérieure à 6 mois mais que, compte tenu de la détention provisoire ou pour des motifs de sûreté, 6 mois au maximum restent à exécuter (principe net)<sup>9)</sup>.

<sup>2</sup> Pour les peines avec sursis partiel, la partie ferme est déterminante pour l'application de l'alinéa 1.

Solde de peines

**Art. 5** Si un ou plusieurs soldes de peines doivent être exécutés après révocation de la libération conditionnelle, les éléments suivants sont déterminants pour le calcul de la durée de la peine :

- a) le solde de la peine, si le juge n'a pas fixé de peine d'ensemble dans une nouvelle affaire;
- b) la peine d'ensemble, si le juge a fixé une peine d'ensemble dans une nouvelle affaire.

Conditions personnelles

**Art. 6** Les conditions suivantes doivent être remplies pour bénéficier du TIG :

- a) une demande de la personne condamnée;
- b) pas de crainte qu'elle ne s'enfuie;
- c) pas de crainte qu'elle ne commette d'autres infractions;
- d) ...<sup>11)</sup>;
- e) pas d'expulsion en vertu des articles 66a et 66a<sup>bis</sup> CP<sup>3)</sup>;
- f) l'autorisation de la personne condamnée de communiquer à l'employeur<sup>10)</sup> l'infraction qui a conduit à la sanction;
- g) des garanties quant au respect des conditions-cadre posées par l'autorité d'exécution et par l'entreprise d'engagement.

### III. Procédure

Tâches de  
l'autorité

**Art. 7<sup>12)</sup>** L'autorité d'exécution :

- a) informe la personne condamnée des modalités de cette forme d'exécution;
- b) impartit à la personne condamnée un délai pour le dépôt d'une demande relative à cette forme particulière d'exécution;
- c) examine la demande de la personne condamnée et les pièces jointes;
- d) contacte, si nécessaire, toutes les autorités compétentes, notamment en matière de droit des étrangers, en vue de s'assurer de la compatibilité de cette forme d'exécution avec la situation personnelle de la personne condamnée;
- e) statue sur la demande et, en cas d'acceptation, fixe le lieu et le début de l'exécution, ainsi que les conditions auxquelles elle est soumise.

Obligation de la  
personne  
condamnée

**Art. 8** <sup>1</sup> La personne condamnée doit fournir, sur requête de l'autorité d'exécution, tous documents et toutes informations utiles à l'appui de sa demande.

<sup>2</sup> En particulier, la personne condamnée de nationalité étrangère remet une attestation de son droit de séjour en Suisse.

Autre forme  
d'exécution

**Art. 9** <sup>1</sup> Si la personne condamnée ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier de cette forme particulière d'exécution, l'autorité peut lui accorder un délai pour solliciter une autre forme d'exécution.

<sup>2</sup> Cette possibilité est exclue en cas d'abus, de non-respect de l'obligation de coopérer et de communiquer, de non-observation des délais, de remise de documents incomplets, ainsi qu'en présence de circonstances qui excluent d'emblée une forme d'exécution alternative.

### IV. Mise en œuvre

Autorisation

**Art. 10** <sup>1</sup> L'autorisation du TIG, respectivement la convention entre l'autorité d'exécution, la personne condamnée et l'employeur règlent notamment :

- a) la nature et la durée du TIG;
- b) le plan d'engagement du TIG, avec le début de l'engagement et le temps de travail;
- c) la surveillance du TIG, la communication du non-respect de l'obligation de travailler et l'annonce de la fin de l'engagement.

<sup>2</sup> La personne condamnée effectue huit heures de travail d'intérêt général par semaine au minimum.

<sup>3</sup> La durée des déplacements et le temps des repas ne sont pas pris en compte dans le calcul des heures d'exécution du TIG.

Obligations de la  
personne  
condamnée

**Art. 11** <sup>1</sup> Si la personne condamnée constate qu'elle ne pourra pas respecter les conditions fixées, elle doit en faire part sans délai à l'autorité compétente.

<sup>2</sup> Par ailleurs, elle informe immédiatement l'autorité compétente de toute modification dans sa situation personnelle.

Contrôles

**Art. 12** <sup>1</sup> Durant l'exécution du TIG, l'autorité veille à ce que la personne condamnée exécute effectivement son activité.

<sup>2</sup> A ce titre, elle prend toutes les mesures qui lui apparaissent utiles. En particulier, elle peut, en tout temps et notamment, se rendre sur le lieu d'activité du condamné.

<sup>3</sup> L'autorité peut déléguer sa compétence à une autre autorité.

## **V. Changement des conditions d'admission après octroi de l'autorisation ou pendant l'exécution**

Extinction de  
conditions

**Art. 13** <sup>1</sup> Le cumul d'une peine privative de liberté de substitution pour amende ou peine pécuniaire pendant l'exécution du TIG implique en règle générale l'interruption du TIG.

<sup>2</sup> Si la personne condamnée ne remplit plus les conditions fixées aux articles 4, 5 et 6 ou si elle y renonce, le TIG est interrompu. Le solde de peine privative de liberté est exécuté sous la forme ordinaire ou sous celle de la semi-détention, si elle en remplit les conditions. Le cas échéant, la peine pécuniaire ou l'amende est recouvrée.<sup>[13\)](#)</sup>

## **VI. Violation des règles / non-respect du plan d'exécution**

Avertissement

**Art. 14** L'autorité dont le condamné dépend peut adresser un avertissement au condamné qui ne respecte pas les conditions inhérentes au TIG ou si, de toute autre manière, il trompe la confiance mise en lui, notamment s'il :

a) n'effectue pas le travail dans les délais;



- b) possède ou consomme des produits stupéfiants;
- c) ne respecte pas une obligation qui lui a été faite.

Révocation du régime

**Art. 15** <sup>1</sup> Si, en dépit d'un avertissement formel, le condamné persiste dans son comportement, l'autorité dont il dépend peut révoquer le TIG et ordonner, avec effet immédiat, l'exécution du solde de peine en régime ordinaire ou sous la forme de la semi-détention, s'il en remplit les conditions. Le cas échéant, la peine pécuniaire ou l'amende est recouvrée.

<sup>2</sup> Dans les cas graves, la révocation peut être ordonnée sans avertissement préalable.

Suspension provisoire

**Art. 16** <sup>1</sup> L'autorité compétente peut, pour des motifs graves ou à titre de mesure conservatoire, suspendre provisoirement le TIG.

<sup>2</sup> En cas de solde de peine privative de liberté, l'exécution se poursuit alors immédiatement en régime ordinaire.

<sup>3</sup> Une décision au fond est rendue dans les 10 jours.

Enquête pénale

**Art. 17** Si une enquête pénale est ouverte à l'encontre de la personne condamnée, l'exécution du TIG peut être suspendue ou révoquée.

Imputation en cas de plusieurs peines

**Art. 18** Lorsque plusieurs peines doivent être purgées, le TIG effectué est en principe imputé sur les peines qui se prescrivent en premier.

## VII. Imputation de paiements partiels

Modalités

**Art. 19** <sup>1</sup> Les paiements d'amendes et de peines pécuniaires sont imputés selon la volonté déclarée de la personne condamnée. A défaut d'une déclaration, l'autorité choisit la solution la plus favorable pour la personne condamnée.

<sup>2</sup> Une dérogation à cette règle est possible si la prescription est proche. Le cas échéant, l'imputation se fait sur les amendes ou peines pécuniaires qui se prescrivent en premier.

## VIII. Participation aux frais d'exécution

Principe

**Art. 20** La personne condamnée assume elle-même les frais liés à l'accomplissement du TIG, notamment les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail et les frais des repas.

## IX. Libération conditionnelle

Principe

**Art. 21** <sup>1</sup> La personne qui effectue un TIG comme alternative à une peine privative de liberté peut bénéficier d'une libération conditionnelle selon les dispositions relatives à la libération conditionnelle de l'exécution ordinaire, avec les particularités suivantes :

- a) les données de l'exécution sont calculées sur la base des heures de travail effectuées, converties en jours d'exécution;
- b) le rapport de la direction de l'établissement est remplacé par la grille de contrôle des heures de travail et, le cas échéant, l'appréciation de la qualité du travail.

<sup>2</sup> Les règles de la libération conditionnelle ne s'appliquent pas à un TIG ou à la partie du TIG effectué comme alternative au paiement d'une amende ou d'une peine pécuniaire.

## X. Dispositions finales

Entrée en  
vigueur

**Art. 22** <sup>1</sup> Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>2</sup> La Conférence invite les gouvernements des cantons de la Suisse latine à adapter leurs réglementations cantonales relatives à l'exécution d'une peine sous forme de travail d'intérêt général.

<sup>3</sup> Le présent règlement est également applicable aux peines qui ont été prononcées avant son entrée en vigueur, mais dont l'exécution n'a pas encore débuté.

<sup>4</sup> Il est publié sur le site internet de la Conférence et par chaque canton selon la procédure qui lui est propre.

### Suivent les signatures

- 1) [RSJU 349.1](#)
- 2) [RSJU 341.1](#)
- 3) [RS 311.0](#)
- 4) [RS 311.01](#)
- 5) Le TIG n'entre pas en ligne de compte pour les amendes d'ordre. Si la personne condamnée ne paie pas l'amende d'ordre immédiatement ou dans le délai prescrit, elle fait l'objet d'une procédure pénale ordinaire. L'amende d'ordre infligée dans la procédure pénale ordinaire demeure réservée (voir les art. 6 et 14 de la loi du 18 mars 2016 sur les amendes d'ordre).
- 6) Voir l'article 79a, alinéa 2, CP. Cette exclusion est valable également si des peines privatives de liberté de substitution doivent être exécutées en même temps que des peines privatives de liberté.
- 7) Le travail d'intérêt général pourra également venir se substituer à une amende pour contravention. Il n'est pas question, par contre, qu'un condamné puisse demander à exécuter sous cette forme une peine privative de liberté de substitution qu'il doit purger parce qu'il n'a pas payé une peine pécuniaire ou une amende (cf. Message, FF 2012, p. 4410).
- 8) Le principe brut signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, sans imputation de la détention déjà effectuée.
- 9) Le principe net signifie que l'examen des conditions temporelles se fonde sur la durée de la peine prononcée, avec imputation de la détention déjà effectuée.
- 10) Est un employeur au sens du présent règlement toute institution ou personne auprès de laquelle une personne condamnée exécute un TIG.
- 11) Abrogée par l'article premier, alinéa 2, de l'arrêté du 3 septembre 2019
- 12) Nouvelle teneur selon l'article premier, alinéa 2, de l'arrêté du 10 janvier 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 13) Nouvelle teneur selon l'article premier, alinéa 3, de l'arrêté du 10 janvier 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



# TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<b>41</b>	<b><i>Education et science</i></b>
<b>410.1</b>	<b><i>Fondement</i></b>
410.100	Arrêté du Parlement du 22 mars 1979 concernant l'adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire
410.101	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études
410.102	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire
410.103	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande
410.104	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire du nord-ouest de la Suisse (RSA 2009) du 23 novembre 2007
410.105	Arrêté du Parlement du 30 janvier 2013 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée
410.11	Loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (Loi scolaire)
410.111	Ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)
410.111.0	Arrêté du Département de l'Education du 26 février 2004 concernant l'éducation précoce spécialisée
410.111.2	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 2 juin 2021 concernant l'orientation des élèves en huitième année
410.111.3	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 1 <sup>er</sup> septembre 2021 concernant l'orientation, la promotion et le redoublement des élèves à l'école secondaire
410.111.4	Directives du Département de l'Education du 30 juin 2003 concernant les classes de soutien du degré secondaire
410.112	Arrêté du Département de l'Education du 5 septembre 2001 fixant le statut des coordinateurs et des chargés de mission engagés par le DED
410.113	Ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires
410.114	Ordonnance du 30 mai 2017 concernant les mesures pédagogiques

410.16	Décret du 14 décembre 1994 fixant la répartition des dépenses scolaires entre les communes
410.164	Arrêté du Département de la formation, de la culture et des sports du 22 juin 2020 fixant les indemnités de repas versées aux parents d'élèves de l'école obligatoire (Nouveau)
<i>410.2</i>	<i>Corps enseignant</i>
410.210	Arrêté du Parlement du 18 novembre 2020 portant approbation du concordat intercantonal instituant la Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel (Concordat HEP-BEJUNE)
410.210.1	Loi du 9 décembre 2020 sur la Haute Ecole Pédagogique
410.210.15	Ordonnance du 15 novembre 2011 sur la reconnaissance des titres d'enseignement
410.210.16	Directives du Département de l'Education du 14 avril 1997 concernant les honoraires, indemnités et autres prestations accordés dans le cadre des cours de perfectionnement et de formation continue du corps enseignant
410.210.18	Ordonnance du 19 août 1986 concernant la reconnaissance des brevets d'enseignement obtenus avant 1979
410.252.1	Ordonnance du 13 juin 2006 concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire
410.252.2	Ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires
410.252.3	Ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire
410.252.4	Ordonnance du 16 avril 2019 concernant l'enseignement dans la scolarité obligatoire de disciplines ou de niveaux ne relevant pas du titre pédagogique acquis
410.254.2	Ordonnance du 26 novembre 1997 concernant la répartition des charges pour le traitement des enseignants
<i>410.3</i>	<i>Constructions scolaires</i>
410.316	Décret du 21 décembre 2001 réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires
410.316.1	Ordonnance du 27 août 2002 sur les installations scolaires
410.316.11	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 20 décembre 1985 concernant la construction et l'équipement des installations scolaires
410.316.12	Arrêté du Département de l'Education du 28 janvier 1991 fixant les montants pris en compte pour le subventionnement de la construction, de la transformation et de l'équipement de base des installations scolaires
410.318	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement de subventions pour l'acquisition d'établissements et d'outils destinés à l'enseignement des travaux manuels

410.4                    *Moyens d'enseignement*

410.416                Arrêté du Parlement du 26 mai 1982 concernant les subventions à allouer aux communes pour l'achat de moyens d'enseignement et de matériel scolaire dans les écoles maternelles, primaires et secondaires

410.417                Ordonnance du 27 février 1996 concernant les prestations assimilables à des moyens d'enseignement

410.7                    *Service scolaire médical et dentaire*

410.71                 Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire

410.72                 Décret du 13 décembre 2006 concernant le service dentaire scolaire

410.721                Ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire

410.726                Ordonnance du 5 juillet 1994 fixant le tarif pour les soins dentaires scolaires

410.726.1             Arrêté du Gouvernement du 27 février 2007 fixant la valeur du point pour le tarif dentaire scolaire

410.8                    *Orientation en matière d'éducation*

410.81                 Ordonnance du 21 novembre 2006 concernant l'orientation scolaire et professionnelle et la psychologie scolaire

410.861                Arrêté du Gouvernement du 1er mars 1983 portant création d'un Fonds pour l'orientation scolaire et professionnelle





## TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
412	<i>Ecole moyenne</i>
412.011	Ordonnance du 5 février 2008 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.11	Loi du 1 <sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue
412.111	Règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978
412.112	Directives du Département de l'Education du 2 décembre 1994 relatives à l'admission des élèves dans les écoles moyennes
412.113	Directives du Département de l'Education du 5 juin 2000 concernant les réorientations et les passerelles dans les écoles moyennes
412.214	Directives du Gouvernement du 7 juin 2022 concernant la formation des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II
412.291	Arrêté du Parlement du 22 novembre 1995 concernant l'approbation de la Convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura concernant l'Ecole secondaire de la Courtine sise à Bellelay
412.292	Convention de collaboration entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura du 14 novembre 2001 dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportives et sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive
412.311.1	Règlement du Département de l'Education du 17 janvier 2001 concernant l'organisation des études au Lycée cantonal
412.311.41	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant l'organisation de l'enseignement, le plan d'études et les promotions dans les écoles supérieures de commerce
412.351	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.351.1	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale au Collège Saint-Charles de Porrentruy
412.351.2	Directives du Département de l'Education du 16 décembre 2002 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.352	Ordonnance du 22 mars 2016 concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce
412.353	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant le complément de formation conduisant les détenteurs de la maturité commerciale à l'obtention d'une maturité professionnelle commerciale

412.354	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes
412.511.1	Règlement du Département de la Formation, de la Culture et des Sports du 1 <sup>er</sup> septembre 2011 concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513	Arrêté du Gouvernement du 19 avril 1988 créant un cycle de promotion à l'Ecole de culture générale
412.513.0	Arrêté du Gouvernement du 4 mai 1993 portant sur le maintien du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont jusqu'au terme de l'année scolaire 1995/1996 et arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 portant prorogation du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513.1	Règlement du Département de l'Education du 18 août 2000 concernant le cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.515	Ordonnance du 31 octobre 2006 concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.632	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la prise en charge des frais de scolarité qui découlent de la fréquentation de lycées publics d'autres cantons
412.71	Ordonnance du 20 mai 1997 concernant les activités parascolaires dans les écoles cantonales relevant du Département de l'Education
412.94	Arrêté du Parlement du 31 mai 2017 portant approbation de la convention entre le canton de Bâle-Campagne et la République et Canton du Jura relative à la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufenthal-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy
412.941	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 10 juillet 2017 concernant l'organisation de études de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufenthal-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy
412.95	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention des 4 et 10 octobre 1966 relative à l'admission d'élèves du canton de Berne aux écoles du canton de Bâle-Ville
412.96	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2015 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre Berne, Jura et Neuchâtel sur les contributions aux frais d'enseignement (Convention BEJUNE)
413	<i>Formation professionnelle</i>
413.12	Loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
413.121	Ordonnance du 11 décembre 2007 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles

---

413.124	Règlement de la commission pour la formation professionnelle des travailleurs et jeunes étrangers dans le canton du Jura du 6 décembre 1978
413.161.1	Règlement du 4 septembre 1990 relatif à l'octroi d'une aide financière de l'Etat pour la présentation de travaux exécutés par des apprentis durant leur apprentissage
413.19	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale
413.191	Arrêté du Gouvernement du 7 décembre 1999 portant adhésion à la convention entre les cantons de Suisse romande et du Tessin en complément à la convention intercantonale sur les contributions équitables des cantons aux écoles professionnelles
413.213.1	Ordonnance du 25 mai 1993 portant reconnaissance du Centre de formation du Foyer jurassien à Delémont en tant qu'atelier de préapprentissage
413.241.1	Ordonnance du 15 mars 1994 sur les surveillants et l'indemnisation de la commission cantonale d'apprentissage et des surveillants
413.251.1	Règlement général des écoles et centres professionnels du 31 mars 1994
413.252.4	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le régime des absences dans les écoles professionnelles artisanales et commerciales, ainsi que dans les ateliers d'apprentissage
413.254	Ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation
413.255	Ordonnance du 22 mars 2016 sur la maturité professionnelle
413.261	Ordonnance du 20 avril 1993 sur l'organisation des examens, les commissions d'examen et les experts aux examens
413.271	Ordonnance du 16 novembre 1993 sur la formation élémentaire
413.322	Arrêté du Parlement du 8 juin 1994 portant création de l'Ecole technique de la République et Canton du Jura
413.322.1	Règlement du Département de la formation du 8 octobre 2015 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure technique (EST)
413.323	Arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion
413.323.1	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 7 septembre 2020 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion (ESIG)
413.324	Arrêté du Département de l'Economie du 23 février 2004 fixant la participation financière des étudiants dans les écoles supérieures jurassiennes
413.329.1	Arrêté du Parlement du 23 avril 2014 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES)
413.611	Décret du 12 décembre 2012 concernant le financement de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire

---



## TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<i>414</i>	<i>Université et hautes écoles</i>
414.10	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1992 portant approbation de l'accord intercantonal sur la participation au financement des universités pour les années 1993 à 1996
414.11	Arrêté du Parlement du 26 avril 1994 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Convention du 12 février 1994 relative à la coordination universitaire en Suisse occidentale
414.12	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'accord intercantonal universitaire
414.70	Arrêté du Parlement du 23 avril 2014 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (Concordat sur les hautes écoles)
414.71	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention intercantonale du 26 mai 2012 sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.711	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale du 30 août 2002 relative au contrôle parlementaire sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.72	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant approbation de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES) à partir du 2005
414.731	Arrêté du Gouvernement du 25 février 2003 portant désignation de l'instance cantonale pour la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)
414.75	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention du 24 mai 2012 concernant la Haute école ARC Berne-Jura-Neuchâtel
<i>415</i>	<i>Gymnastique et sport</i>
415.1	Loi du 17 novembre 2010 visant à encourager les activités physiques et le sport
415.11	Ordonnance du 18 décembre 2012 portant exécution de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport
415.41	Ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif
<i>416</i>	<i>Subventions de l'Etat, bourses et fondations</i>
416.185.1	Ordonnance du 10 décembre 1991 réglant le financement des institutions spécialisées relevant de la loi scolaire

- 416.31            Loi du 9 décembre 2015 concernant les subsides de formation
- 416.311        Ordonnance du 4 juillet 2017 concernant les subsides de formation
- 416.311.1      Directive du Département de la formation, de la culture et des sports  
du 25 mai 2018 concernant les subsides de formation
- 416.91          Arrêté du Parlement du 21 novembre 2012 portant adhésion de la  
République et Canton du Jura à l'accord intercantonal du 18 juin  
2009 sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études

**417**            *Enseignement privé*

- 417.1            Loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé
- 417.11          Ordonnance du 18 décembre 1984 portant exécution de la loi sur  
l'enseignement privé

**44**            **Culture**

**441**            *Documentation*

- 441.21            Loi du 20 octobre 2010 sur l'archivage
- 441.211        Ordonnance du 7 avril 1988 sur les archives publiques de la  
République et Canton du Jura
- 441.212        Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'administration des  
archives communales
- 441.213        Ordonnance du 17 mai 2011 concernant la commission des  
archives
- 441.221        Ordonnance du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques et la  
promotion de la lecture publique
- 441.221.1      Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du  
27 octobre 1987 concernant les bibliothèques publiques
- 441.221.2      Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du  
27 octobre 1987 concernant les bibliothèques scolaires
- 441.221.3      Arrêté du Département de la formation du 30 octobre 2015 portant  
approbation du règlement de la Bibliothèque cantonale jurassienne
- 441.226.1      Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'administration du  
Fonds Friedrich-Emil-Welti
- 441.232        Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 1986 instituant la  
commission des musées

**443**            *Encouragement des activités culturelles*

- 443.1            Loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités  
culturelles
- 443.11          Ordonnance du 3 février 2004 instituant la commission des affaires  
culturelles
- 443.14          Ordonnance du 23 octobre 1990 concernant l'encouragement de la  
création audiovisuelle

<b>444</b>	<b>Art</b>
444.11	Arrêté du Gouvernement du 23 août 2016 approuvant la modification de l'accord entre le canton de Berne et la République et Canton du Jura instituant une commission intercantonale de littérature
444.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'encouragement des beaux-arts
444.41	Ordonnance du 21 décembre 2021 concernant les bourses artistiques et les ateliers d'artiste
<b>445</b>	<b><i>Conservation des monuments historiques et protection des biens culturels</i></b>
445.1	Loi du 9 novembre 1978 sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.11	Règlement du 6 décembre 1978 concernant la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des curiosités naturelles et des antiquités dans le canton du Jura
445.3	Décret du 6 décembre 1978 sur la conservation des monuments historiques et la protection des biens culturels
445.4	Loi du 27 mai 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (LPPAP)
445.41	Ordonnance du 8 décembre 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (OPPAP)
<b>45</b>	<b><i>Protection de la nature et du paysage</i></b>
<b>451</b>	<b><i>Protection de la nature</i></b>
451	Loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)
451.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature
451.311	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant le Doubs et ses environs immédiats situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
451.321	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Bolleman et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.322	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de la Gruère et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat

- 451.323 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Lucelle et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.324 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Plain de Saigne et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.325 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang des Royes et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.331 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant la tourbière de la Chaux-des-Breuleux et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.341 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant une partie de la région dite "Le Cerneux", située sur le territoire de la commune de Courroux, sous la protection de l'Etat
- 451.351 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant les allées du Vorbourg, situées sur le territoire de la commune de Delémont, sous la protection de l'Etat
- 451.352 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant sept arbres à feuilles situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
- 451.632 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le Fonds de la commission pour la protection de l'environnement

**452** *Protection des sites et du paysage*

- 452.21 Arrêté du Gouvernement du 20 mars 2007 instituant une commission des paysages et des sites

**455** *Protection des animaux*

- 455.1 Ordonnance du 29 janvier 2013 portant exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux

**47** ***Eglise***

**471** *Rapports entre les Eglises et l'Etat*

- 471.1 Loi du 26 octobre 1978 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat

**474** *Impôts ecclésiastiques*

- 474.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les impôts ecclésiastiques



479                      *Conventions*

- 479.11                  Arrêté du Gouvernement du 21 octobre 1980 portant adhésion de la République et Canton du Jura aux conventions relatives à la circonscription et à l'organisation de l'Evêché de Bâle
- 479.13                  Décret de promulgation de la Bulle papale du 11 août 1828



## Loi sur l'école obligatoire<sup>39)</sup>

du 20 décembre 1990

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 8, lettres d, e, h et j, 32 à 37 et 39 à 41 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire<sup>2)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande<sup>44)</sup>, <sup>40)</sup>

vu l'arrêté du Parlement du 30 janvier 2013 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée<sup>47)</sup>, <sup>48)</sup>

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application et  
objet

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi s'applique à l'école obligatoire.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> Elle a pour objet :

- a) les buts et la mission de l'école;
- b) la structure et le fonctionnement général de l'école;
- c) les droits et obligations des élèves et de leurs parents;
- d) ...<sup>52)</sup>
- e) l'organisation locale de l'école;
- f) l'organisation et les tâches des autorités communales et cantonales;
- g) les services auxiliaires;
- h) le financement de l'école.

<sup>3</sup> Elle constitue la loi de référence en matière d'instruction publique.

<sup>4</sup> Le statut des enseignants est réglé par la législation sur le personnel de l'Etat.<sup>53)</sup>

Mission de l'école

**Art. 2** <sup>1</sup> L'école assume, solidairement avec la famille, l'éducation et l'instruction de l'enfant.

<sup>2</sup> Elle respecte la dignité, la personnalité et le développement de l'enfant.

<sup>3</sup> Elle s'efforce de corriger l'inégalité des chances en matière de réussite scolaire.

Buts de l'école

**Art. 3** Par les différents moyens à sa disposition, l'école :

- a) amène l'élève à maîtriser les connaissances fondamentales et à travailler de manière autonome;
- b) offre à l'enfant la possibilité de construire sa personnalité, de développer ses aptitudes intellectuelles, manuelles et physiques, d'éveiller sa sensibilité esthétique et spirituelle, d'exprimer sa créativité;
- c) prépare l'enfant à exercer activement son rôle dans la société;
- d) rend l'enfant conscient de son appartenance au monde qui l'entoure en développant en lui le sens de la fraternité, de la coopération et de la tolérance;
- e) familiarise l'enfant avec les langues étrangères et lui donne les moyens de développer sa connaissance de plusieurs d'entre elles.

Intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers

**Art. 4**<sup>49)</sup> <sup>1</sup> L'école pourvoit à l'intégration dans une classe ordinaire, dans une classe de soutien ou dans une autre structure, des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou qui sont en situation de handicap.

<sup>2</sup> L'intégration se fait en fonction de la nature des besoins éducatifs particuliers ou du handicap et dans tous les cas où elle est bénéfique à l'enfant. Elle doit répondre aux besoins de ce dernier par les mesures diversifiées et graduées les moins restrictives pour lui, tout en garantissant les qualités de l'enseignement général.

Insertion des migrants

**Art. 5** <sup>1</sup> L'école favorise l'insertion des enfants de migrants tout en respectant l'identité culturelle.

<sup>2</sup> Une attention particulière est vouée à l'activité langagière des élèves de langue étrangère.

Scolarité obligatoire  
a) Principe

**Art. 6**<sup>41)</sup> <sup>1</sup> Tout enfant, quel que soit son statut, a accès à l'école.

<sup>2</sup> Les parents ont le droit et l'obligation d'envoyer leur enfant en âge de scolarité obligatoire dans une école publique. Demeure réservé le droit des parents de donner ou de faire donner un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé.

b) Degrés, durée <sup>3</sup> La scolarité obligatoire comprend deux degrés : le degré primaire, école enfantine incluse, qui dure en principe huit années, et le degré secondaire, qui dure en principe trois années.

<sup>4</sup> Elle dure onze ans.

Age d'entrée à l'école **Art. 7<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Tout enfant âgé de quatre ans révolus jusqu'au 31 juillet inclus entre à l'école obligatoire.

<sup>2</sup> Pour des motifs justifiés, le Service de l'enseignement peut accorder des dérogations individuelles. Au besoin, il requiert l'avis du psychologue scolaire.

Gratuité **Art. 8** <sup>1</sup> Durant la scolarité obligatoire, la fréquentation de l'école publique est gratuite.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet le justifient, les élèves bénéficient de transports gratuits. Le Gouvernement fixe les conditions de la reconnaissance et de la gratuité des transports.

<sup>3</sup> Les moyens d'enseignement sont fournis gratuitement aux élèves. Les communes ou les écoles peuvent percevoir auprès des parents des contributions couvrant une partie des frais de certaines activités ou manifestations.

Lieu de fréquentation de l'école  
a) En général **Art. 9** Les élèves fréquentent l'école du cercle scolaire de leur lieu de résidence habituelle.

b) Cas particuliers **Art. 10** <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, si l'intérêt de l'élève ou le bon fonctionnement de l'école le commandent, ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève, le Service de l'enseignement peut autoriser ou obliger ce dernier à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire. Le Service de l'enseignement statue après avoir pris l'avis des autorités scolaires des cercles scolaires concernés.<sup>32)</sup>

c) Participation  
aux frais  
scolaires

<sup>2</sup> Dans le cas où un élève fréquente un autre cercle scolaire que celui de son lieu de résidence, le cercle d'accueil peut exiger de la commune de résidence une participation équitable aux frais scolaires, les dépenses générales prévues à l'article 152, chiffre 3, demeurant exceptées. En cas de désaccord, le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") tranche.

## **TITRE DEUXIEME : Structure de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Ecole enfantine**

Buts particuliers

**Art. 11** <sup>1</sup> L'école obligatoire participe, durant les deux premières années, à l'intégration sociale de l'enfant; elle stimule son développement affectif, moteur et intellectuel; elle favorise ses facultés d'expression et de compréhension.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Elle rend l'enfant mieux à même d'aborder les premiers apprentissages scolaires.

<sup>3</sup> L'activité pédagogique durant ces deux premières années est essentiellement fondée sur le jeu; elle tient compte de l'âge et du développement de l'enfant.<sup>[41\)](#)</sup>

**Art. 12**<sup>[42\)](#)</sup>

### **CHAPITRE II : Ecole primaire**

Buts particuliers

**Art. 13** L'école primaire a pour but de faire acquérir à l'élève la maîtrise des outils fondamentaux du savoir. Elle le prépare à l'entrée dans le cycle secondaire.

**Art. 14**<sup>[42\)](#)</sup>

Structure interne

**Art. 15**<sup>[32\)](#)</sup> <sup>1</sup> Dans les classes du degré primaire, l'enseignement est dispensé, en principe par tranches de deux années scolaires, par un ou plusieurs enseignants.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque l'enseignement est dispensé par plusieurs enseignants, la cohérence et la continuité de l'action pédagogique doivent être assurées.

Huitième année,  
orientation,  
observation

**Art. 16<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> La huitième année a pour fonction particulière d'observer et d'orienter les élèves en vue des enseignements différenciés pratiqués à l'école secondaire.

<sup>2</sup> L'observation et l'évaluation objective des résultats et des aptitudes des élèves compléteront l'information donnée par les parents, les enseignants et les élèves. L'ensemble de ces moyens contribue à l'appréciation des élèves en vue du choix des enseignements différenciés de la neuvième année. Le Département arrête les modalités.

### CHAPITRE III : Ecole secondaire

Buts particuliers

**Art. 17** <sup>1</sup> L'école secondaire consolide et développe les connaissances de base acquises par les élèves à l'école primaire, en fonction de leurs aptitudes, de leurs intérêts et de leurs projets de formation.

<sup>2</sup> Elle prépare les élèves en vue de la formation professionnelle ou d'études au niveau secondaire supérieur.

#### **Art. 18<sup>42)</sup>**

Organisation  
pédagogique

**Art. 19** <sup>1</sup> Le programme de l'élève est défini en fonction de ses aptitudes, de ses intérêts et de ses projets de formation.

<sup>2</sup> L'enseignement est organisé de manière à favoriser l'orientation continue.

Structure interne  
1. Principes

**Art. 20** <sup>1</sup> Le programme des classes de l'école secondaire comprend :

- a) un enseignement obligatoire commun;
- b) un enseignement séparé obligatoire donné sous forme de cours à niveaux et de cours à option;
- c) des cours facultatifs.

<sup>2</sup> L'élève a accès aux cours à niveaux et aux cours à option pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.

2. Cours communs **Art. 21** L'enseignement en cours communs a pour but d'assurer la cohésion sociale des classes dans une perspective d'éducation générale et civique. Le programme obligatoire de chaque classe réserve aux cours communs une place suffisante et prend en compte les objectifs spécifiques des trois années de l'école secondaire.
3. Cours séparés **Art. 22** <sup>1</sup> L'enseignement en cours séparés permet à l'élève de progresser dans les disciplines de base selon son rythme et ses aptitudes, et dans les disciplines à option selon ses goûts, ses aptitudes et ses aspirations.
- a) Cours à niveaux <sup>2</sup> L'enseignement des disciplines de base comprend le français, la mathématique et l'allemand. Il est dispensé en cours à niveaux.
- b) Cours à option <sup>3</sup> L'enseignement des autres langues, des sciences naturelles et des sciences humaines peut être dispensé en cours à option séparés.
- <sup>4</sup> D'autres disciplines peuvent être dispensées en cours à option séparés.
4. Cours facultatifs **Art. 23** Des cours facultatifs sont offerts par les écoles, en supplément aux disciplines du programme obligatoire. Ils sont dispensés en principe sans distinction de niveaux.
- Application **Art. 24** Le Gouvernement édicte des dispositions générales sur :
- a) les modalités et les mesures propres à favoriser l'orientation;
  - b) l'organisation des cours à niveaux;
  - c) les conditions d'accès aux différents niveaux ainsi qu'aux cours à option.

## CHAPITRE IV : Prolongation de la scolarité

- Principe **Art. 25<sup>41)</sup>** L'élève dont l'orientation professionnelle n'est pas encore fixée, qui achève sa scolarité obligatoire en situation d'échec ou dont les résultats ne correspondent pas aux exigences requises en vue de la formation ultérieure choisie, peut accomplir une douzième, éventuellement une treizième année scolaire.



## Modalités

**Art. 26<sup>32)41)</sup>** La prolongation de la scolarité est ouverte aux élèves qui veulent effectuer à l'école secondaire une douzième année en accomplissant le programme régulier de la onzième année de la scolarité obligatoire ou qui veulent suivre une douzième année linguistique conformément aux accords conclus en la matière ou qui veulent encore effectuer une douzième année en fréquentant des classes préparatoires rattachées au niveau secondaire II.

**Art. 27<sup>42)</sup>**

## CHAPITRE V : Mesures de pédagogie spécialisée<sup>49)</sup>

## But, généralités

**Art. 28<sup>49)</sup>** <sup>1</sup> Les mesures de pédagogie spécialisée ont pour but de donner une formation appropriée à l'élève qui ne peut acquérir les notions de base dans le cadre d'une scolarité ordinaire. Elles contribuent à équilibrer la personnalité de l'élève et à développer en lui la faculté d'apprendre.

<sup>2</sup> Lorsque les mesures octroyées avant l'entrée en scolarité ou dans le cadre de l'école ordinaire s'avèrent insuffisantes, des mesures renforcées sont allouées en fonction des besoins individuels qui sont déterminés selon une procédure d'évaluation standardisée sur le plan intercantonal.

<sup>3</sup> Les mesures de pédagogie spécialisée comprennent notamment :

- a) l'éducation précoce spécialisée;
- b) le conseil et le soutien, l'enseignement d'appui, le soutien pédagogique spécialisé ambulatoire et les classes particulières;
- c) les mesures d'enseignement spécialisé en institution de pédagogie spécialisée (scolarisation et éducation spécialisées, accueil en structures de jour ou à caractère résidentiel);
- d) la logopédie et la psychomotricité, à titre de mesures pédagogiques;
- e) la musicothérapie.

<sup>4</sup> Les enseignants chargés des mesures de pédagogie spécialisée reçoivent une formation spécifique.

## Destinataires

**Art. 29<sup>49)</sup>** <sup>1</sup> Peuvent bénéficier de mesures de pédagogie spécialisée les enfants dès leur naissance jusqu'à l'âge de vingt ans révolus qui ont leur résidence habituelle dans le Canton.

<sup>2</sup> Avant le début de la scolarité, des mesures sont octroyées s'il est établi que le développement de l'enfant est limité ou compromis, ou si l'enfant ne pourra pas suivre l'enseignement de l'école ordinaire sans soutien spécifique.

<sup>3</sup> Durant la scolarité obligatoire, des mesures sont octroyées s'il est établi que l'enfant est limité dans ses possibilités de développement et de formation au point de ne pas pouvoir suivre l'enseignement de l'école ordinaire sans soutien spécifique ou lorsqu'un besoin éducatif particulier est indiqué/nécessaire.

<sup>4</sup> Après la scolarité obligatoire, seules peuvent être garanties les prestations de base pour les enfants de cette catégorie, au sens de l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée<sup>47)</sup>. Le Gouvernement arrête et précise, par voie d'ordonnance, ces prestations; il peut prévoir des prestations supplémentaires.

Gratuité

**Art. 29a**<sup>50)</sup> <sup>1</sup> Les mesures de pédagogie spécialisée sont gratuites pour les élèves et leurs parents.

<sup>2</sup> Pour les prestations de base au sens de l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée<sup>47)</sup>, l'organisation des transports et les frais correspondants sont pris en charge pour les enfants et les jeunes qui, du fait de leur handicap, ne peuvent se déplacer par leurs propres moyens entre leur domicile et l'établissement scolaire et le lieu de thérapie.

<sup>3</sup> Pour les repas et la prise en charge en structures de jour ou à caractère résidentiel, il peut être exigé une participation financière de la part des parents.

Classes de transition à l'école primaire

**Art. 30** <sup>1</sup> Les élèves présentant un retard dans leur développement et pour lesquels il paraît indiqué de ne pas différer l'entrée en troisième année peuvent être accueillis dans une classe de transition. Ils y accompliront le programme de la troisième année en deux ans.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> La fréquentation d'une classe de transition ne compte que pour une seule année scolaire.

Appui

**Art. 31** <sup>1</sup> L'enseignement d'appui aide l'élève qui connaît des difficultés passagères à suivre le programme scolaire.

<sup>2</sup> Il est dispensé à des petits groupes ou individuellement.

<sup>3</sup> Il peut être inséré dans l'horaire régulier des classes.

Soutien  
pédagogique  
ambulatoire

**Art. 32** <sup>1</sup> Le soutien pédagogique spécialisé ambulatoire est destiné à l'élève qui présente des difficultés scolaires globales.<sup>49)</sup>

<sup>2</sup> Il est dispensé individuellement ou à des petits groupes.

<sup>3</sup> ...<sup>51)</sup>

Classes de  
soutien

**Art. 33** La classe de soutien reçoit l'élève qui ne peut pas suivre l'enseignement d'une classe primaire ou secondaire. Elle en favorise la réintégration dans une classe ordinaire dans les délais les plus brefs.

Enfants malades

**Art. 34** Les enfants hospitalisés ou en convalescence à domicile pour une longue période reçoivent un enseignement adapté aux circonstances.

Décision d'octroi  
des mesures de  
pédagogie  
compensatoire

**Art. 35**<sup>49)</sup> <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement décide de l'octroi des mesures de pédagogie spécialisée. Il tient compte de l'avis des enseignants concernés, des parents, du psychologue scolaire et du conseiller pédagogique; il peut requérir d'autres avis. Il peut déléguer sa compétence au directeur en ce qui concerne l'enseignement d'appui.

<sup>2</sup> Les enseignants concernés collaborent à l'accomplissement des mesures de pédagogie spécialisée.

<sup>3</sup> Aucune mesure de pédagogie spécialisée ne peut être dispensée sans l'accord des parents, sauf si leur refus est préjudiciable aux intérêts manifestes de l'enfant.

Application

**Art. 36** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, le domaine de la pédagogie spécialisée. Il précise les modalités de la formation des enseignants et de la mise en œuvre des mesures de pédagogie spécialisée.<sup>49)</sup>

<sup>2</sup> Il définit les caractéristiques des classes particulières et les obligations des communes en la matière.<sup>49)</sup>

<sup>3</sup> Il arrête les modalités et le financement des interventions spécialisées (art. 32, al. 3).

<sup>4</sup> Il précise, en cas de besoin, la collaboration entre les autorités scolaires chargées des mesures de pédagogie spécialisée et le Centre médico-psychologique.<sup>[49\)](#)</sup>

## CHAPITRE VI : Institutions spécialisées

### Principe

**Art. 37** <sup>1</sup> Les enfants et les jeunes qui, en raison de besoins éducatifs particuliers ou de leur handicap, ne sont pas en mesure de bénéficier de la scolarité obligatoire dans les institutions décrites aux articles 11 à 36 reçoivent, dans des institutions d'éducation spécialisée, publiques ou privées, les soins, l'éducation et la formation adaptés à leurs besoins.<sup>[49\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'Etat et les communes favorisent l'activité des institutions d'éducation spécialisée de statut privé. Au besoin, ils créent ou reprennent de telles institutions. L'Etat peut établir des conventions avec d'autres cantons ou des institutions extérieures.

### Responsabilité de la commission

**Art. 38** La commission d'école veille à ce que le représentant légal de l'enfant prenne les mesures nécessaires en temps utile.

### Rattachement et surveillance

**Art. 39** <sup>1</sup> Les institutions de statut privé sont soumises à l'autorisation et à la surveillance du Département.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les qualifications que doit posséder le personnel d'éducation et d'enseignement des institutions spécialisées.

### Financement

**Art. 40** <sup>1</sup> L'Etat et les communes participent au financement des institutions d'éducation spécialisée, les contributions fédérales demeurant réservées.

<sup>2</sup> Les frais d'exploitation des institutions d'éducation spécialisée, notamment les dépenses d'exploitation et les dépenses dites générales au sens de l'article 152, chiffres 2 et 3, sont financés au moyen d'une enveloppe fixée périodiquement par le Gouvernement.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Aucune allocation au-delà de l'enveloppe n'est due aux institutions d'éducation spécialisée, sous réserve d'une prise en charge des dépenses d'investissement au sens de l'article 152, chiffre 1.<sup>[29\)](#)</sup>

## CHAPITRE VII : Continuité pédagogique

Principe

**Art. 41<sup>[41\)](#)</sup>** <sup>1</sup> La continuité et la cohérence de l'action pédagogique et éducative de l'école sont assurées durant la scolarité obligatoire.

<sup>2</sup> Le Département veille à la transition harmonieuse entre le degré primaire et le degré secondaire, et entre ce dernier et les formations postobligatoires. Il prend les mesures nécessaires à cet effet, notamment par la conception des plans d'études et par la fixation des options méthodologiques générales.

## TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

Tâches des communes

**Art. 42** <sup>1</sup> Les communes sont tenues de mettre à disposition les locaux et installations nécessaires à l'enseignement; elles les aménagent, les équipent, les entretiennent et en assurent la gestion courante.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe les exigences générales en matière de locaux et d'installations scolaires. Le Département définit le détail.

Utilisation

**Art. 43** <sup>1</sup> Les locaux et installations scolaires sont réservés en priorité à l'enseignement.

<sup>2</sup> En dehors des besoins de l'enseignement, les communes autorisent d'autres utilisations d'intérêt public, notamment culturelles, éducatives et sportives à l'exclusion d'activités susceptibles de nuire à l'usage prioritaire de ces locaux et installations.

<sup>3</sup> La garde armée est interdite aux abords des locaux et installations scolaires.

Droit d'expropriation

**Art. 44** Les communes sont autorisées à exproprier les biens-fonds et les droits nécessaires en vue de la construction et de l'exploitation rationnelle des locaux et installations scolaires.

Participation et  
tâches de l'Etat

**Art. 45** <sup>1</sup> L'emplacement, les plans et les devis de construction ou de transformation des locaux et installations scolaires sont soumis à l'approbation préalable du Département.

<sup>2</sup> L'Etat participe par des subventions aux frais de construction, de transformation et d'équipement initial. Il participe également aux dépenses complémentaires d'équipement et de renouvellement concernant les ordinateurs et les tablettes mis à la disposition des élèves et des enseignants dans le cadre de l'enseignement en classe.<sup>62)</sup>

<sup>3</sup> Le Parlement fixe par décret les principes et les procédures d'octroi de ces subventions.

## CHAPITRE II : Organisation de l'année scolaire

Année scolaire

**Art. 46** <sup>1</sup> L'année scolaire administrative commence le 1<sup>er</sup> août et finit le 31 juillet.

<sup>2</sup> L'année scolaire comprend trente-neuf semaines d'enseignement.

<sup>3</sup> La rentrée des classes a lieu, en principe, le premier lundi qui suit le 15 août.

Vacances  
scolaires

**Art. 47** Le Gouvernement fixe les dates des vacances scolaires sur proposition du Département.

Horaire  
hebdomadaire et  
congés spéciaux

**Art. 48**<sup>32)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions sur le nombre de leçons hebdomadaires, sur la durée de celles-ci, sur l'organisation de l'enseignement ainsi que sur l'octroi de congés spéciaux à des écoles, à des classes ou à des élèves.

<sup>2</sup> Il favorise l'harmonisation des horaires scolaires des élèves entre les classes et les degrés.

<sup>3</sup> En concertation avec les communes et les autorités scolaires locales concernées, il peut autoriser la mise en place d'une organisation de l'école obligatoire selon le principe de la journée à horaire continu.<sup>43)</sup>

<sup>4</sup> Conformément aux dispositions fixées dans la loi sur l'action sociale<sup>45)</sup>, une participation financière des parents est requise pour les frais de repas et de garde.<sup>43)</sup>

### CHAPITRE III : Effectif, ouverture et fermeture des classes

Renvoi **Art. 49** <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions sur l'effectif, l'ouverture et la fermeture des écoles et des classes.

Ouverture et fermeture <sup>2</sup> Le Département peut inviter une commune, lorsque les circonstances l'exigent, à ouvrir ou fermer une classe. Il ordonne de telles mesures si la commune ne donne pas suite à cette invitation.

<sup>3</sup> Le nombre des classes d'une école ne peut être modifié qu'avec l'autorisation du Département.

<sup>4</sup> Une école ne peut être supprimée qu'avec le consentement de la commune.

### CHAPITRE IV : Plans d'études

Plans d'études et moyens d'enseignement **Art. 50**<sup>41)</sup> <sup>1</sup> Le Département arrête les plans d'études. Il y fixe les objectifs d'apprentissage et le programme d'enseignement de chaque discipline ainsi que le temps qui leur est consacré.

<sup>2</sup> Les plans d'études sont publiés.

<sup>3</sup> Le Département détermine la liste des moyens d'enseignement obligatoires.

<sup>4</sup> Il édicte des directives concernant l'utilisation des moyens d'enseignement.

Modifications **Art. 51** Pour la mise à jour des programmes, l'élaboration ou le choix de moyens d'enseignement, le Département crée des commissions formées d'enseignants du niveau concerné ainsi que d'enseignants d'autres niveaux susceptibles d'être touchés par d'éventuelles modifications. Des experts peuvent être associés aux travaux de la commission.

Contenus généraux **Art. 52**<sup>41)</sup> <sup>1</sup> Les domaines généraux de formation ainsi que les disciplines enseignées sont définies aux articles 3 et 4 de l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Les objectifs et les programmes d'enseignement sont définis dans le plan d'études romand.

<sup>3</sup> Le Département peut modifier les proportions respectives des domaines et des disciplines concernés dans les limites fixées à l'article 8, alinéa 1, lettre b, de la convention scolaire romande<sup>44)</sup>.

<sup>4</sup> Les objectifs et les programmes d'enseignement réalisent, sur l'ensemble de la scolarité, un équilibre entre les disciplines qui conduisent au développement intellectuel, physique, esthétique et social.

Enseignement  
biblique et  
religieux  
a) dans le cadre  
scolaire

**Art. 53<sup>32)</sup>** Un enseignement de l'histoire des religions, avec un accent particulier sur l'histoire du christianisme, est dispensé aux élèves de la scolarité obligatoire, à titre de discipline spécifique ou dans le cadre des disciplines ressortissant aux domaines des sciences humaines.

b) hors du cadre  
scolaire

**Art. 54** <sup>1</sup> L'enseignement religieux et catéchétique dispensé par les Eglises ne fait pas partie du programme scolaire. Il peut toutefois avoir lieu dans les locaux que les écoles publiques mettent gratuitement à disposition en dehors des leçons. En cas de contestation, le Département tranche.

<sup>2</sup> D'entente avec les Eglises reconnues, le Département peut arrêter des prescriptions accordant jusqu'à l'équivalent de cinq journées de congé en cours de scolarité obligatoire aux fins de cet enseignement. Dans la mesure du possible, ces congés sont coordonnés sur le plan local.

Education  
intellectuelle

**Art. 55** L'éducation intellectuelle est réalisée par l'enseignement de la langue maternelle, des langues étrangères, de la mathématique, des sciences humaines, des sciences de la nature et des sciences techniques.

Education  
physique et  
artistique

**Art. 56** <sup>1</sup> L'éducation physique et l'éducation artistique contribuent à l'épanouissement équilibré de la personnalité de l'enfant en développant les possibilités motrices, sensorielles, la créativité et l'habileté manuelle.

<sup>2</sup> L'éducation physique et l'éducation artistique font partie intégrante du programme de chaque classe.



<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement peut aménager le programme scolaire des élèves qui ont atteint un haut niveau d'excellence dans ces domaines.<sup>[32\)](#)</sup>

Organisation particulière pour sportifs et artistes de haut niveau

**Art. 56a**<sup>[33\)](#)</sup> <sup>1</sup> En accord avec les autorités scolaires locales, le Département met en place dans certaines écoles secondaires, conformément aux directives du Gouvernement, une organisation particulière de l'enseignement destinée à des élèves sportifs ou artistes reconnus de haut niveau.

<sup>2</sup> Lorsque la fréquentation d'une telle organisation engendre des frais particuliers, une contribution peut être exigée des parents.

a) Education physique

**Art. 57** <sup>1</sup> L'éducation physique contribue à la santé des élèves.

<sup>2</sup> L'Etat encourage la pratique du sport scolaire facultatif.

b) Education artistique

**Art. 58** L'éducation artistique développe le sens esthétique des élèves et leurs capacités créatrices dans divers modes et matériaux d'expression.

c) Education sexuelle

**Art. 59** <sup>1</sup> L'école participe à l'éducation sexuelle des enfants. A plusieurs stades de la scolarité obligatoire, les élèves reçoivent une information sur la sexualité.

<sup>2</sup> Les parents peuvent, sans indication de motifs, déclarer par écrit que leur enfant ne suivra pas cet enseignement.

d) Education à la santé

**Art. 60** <sup>1</sup> L'éducation à la santé s'efforce de promouvoir la santé des élèves, des enseignants et des autres professionnels du milieu scolaire; elle incite chacun à assumer sa responsabilité personnelle tout en développant à un niveau global des activités de prévention et de promotion de la santé.<sup>[60\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'école collabore avec les organes responsables de la santé, avec le médecin et l'infirmière scolaires, avec la clinique dentaire scolaire ambulante ainsi qu'avec d'autres personnes ou organisations spécialisées.<sup>[32\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Elle porte une attention particulière à la prévention et à la promotion de la santé. Elle veille au développement d'une politique cohérente dans ces domaines.<sup>[33](#)[60](#)</sup>

Education  
générale et  
sociale

**Art. 61** <sup>1</sup> Les programmes scolaires comprennent des éléments d'information et d'éducation ayant pour but d'initier les élèves à la vie sociale.

<sup>2</sup> Le Département définit l'intégration de ces éléments dans les plans d'études obligatoires.

<sup>3</sup> L'école peut faire appel à des intervenants extérieurs.

Préparation au  
choix d'une  
profession

**Art. 62** L'école secondaire assure aux élèves une information sur les professions; elle les encourage à accomplir des stages d'orientation professionnelle. Les articles 133 et 134 précisent les modalités de cette information.

## CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités  
culturelles

**Art. 63** <sup>1</sup> Les écoles encouragent les élèves à prendre part aux activités culturelles locales et régionales.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement favorise la création et l'animation culturelle dans les écoles.

Bibliothèques  
scolaires et de la  
jeunesse

**Art. 64** <sup>1</sup> L'Etat encourage la lecture; il participe au financement des bibliothèques et des centres de documentation scolaires ainsi qu'à celui des bibliothèques des jeunes.

<sup>2</sup> L'Etat participe aussi au financement des ludothèques.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête les modalités d'application et coordonne l'activité des services.

Activités sociales

**Art. 65** Dans le but de favoriser l'insertion de l'école dans le milieu local et de contribuer à l'éducation générale des élèves, les établissements scolaires et les classes participent à des activités de caractère social.

## CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

Principe, renvoi

**Art. 66<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> La Haute école pédagogique BEJUNE peut placer ses étudiants en stage dans les classes des enseignants agréés par le Service de l'enseignement comme formateurs en établissement. Les autorités scolaires locales et le Service de l'enseignement sont informés régulièrement sur l'organisation des stages.

<sup>2</sup> Les autorités scolaires locales accordent les congés nécessaires à l'exercice de leur activité aux enseignants sollicités par le Département ou par la Haute école pédagogique BEJUNE pour des tâches de formation et de perfectionnement.

<sup>3</sup> Avec l'accord préalable du Département ou sur mandat de ce dernier, la Haute école pédagogique BEJUNE peut conduire des projets de recherche dans les classes jurassiennes.

<sup>4</sup> Le Département arrête les dispositions d'application nécessaires.

## TITRE QUATRIEME : Parents et élèves

### CHAPITRE PREMIER : Parents

Principes

**Art. 67** <sup>1</sup> Les parents sont les premiers responsables de l'éducation et de l'instruction de leur enfant.

<sup>2</sup> Les parents et les enseignants, compte tenu de leur rôle respectif, collaborent à l'éducation et à l'instruction des élèves.

Définition

**Art. 68** Sont considérées comme parents au sens de la présente loi les personnes qui exercent, directement ou par représentation, l'autorité parentale à l'égard d'un élève.

Droits individuels des parents

**Art. 69** <sup>1</sup> Les parents sont entendus préalablement à toute décision affectant la carrière scolaire de leur enfant.

<sup>2</sup> Ils sont régulièrement informés par les autorités scolaires locales, les directeurs et les enseignants sur les résultats scolaires de leur enfant ainsi que sur la marche de l'école.

<sup>3</sup> Ils sont invités, une fois par année au moins, à une réunion de classe. A leur demande, cette réunion est complétée par un contact personnel avec l'enseignant.

Participation,  
consultation  
collectives des  
parents

**Art. 70** <sup>1</sup> Les parents sont représentés au Conseil scolaire et dans les commissions scolaires.

<sup>2</sup> Les parents sont consultés, directement ou par l'intermédiaire de leurs associations, sur les projets de loi ou de règlement qui présentent pour eux un intérêt particulier.

Tâches du  
Département

**Art. 71** Le Département favorise la collaboration entre l'école et les parents. Il veille à l'information régulière de ces derniers sur les mesures adoptées par le Canton concernant l'école.

Devoirs des  
parents

**Art. 72** <sup>1</sup> Les parents veillent à ce que leur enfant ne fréquente l'école qu'en bon état de santé. Ils s'assurent, notamment, qu'il dispose d'un repos suffisant.

<sup>2</sup> Les parents respectent l'autorité de l'enseignant; ils collaborent avec lui si les circonstances l'exigent. Ils informent en outre l'enseignant de tout événement important susceptible de perturber le travail scolaire.

Violation des  
obligations  
scolaires

**Art. 73** <sup>1</sup> Tout parent d'un enfant en âge de scolarité obligatoire qui, de manière intentionnelle ou par négligence, contrevient à l'obligation de l'envoyer dans une école publique ou privée ou de lui faire dispenser, à domicile, un enseignement, est puni d'amende.

<sup>2</sup> La commission d'école contrôle l'accomplissement des obligations scolaires et, le cas échéant, prononce l'amende.

## CHAPITRE II : Elèves

### SECTION 1 : Généralités

Droits  
a) En général

**Art. 74** <sup>1</sup> L'élève a droit au respect de sa personnalité.

<sup>2</sup> Toute mesure, intervention ou parole attentatoires à sa dignité et à son honneur sont prohibées.

<sup>3</sup> Il bénéficie de la liberté d'opinion, d'expression et de pensée. Il en fait l'apprentissage pendant sa vie scolaire.

<sup>4</sup> Il a également le droit d'être entendu sur tout objet qui le concerne.

b) En particulier **Art. 75** <sup>1</sup> L'élève a le droit de recevoir un enseignement qui correspond à son âge et à ses aptitudes.

<sup>2</sup> Les mêmes possibilités de formation sont offertes aux filles et aux garçons.

<sup>3</sup> L'école aide l'élève en difficulté par des mesures appropriées.

Obligations **Art. 76** <sup>1</sup> L'élève doit à ses enseignants respect et considération.

<sup>2</sup> L'élève est tenu de se rendre en classe régulièrement et de suivre les instructions que les enseignants et les autorités scolaires lui donnent dans les limites de leurs compétences.

Santé des élèves **Art. 77** <sup>1</sup> Les enseignants et les autorités scolaires locales signalent aux parents les troubles de santé et de comportement des élèves; ils peuvent faire appel aux services auxiliaires (art. 127 à 137).

<sup>2</sup> Si les parents n'y remédient pas eux-mêmes ou sont hors d'état de le faire, les enseignants et les autorités scolaires dénoncent à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte les menaces qui pèsent sur le développement et la santé des élèves.<sup>46)</sup>

<sup>3</sup> Les autorités scolaires veillent à ce que les locaux scolaires soient salubres, adaptés aux enfants et répondent aux normes usuelles de sécurité.

Assurance des élèves **Art. 78** <sup>1</sup> Les élèves sont assurés contre les accidents scolaires par les soins des communes.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les conditions minimales.

Protection du  
domaine privé

**Art. 79** <sup>1</sup> Il est interdit aux enseignants, aux membres des autorités scolaires et au personnel des services auxiliaires de divulguer à des tiers non autorisés des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leurs fonctions sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches.

<sup>2</sup> La création de banques de données n'est autorisée que pour assurer le suivi de la carrière scolaire des élèves ou pour des motifs liés à la gestion des écoles, dans le respect strict de la législation en matière de protection des données. Le Gouvernement arrête, par voie d'ordonnance, la réglementation portant en particulier sur le contenu des banques de données, sur leurs modalités d'accès et sur la transmission des données.<sup>33)</sup>

## SECTION 2 : Carrière scolaire

Evaluation du  
travail scolaire

**Art. 80** <sup>1</sup> Le travail scolaire est l'objet d'une évaluation périodique communiquée à l'élève et à ses parents.

<sup>2</sup> Le Département fixe les méthodes d'évaluation et la forme de la communication. Il définit les cas dans lesquels des règles d'évaluation particulières peuvent s'appliquer.<sup>32)</sup>

<sup>3</sup> Il met à la disposition des enseignants des épreuves de référence en vue de vérifier l'atteinte des objectifs du plan d'études, de situer la progression des élèves et d'adapter leur enseignement aux besoins identifiés. Il en précise les modalités d'utilisation.<sup>43)</sup>

<sup>4</sup> Les résultats permettent au Département de recueillir des données utiles au pilotage de l'enseignement et, au besoin, de prendre des mesures d'ajustement.<sup>43)</sup>

Passage d'une  
classe à l'autre

**Art. 81** <sup>1</sup> Le travail scolaire, les aptitudes, l'âge de l'élève et l'avis des parents déterminent le passage d'une classe à une autre, de l'école primaire à l'école secondaire, du niveau d'un cours à un autre niveau.

<sup>2</sup> ...<sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Le placement dans une classe de soutien est déterminé conformément à l'article 35.

<sup>4</sup> Le Gouvernement désigne l'instance compétente et fixe les conditions et les procédures de promotion et d'orientation des élèves.<sup>[23\)](#)</sup>

### SECTION 3 : Sanctions disciplinaires

#### Principe

**Art. 82** <sup>1</sup> L'élève qui, de propos délibéré, viole une disposition légale, ne se conforme pas aux instructions des enseignants ou des autorités scolaires, ou perturbe l'enseignement, est passible de sanctions disciplinaires.

<sup>2</sup> Les sanctions disciplinaires doivent avoir un caractère éducatif; elles respectent la dignité et l'intégrité physique de l'enfant.

#### Sanctions

**Art. 83** <sup>1</sup> Les élèves des degrés primaire et secondaire sont passibles des sanctions suivantes :

- a) travaux particuliers;
- b) retenues;
- c) exclusion temporaire, assortie de travaux à domicile, prononcée par la commission d'école;
- d)<sup>[32\)](#)</sup> transfert dans un autre établissement prononcé par le Département;
- e)<sup>[33\)](#)</sup> exclusion définitive ou scolarisation dans une institution prononcées par le Département; ces sanctions sont assorties de mesures éducatives adéquates; le placement en internat nécessite l'accord des parents.

<sup>1bis</sup> L'exclusion définitive, au sens de la lettre e, ne peut être prononcée que pour les élèves accomplissant une prolongation de leur scolarité (art. 25 et ss).<sup>[33\)](#)</sup>

<sup>2</sup> A l'exclusion des travaux particuliers, les sanctions disciplinaires sont communiquées aux parents par écrit.<sup>[32\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement précise les modalités.

### TITRE CINQUIEME : Autorisation d'enseigner<sup>[37\)](#)</sup>

#### CHAPITRE PREMIER : ...<sup>[55\)](#)</sup>

**Art. 84 à 89**<sup>[38\)](#)</sup>

Autorisation  
d'enseigner  
a) Principes

**Art. 89a<sup>33)</sup>** <sup>1</sup> Lors de son engagement, l'enseignant est mis au bénéfice d'une autorisation d'enseigner valable sur le territoire cantonal pour une durée indéterminée.<sup>54)</sup>

<sup>2</sup> L'autorisation d'enseigner est délivrée lors de la conclusion du contrat par l'autorité d'engagement.<sup>54)</sup>

<sup>2bis</sup> La signature du contrat par l'autorité d'engagement vaut autorisation d'enseigner.<sup>53)</sup>

<sup>3</sup> L'autorisation d'enseigner prend fin lorsque son bénéficiaire cesse toute activité d'enseignement sur le territoire cantonal ou à l'échéance de son contrat.

<sup>4</sup> L'autorisation d'enseigner prend également fin en cas de retrait conformément à l'article 89b.

<sup>5</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les modalités relatives à l'octroi de l'autorisation d'enseigner.

b) Retrait de  
l'autorisation

**Art. 89b<sup>33)</sup>** <sup>1</sup> L'autorisation d'enseigner peut être retirée temporairement ou définitivement par le Département lorsque :

- a) l'intéressé a commis des actes incompatibles avec la fonction d'enseignant ou susceptibles de porter gravement atteinte à la considération de l'établissement;
- b) lorsqu'en raison d'alcoolisme, de toxicomanie ou d'autres troubles psychiques, l'intéressé n'est plus en mesure de remplir correctement sa fonction d'enseignant.

<sup>2</sup> Le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation peut être prononcé indépendamment de toute procédure pénale. Il est prononcé suite à la résiliation des rapports de service ou à une démission, lorsque ces actes résultent d'un motif mentionné à l'alinéa 1.<sup>54)</sup>

<sup>3</sup> Le retrait de l'autorisation d'enseigner est communiqué à la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique, conformément aux principes définis par cette dernière.



c) Fin du retrait

**Art. 89c<sup>33)</sup>** Lorsque la cause qui a justifié le retrait de l'autorisation d'enseigner a cessé d'exister, la décision de retrait doit être rapportée. La Conférence suisse des directeurs de l'Instruction publique en est informée sans délai.

## **CHAPITRE II : ...<sup>55)</sup>**

**Art. 90 à 92<sup>38)</sup>**

## **CHAPITRE III : ...<sup>55)</sup>**

**Art. 93 à 95<sup>38)</sup>**

## **CHAPITRE IV : ...<sup>55)</sup>**

**Art. 96 à 101<sup>38)</sup>**

## **CHAPITRE V : ...<sup>55)</sup>**

**Art. 102 à 104<sup>38)</sup>**

## **CHAPITRE VI : ...<sup>55)</sup>**

**Art. 105<sup>38)</sup>**

## **TITRE SIXIEME : Organisation locale de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

Tâches des  
communes

**Art. 106<sup>41)</sup>** Les communes pourvoient à ce que tout enfant reçoive l'instruction scolaire. Dans cette tâche, elles peuvent collaborer notamment en concluant une entente intercommunale ou en constituant un syndicat de communes.

Cercle scolaire  
a) Définition

**Art. 107<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Le cercle scolaire est la délimitation territoriale (arrondissement) établie pour la création et la gestion d'une école du degré primaire ou d'une école du degré secondaire.

<sup>2</sup> Chaque commune forme en principe un cercle de degré primaire. Toutefois, si les effectifs sont insuffisants ou si les conditions locales le commandent, le cercle de degré primaire comprend tout ou partie du territoire d'une ou de plusieurs communes.

<sup>3</sup> Le cercle de degré secondaire comprend un territoire qui permet la création et le fonctionnement d'une école secondaire complète.

b) Délimitation

**Art. 108** <sup>1</sup> Les communes délimitent les cercles scolaires. Toutefois, si l'intérêt de l'école l'exige, le Département peut délimiter lui-même les cercles scolaires après avoir entendu les communes intéressées.

<sup>2</sup> Les classes de soutien créées en vertu de l'article 33 sont rattachées, selon le degré de scolarité, à un cercle scolaire primaire ou secondaire.

<sup>3</sup> ...<sup>42)</sup>

c) Tâches du  
cercle scolaire

**Art. 109** <sup>1</sup> Les autorités du cercle scolaire veillent au bon fonctionnement de l'école dont elles assument la responsabilité.

<sup>2</sup> Dans leur activité de gestion, elles doivent notamment :

- a) édicter un règlement scolaire local;
- b) acquérir, construire ou louer des locaux scolaires adéquats et les entretenir;
- c) fournir aux enseignants et aux élèves le matériel scolaire nécessaire;
- d) pourvoir au transport des élèves;
- e) créer et entretenir une bibliothèque/centre de documentation scolaire ou assurer l'accès régulier des élèves à un tel service.

## CHAPITRE II : Organes de gestion

Ecole  
communale

**Art. 110** Lorsque le cercle scolaire est constitué d'une seule commune, la gestion de l'école relève :

- a) de l'assemblée communale ou du conseil général;
- b) du conseil communal;

- c) de la commission d'école composée de cinq à quinze membres nommés selon les dispositions communales pour une période administrative;
- d) du directeur de l'école.

Ecole  
intercommunale

**Art. 111** Lorsque les communes d'un cercle scolaire concluent une entente intercommunale, la gestion de l'école relève :

- a) des assemblées communales ou des conseils généraux;
- b) des conseils communaux;
- c) de la commission d'école composée de sept à quinze membres nommés selon les statuts à raison d'au moins un représentant par commune;
- d) du directeur de l'école.

Syndicat de  
communes

**Art. 112** Lorsque les communes d'un cercle scolaire sont organisées en syndicat, la gestion de l'école relève :

- a) de l'assemblée des délégués composée de quinze membres au moins et dans tous les cas d'un représentant par commune;
- b) du comité composé de trois membres au moins;
- c) de la commission d'école composée de sept à quinze membres nommés selon les statuts et répartis entre les communes;
- d) du directeur de l'école.

### **Art. 113**<sup>42)</sup>

Cercle de degré  
secondaire

**Art. 114** <sup>1</sup> Les communes d'un cercle de degré secondaire s'organisent en un syndicat de communes conformément à l'article 112.

<sup>2</sup> Les membres de la commission d'école sont désignés par l'assemblée des délégués.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> Pour autant que l'organisation de l'enseignement le permette, les statuts peuvent prévoir la création de plusieurs écoles dans un même cercle de degré secondaire.

Droit réservé

**Art. 115** Pour tous les cas où la présente loi n'en dispose pas autrement, les dispositions de la législation sur les communes s'appliquent.

### CHAPITRE III : Commission d'école

Autorité de surveillance

**Art. 116** La commission d'école est l'autorité de surveillance directe de l'école.

Fonction consultative

**Art. 117** <sup>1</sup> La commission d'école est l'organe consultatif des autorités dont elle dépend. Celles-ci sont tenues de la consulter dans les affaires scolaires.

<sup>2</sup> La commission rend compte de sa gestion.

<sup>3</sup> Elle a le droit d'émettre des propositions.

Fonction exécutive

**Art. 118** <sup>1</sup> La commission d'école exerce notamment les attributions suivantes :

- a) <sup>54)</sup> elle conduit la procédure de recrutement des enseignants et formule une proposition à l'intention de l'autorité d'engagement;
- b) elle surveille le fonctionnement de l'école;
- c) elle propose le règlement scolaire local;
- d) elle expédie les affaires courantes;
- e) elle organise les transports scolaires;
- f) elle veille à la collaboration entre l'école et les parents;
- g) elle entretient des relations avec les associations de parents d'élèves là où elles sont organisées sur le plan local.

<sup>2</sup> Des compétences financières peuvent être déléguées à la commission d'école.

Conciliation

**Art. 119** <sup>1</sup> La commission d'école s'efforce d'aplanir les difficultés qui peuvent surgir entre élèves, parents et enseignants.

<sup>2</sup> De son propre chef ou sur la proposition de parents, elle peut solliciter l'intervention du conseiller pédagogique auprès d'un enseignant.

Voix consultative et droit d'être entendu

**Art. 120** <sup>1</sup> Le directeur, les représentants des enseignants et des parents participent aux séances de la commission d'école avec voix consultative.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les règles et modalités de désignation des représentants des enseignants et des représentants des parents.

<sup>3</sup> Les représentants des enseignants et ceux des parents ne participent pas aux délibérations qui concernent l'engagement ou le statut d'un enseignant.

<sup>4</sup> Tout enseignant a le droit d'être entendu par la commission d'école sur des objets qui le concernent personnellement.

<sup>5</sup> Un représentant du Service de l'enseignement peut assister aux séances de la commission avec voix consultative. [23\)](#)

## CHAPITRE IV : Directeur

### Statut

**Art. 121** <sup>1</sup> Le cercle scolaire est dirigé par un directeur.

<sup>2</sup> Le directeur est un enseignant engagé par le Département, sur proposition de la commission d'école et préavis du Service de l'enseignement. La commission d'école doit préalablement mettre le poste au concours et entendre le collège des enseignants. [54\)](#)

<sup>3</sup> Le directeur est subordonné au Département en matière d'éducation et d'enseignement et à la commission d'école dans la mesure des attributions de cette commission.

<sup>4</sup> Il est soumis à un complément de formation.

### Tâches

**Art. 122** <sup>1</sup> Le directeur est responsable du fonctionnement interne de l'école. Il en coordonne et anime l'activité. Il a qualité de supérieur hiérarchique des enseignants au sens de la législation sur le personnel de l'Etat. [54\)](#)

<sup>2</sup> Il surveille l'activité pédagogique des remplaçants et des enseignants qui sont engagés de manière temporaire pour une année au maximum. [54\)](#)

<sup>3</sup> Il représente l'école à l'extérieur et auprès des autorités.

### Renvoi

**Art. 123** Le Gouvernement précise les droits et les devoirs des directeurs. Il en règle en particulier la rétribution, la diminution du temps d'enseignement et l'appui administratif.

## CHAPITRE V : Médiateur et autres fonctions

Médiateur	<p><b>Art. 124</b> <sup>1</sup> Dans un cercle scolaire, des tâches de médiation peuvent être confiées à des enseignants.</p> <p><sup>2</sup> Le médiateur scolaire a notamment pour tâche d'entendre, de conseiller et d'aider les élèves qui éprouvent des difficultés personnelles, entre autres celles de l'adolescence.</p>
Autres organes et fonctions	<p><b>Art. 125</b> Selon les dimensions et les particularités du cercle scolaire, des tâches d'administration peuvent être confiées à des enseignants.</p>
Renvoi	<p><b>Art. 126</b> Le Gouvernement définit le cadre et les conditions d'exercice de ces tâches, ainsi que les modalités de rétribution.</p>

## TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires

### CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire

#### SECTION 1 : Généralités

Mission générale	<p><b>Art. 127</b> Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire (dénommé ci-après : "Centre") est une unité administrative de l'Etat. Il exerce ses tâches dans les deux secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) psychologie scolaire, information et conseil en matière d'éducation;</li> <li>b) orientation scolaire et professionnelle, notamment en application des articles 2 à 4 de la loi fédérale sur la formation professionnelle.<a href="#">7</a></li> </ul>
Accès aux prestations	<p><b>Art. 128</b> <sup>1</sup> Les prestations individuelles du Centre sont accessibles à toute la population et, en particulier, aux élèves des établissements scolaires reconnus.<a href="#">58)</a></p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement prend toute disposition apte à garantir cet accès, notamment par une organisation décentralisée des prestations.</p> <p><sup>3</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, quelles prestations sont facturées à des tiers et le tarif de celles-ci.<a href="#">59)</a></p>

Secret  
professionnel

**Art. 129** Les actes et résultats des consultations du Centre ne peuvent en aucun cas être communiqués à des tiers sans l'autorisation expresse de la personne concernée ou de son représentant légal.

Renvoi

**Art. 130** Les modalités de collaboration du Centre avec les diverses instances concernées par ses activités sont définies par le Gouvernement.

## SECTION 2 : Psychologie scolaire

Tâches

**Art. 131** En matière de psychologie scolaire, le Centre assume en particulier les tâches suivantes :

1. Dépistage

a) <sup>41)</sup> dépistage durant la scolarité, avec un accent porté sur les deux premières années, des élèves qui présentent un retard dans leur développement, des troubles moteurs, sensoriels ou de langage;

2. Examen

b) examen des élèves en difficulté scolaire, présentant des troubles du comportement et susceptibles d'appui, de soutien pédagogique ou de placement en classe de soutien;

3. Conseils  
éducatifs

c) soutien psychologique et conseils aux parents et aux enseignants des élèves qui ont besoin de mesures éducatives particulières.

Modalités

**Art. 132** <sup>1</sup> Dans l'exercice de sa tâche, le psychologue scolaire collabore avec les parents, les enseignants et le médecin scolaire.

<sup>2</sup> Il informe les parents de toute intervention directe auprès de leur enfant et requiert leur assentiment.

<sup>3</sup> Il oriente vers les services publics et privés spécialisés les enfants dont les difficultés paraissent relever d'une maladie psychique ou exiger un examen ou un traitement pédopsychiatrique.

<sup>4</sup> Il est associé au suivi des mesures pédagogiques décidées et informé du déroulement général des traitements thérapeutiques, si ceux-ci ont des incidences scolaires.

## SECTION 3 : Orientation scolaire et professionnelle

Tâches

**Art. 133** En matière d'orientation scolaire et professionnelle, le Centre assume en particulier les tâches suivantes :

- |                                    |  |
|------------------------------------|--|
| 1. Orientation scolaire            | a) il est au service des élèves et de leurs parents pour les aider à opérer les choix scolaires opportuns compte tenu de leurs aspirations, intérêts et résultats;   |
| 2. Information sur les professions | b) il collabore avec les enseignants et les conseils de classes en vue de toute mesure d'orientation scolaire;   |
| 3. Aide au choix professionnel     | c) il est au service des élèves et des adultes pour les aider, par une information générale et par des consultations individuelles, à choisir leur profession et leurs études ainsi que pour les renseigner sur les carrières de leur choix;                       |
| 4. Service de documentation        | d) dans le cadre scolaire et en collaboration avec les enseignants, il aide au choix professionnel, notamment en dispensant une information sur les voies de formation et sur les professions;   |
| 5. Stages d'orientation            | e) il gère un service de documentation et collabore avec les services analogues d'autres cantons;  |
|                                    | f) en collaboration avec les milieux économiques, il organise à l'intention des élèves des stages d'orientation dans les entreprises et les services; ces stages peuvent se dérouler partiellement durant le temps scolaire; le Département précise les modalités. |

Modalités d'action

**Art. 134** <sup>1</sup> Les mesures d'orientation scolaire et professionnelle, l'information sur les professions et les voies de formation sont objectives et préservent la liberté de choix des personnes concernées.

<sup>2</sup> L'orientation des élèves est assurée avec la collaboration des parents et de l'école.

<sup>3</sup> Les consultations individuelles doivent en principe permettre aux personnes qui y ont recours de prendre, en connaissance de cause et de leur propre chef, une décision correspondant à leurs aptitudes et à leurs intérêts.

<sup>4</sup> Sur demande, le Centre peut aider à traduire dans les faits une décision scolaire et professionnelle.

## CHAPITRE II : Unité de santé scolaire<sup>61)</sup> et service dentaire scolaire

Mission

**Art. 135** En collaboration avec les communes, l'Etat organise l'unité de santé scolaire<sup>61)</sup> et le service dentaire scolaire. Ces deux services veillent à la santé des élèves. Ils sont chargés notamment de l'information et de la prophylaxie.



Rattachement **Art. 136<sup>60)</sup>** L'unité de santé scolaire et le service dentaire scolaire sont rattachés au Service de la santé publique. Pour toute mesure engageant les enseignants ou les autorités scolaires locales, le Service de la santé publique collabore avec le Service de l'enseignement.

Renvoi **Art. 137** <sup>1</sup> Le Parlement règle l'organisation et le financement du service dentaire scolaire. Le Gouvernement organise l'unité de santé scolaire<sup>61)</sup>.

<sup>2</sup> Les droits et l'information des parents sont garantis.

### CHAPITRE III : Devoirs surveillés

Principes **Art. 138<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les devoirs surveillés offrent aux élèves la possibilité d'effectuer tout ou partie de leurs devoirs scolaires à l'école avec l'aide d'une personne qualifiée, en principe d'un enseignant.

<sup>2</sup> Les écoles organisent les devoirs surveillés selon les besoins, dans le cadre des directives du Département.

<sup>3</sup> La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite. Les élèves ont l'obligation de fréquenter les prestations de devoirs surveillés auxquelles ils sont inscrits.

Permanences **Art. 138a<sup>25)</sup>** <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, les écoles peuvent être autorisées à organiser sous l'appellation de "permanences" des prestations de prise en charge et de surveillance des élèves placés sous la responsabilité de l'école.

<sup>2</sup> Le Département édicte les directives nécessaires.

Modalités **Art. 139** Le Gouvernement règle les conditions générales d'organisation, de fréquentation et de fonctionnement des devoirs surveillés; il définit les exigences de qualification requises des personnes chargées de ce service ainsi que leur rétribution.

## CHAPITRE IV : Economat scolaire

Tâches de l'Etat **Art. 140** <sup>1</sup> Le Département assure aux écoles la mise à disposition des moyens d'enseignement obligatoires. Il édite les ouvrages nécessaires ou, à défaut, collabore avec d'autres cantons et des éditeurs privés, tout en veillant à l'obtention des prix les plus avantageux.

<sup>2</sup> L'Etat subventionne les achats des communes en moyens d'enseignement et en matériel scolaire. Le Parlement arrête le montant de ces subventions.

Economat scolaire

**Art. 141** <sup>1</sup> L'Economat cantonal est chargé de l'économat scolaire.

<sup>2</sup> Sous la direction du Département, il gère la production et l'édition des moyens d'enseignement et fonctionne en qualité de libraire scolaire.

<sup>3</sup> Il assure la distribution et la vente des moyens d'enseignement aux communes et aux écoles.

<sup>4</sup> Le Gouvernement règle les détails.

## CHAPITRE V : Système informatique de gestion et d'information<sup>34)</sup>

Système informatique de gestion et d'information

**Art. 141a**<sup>33)</sup> <sup>1</sup> L'Etat met en place un système informatique de gestion et d'information auquel sont rattachés, en fonction des besoins, tous les établissements scolaires et de formation publics, les communes et les services de l'Etat.

<sup>2</sup> Le système de gestion et d'information vise notamment à :

- a) rassembler et à traiter les données utiles à la gestion du parcours scolaire et de formation des élèves;
- b) pourvoir les établissements scolaires et de formation des applications nécessaires à la saisie et au traitement des données pour les besoins de l'école;
- c) pourvoir les services de l'Etat des applications nécessaires pour la gestion administrative de l'école et de la formation et pour l'établissement de statistiques.

## TITRE HUITIEME : Autorités scolaires cantonales

- Gouvernement **Art. 142** <sup>1</sup> Le Gouvernement assume la haute surveillance de l'école.
- <sup>2</sup> Il approuve le concept cantonal de pédagogie spécialisée par voie d'arrêté. [50\)](#)
- Conseil scolaire **Art. 143** <sup>1</sup> Le Conseil scolaire est l'organe consultatif des autorités cantonales pour toutes les questions importantes relatives à l'enseignement.
- <sup>2</sup> Une loi en définit la composition et le mandat.
- Département  
a) Tâches  
générales **Art. 144** <sup>1</sup> Le Département surveille l'éducation et l'enseignement dispensés dans les écoles; il en favorise le développement.
- <sup>2</sup> Il veille à l'accomplissement par les communes des tâches qui leur incombent en vertu de la présente loi et des règlements.
- <sup>2bis</sup> Il élabore le concept cantonal de pédagogie spécialisée. [50\)](#)
- <sup>3</sup> Il exerce en outre les compétences qui sont attribuées à l'Etat et que la loi ou le règlement ne réservent pas expressément à un autre organe.
- b) Coordination **Art. 145** <sup>1</sup> Le Département assure la coordination avec les autres départements ayant des compétences en matière d'instruction publique et de formation professionnelle.
- <sup>2</sup> La coordination avec d'autres cantons, notamment par voie de convention, est de la compétence du Gouvernement sous réserve des droits du Parlement.
- Service de  
l'enseignement **Art. 146** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement administre, gère et coordonne l'ensemble des activités matérielles et pédagogiques des écoles.
- <sup>2</sup> Il exerce notamment la surveillance et la fonction de conseil pédagogique des enseignants, ainsi que la surveillance, la fonction de conseil et l'assistance administrative des directeurs et des autorités scolaires locales.

<sup>3</sup> Il assure l'information du corps enseignant, des autorités scolaires communales, des cercles scolaires et des parents.

Conseillers  
pédagogiques  
a) Principes

**Art. 147** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement exerce sa fonction de conseil et de surveillance pédagogiques des enseignants par l'intermédiaire des conseillers pédagogiques. [23\)](#)

<sup>2</sup> ... [22\)](#)

<sup>3</sup> Le conseiller pédagogique entretient un contact étroit avec le corps enseignant; il suit, dans la classe, l'évolution de la pédagogie dans les applications concrètes de celle-ci; il maintient son aptitude à assumer un enseignement.

<sup>4</sup> Le Département définit le champ d'activité de chaque conseiller pédagogique. [23\)](#)

b) Statut

**Art. 148** <sup>1</sup> ... [52\)](#)

<sup>2</sup> Le conseiller pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques du niveau ou du secteur considéré, complété par une formation pédagogique et psychologique supérieure. Celle-ci peut être acquise en cours d'emploi.

<sup>3</sup> Il est astreint à un perfectionnement professionnel régulier.

c) Mission

**Art. 149** [23\)](#) <sup>1</sup> Le conseiller pédagogique conseille les enseignants placés sous sa responsabilité; il contrôle la qualité de l'enseignement; il assiste les autorités scolaires dans les domaines relatifs à l'activité pédagogique des enseignants.

<sup>2</sup> A cette fin, il a notamment les attributions suivantes :

- a) il visite régulièrement les classes, conseille les enseignants, enregistre leurs succès et leurs difficultés;
- b) il veille à ce que l'éducation donnée soit conforme aux principes énoncés dans la présente loi;
- c) il apprécie et contrôle la qualité de l'enseignement et l'application des plans d'études;
- d) il conseille les directeurs et les autorités scolaires locales pour tout ce qui a trait à l'activité pédagogique des enseignants;
- e) il accomplit les tâches particulières que peuvent lui attribuer le Département ou le Service de l'enseignement;

f)<sup>33)</sup> il donne les dérogations aux règles ordinaires d'évaluation des travaux de l'élève.

<sup>3</sup> En outre, le conseiller pédagogique prend les décisions que la présente loi ou les règlements placent dans sa compétence.

d) Conférence  
des directeurs<sup>23)</sup>

**Art. 150** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement réunit les directeurs en conférences.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> Les conférences servent à l'information réciproque et à la coordination des activités.

Coordinateurs  
des disciplines

**Art. 151** <sup>1</sup> En vue de recueillir avis et propositions qualifiés dans les principales disciplines des plans d'études, le Département peut désigner des enseignants particulièrement compétents en qualité de coordinateurs.

<sup>2</sup> La désignation du coordinateur intervient après consultation de l'autorité scolaire.

<sup>3</sup> Le Département arrête le cahier des charges des coordinateurs, la durée de leur mandat ainsi que la diminution du temps d'enseignement qui leur est accordée.

## TITRE NEUVIEME : Financement de l'école

Définition des  
dépenses

**Art. 152** Les dépenses relatives aux écoles du degré primaire et du degré secondaire sont groupées en trois types<sup>41)</sup> :

1. les dépenses d'investissement engendrées par la construction et l'équipement des écoles;
2. les dépenses d'exploitation engendrées par l'entretien et l'administration des écoles, l'acquisition du matériel et des moyens d'enseignement courants;
3. les dépenses dites générales comprenant :
  - a)<sup>56)</sup> la rémunération des directeurs et enseignants au sens de l'article 4 du décret sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>57)</sup>;
  - b) les frais occasionnés par les transports d'élèves et reconnus au sens de l'article 8, alinéa 2;
  - c) les indemnités de déplacement versées aux enseignants conformément à l'article 91, alinéa 2;
  - d)<sup>31)</sup> les frais découlant des traitements pédago-thérapeutiques;

- e)<sup>[33](#)</sup><sup>[49](#)</sup> les frais de location de locaux, d'acquisition de matériel pour les classes et les enseignants dans tous les cas de prestations ponctuelles de pédagogie spécialisée;
- f)<sup>[33](#)</sup> les frais d'exploitation du système informatique de gestion et d'information, dans la mesure où ils concernent les écoles enfantines, primaires et secondaires;
- g)<sup>[63](#)</sup> les frais d'exploitation du système de sécurisation et de filtrage de l'accès à l'internet des écoles enfantines, primaires et secondaires.

Principe de  
financement

**Art. 153** <sup>1</sup> La collectivité publique responsable d'une école en assume les dépenses d'investissement et d'exploitation. Les subventions particulières sont réservées, notamment celles qui sont fixées par les articles 45, 64 et 140.

<sup>2</sup> L'ensemble des collectivités publiques responsables se répartissent les dépenses dites générales, après déduction de la part de l'Etat définie par la loi concernant la péréquation financière<sup>[26](#)</sup>, pour les écoles des degrés primaire et secondaire ainsi que pour les institutions spécialisées.<sup>[8](#)</sup><sup>[41](#)</sup>

Principe de la  
répartition entre  
communes

**Art. 154** <sup>1</sup> Le Parlement fixe par décret les modalités de répartition des dépenses dites générales entre les communes. Il tient compte de la population. La participation en faveur des institutions spécialisées aux frais d'exploitation et aux dépenses d'investissement (art. 40) est répartie selon le même critère.<sup>[9](#)</sup><sup>[28](#)</sup>

<sup>2</sup> L'Etat peut compenser ses prétentions avec d'éventuels avoirs des communes en créances et en subventions.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête les prescriptions de détail relatives à la procédure, aux décomptes et à l'intérêt des avances éventuelles.<sup>[27](#)</sup>

## TITRE DIXIEME : Voies de droit

Renvoi

**Art. 155** Toutes les décisions prises conformément à la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>[10](#)</sup>.

Dénonciations

**Art. 156** <sup>1</sup> Les dénonciations contre la commission d'école, le directeur, l'enseignant et le conseiller pédagogique sont adressées au Service de l'enseignement, qui instruit le dossier.<sup>[23](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Département se prononce sur la dénonciation et prend les mesures qui s'imposent, sous réserve de recours conformément au Code de procédure administrative.

## **TITRE ONZIEME : Dispositions transitoires et finales**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution**

Exécution

**Art. 157** <sup>1</sup> Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il en édicte les dispositions d'application.

### **CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur**

#### **SECTION 1 : Modification du droit en vigueur**

Modification du  
DOGA

**Art. 158** Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990<sup>11)</sup> est modifié comme il suit :

Art. 68, lettre a  
...<sup>12)</sup>

Art. 69, lettre h  
...<sup>12)</sup>

Art. 70, titre marginal, al. 1 et 2, lettre a  
...<sup>12)</sup>

Art. 72  
...<sup>12)</sup>

Art. 77, lettre b  
...<sup>12)</sup>

Modification de  
l'arrêté dressant  
la liste des  
emplois dont les  
titulaires ont  
qualité de  
fonctionnaire

**Art. 159** L'arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 dressant la liste des emplois dont les titulaires ont qualité de fonctionnaire<sup>13)</sup> est modifié comme il suit :

Article premier, ch. 4.1 et 4.1.1  
...<sup>14)</sup>

Modification de  
la loi sur les  
traitements des  
membres du  
corps enseignant

**Art. 160** La loi du 9 novembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant<sup>15)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier  
...<sup>16)</sup>

Modification du  
décret sur les  
traitements des  
membres du  
corps enseignant

**Art. 161** Le décret du 6 décembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant<sup>17)</sup> est modifié comme il suit :

Art. 3, al. 1, ch. 1 et 2  
...<sup>12)</sup>

Modification du  
décret  
concernant le  
service dentaire  
scolaire

**Art. 162** Le décret du 6 décembre 1978 concernant le service dentaire scolaire<sup>18)</sup> est modifié comme il suit :

Article premier, al. 1  
...<sup>12)</sup>

Art. 9, al. 1  
...<sup>12)</sup>

Art. 10  
...<sup>12)</sup>

Art. 12, al. 1  
...<sup>12)</sup>

Modification de  
la loi sur les  
écoles  
moyennes

**Art. 163** La loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>19)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier  
...<sup>16)</sup>

Art. 2  
abrogé

Art. 3  
...<sup>16)</sup>

Art. 6  
abrogé

Art. 13  
...<sup>16)</sup>



Art. 16  
abrogé

Art. 19, al. 4  
...[16\)](#)

#### TITRE QUATRIEME : De l'Ecole de culture générale

Art. 20  
...[16\)](#)

Art. 21 à 48  
abrogés

Art. 49, al. 1  
abrogé

Art. 50  
...[16\)](#)

Art. 51  
abrogé

Art. 52  
...[16\)](#)

Art. 53 à 73  
abrogés

Art. 74  
...[16\)](#)

Art. 75, al. 2, ch. 2  
...[16\)](#)

Art. 75, al. 2, ch. 3  
abrogé

Art. 77 à 80  
abrogés

Art. 81  
...[16\)](#)

Art. 83, al. 1  
...[16\)](#)

Art. 83, al.3  
abrogé

Art. 84 et 85  
abrogés

Art. 86  
... [16\)](#)

Art. 88  
... [16\)](#)

Art. 89  
... [16\)](#)

Art. 90  
... [16\)](#)

Art. 91 à 93  
abrogés

## SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause  
abrogatoire

**Art. 164** <sup>1</sup> Toutes les dispositions légales contraires aux normes de la présente loi sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

1. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'édition des manuels d'enseignement obligatoires et l'organisation de l'Economat cantonal;
2. le décret du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
3. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'orientation en matière d'éducation;
4. le décret du 6 décembre 1978 concernant les prestations financières de l'Etat en faveur des écoles maternelles et de l'assurance des maîtresses de ces écoles;
5. la loi du 9 novembre 1978 sur l'école primaire;
6. le décret du 6 décembre 1978 relatif à l'article 110 de la loi sur l'école primaire et à l'article 30 de la loi sur les écoles moyennes;
7. le décret du 6 décembre 1978 concernant les classes spéciales de l'école primaire;
8. le décret du 6 décembre 1978 sur les classes de perfectionnement;
9. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique.

## CHAPITRE III : Dispositions transitoires

### SECTION 1 : Les élèves

#### Principe

**Art. 165** <sup>1</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 6, 7, 8 et 9 de l'école secondaire, 8 et 9 de l'école primaire, à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure.

<sup>2</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 1, 2, 3 et 4 à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi sont pleinement soumis aux dispositions de celle-ci.

<sup>3</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 5 (primaire ou secondaire), 6 (primaire) et 7 (primaire), générations dites de transition, à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont soumis aux dispositions des articles 166 à 168.

#### Elèves du 5<sup>ème</sup> degré

**Art. 166** <sup>1</sup> Les élèves de 5e, primaire et secondaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 5e degré.

<sup>2</sup> Dans l'accomplissement du 6e degré, ils sont réunis à l'école secondaire.

<sup>3</sup> Les dispositions de la nouvelle loi leur sont applicables dès le degré 7.

#### Elèves du 6<sup>ème</sup> degré

**Art. 167** <sup>1</sup> Les élèves de 6e primaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 7e degré.

<sup>2</sup> Ils accomplissent leurs 8e et 9e degrés à l'école secondaire dans une filière ad hoc.

#### Elèves du 7<sup>ème</sup> degré

**Art. 168** <sup>1</sup> Les élèves de 7e primaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 8e degré.

<sup>2</sup> Ils accomplissent leur 9e degré à l'école secondaire dans une filière ad hoc.

Situations  
particulières

**Art. 169** Le Département règle les situations particulières dans l'esprit des dispositions de la présente section.

## SECTION 2 : Les maîtres

Nomination

**Art. 170** <sup>1</sup> Les enseignants des classes enfantines, primaires et secondaires nommés définitivement au sens de la législation antérieure, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont réputés nommés conformément aux dispositions des articles 84 à 89 pour la période administrative débutant le 1<sup>er</sup> août 1991.

<sup>2</sup> Les quatre années scolaires qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont dites "période transitoire".

Prolongation de  
la période  
administrative  
échéant le 31  
juillet 2010

**Art. 170a**<sup>36)</sup> La période administrative des enseignants des classes enfantines, primaires et secondaires, échéant le 31 juillet 2010, est prolongée jusqu'au 31 décembre 2010. Demeurent réservés les cas pour lesquels, à l'entrée en vigueur du présent article, l'autorité de nomination a déjà informé l'enseignant concerné qu'elle entendait renoncer à ses services.

Changement de  
poste

**Art. 171** Les changements de poste, d'école et de niveau scolaire auxquels les enseignants nommés peuvent être contraints durant la période transitoire sont réglés par les dispositions suivantes, en dérogation aux articles 84, 85 et 89.

Mise au  
concours

**Art. 172** <sup>1</sup> Les postes à repourvoir sont mis au concours publiquement par le Département. Seuls les enseignants nommés sont habilités à faire acte de candidature. Le délai de mise au concours est de quinze jours au moins.

<sup>2</sup> Lorsque cette procédure ne produit aucun résultat, il est procédé conformément à la loi. En cas de contestation, le Département tranche.

Classification,  
droits acquis

**Art. 173** Dans tous les cas de mobilité induite par le changement de structure scolaire, les maîtres au bénéfice d'une nomination définitive au sens de la législation antérieure sont assurés de la classe de traitement correspondant à leur situation antérieure.

Nomination et déplacement dans des cas particuliers

**Art. 174** Durant la période transitoire, le Département se substitue aux autorités scolaires locales pour la nomination ou le déplacement des maîtres dans les cas particuliers suivants :

- a) lorsque, par défaut d'accord entre deux ou plusieurs commissions d'école, un maître perd son emploi conséquemment à la mise en oeuvre de la nouvelle structure scolaire;
- b) lorsqu'en dépit des offres proposées un maître renonce à faire acte de candidature et qu'ainsi il perd son emploi précédent.

Passage de l'école secondaire à l'école primaire

**Art. 175** <sup>1</sup> Les enseignants touchés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner à l'école secondaire au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés aux degrés 5 et 6 de l'école primaire.

Passage de l'école primaire à l'école secondaire

<sup>2</sup> Les enseignants concernés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner à l'école primaire au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés à l'école secondaire sous réserve de compléter leur formation conformément aux plans proposés par le Département, dans un délai de trois ans.

Enseignement des ACM

<sup>3</sup> Les enseignants touchés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner les activités sur textiles au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés pour l'enseignement des activités manuelles à l'école primaire sous réserve de compléter leur formation conformément aux plans proposés par le Département, dans un délai de trois ans.

Autorisation d'enseigner pour les enseignants en place

**Art. 175a<sup>33)</sup>** Les enseignants nommés au moment de l'entrée en vigueur de l'article 89a sont mis d'office au bénéfice d'une autorisation d'enseigner.

### SECTION 3 : Les classes

Ouvertures et fermetures de classes

**Art. 176** Durant la période transitoire et en dérogation à l'article 49, le Département arrête annuellement un plan des ouvertures et des fermetures de classes dans les écoles primaires et secondaires.

## SECTION 4 : Les communes

Délai  
d'adaptation

**Art. 177** <sup>1</sup> Les communes disposent d'un délai de quatre ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi pour mettre en place les autorités scolaires prévues et adapter leur réglementation conformément aux dispositions de la loi :

- a) définition des cercles d'école enfantine, le cas échéant conclusion d'ententes intercommunales, mise en place de la commission;
- b) définition des cercles de degré primaire, le cas échéant conclusion d'ententes intercommunales, mise en place de la commission;
- c) définition des cercles de degré secondaire, constitution des syndicats de communes et mise en place des autorités du syndicat.

<sup>2</sup> Un délai supplémentaire peut être consenti par le Département pour le règlement des questions relatives à la propriété des équipements scolaires.

## SECTION 5 : Autres problèmes de transition

Autres  
problèmes de  
transition

**Art. 178** <sup>1</sup> Pour le surplus, le Gouvernement règle les autres problèmes induits par la transition d'un système scolaire à l'autre.

<sup>2</sup> Il peut différer l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la présente loi.

Nouvelle  
répartition des  
charges

**Art. 178a** <sup>20)</sup> Pendant les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente disposition et en dérogation à l'article 153, alinéa 2, la part des dépenses générales prise en charge par l'Etat est de 32 % pour les trois premières années et de 31,5 % pour les deux années suivantes.

## CHAPITRE IV : Référendum et entrée en vigueur

Référendum

**Art. 179** <sup>1</sup> La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>21)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 20 décembre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 410.102](#)
- 3) [RSJU 410.210.1](#)
- 4) [RSJU 173.11](#)
- 5) RSJU 173.112
- 6) [RS 220](#)
- 7) [RS 412.10](#)
- 8) Nouvelle teneur selon la section 3 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 14 décembre 1994 portant modification des critères de la répartition des dépenses scolaires générales entre les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 10) [RSJU 175.1](#)
- 11) [RSJU 172.111](#)
- 12) Texte inséré dans ledit décret
- 13) RSJU 173.110
- 14) Texte inséré dans ledit arrêté
- 15) RSJU 410.251
- 16) Texte inséré dans ladite loi
- 17) RSJU 410.251.1
- 18) [RSJU 410.72](#)
- 19) [RSJU 412.11](#)
- 20) Introduit par la section 3 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995

- 21) Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> août 1991  
 Art. 7 : 1<sup>er</sup> août 1993  
 Art. 40 : 1<sup>er</sup> janvier 1992  
 Art. 46, al. 2 : 1<sup>er</sup> août 1992
- 22) Abrogé par le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 24) Nouvelle teneur selon l'art. 7 de la loi du 6 décembre 2000 sur la Haute Ecole pédagogique, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2001 ([RSJU 410.210.1](#))
- 25) Introduit par le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 26) [RSJU 651](#)
- 27) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007
- 29) Introduit par le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 31) Introduite par le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 33) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 34) Titre introduit par le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 35) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009
- 36) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009.  
 Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 19 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 37) Nouvelle teneur selon l'article 100 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 173.11](#))
- 38) Abrogé(s) par l'article 100 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 173.11](#))
- 39) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 40) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 42) Abrogé par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 43) Introduit par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 44) [RSJU 410.103](#)
- 45) [RSJU 850.1](#)
- 46) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 47) [RSJU 410.105](#)
- 48) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 49) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 50) Introduit par le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 51) Abrogé par le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013



- 
- 52) Abrogé(e) par le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 53) Introduit par le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 54) Nouvelle teneur selon le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 55) Titre abrogé par le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 56) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 57) [RSJU 173.411](#)
- 58) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 59) Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 60) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 61) Nouvelle dénomination selon le ch. II de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 62) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 15 novembre 2022
- 63) Introduite par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 15 novembre 2022



## Ordonnance portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)

du 29 juin 1993

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 157 de la loi scolaire du 20 décembre 1990 (LS)<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application  
et objet  
(art. 1<sup>er</sup> LS)

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi scolaire.

<sup>2</sup> Les dispositions du titre cinquième (enseignants) s'appliquent également aux écoles moyennes, sous réserve de dispositions contraires de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>[2\)](#)</sup>.

Intégration des  
handicapés  
(art. 4 LS)

**Art. 2** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, l'enfant handicapé est intégré dans une classe ordinaire si cela sert ses intérêts et si ses parents ou son représentant légal le souhaitent.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement prend les mesures d'ordre pédagogique adéquates à cet effet, en collaboration avec les enseignants, les directions et les commissions d'école concernés. Il peut notamment accorder une dérogation aux normes relatives à l'effectif des élèves (art. 96 à 98), un appui à l'enseignant ou un soutien ambulatoire à l'élève.

**Art. 2bis**<sup>[32\)](#)[51\)](#)</sup>

Insertion des  
migrants (art. 5  
LS)  
a) Principes  
d'insertion du  
nouvel arrivant

**Art. 3** <sup>1</sup> L'enfant d'âge scolaire arrivant dans le Canton est inséré dans le degré scolaire correspondant à son âge et, à l'école secondaire, dans le niveau et l'option qui lui sont le plus favorables, compte tenu de sa scolarité antérieure.

<sup>2</sup> Il a droit à un enseignement d'appui de français lorsqu'il est de langue maternelle étrangère.

<sup>3</sup> Durant une année scolaire pleine, exceptionnellement deux, les règles ordinaires de promotion peuvent être suspendues s'il apparaît qu'une non-promotion ne sert pas le processus d'intégration en cours.

b) Maintien de la culture d'origine

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement collabore avec les autorités scolaires étrangères qui organisent des cours de langue et de culture pour leurs ressortissants résidant dans le Canton.

<sup>2</sup> Il prend les mesures propres à favoriser la meilleure intégration possible de ces cours dans l'horaire scolaire des élèves concernés.

<sup>3</sup> Les cours reconnus par le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") sont réputés partie intégrante de l'activité scolaire officielle. En particulier, ils sont couverts par l'assurance des élèves et les résultats obtenus par ces derniers figurent dans leur bulletin scolaire.

<sup>4</sup> Les communes mettent gratuitement à disposition les locaux et les fournitures scolaires.

#### **Art. 5**<sup>46)</sup>

Accès à l'école  
(art. 6, al. 1, LS)

**Art. 6** <sup>1</sup> Le statut légal des parents ne peut porter préjudice à l'accès à l'école de l'enfant qui séjourne sur le territoire d'une commune jurassienne. L'accès à l'école de l'enfant est sans incidence sur le statut de ses parents.

<sup>2</sup> Les autorités cantonales et communales de police des étrangers ne peuvent exiger de l'administration scolaire des informations susceptibles de nuire à la scolarisation de l'enfant.

Mesures  
expérimentales  
d'intégration  
(art. 4 et 5 LS)

**Art. 7** <sup>1</sup> Afin d'améliorer l'intégration des enfants handicapés et d'assurer l'insertion réelle des enfants étrangers, le Département peut expérimenter des modalités et des structures dérogeant à la présente ordonnance.

<sup>2</sup> L'expérimentation ne peut s'étendre, comme telle, sur plus de six années.

Passage de  
l'école publique à  
l'enseignement  
privé

**Art. 8** Les parents qui entendent donner ou faire donner à leur enfant un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé, communiquent leur décision par écrit au directeur ou, à défaut, à la commission d'école, à l'intention du conseiller pédagogique.

#### **Art. 9 et 10**<sup>51)</sup>

Début de la  
scolarité  
obligatoire  
(art. 7 LS)  
a) Règle  
générale

**Art. 11** <sup>52)</sup> 1 L'âge d'entrée à l'école obligatoire est fixé à quatre ans révolus au 31 juillet.

b) Dérogation

<sup>2</sup> Les parents peuvent demander le report d'un an de l'entrée en scolarité obligatoire de leur enfant.

<sup>3</sup> Les parents dont l'enfant a été scolarisé à l'étranger peuvent demander une anticipation de l'entrée en scolarité lorsque le changement de système scolaire aurait pour conséquence la répétition d'une classe.

c) Procédure

<sup>4</sup> Ils adressent à cet effet une demande écrite au Service de l'enseignement jusqu'au 30 avril. Au besoin, ce dernier requiert l'avis du psychologue scolaire.

## **Art. 12** <sup>51)</sup>

Transports  
scolaires gratuits  
(art. 8, al. 2, LS)  
1. Principe

**Art. 13** 1 Les élèves ont droit aux transports scolaires gratuits, lorsque ceux-ci sont reconnus, durant toute la scolarité régie par la loi scolaire.

<sup>2</sup> Lorsque les transports scolaires s'effectuent au moyen des transports publics, l'élève n'a droit à leur gratuité que dans la mesure où il les utilise effectivement.

<sup>3</sup> Les parents qui, par préférence aux transports publics officiels, pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants de façon régulière peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente à la moitié du montant de l'abonnement annuel sur le trajet considéré. L'indemnité est versée au prorata lorsque le transport privé n'est pas exécuté durant toute l'année scolaire. <sup>3)</sup>

<sup>4</sup> En l'absence de transports publics et lorsqu'aucun transport scolaire ne peut être organisé, les parents qui pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente au montant de l'abonnement annuel des transports publics par car postal pour une distance similaire. <sup>3)</sup>

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement désigne la commission d'école compétente pour organiser les transports scolaires des élèves bénéficiant de mesures de pédagogie compensatoire ou fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire que celui de leur résidence. <sup>3)</sup>

2. Procédure de reconnaissance
- Art. 14** <sup>1</sup> Préalablement à l'organisation ou à la mise en œuvre du transport, la commission d'école du cercle scolaire dépose une demande de reconnaissance auprès du Service des transports et de l'énergie.<sup>37)</sup>
- <sup>2</sup> Ce dernier reconnaît les transports scolaires qui remplissent les conditions fixées aux articles 15 à 17.
3. Nécessité du transport
- Art. 15** <sup>1</sup> La reconnaissance ne peut intervenir que pour les transports justifiés par la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet ou en raison d'autres circonstances.
- a) Longueur du trajet
- <sup>2</sup> La longueur du trajet justifie un transport scolaire lorsque les élèves ont à parcourir, pour se rendre à l'école ou au transport public ou scolaire le plus proche, une distance d'au moins deux kilomètres, s'agissant de l'école enfantine et primaire, et d'au moins trois kilomètres pour l'école secondaire.<sup>4)</sup>
- b) Caractère dangereux du trajet
- <sup>3</sup> Un transport d'élève est reconnu, sans égard à la distance à parcourir, si et dans la mesure où la circulation ou la configuration des lieux est particulièrement dangereuse, compte tenu de l'âge et du degré d'autonomie des élèves. Le Service des transports et de l'énergie apprécie de cas en cas.<sup>37)</sup>
- c) Autres circonstances
- <sup>4</sup> Un transport d'élève peut également être reconnu pour les élèves fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire ou incapables d'autonomie.
4. Exigences relatives au transport
- Art. 16** <sup>1</sup> La reconnaissance n'est accordée que pour les transports organisés de manière rationnelle et économique. Sous cette réserve, la préférence doit être donnée aux moyens de transports publics existants.
- <sup>2</sup> Le transporteur doit en outre être au bénéfice d'une concession ou d'une autorisation officielle pour le transport des personnes.
5. Modalités du transport
- Art. 17** <sup>1</sup> Pour l'école enfantine et primaire, le transport est organisé d'école à école ou, entre les communes d'un même cercle scolaire, des communes concernées à l'école. Un transport peut également être organisé entre un ou plusieurs hameaux et l'école de la commune ou du cercle scolaire auquel ils appartiennent.<sup>4)</sup>
- <sup>2</sup> Pour l'école secondaire, le transport est organisé à l'intérieur du cercle scolaire ou d'une région desservie par un équipement scolaire spécifique; les élèves sont transportés de l'arrêt de transport public officiel le plus proche de leur domicile à l'arrêt le plus proche de l'école.

<sup>3</sup> Un transport d'élèves de l'école enfantine ou primaire reconnu peut également transporter des élèves de l'école secondaire.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement détermine les lieux à partir desquels les transports scolaires sont reconnus. Il peut délimiter le nombre des courses hebdomadaires admises.<sup>[3\)](#)</sup>

6. Indemnités de repas

**Art. 18** <sup>1</sup> Dans les cas où les transports existants ou la mise en place d'un transport spécifique ne permettent pas à l'élève de rejoindre son domicile à midi et de disposer de trente minutes au moins pour le repas, une indemnité de repas peut être versée aux parents.

<sup>2</sup> L'indemnité couvre en principe les deux tiers du prix d'un repas moyen; elle est fixée par le Département. Ce dernier édicte les prescriptions nécessaires à ce sujet.

7. Administration et financement des transports (art. 118, al. 1, lettre e, et 152, ch. 3, lettre b, LS)  
a) Organe responsable

**Art. 19** <sup>1</sup> La commission du cercle scolaire est responsable de l'organisation des transports scolaires. Elle peut charger le directeur de l'école d'en assurer l'administration.

<sup>2</sup> Lorsque le transport scolaire est organisé entre deux cercles scolaires, c'est la commission du cercle du domicile des élèves qui est responsable. L'article 13, alinéa 5, demeure réservé.<sup>[4\)](#)</sup>

b) Financement

**Art. 20** <sup>1</sup> Les dépenses afférentes à un transport scolaire reconnu sont admises à la répartition des charges scolaires.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les normes limites des frais de transport admis.<sup>[37\)](#)</sup>

c) Versement et décompte

**Art. 21** <sup>1</sup> La commune du cercle scolaire ou l'une des communes du cercle, en principe la commune siège, avance les frais inhérents au transport; ces dépenses sont considérées comme prestations préalables de ladite commune dans le cadre de la répartition des charges de l'année civile concernée.

<sup>2</sup> Au plus tard le 15 janvier, la commune concernée adresse un décompte complet accompagné des factures originales au Service financier de l'enseignement.

Gratuité des  
moyens  
d'enseignement  
(art. 8, al. 3, LS)

**Art. 22** Sont considérés comme moyens d'enseignement mis gratuitement à disposition des élèves les manuels et autres moyens pouvant en tenir lieu ou les compléter et qui permettent, grâce à leur contenu, de suivre l'enseignement prévu par les plans d'études, de même que les fournitures scolaires, les cahiers et autres documents servant à recueillir les productions des élèves.

Contributions  
pour certaines  
activités et  
manifestations  
(art. 8, al. 3, LS)

**Art. 23** <sup>1</sup> Sans qu'il y ait entorse au principe de la gratuité, les communes ou écoles peuvent percevoir auprès des parents une contribution dans les circonstances suivantes :

1. pour les frais de déplacement, de repas et d'hébergement lors des courses d'école, camps ou voyages d'étude;
2. pour la participation à des spectacles, conférences et concerts organisés dans le cadre scolaire;
3. pour des frais de denrées servant à la confection des repas dans l'enseignement de l'économie familiale, ainsi que pour des frais de matériel liés à la confection d'habits dans le cadre des activités manuelles.

<sup>2</sup> Une participation pour le dommage causé peut également être exigée lorsque l'élève ne prend pas normalement soin des moyens d'enseignement et des locaux mis à sa disposition.

<sup>3</sup> Le Département édicte les instructions nécessaires pour que la contribution demandée aux parents n'excède pas la limite du raisonnable.

Résidence  
habituelle de  
l'élève (art. 9 LS)

**Art. 24** <sup>1</sup> Pour les élèves ne vivant pas au domicile de leur représentant légal, le lieu de résidence habituelle est situé à l'endroit où ils séjournent durablement les jours ouvrables.

<sup>2</sup> La résidence habituelle d'un enfant placé dans un établissement d'éducation se trouve au siège de l'établissement, celle d'un enfant confié à des parents nourriciers au domicile de ces derniers.

<sup>3</sup> En cas de doute, le Service de l'enseignement détermine la résidence habituelle de l'enfant.

Fréquentation de  
l'école d'un autre  
cercle scolaire  
(art. 10 LS)

**Art. 25**<sup>43)</sup> <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement peut autoriser ou contraindre un élève à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire que celui de sa résidence habituelle, si cette mesure est de nature à favoriser notablement ses chances scolaires, à réduire sensiblement le chemin à parcourir ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève.



<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement statue sur requête du représentant légal de l'enfant, du directeur de l'école ou de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Il requiert l'avis des autorités scolaires concernées. [54\)](#)

<sup>3</sup> Lorsque la demande est fondée sur des motifs importants d'ordre familial pour l'élève, il est tenu compte des possibilités de prise en charge des élèves hors du cadre scolaire.

<sup>4</sup> Le transfert dans un autre cercle scolaire à titre de sanction disciplinaire (art. 83, al. 1, lettre d, LS) ou nécessité par le bon fonctionnement du cercle est décidé par le Service de l'enseignement, après consultation des parents et des autorités scolaires locales concernées et sur préavis du conseiller pédagogique et du psychologue scolaire.

<sup>5</sup> Le cercle d'accueil est lié par la décision du Service de l'enseignement.

## TITRE DEUXIEME : Structure de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Degré primaire [52\)](#)

Organisation du  
degré primaire

**Art. 26** [52\)](#) <sup>1</sup> Le degré primaire se compose de deux cycles, le cycle primaire 1 qui couvre les quatre premières années scolaires et le cycle primaire 2 qui couvre les quatre années scolaires suivantes.

<sup>2</sup> L'organisation pédagogique et administrative des deux cycles est divisée en quatre parties de deux ans : première et deuxième années, troisième et quatrième années, cinquième et sixième années, septième et huitième années primaires.

<sup>3</sup> Le Département, le Service de l'enseignement, les commissions d'école et les enseignants appliquent ce principe dans le cadre de leurs compétences.

Enseignement  
obligatoire à  
l'école primaire

**Art. 27** L'enseignement obligatoire est dispensé dans le cadre de la classe en cours communs.

Cours facultatifs

**Art. 28** <sup>1</sup> Le programme de l'enseignement peut comporter une offre de cours facultatifs destinée à l'ensemble des élèves du degré primaire et permettant notamment de compléter les apprentissages scolaires et de développer des compétences dans les domaines culturels, sportifs, artistiques ainsi que des aptitudes manuelles. [52\)](#)

<sup>2</sup> Le cercle scolaire dispose à cet effet d'un crédit maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe du cercle, mais au minimum quatre leçons. Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes et de degrés différents.

<sup>3</sup> L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

<sup>4</sup> L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Répartition des classes au degré primaire

**Art. 29<sup>52)</sup>** La commission d'école attribue l'enseignement des classes au degré primaire entre les enseignants après avoir consulté ces derniers. Elle assure une certaine mobilité dans l'attribution des années et, le cas échéant, des disciplines d'enseignement (enseignement partagé).

Principe, enseignement par un seul titulaire (art. 15, al. 1, LS)

**Art. 30<sup>43)52)</sup>** En règle générale, chaque classe au degré primaire est confiée à un seul enseignant qui en assume la responsabilité administrative et pédagogique.

Exception, enseignement partagé (art. 15, al. 3, LS)  
a) Autorisation

**Art. 31** <sup>1</sup> La conduite d'une classe au degré primaire par deux enseignants peut toutefois être autorisée dans la mesure où la cohérence et la continuité de l'action pédagogique sont assurées.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement est compétent pour autoriser l'enseignement dans une même classe par deux titulaires. Il décide sur proposition de la commission d'école et après avoir pris l'avis du conseiller pédagogique.

b) Engagement commun des deux enseignants

**Art. 32** <sup>1</sup> Les deux enseignants disposés à travailler ensemble s'engagent à agir selon des conceptions pédagogiques et méthodologiques convergentes.

<sup>2</sup> Cet engagement porte notamment sur les objectifs de l'enseignement, l'organisation du travail, la discipline, l'évaluation des résultats scolaires et les relations avec les parents et les autorités scolaires.

c) Partage de l'enseignement

**Art. 33** <sup>1</sup> Le partage de l'enseignement porte sur le temps de travail et sur les disciplines fixées dans le plan d'études du degré primaire.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> L'article 29 s'applique par analogie.

d) Difficultés dans l'enseignement partagé

**Art. 34** <sup>1</sup> Lorsque des difficultés relatives à l'unité pédagogique surviennent dans la conduite d'une classe par deux enseignants, le conseiller pédagogique tente de les aplanir.

<sup>2</sup> Si ces difficultés subsistent, le Service de l'enseignement peut, après avoir pris l'avis de la commission d'école concernée, rapporter sa décision d'autorisation d'enseignement partagé pour la fin de la période administrative en cours. La commission d'école dénonce les rapports de service des enseignants concernés pour ce moment-là.

e) Démission de l'un des enseignants

**Art. 35** <sup>1</sup> En cas de démission de l'un des deux enseignants, la place vacante est offerte en priorité et sans mise au concours à l'enseignant restant.

<sup>2</sup> Si l'enseignant restant le souhaite, la commission d'école s'efforce de maintenir l'enseignement partagé, conformément aux articles 31 à 33. Une nouvelle décision du Service de l'enseignement est nécessaire.

<sup>3</sup> Si l'enseignement partagé ne peut être maintenu ou n'obtient pas l'autorisation du Service de l'enseignement, les rapports de service de l'enseignant restant sont dénoncés et le poste à plein temps est mis au concours.

Nombre d'intervenants par classe

**Art. 35a**<sup>44)</sup> <sup>1</sup> Le Département arrête le nombre maximum d'intervenants par classe. Il édicte les directives à ce sujet.

<sup>2</sup> Les articles 32 et 33 s'appliquent à tous les intervenants. Le titulaire de la classe est garant de la cohérence et de la continuité de l'action pédagogique.

Huitième année, orientation, observation (art. 16 LS)  
a) Epreuves communes<sup>52)</sup>

**Art. 36**<sup>73)</sup> <sup>1</sup> Dans le courant de la huitième année du degré primaire, les élèves sont soumis, dans les disciplines de base (français, mathématique et allemand), à trois séries d'épreuves communes, dont la première est préparatoire.

<sup>2</sup> Les résultats des deuxième et troisième épreuves communes, ceux des bulletins scolaires, ainsi que l'avis des parents fondent l'appréciation des élèves pour l'accès aux cours à niveaux de l'école secondaire.

b) Modalités

**Art. 37** <sup>1</sup> Les épreuves communes sont standardisées et corrigées selon un barème cantonal.

<sup>2</sup> Pour l'orientation vers les cours à niveaux, les résultats obtenus aux deuxième et troisième épreuves communes et les notes de l'année sont pris en compte sur une même échelle et à raison d'un tiers pour les premiers et de deux tiers pour les secondes. Le Département précise les modalités dans un règlement.<sup>73)</sup>

<sup>3</sup> La section de la recherche et du développement de l'Institut pédagogique est chargée de la gestion des épreuves; elle agit conformément aux instructions du Service de l'enseignement.

c) Information

**Art. 38** <sup>1</sup> Le Département assure aux écoles les moyens d'information des parents sur les conditions d'orientation des élèves à l'issue de la huitième année.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> Les écoles et les parents peuvent solliciter la collaboration du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

## CHAPITRE II : Degré secondaire<sup>52)</sup>

Classe et module, définitions (art. 20 LS)

**Art. 39** <sup>1</sup> A l'école secondaire, la classe réunit des élèves d'une même année scolaire sans distinction du niveau et de l'option (classe hétérogène). A titre exceptionnel, le Service de l'enseignement peut autoriser une certaine restriction au degré d'hétérogénéité des classes.

<sup>2</sup> Le module est un ensemble de deux ou trois classes servant à l'organisation des cours à niveaux. Il constitue le groupement à l'intérieur duquel les élèves vivent l'essentiel des contacts avec leurs pairs. Les tâches éducatives et administratives de l'école s'exercent essentiellement au sein du module.

Cours communs (art. 21 et 22, al. 3, LS)

**Art. 40** <sup>1</sup> L'éducation générale et sociale, l'histoire biblique et religieuse, l'éducation physique, l'éducation musicale, l'éducation visuelle et l'économie familiale sont enseignées en cours communs, sans distinction de niveau et d'option.

<sup>2</sup> L'enseignement des sciences naturelles et humaines (histoire et géographie) est dispensé en cours communs au degré sept et dans le cadre des options aux degrés huit et neuf.

Cours séparés  
(art. 22 LS)  
1. Cours à  
niveaux (art. 22,  
al. 2, LS)  
a) Nombre de  
niveaux

**Art. 41** <sup>1</sup> L'enseignement du français, de l'allemand et de la mathématique est dispensé en cours à trois niveaux.

<sup>2</sup> L'élève accède aux cours à niveaux pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.

b) Désignation  
des niveaux

**Art. 42** Les trois niveaux d'enseignement sont désignés au moyen de lettres. Le niveau d'exigence supérieur est désigné par la lettre A (niveau A), le niveau moyen par la lettre B (niveau B) et le niveau de base par la lettre C (niveau C).

c) Répartition  
des élèves entre  
les niveaux

**Art. 43** A l'entrée à l'école secondaire, les élèves sont répartis dans les cours à niveaux, en fonction des résultats de la procédure d'orientation de la sixième année primaire, selon les proportions générales suivantes pour l'ensemble du Canton : 40 % au niveau A, 35 % au niveau B et 25 % au niveau C.

d) Constitution  
des groupes  
pour  
l'enseignement à  
niveaux  
(art. 24 LS)

**Art. 44** <sup>1</sup> Les élèves d'un module sont en principe répartis en trois groupes pour les enseignements à niveaux.

<sup>2</sup> Lorsque l'on peut prévoir que l'effectif des élèves d'un module sera inférieur à trente pour les trois ans de la durée du cycle secondaire, les élèves sont répartis en deux groupes pour les enseignements à niveaux.

2. Cours à option  
(art. 22, al. 3, LS)

**Art. 45** <sup>1</sup> L'école secondaire offre au choix des élèves et de leurs parents quatre groupes de cours à options :

- a) l'option 1 caractérisée principalement par l'enseignement du latin;
- b) l'option 2 caractérisée principalement par un enseignement renforcé des disciplines scientifiques;
- c) l'option 3 caractérisée par des langues modernes;
- d) [63/68](#) l'option 4 caractérisée par l'enseignement d'activités créatrices et techniques.

<sup>2</sup> L'enseignement d'une deuxième langue étrangère fait partie du programme des options 1, 2 et 3.

<sup>3</sup> Lorsque les effectifs d'élèves sont insuffisants pour permettre l'offre séparée de quatre groupes d'options, l'enseignement des branches non spécifiques de l'option est donné en réunissant les élèves des options 1 et 2, d'une part, et 3 et 4, d'autre part. [63/68](#)

3. Cours  
facultatifs  
(art. 23 LS)

**Art. 46** <sup>1</sup> Les écoles secondaires offrent aux élèves un choix de cours facultatifs dans des activités culturelles, éducatives et sportives, à l'exclusion de disciplines inscrites comme telles au plan d'études (cours communs, à niveaux ou à option).

<sup>2</sup> A cet effet, les écoles disposent d'un crédit-cadre maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe, mais au minimum huit leçons.

<sup>3</sup> L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

<sup>4</sup> Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes, voire de degrés différents.

<sup>5</sup> L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

4. Enseignement  
du grec ancien

**Art. 47** <sup>1</sup> Un enseignement du grec ancien est offert à l'école secondaire en dehors des options.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement organise la collaboration entre les écoles afin d'assurer cette offre.

Orientation  
continue  
a) Information

**Art. 48** L'école secondaire favorise l'orientation continue des élèves en informant ces derniers et leurs parents des possibilités de formation offertes, de leurs conditions d'accès et des débouchés qu'elles permettent. Les enseignants, le directeur et le conseiller d'orientation participent à cette information.

b) Cours d'appui

**Art. 49** <sup>1</sup> L'école propose un cours d'appui de transition de durée limitée aux élèves qui accèdent à un niveau plus exigeant ou qui changent d'option au terme d'un semestre.<sup>[77\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[78\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les conditions et modalités d'organisation des cours d'appui sont définies par le Département. Le directeur est chargé de leur organisation.

### CHAPITRE III : Prolongation de la scolarité

10<sup>ème</sup> année  
dans le cadre du  
programme  
secondaire  
(art. 25 et 26 LS)

**Art. 50** <sup>1</sup> L'élève qui a accompli neuf années de scolarité obligatoire à l'issue du huitième degré peut, sur simple demande de ses parents, compléter sa formation dans une classe du degré neuf de l'école secondaire. L'accès aux cours à niveaux et aux options est réglé selon les dispositions ordinaires.

<sup>2</sup> L'élève qui termine sa scolarité au degré neuf dans des cours à niveaux et dans une option ne l'autorisant pas à accéder à la formation professionnelle ou aux études auxquelles il aspire peut demander à accomplir une seconde fois le programme de neuvième année. Le conseiller pédagogique décide sur la base des résultats scolaires obtenus, de l'avis du directeur et de celui du conseiller d'orientation. Si les circonstances le justifient, le Service de l'enseignement peut accorder la même possibilité à un élève qui a effectué le degré neuf en vertu de l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Le Département arrête les dispositions de détail nécessaires.

Dixième année  
linguistique

**Art. 51**<sup>43)</sup> <sup>1</sup> L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et souhaite perfectionner ses connaissances linguistiques dans une langue étrangère peut, dans la mesure où une offre est proposée, effectuer une année dans une classe du degré 9 dans une école d'un autre canton.

<sup>2</sup> Le Département règle les conditions et les modalités relatives à l'admission dans une dixième année linguistique.

Classe d'accueil  
et de transition  
pour allophones

**Art. 51a**<sup>44)</sup> <sup>1</sup> Le Département peut créer une classe d'accueil et de transition destinée aux élèves allophones des degrés 8 et 9 ou effectuant une dixième ou une onzième année scolaire. Cette classe propose un enseignement intensif du français sous une forme interdisciplinaire, une mise à niveau des mathématiques, une sensibilisation à l'environnement, des activités culturelles, manuelles et d'éducation physique. Elle vise à permettre aux élèves d'entreprendre une formation dans une filière du degré secondaire II.

<sup>2</sup> Le Département arrête les conditions et les modalités relatives à l'admission, ainsi que le programme de la classe d'accueil et de transition pour allophones.

Mesures de  
préparation à  
la formation  
générale et  
professionnelle

**Art. 51b<sup>44)</sup>** <sup>1</sup> L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et ne remplit pas les conditions requises pour accéder à une filière de formation du degré secondaire II, qui souhaite consolider ses compétences et connaissances avant de commencer une formation ou mûrir son projet scolaire ou professionnel tout en consolidant ses compétences et connaissances, ou qui, en raison de difficultés personnelles, ne peut entreprendre un apprentissage, peut bénéficier de mesures de préparation à la formation générale ou professionnelle.

<sup>2</sup> Ces mesures sont soumises à la législation sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

## CHAPITRE IV : Mesures de pédagogie compensatoire

### SECTION 1 : Définitions et règles générales

Classe de  
transition (art. 30  
LS)

**Art. 52** <sup>1</sup> La classe de transition est tenue sous forme d'une classe à un ou deux degrés.

<sup>2</sup> Les élèves qui, pour des raisons majeures, telle une distance excessive, ne peuvent se rendre dans une classe de transition reçoivent l'enseignement dans une classe ordinaire; dans ce cas, le programme de la première année est réparti sur deux ans.

Enseignement  
d'appui (art. 31  
LS)

**Art. 53** <sup>1</sup> Un enseignement d'appui ambulatoire est proposé à l'élève qui :

- a) a des difficultés à acquérir des connaissances scolaires dans une ou plusieurs disciplines ou
- b) en raison de difficultés de langage n'est pas en mesure de suivre avec profit la classe ordinaire ou
- c) a été empêché de fréquenter l'école durant plusieurs semaines en raison de maladie ou d'hospitalisation.

<sup>2</sup> En règle générale, cet enseignement ne doit pas dépasser trois mois.

Enseignement  
d'appui intégré  
(art. 31, al. 3, LS)

**Art. 54** Dans les quatre premiers degrés de l'école primaire, un espace est réservé dans la grille horaire des classes pour la dispensation d'un appui léger aux élèves qui en ont besoin. Cet enseignement est dispensé par le maître titulaire de la classe.



Enfants malades  
(art. 34 LS)

**Art. 55** A la demande des parents, le Service de l'enseignement organise, en collaboration avec les instances médicales concernées, l'enseignement de l'enfant hospitalisé ou en convalescence pour une longue période. Il prend les mesures adaptées aux circonstances.

Soutien  
pédagogique  
ambulatoire  
(art. 32 LS)

**Art. 56** <sup>1</sup> Un soutien pédagogique ambulatoire est proposé à l'élève qui présente un retard général dans les apprentissages scolaires de base ou est atteint de handicaps sensoriels ou mentaux légers ou de troubles du comportement nécessitant une éducation spéciale en complément de mesures spécifiques de rééducation.

<sup>2</sup> S'il s'avère nécessaire de compléter le soutien pédagogique par des mesures médico-éducatives légères, le Service de l'enseignement s'assure la collaboration du Centre médico-psychologique; il peut également requérir la collaboration de praticiens privés (logopédistes, psychomotriciens, etc.).

Classe de  
soutien (art. 33  
et 36, al. 2, LS)

**Art. 57** <sup>1</sup> Les classes de soutien accueillent les élèves qui ne sont pas en mesure de suivre l'enseignement d'une classe ordinaire primaire ou secondaire en dépit d'autres mesures de pédagogie compensatoire ou pour lesquels de telles mesures paraissent d'emblée manifestement insuffisantes.

<sup>2</sup> La classe de soutien du degré secondaire est intégrée à une école secondaire. Elle peut être constituée en classe atelier et une importance particulière est attachée aux activités favorisant l'insertion sociale et professionnelle des élèves.

Réintégration en  
classe ordinaire  
(art. 4 et 33 LS)

**Art. 58** <sup>1</sup> L'élève placé en classe de transition réintègre en principe la classe de deuxième année ordinaire primaire.

<sup>2</sup> L'enfant placé en classe de soutien est, dans la mesure de ses possibilités, associé aux activités de la classe ordinaire de l'école primaire ou de l'école secondaire; il réintègre la classe ordinaire dès qu'il peut en suivre l'enseignement, moyennant éventuellement une autre mesure de pédagogie compensatoire.

Non-cumul des  
mesures  
compensatoires

**Art. 59** Sauf cas particulier, les mesures de pédagogie compensatoire ne sont pas cumulatives.

## SECTION 2 : Fonctionnement

Répartition du temps et durée des mesures compensatoires (art. 36, al. 1 et 2, LS)

**Art. 60** <sup>1</sup> Dans les classes de transition et de soutien, le nombre de leçons hebdomadaires est équivalent à celui des classes primaires et secondaires des degrés correspondants.

<sup>2</sup> L'enseignement d'appui est dispensé à raison de leçons de quarante-cinq minutes; les leçons peuvent être scindées en demi-leçons de vingt-cinq minutes.

<sup>3</sup> La durée et la répartition du temps de l'enseignement de soutien ambulatoire sont déterminées selon les besoins des élèves concernés.

<sup>4</sup> L'enseignement d'appui et le soutien pédagogique ambulatoire sont en principe donnés sur le temps réservé à l'enseignement ordinaire; leur durée est déterminée lors de la décision d'octroi de la mesure.

Plan d'études et bulletin scolaire (art. 36, al. 1 et 2, LS)

**Art. 61** <sup>1</sup> Dans la classe de transition, l'enseignement est donné selon le programme de la première année scolaire du plan d'études de l'école primaire, réparti sur deux ans.

<sup>2</sup> Pour les classes de soutien, le Département arrête un plan d'études spécifique.

<sup>3</sup> Le bulletin scolaire officiel est également délivré aux élèves qui fréquentent une classe de transition ou de soutien.

<sup>4</sup> Pour les élèves des classes de soutien, on indiquera l'année scolaire d'après l'âge et le programme suivi. L'évaluation du travail des élèves est exprimée par des appréciations en termes de compétences et d'objectifs atteints.

<sup>5</sup> Les prescriptions relatives au passage d'une classe à l'autre selon l'article 81 de la loi scolaire ne sont pas applicables aux élèves des classes de soutien.

## SECTION 3 : Dépistage, examen des cas, décision

Dépistage

**Art. 62** <sup>1</sup> Un dépistage précoce des déficiences et troubles particuliers est réalisé dans les classes enfantines par l'enseignant, le psychologue ou le médecin scolaire.

<sup>2</sup> Le dépistage des insuffisances de développement et des troubles divers est poursuivi régulièrement durant la scolarité obligatoire.

<sup>3</sup> Les élèves susceptibles de bénéficier de mesures de pédagogie compensatoire sont signalés au conseiller pédagogique du secteur par les parents ou le représentant légal, l'enseignant, le médecin scolaire, le psychologue scolaire ou le Centre médico-psychologique.

<sup>4</sup> Les parents sont associés à l'observation de leur enfant et informés des constatations faites.

Troubles  
particuliers  
(art. 32, al. 3, et  
36, al. 4, LS)

**Art. 63** <sup>1</sup> S'il existe des indices de troubles particuliers chez un enfant, l'équipe de coordination invite son représentant légal à le présenter soit au Centre médico-psychologique, soit à d'autres praticiens ou institutions privées.

<sup>2</sup> Le représentant légal de l'enfant peut demander de sa propre initiative un examen de ce dernier par l'une des institutions mentionnées à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Si une action médico-pédagogique légère est nécessaire au rétablissement de la situation scolaire de l'enfant, en complément à un appui ou au soutien ambulatoire, l'institution qui a examiné l'enfant établit un rapport à l'intention de l'équipe de coordination.

Examen des cas  
(art. 35 LS)  
a) Equipe de  
coordination

**Art. 64** <sup>1</sup> Une équipe de coordination, dirigée par le conseiller pédagogique spécialisé et composée d'un psychologue scolaire du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et d'un enseignant de soutien, procède à l'examen de la situation de l'enfant. Elle requiert la collaboration du maître de classe et du psychologue qui a examiné l'enfant.

<sup>2</sup> Sur la base de l'évaluation des aptitudes de l'enfant, l'équipe de coordination établit les objectifs pédagogiques et éducatifs de la mesure compensatoire proposée (appui, soutien ambulatoire, placement en classe de soutien). Elle peut demander l'avis du médecin scolaire, du pédopsychiatre ou d'un autre spécialiste (psychomotricien ou logopédiste).

<sup>3</sup> Le représentant légal est associé à la proposition.

b) Décision

**Art. 65** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement, sous réserve de recours au Gouvernement, décide de l'octroi des mesures de pédagogie compensatoire. Il peut déléguer cette compétence au directeur de l'école en ce qui concerne l'enseignement d'appui.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Les décisions prises en vertu de la présente disposition ont force obligatoire pour les commissions scolaires.

<sup>3</sup> Les décisions concernant les cas relevant de l'assurance-invalidité fédérale sont réservées.

## SECTION 4 : Qualification et statut du personnel

Titre requis  
(art. 36, al. 1, LS)

**Art. 66** <sup>1</sup> L'enseignant chargé de mesures d'appui pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien ou d'une reconnaissance d'équivalence; il justifie de l'expérience de l'enseignement dans une classe ordinaire et a reçu une formation complémentaire définie par le Département.

<sup>2</sup> L'enseignant chargé de mesures de soutien pédagogique ambulatoire et le titulaire d'une classe de transition ou de soutien doivent posséder, en plus du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien, un titre justifiant d'une formation en pédagogie curative reconnu par le Département ou un titre jugé équivalent.

<sup>3</sup> Le spécialiste appelé à dispenser des mesures spécifiques de rééducation est titulaire d'un diplôme professionnel délivré par une école suisse ou d'un titre jugé équivalent et au bénéfice d'une autorisation d'exercer dans le Canton.

Nomination et  
engagement  
(art. 87, al. 2, LS)

**Art. 67** <sup>1</sup> Les enseignants des classes de transition et de soutien sont nommés par le Département.

<sup>2</sup> Les enseignants chargés des autres mesures de pédagogie compensatoire sont nommés par le Département à temps complet ou à temps partiel pour une charge hebdomadaire moyenne ou engagés sur la base d'un contrat de droit administratif. Les besoins et les circonstances déterminent le choix.

**Art. 68**<sup>57)</sup>

## CHAPITRE V : Institutions spécialisées

Définition  
(art. 37 LS)

**Art. 69** <sup>1</sup> Sont réputées institutions spécialisées au sens de la loi scolaire et de la présente ordonnance les institutions qui accueillent en internat ou en externat des élèves souffrant de handicaps physiques ou mentaux, d'atteintes psychopathologiques graves ou de graves troubles du comportement.<sup>33)</sup>

<sup>2</sup> Le Département établit la liste des institutions reconnues.

Institutions hors  
Canton  
(art. 37, al. 2, LS)

**Art. 70** Les enfants handicapés physiques et mentaux qui nécessitent des soins et des mesures éducatives lourdes et ne peuvent bénéficier valablement d'une intégration dans les structures scolaires ordinaires sont placés dans des institutions spécialisées hors Canton soumises à la Convention relative aux institutions<sup>8)</sup>.

Placement

**Art. 71** <sup>1</sup> Lorsqu'il apparaît qu'un enfant devrait fréquenter une institution spécialisée, la commission d'école en informe les parents et demande au Service de l'enseignement d'examiner le cas.

<sup>2</sup> Un représentant du Service de l'enseignement s'entretient avec les parents, l'enseignant et les services auxiliaires concernés en vue d'arrêter une solution concertée.<sup>33)</sup>

<sup>3</sup> En cas de désaccord, le Service de l'enseignement décide, sous réserve de recours au Gouvernement. Le placement en internat requiert toutefois l'accord des parents.<sup>5)33)</sup>

<sup>4</sup> Les dispositions du Code civil suisse relatives à l'autorité parentale, au placement à des fins d'assistance et à la tutelle demeurent réservées.<sup>54)</sup>

Qualification du  
personnel des  
institutions  
(art. 39, al. 2, LS)

**Art. 72** Les institutions sont tenues au respect des directives de l'Office fédéral des assurances sociales relatives à l'ordonnance sur la reconnaissance d'écoles spéciales dans l'assurance-invalidité<sup>9)</sup>.

Création de  
nouveaux  
emplois

**Art. 73** La création de nouveaux emplois requiert l'autorisation préalable du Département si la dépense peut être couverte par le budget, du Gouvernement si la dépense n'a pas été prévue au budget.

Traitements

**Art. 74** <sup>1</sup> La rétribution du personnel des institutions s'effectue conformément à une échelle de traitements sanctionnée par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Les dépenses de personnel des institutions ne sont admises à la répartition des charges que dans cette mesure et pour autant qu'elles correspondent à la liste du personnel approuvée par le Département.

Budget  
(art. 40 LS)  
a) Elaboration

**Art. 75** <sup>1</sup> Les travaux d'entretien et de réparation des immeubles font l'objet d'une demande préalable détaillée.

<sup>2</sup> Les demandes d'achat de matériel font l'objet d'une présentation comportant des devis précis pour toute dépense supérieure à 3 000 francs et un devis global pour les dépenses inférieures à ce montant. Le caractère de remplacement ou de nouveauté du matériel est précisé.

b) Approbation  
par le  
Département

**Art. 76** <sup>1</sup> Les institutions placées sous la surveillance du Département soumettent chaque année au Service financier de l'enseignement, au plus tard jusqu'au 15 juin, leur budget pour l'année civile suivante.

<sup>2</sup> Le budget est établi selon la structure du compte d'exploitation arrêtée par le Service financier.

<sup>3</sup> Le Département se prononce sur le budget jusqu'au 20 décembre au plus tard.

c) Insuffisances  
budgétaires

**Art. 77** <sup>1</sup> Les dépenses nécessaires et urgentes non prévues au budget sont signalées sans délai au Service financier de l'enseignement.

<sup>2</sup> Les autres dépenses non ou insuffisamment prévues au budget doivent obtenir l'autorisation préalable de ce service.

Gestion  
comptable et  
financière

**Art. 78** Les institutions appliquent dans leur gestion financière et comptable les principes généraux de la loi sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes<sup>10)</sup>, dans la mesure où ils sont compatibles avec la nature de l'institution.

Présentation des  
comptes

**Art. 79** Les institutions transmettent leur compte d'exploitation et la statistique administrative au Service financier de l'enseignement jusqu'au 31 mai de l'année suivante au plus tard.

Financement et  
répartition des  
charges  
(art. 40 LS)

**Art. 80** <sup>1</sup> Les dépenses d'exploitation et les dépenses générales telles que définies par l'article 152, chiffres 2 et 3, de la loi scolaire sont financées et réparties conformément aux articles 153 et 154 de ladite loi, après déduction des contributions fédérales.

<sup>2</sup> La contribution cantonale aux charges d'exploitation des institutions hors Canton accueillant des enfants soumis à la loi scolaire est répartie de la même manière.

Gestion des  
subventions

**Art. 81** <sup>1</sup> Le Service financier de l'enseignement gère les subventions.

<sup>2</sup> Il peut verser des avances allant jusqu'à 80 % de la subvention en cours d'exercice, le solde étant versé après le boucllement des comptes.

## **TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires**

Accès aux  
bâtiments et  
locaux scolaires  
(art. 43 LS)

**Art. 82** <sup>1</sup> L'accès aux classes, salles de cours ou autres emplacements où est dispensé l'enseignement est réservé exclusivement aux élèves, au personnel enseignant et aux autres personnes dûment légitimées (conseiller pédagogique, médecin scolaire, etc.).

<sup>2</sup> La commission d'école peut interdire l'accès aux bâtiments scolaires et autres installations, ainsi qu'à leurs dépendances, à toute personne qui dérange l'enseignement ou menace la tranquillité ou la sécurité des usagers. En cas d'urgence, le directeur peut prendre les mesures qui s'imposent.

### **CHAPITRE II : Temps scolaire et congés spéciaux**

Année scolaire,  
semestres (art.  
46 LS)

**Art. 83** <sup>1</sup> L'année scolaire compte trente-neuf semaines et au moins cent quatre-vingt-cinq jours d'activité scolaire.

<sup>2</sup> Elle est divisée en deux semestres allant respectivement du 1<sup>er</sup> août au 31 janvier et du 1<sup>er</sup> février au 31 juillet.

Congés officiels

**Art. 84** Les écoles sont fermées les jours de congés officiels.

Semaine scolaire  
(art. 48 LS)

**Art. 85**<sup>52)</sup> <sup>1</sup> La semaine scolaire des élèves est en principe répartie sur neuf demi-journées; il n'y a pas de cours le samedi et le dimanche.

<sup>2</sup> Au degré primaire, il n'y a pas de cours le mercredi après-midi.

<sup>3</sup> Au degré secondaire, les élèves disposent d'un après-midi de congé, dans la mesure du possible le mercredi après-midi.

Nombre de  
leçons

**Art. 86**<sup>43)52)</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, sur proposition du Département, le nombre global de leçons pour les degrés primaire et secondaire.

**Art. 87 et 88**<sup>45)</sup>

Durée des  
leçons  
(art. 48 LS)

**Art. 89** La durée d'une leçon est de quarante-cinq minutes.

Autre découpage  
du temps  
d'enseignement  
(art. 48 LS)

**Art. 90** <sup>1</sup> Pour des raisons pédagogiques et méthodologiques, il est possible de procéder, pour une durée limitée, à un découpage de l'horaire scolaire autre qu'en leçons de quarante-cinq minutes et de répartir le temps imparti à chaque discipline scolaire selon une autre articulation que celle fixée dans la grille horaire hebdomadaire.

1bis ... [69\)](#)

<sup>2</sup> L'enseignant ou le groupe d'enseignants concernés informent le directeur de leur intention. Ce dernier peut prendre l'avis du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> L'autorisation est accordée pour autant que le nouveau découpage ne touche pas l'horaire personnel des enseignants non concernés et que le nombre de leçons par discipline inscrit à la grille horaire soit respecté au terme de quatre semaines.

<sup>4</sup> A l'école primaire, chaque enseignant établit le décompte des heures dans le journal de classe. A l'école secondaire, le décompte est remis au directeur de l'école.

<sup>5</sup> Le conseiller pédagogique encourage l'application de la présente disposition pour autant que la qualité de l'enseignement soit garantie. Il peut toutefois limiter certaines pratiques.

Autres formes  
d'enseignement

**Art. 91** Durant deux semaines au plus par année scolaire, l'enseignement peut être organisé sous forme de journées d'études, de classes vertes, de journées ou de camps de sport, d'excursions ou de courses scolaires. Les manifestations cantonales organisées par le Département ne sont pas prises en compte.

Congé spécial à  
une école ou une  
classe (art. 48  
LS)

**Art. 92** <sup>1</sup> Sous réserve que l'activité scolaire s'étende sur cent quatre-vingt-cinq jours au moins, la commission d'école peut octroyer des congés exceptionnels de quatre demi-journées au maximum par année scolaire à une classe ou à l'école entière si les circonstances locales le justifient. Le congé ne peut excéder un jour à la fois.

<sup>2</sup> L'octroi d'un congé pour un autre motif ou pour une durée supérieure à un jour, ainsi que l'octroi d'un congé à plusieurs écoles ou à l'ensemble des écoles du Canton, relève du Département.



Congé spécial à un élève (art. 48 LS)

**Art. 93** <sup>1</sup> Chaque élève peut bénéficier, sans justification, de deux demi-journées de congé au maximum par année scolaire. Les parents et l'élève pourvoient eux-mêmes au rattrapage des leçons manquées. Le Département arrête les directives nécessaires.<sup>[43\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Un congé spécial peut être octroyé à un élève pour des motifs justifiés.<sup>[44\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La demande de congé doit être présentée par le représentant légal de l'élève, en principe un mois à l'avance, par écrit et motivée, au directeur ou à l'enseignant.

<sup>3</sup> La commission d'école, ou le directeur sur délégation de cette dernière, est compétente pour les congés jusqu'à cinq jours. Pour les congés excédant cette durée, la compétence est dévolue au Service de l'enseignement.

Horaires harmonisés

**Art. 93a**<sup>[44\)](#)</sup> La commission d'école veille à l'harmonisation des horaires scolaires des élèves du cercle sur la base d'horaires-blocs à l'école enfantine et à l'école primaire. Le Département édicte les directives nécessaires.

### CHAPITRE III : Effectif, ouverture, fermeture et composition des classes

#### SECTION 1 : Principes et normes relatifs au nombre de classes et de modules du cercle scolaire<sup>[36\)](#)</sup>

Principes (art. 49 LS)

**Art. 94**<sup>[34\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les commissions et syndicats scolaires veillent à ce que le cercle scolaire dispose du nombre de classes et de modules correspondant aux normes fixées dans le présent chapitre.

<sup>2</sup> Le nombre de classes et de modules d'une école est déterminé en fonction respectivement de l'effectif probable des élèves de l'ensemble du cercle scolaire ou du degré scolaire. Le besoin en classes doit être planifié à moyen terme, sur une période de quatre années. Le Service de l'enseignement fournit aux communes et aux autorités des cercles scolaires les informations statistiques nécessaires à cet effet.<sup>[41\)](#)</sup>

Nombre de classes du cercle scolaire  
a) Généralités

**Art. 95** <sup>1</sup> Le nombre de classes du cercle scolaire est déterminé par l'effectif probable des élèves des quatre années à venir.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[42\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'effectif probable comprend un nombre d'élèves pouvant donner lieu à un nombre variable de classes selon les articles ci-après, les dispositions sur l'ouverture et la fermeture de classes s'appliquent.

<sup>4</sup> Les dimensions minimales des cercles scolaires sont définies aux articles 217 à 219.

## **Art. 96**<sup>42)</sup>

b) Ecole primaire **Art. 97**<sup>41)65)</sup> <sup>1</sup> Le nombre de classes du cercle d'école primaire est déterminé selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du cercle	Nombre maximal de classes du cercle <sup>71)</sup>
56 à 74	4
75 à 95	5
96 à 114	6
115 à 137	7
138 à 160	8
161 à 189	9
190 à 210	10
211 à 231	11
232 à 252	12

<sup>2</sup> Dès douze classes, le nombre de classes au tableau ci-dessus progresse d'une unité par tranche entamée ou entière de dix-neuf élèves, conformément à l'annexe.

c) Ecole  
secondaire

**Art. 98**<sup>34)</sup> <sup>1</sup> Pour chaque degré du cercle scolaire secondaire, l'enseignement est organisé, en fonction de l'effectif des élèves, par modules de deux ou trois classes selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du degré considéré	Nombre de modules du cercle pour le degré considéré
jusqu'à 51	1
52 à 102	2
103 à 153	3

154 à 204	4
205 à 255	5
plus de 255	6

<sup>2</sup> En principe, l'effectif d'un module de deux classes comprend au maximum quarante-six élèves et celui d'un module de trois classes cinquante et un élèves.

<sup>3</sup> Le Département arrête chaque année l'organisation de détail de l'enseignement par modules pour chaque cercle, après avoir entendu les autorités scolaires locales.

<sup>4</sup> Sous réserve de fluctuations importantes dans l'effectif des élèves, l'organisation de l'enseignement par modules arrêtée dans le cercle scolaire au début du septième degré est valable pour les trois années du cycle secondaire.

d) Classe de transition et de soutien

**Art. 99** <sup>1</sup> Les effectifs des classes de transition et de soutien sont fixés de cas en cas.

<sup>2</sup> En principe, l'effectif d'une classe de transition ne sera pas durablement inférieur à huit élèves, ni supérieur à treize élèves.

<sup>3</sup> En principe, l'effectif d'une classe de soutien ne sera pas durablement inférieur à cinq élèves, ni supérieur à dix élèves.

<sup>4</sup> Une classe de transition ou une classe de soutien peut être maintenue malgré un effectif insuffisant lorsque sa fermeture imposerait un transport d'élèves trop long ou trop coûteux.

## SECTION 2 : Ouverture et fermeture de classes

Procédure  
(art. 49 LS)

**Art. 100** <sup>1</sup> Les démarches des communes ou des syndicats scolaires tendant à l'ouverture et à la fermeture de classes doivent être portées à la connaissance du Département six mois au moins avant l'entrée en vigueur possible de ces mesures. Les cas exceptionnels demeurent réservés.

<sup>2</sup> Les demandes et les décisions relatives à l'ouverture et à la fermeture de classes sont étayées par une analyse des effectifs de l'école et des perspectives d'admission à moyen terme (quatre années).<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Avant toute demande et toute décision d'ouverture et de fermeture de classe, l'ensemble des possibilités d'aménagement tendant à améliorer l'offre d'enseignement au sein même du cercle scolaire doivent être examinées.

Ouverture de  
classes  
(art. 49 LS)

**Art. 101** <sup>1</sup> Le Département autorise l'ouverture d'une nouvelle classe lorsqu'il apparaît qu'un cercle scolaire aura un effectif total qui le situe durablement dans les limites admises pour un nombre de classes supérieur.

<sup>2</sup> En principe, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

<sup>3</sup> Le Département peut autoriser une ouverture de classe provisoire afin d'absorber des surcroûts d'effectifs momentanés ou lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible. L'engagement de l'enseignant s'effectue alors sur la base d'un contrat de droit administratif.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Lorsque, pour des raisons impérieuses, l'ouverture d'une nouvelle classe n'est pas possible (manque de locaux, pénurie d'enseignants), le Service de l'enseignement autorise l'enseignement en sections de classe ou sous forme de co-enseignement.<sup>[41\)](#)</sup>

Fermeture de  
classes  
(art. 49 LS)

**Art. 102** <sup>1</sup> Le Département autorise la fermeture d'une classe lorsqu'il apparaît que les effectifs du cercle scolaire se situeront durablement en dessous des normes correspondant au nombre actuel de classes et dans les normes qui prévalent pour un nombre de classes inférieur.

<sup>2</sup> Sauf cas particulier, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

<sup>3</sup> Le Département peut surseoir à une fermeture de classe lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Lorsque des raisons particulières le justifient, telles que l'impossibilité de procéder immédiatement à un regroupement scolaire ou la nécessité de tenir compte d'une situation difficile pour un enseignant dont l'emploi serait supprimé, le Département peut surseoir à la fermeture d'une classe pour une durée maximale de deux ans à partir du moment où la fermeture devrait normalement être ordonnée.<sup>[42\)](#)</sup>

Ouverture et  
fermeture de  
classe  
ordonnées par le  
Département  
(art. 49, al. 2, LS)

**Art. 103** <sup>1</sup> Lorsqu'une commune ou une autorité scolaire n'a pas donné suite à l'invitation du Département d'ouvrir ou de fermer une classe, ce dernier ordonne lui-même la mesure en question.

<sup>2</sup> Sauf cas particulier, il communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de la mesure.

<sup>3</sup> L'article 102, alinéa 3, s'applique également en cas de fermeture.

### SECTION 3 : Formation et composition des classes

Formation des  
unités et  
organisation de  
l'enseignement

**Art. 104** <sup>1</sup> La commission d'école arrête, sur proposition du directeur et sous réserve de ratification par le Service de l'enseignement, la formation des classes, sections de classe, groupes d'enseignement à niveaux, à option et des cours facultatifs.

<sup>2</sup> L'enseignement est organisé conformément aux dispositions de la présente section.

Principe

**Art. 105** L'enseignement est dispensé pour l'essentiel dans le cadre de la classe à l'école enfantine et primaire, et dans le cadre du module à l'école secondaire.

Enseignement  
par sections de  
classe  
a) En général

**Art. 106** <sup>1</sup> Si des contraintes pédagogiques ou matérielles particulières le justifient, l'enseignement peut être dispensé par sections de classe en vue d'en améliorer l'efficacité.

<sup>2</sup> La section de classe est une norme spécifique d'effectif regroupant une partie des élèves d'une classe ou de plusieurs classes.

<sup>3</sup> En règle générale, la section de classe ne comptera pas moins de six élèves et pas plus de treize élèves.

<sup>4</sup> Peuvent être enseignées par sections de classe les disciplines ou parties de disciplines suivantes : les activités manuelles (ACM, ACT), l'économie familiale, les travaux pratiques de biologie, le laboratoire de sciences et techniques et l'informatique. [63\)68\)](#)

b) A l'école  
enfantine

**Art. 107** <sup>1</sup> Dans les classes comprenant des élèves de deuxième enfantine (enfants de cinq ans) et dont l'effectif est de quatorze au moins, deux demi-journées sont dispensées par sections de classe.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de cette disposition.

c) A l'école  
primaire

**Art. 108** <sup>1</sup> L'enseignement du français, de la mathématique et de l'allemand peut être dispensé partiellement par sections de classe selon les modalités suivantes :

- a) pour les classes ne comptant que des élèves du même degré, à raison de deux leçons de français et de deux leçons de mathématique en première primaire, et d'une leçon de français et d'une leçon de mathématique en deuxième primaire;
- b) pour les classes réunissant des élèves de première et deuxième primaire, une leçon de français et une leçon de mathématique pour chaque degré séparément; l'enseignement dispensé à un seul degré en raison d'un nombre de leçons supérieur dans le plan d'études n'est pas considéré comme enseignement par sections de classe;
- c) une leçon d'allemand pour les classes de quatrième, cinquième et sixième primaire réunissant des élèves de deux de ces degrés.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de la présente disposition.

Enseignement à  
niveaux

**Art. 109** Pour l'enseignement à niveaux à l'école secondaire, le regroupement des élèves s'en tient, en règle générale, aux normes suivantes :

- niveau A : entre 15 et 23 élèves;
- niveau B : entre 13 et 21 élèves;
- niveau C : entre 9 et 14 élèves.

Cas particuliers

**Art. 110** Dans des situations de rigueur, en particulier dans des cas d'effectifs très élevés lorsque l'ouverture d'une classe supplémentaire n'est pas possible, le Service de l'enseignement peut autoriser, pour une durée n'excédant pas une année scolaire, un enseignement dispensé partiellement ou totalement par sections de classe, notamment en français, mathématique et allemand.

## CHAPITRE IV : Plan d'études

Publication  
(art. 50 LS)

**Art. 111** <sup>1</sup> Le Département arrête la répartition du temps scolaire entre les disciplines du plan d'études (grilles horaires).

<sup>2</sup> Les plans d'études sont publiés.

<sup>3</sup> Les plans publiés définissent les objectifs généraux et les principaux contenus de chaque discipline par année scolaire ou par cycle. Le Département veille particulièrement à la conformité de ces documents avec les directives méthodologiques plus élaborées qu'il peut proposer aux enseignants.

**Art. 112<sup>39)56)</sup>** Le Département met en place dans une école primaire une organisation particulière de l'enseignement destinée aux élèves germanophones et bilingues et, de manière élargie, des modalités d'enseignement bilingue pour promouvoir les compétences linguistiques des élèves de l'école obligatoire. Au besoin, le Département peut mettre en place des modalités d'enseignement bilingue à l'école secondaire.

Athlète ou artiste  
de haut niveau  
(art. 56, al.3, LS)  
a) Principe

**Art. 113<sup>43)</sup>** <sup>1</sup> Les élèves de douze ans révolus dont les performances sportives ou les prestations artistiques sont d'un niveau élevé peuvent bénéficier d'un aménagement du programme scolaire pour les besoins de leur entraînement ou de leur formation.

<sup>2</sup> A l'école secondaire, ils peuvent bénéficier de structures particulières.

<sup>3</sup> Dans des cas exceptionnels, des élèves de moins de douze ans peuvent bénéficier de mesures limitées.

**Art. 114 et 115<sup>45)</sup>**

b) Renvoi

**Art. 116<sup>43)</sup>** Le Gouvernement arrête, par voie de directives, les conditions auxquelles doivent satisfaire les élèves concernés, le cadre général des aménagements et des allègements d'horaires, les ressources et le financement, ainsi que les dispositions de détail concernant les mesures pour les athlètes et artistes de haut niveau.

Sport scolaire  
facultatif  
(art. 57, al. 2, LS)  
a) But

**Art. 117** Le sport scolaire facultatif a pour but d'approfondir et de compléter le programme ordinaire d'éducation physique. Il peut être organisé sous la forme de cours facultatifs, de manifestations et de compétitions sportives (journées régionales, cantonales, intercantionales ou suisses).

b) Autorités  
compétentes

**Art. 118** Les cours facultatifs relèvent du Service de l'enseignement; les manifestations et les compétitions sportives de l'Office des sports.

- c) Forme **Art. 119** Les écoles primaires et secondaires peuvent proposer un choix d'activités sportives relevant du sport scolaire facultatif dans le cadre des cours facultatifs.
- d) Contenu des activités **Art. 120** <sup>1</sup> Les cours de sport scolaire facultatif doivent être adaptés à l'âge et à l'aptitude des élèves. Aucune discipline sportive comportant des risques majeurs d'accidents ne doit être proposée.
- <sup>2</sup> Le Service de l'enseignement décide, sur avis de l'Office des sports, quelles disciplines et quelles matières d'enseignement sont autorisées.
- e) Financement et gestion **Art. 121** <sup>1</sup> L'Office des sports assume les frais d'organisation des journées cantonales de sport scolaire et la participation jurassienne aux journées intercantionales et suisses. D'entente avec le Département des Finances, le Département de l'Education précise les frais pris en charge.
- <sup>2</sup> Pour le surplus, les activités du sport scolaire facultatif sont traitées de la même manière que les cours facultatifs sur le plan administratif (horaire, autorisation, rétribution).
- Education sexuelle (art. 59 LS)  
a) Programme **Art. 122** <sup>1</sup> Le cours d'éducation sexuelle comprend :
- a) une information aux parents des élèves des classes enfantines;
  - b) une intervention auprès des élèves de quatrième année scolaire, précédée d'une information complète aux parents;
  - c) une intervention auprès des élèves de sixième et huitième années scolaires.
- <sup>2</sup> Le directeur de l'école prend, en collaboration avec les enseignants concernés, les dispositions administratives en vue de la réalisation du programme dans les classes de son établissement.
- b) Renonciation **Art. 123** <sup>1</sup> Les parents qui entendent dispenser leur enfant du cours d'éducation sexuelle remettent leur déclaration au directeur au plus tard après la séance d'information des parents. Le maître concerné en est immédiatement informé.
- <sup>2</sup> Le directeur de l'école prend toute disposition utile afin que l'élève concerné reste sous la surveillance de l'école durant cet enseignement (salle d'étude, placement dans une autre classe, etc.).



c) Animateurs

**Art. 124<sup>67)</sup>** Le cours d'éducation sexuelle est dispensé, hors de la présence de l'enseignant, par des animateurs formés à cet effet.

Education aux médias

**Art. 125** <sup>1</sup> Les enseignants initient leurs élèves à la lecture critique des médias dans l'ensemble des disciplines du plan d'études qui s'y prêtent, notamment celles impliquant l'usage de moyens audiovisuels et informatiques.

<sup>2</sup> Les enseignants et les écoles organisent au moins une fois dans le cours de chaque cycle primaire et secondaire une activité intensive au sens de l'article 91, dévolue à l'éducation aux médias.

<sup>3</sup> A cet effet, la section de la documentation et des moyens audiovisuels de l'Institut pédagogique apporte son appui et met ses moyens à disposition.

Préparation au choix d'une profession  
(art. 61 et 62 LS)

**Art. 126** <sup>1</sup> Le plan d'études de l'école secondaire comporte une activité pédagogique de sensibilisation au choix d'une profession ou d'une formation ultérieure. Cette activité est conduite par les enseignants, notamment dans le cadre de la discipline "éducation générale et sociale".

<sup>2</sup> Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire collabore dans la préparation des élèves au choix professionnel; il assure leur information et leur documentation.

<sup>3</sup> Les élèves de l'école secondaire peuvent effectuer, durant le temps scolaire, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de cinq jours par année scolaire. Ces stages sont conçus pour l'information et sont gérés par le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

<sup>3bis</sup> En dérogation à l'alinéa 3, les élèves de l'option 4 peuvent effectuer, durant le temps scolaire, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de vingt jours par année scolaire.<sup>64)</sup>

<sup>4</sup> Les associations professionnelles, les entreprises, les écoles professionnelles et supérieures qui entendent informer les élèves s'adressent au Centre précité.

## CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités  
culturelles  
(art. 63 LS)

**Art. 127** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement encourage les écoles à mettre en place des cours facultatifs et des activités parascolaires à vocation culturelle et à organiser des contacts entre les artistes et les élèves.

<sup>2</sup> Il peut adresser aux écoles des offres de tournées de spectacles, de concerts, de conférences ou d'expositions adaptés au niveau des élèves.

<sup>3</sup> Les interventions d'artistes dans le cadre des classes et l'encadrement extérieur d'activités parascolaires reconnues par le Service de l'enseignement sont rétribués conformément aux normes définies par le Département et financés comme une rétribution d'enseignant.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement peut accorder une aide financière aux écoles afin d'abaisser le coût des activités culturelles, en particulier celles mentionnées à l'alinéa 2, auxquelles contribuent le cercle scolaire et les parents.

Bibliothèques  
scolaires et de la  
jeunesse  
(art. 64 LS)

**Art. 128** Les dispositions de l'ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique<sup>11)</sup> s'appliquent aux bibliothèques scolaires et de la jeunesse.

Activités sociales  
(art. 65 LS)

**Art. 129** Le plan d'études propose, en particulier dans le cadre du cours d'éducation générale et sociale, des exemples d'activités à caractère social et de service à la communauté. Les classes ou les établissements participent en principe annuellement à de telles activités.

## CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

**Art. 130**<sup>45)</sup>

## TITRE QUATRIEME : Parents et élèves

### CHAPITRE PREMIER : Parents

Droits  
individuels,  
information  
(art. 69 LS)

**Art. 131** <sup>1</sup> Les parents sont informés des résultats scolaires, du comportement de leur enfant et de la vie scolaire intéressant la famille au moyen du carnet hebdomadaire et du bulletin scolaire officiel. A l'école enfantine, le carnet hebdomadaire peut être remplacé par un autre moyen plus épisodique; il n'y a pas de bulletin.

<sup>2</sup> Les parents sont tenus de prendre connaissance du bulletin et du carnet et de les signer.

<sup>3</sup> Les parents peuvent en tout temps demander à être entendus ou reçus par le directeur de l'école ou l'enseignant. Le cas échéant, ils se conforment aux heures de visite ou de contact prévues par l'école.

Devoirs en cas  
d'absence (art.  
72 LS)

**Art. 132** <sup>1</sup> En cas d'absence imprévue d'un élève, notamment en cas de maladie ou d'accident, les parents avisent l'enseignant ou le directeur de l'école, en indiquant le motif de l'absence. Le directeur ou l'enseignant peut demander une justification écrite au retour de l'élève.

<sup>2</sup> L'absence pour maladie ou accident doit être justifiée par les parents au moyen d'une déclaration médicale dès qu'elle dépasse dix jours consécutifs de classe.

Absences  
justifiées

**Art. 133** <sup>1</sup> Sont notamment réputées justifiées les absences dues au changement de domicile, à la maladie, à un accident ou à un traitement médical ou dentaire de l'élève, de même que celles dues à la maladie grave ou au décès d'un proche.

<sup>2</sup> Les absences dues aux séances et stages d'orientation professionnelle, aux mesures de pédagogie compensatoire, à la fréquentation des cours de langue et de culture reconnus et organisés par les autorités des pays d'émigration comptent comme temps scolaire.

Violation des  
obligations  
scolaires  
(art. 73 LS)

**Art. 134** <sup>1</sup> En cas d'absences prolongées ou répétées non justifiées d'un élève et lorsqu'il apparaît que les parents ne respectent pas leur obligation d'envoyer leur enfant à l'école, le directeur les dénonce à la commission d'école.

<sup>2</sup> Après enquête, la commission peut prononcer une amende. L'amende est fixée en fonction des raisons et de la durée de l'absence; elle s'élève au maximum à 2 000 francs, 4 000 francs en cas de récidive.

<sup>3</sup> La commission d'école arrête les modalités d'encaissement des amendes et décide de l'affectation des sommes perçues; ces dernières doivent être réservées à des activités scolaires.

## CHAPITRE II : Elèves

### SECTION 1 : Généralités

Liberté  
d'information,  
d'expression et  
d'association  
(art. 74, al. 3, LS)

**Art. 135** <sup>1</sup> L'élève a le droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique. Il exerce ces droits dans la considération due aux autres élèves et aux enseignants, dans le respect de leurs propres droits et sans mésuser du matériel et des équipements scolaires.

<sup>2</sup> L'élève a le droit de participer aux activités d'associations d'élèves en dehors des heures d'enseignement.

Droit d'être  
entendu  
(art. 74, al. 4, LS)

**Art. 136** L'élève est entendu par son enseignant, le directeur ou toute autre autorité ou instance appelée à statuer lors de toutes décisions le concernant, notamment en matière de carrière scolaire (orientation, promotion, redoublement) et de sanctions. Demeure cependant réservée la notation des travaux.

Participation des  
élèves  
(art. 74, al. 3, LS)

**Art. 137** <sup>1</sup> L'enseignant prête attention et intérêt à l'avis exprimé par l'élève dans la vie et l'organisation de la classe.

<sup>2</sup> Dans la mesure du possible, les élèves sont associés à la vie et à la gestion de la classe et de l'école, en fonction de leur âge, en particulier pour les activités parascolaires.

<sup>3</sup> Au besoin, le règlement scolaire local précise les modalités de cette participation.

Egalité entre  
garçons et filles  
(art. 75, al. 2, LS)

**Art. 138** <sup>1</sup> Les filles et les garçons reçoivent un enseignement identique, organisé selon un programme unique et dispensé dans des classes mixtes. A l'école secondaire toutefois, l'enseignement de l'éducation physique peut être dispensé partiellement en classes séparées.

<sup>2</sup> Le Département précise les modalités.

Aide aux élèves  
en difficulté  
(art. 75, al. 3, LS)

**Art. 139** <sup>1</sup> Chaque élève fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'enseignant. Celui-ci apporte à chacun de ses élèves, individuellement ou en petits groupes, les encouragements et l'aide dont ils ont besoin pour la participation normale aux activités de la classe.

<sup>2</sup> Au besoin, l'enseignant sollicite les mesures de pédagogie compensatoire appropriées.

<sup>3</sup> Les enseignants et la commission d'école collaborent avec les organes et institutions chargés de la prévention et des services sociaux de la jeunesse.

Etat des locaux  
scolaires  
(art. 77, al. 3, LS)

**Art. 140** <sup>1</sup> Les directeurs d'école et les conseillers pédagogiques contrôlent régulièrement si les locaux scolaires sont salubres, adaptés aux élèves et répondent aux normes usuelles de sécurité.

<sup>2</sup> Ils signalent toute insuffisance aux autorités scolaires locales et requièrent au besoin l'intervention du Département.

Occupations  
extrascolaires  
excessives

**Art. 141** Lorsque le comportement ou les activités d'un élève en dehors de l'école nuisent à son travail scolaire, l'enseignant, le directeur ou la commission d'école interviennent auprès des parents.

Assurance des  
élèves  
(art. 78 LS)  
a) Principe

**Art. 142** <sup>1</sup> Les communes assurent les élèves domiciliés sur leur territoire qui fréquentent un établissement soumis à la loi scolaire.

<sup>2</sup> Le contrat peut prévoir que la couverture des frais médico-pharmaceutiques est complémentaire à l'assurance personnelle des élèves (assurance-accidents ou caisse-maladie). Il doit cependant prévoir que l'assureur fournit ses prestations à titre principal s'il n'existe pas d'assurance personnelle au jour de l'accident ou si la couverture de cette dernière est suspendue en raison du non-paiement des primes.

## b) Activités couvertes

**Art. 143** L'assurance des élèves couvre tous les accidents survenant lors d'une activité se déroulant sous la responsabilité de l'école ou sur le chemin de l'école. Doivent notamment être couverts les accidents se produisant lors des activités suivantes : leçons, récréations, trajets entre l'école et le domicile et vice-versa, pauses de midi à l'école pour les élèves ne pouvant rentrer chez eux, courses faites pour le compte de l'école, courses d'école et déplacements scolaires, manifestations sportives, collectes et ventes d'insignes organisées par l'école, trajets entre l'école et le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire ou le Centre médico-psychologique et vice-versa, cours culturels, cours de langue et manifestations sportives organisés pour les enfants étrangers et autorisés par le Département.

## c) Prestations

**Art. 144** <sup>1</sup> L'assurance des élèves prévoit au moins les prestations suivantes :

- indemnité en cas de décès : 10 000 francs;
- indemnité en cas d'invalidité : 100 000 francs;
- prestations pour soins et remboursement de frais : semblables à ceux prescrits par la loi fédérale sur l'assurance-accidents<sup>12)</sup>.

<sup>2</sup> L'indemnité en cas de décès ou d'invalidité est versée nonobstant l'existence d'une assurance personnelle de l'élève.

<sup>3</sup> Lorsque l'assurance personnelle de l'élève prend en charge les frais de traitement, l'assurance des élèves couvre, dans le cadre de sa garantie, la franchise et les participations éventuelles à charge des parents, ainsi que les autres frais non pris en charge.

## Banques de données

**Art. 144a**<sup>44)</sup> <sup>1</sup> Les contenus des banques de données doivent se limiter aux informations courantes nécessaires à la gestion des écoles et au suivi de la carrière scolaire des élèves. Sont notamment exclues les informations relatives au comportement, à la situation familiale ou au dossier médical des élèves.

<sup>2</sup> Le catalogue des données est soumis, pour ratification, à la Commission cantonale pour la protection des données.

<sup>3</sup> L'accès à tout ou partie d'une base de données est strictement limité pour les contributeurs et pour les utilisateurs. Les contributeurs et les utilisateurs n'ont accès qu'aux données qui les concernent, sur la base de listes établies préalablement par le Département. Pour les utilisateurs, les données sont rendues anonymes chaque fois que cela est possible.

## SECTION 2 : Admission et inscription des élèves

### Art. 145<sup>51)</sup>

Admission et  
inscription des  
élèves  
a) Degré  
primaire

**Art. 146<sup>52)</sup>** La commission d'école établit chaque année la liste des enfants devant entrer en scolarité obligatoire; elle informe les parents concernés jusqu'au 31 mars, par pli personnel ou par voie de presse.

b) Degré  
secondaire

**Art. 147<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Les maîtres primaires concernés établissent chaque année la liste de leurs élèves qui accomplissent la huitième du degré primaire; ils adressent cette liste au conseiller pédagogique de l'école primaire jusqu'au 10 juin avec l'indication des notes du deuxième semestre.

<sup>2</sup> Le conseiller pédagogique décide de la promotion des élèves du degré primaire au degré secondaire ou du redoublement. Il transmet la liste des élèves promus au directeur de l'école secondaire concerné.

<sup>3</sup> Le directeur décide de la répartition des élèves promus dans les cours à niveaux et dans les options du degré secondaire.

Changement de  
domicile ou de  
résidence

**Art. 148** Lorsqu'un élève change de domicile ou de résidence habituelle durant sa scolarité obligatoire, ses parents sont tenus d'en aviser immédiatement la commission d'école du nouveau cercle scolaire.

Arrivée en cours  
de scolarité  
d'enfants de  
l'extérieur

**Art. 149** En cas d'arrivée en cours de scolarité d'enfants provenant d'un autre canton ou d'un pays étranger, le conseiller pédagogique décide, sur proposition de la commission d'école, de l'affectation de l'élève à l'école enfantine et primaire; l'affectation à l'école secondaire est décidée par le Service de l'enseignement, sur proposition du directeur.

## SECTION 3 : Carrière scolaire des élèves

### Sous-section 1 : Généralités

Evaluation du  
travail scolaire  
(art. 80 LS)

**Art. 150** <sup>1</sup> Durant la scolarité obligatoire, le travail scolaire des élèves est évalué par des notes chiffrées, des mentions ou des appréciations.

<sup>2</sup> Un bulletin officiel du Département est remis au terme de chaque semestre à tout élève durant la scolarité obligatoire.

<sup>3</sup> Le Département édicte les dispositions nécessaires sur les méthodes d'évaluation, sur la forme et la fréquence de la communication de l'évaluation.

Bulletin scolaire  
officiel  
(art. 80 LS)

**Art. 151** <sup>1</sup> Le bulletin scolaire est un document officiel. Il est remis à l'élève à l'intention de ses parents, deux fois par année, à la fin du mois de janvier et à la fin de l'année scolaire.

<sup>2</sup> Les parents sont tenus de signer le bulletin scolaire et de le remettre au maître de classe. Leur signature atteste qu'ils ont pris connaissance des informations et résultats consignés.

<sup>3</sup> Le bulletin scolaire fait état des transferts d'un cercle scolaire à un autre, de la participation à des cours facultatifs, à des cours de langue et de culture.

<sup>4</sup> Les résultats des élèves communiqués par le bulletin sont également consignés dans un registre conservé par le directeur de l'école durant une période de dix ans au moins.

Information des  
parents, carnet  
hebdomadaire  
(art. 80 LS)

**Art. 152** <sup>1</sup> Indépendamment du bulletin scolaire, l'enseignant renseigne régulièrement les parents sur le travail et le comportement des élèves en classe.

<sup>2</sup> Cette information intervient notamment par le carnet hebdomadaire et par des entretiens particuliers sollicités par les parents ou l'enseignant.

Formes  
officielles de  
l'évaluation du  
travail  
(art. 80 LS)

**Art. 153** <sup>1</sup> Dans la seconde partie du cycle primaire 1, les résultats scolaires font l'objet d'appréciations codifiées. Le bulletin scolaire comporte une appréciation pour le français et la mathématique.<sup>[55\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Au cycle primaire 2, les résultats scolaires sont appréciés de la manière suivante :

- a) au moyen de notes chiffrées dans les disciplines de français, de mathématique, d'environnement ainsi que, dès la septième année, d'allemand et d'anglais;
- b) au moyen d'appréciations dans toutes les autres disciplines du plan d'études, à l'exception de l'éducation générale et sociale et des cours facultatifs;
- c) au moyen de la mention "suivi" ou "non suivi" pour l'allemand au premier semestre de la cinquième année et pour les cours facultatifs.<sup>[55\)](#)</sup>



<sup>3</sup> Au degré secondaire, les disciplines qui déterminent l'orientation des élèves (cours à niveaux et cours à option) font l'objet d'une évaluation chiffrée; pour les autres disciplines, des appréciations non chiffrées peuvent être utilisées avec l'accord du Département.<sup>[43](#)<sup>55</sup></sup>

<sup>4</sup> Le cours d'éducation sexuelle ne fait l'objet d'aucune évaluation ni mention.

<sup>5</sup> Les notes chiffrées s'échelonnent de 1 à 6, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise. Les demi-points sont utilisés. Les notes égales ou supérieures à 4 expriment des résultats suffisants, celles qui sont inférieures à 4 traduisent des résultats insuffisants.

<sup>6</sup> Sont seules autorisées les appréciations suivantes : "maîtrisé", "partiellement maîtrisé" et "non maîtrisé".

<sup>7</sup> Le Département peut définir des méthodes d'évaluation particulière et arrêter les cas dans lesquels elles s'appliquent.<sup>[44](#)</sup>

## Sous-section 2 : Promotion et redoublement

Définitions (art. 81 LS)

**Art. 154** <sup>1</sup> La promotion est le passage d'une année scolaire à l'autre.<sup>[52](#)</sup>

<sup>2</sup> Le redoublement est la répétition d'une année scolaire.

I. Au degré primaire  
(art. 81 LS)  
1. A l'intérieur des cycles

**Art. 155**<sup>[52](#)</sup> <sup>1</sup> Au cycle primaire 1, le passage de première en deuxième année, de deuxième en troisième année et de troisième en quatrième année est en principe automatique; au cycle primaire 2, la promotion de cinquième en sixième année et de septième en huitième année est en principe automatique.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, la répétition de la première, de la deuxième et de la troisième année peut être admise, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire. Cette répétition n'est pas considérée comme redoublement.

<sup>3</sup> La répétition de la quatrième année est considérée comme redoublement.

<sup>4</sup> Lorsque les circonstances le justifient, le redoublement peut être admis de cinquième en sixième année et de septième en huitième année, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire.

2. Admission en cinquième année **Art. 156<sup>52)</sup>** L'élève doit au moins obtenir la mention "suffisant" en français et en mathématique au second bulletin de quatrième année pour être admis en cinquième année.
3. Admission en septième année **Art. 157<sup>52)</sup>** Pour être admis en septième année, l'élève doit obtenir un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique du second bulletin de sixième année.
4. Redoublement **Art. 158<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Les élèves qui ne remplissent pas les conditions de promotion pour passer de quatrième en cinquième année et de sixième en septième année ne peuvent être contraints au redoublement que si leurs parents ont été rendus attentifs par écrit, lors de la remise du bulletin du premier semestre, que la promotion paraissait douteuse.
- <sup>2</sup> Le redoublement volontaire peut être admis en fin de quatrième année, en fin de sixième année ou en fin de huitième année avec l'accord du conseiller pédagogique.
- <sup>3</sup> Il n'est cependant pas possible de redoubler deux fois la même année scolaire.
- <sup>4</sup> Un second redoublement dans le cadre du degré primaire ne peut intervenir que sur avis du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire. Le conseiller pédagogique décide.
5. Promotion anticipée, possibilité de sauter une classe (art. 75, al. 1, LS) **Art. 159** <sup>1</sup> Exceptionnellement et sur demande des parents, l'élève qui, par ses aptitudes et son travail, se montre capable de suivre l'enseignement dans la classe supérieure peut obtenir une promotion anticipée ou la possibilité de sauter une classe.
- <sup>2</sup> Le Service de l'enseignement décide sur préavis du conseiller pédagogique et sur la base de la demande écrite des parents et des rapports du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et du titulaire de la classe.
- II. Passage du degré primaire au degré secondaire
1. Admission au degré secondaire **Art. 160<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> Pour être admis au degré secondaire, l'élève doit obtenir en fin de huitième année un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique au second bulletin de huitième année.
- <sup>2</sup> L'élève qui par suite de redoublements a accompli dix années au degré primaire est admis au degré secondaire.

2. Accès aux  
cours à niveaux

**Art. 161** <sup>1</sup> L'élève accède aux cours à niveaux selon les résultats obtenus à l'issue de la procédure d'orientation de la huitième année (art. 36).<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Département fixe les seuils pour l'accès à chacun des cours à niveaux. Dans les cas limites, l'avis des parents est déterminant.

3. Accès aux  
options

**Art. 162** <sup>1</sup> Les élèves promus du degré primaire au degré secondaire sont répartis dans les enseignements optionnels selon leurs aspirations et leurs connaissances.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Pour suivre les cours des options 1 et 2, l'élève doit être admis au niveau A dans au moins deux des trois disciplines de base et au moins au niveau B dans la troisième.<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Pour suivre les cours de l'option 3, l'élève doit être admis au niveau B dans au moins deux des trois disciplines de base.<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le choix de l'option 4 est libre.<sup>[30\)](#)</sup>

III. Promotion et  
orientation au  
degré secondaire  
1. Principe<sup>[52\)](#)</sup>

**Art. 163** <sup>1</sup> Mis à part la promotion et le redoublement, l'élève peut connaître au degré secondaire des changements de niveaux et d'options appelés "transitions" (orientation continue).<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Département édicte un règlement précisant les conditions et les modalités de la promotion, du redoublement et des transitions à l'école secondaire.

<sup>3</sup> La promotion anticipée et la possibilité de sauter une année existent aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités qu'à l'école primaire.

2. Note de  
promotion

**Art. 164** <sup>1</sup> La note de promotion est constituée par la moyenne arithmétique des notes semestrielles. En cas de changement de niveaux à l'issue du premier semestre, la note du second semestre constitue la note de promotion.<sup>[59\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> En cas de changement d'option qui implique un changement de cours à l'issue du premier semestre, la note du second semestre constitue la note de promotion.<sup>[58\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Demeure réservée la prise en compte des résultats obtenus aux épreuves cantonales.

## 2bis. Notes d'orientation

**Art. 164a**<sup>79)</sup> <sup>1</sup> En cas de changement de niveau ou d'option au terme de la douzième semaine du degré neuf, les notes du niveau ou de l'option précédente ne sont pas prises en considération pour établir la note du premier semestre.

<sup>2</sup> L'alinéa 1 s'applique par analogie à l'élève qui arrive en cours d'année à l'école secondaire.

## 3. Maintien du profil scolaire

**Art. 165** <sup>1</sup> Le profil scolaire de l'élève est déterminé par le niveau suivi dans chacune des disciplines de base et par l'option choisie.

<sup>2</sup> Lors du passage d'une année scolaire à l'autre, l'élève peut poursuivre les cours des disciplines de base dans les mêmes niveaux s'il obtient une note de promotion suffisante dans chacune des trois disciplines concernées. A défaut, l'élève est transféré dans le niveau inférieur de la discipline pour laquelle il a obtenu une note insuffisante; il peut cependant poursuivre sa formation dans les mêmes niveaux s'il n'a obtenu qu'une seule note insuffisante dans les cours à niveaux et si ses résultats correspondent aux critères fixés par le Département.

4. Changement de niveaux  
a) Principes et conditions

**Art. 166** <sup>1</sup> L'accès aux cours d'un niveau supérieur est déterminé uniquement par la note obtenue dans le niveau de la discipline concernée.

<sup>2</sup> La transition dans un niveau inférieur tient compte des résultats obtenus dans les trois disciplines enseignées en cours à niveaux.

<sup>3</sup> Le Département arrête les critères pour les transitions ascendantes ou descendantes d'un niveau à l'autre en tenant compte des échelles d'évaluation propres à l'enseignement de chaque niveau.

<sup>4</sup> A la demande des parents, le directeur peut autoriser un changement de niveau descendant, même si l'élève remplit les conditions de maintien du niveau fréquenté.

## b) Périodicité

**Art. 167** <sup>1</sup> Durant le premier semestre du degré neuf, des changements de niveaux peuvent être effectués au terme de la douzième semaine, sur proposition des enseignants et avec l'accord des parents.<sup>76)</sup>

<sup>1bis</sup> L'alinéa 1 s'applique par analogie à l'élève qui arrive en cours d'année à l'école secondaire.<sup>79)</sup>

<sup>2</sup> Les transitions ascendantes peuvent avoir lieu au terme de chaque semestre. Elles sont facultatives; les parents de l'élève décident.

<sup>3</sup> Les transitions descendantes ont lieu au terme du degré neuf ainsi qu'au terme de chaque semestre des degrés dix et onze. Elles sont obligatoires. [76/77](#)

5. Orientation dans le cadre des options  
a) Maintien de l'option lors d'un changement de degré

**Art. 168** <sup>1</sup> Le maintien de l'élève dans les options 1, 2 et 3, au degré suivant est déterminé par les résultats obtenus dans l'option considérée et dans les disciplines à niveau. [29](#)

<sup>2</sup> ... [13](#)

<sup>3</sup> Le Département définit les conditions et les modalités d'application.

b) Changement d'option volontaire

**Art. 169** [77](#) <sup>1</sup> Moyennant l'accord écrit des parents, l'élève qui en remplit les conditions d'accès peut changer d'option au terme de la douzième semaine du degré neuf, ainsi qu'au terme de chaque semestre des degrés neuf, dix et onze.

<sup>2</sup> L'alinéa 1 s'applique par analogie à l'élève qui arrive en cours d'année à l'école secondaire.

6. Cours d'appui

**Art. 170** En cas de changement de niveaux ou d'options, l'élève peut bénéficier de cours d'appui conformément à l'article 49.

7. Redoublement

**Art. 171** <sup>1</sup> L'élève est tenu de répéter l'année scolaire si ses résultats et son profil scolaires ne permettent plus d'autre issue, en dépit des règles sur les changements de niveaux et d'options.

<sup>2</sup> Les parents peuvent adresser une demande de redoublement au directeur si leur enfant n'a pas antérieurement redoublé une classe du cycle secondaire et si les règles de promotion lui imposent une transition descendante dans plus d'une discipline à niveaux ou un changement d'option.

<sup>3</sup> Le Département arrête les modalités d'application.

## SECTION 4 : Sanctions disciplinaires

Mesures éducatives préalables

**Art. 172** <sup>1</sup> En cas d'écart de discipline ou de conduite de l'élève, l'enseignant prend à son égard les mesures éducatives appropriées. Il peut notamment rappeler l'élève à l'ordre, l'amener à expliquer, à comprendre les mobiles de son attitude et à en mesurer l'incidence.

<sup>2</sup> Il peut également assigner à l'élève une tâche légère assumée partiellement ou totalement en dehors du temps de classe.

Sanctions  
disciplinaires  
(art. 83 LS)

**Art. 173** <sup>1</sup> Sont seules autorisées les sanctions disciplinaires suivantes :

- a) des travaux particuliers effectués à domicile et ne nécessitant pas plus d'une demi-journée de travail;
- b) des retenues jusqu'à l'équivalent d'une journée;
- c) la suspension des cours, jusqu'à cinq jours de classe;
- d) l'exclusion, en cas de prolongation de la scolarité (art. 25 LS);
- e) le déplacement.

<sup>2</sup> La suspension des cours, l'exclusion et le déplacement ne peuvent en principe être prononcés que si la mesure a été précédée d'un avertissement écrit au représentant légal de l'élève.

<sup>3</sup> Les sanctions disciplinaires ne peuvent être cumulées, sauf celles prévues sous lettres a et c de l'alinéa 1.

Détermination de  
la sanction  
(art. 82 LS)

**Art. 174** <sup>1</sup> Il ne peut être prononcé de sanctions disciplinaires que si des mesures éducatives préalables sont restées sans effet ou paraissent d'emblée vaines.

<sup>2</sup> Le genre et la mesure de la sanction sont déterminés en fonction de la faute de l'élève, des circonstances du cas et de l'atteinte portée à la bonne marche de l'école.

Autorités  
disciplinaires  
(art. 83 LS)  
a) Enseignant et  
commission  
d'école

**Art. 175** <sup>1</sup> L'enseignant est compétent pour charger l'élève de travaux particuliers effectués à domicile; il peut également décider de la retenue d'un élève, après en avoir informé le directeur.

<sup>2</sup> La commission d'école est compétente pour ordonner la suspension d'un élève.

b) Département

**Art. 176** L'exclusion et le déplacement sont du ressort exclusif du Département.

c) Compétence  
d'ordonner des  
mesures moins  
graves et  
menace

**Art. 177** <sup>1</sup> La commission d'école et le Département peuvent également infliger des sanctions moins graves que celles pour lesquelles ils sont compétents.

<sup>2</sup> La menace d'une sanction relève de l'autorité compétente pour prononcer la sanction elle-même.

Procédure  
(art. 83 LS)

**Art. 178** <sup>1</sup> L'autorité disciplinaire établit les faits et administre les preuves pertinentes. Dans tous les cas, elle donne à l'élève l'occasion de s'exprimer; sauf le cas de travaux particuliers, les parents sont également entendus.

<sup>2</sup> La décision disciplinaire est communiquée par écrit aux parents, avec l'indication des motifs. La sanction de travaux particuliers et la retenue sont communiquées aux parents par le carnet hebdomadaire.

## TITRE CINQUIEME : Enseignants

### CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination

**Art. 179 à 193**<sup>47)</sup>

### CHAPITRE II : Situation de l'enseignant

**Art. 194 et 195**<sup>47)</sup>

Indemnité de  
déplacement  
(art. 91, al. 2, LS)  
a) En général

**Art. 196**<sup>48)</sup> <sup>1</sup> ...<sup>62)</sup>

<sup>2</sup> Le titulaire d'un poste organisé sur différentes écoles et l'enseignant chargé de mesures d'appui et de soutien dans différentes écoles reçoivent les indemnités de déplacement prévues dans l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>15)</sup>.

b) Titulaire de  
poste partiel

**Art. 197** <sup>1</sup> L'enseignant titulaire de deux ou plusieurs postes partiels dans différentes écoles reçoit l'indemnité de déplacement prévue à l'article précédent; toutefois les quatre-vingts premiers kilomètres hebdomadaires ne sont pas indemnisés.

<sup>2</sup> L'enseignant titulaire d'un ou plusieurs postes partiels dans une seule école peut exceptionnellement recevoir l'indemnité de déplacement s'il s'agit d'assurer l'enseignement dans une école isolée.

c) Limitation et versement de l'indemnité

**Art. 198** <sup>1</sup> Seuls donnent droit à l'indemnité les déplacements justifiés, compte tenu des conditions particulières et éventuellement du domicile de l'enseignant.

<sup>2</sup> Le décompte est établi en règle générale à la fin du semestre scolaire, en février et en juillet.

**Art. 199**<sup>47)</sup>

### CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant

Tâches administratives

**Art. 200** <sup>1</sup> L'enseignant assume les tâches administratives et la surveillance que nécessite la bonne marche de la classe et de l'établissement, y compris la préparation et l'achèvement de l'année scolaire. Il est notamment tenu de surveiller les récréations et de contrôler les absences.

<sup>2</sup> Il évalue le travail des élèves, délivre les bulletins scolaires et informe les parents, conformément aux instructions du Département.

<sup>3</sup> L'enseignant organise, avant la fin de l'année civile, une réunion de classe avec les parents de ses élèves pour faire connaissance et les informer sur les caractéristiques du plan d'études, du programme des manifestations et sur les particularités et exigences spécifiques du fonctionnement de la classe. Il peut requérir la collaboration et la participation occasionnelle du conseiller pédagogique et du directeur.

<sup>4</sup> L'enseignant se tient à la disposition des parents qui souhaitent un entretien particulier.

Devoir de suppléance

**Art. 201** <sup>1</sup> En cas d'absence imprévisible ou de courte durée d'un enseignant, le directeur prend les dispositions nécessaires pour assurer la surveillance et veiller à l'occupation des élèves.

<sup>2</sup> Dans la mesure où les circonstances le permettent, il sollicite la collaboration des autres enseignants en veillant à une répartition équitable du travail supplémentaire que cela représente.

Excursions et manifestations scolaires ou parascolaires

**Art. 202** <sup>1</sup> L'enseignant collabore avec ses collègues et les autorités scolaires locales pour l'organisation et l'animation des activités parascolaires telles que camps de sport, voyages d'étude, courses scolaires, semaines hors cadre, activités culturelles et sociales.



<sup>2</sup> Toute activité parascolaire fait l'objet d'une approbation de la commission d'école et d'une information aux parents.

<sup>3</sup> L'enseignant qui conduit une activité scolaire hors de l'école en informe le directeur.

<sup>4</sup> Le Département arrête les instructions nécessaires concernant l'étendue, les prescriptions de sécurité, les exigences éducatives et l'organisation générale de ces manifestations.

Attitude à l'égard  
de l'élève

**Art. 203** <sup>1</sup> L'enseignant doit être en classe avant le début des cours du matin et de l'après-midi pour y accueillir et surveiller les élèves. A l'école enfantine, l'enseignant veille au départ des enfants à la fin de chaque demi-journée.

<sup>2</sup> Aucun élève ne peut être admis dans une classe ou transféré par l'enseignant dans une autre classe sans l'autorisation de la commission d'école ou du directeur.

<sup>3</sup> En cas d'accident survenant à l'un des élèves durant les heures d'école, l'enseignant prend les mesures qui s'imposent et informe le directeur.

#### **Art. 204**<sup>47)</sup>

Devoirs  
particuliers du  
maître de classe  
ou de module

**Art. 205** <sup>1</sup> Le maître de classe ou de module est chargé de s'occuper au premier chef de la vie communautaire de la classe ou du groupe de classes.

<sup>2</sup> Il exécute les travaux administratifs relatifs à la classe ou au groupe de classes; il assure le contrôle des absences, organise et conduit les excursions scolaires.

<sup>3</sup> Il représente la classe auprès des parents.

<sup>4</sup> A l'école secondaire, le maître de module s'efforce de promouvoir la collaboration entre l'ensemble de ses collègues qui enseignent dans les classes dont il a la charge.

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement émet les directives nécessaires.

#### **Art. 206**<sup>47)</sup>

## CHAPITRE IV : Droits des enseignants

Appui aux jeunes  
enseignants  
(art. 99 LS)

**Art. 207** <sup>1</sup> L'accompagnement pédagogique des jeunes enseignants est assumé par le conseiller pédagogique.

<sup>2</sup> En principe, le jeune enseignant sollicite le soutien dont il a besoin. Le conseiller pédagogique peut toutefois imposer ce dernier en cas de nécessité.

Associations  
professionnelles  
(art. 100 LS)

**Art. 208** <sup>1</sup> Les associations professionnelles et les syndicats qui entendent être reconnus adressent une demande dans ce sens au Département à l'intention du Gouvernement. Ils joignent leurs statuts à leur requête et indiquent le nombre de leurs membres exerçant dans les écoles publiques du Canton.

<sup>2</sup> Le Gouvernement reconnaît les associations professionnelles et les syndicats dont les statuts prévoient la défense des intérêts professionnels des enseignants; il tient compte du nombre d'adhérents concernés.

<sup>3</sup> Le Département et le Service de l'enseignement consultent les associations et les syndicats reconnus sur tout projet législatif ou réglementaire ayant trait au statut des enseignants, notamment en matière de traitements, d'indemnités, de durée du temps de travail, de relations avec les autorités et les parents, ainsi que sur les dossiers susceptibles de transformer directement ou indirectement de manière significative tout ou partie de l'organisation scolaire.

Consultation des  
enseignants  
(art. 101 LS)

**Art. 209** <sup>1</sup> Tout enseignant peut demander à être entendu par la commission d'école sur un objet qui le concerne personnellement.

<sup>2</sup> La consultation des enseignants s'effectue en principe par l'intermédiaire du collège des enseignants (art. 241).

<sup>3</sup> Le corps enseignant est représenté à la commission d'école, conformément à l'article 234.

<sup>4</sup> La loi instituant le Conseil scolaire<sup>16)</sup> règle la participation des enseignants à ce conseil.

## CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service

Art. 210 à 212<sup>[47\)](#)</sup>

## CHAPITRE VI : Congés

Art. 213<sup>[47\)](#)</sup>

## TITRE SIXIEME : Organisation de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Cercle scolaire  
(art. 107 et 108  
LS)

**Art. 214** <sup>1</sup> Lorsque l'effectif des élèves d'une commune est insuffisant pour constituer un cercle d'école enfantine ou primaire, la commune forme un syndicat ou conclut une entente avec une ou plusieurs communes voisines.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement favorise les contacts entre les communes à cet effet; il apporte un appui particulier aux communes qui sont dans la nécessité de collaborer avec d'autres.

<sup>3</sup> Lorsqu'une commune ou un groupe de communes refusent de collaborer avec une autre commune ou lui imposent des conditions excessives, le Département tranche, sous réserve de recours à la juridiction administrative.

Statuts du  
syndicat ou de  
l'entente  
intercommunale

**Art. 215** L'adoption et l'approbation des statuts du syndicat scolaire ou de l'entente intercommunale ont lieu conformément à la législation sur les communes en matière de règlements.

Exceptions  
(art. 107 et  
108 LS)

**Art. 216** Lorsque la nécessité de collaboration ne concerne que quelques élèves ou qu'il s'agit d'éviter qu'une commune ne fasse partie de plusieurs cercles pour un seul niveau scolaire, le Département peut autoriser une convention entre communes portant uniquement sur l'accueil des élèves, sans gestion commune du cercle d'accueil.

Art. 217<sup>[42\)](#)</sup>

Dimension des  
cercles scolaires  
a) Ecole primaire

**Art. 218**<sup>[41\)](#)<sup>[71\)](#)</sup></sup> <sup>1</sup> Le cercle scolaire d'école primaire comporte au minimum quatre classes, soit une classe par demi-cycle.

<sup>2</sup> Le Département autorise des dérogations pour de justes motifs, en particulier afin de permettre la création de classes à degrés multiples.

<sup>3</sup> Une classe à degrés multiples s'entend comme une classe comprenant des élèves de plus de deux degrés différents.

b) Ecole  
secondaire

**Art. 219** Le cercle d'école secondaire comporte au minimum deux classes par degré.

Création et  
gestion de  
classes de  
transition et de  
soutien  
(art. 30, 33, 49,  
87, al. 2, et  
108 LS)

**Art. 220** <sup>1</sup> A la demande des cercles scolaires, le Département ouvre des classes de transition et de soutien de manière à répondre aux besoins. Il veille à une équitable répartition de ces classes sur le territoire cantonal.

<sup>2</sup> Le Département nomme les enseignants après avoir entendu la commission du cercle scolaire du siège de la classe.

<sup>3</sup> La gestion de la classe relève des autorités du cercle de son siège.

<sup>4</sup> Les dépenses de la commune siège relatives à ces classes, au sens de l'article 152, chiffres 1 et 2, de la loi scolaire, sont réparties entre les communes de résidence des élèves. En cas de litige, le Département tranche.

Création et  
gestion de  
classes  
d'orientation  
(art. 26 et 108,  
al. 3, LS)

**Art. 221** <sup>1</sup> Sur demande des autorités des cercles d'écoles secondaires, le Département autorise, en fonction des besoins, l'ouverture de classes d'orientation (dixième année).

<sup>2</sup> La classe d'orientation fait partie intégrante de l'école secondaire concernée.

<sup>3</sup> Si une classe d'orientation accueille des élèves d'autres cercles, ces derniers sont redevables d'une part proportionnelle des dépenses d'exploitation au sens de l'article 152, chiffre 2, de la loi scolaire au cercle d'accueil.

Locaux scolaires  
(art. 109 LS)  
a) Usage des  
locaux scolaires

**Art. 222** <sup>1</sup> Sous réserve de dispositions contraires dans la réglementation communale, la commission d'école décide de l'utilisation des locaux de l'école à des fins non scolaires. Elle précise les restrictions à l'utilisation de ces locaux dans l'intérêt de l'école.

<sup>2</sup> L'autorité communale compétente ne peut autoriser l'occupation de locaux scolaires par la troupe qu'avec l'accord de la commission d'école. Si l'armée occupe des locaux scolaires ou des locaux situés à leurs abords, le conseil communal rend attentive l'autorité militaire concernée à l'interdiction de la garde armée (art. 43, al. 3, LS).

<sup>3</sup> Sauf cas particuliers, les autorités compétentes mettent gratuitement à disposition, en dehors des heures d'utilisation, les locaux scolaires subventionnés notamment pour les besoins suivants : réunions convoquées par le Département, cours de perfectionnement et de formation continue organisés par l'Institut pédagogique ou sous la responsabilité de celui-ci, cours de l'Office des sports, cours de formation permanente subventionnés par l'Etat, en particulier ceux de l'Université populaire et de l'Ecole jurassienne et Conservatoire de musique.

b) Transforma-  
tion des locaux  
scolaires

**Art. 223** Le Département doit être informé préalablement à tous travaux entrepris à des bâtiments ou équipements scolaires. Son autorisation est nécessaire, même si aucune subvention cantonale n'est requise.

c) Salubrité des  
locaux scolaires

**Art. 224** La commission d'école contrôle les conditions d'hygiène des locaux scolaires. Elle peut solliciter la collaboration du médecin scolaire. Le nettoyage des locaux scolaires doit être effectué régulièrement.

Tâches du cercle  
scolaire,  
règlement  
scolaire local  
(art. 109 LS)

**Art. 225** <sup>1</sup> L'autorité compétente du cercle scolaire édicte le règlement scolaire local, sur proposition de la commission d'école.

<sup>2</sup> Le règlement scolaire local arrête les prescriptions laissées à la compétence des autorités locales.

<sup>3</sup> Le Département veille à la conformité du règlement scolaire local à la législation cantonale et, le cas échéant, donne sa ratification. Il tient à la disposition des commissions d'école un règlement-type.

## CHAPITRE II : Commission d'école

Nombre de  
membres,  
principe

**Art. 226** Dans tous les cas, la commission d'école comprend un nombre impair de membres.

**Art. 227** <sup>35)</sup>

Désignation des  
membres  
(art. 110, 111,  
112 et 114 LS)

**Art. 228** <sup>1</sup> Les membres des commissions d'école des cercles d'école primaire et enfantine sont nommés ou élus par l'autorité désignée dans le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire.

<sup>2</sup> ... [35\)](#)

Période de  
fonction

**Art. 228a**<sup>[53\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les membres de la commission d'école sont nommés pour la durée d'une législature. Ils exercent leurs fonctions dès la constitution de la commission d'école, jusqu'à la constitution de la nouvelle commission d'école.

<sup>2</sup> La commission d'école doit être constituée jusqu'au 31 mars de la première année de la législature.

Constitution des  
commissions

**Art. 229** <sup>1</sup> Sauf dispositions contraires dans la législation communale ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire, les commissions d'école désignent elles-mêmes leurs président et vice-président.

<sup>2</sup> Le directeur du cercle scolaire assure le secrétariat général de la commission; il s'occupe en particulier de la documentation, de l'information, de l'exécution et du suivi des décisions de la commission.

<sup>3</sup> Le directeur communique la composition de la commission d'école au Service de l'enseignement. Il porte également cette composition à la connaissance des parents d'élèves.

Délégation de  
compétences

**Art. 230** <sup>1</sup> Lorsque la commission d'école est composée d'au moins onze membres, le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire peuvent prévoir la constitution de sous-commissions et la délégation à ces dernières de certaines tâches. Lorsqu'elle le juge opportun, la commission peut toutefois traiter elle-même une affaire ressortissant normalement à une sous-commission.

<sup>2</sup> Ne peuvent cependant pas être déléguées les attributions suivantes :

- a) la nomination des enseignants ainsi que les décisions relatives à toutes modifications des rapports de service du personnel de l'école;
- b) les propositions de règlement scolaire local et de modifications de ce dernier;
- c) les sanctions disciplinaires relevant de la compétence de la commission d'école.

<sup>3</sup> Un représentant des enseignants et un représentant des parents assistent aux travaux des sous-commissions.

<sup>4</sup> Certaines tâches mineures peuvent être déléguées au bureau de la commission ou au président de cette dernière.

Visites de l'école  
et des classes  
(art. 118 LS)

**Art. 231** <sup>1</sup> La commission d'école entretient un contact régulier avec les enseignants; elle visite au moins une fois par année l'ensemble des classes, par délégation d'un ou de deux de ses membres.

<sup>2</sup> Les membres de la commission peuvent solliciter de la part de l'enseignant des explications sur son travail.

<sup>3</sup> Les membres de la commission s'abstiennent d'intervenir dans le déroulement des leçons et de faire des observations à l'enseignant en présence des élèves.

Surveillance des  
enseignants  
(art. 118 LS)

**Art. 232** La commission d'école exerce la surveillance des enseignants. La surveillance de nature pédagogique, en particulier l'appréciation de l'activité pédagogique de l'enseignant, relève cependant du Service de l'enseignement par l'intermédiaire du conseiller pédagogique; la commission d'école se limite à faire part de ses observations, le cas échéant.

Conciliation  
(art. 119 LS)

**Art. 233** <sup>1</sup> Lorsque des difficultés ne justifiant pas d'emblée une dénonciation surgissent entre parents ou élèves, d'une part, et enseignants, d'autre part, ou entre enseignants, la commission d'école s'efforce de clarifier la situation et d'amener les intéressés à un règlement à l'amiable, en principe verbalement.

<sup>2</sup> A cet effet, la commission d'école peut requérir la collaboration du directeur et, au besoin, celle du conseiller pédagogique.

<sup>3</sup> Si les reproches formulés à l'encontre de l'enseignant paraissent suffisamment graves, la commission d'école dénonce l'intéressé au Service de l'enseignement; dans les autres cas, lorsque la conciliation a échoué, elle informe les parents de la possibilité d'une dénonciation.

Participation des  
enseignants  
(art. 120 LS)  
a) Régulière

**Art. 234** <sup>1</sup> Le collège des enseignants a droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle scolaire compte moins de cinq classes, à deux représentants lorsqu'il en compte de cinq à dix et à trois représentants ou un représentant par bâtiment scolaire lorsque le cercle comprend plus de dix classes.

<sup>2</sup> Le collège des enseignants du cercle scolaire ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, désigne ses représentants à la commission d'école. Le règlement scolaire local précise la durée du mandat qui est d'une année au moins et de cinq ans au plus.<sup>50)</sup>

b) Occasionnelle **Art. 235** La commission d'école entend tout enseignant personnellement concerné par un point de son ordre du jour.

Participation des parents  
(art. 120 LS)  
a) Nombre de représentants **Art. 236** <sup>1</sup> Les parents d'élèves ont droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle compte moins de cinq classes, à deux lorsqu'il comprend de cinq à dix classes et à trois au-delà.

<sup>2</sup> Les représentants sont désignés selon les règles ci-après.

b) Procédure de désignation **Art. 237** <sup>1</sup> La commission d'école veille à la désignation régulière des représentants des parents d'élèves.

<sup>2</sup> Lorsque les parents d'élèves sont organisés en une association, reconnue par le Département et dont les statuts permettent l'adhésion des parents de tout le cercle scolaire concerné, la commission d'école peut confier à l'association en question le soin de procéder à la désignation des représentants.

<sup>3</sup> Dans les autres cas, la commission d'école organise la désignation des représentants selon l'une des modalités suivantes :

- a) désignation des représentants lors d'une réunion de l'ensemble des parents du cercle;
- b) désignation d'un représentant d'un groupe de classes lors d'une réunion des parents des élèves de ce groupe;
- c) désignation d'un délégué par classe lors d'une réunion des parents des élèves de cette classe, puis désignation des représentants au cours d'une réunion des délégués.

<sup>4</sup> Le règlement scolaire local apporte les précisions nécessaires.

Formation des membres des commissions d'école **Art. 238** Le Département organise, selon les besoins, des séances d'information à l'intention des membres des commissions d'école.



Secret de  
fonction

**Art. 239** Les personnes qui participent aux séances de la commission d'école ou qui, en raison de leur fonction, ont connaissance des procès-verbaux de ses délibérations sont tenues au secret de fonction de la même manière que les fonctionnaires de l'Etat.

### CHAPITRE III : Collège des enseignants<sup>60)</sup>

Participation du  
corps enseignant  
(art. 101, al. 1 et  
2, LS)

**Art. 240**<sup>60)</sup> <sup>1</sup> Les enseignants sont associés à la gestion du cercle scolaire; ils participent à l'animation et à l'administration de leur établissement.

<sup>2</sup> Le directeur consulte les enseignants sur les objets qui les concernent. Dans la mesure du possible, il les associe à la préparation de ses décisions et à l'élaboration des propositions destinées à la commission d'école ou aux autorités cantonales.

<sup>3</sup> En matière d'admission et d'orientation des élèves et de sanctions disciplinaires, il ne s'écarte des propositions des enseignants concernés que pour des motifs justifiés.

Collège des  
enseignants  
a) Principe

**Art. 241** <sup>1</sup> Les enseignants du cercle scolaire se réunissent en collège des enseignants.

<sup>2</sup> Lorsque le cercle comprend plusieurs établissements indépendants ou plusieurs bâtiments d'une certaine importance, il peut être créé un collège par établissement ou bâtiment.

<sup>3</sup> Font partie du collège tous les enseignants du cercle ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, engagés pour une durée indéterminée ou pour une durée d'une année au moins.<sup>60)</sup>

b) Présidence et  
réunions

**Art. 242** <sup>1</sup> Le collège des enseignants est présidé par le directeur ou le vice-directeur de l'école.

<sup>2</sup> Il se réunit sur convocation du président ou à la demande d'au moins un cinquième de ses membres.

c) Compétences

**Art. 243** Le collège des enseignants est l'organe de participation des enseignants à la gestion de l'école. Il a les attributions suivantes :

a) il traite des objets relatifs à des questions d'éducation, de coordination de l'enseignement, d'animation de la vie scolaire et d'activités parascolaires que lui soumet la commission d'école ou le directeur, ainsi que de ceux dont il se saisit lui-même, dans les limites de ses attributions;

- b) il est consulté sur toutes les questions importantes ayant trait à l'organisation et à la mission de l'établissement;
- c) il émet des préavis et des propositions en matière de répartition des classes, d'organisation de cours facultatifs et de devoirs surveillés.

**Art. 244 à 250**<sup>61)</sup>

## **CHAPITRE IV : Médiateur et autres fonctions**

Médiateur  
(art. 124 LS)

**Art. 251** <sup>1</sup> Le médiateur écoute et conseille les élèves en difficulté qui s'adressent à lui; à cet effet, il se tient à la disposition des élèves à des moments convenus; en cas de besoin, il les dirige vers les instances susceptibles de contribuer à la résolution de ces difficultés.

<sup>2</sup> Le médiateur est tenu à la confidentialité des informations individuelles concernant les élèves et leur milieu familial.

<sup>3</sup> Le Département peut préciser les tâches du médiateur; il définit les modalités de la collaboration avec les autorités scolaires (commission, directeur, Service de l'enseignement), les services de la médecine et de la psychologie scolaires ainsi qu'avec les services sociaux.

<sup>4</sup> ...<sup>75)</sup>

<sup>5</sup> ...<sup>75)</sup>

**Art. 252 à 255**<sup>75)</sup>

## **CHAPITRE V : Formation et perfectionnement des directeurs et titulaires de fonctions**

**Art. 256**<sup>61)</sup>

## **TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires**

### **CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

**Art. 257** Les activités et le fonctionnement du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire font l'objet d'une ordonnance particulière.

## CHAPITRE II : Service de santé scolaire et service dentaire scolaire<sup>19)</sup>

Renvoi

**Art. 258<sup>19)</sup>** <sup>1</sup> Le service dentaire scolaire et le service de santé scolaire sont organisés conformément au décret concernant le service dentaire scolaire<sup>20)</sup> et à sa législation d'application et à l'ordonnance concernant le service de santé scolaire.

<sup>2</sup> Les activités habituelles du service de santé scolaire se déroulent pendant l'horaire scolaire.

## CHAPITRE III : Devoirs scolaires et devoirs surveillés

### SECTION 1 : Devoirs à domicile

Principes

**Art. 259** <sup>1</sup> Les devoirs à domicile sont autorisés. Ils sont préparés en classe et adaptés aux possibilités des élèves.

<sup>2</sup> Ils contribuent à développer chez l'élève le sens de l'effort et de l'organisation. Ils lui permettent de faire l'apprentissage du travail bien fait et de la responsabilité individuelle. Ils donnent progressivement à l'élève les moyens de prendre en charge sa propre formation.

<sup>3</sup> Il n'est pas autorisé de donner aux élèves des devoirs le matin pour l'après-midi, ainsi que pour le lundi, le lendemain d'un jour férié et durant les vacances.

<sup>4</sup> Le Département peut réglementer la durée et la nature des devoirs à domicile ainsi que leur coordination.

### SECTION 2 : Devoirs surveillés

Principe

**Art. 260<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> Le service de devoirs surveillés est organisé sur la base de groupes d'élèves constitués pour une année.

<sup>2</sup> Sauf circonstance particulière, un groupe créé pour une prestation de devoirs surveillés comprend au moins huit élèves.

<sup>3</sup> Les cercles scolaires bénéficient d'un crédit de devoirs surveillés exprimé en leçons hebdomadaires annuelles. Une leçon hebdomadaire annuelle équivaut à trente-neuf leçons effectives.

<sup>4</sup> Les écoles ont la faculté d'utiliser les leçons qui leur sont allouées de la manière qui leur paraît la plus judicieuse, en regroupant notamment des élèves de classes et de degrés différents.

<sup>5</sup> Le Département octroie les crédits annuels de devoirs surveillés en fonction du nombre de classes du cercle scolaire.<sup>[80\)](#)</sup>

<sup>6</sup> L'organisation des devoirs surveillés est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Gratuité  
(art. 138, al. 4,  
LS)

**Art. 261** La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite.

Organisation  
(art. 139 LS)

**Art. 262** <sup>1</sup> Un élève peut suivre au maximum trois prestations de devoirs surveillés par semaine.<sup>[4\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[31\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le directeur de l'école est responsable de l'organisation et de la surveillance générale des devoirs surveillés.

Surveillance et  
animation  
(art. 138 et  
139 LS)

**Art. 263** <sup>1</sup> La classe de devoirs surveillés est animée par un enseignant dont la tâche consiste à s'assurer que les élèves effectuent leurs devoirs correctement et dans des conditions propices au travail scolaire; l'enseignant fournit aux élèves un appui ponctuel.

<sup>2</sup> En l'absence d'une personne qualifiée pour assurer la surveillance et l'animation des classes de devoirs surveillés, il appartient aux enseignants de l'école de l'assumer. Le directeur veille à une répartition équitable.

<sup>3</sup> ...<sup>[31\)](#)</sup>

Permanences

**Art. 263a**<sup>[3\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le crédit de devoirs surveillés peut être utilisé en tout ou partie sous forme de surveillance des élèves, appelée permanence et organisée en période de quarante-cinq minutes.

<sup>2</sup> Le Département fixe les modalités d'organisation et de rémunération des permanences.

<sup>3</sup> L'organisation des permanences est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

## CHAPITRE IV : Economat scolaire

Collaboration  
entre le Service  
de l'enseigne-  
ment et  
l'Economat  
cantonal  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 264** <sup>1</sup> L'Economat cantonal et le Service de l'enseignement collaborent afin d'assurer aux écoles la fourniture des moyens d'enseignement dont elles ont besoin.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement étudie et apprécie les besoins, définit le cahier des charges des moyens d'enseignement et dirige l'élaboration du manuscrit. Il s'assure, autant que faire se peut, de la collaboration intercantonale.

<sup>3</sup> L'Economat cantonal assure la réalisation technique, la vente et la diffusion dans les écoles. Il collabore avec ses homologues des cantons romands et participe aux travaux du Fonds romand des éditions scolaires.

Principes  
d'édition  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 265** <sup>1</sup> Préalablement à toute réalisation cantonale, il y a lieu d'analyser les offres existantes sur le marché et d'explorer les possibilités de coopération intercantonale.

<sup>2</sup> Toute réalisation cantonale en propre implique que le moyen d'enseignement soit rendu obligatoire pour les classes. En principe, il en va de même de tout engagement à l'égard d'une réalisation intercantonale.

Financement  
(art. 140 et  
141 LS)

**Art. 266** <sup>1</sup> Les frais de recherche et de conception générale d'un moyen d'enseignement sont imputés au budget du Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> Les frais d'auteurs, plus généralement d'élaboration du manuscrit et d'édition, sont avancés par l'Economat cantonal qui les répercute sur le prix de vente aux communes. Les règles d'édition définies sur le plan intercantonal romand sont réservées.

Gestion des  
stocks  
(art. 141 LS)

**Art. 267** <sup>1</sup> L'Economat cantonal gère les réserves de moyens d'enseignement; il en assure le renouvellement selon les besoins des écoles.

<sup>2</sup> Il transmet annuellement un état des réserves au Service de l'enseignement. Celui-ci veille, autant que possible, à l'épuisement des réserves avant toute décision d'introduction d'un nouveau moyen d'enseignement dans les classes.

Formules  
administratives  
et publications  
du Département  
(art. 141 LS)

**Art. 268** L'Economat cantonal réalise et distribue les documents et formules officiels élaborés par le Département ou le Service de l'enseignement et nécessaires à la gestion des affaires scolaires.

## TITRE HUITIEME : Voies de droit

Dénonciations  
(art. 156 LS)  
a) Définition et  
forme

**Art. 269** <sup>1</sup> La dénonciation est la voie par laquelle une personne porte à la connaissance du Service de l'enseignement une situation ou un comportement irréguliers.

<sup>2</sup> Elle est formulée par écrit, datée et signée et contient un exposé concis des faits.

b) Plaignant

**Art. 270** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement examine si le dénonciateur est lésé dans ses intérêts dignes de protection par les faits dénoncés et l'invite, le cas échéant, à se déterminer s'il entend participer à la procédure en qualité de plaignant.

<sup>2</sup> Lorsque le Service de l'enseignement estime que le dénonciateur qui requiert la qualité de plaignant ne dispose pas de cette qualité ou que la dénonciation est irrecevable, il transmet le dossier au Département pour décision; cette décision est sujette à opposition et à recours auprès du Gouvernement.

c) Procédure

**Art. 271** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement établit d'office les faits et entend les personnes visées par la dénonciation. Au besoin, il peut entendre les élèves concernés.

<sup>2</sup> Le Département statue par écrit sur la dénonciation; la décision est brièvement motivée.

<sup>3</sup> La décision du Département est sujette à opposition puis à recours auprès du Gouvernement.

<sup>4</sup> Le Département informe le dénonciateur de la manière dont l'affaire a été traitée.

## TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution

Exécution

**Art. 272** Le Département de l'Education est chargé de l'exécution de la présente ordonnance; il peut édicter des directives ou des instructions particulières.

## CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

### SECTION 1 : Modification du droit en vigueur

Modification de  
l'ordonnance  
concernant le  
séjour et  
l'établissement  
des étrangers

**Art. 273** L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le séjour et l'établissement des étrangers<sup>[21\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 10, alinéa 1  
Abrogé

Modification de  
l'ordonnance  
portant exécution  
de la loi sur la  
formation du  
corps enseignant

**Art. 274** L'ordonnance du 10 juillet 1984<sup>[22\)](#)</sup> portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant est modifiée comme il suit :

Article premier, alinéa 2, lettre f  
...<sup>[23\)](#)</sup>

Livre troisième, Première partie, Titre quatrième, Chapitre IV bis  
CHAPITRE IV BIS : Enseignement de l'éducation sexuelle

Article 74a à 74c  
...<sup>[23\)](#)</sup>

Modification de  
l'ordonnance  
fixant le nombre  
des leçons  
obligatoires des  
enseignants

**Art. 275** L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants<sup>[24\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier  
...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 6, alinéa 3  
Abrogé.

CHAPITRE II/Section 1

SECTION 1 : Les enseignants de l'Institut pédagogique

Article 8a  
...<sup>[23\)](#)</sup>

SECTION 1 bis (anciennement section 1)

SECTION 1 bis : Les enseignants des écoles moyennes

Articles 9 et 9a  
...<sup>[23\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Les enseignants des écoles secondaires

Article 11

... [23\)](#)

Article 13

Abrogé

## SECTION 3 : Les enseignants des écoles primaires

Article 14

... [23\)](#)

Article 15

Abrogé

## SECTION 4 : Les maîtresses d'école enfantine

Article 16

... [23\)](#)SECTION 5 : Les enseignants de classes de transition et de soutien  
et les enseignants chargés de cours d'appui ou de  
soutien pédagogique ambulatoire

Article 17

... [23\)](#)

## CHAPITRE III (art. 18 et 19)

Abrogé(s)

Modification de  
l'ordonnance  
concernant  
l'indemnisation  
des enseignants  
en cas de  
licenciement ou  
de non-réélection  
consécutifs à  
une décision de  
fermeture de  
classe

**Art. 276** L'ordonnance du 13 mai 1986 concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe<sup>17)</sup> est modifiée comme il suit :

## TITRE

Ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe

## PREAMBULE

... [23\)](#)Articles 1<sup>er</sup> et 2... [23\)](#)



Modification de  
l'ordonnance  
concernant le  
remplacement  
des enseignants

**Art. 277** L'ordonnance du 25 novembre 1986 concernant le remplacement des enseignants<sup>[14\)](#)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 7

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 9, alinéa 2

...<sup>[23\)](#)</sup>

Articles 17 et 18

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 40, alinéa 3

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 43

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 44, alinéa 2

...<sup>[23\)](#)</sup>

Article 45, alinéa 4

...<sup>[23\)](#)</sup>

Modification du  
règlement des  
écoles  
moyennes

**Art. 278** Le règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978<sup>[25\)](#)</sup> est modifié comme il suit :

Articles 1<sup>er</sup> et 2

...<sup>[26\)](#)</sup>

TITRE TROISIEME : Ecole supérieure de commerce et Ecole de culture générale

Article 15

...<sup>[26\)](#)</sup>

TITRE QUATRIEME (art. 16 à 40)

Abrogé(s)

Article 41

...<sup>[26\)](#)</sup>

Article 42, alinéa 2

...<sup>[26\)](#)</sup>

Article 43

...<sup>[26\)](#)</sup>

Article 44

Abrogé

Article 46

... [26\)](#)

Articles 48 et 49

... [26\)](#)

Article 50

Abrogé

Articles 51, 52 et 53

... [26\)](#)

Article 54, alinéa 2

... [26\)](#)

Articles 55 et 56

Abrogés

Modification de  
l'ordonnance sur  
le sport scolaire  
facultatif

**Art. 279** L'ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif [27\)](#)  
est modifiée comme il suit :

Articles 6 et 7

... [23\)](#)

Article 8

Abrogé

Article 9

... [23\)](#)

Article 10, alinéa 1

... [23\)](#)

Article 11

... [23\)](#)

Article 14, alinéa 2

... [23\)](#)

Article 20

... [23\)](#)

Articles 21 et 22

Abrogés

Article 24, alinéa 2

... [23\)](#)

Modification de  
l'ordonnance sur  
les bourses et  
prêts d'études

**Art. 280** L'ordonnance du 3 juillet 1990 sur les bourses et prêts d'études<sup>28)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 8

...<sup>23)</sup>

Article 9

Abrogé

## SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause  
abrogatoire

**Art. 281** <sup>1</sup> Toutes les dispositions réglementaires contraires aux normes de la présente ordonnance sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

1. l'ordonnance du 5 mars 1991 concernant l'éducation sexuelle dans les écoles publiques;
2. l'ordonnance du 17 juillet 1979 fixant les indemnités de déplacement pour les enseignants à programmes partiels dans différentes écoles;
3. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'inspection scolaire;
4. le règlement du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
5. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'école maternelle;
6. l'ordonnance du 6 mai 1986 concernant l'enseignement partagé à l'école primaire et à l'école maternelle;
7. l'ordonnance du 26 juin 1984 concernant les effectifs des classes, l'ouverture et la fermeture des classes de la scolarité obligatoire;
8. l'ordonnance du 15 juillet 1980 concernant les livrets scolaires et les promotions dans les écoles primaires;
9. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la participation d'écoliers à des manifestations;
10. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les attributions des commissions d'écoles primaires (règlement des écoles primaires);
11. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les écoles d'ouvrages;
12. l'ordonnance du 19 juin 1990 concernant les classes spéciales, l'appui et le soutien pédagogiques (mesures de pédagogie compensatoire);
13. l'ordonnance du 18 janvier 1983 concernant le transport d'élèves;
14. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique;
15. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la contribution cantonale pour enfants handicapés.

### CHAPITRE III : Dispositions transitoires

Directives et  
mises au  
concours

**Art. 282** <sup>1</sup> Les directives établies par le Département pour l'année scolaire 1993/1994 demeurent valables nonobstant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Durant la période transitoire (art. 170, al. 2, LS), les mises au concours des postes d'enseignants peuvent avoir lieu chaque semaine, selon les besoins, en dérogation à l'article 180.

Rapport sur la  
réalisation de la  
réforme scolaire

**Art. 283** <sup>1</sup> Au terme de la période transitoire définie par l'article 170, alinéa 2, de la loi scolaire, le Département établit un rapport à l'intention du Gouvernement sur la réalisation de la réforme scolaire.

<sup>2</sup> Le Gouvernement rend publics les principaux résultats de cette analyse.

Transports  
scolaires  
reconnus  
antérieurement

**Art. 284** Les transports scolaires reconnus à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance conformément au droit antérieur et qui ne répondent plus aux critères des articles 15 à 17 de la présente ordonnance restent admis à la répartition des charges scolaires jusqu'au 31 juillet 1995.

Enseignement  
des activités  
créatrices sur  
textiles

**Art. 285** En vue de garantir le maintien de l'emploi aux enseignantes ACT nommées définitivement au 1<sup>er</sup> août 1991, cela conformément à l'article 170 de la loi scolaire, le Service de l'enseignement peut exceptionnellement, après que toutes autres possibilités ont été épuisées, en particulier le remplacement dans l'enseignement des ACM à l'école primaire selon l'article 175, alinéa 3, de la loi scolaire, autoriser des dérogations relatives aux effectifs des élèves pour l'enseignement en sections de classe (art. 106, al. 3, de la présente ordonnance); de telles dérogations ne sont autorisées que jusqu'au 31 juillet 1995.

Projet pilote

**Art. 285a**<sup>70)</sup> <sup>1</sup> La discipline "projets", qui se caractérise par le regroupement de plusieurs disciplines et la conduite de projets, est mise en œuvre de manière expérimentale en onzième année de l'option 4 jusqu'au 31 juillet 2023.<sup>74)</sup>

<sup>2</sup> Pour permettre la mise en œuvre de la discipline "projets", il est dérogé aux dispositions de la présente ordonnance de la manière suivante :

- a) les options 3 et 4 sont séparées en onzième année pour permettre la conduite de projets en option 4 (art. 45, al. 3);

- b) en onzième année et pour la durée de l'année scolaire, il est possible de procéder à un découpage de l'horaire scolaire en blocs de leçons pour permettre la conduite de projets. Une directive du Département en précise les modalités (art. 90, al. 1);
- c) la discipline "projets" peut être enseignée par sections de classe (art. 106, al. 4).

<sup>3</sup> Le Département est compétent pour désigner les écoles dans lesquelles la discipline "projets" est mise en œuvre.

<sup>4</sup> A l'échéance de la période expérimentale, la discipline "projets" et les dérogations aux dispositions de la présente ordonnance sont caduques.

Accès aux cours  
à niveaux de  
l'école  
secondaire à la  
rentrée scolaire  
2020

**Art. 285b**<sup>72)</sup> <sup>1</sup> Les épreuves communes de huitième année primaire des 25 au 27 mai 2020 sont annulées.

<sup>2</sup> En dérogation à l'article 37, l'orientation des élèves pour l'accès aux cours à niveaux de l'école secondaire à la rentrée scolaire du mois d'août 2020 repose sur les résultats obtenus aux épreuves communes du mois de février 2020 et la moyenne semestrielle du premier semestre, qui sont pris en compte sur une même échelle et à raison d'un tiers pour les premiers et de deux tiers pour la seconde.

#### CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en  
vigueur

**Art. 286** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1993.

Delémont, le 29 juin 1993

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

**Disposition transitoire de la modification du 7 mars 2006**

L'organisation de l'enseignement par modules selon l'article 98 déploie ses effets au septième degré de l'école secondaire dès l'année scolaire 2006-2007, aux septième et huitième degrés dès l'année scolaire 2007-2008 et pour l'ensemble du cycle secondaire dès l'année scolaire 2008-2009.

**Disposition finale et transitoire de la modification du 21 juin 2016**

...[69\)](#)

**Annexe<sup>66)</sup>****Détermination du nombre de classes d'un cercle scolaire primaire**

A partir de treize classes, le nombre de classes d'un cercle scolaire primaire est déterminé selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du cercle	Nombre maximal de classes du cercle <sup>71)</sup>
253 à 271	13
272 à 290	14
291 à 309	15
310 à 328	16
329 à 347	17
348 à 366	18
367 à 385	19
386 à 404	20
405 à 423	21
424 à 442	22
443 à 461	23
462 à 480	24
481 à 499	25
500 à 518	26
519 à 537	27
538 à 556	28
557 à 575	29
576 à 594	30
595 à 613	31
614 à 632	32
633 à 651	33
652 à 670	34
671 à 689	35

690 à 708	36
709 à 727	37
728 à 746	38
747 à 765	39
766 à 784	40
785 à 803	41
804 à 822	42
823 à 841	43
842 à 860	44
861 à 879	45
880 à 898	46
899 à 917	47
918 à 936	48
937 à 955	49
956 à 974	50
975 à 993	51
994 à 1012	52
1013 à 1031	53
1032 à 1050	54
1051 à 1069	55
1070 à 1088	56
1089 à 1107	57
1108 à 1126	58
1127 à 1145	59
1146 à 1164	60

Remarque : Dès 60 classes, le nombre de classes du tableau figurant ci-dessus progresse d'une unité par tranche entamée ou entière de dix-neuf élèves.



- 1) [RSJU 410.11](#)
- 2) [RSJU 412.11](#)
- 3) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 1994
- 6) RSJU 410.251
- 7) RSJU 410.252.23
- 8) [RSJU 852.92](#)
- 9) RS 831.232.41
- 10) Voir actuellement la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 ([RSJU 611](#))
- 11) [RSJU 441.221](#)
- 12) [RS 832.20](#)
- 13) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 14) RSJU 410.252.5
- 15) [RSJU 173.461](#)
- 16) [RSJU 172.441](#)
- 17) [RSJU 410.252.26](#)
- 18) [RSJU 410.252.24](#)
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (RSJU 410.71)
- 20) [RSJU 410.72](#)
- 21) RSJU 142.21
- 22) [RSJU 410.210.11](#)
- 23) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 24) [RSJU 410.252.1](#)
- 25) [RSJU 412.111](#)
- 26) Texte inséré dans ledit règlement
- 27) [RSJU 415.41](#)
- 28) [RSJU 416.311](#)
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 30) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 31) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1999
- 32) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 33) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2005
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 35) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 36) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2006
- 37) Nouvelle teneur selon l'article 10 de l'ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 410.113](#))
- 38) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 39) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009

- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 42) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 43) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 44) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 45) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 46) Abrogé par l'article 15 de l'ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme, en vigueur depuis le 15 mai 2011 (RSJU 144.1)
- 47) Abrogé(s) par l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ([RSJU 173.111](#))
- 48) Nouvelle teneur selon l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ([RSJU 173.111](#))
- 49) RSJU [173.461.111](#)
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. III de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 51) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 26 juin 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 52) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 juin 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 53) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 octobre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 54) Nouvelle teneur selon l'article 28 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))
- 55) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 56) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 avril 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 57) Abrogé par l'article 15 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
- 58) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 février 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015
- 59) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 février 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015
- 60) Nouvelle teneur selon l'article 16 de l'ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015 ([RSJU 410.252.2](#))
- 61) Abrogé(s) par l'article 16 de l'ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015 ([RSJU 410.252.2](#))
- 62) Abrogé par l'article 24 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2015 relative aux indemnités versées aux employés de l'Etat pour inconvénients particuliers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016 ([RSJU 173.462](#))
- 63) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 64) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 65) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 mai 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017
- 66) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 30 mai 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017
- 67) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019
- 68) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 mars 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 69) Abrogé(e) par le ch. I de l'ordonnance du 12 mars 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 70) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 mars 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 71) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019

- <sup>72)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 avril 2020, en vigueur depuis le 15 mai 2020
- <sup>73)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 avril 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020
- <sup>74)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 mai 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020
- <sup>75)</sup> Abrogé(s) par l'article 30 de l'ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020 ([RSJU 410.252.3](#))
- <sup>76)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 13 avril 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2021
- <sup>77)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 31 août 2021
- <sup>78)</sup> Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 31 août 2021
- <sup>79)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 31 août 2021
- <sup>80)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022



## Ordonnance concernant le programme horaire du personnel de la scolarité obligatoire<sup>5)14)</sup>

du 13 juin 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 48, alinéas 3 à 5, et 51 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>1), 8)</sup>

*arrête :*

Champ d'application	<b>Article premier</b> <sup>6)15)</sup> La présente ordonnance concerne le programme horaire du personnel de la scolarité obligatoire.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Durée des leçons	<b>Art. 3</b> La durée des leçons est de quarante-cinq minutes, celle des demi-leçons de vingt-cinq minutes.
Pauses et récréations	<p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Deux leçons sont entrecoupées par une pause de cinq minutes au moins.</p> <p><sup>2</sup> Lorsqu'une demi-journée comporte plus de trois leçons, l'une des pauses doit avoir une durée d'au moins quinze minutes (récréation).</p> <p><sup>3</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports<sup>10)</sup> peut arrêter des prescriptions particulières.</p>
Nombre de leçons obligatoires	<p><b>Art. 5</b> Le programme hebdomadaire d'enseignement à plein temps se définit de la manière suivante :</p> <p>a)<sup>4)</sup> pendant les deux premières années de l'école primaire (école enfantine), le nombre de leçons obligatoires est de vingt-huit; les pauses et les récréations sont prises en considération à raison de deux leçons;</p>

- b) à l'école primaire et à l'école secondaire, le nombre de leçons obligatoires est de vingt-huit, y compris pour les enseignants des classes de transition et des classes de soutien et pour ceux chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire; les pauses et les récréations ne sont pas incluses;
- c) ...<sup>7)</sup>

Enseignant  
engagé à la  
période

**Art. 5a<sup>13)</sup>** Puisqu'il n'effectue pas l'ensemble des tâches associées à l'enseignement au sens de l'article 48, alinéa 4, de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>1)</sup>, l'enseignant engagé à la période qui ne dispose pas de la totalité de la formation requise par la description de la fonction voit son temps de travail réduit de 10 %.

Fluctuations

**Art. 6** <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, chaque enseignant effectue le nombre de leçons obligatoires correspondant à son taux d'activité.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, une fluctuation annuelle de deux leçons au maximum peut être autorisée pour les enseignants nommés à plein temps. Dans ce cas, le nombre de leçons obligatoires doit être observé en moyenne, pour l'enseignant concerné, sur une période de six ans.

<sup>3</sup> Les directeurs d'école veillent au respect de ces dispositions.

<sup>4</sup> Le Département de de la formation, de la culture et des sports<sup>10)</sup> arrête, par voie de directives, les règles applicables lorsqu'un enseignant cesse son activité avec un excédent ou un manque d'heures par rapport au nombre de leçons obligatoires auquel il était astreint.

Leçons  
supplémentaires

**Art. 7** <sup>1</sup> Les leçons supplémentaires rémunérées sont en principe interdites. Sont considérées comme leçons supplémentaires celles qui sont dispensées au-delà du nombre de leçons obligatoires pour un programme complet à plein temps (art. 5).

<sup>2</sup> A titre exceptionnel, pour des raisons impérieuses d'ordre pédagogique ou d'organisation scolaire, notamment en vue de garantir le droit à l'enseignement des élèves, le Service de l'enseignement peut confier, sur demande, au maximum deux leçons supplémentaires à un enseignant à programme complet. Il n'existe cependant aucun droit pour un enseignant à obtenir des leçons supplémentaires.

<sup>3</sup> Les directeurs d'école et les commissions d'école veillent au respect de ces dispositions.

Maximum  
journalier

**Art. 8** <sup>1</sup> Les enseignants des écoles enfantines, primaires, secondaires, des classes de transition, des classes de soutien et ceux chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire peuvent donner huit leçons par jour au maximum. Dans des cas spéciaux, le Service de l'enseignement peut, sur demande, autoriser des dérogations de durée limitée.

<sup>2</sup> ...[7\)](#)

Educateurs et  
auxiliaires de vie  
scolaire

**Art. 9**[12](#)[16\)](#) <sup>1</sup> Pour les éducateurs et les auxiliaires de vie scolaire, le programme hebdomadaire à plein temps correspond à celui des enseignants au sens de l'article 5.

<sup>2</sup> Puisqu'ils n'effectuent pas l'ensemble des tâches associées à la fonction, les éducateurs et auxiliaires de vie scolaire engagés à la période voient leur temps de travail réduit de 40 %.

Devoirs  
surveillés

**Art. 9a**[16\)](#) Une leçon de devoirs surveillés équivaut à une demi-leçon d'enseignement au sens de l'article 5.

Allègement pour  
raison d'âge  
a) dès 50 ans

**Art. 10**[8\)](#) Dès le début de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle l'enseignant atteint l'âge de 50 ans, le programme hebdomadaire d'enseignement à plein temps, au sens de l'article 5, est réduit d'une leçon.

b) dès 60 ans

**Art. 10a**[9\)](#) <sup>1</sup> En lieu et place de l'allègement prévu à l'article 10 et dès le début de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle l'enseignant atteint l'âge de 60 ans, le programme hebdomadaire d'enseignement à plein temps, au sens de l'article 5, est réduit :

- a) de 1.25 leçon, si l'enseignant est au bénéfice d'un taux d'activité compris entre 1 et 89 %;
- b) de 2 leçons, si l'enseignant est au bénéfice d'un taux d'activité compris entre 90 et 100 %.

<sup>2</sup> Le tableau figurant en annexe détermine le taux d'occupation de l'enseignant.[11\)](#)

c) disposition  
transitoire

**Art. 10b**[9\)](#) Le solde du crédit annuel exprimé en leçons existant au moment de l'entrée en vigueur des articles 10 et 10a est reporté dans le décompte des fluctuations au sens de l'article 6.

Clause  
abrogatoire

**Art. 11** L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 12** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2006.

Delémont, le 13 juin 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod



## Annexe<sup>11)</sup>

### Taux d'occupation de l'enseignant au sens de l'article 10a

Nombre total de leçons dispensées par semaine		Taux d'occupation en %
1	1/26.75	3.74
2	2/26.75	7.48
3	3/26.75	11.21
4	4/26.75	14.95
5	5/26.75	18.69
6	6/26.75	22.43
7	7/26.75	26.17
8	8/26.75	29.91
9	9/26.75	33.64
10	10/26.75	37.38
11	11/26.75	41.12
12	12/26.75	44.86
13	13/26.75	48.60
14	14/26.75	52.34
15	15/26.75	56.07
16	16/26.75	59.81
17	17/26.75	63.55
18	18/26.75	67.29
19	19/26.75	71.03
20	20/26.75	74.77
21	21/26.75	78.50
22	22/26.75	82.24
23	23/26.75	85.98
24	24/26.75	89.72
25	25/26	96.15
26	26/26	100.00

1) [RSJU 173.11](#)

2) ...

3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 31 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2009

- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 5) Nouvelle teneur du titre selon l'article 8 de l'ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 413.254](#))
- 6) Nouvelle teneur selon l'article 8 de l'ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 413.254](#))
- 7) Abrogé(e) par l'article 8 de l'ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 413.254](#))
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 9) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 10) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 11) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 12) Abrogé par l'article 31 de l'ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2020 ([RSJU 410.252.3](#))
- 13) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 mars 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2021
- 14) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022
- 16) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022

## Décret réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires

du 21 décembre 2001

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 45, alinéa 3, de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (loi scolaire)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Principe

**Article premier<sup>3)</sup>** L'Etat alloue des subventions aux communes et aux communautés scolaires (dénommées ci-après : "communes scolaires") pour :

- a) la construction et l'équipement initial des installations scolaires;
- b) les transformations et les compléments d'équipements exigés ou admis par l'Etat;
- c) le renouvellement des ordinateurs et des tablettes mis à la disposition des élèves et des enseignants dans le cadre de l'enseignement en classe.

Définition

**Art. 2** Sont réputés installations scolaires les bâtiments abritant les écoles maternelles, primaires et secondaires, ainsi que les salles d'éducation physique et les terrains de sport.

### SECTION 2 : Dépenses donnant droit ou non à subvention

Dépenses  
donnant droit à  
subvention  
a) Dépenses de  
construction

**Art. 3** Sont considérés comme dépenses de construction pour des installations scolaires les frais résultant de la construction d'installations nouvelles ou de l'agrandissement d'installations existantes, notamment :

- a) les frais de viabilisation sur la parcelle où l'installation est implantée;
- b) les frais de construction conformes au programme admis par le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département");
- c) les frais résultant de l'aménagement des alentours de l'installation scolaire;
- d) les honoraires des architectes et des ingénieurs, les frais d'études et de concours;

- e) les frais liés à l'acquisition d'œuvres d'art destinées à orner l'installation scolaire jusqu'à concurrence de 2 % du coût total de la construction; sur demande, la commission des beaux-arts conseille les maîtres d'œuvre pour de telles acquisitions.

b) Dépenses de transformation

**Art. 4** <sup>1</sup> Sont considérés comme dépenses de transformation les frais qui découlent de l'adaptation des installations existantes aux normes légales et réglementaires, notamment dans les domaines de la sécurité, de l'hygiène ou des moyens d'enseignement liés aux nouvelles technologies.

<sup>2</sup> Le Département, sur préavis du Service des constructions et des domaines, détermine de cas en cas la part des frais donnant droit à subvention.

c) Dépenses d'équipement initial

**Art. 5** <sup>1</sup> Sont considérés comme dépenses d'équipement initial des installations scolaires tous les frais liés, dans une construction nouvelle, un agrandissement ou une transformation reconnue, à l'équipement fixe, au mobilier, aux engins, aux outils, aux machines et aux moyens technologiques selon l'ordonnance sur les installations scolaires<sup>2)</sup> et les directives du Département.

d) Compléments d'équipement

<sup>2</sup> Sont considérés comme dépenses complémentaires d'équipement des installations scolaires tous les frais liés à l'accroissement de l'équipement initial dicté par des mutations technologiques ou l'éducation numérique.<sup>3)</sup>

e) Renouvellement des ordinateurs et des tablettes

**Art. 5a**<sup>4)</sup> Sont considérés comme dépenses de renouvellement des ordinateurs et des tablettes mis à la disposition des élèves et des enseignants dans le cadre de l'enseignement en classe tous les frais liés à l'achat et à l'installation d'ordinateurs et de tablettes destinés à remplacer les appareils dont les performances sont devenues insuffisantes en raison de leur ancienneté.

Dépenses ne donnant pas droit à subvention

**Art. 6** Ne donnent pas droit à subvention :

- a) l'acquisition du terrain nécessaire à l'installation scolaire;
- b) les locaux et équipements qui ne servent pas à des fins scolaires ou ceux qui sont subventionnés à d'autres titres par l'Etat ou la Confédération;
- c) le logement du personnel enseignant et des employés administratifs;
- d) les frais administratifs liés à la construction;
- e) les intérêts intercalaires;
- f) la viabilisation de l'installation en dehors de la parcelle sur laquelle elle est implantée;

- g) les frais résultant de l'entretien courant ou de l'amélioration d'une installation existante;
- h) <sup>3)</sup> sous réserve des article 5, alinéa 2, et 5a, les frais résultant du renouvellement ou de l'accroissement de l'équipement initial;
- i) les diverses taxes communales liées à la construction.

### SECTION 3 : Conditions d'octroi de la subvention

Conditions  
générales

**Art. 7** Seuls sont admis à subvention les travaux et dépenses :

- a) qui répondent à un besoin reconnu par le Département après l'analyse des données locales et régionales;
- b) qui répondent aux exigences de l'ordonnance sur les installations scolaires;
- c) qui correspondent aux directives du Département concernant l'équipement des installations scolaires.

Adjudication  
des travaux

**Art. 8** L'octroi d'une subvention sur la base d'un projet donné implique, pour la commune scolaire requérante, le respect de la législation en matière de marchés publics.

### SECTION 4 : Calcul des subventions

Limitation des  
frais donnant  
droit à  
subvention

**Art. 9** <sup>1</sup> Les subventions sont calculées sur la base des frais effectifs à assumer par la commune scolaire.

<sup>2</sup> La prise en compte n'excède pas les montants limites arrêtés par le Département.

<sup>3</sup> Le Département arrête les montants limites sur le préavis du Service des constructions et des domaines et les adapte d'année en année selon l'évolution des coûts de la construction.

Taux de la  
subvention

**Art. 10** <sup>1</sup> La subvention varie d'un minimum de 20 % à un maximum de 50 % du total des frais reconnus.

<sup>2</sup> Demeure réservée la subvention supplémentaire définie à l'article 13.

Calcul du taux	<p><b>Art. 11</b> Le taux de la subvention est fixé en fonction des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la dernière capacité contributive connue;</li> <li>b) l'effort fiscal demandé aux habitants de la commune.</li> </ul>
Communautés scolaires	<p><b>Art. 12</b> <sup>1</sup> Le taux de la subvention accordée à une communauté scolaire propriétaire des installations scolaires est déterminé par addition des éléments mentionnés à l'article 11 pour l'ensemble des communes requérantes.</p> <p><sup>2</sup> Lorsqu'une commune propriétaire des installations scolaires accueille des élèves de plusieurs localités, le taux de la subvention est déterminé selon les critères propres à cette commune sans égard aux modalités de participation des autres communes aux frais engagés par la commune siège.</p>
Subvention supplémentaire	<p><b>Art. 13</b> Une subvention supplémentaire pouvant aller jusqu'à 10 % peut être accordée pour toute nouvelle construction rendue nécessaire par un élargissement d'un cercle scolaire ou une fusion intercommunale. Des économies doivent être démontrées.</p>
<p><b>SECTION 5 : Procédure</b></p>	
Demande préalable	<p><b>Art. 14</b> <sup>1</sup> Toute commune scolaire qui envisage de procéder à des travaux sortant de l'entretien courant doit obtenir au préalable de la part du Département la reconnaissance de la clause du besoin.</p> <p><sup>2</sup> Le Département analyse cette demande en fonction des données locales, régionales et cantonales.</p> <p><sup>3</sup> Il autorise alors la commune scolaire à établir son projet ou il l'invite à modifier, à retarder, voire à abandonner la réalisation envisagée.</p>
Approbation du projet définitif	<p><b>Art. 15</b> Le projet définitif et chiffré est soumis à l'approbation du Gouvernement.</p>
Décision de subventionnement	<p><b>Art. 16</b> Sur la base du projet définitif, le Gouvernement arrête la subvention en fonction du devis présenté et du taux de subvention auquel la commune a droit.</p>

Début des  
travaux

**Art. 17** <sup>1</sup> Les travaux pourront commencer après l'acceptation du projet définitif par le Gouvernement et l'octroi de la subvention.

<sup>2</sup> Les travaux doivent débuter en principe dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi de la subvention et se terminer dans les 3 ans.

<sup>3</sup> Lorsque des travaux sont engagés contrairement aux dispositions ci-dessus, la commune scolaire perd tout ou partie de son droit à une subvention.

<sup>4</sup> Si les délais ne sont pas tenus, la décision devient caduque.

Montant effectif  
de la subvention

**Art. 18** <sup>1</sup> A réception de l'avis de fin des travaux, le Département fait contrôler si les travaux ont été réalisés conformément au projet.

<sup>2</sup> Si les travaux sont conformes, la subvention correspond au montant fixé dans l'arrêté.

<sup>3</sup> La subvention est réduite si les travaux n'ont pas été exécutés totalement, ou s'ils ont été exécutés de façon non conforme.

Paiement de la  
subvention

**Art. 19** <sup>1</sup> Le paiement de la subvention a lieu dans le cadre des disponibilités budgétaires.

<sup>2</sup> En cours d'exécution, le Département peut décider le versement d'acomptes annuels proportionnels à l'importance des travaux effectués.

<sup>3</sup> En aucun cas le montant total de ces acomptes ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

<sup>4</sup> Le solde de la subvention est versé au plus tard trois ans après présentation du décompte final.

Remboursement  
des subventions

**Art. 20** Quand une construction ou une installation qui a donné lieu à subvention vient à perdre son affectation scolaire, la commune scolaire est en principe astreinte à un remboursement.

Nouvelle intervention de l'Etat **Art. 21<sup>3)</sup>** Une nouvelle intervention de l'Etat n'est possible qu'après les durées suivantes :

- a) 50 ans pour les bâtiments;
- b) 25 ans pour les équipements fixes et les installations extérieures;
- c) 7 ans pour les ordinateurs et les tablettes.

Entretien **Art. 22** La commune scolaire a l'obligation de procéder à un entretien régulier des installations.

Utilisation des installations **Art. 23** Les installations scolaires qui ont donné lieu à subvention peuvent être utilisées à d'autres fins d'intérêt public pour autant que leur affectation première soit pleinement respectée.

## SECTION 6 : Versement des subventions

Versement **Art. 24** Les subventions découlant du présent décret sont versées par le Service financier de l'enseignement et sont imputées à son budget.

## SECTION 7 : Dispositions transitoires et finales

Exécution **Art. 25** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance :

- a) les normes générales et les programmes de construction et d'équipement des installations scolaires;
- b) la procédure de détail à observer par les communes scolaires;
- c) le mode de calcul du taux de la subvention et d'un supplément de subvention.

<sup>2</sup> Il peut déléguer au Département la fixation de certaines normes de détail et des directives techniques.

Abrogation du droit en vigueur **Art. 26** Le décret du 23 mai 1985 réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires est abrogé.

Disposition transitoire **Art. 27** Les promesses de subvention faites avant l'entrée en vigueur du présent décret sont honorées selon l'ancien droit.



Entrée en  
vigueur

**Art. 28** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Delémont, le 21 décembre 2001

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Marcel Hubleur

Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RSJU 410.11](#)

2) [RSJU 410.316.1](#)

3) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 31 août 2022, en vigueur depuis le 15 novembre 2022

4) Introduit par le ch. I du décret du 31 août 2022, en vigueur depuis le 15 novembre 2022



## **Ordonnance concernant l'orientation scolaire et professionnelle et la psychologie scolaire**

du 21 novembre 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 49 à 51 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle<sup>1</sup>,

vu les articles 55 à 58 de l'ordonnance fédérale du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle<sup>2</sup>,

vu les articles 35, 62 et 127 à 134 de la loi scolaire du 20 décembre 1990<sup>3</sup>,

vu les articles 11, 12, 25, 38, alinéa 2, 48, 50, alinéa 2, 62, 64, 126, 158, alinéa 4, 159, alinéa 2, et 257 de l'ordonnance scolaire du 29 juin 1993<sup>4</sup>,

*arrête :*

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

But	<b>Article premier</b> La présente ordonnance vise à régler l'organisation et les activités du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire (ci-après : "le Centre").
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Localisation	<b>Art. 3</b> En vue d'offrir ses prestations, le Centre dispose d'une antenne ouverte au public dans chaque district.
Personnel	<b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Le Centre dispose de personnel qualifié possédant les titres requis.  <sup>2</sup> Le personnel du Centre peut être astreint à suivre, de manière individuelle ou collective, une formation continue spécifique.

<sup>3</sup> Il peut accueillir des stagiaires préparant un diplôme ou un diplôme d'études supérieures spécialisées en psychologie scolaire ou en orientation.

<sup>4</sup> Dans le cadre des limites budgétaires, le Centre offre à son personnel des prestations de supervision appropriées aux besoins spécifiques des collaborateurs.

Prestations **Art. 5** <sup>1</sup> Le Centre fournit des prestations de base, conformément aux articles 127 à 134 de la loi scolaire.

<sup>2</sup> Avec l'accord du Département de la Formation, de la Culture et des Sports (ci-après : "Département"), il peut offrir d'autres prestations (prestations élargies) de son propre chef ou à la demande de tiers. Il veille à disposer des moyens nécessaires à l'accomplissement de ces tâches.

Accès **Art. 6** Sous réserve des prestations liées à la scolarité infantile et à la scolarité obligatoire, les prestations du Centre sont accessibles à l'ensemble de la population.

Gratuité **Art. 7** <sup>1</sup> Les prestations de base du Centre sont gratuites.

<sup>2</sup> Pour les prestations élargies, le Centre peut percevoir un émolument fixé par le Département.

Développement de la qualité **Art. 8** Le Centre veille au développement de la qualité de ses prestations dans les domaines de la psychologie scolaire et de l'orientation. Il met en œuvre les démarches nécessaires à cet effet.

## SECTION 2 : Psychologie scolaire

Enfants concernés **Art. 9** En matière de psychologie scolaire, le Centre prend en charge des enfants d'âge préscolaire et des élèves des scolarités infantile, primaire et secondaire.

Dépistage **Art. 10** <sup>1</sup> Le dépistage des insuffisances de développement, des troubles moteurs, sensoriels ou de langage, est effectué dans toutes les classes enfantines et, selon les besoins, dans les classes primaires.

<sup>2</sup> Il s'effectue par des observations en classe; s'il y a lieu et avec l'accord des représentants légaux, il est complété par des entretiens et des examens psychologiques.

<sup>3</sup> A l'école infantine, l'observation en classe s'effectue au minimum à raison d'une demi-journée par classe par période de deux ans.

Bilans  
psychologiques

**Art. 11** A la demande des parents ou des autorités scolaires, le Centre effectue un bilan psychologique pour les enfants en difficulté scolaire ou présentant des troubles du comportement.

Conseils et  
soutien

**Art. 12** En concertation avec les partenaires impliqués, le Centre recherche et propose les solutions les plus adaptées en vue d'anticiper les difficultés sur les plans scolaire et éducatif ou d'y remédier.

Mesures de  
pédagogie  
compensatoire

**Art. 13** <sup>1</sup> Lorsque des mesures de pédagogie compensatoire sont envisagées, le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire requiert le préavis du psychologue scolaire dans les cas prévus par la législation ou lorsqu'il le juge nécessaire.

<sup>2</sup> Le psychologue scolaire est associé au suivi des mesures de pédagogie compensatoire.

Accord des  
représentants  
légaux

**Art. 14** Sous réserve des mesures de dépistage, les mesures individuelles prises en faveur d'un enfant requièrent l'accord de ses représentants légaux.

Situations de  
crise

**Art. 15** Sur demande du service compétent, le Centre peut être appelé afin de gérer des situations de crise dans des établissements scolaires ou dans des établissements de formation du degré secondaire II.

Psychologue  
scolaire

**Art. 16** <sup>1</sup> Le psychologue scolaire accomplit ses tâches de manière indépendante.

<sup>2</sup> Il collabore étroitement avec le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire, les infirmières scolaires et les autres professionnels (médecins, pédopsychiatres, logopédistes, psychomotriciens, etc.).

<sup>3</sup> Il participe à diverses activités en matière de santé scolaire ainsi qu'à des structures de prise en charge de situations complexes sur les plans éducatif ou pédagogique.

Autres  
spécialistes

**Art. 17** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut confier au Centre d'autres tâches connexes, telles que la logopédie et la psychomotricité.

<sup>2</sup> Le cas échéant, il dote le Centre des moyens nécessaires à cet effet.

### SECTION 3 : Orientation scolaire et professionnelle

Mission générale

**Art. 18** <sup>1</sup> En matière d'orientation scolaire et professionnelle, le Centre offre à l'ensemble de la population des prestations d'information et de conseil en vue du choix d'une formation professionnelle ou universitaire, d'une intégration, d'une réorientation, d'une reconversion ou d'une évolution professionnelles, tenant compte des aspirations et des aptitudes des personnes et de la réalité du monde économique, en particulier des exigences du monde du travail.

<sup>2</sup> Le Centre veille à promouvoir l'accession des deux sexes à toutes les professions et formations.

Information

**Art. 19** <sup>1</sup> L'activité d'information comprend :

- a) la production, le maintien à jour et la mise à disposition du public d'informations générales sur les possibilités de formation, sur les professions, sur les offres de formation continue et sur le marché de l'emploi, au moyen de supports adaptés aux besoins des jeunes et des adultes; à cet effet, le Centre collabore avec les organismes intercantonaux existants;
- b) la mise à disposition du public d'un centre d'information dans chaque district;
- c) des séances d'information sur les voies de formation et les professions;
- d) des séances de sensibilisation au choix professionnel;
- e) des visites d'entreprises;
- f) des stages d'information;
- g) la participation à des salons, expositions et autres manifestations présentant des professions, des voies de formation ou des offres de formation continue.

<sup>2</sup> Le Centre assure une présence régulière dans les écoles secondaires et dans les établissements de formation du secondaire II.

#### Conseils

**Art. 20** <sup>1</sup> Par des entretiens individuels ou de groupe, ainsi que par des examens spécifiques, les conseillers en orientation dispensent des conseils personnalisés sur les choix d'études, d'une profession, d'une formation continue, d'une réorientation ou d'une réinsertion professionnelles ou d'une gestion de carrière.

<sup>2</sup> Les conseillers en orientation accomplissent leurs tâches de manière indépendante.

#### Autres prestations

**Art. 21** En sus de ses activités d'information et de conseil, le Centre offre également les prestations suivantes :

- a) il organise des ateliers d'orientation ayant des thèmes et des démarches spécifiques pour certaines catégories de personnes définies;
- b) il collabore avec les enseignants, notamment ceux de la branche EGS, à la mise en place d'activités préparant au choix professionnel;
- c) il aide les intéressés à la recherche de places de préapprentissage et d'apprentissage;
- d) il participe à la commission d'orientation en matière de prolongation de la scolarité obligatoire;
- e) il fonctionne en qualité de portail d'entrée accrédité pour les processus de validation d'acquis;
- f) il effectue des bilans de compétences satisfaisant aux critères reconnus, notamment en vue de la validation d'acquis;
- g) il participe à la formation des prestataires de la formation à la pratique professionnelle.

#### Coordination et collaboration

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Centre agit en coordination avec le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire et le Service de la formation des niveaux secondaires II et tertiaire.

<sup>2</sup> Dans le cadre de ses activités en matière d'orientation scolaire et professionnelle, le Centre collabore avec les autorités scolaires et les enseignants, avec les institutions publiques et privées de formation ou d'action sociale, avec les milieux professionnels et économiques et avec les responsables du marché de l'emploi.

<sup>3</sup> Il collabore avec les autres cantons.

<sup>4</sup> Il peut proposer au Département et au Gouvernement des conventions avec d'autres partenaires.

#### **SECTION 4 : Commission d'orientation scolaire et professionnelle**

##### **Mission**

**Art. 23<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> La commission d'orientation scolaire et professionnelle a pour tâches :

- a) de veiller à la cohérence des mesures d'orientation destinées aux élèves de l'école secondaire dans le cadre de la transition de la scolarité obligatoire vers une formation générale ou une formation professionnelle initiale;
- b) d'accompagner et de superviser la mise en œuvre des mesures d'orientation;
- c) de chercher à développer et actualiser les mesures d'orientation.

##### **Composition**

**Art. 24<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> La commission d'orientation scolaire et professionnelle est composée de treize membres nommés par le Gouvernement, répartis de la manière suivante :

- deux membres du Centre;
- deux membres du Service de l'enseignement;
- quatre membres du Service de la formation postobligatoire, dont deux issus des directions des divisions;
- la personne déléguée à l'égalité;
- un membre du groupement interprofessionnel ju/be;
- deux directeurs d'école secondaire;
- le coordinateur de l'enseignement de la branche EGS.

<sup>2</sup> Elle est présidée conjointement par un des représentants du Centre et un des représentants du Service de l'enseignement.

##### **Période de fonction**

**Art. 25<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Les membres de la commission d'orientation scolaire et professionnelle sont nommés pour la législature.

<sup>2</sup> Ils sont rééligibles.



Secrétariat **Art. 26** Le Centre assume le secrétariat de la commission d'orientation scolaire et professionnelle.

Séances **Art. 27** La commission d'orientation scolaire et professionnelle siège en fonction des besoins, mais au moins deux fois par an.

## **SECTION 5 : Dispositions finales**

Clause  
abrogatoire **Art. 28** Sont abrogées :

1. l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'orientation professionnelle générale concernant les écoles, les professions et les carrières;
2. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la collaboration des écoles primaires et secondaires avec l'orientation scolaire et professionnelle.

Exécution **Art. 29** <sup>1</sup> Le Département exécute la présente ordonnance.

<sup>2</sup> Il édicte les directives nécessaires.

Entrée en  
vigueur **Art. 30** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Delémont, le 21 novembre 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RS 412.10](#)
- 2) [RS 412.101](#)
- 3) [RSJU 410.11](#)
- 4) [RSJU 410.111](#)
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. VI de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 janvier 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2022

## Directives

# concernant la formation des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II

du 7 juin 2022

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 56a de la loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire<sup>1)</sup>,

vu l'article 9 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>2)</sup>,

vu la convention de collaboration des 8 mai/8 août 2001 entre le canton de Berne et la République et Canton du Jura dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportives et sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive<sup>3)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application et  
but

**Article premier** <sup>1</sup> Les présentes directives règlent la formation des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II.

<sup>2</sup> Elles ont pour but de permettre à ces élèves de bénéficier de mesures particulières afin de pouvoir concilier l'accomplissement d'une formation scolaire avec la pratique intensive et exigeante d'une discipline artistique ou sportive. Ce concept constitue la structure Sport-Arts-Etudes (ci-après : "SAE").

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans les présentes directives pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Information

**Art. 3** <sup>1</sup> Le responsable de la structure SAE (ci-après : "le responsable SAE") organise chaque année des séances d'information sur la structure SAE.

<sup>2</sup> Ces séances sont annoncées dans les établissements scolaires et auprès des entités artistiques et sportives concernées.

<sup>3</sup> La direction de l'école ou de la division du Service de la formation postobligatoire porte à la connaissance des élèves et des représentants légaux les séances d'information relatives à la structure SAE.

Bénéficiaires du statut SAE

**Art. 4** <sup>1</sup> Peuvent bénéficier d'un statut SAE les élèves âgés de douze ans révolus au 31 juillet qui répondent aux exigences suivantes :

- a) faire preuve de motivation et de volonté dans l'activité scolaire ou de formation et dans la pratique artistique ou sportive;
- b) pratiquer une activité artistique ou sportive à raison d'un minimum de dix heures par semaine, sans compter les déplacements et les activités ponctuelles;
- c) participer régulièrement à des compétitions de haut niveau et à des manifestations culturelles;
- d) être recommandé par une association, un club, un entraîneur, une école ou un professeur;
- e) répondre aux critères spécifiques arrêtés par le département auquel est rattaché le Service de l'enseignement (ci-après : "le Département"), sur proposition du groupe de pilotage SAE. Celui-ci consulte au préalable l'entité référente de la discipline artistique ou sportive.

<sup>2</sup> Dans des cas exceptionnels dûment motivés, des élèves de l'école primaire ou secondaire n'ayant pas encore atteint l'âge de douze ans révolus peuvent bénéficier de certaines dispositions des présentes directives.

<sup>3</sup> Les élèves ayant douze ans révolus et étant scolarisés à l'école primaire peuvent bénéficier de mesures d'allègement et de congés décidés par le Service de l'enseignement en concertation avec la direction de l'école.

Entités artistiques ou sportives

**Art. 5** <sup>1</sup> Les entités artistiques et sportives qui prennent en charge des élèves au bénéfice d'un statut SAE doivent être reconnues par le Département. Elles rendent des comptes sur la nature et la qualité de leurs prestations au groupe de pilotage SAE.

<sup>2</sup> Elles ont le devoir d'inscrire leur action dans le respect des principes éducatifs et éthiques. Elles doivent en particulier éviter toute pression excessive et garantir un développement harmonieux et équilibré des élèves concernés.

<sup>3</sup> Elles offrent aux élèves concernés des conditions de pratique artistique ou sportive de haut niveau assumées par des formateurs au bénéfice de qualifications reconnues par les instances nationales ou cantonales compétentes. Elles organisent et planifient les activités sur l'ensemble de l'année.

<sup>4</sup> Elles désignent, pour chaque discipline, un responsable qui assume le suivi des prestations prévues à l'article 6.

Prestations des entités artistiques et sportives

**Art. 6** Les entités artistiques ou sportives reconnues assurent aux élèves au bénéfice d'un statut SAE les prestations suivantes :

- a) des infrastructures et des équipements appropriés;
- b) un entraînement et un enseignement réguliers dispensés par un formateur reconnu par les instances nationales compétentes;
- c) une information sur la discipline pratiquée;
- d) un encadrement pour les soins;
- e) un suivi régulier (tests et carnet de santé).

## CHAPITRE II : Procédure

Demande d'admission

**Art. 7** <sup>1</sup> Les représentants légaux, ou l'élève s'il est majeur, adressent au responsable SAE la demande d'admission à un statut SAE, au moyen de la formule officielle.

<sup>2</sup> Pour les apprentis, le contrat d'apprentissage doit prévoir la possibilité de bénéficier d'un statut SAE.

Préavis, accord préalable et décision  
a) Elèves jurassiens suivant une formation dans le canton

**Art. 8** <sup>1</sup> La direction de l'école ou de la division concernée préavise la demande. Le préavis porte sur le comportement et la motivation scolaires de l'élève.

<sup>2</sup> L'organisation artistique ou sportive responsable préavise la demande. Le préavis porte sur les critères spécifiques prévus à l'article 4, lettre e.

<sup>3</sup> Le responsable SAE réunit les préavis et prépare, avec les coordinateurs SAE, une proposition à l'intention du groupe de pilotage SAE.

<sup>4</sup> Sur préavis du groupe de pilotage SAE, le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire en fonction du degré scolaire de l'élève concerné rend la décision d'admission.

b) Elèves  
d'autres cantons  
ou pays

**Art. 9** <sup>1</sup> Des élèves provenant d'autres cantons ou d'autres pays peuvent être admis dans des établissements jurassiens avec un statut SAE pour autant qu'ils satisfassent aux exigences fixées dans les présentes directives et celles de leur canton de provenance pour l'admission dans le type d'école et dans le degré considérés. L'accord préalable du canton de provenance est requis.

<sup>2</sup> Les modalités d'admission et les écolages d'élèves du Jura bernois dans une école du canton avec un statut SAE sont fixées par la convention de collaboration entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive<sup>3)</sup>.

<sup>3</sup> Pour les élèves en provenance d'un autre canton, les écolages dus pour la fréquentation d'une école jurassienne avec un statut SAE sont facturés au canton débiteur concerné et, à défaut, à la commune de provenance ou aux représentants légaux.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les articles 7 et 8 s'appliquent.

c) Elèves  
jurassiens  
suivant une  
formation à  
l'extérieur du  
canton

**Art. 10** <sup>1</sup> Les élèves jurassiens qui remplissent les conditions pour bénéficier des mesures découlant des présentes directives dans une discipline ou un niveau qui ne sont pas offerts dans le canton peuvent être autorisés à suivre une formation à l'extérieur. L'accord du canton concerné est réservé.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les articles 7 et 8 s'appliquent.

Durée de validité  
de la décision

**Art. 11** La décision d'admission à un statut SAE est valable pour une année scolaire ou de formation.

Charte

**Art. 12** Les élèves au bénéfice d'un statut SAE signent une charte fixant leurs devoirs et leurs droits. Ils remettent celle-ci à l'autorité qui a rendu la décision d'admission au plus tard à la fin du mois de septembre.

Certificat médical

**Art. 13** Lorsque les aptitudes physiques entrent en considération dans l'activité artistique ou sportive exercée, l'élève doit remettre à l'autorité qui a rendu la décision d'admission, au plus tard à la fin du mois de septembre, un certificat médical renseignant sur son aptitude à bénéficier d'un statut SAE. Les coûts liés à l'établissement du certificat médical sont à la charge des représentants légaux ou de l'élève s'il est majeur.

Attestation	<p><b>Art. 14</b> <sup>1</sup> Chaque élève qui termine la scolarité obligatoire ou une formation du niveau secondaire II au bénéfice d'un statut SAE, ou qui renonce à un statut SAE au terme d'une année scolaire reçoit une attestation délivrée par le Département.</p> <p><sup>2</sup> La remise des attestations s'effectue lors d'une cérémonie annuelle.</p> <p><sup>3</sup> Une mention du statut SAE figure dans le bulletin scolaire des élèves concernés.</p>
Procédures de sélection	<p><b>Art. 15</b> Des procédures de sélection sont mises en place par le responsable SAE, en collaboration avec les coordinateurs SAE, sur décision du groupe de pilotage SAE et en concertation avec les entités artistiques et sportives.</p>
Numerus clausus	<p><b>Art. 16</b> <sup>1</sup> Un numerus clausus peut être introduit par le Département pour une discipline sur proposition du groupe de pilotage SAE.</p> <p><sup>2</sup> En cas de numerus clausus, les élèves jurassiens et du Jura bernois sont admis prioritairement.</p>
Suppression du statut SAE	<p><b>Art. 17</b> <sup>1</sup> Le non-respect de l'obligation de remise de la charte signée ou du certificat médical entraîne la perte du statut SAE.</p> <p><sup>2</sup> Le statut SAE peut être retiré à l'élève qui ne remplit plus les conditions d'admission.</p>
Mesures disciplinaires	<p><b>Art. 18</b> En cas d'écart de conduite ou de relâchement avéré dans le travail scolaire ou dans la pratique artistique ou sportive, les mesures disciplinaires suivantes peuvent être prises, après consultation du responsable SAE et du responsable scolaire ou de formation SAE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) avertissement écrit par la direction de l'école ou de la division concernée;</li> <li>b) suspension temporaire du statut SAE par la direction de l'école ou de la division concernée, jusqu'à concurrence d'un maximum de quatre semaines;</li> <li>c) suppression du statut SAE par le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire.</li> </ul>
Renonciation au statut SAE	<p><b>Art. 19</b> Un élève peut, par une demande écrite, signée par ses représentants légaux s'il est mineur, renoncer à bénéficier du statut SAE.</p>

Perte du statut  
SAE

**Art. 20** <sup>1</sup> En cas de refus d'admission, de suppression ou de renonciation à un statut SAE, l'élève concerné reprend le cours ordinaire de l'enseignement.

<sup>2</sup> Le retour dans l'établissement d'origine se fait en principe à la fin du semestre. La réintégration tient compte de l'intérêt de l'élève concerné. A cet effet, le Service de l'enseignement peut convenir de modalités particulières.

### CHAPITRE III : Mesures SAE

#### SECTION 1 : Types de mesures

Allègement  
d'horaire

**Art. 21** Un élève peut être dispensé partiellement ou totalement de l'enseignement des disciplines éducation physique et/ou éducation artistique.

Aménagement

**Art. 22** <sup>1</sup> En fonction de la formation scolaire suivie et des besoins particuliers liés à l'activité artistique ou sportive exercée, l'élève peut bénéficier d'un aménagement d'horaire.

Congés

**Art. 23** <sup>1</sup> Afin de leur permettre de participer à des compétitions, des concerts, des entraînements particuliers et des stages, les élèves peuvent bénéficier de congés.

<sup>2</sup> Jusqu'à concurrence de dix jours par année, les congés sont accordés, sur demande des représentants légaux ou de l'élève s'il est majeur, par la direction de l'école ou de la division. Au-delà, le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire décide en fonction du degré de l'élève.

Suivi  
pédagogique

**Art. 24** Un suivi pédagogique individuel est mis en place pour accompagner et conseiller l'élève dans sa formation scolaire.

Suivi artistique  
ou sportif

**Art. 25** Un suivi artistique ou sportif individuel garantissant le développement harmonieux des élèves au bénéfice d'un statut SAE est mis en place.

Contribution  
financière

**Art. 26** Les représentants légaux ou l'élève s'il est majeur s'acquittent d'une contribution financière annuelle de 200 francs au titre des frais particuliers occasionnés par la structure SAE.



## SECTION 2 : Elèves du degré secondaire I

Types de statuts  
SAE

**Art. 27** <sup>1</sup> Au degré secondaire I, il existe les deux types de statuts SAE suivants :

- a) SAE-Site : l'élève est au bénéfice du statut SAE et pratique sa discipline artistique ou sportive dans le cadre d'un dispositif SAE;
- b) SAE-Ecole : l'élève est au bénéfice du statut SAE et aucun dispositif n'existe pour sa discipline artistique ou sportive.

<sup>2</sup> L'élève bénéficiant du statut SAE-Site est intégré dans l'établissement qui accueille le dispositif de sa discipline artistique ou sportive et en devient un élève régulier. Si l'élève refuse de rejoindre le dispositif, aucun statut SAE ne peut lui être accordé et il peut uniquement bénéficier des congés particuliers prévus par l'article 93 de l'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (ordonnance scolaire)<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> L'élève bénéficiant du statut SAE-Ecole reste scolarisé dans l'école de son lieu de résidence habituelle.

Dispositif SAE

**Art. 28** <sup>1</sup> Un dispositif SAE désigne une organisation spécifique de la formation au sein d'une école du secondaire I, incluant des prestations fournies par des entités artistiques ou sportives reconnues.

<sup>2</sup> Il comprend les mesures suivantes :

- a) un aménagement d'horaire;
- b) un allègement d'horaire;
- c) des congés;
- d) un suivi pédagogique;
- e) un suivi artistique ou sportif;
- f) l'intégration dans le programme de formation d'une partie du temps consacré à la pratique d'un art ou d'un sport.

<sup>3</sup> Chaque dispositif SAE est placé sous la responsabilité d'un répondant scolaire SAE.

<sup>4</sup> Les sites suivants accueillent un dispositif SAE :

- a) le Collège de Delémont;
- b) le Collège Thurmann à Porrentruy;
- c) l'Ecole secondaire de Saignelégier.

<sup>5</sup> Sur proposition du groupe de pilotage SAE et avec le préavis des instances concernées, le Département statue sur la création, la modification ou la suppression d'un dispositif SAE.

Mesures  
différenciées  
selon le statut  
SAE

**Art. 29** <sup>1</sup> Les élèves au bénéfice du statut SAE-Site peuvent bénéficier des mesures prévues par le dispositif.

<sup>2</sup> Les élèves au bénéfice du statut SAE-Ecole peuvent bénéficier d'allègements, de congés, d'un suivi pédagogique et d'un suivi artistique ou sportif.

Dispositions  
particulières  
a) Aménagement  
d'horaire

**Art. 30** <sup>1</sup> L'aménagement de l'horaire des élèves au bénéfice du statut SAE-Site ne doit pas porter préjudice au bon déroulement de leur scolarité. Cette mesure ne peut porter que sur quatre leçons hebdomadaires au maximum, dont deux au maximum relatives à des disciplines principales.

<sup>2</sup> Cette mesure est prise après concertation avec l'établissement et l'entité artistique ou sportive concernée. En cas de divergence, le Service de l'enseignement décide.

<sup>3</sup> Pour compenser les leçons manquées du fait de l'aménagement de leur horaire, les élèves bénéficient de cours de rattrapage.

b) Allègement  
d'horaire

**Art. 31** Les élèves au bénéfice d'un statut SAE bénéficient de l'allègement suivant :

- a) ceux qui pratiquent une activité sportive ou artistique à caractère sportif sont dispensés de l'enseignement de l'éducation physique;
- b) ceux qui pratiquent une autre activité artistique sont dispensés de l'enseignement de l'éducation artistique et d'une leçon d'éducation physique.

c) Suivi  
pédagogique

**Art. 32** Le suivi pédagogique est assuré par les personnes suivantes :

- a) le répondant scolaire SAE pour les élèves au bénéfice du statut SAE-Site;
- b) le responsable SAE pour les élèves au bénéfice du statut SAE-Ecole.

d) Suivi artistique  
ou sportif

**Art. 33** Le suivi artistique ou sportif est assuré par le responsable SAE, en collaboration avec le Service de l'enseignement, les répondants scolaires SAE, les coordinateurs SAE, l'Office de la culture ou l'Office des sports, ainsi que les entités artistiques ou sportives.

e) Indemnités **Art. 34** <sup>1</sup> Les élèves au bénéfice du statut SAE-Site qui, du fait de l'application des mesures, ne disposent pas du temps suffisant pour prendre le repas de midi à leur domicile ont droit aux indemnités de déplacement et de repas prévues par la législation scolaire.

<sup>2</sup> Les élèves au bénéfice d'un statut SAE qui, du fait de l'application des mesures, ne disposent pas du temps suffisant pour prendre le repas de midi à leur domicile ont droit aux indemnités de repas prévues par la législation scolaire.

f) Contributions **Art. 35** Lorsque les élèves au bénéfice du statut SAE-Site fréquentent l'école secondaire dans un autre cercle que celui de leur lieu de résidence habituelle, le cercle scolaire d'accueil perçoit auprès du cercle scolaire de provenance une contribution portant sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement, conformément à l'article 10, alinéa 2, de la loi sur l'école obligatoire<sup>1)</sup>.

### SECTION 3 : Elèves du degré secondaire II

Aménagement d'horaire **Art. 36** <sup>1</sup> La direction de la division concernée, après consultation de l'élève, de l'entreprise formatrice et du responsable SAE, adresse au Service de la formation postobligatoire son préavis concernant l'aménagement de l'horaire de l'élève.

<sup>2</sup> Le Service de la formation postobligatoire décide.

<sup>3</sup> Pour compenser les aménagements, les élèves peuvent bénéficier de cours d'appui dispensés de manière individuelle ou par groupes selon une approche personnalisée des besoins.

Allègement d'horaire **Art. 37** <sup>1</sup> La direction de la division concernée, après consultation de l'élève et du responsable SAE, adresse au Service de la formation postobligatoire son préavis concernant l'allègement du programme de l'élève.

<sup>2</sup> Le Service de la formation postobligatoire décide.

Suivi de la formation **Art. 38** Les élèves sont accompagnés et conseillés dans leur parcours par le responsable de formation SAE.

Suivi artistique et sportif

**Art. 39** Le suivi artistique ou sportif est assuré par le responsable SAE, en collaboration avec le Service de la formation postobligatoire, le responsable de formation SAE, les coordinateurs SAE, l'Office de la culture ou l'Office des sports, ainsi que les entités artistiques ou sportives.

## CHAPITRE IV : Autorités et organes compétents

Groupe de pilotage SAE

**Art. 40** <sup>1</sup> Le fonctionnement général de la structure SAE est placé sous la responsabilité du groupe de pilotage SAE composé des chefs du Service de l'enseignement, du Service de la formation postobligatoire et de l'Office des sports, ainsi que de la personne déléguée à la promotion culturelle.

<sup>2</sup> Le responsable SAE et les coordinateurs SAE participent aux séances du groupe de pilotage.

<sup>3</sup> Le groupe de pilotage désigne son président. Le secrétariat est assuré par le responsable SAE.

<sup>4</sup> Le Département établit le cahier des charges des membres du groupe de pilotage.

<sup>5</sup> Le groupe de pilotage établit le cahier des charges des autres organes SAE.

Responsable SAE

**Art. 41** <sup>1</sup> Le responsable SAE est un enseignant qui assure l'organisation générale de la structure SAE.

<sup>2</sup> Il est nommé par le Département et est subordonné au groupe de pilotage SAE.

<sup>3</sup> Il est membre de la commission intercantonale SAE Berne-Jura.

Coordinateurs SAE

**Art. 42** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 3, les coordinateurs SAE sont des enseignants qui assurent le suivi des élèves dans le domaine artistique et le contact avec les responsables des entités concernées.

<sup>2</sup> Le cas échéant, ils sont nommés par le Département et exercent leur mandat sous l'autorité du responsable SAE.

<sup>3</sup> Le rôle de coordinateur SAE peut être délégué à un tiers par le biais d'un contrat de prestations conclu par le Gouvernement ou le Département en fonction des montants en jeu.

Répondant  
scolaire SAE

**Art. 43** <sup>1</sup> Le répondant scolaire SAE est un enseignant de l'école en charge d'un dispositif SAE. Il assume notamment les tâches suivantes :

- a) accompagnement des élèves au bénéfice du statut SAE-Site;
- b) mise en œuvre des collaborations nécessaires entre l'établissement, le responsable SAE et le responsable de l'entité artistique ou sportive;
- c) collaboration aux mesures d'information sur le dispositif;
- d) propositions relatives à la gestion et au développement du dispositif.

<sup>2</sup> Le répondant scolaire SAE est désigné par la direction de l'école.

Responsable de  
formation SAE

**Art. 44** Le responsable de formation SAE est un enseignant d'une division en charge du suivi des élèves au bénéfice d'un statut SAE au sein de celle-ci.

## CHAPITRE V : Allocations de ressources et financement

Allocation de  
ressources pour  
les sites SAE  
du degré  
secondaire I

**Art. 45** <sup>1</sup> Pour assurer la gestion d'un dispositif SAE et de toutes les prestations y relatives, chaque site SAE du degré secondaire I bénéficie d'un crédit hebdomadaire d'une leçon de décharge pour autant que le dispositif accueille au moins six élèves.

<sup>2</sup> Ce crédit est utilisé sous forme d'allègements annuels.

<sup>3</sup> Pour assurer ses tâches découlant des présentes directives, le répondant scolaire SAE bénéficie d'un allègement hebdomadaire de programme de 0,08 leçon de décharge par élève SAE-Site qui fréquente le site.

Allocation de  
ressources pour  
les sites SAE  
des écoles du  
secondaire II

**Art. 46** Pour assurer ses tâches découlant des présentes directives, le responsable de formation SAE peut bénéficier d'un allègement de programme arrêté par le Gouvernement.

Allègements du  
responsable  
SAE et des  
coordinateurs  
SAE

**Art. 47** <sup>1</sup> Le responsable SAE bénéficie pour l'accomplissement de son mandat d'un allègement hebdomadaire de sept leçons.

<sup>2</sup> Pour autant que le rôle de coordinateur SAE ne soit pas délégué à un tiers au sens de l'article 42, alinéa 3, les coordinateurs SAE bénéficient pour l'accomplissement de leur mandat d'un allègement hebdomadaire de deux leçons.

Rémunération  
des leçons de  
décharge

**Art. 48** La rémunération des leçons de décharge est identique à celle versée pour les leçons d'enseignement données par l'enseignant concerné.

Imputations

**Art. 49** <sup>1</sup> Les dépenses occasionnées par les prestations de type scolaire prévues dans les présentes directives sont admises à la répartition des charges des dépenses générales de l'enseignement pour ce qui concerne la structure SAE des écoles du degré secondaire I. Elles sont prises en charge par l'Etat, dans le cadre du budget, pour ce qui a trait à la structure SAE des divisions du Service de la formation postobligatoire.

<sup>2</sup> Les entités sportives et artistiques concernées supportent leurs propres dépenses occasionnées par les présentes directives. Elles peuvent bénéficier d'un soutien financier de l'Etat, selon les normes en vigueur.

Aide financière  
particulière

**Art. 50** <sup>1</sup> Dans le cadre de leurs activités artistiques ou sportives, les élèves au bénéfice d'un statut SAE peuvent, en cas de charges supplémentaires importantes, obtenir une aide financière.

<sup>2</sup> Les demandes motivées et justifiées sont à adresser à l'Office des sports ou à l'Office de la culture, selon l'activité considérée.

## CHAPITRE VI : Dispositions finales

Voies de droit

**Art. 51** Les décisions rendues en application des présentes directives sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>51</sup>.

Abrogation

**Art. 52** Les directives du 16 août 2011 concernant la prise en charge des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II sont abrogées.

Entrée en  
vigueur

**Art. 53** Les présentes directives entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2022.

Delémont, le 7 juin 2022

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : David Eray  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 410.11](#)
- 2) [RSJU 412.11](#)
- 3) [RSJU 412.292](#)
- 4) [RSJU 410.111](#)
- 5) [RSJU 175.1](#)





## Règlement concernant l'organisation des études au Lycée cantonal

du 17 janvier 2001

*Le Département de l'Education,*

vu l'ordonnance fédérale du 15 février 1995 sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ORM)<sup>[1](#)</sup>,

vu la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>[2](#)</sup>,

vu l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura<sup>[3](#)</sup>,

vu les plans d'études cadres pour les écoles de maturité arrêtés par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique,<sup>[9](#)</sup>

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** Le présent règlement définit l'organisation de l'enseignement, le plan d'études, l'évaluation et la promotion des élèves au Lycée cantonal.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Objectifs de la  
formation

**Art. 3<sup>[10](#)</sup>** La formation dispensée au Lycée cantonal poursuit les objectifs fixés aux articles 30 de la loi sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>[2](#)</sup> et 5 de l'ordonnance fédérale sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ORM)<sup>[1](#)</sup>.

Durée des  
études

**Art. 4** <sup>1</sup> Les études au Lycée cantonal sont organisées selon un cursus de trois ans.

<sup>2</sup> Elles sont précédées d'un enseignement de caractère prégymnasial dispensé par l'école secondaire dans le cadre de la scolarité obligatoire. L'organisation, la grille horaire et le plan d'études de l'école secondaire prennent en compte les objectifs généraux assignés aux études conduisant à l'obtention de la maturité.

Certificat

**Art. 5<sup>6)10)</sup>** Le certificat de maturité est délivré au terme du cursus d'études mentionné à l'article 4, conformément à l'ordonnance fédérale sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale<sup>1)</sup>.

## SECTION 2 : Grille horaire

Structure  
générale  
des études

**Art. 6** <sup>1</sup> Le programme d'enseignement comprend des disciplines fondamentales, une option spécifique, une option complémentaire, un travail de maturité, d'autres disciplines obligatoires, une discipline cantonale, ainsi que des cours facultatifs.<sup>6)19)</sup>

<sup>2</sup> Selon les règles y relatives et sous réserve, le cas échéant, du respect des normes en matière d'effectifs, le programme d'enseignement offre diverses possibilités de choix aux élèves.

<sup>3</sup> Les élèves préparent et effectuent leurs choix dans l'année scolaire qui précède leur mise en application pratique. Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports (ci-après : "Département") arrête les modalités.<sup>6)</sup>

<sup>4</sup> L'enseignement est conçu de manière à favoriser une approche intégrée de la formation, dépassant les clivages traditionnels entre les disciplines. Le libellé du plan d'études, les activités liées au travail de maturité et une collaboration régulière entre les enseignants visent à ce but.

Disciplines  
fondamentales

**Art. 7<sup>6)19)</sup>** Les disciplines fondamentales sont :

- le français;
- une deuxième langue nationale à choisir entre l'allemand ou l'italien;
- une troisième langue à choisir entre l'italien, l'anglais, le latin ou le grec, à l'exclusion de la deuxième langue nationale choisie;
- les mathématiques;
- la biologie;
- la chimie;
- la physique;

- l'histoire;
- la géographie;
- une discipline artistique à choisir entre les arts visuels et la musique;
- la philosophie.

Option  
spécifique

**Art. 8** <sup>1</sup> Durant les trois années du cursus, les élèves étudient une discipline ou un groupe de disciplines à titre d'option spécifique.

<sup>2</sup> Ils opèrent un choix entre les disciplines ou groupes de disciplines suivants : allemand, italien, anglais, espagnol, physique et applications des mathématiques, biologie et chimie, économie et droit, arts visuels ou théâtre.<sup>[19\)](#)</sup>

Option  
complémentaire

**Art. 9** <sup>1</sup> Durant les deux dernières années du cursus, les élèves étudient une discipline ou un groupe de disciplines à titre d'option complémentaire.

<sup>2</sup> Ils opèrent un choix entre les disciplines ou groupes de disciplines suivants : applications des mathématiques, informatique, physique, chimie, biologie, histoire, géographie, économie et droit, science des religions, arts visuels, musique, théâtre ou sport.<sup>[6\)](#)</sup>

Autres  
disciplines  
obligatoires

**Art. 9a**<sup>[20\)](#)</sup> Les autres disciplines obligatoires sont :

- l'informatique;
- l'économie et le droit;
- l'éducation physique et sportive.

**Art. 9b**<sup>[20\)](#)[22\)](#)</sup>

Règles de choix  
des disciplines

**Art. 10** Les possibilités de choix offertes aux élèves sont réglées par les conditions suivantes :

1. ...<sup>[21\)](#)</sup>
- 2.<sup>[11\)](#)[19\)](#)</sup> pour la troisième langue, le choix de l'anglais ou du latin nécessite d'avoir suivi les cours dispensés à l'école secondaire dans la discipline considérée;
3. une langue étudiée comme discipline fondamentale ne peut pas être choisie comme option spécifique;
4. une même discipline ne peut pas être choisie comme option spécifique et comme option complémentaire;
- 5.<sup>[11\)](#)</sup> pour l'option spécifique, le choix du latin nécessite d'avoir suivi les cours dispensés à l'école secondaire dans la discipline considérée;
6. ...<sup>[21\)](#)</sup>

7. le choix de l'option spécifique "arts visuels" postule celui de la "musique" comme discipline fondamentale;
8. le choix de l'option spécifique "musique" postule celui des "arts visuels" comme discipline fondamentale;
9. le choix d'une option spécifique dans le domaine des arts exclut celui des arts visuels, de la musique, du théâtre et du sport comme option complémentaire.

Répartition  
hebdomadaire  
des disciplines

**Art. 11** [6\(11\)\(19\)\(23\)](#) La répartition hebdomadaire des disciplines durant les trois années de cursus du Lycée s'établit comme il suit :

		Disciplines	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	Dotation
Langues	Langue 1	Français	4	4	5	13
	Langue 2	Allemand Italien	3	3	5	11 / *10
		*Allemand	3	3	4	
	Langue 3	Italien Anglais Latin	3	3	4	10
Mathématiques, informatique & Sciences expérimentales		Mathématiques	4	4	4	12 / <sup>BC,PM</sup> 16
		<sup>BC, PM</sup> Mathématiques	6	4	6	
		Informatique	2	1	0	3
		Physique	2	2	0	4 / *5
		*Physique	2	2	1	
		Biologie	2	2	0	4
		Chimie	2	2	0	4
Sciences humaines		Histoire	1	2	2	5 / *5
		*Histoire	0	2	3	
		Géographie	2	2	0	4 / 4
		*Géographie	2	2	0	
		Economie et droit	2	0	0	2
		Philosophie	0	0	2	2 / *2
		*Philosophie	0	0	2	

		Disciplines	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	Dotation
Arts		Arts visuels Musique	2	3	0	5 / *5
		*Arts visuels *Musique	2	3	0	
Options		Option spécifique	4	4	6	14 / <sup>BC</sup> 13 / <sup>PM</sup> 12
		<sup>BC</sup> Option spécifique	4	4	5	
		<sup>PM</sup> Option spécifique	2	4	6	
		Option complémentaire	0	2	2	4
		Travail de maturité	0	0,5	0,5	1
Autres disciplines obligatoires	Sport	Education physique et sportive	2	2	2	6
		Activité physique	32 périodes par année (camps, journées et ½ journées de sport)			2.5

\*filière bilingue français - allemand, disciplines enseignées en allemand

<sup>BC</sup>Option spécifique biologie-chimie

<sup>PM</sup>Option spécifique physique - application des mathématiques

Options  
spécifiques  
scientifiques

**Art. 12<sup>19)</sup>** <sup>1</sup> Les options spécifiques d'orientation scientifique regroupent dans une approche décloisonnée plusieurs disciplines selon la répartition suivante<sup>6)11)</sup> :

a) Option spécifique "Physique et applications des mathématiques"

	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>
Physique	2	2	3
Application des mathématiques	0	2	3

b) Option spécifique "Biologie et chimie"

	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>
Biologie	2	2	2
Chimie	2	2	2
Biochimie	0	0	1

Enseignement  
de la musique

**Art. 13** <sup>1</sup> Les élèves qui ont choisi la musique en qualité de discipline fondamentale suivent, en supplément de l'enseignement figurant à la grille horaire, un enseignement de la musique instrumentale pour l'instrument de leur choix.<sup>[11](#)[19](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Lycée assure un enseignement de la musique instrumentale pour un ensemble déterminé d'instruments à raison d'une demi-leçon hebdomadaire par élève.

<sup>3</sup> Les élèves peuvent suivre l'enseignement de la musique instrumentale en dehors du Lycée pour autant qu'ils puissent ainsi acquérir un niveau d'aptitudes au moins analogue à celui qui est assuré au Lycée. Ils reçoivent à ce titre une indemnité forfaitaire annuelle dont le montant est fixé par le Département.<sup>[6](#)</sup>

<sup>4</sup> Les élèves peuvent suivre les cours de la chorale qui est considérée comme instrument de leur choix.<sup>[7](#)</sup>

Education  
physique

**Art. 14**<sup>[11](#)</sup> <sup>1</sup> L'enseignement de l'éducation physique et sportive est obligatoire pour tous les élèves, les cas de dispense temporaire ou durable demeurant réservés sur la base de certificats médicaux appropriés.

<sup>2</sup> Les résultats obtenus par les élèves en éducation physique et sportive donnent lieu à l'inscription d'une note dans le bulletin scolaire annuel. Cette note compte pour la promotion des élèves.

<sup>3</sup> Au cas où un élève ne pourrait pas suivre les cours d'éducation physique et sportive pour des raisons médicales, les professeurs mettent en place un programme spécial qui est évalué et compte pour la promotion.

**Art. 15**<sup>[8](#)</sup>

Cours de base  
en anglais

**Art. 16** Les élèves qui n'ont choisi l'anglais ni comme discipline fondamentale ni comme option spécifique ont la possibilité de suivre un cours de base en anglais selon une dotation de deux leçons hebdomadaires annuelles.

Cours facultatifs

**Art. 17** <sup>1</sup> Les élèves ont la faculté de compléter leur programme obligatoire en choisissant un ou deux cours facultatifs, organisés par le Lycée lui-même ou en collaboration avec d'autres établissements.

<sup>2</sup> Les cours facultatifs portent principalement sur des domaines qui ne sont enseignés ni comme discipline fondamentale, ni en option spécifique et ni en option complémentaire, à l'exception du théâtre qui peut être proposé sous la forme d'atelier préparant un spectacle.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> L'inscription d'un élève à un cours facultatif l'engage pour toute la durée du cours ou, pour les cours qui s'étendent sur une année ou plus, pour une année complète.

<sup>4</sup> Les cours facultatifs peuvent être dispensés selon l'horaire annuel traditionnel, mais aussi de manière concentrée ou irrégulière en cours d'année scolaire. Ils sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes, de degrés, voire d'établissements différents.

<sup>5</sup> L'organisation des cours facultatifs s'effectue dans le cadre d'une enveloppe annuelle globale arrêtée par le Service de la formation postobligatoire sur la base d'une proposition de la direction du Lycée.<sup>6)</sup>

Normes en  
matière  
d'effectifs

**Art. 18** <sup>1</sup> Les normes en matière d'effectifs sont fixées de la manière suivante :

1. <sup>19)</sup> pour les disciplines fondamentales, les autres disciplines obligatoires et la discipline cantonale, les effectifs des groupes se situent entre 15 et 23 élèves; cependant, en première année, une leçon de français et d'informatique sont dispensées dans le cadre de sections de classe avec un effectif qui ne comptera pas moins de 6 et pas plus de 13 élèves;
2. <sup>19)</sup> pour les options spécifiques, les effectifs des groupes se situent entre 8 et 20 élèves; cependant, pour les options spécifiques scientifiques, l'enseignement spécifique de la physique, de la biologie et de la chimie est dispensé sous la forme de travaux pratiques, sauf en troisième année pour la chimie et la biologie où la moitié des cours est dispensée sous la forme de travaux pratiques, dans le cadre de sections de classe selon les effectifs prévus au chiffre 1;
3. <sup>6)</sup> pour les options complémentaires, les effectifs des groupes se situent entre 8 et 16 élèves;
4. <sup>6)</sup> pour les cours facultatifs, un effectif minimal de 8 élèves par cours à l'ouverture de celui-ci est requis.

<sup>2</sup> Les normes ci-dessus servent de référence pour la constitution initiale des groupes; les fluctuations des effectifs durant le cursus d'études, notamment en fonction de départs ou de non-promotions, demeurent réservées.

<sup>3</sup> La direction du Lycée compose les groupes d'élèves en fonction de la grille horaire, des choix des élèves et des normes ci-dessus. Elle veille à concilier le maintien d'une offre aussi large que possible avec les préceptes d'une gestion économe.

<sup>4</sup> Pour assurer le maintien de certaines disciplines conformément aux normes ci-dessus, l'enseignement peut être organisé de manière cyclique par une réunion au sein d'un même groupe d'élèves de plusieurs années du cursus.

<sup>5</sup> Dans des cas particuliers, le Département peut, sur proposition du chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup>, accorder des dérogations à l'application des normes en matière d'effectifs.<sup>6)</sup>

### SECTION 3 : Travail de maturité

#### Généralités

**Art. 19** <sup>1</sup> Dans le courant des deux années qui précèdent les examens de maturité, chaque élève doit effectuer, seul ou en groupe restreint, un travail de maturité. Ce travail donne lieu à une production assortie d'un commentaire écrit ainsi qu'à une soutenance orale devant un jury.

<sup>2</sup> Le sujet du travail de maturité doit être original, à la portée d'un lycéen et d'une ampleur appropriée.

<sup>3</sup> Le travail de maturité tend à la mise en œuvre de méthodes de recherche, à la promotion d'approches transdisciplinaires et, autant que possible, au développement du travail en groupe.

#### Choix du travail de maturité

**Art. 20** <sup>1</sup> Les élèves effectuent leur travail de maturité dans une discipline enseignée au Lycée cantonal dont ils suivent ou ont suivi l'enseignement durant une année au moins ou en philosophie.<sup>6)10)19)</sup>

<sup>2</sup> Durant le premier semestre de deuxième année, les groupes de professeurs élaborent des propositions de sujets de travail de maturité et les soumettent aux élèves. Ces derniers ont cependant la possibilité de proposer un sujet qui doit alors être agréé par les professeurs de la discipline choisie.

<sup>3</sup> Au terme du premier semestre de deuxième année, les élèves choisissent la discipline dans laquelle ils vont effectuer leur travail de maturité et annoncent le sujet qu'ils ont retenu pour ce travail.



Modalités  
d'accomplisse-  
ment

**Art 21** <sup>1</sup> Le travail de maturité s'effectue de manière individuelle ou par groupe de deux ou trois élèves. Pour les activités qui le justifient (notamment pour la musique et le théâtre), il est possible de constituer des groupes de plus de trois élèves.

<sup>2</sup> Le travail de maturité s'effectue en principe durant le deuxième semestre de deuxième année et durant le premier semestre de troisième année. Il ne fait pas l'objet d'un horaire scolaire spécifique. Les élèves disposent d'une large liberté pour accomplir le travail de maturité aux moments et dans les lieux qui leur paraissent appropriés. Dans toute la mesure du possible, l'école s'efforce de répondre à leurs besoins en la matière.

<sup>3</sup> Durant l'accomplissement du travail de maturité, les élèves bénéficient d'un appui régulier de la part d'un enseignant de l'établissement.<sup>[10](#)</sup>

<sup>4</sup> Un contrat passé entre les élèves et les professeurs concernés par les travaux de maturité prévoit les éléments suivants :

- l'organisation d'environ quatre séances de travail consacrées à la mise en place et à l'organisation générale du travail de maturité;
- les jours et les heures de la semaine où il sera possible pour les professeurs et les élèves de se rencontrer;
- la tenue d'un carnet de bord dans lequel seront consignées les différentes étapes de l'exécution du travail de maturité, les missions à remplir ainsi que les échéances.

<sup>5</sup> Le travail de maturité devrait représenter pour les élèves environ une quarantaine d'heures de travail.

Forme du travail  
de maturité

**Art. 22** <sup>1</sup> Le travail de maturité peut prendre diverses formes : dossier écrit, CD-rom, CD-audio, vidéo, page internet, création plastique, musicale ou théâtrale, etc.

<sup>2</sup> Lorsque le travail de maturité n'est pas un dossier écrit, un texte d'accompagnement en précise la démarche, les références éventuelles et les conditions de réalisation.

<sup>3</sup> Les textes, graphiques et autres documents produits dans le cadre du travail de maturité n'excèdent en principe pas vingt pages. Les documents cités en référence sont joints en annexe.

<sup>4</sup> Pour les travaux réalisés en groupe, l'ampleur du travail de maturité doit être adaptée en conséquence.

## Evaluation

**Art. 23** <sup>1</sup> L'évaluation du travail de maturité prend en compte de manière conjointe la présentation du travail proprement dite et sa soutenance orale durant environ quinze minutes.

<sup>2</sup> L'évaluation du travail de maturité est assurée par un jury composé du professeur responsable et d'un autre professeur (éventuellement d'un expert extérieur).

<sup>3</sup> En cours d'accomplissement du travail de maturité, le professeur responsable procède avec les élèves à une évaluation intermédiaire.

<sup>4</sup> L'évaluation du travail de maturité et de sa soutenance orale est opérée au moyen du barème habituel des notes, 6 étant la meilleure et 1 la plus mauvaise; l'usage des demi-points est autorisé.<sup>6)</sup>

<sup>5</sup> ...<sup>12)</sup>

<sup>6</sup> ...<sup>8)</sup>

## Implication des professeurs

**Art. 24** <sup>1</sup> Les professeurs participent de manière appropriée et équitable à l'accomplissement des travaux de maturité.

<sup>2</sup> La direction du Lycée veille à une répartition judicieuse des tâches occasionnées par les travaux de maturité.

<sup>3</sup> L'indemnité versée à l'éventuel expert extérieur prévu à l'article 23, alinéa 2, ainsi que l'allègement horaire des professeurs responsables de travaux de maturité sont réglés par l'ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes<sup>5), 11)</sup>

## SECTION 4 : Plan d'études

## Plan d'études

**Art. 25** <sup>1</sup> L'enseignement au Lycée est dispensé selon un plan d'études arrêté par le Département sur proposition de la conférence des maîtres.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> Le plan d'études du Lycée se fonde sur les objectifs définis à l'article 5 du règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale et sur les plans d'études cadres édictés par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

<sup>3</sup> Le plan d'études du Lycée est publié.

Interdisciplinarité **Art. 26** Le plan d'études encourage les approches interdisciplinaires et les collaborations entre professeurs de disciplines diverses.

Enseignement bilingue **Art. 27** <sup>1</sup> L'organisation des études au Lycée cantonal propose l'enseignement de certaines disciplines dans une langue autre que le français afin de permettre la délivrance d'un certificat de maturité avec mention bilingue tel que prévu par l'article 18 du règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale et par les recommandations de la commission suisse de maturité.

<sup>2</sup> Indépendamment de l'enseignement de la langue concernée, la formule d'enseignement bilingue porte, sur les trois années du cursus d'études du Lycée, sur un minimum de 800 leçons dispensées dans la langue concernée et dans les disciplines réparties dans divers domaines.<sup>19)</sup>

<sup>3</sup> Les conditions particulières d'accès, d'études et de certification finale de cette formule sont fixées dans des directives du Département.<sup>6)</sup>

Sportifs ou artistes de haut niveau **Art. 28** <sup>1</sup> Les élèves du Lycée dont les performances sportives ou les prestations artistiques sont exceptionnelles et exigent un engagement personnel important peuvent bénéficier d'un aménagement d'horaire destiné à leur permettre de concilier les exigences des études lycéennes avec les besoins de leur entraînement ou de leur formation artistique.<sup>19)</sup>

<sup>2</sup> L'aménagement est décidé par le chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup> sur proposition de la direction du Lycée cantonal.<sup>6)</sup>

## SECTION 5 : Conditions de promotion et examens<sup>6)</sup>

Notes du premier semestre **Art. 29**<sup>11)</sup> <sup>1</sup> Les disciplines fondamentales, l'option spécifique, l'option complémentaire et les autres disciplines obligatoires font l'objet d'une appréciation indicative inscrite dans le bulletin intermédiaire remis aux élèves à la fin du premier semestre.<sup>19)</sup>

<sup>2</sup> Les résultats scolaires sont appréciés au moyen de l'échelle de notes de 1 à 6, la note 6 étant la meilleure. Les notes sont exprimées au dixième de points.

<sup>3</sup> Les notes 4 à 6 sanctionnent des résultats suffisants, les notes inférieures à 4 des résultats insuffisants.

<sup>4</sup> La moyenne des disciplines regroupant plusieurs branches résulte de la moyenne arithmétique des notes obtenues dans chacune des branches de la discipline pondérées selon la dotation en leçons hebdomadaires de ces branches. Cette moyenne est exprimée au dixième de point. Elle est arrondie vers le haut à partir de 5 centièmes.

Notes de  
promotion  
annuelle

**Art. 30**<sup>6)(11)</sup> <sup>1</sup> La promotion annuelle des élèves est déterminée par la moyenne des notes de l'ensemble de l'année scolaire obtenues dans les disciplines fondamentales, l'option spécifique, l'option complémentaire et les autres disciplines obligatoires. Cette moyenne est arrondie au demi-point le plus proche. Si la partie décimale de la moyenne est 0.25 ou 0.75, on arrondit vers le haut.<sup>19)</sup>

<sup>2</sup> A la fin de l'année scolaire, un bulletin scolaire annuel indiquant au minimum toutes les notes de promotion annuelle est remis aux élèves.

Bulletin suffisant

**Art. 31**<sup>6)</sup> La promotion annuelle est obtenue si, pour l'ensemble des disciplines de promotion, toutes les conditions suivantes sont remplies :

1. le double de la somme de tous les écarts vers le bas par rapport à la note 4 n'est pas supérieur à la somme simple de tous les écarts vers le haut par rapport à cette même note;
- 2.<sup>11)</sup> quatre notes de promotion annuelle au plus sont inférieures à 4;
3. aucune note n'est inférieure à 2;
- 4.<sup>13)</sup> la somme des notes de promotion annuelle des disciplines langue 1, langue 2, mathématiques et option spécifique est de 16 au moins.

Promotion  
annuelle

**Art. 32**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> Les décisions relatives à la promotion des élèves interviennent à la fin de chaque année et sont prises sur la base du bulletin scolaire annuel.<sup>11)</sup>

<sup>2</sup> Les élèves qui ont obtenu des notes de promotion annuelle ne satisfaisant pas aux conditions énoncées à l'article 31 ne sont pas promus.

Répétition

**Art. 33**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> L'élève non promu répète l'année scolaire au terme de laquelle il n'a pas été promu.

<sup>2</sup> La répétition d'une même année scolaire n'est possible qu'une seule fois. L'élève doit quitter l'école lorsqu'il n'obtient pas la promotion annuelle deux fois consécutivement.

Promotion et  
examens de  
maturité

**Art. 34**<sup>6)</sup> <sup>1</sup> Les élèves réguliers durant la dernière année du cycle d'études du Lycée sont inscrits d'office aux examens finals de la maturité gymnasiale, quelle que soit leur situation de promotion. Sous réserve de cas exceptionnels justifiant une dérogation et reconnus comme tels par la commission de maturité gymnasiale, les élèves qui renoncent à passer les examens finals sont réputés avoir échoué.

<sup>2</sup> L'élève qui a échoué à l'examen a la possibilité de répéter l'enseignement de la dernière année du cursus d'études et de se présenter une seconde fois aux examens. Il est cependant dispensé du travail de maturité si celui qu'il a fourni a été évalué au moyen d'une note égale ou supérieure à 4.

Instances  
compétentes

**Art. 35** <sup>1</sup> Les propositions relatives à la promotion des élèves sont élaborées par les conseils de classe regroupant les professeurs concernés.

<sup>2</sup> Les décisions relatives à la promotion des élèves sont prises par le chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup> sur la base des propositions des conseils de classe et en conformité avec le présent règlement.<sup>6)</sup>

Promotion  
conditionnelle

**Art. 36** <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, un conseil de classe peut proposer la promotion conditionnelle d'élèves qui paraissent présenter les aptitudes nécessaires pour poursuivre leurs études avec succès; il est notamment tenu compte des progrès accomplis.

<sup>2</sup> Une promotion conditionnelle ne peut être accordée qu'une seule fois en cours de scolarité.

<sup>3</sup> L'élève qui n'est pas promu à la suite d'une promotion conditionnelle est soumis aux règles habituelles concernant la non-promotion annuelle.<sup>6)</sup>

Dérogations

**Art. 37**<sup>6)</sup> Sur proposition du conseil de classe et si les circonstances le justifient, le chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup> peut, dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, admettre une promotion ne répondant pas aux conditions fixées par le présent règlement.

## **SECTION 5<sup>BIS</sup><sup>15)</sup> : Dispositions particulières relatives aux notes de maturité et aux notes de promotion annuelle pour 2020**

Notes de  
maturité

**Art. 37a<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> En application de l'article 2, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale du 29 avril 2020 relative à l'organisation des examens cantonaux de la maturité gymnasiale 2020 dans le contexte de la pandémie de coronavirus<sup>16)</sup>, les notes de maturité 2020 sont déterminées par la moyenne des notes obtenues dans les disciplines fondamentales énumérées à l'article 7, ainsi que dans l'option spécifique et dans l'option complémentaire jusqu'au 13 mars 2020. Sous réserve de l'alinéa 3, les évaluations faites durant le travail à distance ne sont pas comptabilisées dans le calcul des notes.

<sup>2</sup> A la demande des élèves, des épreuves de rattrapage sont organisées pour des épreuves manquées entre le début du deuxième semestre et le 13 mars 2020 pour de justes motifs.

<sup>3</sup> Si un enseignant a commencé une série d'évaluations orales avant le 13 mars 2020, il termine le cycle des présentations par visioconférence jusqu'au 8 juin 2020 au plus tard.

<sup>4</sup> Pour les élèves en situation d'échec selon les alinéas 1 à 3, des évaluations sont organisées dans les disciplines dans lesquelles moins de 2/3 du nombre minimal d'évaluations annuelles a eu lieu. L'évaluation porte sur la matière enseignée jusqu'au 13 mars 2020.

Notes de  
promotion  
annuelle

**Art. 37b<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 30, la promotion annuelle des élèves pour 2020 est déterminée par la moyenne des notes obtenues dans les disciplines fondamentales énumérées à l'article 7, ainsi que dans l'option spécifique et dans l'option complémentaire jusqu'au 13 mars 2020. Sous réserve de l'alinéa 3, les évaluations faites durant le travail à distance ne sont pas comptabilisées dans le calcul des notes.

<sup>2</sup> Des épreuves de rattrapage peuvent être organisées pour des épreuves manquées entre le début du deuxième semestre et le 13 mars 2020 pour de justes motifs.

<sup>3</sup> Si un enseignant a commencé une série d'évaluations orales avant le 13 mars 2020, il termine le cycle des présentations par visioconférence jusqu'au 8 juin 2020 au plus tard afin que tous les élèves obtiennent une note.

<sup>4</sup> Les élèves qui ont obtenu un résultat insuffisant selon les alinéas 1 à 3 dans les branches définies à l'article 8a de l'ordonnance concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et canton du Jura<sup>17)</sup>, avec note acquise comme note de maturité, peuvent présenter un travail individuel jusqu'au 9 octobre 2020. Une nouvelle moyenne est établie en tenant compte de cette note.

## SECTION 6 : Formule de la voie longue

### Généralités

**Art. 38<sup>6)</sup>** Les élèves des écoles de commerce qui le désirent et qui remplissent les conditions fixées par les articles 39 à 41 ci-dessous peuvent bénéficier de la formule dite de la voie longue (ci-après : "voie longue"). Celle-ci permet à de bons élèves, dans un parcours de formation de quatre années, d'obtenir la maturité commerciale cantonale au terme du cursus de trois ans des écoles de commerce et la maturité gymnasiale conforme au règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale<sup>2)</sup> au terme d'une quatrième année passée au Lycée cantonal en troisième année du cursus d'études lycéennes. Les études ont lieu en école de commerce la première année, en école de commerce et partiellement au Lycée les deuxième et troisième années, entièrement au Lycée la quatrième année.

### Conditions d'admission

**Art. 39<sup>6)10)</sup>** Sont admis à suivre la voie longue les élèves qui, au terme de la première année d'école de commerce, remplissent, pour les six disciplines de base - français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit - les deux conditions suivantes :

- a) dans chaque discipline sont prises en compte les notes des deux semestres et celle de l'examen d'orientation; un total d'au moins 85,5 points par addition des notes des deux bulletins semestriels et des examens d'orientation pour chaque discipline;
- b) dans une discipline au plus, une moyenne annuelle inférieure à 4.

### Programme d'enseignement

**Art. 40** <sup>1</sup> Les élèves des écoles de commerce admis à suivre la voie longue voient leur programme aménagé de la manière suivante :

- a)<sup>10)</sup> en deuxième année de l'école de commerce :
  - allègement de 12 leçons dans le programme de l'école de commerce, soit 2 leçons de mathématiques, 2 leçons d'éducation physique, 2 leçons de marketing, 1 leçon de ressources humaines, 3 leçons de branches complémentaires, 2 leçons de techniques et environnement;

- complément de 10 à 11 leçons selon le programme de première année du Lycée, soit 4 ou 5 leçons de mathématiques, 2 leçons de biologie, 2 leçons de chimie et 2 leçons de physique, ces trois derniers éléments étant obligatoirement enseignés dans le cadre du Lycée;
- b)<sup>10)</sup> en troisième année de l'école de commerce :
  - allègement de 10 leçons dans le programme de l'école de commerce, soit 2 leçons de mathématiques, 2 leçons d'éducation physique, 2 leçons d'analyse financière, 1 leçon de ressources humaines, 3 leçons de branches complémentaires;
  - complément de 11 ou 12 leçons selon le programme de deuxième année du Lycée, soit 3 ou 4 leçons de mathématiques, 2 leçons de biologie, 2 leçons de chimie, 2 leçons de physique et 2 leçons d'option complémentaire, ces quatre derniers éléments étant obligatoirement enseignés dans le cadre du Lycée;
- c) en troisième année de Lycée (soit en quatrième année de voie longue) :
  - programme de troisième année du Lycée;
  - un complément de deux leçons en musique ou en arts visuels.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> L'option spécifique des élèves de la voie longue est obligatoirement "économie et droit".

<sup>3</sup> Pour l'option complémentaire, les élèves de la voie longue ont le même choix que leurs condisciples du Lycée, selon les mêmes règles.

<sup>4</sup> Le travail interdisciplinaire centré sur un projet (TIP) réalisé dans le cadre de l'école de commerce et de la voie longue est reconnu comme travail de maturité gymnasiale pour autant qu'il soit évalué conjointement par un professeur de l'école de commerce et par un professeur du Lycée qui est responsable du suivi et de la soutenance.<sup>6)10)</sup>

Promotion dans  
la voie longue

**Art. 41** <sup>1</sup> Pour poursuivre leur formation dans le cadre de la voie longue, les élèves doivent remplir toutes les conditions suivantes :

- a) au terme de la deuxième année d'école de commerce :
  - un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les 6 disciplines de base : français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit;
  - pour les 6 disciplines précitées, pas plus de deux notes inférieures à 4;
  - pour les disciplines de biologie, de chimie et de physique, pas plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3.75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3.25;



b) au terme de la troisième année d'école de commerce :

- un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les 6 disciplines suivantes : français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit;
- pour les 6 disciplines précitées, pas plus de deux notes inférieures à 4;
- pour les disciplines de biologie, de chimie et de physique, pas plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3.75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3.25;
- pour les disciplines de français, deuxième langue nationale et mathématiques, pas plus d'une moyenne annuelle inférieure à 4.<sup>[6\)10\)11\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Dans le cadre de la voie longue, un élève n'est autorisé qu'à un seul redoublement.

<sup>3</sup> Les situations d'échec en voie longue donnent lieu à une concertation entre le Lycée et l'école de commerce. Dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, les directions des divisions peuvent admettre une promotion ne répondant pas aux conditions précitées.<sup>[6\)10\)](#)</sup>

### **SECTION 6<sup>BIS</sup> : Conditions cadre pour les élèves qui suivent le cours Euler de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne<sup>[14\)](#)</sup>**

Inscription au  
Lycée

**Art. 41a<sup>[14\)](#)</sup>** Lors de leur inscription au Lycée, les élèves qui suivent le cours Euler de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (ci-après : "l'EPFL") sélectionnent les éléments suivants :

- a) filière non bilingue;
- b) l'allemand en tant que deuxième langue nationale;
- c) l'anglais en tant que troisième langue;
- d) les arts visuels ou la musique en tant que discipline artistique;
- e) physique et application des mathématiques en tant qu'option spécifique.

Généralités

**Art. 41b<sup>[14\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Dans les limites des possibilités d'organisation générale du Lycée, la direction aménage la grille horaire des élèves afin de leur permettre de suivre le cours Euler de l'EPFL.

<sup>2</sup> Les élèves qui suivent le cours Euler de l'EPFL peuvent, à leur demande, bénéficier des aménagements de l'enseignement des mathématiques prévus à l'article 41c.

<sup>3</sup> Lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions de promotion, la direction du Lycée peut les soumettre au régime ordinaire de l'enseignement des mathématiques.

<sup>4</sup> En cas d'interruption de la fréquentation du cours Euler de l'EPFL, les élèves informent immédiatement la direction du Lycée, qui fixe les conditions de leur réintégration dans le cursus ordinaire.

Discipline  
mathématiques

**Art. 41c<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Aussi longtemps qu'ils suivent les cours Euler de l'EPFL, les élèves sont dispensés des cours de mathématiques du Lycée et passent à la place, chaque année, un examen oral de 30 minutes portant sur le programme de mathématiques (MAP) de l'option spécifique physique et application des mathématiques selon les modalités suivantes :

- a) l'examineur est l'enseignant de mathématiques de la classe de l'élève;
- b) la direction du Lycée désigne un expert parmi les membres du corps enseignant;
- c) un membre de la direction du Lycée et le directeur administratif du cours Euler de l'EPFL peuvent assister à l'examen; celui-ci n'est pas public pour le surplus.

<sup>2</sup> La note de promotion annuelle (art. 30) de mathématiques est la moyenne entre le résultat de cet examen et la note 6.

## SECTION 7 : Dispositions finales

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 42** Les directives du 14 décembre 1992 concernant la promotion des élèves au Lycée cantonal sont abrogées.

Période  
transitoire

**Art. 43** Les dispositions antérieures demeurent applicables durant l'année scolaire 2000-2001 pour les élèves de deuxième et troisième années du Lycée cantonal et durant l'année scolaire 2001-2002 pour les élèves de troisième année.

Entrée en  
vigueur

**Art. 44** Le présent règlement prend effet le 1<sup>er</sup> août 2000.

Delémont, le 17 janvier 2001

DEPARTEMENT DE  
L'EDUCATION

La Ministre : Anita Rion

**Disposition transitoires et finales de la modification du 11 juillet 2008**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2008.

<sup>2</sup> Les dispositions antérieures demeurent applicables durant l'année scolaire 2008-2009 pour les élèves de deuxième et troisième années du Lycée cantonal et durant l'année scolaire 2009-2010 pour les élèves de troisième année.

**Disposition transitoires et finales de la modification du 7 juillet 2016**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016.

<sup>2</sup> La modification des articles 23, alinéa 5, et 29 à 32 déploie ses effets pour les élèves qui débutent leurs études lycéennes à la rentrée 2016 ou qui répètent leur première année. Pour les autres élèves, l'ancien droit est applicable jusqu'au 31 juillet 2020.

1) [RS 413.11](#)

2) [RSJU 412.11](#)

3) [RSJU 412.351](#)

5) [RSJU 412.354](#)

6) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008

7) Introduit par le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008

- 8) Abrogé par le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 9) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I du règlement du 5 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 5 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 12) Abrogé par le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 13) Introduit par le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 14) Introduit(e) par le ch. I du règlement du 1<sup>er</sup> juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 15) Introduit par le ch. I du règlement du 10 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020
- 16) [RS 413.16](#)
- 17) [RSJU 412.351](#)
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. II du règlement du 10 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 21 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2021
- 20) Introduit par le ch. I du règlement du 21 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2021
- 21) Abrogé par le ch. I du règlement du 21 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2021
- 22) Abrogé par le ch. I du règlement du 23 mai 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 23 mai 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022

# Loi concernant le fonds pour le soutien aux formations professionnelles

du 25 octobre 2006

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle<sup>1)</sup>,

vu l'article 119 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>2)</sup>,<sup>10)</sup>

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Buts et prestations

Constitution

**Article premier** Il est constitué un fonds pour le soutien aux formations professionnelles initiales et supérieures et à la formation continue à des fins professionnelles.

Objectifs du  
fonds

**Art. 2** Le fonds contribue notamment à :

- a) répartir la charge liée à la formation entre les entreprises du Canton;
- b) encourager les entreprises formatrices par la prise en charge de certains frais relatifs à la formation;
- c) valoriser les formations professionnelles initiales et supérieures ainsi que la formation continue à des fins professionnelles;
- d) encourager les actions innovatrices dans le domaine des formations professionnelles initiales et supérieures et de la formation continue à des fins professionnelles.

Egalité des  
sexes

**Art. 3** Sauf exception résultant du contexte, les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Principes  
a) Caractère  
général

**Art. 4** <sup>1</sup> Le fonds participe au financement d'actions de caractère général touchant un maximum de bénéficiaires dans la profession ou le secteur concerné.

b) Subsidiarité <sup>2</sup> Les prestations du fonds sont subsidiaires à toute forme de financement. Elles peuvent intervenir en complément à un autre mode de financement.

<sup>3</sup> Le fonds ne se substitue pas aux actions financées par les organisations du monde du travail ni aux subventions fédérales et cantonales.

Prestations du fonds

**Art. 5** Le fonds peut contribuer à financer notamment les actions suivantes :

- a) cours interentreprises;
- b) organisation et développement de formations en réseau;
- c) frais pour les procédures de qualification reconnues;
- d) mesures d'encouragement aux entreprises formatrices;
- e) mesures d'encouragement à la formation professionnelle et continue des femmes;
- f) organisation de cours pour formateurs en entreprise;
- g) participation à la promotion de la formation professionnelle;
- h) autres mesures liées à la formation professionnelle et continue ainsi qu'à la formation professionnelle supérieure.

## CHAPITRE II : Ressources

Ressources

**Art. 6** <sup>1</sup> Le fonds est alimenté par une contribution annuelle à la charge des employeurs assujettis à la loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam)<sup>3)</sup> ou à la loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture (LFA)<sup>4)</sup>. La contribution est calculée sur la base des salaires déterminants selon la législation sur l'assurance-vieillesse et survivants.<sup>7)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>8)</sup>

Taux de la contribution

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe le taux de la contribution tous les trois ans, par voie d'arrêté, sur proposition du conseil de direction du fonds.

<sup>2</sup> Le taux de la contribution est déterminé en fonction des objectifs poursuivis et des besoins évalués par le conseil de direction du fonds.

<sup>3</sup> Il ne peut excéder 0,1% des salaires déterminants.

<sup>4</sup> Le changement du taux de la contribution ne peut intervenir qu'au premier jour de l'année civile suivante.<sup>9)</sup>

Obligation de renseigner de l'employeur et taxation d'office

**Art. 8** <sup>1</sup> L'employeur doit fournir tous les renseignements nécessaires notamment à l'assujettissement, à la fixation et à la perception de la contribution.

<sup>2</sup> L'employeur qui, malgré sommation, n'a pas fourni les renseignements nécessaires à sa taxation est taxé d'office.

Demeure de l'employeur

**Art. 9**<sup>7)</sup> <sup>1</sup> L'employeur en retard dans le paiement de sa contribution est tenu au paiement des frais de rappel et de recouvrement ainsi que d'un intérêt moratoire selon les modalités définies dans la législation sur l'assurance-vieillesse et survivants.

<sup>2</sup> Les dispositions de la législation fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants sont applicables par analogie à la perception et à la prescription des créances des caisses de compensation pour allocations familiales envers les employeurs.

Responsabilité de l'employeur

**Art. 9a**<sup>11)</sup> La responsabilité de l'employeur pour le dommage causé au fonds est régie par l'article 52 de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)<sup>12)</sup>, qui s'applique par analogie.

Organe de perception

**Art. 10** <sup>1</sup> La contribution est perçue par la caisse de compensation pour allocations familiales à laquelle est affilié l'employeur concerné. L'Etat verse sa contribution directement au fonds.<sup>7)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>8)</sup>

<sup>3</sup> Les modalités relatives à la perception et au transfert au fonds des montants prélevés sont fixées dans une ordonnance du Gouvernement.

Compétences

**Art. 11**<sup>7)</sup> Les caisses de compensation pour allocations familiales sont compétentes pour :

- a) rendre des décisions de perception de la contribution;
- b) procéder au recouvrement des contributions;
- c) adresser les sommations aux employeurs qui ne remplissent pas leurs obligations.

Indemnisation

**Art. 12**<sup>7)</sup> <sup>1</sup> Les caisses de compensation pour allocations familiales sont indemnisées pour leur activité liée à l'exécution des tâches découlant de la présente loi.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, la manière dont les caisses de compensation pour allocations familiales sont indemnisées. Il tient compte des montants encaissés ou du nombre d'encaissements effectués.

### CHAPITRE III : Subventionnement

Bénéficiaires  
potentiels

**Art. 13** <sup>1</sup> Peuvent demander prioritairement l'intervention du fonds les entreprises formatrices, privées et publiques pour leur personnel et le personnel enseignant, et les organisations du monde du travail.

<sup>2</sup> L'octroi de prestations du fonds n'est toutefois possible que dans la mesure où les employeurs concernés ont versé des contributions au fonds.

<sup>3</sup> Le subventionnement direct de particuliers est également possible.

Conditions  
d'octroi

**Art. 14** Les conditions de subventionnement sont fixées par voie d'ordonnance.

### CHAPITRE IV : Organisation

Organes

**Art. 15** Les organes du fonds sont le conseil de direction et l'administration.

Conseil de  
direction

**Art. 16** <sup>1</sup> Le conseil de direction est l'organe de décision et de gestion du fonds.

<sup>2</sup> Il se compose de représentants de l'Etat, des associations patronales et des syndicats.

<sup>3</sup> Il édicte les directives nécessaires quant à la prise en charge des actions liées au versement et au remboursement des prestations.

<sup>4</sup> Il prend ses décisions à la majorité.

<sup>5</sup> Le Gouvernement fixe la composition, les compétences et le fonctionnement de cet organe.

Administration

**Art. 17** <sup>1</sup> L'administration du fonds est assurée par un administrateur, rémunéré par les ressources du fonds.



<sup>2</sup> L'administrateur est nommé par le Gouvernement sur proposition du conseil de direction. Il est subordonné à ce dernier.

<sup>3</sup> Il est chargé de l'administration et de la promotion du fonds auprès des bénéficiaires potentiels.

## CHAPITRE V : Fonds existants

Fonds

**Art. 18** <sup>1</sup> Les fonds des branches professionnelles, selon l'article 60 de la loi fédérale sur la formation professionnelle<sup>[1](#)</sup>, assurant des prestations au moins équivalentes à celles prévues dans la présente loi, peuvent être reconnus par le Gouvernement. Ce dernier peut également reconnaître des fonds sectoriels de branches.

<sup>2</sup> Les fonds reconnus ont la compétence d'encaisser la contribution auprès des employeurs affiliés à l'association professionnelle.

<sup>3</sup> Lorsque la contribution versée par l'employeur à un fonds reconnu est inférieure à celle du fonds cantonal, ce dernier prélève une contribution complémentaire de sorte que le total soit équivalent à la contribution du fonds cantonal. Dans ce cas, l'employeur peut bénéficier des prestations du fonds cantonal en proportion des cotisations versées.

<sup>4</sup> Les fonds reconnus remettent un rapport d'activité annuel au conseil de direction du fonds cantonal.

## CHAPITRE VI : Voies de droit et dispositions pénales

Voies de droit

**Art. 19** <sup>1</sup> Les décisions prises en vertu de la présente loi sont sujettes à opposition.

<sup>2</sup> Les décisions sur opposition des caisses de compensation pour allocations familiales peuvent faire l'objet d'un recours, dans les trente jours, auprès de la Chambre administrative du Tribunal cantonal.<sup>[2](#)</sup>

<sup>3</sup> Les décisions sur opposition du conseil de direction sont sujettes à recours auprès du Gouvernement.

Force exécutoire **Art. 20<sup>7)</sup>** Les décisions des caisses de compensation pour allocations familiales passées en force sont assimilées à un jugement exécutoire au sens de l'article 80, alinéa 2, de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>5)</sup>.

Disposition pénale **Art. 21** Est passible d'une amende l'employeur qui contrevient à la présente loi ou à des dispositions d'exécution, notamment en se soustrayant ou en tentant de se soustraire au paiement des contributions, en fournissant sciemment des renseignements faux ou incomplets, ou en refusant d'en fournir.

## CHAPITRE VII : Dispositions finales

Exécution **Art. 22** <sup>1</sup> Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Référendum **Art. 23** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur **Art. 24** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 25 octobre 2006

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RS 412.10](#)  
2) [RSJU 412.11](#)  
3) [RS 836.2](#)  
4) [RS 836.1](#)

- 
- 5) [RS 281.1](#)
  - 6) 1<sup>er</sup> janvier 2008
  - 7) Nouvelle teneur selon l'art. 26 de la loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 ([RSJU 836.1](#))
  - 8) Abrogé par l'art. 26 de la loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 ([RSJU 836.1](#))
  - 9) Introduit par l'art. 26 de la loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 ([RSJU 836.1](#))
  - 10) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de la loi du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2022
  - 11) Introduit par le ch. I de la loi du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2022
  - 12) [RS 831.10](#)



# Ordonnance concernant le fonds pour le soutien aux formations professionnelles

du 11 décembre 2007

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds pour le soutien aux formations professionnelles<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Disposition générale

Egalité des  
sexes

**Article premier** Sauf exception résultant du contexte, les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Modalités de perception

Période et  
modalités de  
perception

**Art. 2** Les caisses d'allocations familiales (ci après : "les caisses") calculent et perçoivent la contribution due par l'employeur au fonds selon les mêmes modalités que celles définies dans la loi fédérale sur l'assurance vieillesse et survivant<sup>2)</sup>.

Transfert au  
fonds

**Art. 3** <sup>1</sup> Les caisses transfèrent les montants perçus à l'administration du fonds dans le mois qui suit l'encaissement, déduction faite de l'indemnisation qui leur est allouée.

<sup>2</sup> Elles remettent un décompte annuel à l'administration du fonds mentionnant les montants facturés, encaissés, ouverts et en contentieux.

Indemnisation

**Art. 4** <sup>1</sup> Les caisses perçoivent pour leurs tâches une indemnisation forfaitaire correspondant à 2 % de la totalité des montants facturés au titre de la contribution au fonds.<sup>4)6)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement revoit ce taux en cas de modification du taux de contribution.

**Art. 5<sup>5)</sup>****CHAPITRE III : Participation aux actions de formation**

Prestations du  
fonds

**Art. 6** <sup>1</sup> Les prestations du fonds sont versées d'office ou sur requête adressée à l'administration du fonds.

<sup>2</sup> Font l'objet d'un versement d'office les contributions :

- a) aux cours interentreprises;
- b) aux frais pour les procédures de qualification reconnues;
- c) aux mesures d'encouragement aux entreprises formatrices;
- d) à l'organisation de cours pour formateurs en entreprise.

<sup>3</sup> Font l'objet d'un versement sur requête :

- a) l'organisation et le développement de formations en réseau;
- b) les mesures d'encouragement à la formation professionnelle et continue des femmes;
- c) la participation à la promotion de la formation professionnelle;
- d) les autres mesures liées à la formation professionnelle et continue ainsi qu'à la formation professionnelle supérieure.

Contenu de la  
requête

**Art. 7** La requête doit mentionner :

- a) le nom, l'adresse et le statut du requérant;
- b) l'identité des personnes responsables de la demande;
- c) la nature, l'objectif et la justification de l'action prévue;
- d) le contenu de l'action, sa durée, son époque et sa périodicité;
- e) les caractéristiques et l'effectif des bénéficiaires;
- f) le budget détaillé ainsi que les éventuelles subventions fédérales et cantonales ou les contributions des organisations du monde du travail obtenues ou attendues;
- g) les mesures utilisées pour assurer le contrôle de la qualité.

Délai

**Art. 8** La requête doit être adressée au plus tard trois mois avant le début de l'action envisagée.

Décision

**Art. 9** <sup>1</sup> Le conseil de direction du fonds statue sur la requête par écrit dans les deux mois dès son dépôt.

<sup>2</sup> Sauf cas de refus, il arrête la promesse de participation du fonds à la mesure considérée.

**Prestations** **Art. 10** Le conseil de direction arrête, par voie de directives, les montants maximums ou forfaitaires quant à la prise en charge des actions. Le fonds ne peut financer seul une action déterminée.

**Présentation d'un rapport** **Art. 11** Dans les trois mois après l'achèvement de l'action, le bénéficiaire remet à l'administration du fonds un rapport succinct présentant le bilan de cette dernière.

**Versement de la prestation** **Art. 12** <sup>1</sup> La prestation allouée est versée au bénéficiaire, après présentation des comptes et du rapport succinct.

<sup>2</sup> Des versements par acomptes sont possibles, en particulier pour des actions durables.

<sup>3</sup> S'il apparaît que l'action entreprise ne correspond pas entièrement à celle pour laquelle la promesse de participation a été octroyée, le conseil de direction statue sur une éventuelle modification de la participation. En cas de différence importante, la participation peut être supprimée.

**Remboursement des prestations** **Art. 13** Le bénéficiaire est tenu de rembourser les prestations obtenues lorsque celles-ci n'ont pas été utilisées conformément à leur destination ou ont été obtenues par des indications fausses ou des omissions volontaires.

## CHAPITRE IV : Collaboration

**Collaboration** **Art. 14** Le conseil de direction et les caisses d'allocations familiales collaborent dans l'application de la présente législation.

## CHAPITRE V : Conseil de direction

**Composition** **Art. 15** <sup>1</sup> Le conseil de direction est composé de six membres nommés par le Gouvernement et comportant :

- a) <sup>4)</sup> deux représentants de l'Etat, dont le chef du Service de la formation postobligatoire;
- b) deux représentants des associations patronales proposés par ces dernières;

c) deux représentants des syndicats proposés par ces derniers.

<sup>2</sup> Le conseil de direction choisit son président et son vice-président parmi les représentants issus de milieux différents.

<sup>3</sup> Le président et le vice-président sont élus pour la législature; ils sont rééligibles à la même fonction.<sup>3)</sup>

Durée **Art. 16** <sup>1</sup> Les membres sont nommés pour la période de la législature.

<sup>2</sup> Ils sont rééligibles.

Séances **Art. 17** <sup>1</sup> Le conseil de direction se réunit aussi souvent que nécessaire, mais une fois au moins par trimestre.

<sup>2</sup> Deux membres peuvent demander la convocation d'une séance.

Quorum **Art. 18** Le conseil de direction peut valablement siéger lorsque la majorité des membres sont présents.

Décisions **Art. 19** Les décisions sont prises à la majorité des membres présents, chaque membre disposant d'une voix. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Compétences **Art. 20** <sup>1</sup> Le conseil de direction est responsable de la gestion générale du fonds. Il doit en particulier :

- a) arrêter les prestations versées d'office et statuer sur les demandes de prestations;
- b) ratifier le budget général du fonds;
- c) proposer au Gouvernement le taux de la contribution au fonds;
- d) s'assurer de l'affectation correcte des sommes allouées;
- e) remettre à la fin de chaque exercice son rapport d'activité au Gouvernement;
- f) élaborer le cahier des charges de l'administrateur et veiller à son respect;
- g) édicter les directives d'application nécessaires.

<sup>2</sup> Les dispositions sur la responsabilité des employés de l'Etat s'appliquent par analogie aux membres du conseil de direction.<sup>4)</sup>

Groupes de travail **Art. 21** <sup>1</sup> Le conseil de direction peut constituer des groupes de travail pour traiter de sujets particuliers.



<sup>2</sup> Il peut faire appel à des experts.

**Indemnités** **Art. 22** Les membres du conseil de direction qui ne sont pas au service de l'administration cantonale reçoivent des indemnités de séance et de déplacement fixées par le Gouvernement.

**Organe de contrôle** **Art. 23** Le Contrôle des finances assure le contrôle de la gestion du fonds.

## CHAPITRE VI : Administration

**Administrateur** **Art. 24** <sup>1</sup> L'administration du fonds est assumée par un administrateur.

<sup>2</sup> L'administrateur est subordonné au conseil de direction. Il est rattaché administrativement au Service de la formation postobligatoire.<sup>4)</sup>

**Compétences** **Art. 25** L'administrateur assure le lien avec les bénéficiaires potentiels. Il les conseille et les assiste en vue de la préparation de leurs requêtes. Il est chargé de l'administration du fonds et a pour tâches :

- a) de procéder au paiement des prestations versées d'office;
- b) de recevoir et de préavisier les requêtes financières et de préparer les dossiers à l'intention du conseil de direction;
- c) d'exécuter les ordres de paiement liés aux actions admises par le conseil de direction;
- d) de tenir la comptabilité générale du fonds;
- e) de préparer le budget annuel et de le soumettre au conseil de direction;
- f) d'obtenir des caisses d'allocations familiales les données relatives à la masse salariale totale annoncée par chaque employeur affilié;
- g) de proposer au conseil de direction le taux de la contribution de l'employeur;
- h) d'encourager le développement d'actions en faveur des formations professionnelles initiales et supérieures et de la formation continue à des fins professionnelles;
- i) de promouvoir le fonds auprès des entreprises et des associations concernées dans diverses manifestations et visites d'entreprises;
- j) d'élaborer le rapport annuel de gestion du fonds;
- k) d'exécuter les autres tâches relatives à la gestion du fonds.

## CHAPITRE VII : Fonds existants

Procédure de  
reconnaissance

**Art. 26** <sup>1</sup> Les fonds existants qui entendent être reconnus présentent une requête écrite dans ce sens au conseil de direction.

<sup>2</sup> Le conseil de direction instruit le dossier et transmet ce dernier au département auquel est rattaché le Service de la formation postobligatoire pour préavis à l'intention du Gouvernement.<sup>4)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement statue sur la reconnaissance.

## CHAPITRE VIII : Disposition finale

Entrée en  
vigueur

**Art. 27** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Delémont, le 11 décembre 2007

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Laurent Schaffter  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 413.12](#)

2) [RS 831.10](#)

3) Nouvelle teneur selon le ch. VIII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012

4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

5) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

## Ordonnance concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation

du 11 novembre 2014

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura*

vu l'article 48, alinéas 3 à 5, de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>1)</sup>,

vu les articles 92 et 127 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>2), 7)</sup>

*arrête :*

Objet et champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance définit le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Participation à la  
vie de l'école

**Art. 3** L'enseignant est tenu de participer à toute activité qui concourt à la vie culturelle, pédagogique, sportive et administrative de l'école.

Durée annuelle  
de l'enseigne-  
ment

**Art. 4** La durée annuelle de l'enseignement, y compris les courses d'écoles d'une journée, les visites d'entreprises, les manifestations culturelles de l'école et les journées de sport, mais à l'exception des semaines de sport, des séjours linguistiques, des camps de ski et des voyages d'étude ou de diplôme qui se tiennent sur plusieurs jours, est fixée :

- a) <sup>5/7</sup> à quarante-trois semaines à l'école des métiers techniques rattachée à la division technique, au sein des ateliers de formation pratique rattachés à la division artisanale ainsi que dans les classes et les ateliers en charge de l'Agenda intégration suisse rattachés à l'unité de formation continue;
- b) à trente-neuf semaines au lycée, à l'école de commerce et à l'école de culture générale;
- c) à trente-huit semaines pour les autres écoles du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Durée et nombre  
de périodes  
enseignées

**Art. 5** <sup>1</sup> Une période d'enseignement dure 45 minutes, une demi-période 25 minutes. Les pauses et les récréations ne sont pas incluses.

<sup>2</sup> L'horaire hebdomadaire complet au lycée, à l'école de commerce, à l'école de culture générale et dans une école supérieure est de vingt-trois périodes si l'enseignement est dispensé à des classes entières. Il est de vingt-cinq périodes si l'enseignement est dispensé par leçons individuelles ou par petits groupes de deux à cinq élèves.

<sup>3</sup> Dans les autres écoles, sous réserve de l'alinéa suivant, l'horaire hebdomadaire complet est de vingt-six périodes.

<sup>4</sup> A l'école des métiers techniques rattachée à la division technique, au sein des ateliers de formation pratique rattachés à la division artisanale ainsi que dans les classes et les ateliers en charge de l'Agenda intégration suisse rattachés à l'unité de formation continue, la durée annuelle globale d'enseignement à plein temps est approximativement de mille sept cents heures. L'horaire annuel est validé par le chef du Service de la formation postobligatoire.<sup>5)7)</sup>

Enseignant  
engagé à la  
période

**Art. 5a**<sup>8)</sup> Puisqu'il n'effectue pas l'ensemble des tâches associées à l'enseignement au sens de l'article 48, alinéa 4, de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>1)</sup>, l'enseignant engagé à la période qui ne dispose pas de la totalité des formations requises par la description de la fonction voit son temps de travail réduit de 10 %.

Leçons  
supplémentaires

**Art. 6** <sup>1</sup> Le directeur de division peut, d'entente avec l'enseignant assumant un horaire complet, attribuer à celui-ci jusqu'à quatre leçons hebdomadaires supplémentaires.

<sup>2</sup> L'accord du chef du Service de la formation postobligatoire doit être requis pour attribuer un nombre de leçons supplémentaires dépassant cette limite.<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> Les leçons supplémentaires ne sont pas rétribuées mais compensées sur une période maximale de trois ans.

Allègement pour  
raison d'âge  
a) dès 50 ans

**Art. 7**<sup>5)</sup> <sup>1</sup> Dès le début de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle l'enseignant atteint l'âge de 50 ans, l'horaire hebdomadaire complet, au sens de l'article 5, alinéas 2 et 3, est réduit d'une période.

<sup>2</sup> A l'école des métiers techniques rattachée à la division technique, au sein des ateliers de formation pratique rattachés à la division artisanale ainsi que dans les classes et les ateliers en charge de l'Agenda intégration suisse rattachés à l'unité de formation continue, la durée annuelle globale d'enseignement à plein temps, au sens de l'article 5, alinéa 4, est réduite de 43 heures.<sup>7</sup>

b) dès 60 ans

**Art. 7a<sup>6</sup>** <sup>1</sup> En lieu et place de l'allégement prévu à l'article 7 et dès le début de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle l'enseignant atteint l'âge de 60 ans, l'horaire hebdomadaire complet, au sens de l'article 5, alinéas 2 et 3, est réduit :

- a) de 1.25 période, si l'enseignant est au bénéfice d'un taux d'activité compris entre 1 et 89 %;
- b) de 2 périodes, si l'enseignant est au bénéfice d'un taux d'activité compris entre 90 et 100 %.

<sup>2</sup> A l'école des métiers techniques rattachée à la division technique, au sein des ateliers de formation pratique rattachés à la division artisanale ainsi que dans les classes et les ateliers en charge de l'Agenda intégration suisse rattachés à l'unité de formation continue, la durée annuelle globale d'enseignement à plein temps, au sens de l'article 5, alinéa 4, est réduite<sup>7</sup> :

- a) de 54 heures, si l'enseignant est au bénéfice d'un taux d'activité compris entre 1 et 89 %;
- b) de 86 heures, si l'enseignant est au bénéfice d'un taux d'activité compris entre 90 et 100 %.

c) Disposition transitoire

**Art. 7b<sup>6</sup>** Le solde du crédit annuel exprimé en leçons existant au moment de l'entrée en vigueur des articles 7 et 7a est reporté dans le décompte des leçons supplémentaires au sens de l'article 6.

Modification de l'ordonnance concernant le programme horaire du corps enseignant

**Art. 8** L'ordonnance du 13 juin 2006 concernant le programme horaire du corps enseignant<sup>3</sup> est modifiée comme il suit :

#### TITRE

Ordonnance concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire

#### Article premier

...<sup>4</sup>

Article 5, lettre c  
Abrogée

Article 8, alinéa 2  
Abrogé.

Clause  
abrogatoire

**Art. 9** Sont abrogés :

1. l'ordonnance du 6 décembre 1983 sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres du Centre jurassien d'enseignement et de formation;
2. l'ordonnance du 16 décembre 2008 concernant le statut des maîtres de l'Ecole des métiers de la santé et du social de la République et Canton du Jura;
3. l'arrêté du 17 mars 1992 définissant le statut du maître de pratique en école de métiers et d'arts appliqués.

Entrée en  
vigueur

**Art. 10** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Delémont, le 11 novembre 2014

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

1) [RSJU 173.11](#)

2) [RSJU 412.11](#)

3) [RSJU 410.252.1](#)

4) Texte inséré dans ladite ordonnance

5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016

6) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016

7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 18 janvier 2022 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2022

8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 22 mars 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2022

## **Ordonnance concernant les bourses artistiques et les ateliers d'artistes**

du 21 décembre 2021

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 6, lettres a et b, de la loi du 9 novembre 1978 sur  
l'encouragement des activités culturelles<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Objet

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance définit la gestion et l'attribution des bourses artistiques (ci-après : "les bourses") et des ateliers d'artistes (ci-après : "les ateliers") de la République et Canton du Jura.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, la liste des ateliers à disposition.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### **SECTION 2 : Commission de gestion des bourses et des ateliers**

Principe

**Art. 3** Il est institué une commission de gestion des bourses et des ateliers (ci-après : "la commission").

Composition

**Art. 4** <sup>1</sup> La commission est composée de sept membres, dont trois représentants des artistes et un collaborateur de l'Office de la culture.

<sup>2</sup> Le collaborateur de l'Office de la culture en assume la présidence.

<sup>3</sup> Le secrétariat de la commission est assuré par l'Office de la culture.

Nomination **Art. 5** <sup>1</sup> Les membres de la commission sont nommés par le Gouvernement pour la durée de la législature.

<sup>2</sup> Ils sont rééligibles deux fois, à l'exception du collaborateur de l'Office de culture auquel ne s'applique aucune limitation quant au nombre de réélections.

Tâches **Art. 6** La commission est notamment chargée :

- a) de préparer et de publier les mises au concours en vue de l'attribution des bourses et des ateliers;
- b) d'examiner les dossiers de candidatures;
- c) de proposer le choix d'un candidat au département auquel est rattaché l'Office de la culture (ci-après : "le Département");
- d) de veiller au respect par la République et Canton du Jura des conventions relatives aux ateliers;
- e) de veiller au respect desdites conventions par toutes les parties contractantes.

Secret de fonction **Art. 7** Les membres de la commission sont soumis aux dispositions sur le secret de fonction applicables aux agents publics.

Indemnisation **Art. 8** <sup>1</sup> Les membres qui n'appartiennent pas à l'administration cantonale sont indemnisés conformément à l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Les frais de fonctionnement de la commission sont imputés aux comptes de l'Office de la culture.

### SECTION 3 : Procédure d'attribution et conditions

Bénéficiaires **Art. 9** <sup>1</sup> Les bourses et les ateliers peuvent être attribués à des artistes créateurs qui sont actifs dans tous les domaines des arts (peinture, dessin, sculpture, gravure, photographie, cinéma, vidéo, musique, littérature, théâtre, danse, cirque ou graphisme) ainsi qu'à des formateurs dans les métiers des arts et à des médiateurs culturels.

<sup>2</sup> Pour être retenu, un artiste doit remplir l'une des conditions suivantes :

- a) être domicilié dans le canton du Jura et y travailler depuis plus de 3 ans;



b) avoir suivi la majeure partie de sa scolarité dans le canton du Jura et ne pas l'avoir quitté depuis plus de 10 ans.

<sup>3</sup> L'artiste doit avoir terminé ses études. Il doit être reconnu par ses pairs.

<sup>4</sup> A qualité égale de dossier, les artistes établis dans le canton du Jura et les jeunes artistes sont privilégiés.

Mise au concours **Art. 10** <sup>1</sup> L'attribution d'une bourse et/ou d'un atelier fait l'objet d'une mise au concours publiée dans le Journal officiel et dans la presse locale au moins une année avant le début du projet artistique.

<sup>2</sup> Les candidats déposent, dans le délai imparti, une demande comprenant un projet artistique à réaliser grâce à la bourse ou pendant le séjour à l'atelier ainsi que tous les éléments requis dans la mise au concours.

Désignation **Art. 11** <sup>1</sup> Le Département désigne, sur proposition de la commission, le candidat auquel la bourse et/ou l'atelier est attribué.

<sup>2</sup> L'artiste désigné est averti au moins six mois avant la mise à disposition de l'atelier.

Durée du séjour dans un atelier **Art. 12** L'artiste désigné effectue un séjour à l'atelier d'une durée minimale de trois mois, en fonction des calendriers de mise à disposition, durant lequel il développe un projet artistique.

Contrat **Art. 13** Les conditions et modalités de la bourse et/ou du séjour à l'atelier sont précisées dans un contrat passé entre le Département et l'artiste désigné. Ce dernier doit en particulier s'engager à respecter les règlements relatifs aux ateliers.

Frais liés à l'atelier et montant des bourses **Art. 14** <sup>1</sup> Il n'est perçu aucun loyer pour la mise à disposition de l'atelier. Seul le paiement des charges incombe à l'artiste désigné.

<sup>2</sup> Une bourse dont le montant est fixé par le Département peut être attribuée en sus à l'artiste désigné. Elle s'élève au maximum à 1 500 francs par mois.

<sup>3</sup> Si la bourse n'est pas liée à un séjour dans un atelier ou si elle est liée à un atelier pour lequel le canton du Jura n'a pas conclu d'accord, elle s'élève au maximum à 3 500 francs par mois.

<sup>4</sup> Le nombre de bourses attribuées ne peut dépasser le nombre d'ateliers mis à disposition par le Gouvernement.

Tâches de  
l'Office de la  
culture

**Art. 15** L'Office de la culture est chargé de régler les questions relatives à l'exploitation des ateliers, notamment le versement des prestations dues aux propriétaires, et de veiller au respect des obligations contractuelles incombant à l'artiste désigné.

#### **SECTION 4 : Dispositions finales**

Abrogation

**Art. 16** Le règlement du Gouvernement du 6 novembre 2007 concernant la gestion des ateliers d'artistes de la République et Canton du Jura à Barcelone, Bruxelles, Paris et New York City est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 17** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2022.

Delémont, le 21 décembre 2021

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 443.1](#)  
2) [RSJU 172.356](#)

## TABLE DES MATIERES

<b>5</b>	<b>Défense nationale, police</b>
<b>51</b>	<b><i>Défense militaire</i></b>
511	<i>Administration</i>
511.411	Ordonnance du 11 juin 2002 concernant l'organisation du commandement d'arrondissement militaire
519	<i>Conventions intercantionales</i>
519.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative au Commissariat cantonal bernois des guerres et au Service jurassien des affaires militaires
<b>52</b>	<b><i>Protection civile</i></b>
521	<i>Organisation cantonale</i>
521.1	Loi du 13 décembre 2006 sur la protection de la population et la protection civile
521.11	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> juillet 2014 sur la protection de la population et la protection civile (OPCi)
521.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'activité des médecins-conseils de la commission sanitaire cantonale de la protection civile
521.3	Ordonnance du 26 avril 1988 concernant la protection des biens culturels
529	<i>Conventions intercantionales</i>
529.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative à l'utilisation des centres d'instruction de la protection civile de Tramelan, Laufon et Lyss/Kappelen
<b>53</b>	<b><i>Approvisionnement économique du pays</i></b>
531.1	Ordonnance du 24 avril 2108 sur l'approvisionnement économique du pays

<b>55</b>	<b><i>Police</i></b>
551	<i>Police cantonale</i>
551.1	Loi du 28 janvier 2015 sur la police cantonale
551.11	Ordonnance du 24 juin 2015 sur l'organisation de la police cantonale
551.12	Ordonnance du 16 décembre 2016 sur la collaboration entre la police cantonale et les communes
551.21	Ordonnance du 3 juillet 2018 portant délégation de compétences au département auquel est rattachée la police cantonale pour accorder l'entraide concordataire et pour autoriser l'engagement de la police cantonale hors du canton
551.31	Ordonnance du 21 juin 2022 portant désignation de l'autorité compétente en matière de sûreté intérieure, de mesures visant à empêcher les activités terroristes et de renseignement
555	<i>Repos dominical et jours fériés</i>
555.1	Loi du 31 août 2022 sur les jours fériés officiels et le repos dominical
555.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'application du repos dominical
556	<i>Dispositions relatives aux funérailles</i>
556.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant les inhumations
556.2	Décret du 6 décembre 1978 concernant la crémation
557	<i>Commerce des armes</i>
557.1	Décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes
559	<i>Conventions intercantionales</i>
559.111	Arrêté du Parlement du 17 juin 2015 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande
559.115	Arrêté du Parlement du 22 avril 1998 portant approbation du concordat sur les entreprises de sécurité et arrêté du Parlement du 19 mai 2004 portant ratification de la révision du concordat sur les entreprises de sécurité
559.115.1	Décret du 21 juin 2000 portant introduction du concordat sur les entreprises de sécurité
559.115.11	Ordonnance du 11 décembre 2018 concernant les centrales et les dispositifs d'alarme

- 559.170 Arrêté du Parlement du 18 mai 1993 portant approbation de la convention entre la République et Canton du Jura et la République et Canton de Genève relative au traitement électronique des données de police
- 559.2 Arrêté du Parlement du 16 juin 2010 portant adhésion de la République et canton du Jura au concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.21 Ordonnance du 14 janvier 2014 portant exécution du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.354 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention du 23 juin 1909 relative aux transports de police



**Ordonnance****portant désignation de l'autorité compétente en matière de sûreté intérieure, de mesures visant à empêcher les activités terroristes et de renseignement**

du 21 juin 2022

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 6, alinéa 1, et 23e à 23r de la loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure<sup>1)</sup>,

vu l'article 9, alinéa 1, de la loi fédérale du 25 septembre 2015 sur le renseignement<sup>2)</sup>,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La police cantonale est l'autorité compétente au sens de l'article 6, alinéa 1, de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure<sup>1)</sup> pour collaborer avec l'Office fédéral de la police (fedpol) en vue de l'exécution de cette loi (autorité d'exécution cantonale).

**Art. 2** <sup>1</sup> La police cantonale est l'autorité compétente au sens de l'article 23i, alinéa 1, de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure<sup>1)</sup> pour demander à l'Office fédéral de la police (fedpol) de prononcer des mesures visant à empêcher les activités terroristes en vertu de la section 5 de cette loi.

<sup>2</sup> La police cantonale est l'autorité compétente pour exécuter et contrôler les mesures prononcées par l'Office fédéral de la police (fedpol) en vertu de la section 5 de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure<sup>1)</sup>, sous réserve de l'article 23n.

**Art. 3** La police cantonale est l'autorité compétente au sens de l'article 9, alinéa 1, de la loi fédérale sur le renseignement<sup>2)</sup> pour collaborer avec le Service de renseignement de la Confédération en vue de l'exécution de cette loi (autorité d'exécution cantonale).

**Art. 4** La présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> juin 2022.

Delémont, le 21 juin 2022

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : David Eray  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 120](#)
- 2) [RS 121](#)
- 3) [RSJU 101](#)



## Loi sur les jours fériés officiels et le repos dominical

du 31 août 2022

*Le Parlement de la République et Canton du Jura*

*arrête :*

But	<b>Article premier</b> La présente loi a pour but de fixer les jours fériés officiels et les jours fériés assimilés à un dimanche ainsi que de protéger le repos dominical.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Jours fériés officiels	<b>Art. 3</b> Sont jours fériés officiels : a) les dimanches; b) Nouvel-An, le 2 janvier, Vendredi saint, Pâques, le lundi de Pâques, le 1 <sup>er</sup> mai, l'Ascension, la Pentecôte, le lundi de Pentecôte, la Fête-Dieu, le 23 juin, le 1 <sup>er</sup> août, l'Assomption, la Toussaint et Noël.
Jours fériés officiels assimilés au dimanche	<b>Art. 4</b> Sont réputés jours fériés officiels assimilés au dimanche : Nouvel-An, Vendredi saint, le lundi de Pâques, le 1 <sup>er</sup> mai, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, la Fête-Dieu, le 1 <sup>er</sup> août et Noël.
Principe du repos dominical et exceptions	<b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Pendant les jours fériés officiels, il est interdit de se livrer à un travail ou à une occupation qui cause du bruit ou qui trouble sérieusement la paix dominicale, de quelque façon que ce soit.  <sup>2</sup> Sont réservés les travaux nécessaires à écarter des dangers sérieux, les travaux agricoles urgents et indispensables, les manifestations sportives et culturelles, les manifestations, événements et pratiques traditionnels.  <sup>3</sup> Sont réservés également les activités et établissements soumis à la législation spéciale, notamment sur les activités économiques, les auberges, les spectacles et les divertissements ainsi que les jeux d'argent.

<sup>4</sup> Pendant les jours fériés officiels, il est interdit d'occuper du personnel, sauf si l'entreprise n'est pas soumise à la législation fédérale sur le travail, si elle appartient à une catégorie soustraite par cette législation à l'interdiction de travailler le dimanche ou si une autorisation de travailler le dimanche a été accordée en vertu de cette législation.

<sup>5</sup> Pendant les jours fériés officiels, le colportage, la vente ambulante, la vente de bétail sur la place publique et l'exploitation des stations de lavage de véhicules sont interdits.

Occupation de  
travailleurs  
durant les jours  
fériés officiels  
non assimilés au  
dimanche

**Art. 6** <sup>1</sup> Sous réserve des entreprises non soumises à la législation fédérale sur le travail, à celles soustraites à l'interdiction de travailler le dimanche et à celles au bénéfice d'une autorisation de travailler le dimanche en vertu de la législation précitée, toute occupation de travailleurs, dans des tâches bruyantes ou gênantes, durant les jours fériés officiels non assimilés au dimanche, est soumise à une autorisation délivrée par le Service de l'économie et de l'emploi.

<sup>2</sup> Le travail régulier ou périodique est autorisé lorsque des raisons techniques ou économiques le rendent indispensable et que les travailleurs ont donné leur accord.

<sup>3</sup> Le travail temporaire est autorisé en cas de besoin urgent dûment établi et lorsque les travailleurs ont donné leur accord.

Disposition  
pénale

**Art. 7** <sup>1</sup> Pour autant qu'aucune autre disposition pénale ne soit applicable, sera puni d'une amende de 500 francs au plus, celui qui se livre, durant un jour férié, à une activité ou une occupation interdite par l'article 5 ou qui occupe des travailleurs sans autorisation au sens de l'article 6.

<sup>2</sup> En cas de récidive dans les cinq ans à compter de l'infraction, le maximum de l'amende est de 5 000 francs.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 8** Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution de la présente loi par voie d'ordonnance.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 9** Sont abrogés :

1. la loi du 26 octobre 1978 sur les jours fériés officiels et le repos dominical;
2. le décret du 13 décembre 1979 fixant huit jours fériés officiels assimilés au dimanche.

Référendum

**Art. 10** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 11** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>1)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 31 août 2022

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Brigitte Favre  
Le secrétaire : Fabien Kohler

<sup>1)</sup> 1<sup>er</sup> janvier 2023



# TABLE DES MATIERES

## **6 Finances, régales**

### **61 *Gestion financière***

- 611 Loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales
- 611.2 Ordonnance du 29 novembre 2016 concernant la gestion centralisée du suivi des débiteurs et des actes de défaut de biens de l'Etat
- 611.12 Ordonnance du 23 novembre 2010 concernant la délégation de compétences financières
- 611.4 Ordonnance du 20 décembre 1988 réglant la gestion des sûretés, garanties et autres valeurs déposées ou consignées
- 612 Loi du 15 février 2023 portant création d'un fonds en vue du transfert de la commune de Moutier dans le canton du Jura

### **62 *Subventions***

- 621 Loi du 29 octobre 2008 sur les subventions

### **64 *Impôts et droits***

#### **641 *Impôts directs de l'Etat et des communes***

- 641.11 Loi d'impôt du 26 mai 1988
- 641.111.01 Arrêté du Gouvernement du 25 septembre 1990 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.02 Arrêté du Gouvernement du 29 octobre 1991 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.03 Arrêté du Gouvernement du 1er décembre 1992 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.04 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adaptation pour l'impôt sur la fortune des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.05 Arrêté du Parlement du 20 décembre 1996 portant non-adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix

641.111.06	Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.07	Arrêté du Parlement du 8 décembre 2004 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.08	Arrêté du Parlement du 19 décembre 2008 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.09	Arrêté du Gouvernement du 2 février 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2010
641.111.10	Arrêté du Gouvernement du 28 septembre 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2011
641.111.11	Arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2011 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2012
641.111.12	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2014 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2014
641.111.13	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2015 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2015
641.111.14	Arrêté du Gouvernement du 1 <sup>er</sup> décembre 2015 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2016
641.111.15	Arrêté du Gouvernement du 14 mars 2017 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2017
641.111.16	Arrêté du Gouvernement du 20 février 2018 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2018
641.111.17	Arrêté du Gouvernement du 26 novembre 2019 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2019
641.111.18	Arrêté du Gouvernement du 2 juin 2020 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2020
641.111.19	Arrêté du Gouvernement du 2 mars 2021 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2021
641.111.20	Arrêté du Gouvernement du 22 mars 2022 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2022
641.111.21	Arrêté du Gouvernement du 7 février 2023 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2023
641.261	Ordonnance du 16 mai 1989 relative aux exonérations de l'impôt

641.262	Ordonnance du 21 février 1989 relative au traitement fiscal de la prévoyance professionnelle
641.263	Ordonnance du 3 novembre 2009 concernant l'amnistie fiscale
641.311.1	Ordonnance du 19 décembre 2000 concernant le calcul dans le temps de l'impôt dû par les personnes physiques
641.312.21	Ordonnance du 15 décembre 2015 sur l'imposition d'après la dépense en matière d'impôt d'Etat
641.312.51	Ordonnance du 16 mai 1989 relative à la déduction des frais d'entretien d'immeubles
641.312.56	Ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante
641.312.561	Directives du Gouvernement du 5 février 2002 concernant l'assujettissement des gains accessoires de caractère politique et autres
641.312.57	Directives du Gouvernement du 22 octobre 2002 relatives à l'étendue des amortissements autorisés
641.41	Décret du 22 décembre 1988 concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes
641.511	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes
641.518	Ordonnance du 31 août 1982 concernant les moyens de preuve pour les impenses
641.541.1	Décret du 6 décembre 19787 concernant la répartition des valeurs officielles de forces hydrauliques entre les communes intéressées
641.543.1	Décret du 23 mars 1994 concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.100	Ordonnance du 12 octobre 1994 réglant les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.101	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles
641.543.102	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2001 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles agricoles
641.543.11	Arrêté du Parlement du 23 mars 1994 concernant le principe et les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.111	Arrêté du Parlement du 21 décembre 2001 concernant le principe et les modalités de la révision linéaire des valeurs officielles
641.543.12	Ordonnance du 7 juillet 1992 concernant la contribution de l'Etat aux frais de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques, ainsi qu'aux frais relatifs aux rectifications et aux nouvelles estimations
641.611	Décret du 22 décembre 1988 concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts
641.711	Ordonnance du 15 décembre 2009 sur l'imposition à la source
641.738	Décret du 22 décembre 1988 relatif à la perception des impôts par acomptes
641.741	Ordonnance du 29 octobre 2013 concernant la remise d'impôt

641.91	Loi du 28 janvier 1982 instituant un rabais fiscal pour la période 1981/ 1982
641.911	Ordonnance du 2 février 1982 portant exécution de la loi instituant un rabais fiscal pour la période 1981/1982
642	<i>Taxe des successions et donations</i>
642.1	Loi du 13 décembre 2006 sur l'impôt de succession et de donation
642.11	Décret du 30 novembre 1994 relatif au paiement de l'impôt de succession et de donation au moyen de biens culturels
643	<i>Taxes professionnelles</i>
643.1	Décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle
644	<i>Taxe sur les spectacles</i>
644.1	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxe communale sur les spectacles et les autres manifestations publiques
645	<i>Taxe des chiens</i>
645.1	Loi du 26 septembre 2001 sur la taxe des chiens
645.11	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant la taxe des chiens
648	<i>Exécution des droits et impôts fédéraux</i>
648.11	Ordonnance d'exécution du 19 décembre 2000 concernant l'impôt fédéral direct
648.21	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative au remboursement de l'impôt anticipé
648.61	Ordonnance du 20 septembre 2011 portant exécution de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir
649	<i>Arrangements fiscaux et double imposition</i>
649.11	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive au concordat du 10 décembre 1948 entre les cantons de la Confédération suisse sur l'interdiction des arrangements fiscaux



---

649.551	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion à l'accord franco-suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés
649.721	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative à l'imputation forfaitaire d'impôt
649.751	Arrêté du Parlement du 1 <sup>er</sup> décembre 1983 portant approbation de l'Accord conclu le 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers et arrêté du Parlement du 19 juin 1986 portant approbation de la modification dudit Accord
649.751.1	Décret du 25 septembre 1986 concernant la répartition de la compensation financière perçue par la République et Canton du Jura en application de l'Accord entre la Suisse et la France relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers
649.751.2	Loi du 17 décembre 2014 relative à la compensation à l'égard des communes des effets financiers du programme d'allègement budgétaire OPTI-MA
649.791	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative au remboursement de la retenue supplémentaire d'impôt des Etats-Unis d'Amérique

## **65** ***Péréquation financière***

651	Loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière
651.11	Ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière
651.111	Arrêté du Gouvernement du 29 novembre 2022 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2023
659.1	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 portant adhésion à l'accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI)

## **69** ***Régales***

691.1	Loi du 6 décembre 1978 sur la régle des sels
691.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la régle des sels



## Loi sur les finances cantonales (LFin)<sup>13)</sup>

du 18 octobre 2000

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 17 à 54 définissant les tâches de l'Etat et 123 à 125 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Objet, champ d'application

Objet, champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi régit la gestion des finances publiques.

<sup>2</sup> Les dispositions de la présente loi s'appliquent à la gestion financière du Parlement, du Gouvernement, de l'administration et des établissements cantonaux non autonomes.

<sup>3</sup> L'administration financière des communes est réglée par voie de décret.

<sup>4</sup> Le Parlement peut prescrire l'application de certaines règles de la présente loi à d'autres collectivités ou corporations de droit public.

### CHAPITRE II : Principes de la gestion financière

Légalité

**Art. 2** <sup>1</sup> Les contributions publiques sont instituées et, pour l'essentiel, réglées par la loi.

<sup>2</sup> Toute dépense doit reposer sur une base légale.

Equilibre  
financier

**Art. 3** <sup>1</sup> Les revenus et les charges de fonctionnement doivent s'équilibrer à moyen terme.

<sup>2</sup> L'endettement doit se conformer au mécanisme du frein à l'endettement.<sup>4)</sup>

3 ... [5\)](#)

<sup>4</sup> La planification des recettes et des dépenses prend également en compte l'évolution de la conjoncture économique et l'opportunité d'appliquer une politique anticyclique.

Non-affectation  
des impôts

**Art. 4** <sup>1</sup> Les impôts généraux ne peuvent être réservés à raison de parts déterminées à des tâches particulières.

<sup>2</sup> Exceptionnellement et pour une période limitée, le financement de charges extraordinaires peut être assuré par l'affectation d'un supplément aux impôts directs.

Nécessité des  
tâches et des  
prestations

**Art. 5** <sup>1</sup> Les tâches assumées et les prestations fournies doivent être nécessaires à la satisfaction de besoins importants.

<sup>2</sup> La définition des tâches et des prestations tient compte des besoins de l'ensemble du Canton et des moyens à disposition.

Gestion efficace  
et efficiente

**Art. 6** <sup>1</sup> Dans la mesure où leur définition est sensée, des objectifs quantitatifs et qualitatifs sont assignés aux tâches et aux prestations lors de la définition des politiques à suivre.

<sup>2</sup> Les interventions de l'Etat et les prestations fournies doivent correspondre au mieux aux objectifs.

<sup>3</sup> Le meilleur rapport entre les interventions et les prestations d'une part, et les coûts d'autre part, doit être recherché.

<sup>4</sup> Un mode de gestion incitant à l'efficacité et à l'efficience, par exemple au moyen de contrats de prestations ou d'enveloppes budgétaires, doit être appliqué aux institutions fournissant des prestations pour le compte de l'Etat.

Causalité

**Art. 7** <sup>1</sup> Le coût des prestations et des interventions de l'Etat est mis à charge des bénéficiaires, dans une mesure raisonnable.

<sup>2</sup> Les avantages économiques particuliers provenant de normes ou d'installations publiques donnent lieu à une participation financière des bénéficiaires.

<sup>3</sup> La mise en œuvre de ces principes est réservée à la législation sur les émoluments et les charges de préférence.

Coût et  
financement  
des projets

**Art. 8** <sup>1</sup> Tout projet de loi, décret, ordonnance ou arrêté est accompagné d'un plan de financement et d'une analyse détaillée de ses répercussions sur les finances, l'état du personnel et les coûts administratifs.

<sup>2</sup> Lors de la conception de projets importants, compte tenu de l'objectif visé, le Gouvernement choisit la variante la plus avantageuse économiquement, sur la base d'une analyse comparative des coûts et des bénéfices.

Collaboration  
entre collectivités

**Art. 9** <sup>1</sup> Lorsqu'une tâche incombe à plusieurs collectivités, celles-ci se concertent en vue de sa réalisation la plus économe possible. Le Canton stimule la collaboration entre les collectivités concernées.

<sup>2</sup> Au besoin, des collaborations interjurassiennes, intercantionales ou transfrontalières sont recherchées.

Contrôle de  
gestion

**Art. 10** <sup>1</sup> Le contrôle de gestion est introduit au sein de l'administration.

<sup>2</sup> Il vise à collaborer à la mise en place d'une gestion efficace et efficiente en contribuant notamment :

- a) à la fixation des objectifs et à la planification;
- b) à la détermination des prestations et des ressources y relatives;
- c) au pilotage des activités;
- d) à l'évaluation des résultats.

Publicité

**Art. 11** <sup>1</sup> Le budget et les comptes sont publics.

<sup>2</sup> L'Etat facilite l'accès au budget et aux comptes; il favorise la compréhension de la gestion des finances publiques.

### CHAPITRE III : Système comptable

Modèle de  
compte

**Art. 12** <sup>1</sup> L'Etat applique le modèle de compte harmonisé des cantons.

<sup>2</sup> Le compte d'Etat se compose du bilan et du compte administratif.

<sup>3</sup> Le compte administratif comprend le compte de fonctionnement et le compte des investissements.

Patrimoine  
administratif et  
patrimoine  
financier

**Art. 13** <sup>1</sup> Le compte d'Etat distingue le patrimoine administratif et le patrimoine financier.

<sup>2</sup> Le patrimoine administratif comprend les biens directement affectés à l'accomplissement des tâches publiques, notamment les investissements et les subventions aux investissements.

<sup>3</sup> Le patrimoine financier comprend les biens qui ne servent pas directement à l'exécution des tâches publiques et qui peuvent être aliénés sans nuire à celles-ci.

Dépense,  
placement,  
recettes

**Art. 14** <sup>1</sup> Constitue une dépense l'affectation de moyens du patrimoine financier à l'accomplissement d'une tâche publique.

<sup>2</sup> Un placement est un engagement de moyens financiers auquel correspond une contre-valeur réalisable, qui n'entraîne qu'une modification à l'intérieur du patrimoine financier sans en faire varier le total.

<sup>3</sup> Les recettes proviennent :

- a) des opérations financières qui augmentent la fortune nette ou diminuent le découvert;
- b) de la cession de biens du patrimoine administratif;
- c) des prestations de tiers pour la constitution de biens du patrimoine administratif.

Dépenses  
d'investissement

**Art. 15** Les dépenses d'investissement sont celles consenties en vue de la constitution des biens du patrimoine administratif propre ou des biens subventionnés qui génèrent un usage accru ou nouveau, dont le coût est important et dont la durée d'utilisation s'étend sur plusieurs années.

Comptabilité  
analytique,  
imputations  
internes

**Art. 16** <sup>1</sup> Afin de déterminer le coût de certaines tâches ou prestations et d'assurer une gestion efficace et efficiente, il est tenu une comptabilité analytique à titre complémentaire.

<sup>2</sup> La tenue de la comptabilité analytique repose notamment sur la généralisation des imputations internes des prestations effectuées entre unités administratives.

<sup>3</sup> La pratique des imputations internes peut également être instaurée lorsqu'il est nécessaire d'obtenir une facturation plus précise envers les tiers ou pour les financements spéciaux.

## CHAPITRE IV : Moyens de gestion

Moyens de la  
gestion  
financière

**Art. 17<sup>4)</sup>** La gestion financière s'appuie notamment sur le plan financier, la planification des investissements, le budget, les comptes, la statistique financière, les tableaux de bord relatifs aux tâches et aux prestations et le mécanisme du frein à l'endettement.

Frein à  
l'endettement

**Art. 17a<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Le mécanisme du frein à l'endettement est fixé par l'article 123a de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Les notions que comporte cette norme sont définies comme il suit :

- a) le degré d'autofinancement est le rapport entre la marge d'autofinancement et les investissements nets;
- b) la marge d'autofinancement est l'addition des amortissements et du résultat du compte de fonctionnement; elle représente les moyens financiers propres qui peuvent être affectés au financement des investissements nets;
- c) les investissements nets correspondent à la différence entre les dépenses d'investissements brutes et les recettes qui s'y rapportent;
- d) la dette brute est constituée des dettes à court, moyen et long terme, mais sans les prêts de la Confédération transitant dans le bilan de l'Etat en faveur de tiers; elle est arrêtée sur la base du dernier bilan publié;
- e) les impôts cantonaux sont constitués de l'ensemble des recettes fiscales inscrites au budget de l'Etat, à l'exception des taxes sur les véhicules; ils sont arrêtés sur la base du budget en cause.

Plan financier  
a) Généralités

**Art. 18** <sup>1</sup> Le plan financier sert de base à la planification continue des finances cantonales; il est établi pour une période de quatre à six ans au moins.

<sup>2</sup> Le plan financier repose sur l'évolution attendue du compte de fonctionnement et la planification des investissements.

<sup>3</sup> Le plan financier est soumis à l'approbation du Parlement au moins une fois par législature; le Parlement est périodiquement informé de son état de réalisation.<sup>3)</sup>

<sup>4</sup> Le Canton encourage les efforts tendant à harmoniser et à coordonner la planification financière des collectivités publiques ainsi que celle de leurs exploitations et établissements.

b) Contenu

**Art. 19** Le plan financier indique principalement, pour la période de planification :

- a) la récapitulation des dépenses et des recettes du compte de fonctionnement;
- b) la récapitulation des investissements envisagés;
- c) l'estimation des besoins de financement;
- d) les possibilités de financement;
- e) l'évolution attendue de la fortune et de l'endettement;
- f)<sup>4)</sup> l'orientation des mesures nécessaires pour respecter le frein à l'endettement;
- g) le programme d'amortissement du découvert;
- h) les paramètres qui ont servi de base aux prévisions formulées.

Planification des investissements

**Art. 20** <sup>1</sup> La planification détaillée des investissements est établie au moins une fois par législature, pour une période de quatre à six ans.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> Elle indique la liste des dépenses d'investissement importantes prévues ainsi que les enveloppes par service et par domaine pour les autres objets.

<sup>3</sup> La planification des investissements est soumise à l'approbation du Parlement.

<sup>4</sup> Le Parlement est périodiquement informé de toute modification importante apportée à la planification.

Budget  
a) Généralités

**Art. 21** <sup>1</sup> Le budget est établi d'après le plan financier. Il indique de manière séparée les dépenses et les recettes de fonctionnement et d'investissement prévues au compte administratif pour l'année à venir.

<sup>2</sup> Les montants inscrits au budget sont estimés avec précision; les principaux écarts par rapport aux derniers budget et comptes sont expliqués.

<sup>3</sup> Le contenu des rubriques qui contiennent des dépenses ou des recettes relatives à différents objets est en principe détaillé.



<sup>4</sup> Le budget est remis au Parlement au plus tard à la fin octobre de l'exercice précédent.

<sup>5</sup> Le Parlement vote le budget avant l'exercice qu'il concerne; si le budget n'est pas approuvé avant le début de l'exercice, le Gouvernement est autorisé à engager les dépenses absolument liées et les dépenses indispensables à l'activité administrative.

b) Respect du frein à l'endettement

**Art. 22<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> S'il s'avère que le budget ne respecte pas le frein à l'endettement, le Gouvernement adopte, dans le cadre de la procédure budgétaire, toutes les mesures utiles de sa compétence.

<sup>2</sup> Lorsque, en dépit des mesures mentionnées à l'alinéa 1, il s'avère que le budget ne respecte pas le frein à l'endettement, le Gouvernement soumet au Parlement des mesures supplémentaires visant à le respecter.

c) Plafonnement des montants affectés aux mandats externes

**Art. 22a<sup>12)</sup>** <sup>1</sup> Le montant total des rubriques budgétaires affectées aux mandats externes ne doit pas dépasser 1 % de la masse salariale brute de l'administration cantonale.

<sup>2</sup> Une décision contraire du Parlement est réservée.

Comptes  
a) Généralités

**Art. 23** <sup>1</sup> Les comptes contiennent l'ensemble des opérations financières ou comptables.

<sup>2</sup> Ils indiquent de manière séparée les dépenses et les recettes de fonctionnement et d'investissement.

<sup>3</sup> Ils sont bouclés au 31 décembre et transmis au Parlement au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

b) Informations annexes

**Art. 24** <sup>1</sup> Les comptes sont complétés notamment par la liste des crédits d'engagement utilisés, disponibles ou bouclés ainsi que par l'état des subventions promises et non encore payées.

<sup>2</sup> Les principaux écarts entre le budget et les comptes sont expliqués.

<sup>3</sup> Lorsque des budgets et des comptabilités séparés sont tenus pour des propres établissements, leurs recettes et leurs dépenses sont consolidées et présentées avec le compte administratif dans un document récapitulatif.

Statistique  
financière

**Art. 25** Une statistique financière doit être tenue, apte à orienter et à appuyer efficacement la planification et la gestion financières.

Tableaux de  
bord

**Art. 26** <sup>1</sup> Le Gouvernement introduit des tableaux de bord par tâche et par prestation.

<sup>2</sup> Les tableaux de bord contiennent notamment, pour les tâches et prestations concernées, les renseignements suivants :

- a) les objectifs visés;
- b) les bases légales;
- c) les destinataires;
- d) la quantité et la qualité des prestations à fournir;
- e) le coût;
- f) les indicateurs de performance;
- g) les mesures correctrices.

## CHAPITRE V : Principes comptables et opérations de gestion

Comptabilité

**Art. 27** <sup>1</sup> La comptabilité est tenue selon les principes reconnus en la matière.

<sup>2</sup> Elle donne une vue claire, complète et véridique des opérations financières et comptables, du patrimoine et des dettes.

<sup>3</sup> Le Gouvernement précise les règles comptables par voie d'ordonnance.

Spécialité  
qualitative

**Art. 28** <sup>1</sup> Les rubriques budgétaires définissent l'affectation des moyens financiers; elles sont subdivisées en cas de besoin.

<sup>2</sup> Le montant inscrit sous une rubrique budgétaire ne peut être affecté qu'au but défini par son libellé.

<sup>3</sup> Les aperçus qui spécifient l'utilisation du montant figurant sous une rubrique n'ont qu'une valeur indicative.

Spécialité  
quantitative

**Art. 29** <sup>1</sup> A l'exception des dépenses absolument liées, le montant inscrit sous une rubrique de charge ne peut être dépassé sans autorisation préalable.

<sup>2</sup> La procédure d'autorisation est réglée par la présente loi.

<sup>3</sup> Le solde inutilisé d'un crédit ne peut être dépensé.

Spécialité  
temporelle

**Art. 30** <sup>1</sup> Le budget alloue les moyens financiers pour une année.

<sup>2</sup> Une allocation budgétaire non utilisée est périmée à la fin de l'exercice.

Echéance

**Art. 31** <sup>1</sup> Les dépenses sont comptabilisées au moment où elles sont dues, les recettes lorsqu'elles sont facturées.

<sup>2</sup> La comptabilisation des avoirs et des engagements doit être effectuée, en liaison avec le bouclage des comptes, au plus tard à la fin de l'année déterminante.

Produit brut

**Art. 32** <sup>1</sup> L'intégralité des dépenses et des recettes doit être comptabilisée.

<sup>2</sup> Les opérations de compensation entre dépenses et recettes sont prohibées.

Bilan

**Art. 33** <sup>1</sup> Le bilan présente l'état du patrimoine administratif, du patrimoine financier, des engagements, de la fortune nette ou du découvert au moment du bouclage annuel.

<sup>2</sup> Les actifs figurent au bilan au plus pour leur prix d'achat ou de revient, déduction faite des amortissements.

<sup>3</sup> Les cautionnements et autres garanties de même que les constitutions de gages en faveur de tiers sont indiqués en annexe au bilan.

Compte  
administratif

**Art. 34** <sup>1</sup> Le compte administratif enregistre les dépenses et les recettes de l'année civile. Il fait apparaître le solde du financement et la variation de la fortune.

<sup>2</sup> Le compte de fonctionnement comprend les dépenses et les recettes qui modifient la fortune nette ou le découvert.

<sup>3</sup> Le compte des investissements comprend les dépenses et les recettes d'investissement.

Financement  
spécial

**Art. 35** <sup>1</sup> On entend par financement spécial l'affectation par la loi de moyens financiers à une tâche publique déterminée.

<sup>2</sup> Tout financement spécial fait l'objet d'un contrôle périodique d'opportunité. S'il dégage un excédent de recettes important, les attributions en sa faveur peuvent être réduites ou supprimées, même en dérogation aux règles portant sur son alimentation. Si son but est atteint ou qu'il est devenu sans objet, le financement spécial est annulé.

<sup>3</sup> Les attributions ne peuvent dépasser ni les recettes affectées au financement spécial, ni le montant prévu par la loi.

<sup>4</sup> Une avance en faveur d'un financement spécial n'est licite que si les recettes affectées ou l'excédent ne suffisent temporairement pas à couvrir les dépenses.

<sup>5</sup> L'avoir du financement spécial et les avances en sa faveur sont rémunérés à un taux d'intérêt interne.

<sup>6</sup> En principe, l'Etat prélève en sa faveur un montant correspondant aux frais découlant de l'administration (temps de travail, frais divers, etc.) de ces financements spéciaux. Le Gouvernement peut, pour certains financements spéciaux, y renoncer en tout ou partie.<sup>11)</sup>

Amortissements  
du patrimoine  
administratif

**Art. 36<sup>4)</sup>** <sup>1</sup> Les biens du patrimoine administratif sont amortis de manière à constater la dépréciation de leur valeur et à permettre leur renouvellement.

<sup>2</sup> L'amortissement est effectué sur la valeur résiduelle au bilan de clôture de l'exercice antérieur.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête les taux d'amortissement des différentes catégories de biens du patrimoine administratif.

<sup>4</sup> Les prêts et les participations du patrimoine administratif sont amortis selon les principes commerciaux.

<sup>5</sup> Des règles spéciales peuvent être appliquées aux amortissements des établissements.

Amortissements  
du patrimoine  
financier

**Art. 37** Les biens du patrimoine financier sont amortis selon les principes commerciaux.

Amortissement  
du découvert

**Art. 38** <sup>1</sup> Le découvert reporté au bilan est amorti à moyen terme.

<sup>2</sup> Le programme d'amortissement du découvert fait partie du plan financier.

Transfert d'actifs

**Art. 39** <sup>1</sup> Le transfert de biens du patrimoine financier au patrimoine administratif s'opère au prix d'achat ou de revient. La valeur de transfert ne doit pas excéder la valeur vénale.

<sup>2</sup> Les biens qui ne sont plus utilisés à des fins d'utilité publique sont transférés du patrimoine administratif au patrimoine financier à leur valeur comptable résiduelle.

<sup>3</sup> La vente de biens du patrimoine financier à des tiers intervient à la valeur vénale, sous réserve de raisons majeures d'intérêt public.

## CHAPITRE VI : La procédure de dépense

### SECTION 1 : Principes

Conditions à la  
dépense

**Art. 40** <sup>1</sup> L'engagement de toute dépense nécessite une base légale suffisante et une allocation budgétaire.

<sup>2</sup> Lorsque la base légale détermine la dépense ou que la dépense est liée, la base légale est réputée suffisante. Dans ce cas, la dépense ne requiert pas de nouvel arrêté de crédit.

<sup>3</sup> Lorsque la dépense est nouvelle, la base légale est réputée insuffisante. Dans ce cas, la dépense requiert l'adoption de la base légale et d'un arrêté de crédit, sous réserve des compétences déléguées aux unités administratives.

Dépense liée

**Art. 41** <sup>1</sup> Une dépense est considérée comme liée lorsque :

- a) la base légale ne laisse plus à l'autorité d'exécution qu'une marge de manœuvre restreinte quant au principe de la dépense, à son montant, à son moment et à ses autres modalités importantes;
- b) la dépense permet d'améliorer l'exécution d'une tâche sans en augmenter le coût;
- c) elle sert à fournir les moyens nécessaires à l'activité administrative et à assurer leur entretien, leur réparation et leur renouvellement, à l'exception des nouvelles constructions;
- d) elle consiste en l'exécution d'un crédit d'engagement.

<sup>2</sup> Lorsque la base légale ne laisse plus aucune marge de manœuvre à l'autorité d'exécution, la dépense est réputée absolument liée.

Dépense nouvelle

**Art. 42** Est réputée nouvelle toute dépense qui n'est pas liée; tel est le cas lorsque :

- a) la dépense ne résulte d'aucune loi;
- b) la loi laisse une marge d'appréciation notable à l'autorité d'exécution;
- c) la dépense permet de remplir une tâche publique de façon entièrement nouvelle et avec un coût supplémentaire important;
- d) des transformations sont apportées à un ouvrage en vue d'une nouvelle affectation;
- e) un nouvel ouvrage est construit.

## SECTION 2 : Base légale et arrêté de crédit

Principe

**Art. 43** <sup>1</sup> Une dépense peut être déterminée par une des bases légales suivantes :

- a) un dispositif de normes figurant dans des actes législatifs;
- b) un traité, un concordat ou une convention;
- c) les statuts d'une personne morale de droit public ou de droit privé;
- d) une décision judiciaire;
- e) une décision administrative ou un autre acte administratif.

<sup>2</sup> Une dépense peut également être déterminée par un arrêté de crédit qui complète la base légale ou en tient lieu pour une dépense particulière.

Autorités compétentes  
a) En général

**Art. 44** <sup>1</sup> L'adoption d'une base légale ou d'un arrêté de crédit relève de la compétence des autorités désignées par la Constitution.

<sup>2</sup> La délégation de compétences demeure réservée.

b) Peuple et  
Parlement

**Art. 45** <sup>1</sup> Le peuple est compétent pour adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense nouvelle unique supérieure à cinq centièmes du montant des recettes portées au dernier budget, ou une dépense périodique supérieure à cinq millièmes du même montant.

<sup>2</sup> Sous réserve du référendum facultatif, le Parlement est compétent pour :

- a) adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense unique supérieure à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget, ou une dépense périodique supérieure à cinq dix-millièmes du même montant;
- b) adopter les transactions immobilières relevant du patrimoine administratif, les cautionnements et la participation à une entreprise économique si les montants en jeu sont supérieurs à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget.

<sup>3</sup> Le Parlement est seul compétent :

- a) pour adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense unique supérieure à cinq dix-millièmes du montant des recettes portées au dernier budget, ou une dépense périodique supérieure à cinq cent-millièmes de ce montant;
- b) pour statuer sur la conclusion de transactions immobilières relevant du patrimoine administratif, l'octroi de cautionnements et la participation à des entreprises économiques si les montants en jeu sont supérieurs à cinq dix-millièmes du montant des recettes portées au dernier budget.

c) Gouvernement **Art. 46** <sup>1</sup> Le Gouvernement est compétent pour :

- a) adopter toute base légale ou tout arrêté de crédit qui implique une dépense nouvelle et qui ne relève pas de la compétence du peuple ou du Parlement;
- b) décider la conclusion de transactions immobilières relevant du patrimoine administratif, l'octroi de cautionnements et la participation à des entreprises économiques si les montants en jeu ne dépassent pas cinq dix-millièmes des recettes portées au dernier budget.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déléguer par voie d'ordonnance une partie de ses compétences aux départements, à la Chancellerie ainsi qu'aux services ou offices subordonnés.

### SECTION 3 : Formes de crédits

En général	<b>Art. 47</b> L'arrêté de crédit peut revêtir la forme du crédit simple, du crédit d'engagement et du crédit-cadre.
Crédit simple	<p><b>Art. 48</b> <sup>1</sup> Le crédit simple est l'autorisation d'effectuer une dépense au cours d'une année pour un objet précis.</p> <p><sup>2</sup> Le montant du crédit simple doit bénéficier d'une allocation budgétaire.</p> <p><sup>3</sup> En cas d'insuffisance, le montant du crédit simple peut être augmenté au moyen d'un crédit complémentaire si l'allocation budgétaire est suffisante ou d'un crédit supplémentaire si celle-ci est dépassée.</p>
Crédit d'engagement a) Définition	<p><b>Art. 49</b> <sup>1</sup> Le crédit d'engagement est l'autorisation de souscrire, pour un objet défini et à raison d'un montant déterminé, des engagements qui s'étendent au-delà d'un exercice budgétaire.</p> <p><sup>2</sup> Il est octroyé pour des dépenses et des subventions d'investissement, des subventions de fonctionnement uniques et des dépenses découlant d'obligations conditionnelles.</p>
b) Montant	<p><b>Art. 50</b> <sup>1</sup> L'arrêté de crédit indique le montant brut total du crédit d'engagement et le montant à charge de l'Etat.</p> <p><sup>2</sup> Un crédit net peut être accordé lorsque les subventions de tiers sont garanties quant à leur principe et à leur montant.</p> <p><sup>3</sup> Les tranches d'utilisation annuelles figurent au budget à raison de leur montant brut.</p> <p><sup>4</sup> Le montant du crédit d'engagement peut être augmenté au moyen d'un crédit complémentaire si son montant total s'avère insuffisant ou d'un crédit supplémentaire si une tranche annuelle dépasse l'allocation budgétaire disponible.</p>
c) Péremption, bouclage	<b>Art. 51</b> <sup>1</sup> Le crédit d'engagement est périmé si son but est devenu sans objet.



<sup>2</sup> Il est bouclé sans retard sitôt l'objectif atteint. Le solde éventuel ne peut être affecté à d'autres dépenses.

Crédit-cadre

**Art. 52** <sup>1</sup> Le crédit-cadre est une autorisation générale de dépenser un montant fixe pour un programme qui s'étend sur plusieurs années.

<sup>2</sup> L'arrêté de crédit désigne l'autorité compétente pour répartir le montant global en crédits partiels et pour déterminer leur affectation.

<sup>3</sup> Les tranches annuelles correspondant aux crédits partiels figurent au budget.

<sup>4</sup> Le montant total du crédit-cadre ne peut en aucun cas être dépassé. Si une tranche annuelle dépasse l'allocation budgétaire disponible, un crédit supplémentaire est requis.

<sup>5</sup> Si le maintien d'une trésorerie suffisante et l'équilibre du compte de fonctionnement nécessitent des limitations particulières, le Parlement peut décider des crédits-cadres pour l'octroi de subventions cantonales.

#### SECTION 4 : Allocation et rallonge budgétaires

Allocation  
budgétaire

**Art. 53** <sup>1</sup> Toute dépense à effectuer doit figurer dans une rubrique du budget.

<sup>2</sup> L'allocation budgétaire portant sur une dépense prévisible mais dépourvue de base légale lors de l'adoption du budget est bloquée jusqu'à l'entrée en vigueur de la base légale requise.

Rallonge  
budgétaire

**Art. 54** <sup>1</sup> Si une dépense ne bénéficie d'aucune allocation budgétaire ou seulement d'une allocation insuffisante, une rallonge budgétaire doit être requise.

<sup>2</sup> La rallonge budgétaire peut être accordée sous la forme d'un crédit supplémentaire ou d'un dépassement de crédit.

## SECTION 5 : Insuffisance des fondements de la dépense

### Principe

**Art. 55** <sup>1</sup> En cas d'absence ou d'insuffisance de la base légale, de l'arrêté de crédit pour les dépenses nouvelles ou de l'allocation budgétaire, les bases nécessaires à la dépense doivent être créées ou complétées.

<sup>2</sup> Un objet entièrement nouveau doit reposer sur une base légale appropriée.

### Crédit complémentaire

**Art. 56** <sup>1</sup> Si un arrêté de crédit s'avère insuffisant, un crédit complémentaire doit être requis auprès de l'autorité compétente avant tout nouvel engagement.

<sup>2</sup> L'autorité compétente est celle qui a accordé le crédit initial. Le Gouvernement est toutefois compétent même si le crédit initial a été octroyé par le Parlement lorsque :

- a) le crédit complémentaire n'excède pas 10 % du crédit initial et se situe dans la limite des compétences financières du Gouvernement en matière de dépenses nouvelles;
- b) une dépense complémentaire ne peut être différée, sous peine de conséquences dommageables; dans ce cas, le Gouvernement informe le Parlement sans retard.

<sup>3</sup> Si un crédit d'engagement contient une clause d'indexation des prix, les dépenses supplémentaires liées au renchérissement sont approuvées dans le cadre du budget. En cas de baisse des prix, le crédit est réduit d'autant.

### Crédit supplémentaire

**Art. 57** <sup>1</sup> Le crédit supplémentaire sert à accorder, pour une dépense déterminée, une rallonge budgétaire en cas d'allocation budgétaire insuffisante ou inexistante, sous réserve des dépenses absolument liées et des cas où un dépassement de crédit peut être autorisé par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Le crédit supplémentaire est accordé par le Parlement.

<sup>3</sup> Lorsque l'engagement de la dépense ne souffre aucun retard sous peine de conséquences particulièrement dommageables, la commission de gestion et des finances du Parlement peut autoriser l'utilisation anticipée de tout ou partie du crédit.<sup>8)</sup>

<sup>4</sup> Si l'urgence est telle qu'il n'est pas possible d'attendre la décision de la commission de gestion et des finances et que la dépense est nécessaire pour faire face à un événement grave et imprévisible, le Gouvernement peut autoriser l'utilisation anticipée de tout ou partie du crédit. Cas échéant, il informe la commission de gestion et des finances en indiquant les motifs de l'urgence.<sup>8)</sup>

<sup>5</sup> Les crédits supplémentaires urgents sont intégrés dans le rapport annuel sur les comptes en vue de leur ratification par le Parlement.<sup>9)</sup>

Dépassement  
de crédit

**Art. 58** <sup>1</sup> Un dépassement de crédit peut être autorisé par le Gouvernement pour une dépense :

- a) à laquelle correspondent des recettes de même montant au moins;
- b) qui n'excède pas 10 % des compétences financières du Gouvernement en matière de dépenses nouvelles.

<sup>2</sup> L'autorisation préalable du Gouvernement n'est pas nécessaire lorsque le dépassement de crédit se rapporte à une dépense absolument liée.

<sup>3</sup> L'ensemble des dépassements de crédits est présenté au Parlement avec le compte d'Etat.

## SECTION 6 : Engagement de la dépense

Principe

**Art. 59** <sup>1</sup> L'engagement de la dépense est l'acte administratif qui affecte les fonds disponibles à leur destination.

<sup>2</sup> Avant d'engager la dépense, l'autorité vérifie si la base légale, l'arrêté de crédit pour les dépenses nouvelles et l'allocation budgétaire sont acquis.

Compétence

**Art. 60** <sup>1</sup> Le Gouvernement est compétent pour engager les dépenses.

<sup>2</sup> Il peut déléguer cette compétence aux chefs de départements et aux responsables d'unités administratives.

Actes connexes,  
coordination

**Art. 61** <sup>1</sup> L'autorité prend les mesures prescrites ou indiquées afin de garantir que l'utilisation des fonds dépensés est conforme à leur affectation.

<sup>2</sup> Si de telles mesures figurent dans des actes connexes à l'engagement de la dépense, l'autorité assure leur coordination.

Compensation  
financière

**Art. 61a<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> L'autorité compétente vérifie, avant tout versement total ou partiel, l'existence de dettes en faveur de l'Etat dues par le bénéficiaire d'une prestation pécuniaire. A cette fin, elle obtient les informations nécessaires auprès d'autres unités administratives, y compris auprès des autorités fiscales. Le cas échéant, l'autorité compétente peut compenser le versement de la prestation pécuniaire avec lesdites dettes.<sup>14)</sup>

<sup>2</sup> La compensation doit respecter notamment les conditions des articles 120 et suivants du Code des obligations<sup>7)</sup> et les règles particulières en cas de poursuite pour dettes et faillites.

<sup>3</sup> L'autorité compétente informe sans délai le bénéficiaire concerné par la compensation et, si nécessaire, rend une décision.

Echange de  
données  
concernant le  
paiement

**Art. 61b<sup>15)</sup>** L'unité administrative chargée de procéder à la vérification, au paiement ou à la comptabilisation de factures pour le compte d'une autre unité a accès aux données, y compris celles sensibles, nécessaires à la facturation.

## CHAPITRE VII : Autorités et compétences de gestion financière

Renvoi

**Art. 62** Les compétences du peuple, du Parlement et du Gouvernement en matière de dépenses sont traitées sous chapitre VI.

Parlement

**Art. 63** Le Parlement :

- a) approuve le plan financier et la planification des investissements;
- b)<sup>4)</sup> arrête le budget, sous réserve des compétences du peuple en matière de frein à l'endettement;
- c) octroie les crédits supplémentaires et les crédits complémentaires de sa compétence;
- d) approuve les comptes et les dépassements de crédit;
- e) autorise les emprunts publics;
- f) exerce la haute surveillance sur la gestion des finances cantonales, en faisant usage de ses propres compétences et en chargeant sa commission de gestion et des finances de compétences particulières.

Gouvernement

**Art. 64** <sup>1</sup> Le Gouvernement :

- a) en coordination avec le programme de législature, élabore le plan financier, la planification des investissements, les projets de budgets et de crédits ainsi que les comptes;

- b) arrête la politique en matière de placements et d'emprunts;
- c) met en place le contrôle de gestion, de manière progressive;
- d) décide du changement d'affectation de biens du patrimoine administratif, pour autant que cette décision ne provoque pas de dépenses;
- e) décide du transfert au patrimoine financier des biens du patrimoine administratif qui ne sont plus utilisés à des fins d'intérêt public;
- f) réalise les transactions immobilières relevant du patrimoine financier;
- g) autorise l'utilisation anticipée des crédits supplémentaires urgents conformément à l'article 57, alinéas 3 et 4, et les dépassements de crédits, puis en informe le Parlement;
- h) désigne les secteurs qui font l'objet d'une comptabilité analytique;
- i) surveille les activités de gestion financière déployées par les départements et les unités administratives dans le cadre de son pouvoir de direction de l'administration.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déléguer certaines attributions aux départements, à la Chancellerie ainsi qu'à des services ou offices subordonnés.

Département des  
Finances

**Art. 65** <sup>1</sup> Le Département des Finances assure la gestion courante des finances cantonales. Il émet les directives nécessaires à cet effet et prépare les dossiers financiers de la compétence du Gouvernement et du Parlement.

<sup>2</sup> En particulier, il :

- a) prépare le plan financier, la planification des investissements, le budget et les comptes;
- b) organise et gère la comptabilité et les archives comptables;
- c) examine, sous l'angle financier, l'ensemble des projets d'actes législatifs, d'arrêtés de crédits, de décisions et de contrats;
- d) gère la trésorerie et le patrimoine financier;
- e) conclut les emprunts, à l'exception des emprunts publics;
- f) obtient les crédits nécessaires au maintien d'une trésorerie suffisante;
- g) tient la statistique financière;
- h) préavise les directives départementales en matière de gestion financière;
- i) fixe le taux de rémunération des avoirs des financements spéciaux et des avances en leur faveur;
- j)<sup>4)</sup> conduit les procès relatifs à des intérêts pécuniaires lorsqu'un autre organe ne les conduit pas;
- k) assure la surveillance directe des activités de gestion financière dans le cadre de ses compétences spécifiques;

- l) est habilité à conclure des contrats d'échanges (swaps) de taux d'intérêts dans la gestion des échéances de taux sur les opérations d'emprunts; l'utilisation d'autres instruments dérivés doit expressément faire l'objet d'une décision gouvernementale qui indique les buts, les risques et la finalité de l'opération.

<sup>3</sup> Le Département des Finances peut déléguer certaines de ses attributions à la Trésorerie générale ou à un autre service.<sup>4)</sup>

Départements et services

**Art. 66** <sup>1</sup> Les départements, services et offices sont chargés de :

- a) faire un usage efficace, efficient et rentable des moyens financiers et des éléments de patrimoine mis à leur disposition;
- b)<sup>4)</sup> défendre de manière adéquate les intérêts pécuniaires de l'Etat, notamment en conduisant des procès, au besoin avec l'appui du Service juridique;
- c) contrôler le respect des crédits et des allocations budgétaires;
- d) tenir de manière conforme les livres et les inventaires;
- e) préparer les documents requis par la gestion financière;
- f) facturer les prestations fournies, conformément aux dispositions légales.

<sup>2</sup> Un délai de paiement n'est accordé pour une créance que s'il ne la met pas davantage en péril; un intérêt et, dans la mesure du possible, des garanties sont exigés.

<sup>3</sup> Un dégrèvement n'est accordé que s'il est établi que la poursuite n'a pas de chance de succès ou que les frais sont en disproportion évidente avec la créance à récupérer.

## CHAPITRE VIII : Surveillance

Parlement

**Art. 67** <sup>1</sup> Le Parlement exerce la haute surveillance sur la gestion des finances cantonales; il dispose des moyens découlant de sa haute surveillance sur l'administration et les tribunaux.

<sup>2</sup> Il exerce la surveillance du chef du Contrôle des finances.

<sup>3</sup> Il peut confier des mandats particuliers à sa commission de gestion et des finances et au Contrôle des finances

<sup>4</sup> La commission de gestion et des finances a accès à toutes les informations ayant une incidence sur la gestion financière, y compris aux rapports de mandats que le Gouvernement ou un chef de département ont confiés au Contrôle des finances.

Gouvernement **Art. 68** <sup>1</sup> Le Gouvernement surveille les activités de gestion financière déployées par les départements et les services; il dispose des moyens découlant de son pouvoir de direction de l'administration.

<sup>2</sup> Il peut confier des mandats particuliers au Contrôle des finances.

Département des Finances **Art. 69** Le Département des Finances assure la surveillance directe des activités de gestion financière dans le cadre de ses compétences spécifiques.

## CHAPITRE IX : Contrôle des finances

Fonction et statut **Art. 70** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances est l'organe administratif supérieur chargé du contrôle financier et administratif.

<sup>2</sup> Il est dirigé par le contrôleur général des finances, élu par le Parlement pour la législature; le contrôleur général des finances est rééligible.<sup>3)</sup>

<sup>3</sup> Le Contrôle des finances exerce son activité de manière autonome et indépendante. Il est à disposition du Parlement, par l'intermédiaire de la commission de gestion et des finances, et du Gouvernement. Il est rattaché administrativement au Département des Finances.

<sup>4</sup> Le Contrôle des finances peut s'adjoindre des spécialistes lorsqu'un contrôle nécessite des connaissances particulières.

Critères et étendue du contrôle **Art. 71** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances exerce son activité selon les règles qui régissent l'activité administrative, en particulier celles de la présente loi, et les principes généraux en matière de révision.

<sup>2</sup> Il vérifie la conformité de la gestion financière et administrative sous les angles juridique, comptable, économique et informatique.

## Réquisition

**Art. 72** Le Contrôle des finances exerce ses activités :

- a) sur mandat du Parlement, du Bureau, de la commission de gestion et des finances ou de toute autre commission parlementaire permanente, spéciale ou d'enquête;
- b) sur mandat du Gouvernement et des départements;
- c) de sa propre initiative.

## Organes soumis au contrôle

**Art. 73** La surveillance du Contrôle des finances s'étend, sous réserve de dispositions légales particulières :

- a) aux départements, aux subdivisions de l'administration et aux tribunaux;
- b) aux établissements cantonaux autonomes et non autonomes;
- c) aux collectivités, établissements et organisations, indépendamment de leur statut juridique, qui se voient confier l'exécution de tâches publiques par l'Etat;
- d) aux bénéficiaires de subventions ou d'une participation financière de l'Etat.

## Attributions

**Art. 74** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances :

- a) procède à l'examen courant de l'ensemble de la gestion financière, à tous les stades d'exécution;
- b) contrôle les valeurs du patrimoine et les inventaires;
- c) révise les comptes de constructions;
- d) autorise l'élimination de créances irrécouvrables;
- e) vérifie annuellement les comptes de l'Etat;
- f) examine les taxations fiscales;
- g) contribue au contrôle périodique de l'opportunité des financements spéciaux, en collaboration avec le Département des Finances;
- h) examine l'organisation des services de caisse et de comptabilité, en veillant à l'efficacité des mesures de contrôle en vigueur;
- i) examine la sécurité et la fonctionnalité des applications informatiques traitant des données de nature financière;
- j) contrôle les flux financiers des organismes transfrontaliers, y compris les subventions communautaires;
- k) examine l'organisation et les méthodes de travail, sous l'angle de la gestion financière, des unités administratives;
- l) participe à l'élaboration des prescriptions touchant la gestion financière;
- m) contrôle l'efficacité des offices de révision propres à certains organismes et coordonne les activités de contrôle.



<sup>2</sup> Le Contrôle des finances ne peut, en règle générale, être chargé de missions qui incombent à l'administration.

<sup>3</sup> Le Contrôle des finances a tous pouvoirs d'investigation, y compris en matière informatique; il peut intervenir en tout temps.

Obligation de  
renseigner

**Art. 75** <sup>1</sup> Toutes les décisions qui touchent la gestion financière sont communiquées au Contrôle des finances, par écrit et sans délai. La Chancellerie transmet les décisions du Parlement et du Gouvernement. Les départements et les services transmettent directement leurs décisions.

<sup>2</sup> Les organes soumis à surveillance remettent au Contrôle des finances, sur demande et nonobstant l'obligation de garder le secret, tout renseignement ou document nécessaire au contrôle.

<sup>3</sup> Le Contrôle des finances a également accès aux fichiers tenus en vertu de la législation sur la protection des données. Il peut accéder, sur demande, à des données personnelles protégées traitées par l'organe contrôlé, pour autant que les besoins du contrôle l'exigent; le Contrôle des finances ne révèle pas de telles données dans son rapport ou dans tout autre document transmis ou accessible à des tiers.

<sup>4</sup> Les organes soumis au contrôle fournissent l'aide requise.

<sup>5</sup> Les organes de révision particuliers adressent leur rapport de contrôle au Contrôle des finances, qui peut établir des directives sur la suite à donner aux remarques des réviseurs.

Rapport de  
révision

**Art. 76** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances consigne dans un rapport écrit le résultat de toutes ses investigations. Il est signé par l'inspecteur qui a effectué la révision. Il est visé par le contrôleur général des finances qui certifie ainsi en avoir pris connaissance et en approuver la teneur.

<sup>2</sup> Préalablement à la rédaction de son rapport, le Contrôle des finances clôt son examen par un entretien final avec les responsables de l'organe contrôlé. Il leur communique ses intentions de recommandations et de propositions et discute notamment des mesures correctives déjà prises ou à prendre.

<sup>3</sup> Le rapport indique la voie de recours.

Notification du  
rapport

**Art. 77** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances transmet son rapport à l'organe contrôlé et au département concerné. L'entité contrôlée doit prendre position par écrit, dans le délai fixé par le Contrôle des finances, sur le rapport si celui-ci contient des recommandations ou des propositions.

<sup>2</sup> Le Contrôle des finances adresse un exemplaire de chaque rapport de révision, accompagné de la prise de position intégrale de l'organe contrôlé, au président de la commission de gestion et des finances, au président du Gouvernement et au chef du Département des Finances.

<sup>3</sup> Le rapport de mandat est transmis conformément aux exigences du mandant.

Suite à donner  
au rapport

**Art. 78** <sup>1</sup> Le Gouvernement décide des mesures à prendre en cas de manquements graves.

<sup>2</sup> Lorsque le Contrôle des finances découvre des irrégularités susceptibles de poursuites pénales, il prend immédiatement les mesures conservatoires nécessaires et en informe le procureur général, le président de la commission de gestion et des finances, le président du Gouvernement, le chef du département concerné et le chef du Département des Finances.

<sup>3</sup> Les mesures conservatoires consistent au blocage des paiements, à la suppression du droit à la signature, à la mise en sécurité des données et des documents ou à la confiscation de clés.

<sup>4</sup> Tout paiement ou tout engagement relatif à une affaire qui fait l'objet d'une recommandation ou d'une proposition du Contrôle des finances ne peut être réalisé ou contracté qu'avec l'aval de celui-ci. Cette mesure n'est pas touchée par le dépôt d'un recours contre le rapport du Contrôle des finances.

<sup>5</sup> Sous réserve de dispositions légales particulières, le Gouvernement décide si et dans quelle mesure il y a lieu de demander le remboursement des dépenses effectuées indûment.

<sup>6</sup> Les suites à donner au rapport de mandat ainsi que les modalités de diffusion figurent dans le rapport d'activité annuel du Contrôle des finances.

Recours

**Art. 79** <sup>1</sup> L'organe contrôlé peut contester les recommandations et les propositions qui figurent dans le rapport du Contrôle des finances en adressant un recours au Gouvernement.

<sup>2</sup> Le délai de recours est de 30 jours. Le recours indique les recommandations et les propositions contestées ainsi que les motifs de recours.

<sup>3</sup> Le Gouvernement se prononce en dernier lieu.

Relations de service

**Art. 80** <sup>1</sup> Le Contrôle des finances traite directement avec le Bureau du Parlement, la commission de gestion et des finances ou toute autre commission permanente, spéciale ou d'enquête, le Gouvernement, les départements, la Chancellerie, les unités administratives et les autres organes soumis au contrôle.

<sup>2</sup> Il établit chaque année un rapport d'activité à l'intention du Parlement et du Gouvernement. Le rapport est transmis au Parlement en même temps que les comptes annuels.

## CHAPITRE X : Dispositions finales

Clause dérogatoire

**Art. 81** <sup>1</sup> Le Parlement peut déroger à la présente loi par voie d'arrêté afin d'expérimenter de nouvelles méthodes de gestion dans certaines unités administratives.

<sup>2</sup> L'arrêté précise les méthodes de gestion, les unités administratives concernées et la durée d'expérimentation, qui ne doit pas dépasser cinq ans.

Dispositions d'application

**Art. 82** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les dispositions d'application de la présente loi.

<sup>1bis</sup> En particulier, il peut confier, par voie d'ordonnance, la gestion centralisée du suivi des débiteurs ainsi que celle des actes de défaut de biens à une unité administrative et prévoir la transmission et l'échange des données nécessaires à l'accomplissement de ces tâches, y compris les données sensibles, telles que celles relatives à des condamnations pénales ou à l'octroi de l'aide sociale.[10](#)

<sup>2</sup> Il gère l'introduction progressive du contrôle de gestion et des tableaux de bord, selon les priorités qu'il a fixées et les ressources dont il dispose.

Clause  
abrogatoire

**Art. 83** La présente loi abroge la loi du 26 octobre 1978 sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes.

Clause  
référendaire  
et entrée en  
vigueur

**Art. 84** <sup>1</sup> La présente loi est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Gouvernement en fixe l'entrée en vigueur<sup>2)</sup>.

Delémont, le 18 octobre 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

<sup>1)</sup> [RSJU 101](#)

<sup>2)</sup> 1<sup>er</sup> janvier 2001

<sup>3)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. XX de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010

<sup>4)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011

<sup>5)</sup> Abrogé par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011

<sup>6)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011

<sup>7)</sup> [RS 220](#)

<sup>8)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 avril 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013

<sup>9)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 24 avril 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013

<sup>10)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017

<sup>11)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 22 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017

<sup>12)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

<sup>13)</sup> Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

<sup>14)</sup> Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

<sup>15)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

## **Loi portant création d'un fonds en vue du transfert de la commune de Moutier dans le canton du Jura**

du 15 février 2023

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 83, alinéa 1, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 35, alinéa 1, de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Création et objet  
du fonds

**Article premier** <sup>1</sup> Un fonds en vue du financement du transfert de la commune de Moutier dans le canton du Jura est créé (ci-après : « le fonds »).

<sup>2</sup> Le fonds a pour but de financer toutes les mesures nécessaires prises par l'Etat en vue du transfert de la commune de Moutier qui entraînent des dépenses de fonctionnement.

Affectation

**Art. 2** <sup>1</sup> Le fonds est destiné à couvrir les dépenses de fonctionnement liées à la préparation et la mise en œuvre du transfert de la commune de Moutier.

<sup>2</sup> Par dépense de fonctionnement au sens de l'alinéa 1, on entend notamment :

- a) les charges du personnel engagé par contrat de durée déterminée pour les travaux de préparation et de mise en œuvre;
- b) les engagements anticipés de ressources qui ne peuvent attendre la phase ordinaire de fonctionnement;
- c) les mandats externes;
- d) les frais de communication;
- e) les frais liés aux déménagements d'unités administratives;
- f) les coûts informatiques;
- g) les coûts des prestations offertes de manière anticipée à la population de Moutier;
- h) les coûts résultant des prestations et interventions des autorités franches d'émoluments et de débours;
- i) tout autre coût temporaire en lien direct avec le transfert de la commune de Moutier.

Alimentation	<p><b>Art. 3</b> Le fonds est notamment alimenté par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des contributions de l'Etat;</li> <li>b) des contributions volontaires de tiers;</li> <li>c) toute autre recette en lien avec le transfert de la commune de Moutier.</li> </ul>
Résultat issu du partage des biens	<p><b>Art. 4</b> Le résultat issu du partage des biens entre les cantons de Berne et du Jura est également imputé au fonds.</p>
Fortune du fonds	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Le fonds peut être en négatif jusqu'à concurrence de 20 millions de francs.</p> <p><sup>2</sup> A cette fin, le Gouvernement est habilité à procéder à une avance conformément à l'article 35, alinéa 4, de la loi sur les finances cantonales<sup>2)</sup>.</p>
Gestion du fonds	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat gère le fonds.</p> <p><sup>2</sup> Elle préavise les demandes de prise en charge des dépenses, avant de les soumettre au Gouvernement.</p> <p><sup>3</sup> Les budgets et les comptes présentés au Parlement pour approbation intègrent l'évolution du fonds ainsi que les charges et les recettes. Un rapport sur la gestion du fonds est joint à la présentation des comptes annuels.</p>
Engagement de la dépense	<p><b>Art. 7</b> Les dispositions de la loi sur les finances cantonales<sup>2)</sup> et de l'ordonnance du 23 novembre 2010 concernant la délégation de compétences financières<sup>3)</sup> relatives aux procédures d'engagement de la dépense sont applicables.</p>
Dissolution du fonds	<p><b>Art. 8</b> Au plus tard dans les deux ans qui suivent l'exécution complète du partage des biens lié au transfert de la commune de Moutier, le Gouvernement présente au Parlement les modalités de dissolution du fonds.</p>
Référendum et entrée en vigueur	<p><b>Art. 9</b> <sup>1</sup> La présente loi est soumise au référendum facultatif.</p>

<sup>2</sup> Elle prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Delémont, le 15 février 2023

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Amélie Brahier  
Le secrétaire : Fabien Kohler

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 611](#)
- 3) [RSJU 611.12](#)





## Loi sur les subventions (LSubv)

du 29 octobre 2008

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 17 à 54, 100 et 123 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But	<p><b>Article premier</b> <sup>1</sup> La présente loi a pour but de définir les principes applicables aux subventions cantonales.</p> <p><sup>2</sup> Elle doit assurer que celles-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) répondent à un besoin d'intérêt général important;</li> <li>b) atteignent leurs objectifs de manière efficace et efficiente;</li> <li>c) soient adaptées aux possibilités financières de l'Etat;</li> <li>d) soient allouées selon des principes uniformes et en toute transparence;</li> <li>e) favorisent une répartition judicieuse des tâches et des charges entre l'Etat et les communes.</li> </ul>
Champ d'application	<p><b>Art. 2</b> La présente loi s'applique à toutes les subventions versées en vertu du droit cantonal.</p>
Terminologie	<p><b>Art. 3</b> Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Définitions	<p><b>Art. 4</b> Sont des subventions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les indemnités, qui sont des prestations pécuniaires accordées par l'Etat à des tiers pour atténuer ou compenser les charges financières résultant de l'exécution de tâches prescrites par le droit cantonal ou de tâches de droit public déléguées par l'Etat;</li> <li>b) les aides financières, qui sont des prestations pécuniaires ou d'autres avantages économiques accordés et financés par l'Etat à des tiers pour assurer ou promouvoir la réalisation de tâches d'intérêt public que le bénéficiaire a librement décidé d'assumer.</li> </ul>

Régime juridique **Art. 5** Nul n'a droit à l'octroi d'indemnités ou d'aides financières, sauf disposition légale contraire.

## CHAPITRE II : Principes

Portée des principes **Art. 6** Le présent chapitre s'applique au législateur et aux autorités octroyant des subventions.

En général **Art. 7** <sup>1</sup> Les subventions doivent répondre aux principes généraux de l'activité de l'Etat et en particulier à ceux de la légalité, de l'opportunité, de la subsidiarité, de l'efficacité et de l'efficience.

<sup>2</sup> En outre, les autorités compétentes prennent en considération les répercussions financières conformément à l'article 8 de la loi sur les finances cantonales<sup>2)</sup>.

Légalité **Art. 8** L'octroi de subventions doit reposer sur une base légale.

Opportunité **Art. 9** Une subvention est opportune, au sens de la présente loi, lorsqu'elle :  
 a) répond à la satisfaction de besoins importants;  
 b) s'inscrit dans la politique financière de l'Etat et  
 c) correspond à une juste répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes ou d'autres institutions.

Subsidiarité **Art. 10** Le but visé par la subvention ne doit pas pouvoir être atteint par des moyens autres que l'intervention financière de l'Etat.

Efficacité et efficience **Art. 11** <sup>1</sup> La forme, le montant et la durée des subventions sont déterminés en fonction de ce qui est indispensable à la réalisation du but fixé.

<sup>2</sup> L'octroi de subventions doit permettre d'atteindre le meilleur rapport entre les coûts prévisibles et les diverses sources de financement.

Capacité financière du requérant **Art. 12** <sup>1</sup> La législation spéciale détermine dans quelle mesure il est tenu compte de la capacité financière du requérant pour l'octroi d'une subvention.

<sup>2</sup> La capacité financière d'une commune est définie par l'indice des ressources conformément à la loi concernant la péréquation financière<sup>3)</sup>.

Conditions et charges	<b>Art. 13</b> Toute subvention peut faire l'objet de conditions et de charges particulières.
Soutien des communes	<b>Art. 14</b> L'octroi de subventions peut dépendre du fait que les communes intéressées fournissent un soutien financier proportionné au subventionnement de l'Etat.
Forme des subventions	<b>Art. 15</b> Les subventions revêtent la forme de prestations pécuniaires, de prises en charge d'intérêts, de prêts à des conditions préférentielles et de cautionnements.
Prohibition des promesses	<b>Art. 16</b> Les promesses de subvention ou les engagements similaires sont proscrits.

### CHAPITRE III : Octroi des subventions

#### SECTION 1 : Dispositions générales

Conditions d'octroi a) en général	<b>Art. 17</b> L'octroi d'une subvention nécessite : a) qu'elle respecte les principes de la présente loi; b) que le requérant adresse une demande écrite complète à l'autorité compétente et offre la garantie d'accomplir les tâches en question, aux conditions et charges éventuelles qui lui sont liées.
b) collaboration intercommunale	<b>Art. 18</b> Les subventions accordées aux communes pour l'accomplissement de certaines tâches communales ou régionales d'intérêt public sont en principe subordonnées à une collaboration intercommunale, si celle-ci permet une efficacité et une efficience accrues.
Mode de subvention	<b>Art. 19</b> <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, l'autorité compétente évite de recourir à des subventions proportionnelles à la dépense, ainsi qu'à la prise en charge de déficits, pour donner la préférence aux subventions forfaitaires liées à un projet ou à un programme.

<sup>2</sup> Elle privilégie en outre les subventions globales portant sur plusieurs années et se basant sur un système d'enveloppe financière ou de contrat de prestations.

<sup>3</sup> Dans la mesure du possible, les subventions sont limitées dans la durée et prévues à titre d'aides de démarrage, de réaménagement ou de relais.

Respect de la  
procédure de  
dépense

**Art. 20** La procédure de dépense arrêtée dans la loi sur les finances cantonales<sup>2)</sup> doit être respectée lors de l'octroi de subventions.

Travaux en  
cours et mise  
en chantier

**Art. 21** <sup>1</sup> Aucune subvention n'est accordée pour des travaux déjà en cours ou des acquisitions déjà faites.

<sup>2</sup> L'autorité compétente peut toutefois autoriser la mise en chantier ou la préparation d'une acquisition s'il n'est pas possible d'attendre le résultat de l'examen du dossier pour de justes motifs. Cette autorisation n'est ni une décision d'octroi, ni une promesse de subvention, ni un engagement similaire de l'autorité compétente.

Demande

**Art. 22** <sup>1</sup> La demande de subvention, dûment motivée, doit être adressée par écrit à l'autorité compétente, accompagnée des pièces justificatives nécessaires.

<sup>2</sup> Le bilan, les comptes, le budget, le plan financier et la planification des liquidités portant au minimum sur trois ans doivent être joints à la demande. Pour les subventions d'exploitation, l'organigramme et la description des conditions salariales doivent en outre accompagner la demande. Dans les cas de moindre importance, l'autorité peut renoncer à requérir tout ou partie de ces documents.

Demandes  
multiples

**Art. 23** <sup>1</sup> Le requérant qui sollicite plusieurs subventions pour un seul et même objet en informe les autorités concernées. S'il omet de le faire, la restitution des subventions peut être exigée conformément aux articles 39 et suivants.

<sup>2</sup> La coordination de la procédure incombe à l'autorité qui accordera vraisemblablement la subvention la plus élevée.

Indexation

**Art. 24** <sup>1</sup> Les subventions ne sont pas indexées.

<sup>2</sup> La décision d'octroi peut toutefois prévoir l'indexation pour des motifs liés à la durée de réalisation d'investissements importants.

## SECTION 2 : Modalités

### Principes

**Art. 25** <sup>1</sup> Les subventions sont octroyées par voie de décision ou sur la base d'un contrat de droit public.

<sup>2</sup> Le refus d'une subvention fait l'objet d'une décision.

<sup>3</sup> Le requérant est informé par écrit et en priorité par l'autorité compétente.

### Décision

**Art. 26** <sup>1</sup> L'autorité indique dans sa décision d'octroi :

- a) l'appellation de la subvention;
- b) la base légale qui fonde la subvention;
- c) les objectifs visés;
- d) les tâches pour lesquelles la subvention est prévue;
- e) le bénéficiaire;
- f) l'autorité compétente;
- g) la catégorie de subvention (art. 4);
- h) la forme de la subvention (art. 15);
- i) les conditions et charges;
- j) le mode de subvention (art. 19);
- k) le montant de la subvention;
- l) la rubrique budgétaire concernée;
- m) la durée de la subvention;
- n) la date et la signature;
- o) sous réserve de l'article 86, alinéa 3, du Code de procédure administrative<sup>4</sup>, une motivation, les délais et les voies de droit.

<sup>2</sup> Si le montant de la subvention ne peut être définitivement fixé, ou si la subvention n'est pas forfaitaire ou globale, l'autorité détermine les frais susceptibles d'être pris en compte, le pourcentage de la participation et le montant maximum de la subvention.

<sup>3</sup> Au besoin, la décision précise :

- a) le terme prévu pour le versement de la subvention;
- b) une réserve relative à une décision future du Parlement en lien avec le budget de l'Etat;
- c) la durée de l'affectation des biens pour lesquels la subvention est versée;
- d) les tâches à accomplir et leurs modalités d'exécution;
- e) le délai imparti pour les accomplir.

Contrat

**Art. 27** <sup>1</sup> Le contrat de droit public prévoyant l'octroi de subventions est passé en la forme écrite.

<sup>2</sup> Il est conclu pour une durée déterminée. Celle-ci ne peut excéder quatre ans. Toute reconduction tacite est exclue.

<sup>3</sup> Il stipule pouvoir être résilié sans délai avant le terme aux conditions de l'article 44. Il peut prévoir d'autres conditions de résiliation.

<sup>4</sup> Pour le surplus, l'article 26 est applicable par analogie.

Durée des  
subventions  
d'exploitation

**Art. 28** <sup>1</sup> Une subvention d'exploitation ne peut être octroyée pour une durée supérieure à quatre ans, sauf disposition légale contraire.

<sup>2</sup> Moyennant un réexamen, elle est renouvelable par décision ou contrat de droit public.

### SECTION 3 : Calcul des subventions

Subventions  
d'investissement

**Art. 29** <sup>1</sup> En règle générale, les subventions d'investissement sont allouées sous la forme d'un montant forfaitaire.

<sup>2</sup> Lorsque la subvention est déterminée en pourcentage, le montant maximal de la subvention et les coûts à prendre en considération sont définis à l'avance.

<sup>3</sup> Seuls les coûts à prendre en considération peuvent être subventionnés.

<sup>4</sup> Les intérêts courus sur le financement du projet ne sont pas subventionnés.

<sup>5</sup> Sauf circonstances exceptionnelles, le paiement de la subvention ne peut être différé de plus de 2 ans dès la présentation du décompte final.

Subventions  
d'exploitation

**Art. 30** <sup>1</sup> Pour l'octroi des subventions d'exploitation, le calcul des résultats financiers déterminants est soumis, sauf disposition légale ou contractuelle contraire, aux principes suivants :

- a) les dépenses ne sont prises en compte que dans la mesure où elles ont été prévues au budget du bénéficiaire et acceptées par l'autorité compétente;

- b) les prestations fournies au personnel ne sont prises en compte que dans la mesure où elles ne dépassent pas les conditions fixées par le droit cantonal pour des fonctions semblables dans l'administration, ou ont été admises par le Gouvernement;
- c) les amortissements ne sont pris en compte que dans la mesure où ils n'excèdent pas les taux légaux ou usuels pratiqués par l'Etat;
- d) les amortissements sur les investissements qui ont été partiellement financés par des subventions ne sont pris en compte que pour le surplus.

<sup>2</sup> Dans les cas d'importance et dans la mesure où cela s'avère judicieux, le Gouvernement ou d'autres autorités fixent des règles de gestion, prescrivent l'application d'un plan et de normes comptables ou approuvent le tarif des prestations offertes.

<sup>3</sup> Les modalités de subventionnement se basent sur des critères précis déterminant si possible la qualité et la quantité de prestations à fournir.

#### SECTION 4 : Versement des subventions

Versement

**Art. 31** <sup>1</sup> Le versement de la subvention ou, lorsque des acomptes ont été versés, le versement du solde de celle-ci n'est opéré qu'après la présentation et l'examen par l'autorité compétente du décompte requis.

<sup>2</sup> En fonction du mode de subventionnement (art. 19), le montant versé est déterminé eu égard aux coûts à prendre en considération effectivement supportés par le bénéficiaire de la subvention.

Acomptes

**Art. 32** <sup>1</sup> Dans le cadre des crédits budgétaires, il est possible de verser des acomptes allant, selon le degré d'accomplissement des tâches, jusqu'à 80 % de la subvention.

<sup>2</sup> Dans tous les cas, les acomptes ne peuvent être versés qu'au moment où les dépenses à prendre en considération ont été effectivement supportées ou sont imminentes.

Frais  
supplémentaires

**Art. 33** Un dépassement du montant de la subvention fixé par décision ou contrat de droit public ne peut être accepté par l'autorité compétente que si les frais supplémentaires sont dus :

- a) à des modifications autorisées du projet;ou
- b) à des causes objectivement non maîtrisables et impérieuses, pour autant que l'autorité compétente en ait été immédiatement informée par écrit.

Compensation  
financière

**Art. 34** <sup>1</sup> L'autorité compétente vérifie, avant tout versement total ou partiel, l'existence de dettes du bénéficiaire en faveur de l'Etat. A cette fin, elle obtient les informations nécessaires auprès d'autre unités administratives, y compris auprès des autorités fiscales. Le cas échéant, l'autorité compétente peut compenser la subvention à verser avec lesdites dettes.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> La compensation doit respecter notamment les conditions des articles 120 et suivants du Code des obligations<sup>5)</sup> et les règles particulières en cas de poursuite pour dettes et faillite.

<sup>3</sup> L'autorité compétente informe sans délai le bénéficiaire concerné par la compensation et, si nécessaire, rend une décision.

## SECTION 5 : Surveillance et révision

Surveillance

**Art. 35** <sup>1</sup> L'autorité compétente veille à ce que les subventions soient utilisées conformément à leur destination et dans le respect des conditions et charges auxquelles leur octroi est subordonné.

<sup>2</sup> A cet effet, elle procède ou fait procéder à tous les contrôles et vérifications nécessaires.

<sup>3</sup> S'agissant des subventions périodiques, elle vérifie annuellement si les conditions d'octroi sont remplies.

Collaboration et  
renseignements

**Art. 36** <sup>1</sup> Le bénéficiaire est tenu de collaborer avec l'autorité compétente et les organes de contrôle et de surveillance, aussi bien avant qu'après l'octroi de la subvention, en fournissant tout renseignement ou document utile.

<sup>2</sup> Il doit en outre garantir l'accès aux locaux affectés aux tâches considérées.

<sup>3</sup> Le bénéficiaire a l'obligation d'informer spontanément l'autorité compétente de tout fait nouveau en rapport avec la subvention octroyée.

Révision

**Art. 37** Selon les circonstances, l'autorité octroyant une subvention peut exiger que les institutions publiques et privées subventionnées fassent réviser leurs comptes par un organe compétent indépendant. Cette charge est mentionnée dans la décision d'octroi ou dans le contrat.



Surveillance du  
Contrôle des  
finances

**Art. 38** La surveillance du Contrôle des finances s'étend, sous réserve de dispositions légales particulières, à tous les bénéficiaires de subventions.

## SECTION 6 : Révocation et restitution des subventions

I. Décision de  
révocation et de  
restitution

**Art. 39** <sup>1</sup> L'autorité qui a octroyé une subvention par décision peut révoquer celle-ci aux conditions qui suivent.

<sup>2</sup> Dans la décision de révocation, l'autorité exige en principe la restitution totale ou partielle de la subvention déjà versée.

<sup>3</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, la restitution ne peut être partielle que lorsque des circonstances particulières le justifient.

<sup>4</sup> Avant de révoquer sa décision, l'autorité informe de son intention le bénéficiaire de la subvention et lui donne l'occasion de s'exprimer.

<sup>5</sup> Lorsque le bénéficiaire est en faute ou que d'autres circonstances le justifient, les montants à restituer portent intérêt au taux arrêté par le Gouvernement dès que le motif de révocation est survenu.

<sup>6</sup> La décision de révocation entrée en force vaut titre de mainlevée définitive au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>6)</sup>.

a) Changement  
de circonstances  
et faits nouveaux

**Art. 40** <sup>1</sup> L'autorité peut révoquer une subvention lorsque les circonstances qui ont justifié son octroi se sont notablement modifiées, ou que des faits nouveaux importants sont apparus.

<sup>2</sup> La révocation est également possible en cas de changement de la législation.

<sup>3</sup> Le bénéficiaire de la subvention peut prétendre à une indemnité équitable pour les frais qu'il a engagés de bonne foi.

b) Utilisation non  
conforme

**Art. 41** <sup>1</sup> Lorsque l'autorité constate qu'une subvention n'est pas utilisée dans le respect de la décision d'octroi, notamment des conditions et charges, elle révoque sa décision. La restitution de la subvention peut être partielle lorsque l'utilisation non conforme n'a eu lieu que durant une période limitée ou lorsque les circonstances le justifient.

<sup>2</sup> Si l'utilisation conforme de la subvention est encore possible, l'autorité peut renoncer à révoquer sa décision.

c) Aliénation et désaffectation

**Art. 42** <sup>1</sup> Le bénéficiaire informe l'autorité compétente avant d'aliéner ou de désaffecter un bien mobilier ou immobilier d'importance affecté à une tâche subventionnée.

<sup>2</sup> L'autorité révoque la décision d'octroi de la subvention lorsque l'aliénation ou la désaffectation du bien affecte la tâche subventionnée.

<sup>3</sup> Le montant à restituer est fonction de l'éventuelle plus-value réalisée et de la relation entre, d'une part, la durée pendant laquelle le bénéficiaire a effectivement utilisé le bien conformément à l'affectation prévue et, d'autre part, la durée de celle-ci.

d) Subvention indue

**Art. 43** <sup>1</sup> L'autorité compétente révoque sa décision s'il apparaît que la subvention a été indûment octroyée ou versée en violation des dispositions légales applicables ou sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet.

<sup>2</sup> Elle renonce à la révocation si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- a) le bénéficiaire a pris, au vu de la décision, des mesures qui ne sauraient être annulées sans entraîner des pertes financières difficilement supportables;
- b) il lui était difficile de déceler la violation du droit;
- c) la présentation inexacte ou incomplète des faits ne lui est pas imputable.

II. Résiliation des contrats de droit public

**Art. 44** <sup>1</sup> Les contrats de droit public (art. 27) peuvent être résiliés aux mêmes conditions que celles prévues aux articles 40 à 43.

<sup>2</sup> Selon les circonstances et en application par analogie des critères énoncés aux articles 39 à 43, l'autorité exige la restitution totale ou partielle des subventions déjà versées.

<sup>3</sup> Lorsque le bénéficiaire est en faute ou que d'autres circonstances le justifient, les montants à restituer portent intérêt au taux arrêté par le Gouvernement dès que le motif de révocation est survenu.

## CHAPITRE IV : Prescription, dispositions pénales et voies de droit

### Prescription

**Art. 45** <sup>1</sup> Les créances afférentes aux subventions cantonales se prescrivent par cinq ans dès leur naissance.

<sup>2</sup> Le droit à la restitution des subventions se prescrit par cinq ans à compter du jour où l'autorité compétente a eu connaissance des faits qui fondent l'obligation de restituer, mais au plus tard dix ans après sa naissance.

<sup>3</sup> Si l'obligation de restituer découle d'un acte punissable pour lequel le droit pénal prévoit un délai de prescription plus long, ce dernier est applicable.

<sup>4</sup> La prescription est interrompue par toute sommation de paiement formulée par écrit.

### Dispositions pénales

**Art. 46** <sup>1</sup> Sera puni d'une amende de 20 000 francs au plus :

- a) quiconque donne des indications inexactes ou incomplètes sur des faits importants en vue d'obtenir une subvention;
- b) quiconque tait des faits importants en relation avec le versement d'une subvention.

<sup>2</sup> Si l'auteur du délit agit à son propre profit, il sera puni d'une amende de 50 000 francs au plus.

<sup>3</sup> L'instigation et la complicité sont punissables.

<sup>4</sup> La négligence n'est pas punissable.

### Voies de droit

**Art. 47** Les décisions rendues en vertu de la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

## CHAPITRE V : Dispositions d'exécution, transitoires et finales

### Droit transitoire a) En général

**Art. 48** <sup>1</sup> Les dispositions légales spéciales en vigueur et régissant l'octroi des subventions sont réservées. Toutefois, dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, elles doivent être adaptées dans la mesure où elles ne lui sont pas conformes.

<sup>2</sup> A l'échéance de ce délai, elles demeurent applicables dans la mesure où elles sont conformes à la présente loi. Dans le cas contraire, les dispositions de celle-ci s'appliquent.

b) Demandes et promesses de subvention et contrats

**Art. 49** <sup>1</sup> Les demandes de subvention, les promesses de subvention, les travaux en cours et les acquisitions déjà faits conformément à la législation, qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision d'octroi lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont soumis à l'ancien droit.

<sup>2</sup> Dans le délai prévu à l'article 48, les contrats qui sont contraires à la présente loi doivent être adaptés dans la mesure où les dispositions contractuelles le permettent.

Inventaire des subventions

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Gouvernement dresse l'inventaire des subventions prévues par le droit cantonal.

<sup>2</sup> Il indique les caractéristiques principales de chaque subvention, notamment l'appellation, la base légale, les objectifs, les tâches, les bénéficiaires, l'autorité de décision et d'exécution, la catégorie, la forme, les conditions et charges, le mode ainsi que le montant, la rubrique budgétaire concernée et la durée.

Mandats attribués aux services responsables

**Art. 51** <sup>1</sup> Le Gouvernement attribue aux services responsables un mandat précisant les modalités de gestion et de suivi du ou des secteurs subventionnés.

<sup>2</sup> Si nécessaire, il se prononce sur les objectifs et les cahiers des charges que devront remplir ses représentants au sein d'institutions subventionnées.

Evaluation de l'application et de l'exécution

**Art. 52** <sup>1</sup> Le Gouvernement évalue périodiquement l'application et l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Les services compétents se déterminent sur la nécessité, l'utilité, l'efficacité et l'efficience des subventions. Dans les cas qui le justifient, ils prennent position sur la pertinence des formes de gouvernance et les principes de gestion appliqués par les institutions subventionnées. Cet examen porte également sur les dispositions légales régissant les subventions. Ils peuvent s'adjoindre les services du Contrôle des finances lorsque ce dernier a émis des propositions.

<sup>3</sup> Le Gouvernement présente les résultats de cet examen au Parlement au moins une fois par législature.

<sup>4</sup> Le Gouvernement propose à cette occasion d'éventuelles adaptations de lois et la modification, respectivement la suppression des subventions qui ne répondent pas aux critères de la présente loi.

Référendum

**Art. 53** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 54** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>7)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 29 octobre 2008

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François-Xavier Boillat  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

1) [RSJU 101](#)

2) [RSJU 611](#)

3) [RSJU 651](#)

4) [RSJU 175.1](#)

5) [RS 220](#)

6) [RS 281.1](#)

7) 1<sup>er</sup> février 2009

8) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



## Loi d'impôt (LI)<sup>[93\)](#)</sup>

du 26 mai 1988

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 121 et 122 de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### PREMIERE PARTIE : Impôts d'Etat

#### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Genres d'impôts

**Article premier** <sup>1</sup> L'Etat prélève les impôts directs suivants :

- a) un impôt sur le revenu et un impôt sur la fortune des personnes physiques;
- b) un impôt sur le bénéfice et un impôt sur le capital des personnes morales;
- c) un impôt sur les gains immobiliers.

<sup>2</sup> En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, l'Etat prélève un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi.<sup>[23\)](#)</sup>

Impôt simple et  
quotité

**Art. 2** <sup>1</sup> L'impôt d'Etat dû pour un an est obtenu, pour chaque genre d'impôt, par la multiplication de l'impôt simple par la quotité.

<sup>2</sup> L'impôt simple est déterminé par les taux unitaires fixés dans la loi.

<sup>3</sup> La quotité est arrêtée chaque année par le Parlement lors de l'établissement du budget; elle vaut pour tous les impôts.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix  
a) Principe

**Art. 2a**<sup>[69\)](#)[85\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement adapte, par voie d'arrêté, pour chaque année fiscale, les déductions et les taux unitaires, selon l'indice suisse des prix à la consommation arrêté au 30 juin de l'année civile précédente.

<sup>2</sup> L'adaptation est exclue si le renchérissement est négatif.

<sup>3</sup> L'adaptation qui a lieu après un renchérissement négatif se fait sur la base des déductions et des taux relatifs à la dernière adaptation.

b) Impôt sur le revenu

**Art. 2b**<sup>[69](#)<sup>[76](#)</sup><sup>[85](#)</sup></sup> En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent des déductions en francs prévues aux articles 24, 31, lettre d, 32, alinéa 1, lettres g et h, et alinéa 2, et 34, ainsi que des tranches de revenu figurant aux articles 35 et 37, alinéa 2, et 123, alinéas 2 et 3, lettre c; les nouveaux montants sont arrondis à la dizaine de francs inférieure s'ils n'atteignent pas 1 000 francs et à la centaine de francs inférieure dans les autres cas. Les reliquats dont on n'a pas tenu compte sont pris en considération lors de l'adaptation suivante.

c) Impôt sur la fortune

**Art. 2c**<sup>[69](#)<sup>[85](#)</sup></sup> En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent des déductions en francs et de la limite prévues aux articles 47 et 48, alinéa 2, ainsi que des tranches de fortune figurant à l'article 48, alinéa 1. Les corrections inférieures à 1 000 francs sont reportées sur l'adaptation suivante.

d) Associations, fondations et placements collectifs de capitaux

**Art. 2d**<sup>[69](#)<sup>[85](#)</sup></sup> En ce qui concerne les déductions des articles 76, alinéa 3, et 81, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent; les corrections inférieures à 1 000 francs sont reportées sur l'adaptation suivante.

Droit fiscal intercantonal et international

**Art. 3**<sup>1</sup> La souveraineté fiscale jurassienne est limitée par le droit fédéral et les conventions internationales en matière de double imposition.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut prescrire et régler l'imposition du revenu, de la fortune, du bénéfice et du capital dans les cas qui ne sont pas prévus par la présente loi, mais pour lesquels le droit international autorise une imposition dans le Canton.

Allègements

**Art. 4**<sup>[52](#)</sup> Lorsque le revenu, la fortune, le bénéfice ou le capital d'un contribuable sont également imposés à l'étranger, le Département des Finances peut accorder des allègements fiscaux si des intérêts importants de l'économie jurassienne le justifient.

Privilege fiscal

**Art. 5**<sup>1</sup> Le Gouvernement peut accorder un privilège fiscal à une entreprise<sup>[39](#)</sup> :

- a) lorsque la fondation ou l'établissement de cette entreprise sert les intérêts de l'économie jurassienne;
- b) lorsque le transfert de l'entreprise est souhaitable pour des raisons d'aménagement local ou régional;



- c) lorsque, dans l'intérêt de l'économie jurassienne, il s'agit de faciliter la transformation, la modification des structures, la fusion ou la scission d'entreprises;
- d)<sup>28)</sup> lorsque la modification importante de l'activité de l'entreprise peut être assimilée à une fondation nouvelle;
- e)<sup>73)</sup> lorsqu'elle bénéficie du statut "NEI".

<sup>2</sup> Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée du privilège, à respecter la convention collective de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales.<sup>29)40)</sup>

<sup>3</sup> Le privilège consiste en une exonération partielle ou totale des impôts directs périodiques, pour dix ans au plus.

<sup>4</sup> Si les conditions auxquelles ce privilège est subordonné ne sont pas respectées, ce dernier est révocable avec effet rétroactif à la date de l'octroi.

<sup>5</sup> Sont nulles les conventions fiscales qui contredisent la présente loi.

Conventions  
fiscales

**Art. 6** <sup>1</sup> La convention entre un contribuable et un tiers au sujet de la prise en charge ou du paiement de l'impôt ne lie pas l'Etat.

<sup>2</sup> La convention passée par l'Etat avec un tiers à propos du paiement de l'impôt ou de la garantie du paiement est soumise au droit civil.

## TITRE DEUXIEME : Imposition des personnes physiques

### CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Assujettissement  
en raison d'un  
rattachement  
personnel

**Art. 7** <sup>1</sup> Les personnes physiques sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement personnel lorsqu'elles ont leur domicile ou qu'elles séjournent dans le Canton.

<sup>2</sup> Toute personne a son domicile fiscal dans le Canton lorsqu'elle y réside avec l'intention de s'y établir durablement ou lorsqu'elle y possède un domicile légal spécial en vertu du droit fédéral.

<sup>3</sup> Toute personne accomplit un séjour fiscal dans le Canton lorsque, sans interruption notable :

- a) elle y réside durant 30 jours au moins et exerce une activité lucrative en Suisse;

- b) elle y réside durant 90 jours au moins sans exercer d'activité lucrative en Suisse.

<sup>4</sup> Les personnes physiques domiciliées dans un autre canton ou à l'étranger, qui ne séjournent dans le Canton que pour suivre les cours d'un établissement d'instruction ou se faire soigner dans un établissement, ne remplissent les conditions ni du domicile ni du séjour fiscal.

Assujettissement  
en raison d'un  
rattachement  
économique  
a) Entreprises,  
établissements  
stables,  
immeubles

**Art. 8** Les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour dans le Canton y sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique :

- a) lorsqu'elles sont propriétaires ou usufruitières d'une entreprise située dans le Canton ou y sont intéressées comme associées;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou titulaires, sur un tel immeuble, de droits de jouissance réels, ou de droits personnels économiquement assimilables;
- d) <sup>29)92)</sup> lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton.

b) Autres  
éléments

**Art. 9** <sup>1</sup> Sont également assujetties à l'impôt dans le Canton, en raison d'un rattachement économique, les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse :

- a) lorsqu'elles exercent une activité lucrative dans le Canton;
- b) <sup>70)91)</sup> lorsque, en leur qualité de membres de l'administration ou de la direction d'une personne morale qui a son siège ou possède un établissement stable dans le Canton, elles reçoivent des tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur ou autres rémunérations;
- c) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- d) lorsque, à la suite d'un rapport de travail régi par le droit public, elles touchent des pensions, retraites ou autres prestations d'un employeur ou d'une institution de prévoyance dont le siège est dans le Canton;
- d) <sup>bis)23)</sup> lorsqu'elles perçoivent des revenus provenant d'institutions suisses de droit privé ayant trait à la prévoyance professionnelle ou aux formes reconnues de prévoyance individuelle liée;
- e) lorsque, en raison de leur activité dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, elles reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur dont le siège ou un établissement stable se trouve dans le Canton;
- f) ... <sup>24)</sup>
- g) <sup>28)91)</sup> lorsqu'elles servent d'intermédiaires dans des opérations de commerce portant sur des immeubles sis dans le Canton;
- h) ... <sup>24)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la prestation est versée à un tiers, celui-ci est assujéti à l'impôt en lieu et place de la personne concernée.

Exemption<sup>52)</sup>

**Art. 9a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes bénéficiaires d'exemptions fiscales visées à l'article 2, alinéa 2, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte (LEH)<sup>53)</sup> sont exemptées des impôts dans la mesure où le droit fédéral le prévoit.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> En cas d'assujettissement partiel, l'article 11, alinéa 1, est applicable.

Etendue

**Art. 10** <sup>1</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, établissements stables et immeubles situés hors du Canton.

<sup>2</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité aux éléments imposables dans le Canton. Le revenu réalisé dans le Canton et la fortune qui s'y trouve située doivent pour le moins y être imposés.

<sup>3</sup> Les règles du droit fédéral relatives à l'interdiction de la double imposition intercantonale s'appliquent aux relations intercantionales et internationales, sous réserve des traités de double imposition.

Pertes subies à l'étranger

**Art. 10a<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Si une entreprise jurassienne compense, sur la base du droit interne, les pertes subies à l'étranger par un établissement stable avec des revenus obtenus dans le Canton et que cet établissement stable enregistre des gains au cours des sept années qui suivent, la perte subie par l'établissement stable à l'étranger ne devra être prise en considération, a posteriori, que pour déterminer le taux de l'impôt dans le Canton.

<sup>2</sup> A cet effet, la taxation initiale fait l'objet d'une révision à concurrence du montant des gains compensés auprès de l'établissement stable.

<sup>3</sup> Dans toutes les autres hypothèses, les pertes subies à l'étranger ne doivent être prises en considération dans le Canton que lors de la détermination du taux de l'impôt.

<sup>4</sup> Les dispositions prévues dans les conventions visant à éviter la double imposition sont réservées.

Calcul de l'impôt  
en cas d'assujet-  
tissement partiel

**Art. 11** <sup>1</sup> Les personnes physiques qui ne sont assujetties dans le Canton que pour une partie de leur revenu ou de leur fortune paient l'impôt sur les éléments imposables au taux correspondant à l'ensemble de leurs revenu et fortune.

<sup>2</sup> Les contribuables domiciliés à l'étranger paient l'impôt pour les entreprises, établissements stables ou immeubles situés dans le Canton au moins au taux correspondant au revenu réalisé dans le Canton et à la fortune qui s'y trouve située.

Début et fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 12** <sup>1</sup> L'assujettissement débute le jour où le contribuable prend domicile, commence son séjour ou acquiert un élément imposable dans le Canton.

<sup>1bis</sup> Dans les relations intercantionales, les effets du début, d'une modification ou de la fin de l'assujettissement fondé sur un rattachement personnel ou économique sont définis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID)<sup>3)</sup> ainsi que par les règles de droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantionale.<sup>28)</sup>

<sup>2</sup> Il prend fin le jour du décès du contribuable, de son départ du Canton ou de la disparition de l'élément imposable.

## CHAPITRE II : Impôt sur le revenu

### SECTION 1 : Revenu soumis à l'impôt

Principe

**Art. 13** <sup>1</sup> L'impôt sur le revenu a pour objet le revenu net global du contribuable.

<sup>2</sup> Tous les revenus et prestations en espèces ou en nature sont soumis à l'impôt, indépendamment de leur caractère unique ou périodique ou de leur dénomination. Les revenus en nature sont estimés à leur valeur marchande.<sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Les gains en capital réalisés par l'aliénation d'éléments de la fortune privée ne sont pas imposables; l'imposition distincte des gains immobiliers est réservée.

Revenus  
exonérés

**Art. 14** Sont exonérés de l'impôt :

- a) les acquisitions de fortune consécutives à une succession, un legs, une donation ou à la liquidation du régime matrimonial;
- b)<sup>[27\)](#)</sup> les versements provenant d'assurances-vie susceptibles de rachat, à l'exception de ceux provenant des polices de libre-passage; l'article 18, alinéa 1, lettre a, est réservé;
- c) les prestations en capital versées par l'employeur ou une institution de prévoyance professionnelle lors d'un changement d'emploi, à condition que, dans les douze mois, le bénéficiaire les réinvestisse dans une institution de prévoyance professionnelle ou les utilise pour acquérir une police de libre-passage;
- d) les prestations allouées en réparation du tort moral;
- e)<sup>[27\)](#)</sup> les subsides provenant de fonds publics et privés et les prestations complémentaires AVS/AI;
- f)<sup>[22\)](#)</sup> les prestations versées en exécution d'une obligation fondée sur le droit de la famille, à l'exception de la pension alimentaire et des contributions d'entretien mentionnées à l'article 22, lettre e;
- g)<sup>[27\)](#)</sup><sup>[76\)](#)</sup> la solde militaire et les soldes du service de protection civile, ainsi que l'argent de poche des personnes astreintes au service civil;
- gbis)<sup>[77\)](#)</sup> la solde des sapeurs-pompiers de milice, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 8 000 francs, pour les activités liées à l'accomplissement de leurs tâches essentielles (exercices, services de piquet, cours, inspections et interventions, notamment pour le sauvetage, la lutte contre le feu, la lutte contre les sinistres en général et la lutte contre les sinistres causés par les éléments naturels); les indemnités supplémentaires forfaitaires pour les cadres, les indemnités supplémentaires de fonction, les indemnités pour les travaux administratifs et les indemnités pour les prestations fournies volontairement ne sont pas exonérées;
- h) ...<sup>[29\)](#)</sup>
- i)<sup>[24\)](#)</sup><sup>[28\)](#)</sup><sup>[105\)](#)</sup> les gains provenant des jeux de casino exploités dans les maisons de jeu et autorisés par la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent<sup>[4\)](#)</sup> (dénommée ci-après : "LJAr"), pour autant que ces gains ne soient pas issus d'une activité lucrative indépendante;
- j)<sup>[106\)](#)</sup> les gains unitaires jusqu'à concurrence d'un montant d'un million de francs (franchise) provenant de la participation à un jeu de grande envergure autorisé par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup> et de la participation en ligne à des jeux de casino autorisés par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup>;
- k)<sup>[106\)](#)</sup> les gains provenant d'un jeu de petite envergure autorisé par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup>;
- l)<sup>[106\)](#)</sup> les gains unitaires inférieurs à 4 000 francs provenant de jeux d'adresse ou de loteries destinés à promouvoir les ventes qui ne sont pas soumis à la LJAr<sup>[4\)](#)</sup> selon l'article 1, alinéa 2, lettres d et e, de cette loi.

m)<sup>115)</sup> les revenus perçus en vertu de la loi fédérale du 19 juin 2020 sur les prestations transitoires pour les chômeurs âgés<sup>118)</sup>.

Produit d'une  
activité lucrative  
dépendante  
a) Principe

**Art. 15** <sup>1</sup> Tous les revenus provenant d'un rapport de travail sont imposables; sont considérés comme tels, outre le salaire, les revenus accessoires (indemnités pour prestations spéciales, commissions, allocations, primes pour ancienneté de service, gratifications, pourboires, tantièmes, etc.), les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur et tous autres avantages appréciables en argent.<sup>70)</sup>

<sup>1bis</sup> Quel que soit leur montant, les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles assumés par l'employeur, frais de reconversion compris, ne constituent pas des avantages appréciables en argent au sens de l'alinéa 1.<sup>82)</sup>

<sup>2</sup> Les prestations en capital versées par une institution de prévoyance et découlant d'une activité dépendante, ainsi que les indemnités en capital analogues servies par l'employeur, sont imposées selon les dispositions de l'article 37.

b) Participations  
de collaborateur

**Art. 15a**<sup>69)</sup> <sup>1</sup> Sont considérées comme participations de collaborateur proprement dites :

- a) les actions, les bons de jouissance, les bons de participation, les parts sociales et toute autre participation que l'employeur, la société mère ou une autre société du groupe offre au collaborateur;
- b) les options donnant droit à l'acquisition de participations citées à la lettre a.

<sup>2</sup> Sont considérées comme participations de collaborateur improprement dites les expectatives sur de simples indemnités en espèces.

c) Revenus  
provenant de  
participations de  
collaborateur  
proprement dites

**Art. 15b**<sup>69)</sup> <sup>1</sup> Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur proprement dites, excepté les options non négociables ou non cotées en bourse, sont imposables à titre de revenu d'une activité lucrative salariée au moment de leur acquisition. La prestation imposable correspond à la valeur vénale de la participation diminuée, le cas échéant, de son prix d'acquisition.

<sup>2</sup> Lors du calcul de la prestation imposable des actions de collaborateur, il est tenu compte des délais de blocage par un escompte de 6 % sur la valeur vénale des actions par année de blocage. L'escompte est limité à dix ans.

<sup>3</sup> Les avantages appréciables en argent dérivant d'options de collaborateur non négociables ou non cotées en bourse sont imposés au moment de l'exercice des options. La prestation imposable est égale à la valeur vénale de l'action moins le prix de l'exercice.

d) Revenus provenant de participations de collaborateur improprement dites

**Art. 15c<sup>69)</sup>** Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur improprement dites sont imposables au moment de l'encaissement de l'indemnité.

e) Imposition proportionnelle

**Art. 15d<sup>69)</sup>** Si le contribuable n'était domicilié ou en séjour en Suisse au regard du droit fiscal que pendant une partie de l'intervalle entre l'acquisition et la naissance du droit d'exercice de l'option de collaborateur non négociable (art. 15b, al. 3), les avantages appréciables en argent dérivant de cette option sont imposés proportionnellement au rapport entre la période passée en Suisse et la totalité de cet intervalle.

Produit d'une activité lucrative indépendante  
a) Principe<sup>63)</sup>

**Art. 16<sup>1</sup>** L'ensemble des revenus provenant d'une activité lucrative indépendante, telle que l'exploitation d'une entreprise commerciale, industrielle, artisanale, agricole ou sylvicole, ou l'exercice d'une profession libérale sont imposables.

<sup>2</sup> Constituent notamment de tels revenus :

- a)<sup>27)</sup> les bénéfices en capital provenant de l'aliénation, de la réalisation ou de la réévaluation comptable d'éléments de la fortune commerciale; le transfert d'éléments de la fortune commerciale dans la fortune privée ou dans une entreprise ou un établissement stable sis à l'étranger est assimilé à une aliénation;
- b)<sup>63)</sup> les bénéfices en capital qui proviennent de l'affermage non temporaire d'une entreprise, assimilé à un transfert dans la fortune privée, sous réserve de l'article 16a, alinéa 1;
- c) les prélèvements de l'exploitant à des fins privées;
- d) la valeur réalisée, mais non encore imposée, du travail personnel du contribuable au profit de son immeuble (art. 97, al. 2, lettre e), ce travail étant évalué à la valeur du jour.

<sup>2bis</sup> La fortune commerciale comprend tous les éléments de la fortune qui servent, entièrement ou de manière prépondérante, à l'exercice de l'activité lucrative indépendante; il en va de même pour les participations d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative, dans la mesure où le détenteur les déclare comme fortune commerciale au moment de leur acquisition.<sup>23)27)</sup>



<sup>3</sup> L'article 70 s'applique par analogie aux contribuables qui tiennent une comptabilité en bonne et due forme.<sup>[22\)](#)</sup>

b) Faits justifiant un différé

**Art. 16a<sup>[64\)](#)</sup>** <sup>1</sup> L'affermage d'une entreprise n'est considéré comme un transfert dans la fortune privée qu'à la demande du contribuable.

<sup>2</sup> Lorsque, en cas de partage successoral, seule une partie des héritiers poursuit l'exploitation commerciale, ceux-ci peuvent demander que l'imposition des réserves latentes soit différée jusqu'à la réalisation ultérieure, pour autant que les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le revenu soient reprises.

c) Imposition partielle des revenus produits par des participations de la fortune commerciale

**Art. 16b<sup>[54\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation ainsi que les bénéfices provenant de l'aliénation de tels droits de participation sont imposables, après déduction des charges imputables, à hauteur de 70 %, lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative.<sup>[94\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'imposition partielle n'est accordée sur les bénéfices d'aliénation que si les droits de participation sont restés propriété du contribuable ou de l'entreprise de personnes pendant un an au moins.

Revenus provenant de brevets et de droits comparables en cas d'activité lucrative indépendante

**Art. 16c<sup>[95\)](#)</sup>** Les articles 70a et 70b s'appliquent par analogie aux revenus provenant de brevets et de droits comparables en cas d'activité lucrative indépendante.

Restructurations

**Art. 17<sup>[41\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les réserves latentes d'une entreprise de personnes (entreprise individuelle, société de personnes) ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors d'une fusion, d'une scission ou d'une transformation, pour autant que cette entreprise reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu. Cela vaut en cas :

- a) de transfert d'éléments patrimoniaux à une autre entreprise de personnes;
- b) de transfert d'une exploitation ou d'une partie distincte d'exploitation à une personne morale;



- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à des restructurations au sens de l'article 73, ainsi qu'à des concentrations équivalant économiquement à des fusions.

<sup>2</sup> L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires est réservée.

<sup>3</sup> Lors d'une restructuration au sens de l'alinéa 1, lettre b, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, dans les cinq ans suivant la restructuration, des droits de participation ou des droits de sociétariat sont aliénés à un prix supérieur à la valeur fiscalement déterminante du capital propre transféré; la personne morale peut en ce cas faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

Rendement de la fortune  
a) Fortune mobilière

**Art. 18** <sup>1</sup> Le rendement imposable de la fortune mobilière comprend en particulier :

- a) <sup>27)</sup> les intérêts d'avoirs, y compris les rendements versés, en cas de vie à l'échéance ou de rachat d'assurances de capitaux susceptibles de rachat et acquittées au moyen d'une prime unique, sauf si ces assurances servent à la prévoyance; la prestation d'assurance est réputée servir à la prévoyance lorsqu'elle est versée à un assuré de 60 ans révolus, en vertu d'un contrat qui a duré au moins cinq ans et qui a été conclu avant le 66e anniversaire de ce dernier; dans ce cas, la prestation est exonérée;
- a<sup>bis</sup>) <sup>23)</sup> les revenus résultant de l'aliénation ou du remboursement d'obligations à intérêt unique prédominant (obligations à intérêt global, obligations à coupon zéro) qui échoient au porteur;
- b) <sup>27/52)</sup> les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous les autres avantages appréciables en argent provenant de participations de tout genre, y compris l'attribution d'actions gratuites, ainsi que l'augmentation gratuite de la valeur nominale et la libération d'actions au moyen de fonds de la société; lorsque les droits de participation sont vendus conformément à l'article 4a de la loi fédérale du 13 octobre 1965 sur l'impôt anticipé (LIA) <sup>5)</sup>, à la société de capitaux ou à la société coopérative qui les a émis, l'excédent de liquidation est considéré comme étant réalisé dans l'année pendant laquelle la créance de l'impôt anticipé prend naissance (art. 12, al. 1 et 1bis, LIA); l'alinéa 2bis est réservé;
- c) <sup>22)</sup> les revenus provenant de la location, de l'affermage et de l'usufruit de biens mobiliers;
- d) les revenus réalisés par l'octroi ou la jouissance de droits de toute nature;
- e) les revenus de biens immatériels;

- f)<sup>52)</sup> le rendement des parts de placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où l'ensemble des revenus du placement excède le rendements de ces immeubles.

<sup>2</sup> Est considérée comme intérêt d'un avoir ou rendement d'une participation toute prestation appréciable en argent qui n'a pas le caractère juridique d'un remboursement du capital ou de la part sociale.

<sup>2bis</sup> Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation (y compris les actions gratuites, les augmentations gratuites de la valeur nominale, etc.), sont imposables à hauteur de 70 % lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative.<sup>54)94)</sup>

<sup>3</sup> Le produit de l'aliénation des droits de souscription ne constitue pas un rendement de la fortune mobilière lorsque les droits patrimoniaux font partie de la fortune privée du contribuable.<sup>28)</sup>

<sup>4</sup> Le remboursement d'apports, d'agios et de versements supplémentaires (réserves issues d'apports de capital) effectués par les détenteurs des droits de participation après le 31 décembre 1996 est traité de la même manière que le remboursement du capital-actions ou du capital social. L'alinéa 5 est réservé.<sup>64)94)</sup>

<sup>5</sup> Si, lors du remboursement de réserves issues d'apports de capital conformément à l'alinéa 4, une société de capitaux ou une société coopérative cotée dans une bourse suisse ne distribue pas d'autres réserves au moins pour un montant équivalent, le remboursement est imposable à hauteur de la moitié de la différence entre le remboursement et la distribution des autres réserves, mais au plus à hauteur du montant des autres réserves pouvant être distribuées en vertu du droit commercial qui sont disponibles dans la société.<sup>95)</sup>

<sup>6</sup> L'alinéa 5 ne s'applique pas aux réserves issues d'apports de capital :

- a) qui ont été constituées après le 24 février 2008 dans le cadre de concentrations équivalant économiquement à des fusions, par l'apport de droits de participation ou de droits de sociétariat dans une société de capitaux étrangère ou une société coopérative au sens de l'article 73, alinéa 1, lettre c, ou lors d'un transfert transfrontalier dans une société de capitaux suisse selon l'article 73, alinéa 1, lettre d;

- b) qui existaient déjà au sein d'une société de capitaux ou d'une société coopérative étrangère au moment d'une fusion ou d'une restructuration transfrontalière au sens de l'article 73, alinéas 1, lettre b, et 3, ou du déplacement du siège ou de l'administration effective après le 24 février 2008;
- c) en cas de liquidation de la société de capitaux ou de la société coopérative.<sup>95)</sup>

<sup>7</sup> Les alinéas 5 et 6 s'appliquent par analogie en cas d'utilisation de réserves issues d'apports de capital pour l'émission d'actions gratuites ou l'augmentation gratuite de la valeur nominale.<sup>95)</sup>

<sup>8</sup> Si, lors de la vente de droits de participation à une société de capitaux ou une société coopérative qui est cotée dans une bourse suisse et qui les a émis, le remboursement des réserves issues d'apports de capital ne correspond pas au moins à la moitié de l'excédent de liquidation obtenu, la part de cet excédent de liquidation imposable est réduite d'un montant correspondant à la moitié de la différence entre cette part et le remboursement, mais au plus du montant des réserves qui sont imputables à ces droits de participation et qui sont disponibles dans la société.<sup>95)</sup>

Cas particuliers

**Art. 18a<sup>54)</sup>** <sup>1</sup> Sont également considérés comme rendement de la fortune mobilière au sens de l'article 18, alinéa 1, lettre b :

- a) le produit de la vente d'une participation d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une autre personne physique ou d'une personne morale, pour autant que la substance non nécessaire à l'exploitation, existante et susceptible d'être distribuée au sens du droit commercial au moment de la vente, soit distribuée dans les cinq ans avec la participation du vendeur; il en va de même lorsque plusieurs participants procèdent en commun à la vente d'une telle participation ou que plusieurs participations représentant ensemble au moins 20 % sont vendues dans les cinq ans; si la substance ou une part de celle-ci est distribuée, le vendeur est, le cas échéant, imposé ultérieurement en procédure de rappel d'impôt au sens des articles 173 à 175;
- b)<sup>94)</sup> le produit du transfert d'une participation au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une entreprise de personnes ou d'une personne morale dans laquelle le vendeur ou la personne qui effectue l'apport détient une participation d'au moins 50 % au capital après le transfert, dans la mesure où le total de la contre-prestation reçue est supérieur à la somme de la valeur nominale de la participation transférée et des réserves issues d'apports de capital visées à l'article 18, alinéas 4 à 8; il en va de même lorsque plusieurs participants effectuent le transfert en commun.

<sup>2</sup> Il y a participation au sens de l'alinéa 1, lettre a, lorsque le vendeur sait ou devait savoir que des fonds seraient prélevés de la société pour en financer le prix d'achat et qu'ils ne lui seraient pas rendus.

b) Fortune immobilière

**Art. 19** <sup>1</sup> Le rendement imposable de la fortune immobilière comprend en particulier :

- a) les revenus provenant de la location, de l'affermage, de l'usufruit ou de l'octroi et de la jouissance d'autres droits portant sur un immeuble;
- b) [27](#)[83](#)) la valeur locative des immeubles ou de parties d'immeubles dont le contribuable se réserve l'usage en raison de son droit de propriété ou d'un droit de jouissance obtenu à titre gratuit; si l'immeuble est loué à un prix de faveur, le rendement immobilier correspond à la valeur locative;
- c) les revenus du droit de superficie.

<sup>1bis</sup> Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur locative de l'immeuble affecté à l'usage personnel du propriétaire est fixée de manière modérée par rapport aux loyers du marché, afin d'encourager l'accès à la propriété et la prévoyance individuelle. [17](#))

<sup>2</sup> Le Parlement fixe dans un arrêté la valeur locative en fonction de la valeur officielle des immeubles ou des parties d'immeubles. [23](#)[41](#))

Rentes viagères et revenus périodiques analogues

**Art. 20** <sup>1</sup> Les rentes viagères et les revenus provenant de contrats d'entretien viager sont imposables à raison de 40 %. [27](#))

<sup>2</sup> ... [42](#))

Revenus provenant de la prévoyance sociale ou professionnelle

**Art. 21** <sup>1</sup> Tous les revenus provenant de l'assurance-vieillesse et survivants et de l'assurance-invalidité ainsi que de la prévoyance professionnelle et des formes reconnues de prévoyance individuelle liée sont imposables, y compris les prestations en capital et le remboursement des versements, primes et cotisations.

<sup>1bis</sup> Sont notamment considérées comme revenus provenant d'institutions de prévoyance professionnelle les prestations des caisses de prévoyance, des assurances d'épargne et de groupe ainsi que des polices de libre-passage. [28](#))

<sup>2</sup> ... [24](#))

<sup>3</sup> Les articles 14, lettre d, 36 et 37 sont réservés.

Autres revenus

**Art. 22** Sont également imposables :

- a) tout revenu acquis en compensation du produit d'une activité lucrative;
- b) les indemnités uniques ou périodiques versées en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé, à l'exception des prestations allouées en réparation du tort moral;
- c) [105\)](#) les prestations en capital provenant d'assurances privées non susceptibles de rachat;
- d) les indemnités touchées pour l'abandon ou la renonciation à l'exercice d'une activité ou d'un droit;
- e) [27\)](#) la pension alimentaire obtenue pour lui-même par le contribuable divorcé ou séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien obtenues par l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;
- f) ... [55\)](#)
- g) ... [107\)](#)

**SECTION 2 : Détermination du revenu net**Activité lucrative  
dépendante

a) Frais effectifs

**Art. 23** <sup>1</sup> Les frais professionnels suivants sont déductibles :

- a) les frais de déplacement nécessaires pour se rendre du domicile au lieu de travail;
- b) le surplus de dépenses occasionné par les repas pris hors du domicile et le travail en équipe;
- c) ... [84\)](#)
- d) [83\)](#) les autres frais indispensables à l'exercice de la profession; l'article 32, alinéa 1, lettre i, est réservé.

<sup>2</sup> Une ordonnance du Gouvernement règle les dispositions de détail relatives à l'évaluation de ces frais.

b) Déductions  
forfaitaires**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) [22\)70\)](#) 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 800 francs\*;
- b) [70\)](#) 20 %, mais au maximum 1 900 francs\*, par les contribuables qui exercent à titre principal une activité lucrative indépendante;
- c) ... [24\)](#)

Activité lucrative  
indépendante  
a) En général

**Art. 25** <sup>1</sup> Les frais liés à une activité lucrative indépendante, justifiés par l'usage commercial ou professionnel, sont déductibles.

<sup>2</sup> Constituent notamment de tels frais :

- a) les amortissements et les provisions selon les articles 26 et 27;
- b) les pertes comptabilisées subies sur des éléments de la fortune commerciale;
- c) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que toute utilisation contraire à leur but soit exclue et que lesdites institutions répondent aux prescriptions établies par le Gouvernement;
- d) [28\)](#) les intérêts des dettes commerciales ainsi que les intérêts versés sur les participations visées à l'article 16, alinéa 2<sup>bis</sup>;
- e) [82\)](#) les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles du personnel de l'entreprise, frais de reconversion compris;
- f) [112\)](#) les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.

<sup>3</sup> Ne sont notamment pas déductibles :

- a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse;
- b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;
- c) les amendes et les peines pécuniaires;
- d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elles ont un caractère pénal. [113\)](#)

<sup>4</sup> Si des sanctions au sens de l'alinéa 3, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :

- a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si
- b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit. [112\)](#)

b) Amortissements

**Art. 26** <sup>1</sup> Les amortissements qui traduisent la diminution de valeur d'actifs commerciaux servant à l'activité lucrative sont admis à condition d'être comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, d'apparaître dans un plan spécial d'amortissements. En cas de taxation par appréciation, les moins-values répondant à l'expérience sont prises en considération.

<sup>2</sup> Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées et que les pertes pouvaient être déduites en vertu de l'article 29 au moment de l'amortissement.

<sup>3</sup> Quand le mobilier ou le matériel sont, entièrement ou partiellement, loués ou affermés avec des locaux commerciaux ou artisanaux, une déduction appropriée peut être opérée pour leur détérioration par l'usage. Les montants déduits qui sont récupérés par suite d'aliénation ou de réévaluation sont assimilés à des bénéfices au sens de l'article 16, alinéa 2, lettre a.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

c) Provisions

**Art. 27** <sup>1</sup> Des provisions peuvent être constituées pour les engagements d'un montant encore indéterminé ainsi que pour les risques de pertes imminentes qui existent au terme de l'exercice.

<sup>1bis</sup> Sont assimilés aux provisions les futurs mandats de recherche et de développement confiés à des tiers, jusqu'à 10 % du bénéfice commercial imposable, mais au total jusqu'à un million de francs maximum. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les provisions qui ne sont plus justifiées sont ajoutées au revenu commercial imposable.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires. [27\)](#)

d) Remploi

**Art. 28** <sup>1</sup> Lorsque des biens meubles immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en emploi, si ces derniers sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée. [27/63\)](#)

<sup>2</sup> Lorsque le emploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en emploi, ou portée au crédit du compte de pertes et profits, dans un délai raisonnable.

<sup>3</sup> Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.



e) Déduction des pertes

**Art 29** <sup>1</sup> Les pertes des sept années qui précèdent l'année fiscale peuvent être déduites pour autant qu'elles n'aient pas été prises en considération lors du calcul du revenu imposable de ces années. [27\)](#)

<sup>2</sup> Les pertes des exercices antérieurs qui n'ont pas encore été déduites du revenu peuvent être portées en diminution des prestations de tiers destinées à équilibrer un bilan déficitaire dans le cadre d'un assainissement.

<sup>3</sup> Les pertes qui résultent de l'aliénation d'immeubles faisant partie de la fortune commerciale ne sont déductibles que s'il n'est pas possible de les compenser par des gains immobiliers.

f) Déduction des dépenses de recherche et de développement en cas d'activité lucrative indépendante

**Art. 29a** [95\)](#) L'article 71a s'applique par analogie à la déduction des dépenses de recherche et de développement en cas d'activité lucrative indépendante.

Fortune privée

**Art. 30** <sup>1</sup> Les frais que nécessite l'administration de la fortune mobilière ainsi que les impôts à la source étrangers qui ne peuvent être ni remboursés ni imputés sont déductibles. [22\)](#)

<sup>2</sup> Les frais d'entretien, les primes d'assurances, la taxe immobilière et les frais que nécessite l'administration d'immeubles privés par des tiers peuvent également être déduits. Les dépenses d'investissement destinées à économiser l'énergie et à ménager l'environnement sont déductibles dans les limites fixées par le Département des finances. Les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement sont assimilés aux frais d'économie d'énergie déductibles. [22\)](#)[105\)](#)

<sup>2bis</sup> Sont en outre déductibles les frais occasionnés par des travaux de restauration de monuments historiques que le contribuable entreprend en vertu de dispositions légales, en accord avec les autorités ou sur leur ordre, pour la part qui excède les subventions touchées. [23\)](#)

<sup>2ter</sup> Les dépenses d'investissement visées à l'alinéa 2, deuxième phrase, et les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement, sont déductibles au cours des deux périodes fiscales suivantes, lorsqu'il ne peuvent pas être entièrement pris en considération durant la période fiscale en cours, pendant laquelle les dépenses ont été effectuées. [106\)](#)



<sup>3</sup> En lieu et place du montant effectif des frais d'entretien et d'administration ainsi que des primes d'assurances relatifs aux immeubles privés, le contribuable peut faire valoir une déduction forfaitaire.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires. Il fixe en particulier le taux de la déduction forfaitaire et peut prescrire que le passage, pour un même contribuable, de la déduction des frais effectifs à celle du forfait n'est pas admis.

Déductions  
générales

a) Prévoyance,  
assurances

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

- a) <sup>41)</sup> les montants, primes et cotisations légaux, statutaires, réglementaires ou contractuels versés dans le cadre de la prévoyance sociale et professionnelle (art. 21);
- b) les montants, primes et cotisations versés en vue d'acquérir des droits contractuels dans une institution reconnue de prévoyance individuelle liée au sens de l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>6)</sup> et dans la mesure prévue par le Conseil fédéral;
- c) <sup>27)</sup> les primes et les cotisations versées en vertu de la réglementation sur les allocations pour perte de gain, des dispositions sur l'assurance-chômage et sur l'assurance en cas d'accidents obligatoire;
- d) <sup>111)116)</sup> les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 6 400 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de la moitié de ce montant pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés, pour les jeunes en formation, dès l'année qui suit leur 18<sup>ème</sup> anniversaire, du même montant que celui déterminant pour les autres contribuables; de 1 020 francs\* par enfant à charge et de 740 francs\* lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b; ces montants sont revus tous les deux ans en fonction de l'évolution des primes d'assurance maladie.

b) Autres  
déductions

**Art. 32** <sup>1</sup> Sont également déductibles :

- a) <sup>27)52)</sup> les intérêts passifs privés échus à concurrence du rendement imposable de la fortune au sens des articles 18, 18a et 19, augmenté d'un montant de 50 000 francs et pour autant qu'ils ne constituent pas des frais d'investissement;
- b) <sup>27)</sup> les charges durables et 40 % des rentes viagères versées par le débirentier;

- c) <sup>27)</sup> la pension alimentaire versée au conjoint divorcé, séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien versées à l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;
- d) <sup>27)41)70)76)</sup> les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h), ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), à concurrence de 10 % du revenu net; le Département des Finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;
- e) <sup>23)41)70)</sup> les frais provoqués par la maladie ou les accidents du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais, pour la part qui excède 5 % du revenu net (art. 33); les frais d'aide à la procréation sont assimilés à des frais de maladie et déductibles dans la même mesure;
- f) <sup>43)</sup> les frais liés au handicap du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable ou cette personne est handicapé au sens de la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés)<sup>44)</sup> et que le contribuable supporte lui-même les frais;
- g) <sup>69)91)94)</sup> les frais engendrés par la garde confiée à une tierce personne, jusqu'à 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant de moins de 14 ans qui vit dans le ménage du contribuable assurant son entretien, si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable;
- h) <sup>77)</sup> les cotisations et les versements, jusqu'à concurrence d'un montant de 10 000 francs\*, en faveur d'un parti politique qui remplit l'une des conditions suivantes :
- être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>72)</sup>;
  - être représenté au Parlement cantonal;
  - avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au Parlement cantonal;

- i) <sup>82)</sup> les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles, frais de reconversion compris, jusqu'à concurrence de 12 000 francs pour autant que le contribuable remplisse l'une des conditions suivantes :
- il est titulaire d'un diplôme du degré secondaire II;
  - il a atteint l'âge de 20 ans et suit une formation visant à l'obtention d'un diplôme autre qu'un premier diplôme du degré secondaire II.

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 500 francs\* est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise. <sup>70)</sup>

<sup>3</sup> Sont déduits des gains unitaires provenant des jeux d'argent non exonérés de l'impôt selon l'article 14, lettres j à l, 5 % à titre de mise, mais au plus 5 000 francs. Sont déduits des gains unitaires provenant de la participation en ligne à des jeux de casino visés à l'article 14, lettre j, les mises prélevées du compte en ligne du joueur au cours de l'année fiscale, mais au plus 25 000 francs. <sup>106)</sup>

### SECTION 3 : Détermination du revenu imposable

Principe

**Art. 33** Le revenu imposable correspond au revenu net diminué des déductions personnelles prévues à l'article 34.

Déductions  
personnelles

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

- a) ... <sup>24)</sup>
- b) <sup>27)70)79)</sup> 1 700 francs\* pour les personnes divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant, sans enfant à charge, tout en disposant du droit d'accueillir chez elles leurs enfants mineurs en application des dispositions du Code civil suisse (CC) <sup>8)</sup>;
- c) <sup>70)</sup> 3 800 francs\* pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) <sup>116)</sup> 5 400 francs\* pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 000 francs\* par enfant à partir de trois enfants à charge;
- d<sup>bis</sup>) ... <sup>71)</sup>

- e) <sup>(27)70)</sup> un supplément de 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 900 francs\* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable et de 2 600 francs\* au maximum pour les frais de déplacement, pour autant que l'ensemble des frais d'instruction s'élèvent à 1 000 francs\* au moins et que le revenu annuel net de l'enfant, bourse comprise, ne dépasse pas 18 000 francs;
- f) <sup>(27)70)</sup> 2 300 francs\* pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;
- g) <sup>(116)</sup> 8 400 francs\* lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions personnelles n'excède pas 35 100 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 27 400 francs\* pour les autres, après les corrections suivantes :
- les pertes commerciales non absorbées sont ajoutées;
  - l'excédent de dépenses de la fortune immobilière privée et de la fortune immobilière commerciale est ajouté;
  - l'excédent de dépenses concernant les copropriétés, communautés héréditaires et autres collectivités est ajouté;
  - 3 % de la fortune imposable diminuée du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre a, pour les contribuables mariés vivant en ménage commun, et du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre b, pour les autres contribuables, est ajouté;
- la déduction est portée à 9 700 francs\* quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 510 francs\* par tranche de 810 francs\* dépassant les limites de revenu fixées;
- h) <sup>(28)70)</sup> 2 500 francs\* aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- i) <sup>(75)</sup> 3 500 francs\* pour les époux qui vivent en ménage commun.

<sup>2</sup> Les conditions déterminantes sont celles qui existent à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement; pour les déductions prévues sous lettres e et f, les dépenses assumées durant l'année fiscale sont prises en considération. [27\)70\)](#)

<sup>3</sup> Si le père et la mère sont taxés séparément, celui qui déduit les contributions d'entretien versées aux enfants n'a pas droit aux déductions prévues aux lettres d et e de l'alinéa 1. En revanche, ils peuvent revendiquer la moitié des déductions précitées lorsqu'ils exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. [27\)70\)](#)

<sup>4</sup> En cas d'assujettissement partiel, les déductions personnelles ne sont accordées que proportionnellement à la part des éléments imposables dans le Canton.

#### SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaires

**Art. 35**<sup>[21\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0 %	pour les	11 900 premiers francs_	de revenu;
0,880 %	pour les	5 900 francs_*	suivants;
2,269%	pour les	8 800 francs_*	suivants;
3,242 %	pour les	19 200 francs_*	suivants;
4,122 %	pour les	39 800 francs_*	suivants;
4,771 %	pour les	106 300 francs_*	suivants;
5,697 %	pour les	221 500 francs_*	suivants;
5,789 %	au-delà.	<a href="#">116)</a>	

<sup>1bis</sup> Lorsque les contribuables célibataires, divorcés ou séparés exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge, pour lesquels aucune contribution d'entretien n'est versée, et qu'ils remplissent les conditions d'octroi du tarif de l'alinéa 1, ce tarif est appliqué au parent qui assume la garde de fait la plus importante. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0 %	pour les	6 500 premiers francs* de revenu;
1,667 %	pour les	7 300 francs* suivants;
3,149 %	pour les	13 200 francs* suivants;
4,029 %	pour les	20 600 francs* suivants;
4,909 %	pour les	38 900 francs* suivants;
5,558 %	pour les	106 300 francs* suivants;
5,789 %	au-delà.	<a href="#">116)</a>

Indemnités en capital remplaçant des prestations périodiques

**Art. 36** <sup>1</sup> Lorsque le revenu comprend des indemnités en capital qui remplacent des prestations périodiques, l'impôt est calculé, compte tenu des autres revenus et des déductions autorisées, au taux applicable à une prestation annuelle servie au lieu de l'indemnité unique.

<sup>2</sup> ... [29\)](#)

Bénéfices de liquidation

**Art. 36a**<sup>64)</sup> <sup>1</sup> Le total des réserves latentes réalisées au cours des deux derniers exercices commerciaux est imposable séparément des autres revenus si le contribuable âgé de 55 ans révolus cesse définitivement d'exercer son activité lucrative indépendante ou s'il est incapable de poursuivre cette activité pour cause d'invalidité. Les rachats au sens de l'article 31, lettre a, sont déductibles. Si un tel rachat n'est pas effectué, l'impôt est perçu, de la même manière que pour les prestations en capital issues de la prévoyance selon l'article 37, sur la part des réserves latentes réalisées correspondant au montant dont le contribuable prouve l'admissibilité comme rachat au sens de l'article 31, lettre a. Sur le solde des réserves latentes réalisées, seule la moitié du montant est déterminante pour la fixation du taux; un impôt de 2 % sera perçu dans tous les cas sur le solde.<sup>70)</sup>

<sup>2</sup> L'alinéa 1 s'applique également au conjoint survivant, aux autres héritiers et aux légataires, pour autant qu'ils ne poursuivent pas l'exploitation de l'entreprise qu'ils ont reprise. Le décompte fiscal a lieu au plus tard cinq années civiles après la fin de l'année civile dans laquelle le contribuable est décédé.

Prestations en capital à caractère de prévoyance

**Art. 37** <sup>1</sup> Les prestations en capital provenant de la prévoyance professionnelle et individuelle, les indemnités en capital analogues servies par l'employeur et celles qui sont versées par une assurance-accidents ou responsabilité civile en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé sont imposées séparément. Elles sont dans tous les cas soumises à un impôt annuel entier.<sup>22)</sup>

Taux unitaire

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux d'impôt suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :

0,9 % pour les 53 600 premiers francs<sup>\*</sup>;

1,1 % pour les 53 600 francs<sup>\*</sup> suivants;

1,3 % au-delà;

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :

1,1 % pour les 53 600 premiers francs<sup>\*</sup>;

1,3 % pour les 53 600 francs<sup>\*</sup> suivants;

1,7 % au-delà.<sup>116)</sup>

<sup>3</sup> Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.

Gains de loterie  
ou d'opérations  
analogues<sup>83)</sup>

**Art. 37a**<sup>23)105)</sup> Les gains réalisés dans des jeux d'argent, et pour autant qu'ils ne soient pas exonérés par l'article 14, sont soumis, séparément des autres revenus, à un impôt annuel entier, calculé au taux unitaire de 2 %.

Procédure  
simplifiée selon  
la loi fédérale sur  
le travail au noir

**Art. 37b**<sup>49)</sup> <sup>1</sup> Pour les petites rémunérations provenant d'une activité lucrative salariée, l'impôt est prélevé au taux de 4,5 % sans tenir compte des autres revenus, ni d'éventuels frais professionnels ou déductions sociales, à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure simplifiée prévue aux articles 2 et 3 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le travail au noir<sup>50)</sup>. Les impôts cantonaux et communaux sur le revenu sont ainsi acquittés.<sup>113)</sup>

<sup>2</sup> L'article 125, alinéa 1, lettre a, s'applique par analogie.

<sup>3</sup> Le débiteur de la prestation imposable a l'obligation de verser périodiquement les impôts à la caisse de compensation AVS.

<sup>4</sup> La caisse de compensation AVS remet au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu. Elle verse à l'autorité fiscale les impôts encaissés.

<sup>5</sup> Le droit à une commission de perception selon l'article 125, alinéa 4, est transféré à la caisse de compensation AVS.

<sup>6</sup> Le Gouvernement règle les modalités par voie d'ordonnance.



Entreprises  
bénéficiant du  
statut "NEI"

**Art. 37c<sup>73)</sup>** <sup>1</sup> Les revenus équivalant aux investissements non commerciaux faits à des nouvelles entreprises innovantes qui bénéficient du statut "NEI" en vertu de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes<sup>74)</sup> sont soumis, séparément des autres revenus, à un impôt cantonal annuel entier de 1 %. Les impôts communal et paroissial sont calculés en proportion.

<sup>2</sup> Constituent des investissements fiscalement privilégiés : les apports, les agios, les dons, les versements à fonds perdu et les prises de participation effectués par une personne physique.

<sup>3</sup> Le montant des investissements privilégiés fiscalement peut s'élever, au maximum, à la moitié du revenu imposable, mais au minimum à 10 000 francs et au maximum à 200 000 francs.

<sup>4</sup> Si le montant des investissements est inférieur au montant du revenu imposable, le solde est imposé de manière ordinaire au taux global.

<sup>5</sup> Les articles 173 à 175 sont applicables en cas de remboursement de l'investissement dans les cinq ans suivant le versement de celui-ci.

## **SECTION 5 : Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix**

**Art. 38<sup>71)</sup>**

## **CHAPITRE III : Impôt sur la fortune**

### **SECTION 1 : Objet**

Principe

**Art. 39** <sup>1</sup> L'impôt sur la fortune est perçu sur l'ensemble de la fortune mobilière et immobilière du contribuable, déduction faite des dettes et compte tenu de l'exception prévue à l'article 40, alinéa 1, lettre a.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> La fortune grevée d'usufruit est imposable auprès de l'usufruitier.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> Les parts de placements collectifs de capitaux sont imposables pour la différence entre la valeur de l'ensemble des actifs du placement et celle des immeubles dont le contribuable est propriétaire direct.<sup>28)52)</sup>



## Exonérations

**Art. 40** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à l'impôt sur la fortune :

- a) [22\)](#) les objets personnels d'usage courant et le mobilier de ménage;
- b) ... [29\)](#)
- c) ... [29\)](#)
- d) ... [24\)](#)

<sup>2</sup> ... [29\)](#)

## Dettes

**Art. 41** <sup>1</sup> Les dettes établies dont le contribuable répond seul sont entièrement déductibles.

<sup>2</sup> Les dettes solidaires ne peuvent être déduites que pour la part dont le contribuable est effectivement responsable.

<sup>3</sup> La déduction de cautionnements n'est admise qu'en cas d'insolvabilité constatée du débiteur principal.

<sup>4</sup> La valeur capitalisée de prestations périodiques ne constitue pas une dette déductible.

## SECTION 2 : Evaluation

## Principe

**Art. 42** Sous réserve des dispositions suivantes, les éléments de la fortune sont estimés à leur valeur vénale.

Immeubles  
a) Principe

**Art. 43** <sup>1</sup> La valeur des immeubles et des forces hydrauliques est fixée par une procédure d'évaluation officielle.

<sup>2</sup> Elle se détermine en fonction de la valeur vénale et de la valeur de rendement.

<sup>2bis</sup> Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur officielle des immeubles déterminée sur la base de la valeur vénale est estimée de manière prudente et modérée. [17\)](#)

<sup>3</sup> Les terrains et bâtiments affectés exclusivement ou principalement à l'agriculture et dont la valeur est déterminée essentiellement par cette exploitation sont estimés selon la valeur de rendement.

<sup>4</sup> Les règles d'estimation détaillées et la procédure sont fixées par décret du Parlement.

b) Lieu

**Art. 43a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les immeubles sont évalués officiellement dans la commune de leur lieu de situation.

<sup>2</sup> Les communes tiennent le registre des valeurs officielles.

c) Durée

**Art. 43b<sup>28)</sup>** Les valeurs officielles font l'objet d'une révision générale en principe tous les dix ans, sous réserve de mises à jour.

d) Revision  
générale

**Art. 43c<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Le Parlement ordonne la révision générale; il peut modifier le terme de dix ans en fonction de l'évolution des valeurs de rendement et des valeurs vénales, pour tout ou partie des immeubles.

<sup>2</sup> Le Parlement fixe les principes d'évaluation des différents immeubles et règle la procédure d'évaluation officielle.

<sup>3</sup> Le Gouvernement constitue une commission cantonale d'estimation, qui établit les normes d'évaluation. Elle est formée de neuf membres, choisis dans les différentes régions du Canton et les divers groupes économiques.

e) Mise à jour  
1. Ordinaire

**Art. 43d<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> La commission communale d'estimation met à jour d'office les valeurs officielles, en inscrivant l'un des changements suivants survenus aux immeubles et aux forces hydrauliques jusqu'à la fin de l'année fiscale :

- a) la construction, la transformation ou la démolition de bâtiments et d'installations;
- b) la modification de l'affectation ou de l'état de terrains et de bâtiments;
- c) les changements de zone, notamment la conversion de biens-fonds agricoles en terrains à bâtir, et inversement;
- d) la constitution, la modification ou l'extinction de droits, de charges et de concessions;
- e) l'existence de circonstances particulières qui font apparaître qu'une nouvelle évaluation conduirait à une modification de la valeur officielle de plus de 20 %.

<sup>2</sup> Lorsque l'une des conditions prévues à l'alinéa 1 est remplie, la valeur officielle des immeubles agricoles et sylvicoles doit être mise à jour sur la base des normes fédérales d'évaluation de la valeur de rendement agricole en vigueur.<sup>115)</sup>

2. Extraordinaire **Art. 43e**<sup>[28\)](#)</sup> A la demande et aux frais du contribuable, les mises à jour prévues à l'article 43d peuvent être faites en tout temps. Elles prennent effet à la fin de l'année fiscale au cours de laquelle la mise à jour a été faite.
- Fortune commerciale **Art. 44**<sup>[27\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les biens immatériels et les éléments de la fortune mobilière qui font partie de la fortune commerciale sont estimés à la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu.<sup>[63\)](#)</sup>
- <sup>2</sup> Le bétail est estimé selon les normes déterminées d'après la moyenne entre la valeur vénale et la valeur de rendement.
- <sup>3</sup> Les marchandises sont estimées à leur prix de revient ou à leur valeur marchande si celle-ci est inférieure.
- <sup>4</sup> Les éléments commerciaux de la fortune immobilière sont estimés à leur valeur officielle.
- Titres, créances et droits **Art. 45** <sup>1</sup> Les titres cotés sont imposés au cours de clôture du dernier jour de bourse de décembre ou du dernier jour ouvrable précédant la fin de l'assujettissement.<sup>[27\)](#)[41\)](#)</sup>
- <sup>1bis</sup> Les titres faisant partie de la fortune privée qui ne sont pas cotés sont évalués sur la base de leur valeur intrinsèque et de leur valeur de rendement. La valeur de rendement est calculée en tenant compte des risques présentés par la société.<sup>[28\)](#)[41\)](#)</sup>
- <sup>2</sup> Afin d'atténuer la double imposition économique, les participations dans des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives suisses, dont les parts ne sont pas cotées en bourse ni ne font l'objet d'un commerce organisé hors bourse, sont évaluées à leur valeur vénale diminuée de 30 % de la différence entre celle-ci et la valeur nominale.<sup>[27\)](#)</sup>
- <sup>3</sup> Les créances et les droits sont imposés à la valeur nominale, compte tenu toutefois du degré de probabilité du recouvrement.
- Assurances sur la vie **Art. 46** <sup>1</sup> Les assurances sur la vie sont comptées à la valeur fiscale.<sup>[52\)](#)</sup>
- <sup>2</sup> ...<sup>[42\)](#)</sup>

Participations de  
collaborateur

**Art. 46a**<sup>69)</sup> <sup>1</sup> Les participations de collaborateur au sens de l'article 15b, alinéa 1, sont estimées à leur valeur vénale, le cas échéant réduite pour tenir compte du délai de blocage.

<sup>2</sup> Les participations de collaborateur au sens des articles 15b, alinéa 3, et 15c sont déclarées sans valeur fiscale au moment de l'attribution.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

### SECTION 3 : Déductions

Montant des  
déductions

**Art. 47**<sup>37)</sup> Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a)<sup>70)116)</sup> 54 000 francs\* pour les couples mariés vivant en ménage commun;
- b)<sup>70)</sup> la moitié de ce montant pour les autres contribuables et pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- c) ...<sup>71)</sup>
- d) ...<sup>80)</sup>

### SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaire

**Art. 48**<sup>116)</sup> <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50 ‰	pour les	106 000 premiers francs*	de fortune;
0,75 ‰	pour les	318 000 francs*	suivants;
0,95 ‰	pour les	371 000 francs*	suivants;
1,10 ‰	pour les	796 000 francs*	suivants;
1,20 ‰	pour le surplus.		

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 55 000 francs\* au moins.

**Art. 49<sup>71)</sup>****CHAPITRE IV : Règles particulières**

Epoux, enfants  
sous autorité  
parentale

**Art. 50** <sup>1</sup> Le revenu et la fortune des époux qui vivent en ménage commun s'additionnent quel que soit le régime matrimonial.<sup>22)</sup>

<sup>2</sup> Le revenu et la fortune des enfants sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale.

<sup>2bis</sup> Lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants, le revenu et la fortune de ceux-ci sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.<sup>28)</sup>

<sup>3</sup> L'enfant est imposé séparément sur le produit de son activité lucrative, ses revenus acquis en compensation (art. 22, lettres a, b et d) et ses gains immobiliers.<sup>22)</sup>

Partenariat  
enregistré

**Art. 50a<sup>45)</sup>** <sup>1</sup> Les partenaires enregistrés ont, en droit fiscal jurassien, le même statut que les époux.

<sup>2</sup> En particulier, les règles de la présente loi relatives aux personnes mariées, séparées, divorcées ou veuves, s'appliquent, au besoin par analogie, aux personnes respectivement liées par un partenariat enregistré, qui suspendent leur vie commune ou dont le partenariat enregistré est dissous judiciairement ou par suite de décès.

Communautés  
de personnes  
sans  
personnalité  
juridique

**Art. 51** Les sociétés commerciales étrangères et autres communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique, assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique, sont imposables conformément aux dispositions applicables aux personnes morales.

Communauté  
héréditaire,  
sociétés de  
personnes et  
placements  
collectifs de  
capitaux<sup>52)</sup>

**Art. 51a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Chaque héritier ou associé ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de l'hoirie ou de la société de personnes.

<sup>2</sup> Chacun des investisseurs ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de placements collectifs de capitaux au sens de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux<sup>7)</sup> (dénommée ci-après : "LPCC"), sauf s'il s'agit de placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe.<sup>54)</sup>

Succession  
fiscale

**Art. 52** <sup>1</sup> Après le décès du contribuable, ses héritiers lui succèdent dans ses droits et obligations; ils répondent solidairement des impôts dus par le défunt jusqu'à concurrence de leur part héréditaire, y compris les avancements d'hoirie.

<sup>2</sup> Les impôts dus par le défunt doivent être acquittés avant tout partage de la succession.

<sup>3</sup> Le conjoint survivant est responsable jusqu'à concurrence de sa part et, s'il reçoit, du fait du régime matrimonial, une part du bénéfice ou de la communauté, supérieure à sa part légale selon le droit suisse, jusqu'à concurrence de ce montant supplémentaire.<sup>28)</sup>

Responsabilité  
pour le paiement  
de l'impôt

**Art. 53** <sup>1</sup> Les époux qui vivent en ménage commun répondent solidairement de l'impôt total et de la part afférente au revenu et à la fortune des enfants soumis à leur autorité parentale.

<sup>2</sup> Si l'un des conjoints est notoirement insolvable, l'autre ne répond toutefois solidairement que de la part de l'impôt total afférente à ses propres éléments de revenu et de fortune ainsi qu'à ceux des enfants.

<sup>2bis</sup> Lorsque les époux ne vivent plus en ménage commun, l'obligation de répondre solidairement du montant global de l'impôt s'éteint pour tous les montants d'impôt encore dus.<sup>28)</sup>

<sup>3</sup> Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres.<sup>27)</sup>

<sup>4</sup> Sont en outre solidairement responsables avec le contribuable :

- a) les enfants sous autorité parentale pour leur part à l'impôt total;
- b) les acheteurs et vendeurs d'un immeuble sis dans le Canton, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, pour les impôts dus en raison de son intervention par un commerçant ou un intermédiaire domicilié à l'étranger;

- c) les personnes chargées de la liquidation d'entreprises ou d'établissements stables sis dans le Canton, de l'aliénation ou de la réalisation d'immeubles sis dans le Canton ou de créances garanties par de tels immeubles, jusqu'à concurrence du produit net, lorsque le contribuable est domicilié à l'étranger;
- d) les débiteurs des prestations mentionnées aux lettres b, d et e de l'article 9, alinéa 1, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;
- e) l'administrateur d'une succession ou l'exécuteur testamentaire pour les impôts dus par le défunt, jusqu'à concurrence de la valeur de la masse successorale, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;
- f)<sup>28)</sup> les associés d'une société de personnes qui sont domiciliés en Suisse, jusqu'à concurrence de leur part sociale, du paiement des impôts dus par les associés domiciliés à l'étranger.

<sup>5</sup> L'autorité fiscale fixe le principe et l'étendue de la responsabilité solidaire dans une décision susceptible de réclamation puis de recours.

Impôt d'après la  
dépense

**Art. 54<sup>83)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes physiques ont le droit d'être imposées d'après la dépense au lieu de verser l'impôt sur le revenu et la fortune si elles remplissent les conditions suivantes :

- a) ne pas avoir la nationalité suisse;
- b) être assujetties à titre illimité (art. 7) pour la première fois ou après une absence d'au moins dix ans;
- c) ne pas exercer d'activité lucrative en Suisse.

<sup>2</sup> Les époux vivant en ménage commun doivent remplir l'un et l'autre les conditions de l'alinéa 1.

<sup>3</sup> L'impôt qui remplace l'impôt sur le revenu est calculé sur la base des dépenses annuelles du contribuable et des personnes dont il a la charge effectuées durant la période de calcul en Suisse et à l'étranger pour assurer leur train de vie, mais au minimum d'après le plus élevé des montants suivants :

- a) un montant fixé par le Gouvernement;
- b) pour les contribuables chefs de ménage : sept fois le loyer annuel ou la valeur locative fixée par les autorités compétentes;
- c) pour les autres contribuables : trois fois le prix de la pension annuelle pour le logement et la nourriture au lieu du domicile au sens de l'article 7.

<sup>4</sup> L'impôt est perçu d'après le barème de l'impôt ordinaire.

<sup>5</sup> L'impôt sur la fortune est calculé sur la base d'un montant équivalent au minimum à huit fois le montant de revenu retenu pour calculer l'impôt sur la dépense.

<sup>6</sup> Le montant de l'impôt d'après la dépense doit être au moins égal à la somme des impôts sur le revenu et sur la fortune calculés selon le barème ordinaire sur le montant total des éléments bruts suivants :

- a) la fortune immobilière sise en Suisse et son rendement;
- b) les objets mobiliers se trouvant en Suisse et les revenus qu'ils produisent;
- c) les capitaux mobiliers placés en Suisse, y compris les créances garanties par gage immobilier, et les revenus qu'ils produisent;
- d) les droits d'auteur, les brevets et droits analogues exploités en Suisse et les revenus qu'ils produisent;
- e) les retraites, rentes et pensions de sources suisses;
- f) les revenus pour lesquels le contribuable requiert un dégrèvement partiel ou total d'impôts étrangers en application d'une convention contre les doubles impositions conclue par la Suisse.

<sup>7</sup> Si les revenus provenant d'un Etat étranger y sont exonérés à la condition que la Suisse les impose, seuls ou avec d'autres revenus, au taux du revenu total, l'impôt est calculé non seulement sur la base des revenus mentionnés à l'alinéa 6, mais aussi de tous les éléments du revenu provenant de l'Etat-source qui sont attribués à la Suisse en vertu de la convention correspondante contre les doubles impositions.

<sup>8</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions relatives à l'évaluation de la dépense et au calcul de l'impôt.

## CHAPITRE V : Imposition dans le temps

### SECTION 1 : Année fiscale

Année fiscale

**Art. 55** <sup>1</sup> Les impôts sur le revenu et la fortune sont arrêtés et prélevés pour chaque année fiscale. [27\)](#)

<sup>2</sup> L'année fiscale correspond à l'année civile.



<sup>3</sup> Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de l'année fiscale, l'impôt est prélevé sur les revenus obtenus durant cette période. Pour les revenus à caractère périodique, le taux de l'impôt se détermine compte tenu d'un revenu calculé sur douze mois. Les revenus à caractère non périodique sont soumis à un impôt annuel entier, mais ne sont en revanche pas convertis en un revenu annuel pour le calcul du taux. Les articles 36, 37 et 37a sont réservés.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>4</sup> L'alinéa 3 et l'article 34, alinéa 4, s'appliquent par analogie aux déductions.<sup>[28\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Taxation ordinaire

Calcul du revenu **Art. 56<sup>[27\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Le revenu imposable se détermine d'après les revenus acquis pendant l'année fiscale.

<sup>2</sup> Le revenu de l'activité lucrative indépendante se détermine d'après le résultat des exercices commerciaux clos pendant l'année fiscale.

<sup>3</sup> Les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante doivent procéder à la clôture de leurs comptes à chaque période fiscale, en cas de cessation de leur activité lucrative indépendante, ainsi qu'en cas de fin d'assujettissement. La clôture des comptes n'est pas obligatoire lorsque l'activité lucrative n'a débuté qu'au cours du dernier trimestre.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

### **Art. 57<sup>[29\)](#)</sup>**

Calcul de la fortune **Art. 58<sup>[27\)](#)</sup>** <sup>1</sup> L'impôt sur la fortune est déterminé sur la base de l'état de la fortune à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.

<sup>2</sup> Pour les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante et dont les exercices commerciaux ne coïncident pas avec l'année civile, la fortune commerciale imposable se détermine d'après le capital propre existant à la fin de l'exercice commercial clos durant la période fiscale.

<sup>3</sup> Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de la période fiscale, seul le montant d'impôt correspondant à cette durée est prélevé.

<sup>4</sup> En cas de dévolution successorale au cours de la période fiscale ou en cas de fin d'assujettissement à raison d'un rattachement économique durant la période fiscale, l'alinéa 3 s'applique par analogie.

Epoux

**Art. 58a<sup>[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> En cas de mariage, les époux sont imposés conjointement pour toute la période fiscale au cours de laquelle leur mariage a eu lieu.

<sup>2</sup> En cas de divorce ou de séparation judiciaire ou de fait, chaque époux est imposé séparément pour toute la période fiscale.

<sup>3</sup> En cas de décès de l'un des époux, ceux-ci sont imposés conjointement jusqu'au jour du décès. Le décès vaut comme fin d'assujettissement des deux époux et début d'assujettissement du conjoint survivant.

Enfant mineur

**Art. 58b<sup>[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les revenus et la fortune de l'enfant sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale jusqu'à la fin de l'année précédant celle au cours de laquelle il atteint sa majorité.

<sup>2</sup> Lorsque l'enfant est sous autorité parentale conjointe de parents divorcés, séparés ou célibataires et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne lui soit versée, ses revenus et sa fortune sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, ils sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.

### **SECTION 3 : Taxation intermédiaire<sup>[29\)](#)</sup>**

**Art. 59 et 60<sup>[29\)](#)</sup>**

### **SECTION 4 : Eléments extraordinaires<sup>[29\)](#)</sup>**

**Art. 61<sup>[29\)](#)</sup>**

### **SECTION 5 : Taxation spéciale**

**Art. 62<sup>[29\)](#)</sup>**

Prestations en capital, gains de loterie et gains immobiliers<sup>27)</sup>

**Art. 63** <sup>1</sup> Les impôts sur les revenus mentionnés aux articles 37 et 37a sont fixés pour l'année fiscale au cours de laquelle le droit au versement de ces revenus a été acquis.<sup>22)</sup>

<sup>2</sup> L'impôt sur les gains immobiliers est fixé pour l'année fiscale au cours de laquelle le gain a été réalisé.

## TITRE TROISIEME : Imposition des personnes morales

### CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Rattachement personnel

**Art. 64** <sup>1</sup> Les sociétés de capitaux, les sociétés coopératives, les associations, les fondations et les autres personnes morales sont assujetties à l'impôt lorsqu'elles ont leur siège ou leur administration effective dans le Canton.

<sup>2</sup> Les placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe au sens de l'article 58 LPCC<sup>7)</sup> sont assimilés aux autres personnes morales. Les sociétés d'investissement à capital fixe au sens de l'article 110 LPCC sont imposées comme des sociétés de capitaux.<sup>52)</sup>

<sup>3</sup> Les personnes morales, les sociétés commerciales et les communautés de personnes de droit étranger sont assimilées aux personnes morales de droit suisse dont elles se rapprochent le plus par leur forme juridique ou leur structure effective.

Rattachement économique

**Art. 65** <sup>1</sup> Les personnes morales dont le siège ou l'administration effective se trouve hors du Canton sont assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont associées à une entreprise sise dans le Canton;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou qu'elles ont sur un tel immeuble des droits de jouissance réels ou des droits personnels économiquement assimilables;
- d)<sup>92)</sup> lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton.

<sup>2</sup> Les personnes morales qui ont leur siège ou leur administration effective à l'étranger sont, en outre, assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- b)<sup>91)</sup> lorsqu'elles servent d'intermédiaires dans des opérations de commerce portant sur des immeubles sis dans le Canton;

c) ...<sup>24)</sup>

<sup>3</sup> On entend par établissement stable toute installation fixe dans laquelle s'exerce tout ou partie de l'activité de l'entreprise. Sont notamment considérés comme établissements stables les succursales, usines, ateliers, comptoirs de vente, représentations permanentes, mines et autres lieux d'exploitation de ressources naturelles, ainsi que les chantiers de construction ou de montage d'une durée d'au moins douze mois.<sup>28)</sup>

Etendue de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 66** <sup>1</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, aux établissements stables et aux immeubles situés hors du Canton.

<sup>2</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité à la partie du bénéfice et du capital imposable dans le Canton selon l'article 65.

<sup>3</sup> ...<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Les contribuables qui ont leur siège et leur administration effective à l'étranger doivent l'impôt au moins sur le bénéfice réalisé dans le Canton et sur le capital qui y est investi, au taux correspondant.<sup>22)</sup>

Pertes subies à  
l'étranger

**Art. 66a**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> Dans les relations internationales, l'étendue de l'assujettissement d'une entreprise, d'un établissement stable ou d'un immeuble est définie conformément aux règles du droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantonale. Une entreprise jurassienne peut compenser les pertes d'un établissement stable à l'étranger avec des bénéfices réalisés dans le Canton du Jura si l'Etat dans lequel cet établissement est sis n'a pas déjà tenu compte de ces pertes. Si cet établissement réalise des bénéfices au cours des sept années suivantes, l'impôt sera récupéré pendant ces exercices dans la mesure où les reports de pertes sont compensés dans l'Etat où il est sis. Les pertes portant sur des immeubles à l'étranger ne seront prises en considération que si un établissement stable est exploité dans le pays concerné.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>29)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions prévues dans les conventions visant à éliminer la double imposition.

Début et fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 67** <sup>1</sup> L'assujettissement commence le jour où la personne morale est fondée, où elle établit son siège ou son administration effective dans le Canton ou dès qu'elle y acquiert un élément imposable.

<sup>2</sup> L'assujettissement prend fin le jour où est close la liquidation de la personne morale, où son siège ou son administration effective sont déplacés à l'extérieur du Canton ou lorsque disparaît l'élément imposable dans le Canton.

<sup>2bis</sup> En cas de transfert du siège ou de l'administration effective à l'intérieur de la Suisse, le début et la fin de l'assujettissement sont régis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes [3\)](#) [28\)](#)

<sup>3</sup> En cas de transfert des actifs et passifs d'une personne morale à une autre, les impôts dus par la première doivent être acquittés par la seconde.

Responsabilité  
solidaire

**Art. 68** <sup>1</sup> A la fin de l'assujettissement d'une personne morale, les personnes chargées de l'administration et de la liquidation répondent solidairement des impôts dus par celle-ci, jusqu'à concurrence du produit de la liquidation ou, pour le cas où la personne morale transfère son siège ou le lieu de son administration effective à l'extérieur du Canton, jusqu'à concurrence de la fortune nette de la personne morale. Elles sont libérées de toute responsabilité si elles prouvent qu'elles ont pris tous les soins commandés par les circonstances. [27\)](#)

<sup>2</sup> Lorsqu'une personne morale est assujettie à l'impôt en raison d'un rattachement économique, les personnes chargées :

- a) de la liquidation d'une entreprise ou d'un établissement stable dans le Canton,
- b) de l'aliénation ou de la réalisation d'un immeuble sis dans le Canton ou de créances garanties par un tel immeuble,

répondent solidairement des impôts dus par cette personne morale, jusqu'à concurrence du produit net réalisé.

<sup>3</sup> Les membres de sociétés commerciales et d'autres communautés de personnes de droit étranger sans personnalité juridique répondent solidairement des impôts dus par ces sociétés et communautés.

<sup>4</sup> Lorsqu'une personne morale qui n'a ni son siège ni son administration effective en Suisse sert d'intermédiaire dans une opération portant sur un immeuble sis en Suisse, les acheteurs et vendeurs de l'immeuble sont solidairement responsables, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, des impôts dus par cette personne morale en raison de son activité d'intermédiaire.<sup>23)</sup>

## Exonérations

**Art. 69** <sup>1</sup> Sont exonérés de l'impôt :

- a) la Confédération et ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) le Canton et ses établissements, y compris l'Etablissement d'assurance immobilière, mais à l'exception de la Banque cantonale du Jura;
- c) les communes municipales, les communes mixtes, les sections et syndicats de communes, sur les ressources affectées à des services publics;
- d) les communes bourgeoises, sur les ressources affectées directement à des tâches d'utilité publique accomplies par le Canton ou les communes;
- e)<sup>41)</sup> les Eglises reconnues et les paroisses, sur les ressources affectées à leurs tâches;
- f) les institutions de prévoyance professionnelle dont les ressources sont affectées durablement et exclusivement à la prévoyance en faveur du personnel; leur sont assimilées les fondations bancaires dont les revenus et la fortune sont affectés exclusivement à la prévoyance individuelle liée, selon l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>6)</sup>;
- g) les caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation, notamment les caisses d'assurances chômage, maladie, vieillesse, invalidité et survivants, à l'exception des sociétés d'assurances concessionnaires;
- h)<sup>27)41)</sup> les personnes morales qui poursuivent des buts de service public ou d'utilité publique, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts; des buts économiques ne peuvent être considérés en principe comme étant d'intérêt public; l'acquisition et l'administration de participations en capital importantes à des entreprises ont un caractère d'utilité publique lorsque l'intérêt au maintien de l'entreprise occupe une position subalterne par rapport au but d'utilité publique et que des activités dirigeantes ne sont pas exercées;
- h<sup>bis</sup>)<sup>43)</sup> les personnes morales qui visent des buts culturels dans le Canton ou sur le plan suisse, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts;

- i)<sup>52)</sup> les Etats étrangers, sur leurs immeubles situés dans le Canton et affectés exclusivement à l'usage direct de leurs représentations diplomatique et consulaire, ainsi que les bénéficiaires institutionnels d'exemptions fiscales visés à l'article 2, alinéa 1, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte<sup>53)</sup>, pour les immeubles dont ils sont propriétaires et qui sont occupés par leurs services;
- j)<sup>54)</sup> les placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où les investisseurs sont exclusivement des institutions de prévoyance professionnelle au sens de la lettre f ou des caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation au sens de la lettre g exonérées de l'impôt;
- k)<sup>69)</sup> les entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération qui reçoivent des indemnités pour cette activité ou qui doivent, du fait de leur concession, maintenir toute l'année un service d'importance nationale; les gains qui sont issus d'une activité soumise à concession et sont disponibles librement sont également exonérés de l'impôt; les exploitations annexes et les biens fonciers qui n'ont pas de relation nécessaires avec l'activité soumise à concession sont cependant exclus de l'exonération.

<sup>2</sup> ...<sup>71)</sup>

<sup>3</sup> Les articles 88, alinéa 2, et 113 sont réservés.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution nécessaires.

## CHAPITRE II : Impôt sur le bénéfice

Objet

**Art. 70** <sup>1</sup> L'impôt sur le bénéfice a pour objet le bénéfice net.

<sup>2</sup> Le bénéfice net imposable comprend :

- a) le solde du compte de pertes et profits, tout report de l'année précédente étant éliminé;
- b) tous les prélèvements opérés sur le résultat commercial avant le calcul du solde du compte de pertes et profits, qui ne servent pas à couvrir des dépenses justifiées par l'usage commercial, tels que :
  - les frais d'acquisition, de production ou d'amélioration d'actifs immobilisés;
  - les amortissements et les provisions qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
  - les versements aux fonds de réserve;

- la libération du capital propre au moyen de fonds appartenant à la personne morale, à condition qu'ils proviennent de réserves constituées par des bénéfices qui n'ont pas été imposés;
- les distributions ouvertes ou dissimulées de bénéfice et les avantages procurés à des tiers qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
- c) les intérêts sur le capital propre dissimulé (art. 79, al. 2, lettre b);
- d) [27\)94\)](#) les produits et les bénéfices en capital, à l'exception des gains immobiliers, ainsi que les produits de liquidation et de réévaluation qui n'ont pas été crédités au compte de pertes et profits.

<sup>3</sup> Le bénéfice net imposable des personnes morales qui ne tiennent pas de compte de pertes et profits se détermine d'après l'alinéa 2, appliqué par analogie.

<sup>4</sup> Les prestations que des entreprises d'économie mixte remplissant une tâche d'intérêt public fournissent, de manière prépondérante, à des entreprises qui leur sont proches sont évaluées au prix actuel du marché, à leur coût actuel de production majoré d'une marge appropriée ou à leur prix de vente final actuel diminué d'une marge de bénéfice; le résultat de chaque entreprise est ajusté en conséquence. [23\)](#)

Brevets et droits comparables  
a) Définitions

**Art. 70a** [95\)](#) <sup>1</sup> Sont réputés brevets :

- a) les brevets au sens de la convention du 5 octobre 1973 sur le brevet européen dans sa version révisée du 29 novembre 2000 désignant la Suisse [97\)](#);
- b) les brevets au sens de la loi fédérale du 25 juin 1954 sur les brevets d'invention (loi sur les brevets) [98\)](#);
- c) les brevets étrangers correspondant aux brevets visés aux lettres a ou b.

<sup>2</sup> Sont réputés droits comparables :

- a) les certificats complémentaires de protection au sens de la loi fédérale du 25 juin 1954 sur les brevets d'invention (loi sur les brevets) [98\)](#) ainsi que la prolongation de leur durée;
- b) les topographies protégées en vertu de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur la protection des topographies de produits semi-conducteurs (loi sur les topographies) [99\)](#);
- c) les variétés végétales protégées en vertu de la loi fédérale du 20 mars 1975 sur la protection des obtentions végétales [100\)](#);
- d) les données protégées en vertu de la loi fédérale du 15 décembre 2000 sur les médicaments et les dispositifs médicaux (loi sur les produits thérapeutiques) [101\)](#);
- e) les rapports protégés en vertu d'une disposition d'exécution de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture [102\)](#);
- f) les droits étrangers correspondant aux droits visés aux lettres a à e.



## b) Imposition

**Art. 70b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si le contribuable en fait la demande, le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables est pris en compte dans le calcul du bénéfice net imposable en proportion des dépenses de recherche et de développement éligibles par rapport aux dépenses totales de recherche et de développement par brevet ou droit comparable (quotient Nexus) avec une réduction de 90 %.

<sup>2</sup> Le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables qui sont inclus dans les produits est déterminé en soustrayant du bénéfice net de chacun de ces produits 6 % des coûts attribués à ces produits ainsi que la rémunération de la marque.

<sup>3</sup> Lorsque le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables est imposé pour la première fois de façon réduite, les dépenses de recherche et de développement qui ont déjà été prises en compte lors de périodes fiscales antérieures, ainsi qu'une éventuelle déduction au sens de l'article 71a, sont ajoutées au bénéfice net imposable. Une réserve latente imposée doit être constituée dans la mesure du montant ajouté. Sur demande de la société, les réserves latentes peuvent être imposées dans un délai de cinq ans à compter du début de l'imposition réduite.

<sup>4</sup> Pour le surplus, l'ordonnance fédérale du 13 novembre 2019 relative à l'imposition réduite des bénéfices provenant de brevets et de droits comparables<sup>103)</sup> est applicable.

## Déclaration de réserves latentes au début de l'assujettissement

**Art. 70c<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si le contribuable déclare des réserves latentes au début de l'assujettissement, y compris la plus-value qu'il a créée lui-même, ces réserves ne sont pas soumises à l'impôt sur le bénéfice. Ne peuvent pas être déclarées les réserves latentes d'une société de capitaux ou d'une société coopérative provenant de la possession de 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société, ou d'une participation de 10 % au moins au bénéfice et aux réserves d'une autre société.

<sup>2</sup> Sont considérés comme début de l'assujettissement le transfert de valeurs patrimoniales, d'exploitations, de parties distinctes d'exploitation ou de fonctions de l'étranger à une entreprise ou à un établissement stable situé en Suisse, la fin d'une exonération visée à l'article 69, alinéa 1, ainsi que le transfert en Suisse du siège ou du lieu de l'administration effective.

<sup>3</sup> Les réserves latentes déclarées doivent être amorties annuellement au taux appliqué sur le plan fiscal à l'amortissement des valeurs patrimoniales concernées.

<sup>4</sup> La plus-value créée par le contribuable lui-même qui est déclarée doit être amortie dans un délai de dix ans.

Imposition des  
réserves latentes  
à la fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 70d<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque l'assujettissement prend fin, les réserves latentes qui n'ont pas été imposées et qui existent alors, y compris la plus-value créée par le contribuable lui-même, sont imposées.

<sup>2</sup> Sont considérés comme fin de l'assujettissement le transfert de valeurs patrimoniales, d'exploitations, de parties distinctes d'exploitation ou de fonctions de Suisse à une entreprise ou à un établissement stable situé à l'étranger, le passage à une exonération visée à l'article 69, alinéa 1, ainsi que le transfert à l'étranger du siège ou du lieu de l'administration effective.

Charges

**Art. 71<sup>113)</sup>** <sup>1</sup> Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent notamment :

- a) les impôts fédéraux, cantonaux et communaux;
- b) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que soit exclue toute utilisation contraire à leur but;
- c) les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h) ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), à concurrence de 10 % du bénéfice net; le Département des finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;
- d) les rabais, escomptes, bonifications et ristournes accordés sur la contre-valeur de livraisons et de prestations, ainsi que les parts de bénéfice des compagnies d'assurances destinées à être réparties entre les assurés;
- e) les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles du personnel de l'entreprise, frais de reconversion compris;
- f) les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.

<sup>2</sup> Ne font pas partie des charges justifiées par l'usage commercial :

- a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse;
- b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;

- c) les amendes;
- d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elle ont un caractère pénal.

<sup>3</sup> Si des sanctions au sens de l'alinéa 2, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :

- a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si
- b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit.

Déduction  
supplémentaire  
des dépenses de  
recherche et  
développement

**Art. 71a<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Sur demande, est autorisée la déduction des dépenses de recherche et de développement que le contribuable a engagées en Suisse, directement ou par l'intermédiaire de tiers, à raison d'un montant dépassant de 50 % les dépenses de recherche et de développement justifiées par l'usage commercial.

<sup>2</sup> Sont réputées recherche et développement la recherche scientifique et l'innovation fondée sur la science au sens de l'article 2 de la loi fédérale du 14 décembre 2012 sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation<sup>104)</sup>.

<sup>3</sup> Une déduction augmentée est admissible pour :

- a) les dépenses de personnel directement imputables à la recherche et au développement, plus un supplément équivalant à 35 % de ces dépenses, mais jusqu'à concurrence des dépenses totales du contribuable;
- b) 80 % des dépenses pour les travaux de recherche et de développement facturés par des tiers.

<sup>4</sup> Si le mandant des travaux de recherche et de développement est habilité à effectuer la déduction, le mandataire n'a droit à aucune déduction à ce titre.

Limitation de la  
réduction fiscale

**Art. 71b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> La réduction fiscale totale fondée sur les articles 70b, alinéas 1 et 2, et 71a ne doit pas dépasser 70 % du bénéfice imposable avant compensation des pertes, à l'exclusion du rendement net des participations au sens de l'article 78, alinéas 1, 2, deuxième phrase, et 5, lettre b, et avant déduction des réductions effectuées.

<sup>2</sup> Ni les réductions fondées sur les articles 70b, alinéa 1 ou 2, ou 71a, ni la réduction fiscale totale ne doivent entraîner de reports de pertes.

Eléments non  
déterminants

**Art. 72** Ne constituent pas un bénéfice imposable :

- a) <sup>22)</sup> les apports des membres de sociétés de capitaux et de sociétés coopératives, y compris l'agio et les prestations à fonds perdu;
- b) les augmentations de fortune provenant d'une succession, d'un legs ou d'une donation;
- c) <sup>28)</sup> le transfert, dans un autre canton, du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, à condition qu'il n'y ait ni aliénation ni réévaluation comptable.

Restructurations

**Art. 73<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Les réserves latentes d'une personne morale ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors de fusion, de scission ou de transformation, pour autant que la personne morale reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice. Cela vaut en cas :

- a) de transformation en une société de personnes ou en une autre personne morale;
- b) <sup>52)</sup> de division ou de séparation d'une personne morale à condition que ce transfert ait pour objet une ou plusieurs exploitations ou parties distinctes d'exploitation et pour autant que les personnes morales existantes après la scission poursuivent une exploitation ou une partie distincte d'exploitation;
- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à une restructuration ou à une concentration équivalant économiquement à une fusion;
- d) de transfert à une société fille suisse d'exploitations ou de parties distinctes d'exploitation, ainsi que d'éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation; on entend par société fille une société de capitaux ou une société coopérative dont la société de capitaux ou la société coopérative transférante possède au moins 20 % du capital-actions ou du capital social.

<sup>2</sup> En cas de transfert à une société fille au sens de l'alinéa 1, lettre d, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, durant les cinq ans qui suivent la restructuration, les valeurs patrimoniales, les droits de participation ou les droits de sociétariat transférés à la société fille sont aliénés; dans ce cas, la société fille peut faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

<sup>3</sup> Des participations directes ou indirectes de 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société de capitaux ou d'une société coopérative, mais aussi des exploitations ou des parties distinctes d'exploitation ainsi que des éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation, peuvent être transférés, à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice, entre des sociétés de capitaux ou des sociétés coopératives suisses qui, grâce à la détention de la majorité des voix ou d'une autre manière, sont réunies sous la direction unique d'une société de capitaux ou d'une société coopérative. Le transfert à une société fille suisse au sens de l'alinéa 1, lettre d, est réservé.<sup>94)</sup>

<sup>4</sup> Si, dans les cinq ans qui suivent un transfert selon l'alinéa 3, les éléments de patrimoine transférés sont aliénés ou si la direction unique est abandonnée durant cette période, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175. La personne morale bénéficiaire peut, dans ce cas, faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice. Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives suisses réunies sous une direction unique au moment de la violation du délai de blocage répondent solidairement du rappel d'impôt.

<sup>5</sup> ...<sup>96)</sup>

<sup>6</sup> L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires demeure réservée.

<sup>7</sup> La société qui subit une perte comptable sur la participation qu'elle avait dans une société de capitaux ou une société coopérative dont elle reprend l'actif et le passif ne peut déduire cette perte; est imposable l'éventuel bénéfice comptable sur la participation.

Evaluation

**Art. 74<sup>27)41)</sup>** Les dispositions relatives à l'impôt sur le revenu (art. 16, 25, 27, 29 à 32) sont applicables par analogie pour les augmentations de valeur comptabilisées, pour la défalcation des frais d'obtention du revenu, des frais d'entretien d'immeubles, des intérêts passifs, des prestations en faveur d'employés, des pertes et pour la constitution de provisions.

Amortissements

**Art. 74a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les amortissements des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition que ceux-ci soient comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, qu'ils apparaissent dans un plan spécial d'amortissements.

<sup>2</sup> En général, les amortissements sont calculés sur la base de la valeur effective des différents éléments de fortune ou doivent être répartis en fonction de la durée probable d'utilisation de chacun de ces éléments.

<sup>3</sup> Les amortissements sur participations qui sont en relation avec des distributions antérieures de bénéfices ne sont pas considérés comme justifiés par l'usage commercial.

<sup>4</sup> Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées par le droit commercial et que les pertes pouvaient être déduites conformément à l'article 75, alinéa 1, au moment de l'amortissement.

<sup>5</sup> Les corrections de valeur ainsi que les amortissements effectués sur le coût d'investissement des participations d'au moins 10 % sont ajoutés au bénéfice imposable dans la mesure où ils ne sont plus justifiés.<sup>[63\)](#)</sup>

<sup>6</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

#### Remploi

**Art. 74b<sup>[43\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque des biens meubles immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en emploi, si ces derniers sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée.<sup>[63\)](#)</sup>

<sup>2</sup> En cas de remplacement de participations, les réserves latentes peuvent être reportées sur une nouvelle participation si la participation aliénée était égale à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social ou à 10 % au moins du bénéfice et des réserves de l'autre société et si la société de capitaux ou la société coopérative a détenu cette participation pendant un an au moins.<sup>[63\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque le remploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en emploi ou portée au crédit du compte de pertes et profits dans un délai raisonnable.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.

Déduction des pertes

**Art. 75** <sup>1</sup> Les pertes des sept exercices précédant la période fiscale peuvent être déduites du bénéfice de cette période, pour autant qu'elles n'aient pas été déduites du bénéfice imposable des périodes précédentes. [22\)](#)

<sup>2</sup> Pour le surplus, les alinéas 2 et 3 de l'article 29 sont applicables par analogie.

Associations, fondations et placements collectifs de capitaux [52\)](#)

**Art. 76** <sup>1</sup> Les cotisations statutaires versées aux associations par leurs membres et les apports à la fortune des fondations ne font pas partie du bénéfice imposable.

<sup>2</sup> Les intérêts passifs, les frais d'entretien d'immeubles, les libéralités d'utilité publique ainsi que les dépenses liées à l'acquisition de recettes imposables des associations peuvent être entièrement déduits des recettes; les autres dépenses ne peuvent l'être que dans la mesure où elles excèdent les cotisations des membres.

<sup>3</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 20 000 francs\* de leur bénéfice imposable. [70\)](#)

<sup>4</sup> Les placements collectifs de capitaux sont soumis à l'impôt sur le bénéfice pour le rendement de leurs immeubles en propriété directe. [52\)](#)

Personnes morales poursuivant des buts idéaux

**Art. 76a** [89\)](#) <sup>1</sup> Sont exonérés de l'impôt les bénéfices des personnes morales qui poursuivent des buts idéaux pour autant qu'ils n'excèdent pas 30 000 francs et qu'ils soient affectés exclusivement et irrévocablement à ces buts.

<sup>2</sup> Les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux peuvent, sur leurs revenus extraordinaires, procéder à des amortissements ou constituer des provisions pour couvrir de futures dépenses à des fins non économiques. Les provisions qui ne se justifient plus sont ajoutées au bénéfice imposable.

Calcul de l'impôt  
a) En général

**Art. 77** [70\)](#) <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 1,837 % du bénéfice imposable. [94\)](#)

<sup>2</sup> Le taux unitaire est susceptible d'être relevé, dans des cas particuliers liés aux relations internationales.



## b) Réduction

**Art. 78<sup>22)</sup>** <sup>1</sup> Pour les sociétés qui participent au capital-actions ou au capital social d'autres sociétés ou de sociétés coopératives à raison de 10 % au minimum, participent pour 10 % au moins au bénéfice et aux réserves d'une autre société ou possèdent une participation représentant une valeur vénale d'un million de francs au moins, l'impôt dû sur le bénéfice est réduit proportionnellement au rapport entre le rendement net des participations et le bénéfice net total.<sup>63)83)</sup>

<sup>2</sup> Le rendement net des participations correspond au revenu de ces participations diminué des frais de financement y relatifs et d'une contribution de 5 % destinée à la couverture de frais d'administration, sous réserve de la preuve de frais d'administration effectifs inférieurs ou supérieurs à ce taux. Sont réputés frais de financement les intérêts passifs ainsi que les autres frais économiquement assimilables à des intérêts passifs. Font également partie du revenu des participations, les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription y relatifs, ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations<sup>2)</sup><sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Ne font pas partie du rendement des participations :

- a) ...<sup>29)</sup>
- b) les recettes qui représentent des charges justifiées par l'usage commercial pour la société de capitaux ou la société coopérative qui les verse;
- c) ...<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Le rendement d'une participation n'entre dans le calcul de la réduction que dans la mesure où cette participation ne fait pas l'objet d'un amortissement qui est lié à la distribution du bénéfice et porté en diminution du bénéfice net imposable.

<sup>5</sup> Les bénéfices en capital et les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent dans le calcul de la réduction que :

- a) dans la mesure où le produit de l'aliénation est supérieur au coût d'investissement;
- b)<sup>63)</sup> si la participation aliénée était égale à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social de l'autre société ou si elle avait un droit fondé sur 10 % au moins du bénéfice et des réserves de l'autre société et que la société de capitaux ou la société coopérative l'a détenue pendant un an au moins. Si la participation est tombée au-dessous de 10 % à la suite d'une aliénation partielle, la réduction ne peut être accordée sur chaque bénéfice résultant d'une aliénation ultérieure que si la valeur vénale des droits de participation s'élevait à un million de francs au moins à la fin de l'année fiscale précédant l'aliénation.<sup>28)</sup>



<sup>6</sup> Le coût d'investissement est diminué des amortissements selon l'alinéa 4, ou, en cas de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations, augmenté des bénéfices de réévaluation. Pour les participations qui ont été transférées à leur valeur comptable lors d'une restructuration sans effet sur le résultat, on se fondera sur le coût d'investissement initial.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>7</sup> Les transactions qui se traduisent au sein du groupe par une économie d'impôt injustifiée entraînent une rectification du bénéfice imposable ou une diminution de la réduction. L'économie d'impôt est injustifiée lorsque les bénéfices en capital et les pertes en capital ou les amortissements relatifs à des participations au sens des articles 74a et 78 sont en relation de cause à effet.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>8</sup> En ce qui concerne les sociétés mères de banques d'importance systémique au sens de l'article 7, alinéa 1, de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques<sup>[119\)](#)</sup>, ne sont pas pris en compte pour le calcul du rendement net au sens de l'alinéa 1, les frais de financement relatifs aux emprunts suivants et la créance inscrite au bilan à la suite du transfert au sein du groupe des fonds provenant des emprunts suivants :

- a) emprunts à conversion obligatoire et emprunts assortis d'un abandon de créances visés à l'article 11, alinéa 4, de la loi fédérale sur les banques<sup>[119\)](#)</sup>; et
- b) instruments de dette destinés à absorber les pertes en présence de mesures en cas d'insolvabilité au sens des articles 28 à 32 de la loi fédérale sur les banques<sup>[119\)](#)</sup>, <sup>[115\)](#)</sup>

c) Placements collectifs de capitaux

**Art. 78a<sup>[54\)](#)</sup>** Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice des placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe équivaut au tiers du taux prévu à l'article 77.

d) Personnes morales poursuivant des buts idéaux

**Art. 78b<sup>[89\)](#)</sup>** Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice des personnes morales qui poursuivent des buts idéaux, à l'exception des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives, équivaut à la moitié du taux prévu à l'article 77.

### CHAPITRE III : Impôt sur le capital

Objet

**Art. 79** <sup>1</sup> L'impôt sur le capital a pour objet le capital propre.

<sup>2</sup> Le capital propre imposable comprend :

- a) le capital-actions ou le capital social libéré ainsi que les réserves ouvertes et les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices imposés;

a<sup>bis</sup>) ...[96\)](#)

b) la part des fonds étrangers qui joue économiquement le rôle de capital propre (sous-capitalisation).

<sup>2bis</sup> Est imposable au moins le capital-actions ou le capital social libéré.[28\)](#)

<sup>3</sup> Le capital propre imposable des sociétés de capitaux et sociétés coopératives en liquidation ainsi que celui des associations, fondations et autres personnes morales correspond à leur fortune nette.

<sup>4</sup> Les placements collectifs de capitaux sont assujettis à l'impôt sur le capital pour la fortune que représentent les immeubles détenus en propriété directe.[52\)](#)

Evaluation des réserves

**Art. 80** Les réserves imposables sont déterminées sur la base des livres de comptabilité et d'après les circonstances effectives.

Associations, fondations et placements collectifs de capitaux

**Art. 81**[116\)](#) Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 50 000 francs\* de leur capital imposable. La déduction est portée au double du montant précité pour les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux.

Calcul de l'impôt

**Art. 82**[27\)94\)](#) <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le capital équivaut à 0,375 ‰ du capital propre imposable.

<sup>2</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le capital propre afférent aux droits de participation visés à l'article 78, aux brevets et droits comparables visés à l'article 70a ainsi qu'aux prêts consentis à des sociétés du groupe est de 0,05 ‰.

## CHAPITRE IV : Sociétés holding et de domicile

**Art. 83 à 84b**[96\)](#)

## CHAPITRE V : Imposition dans le temps

Période fiscale

**Art. 85** <sup>1</sup> Les impôts sur le bénéfice et sur le capital sont fixés et prélevés pour la période fiscale; celle-ci correspond à l'exercice commercial.

<sup>2</sup> Chaque année civile, l'année de fondation exceptée, les contribuables doivent procéder à la clôture de leurs comptes et établir un bilan et un compte de pertes et profits; la même obligation leur incombe en cas de transfert du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, ainsi qu'à la fin de la liquidation.[27\)](#)

Base  
d'évaluation

**Art. 86** <sup>1</sup> Le bénéfice imposable est déterminé d'après le résultat de la période fiscale; lorsque l'exercice comprend plus ou moins de douze mois, le taux de l'impôt sur le bénéfice est fixé compte tenu d'un bénéfice net calculé sur douze mois.

<sup>2</sup> Lors de la liquidation d'une personne morale ou du transfert de son siège, de son administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable à l'étranger, les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices non soumis à l'impôt sont imposées avec le bénéfice net du dernier exercice.[27\)](#)

<sup>3</sup> Le capital imposable est déterminé selon l'état à la fin de la période fiscale.

<sup>4</sup> Lorsque l'exercice commercial est supérieur ou inférieur à douze mois, l'impôt sur le capital est calculé sur la base de la durée de l'exercice en question.[28\)](#)

## TITRE QUATRIEME : Impôt sur les gains immobiliers

### CHAPITRE PREMIER : Généralités

Objet

**Art. 87** <sup>1</sup> L'impôt sur les gains immobiliers a pour objet les gains réalisés lors de l'aliénation d'un immeuble, d'une part d'immeuble ou d'une force hydraulique faisant partie de la fortune privée ou de la fortune commerciale du contribuable, ainsi que lors de l'aliénation de droits à de tels éléments.[27\)](#)

<sup>2</sup> Le bénéfice lié au transfert à un tiers d'un droit grevant un immeuble ne constitue pas un gain immobilier.

<sup>3</sup> Les gains ne sont imposés que s'ils se montent à 4 000 francs au moins.

<sup>4</sup> Sont soumis à l'impôt sur le revenu ou sur le bénéfice, à titre d'exception :

- a) les gains réalisés sur les immeubles dont le contribuable fait le commerce dans l'exercice de sa profession;

- b) les bonifications ou indemnités pour la charge temporaire d'immeubles et de forces hydrauliques constituée par des servitudes, ou par des restrictions de la propriété fondées sur le droit public, et pour l'octroi temporaire de droits personnels à l'exploitation ou à la jouissance; lorsque ces bonifications se rapportent à des actes juridiques équivalant à une aliénation partielle, elles ne sont imposables que dans la mesure où elles excèdent la part au prix d'acquisition;
- c) les sommes amorties conformément au droit fiscal et non imposées, qui sont réalisées lors d'une aliénation (art. 16, al. 2, lettre a);
- d)<sup>54)</sup> les gains réalisés par les placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe.

Assujettissement **Art. 88** <sup>1</sup> Celui qui aliène un immeuble ou une force hydraulique sis dans le Canton, ou celui qui cède un droit à un immeuble est soumis à l'impôt sur les gains immobiliers.

<sup>1bis</sup> Les cohéritiers sont soumis à l'impôt sur les gains immobiliers pour leur participation au gain au sens des articles 619 du Code civil suisse (CC)<sup>8)</sup> et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)<sup>9)</sup>.<sup>28)</sup>

<sup>2</sup> La Confédération, selon le droit fédéral, et l'Etat du Jura sont exonérés de l'impôt sur les gains immobiliers, de même que les communes municipales, les communes mixtes et les syndicats de communes, les Eglises reconnues et leurs paroisses pour les gains qu'elles réalisent sur leur propre territoire. Il en va de même des entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération définies à l'article 69, alinéa 1, lettre k, pour les gains réalisés lors de l'aliénation d'un bien immobilier présentant un lien avec l'activité soumise à concession.<sup>70)</sup>

Aliénation **Art. 89** <sup>1</sup> Toute aliénation qui opère le transfert de la propriété d'un immeuble donne lieu à imposition.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> Sont considérés en particulier comme aliénation la vente, l'échange, l'expropriation, l'apport dans une société, le transfert d'immeubles d'une société à un détenteur de droits de participation, le partage successoral, la dissolution d'une collectivité, la participation du cohéritier au bénéfice (art. 619 CC et 28 à 35 LDFR) et les participations à un gain immobilier fondées sur un droit public.<sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Sont assimilés à une aliénation<sup>27)</sup> :

- a) les actes juridiques qui, relativement au pouvoir de disposer d'un immeuble, équivalent effectivement et économiquement à une aliénation, comme la réalisation de la participation majoritaire à une société immobilière et le transfert à titre onéreux d'un droit d'emption grevant un immeuble;
- b)<sup>27)</sup> la constitution de servitudes de droit privé sur un immeuble ou une force hydraulique ou les restrictions de droit public à la propriété foncière, lorsque celles-ci limitent l'exploitation ou diminuent la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle et qu'elles donnent lieu à une indemnité; l'indemnité n'est pas soumise à l'impôt sur les gains immobiliers lorsqu'elle est imposable comme rendement de la fortune immobilière, notamment lorsqu'elle consiste en un revenu de droit de superficie (art. 19, al. 1, lettre c) ou en un revenu provenant d'un droit à l'exploitation.

<sup>4</sup> Par droit à l'exploitation, il faut entendre en particulier celui d'extraire de la pierre, du gravier, du sable, de la marne, de la tourbe, du charbon et d'autres minéraux, ainsi que celui de prendre ou d'utiliser de l'eau ou la force hydraulique.

Exceptions à  
l'imposition  
a) Non-assujet-  
tissement

#### **Art. 90<sup>29)</sup>**

b) Imposition  
différée

**Art. 91** <sup>1</sup> L'imposition du gain immobilier est différée :

- a)<sup>27)</sup> en cas de remembrement opéré soit en vue de remaniement parcellaire, de l'établissement d'un plan de quartier, de rectification de limites ou d'arrondissement de l'aire agricole, soit dans le cadre d'une procédure d'expropriation ou en raison d'une expropriation imminente;
- b) ...<sup>29)</sup>
- c)<sup>41)52)</sup> en cas de restructurations d'entreprises constituées en raison individuelle ou en société de personnes selon l'article 17 et de personnes morales selon l'article 73; les articles 17, alinéa 3, et 73, alinéas 2 et 4, s'appliquent par analogie;

- d)<sup>[27](#)[41](#)</sup> en cas d'aliénation d'un immeuble faisant partie des immobilisations nécessaires à l'exploitation (art. 28 et 74b), à condition que le produit de cette aliénation soit affecté dans un délai raisonnable à l'acquisition en Suisse d'un immeuble semblable et destiné à remplir la même fonction dans l'entreprise; pour les immeubles agricoles et sylvicoles, l'imposition est également différée si le bien acquis en remplacement appartient au contribuable et est exploité par lui-même, mais qu'il n'a pas la même fonction dans l'entreprise ou si le produit de l'aliénation est affecté à l'amélioration d'immeubles agricoles ou sylvicoles;
- e)<sup>[41](#)</sup> en cas de restructurations d'institutions de prévoyance au sens de l'article 69, alinéa 1, lettre f;
- f)<sup>[28](#)</sup> en cas de transfert de propriété entre époux en rapport avec le régime matrimonial ou en cas de dédommagement de contributions extraordinaires d'un époux à l'entretien de la famille (art. 165 CC) ou de prétentions découlant du droit du divorce, pour autant que les deux époux soient d'accord;
- g)<sup>[28](#)</sup> en cas d'aliénation de l'habitation (maison ou appartement) ayant durablement et exclusivement servi au propre usage de l'aliénateur, dans la mesure où le produit ainsi obtenu est affecté, dans un délai approprié, à l'acquisition ou à la construction en Suisse d'une habitation servant au même usage;
- h)<sup>[28](#)[41](#)</sup> en cas de transfert de propriété par succession (dévolution d'hérédité, partage successoral, legs), donation ou avancement d'hoirie; en cas d'avancement d'hoirie, la gratuité est admise si la prestation du cessionnaire consiste exclusivement :
- en la reprise d'une charge constituée par des créances hypothécaires en faveur de tiers;
  - en la constitution, en cas de cession à des descendants, d'un droit d'habitation ou d'un usufruit en faveur du cédant;
  - en l'engagement de verser des compensations aux cohéritiers.

<sup>2</sup> Lorsque l'immeuble acquis en remploi (lettres d et g de l'alinéa 1) est sis à l'extérieur du Canton et qu'il est aliéné ultérieurement, les gains bruts qui ont fait l'objet d'une imposition différée dans le Canton sont soumis à l'impôt. <sup>[28](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'imposition est différée en raison d'un remploi privé (lettre g de l'alinéa 1) ou d'un remploi commercial (lettre d de l'alinéa 1), l'impôt n'est reporté que pour la part du gain compensée dans le montant réinvesti dans l'immeuble de remplacement. La part des réserves latentes dégagées par la réalisation de l'ancien élément de fortune qui n'est pas réinvestie est soumise à l'impôt sur le revenu. <sup>[28](#)</sup>

## CHAPITRE II : Evaluation du gain immobilier

Principe

**Art. 92** <sup>1</sup> La différence entre le prix de revient de l'immeuble et le produit de l'aliénation constitue le gain immobilier.

<sup>2</sup> Le prix de revient correspond au prix d'acquisition augmenté des impenses.

<sup>3</sup> ...[96\)](#)

Prix d'acquisition  
a) En général

**Art. 93** <sup>1</sup> Le prix d'acquisition correspond au prix d'achat inscrit au registre foncier ou au prix moindre effectivement payé. Un prix plus élevé n'est pris en considération que si le propriétaire précédent a acquitté l'impôt sur le gain immobilier, y compris les amendes fiscales éventuelles, sur la totalité du produit réel de l'aliénation.

<sup>2</sup> Les prestations périodiques portées au compte de l'aliénateur sont capitalisées et font partie du prix d'acquisition, indépendamment de celles qui sont effectivement fournies. Les articles 22, lettre f, et 32, alinéa 1, lettre b, sont réservés.

<sup>3</sup> Le prix d'acquisition d'un immeuble acquis par voie d'échange équivaut au produit imputé à l'acquéreur pour l'immeuble cédé en échange.

<sup>4</sup> Si la dernière aliénation imposable remonte à plus de 30 ans, l'aliénateur peut faire valoir, comme prix d'acquisition, la valeur officielle en vigueur 30 ans auparavant; dans ce cas, la durée de possession (art. 104) est de 30 ans et seules les impenses consenties sur l'immeuble durant ce même laps de temps peuvent être prises en compte.[43\)](#)

b) ...

**Art. 94**[29\)](#)

c) En cas  
d'imposition  
différée

**Art. 95**[27\)](#) <sup>1</sup> Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres c, e, f et h, le prix d'acquisition déterminant est celui de la précédente aliénation imposable.

<sup>2</sup> Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres a, d et g, le prix d'acquisition déterminant est celui de l'immeuble cédé lors de l'aliénation dont l'imposition a été différée.

<sup>3</sup> Lors de l'aliénation d'un immeuble dont l'acquisition ou l'amélioration a donné lieu à une imposition différée, selon l'article 91, alinéa 1, lettres d et g, le gain réinvesti est déduit des dépenses d'investissement.

d) En cas  
d'aliénation  
partielle

**Art. 96** <sup>1</sup> Lorsqu'un immeuble n'est aliéné qu'en partie ou s'il est constitué un droit grevant un immeuble, la part correspondante du prix d'acquisition total sert de base à l'imposition de l'aliénation partielle.

<sup>2</sup> Si le prix d'acquisition n'a pu être imputé entièrement sur le prix de vente, les taxations antérieures sont révisées après la dernière aliénation partielle. Les impôts qui auraient été payés en trop sont remboursés.

<sup>3</sup> La somme de toutes les fractions du prix d'acquisition formées lors des différentes aliénations partielles ne saurait dépasser le montant total du prix d'acquisition.

Impenses

**Art. 97** <sup>1</sup> Les impenses sont les frais inséparablement liés à l'acquisition ou à l'aliénation et les frais qui ont contribué à l'amélioration ou à l'augmentation durable de la valeur de l'immeuble.

<sup>2</sup> En font partie notamment :

- a) les droits de mutation, les frais d'actes et d'enchères (sols par franc);
- b) <sup>27)</sup> les commissions et les frais de courtage usuels ainsi que les frais judiciaires liés à l'achat ou à la vente;
- c) les dépenses qui entraînent une augmentation durable de la valeur de l'immeuble, notamment celles qui sont liées aux nouvelles constructions, aux transformations, aux installations d'eau, d'éclairage et de chauffage, aux constructions de routes, aux améliorations foncières et aux endiguements, y compris les contributions volontaires versées dans ce but à une collectivité publique ou privée, sous déduction toutefois des prestations d'assurances et des subventions fédérales, cantonales et communales;
- d) les contributions imposées aux propriétaires fonciers, notamment les contributions à la construction de routes, trottoirs et conduites;
- e) <sup>27)</sup> la valeur du travail personnel du contribuable qui a augmenté la valeur de l'immeuble pour autant qu'elle ait été imposée au titre de l'impôt sur le revenu;
- f) <sup>27)</sup> les indemnités versées en vue de la constitution d'une servitude ou d'une charge de droit privé ou pour une restriction de droit public limitant l'exploitation ou diminuant la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle ou de la suppression d'un tel droit grevant l'immeuble;



- g) la valeur déterminée des impenses futures, si le contribuable s'engage par contrat à les effectuer dans un proche avenir après l'aliénation;
- h) les frais consacrés à un projet non exécuté spécifiquement conçu pour l'immeuble et irréalisable ailleurs;
- i) <sup>81)</sup> la contribution perçue sur la plus-value résultant de mesures d'aménagement du territoire.

<sup>3</sup> Les frais de gérance et d'entretien courant ne constituent pas des impenses.

<sup>4</sup> Les impenses sont en principe établies au moyen de pièces justificatives. Le Gouvernement détermine par voie d'ordonnance les conditions auxquelles une expertise peut être admise ainsi que le contenu de celle-ci.

Produit

**Art. 98** <sup>1</sup> Le produit de l'aliénation comprend toutes les prestations mises à charge de l'acquéreur. Les prestations périodiques sont comptées à raison de leur valeur en capital. <sup>27)</sup>

<sup>2</sup> En cas d'échange, la valeur vénale vaut comme produit, sous réserve de dispositions conventionnelles correspondant aux conditions économiques.

<sup>3</sup> Lors d'une vente d'immeuble entre une société de capitaux et le détenteur d'une participation importante à cette société, la valeur vénale est considérée comme produit de l'aliénation.

<sup>4</sup> Le montant remis aux cohéritiers au titre de participation au gain selon les articles 619 du Code civil suisse et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural est déduit du produit de l'aliénation. Il en va de même du montant remis à un autre ayant droit en vertu du droit public. L'aliénateur répond solidairement avec le bénéficiaire de la part au gain de l'impôt à payer par ce dernier. <sup>27)</sup>

**Art. 99** <sup>29)</sup>

Imposition dans  
le temps <sup>27)</sup>

**Art. 100** <sup>1</sup> Tous les gains ou pertes de 4 000 francs au moins réalisés par l'aliénateur lors de l'aliénation d'immeubles au cours d'une même année civile sont additionnés en vue de leur imposition, à condition que ces aliénations aient été soumises à l'impôt dans le Canton en raison de l'assujettissement subjectif du contribuable. <sup>27)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les contribuables tenant comptabilité, les gains et les pertes sont additionnés pour autant qu'ils soient réalisés au cours du même exercice commercial. <sup>28)</sup>

<sup>2</sup> Le cas échéant, les décisions de taxation antérieures portant sur le gain de la même période au sens des alinéas 1 et 1bis sont révisées.<sup>[27\)](#)</sup>

**Art. 101**<sup>[96\)](#)</sup>

### CHAPITRE III : Calcul de l'impôt

**Tarif** **Art. 102** L'impôt sur le gain immobilier est calculé sur la base du tarif suivant :

gain imposable (en francs)		taux d'impôt simple
4 000	à 50 000	3,5 %
50 100	à 100 000	4,5 %
100 100	à 200 000	5,5 %
200 100	et plus	6 %

Majoration de  
l'impôt

**Art. 103** <sup>1</sup> Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant moins de cinq ans, l'impôt sur le gain immobilier est majoré selon les règles suivantes :

durée de possession	majoration du montant de l'impôt
moins de 2 ans	50 %
de 2 à moins de 5 ans	25 %

<sup>2</sup> L'impôt sur le gain immobilier n'est pas majoré :

- lorsque l'immeuble est aliéné au cours de la liquidation d'une succession<sup>[27\)](#)</sup>;
- lorsque les circonstances excluent toute intention de spéculation.

Réduction de  
l'impôt

**Art. 104** <sup>1</sup> Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant dix ans au moins, l'impôt sur le gain immobilier est réduit de 1 % par année de possession au-delà de la dixième année et de 2 % par année de possession au-delà de la quarantième année. La déduction maximale est de 50 %.<sup>[22\)94\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La réduction prévue à l'alinéa précédent se calcule dès la dernière aliénation imposable si l'immeuble a été acquis par une transaction donnant lieu à une imposition différée (art. 91).<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[29\)](#)</sup>

## DEUXIEME PARTIE : Impôts communaux

### TITRE PREMIER : Impôts communaux ordinaires

#### Principe

**Art. 105** <sup>1</sup> Les communes municipales, les communes mixtes et les sections de commune perçoivent les impôts communaux ordinaires, à savoir :

- a) l'impôt sur le revenu et sur la fortune;
- b) l'impôt sur le bénéfice et sur le capital;
- c) l'impôt sur les gains immobiliers.

<sup>1bis</sup> En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, les communes prélèvent un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, les règles concernant les impôts cantonaux s'appliquent également aux impôts communaux ordinaires.

#### Quotité

**Art. 106** <sup>1</sup> La quotité des impôts communaux ordinaires est fixée annuellement par la commune lors du vote du budget.

<sup>2</sup> ...<sup>[96\)](#)</sup>

#### Règlement d'impôt

**Art. 107** Le règlement d'impôt de la commune attribue les tâches suivantes aux diverses instances communales :

- a) la tenue du rôle des contribuables;
- b) ...<sup>[71\)](#)</sup>
- c) l'encaissement;
- d) le préavis portant sur une demande de remise d'impôt;
- e) ...<sup>[55\)](#)</sup>
- f) ...<sup>[55\)](#)</sup>.

#### Relations intercommunales a) Principe

**Art. 108** <sup>1</sup> Si le contribuable est lié à plusieurs communes jurassiennes en vertu de rattachements personnels et économiques, chaque commune concernée par un rattachement particulier a droit à la part d'impôt communal correspondante.

<sup>2</sup> Toute modification de l'assujettissement en raison d'un rattachement personnel ou économique est prise en considération à la fin de l'année fiscale.<sup>[27\)](#)</sup>

b) Plan de  
partage

**Art. 109** <sup>1</sup> Le Service des contributions établit un plan de partage des impôts communaux dus par le contribuable aux communes concernées.

<sup>2</sup> Le plan de partage est communiqué au contribuable et aux communes intéressées; il est sujet à réclamation et à recours selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants).

c) Dispositions  
d'exécution

**Art. 110** <sup>1</sup> Le Parlement édicte les dispositions d'exécution nécessaires par voie de décret.

<sup>2</sup> Le décret règle notamment :

- le mode de calcul des parts communales en fonction des différents types de rattachement;
- la procédure de revendication d'une part communale, l'élaboration du plan de partage ainsi que la réclamation et le recours contre ce plan.

d) Droit  
complémentaire

**Art. 111** Les règles régissant la double imposition intercantonale s'appliquent à titre complémentaire aux relations intercommunales.

## **TITRE DEUXIEME : Impôt communal spécial (taxe immobilière)**

Assujettissement

**Art. 112** Les communes et les sections de commune perçoivent, à titre d'impôt spécial, une taxe immobilière sur les immeubles et forces hydrauliques inscrits au registre des valeurs officielles.

Exceptions

**Art. 113** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à la taxe immobilière :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements qui sont exonérés des impôts cantonaux et communaux en vertu du droit fédéral;
- b) les immeubles du Canton, des communes, des syndicats de communes, des Eglises reconnues et des paroisses qui sont directement affectés aux buts de ces collectivités;
- c) <sup>69)</sup> les immeubles des entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération définies à l'article 69, alinéa 1, lettre k, présentant un lien avec l'activité soumise à concession.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les règles générales concernant l'exonération des impôts directs cantonaux et communaux ne s'appliquent pas à la taxe immobilière.

Taux et calcul de la taxe

**Art. 114** <sup>1</sup> La taxe immobilière est calculée en pour mille de la valeur officielle inscrite au registre des valeurs officielles; aucune déduction n'est admise.

<sup>2</sup> Le taux de la taxe varie entre 0,5 ‰ et 1,8 ‰ de la valeur officielle.[70\)](#)

<sup>3</sup> ...[42\)](#)

<sup>4</sup> La commune arrête le taux de la taxe immobilière chaque année lors de l'établissement du budget.

Taxation et perception

**Art. 115** <sup>1</sup> La commune établit le rôle de perception de la taxe sur la base du registre des valeurs officielles. Elle notifie la taxation sur le bordereau de paiement.

<sup>2</sup> La notification est susceptible de réclamation et de recours. Les articles 157 et suivants s'appliquent par analogie.[41\)](#)

<sup>3</sup> Les bordereaux de paiement qui n'ont pas fait l'objet d'une réclamation sont assimilables à des jugements exécutoires au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite[10\)](#).

<sup>4</sup> ...[42\)](#)

## TITRE TROISIEME : Impôts communaux extraordinaires

Principe

**Art. 116** <sup>1</sup> Les communes et les sections de commune peuvent percevoir des impôts extraordinaires.

<sup>2</sup> Les impôts extraordinaires doivent se fonder sur un règlement.

<sup>3</sup> Ils ne sauraient frapper la matière soumise à redevances au profit de l'Etat sauf si la loi le prévoit expressément.

Règlement

**Art. 117** <sup>1</sup> Le règlement qui introduit un impôt communal extraordinaire doit en déterminer l'objet, le mode de calcul, la procédure de taxation, le mode de perception et les sanctions découlant d'une infraction.

<sup>2</sup> Les décisions liées à l'impôt communal extraordinaire sont soumises à opposition et à recours au juge administratif, conformément au Code de procédure administrative[11\)](#).

## TROISIEME PARTIE : Imposition à la source

### TITRE PREMIER : Personnes physiques domiciliées ou en séjour dans le Canton

Personnes  
soumises à  
l'impôt à la  
source

**Art. 118** <sup>1</sup> Les travailleurs étrangers qui, sans être au bénéfice d'un permis d'établissement, sont, au regard du droit fiscal, domiciliés ou en séjour dans le Canton, sont assujettis à un impôt perçu à la source sur le revenu de leur activité dépendante. En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon l'article 37b.[51\)](#)

<sup>2</sup> Les époux qui vivent en ménage commun ne sont pas imposés à la source si l'un d'eux a la nationalité suisse ou est au bénéfice d'un permis d'établissement.[108\)](#)

Prestations  
imposables

**Art. 119** <sup>1</sup> L'impôt est calculé sur le revenu brut.

<sup>2</sup> Sont soumis à l'impôt à la source :

- a) les revenus provenant d'une activité lucrative dépendante au sens de l'article 118, alinéa 1, les revenus accessoires, tels que les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur, ainsi que les prestations en nature, exception faite des frais de formation et de formation continue à des fins professionnelles assumés par l'employeur au sens de l'article 15, alinéa 1bis;
- b) les revenus acquis en compensation; et
- c) les prestations au sens de l'article 18, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants[56\)](#),[70\)](#)[108\)](#)

<sup>3</sup> ...[109\)](#)

Barème

**Art. 120** <sup>1</sup> Le Service des contributions établit le barème des retenues d'après les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sous réserve des gains accessoires.[70\)](#)

<sup>2</sup> Les retenues comprennent l'impôt fédéral, l'impôt cantonal, l'impôt communal et l'impôt ecclésiastique; l'alinéa 5 demeure réservé.

<sup>3</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative, les retenues sont calculées selon un barème particulier qui tient compte de cette double activité.

<sup>4</sup> Le barème tient compte des frais professionnels (art. 24) et des primes et cotisations d'assurances (art. 31, lettres a, c et d) sous forme de forfait, ainsi que des déductions pour double activité des conjoints (art. 32, al. 2) et pour charges de famille (art. 34, al. 1, lettres d, h et i). [22\)70\)](#)

<sup>5</sup> Le Service des contributions doit restituer l'impôt ecclésiastique retenu si une personne soumise à l'impôt à la source en fait la demande en établissant qu'elle n'est pas membre d'une Eglise reconnue; l'article 188 est applicable. [48\)](#)

Substitution à  
l'impôt  
ordinaire [108\)](#)

**Art. 121** <sup>1</sup> L'impôt à la source se substitue aux impôts perçus selon la procédure ordinaire sur le revenu du travail.

<sup>2</sup> et <sup>3</sup> ... [109\)](#)

Taxation  
ordinaire  
ultérieure  
obligatoire

**Art. 121a** [110\)](#) <sup>1</sup> Les personnes imposées à la source en vertu de l'article 118, alinéa 1, sont soumises à une taxation ordinaire ultérieure :

- a) si leurs revenus bruts atteignent ou dépassent un certain montant fixé par le Département fédéral des finances durant une année fiscale; ou
- b) si la fortune et les revenus dont elles disposent ne sont pas soumis à l'impôt à la source.

<sup>2</sup> Sont également soumis à la taxation ordinaire ultérieure les conjoints des personnes définies à l'alinéa 1 dans la mesure où les époux vivent en ménage commun.

<sup>3</sup> Les personnes qui disposent d'une fortune et de revenus visés à l'alinéa 1, lettre b, ont jusqu'au 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée pour demander le formulaire de déclaration d'impôt à l'autorité compétente.

<sup>4</sup> La taxation ordinaire ultérieure s'applique jusqu'à la fin de l'assujettissement à la source. Le montant de l'impôt perçu à la source est imputé sans intérêts.

Taxation  
ordinaire  
ultérieure sur  
demande

**Art. 121b** [110\)](#) <sup>1</sup> Les personnes imposées à la source en vertu de l'article 118, alinéa 1, qui ne remplissent aucune des conditions fixées à l'article 121a peuvent, si elle en font la demande, être soumises à une taxation ultérieure selon la procédure ordinaire.

<sup>2</sup> La demande s'étend également au conjoint qui vit en ménage commun avec la personne qui a demandé une taxation ordinaire ultérieure.

<sup>3</sup> La demande doit avoir été déposée au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée. Les personnes qui quittent la Suisse doivent avoir demandé la taxation ordinaire ultérieure au moment du dépôt de la déclaration de départ.

<sup>4</sup> A défaut d'une taxation ordinaire ultérieure sur demande, l'impôt à la source se substitue aux impôts cantonal, communal et ecclésiastique sur le revenu de l'activité lucrative perçus selon la procédure ordinaire. Aucune déduction ultérieure supplémentaire n'est accordée.

<sup>5</sup> L'article 121a, alinéa 4, est applicable.

**TITRE DEUXIEME : Personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal et personnes morales qui n'ont ni leur siège ni leur administration effective en Suisse<sup>108)</sup>**

Personnes  
soumises à  
l'impôt à la  
source

**Art. 122** <sup>1</sup> Les personnes physiques énumérées ci-après qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal et les personnes morales énumérées ci-après qui n'ont ni leur siège ni leur administration effective en Suisse sont soumises à l'impôt à la source<sup>108)</sup> :

- a)<sup>70)</sup> les travailleurs qui exercent dans le Canton une activité lucrative dépendante pendant de courtes périodes, durant la semaine ou comme frontaliers, sur le revenu de leur activité;
- b)<sup>22)</sup> les artistes, sportifs et conférenciers, sur le revenu de leur activité personnelle dans le Canton, y compris les revenus et les indemnités qui ne sont pas versés à l'artiste, au sportif ou au conférencier lui-même, mais au tiers qui a organisé ses activités; l'organisateur du spectacle est solidairement responsable du paiement de l'impôt;
- c)<sup>70)</sup> les membres de l'administration ou de la direction de personnes morales ayant leur siège ou leur administration effective dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur et autres rémunérations qui leur sont versés;
- d)<sup>70)</sup> les membres de l'administration ou de la direction d'entreprises étrangères ayant un établissement stable dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur et autres rémunérations qui leur sont versés par l'intermédiaire de l'établissement stable;
- e) les personnes titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton, sur les intérêts qui leur sont versés;



- f) les personnes qui, ensuite d'une activité pour le compte d'autrui régie par le droit public, reçoivent des pensions, des retraites ou d'autres prestations d'un employeur ou d'une caisse de prévoyance qui a son siège dans le Canton, sur ces prestations;
- f)<sup>bis</sup><sup>23)</sup> les bénéficiaires de revenus provenant d'institutions suisses de prévoyance professionnelle de droit privé ou procurés selon des formes reconnues de prévoyance individuelle liée, sur ces revenus;
- g) les personnes qui, travaillant dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur ayant son siège ou un établissement stable dans le Canton, sur ces prestations;
- h) ...<sup>24)</sup>
- i)<sup>69)</sup> les personnes domiciliées à l'étranger au moment où elles perçoivent des avantages appréciables en argent provenant d'options de collaborateur non négociables (art. 15b, al. 3); ces avantages sont imposés proportionnellement conformément à l'article 15d;
- j)<sup>110)</sup> les bénéficiaires de prestations au sens de l'article 18, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>56)</sup>, sur ces prestations.

<sup>2</sup> En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon la procédure simplifiée de l'article 37b.<sup>108)</sup>

<sup>3</sup> Le régime fiscal applicable au travailleur frontalier se fonde sur les conventions en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi que sur les accords relatifs à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers.<sup>86)</sup>

Taxation  
ordinaire  
ultérieure sur  
demande

**Art. 122a<sup>110)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes soumises à l'impôt à la source en vertu de l'article 122, alinéa 1, lettres a et g, peuvent demander, au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée, une taxation ordinaire pour chaque période fiscale dans un des cas suivants :

- a) une part prépondérante de leurs revenus mondiaux, y compris les revenus de leur conjoint, est imposable en Suisse;
- b) leur situation est comparable à celle d'un contribuable domicilié en Suisse;  
ou
- c) une taxation ordinaire ultérieure est nécessaire pour faire valoir leur droit à des déductions prévues par une convention contre les doubles impositions.

<sup>2</sup> Le montant perçu à la source est imputé sans intérêts.

Taxation  
ordinaire  
ultérieure d'office

**Art. 122b<sup>110)</sup>** En cas de situation problématique manifeste, notamment en ce qui concerne les déductions forfaitaires calculées dans le taux d'imposition à la source, les autorités cantonales compétentes peuvent demander d'office une taxation ordinaire ultérieure en faveur ou en défaveur du contribuable.

Prestations  
imposables

**Art. 123** <sup>1</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres a et g, l'impôt à la source est perçu selon les dispositions des articles 118 à 120.

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 8,30 % pour des recettes journalières jusqu'à 220 francs<sup>\*</sup>;
- b) 12,45 % pour des recettes journalières de 221 francs<sup>\*</sup> à 1 100 francs<sup>\*</sup>;
- c) 16,60 % pour des recettes journalières de 1 101 francs<sup>\*</sup> à 3 300 francs<sup>\*</sup>;
- d) 20,75 % pour des recettes journalières supérieures à 3 300 francs<sup>\*</sup>.<sup>116)</sup>

<sup>2bis</sup> Les frais d'acquisition s'élèvent à :

- a) à 50 % des revenus bruts pour les artistes;
- b) à 20 % des revenus bruts pour les sportifs et les conférenciers.<sup>110)</sup>

<sup>3</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f<sup>bis</sup>, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

- a) 16,60 % pour les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations (art. 122, al. 1, lettres c et d);
- b) 12,45 % pour les intérêts de créances hypothécaires (art. 122, al. 1, lettre e);
- c) 8,30 % pour les pensions, retraites ou autres prestations (art. 122, al. 1, lettres f et f<sup>bis</sup>); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :
  - 5,0 % pour les 53 600 premiers francs<sup>\*</sup>;
  - 6,0 % pour les 32 100 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 6,5 % pour les 32 100 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 7,0 % pour les 32 100 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 7,5 % au-delà.<sup>116)</sup>

<sup>4</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre i, l'impôt à la source est perçu sur l'avantage appréciable en argent au taux de 20 %.<sup>69)</sup>

<sup>5</sup> L'impôt n'est pas perçu lorsque les revenus bruts imposables définis aux alinéas 2 et 3 n'atteignent pas les montants fixés par le Gouvernement.<sup>69)</sup>

Substitution à  
l'impôt ordinaire

**Art. 124** <sup>1</sup> L'impôt à la source se substitue à l'impôt cantonal, à l'impôt communal et à l'impôt ecclésiastique perçus selon la procédure ordinaire. [22\)](#)

<sup>2</sup> L'article 120, alinéa 5, est applicable.

<sup>3</sup> Aucune déduction ultérieure supplémentaire n'est accordée. Pour les couples mariés à deux revenus, il est possible de prévoir une correction du revenu déterminant pour le taux d'imposition du conjoint. [110\)](#)

### TITRE TROISIEME : Débiteur

Obligations du  
débiteur des  
prestations  
imposables

**Art. 125** <sup>1</sup> Le débiteur des prestations imposables a l'obligation :

- a) de retenir l'impôt à l'échéance des prestations en espèces et de prélever auprès du contribuable l'impôt dû sur les autres prestations, en particulier sur les revenus en nature et les pourboires;
- b) de remettre au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu;
- c) [22\)48\)](#) de verser périodiquement les impôts au Service des contributions, d'établir à l'intention de celui-ci les relevés correspondants et de lui permettre de consulter tous les documents utiles au contrôle de la perception;
- d) [69\)](#) de verser la part proportionnelle de l'impôt sur les options de collaborateur exercées à l'étranger; l'employeur doit la part proportionnelle de l'impôt même si l'avantage appréciable en argent est versé par une société du groupe à l'étranger.

<sup>2</sup> Le débiteur des prestations imposables est responsable du paiement de l'impôt à la source.

<sup>3</sup> Il doit également retenir l'impôt lorsque le contribuable est assujetti dans un autre canton.

<sup>4</sup> Le débiteur des prestations imposables reçoit une commission de perception fixée par le Gouvernement et comprise entre 1 % et 2 % du montant total de l'impôt à la source. Pour les prestations en capital, la commission de perception s'élève à 1 % du montant total de l'impôt à la source, mais au plus à 50 francs par prestation en capital en ce qui concerne l'impôt à la source de la Confédération, des cantons et des communes. [22\)108\)](#)

Taxation par le  
Service des  
contributions

**Art. 126** <sup>1</sup> Si le débiteur des prestations imposables ne perçoit pas, en tout ou en partie, l'impôt à la source, le Service des contributions décide du montant à payer.

<sup>2</sup> Le débiteur des prestations imposables, le contribuable et la commune intéressée peuvent former réclamation et recours contre une telle décision selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants).<sup>[48\)](#)</sup>

#### **TITRE QUATRIEME : Compétence territoriale et relations intercantionales**<sup>[108\)](#)</sup>

Compétence  
territoriale

**Art. 127**<sup>[22\)](#)[108\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le débiteur de la prestation imposable calcule et prélève l'impôt à la source selon la présente loi dans les cas suivants :

- a) pour les travailleurs définis à l'article 118 lorsqu'ils sont domiciliés ou en séjour dans le canton au regard du droit fiscal à l'échéance de la prestation imposable; il en va de même pour les travailleurs au sens de l'article 122 lorsqu'ils sont résidents à la semaine;
- b) pour les personnes définies à l'article 122, alinéa 1, lettres a et c à i, lorsque le débiteur de la prestation imposable est domicilié ou séjourne dans le canton au regard du droit fiscal ou y dispose de son siège ou de son administration à l'échéance de la prestation imposable; lorsque la prestation imposable est versée par un établissement stable situé dans un autre canton ou par un établissement stable appartenant à une entreprise dont le siège ou l'administration effective ne se situe pas en Suisse, le calcul et le prélèvement sont régis par le droit du canton dans lequel l'établissement stable se situe;
- c) pour les personnes définies à l'article 122, alinéa 1, lettre b, lorsqu'elles exercent leur activité dans le canton.

<sup>2</sup> Est compétent pour la taxation ordinaire ultérieure :

- a) pour les travailleurs au sens de l'alinéa 1, lettre a : le canton dans lequel le contribuable était domicilié ou en séjour au regard du droit fiscal à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement;
- b) pour les personnes au sens de l'alinéa 1, lettre b : le canton dans lequel le contribuable exerçait son activité à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement;
- c) pour les travailleurs résidant à la semaine : le canton dans lequel le contribuable séjournait à la semaine à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.

Relations  
intercantonales

<sup>3</sup> En cas de taxation ordinaire ultérieure, le canton compétent a droit aux montants d'impôt à la source retenus par d'autres cantons au cours de l'année civile. Si l'impôt perçu est trop élevé, la différence est remboursée au travailleur; s'il est insuffisant, la différence est réclamée a posteriori.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 128** Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution.

## QUATRIEME PARTIE : Taxation et perception

### TITRE PREMIER : Procédure de taxation

#### CHAPITRE PREMIER : Autorités

Autorités

**Art. 129** <sup>1</sup> Le Service des contributions et ses sections appliquent la présente loi en collaboration avec les communes.

<sup>2</sup> Ils pourvoient à une taxation uniforme et correcte.

<sup>3</sup> Ils règlent la tenue du registre des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, ainsi que des registres d'impôts.

<sup>4</sup> Ils sont soumis à la surveillance du Département des Finances et à la haute surveillance du Gouvernement.

<sup>5</sup> Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour leur collaboration.

Devoirs des  
autorités  
a) En général

**Art. 130** <sup>1</sup> Les autorités fiscales procèdent selon les règles générales qui régissent l'activité administrative (art. 20 à 29 et 39 à 43 du Code de procédure administrative).

<sup>2</sup> Elles agissent en particulier selon les principes de la légalité, de l'égalité, de la bonne foi et de la diligence.

b) Secret

**Art. 131** <sup>1</sup> Les membres des autorités fiscales sont tenus de garder le secret sur les faits parvenus à leur connaissance dans l'exercice de leur fonction.

<sup>2</sup> Ils ne fournissent des renseignements à d'autres autorités que lorsqu'une disposition légale exprime le leur enjoint ou en présence d'un intérêt public prépondérant.

<sup>3</sup> L'obligation du secret peut être levée par le contribuable.

Organisation,  
procédure

**Art. 132** Un décret du Parlement réglemente l'organisation des autorités chargées de la taxation et la procédure.

## CHAPITRE II : Droits et obligations du contribuable

### SECTION 1 : Droits du contribuable

Droit d'allégation

**Art. 133** <sup>1</sup> La taxation est arrêtée sur la base d'une déclaration d'impôt déposée par le contribuable.

<sup>2</sup> Le contribuable a le droit de fournir tous les éléments qu'il juge utiles pour la détermination de sa taxation.

<sup>3</sup> Il peut offrir des moyens de preuve et requérir des actes d'instruction.

<sup>4</sup> L'autorité est tenue d'examiner les faits allégués par le contribuable ainsi que les preuves offertes, et d'administrer les preuves requises, dans la mesure où ces moyens ne paraissent pas d'emblée dénués de pertinence.

Droit d'être  
entendu

**Art. 134** <sup>1</sup> Le contribuable jouit du droit d'être entendu. Toutefois, l'autorité n'est pas tenue de l'entendre avant la notification de la décision de taxation.

<sup>2</sup> Lorsqu'il apparaît que la décision de taxation différera dans une mesure importante de la déclaration déposée par le contribuable, l'autorité a la faculté de l'entendre avant la notification de la décision.

<sup>3</sup> L'autorité invite le contribuable à faire valoir son point de vue verbalement ou par écrit.

Droit de  
consulter le  
dossier

**Art. 135** <sup>1</sup> Le contribuable a le droit de consulter son dossier. Les époux qui doivent être taxés conjointement ont un droit de consultation réciproque.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La consultation des pièces autres que celles que le contribuable a déposées peut être refusée aussi longtemps que les faits ne sont pas établis, ou lorsque des intérêts publics ou privés importants l'exigent.

<sup>3</sup> Une pièce dont la consultation lui a été refusée ne peut être utilisée au détriment du contribuable que si l'autorité lui en a communiqué, oralement ou par écrit, le contenu essentiel en lui donnant la possibilité de s'exprimer à ce sujet.

Représentation

**Art. 136<sup>[27\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Dans la mesure où la collaboration personnelle du contribuable n'est pas nécessaire, celui-ci a le droit de se faire représenter par un mandataire, qui établit ses pouvoirs par le dépôt d'une procuration.

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun n'ont pas mandaté de représentant commun ou n'ont pas désigné conjointement une personne autorisée à recevoir le courrier, toute notification doit être adressée aux deux époux conjointement.

<sup>3</sup> ...<sup>[71\)](#)</sup>

Notification

**Art. 136a<sup>[69\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions sont notifiées au contribuable par écrit et indiquent les voies de droit.

<sup>2</sup> Le contribuable ayant son domicile ou son siège à l'étranger est tenu de désigner un représentant ou une adresse de notification en Suisse.

<sup>3</sup> Lorsque le contribuable n'a pas de domicile ou de siège connu ou qu'il se trouve à l'étranger, sans avoir de représentant ou d'adresse de notification en Suisse, les décisions lui sont notifiées valablement par publication au Journal officiel.

Renvoi au Code de procédure administrative

**Art. 137** Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>[11\)](#)</sup> est applicable par analogie.

## SECTION 2 : Obligations du contribuable

Collaboration

**Art. 138** <sup>1</sup> Le contribuable est tenu de remettre à l'autorité une déclaration exacte et complète et d'y joindre toutes les pièces qui justifient ses indications ou qu'il doit fournir.

<sup>2</sup> Il communique à l'autorité, sur demande, tous les renseignements nécessaires à une taxation exacte.

<sup>3</sup> Il lui soumet ses livres d'affaires et tous autres documents déterminants.

<sup>4</sup> Les personnes physiques dont le revenu provient d'une activité lucrative indépendante et les personnes morales doivent joindre à leur déclaration :

- a) les comptes annuels signés (bilan, compte de résultat) concernant la période fiscale; ou
- b) en cas de tenue d'une comptabilité simplifiée en vertu de l'article 957, alinéa 2, du Code des obligations<sup>2)</sup> : un relevé des recettes et des dépenses, de l'état de la fortune (un détail des actifs, notamment l'état des stocks et des débiteurs, et des passifs) ainsi que des prélèvements et apports privés concernant la période fiscale.<sup>83)</sup>

<sup>4bis</sup> Le mode de tenue et de conservation des documents visés à l'alinéa 4 est régi par les articles 957 à 958f du Code des obligations<sup>2)</sup>.<sup>28)83)</sup>

<sup>5</sup> Le contribuable informe l'autorité des faits susceptibles de modifier la base d'évaluation ou l'assujettissement.

Défaillance et  
insoumission

**Art. 139** <sup>1</sup> Le contribuable qui, de manière fautive, ne donne pas suite aux réquisitions de l'autorité est réputé renoncer à être entendu.

<sup>2</sup> Il répond des frais qui en résultent.

<sup>3</sup> Les prescriptions relatives aux infractions demeurent réservées.

Taxation d'office

**Art. 140** <sup>1</sup> Le contribuable est taxé d'office si, malgré sommation, il n'a pas satisfait à ses obligations de procédure ou si ses éléments imposables ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes.

<sup>2</sup> Dans ce cas, l'autorité procède par appréciation en se fondant sur des coefficients expérimentaux, sur l'évolution de fortune ou sur la dépense du contribuable.



### CHAPITRE III : Dispositions générales de procédure

Instruction	<p><b>Art. 141</b> <sup>1</sup> L'autorité de taxation prend d'office les mesures nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.</p> <p><sup>2</sup> Elle peut ordonner des auditions, procéder à des expertises comptables et exiger la production de tous documents utiles.</p>
Auditions et expertises	<p><b>Art. 142</b> <sup>1</sup> Le résultat de toute audition est consigné par écrit. Le contribuable en atteste la véracité par sa signature.</p> <p><sup>2</sup> Le rapport consécutif à une expertise est en principe soumis au contribuable et approuvé ou contesté par lui séance tenante. S'il est établi ultérieurement, il est notifié à l'intéressé qui peut se prononcer à son sujet dans le délai imparti par l'autorité.</p> <p><sup>3</sup> Si l'expertise révèle que la déclaration du contribuable était notablement inférieure à la réalité, celui-ci en supporte les frais.</p>
Obligation de renseigner a) Collaboration entre les autorités	<p><b>Art. 143</b> <sup>1</sup> Les autorités fiscales se communiquent gratuitement toutes les informations utiles et s'autorisent réciproquement à consulter leurs dossiers.</p> <p><sup>1bis</sup> Lorsqu'il ressort de la déclaration d'impôt d'un contribuable ayant son domicile ou son siège dans le Canton qu'il est aussi assujetti à l'impôt dans un autre canton, l'autorité de taxation porte le contenu de sa déclaration et sa taxation à la connaissance des autorités fiscales de l'autre canton. <a href="#">28)</a></p> <p><sup>2</sup> Les autorités de la Confédération, des cantons, des districts et des communes transmettent, sur demande, aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi, tout renseignement qui peut être important pour son application. Les autorités de l'Etat, des districts et des communes signalent spontanément à celles-ci les cas qui pourraient avoir fait l'objet d'une imposition incomplète. <a href="#">27)41)</a></p> <p><sup>3</sup> En particulier, le conservateur du Registre foncier annonce au Service des contributions dans les 8 jours tout fait parvenu à sa connaissance qui peut donner lieu à un gain immobilier. <a href="#">28)</a></p>

<sup>4</sup> Les organes des collectivités et des établissements auxquels ont été déléguées des tâches incombant à une administration publique sont assimilés, en ce qui concerne le devoir de collaborer, aux autorités mentionnées au deuxième alinéa.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Les organes de La Poste Suisse et des établissements publics de crédit sont libérés de l'obligation de donner des renseignements et des informations concernant les faits sur lesquels ils doivent garder le secret en vertu de dispositions légales spéciales.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>6</sup> Les autorités visées aux alinéas 1 et 2 sont habilitées à utiliser systématiquement le numéro d'assuré AVS pour l'accomplissement de leurs tâches légales, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>[56\)](#), [54\)](#)</sup>

Traitement des données

**Art. 143a<sup>[43\)](#)</sup>** <sup>1</sup> L'Administration fédérale des contributions et les autorités citées à l'article 143, alinéa 1, échangent les données qui peuvent être utiles à l'accomplissement de leurs tâches. Les autorités citées à l'article 143, alinéa 2, communiquent aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi les données qui peuvent être importantes pour son exécution.

<sup>2</sup> Les données sont communiquées dans des cas d'espèce ou sous forme de listes ou encore sur des supports de données électroniques. Elles peuvent également être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel. Cette assistance administrative est gratuite.

<sup>3</sup> Est obligatoire la communication de toutes les données qui peuvent servir à la taxation et à la perception des impôts, notamment :

- a) l'identité;
- b) l'état civil, le lieu de domicile ou de séjour, l'autorisation de séjour et l'activité lucrative;
- c) les opérations juridiques;
- d) les prestations des collectivités publiques.

Transmission de documents fiscaux à fin d'impression

**Art. 143b<sup>[114\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les autorités fiscales sont autorisées à transmettre, à fin d'impression, à une autre unité administrative des documents soumis au secret fiscal et susceptibles de contenir des données personnelles, y compris sensibles.

<sup>2</sup> L'entité mandatée supprime toutes les données en sa possession après l'accomplissement de sa tâche.

<sup>3</sup> Toute personne collaborant, à un titre ou un autre, avec ou au sein de l'entité tierce mandatée et susceptible de prendre connaissance du contenu des documents mentionnés à l'alinéa premier est soumise aux mêmes obligations que les collaborateurs des autorités fiscales. Ils sont en particulier soumis au secret de fonction et aux règles cantonales en matière de protection des données.

<sup>4</sup> Pour le surplus, le Gouvernement prend, de manière contractuelle, les autres mesures utiles à la préservation du secret fiscal, en particulier sur les plans organisationnel, technique et procédural. Il désigne notamment l'entité mandatée et définit l'étendue du mandat.

b) Attestations  
de tiers

**Art. 144** <sup>1</sup> Sont tenus de remettre des attestations écrites au contribuable :

- a) <sup>27)</sup> les créanciers et les débiteurs, sur l'existence, le montant et les intérêts des dettes et des créances, ainsi que sur les sûretés dont elles sont assorties;
- b) <sup>52)</sup> les assureurs, sur la valeur fiscale des assurances-vie et sur les prestations versées ou dues en vertu d'un contrat d'assurance;
- c) <sup>27)</sup> les institutions de prévoyance, sur les montants, les primes et les cotisations reçus;
- d) les personnes qui ont ou ont eu des relations contractuelles avec le contribuable, sur les prétentions et prestations réciproques qui en découlent;
- e) <sup>28)</sup> les fiduciaires, gérants de fortune, créanciers gagistes, mandataires et autres personnes qui ont ou avaient la possession ou l'administration de la fortune du contribuable, sur cette fortune et les revenus de celle-ci.

<sup>2</sup> Les autorités fiscales peuvent exiger ces attestations directement du tiers lorsque, malgré sommation, le contribuable ne les produit pas. En cas d'insoumission, l'article 139 s'applique par analogie. <sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Le secret professionnel légalement protégé demeure réservé.

c) Informations  
de tiers

**Art. 145** <sup>1</sup> Pour chaque période fiscale, une attestation est remise aux autorités fiscales par :

- a) <sup>70)</sup> l'employeur, sur ses prestations au travailleur, sur les montants versés par les caisses de retraite, de chômage, de compensation et d'autres institutions semblables, ainsi que sur l'attribution et l'exercice de participations de collaborateur (art. 15a) et sur les avantages appréciables en argent en dérivant (art. 15b et 15c);
- b) les personnes morales, sur les prestations versées aux membres de l'administration ou d'autres organes;

- c) les fondations, en outre, sur les prestations fournies à leurs bénéficiaires;
- d)<sup>[27\)](#)</sup> les sociétés simples et les sociétés de personnes, sur tous les éléments qui revêtent de l'importance pour la taxation de leurs associés, notamment sur la part de ceux-ci au revenu et à la fortune de la société; un double de l'attestation est adressé au contribuable;
- e)<sup>[52\)](#)</sup> les placements collectifs de capitaux, sur les éléments déterminants pour l'imposition des immeubles détenus en propriété directe et leur rendement;
- f)<sup>[28\)](#)</sup> les institutions de prévoyance, sur les prestations servies au titre de la prévoyance professionnelle et de la prévoyance individuelle liée.

<sup>2</sup> Les associés, les copropriétaires et les propriétaires communs renseignent l'autorité sur leurs rapports de droit avec le contribuable, notamment sur sa part, ses droits et ses revenus.

#### Parties

**Art. 146** <sup>1</sup> Sont parties à la procédure de taxation le Service des contributions, agissant le cas échéant par ses sections, la commune et le contribuable.

<sup>2</sup> La commune collabore à la taxation; elle jouit des droits de réclamation et de recours. Elle n'est cependant pas partie à la procédure si la réclamation ou le recours émane d'une autre partie.

#### Subrogation

**Art. 147** <sup>1</sup> Les héritiers du contribuable, son tuteur, son curateur, dans la mesure où cela entre dans le cadre de sa mission, ou le liquidateur lui sont subrogés dans une procédure de taxation en cours.<sup>[68\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les hoirs désignent un représentant commun dans un délai convenable; à défaut, celui-ci est nommé par le Service des contributions.

#### Situation des époux

**Art. 148** <sup>1</sup> Les époux qui vivent en ménage commun sont tous deux titulaires des droits et obligations que la loi confère au contribuable. Ils agissent conjointement et signent tous les deux les actes de procédure destinés à l'autorité.

<sup>2</sup> La déclaration d'impôt doit porter les deux signatures. Lorsqu'elle n'est signée que par l'un des conjoints, un délai est accordé à l'époux qui n'a pas signé. Si le délai expire sans avoir été utilisé, la représentation contractuelle entre époux est supposée établie.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Pour que les recours et autres écrits soient réputés introduits en temps utile, il suffit que l'un des époux ait agi dans les délais.<sup>[28\)](#)</sup>

Délais	<b>Art. 149</b> Pour les délais et leur restitution font règle, par analogie, les dispositions du Code des obligations (art. 76 et suivants) et du Code de procédure administrative (art. 44 à 48).
Sommes arrondies	<p><b>Art. 150</b> <sup>1</sup> Les taxations relatives aux impôts sur le revenu, sur le bénéfice et sur les gains immobiliers sont arrondies à la centaine de francs inférieure.</p> <p><sup>2</sup> Les taxations relatives aux impôts sur la fortune et le capital propre sont arrondies au millier de francs inférieur.</p>
Prescription du droit de taxer	<p><b>Art. 151</b> <sup>27)</sup> <sup>1</sup> Le droit de procéder à la taxation se prescrit par cinq ans à compter de la fin de l'année fiscale.</p> <p><sup>2</sup> La prescription ne court pas ou est suspendue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) pendant les procédures de réclamation, de recours ou de révision;</li> <li>b) aussi longtemps que la créance d'impôt est garantie par des sûretés ou que le recouvrement est ajourné;</li> <li>c) aussi longtemps que le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou n'y est pas en séjour.</li> </ul> <p><sup>3</sup> Un nouveau délai de prescription commence à courir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) lorsque l'autorité prend une mesure tendant à fixer ou faire valoir la créance d'impôt et en informe le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt;</li> <li>b) lorsque le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui reconnaît expressément la dette d'impôt;</li> <li>c) lorsqu'une poursuite pénale est introduite à la suite de soustraction d'impôt consommée ou de délit fiscal.</li> </ul> <p><sup>4</sup> La prescription du droit de procéder à la taxation est acquise dans tous les cas 15 ans après la fin de l'année fiscale.</p>
Conservation des documents sous forme électronique	<b>Art. 151a</b> <sup>69)</sup> Le Service des contributions peut procéder à l'enregistrement électronique des déclarations d'impôt ainsi que des annexes et autres documents réunis sur un support papier.
Elimination des documents sous forme papier	<b>Art. 151b</b> <sup>69)</sup> Après enregistrement électronique par le Service des contributions, les déclarations d'impôt ainsi que les annexes et autres documents réunis sur un support papier pourront être éliminés.

## CHAPITRE IV : Déroulement de la procédure

Lieu de taxation

**Art. 152** <sup>1</sup> Le lieu de taxation est déterminé par le rattachement personnel ou, à défaut, par le rattachement économique du contribuable.

<sup>2</sup> S'il existe plusieurs rattachements économiques, le lieu de taxation est déterminé par l'endroit où se trouvent les valeurs imposables les plus élevées à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement. [41\)](#)

<sup>3</sup> En cas d'incertitude ou de conflit entre communes (jurassiennes ou hors canton), le Service des contributions fixe le lieu de la taxation et procède à l'instruction du dossier. [52\)83\)](#)

Remise de la  
déclaration  
d'impôt

**Art. 153** <sup>1</sup> Pour les impôts périodiques, la commune et le Service des contributions remettent les déclarations d'impôt à tous les contribuables jusqu'à la fin du mois de janvier qui suit l'année fiscale. [27\)](#)

<sup>2</sup> Les déclarations d'impôt sont établies sur la base du rôle des contribuables tenu par la commune, conformément au décret qui règle la procédure de taxation et aux directives du Service des contributions.

<sup>3</sup> Après l'envoi des déclarations d'impôt, le Service des contributions invite par avis public les contribuables à les remplir et à les déposer dans le délai légal.

<sup>4</sup> Lorsque l'assujettissement naît au cours de la période fiscale, ainsi que pour l'impôt sur les gains immobiliers, la déclaration d'impôt est remise au contribuable dès que l'autorité a connaissance de l'événement qui déclenche l'imposition.

<sup>5</sup> Le contribuable n'est pas libéré de ses obligations fiscales par le fait de n'avoir reçu aucune déclaration d'impôt. Il est en particulier tenu d'annoncer spontanément ses gains immobiliers.

Dépôt de la  
déclaration  
d'impôt

**Art. 154** <sup>1</sup> Le contribuable dépose sa déclaration d'impôt sur un support papier ou par voie électronique, jusqu'à la fin du mois de février qui suit l'année fiscale ou 30 jours après sa réception. [27\)70\)](#)

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable ne remet pas sa déclaration dans le délai légal, ou lorsqu'elle s'avère incomplète, l'autorité lui fixe un délai de 10 jours pour se conformer à ses obligations.

<sup>3</sup> Sur demande, le Service des contributions peut prolonger le délai de remise de la déclaration.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Dans tous les cas, la déclaration complète doit être déposée jusqu'à la fin du mois d'octobre de l'année qui suit l'année fiscale ou six mois après réception, faute de quoi la taxation est arrêtée d'office.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.<sup>[69\)](#)</sup>

#### Transmission

**Art. 155<sup>[70\)](#)</sup>** La commune transmet à bref délai les déclarations d'impôt reçues ainsi que les annexes et les autres documents nécessaires au Service des contributions.

#### Décision de taxation

**Art. 156** <sup>1</sup> Le Service des contributions contrôle la déclaration d'impôt et procède aux investigations nécessaires.

<sup>2</sup> Si les données fournies demeurent insuffisantes, le Service des contributions procède à la taxation d'office (art. 140).

<sup>3</sup> Il communique la décision de taxation au contribuable en lui indiquant les modifications apportées à sa déclaration ainsi que les voies de droit.

<sup>4</sup> La commune obtient l'état des décisions communiquées à ses contribuables.

#### Obligations de procédure

**Art. 156a<sup>[23\)](#)</sup>** Le contribuable et le débiteur des prestations imposables doivent, sur demande des autorités fiscales, donner tous renseignements oraux ou écrits au sujet des éléments déterminants pour la perception de l'impôt à la source. Les articles 141 à 145 s'appliquent par analogie.

#### Décisions

**Art. 156b<sup>[23\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune contestent la retenue d'impôt, ils peuvent exiger que le Service des contributions rende une décision relative à l'existence et à l'étendue de l'assujettissement jusqu'à la fin du mois de mars de l'année qui suit l'échéance de la prestation.

<sup>1bis</sup> Le contribuable peut, au surplus, jusqu'au 31 mars de l'année fiscale qui suit l'échéance de la prestation, exiger que le Service des contributions rende une décision relative à l'existence et l'étendue de l'assujettissement :

a) s'il conteste l'impôt à la source indiqué sur l'attestation mentionnée à l'article 125, alinéa 1, lettre b; ou

b) si l'employeur ne lui a pas remis l'attestation mentionnée à l'article 125, alinéa 1, lettre b.<sup>[110\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le débiteur de la prestation imposable est tenu de retenir l'impôt jusqu'à l'entrée en force de la décision.

<sup>3</sup> L'impôt retenu dû par le débiteur de la prestation imposable, après sommation, lui est notifié par décision du Service des contributions.<sup>[69\)](#)</sup>

Païement  
complémentaire  
et restitution  
d'impôt

**Art. 156c**<sup>[23\)](#)</sup> <sup>1</sup> Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue insuffisante ou n'en a effectué aucune, le Service des contributions l'oblige à s'acquitter de l'impôt qui n'a pas été retenu. Le droit du débiteur de se retourner contre le contribuable est réservé.

<sup>1bis</sup> Lorsque le Service des contributions n'est pas en mesure de recouvrer ultérieurement cet impôt auprès du débiteur de la prestation imposable, il peut obliger le contribuable à acquitter l'impôt à la source dû. <sup>[110\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue d'impôt trop élevée, il doit restituer la différence au contribuable.

<sup>3</sup> Si le contribuable ne travaille plus au service du débiteur de la prestation imposable qui a opéré une retenue d'impôt trop élevée, le Service des contributions restitue la différence au contribuable. L'article 188, alinéas 3 et 4, demeure réservé.<sup>[54\)](#)</sup>

Voies de droit

**Art. 156d**<sup>[23\)](#)</sup> Les décisions rendues en matière d'impôt à la source sont assimilées à des décisions de taxation. Comme telles, elles peuvent être contestées par le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune par voie de réclamation (art. 157 à 159), de recours à la Commission cantonale des recours (art. 160 à 164) ou de recours au Tribunal cantonal (art. 165 à 168).



## TITRE DEUXIEME : Voies de droit

### CHAPITRE PREMIER : Réclamation

Introduction de la  
réclamation

**Art 157** <sup>1</sup> Le contribuable et la commune intéressée peuvent adresser au Service des contributions une réclamation écrite contre toute décision portant sur une matière réglée aux parties première, deuxième, troisième et quatrième, titre premier, sous réserve des décisions rendues dans les domaines mentionnés à l'article 168b. La réclamation doit être déposée dans les 30 jours qui suivent la notification de la décision.[52\)70\)](#)

<sup>2</sup> La réclamation déposée contre une décision de taxation déjà motivée peut être considérée comme un recours et transmise à la Commission cantonale des recours si le contribuable et les autres ayants droit y consentent.[27\)](#)

<sup>3</sup> Le contribuable qui a été taxé d'office peut déposer une réclamation contre cette taxation uniquement pour le motif qu'elle est manifestement inexacte. La réclamation doit être motivée et indiquer, le cas échéant, les moyens de preuve.[27\)](#)

<sup>4</sup> Le Service des contributions transmet au contribuable la réclamation de la commune intéressée et lui fixe un délai de 30 jours pour formuler ses observations.

Nouvelle  
décision

**Art. 158** <sup>1</sup> Le Service des contributions vérifie tous les éléments de l'impôt et peut, après avoir entendu le contribuable, modifier la taxation au désavantage de ce dernier.

<sup>2</sup> La réclamation peut être retirée tant que le Service des contributions n'a pas statué. Toutefois, celui-ci ne donne pas suite à un retrait s'il admet que la décision attaquée est mal fondée.

<sup>3</sup> Les principes qui régissent la procédure de taxation sont applicables.

<sup>4</sup> La nouvelle décision du Service des contributions contient les motifs et les voies de recours.

<sup>5</sup> Elle est notifiée au contribuable et communiquée à la commune.

Frais

**Art. 159** <sup>1</sup> La procédure de réclamation est en principe gratuite.

<sup>2</sup> Toutefois, les frais d'expertise sont mis à la charge du contribuable dont la réclamation est rejetée. En cas d'admission partielle de la réclamation, l'autorité statue par appréciation.

<sup>3</sup> Lorsque la taxation est arrêtée d'office (art. 140), un émolument peut être exigé du contribuable conformément à la législation sur les émoluments.<sup>65)</sup>

Renvoi

**Art. 159b**<sup>57)</sup> Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>11)</sup>.

## CHAPITRE II : Recours à la Commission cantonale des recours

Commission  
cantonale des  
recours

**Art. 160** <sup>1</sup> Le contribuable et la commune peuvent recourir contre la décision sur réclamation auprès de la Commission cantonale des recours.

<sup>2</sup> L'organisation et le fonctionnement de la Commission cantonale des recours de même que la procédure sont réglés par un décret du Parlement.

Délai, forme,  
motifs

**Art. 161** <sup>1</sup> Le délai de recours est de 30 jours à partir de la notification ou communication de la décision.

<sup>2</sup> Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs; les moyens de preuve y sont joints.

<sup>3</sup> Toute erreur dans la décision attaquée et tout vice de procédure constituent des motifs de recours.

Déroulement de  
la procédure

**Art. 162** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours invite le Service des contributions à se déterminer et à produire le dossier officiel.

<sup>2</sup> Elle établit les faits d'office et prend les mesures d'instruction nécessaires.

<sup>3</sup> Tous les moyens de preuve prévus dans le Code de procédure administrative sont licites, à l'exception de l'affirmation supplétoire.

<sup>4</sup> Pour le surplus, la Commission cantonale des recours a les mêmes compétences que le Service des contributions dans la procédure de taxation et de réclamation.

Décision

**Art. 163** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours peut se diviser en trois chambres au plus pour la préparation des décisions.

<sup>2</sup> Elle arrête les décisions en séance plénière, sous réserve des compétences de son président qui vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 300 francs, ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

<sup>3</sup> Si la Commission cantonale des recours envisage de modifier la décision sur réclamation au détriment du recourant, elle l'en informe et lui donne l'occasion de s'exprimer.

<sup>4</sup> Les décisions contiennent un résumé des faits, les considérants en droit et le dispositif; elles sont communiquées au contribuable, au Service des contributions et à la commune.

Frais et dépens

**Art. 164** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours perçoit des émoluments conformément au décret.

<sup>2</sup> Les frais sont mis à la charge des parties selon les règles générales de la procédure administrative.

<sup>3</sup> La Commission cantonale des recours n'alloue de dépens que si la nature particulière de l'affaire le justifie.

### CHAPITRE III : Recours au Tribunal cantonal et au Tribunal fédéral<sup>[27\)](#)</sup>

#### SECTION 1 : Recours au Tribunal cantonal<sup>[28\)](#)</sup>

Droit de recours,  
qualité de partie

**Art. 165** Le contribuable, le Service des contributions et la commune peuvent recourir contre la décision de la Commission cantonale des recours auprès de la Cour administrative; à l'exception de la commune, ils jouissent de la qualité de partie même si le recours n'émane pas d'eux-mêmes.

Délai, forme,  
motifs

**Art. 166** <sup>1</sup> Le délai de recours est de 30 jours à partir de la communication de la décision.

<sup>2</sup> Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs et indiquer les moyens de preuve.

<sup>3</sup> Les motifs suivants peuvent être invoqués :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents.

Compétence,  
pouvoir de  
décision

**Art. 167** <sup>1</sup> Le président de la Cour administrative vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 1 000 francs<sup>[27\)](#)</sup> ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

<sup>2</sup> Les autres décisions sur recours sont prises par la Cour administrative.

<sup>3</sup> La Cour administrative n'est pas liée par les conclusions des parties. Après avoir entendu le contribuable, elle peut également modifier la taxation au désavantage de ce dernier.<sup>[27\)](#)</sup>

Procédure

**Art. 168** Pour la procédure font règle en outre les prescriptions du Code de procédure administrative.

## SECTION 2 : Recours au Tribunal fédéral<sup>[28\)](#)</sup>

Droit de recours,  
qualité de partie

**Art. 168a**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> L'arrêt de la Cour administrative peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral en application de l'article 73, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes<sup>[3\)](#)</sup>. Le contribuable, le Service des contributions et l'Administration fédérale des contributions ont qualité pour recourir.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> En matière d'impôt à la source, la qualité pour recourir appartient également au débiteur de la créance fiscale.

## CHAPITRE IIIbis : Recours au Gouvernement<sup>[58\)](#)</sup>

Décisions  
revêtant un  
caractère  
politique  
prépondérant

**Art. 168b**<sup>[57\)](#)</sup> <sup>1</sup> En principe, revêtent un caractère politique prépondérant au sens de l'article 162 du Code de procédure administrative<sup>[11\)](#)</sup> notamment les décisions rendues :

- a) en matière d'allègement fiscal (art. 4);
- b) en matière de privilège fiscal (art. 5);
- c) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du revenu net au sens de l'article 32, alinéa 1, lettre d;
- d) ...<sup>[71\)](#)</sup>;
- e) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du bénéfice net au sens de l'article 71, alinéa 1, lettre c.

<sup>2</sup> Cas échéant, le recours devant le juge administratif et la Cour administrative n'est pas recevable et le recours devant le Gouvernement est seul ouvert si celui-ci n'a pas rendu la décision.

## CHAPITRE IV : Révision

Motifs de  
révision

**Art. 169** <sup>1</sup> Une décision entrée en force peut être révisée en faveur du contribuable, à sa demande ou d'office :

- a) lorsque des faits importants ou des preuves concluantes sont découverts;
- b) lorsque l'autorité qui a statué n'a pas tenu compte de faits importants ou de preuves concluantes qu'elle connaissait ou devait connaître ou qu'elle a violé de quelque autre manière l'une des règles essentielles de la procédure;
- c) lorsqu'un crime ou un délit a influencé la décision.

<sup>2</sup> La révision est exclue lorsque le requérant, en usant de l'attention raisonnablement exigible, aurait pu faire valoir le motif de révision invoqué au cours de la procédure ordinaire déjà.

Délai

**Art. 170** La demande de révision doit être déposée dans les 90 jours qui suivent la découverte du motif, mais au plus tard dans les dix ans qui suivent la notification de la décision.

Procédure de  
révision

**Art. 171** <sup>1</sup> La révision d'une décision est de la compétence de l'autorité qui a rendu cette décision.

<sup>2</sup> S'il existe un motif de révision, l'autorité annule la décision antérieure et statue à nouveau.

<sup>3</sup> Le rejet de la demande de révision et la nouvelle décision peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision antérieure.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les dispositions relatives à la procédure suivie lors de la décision antérieure sont applicables.

## CHAPITRE V : Erreurs de calcul et de transcription

Rectification des  
décisions

**Art. 172** <sup>1</sup> Les erreurs de calcul et de transcription figurant dans une décision entrée en force peuvent être corrigées par l'autorité qui les a commises, sur demande ou d'office, dans les cinq ans qui suivent la notification.

<sup>2</sup> La correction de l'erreur ou le refus d'y procéder peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision.

## CHAPITRE VI : Rappel d'impôt

Rappel d'impôt  
ordinaire<sup>60)</sup>

**Art. 173** <sup>1</sup> Lorsque des faits ou des preuves inconnus auparavant de l'autorité fiscale permettent d'établir qu'indûment une taxation n'a pas été effectuée ou qu'une taxation entrée en force est incomplète ou qu'une taxation non effectuée ou incomplète est due à un crime ou un délit commis contre l'autorité fiscale, cette dernière procède au rappel de l'impôt qui n'a pas été perçu et prélève des intérêts.

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable a déposé une déclaration complète et précise concernant son revenu, sa fortune, son bénéfice net ou son capital propre, et que l'autorité fiscale en a admis l'évaluation, un rappel d'impôt est exclu, même si cette évaluation était insuffisante.

Rappel d'impôt  
simplifié en cas  
de succession

**Art. 173a**<sup>61)</sup> <sup>1</sup> Dans le délai d'une année à compter du décès, mais au plus tard jusqu'à l'établissement de l'inventaire, chacun des héritiers a droit, indépendamment des autres, au rappel d'impôt simplifié sur les éléments de la fortune et du revenu soustraits par le défunt, à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'ait connaissance de la soustraction d'impôt;
- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer les éléments de la fortune et du revenu soustraits;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

<sup>2</sup> Le rappel d'impôt est calculé sur les trois périodes fiscales précédant l'année du décès, conformément aux dispositions sur la taxation ordinaire et perçu avec les intérêts moratoires.

<sup>3</sup> Le rappel d'impôt simplifié est exclu en cas de liquidation officielle de la succession ou de liquidation de la succession selon les règles de la faillite.

<sup>4</sup> L'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession peuvent également demander le rappel d'impôt simplifié.

<sup>5</sup> Le Gouvernement peut édicter, par voie d'ordonnance, les dispositions d'application nécessaires.

## Prescription

**Art. 174** <sup>1</sup> Le droit d'introduire une procédure de rappel d'impôt s'éteint dix ans après la fin de la période fiscale pour laquelle, indûment, la taxation n'a pas été effectuée ou pour laquelle la taxation entrée en force était incomplète.

<sup>2</sup> L'introduction d'une poursuite pénale ensuite de soustraction d'impôt ou de délit fiscal entraîne également l'ouverture de la procédure de rappel d'impôt.

<sup>3</sup> Le droit de procéder au rappel de l'impôt s'éteint quinze ans après la fin de la période fiscale à laquelle il se rapporte.

## Procédure

**Art. 175** <sup>1</sup> Le contribuable est avisé par écrit de l'ouverture d'une procédure en rappel d'impôt.

<sup>1bis</sup> Si, au moment de l'ouverture de la procédure en rappel d'impôt, aucune procédure pénale pour soustraction d'impôt n'est ouverte ni pendante ni ne peut être exclue d'emblée, le contribuable est avisé qu'une procédure pénale pour soustraction d'impôt pourra ultérieurement être ouverte contre lui.<sup>[54\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la procédure n'est pas encore introduite au décès du contribuable ou qu'elle n'est pas terminée, elle peut être ouverte ou continuée contre les héritiers.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.

## TITRE TROISIEME : Perception

### CHAPITRE PREMIER : Autorités, modalités de perception

## Autorités de perception

**Art. 176** <sup>1</sup> Le Service des contributions, appuyé par d'autres services, encaisse les impôts cantonaux et communaux prévus par la présente loi.

<sup>2</sup> Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>[12\)](#)</sup> définit les compétences des services concernés.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut confier l'encaissement de certains impôts aux communes.

<sup>4</sup> Dans ce cas, les communes répondent de l'encaissement et du versement des impôts cantonaux.

<sup>5</sup> Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour les impôts cantonaux perçus par elles. De même, il peut exiger d'elles le versement d'une telle contribution pour l'encaissement des impôts communaux effectué par l'Etat.

Modalités de perception  
a) Principe

**Art. 177<sup>27)</sup>** <sup>1</sup> Les impôts, y compris les intérêts, frais et amendes, sont perçus sur la base des décisions de taxation. Lorsque la taxation n'est pas encore effectuée au terme général d'échéance, l'impôt est perçu à titre provisoire.

<sup>2</sup> L'impôt provisoire est fixé sur la base de la dernière taxation connue, de la dernière déclaration déposée ou du montant probable d'impôt dû.

b) Acomptes

**Art. 177a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les impôts provisoires peuvent être perçus par acomptes.

<sup>2</sup> Les paiements par acomptes sont imputés sur les impôts dus selon la taxation définitive.

<sup>3</sup> Le Parlement fixe les modalités de perception par voie de décret.

**Art. 177b<sup>84)</sup>**

d) Décompte final

**Art. 177c<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Un décompte final est notifié au contribuable dès que la taxation est effectuée. Il peut être joint à la notification de la taxation.

<sup>2</sup> Il est établi sur la base de la décision de taxation, des versements précédemment effectués, ainsi que des intérêts.

<sup>3</sup> Si les montants perçus à titre provisoire sont insuffisants, la différence est exigée; les montants perçus en trop sont restitués.

e) Remboursement d'impôt  
1. Epoux non séparés

**Art. 177d<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque des montants d'impôt perçus sur la base d'une taxation conjointe doivent être remboursés à des époux vivant en ménage commun, chaque époux est habilité à recevoir ces montants.

2. Epoux séparés

<sup>2</sup> Lorsque des montants d'impôt perçus auprès de contribuables mariés doivent être remboursés après leur divorce ou leur séparation de droit ou de fait, le remboursement intervient par moitié à chacun des époux.



## CHAPITRE II : Echéances

### Termes

**Art. 178** <sup>1</sup> Les impôts périodiques ordinaires des personnes physiques sont échus à la fin du mois de février de l'année qui suit l'année fiscale; ceux des personnes morales sont échus l'année au cours de laquelle la période fiscale prend fin. [27\)](#)[41\)](#)

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'échéance des acomptes. [27\)](#)

<sup>2bis</sup> Pour les impôts dus par les personnes morales pour lesquelles l'exercice commercial ne coïncide pas avec l'année civile, l'autorité fiscale peut avancer le terme général d'échéance jusqu'à la date de la clôture de l'exercice commercial. [28\)](#)

<sup>2ter</sup> A l'exception des échéances prévues aux alinéas 3 et 4, l'échéance n'est pas subordonnée à une facturation. [28\)](#)

<sup>3</sup> Sont échus dès la notification de la décision :

- a) [27\)](#) les impôts fixés selon les articles 12, 37 et 37a;
- b) l'impôt sur les gains immobiliers;
- c) les rappels d'impôt et les amendes fiscales.

<sup>4</sup> L'impôt est en outre échu :

- a) le jour où le contribuable qui entend quitter durablement le pays prend des dispositions en vue de son départ;
- b) lors de la réquisition de la radiation du registre du commerce d'une personne morale;
- c) dès qu'un contribuable étranger cesse d'avoir une entreprise ou une participation à une entreprise du Canton, un établissement stable situé dans le Canton, un immeuble sis dans le Canton ou une créance garantie par un tel immeuble;
- d) lors de l'ouverture de la faillite du contribuable;
- e) au décès du contribuable.

### Portée de l'échéance

**Art. 179** <sup>1</sup> L'échéance s'applique aux montants d'impôt fixés par les décisions de taxation ou figurant aux décomptes provisoires.

<sup>2</sup> Si le montant définitif de l'impôt est inférieur au montant initialement fixé, seul ce montant définitif est réputé avoir été échu.

<sup>3</sup> Le fait que la taxation n'est pas établie à la date de l'échéance de l'impôt, ou que la créance fiscale est contestée, ne suspend pas l'échéance de l'impôt.<sup>[27\)](#)</sup>

### CHAPITRE III : Paiement, intérêts

Délais de  
paiement

**Art. 180<sup>[27\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les impôts périodiques sur le revenu et la fortune, ainsi que sur le bénéfice et le capital doivent être acquittés au terme général d'échéance.

<sup>2</sup> Les impôts découlant du décompte final doivent être payés dans un délai de 30 jours.

<sup>3</sup> Les autres impôts ainsi que les amendes et les frais doivent être acquittés dans les 30 jours qui suivent l'échéance.

Paiements  
volontaires

**Art. 180a<sup>[28\)](#)</sup>** Le contribuable peut effectuer des paiements volontaires jusqu'au décompte final.

Intérêts  
compensatoires

**Art. 180b<sup>[28\)](#)</sup>** Le décompte final contient le décompte des intérêts compensatoires :

- a) en faveur du contribuable sur les montants d'impôt perçus en trop depuis leur paiement jusqu'au décompte final;
- b) à charge du contribuable sur les montants d'impôt dus sur la base de la taxation définitive depuis le terme général d'échéance.

Intérêt moratoire  
et rémunérateur  
a) Intérêt  
moratoire

**Art. 181** <sup>1</sup> Les impôts périodiques ordinaires dus sur la base du décompte final portent intérêt s'ils ne sont pas payés dans le délai de paiement du décompte final.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les autres impôts dus, les amendes et les frais qui n'ont pas été acquittés dans le délai de paiement, ils portent intérêt dès la fin de ce délai.<sup>[28\)](#)</sup>

b) Intérêt  
rémunérateur

<sup>2</sup> Les paiements volontaires et l'impôt perçu en trop bénéficient d'un intérêt rémunérateur dès le jour de leur paiement. L'article 188, alinéa 2, est réservé.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[29\)](#)</sup>

Taux

**Art. 181a**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe pour chaque année fiscale les taux d'intérêts compensatoires, moratoire et rémunératoire, ainsi que le taux de l'intérêt sur les paiements volontaires.

<sup>2</sup> Le taux d'intérêt s'applique durant l'année civile concernée à toutes les créances fiscales, amendes et frais. Le taux d'intérêt applicable au début d'une procédure de poursuite reste toutefois valable jusqu'à l'issue de celle-ci.

## CHAPITRE IV : Recouvrement

Prescription du droit de percevoir

**Art. 182** <sup>1</sup> L'impôt se prescrit par cinq ans dès l'entrée en force de la décision de taxation.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Pour la suspension et l'interruption de la prescription, l'article 151, alinéa 2, lettres b et c, et alinéa 3, est applicable par analogie.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La prescription est acquise dans tous les cas dix ans à compter de la fin de la période fiscale au cours de laquelle la taxation est entrée en force.<sup>[28\)](#)</sup>

Sommutation

**Art. 183** <sup>1</sup> Le contribuable qui n'a pas payé l'impôt dû dans les délais est invité à s'en acquitter par sommation. L'octroi d'un arrangement de paiement vaut première sommation.<sup>[91\)](#)</sup>

Poursuite

<sup>2</sup> Sous réserve de la prise de garanties, une poursuite est introduite contre le contribuable qui n'a pas donné suite à une deuxième sommation.

<sup>2bis</sup> Si le débiteur de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou qu'un séquestre a été ordonné sur des biens lui appartenant, la procédure de poursuite peut être introduite sans sommation préalable.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Dans la procédure de poursuite, les décisions de taxation et les jugements entrés en force qui fixent définitivement une créance fiscale ainsi que les demandes de sûretés sont assimilés à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>[10\)](#)</sup>.

<sup>4</sup> L'autorité est dispensée de produire les créances d'impôt dans les inventaires officiels et lors des appels aux créanciers.

Facilités de  
paiement

**Art. 184** <sup>1</sup> Si le paiement de la dette fiscale dans le délai prescrit devait avoir des conséquences très dures pour le débiteur, les autorités de perception peuvent prolonger le délai de paiement ou autoriser un paiement échelonné. Elles peuvent renoncer à prélever l'intérêt dû sur les montants dont le paiement est différé.

<sup>2</sup> Les facilités de paiement peuvent être subordonnées à des conditions ou à l'obtention de garanties appropriées.

<sup>3</sup> Les facilités de paiement qui ont été accordées sont révoquées lorsque les circonstances qui justifiaient leur octroi n'existent plus ou que les conditions auxquelles elles sont subordonnées ne sont pas remplies.

<sup>3bis</sup> Les autorités de perception se prononcent de manière définitive. [54\)](#)

<sup>4</sup> Le Département des Finances précise les modalités d'octroi des facilités de paiement.

Remise  
a) Demande

**Art. 185** <sup>1</sup> Le contribuable peut se voir remettre tout ou partie de l'impôt dû, des intérêts ou de l'amende s'il est tombé dans le dénuement ou si le paiement entraîne pour lui des conséquences très dures. [70\)](#)

<sup>2</sup> La demande de remise doit être présentée à la Recette et Administration de district compétente, laquelle la transmet aux communes concernées en leur octroyant un délai de 20 jours pour préavis. [70\)](#)

<sup>3</sup> La procédure de remise est gratuite. Cependant, les frais peuvent être mis à la charge du requérant, en totalité ou partiellement, si sa demande est manifestement infondée. [28\)](#)

b) Décision,  
recours

**Art. 186** <sup>1</sup> Le Service des contributions statue sur la demande de remise d'impôt. [59/70\)](#)

<sup>1bis</sup> La procédure de remise d'impôt ne déploie pas d'effet suspensif. [57/70\)](#)

<sup>1ter</sup> La demande de remise d'impôt déposée après l'envoi de la réquisition de poursuite est déclarée irrecevable. [69\)](#)

<sup>2</sup> La décision de remise peut être assortie de conditions.

<sup>2bis</sup> La décision de remise s'applique également aux impôts communaux. [69\)](#)

<sup>3</sup> Elle est sujette à réclamation et à recours à la Commission cantonale des recours et à la Cour administrative du Tribunal cantonal, de la part du contribuable et de la commune. Est réservé le recours au Gouvernement contre la décision sur réclamation, conformément à l'article 162, alinéa 2, lettre c, du Code de procédure administrative [11\)](#) [59\)](#) [70\)](#)

<sup>4</sup> Le délai de réclamation et de recours est de 30 jours dès notification de la décision. [70\)](#)

<sup>5</sup> La réclamation est motivée et comporte les éventuelles offres de preuve. [69\)](#)

<sup>6</sup> La décision de remise peut être révoquée. La décision de révocation est sujette aux mêmes voies de droit que la décision de remise. [69\)](#)

c) Dispositions  
d'exécution

**Art. 187** Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les conditions d'octroi et la procédure de remise.

Restitution de  
l'indu [70\)](#)

**Art. 188** <sup>1</sup> Le contribuable peut demander la restitution d'un impôt qu'il a payé par erreur, qu'il ne devait pas ou ne devait qu'en partie.

<sup>2</sup> Les montants d'impôts restitués plus de trente jours après leur paiement portent intérêt au taux fixé par le Gouvernement dès la date de leur paiement.

<sup>3</sup> La demande en restitution doit être adressée au Service des contributions dans les cinq ans suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle le paiement a eu lieu. Le rejet de la demande en restitution ouvre les mêmes voies de droit qu'une décision de taxation.

<sup>4</sup> Le droit à la restitution s'éteint dix ans après la fin de l'année au cours de laquelle a eu lieu le paiement.

## CHAPITRE V : Amnistie fiscale

Amnistie fiscale

**Art. 189** <sup>1</sup> Le Gouvernement est autorisé à décréter une amnistie fiscale pour les capitaux d'épargne n'excédant pas 50 000 francs et leur rendement.

<sup>2</sup> L'amnistie consiste en la renonciation au rappel de l'impôt soustrait et aux amendes fiscales.

<sup>3</sup> Le Gouvernement fixe les modalités de l'amnistie par voie d'ordonnance.

## CHAPITRE VI : Garanties de la créance fiscale

### SECTION 1 : Garanties directes

Hypothèque  
légale

**Art. 190<sup>66)</sup>** L'impôt sur le gain immobilier ainsi que l'impôt sur la fortune afférent aux immeubles et aux forces hydrauliques sont garantis par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>67)</sup>.

Sûretés

**Art. 191** <sup>1</sup> Si le contribuable n'a pas de domicile en Suisse ou que la créance fiscale paraît menacée, le Service des contributions peut exiger des sûretés en tout temps, avant même que le montant d'impôt ne soit fixé par une décision entrée en force.

<sup>2</sup> La demande de sûretés indique le montant à garantir; elle est immédiatement exécutoire. Dans la procédure de poursuite, elle produit les mêmes effets qu'un jugement exécutoire.<sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Les sûretés doivent être fournies en argent, en titres sûrs et négociables ou sous la forme du cautionnement d'une banque ou de deux cautions solidaires solvables.

<sup>3bis</sup> L'article 136a s'applique à la représentation du contribuable et à la notification de la décision de demande de sûretés.<sup>69)</sup>

<sup>4</sup> La décision de demande de sûretés est sujette à recours de droit administratif à la Cour administrative dans les 30 jours qui suivent sa notification; elle n'est pas soumise à opposition.

<sup>5</sup> Le recours ne suspend pas l'exécution de la demande de sûretés.

<sup>6</sup> La procédure de séquestre selon les dispositions de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est réservée.

Séquestre **Art. 191a**<sup>[23\)](#)</sup> <sup>1</sup> La demande de sûretés est assimilée à l'ordonnance de séquestre au sens de l'article 274 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Le séquestre est opéré par l'Office des poursuites compétent.

<sup>2</sup> L'opposition à l'ordonnance de séquestre prévue à l'article 278 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est irrecevable.<sup>[27\)](#)</sup>

Radiation du registre du commerce **Art. 191b**<sup>[28\)](#)</sup> La personne morale ne peut être radiée du registre du commerce que lorsque l'autorité fiscale communique au Service du registre du commerce et du registre foncier que les impôts dus sont payés ou qu'ils ont fait l'objet de sûretés.

## SECTION 2 : Inventaire fiscal

Obligation d'établir un inventaire **Art. 192** <sup>1</sup> Un inventaire fiscal est établi au décès de tout contribuable jurassien.

<sup>2</sup> Aucun inventaire n'est cependant établi lorsque les circonstances permettent de présumer qu'il n'existe pas de fortune.

Objet de l'inventaire **Art. 193** <sup>1</sup> L'inventaire comprend, estimées au jour du décès, la fortune du défunt, celle de son conjoint vivant en ménage commun avec lui et celle des enfants mineurs sous son autorité parentale.

<sup>2</sup> Les faits qui revêtent de l'importance pour la taxation sont établis et mentionnés dans l'inventaire.

Procédure **Art. 194** <sup>1</sup> Afin d'assurer l'exactitude de l'inventaire, la succession est mise sous scellés sans retard.

<sup>2</sup> Les héritiers et les personnes qui administrent ou ont la garde des biens successoraux ne peuvent en disposer, avant l'inventaire, sans l'assentiment du Service des contributions.

Obligation de collaborer **Art. 195** <sup>1</sup> Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession et l'exécuteur testamentaire doivent :

a) donner, conformément à la vérité, tous renseignements utiles à la détermination des éléments imposables ayant appartenu au défunt;

- b) produire tous livres, pièces justificatives, relevés de situation ou documents permettant d'établir l'état de la succession;
- c) donner accès à tous les locaux et meubles dont disposait le défunt.

<sup>2</sup> Les héritiers et les représentants légaux des héritiers qui faisaient ménage commun avec le défunt ou avaient la garde ou l'administration de certains de ses biens doivent également permettre la visite de leurs propres locaux et meubles.

<sup>3</sup> Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession ou l'exécuteur testamentaire qui, après l'établissement de l'inventaire, apprennent l'existence de biens successoraux qui n'y figurent pas, doivent en informer le Service des contributions dans les dix jours.

<sup>4</sup> Au moins un des héritiers ayant l'exercice des droits civils et le représentant légal d'héritiers mineurs ou protégés par une curatelle de portée générale ou un mandat pour cause d'incapacité doivent assister à l'inventaire. [68\)](#)

Obligation de  
renseigner

**Art. 196** <sup>1</sup> Les tiers qui avaient la garde ou l'administration de biens du défunt ou contre lesquels le défunt avait des droits ou des prétentions appréciables en argent sont tenus de donner à l'héritier qui en fait la demande, à l'intention de l'autorité compétente, tous les renseignements écrits qui s'y rapportent.

<sup>2</sup> Si des motifs sérieux s'opposent à ce que l'obligation de renseigner soit remplie, le tiers peut fournir directement à l'autorité compétente les renseignements demandés.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les articles 144 et 145 s'appliquent par analogie.

Dispositions  
d'application

**Art. 197** <sup>1</sup> Le Parlement édicte les dispositions d'application par voie de décret.

<sup>2</sup> Il détermine notamment :

- a) l'autorité compétente pour dresser l'inventaire;
- b) la procédure d'établissement de l'inventaire;
- c) les rapports entre l'inventaire fiscal et les différentes formes d'inventaires prévues par le droit fédéral.



## CINQUIEME PARTIE : Dispositions pénales

### TITRE PREMIER : Infractions de droit administratif

Violation des obligations de procédure

**Art. 198** <sup>1</sup> Celui qui, malgré sommation et de manière fautive, ne se conforme pas à une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi ou d'une de ses mesures d'application, est puni d'une amende.

<sup>2</sup> L'amende s'élève à 1 000 francs<sup>[27\)](#)</sup> au plus, et à 10 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive.

Soustraction d'impôt

**Art. 199** <sup>1</sup> Le contribuable qui, intentionnellement ou par négligence, agit de manière qu'une taxation n'ait indûment pu se faire ou qu'une taxation entrée en force soit incomplète, ou obtient une restitution ou une remise injustifiée d'impôt, ou encore celui qui, tenu de percevoir un impôt à la source, ne le retient pas ou ne retient qu'un montant insuffisant, est puni d'une amende.

<sup>2</sup> En règle générale, l'amende est fixée au montant simple de l'impôt soustrait. Elle peut être réduite jusqu'au tiers en cas de faute légère ou élevée jusqu'au triple en cas de faute grave.

<sup>3</sup> Lorsque le contribuable dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.<sup>[60\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait si les conditions prévues à l'alinéa 3 sont remplies.<sup>[61\)](#)</sup>

Tentative

**Art. 200** Celui qui tente intentionnellement de commettre une soustraction d'impôt est puni d'une amende fixée aux deux tiers de celle qui aurait été infligée en cas de soustraction consommée.

Instigation et  
complicité

**Art. 201** <sup>1</sup> Celui qui incite à une soustraction d'impôt, y prête son assistance, la commet intentionnellement en qualité de représentant du contribuable ou y participe est puni d'une amende fixée indépendamment de la peine encourue par le contribuable.

<sup>2</sup> L'amende est de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive. En outre, l'autorité fiscale peut exiger de l'instigateur ou du complice le paiement solidaire de l'impôt soustrait.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsqu'une personne au sens de l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois et que les conditions prévues à l'article 199, alinéa 3, lettres a et b, sont remplies, il est renoncé à la poursuite pénale et la responsabilité solidaire est supprimée.<sup>[61\)](#)</sup>

Dissimulation  
ou distraction  
de biens  
successoraux

**Art. 202** <sup>1</sup> Celui qui dissimule ou distrait des biens successoraux dont il est tenu d'annoncer l'existence dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire, dans le dessein de les soustraire à l'inventaire, est puni d'une amende de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive.<sup>[27\)](#)[60\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les articles 200 et 201 s'appliquent par analogie.

<sup>3</sup> Lorsqu'une personne visée à l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois, il est renoncé à la poursuite pénale pour dissimulation ou distraction de biens successoraux dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire et pour les infractions commises dans le cadre de ces procédures (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) que la personne concernée collabore sans réserve avec l'administration pour corriger l'inventaire.<sup>[61\)](#)</sup>

Personnes  
morales  
a) En général<sup>[60\)](#)</sup>

**Art. 203** <sup>1</sup> Lorsque des obligations de procédure ont été violées ou qu'une soustraction consommée ou tentée a été commise au profit d'une personne morale, les amendes prévues frappent directement celle-ci.

<sup>1bis</sup> Lorsqu'une personne morale a incité, prêté assistance ou participé, dans l'exercice de son activité, à la soustraction commise par un tiers, l'article 201 lui est applicable par analogie.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les peines encourues par les organes ou ses représentants en vertu de l'article 201 demeurent réservées.

<sup>3</sup> Les alinéas 1 et 2 s'appliquent par analogie aux corporations et établissements de droit étranger et aux communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique.

b) Dénonciation spontanée

**Art. 203a<sup>61)</sup>** <sup>1</sup> Lorsqu'une personne morale assujettie à l'impôt dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt commise dans son exploitation commerciale, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'elle collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'elle s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

<sup>2</sup> La dénonciation spontanée non punissable peut également être déposée :

- a) après une modification de la raison sociale ou un déplacement du siège à l'intérieur du territoire suisse;
- b) après une transformation au sens des articles 53 à 68 de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>62)</sup> par la nouvelle personne morale, en ce qui concerne les soustractions commises avant la transformation;
- c) après une absorption au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>62)</sup> ou une scission au sens de l'article 29, lettre b, de ladite loi, par une personne morale qui subsiste, en ce qui concerne les soustractions d'impôt commises avant l'absorption ou la scission.

<sup>3</sup> La dénonciation spontanée non punissable doit être déposée par les organes ou les représentants de la personne morale. La responsabilité solidaire de ces organes ou de ces représentants est supprimée et il est renoncé à la poursuite pénale.

<sup>4</sup> Lorsque d'anciens membres des organes de la personne morale ou d'anciens représentants de la personne morale dénoncent pour la première fois une soustraction d'impôt dont aucune autorité fiscale n'a connaissance, il est renoncé à la poursuite pénale de la personne morale, ainsi que de tous les membres et représentants anciens ou actuels. Leur responsabilité solidaire est supprimée.

<sup>5</sup> Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait lorsque les conditions prévues à l'alinéa 1 sont remplies.

<sup>6</sup> Lorsqu'une personne morale cesse d'être assujettie à l'impôt en Suisse, il n'est plus possible de déposer de dénonciation spontanée.

Responsabilité  
des époux en  
cas de  
soustraction

**Art. 204**<sup>(30)(54)</sup> <sup>1</sup> Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres. L'article 201 est réservé.

<sup>2</sup> Le seul fait de contresigner la déclaration d'impôt commune n'est pas constitutif d'une infraction au sens de l'article 201.

Autorités

**Art. 205**<sup>(34)(52)</sup> <sup>1</sup> Les cas de soustraction consommée, de tentative de soustraction, ainsi que de dissimulation ou de distraction de biens successoraux sont traités par le Service des contributions.

<sup>2</sup> La violation des obligations de procédure est réprimée par l'autorité devant laquelle le dossier fiscal est pendant.

<sup>3</sup> L'autorité compétente à l'égard de l'auteur l'est également pour les participants à l'infraction.

Procédure

**Art. 206**<sup>(52)</sup> <sup>1</sup> L'ouverture d'une procédure pour infraction est communiquée par écrit à l'intéressé, qui est invité à se prononcer sur les griefs formulés à son encontre.

<sup>2</sup> Dans les cas d'ouverture d'une procédure pour soustraction d'impôt, l'intéressé est en outre informé de son droit de refuser de déposer et de collaborer.

<sup>3</sup> Les moyens de preuve rassemblés dans le cadre de la procédure en rappel d'impôt ne peuvent être utilisés dans la procédure pour soustraction d'impôt que s'ils n'ont été rassemblés ni sous la menace d'une taxation d'office au sens de l'article 140, avec inversion du fardeau de la preuve en application de l'article 157, alinéa 3, ni sous la menace d'une amende en cas de violation d'une obligation de procédure.

<sup>4</sup> L'instruction terminée, l'autorité rend une décision de condamnation ou de non-lieu qui est notifiée par écrit à l'intéressé.

<sup>5</sup> La décision de condamnation contient les indications suivantes :

- a) le nom de la personne condamnée;
- b) les périodes fiscales concernées;
- c) l'acte punissable;
- d) les dispositions légales appliquées;
- e) le montant de l'impôt soustrait;
- f) les moyens de preuve;

- g) la faute;
- h) la sanction;
- i) les voies de droit;
- j) de brefs motifs.

<sup>6</sup> Les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.

<sup>7</sup> Les frais occasionnés par des mesures spéciales d'instruction (expertise comptable, auditions) sont en principe mis à la charge de la personne reconnue coupable. Ils peuvent également être imputés à celle qui bénéficie d'un non-lieu lorsque, par son comportement fautif, elle a amené l'autorité à entreprendre la poursuite pénale ou qu'elle a considérablement compliqué ou ralenti l'instruction.

Prescription de la  
poursuite pénale

**Art. 207<sup>85)</sup>** <sup>1</sup> La poursuite pénale se prescrit :

- a) en cas de violation des obligations de procédure, par trois ans et, en cas de tentative de soustraction d'impôt, par six ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle l'infraction a été commise;
- b) en cas de soustraction consommée, par dix ans à compter de la fin de la période fiscale pour laquelle la taxation n'a pas été effectuée ou l'a été de façon incomplète, ou pour laquelle la retenue de l'impôt à la source n'a pas été faite conformément à la loi, ou par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle une restitution d'impôt illégale ou une remise d'impôt injustifiée a été obtenue;
- c) en cas de dissimulation ou de distraction de biens successoraux, par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle des biens successoraux ont été dissimulés ou distraits dans la procédure d'inventaire.

<sup>2</sup> La prescription ne court plus si une décision a été rendue par l'autorité cantonale compétente avant l'échéance du délai de prescription.

Perception

**Art. 208<sup>85)</sup>** <sup>1</sup> Les amendes et frais qui résultent d'une procédure pénale sont perçus selon les dispositions des articles 176 à 191a.

<sup>2</sup> La perception des amendes et des frais se prescrit par cinq ans à compter de l'entrée en force de la taxation.

<sup>3</sup> La suspension et l'interruption de la prescription sont régies par l'article 151, alinéas 2 et 3.

<sup>4</sup> La prescription est acquise dans tous les cas dix ans après la fin de l'année au cours de laquelle les impôts ont été fixés définitivement.

## TITRE DEUXIEME : Délits

### Escroquerie

**Art. 209** <sup>1</sup> Celui qui, dans le but de commettre une soustraction d'impôt, fait usage de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, tels que livres comptables, bilans, comptes de résultats, certificats de salaire et autres attestations de tiers, dans le dessein de tromper l'autorité fiscale, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Une peine avec sursis peut être assortie d'une amende de 10 000 francs au plus.<sup>[41](#)[46](#)[85](#)</sup>

<sup>2</sup> La répression de la soustraction est réservée.

<sup>3</sup> En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour toutes les autres infractions commises dans le but de soustraire des impôts. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4.<sup>[61](#)</sup>

### Détournement de l'impôt à la source

**Art. 210**<sup>[46](#)</sup> <sup>1</sup> Celui qui, tenu de percevoir l'impôt à la source, détourne les montants perçus à son profit ou à celui d'un tiers est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Une peine avec sursis peut être assortie d'une amende de 10 000 francs au plus.<sup>[85](#)</sup>

<sup>2</sup> En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour détournement de l'impôt à la source et pour toutes les autres infractions commises dans le but de détourner des impôts à la source. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4.<sup>[61](#)</sup>

### Prescription

**Art. 211**<sup>[27](#)[85](#)</sup> <sup>1</sup> La poursuite pénale des délits fiscaux se prescrit par quinze ans à compter du jour où l'auteur a commis sa dernière infraction.

<sup>2</sup> La prescription ne court plus si un jugement de première instance a été rendu avant l'échéance du délai de prescription.

### Renvois

**Art. 212** <sup>1</sup> Les dispositions générales du Code pénal suisse<sup>[13](#)</sup> sont applicables sous réserve des prescriptions contraires de la présente loi.

<sup>2</sup> La procédure se déroule selon les règles du Code de procédure pénale<sup>14)</sup>.

## SIXIEME PARTIE : Dispositions transitoires et finales

### Art. 213<sup>117)</sup>

Déduction des  
pertes

**Art. 214** <sup>1</sup> Pour l'année fiscale 1989, les personnes physiques et les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1983.

<sup>2</sup> Les sociétés de capitaux et sociétés coopératives peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1985.

Introduction de la  
taxation annuelle  
pour les  
personnes  
physiques

**Art. 215** <sup>1</sup> L'impôt sur le revenu dû par les personnes physiques pour l'année fiscale 1989 est déterminé sur la base du revenu moyen réalisé au cours des années 1987 et 1988 (période d'évaluation). L'imposition à la source est réservée.

<sup>2</sup> L'article 62 s'applique aux revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 qui ne peuvent être imposés durant une année fiscale entière en raison de la fin de l'assujettissement ou d'une taxation intermédiaire survenue en 1989.

<sup>3</sup> Un impôt spécial calculé conformément à l'article 62 peut en outre être perçu de manière générale sur les revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 lorsqu'à défaut d'une telle imposition le contribuable réaliserait une économie notable d'impôt en raison du passage à l'imposition annuelle.

<sup>4</sup> Les revenus extraordinaires comprennent notamment les bénéfices en capital et les gains de liquidation, les rendements extraordinaires de participations, les gains provenant du commerce d'immeubles, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions et réserves dissoutes, les amortissements et provisions justifiés par l'usage commercial qui ont été omis, ainsi que les abandons de créances non justifiés.

Introduction de la  
taxation annuelle  
postnumerando  
pour les  
personnes  
physiques  
a) Principes

**Art. 215a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Pour la première période fiscale (2001) suivant la modification mentionnée à l'article 56, la taxation relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques est régie par le nouveau droit.

<sup>2</sup> Les revenus extraordinaires réalisés durant la période fiscale précédant la modification ou lors d'un exercice clos au cours de cette période sont soumis à un impôt annuel entier, au taux applicable à ces seuls revenus, pour l'année fiscale où ils ont été acquis; les articles 36, 37 et 37a sont réservés. Les charges qui sont en rapport immédiat avec l'acquisition des revenus extraordinaires peuvent être déduites. Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.

<sup>3</sup> Sont en particulier considérés comme des revenus extraordinaires les prestations en capital, les revenus inhabituellement élevés par comparaison aux années antérieures, les revenus non périodiques de fortune et les revenus extraordinaires provenant d'une activité lucrative indépendante, tels que les bénéfices en capital, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions dissoutes, ainsi que les provisions et les amortissements justifiés par l'usage commercial qui ont été omis.

<sup>4</sup> Les charges extraordinaires supportées pendant la période fiscale précédant la modification sont déduites du revenu imposable afférent à la période fiscale précédant la modification, en cas d'assujettissement dans le Canton le 1<sup>er</sup> janvier 2001; les taxations entrées en force sont révisées en faveur du contribuable.

<sup>5</sup> Sont considérés comme des charges extraordinaires :

- a) les frais d'entretien des immeubles privés, dans la mesure où ils excèdent le montant de la déduction forfaitaire;
- b) les cotisations de l'assuré versées à des institutions de la prévoyance professionnelle pour le rachat d'années de cotisation;
- c) les frais de maladie, d'accident, d'invalidité, de perfectionnement et de reconversion professionnels, dans la mesure où ils dépassent les frais déjà pris en compte.

b) Dépôt d'une déclaration d'impôt

**Art. 215b<sup>28)</sup>** Le contribuable doit déposer en 2001 une déclaration d'impôt remplie conformément aux dispositions du système d'imposition praenumerando annuel. Son but est de déterminer les revenus et les charges extraordinaires selon l'article 215a et de demander le remboursement de l'impôt anticipé sur les rendements de l'année 2000.

Introduction de la taxation annuelle pour les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit

**Art. 216** <sup>1</sup> L'impôt sur le bénéfice dû par les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit pour l'année fiscale 1989 se détermine en principe d'après le résultat de l'exercice clos durant cette même année.



<sup>2</sup> Si le bénéfice imposable, taxé provisoirement, des années d'évaluation 1987 et 1988 est supérieur ou inférieur de 30 %, mais au minimum de 5 000 francs et dans tous les cas dès 50 000 francs, au bénéfice calculé selon l'alinéa 1, l'impôt sera déterminé sur la base de la moyenne entre ce dernier et le bénéfice imposable réalisé en 1987/1988.

<sup>3</sup> Un impôt spécial, calculé conformément à l'article 86, alinéa 2, sera perçu sur les bénéfices extraordinaires réalisés au cours des années d'évaluation qui n'auront pas été prises en compte pour la détermination du bénéfice imposable.

Application du nouveau droit aux sociétés de capitaux et sociétés coopératives

**Art. 217** Le nouveau droit s'applique aux sociétés de capitaux et sociétés coopératives pour la première fois lors de la détermination de l'impôt sur le bénéfice et de l'impôt sur le capital dus pour l'année fiscale 1989.

Indemnités de l'assurance-chômage

**Art. 217a<sup>23)</sup>** Les indemnités de l'assurance-chômage demeurent imposables à raison de 90 % jusqu'à l'adaptation complète du droit cantonal à la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2000.

Bénéficiaires de contributions d'entretien pour enfants à charge

**Art. 217b<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes divorcées, séparées ou célibataires qui perçoivent des contributions d'entretien pour les enfants à leur charge fixées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994 ont droit, pour les années fiscales 1994 à 1998, à une déduction supplémentaire de 1 200 francs par enfant pour lequel une contribution est versée.

<sup>2</sup> Le droit à cette déduction disparaît si la contribution d'entretien a été modifiée après le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix

**Art. 217c<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> L'adaptation des déductions et des barèmes de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38) est supprimée pour l'année fiscale 1994.

<sup>2</sup> L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Les reliquats au 1<sup>er</sup> janvier 1993 restent en compte.

Frais de maladie, accidents ou invalidité

**Art. 217d<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les frais provoqués par la maladie, les accidents ou l'invalidité du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, encourus durant l'année 1993, sont déductibles selon l'article 32, alinéa 1, lettre e, lors de la taxation de l'année 1994.

<sup>2</sup> Ces frais ne donnent pas droit à une remise d'impôt pour l'année fiscale 1993 (art. 185), sauf s'ils sont répétitifs et dus à un état ou une maladie chronique (placement dans un home, diabète).

Assurances de capitaux acquittées au moyen d'une prime unique

**Art. 217e<sup>(28)</sup>** L'article 18, alinéa 1, lettre a, s'applique aux assurances de capitaux acquittées au moyen d'une prime unique et conclues après le 31 décembre 1998.

Gains en capital réalisés par les sociétés mixtes

**Art. 217f<sup>(28)</sup>** <sup>1</sup> Les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription s'y rapportant ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent pas dans le calcul du rendement net au sens de l'article 78, alinéa 2, si la société de capitaux ou la société coopérative détenait les participations concernées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et réalise ces bénéfices avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

<sup>2</sup> Pour les participations détenues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le bénéfice, au début de l'exercice commercial qui est clos pendant l'année civile 2000, sont considérées comme coût d'investissement (art. 74a, al. 5, et 78, al. 5, lettre a).

<sup>3</sup> Si une société de capitaux ou une société coopérative transfère une participation qu'elle détenait avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 à une société du même groupe sise à l'étranger et que cette participation est égale à 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société, la différence entre la valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice et la valeur vénale de cette participation est ajoutée au bénéfice net imposable. Dans ce cas, les participations en cause sont considérées comme ayant été acquises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Simultanément, la société de capitaux ou la société coopérative peut constituer une réserve non imposée égale à cette différence. Cette réserve sera dissoute et imposée si la participation est vendue à un tiers étranger au groupe ou si la société dont les droits de participation ont été transférés aliène une part importante de ses actifs et passifs ou encore si elle est liquidée. La société de capitaux ou la société coopérative joindra à sa déclaration d'impôt une liste des participations qui font l'objet d'une réserve non imposée au sens du présent article. La réserve non imposée est dissoute sans incidence fiscale le 31 décembre 2006.

<sup>4</sup> Si l'exercice commercial se termine après l'entrée en vigueur de la présente modification, l'impôt sur le bénéfice est fixé pour cet exercice commercial selon le nouveau droit.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix

**Art. 217g<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> L'adaptation des déductions de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38 LI) est supprimée pour l'année fiscale 2001.

<sup>2</sup> L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui du 31 août 2000. Les reliquats résultant des dernières adaptations restent en compte.

Prestations en  
capital

**Art. 217h<sup>33)</sup>** Les prestations en capital au sens des articles 37, alinéa 1, et 123, alinéa 3, lettre c, échues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs des articles 37, alinéa 2, et 123, alinéa 3, lettre c, sont imposées selon ces nouveaux tarifs.

**Art. 217i<sup>117)</sup>**

Rappel d'impôt  
simplifié pour  
les héritiers

**Art. 217j<sup>61)</sup>** Les dispositions sur le rappel d'impôt de l'ancien droit s'appliquent aux successions ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente modification.

Barèmes pour  
l'impôt à la  
source

**Art. 217k<sup>69)</sup>** Pour l'impôt à la source, les barèmes arrêtés fin novembre 2012 sont applicables pour l'année fiscale 2013.

Adaptation aux  
dispositions  
générales du  
Code pénal  
suisse

**Art. 217l<sup>86)</sup>** Le nouveau droit est applicable au jugement des infractions commises au cours de périodes fiscales précédant l'entrée en vigueur de la modification du 26 octobre 2016 s'il est plus favorable que le droit en vigueur au cours de ces périodes fiscales.

Adaptation au  
droit en matière  
d'impôt fédéral  
direct

**Art. 218<sup>27)</sup>** Le Parlement est autorisé à apporter par décret des modifications aux dispositions de forme de la présente loi, si cela permet de réaliser une adaptation aux dispositions de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct<sup>15)</sup> et qu'il en résulte des simplifications et des allègements pour les contribuables.

Travailleurs  
frontaliers

**Art. 218a<sup>86)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement est compétent pour entreprendre des démarches en vue de la négociation du taux initial de 4,5 % prévu dans l'Accord du 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers<sup>87)</sup>.

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine à intervalles réguliers, mais au moins une fois par législature, si les conditions qui ont conduit à la fixation du taux en vigueur se sont modifiées.

<sup>3</sup> Au terme de l'examen prévu à l'alinéa 2, le Gouvernement adresse un rapport au Parlement qui décide de l'opportunité de mandater le Gouvernement pour entreprendre les démarches adéquates en vue de renégocier le taux de rétrocession.

Imposition des  
réserves latentes

**Art. 218b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si des personnes morales ont été imposées sur la base des articles 83 et 84 de l'ancien droit, les réserves latentes existant à la fin de cette imposition, y compris la plus-value créée par le contribuable lui-même, doivent, lors de leur réalisation, être imposées séparément dans les cinq ans qui suivent, dans la mesure où elles n'ont pas été imposables jusqu'alors. Le taux unitaire d'impôt est fixé à 0,522 % du bénéfice imposable.

<sup>2</sup> Le montant des réserves latentes que le contribuable fait valoir, y compris la plus-value qu'il a créée lui-même, est fixé par une décision de l'autorité de taxation.

<sup>3</sup> Les amortissements de réserves latentes, y compris de la plus-value créée par le contribuable lui-même, qui ont été déclarées à la fin de l'imposition fondée sur les articles 83 et 84 de l'ancien droit sont pris en compte dans le calcul de la limitation de la réduction fiscale visée à l'article 71b.

Taux unitaire de  
l'impôt sur le  
bénéfice

**Art. 218c<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Pour les première et deuxième périodes fiscales suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 2,406 % du bénéfice imposable.

<sup>2</sup> Pour les troisième et quatrième périodes fiscales suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 2,118 % du bénéfice imposable.

Abrogation

**Art. 219** La loi du 26 octobre 1978 sur les impôts directs de l'Etat et des communes est abrogée.

Référendum

**Art. 220** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 221** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 mai 1988

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

\* Montants sujets à adaptation (art. 2a à 2d; voir arrêtés du Gouvernement RSJU 641.111.12 et suivants)

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RS 220](#)
- 3) [RS 642.14](#)
- 4) [RS 935.51](#)
- 5) [RS 642.21](#)
- 6) [RS 831.40](#)
- 7) [RS 951.31](#)
- 8) [RS 210](#)
- 9) [RS 211.412.11](#)
- 10) [RS 281.1](#)
- 11) [RSJU 175.1](#)
- 12) [RSJU 172.111](#)
- 13) [RS 311.0](#)
- 14) [RSJU 321.1](#)
- 15) [RS 642.11](#)
- 16) 1<sup>er</sup> janvier 1989
- 17) Introduit par le ch. I de la loi du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002
- 20) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#)). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la loi d'impôt
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 23) Introduit(e)s par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 24) Abrogé(e)s par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 25) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 22 juin 1994 instituant des mesures d'économie 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 26) Introduit par le ch. I de la loi du 22 décembre 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996

- 
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 28) Introduit(e)(s) par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 29) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001; abrogé par la loi du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 33) Introduit par le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 35) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 36) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 40) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 42) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 43) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 44) [RS 151.3](#)
- 45) Introduit par le ch. XXVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 46) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 47) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 48) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 49) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 50) [RS 822.41](#)
- 51) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 52) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 53) [RS 192.12](#)
- 54) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 55) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 56) [RS 831.10](#)
- 57) Introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 58) Titre introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 59) Nouvelle teneur selon le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 60) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010

- 61) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 62) [RS 221.301](#)
- 63) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 64) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 65) Nouvelle teneur selon le ch. VI de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 66) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
- 67) [RSJU 211.1](#)
- 68) Nouvelle teneur selon le ch. XVII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 69) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 70) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 71) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 72) RS 161.1
- 73) Introduit(e) par l'article 7, alinéa 2, de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2013 ([RSJU 901.6](#))
- 74) [RSJU 901.6](#)
- 75) Introduite par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 76) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 77) Introduite par le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 78) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 79) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 80) Abrogée par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 81) Introduite par le ch. IV de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 82) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 83) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 84) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 85) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 octobre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 86) Introduit par le ch. I de la loi du 26 octobre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 87) [RSJU 649.751](#)
- 88) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 89) Introduit par le ch. I de la loi du 28 février 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 90) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 février 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 91) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 octobre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019
- 92) Introduite par le ch. I de la loi du 24 octobre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019
- 93) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 94) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 95) Introduit par le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 96) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020



- 
- 97) [RS 0.232.142.2](#)  
98) [RS 232.14](#)  
99) [RS 231.2](#)  
100) [RS 232.16](#)  
101) [RS 812.21](#)  
102) [RS 910.1](#)  
103) [RS 642.142.1](#)  
104) [RS 420.1](#)  
105) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020  
106) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020  
107) Abrogée par le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020  
108) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021  
109) Abrogé par le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021  
110) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021  
111) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021  
112) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022  
113) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022  
114) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023  
115) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023  
116) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023  
117) Abrogé par le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023  
118) [RS 837.2](#)  
119) [RS 952.0](#)



**Arrêté****portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2023**

du 7 février 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 2a, 2b, 2c et 2d de la loi d'impôt du 26 mai 1988<sup>1)</sup>,

considérant que l'indice des prix à la consommation a passé de 102,7 points (décembre 2015 : 100) au 1<sup>er</sup> juillet 2019 à 105,4 points au 30 juin 2022,

*arrête :*

Impôt sur le  
revenu

**Article premier** <sup>1</sup> Les déductions et limites de revenu prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 900 francs;
- b) 20 %, mais au maximum 1 900 francs\* par les contribuables qui exercent à titre principal une activité indépendante.

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

(...)

- d) les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 6 600 francs pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de la moitié de ce montant pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés pour les jeunes en formation, dès l'année qui suit leur 18<sup>ème</sup> anniversaire, du même montant que celui déterminant pour les autres contribuables; de 1 020 francs\* par enfant à charge et de 760 francs lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b.

**Art. 32** <sup>1</sup> Sont également déductibles :

(...)

- g) les frais engendrés par la garde confiée à une tierce personne, jusqu'à 10 300 francs au maximum pour chaque enfant de moins de 14 ans qui vit dans le ménage du contribuable assurant son entretien, si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable;
- h) les cotisations et les versements, jusqu'à concurrence d'un montant de 10 300 francs, en faveur d'un parti politique qui remplit l'une des conditions suivantes :
  - être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>2</sup>;
  - être représenté au Parlement cantonal;
  - avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au Parlement cantonal.

(...)

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 600 francs est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

(...)

- b) 1 700 francs\* pour les personnes divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant, sans enfant à charge, tout en disposant du droit d'accueillir chez elles leurs enfants mineurs en application des dispositions du Code civil suisse (CC)<sup>3</sup>;
- c) 3 900 francs pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) 5 500 francs pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 200 francs par enfant à partir de trois enfants à charge;

(...)

- e) un supplément de 10 300 francs au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 3 000 francs au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable et de 2 600 francs\* au maximum pour les frais de déplacement, pour autant que l'ensemble des frais d'instruction s'élèvent à 1 000 francs\* au moins et que le revenu annuel net de l'enfant, bourse comprise, ne dépasse pas 18 600 francs;

- f) 2 300 francs\* pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;
- g) 8 700 francs lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions personnelles n'excède pas 36 000 francs pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 28 100 francs pour les autres, après les corrections suivantes :
- les pertes commerciales non absorbées sont ajoutées;
  - l'excédent de dépenses de la fortune immobilière privée et de la fortune immobilière commerciale est ajouté;
  - l'excédent de dépenses concernant les copropriétés, communautés héréditaires et autres collectivités est ajouté;
  - 3 % de la fortune imposable diminuée du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre a, pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre b, pour les autres contribuables, est ajouté;
- la déduction est portée à 10 000 francs quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 520 francs par tranche de 830 francs dépassant les limites de revenu fixées;
- h) 2 600 francs aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- i) 3 600 francs pour les époux qui vivent en ménage commun.

<sup>2</sup> Les tranches de revenu applicables à l'impôt sur le revenu s'établissent comme suit :

**Art. 35** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

---

0	%	pour les	12 200 premiers francs de revenu;
0,880	%	pour les	6 000 francs suivants;
2,269	%	pour les	9 000 francs suivants;
3,242	%	pour les	19 700 francs suivants;
4,122	%	pour les	40 900 francs suivants;
4,771	%	pour les	109 100 francs suivants;
5,697	%	pour les	227 400 francs suivants;
5,789	%	au-delà.	

(...)

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0	%	pour les	6 600 premiers francs de revenu;
1,667	%	pour les	7 500 francs suivants;
3,149	%	pour les	13 600 francs suivants;
4,029	%	pour les	21 200 francs suivants;
4,909	%	pour les	40 900 francs suivants;
5,558	%	pour les	109 100 francs suivants;
5,789	%	au-delà.	

Impôt sur les  
prestations en  
capital

**Art. 2** Les tranches de capital applicables aux prestations en capital à caractère de prévoyance s'établissent comme suit :

**Art. 37** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux d'impôt suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :
  - 0,9 % pour les 55 000 premiers francs;
  - 1,1 % pour les 55 000 francs suivants;
  - 1,3 % au-delà;
- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :
  - 1,1 % pour les 55 000 premiers francs;
  - 1,3 % pour les 55 000 francs suivants;
  - 1,7 % au-delà.

(...)

Impôt sur la  
fortune

**Art. 3** <sup>1</sup> Les déductions prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 47** Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a) 55 000 francs pour les couples mariés vivant en ménage commun;
  - b) la moitié de ce montant pour les autres contribuables et pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- (...)

<sup>2</sup> Les tranches de fortune et la limite de fortune applicables à l'impôt sur la fortune s'établissent comme suit :

**Art. 48** <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50	‰	pour les	108 000 premiers francs de fortune;
0,75	‰	pour les	326 000 francs suivants;
0,95	‰	pour les	381 000 francs suivants;
1,10	‰	pour les	817 000 francs suivants;
1,20	‰	pour le surplus.	

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 56 000 francs au moins.

Impôt sur le  
bénéfice

**Art. 4** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 76** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> (...)

<sup>3</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 20 000 francs<sup>3</sup> de leur bénéfice imposable.

<sup>4</sup> (...)

Impôt sur le  
capital

**Art. 5** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 81** Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 51 000 francs de leur capital imposable. La déduction est portée au double du montant précité pour les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux.

Impôt à la source

**Art. 6** Les limites de recettes journalières, de même que le montant des prestations en capital en matière d'impôt perçu à la source, s'établissent comme suit :

**Art. 123** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 8,30 % pour des recettes journalières jusqu'à 230 francs;
- b) 12,45 % pour des recettes journalières de 231 francs à 1 100 francs\*;
- c) 16,60 % pour des recettes journalières de 1 101 francs\* à 3 400 francs;
- d) 20,75 % pour des recettes journalières supérieures à 3 400 francs.

<sup>3</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f<sup>bis</sup>, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

(...)

c) (...); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :

- 5,0 % pour les 55 000 premiers francs;
- 6,0 % pour les 33 000 francs suivants;
- 6,5 % pour les 33 000 francs suivants;
- 7,0 % pour les 33 000 francs suivants;
- 7,5 % au-delà.

Entrée en  
vigueur

**Art. 7** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Delémont, le 7 février 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

\* Montants demeurant inchangés par rapport à l'année fiscale 2022

- 1) [RSJU 641.11](#)
- 2) [RS 161.1](#)
- 3) [RS 210](#)





# Décret concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques

du 23 mars 1994

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 43, alinéa 4, de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>1</sup>,

*arrête :*

## TITRE PREMIER : Généralités

Evaluation  
officielle

**Article premier** <sup>1</sup> La valeur des immeubles et des forces hydrauliques est fixée par une procédure d'évaluation officielle (art. 43, al. 1, LI).

Révision  
générale

<sup>2</sup> Les valeurs officielles font l'objet d'une révision générale en principe tous les dix ans.

<sup>3</sup> Le Parlement ordonne la révision générale; il peut modifier le terme de dix ans en fonction de l'évolution des valeurs de rendement et des valeurs vénales, pour tout ou partie des immeubles.

<sup>4</sup> La procédure de mise à jour est réservée (art. 2).

Mise à jour

**Art. 2** Entre deux révisions générales, la valeur officielle est mise à jour lorsque l'un des changements suivants intervient :

- a) la construction, la transformation ou la démolition de bâtiments et d'installations;
- b) la modification de l'affectation ou de l'état de terrains et de bâtiments;
- c) les changements de zone, notamment la conversion de biens-fonds agricoles en terrains à bâtir, et inversement;
- d) la constitution, la modification ou l'extinction de droits, charges et concessions;
- e) l'existence de circonstances particulières qui font apparaître qu'une nouvelle évaluation conduirait à une modification de la valeur officielle de plus de 20%.

## TITRE DEUXIEME : Principes d'évaluation

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**Immeubles** **Art. 3** <sup>1</sup> La notion d'immeubles se détermine conformément aux prescriptions du Code civil suisse<sup>2)</sup> (art. 642 et 655) et de la loi jurassienne introductive<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Les constructions érigées sur le fonds d'autrui en vertu d'un droit de superficie dépendant, ainsi que les avantages naturels mis à profit sur le terrain d'autrui sur la base d'une servitude personnelle, sont assimilés aux immeubles. Ils sont évalués séparément et inscrits au nom de l'ayant droit dans le registre des valeurs officielles.

**Droits et charges** **Art. 4** Les droits, charges et servitudes qui se rattachent à l'immeuble sont pris en considération.

**Exceptions** **Art. 5** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à l'évaluation officielle :

- a) les bâtiments qui n'ont ni rendement ni valeur marchande;
- b) les routes, chemins, places, ponts, trottoirs, et parcs publics, ainsi que les cimetières;
- c) les immeubles, portions d'immeuble et ouvrages appartenant à la Confédération suisse et à ses établissements, dans la mesure où le droit fédéral exclut l'imposition;
- d) les constructions et ouvrages publics situés sur le territoire de la commune qui en est propriétaire;
- e)<sup>8)</sup> les sources, droits d'eau, droits de source et droits d'utilisation d'eau;
- f)<sup>8)</sup> les installations de transport ferroviaire.

<sup>2</sup> Si une évaluation officielle est nécessaire pour les immeubles susmentionnés, elle est établie conformément aux dispositions du présent décret.

**Moment déterminant** **Art. 6** La valeur officielle se détermine par rapport à l'état et l'étendue des immeubles et des forces hydrauliques au moment de l'évaluation, sous réserve des motifs de mise à jour qui surviennent avant l'entrée en vigueur de la nouvelle valeur.

## CHAPITRE II : Dispositions particulières

### SECTION 1 : Immeubles agricoles et sylvicoles

Notion	<b>Art. 7</b> <sup>1</sup> Sont réputés immeubles agricoles ou sylvicoles les biens-fonds et les bâtiments affectés exclusivement ou principalement à l'agriculture, à la viticulture ou à la sylviculture et dont la valeur est déterminée essentiellement par cette exploitation.
Evaluation	<sup>2</sup> La valeur officielle des immeubles agricoles et sylvicoles se détermine en fonction de la valeur de rendement (art. 43, al. 3, LI).
Valeur de rendement	<b>Art. 8</b> La valeur de rendement des immeubles agricoles et des forêts est fixée selon le droit fédéral <sup>4)</sup> .
Portions d'immeubles non agricoles	<b>Art. 9</b> Lorsque la valeur vénale de portions d'immeuble n'est pas déterminée essentiellement par l'exploitation agricole ou sylvicole, ces portions sont évaluées conformément aux articles 10 et suivants.

### SECTION 2 : Immeubles non agricoles

Notion	<b>Art. 10</b> Les biens-fonds qui ne sont pas affectés exclusivement ou principalement à l'agriculture, à la viticulture ou à la sylviculture et dont la valeur n'est pas déterminée essentiellement par ce genre d'exploitation sont considérés comme immeubles non agricoles.
Evaluation Principe	<b>Art. 11</b> La valeur officielle des immeubles non agricoles se détermine en fonction de la valeur vénale et de la valeur de rendement (art. 43, al. 2, LI).
Valeur de rendement	<p><b>Art. 12</b> <sup>1</sup> Est réputée valeur de rendement la somme capitalisée du rendement brut moyen réalisé pendant la période définie comme base de référence pour la révision générale et qui demeure réalisable, sans déduction des frais d'entretien, d'exploitation et de gérance, des intérêts passifs, des amortissements et des impôts.</p> <p><sup>2</sup> La jouissance de tout ou partie du bien-fonds par le propriétaire ou l'usufruitier constitue un rendement brut, estimé à la valeur marchande qui résulte des circonstances locales.</p>

<sup>3</sup> Le taux de capitalisation est fixé selon les conditions en vigueur au terme de la période de référence mentionnée à l'alinéa 1.

Valeur vénale

**Art. 13** La valeur vénale se détermine en fonction des prix moyens payés lors des transactions immobilières effectuées dans la région durant la période définie comme base de référence pour la révision générale, sans tenir compte des conditions extraordinaires ou personnelles.

Maisons d'habitation et bâtiments commerciaux, auberges et hôtels

**Art. 14** La valeur officielle des maisons d'habitation, des bâtiments commerciaux, auberges et hôtels, est établie sur la base de la valeur de rendement. L'appréciation de la valeur vénale influence la valeur de rendement par le biais d'une majoration ou d'une réduction. L'article 16 demeure réservé.

Immeubles industriels, hôpitaux, installations d'approvisionnement en eau, stations d'épuration<sup>9)</sup>

**Art. 15** <sup>1</sup> Pour tous les autres immeubles bâtis, tels que biens-fonds industriels, établissements, hôpitaux, installations d'approvisionnement en eau, stations d'épuration des eaux et autres semblables, la valeur à neuf des bâtiments et la valeur vénale du terrain sont déterminantes.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> La valeur de rendement et la valeur vénale des bâtiments ne doivent pas être calculées, mais elles sont prises en considération lors de la détermination de la valeur à neuf. Cette disposition s'applique également à l'aménagement des alentours.

<sup>3</sup> La valeur à neuf est constituée par la valeur de remplacement moyenne de l'assurance immobilière cantonale durant la période de référence; pour les immeubles non assurés, on prend en considération le coût des investissements.

<sup>4</sup> La valeur officielle du terrain est déterminée en fonction de la valeur vénale; la valeur de rendement est prise en considération sous forme d'une déduction. Le résultat représente la valeur relative du terrain.

Rendement insuffisant

**Art. 16** <sup>1</sup> Lorsque le rendement d'immeubles bâtis, ou de portions de ceux-ci, est en disproportion manifeste avec la valeur vénale du terrain (valeur du terrain à bâtir), la valeur officielle doit être fixée à 80 % de la valeur vénale du terrain.

<sup>2</sup> Pour les immeubles dont l'importance historique est notoire, le taux susmentionné peut être réduit jusqu'à 60 %.

## Terrains

**Art. 17** <sup>1</sup> Les terrains sont estimés sur la base de leur valeur vénale. La valeur de rendement n'est prise en considération que sous forme d'une déduction opérée sur la valeur vénale.

<sup>2</sup> Les terrains en zone de construction sont estimés compte tenu de leur degré d'équipement. La valeur officielle correspond à :

- a) 10 % de la valeur vénale pour les terrains situés dans des zones d'utilité publique;
- b) 60 % de la valeur vénale pour les terrains sans viabilité fondamentale;
- c) 80 % de la valeur vénale pour les autres terrains;
- d) 10 % de la valeur vénale pour les terrains sans viabilité fondamentale qui appartiennent en propre à une entreprise agricole ou horticole, à condition que les bâtiments d'exploitation soient utilisés d'une manière correspondante. Dans les cas de rigueur, la valeur officielle peut être réduite jusqu'à 5 % de la valeur vénale.

<sup>3</sup> Les terrains situés hors de la zone de construction et aménagés en vue d'une utilisation industrielle ou artisanale (places de dépôt, de stationnement, de camping, etc.) ainsi que les sols acquis pour l'exploitation de matériaux sont estimés à 60 % de la valeur vénale.

<sup>4</sup> Les places de sport, places de marché et autres semblables sont estimées à 10 % de la valeur vénale.

## Terrains frappés d'une interdiction de bâtir

**Art. 18** <sup>1</sup> La valeur officielle des immeubles ou portions d'immeuble qui, en vertu de dispositions de droit public, sont frappés d'une interdiction de bâtir (zones vertes, zones à protéger, zones sensibles aux phénomènes naturels) est constituée par la valeur de rendement agricole.

<sup>2</sup> Les immeubles ou portions d'immeuble qui servent d'aisance à des bâtiments non agricoles font exception.

## Portions d'immeubles agricoles

**Art. 19** Les portions d'immeubles estimés selon les articles 10 et suivants qui sont affectées à l'agriculture, à la viticulture ou à la sylviculture et dont la valeur est déterminée essentiellement par cette exploitation sont évaluées conformément aux articles 7 et 8.

## Immeubles grevés de droits de superficie

**Art. 20** <sup>1</sup> Pour les immeubles grevés d'un droit de superficie, la valeur officielle est fixée d'après la valeur de rendement.

<sup>2</sup> La valeur de rendement se calcule en règle générale selon la rente convenue pour le droit de superficie, capitalisée au taux hypothécaire de référence en premier rang de la Banque cantonale du Jura durant la période définie comme base de référence pour la révision générale.<sup>10)</sup>

Droits de  
superficie

<sup>3</sup> La valeur officielle des droits de superficie est fixée selon les articles 7 et suivants et 10 et suivants.

Forces  
hydrauliques  
a) Principes  
d'évaluation

**Art. 21** <sup>1</sup> Les forces hydrauliques sont estimées selon leur valeur vénale, compte tenu de leur puissance et de leur constance ainsi que du profit économique réalisé ou prévisible, sans égard au titre juridique sur lequel se fonde leur exploitation, ni à la manière dont elles sont mises à profit.

<sup>2</sup> Les installations affectées directement à la production de l'énergie hydraulique, y compris le terrain y afférent, sont englobées dans la valeur officielle de la force hydraulique.

<sup>3</sup> Les installations qui ne sont pas affectées directement à la production de l'énergie hydraulique, y compris le terrain s'y rapportant, font l'objet d'une évaluation séparée.

b) Lieu  
d'évaluation et  
répartition

**Art. 22** <sup>1</sup> Les force hydrauliques sont évaluées dans la commune où elles sont rendues utilisables (commune de l'usine). Leur valeur officielle est répartie entre la commune de l'usine, toutes les communes qui touchent au cours d'eau naturel de la limite supérieure de la retenue artificielle de l'eau, soit de la prise d'eau du bief d'amont, jusqu'à l'embouchure du bief d'aval dans le cours d'eau naturel (communes riveraines), et les autres communes qui ont subi un préjudice notable du fait de l'installation affectée à la production d'énergie hydraulique.

<sup>2</sup> Un décret du Parlement<sup>5)</sup> règle la répartition de la valeur officielle totale entre les différentes communes.

c) Bâtiments et  
installations de  
forces  
hydrauliques  
inachevés

**Art. 23** Lorsque des bâtiments ou des installations destinés à la mise à profit de forces hydrauliques ne sont pas encore achevés, leur valeur officielle se détermine selon le rapport existant entre les frais d'investissement déjà survenus et la valeur officielle probable après achèvement de l'ouvrage.

## TITRE TROISIEME : Autorités et procédure

Département des  
Finances

**Art. 24** <sup>1</sup> Le Département des Finances exerce, sous la haute surveillance du Gouvernement, le contrôle de l'évaluation officielle des immeubles et des forces hydrauliques. Il édicte les instructions nécessaires.

<sup>2</sup> Il nomme les estimateurs cantonaux, qui collaborent à l'évaluation et au contrôle des valeurs officielles.

<sup>3</sup> Dans la mesure du possible, la fonction d'estimateur cantonal est attribuée à des personnes au chômage pour autant qu'elles disposent des qualités requises.

Service des  
contributions

**Art. 25** Le Service des contributions dirige et surveille la procédure d'évaluation. Il fixe les valeurs officielles.

Commission  
cantonale  
d'estimation

**Art. 26** <sup>1</sup> Le Gouvernement constitue une commission cantonale d'estimation, formée de neuf membres choisis dans les différentes régions du Canton et les divers groupes économiques.

<sup>2</sup> Il désigne le président, le vice-président et le secrétaire de la commission.

<sup>3</sup> La commission établit les normes d'évaluation.

<sup>4</sup> Elle statue valablement lorsque cinq au moins de ses membres sont présents. Elle prend ses décisions à la majorité simple. Le président a le droit de vote; il tranche en cas d'égalité des voix.

<sup>5</sup> Le Service des contributions peut déléguer des représentants avec voix consultative aux séances de la commission.

Commune

**Art. 27** <sup>1</sup> La commune propose les prix de base qui servent à déterminer la valeur vénale des terrains. En cas de désaccord avec le Service des contributions, la commission cantonale d'estimation statue.

<sup>2</sup> La commune délègue un représentant (estimateur communal) pour assister aux visites des lieux et contrôle, avec l'appui d'un estimateur cantonal, les questionnaires remplis par les propriétaires pour les immeubles dont l'estimation se fonde sur un tel document (art. 31).

<sup>3</sup> Les tâches de la commune peuvent être confiées à une commission communale (commission d'estimation).

<sup>4</sup> La commune tient le registre des valeurs officielles.

Procédure  
d'évaluation  
a) Méthodes

**Art. 28** <sup>1</sup> Les valeurs officielles sont fixées au moyen d'une adaptation linéaire ou sectorielle des anciennes valeurs, d'une visite des lieux ou d'un questionnaire soumis au propriétaire.

<sup>2</sup> La méthode est arrêtée par le Parlement; elle peut varier selon la nature des immeubles.

Adaptation  
linéaire ou  
sectorielle

**Art. 29** <sup>1</sup> L'estimation par l'adaptation linéaire ou sectorielle des anciennes valeurs intervient lorsque l'analyse de détail de chaque immeuble par visite des lieux ou questionnaire apparaît superflue en raison de la nature des immeubles concernés, de la durée écoulée depuis la dernière révision générale ou du nombre des mises à jour effectuées.

<sup>2</sup> Le taux d'augmentation ou de diminution des anciennes valeurs peut varier selon les immeubles et les communes.

Visite des lieux

**Art. 30** <sup>1</sup> La visite des lieux est effectuée par un estimateur cantonal, accompagné d'un représentant de la commune.

<sup>2</sup> Le propriétaire est tenu de garantir l'accès à l'ensemble des locaux à visiter et de produire tout document utile à la détermination de la valeur officielle.

Questionnaire

**Art. 31** <sup>1</sup> Lorsque la valeur officielle est fixée sur la base d'un questionnaire adressé au propriétaire, celui-ci est tenu de le remplir de manière exacte et complète et de le retourner à l'autorité compétente dans le délai prescrit.

<sup>2</sup> La commune, appuyée par un estimateur cantonal, contrôle les questionnaires relatifs aux immeubles sis sur son territoire.

<sup>3</sup> Le contrôle par visite des lieux, même après l'entrée en force de la valeur officielle fixée sur la base du questionnaire, est réservé.

Mise à jour

**Art. 32** <sup>1</sup> Le contribuable est tenu d'annoncer à la commune la survenance d'un motif de mise à jour (art. 2).



<sup>2</sup> La procédure est engagée par la commune lorsqu'elle a connaissance d'un motif de mise à jour.

<sup>3</sup> Les normes applicables sont celles arrêtées pour la révision générale. Une adaptation aux normes fédérales d'évaluation de la valeur de rendement agricole demeure réservée.<sup>[11\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La nouvelle valeur prend effet à partir du 31 décembre de l'année au cours de laquelle le motif de mise à jour au sens de l'article 2 est survenu.<sup>[6\)](#)</sup>

#### Procédure

**Art. 33** <sup>1</sup> Les dispositions de la loi d'impôt concernant la procédure de taxation s'appliquent par analogie à la procédure d'évaluation officielle (art. 130 à 151 LI).

<sup>2</sup> L'Etablissement d'assurance immobilière du canton du Jura renseigne, sur demande, le Service des contributions et la commune au sujet des modifications apportées aux bâtiments et de tout autre élément nécessaire à l'évaluation officielle.

#### Notification

**Art. 34** <sup>1</sup> La valeur officielle est notifiée au propriétaire et à la commune.

<sup>2</sup> En cas de visite des lieux, la décision indique que le propriétaire peut consulter le procès-verbal d'estimation ou en demander une copie. En cas d'estimation par questionnaire, la décision mentionne brièvement les modifications apportées par l'autorité.

<sup>3</sup> La décision énonce les voies de droit.

#### Voies de droit

**Art. 35** <sup>1</sup> La décision d'estimation est sujette à réclamation et à recours selon les dispositions de la loi d'impôt (art. 157 à 168 LI).

<sup>2</sup> En cas d'adaptation linéaire des valeurs officielles, les voies de droit sont limitées au calcul de l'adaptation proprement dite.<sup>[7\)](#)</sup>

#### Frais

**Art. 36** <sup>1</sup> Les frais de l'évaluation officielle sont à la charge de l'Etat et des communes.

<sup>2</sup> La répartition des frais entre l'Etat et les communes est arrêtée par le Parlement.

Indemnisation des estimateurs **Art. 37** Le Gouvernement édicte une ordonnance concernant l'indemnisation des estimateurs cantonaux et communaux.

Frais en cas de mise à jour extraordinaire **Art. 38** Les frais de la mise à jour sont à la charge du contribuable lorsqu'elle a été effectuée à sa demande et qu'elle n'aurait pas été réalisée d'office.

Rappel d'impôt et infractions **Art. 39** Les prescriptions de la loi d'impôt s'appliquent concernant le rappel d'impôt (art. 173 à 175 LI) et la répression des infractions (art. 198 et suivants LI).

#### **TITRE QUATRIEME : Dispositions finales**

Prescriptions d'exécution **Art. 40** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les modalités de détail de la révision générale et fixe la date d'entrée en vigueur des nouvelles valeurs.

<sup>2</sup> L'entrée en vigueur des nouvelles valeurs peut être différente selon la nature des immeubles.

Entrée en vigueur **Art. 41** Le présent décret entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 23 mars 1994

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Schlüchter  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RSJU 641.11](#)

2) [RS 210](#)

3) [RSJU 211.1](#)

4) Actuellement : ordonnance fédérale du 28 décembre 1951 sur l'estimation de la valeur de rendement agricole (RS 211.412.123)

- 5) Décret du 6 décembre 1978 concernant la répartition des valeurs officielles de forces hydrauliques entre les communes intéressées ([RSJU 641.541.1](#))
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002
- 7) Introduit par le ch. I du décret du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002
- 8) Introduite par le ch. I du décret du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 10) Nouvelle teneur selon l'art. 20b, al. 2, de la loi sur la Banque cantonale du Jura, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



**Arrêté****fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2023**

du 29 novembre 2022

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Paramètres  
généraux

**Article premier** Les paramètres généraux sont fixés comme suit :

- |  |   |   |
|--|---|---|
| a) Revenu fiscal harmonisé   | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| b) Revenu fiscal harmonisé par habitant  | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| c) Revenu fiscal harmonisé moyen par habitant  | : | CHF 2'834.76/habitant (arrondi)                 |
| d) Indice des ressources   | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| e) Indice des ressources de début de zone neutre ( $x_{n1}$ ou $y_{n1}$ , si $x_{n1}=y_{n1}$ ) | : | 90  |
| f) Indice des ressources donnant accès à la dotation minimale ( $x_{d1}$ )                     | : | 64  |
| g) Indice des ressources après dotation minimale ( $y_{d1}$ )                                  | : | 78  |
| h) Coefficient progressif d'alimentation   |   |   |
| $y_{a1}$   | : | 0.100   |
| $y_{a2}$   | : | 0.430   |
| $x_{a2}$   | : | 500   |
| $x_{a1}$   | : | 100   |
| i) Coefficient de limitation de la redistribution des prestations                              |   |   |
| $x_{r1}$   | : | 1.35 (arrondi)                                  |
| $x_{r2}$   | : | 2.35 (arrondi)                                  |
| $y_{r1}$   | : | 0.75  |
| $y_{r2}$   | : | 1   |
| Q générale moyenne   | : | 2.35 (arrondi)                                  |

j) Equation de la droite de réduction  
des disparités ( $y_d = ax + b$ )

a	:	0.4615 (arrondi)
b	:	48.4615 (arrondi)

Coefficient de  
transfert de la  
charge fiscale

**Art. 2** En application de l'article 14a de l'ordonnance concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>, le coefficient de transfert de la charge fiscale ( $k_f$ ) est fixé à 1,28071523.

Alimentation et  
versements du  
fonds de  
péréquation  
financière

**Art. 3** Les versements (alimentation) au fonds de péréquation financière et les prestations du fonds de péréquation financière sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Charges  
structurelles  
topographiques

**Art. 4** En matière de compensation des charges structurelles topographiques, les paramètres sont fixés comme suit :

a) liées à la  
surface

Montant $S_{répa}$ à répartir en matière de charges structurelles topographiques liées à la surface par habitant	:	CHF 150'000
Surfaces par commune $S_{com}$ et par habitant $S_{com\ hab}$	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>
Surface moyenne par habitant $S_{com\ hab}$	:	1,14 ha/hab
Coefficient de compensation $k_s$	:	2
Montants des compensations (par commune)	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>

b) de déneige-  
ment

Montant $D_{répa}$ à répartir en matière de charges structurelles topographiques liées à la charge de déneigement	:	CHF 200'000
Points d'altitude des communes $Alt_{com}$	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>
Altitude donnant accès à la compensation des charges de déneigement	:	800 mètres
Montants des compensations (par commune)	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>

Charges  
structurelles des  
communes-  
centres

**Art. 5** En matière de compensation des charges des communes-centres, les paramètres sont fixés comme suit :

a) Charge nette  
de commune-  
centre

Delémont, montant à compenser : CHF 987'099  
Porrentruy, montant à compenser : CHF 443'835

b) Utilisation par  
la population

	Communes de la couronne	Autres communes du district
--	----------------------------	--------------------------------

**District de Delémont**

– Bibliothèque de la Ville	: 25 %	25 %
– Ludothèque	: 30 %	0 %
– Piscines couverte et plein air	: 15 %	15 %

**District de Porrentruy**

– Bibliothèque municipale	: 25 %	15 %
– Bibliothèque municipale des jeunes	: 25 %	15 %
– Centre de la jeunesse	: 25 %	15 %
– Ludothèque municipale	: 25 %	15 %
– Piscine de plein air	: 25 %	15 %

c) Isochrones

Valeurs des isochrones : – 10 minutes  
– 15 minutes  
– 20 minutes

d) Répartition  
pour le district  
de Delémont

**District de Delémont**

– Communes de la couronne	: Courrendlin, Courroux, Courtételle, Develier, Rossemaison et Soyhières.
– Isochrone 10 minutes	: Châtillon, Haute-Sorne, Mettembert, Val Terbi.
– Isochrone 15 minutes	: Boécourt, Bourrignon, Courchapoix, Ederswiler, Mervelier, Movelier et Pleigne.
– Isochrone 20 minutes	: Saulcy.

e) Répartition  
pour le district  
de Porrentruy

**District de Porrentruy**

– Communes de la couronne	: Alle, Bure, Coeuve, Courchavon, Courgenay, Courtedoux et Fontenais.
– Isochrone 10 minutes	: La Baroche, Cornol, Damphreux-Lugnez, Haute-Ajoie et Vendlincourt.

- 
- Isochrone 15 minutes : Basse-Allaine, Beurnevésin, Boncourt, Bonfol, Fahy et Grandfontaine.
  - Isochrone 20 minutes : Clos du Doubs.

f) Compensations

Montants des compensations : Selon tableau en annexe<sup>3)</sup>

Prestations du fonds de soutien stratégique

**Art. 6** Les versements du fonds de soutien stratégique à titre de soutien financier conditionnel sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Abrogation

**Art. 7** L'arrêté du Gouvernement du 7 décembre 2021 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2022 est abrogé.

Entrée en vigueur

**Art. 8** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Delémont, le 29 novembre 2022

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : David Eray  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

<sup>1)</sup> RSJU 651

<sup>2)</sup> RSJU 651.11

<sup>3)</sup> Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2022, n° 44, p. 924-925



## TABLE DES MATIERES

<b>7</b>	<b>Constructions, travaux publics, énergie, transports et communications</b>
<b>70</b>	<b><i>Constructions et aménagement du territoire</i></b>
<b>701</b>	<b><i>Constructions</i></b>
701.1	Loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.11	Ordonnance du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.111	Arrêté du Gouvernement du 10 novembre 2020 fixant le tarif de la redevance pour la mise à disposition de l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire
701.12	Ordonnance du 21 février 2012 concernant la cellule administrative responsable de la procédure accélérée en matière de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal
701.251	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réclame extérieure et sur la voie publique
701.31	Décret du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions
701.51	Décret du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire
701.511	Décision du 6 décembre 1978 portant délégation de compétences du Service de l'aménagement du territoire en vertu de l'article 47 de la loi sur les constructions
701.61	Ordonnance du 27 août 2019 réglant les modalités d'octroi de subventions pour la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens
701.71	Décret du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers
701.81	Décret du 11 décembre 1992 concernant le remembrement de terrains à bâtir
701.91	Arrêté du Parlement du 27 mars 2019 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions (AIHC)
<b>702</b>	<b><i>Aménagement du territoire</i></b>
702.1	Arrêté du Parlement du 22 mai 2002 fixant les principes directeurs et les objectifs d'aménagement du territoire applicables à la révision du plan directeur

- 702.2 Ordonnance du 11 mai 2004 instituant la commission du développement durable
- 702.61 Arrêté du Gouvernement du 24 novembre 2015 fixant le montant de la plus-value en deçà duquel aucune contribution au sens de l'article 111b de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire n'est perçue

## **71** ***Expropriation***

- 711 Loi du 26 octobre 1978 sur l'expropriation
- 712.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 20 juin sur l'expropriation

## **72** ***Travaux publics***

### *721 Dispositions générales*

- 721.23 Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la fixation du début des travaux des constructions cantonales et de l'échéance des subventions de l'Etat
- 721.91 Arrêté du Gouvernement du 5 juillet 1995 relatif à la convention de réciprocité sur l'adjudication de travaux et de fournitures pour les constructions réalisées par les administrations cantonales

### *722 Routes et autres voies de transport et communication*

- 722.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes
- 722.112.1 Ordonnance du 26 février 1985 portant délégation de compétences au chef du Service des ponts et chaussées en matière de police de construction des routes
- 722.112.2 Ordonnance du 15 novembre 2016 portant délégation de compétence du Gouvernement au chef de la Section des constructions routières pour la modification de limites cadastrales impliquant des routes cantonales
- 722.123.31 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les routes d'approvisionnement à maintenir constamment ouvertes aux transports exceptionnels
- 722.123.42 Décret du 6 décembre 1978 sur le calcul des subventions cantonales aux frais de construction des routes communales
- 722.181 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales
- 722.191 Loi du 3 septembre 1981 sur le principe de la construction d'une route nationale de deuxième classe reliant Boncourt à Choindex (Transjurane)
- 722.31 Loi du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables

722.41            Loi du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre

## **73                    *Energie***

### *730                    Dispositions générales*

730.1            Loi du 24 novembre 1988 sur l'énergie  
730.11           Ordonnance du 13 décembre 2016 portant application de la loi sur l'énergie (Ordonnance sur l'énergie, OEn)  
730.111          Arrêté du Gouvernement du 25 août 2020 portant établissement de la liste des données qui doivent être transmises annuellement au canton et aux communes par les producteurs, fournisseurs et consommateurs d'énergie

### *731                    Energie électrique*

731.31           Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à l'exécution de la loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et à fort courant

### *732                    Energie nucléaire*

732.1            Loi de procédure sur la consultation du peuple en matière d'installations atomiques du 30 juin 1983

## **74                    *Transports et communications***

### *741                    Circulation routière*

741.11           Loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux  
741.151          Ordonnance du 17 décembre 2013 concernant les réglementations locales du trafic  
741.161          Ordonnance du 24 mars 2009 concernant l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers  
741.171          Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'utilisation de véhicules automobiles hors de la voie publique  
741.191          Ordonnance du 30 novembre 1982 portant délégation des compétences du Département des Finances et de la Police au chef de l'Office des véhicules pour autoriser les manifestations sportives sur la voie publique et la circulation hors de la voie publique  
741.25           Ordonnance du 7 avril 1998 concernant les entreprises de dépannage routier

741.42	Décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs
741.421	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles
741.611	Décret du 6 décembre 1978 sur l'imposition des véhicules routiers
741.611.01	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.02	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2004 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.1	Ordonnance du 13 décembre 1994 concernant la réduction de la taxe sur les véhicules en faveur des handicapés

**742** *Chemins de fer*

742.21	Loi du 20 octobre 2010 sur les transports publics
742.212	Ordonnance du 18 juin 2013 concernant la conférence des transports
742.213	Ordonnance du 21 juin 2016 concernant la commission technique des transports
742.91	Loi du 14 décembre 1990 concernant la consultation populaire sur le principe de la construction d'une deuxième ligne de chemin de fer entre Glovelier et Delémont indépendante de la voie CFF existante
742.92	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant création de la communauté tarifaire jurassienne (CTju)

**743** *Installations de transport par câbles et skilifts*

743.22	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au concordat du 15 octobre 1951 concernant les installations de transport par câbles et skilifts sans concession fédérale
--------	--

**744** *Entreprises de transport par automobiles*

744.12	Ordonnance du 5 mai 1998 concernant l'octroi d'autorisations cantonales de transport par automobiles
--------	--

**746** *Installations de transport par conduites*

746.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux, installations sous surveillance cantonale
--------	---

**747**                      *Navigation*

- 747.11                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de l'article 62 de la loi fédérale du 28 septembre 1923 sur le registre des bateaux
- 747.201                      Ordonnance du 16 mars 2010 sur la navigation
- 747.21                      Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au règlement du 6 mai 1960 concernant la police de la navigation

**748**                      *Aviation*

- 748.11                      Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi fédérale du 21 décembre 1948 sur la navigation aérienne

**75**                      ***Eaux*****751**                      *Police des eaux*

- 751.151                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'amarrage de bateaux, radeaux, etc., sur les cours d'eau du domaine public et privé



## TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>81</b>	<b>Santé</b>
810	<i>Généralités, promotion de la santé, soins hospitaliers et soins à domicile</i>
810.01	Loi sanitaire du 14 décembre 1990
810.011	Arrêté du Parlement du 9 décembre 1998 approuvant le plan sanitaire
810.012	Ordonnance du 15 décembre 2020 relative au registre cantonal des tumeurs
810.015	Ordonnance du 17 juin 2014 concernant les appareils de bronzage et la vente des produits du tabac
810.016	Arrêté du Gouvernement du 12 octobre 1993 portant constitution du fonds de promotion de la santé
810.019.1	Arrêté du Parlement du 26 octobre 1989 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Fondation suisse pour la promotion de la santé
810.019.2	Arrêté du Parlement du 26 avril 1990 portant approbation de la convention passée avec la Ligue jurassienne contre les toxicomanies
810.02	Loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients
810.021	Ordonnance du 24 avril 2007 sur les droits des patients
810.05	Ordonnance du 17 janvier 1996 concernant les recherches sur l'être humain
810.06	Loi du 17 novembre 2004 sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux
810.11	Loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers
810.111.1	Ordonnance du 20 mars 2012 sur les établissements hospitaliers
810.23	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le service de pathologie de l'Hôpital régional de Delémont
810.31	Ordonnance du 8 mai 2001 concernant la Fondation pour l'Aide et les Soins à domicile
810.41	Loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411	Ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 10 février 2017 en matière de conception architecturale pour la construction ou rénovation d'appartements protégés

810.411.2	Arrêté du Département de l'économie et de la santé du 1 <sup>er</sup> décembre 2022 fixant les tarifs et les prix de pension à charge des résidents des établissements médico-sociaux, des unités de vie de psychogériatrie, des centres de jour et des appartements protégés sur le territoire de la République et Canton du Jura ou de leurs répondants dès 2023
810.511.1	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques
810.512	Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1998 fixant le statut et l'organisation de l'Unité d'accueil psycho-éducative de Saint-Ursanne
810.91	Arrêté du Parlement du 16 février 2022 portant approbation de la convention sur les contributions des cantons aux hôpitaux relatives au financement de la formation médicale postgrade et sur la compensation intercantonale des charges (Convention sur le financement de la formation postgrade; CFFP)
810.98	Arrêté du Parlement du 26 novembre 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la médecine hautement spécialisée (CIMHS)
811	<i>Professions sanitaires</i>
811.111	Ordonnance du 2 octobre 2007 concernant l'exercice des professions de médecin, de dentiste, de chiropraticien et de vétérinaire
811.211	Ordonnance du 25 janvier 2011 concernant le service ambulancier
811.212	Ordonnance du 12 mars 1997 concernant l'exercice de la profession de chef de laboratoire d'analyses médicales
811.213	Ordonnance du 2 octobre concernant l'exercice des professions de la santé
811.821	Arrêté du Parlement du 31 mars 1988 portant création de l'Ecole de soins infirmiers de la République et Canton du Jura
811.891	Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant l'adhésion à la convention du 20 mai 1976 entre les cantons et la Croix-Rouge suisse concernant la formation professionnelle du personnel infirmier, médico-technique et médico-thérapeutique
811.893	Arrêté du Parlement du 12 février 1981 concernant la conclusion d'une convention avec le canton de Berne portant, dans le domaine hospitalier, sur l'indemnisation de prestations scolaires aux habitants du canton voisin
811.894	Arrêté du Parlement du 10 mars 1983 concernant l'adhésion à la convention du 1 <sup>er</sup> janvier 1977 liant l'Ecole d'infirmières en hygiène maternelle et pédiatrie "L'Abri" aux cantons de Vaud, Neuchâtel et Valais
811.923	Ordonnance du 6 décembre 1978 fixant les honoraires des médecins agissant pour le compte des autorités d'assistance
811.924	Ordonnance du 9 décembre 2008 concernant les tarifs du Centre médico-psychologique



811.941	Ordonnance du 24 juin 1997 sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités
811.942	Arrêté du Gouvernement du 5 mars 2013 fixant les tarifs des honoraires des vétérinaires chargés du contrôle des viandes et du contrôle des animaux avant abattage
811.981	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les honoraires des sages-femmes
812	<i>Substances thérapeutiques, stupéfiants et poisons</i>
812.21	Loi du 14 décembre 1990 sur la vente des médicaments
812.211	Ordonnance du 8 octobre 2013 sur les médicaments vétérinaires
812.41	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les pharmacies, les produits thérapeutiques et les stupéfiants
812.42	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les drogueries
812.51	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des fournitures de médicaments faites par les pharmaciens ou les médecins aux membres de caisses-maladie reconnues
812.52	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des médicaments délivrés par les pharmaciens ou médecins aux personnes assurées obligatoirement auprès de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
814	<i>Protection de l'équilibre écologique</i>
814.01	Ordonnance du 30 janvier 1990 portant application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement
814.015	Loi du 9 décembre 2020 sur les déchets et les sites pollués (Loi sur les déchets, LDSP)
814.015.61	Arrêté du Gouvernement du 10 novembre 2020 concernant l'alimentation du fonds pour la gestion des déchets
814.02	Ordonnance du 12 décembre 2006 concernant les mesures de lutte contre la pollution de l'air par des poussières fines
814.12	Ordonnance du 11 décembre 2007 sur la protection des sols
814.20	Loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux)
814.21	Ordonnance du 29 novembre 2016 sur la gestion des eaux (OGEaux)
814.22	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur les mesures de protection à prendre en cas d'événement impliquant des matières dangereuses
814.81	Ordonnance du 10 juin 2008 portant application de la loi fédérale sur les produits chimiques
817	<i>Police des denrées alimentaires</i>
817.0	Loi du 26 mars 2014 portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels

- 817.014 Ordonnance du 29 janvier 2002 concernant la participation aux frais du contrôle des champignons
- 817.190 Ordonnance du 24 avril 2012 portant exécution de la législation fédérale sur l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes

**818** *Lutte contre les maladies*

- 818.161.1 Ordonnance du 4 mars 1997 concernant les vaccins et vaccinations
- 818.166.11 Règlement du Fonds Helene-Welti du 6 décembre 1978

**82** *Travail*

**822** *Protection des travailleurs*

- 822.11 Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce
- 822.112.1 Ordonnance du 26 avril 1983 portant délégation des compétences du Département de l'Economie publique à l'inspecteur du Service des arts et métiers et du travail concernant les autorisations d'exploiter et les règlements d'entreprises
- 822.22 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles
- 822.31 Ordonnance du 23 août 1983 portant exécution de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile
- 822.41 Loi du 22 novembre 2017 sur le salaire minimum cantonal
- 822.411 Ordonnance d'exécution de la loi sur le salaire minimum cantonal du 10 mai 2022

**823** *Marché du travail*

- 823.112 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant introduction de l'assurance-chômage obligatoire selon l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976
- 823.12 Loi du 14 décembre 1990 sur l'indemnisation des travailleurs victimes de la faillite de leur employeur
- 823.130 Arrêté du Gouvernement du 19 décembre 1989 portant introduction du secours de crise dans la République et Canton du Jura pour l'année 1990
- 823.131 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le secours de crise en faveur de chômeurs assurés
- 823.132 Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1987 concernant le secours de crise; adaptation des limites de gêne
- 823.32 Loi du 9 novembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
- 823.321 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée

823.33	Loi du 22 décembre 1988 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allégements fiscaux
823.331	Ordonnance du 10 décembre 1991 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allégements fiscaux
823.4	Ordonnance du 18 décembre 2007 concernant l'organe de contrôle cantonal au sens de la loi fédérale sur le travail au noir
824	<i>Litiges, tribunaux du travail</i>
824.21	Loi du 9 novembre 1978 concernant la Chambre cantonale de conciliation



# TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>83</b>	<b><i>Assurances sociales</i></b>
<b>831</b>	<b><i>Assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité</i></b>
831.10	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants
831.101	Ordonnance d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 6 décembre 1978
831.102	Ordonnance du 24 septembre 1991 fixant l'organisation et les attributions de la commission de gestion de la Caisse de compensation de la République et Canton du Jura
831.20	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité
831.202	Règlement de l'Office cantonal AI du 30 mai 1994
831.26	Ordonnance du 8 mai 2012 portant introduction de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides
831.30	Loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LiLPC)
831.301	Ordonnance du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
831.301.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 15 novembre 2018 concernant les prestations comprises dans le supplément de loyer en faveur des bénéficiaires de prestations complémentaires résidant dans un appartement protégé
<b>832</b>	<b><i>Assurance en cas de maladie et d'accidents</i></b>
832.011.3	Arrêté du Gouvernement du 23 août 1988 concernant la convention tarifaire conclue entre la Société médicale jurassienne et la Fédération cantonale des caisses-maladie
832.011.4	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 1994 concernant la convention conclue entre la Société suisse de pharmacie (SSPh), le Concordat des caisses-maladie suisses (CCMS) et la Fédération jurassienne des caisses-maladie (FCMJ)
832.041.5	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-maladie et accidents des apprentis
832.041.51	Arrêté du Gouvernement du 12 juin 1984 modifiant le montant de l'indemnité journalière de l'assurance-maladie des apprentis

832.10	Loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)
832.11	Loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins
832.111	Ordonnance du 7 décembre 2010 sur le financement des soins
832.112	Ordonnance du 30 mars 2011 fixant la part cantonale à la rémunération des prestations hospitalières pour l'année 2012
832.113	Ordonnance du 19 juin 2018 concernant la procédure de conciliation en matière de soins ambulatoires dans l'assurance-maladie obligatoire
832.114	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 9 novembre 1978 concernant l'assurance en cas de maladie
832.115	Ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie
832.115.1	Arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2022 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2023
832.116	Ordonnance du 24 janvier 2017 portant exécution de l'ordonnance fédérale sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire
832.20	Loi du 27 octobre 1983 portant introduction de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents
832.200	Arrêté du Gouvernement du 6 mars 1984 concernant la désignation de l'autorité compétente au sens de l'article 86 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents
832.25	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les déclarations et enquêtes en matière d'accidents qui frappent des personnes assurées auprès de la Caisse nationale suisse
832.311	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les dépôts d'explosifs
832.312	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la garde d'explosifs dits de sûreté

## 836 *Allocations familiales*

836.1	Loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)
836.11	Ordonnance du 25 novembre 2008 fixant les modalités de la surcompensation entre les caisses de compensation pour allocations familiales

## 837 *Assurance-chômage*

837.0	Loi du 6 décembre 2000 portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et de l'indemnité en cas d'insolvabilité
-------	---

837.021	Règlement de la commission tripartite chargée de conseiller les offices régionaux de placement de la République et Canton du Jura, du 10 décembre 1996
837.022	Ordonnance du 18 juin 1997 concernant la compétence des offices régionaux de placement
837.03	Ordonnance du 23 août 1988 fixant le statut et l'organisation de la Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura
837.04	Loi du 6 décembre 2000 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.041	Ordonnance du 16 janvier 2001 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.042	Ordonnance du 26 mars 2002 concernant la commission de coordination des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

## **84** ***Habitat***

### *841 Logements à caractère social*

841.1	Arrêté du Gouvernement du 17 juillet 1979 portant exécution de la législation fédérale sur l'encouragement à la construction de logements
841.4	Arrêté du 6 décembre 1978 portant mise à disposition de moyens financiers en vue de mesures destinées à améliorer le logement dans les régions de montagne
841.41	Circulaire aux communes qui, selon le cadastre fédéral de la production agricole, sont situées totalement ou partiellement dans la région de montagne, du 6 décembre 1978
841.42	Arrêté du Gouvernement du 7 juillet 1981 concernant le rangement des communes en vue de la fixation de leur part de la subvention concernant l'amélioration du logement dans les régions de montagne pour les années 1981 - 1982

### *843 Maintien de locaux d'habitation*

843.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le maintien de locaux d'habitation
--------	--

### *844 Amélioration de l'offre de logements*

844.1	Loi du 31 mars 1988 concernant l'amélioration du marché du logement
844.12	Décret du 13 décembre 1991 encourageant la construction et la rénovation de logements à caractère social

<b>85</b>	<b><i>Aide sociale</i></b>
<b>850</b>	<b><i>Dispositions générales</i></b>
850.1	Loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale
850.11	Décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales
850.111	Ordonnance du 30 avril 2002 sur l'action sociale
850.111.1	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 2005 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale
850.112	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant les institutions sociales
850.113	Arrêté du Département de l'intérieur du 15 juillet 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel des Services sociaux régionaux de la République et Canton du Jura
<b>851</b>	<b><i>Aide au recouvrement, avance et versement provisionnel de contributions d'entretien</i></b>
851.1	Loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.11	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.111	Arrêté du Gouvernement du 12 décembre 2006 portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien
<b>852</b>	<b><i>Homes et institutions de prévoyance et d'aide sociale</i></b>
852.91	Arrêté du Gouvernement du 19 juin 1979 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions spécialisées d'enfants, d'adolescents et d'adultes placés hors de leur canton de domicile
852.92	Arrêté du Parlement du 23 octobre 1986 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur le remboursement de l'excédent des charges d'exploitation et la collaboration en faveur des institutions pour enfants et adolescents de même que des institutions pour handicapés (Convention relative aux institutions)
852.93	Arrêté du Parlement du 26 octobre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative aux institutions sociales (CIIS), arrêté du Parlement du 23 mars 2011 portant approbation de la modification du 7 décembre 2007 de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) et arrêté du Parlement du 2 octobre 2019 portant approbation de la modification du 23 novembre 2018 de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS)



---

853	<i>Enfants placés et politique de la jeunesse</i>
853.11	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant le placement d'enfants
853.21	Loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse
853.211	Ordonnance du 8 avril 2008 sur la politique de la jeunesse
856	<i>Aide, fondations</i>
856.91	Arrêté du 6 décembre 1978 portant création d'une fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.911	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'organisation et l'administration de la fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.93	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 concernant la création du "Secours jurassien d'hiver"
857	<i>Financement</i>
857.1	Décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale
859	<i>Centres de consultation en matière de grossesse</i>
859.11	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 1998 portant reconnaissance de l'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" en qualité de centre de consultation en matière de grossesse et de planisme familial
<b>87</b>	<b><i>Protection contre les incendies et les dommages dus aux éléments</i></b>
871	<i>Prévention des incendies</i>
871.1	Loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels
871.11	Ordonnance du 18 novembre 2008 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage
871.111	Arrêté fixant le tarif des émoluments perçus par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA Jura) en matière de prescriptions incendie et de dangers naturels
871.112	Arrêté du Gouvernement du 21 janvier 2020 fixant le taux de la contribution des compagnies d'assurances sur le mobilier pour la prévention et la lutte contre les sinistres

873	<i>Assurances</i>
873.11	Loi du 29 avril 2015 sur la protection et l'assurance des bâtiments
873.112.1	Ordonnance du 6 mars 1979 relative à la commission de l'Etablissement d'assurance immobilière
873.21	Loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance mobilière contre l'incendie
873.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance mobilière contre l'incendie
873.261	Contrat du 8 février 2010 concernant l'application de l'assurance mobilière obligatoire contre l'incendie dans le canton du Jura
875	<i>Défense contre le feu et lutte contre les dommages dus aux éléments</i>
875.1	Loi du 18 octobre 2000 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.11	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.112	Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le nombre d'arrondissements d'inspection des services de défense contre l'incendie et de secours
875.121	Ordonnance du 13 novembre 2001 concernant les centres de renfort

## Loi sanitaire

du 14 décembre 1990

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 25 à 28 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Champ d'application

Buts	<b>Article premier</b> <sup>1</sup> La présente loi a pour but de contribuer à la promotion, à la protection et à la sauvegarde de la santé de la population, dans le respect de la liberté, la dignité et l'intégrité de la personne humaine, et d'encourager la responsabilité individuelle et collective dans le domaine de la santé.
Définition	<sup>2</sup> La santé consiste en un état de bien-être physique, mental et social; elle relève des droits de la personne.
Moyens	<b>Art. 2</b> <sup>1</sup> Aux fins définies à l'article premier, la présente loi régit la promotion et la protection de la santé, l'exercice de la police sanitaire et les soins.  <sup>2</sup> La législation fédérale ainsi que les conventions intercantionales et internationales demeurent réservées.

### CHAPITRE II : Promotion et protection de la santé

#### SECTION 1 : Principes généraux

Responsabilité personnelle	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> Chacun s'efforce de maintenir et de protéger sa santé, dans la mesure où il peut maîtriser les facteurs qui l'influencent. Nul ne doit être indifférent à celle d'autrui.
-------------------------------	--

<sup>2</sup> Les efforts consentis par l'Etat, les communes et les milieux privés pour promouvoir la santé et mettre à disposition de la population des établissements et services de soins suffisants ne sauraient délier quiconque de sa responsabilité personnelle.

Activités de l'Etat **Art. 4** <sup>1</sup> L'Etat favorise la promotion de la santé, notamment par des mesures d'éducation, de prévention et d'information.

<sup>2</sup> Il organise la lutte contre les épidémies et les maladies transmissibles.

<sup>3</sup> Pour atteindre ces objectifs, l'Etat collabore avec les communes, les organisations et les professionnels concernés.

## SECTION 2 : Prévention et éducation à la santé

Principe **Art. 5** <sup>1</sup> L'Etat promeut et encourage la prévention, afin de préserver la santé individuelle et collective.

<sup>2</sup> Il favorise notamment l'éducation à la santé au sein de la population et plus particulièrement de la jeunesse.

Programme **Art. 6** Le Service de la santé publique<sup>34)</sup> définit, en collaboration avec les milieux concernés, un programme pluriannuel de prévention. Celui-ci est soumis à l'approbation du Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département").

Solariums **Art. 6a**<sup>38)</sup> <sup>1</sup> Celui qui met à disposition du public des appareils de bronzage (solariums) doit veiller à fournir, de manière appropriée et aisément compréhensible, tous les renseignements nécessaires concernant les risques pour la santé liés à ces appareils et leur utilisation adéquate.

<sup>2</sup> La mise à disposition d'appareils publics de bronzage à des mineurs est interdite.

Vente de tabac aux personnes mineures **Art. 6b**<sup>38)50)</sup> La vente et la remise de produits du tabac, de cigarettes électroniques ou produits similaires aux personnes mineures est interdite.

Prévention dans  
les écoles

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire organisent l'éducation à la santé, en collaboration avec le Service de la santé publique.<sup>[35\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'éducation à la santé dispensée dans les écoles a pour but :

- a)<sup>[46\)](#)</sup> de renforcer les connaissances et les comportements favorisant la santé des élèves, des enseignants et des autres professionnels du milieu scolaire;
- b)<sup>[46\)](#)</sup> de développer à un niveau global des activités de prévention et de promotion de la santé;
- c) d'inciter chacun à assumer sa responsabilité personnelle.

<sup>3</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports insère l'éducation à la santé dans les programmes de la scolarité obligatoire, ainsi que dans ceux des différentes divisions du Service de la formation postobligatoire.<sup>[46\)](#)</sup>

Moyens

**Art. 8** <sup>1</sup> La prévention est réalisée, notamment par :

- a) la diffusion d'informations touchant au maintien et à la protection de la santé;
- b) le soutien apporté aux activités de prévention déployées par les ligues de santé et autres institutions privées;
- c) la collaboration active avec les dispensateurs de soins;
- d) l'activité des responsables de l'éducation à la santé, en particulier de la médecine et de la médecine dentaire scolaires et de la police sanitaire;
- e) le soutien apporté à la création et au fonctionnement de centres de santé régionaux;
- f)<sup>[35\)](#)</sup> la lutte contre les addictions dues aux substances psychoactives (tabac, alcool, stupéfiants, médicaments, etc.) ou à d'autres causes (addictions comportementales);
- g) les mesures visant à réduire les accidents;
- h) l'encouragement à la pratique populaire du sport;
- i) la promotion et le soutien de la recherche en matière de prévention;
- j)<sup>[28\)](#)</sup> le dépistage précoce des problèmes de santé;
- k)<sup>[28\)](#)</sup> la recherche épidémiologique.

<sup>2</sup> L'Etat collabore avec tous les milieux intéressés. Il veille à la coordination et à l'utilisation judicieuse des ressources humaines et matérielles existantes.

Registres et  
statistiques

**Art. 8a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat peut mettre en place des registres, des statistiques et d'autres moyens de mesure destinés au dépistage précoce des problèmes de santé et à la recherche épidémiologique.

<sup>2</sup> Les dispensateurs de soins sont tenus de participer à l'établissement des registres, des statistiques et des autres moyens de mesure en fournissant les données nécessaires conformément aux dispositions applicables en matière de protection des données ainsi qu'aux instructions de l'autorité compétente.<sup>43)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>44)</sup>

Registre  
cantonal des  
tumeurs

**Art. 8b<sup>45)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat met en place un registre cantonal des tumeurs à des fins de surveillance épidémiologique des maladies oncologiques, d'évaluation des programmes de dépistage précoce, de recherche sur les maladies oncologiques et de promotion de la qualité des soins aux patients.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déléguer la tenue du registre cantonal des tumeurs à une entité tierce. Il s'assure que les règles en matière de sécurité des données soient respectées.

<sup>3</sup> Les dispensateurs de soins et les organisations chargées des programmes de dépistage précoce sont tenus de participer à l'établissement du registre cantonal des tumeurs en fournissant les données nécessaires conformément à la législation fédérale et cantonale.

<sup>4</sup> Le registre cantonal des tumeurs communique aux organisations chargées des programmes de dépistage précoce les données nécessaires à l'assurance qualité avec le numéro AVS des patients ayant participé à un tel programme.

<sup>5</sup> Le registre cantonal des tumeurs peut collecter d'autres données sur les maladies oncologiques que celles prévues par le droit fédéral. Il peut également collecter des données sur d'autres maladies. Le Gouvernement en dresse la liste par voie d'ordonnance.

### SECTION 3 : Lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues

Autorité  
compétente

**Art. 9** <sup>1</sup> Les mesures de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, incombant au Canton en vertu du droit fédéral<sup>2)</sup>, sont du ressort du Service de la santé publique<sup>34)</sup> et en particulier du médecin cantonal.

<sup>2</sup> Au besoin, le Gouvernement peut compléter la liste des maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, établie par les autorités fédérales.

<sup>3</sup> Les dispensateurs de soins ont l'obligation de signaler au médecin cantonal les cas de maladies transmissibles et dangereuses enregistrés, conformément au droit fédéral<sup>2)</sup>.

Subvention

**Art. 10** L'Etat peut subventionner les institutions, publiques ou privées, créées dans le but :

- a) d'assumer la prophylaxie des maladies transmissibles;
- b) de prendre en charge, de traiter les personnes atteintes et d'éviter leur exclusion sociale;
- c) d'assister les personnes soignées ambulairement.

Vaccinations et  
analyses

**Art. 11** <sup>1</sup> Le Gouvernement dresse la liste des vaccinations et des analyses contre les maladies transmissibles en complément de celle qu'a établie le Conseil fédéral.

<sup>2</sup> Il en détermine le financement et le caractère facultatif ou obligatoire.

### SECTION 4 : Financement

Principe

**Art. 12**<sup>21)</sup> La prévention, l'éducation à la santé et la lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, sont financées par l'Etat.

Compétences<sup>21)</sup>

**Art. 13**<sup>22)</sup> <sup>1</sup> Le Service de la santé publique<sup>34)</sup> arrête, dans le cadre des limites budgétaires, les montants utilisés aux fins de prévention, d'éducation à la santé et de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues.

<sup>2</sup> Il établit chaque année un rapport à l'attention du Gouvernement sur les actions entreprises.

Demande de  
subsidés<sup>21)</sup>

**Art. 14**<sup>21)</sup> <sup>1</sup> Les demandes de subsidés en vue de financer des activités en matière de prévention, d'éducation à la santé et de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, doivent être adressées au Service de la santé publique<sup>34)</sup>.

<sup>2</sup> Le Service de la santé publique instruit le dossier et statue sur la demande.

<sup>3</sup> Sa décision est sujette à opposition et à recours, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

**Art. 15**<sup>23)</sup>

## SECTION 5 : Autres mesures de protection

Catastrophes

**Art. 16** L'Etat se donne les moyens de faire face aux catastrophes naturelles et écologiques et aux accidents majeurs.

Service sanitaire  
coordonné

**Art. 17** Le Service de la santé publique<sup>34)</sup> est responsable de l'organisation du service sanitaire coordonné au sens de la législation fédérale<sup>3)</sup>.

Renvoi

**Art. 18** La lutte et la prévention contre les effets nuisibles à la santé de l'homme et à son environnement sont régies par la législation fédérale et cantonale qui concerne notamment :

- a) la protection de l'environnement;
- b) les conditions de travail;
- c) les denrées alimentaires et les substances toxiques;
- d) la qualité de vie des individus.

## CHAPITRE III : Police sanitaire

Objectif

**Art. 19** <sup>1</sup> La police sanitaire vise à prévenir, à supprimer et à éviter les dangers menaçant la santé humaine.



<sup>2</sup> Toute intervention d'un organe de police sanitaire doit reposer sur une base légale et être proportionnée à l'ampleur du danger concret.

Tâches  
communales

**Art. 20** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les tâches des autorités communales en matière de police sanitaire.

<sup>2</sup> Les autorités communales sont notamment chargées, dans les limites fixées par la législation, des attributions suivantes :

- a) le maintien de la salubrité des bâtiments et lieux publics;
- b) le contrôle de la salubrité de l'habitat;
- c) la surveillance des conditions d'hygiène dans les restaurants, magasins, commerces, ateliers et usines;
- d) la participation aux contrôles des denrées alimentaires et des produits toxiques;
- e) la distribution d'eau potable;
- f) ...<sup>39)</sup>
- g) la participation aux mesures de lutte contre les maladies transmissibles;
- h) la sépulture ou la crémation des personnes décédées;
- i) l'élimination des eaux usées et des déchets.

<sup>3</sup> Les communes peuvent se grouper en vue d'accomplir ces tâches.

Moyens

**Art. 21** <sup>1</sup> L'autorité communale accomplit ses tâches de police sanitaire en procédant aux contrôles et inspections nécessaires.

<sup>2</sup> Le cas échéant, elle donne les instructions permettant d'éliminer les risques constatés menaçant la santé.

<sup>3</sup> L'autorité prend les décisions contraignantes qui s'imposent conformément au Code de procédure administrative<sup>4)</sup>. L'article 23 demeure réservé.

Tâches de l'Etat

**Art. 22** <sup>1</sup> L'Etat assume les tâches de police sanitaire qui lui sont dévolues par la législation.

<sup>2</sup> Il donne les directives techniques et dispense la formation nécessaires aux responsables communaux.

- Danger imminent **Art. 23** Si un danger pour la santé, grave, imminent et impossible à détourner autrement, est établi, le Département prend toutes les mesures indispensables. Il peut en particulier :
- a) interdire ou suspendre des activités;
  - b) évacuer ou interdire l'accès à des immeubles, installations ou à d'autres zones dangereuses du territoire;
  - c) interdire ou limiter la circulation des personnes et des biens;
  - d) informer la population en cas de catastrophe.

## CHAPITRE IV : Soins

### SECTION 1 : Dispositions générales et droits des patients

- Dispensateurs de soins<sup>27)</sup> **Art. 24** <sup>1</sup> Les dispensateurs de soins relèvent du secteur public (art. 33 à 41) ou du secteur privé (art. 42 à 58).

<sup>2</sup> Ils dispensent les soins conformément aux règles qui suivent et veillent au respect et à la dignité de la personne soignée.

<sup>3</sup> ...<sup>26)</sup>

- Médiateur **Art. 24a**<sup>25)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme un médiateur auquel les patients peuvent s'adresser pour se plaindre d'une violation des droits qui leur sont reconnus dans la présente section ou lui soumettre un litige relatif à ces droits les opposant à un établissement hospitalier ou médico-social.

<sup>2</sup> Une ordonnance du Gouvernement fixe le détail de la procédure de médiation, le rôle du médiateur et son statut.

- Droit aux soins **Art. 25** Dans les limites des moyens disponibles, chacun a droit aux soins qu'exige son état de santé.

- Droit à l'information **Art. 26**<sup>27)</sup> <sup>1</sup> Afin de pouvoir donner son consentement aux soins de manière libre et éclairée et d'en faire un bon usage, chaque patient a le droit d'être informé de façon simple et compréhensible sur :

- a) son état de santé et le diagnostic médical;
- b) les examens, les traitements et les interventions possibles; leurs bienfaits et les risques éventuels;

- c) les moyens de conservation de la santé et de prévention des maladies;
- d) les conséquences économiques du traitement.

<sup>2</sup> L'information peut exceptionnellement être soustraite au patient lorsqu'il y a de bonnes raisons de penser qu'elle lui causerait un dommage grave et que des effets positifs évidents ne peuvent en être attendus; en outre, sur leur demande expresse, les patients ont le droit de ne pas être informés.

<sup>3</sup> Chaque patient reçoit, lors de son admission dans un établissement hospitalier ou médico-social, une information écrite sur ses droits et ses devoirs, ainsi que sur les conditions de son séjour.

Consentement  
libre et éclairé  
a) Personne  
capable de  
discernement

**Art. 26a<sup>[25](#)</sup>** <sup>1</sup> Aucun soin ne peut être fourni et aucun examen clinique ne peut être subi sans le consentement libre et éclairé du patient concerné capable de discernement, qu'il soit majeur, mineur ou sous curatelle de portée générale, sauf si des intérêts vitaux de la collectivité l'exigent.<sup>[35](#)</sup>

<sup>2</sup> En cas de soins usuels et non invasifs, le consentement du patient peut être tacite.

<sup>3</sup> Un patient capable de discernement peut à tout moment refuser ou interrompre des soins ou quitter un établissement. Le dispensateur de soins a alors le droit de lui demander de confirmer sa décision par écrit après l'avoir clairement informé des risques ainsi encourus. Sont réservées les dispositions concernant le placement à des fins d'assistance.<sup>[35](#)</sup>

b) Directives  
anticipées et  
représentant  
thérapeutique  
1. Principe

**Art. 26b<sup>[25](#)</sup><sup>[35](#)</sup>** Toute personne capable de discernement peut conformément à la législation fédérale en la matière, rédiger des directives anticipées ou désigner une personne physique appelée à s'entretenir avec le médecin sur les soins médicaux à lui administrer et à décider en son nom.

**Art. 26c et 26d<sup>[36](#)</sup>**

Libre choix

**Art. 27** <sup>1</sup> Chacun a le droit de s'adresser au dispensateur de soins de son choix.

<sup>2</sup> L'accès aux soins et aux établissements publics cantonaux est garanti indépendamment de la situation socio-économique de la personne soignée.

<sup>3</sup> Sont réservées les dispositions légales, conventionnelles et tarifaires des assurances sociales.

Accès au dossier **Art. 28** <sup>1</sup> Chacun a le droit de connaître les données objectives de son dossier personnel indiquant les résultats des investigations, le diagnostic et les soins qu'il a reçus, sous réserve des dispositions de la loi sur la protection des données à caractère personnel<sup>[6]</sup>.

<sup>2</sup> Sont exclues du dossier les pièces qui appartiennent à la sphère privée protégée des dispensateurs de soins.

<sup>3</sup> La personne soignée peut exiger que soient transmises les données objectives de son dossier lorsqu'elle se confie à un autre dispensateur de soins, ou peut en interdire la transmission.

<sup>4</sup> Le cas échéant, le nouvel intervenant veille, dans la mesure du possible, à assurer la continuité du traitement et à éviter la répétition inutile d'examens.

Mesures de  
contrainte

**Art. 28a**<sup>(25)(35)</sup> <sup>1</sup> Toute mesure de contrainte à l'égard des patients est en principe interdite. Demeurent réservées les mesures du droit pénal en matière de mesures de sûreté et du droit civil pour les personnes résidant dans un établissement médico-social ou sujettes à un placement à des fins d'assistance.

<sup>2</sup> A titre exceptionnel et, dans la mesure du possible après en avoir discuté avec le patient, son représentant thérapeutique, son représentant légal ou ses proches, le médecin responsable d'un établissement hospitalier peut, après consultation de l'équipe soignante, imposer pour une durée limitée des mesures de contrainte strictement nécessaires à la prise en charge d'un patient capable de discernement ou incapable de discernement lorsque ces mesures vont à l'encontre de sa volonté présumée :

- a) si le comportement du patient présente un danger grave pour sa sécurité ou sa santé ou pour celle d'autres personnes; et
- b) si d'autres mesures moins restrictives de la liberté personnelle ont échoué ou n'existent pas.

<sup>3</sup> On entend par mesure de contrainte, au sens de l'alinéa précédent, l'isolement, la contention et la limitation des contacts avec l'extérieur.

<sup>4</sup> Le médecin responsable peut déléguer cette prérogative à un autre dispensateur de soins de l'établissement.

<sup>5</sup> Pour le surplus, les dispositions du Code civil<sup>37)</sup> relatives aux mesures limitant la liberté de mouvement des personnes résidant dans un établissement médico-social s'appliquent aux mesures prises en vertu du présent article.

### **Art 28b**<sup>25)36)</sup>

Commission de  
surveillance des  
droits des  
patients

**Art. 28c**<sup>25)</sup> <sup>1</sup> Afin d'assurer le respect des dispositions légales relatives aux droits des patients, le Gouvernement nomme une commission ayant pour mandat de surveiller, sous cet angle, les établissements hospitaliers et médico-sociaux. Les tâches de la commission sont notamment les suivantes :

- a) émettre des directives et des instructions et, sur demande, prodiguer des conseils;
- b) veiller au respect des règles d'éthique médicale et des soins dans les établissements;
- c)<sup>35)</sup> instruire et statuer sur les cas de violation des dispositions des droits des patients dont elle prend connaissance par elle-même ou qui lui sont dénoncés sur plainte; demeure réservée la compétence de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte de statuer sur les plaintes relatives aux mesures de contrainte;
- d) procéder à des inspections et à des contrôles destinés à assurer le respect des dispositions générales relatives aux droits des patients.

<sup>2</sup> Lorsqu'elle statue au sens de l'alinéa 1, lettre c, la commission constate l'existence ou l'inexistence d'une violation des dispositions légales conférant des droits au patient et propose aux autorités compétentes les mesures utiles propres à éviter de nouvelles infractions à ces dispositions.

<sup>3</sup> Une ordonnance du Gouvernement règle la composition de la commission. Celle-ci comprend au moins une personne représentative des patients, un représentant des professions médicales, un représentant des professions de la santé et un juriste. Le Gouvernement règle en outre le détail de ses compétences et la procédure de plainte. Le médiateur nommé conformément à l'article 24a est membre de cette commission, avec voix consultative.

Médiation et  
plainte à la  
commission de  
surveillance des  
droits des  
patients

**Art. 28d**<sup>(25)(35)</sup> Toute personne séjournant en établissement hospitalier ou médico-social, son représentant légal ou thérapeutique ou ses proches peuvent s'adresser au médiateur ou déposer une plainte auprès de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou de la commission de surveillance des droits des patients.

Soins palliatifs

**Art. 29** La personne en fin de vie a droit à des soins spécifiques, de manière à vivre dans le maximum de bien-être physique et psychique.

Essais cliniques

**Art. 30** <sup>1</sup> Aucun essai clinique ne peut être effectué sans le consentement des personnes concernées. Le consentement est donné conformément aux articles 26a et suivants.<sup>(27)</sup>

<sup>2</sup> Si la personne concernée est incapable de discernement, un essai clinique ne peut être entrepris que s'il vise à produire un effet bénéfique sur son état de santé.

Prélèvement  
de matériel  
biologique

**Art. 30a**<sup>(25)</sup> Un échantillon de matériel biologique d'origine humaine ne peut être utilisé qu'aux fins approuvées par la personne concernée et dans le respect de ses droits de la personnalité. Il doit en principe être détruit après utilisation, sous réserve d'une décision contraire de la personne concernée et de la législation spéciale en la matière.

Prélèvements  
et dons  
d'organes<sup>(27)</sup>

**Art. 31** <sup>1</sup> Les prélèvements de tissus et d'organes d'une personne décédée sont autorisés moyennant le consentement exprès du défunt ou de ses proches.

<sup>2</sup> L'Etat soutient des campagnes d'information concernant les dons d'organes et encourage chacun à donner de son vivant son accord en vue d'un tel don.

## Autopsie

**Art. 32** <sup>1</sup> L'autopsie n'est autorisée que si le défunt ou ses proches parents y ont consenti, ou si l'intérêt de la santé publique l'exige, notamment dans le domaine de l'épidémiologie. Le cas échéant, le médecin cantonal délivre l'autorisation.

<sup>2</sup> L'autopsie a lieu dans un hôpital ou un établissement aménagé à cet effet.

<sup>3</sup> La législation pénale demeure réservée.

<sup>4</sup> Les proches parents peuvent obtenir le résultat de l'autopsie, sauf si le défunt s'y est opposé.

## SECTION 2 : Soins du secteur public

### 1. Principes a) Autorisation

**Art. 33** Les soins qui relèvent du secteur public, y compris les soins à domicile, sont dispensés par des établissements et institutions dont l'ouverture et l'exploitation sont soumises à autorisation; l'autorisation précisera notamment les exigences en matière de locaux, d'équipements et de qualification du personnel soignant.

### b) Planification sanitaire

**Art. 34** <sup>1</sup> L'Etat organise et coordonne l'ensemble du système des soins du secteur public.

<sup>2</sup> Le nombre et la capacité des établissements de soins, ainsi que les types de soins qui y sont dispensés, font l'objet d'un plan sanitaire qui tient compte des besoins de la population, des structures bâties existantes, des ressources financières des collectivités responsables et des possibilités de soins du secteur privé. Ce plan est approuvé par le Parlement.

<sup>3</sup> Dans son plan sanitaire, l'Etat tient compte de la complémentarité des services de soins et favorise les prises en charge qui permettent de réduire les placements en institutions et correspondent aux besoins des personnes soignées.

<sup>4</sup> L'organisation gériatrique fait l'objet d'une planification particulière arrêtée par le Gouvernement. [32\)](#)

2. Soins à domicile  
Mission

**Art. 35** Les services de soins à domicile ont pour but d'offrir à la population, à tous les âges de la vie, des soins qui permettent la promotion de la santé, le maintien à domicile des malades et handicapés et l'accompagnement des personnes en fin de vie.

Organisation locale ou régionale

**Art. 36** <sup>1</sup> Les services de soins à domicile relèvent du droit public ou privé.

<sup>2</sup> Leurs tâches sont les suivantes :

- a) la dispensation des soins à domicile en collaboration avec le médecin traitant;
- b) la promotion de la santé, notamment par des actions de prévention et d'éducation;
- c) l'engagement du personnel;
- d) la gestion administrative du service;
- e) la collaboration avec l'entourage du patient et les autres intervenants à domicile (médecins, aides familiales, aides de ménage, assistants sociaux, ligues de santé, etc.).

Organisation cantonale  
a) Tâches du Département

**Art. 37** <sup>1</sup> L'Etat favorise le maintien à domicile. Il promeut, organise et coordonne les services nécessaires.

<sup>2</sup> Le Département établit une planification cantonale qui définit le rayon d'activité de chaque service, de manière à :

- a) desservir chaque commune;
- b) <sup>33)</sup> institutionnaliser la collaboration de chaque service avec un établissement médico-social et/ou une division gériatrique hospitalière (unités d'accueil temporaire) pour la prise en charge des personnes âgées et des handicapés;
- c) assurer la collaboration avec les autres divisions hospitalières ou d'autres institutions.

b) Tâches du Service de la santé publique

**Art. 38** Le Service de la santé publique<sup>34)</sup> est chargé :

- a) de la surveillance générale des services de soins à domicile;
- b) de l'application et du respect de la planification cantonale;
- c) de l'approbation des comptes et budgets des services;
- d) de la fixation du statut et des conditions de travail du personnel;
- e) de l'approbation des effectifs des services;



- f) de la détermination des principes et des tarifs de facturation aux patients;
- g) de la conclusion d'une convention-cadre avec les caisses-maladie sous réserve de l'approbation du Gouvernement;
- h) <sup>33)</sup> de la détermination des directives et/ou de la ratification des conventions de collaboration entre les établissements hospitaliers, les établissements médico-sociaux ou d'autres services de soins;
- i) de la coordination générale des soins à domicile avec les autres services publics ou privés concernés.

Financement **Art. 39**<sup>21)</sup> L'Etat assume le financement des soins à domicile.

Délégation **Art. 40** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les modalités de surveillance, de subventionnement et de gestion des services de soins à domicile.

<sup>2</sup> ...<sup>7)</sup>

3. Etablissements hospitaliers **Art. 41**<sup>33)</sup> La construction et l'exploitation des établissements hospitaliers sont régies par la loi sur les établissements hospitaliers<sup>8)</sup>.

### SECTION 3 : Soins du secteur privé

1. Principes **Art. 42** <sup>1</sup> La liberté de dispenser des soins à titre privé est garantie.

<sup>2</sup> L'ouverture et l'exploitation d'institutions privées dispensant des soins, ainsi que l'exercice des professions sanitaires déterminées par la loi, sont soumis à autorisation dans le but de protéger le public.

2. Hôpitaux privés **Art. 43** <sup>1</sup> L'ouverture et l'exploitation d'un hôpital privé sont soumises à autorisation en vertu de la loi sur les établissements hospitaliers<sup>8)</sup>, <sup>33)</sup>

<sup>2</sup> L'activité des hôpitaux privés est prise en compte dans la planification des services de soins publics (art. 34).

3. Professions sanitaires  
a) Définition **Art. 44** Les professions sanitaires englobent les professions médicales et les professions de la santé.

Professions médicales **Art. 45**<sup>29)</sup> Les professions médicales sont les suivantes :  
a) médecin;

- b) vétérinaire;
- c) dentiste;
- d) pharmacien;
- e) chiropraticien.

Professions de  
la santé

**Art. 46** <sup>1</sup> Les professions réglementées de la santé sont les suivantes :

- a) ambulancier;
- b) chef de laboratoire d'analyses médicales;
- c) ...<sup>31)</sup>
- d) diététicien;
- e) droguiste;
- f) ergothérapeute;
- g) infirmier;
- h) logopédiste-orthophoniste;
- i) opticien;
- j)<sup>29)</sup> podologue, pédicure-podologue;
- k) physiothérapeute;
- l) psychomotricien;
- m)<sup>17)</sup> psychologue-psychothérapeute;
- n) sage-femme;
- o) technicien-dentiste;
- p)<sup>18)</sup> ostéopathe;
- q)<sup>18)</sup> masseur médical;
- r)<sup>18)</sup> hygiéniste dentaire.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut soumettre, par voie d'ordonnance, l'exercice d'autres professions de la santé à l'octroi d'une autorisation si un intérêt public le justifie.

b) Autorisation  
Principe

**Art. 47** <sup>1</sup> Est soumis à autorisation :

- a)<sup>40)</sup> l'exercice des professions médicales au sens de l'article 45;
- b)<sup>40)</sup> l'exercice des professions de la santé au sens de l'article 46;
- c) l'activité d'assistant ou de remplaçant d'une personne exerçant une profession médicale ou de la santé;
- d) la fabrication et la vente de médicaments<sup>9)</sup>;
- e)<sup>41)</sup> l'exploitation d'un cabinet de groupe.

<sup>2</sup> Une telle autorisation peut concerner également l'utilisation des locaux nécessaires à l'exercice d'une profession sanitaire, à la fabrication ou à la vente de médicaments.

<sup>3</sup> L'autorisation d'exercer une profession sanitaire ne saurait remplacer les autorisations exigées par d'autres dispositions légales.

## Octroi

**Art. 48<sup>40)</sup>** <sup>1</sup> L'autorisation d'exercer une profession médicale est délivrée par le Département. Il est également compétent pour délivrer l'autorisation d'exploiter un cabinet de groupe.

<sup>2</sup> L'autorisation d'exercer une profession de la santé est délivrée par le Service de la santé publique. Il délivre également l'autorisation d'activité temporaire pour les assistants et les remplaçants des professions médicales. L'alinéa 3 est réservé.

<sup>3</sup> L'autorisation d'activité temporaire des assistants et des remplaçants de la profession de vétérinaire est délivrée par le Service de la consommation et des affaires vétérinaires.

Formation  
requis  
a) Professions  
médicales

**Art. 49<sup>40)</sup>** <sup>1</sup> Peuvent exercer une profession médicale au sens de l'article 45 :

- a) les titulaires du diplôme fédéral;
- b) les titulaires d'un diplôme étranger jugé équivalent, afin d'assurer pleinement l'assistance médicale de la population. La procédure est régie par la loi fédérale sur les professions médicales universitaires (LPMéd)<sup>42)</sup>.

<sup>2</sup> Toute personne qui veut exercer la profession de médecin ou de chiropraticien doit, en plus, être titulaire du titre postgrade fédéral correspondant.

b) Professions  
de la santé

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, le degré de formation nécessaire à l'exercice des professions de la santé.

<sup>2</sup> Le diplôme fédéral est exigé pour la pratique des professions de la santé dont la formation est sanctionnée par un tel diplôme.

## Refus

**Art. 51** L'autorisation peut être refusée si le requérant :

- a) a été condamné pénalement pour des actes portant atteinte à la probité et à l'honneur de la profession ou pour des infractions graves ou répétées aux dispositions réglant les professions sanitaires;
- b) ne jouit pas pleinement de ses droits civils;
- c) présente des déficiences psychiques ou physiques incompatibles avec l'exercice de sa profession;
- d) s'est vu retirer l'autorisation d'exercer dans un autre canton ou dans un autre pays en raison d'infractions graves ou répétées à la législation sanitaire;

e) n'est pas couvert par une assurance responsabilité civile professionnelle.

Retrait

**Art. 52** <sup>1</sup> L'autorisation d'exercer peut être retirée en tout temps par le Département, à titre temporaire ou définitif, pour l'un des motifs mentionnés à l'article 51.

<sup>2</sup> Elle peut aussi être retirée lorsque l'intéressé a fait preuve d'incapacité ou de négligence grave dans l'exercice de sa profession; le retrait a lieu sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient être éventuellement prises à l'encontre de l'intéressé.

<sup>3</sup> Dans des cas de moindre gravité, le Département peut prononcer un avertissement ou une menace de retrait.

<sup>4</sup> Avant de prononcer le retrait temporaire ou définitif, le Département entend l'intéressé et prend l'avis de l'association professionnelle concernée, ainsi que des associations de patients, lorsque la mesure envisagée est motivée par des faits relevant de l'exercice de la profession.

c) Exercice des professions sanitaires

**Art. 53** <sup>1</sup> Les titulaires d'une autorisation exercent leur profession dans le cadre de leurs compétences, des directives d'ordre éthique émises par leur association professionnelle et de la législation.

Principes généraux

<sup>2</sup> Ils doivent respecter la liberté et la sphère privée des personnes; ils sont tenus au secret professionnel selon le Code pénal suisse<sup>10)</sup>, sauf si l'intéressé ou le médecin cantonal les en délie expressément.

<sup>3</sup> Ils sont tenus de s'acquitter des obligations qui découlent de la médecine légale et de la police sanitaire et de soutenir les autorités qui assument des tâches relatives à la santé publique.

<sup>4</sup> Le Gouvernement, par voie d'ordonnance, détermine les conditions d'exercer après avoir entendu l'association professionnelle intéressée.

Exercice des professions médicales

**Art. 54** <sup>1</sup> Seules les personnes autorisées à exercer une profession médicale ont qualité pour pratiquer leur art et pour délivrer des attestations qui relèvent de leur activité.

<sup>2</sup> Une profession médicale peut être exercée à titre d'activité économique privée, avec une responsabilité professionnelle propre (à titre indépendant), ou à titre dépendant. Les titulaires d'une autorisation d'exercer désirant modifier leur type d'activité doivent s'annoncer au Département.<sup>[40\)](#)</sup>

<sup>2bis</sup> L'activité dépendante de la profession de médecin, de dentiste et de chiropraticien ne peut être exercée qu'au sein d'un cabinet de groupe dûment autorisé. Cette exigence ne s'applique pas à l'activité de médecin-chef et de médecin-chef adjoint dans un établissement hospitalier.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les personnes qui exercent une profession médicale peuvent, de façon temporaire, se faire remplacer ou assister. Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, la procédure d'autorisation.<sup>[40\)](#)</sup>

Cabinet de  
groupe

**Art. 54a<sup>[41\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Plusieurs médecins, dentistes et chiropraticiens peuvent constituer un cabinet de groupe sous la forme d'une personne morale. Ils sont considérés comme exploitants du cabinet de groupe. Ce cabinet peut être interdisciplinaire.

<sup>2</sup> L'exploitation d'un cabinet de groupe est soumise à autorisation.

<sup>3</sup> Chaque médecin, dentiste ou chiropraticien qui exploite un cabinet de groupe doit être au bénéfice d'une autorisation d'exercer.

<sup>4</sup> Un cabinet de groupe peut engager des médecins, des dentistes ou des chiropraticiens à titre dépendant. Ils doivent être au bénéfice d'une autorisation d'exercer (art. 47, al. 1, lettre a). Des exploitants du cabinet de groupe peuvent également être engagés à titre dépendant.

<sup>5</sup> Un cabinet de groupe peut engager des professionnels de la santé à titre dépendant. Ils doivent être au bénéfice d'une autorisation d'exercer (art. 47, al. 1, lettre b).

<sup>6</sup> Une assurance responsabilité civile professionnelle souscrite au nom du cabinet de groupe est obligatoire. Elle doit couvrir l'activité professionnelle de toutes les personnes exerçant leur activité pour le cabinet de groupe.

<sup>7</sup> Toute modification dans la composition des personnes exploitant un cabinet de groupe (al. 3) doit être annoncée au Département. Lorsqu'un cabinet de groupe n'est plus exclusivement exploité par des personnes autorisées à exercer une profession médicale, l'autorisation de l'exploiter est retirée. L'article 52 s'applique par analogie.

Médecines  
naturelles

**Art. 55** L'Etat favorise, par une information adéquate, le recours à des pratiques médicales naturelles, si elles sont exercées par des médecins jouissant d'une autorisation.

Approvisionne-  
ment en  
médicaments

**Art. 56** L'approvisionnement de la population en médicaments est réglé par une loi spécifique.

Exercice des  
professions de la  
santé

**Art. 57** <sup>1</sup> Seules les personnes autorisées à exercer une profession de la santé au sens de l'article 46 sont habilitées à pratiquer leur art.

<sup>2</sup> En tant que titulaire d'une autorisation, les personnes exerçant une profession de la santé répondent, à l'égard de l'autorité qui a octroyé cette autorisation, de l'activité déployée par leur remplaçant et leur assistant.

d) Libération du  
secret  
professionnel

**Art. 58** <sup>1</sup> Le médecin cantonal est l'autorité compétente au sens de l'article 321, chiffre 2, du Code pénal suisse pour délier du secret professionnel la personne qui y est tenue en raison de sa profession.

<sup>2</sup> Le médecin cantonal décide sur proposition de la personne tenue au secret professionnel; il n'est pas lié par cette proposition.

Médecins  
scolaires et  
infirmiers  
scolaires

**Art. 58a**<sup>49)</sup> Dans le cadre d'une procédure en cours, les médecins scolaires et les infirmiers scolaires peuvent fournir aux autorités de poursuite pénale ainsi qu'à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte les documents nécessaires et communiquer les informations requises, à moins que des intérêts dignes de protection ne s'y opposent. L'article 453 du Code civil suisse<sup>48)</sup> est réservé.

## SECTION 4 : Formation

Principe

**Art. 59** Dans le but d'assurer à la population des soins de qualité, l'Etat encourage la formation et le perfectionnement des dispensateurs de soins.

Professions de la santé; écoles	<b>Art. 60</b> Il crée ou soutient des écoles assurant la formation aux professions de la santé.
Professions médicales	<b>Art. 61</b> Il encourage la formation des médecins dans les établissements de soins publics.
Perfectionnement	<b>Art. 62</b> Il encourage les associations professionnelles et les établissements de soins à développer la formation continue et le perfectionnement de leurs membres ou collaborateurs.

## CHAPITRE V : Tâches et organes de l'Etat et des communes

### SECTION 1 : Participation des milieux intéressés

Collaboration, consultation	<b>Art. 63</b> <sup>1</sup> L'Etat et les communes s'acquittent des tâches qui leur sont conférées par la présente loi en veillant à consulter et à collaborer avec tous les milieux intéressés, en particulier avec les associations représentatives dont le but est la défense des patients et les associations professionnelles.
-----------------------------	---

<sup>2</sup> Une loi spéciale institue le Conseil de la santé publique.<sup>[11\)](#)</sup>

### SECTION 2 : Répartition des tâches

Tâches du Canton	<b>Art. 64</b> <sup>1</sup> L'Etat veille, dans le cadre de la législation scolaire et de la formation professionnelle, à l'élaboration et à l'exécution des programmes d'éducation sanitaire.
------------------	--

<sup>2</sup> L'Etat organise et favorise la prévention.

<sup>3</sup> L'Etat arrête l'organisation de la médecine du travail.

<sup>4</sup> L'Etat fixe, par voie d'ordonnance, les tâches des autorités communales en matière de santé et de salubrité publiques.

<sup>5</sup> L'Etat, en collaboration avec les communes, organise et surveille la médecine et la médecine dentaire scolaires.

<sup>6</sup> L'Etat veille à ce que la population du Canton dispose d'établissements de soins en nombre suffisant et dotés d'un personnel qualifié.

<sup>7</sup> L'Etat définit, par voie d'ordonnance, l'organisation des soins à domicile, de la puériculture et d'autres prestations semblables.

<sup>8</sup> Les établissements psychiatriques de droit public et la clinique dentaire scolaire sont des institutions cantonales. Les frais d'équipement et d'exploitation de la clinique dentaire scolaire sont portés à la répartition des charges de l'action sociale, conformément à la loi concernant la péréquation financière<sup>12)</sup>, <sup>19)</sup><sup>33)</sup>.

<sup>9</sup> L'Etat peut créer, par voie de décret, d'autres institutions sanitaires d'intérêt cantonal.

<sup>10</sup> L'Etat autorise et surveille l'exercice des professions sanitaires.

<sup>11</sup> L'Etat encourage la formation et le perfectionnement professionnels et peut faire de la recherche ou la subventionner, seul ou en collaboration avec des organismes et institutions de droit public ou privé.

<sup>12</sup> Le Gouvernement nomme un médiateur chargé de traiter les plaintes des patients en cas de violation de leurs droits découlant de la section 1 du chapitre IV.<sup>27)</sup>

Tâches des  
communes

**Art. 65** <sup>1</sup> Dans le cadre de leurs compétences de police locale, les communes veillent à la santé et à la salubrité publiques sur le territoire communal; à défaut d'un règlement communal, l'ordonnance prévue à l'article 67 s'applique.

<sup>2</sup> Les communes prennent les mesures de lutte contre la propagation des maladies transmissibles; en cas d'épidémie grave, l'autorité communale prend les mesures d'urgence, en collaboration avec les organes de l'Etat et le corps médical.

<sup>3</sup> Dans le cadre de la législation cantonale, les communes collaborent à l'organisation du service médical et dentaire scolaires ainsi qu'aux mesures de prévention.



<sup>4</sup> Dans le cadre de l'ordonnance prévue à l'article 40, les communes participent à l'organisation des soins à domicile, de la puériculture et d'autres prestations sanitaires semblables; à cet effet, elles peuvent se grouper en syndicats de communes ou déléguer leur compétence à des organismes de droit public ou à des institutions et personnes privées.

<sup>5</sup> Les communes, avec le soutien de l'Etat, prennent les dispositions nécessaires en faveur du maintien à domicile des personnes malades ou âgées, aussi longtemps que leur santé le permet. Si elles créent des appartements protégés à cet effet, elles veillent à éviter la concentration ou l'isolement des personnes âgées.

<sup>6</sup> ... [20\)](#)

### SECTION 3 : Organes de la santé publique

Organes de l'Etat **Art. 66** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance dans le domaine de la santé publique.

<sup>2</sup> Le Département assure l'exécution de la législation fédérale et cantonale et des conventions intercantionales.

<sup>3</sup> Le Service de la santé publique, le Service de la consommation et des affaires vétérinaires, le médecin cantonal, le pharmacien cantonal, le vétérinaire cantonal, le chimiste cantonal, le médecin du travail, ainsi que d'autres unités administratives créées par le Parlement, assument les tâches qui leur sont attribuées par les législations fédérale et cantonale. [40\)](#)

Organes de la commune

**Art. 67** Le règlement communal, ou à défaut une ordonnance cantonale (art. 64, al. 4), désigne les organes communaux compétents en matière de santé et de salubrité publiques.

### SECTION 4 : Répartition des charges

Répartition des charges

**Art. 68** La répartition entre l'Etat et les communes des charges des établissements de soins publics, de la promotion de la santé, de la prévention et des soins à domicile est réglée par la loi concernant la péréquation financière [12\)](#) [19\)](#)

## CHAPITRE VI : Voies de droit et mesures répressives

### SECTION 1 : Voies de droit

Opposition et  
recours

**Art. 69** Les décisions prises sur la base de la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative.

### SECTION 2 : Mesures répressives

Peines

**Art. 70** <sup>1</sup> Celui qui exerce, sans autorisation et contre rémunération, une activité relevant de la compétence des titulaires d'une autorisation d'exercer une profession sanitaire ou qui contrevient aux prescriptions de la présente loi et des ordonnances qui en découlent, sera puni de l'amende. Dans les cas graves, une peine d'amende de 50 000 francs au plus peut être prononcée.<sup>[24\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les dispositions du Code pénal suisse demeurent réservées.

Mesures  
administratives

**Art. 71** <sup>1</sup> Indépendamment des peines prévues à l'article 70, le Service de la santé publique<sup>[34\)](#)</sup> peut ordonner toute mesure propre à faire cesser un état de fait contraire au droit.

<sup>2</sup> Il peut ordonner notamment la fermeture des locaux, le séquestre, la confiscation ou même la destruction des choses qui font l'objet de la contravention ou qui ont servi à la commettre.

## CHAPITRE VII : Dispositions transitoires et finales

Exécution

**Art. 72** <sup>1</sup> Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi; il édicte les dispositions nécessaires.

<sup>2</sup> Il règle notamment, par voie d'ordonnance :

- a) la lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues;
- b) les tâches des autorités communales en matière de police sanitaire;
- c) les modalités de surveillance, de subventionnement et de gestion des services de soins à domicile;
- d) les conditions donnant droit à l'aide financière prévue à l'article 40;

- e) les conditions d'exercer les professions sanitaires;
- f)<sup>41)</sup> la mise en œuvre des articles 6a et 6b, en prévoyant notamment les modalités de contrôle, l'installation obligatoire d'un dispositif de surveillance efficace ainsi qu'une obligation d'annonce à charge des exploitants d'appareils de bronzage ou d'automates proposant la vente des produits du tabac;
- g)<sup>41)</sup> la protection contre le radon.

Abrogation

**Art. 73** Sont abrogés :

- a) la loi du 26 octobre 1978 concernant l'exercice des professions médicales;
- b) la loi du 26 octobre 1978 relative aux mesures à prendre contre la tuberculose;
- c) la loi du 26 octobre 1978 portant création de ressources financières pour lutter contre la tuberculose, la poliomyélite, les affections rhumatismales et d'autres maladies de longue durée;
- d) le décret du 6 décembre 1978 concernant les subsides de l'Etat en faveur de la lutte contre la poliomyélite, les affections rhumatismales et d'autres maladies de longue durée.

Modification du droit en vigueur

**Art. 74** <sup>1</sup> La loi du 26 octobre 1978 sur les oeuvres sociales<sup>13)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 96, alinéa 2

...<sup>14)</sup>

<sup>2</sup> La loi du 26 octobre 1978 sur les hôpitaux<sup>8)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 34

...<sup>14)</sup>

**Art. 75**<sup>36)</sup>

Dispositions transitoires  
1. Personnes au bénéfice d'une autorisation

**Art. 76** <sup>1</sup> Les personnes autorisées, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à exercer leur profession ou une activité actuellement soumise à la loi du 26 octobre 1978 concernant l'exercice des professions médicales, demeurent au bénéfice de cette autorisation.

<sup>2</sup> Elles sont tenues de se conformer aux exigences de la présente loi ainsi qu'aux dispositions d'application; exceptionnellement, le Département peut accorder un délai d'adaptation à qui en établit la nécessité.

2. Professions de la santé **Art. 77** Les personnes qui exercent une profession de la santé nouvellement soumise à autorisation doivent présenter une demande d'autorisation dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'ordonnance relative à la profession dont il s'agit.
3. Chiropraticiens **Art. 77a<sup>28)</sup>** Les chiropraticiens au bénéfice d'une autorisation de pratiquer à titre indépendant, délivrée par le Service de la santé publique<sup>34)</sup>, au moment de l'entrée en vigueur de la modification de l'article 45 sont tenus de présenter une demande d'autorisation au Département de la Santé et des Affaires sociales dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de ladite modification.
- Référendum **Art. 78** La présente loi est soumise au référendum facultatif.
- Entrée en vigueur **Art. 79** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 14 décembre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) Loi fédérale sur les épidémies ([RS 818.101](#))
- 3) Ordonnance fédérale concernant la préparation du service sanitaire coordonné ([RS 501.31](#)) et ordonnance fédérale sur l'organe de coordination sanitaire fédéral ([RS 501.32](#))
- 4) [RSJU 175.1](#)
- 5) [RSJU 213.32](#)
- 6) Cette loi a été remplacée par la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE) qui s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 170.41](#))

- 7) Les effets de l'art. 40, al. 2, ont été suspendus par la section 2 de la loi du 20 octobre 1993 instituant des mesures d'économie 1994, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 1994 au 31 décembre 1994. Alinéa abrogé par la section 2 du chapitre II de la loi du 22 juin 1994 portant adoption définitive des mesures d'économie 1993 et 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995.
- 8) [RSJU 810.11](#)
- 9) Convention intercantonale sur le contrôle des médicaments ([RSJU 812.11](#))
- 10) [RS 311.0](#)
- 11) [RSJU 172.481](#)
- 12) [RSJU 651](#)
- 13) [RSJU 850.1](#)
- 14) Texte inséré dans ladite loi
- 15) [RSJU 832.11](#)
- 16) 1<sup>er</sup> juillet 1993
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 mars 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004
- 18) Introduite par le ch. I de la loi du 24 mars 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 20) Abrogé par l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 22) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 23) Abrogé par le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. XIX de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 25) Introduit par la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 ([RSJU 810.02](#))
- 26) Abrogé par la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 ([RSJU 810.02](#))
- 27) Nouvelle teneur selon la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 ([RSJU 810.02](#))
- 28) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2007
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2007
- 30) [RS 235.154](#)
- 31) Abrogée par le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2007
- 32) Introduit par l'article 43 de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 810.41](#))
- 33) Nouvelle teneur selon l'article 61, alinéa 1, de la loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ([RSJU 810.11](#))
- 34) Nouvelle dénomination selon l'article 19, lettre a, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2011 ([RSJU 172.111](#))
- 35) Nouvelle teneur selon le ch. XX de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 36) Abrogé(s) par le ch. XX de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

- 37) [RS 210](#)
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 26 septembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 39) Abrogée par le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014
- 41) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014
- 42) [RS 811.11](#)
- 43) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 44) Abrogé par le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 45) Introduit par le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 46) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 47) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 48) [RS 210](#)
- 49) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 juin 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022

**Arrêté**

**fixant les tarifs et les prix de pension à charge des résidents des établissements médico-sociaux, des unités de vie de psychogériatrie, des centres de jour et des appartements protégés sur le territoire de la République et Canton du Jura ou de leurs répondants dès 2023**

du 1<sup>er</sup> décembre 2022

*Le Département de l'économie et de la santé,*

vu l'article 38, alinéa 1, de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique<sup>1</sup>,

vu l'article 36, alinéa 2, de l'ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gériatrique<sup>2</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Les prix de pension à charge des résidents des établissements médico-sociaux (EMS) et des unités de vie de psychogériatrie (UVP) sont les suivants :

- pour une chambre double : 148.60 francs par jour;
- pour une chambre individuelle : 168.60 francs par jour.

<sup>2</sup> Pour autant qu'elles respectent toutes les exigences légales et s'engagent à fournir les chiffres de leur comptabilité analytique au sens de l'article 9 des directives, les prix de pension des structures ouvrant en cours d'année sont les suivants :

- pour une chambre double : 148.60 francs par jour;
- pour une chambre individuelle : 168.60 francs par jour.

<sup>3</sup> Lorsque le placement en chambre individuelle est motivé par des raisons médicales, par exemple en raison de soins palliatifs, le prix de pension facturé au résident est celui d'une chambre à deux lits.

<sup>4</sup> En cas d'hospitalisation ou d'absence, pour autant que le résident ou son répondant souhaite que le lit soit réservé, 80 % du tarif est facturé. Le jour de départ et le jour de retour sont facturés à 100 %.

**Art. 2** <sup>1</sup> Les tarifs pour les lits d'accueil temporaire sont les suivants :

- pour une chambre double : 99.60 francs par jour;
- pour une chambre individuelle : 119.60 francs par jour.

<sup>2</sup> Ces lits sont limités à 30 jours consécutifs. Pour des raisons médicales, la durée du séjour peut être renouvelée une fois pour 30 jours supplémentaires. Au-delà, les lits sont facturés au tarif normal (art. 1).

<sup>3</sup> En cas d'hospitalisation ou d'absence, pour autant que le résident ou son répondant souhaite que le lit soit réservé, 80 % du tarif est facturé. Le jour de départ et le jour de retour sont facturés à 100 %.

**Art. 3** <sup>1</sup> Les tarifs pour les lits d'accueil de nuit sont les suivants :

- pour une chambre double : 59.60 francs par nuit;
- pour une chambre individuelle : 64.60 francs par nuit;
- petit déjeuner : 6 francs par nuit;
- repas du soir : 8 francs par nuit.

<sup>2</sup> En cas d'hospitalisation ou d'absence, pour autant que la personne ou son répondant souhaite que le lit soit réservé, 80 % du tarif est facturé. Le jour de départ et le jour de retour sont facturés à 100 %.

<sup>3</sup> Les absences non justifiées sont facturées au plein tarif.

**Art. 4** <sup>1</sup> Les tarifs pour les centres de jour pour personnes âgées sont les suivants :

- petit déjeuner : 6 francs;
- repas du midi : 14 francs;
- repas du soir : 8 francs;
- demi-journée sans repas  
y compris collation : 19 francs;
- journée entière avec  
repas de midi : 52 francs.

<sup>2</sup> En cas de maladie, d'hospitalisation ou lors d'absence justifiée par convenance personnelle, le 1<sup>er</sup> jour d'absence n'est pas facturé. Dès le 2<sup>e</sup> jour d'absence, 50 % du tarif est facturé pour autant que la personne et/ou son entourage souhaite que la place soit réservée. Si la place n'est pas réservée, aucun frais n'est facturé.

<sup>3</sup> Les absences non justifiées sont facturées au plein tarif.



**Art. 5** Le tarif pour les prestations d'animation collective en appartements protégés pour personnes âgées est fixé à 25 francs par demi-journée.

**Art. 6** Les tarifs fixés dans le présent arrêté ne tiennent pas compte des soins fournis ni de la participation aux soins facturée aux résidents au sens de la loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins<sup>3)</sup>.

**Art. 7** Les tarifs fixés dans le présent arrêté correspondent aux montants maximums reconnus pour tous les Jurassiens et Jurassiennes au bénéfice des prestations complémentaires, qu'ils soient pris en charge dans une institution jurassienne ou hors canton.

**Art. 8** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Delémont, le 1<sup>er</sup> décembre 2022

DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE ET  
DE LA SANTE  
Le ministre : Jacques Gerber

- 1) [RSJU 810.41](#)
- 2) [RSJU 810.411](#)
- 3) [RSJU 832.11](#)



**Arrêté**

**portant approbation de la convention sur les contributions des cantons aux hôpitaux relative au financement de la formation médicale postgrade et sur la compensation intercantonale des charges (Convention sur le financement de la formation postgrade; CFFP)**

du 16 février 2022

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article premier, alinéa 1, de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> La convention sur les contributions des cantons aux hôpitaux relative au financement de la formation médicale postgrade et sur la compensation intercantonale des charges (Convention sur le financement de la formation postgrade; CFFP) est approuvée.

<sup>2</sup> Elle est publiée en annexe au présent arrêté.

**Art. 2** Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

**Art. 3** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>3)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 16 février 2022

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Brigitte Favre  
Le secrétaire : Fabien Kohler

## Annexe

### **Convention sur les contributions des cantons aux hôpitaux relative au financement de la formation médicale postgrade et sur la compensation intercantonale des charges (Convention sur le financement de la formation postgrade CFFP)**

du 20 novembre 2014

#### Préambule

#### Considérant que

l'accès de la population aux médecins spécialistes doit être garanti à long terme,

les cantons ont décidé de s'engager de manière plus importante dans la formation postgrade des médecins,

les hôpitaux qui accueillent des sites de formation postgrade reconnus doivent en conséquence également être soutenus financièrement par les cantons et les charges inégales en découlant entre les cantons doivent être compensées,

*La Conférence suisse des directrices et des directeurs cantonaux de la santé (CDS) décide :*

#### Objet et but

**Article premier** <sup>1</sup> La convention fixe la contribution minimale des cantons à leurs propres hôpitaux à titre de participation aux coûts de la formation médicale postgrade structurée au sens de la loi sur les professions médicales<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Elle règle de plus la compensation des différences de charges entre les cantons par l'octroi de la contribution minimale conformément à l'alinéa 1.

#### Contributions des cantons

**Art. 2** <sup>1</sup> Les cantons sièges versent à leurs hôpitaux un forfait annuel de CHF 15'000.- pour chaque médecin (en équivalent plein temps) accomplissant une formation postgrade, pour autant que ce dernier avait au moment de l'obtention de la maturité son domicile légal dans un des cantons ayant adhéré à la convention..

<sup>2</sup> Les éventuels montants versés en sus ou versés par les cantons sièges pour les médecins accomplissant une formation postgrade qui avaient au moment de l'obtention de la maturité leur domicile légal dans un des cantons n'ayant pas adhéré à la convention ne sont pas compensés entre les cantons.

<sup>3</sup> Les cantons vérifient que les établissements de formation postgrade de leurs hôpitaux sont reconnus conformément à la réglementation pour la formation postgraduée accréditée par la Confédération.

<sup>4</sup> La contribution au sens de l'article 2, alinéa 1, est à chaque fois adaptée à l'évolution des prix si l'indice national des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 10 pour cent au moins. Le point de départ est l'état de l'IPC à la conclusion de la convention (base : décembre 2010 = 100). L'article 6, alinéa 2, de la présente convention règle les détails. La décision intervient jusqu'au 30 juin et entre en vigueur à partir de l'année civile suivante.

Nombre de  
médecins  
accomplissant  
une formation  
postgrade

**Art. 3** Les contributions octroyées aux hôpitaux dépendent du nombre de médecins (en équivalent plein temps), tel qu'il ressort de l'enquête de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Demeurent réservées d'éventuelles corrections selon l'article 2, alinéa 2, et après vérification du bien-fondé des données selon l'article 6, alinéa 2, lettre e.

Canton siège

**Art. 4** Le canton siège d'un hôpital est le canton sur le territoire duquel il se situe.

Calcul de la  
compensation

**Art. 5** <sup>1</sup> Le calcul de la compensation entre les cantons comprend plusieurs étapes :

1. pour chaque canton : détermination des prestations fournies à titre de contribution, selon l'article 2, alinéa 1;
2. addition des prestations fournies à titre de contribution par tous les cantons parties à la présente convention;
3. division du résultat de cette addition par la population des cantons parties à la présente convention;
4. pour chacun des cantons parties à la présente convention : multiplication de la contribution moyenne par habitant en Suisse par la population du canton concerné;
5. pour chacun des cantons parties à la présente convention : comparaison entre les prestations fournies à titre de contribution par le canton concerné et la valeur moyenne en Suisse;
6. l'écart mis en évidence lors de l'étape 5 représente le montant à payer ou à recevoir par le canton partie à la présente convention à titre de compensation.

<sup>2</sup> La compensation a lieu annuellement.

Assemblée des  
cantons  
signataires

**Art. 6** <sup>1</sup> La mise en œuvre de la présente convention incombe à l'assemblée des cantons signataires (ci-après : "l'assemblée").

<sup>2</sup> Les tâches de l'assemblée sont :

- a) élection de la présidence;
- b) édicition d'un règlement d'organisation;
- c) désignation du secrétariat;
- d) adaptations de la contribution minimale selon l'article 2, alinéa 4;
- e) vérification du bien-fondé des données en équivalent plein temps selon l'article 3;
- f) détermination de la compensation selon l'article 5;
- g) information annuelle des cantons signataires.

<sup>3</sup> Les décisions de l'assemblée requièrent l'unanimité. Les décisions selon l'alinéa 2, lettres d, e et f, s'appliquent à partir de l'année civile suivante.

Coûts de mise en  
œuvre

**Art. 7** Les coûts de mise en œuvre de la présente convention sont supportés par les cantons signataires à raison de leur population.

Règlement des  
différends

**Art. 8** Les cantons signataires s'engagent à appliquer la procédure de règlement des différends réglée dans la section IV de l'accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges du 24 juin 2005 (ACI) avant de saisir le Tribunal fédéral.

Adhésion

**Art. 9** L'adhésion à la présente convention prend effet avec sa communication à la CDS.

Entrée en vigueur

**Art. 10** La présente convention entre en vigueur lorsqu'au moins 18 cantons y ont adhéré<sup>3)</sup>. La Confédération doit en être informée.

Retrait et fin de la  
convention

**Art. 11** <sup>1</sup> Tout canton signataire peut décider de sortir de la convention; le retrait intervient au moyen d'une déclaration adressée à la CDS. Il prend effet à la fin de l'année civile qui suit celle de la déclaration et met fin à la convention si le nombre des cantons signataires tombe en dessous de 18.

<sup>2</sup> Le retrait peut intervenir au plus tôt pour la fin de la cinquième année à compter de l'entrée en vigueur de la convention.

Durée de la  
validité

**Art. 12** La présente convention est de durée indéterminée.

suivent les signatures

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 111.1](#)
- 3) 1<sup>er</sup> juin 2022
- 4) [RS 811.11](#)





## Ordonnance d'exécution de la loi sur le salaire minimum cantonal

du 10 mai 2022

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 5, alinéa 2, de la loi du 22 novembre 2017 sur le salaire minimum cantonal<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**But** **Article premier** La présente ordonnance édicte les règles d'exécution de la loi sur le salaire minimum cantonal<sup>2)</sup>.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**Exceptions au champ d'application de la loi** **Art. 3** <sup>1</sup> Les salaires versés dans le cadre de rapports de travail s'inscrivant dans un contexte de formation échappent au champ d'application de la loi sur le salaire minimum cantonal<sup>2)</sup> et peuvent être inférieurs au salaire minimum fixé par l'article 5, alinéa 1, de la loi précitée.

<sup>2</sup> Sont considérés comme des rapports de travail s'inscrivant dans un contexte de formation les préapprentissage, les apprentissages, les stages et le travail dans le cadre de séjour au pair.

**Stages** **Art. 4** <sup>1</sup> Sont considérés comme des stages au sens de l'article 3, alinéa 2 :

- a) les stages d'observation ou d'orientation avant une formation, qui permettent au stagiaire de se familiariser avec les exigences de la profession à laquelle la formation mène;
- b) les stages probatoires ou préparatoires obligatoires pour accéder à une formation;
- c) les stages obligatoires en cours de formation, qui permettent d'évaluer les aptitudes du stagiaire à assumer les responsabilités d'un futur professionnel de la branche dans des conditions professionnelles réelles;
- d) les stages professionnels effectués dans le cadre d'un programme d'échanges national ou international validé par le Service de la formation postobligatoire;

- e) les stages de réinsertion reposant sur la législation sur l'action sociale, les assurances sociales ou l'asile.

<sup>2</sup> Au-delà des périodes maximales suivantes, le salaire minimum cantonal s'applique :

- a) deux semaines, pour les stages d'observation ou d'orientation;
- b) la durée prescrite par l'institution de formation, pour les stages probatoires ou préparatoires;
- c) la durée réglementaire, pour les stages en cours de formation;
- d) la durée réglementaire selon le cadre du programme d'échanges national ou international, mais au maximum six mois;
- e) la durée réglementaire ou celle résultant d'une décision de l'organe d'exécution en matière d'action sociale, d'assurance sociale ou d'asile, pour les stages de réinsertion.

<sup>3</sup> Ne sont notamment pas des stages au sens de l'alinéa 1 :

- a) les premiers emplois occupés par des personnes formées pour le poste occupé;
- b) les phases de mise au courant usuelle au début du rapport de travail;
- c) les phases de formation interne à l'entreprise;
- d) les emplois de courte durée;
- e) les essais de plus de deux heures;
- f) les remplacements.

<sup>4</sup> La législation fédérale et cantonale sur la formation professionnelle et continue est réservée.

Adaptation du  
montant du  
salaire minimum

**Art. 5** Après adaptation, le salaire brut minimum au sens de l'article 5, alinéa 1, de la loi sur le salaire minimum cantonal<sup>2)</sup> est de 20,60 francs par heure.

Entrée en  
vigueur

**Art. 6** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Delémont, le 10 mai 2022

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : David Eray  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 822.41](#)



# Ordonnance sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

du 23 novembre 2010

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 3 et 12 de la loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LiLPC)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Conditions personnelles du droit aux prestations

Domicile dans le  
Canton

**Article premier** Le domicile au sens de l'article 2, alinéa 1, de la loi portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité<sup>1)</sup> (ci-après : "LiLPC") s'entend du domicile civil au sens des articles 23 à 26 du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

Ayant droit

**Art. 2** Le requérant est reconnu bénéficiaire de prestations complémentaires lorsque la part des dépenses reconnues excède les revenus déterminants.

## CHAPITRE II : Dépenses reconnues

Supplément pour  
loyer en faveur  
des personnes  
résidant dans un  
appartement  
protégé

**Art. 2a<sup>13)15)</sup>** <sup>1</sup> Au niveau cantonal, les dépenses reconnues pour les personnes résidant dans un appartement protégé comprennent le supplément pour loyer octroyé conformément à l'article 3a LiLPC pour autant que l'admission en appartement protégé ait été validée au préalable par le dispositif d'orientation cantonal.

<sup>2</sup> Le montant annuel maximal du supplément pour loyer est de :

- a) 5 880 francs pour un studio ou un appartement d'une pièce et demie;
- b) 7 080 francs pour un appartement de deux pièces et plus.

Personnes  
demeurant dans  
des homes ou  
des établis-  
sements  
hospitaliers  
a) Taxe  
journalière

**Art. 3** <sup>1</sup> La taxe journalière des pensionnaires à prendre en considération en raison du séjour dans un home ou un établissement hospitalier est celle facturée au résidant et fixée pour chaque établissement sur la base des tarifs reconnus par l'Etat.

<sup>2</sup> Les Services de l'action sociale et de la santé communiquent à la Caisse de compensation la liste officielle de toutes les institutions et leurs taxes journalières à prendre en considération.

<sup>3</sup> Pour les établissements domiciliés hors Canton, la Caisse de compensation s'enquiert des tarifs reconnus par le canton concerné et prend au maximum ce tarif-là en compte pour les bénéficiaires de prestations complémentaires y séjournant avant le 1<sup>er</sup> janvier 1993; dès cette date, le prix de pension pris en considération sera au maximum celui des établissements jurassiens. Font exception les séjours qui ont été dictés par une urgence dans un établissement public ou privé reconnu par le canton concerné et les séjours dans un établissement avec lequel le canton du Jura a conclu une convention.

b) Dépenses  
personnelles

**Art. 4** <sup>10/17</sup> Le montant laissé à la disposition des pensionnaires des homes ou des hôpitaux, pour les dépenses personnelles, est fixé à 246 francs par mois.

### CHAPITRE III : Revenus déterminants

Fortune  
déterminante

**Art. 5** La fortune nette, après déduction de la franchise, est prise en compte à raison d'un cinquième pour les bénéficiaires de rentes de vieillesse séjournant dans un home ou un hôpital.

### CHAPITRE IV : Remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité

#### SECTION 1 : Prescriptions générales

Période  
déterminante  
pour le  
remboursement

**Art. 6** <sup>1</sup> Les frais de maladie, d'invalidité et de moyens auxiliaires, dûment établis, ne sont remboursés que pour l'année civile au cours de laquelle le traitement ou l'achat a eu lieu. Cette réglementation s'applique par analogie lorsqu'il s'agit de frais se rapportant à un séjour passager dans un home.

<sup>2</sup> Lorsqu'une personne assurée ou des membres de sa famille cessent d'avoir droit à une prestation complémentaire annuelle, ou cessent d'y donner droit, les frais pouvant être payés sont déterminés conformément à l'alinéa 1. Il en est de même en cas de changement de domicile de l'ayant droit, lorsque l'ancien et le nouveau canton de domicile appliquent des critères différents pour le calcul des frais à rembourser pendant la période déterminante.

Délai pour  
demander le  
remboursement

**Art. 7** Les frais mentionnés à l'article 6, alinéa 1, sont remboursés conformément à l'article 15 de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC)<sup>3</sup>).

Rapport aux  
prestations  
d'autres  
assurances

**Art. 8** <sup>1</sup> Un droit au remboursement des frais au sens de l'article 14 LPC<sup>3</sup>) n'existe que dans la mesure où ces frais ne sont pas déjà pris en charge par d'autres assurances. L'octroi d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI, de l'assurance-accidents ou de l'assurance militaire n'est pas assimilé à une prise en charge par d'autres assurances.

<sup>2</sup> En cas d'augmentation du montant remboursable selon l'article 14, alinéa 4, LPC<sup>3</sup>), ou l'article 19b de l'ordonnance du 15 janvier 1971 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (OPC-AVS/AI)<sup>4</sup>), l'allocation pour impotent de l'AI ou de l'assurance-accidents est portée en déduction des frais, dûment établis, pour les soins et les tâches d'assistance au sens des articles 18 à 20 de la présente ordonnance.

<sup>3</sup> Dans la mesure où l'assurance-maladie a pris en compte l'allocation pour impotent de l'AI ou de l'assurance-accidents pour fixer le montant des frais de soins et de tâches d'assistance à domicile qu'elle est tenue de rembourser, l'allocation pour impotent n'est pas portée en déduction des frais considérés.

<sup>4</sup> Dans les cas visés à l'article 14, alinéa 5, LPC<sup>3</sup>), les alinéas 2 et 3 sont applicables par analogie.

Frais de maladie  
et dépenses  
pour moyens  
auxiliaires  
causés à  
l'étranger

**Art. 9** <sup>1</sup> Sont remboursés les frais de maladie et d'invalidité ainsi que les dépenses pour moyens auxiliaires qui sont causés en Suisse.

<sup>2</sup> Les frais causés à l'étranger sont exceptionnellement remboursés s'ils se sont révélés indispensables pendant un séjour hors de Suisse ou si les mesures indiquées du point de vue médical ne pouvaient être appliquées qu'à l'étranger.

<sup>3</sup> Lorsqu'un moyen auxiliaire qui n'est pas remis en prêt est acheté à l'étranger, c'est le prix pratiqué en Suisse qui est déterminant s'il est inférieur.

<sup>4</sup> Les frais des cures balnéaires et des séjours de convalescence à l'étranger ne sont pas remboursés.

Montants  
maximaux

**Art. 10** Les montants maximaux des frais de maladie et d'invalidité remboursés en plus de la prestation complémentaire annuelle correspondent aux montants indiqués à l'article 14, alinéa 3, LPC<sup>3)</sup>.

## **SECTION 2 : Frais de médecin, de dentiste, de pharmacie, de soins et de tâches d'assistance**

Participation aux  
coûts

**Art. 11** <sup>1</sup> La participation prévue par l'article 64 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>5)</sup> aux coûts des prestations remboursées par l'assurance obligatoire des soins en vertu de l'article 24 LAMal est remboursée.

<sup>2</sup> La participation aux coûts des soins prévue aux articles 10, lettre b, et 13, lettre b, de la loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins<sup>6)</sup> est remboursée.

<sup>3</sup> Les fournisseurs de soins transmettent à la Caisse de compensation du canton du Jura les données et pièces justificatives nécessaires aux remboursements de la participation aux coûts selon l'alinéa 2.

Assurance avec  
franchise à  
option

**Art. 12** Si une personne opte pour une assurance avec une franchise plus élevée que la franchise minimale, la participation aux coûts remboursée s'élève par année, au plus, au montant cumulé de la franchise minimale et du montant maximal de la quote-part (art. 64, al. 3, LAMal<sup>5)</sup>).

Frais de  
traitement  
dentaire

**Art. 13**<sup>11)</sup> <sup>1</sup> Les frais de traitement dentaire sont remboursés dans la mesure où il s'agit d'un traitement simple, économique et adéquat.

<sup>2</sup> La première demande de remboursement, quel que soit son montant, doit être accompagnée du formulaire pour médecine dentaire sociale, sur lequel figure le résultat de l'examen de l'état dentaire préexistant. Ce formulaire est transmis pour validation du traitement au médecin-dentiste conseil.

<sup>3</sup> Pour tout traitement, si le coût (frais de laboratoire inclus) risque, selon toute vraisemblance, de dépasser 1 000 francs, un devis doit être adressé pour approbation à la Caisse de compensation du canton du Jura avant le début du traitement en vue de son remboursement.



<sup>4</sup> Le tarif pour le catalogue des prestations reconnues, incluant les valeurs du point, qui figure en annexe [12](#) à la présente ordonnance, est déterminant pour le remboursement des honoraires des prestations dentaires et des travaux de technique dentaire.

<sup>5</sup> Les devis et factures à présenter doivent être conformes aux positions tarifaires de l'annexe mentionnée à l'alinéa 4.

<sup>6</sup> La Caisse de compensation du canton du Jura édicte les directives nécessaires à l'application de la présente disposition, notamment sur la procédure à suivre et les modalités de remboursement.

Frais pour  
produits  
diététiques

**Art. 14** Les frais supplémentaires, dûment établis, occasionnés par un régime alimentaire prescrit par un médecin et indispensable à la survie de la personne assurée sont considérés comme frais de maladie si ladite personne ne vit ni dans un home, ni dans un hôpital. Un montant annuel de 2'500 francs au maximum est remboursé.

Frais se  
rapportant à un  
séjour passager  
dans un hôpital

**Art. 15** En cas de séjour passager dans un hôpital, un montant approprié pour l'entretien selon l'article 11, alinéa 2, du règlement du 31 octobre 1947 sur l'assurance-vieillesse et survivants (RAVS)[8](#), est porté en déduction de la participation aux coûts selon l'article 11 de la présente ordonnance.

Frais se  
rapportant à un  
séjour de  
convalescence

**Art. 16** <sup>1</sup> Les frais afférents à un séjour de convalescence prescrit par le médecin ou à un accueil temporaire sont remboursés, après déduction d'un montant approprié pour les frais d'entretien selon l'article 11, alinéa 2, RAVS[8](#), si le séjour ou l'accueil s'est effectué dans un home ou dans un hôpital.

<sup>2</sup> Les frais de séjour dans un home ou dans un hôpital se fondent sur l'article 3 de la présente ordonnance. Cette disposition est applicable par analogie aux séjours de convalescence ou d'accueil temporaire.

Frais se  
rapportant à un  
séjour passager  
dans une station  
thermale

**Art. 17** Les frais afférents à des cures balnéaires prescrites par le médecin sont pris en compte, après déduction d'un montant approprié pour les frais d'entretien selon l'article 11, alinéa 2, RAVS[8](#), si, durant la cure, la personne assurée était sous contrôle médical.

Frais d'aide, de soins et de tâches d'assistance à domicile

**Art. 18** <sup>1</sup> Les frais d'aide, de soins et de tâches d'assistance rendus nécessaires en raison de l'âge, de l'invalidité, d'un accident ou de la maladie et dispensés par des institutions au bénéfice d'une autorisation cantonale d'exploitation ou de personnes au bénéfice d'une autorisation cantonale de pratique, sont remboursés.

<sup>2</sup> En présence d'un tarif échelonné selon les conditions de revenu et de fortune, seul le tarif le plus bas est pris en compte.

<sup>3</sup> Les frais découlant de soins et de tâches d'assistance dans un home ou un hôpital de jour ou dans un dispensaire, publics ou reconnus d'utilité publique, sont également remboursés.

<sup>4</sup> Les frais d'aide ainsi que les frais découlant de soins et de tâches d'assistance dispensés par des institutions privées au bénéfice d'une autorisation cantonale d'exploitation, sont remboursés dans la mesure où ils correspondent aux frais encourus dans un établissement reconnu d'utilité publique.

<sup>5</sup> Les frais, dûment établis, inhérents à l'aide nécessaire ainsi qu'aux tâches d'assistance apportées dans la tenue du ménage sont remboursés jusqu'à concurrence de 4'800 francs par année civile au plus si les prestations considérées sont fournies par une personne :

- c) ne vivant pas dans le même ménage; ou
- d) engagée par une organisation d'aide et de soins à domicile non reconnue.

<sup>6</sup> Lors d'un remboursement au sens de l'alinéa 5, les frais facturés peuvent être pris en compte jusqu'à concurrence de 25 francs l'heure au maximum.

Frais pour le personnel soignant engagé<sup>15)</sup>

**Art. 19** <sup>1</sup> Les frais pour le personnel soignant engagé peuvent être remboursés aux bénéficiaires d'une allocation pour impotent de degré moyen ou grave vivant à domicile, à la condition que les soins et les tâches d'assistance ne puissent pas être assumés par une organisation d'aide et de soins à domicile reconnue au sens de l'article 51 OAMa<sup>7), 15)</sup>

<sup>2</sup> Un organe désigné par le Département de la Santé et des Affaires sociales détermine la part des soins et des tâches d'assistance qui ne peut, dans un cas concret, être assumée par une organisation d'aide et de soins à domicile reconnue, ainsi que le profil de la personne à engager. Si l'organe compétent n'est pas consulté ou si ses directives ne sont pas respectées, les frais ne sont pas remboursés.

Frais de soins  
et d'assistance  
dispensés par  
des membres  
de la famille

**Art. 20** <sup>1</sup> Les frais pour des soins et des tâches d'assistance dispensés par des membres de la famille ne sont remboursés que si lesdits membres de la famille :

- a) ne sont pas pris en compte dans le calcul de la prestation complémentaire, et
- b) subissent, en raison des soins et des tâches d'assistance, une perte de gain notable pendant une période prolongée.

<sup>2</sup> Les frais peuvent être remboursés jusqu'à concurrence de la perte de gain au plus.

Frais d'aide,  
de soins et de  
tâches  
d'assistance  
afférents à des  
personnes  
séjournant dans  
des structures  
de jour

**Art. 21** <sup>1</sup> Les frais d'aide, de soins et de tâches d'assistance afférents à des personnes fréquentant un home de jour, un atelier d'occupation ou une structure de jour analogues sont remboursés, après déduction d'un montant approprié pour les frais d'entretien selon l'article 11, alinéa 2, RAVS<sup>8)</sup>.

<sup>2</sup> Les frais pris en compte se fondent sur l'article 3 de la présente ordonnance. Cette disposition est applicable par analogie aux séjours dans une structure de jour.

<sup>3</sup> Aucun frais n'est remboursé en cas de séjour dans un home avec calcul de la prestation complémentaire au sens de l'article 10, alinéa 2, LPC<sup>3)</sup>.

Frais de  
transport

**Art. 22** <sup>1</sup> Les frais de transport dûment établis sont remboursés s'ils ont été occasionnés en Suisse et résultent d'une urgence ou d'un transfert indispensable.

<sup>2</sup> et <sup>3</sup> ... <sup>14)</sup>

### SECTION 3 : Moyens auxiliaires et appareils auxiliaires

Droit

**Art. 23** <sup>1</sup> Les bénéficiaires de prestations complémentaires ont droit au remboursement des dépenses occasionnées par l'acquisition de moyens auxiliaires et d'appareils auxiliaires (appareils de traitement ou de soins) énumérés dans l'annexe II ou à l'obtention de ceux-ci à titre de prêt. Les moyens auxiliaires et les appareils auxiliaires désignés dans cette annexe par un astérisque (\*) ne sont remis qu'à titre de prêt.<sup>11)</sup>

<sup>2</sup> Les bénéficiaires de prestations complémentaires ont en outre droit à un remboursement équivalant au tiers de la contribution fournie par l'AVS en faveur des moyens auxiliaires :

- a) qui figurent dans l'annexe de l'ordonnance du 28 août 1978 concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-vieillesse<sup>9)</sup>; et
- b) pour lesquels l'AVS a fourni une contribution.

<sup>3</sup> Sont en outre remboursés les frais d'endoprothèses anatomiques ou fonctionnelles, qui sont mises en place lors d'une intervention chirurgicale.

<sup>4</sup> Un droit au remboursement des frais n'existe que dans la mesure où le moyen auxiliaire n'est pas remis par l'AVS, l'AI ou l'assurance-maladie. Les appareils de traitement et de soins au sens du chapitre II de l'annexe ne sont remis en prêt que pour les soins à domicile.

<sup>5</sup> Les frais d'achat ou de location des moyens auxiliaires sont remboursés à condition qu'il s'agisse de modèles simples et adéquats.

<sup>6</sup> Les dispositions de l'assurance-invalidité s'appliquent par analogie au remboursement des frais de réparation, d'adaptation et de renouvellement, ainsi qu'à celui des dépenses résultant d'un entraînement particulier à l'emploi de moyens auxiliaires ou d'appareils auxiliaires.

#### Examens

**Art. 24** <sup>1</sup> Lorsqu'il paraît douteux que le moyen auxiliaire ou l'appareil auxiliaire soit nécessaire ou qu'il s'agisse d'un modèle simple et adéquat, l'assuré doit produire une attestation d'un médecin, d'une institution d'aide aux invalides et aux personnes âgées, d'un service d'aide et de soins à domicile ou d'un service d'ergothérapie.

<sup>2</sup> S'agissant des appareils acoustiques, un expert reconnu par l'assurance-invalidité attestera que l'assuré en a besoin et qu'il s'agit d'un modèle simple et adéquat.

<sup>3</sup> Les frais de ces examens et expertises sont réputés frais au sens de l'article 14, alinéa 1, lettre f, LPC<sup>3)</sup>.

#### Remise et reprise d'appareils provenant de dépôts de l'AI

**Art. 25** <sup>1</sup> Si le moyen auxiliaire ou l'appareil auxiliaire à remettre à titre de prêt est disponible dans un dépôt de l'AI, l'assuré ne peut prétendre à l'obtention d'un appareil neuf.

<sup>2</sup> La reprise, l'entreposage et la réutilisation des moyens et appareils auxiliaires remis en prêt sont régis par les prescriptions de l'assurance-invalidité.

## CHAPITRE V : Dispositions diverses

Collaboration  
des autorités  
fiscales  
cantonales

**Art. 26** Les autorités fiscales cantonales informent d'une façon appropriée et simple les personnes physiques ayant atteint l'âge de la retraite au sujet du droit aux prestations complémentaires à l'AVS/AI lors de la remise des documents liés à la déclaration d'impôt.

## CHAPITRE VI : Dispositions transitoire et finales<sup>15)</sup>

Droit transitoire

**Art. 26a<sup>16)</sup>** Pendant une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les montants fixés à l'article 2a dans son ancienne teneur demeurent applicables aux bénéficiaires de prestations complémentaires visés à l'alinéa 1 des dispositions transitoires de la modification du 22 mars 2019 de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI<sup>3)</sup> (réforme PC).

Abrogation

**Art. 27** L'ordonnance du 17 décembre 1997 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 28** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Delémont, le 23 novembre 2010

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 10 janvier 2011

La modification du 21 octobre 2014 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 3 décembre 2014

La modification du 17 novembre 2015 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 11 janvier 2016

La modification du 22 novembre 2016 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 21 décembre 2016

La modification du 28 novembre 2017 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 20 décembre 2017

La modification du 3 novembre 2020 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 1<sup>er</sup> décembre 2020

La modification du 29 novembre 2022 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 31 janvier 2023

## **Annexe I**

### **Référentiel de médecine dentaire sociale (article 13 de l'ordonnance)**

...[12\)](#)

## **Annexe II<sup>[11\)](#)</sup>**

### **Liste des moyens auxiliaires et des appareils de traitement ou de soins (article 23 de l'ordonnance)**

#### **I. Moyens auxiliaires**

##### **1. Orthèses**

- 1.01. *Orthèses du tronc*  
en cas d'insuffisance fonctionnelle de la colonne vertébrale se traduisant par d'importantes douleurs dorsales et par des altérations de la colonne vertébrale révélées par l'examen clinique et radiologique, si cette insuffisance ne peut être palliée par des mesures médicales, ou ne peut l'être qu'insuffisamment.

##### **2. Chaussures**

- 2.01. *Retouches orthopédiques coûteuses/éléments orthopédiques incorporés aux chaussures de confection*

3. **Lunettes à cataracte ou verres de contact après opération de la cataracte**  
Pour les lunettes à cataracte provisoires utilisées directement après l'opération, seuls les frais de location sont remboursés, et cela jusqu'à concurrence de 60 francs au plus.

##### **4. Moyens auxiliaires pour des aveugles et graves handicapés de la vue**

- 4.01.\* *Cannes longues d'aveugle*
- 4.02.\* *Chiens-guides pour aveugles*  
s'il est établi que la personne assurée saura s'occuper d'un chien-guide et que, grâce à celui-ci, elle sera capable de se déplacer seule hors de son domicile. L'assurance prend en charge les frais de location.
- 4.03.\* *Machines à écrire en Braille*
5. **Moyens auxiliaires permettant d'établir des contacts avec l'entourage**
- 5.01.\* *Programmes particuliers pour ordinateur*  
lorsque l'assuré ne peut communiquer sans un programme qui transforme l'écriture en voix ou sans un contacteur particulier pour guider la souris.
- 5.02.\* *Tourneurs de page*

- 5.03.\* *Dispositifs automatiques de commande du téléphone*  
lorsque l'assuré très gravement paralysé, qui n'est ni hospitalisé, ni placé dans une institution spécialisée pour malades chroniques, ne peut établir des contacts avec son entourage qu'au moyen d'un tel dispositif.

## II. Appareils de traitement ou de soins

- 6.\* *Appareils respiratoires destinés à pallier une insuffisance respiratoire*
- 7.\* *Inhalateurs*
- 8.\* *Installations sanitaires complémentaires automatiques*  
lorsque l'assuré ne peut faire sa toilette qu'au moyen de cet appareil.
- 9.\* *Elévateurs pour malades*  
s'il est attesté par un médecin qu'un tel moyen est indispensable pour les soins à domicile.
- 10.\* *Lits électriques*  
s'il est attesté par un médecin qu'un lit électrique est indispensable pour les soins à domicile.
11. *Chaises percées*
- 12.\* *Chaises pour personnes atteintes de coxarthrose*
- 13.\* *Potences*

\* Ne sont remis qu'à titre de prêt (article 23, alinéa 1, 2<sup>ème</sup> phrase, de l'ordonnance).

1) [RSJU 831.30](#)

2) [RS 210](#)

3) [RS 831.30](#)

4) [RS 831.301](#)

5) [RS 832.10](#)

6) [RSJU 832.11](#)

7) [RS 832.102](#)

8) [RS 831.101](#)

9) [RS 831.135.1](#)

10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

11) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016

12) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2015, n°44, p. 936-945



- <sup>13)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 22 novembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- <sup>14)</sup> Abrogés par le ch. I de l'ordonnance du 28 novembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- <sup>15)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>16)</sup> Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>17)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



## Ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance- maladie

du 25 octobre 2011

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 64a, 65, 65a et 66 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 21a de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC)<sup>[2](#)</sup>,

vu les articles 105d à 106e de l'ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (OAMal)<sup>[3](#)</sup>,

vu l'article 20, alinéa 3, de la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)<sup>[4](#)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle les réductions de primes de l'assurance obligatoire des soins accordées aux assurés de condition économique modeste, ainsi que la couverture des primes, participations aux coûts et autres frais irrécouvrables.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Organisation

Service des  
contributions

**Art. 3** Le Service des contributions met à disposition de la Caisse de compensation du canton du Jura les données fiscales nécessaires préparées en vue du calcul du revenu déterminant.

Caisse de  
compensation

**Art. 4** <sup>1</sup> La Caisse de compensation du canton du Jura est l'organe administratif et décisionnel en matière de réduction des primes d'assurance-maladie et de prise en charge des créances irrécouvrables.

<sup>2</sup> Elle communique son calcul sous forme d'attestation ou de décision à chaque assuré ou famille (art. 15 et 19).

<sup>3</sup> Elle annonce régulièrement le droit à la réduction des primes aux assureurs.

<sup>4</sup> Elle édicte les directives nécessaires en la matière.

Assureurs

**Art. 5** <sup>1</sup> Les assureurs informent et conseillent leurs assurés en matière de réduction des primes.

<sup>2</sup> Ils fournissent tout renseignement utile au sujet du décompte annuel transmis à la Caisse de compensation.

Agences  
communales  
AVS

**Art. 6** <sup>1</sup> Les agences communales AVS renseignent et conseillent les assurés lors de leurs démarches visant à obtenir une réduction des primes.

<sup>2</sup> Elles tiennent des formules de demande de réduction des primes à la disposition des assurés.

### SECTION 3 : Calcul des réductions

Principes

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement arrête chaque année, par voie d'arrêté, les critères qui déterminent le cercle des bénéficiaires et les montants des réductions.

<sup>1bis</sup> A cet effet, il tient compte de l'évolution moyenne des primes, du subside fédéral et des disponibilités budgétaires cantonales. Dans la mesure du possible, il ne diminue pas le cercle des bénéficiaires.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sous réserve de l'article 10, il définit la réduction maximale qui correspond à un pourcentage de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse.

<sup>3</sup> La prime la plus avantageuse selon l'alinéa 2 est calculée séparément pour les adultes, les adultes de moins de 25 ans révolus et les enfants de moins de 18 ans révolus.

<sup>4</sup> La prime est réduite, pour les enfants de moins de 18 ans révolus et les adultes en formation de moins de 25 ans révolus qui sont à la charge de leurs parents, d'au moins la moitié de la prime la plus avantageuse en modèle d'assurance du médecin de famille offerte par un assureur sur l'ensemble du territoire cantonal.<sup>14)</sup>

Revenu  
déterminant

**Art. 8** <sup>1</sup> Le revenu imposable taxé définitivement pour l'avant-dernière année fiscale qui précède l'année d'assurance sert de base de calcul du revenu déterminant.

<sup>1bis</sup> Par revenu imposable au sens du présent article, on entend le revenu déterminant pour le taux, soit le revenu suisse et étranger (revenu mondial).<sup>11)</sup>

<sup>2</sup> Le revenu imposable est corrigé de la manière suivante :

- a) le rendement ou l'excédent de dépenses provenant de la propriété immobilière, tous les intérêts passifs, les pertes des exercices commerciaux et les pertes de liquidation, ainsi que l'excédent de dépenses provenant de successions non partagées et de copropriétés, sont éliminés;
- b) la part du rendement immobilier qui excède l'ensemble des intérêts passifs est ajoutée;
- c) un montant supplémentaire par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé, sans enfant à charge, fixé chaque année est déduit;
- d) la déduction par contribuable avec enfant à charge est majorée d'un montant fixé chaque année;
- e) la déduction par enfant à charge est majorée d'un montant fixé chaque année;
- f)<sup>12)</sup> un pourcentage allant jusqu'à 5 % de la fortune imposable déterminante pour le taux (fortune mondiale) taxée définitivement est ajouté; il est arrêté chaque année.

<sup>3</sup> Pour les personnes imposées à la source, le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale qui précède l'année d'assurance ou, à défaut, le revenu de l'année d'assurance sert de base de calcul au revenu déterminant. Seules les corrections prévues à l'alinéa 2, lettres c, d et e, sont apportées au revenu imposable ou, à défaut, au revenu de l'année d'assurance, pour autant que les membres de leur famille résident en Suisse au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'assurance considérée ou qu'ils y prennent domicile à la même date. Les requérants vivant seuls en Suisse sont considérés comme célibataires.

<sup>4</sup> Le revenu ainsi corrigé est le revenu déterminant en vue du calcul des réductions.

<sup>5</sup> Le revenu déterminant pour les parents est également valable pour les enfants dont ils assument la charge.

Cumul des  
revenus  
déterminants des  
concubins

**Art. 8a**<sup>16)</sup> <sup>1</sup> Les revenus déterminants des concubins, calculés selon l'article 8, sont cumulés pour établir le droit à la réduction des primes des enfants et adultes de moins de 25 ans en formation qu'ils ont en commun.

<sup>2</sup> La Caisse de compensation procède aux investigations nécessaires afin de déterminer si l'alinéa 1 s'applique. Les concubins sont tenus de collaborer à cet effet.

Calcul des  
réductions  
a) En général

**Art. 9** <sup>1</sup> Le montant total des subsides fédéraux et cantonaux est réparti sur le cercle des bénéficiaires défini par le Gouvernement.

<sup>2</sup> A cet effet, les assurés sont regroupés en fonction de leur revenu déterminant exprimé en paliers de mille francs.

<sup>3</sup> L'arrêté annuel fixe le montant maximal du revenu déterminant qui donne droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant.

b) Réduction  
totale des primes

**Art. 10**<sup>8)9)13)14)</sup> Une réduction totale de la prime est accordée aux catégories suivantes d'assurés domiciliés dans le canton du Jura :

- a) les bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI, jusqu'à concurrence de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse en modèle d'assurance du médecin de famille;
- b) les bénéficiaires de prestations d'aide sociale, y compris ceux qui pourraient obtenir de l'aide sociale s'ils ne bénéficiaient pas de la réduction de prime, jusqu'à concurrence de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse en tiers payant et en modèle d'assurance du médecin de famille.

c) Couverture  
des primes,  
participations  
aux coûts,  
intérêts  
moratoires et  
frais de  
poursuites  
irrécouvrables

**Art. 11** <sup>1</sup> Une partie des subsides sert à financer les primes et les intérêts moratoires qui s'avèrent irrécouvrables conformément à l'article 64a LAMal<sup>1)</sup>.

<sup>1bis</sup> Les primes et les intérêts moratoires irrécouvrables des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI sont mis à la charge de ces derniers en déduction du montant de leur prestation complémentaire mensuelle s'ils possèdent une fortune nette après déduction de la valeur prise en compte pour leur immeuble servant d'habitation au sens de l'article 11, alinéas 1, lettre c, et 1bis, LPC<sup>2)</sup><sup>10)</sup>

<sup>2</sup> Les participations aux coûts qui s'avèrent irrécouvrables sont à charge de l'aide sociale; la Caisse de compensation transmet le décompte annuel des montants pris en charge au Service de l'action sociale.

<sup>3</sup> Les frais de poursuite sont imputés à l'Office cantonal des assurances sociales.

<sup>4</sup> L'organe de contrôle au sens de l'article 64a, alinéa 3, LAMal<sup>1)</sup> est l'organe de révision selon l'article 86 OAMal<sup>3)</sup>.

#### SECTION 4 : Procédure

Cercle des  
bénéficiaires

**Art. 12** <sup>1</sup> Les personnes soumises à l'obligation de s'assurer dans le Canton bénéficient, sur demande, de réductions de primes si leur revenu déterminant ne dépasse pas le montant maximal fixé par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Les articles 10 et 18 demeurent réservés.

Exceptions

**Art. 13** Ne bénéficient pas des réductions de primes :

- a) les personnes qui se sont assurées à titre facultatif;
- b) les personnes qui ont été taxées d'office par le Service des contributions selon l'article 140 de la loi d'impôt<sup>6)</sup> faute d'avoir rempli une déclaration d'impôt.

Demande  
a) En général

**Art. 14** Tout assuré qui veut bénéficier d'une réduction de ses primes doit formuler une demande, à l'exception des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI qui l'obtiennent d'office.

b) Attestation

**Art. 15** <sup>1</sup> La Caisse de compensation fournit une attestation à chaque assuré ou famille qui a droit aux réductions des primes (art. 4, al. 2) dans la mesure où il n'en bénéficiait pas l'année précédente.

<sup>2</sup> L'assuré présente l'attestation dûment remplie, signée et accompagnée de son certificat d'assurance-maladie à la Caisse de compensation à titre de demande.

<sup>3</sup> L'attestation indique le revenu déterminant et le montant de la réduction de la prime mensuelle ou annuelle.

<sup>4</sup> Ne reçoivent pas d'attestation :

- les personnes imposées à la source;
- les assurés âgés de moins de 25 ans;
- les personnes bénéficiant de l'aide sociale;
- les personnes taxées à titre provisoire;
- les personnes assujetties à l'impôt à titre partiel et domiciliées dans le Canton;
- les personnes arrivées dans le Canton durant l'année qui précède l'année d'assurance.

<sup>5</sup> L'attestation des parents est également valable pour les enfants dont ils assument l'entretien.

c) Formule de demande

**Art. 16** <sup>1</sup> S'il ne reçoit pas l'attestation, l'assuré fournit les indications nécessaires sur la formule de demande avec les annexes exigées et les transmet à la Caisse de compensation qui calcule le revenu déterminant sur la base de la décision de taxation remise par le Service des contributions ou l'assuré.

<sup>2</sup> Les assurés imposés à la source joignent une attestation du dernier salaire à leur formule de demande.

d) Assurés de moins de 25 ans

**Art. 17** <sup>1</sup> Les assurés de moins de 25 ans doivent présenter une demande de réduction des primes lorsqu'ils assument eux-mêmes leur entretien.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, la demande est introduite par leurs parents ou représentants légaux qui assument leur entretien.

e) Assurés au bénéfice d'aides financières

**Art. 18** <sup>1</sup> Celui qui fournit des aides financières aux assurés démunis peut présenter la demande de réduction des primes à la place des assurés.

<sup>2</sup> Sont considérés comme assurés démunis les bénéficiaires d'aide sociale.



Décision d'office	<b>Art. 19</b> La Caisse de compensation rend d'office une décision d'octroi pour chaque assuré qui a droit aux réductions des primes (art. 4, al. 2) dans la mesure où il en a déjà bénéficié l'année précédente.
Réduction des primes	<b>Art. 20<sup>14)</sup></b> La réduction annuelle accordée à un assuré ne peut dépasser le montant de sa prime annuelle.
Début et fin du droit à la réduction des primes	<p><b>Art. 21</b> <sup>1</sup> Le droit à la réduction des primes prend naissance le 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la demande est déposée.</p> <p><sup>2</sup> En cas d'admission d'un assuré au cours de l'année, le droit à la réduction des primes naît le premier jour du mois de l'affiliation, à condition que la demande soit déposée avant la fin de cette année.</p> <p><sup>3</sup> Le droit à la réduction des primes prend fin le dernier jour du mois du décès ou du départ à l'étranger; il s'éteint dans tous les cas à la fin de l'année s'il n'est pas confirmé par la Caisse de compensation pour l'année qui suit.</p>
Demande intermédiaire	<p><b>Art. 22</b> <sup>1</sup> L'assuré peut demander un ajustement à la baisse du revenu déterminant en cours d'année s'il a perdu son emploi.</p> <p><sup>2</sup> L'assuré peut demander, sur la base de la taxation définitive de l'année fiscale qui précède l'année d'assurance, un ajustement à la baisse du revenu déterminant.</p> <p><sup>3</sup> Les parents peuvent prétendre à une réduction de primes pour les enfants dont ils commencent d'assumer la charge au cours de l'année.</p> <p><sup>4</sup> Les assurés en provenance de l'étranger peuvent déposer une demande en cours d'année.</p> <p><sup>5</sup> Les assurés en provenance d'un autre canton au cours de l'année d'assurance ne peuvent bénéficier d'une réduction de leurs primes pour l'année considérée à l'exception des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI et d'aide sociale.</p> <p><sup>6</sup> Les assurés en provenance d'un autre canton le premier janvier de l'année d'assurance, peuvent déposer une demande en cours d'année.</p>

<sup>7</sup> Le revenu déterminant des assurés concernés par les alinéas 1, 4 (excepté ceux imposés à la source) et 6, sera fixé sur la base de la taxation définitive de l'année d'assurance pour laquelle la demande a été déposée.

<sup>8</sup> Les demandes intermédiaires doivent être déposées au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année d'assurance.

## SECTION 5 : Subsidés

Versement des  
subsidés

**Art. 23** <sup>1</sup> La Caisse de compensation verse les subsidés aux assureurs à raison de 80 % dans l'année en cours en trois versements et du 20 % restant à la fin décembre de la même année, sur la base du montant des réductions de primes déterminé pour l'année d'assurance; la différence par rapport au décompte final (art. 24) est réglée au cours de l'année suivante, en général dans les trois mois.

<sup>2</sup> Il n'est pas versé d'intérêt sur les subsidés à payer.

Décompte des  
assureurs

**Art. 24** Les assureurs établissent un décompte annuel des réductions de primes accordées jusqu'au 28 février de l'année suivante.

Contrôles

**Art. 25** <sup>1</sup> La Caisse de compensation contrôle les décomptes établis par les assureurs. Elle peut se rendre dans les administrations des assureurs et demander des renseignements aux organes de contrôle des assureurs.

<sup>2</sup> L'organe de révision de la Caisse de compensation vérifie le décompte cantonal établi par la Caisse de compensation et résume ses constatations dans un rapport de révision.

Restitution

**Art. 26** <sup>1</sup> Les subsidés cantonaux versés à tort doivent être restitués.

<sup>2</sup> L'assureur peut renoncer à la restitution lorsque l'assuré était de bonne foi et serait mis dans une situation difficile. Le droit de demander la restitution s'éteint un an après le moment où l'assureur a eu connaissance du fait, mais au plus tard cinq ans après le versement de la prestation. Si la créance naît d'un acte punissable pour lequel le droit pénal prévoit un délai de prescription plus long, celui-ci est déterminant.

<sup>3</sup> Si un décompte est incomplet ou présente des inexactitudes, ou si les dispositions fédérales ou cantonales n'ont pas été respectées, les subsidés cantonaux peuvent être bloqués ou réduits jusqu'à ce que la situation soit régularisée.

## SECTION 6 : Voies de droit

Recours

**Art. 27** <sup>1</sup> Les décisions d'octroi et de refus de réduction de primes ainsi que les attestations de la Caisse de compensation sont sujettes à opposition.

<sup>2</sup> Les décisions sur opposition de la Caisse de compensation sont sujettes à recours à la Cour des assurances.

<sup>3</sup> La procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>7)</sup>.

## SECTION 7 : Dispositions transitoire et finales<sup>9)</sup>

Disposition  
transitoire

**27a**<sup>10)</sup> L'article 11, alinéa 1bis, de la présente ordonnance est applicable aux primes dues dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et aux intérêts moratoires y relatifs.

Abrogation

**Art. 28** L'ordonnance du 21 novembre 1995 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 29** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Delémont, le 25 octobre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RS 832.10](#)
- 2) [RS 831.30](#)
- 3) [RS 832.102](#)
- 4) [RSJU 832.10](#)
- 5) ...

- 6) [RSJU 641.11](#)
- 7) [RSJU 175.1](#)
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 10) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 24 octobre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 octobre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2017
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 novembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 15) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022
- 16) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 novembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

**Arrêté****concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2023**

du 25 octobre 2022

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 7 à 9 de l'ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale 2021 sert de base de calcul.

<sup>2</sup> Par revenu imposable au sens du présent article, on entend le revenu déterminant pour le taux, soit le revenu suisse et étranger (revenu mondial).

<sup>3</sup> Le revenu imposable selon avis de taxation (chiffre 690) subit les corrections suivantes :

- a) diminution du rendement de la fortune immobilière (chiffres 300, 320 et 320c);
- b) augmentation de l'excédent de dépenses concernant la propriété immobilière (chiffres 310, 330 et 330c);
- c) augmentation de l'excédent de dépenses concernant les successions non partagées, copropriétés (chiffre 390);
- d) augmentation des intérêts passifs (chiffres 530 et 535);
- e) augmentation de la perte des exercices commerciaux (chiffres 140, 140c, 150, 150c, 160, 160c, 170 et 170c);
- f) augmentation de la perte reportée d'exercices commerciaux antérieurs (chiffres 180 et 180c);
- g) augmentation de la perte de liquidation (chiffres 188 et 188c);
- h) augmentation de la part du rendement immobilier excédant les intérêts passifs (chiffres 300, 320 et 320c, moins chiffres 530, 535, 310, 330, 330c et 390).

<sup>4</sup> Les déductions suivantes corrigent le revenu imposable :

- |  |              |
|--|--------------|
| a) par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé, sans enfant à charge   | fr. 5 000.-  |
| b) par couple marié, personne veuve, divorcée, séparée ou célibataire, au bénéfice d'une déduction fiscale pour "enfants à charge" (chiffre 620) | fr. 10 000.- |
| c) par enfant à charge entraînant une déduction fiscale (chiffre 620) :  |              |
| – pour les deux premiers enfants   | fr. 4 000.-  |
| – à partir du troisième enfant   | fr. 6 000.-  |

<sup>5</sup> Le revenu imposable est majoré de 5 % de la fortune imposable déterminante pour le taux (fortune mondiale) taxée définitivement.

<sup>6</sup> Le revenu imposable est majoré de la déduction fiscale pour couple marié (chiffre 680) lors d'une attribution conformément à l'article 22, alinéa 2, de l'ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>1)</sup>.

**Art. 2** <sup>1</sup> La réduction maximale correspond au pourcentage ci-dessous de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse en modèle médecin de famille avec risque accidents :

- |  |      |
|--|------|
| – pour les adultes   | 42 % |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus                              | 44 % |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation                 | 53 % |
| – pour les enfants entre 16 et 18 ans révolus qui ne sont pas en formation | 43 % |
| – pour les enfants de moins de 18 ans révolus                              | 80 % |

<sup>2</sup> La réduction maximale s'élève mensuellement aux montants suivants :

- |   |           |
|---|-----------|
| a) pour les adultes   | fr. 200.- |
| b) pour les adultes de moins de 25 ans révolus                              | fr. 150.- |
| c) pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation                 | fr. 180.- |
| d) pour les enfants entre 16 et 18 ans révolus qui ne sont pas en formation | fr. 45.-  |
| e) pour les enfants de moins de 18 ans révolus                              | fr. 83.-  |

**Art. 3** Le montant maximal du revenu déterminant donnant droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant, sont fixés dans le tableau joint en annexe<sup>2)</sup> au présent arrêté.

**Art. 4** <sup>1</sup> Une réduction de prime supplémentaire est allouée mensuellement aux parents ayant un ou des enfants à charge en 2023 et une activité professionnelle principale (correspondant aux revenus figurant aux chiffres 100, 100c, 140, 140c, 150, 150c, 160 et 160c de l'avis de taxation), dont le revenu déterminant est inférieur à 15 000 francs.

<sup>2</sup> Les montants mensuels et annuels par adulte accordés en fonction des différents paliers du revenu déterminant sont fixés pour les familles monoparentales et biparentales conformément au tableau joint en annexe<sup>2)</sup> au présent arrêté.

**Art. 5** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2023.

Delémont, le 25 octobre 2022

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le vice-président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

<sup>1)</sup> RSJU 832.115

<sup>2)</sup> Ce tableau n'est pas publié dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais il se trouve dans le Journal officiel 2022, n° 39, p. 800-801.





**Loi****portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité**

du 6 décembre 2000

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 40 et 41, alinéa 2, de la loi fédérale du 6 octobre 1989 sur le service de l'emploi et la location de services (LSE)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 113 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (loi sur l'assurance-chômage (LACI))<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

**CHAPITRE PREMIER : But**

**But** **Article premier** La présente loi a pour but d'assurer l'application de la législation fédérale sur le service de l'emploi et sur l'assurance-chômage et de régler le service de l'emploi.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**CHAPITRE II : Organisation****SECTION 1 : Autorités et organes d'exécution cantonaux**

**Service public de l'emploi** **Art. 3<sup>[12](#)</sup>** Le service public de l'emploi comprend le Service de l'économie et de l'emploi, les Offices régionaux de placement, la Logistique des mesures du marché du travail et la commission tripartite.

**Service de l'économie et de l'emploi** **Art. 4** <sup>1</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi<sup>[15](#)</sup> exerce les attributions qui sont dévolues à l'office cantonal du travail en vertu de la loi sur le service de l'emploi et des articles 335d et suivants du Code des obligations<sup>[3](#)</sup>.

<sup>2</sup> Sous réserve des compétences attribuées expressément à d'autres organes, il exécute les prescriptions en matière d'assurance-chômage.

<sup>3</sup> Il exerce la surveillance sur les Offices régionaux de placement, sur la Logistique des mesures du marché du travail et veille à la formation et au perfectionnement de leur personnel.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Il veille en outre à une collaboration efficace entre les services qui exécutent des tâches d'aide sociale, d'éducation et de formation.

<sup>5</sup> Il coopère avec les partenaires sociaux, les organisations et les entreprises privées s'occupant de placement.

Caisse publique  
de chômage

**Art. 5** <sup>1</sup> L'Etat gère une caisse publique de chômage sous le nom de "Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura".

<sup>2</sup> La Caisse publique de chômage est un établissement autonome de droit public dépourvu de la personnalité juridique. Son siège est à Saignelégier.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les autres questions relatives aux statuts et à l'organisation de la Caisse publique de chômage.

Offices  
régionaux de  
placement  
a) Création

**Art. 6** <sup>1</sup> L'Etat institue les Offices régionaux de placement conformément à la loi fédérale sur l'assurance-chômage.

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine leur nombre et décide de leur création ou de leur suppression par voie d'arrêté.

<sup>3</sup> Les Offices régionaux de placement sont rattachés au Service de l'économie et de l'emploi<sup>[15\)](#)</sup>.

b) Mission

**Art. 7** <sup>1</sup> Les Offices régionaux de placement facilitent la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi.

<sup>2</sup> Ils ont notamment pour tâches :

- a) de déterminer le profil professionnel des demandeurs d'emploi;
- b) de rechercher des places vacantes et recueillir les emplois vacants dont l'annonce a été rendue obligatoire par le Gouvernement;
- c) d'entretenir des contacts avec les employeurs et les associations professionnelles en vue de favoriser l'emploi;
- d) de déterminer les besoins des chômeurs pour augmenter leur aptitude au placement;

- e) d'élaborer, en collaboration avec les demandeurs d'emploi, un projet de formation, de perfectionnement ou de reconversion professionnelle;
- f) d'administrer le système "Plasta";
- g) de vérifier la preuve des efforts personnels des chômeurs en vue de trouver un emploi;
- h) de déterminer le caractère convenable des emplois proposés, d'assigner ceux-ci aux demandeurs d'emploi et de donner les directives nécessaires, conformément à l'article 85, alinéa 1, lettre c, de la loi fédérale sur l'assurance-chômage;
- i) de suspendre, en cas de faute légère, l'exercice du droit à l'indemnité dans les situations prévues à l'article 30, alinéas 2 et 4, de la loi fédérale sur l'assurance-chômage;
- j) de remettre aux personnes concernées les formulaires pour l'institution supplétive LPP et les déclarations d'accidents pour la SUVA.

<sup>3</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi<sup>15)</sup> et les Offices régionaux de placement traitent les demandes de permis en matière de main-d'œuvre étrangère en conformité avec le droit fédéral.

<sup>3bis</sup> Les Offices régionaux de placement procèdent à l'inscription en vue du placement au sens de l'article 17, alinéa 2<sup>bis</sup>, de la loi fédérale sur l'assurance-chômage<sup>2), 13)</sup>

<sup>4</sup> Les Offices régionaux de placement enregistrent toutes les places vacantes annoncées par les employeurs.

c) Collaboration

**Art. 8** Les Offices régionaux de placement collaborent avec les caisses de chômage, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la formation professionnelle, l'Office cantonal de l'assurance-invalidité, les Services sociaux régionaux, les communes et les entreprises privées de placement de personnel.

Logistique des  
mesures du  
marché du travail  
a) Création

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut instituer une Logistique des mesures du marché du travail conformément à l'article 85c de la loi fédérale sur l'assurance-chômage<sup>2), 12)</sup>

<sup>2</sup> La Logistique des mesures du marché du travail est rattachée au Service de l'économie et de l'emploi<sup>15)</sup>.

b) Mission

**Art. 10** La Logistique des mesures du marché du travail assume les tâches suivantes :

- a) établir régulièrement, avec l'aide des Offices régionaux de placement, les besoins des assurés et de l'économie ainsi que les besoins en mesures actives du marché du travail;

- b) développer systématiquement et adapter constamment l'offre de mesures actives du marché du travail aux besoins des assurés et de l'économie;
- c) concevoir les mesures actives du marché du travail, procéder aux appels d'offres et attribuer les mandats aux organisateurs;
- d) assurer une gestion adéquate des mesures actives du marché du travail;
- e) assurer et accroître la qualité générale des mesures actives du marché du travail et de leurs fournisseurs en prenant en compte l'intérêt des assurés, de l'économie et des autorités du marché du travail.

Commission tripartite  
a) Composition et fonctionnement

**Art. 11** <sup>1</sup> La commission tripartite se compose de douze membres comprenant quatre représentants des employeurs, quatre représentants des travailleurs et quatre représentants de l'autorité du marché du travail, dont un représentant du Service de l'économie et de l'emploi. Un représentant de la Caisse de chômage du Jura et un représentant du Service de la formation postobligatoire y siègent avec voix consultative.[12\)](#)

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête le règlement de la commission.

b) Nomination et durée des fonctions

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme, par voie d'arrêté, les membres de la commission pour la législature.[11\)](#)

<sup>2</sup> Les membres désignés en cours de période administrative le sont pour la fin de celle-ci.

c) Tâches

**Art. 13** <sup>1</sup> La commission tripartite conseille les Offices régionaux de placement.

<sup>2</sup> Conformément à l'article 16, alinéa 2, lettre i, de la loi fédérale sur l'assurance-chômage, elle donne son approbation à l'Office régional de placement lorsqu'il s'agit de déclarer convenable un travail dont la rémunération est inférieure au taux prévu par la législation fédérale.

<sup>3</sup> Elle propose des mesures nouvelles en matière de politique d'intégration des chômeurs au marché du travail.

<sup>4</sup> Elle veille à la qualité de toutes les mesures relatives au marché du travail, aux programmes d'occupation, aux stages et aux initiations au travail ainsi qu'aux placements.

<sup>5</sup> Elle incite les entreprises et les partenaires sociaux à proposer des places de stage ou des possibilités d'occupation.

## SECTION 2 : Autorités communales

### Art. 14 et 15<sup>14)</sup>

## CHAPITRE III : Annonces obligatoires pour les employeurs

Licenciements et  
fermetures  
d'entreprises

**Art. 16** <sup>1</sup> L'employeur est tenu d'annoncer au Service de l'économie et de l'emploi<sup>15)</sup> les licenciements et les fermetures d'entreprises touchant au moins six travailleurs.

<sup>2</sup> L'annonce doit intervenir le plus tôt possible, mais au plus tard au moment où les congés sont notifiés aux travailleurs.

Emplois vacants

**Art. 17** <sup>1</sup> En cas de chômage prononcé et persistant, le Gouvernement peut introduire l'obligation d'annoncer à l'Office régional de placement compétent les emplois vacants dans les branches, les professions ou les régions particulièrement touchées ou de manière générale.

<sup>2</sup> L'annonce de l'emploi vacant est obligatoire préalablement à une demande de permis pour un travailleur étranger exerçant une première activité en Suisse.

## CHAPITRE IV : Placement privé et location de services

Autorisation

**Art. 18** <sup>1</sup> Le placement privé de personnel et la location de services sont soumis à l'octroi d'une autorisation conformément à la législation fédérale en la matière.

<sup>2</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi<sup>15)</sup> délivre les autorisations, exerce la surveillance de ce secteur et exécute les tâches que la législation fédérale confie au canton.

For et procédure  
en cas de litige

**Art. 19** <sup>1</sup> Le Conseil de prud'hommes connaît des litiges relevant du contrat de placement entre le placeur et le demandeur d'emploi et du contrat de travail entre le bailleur de services et le travailleur, quelle qu'en soit la valeur litigieuse.

<sup>2</sup> La procédure est régie par la loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes<sup>5)</sup>.

## CHAPITRE V : Jours fériés

**Art. 20**<sup>14)</sup>

## CHAPITRE VI : Financement

Fonds cantonal  
pour l'emploi

**Art. 21** <sup>1</sup> L'Etat gère un fonds cantonal pour l'emploi.

<sup>2</sup> Le fonds est un financement spécial au sens de l'article 35 de la loi sur les finances cantonales<sup>6)</sup>.

Alimentation

**Art. 22** <sup>1</sup> Le fonds est alimenté par une contribution des pouvoirs publics répartie entre l'Etat et les communes selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière<sup>10)</sup>, ainsi que par les revenus de sa fortune.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> La répartition entre les communes s'effectue selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière<sup>10)</sup>.<sup>8)9)</sup>

<sup>3</sup> L'alimentation du fonds est suspendue lorsque la fortune de celui-ci atteint le montant de 6 millions de francs.

Utilisation

**Art. 23** Les ressources du fonds sont destinées à financer totalement ou partiellement les mesures de lutte contre le chômage et d'aide aux demandeurs d'emploi qui ne sont pas prises en charge par la Confédération.

Dépenses

**Art. 24**<sup>12)</sup> Dans les limites de leurs compétences financières, le Parlement, le Gouvernement et le département auquel est rattaché le Service de l'économie et de l'emploi arrêtent les dépenses du fonds.

## CHAPITRE VII : Procédure, voies de droit et disposition pénale

Procédure

**Art. 25** Sous réserve de prescriptions impératives du droit fédéral, la procédure devant les autorités cantonales ou communales et devant les instances de recours est régie par le Code de procédure administrative<sup>7)</sup>.

Voies de droit

**Art. 26<sup>12)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions prises en matière de service de l'emploi sont sujettes à opposition auprès de l'autorité qui a statué et à recours auprès de la Cour administrative du Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> Les décisions en matière d'assurance-chômage sont sujettes à opposition auprès de l'autorité qui a statué et à recours auprès de la Cour des assurances du Tribunal cantonal.

Disposition pénale

**Art. 27** <sup>1</sup> Celui qui contrevient aux prescriptions de la présente loi et à ses dispositions d'exécution est passible d'une amende allant jusqu'à 50 000 francs. Demeurent réservées les dispositions fédérales.

<sup>2</sup> La poursuite pénale incombe aux autorités judiciaires ordinaires.

<sup>3</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi<sup>15)</sup> est informé de tous les jugements pénaux rendus en application de la législation sur le service de l'emploi, de l'assurance-chômage et de l'aide aux chômeurs.

## CHAPITRE VIII : Dispositions transitoire et finales

Exécution

**Art. 28** Le Gouvernement exécute la présente loi. Il arrête les dispositions nécessaires à son application.

Clause abrogatoire

**Art. 29** <sup>1</sup> Toutes les dispositions contraires aux normes de la présente loi sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

- a) la loi du 9 novembre 1978 sur le service de l'emploi;
- b) le décret du 6 décembre 1978 sur le secours de crise en faveur de chômeurs assurés;
- c) la loi du 9 novembre 1978 instituant une Caisse jurassienne de crédit destinée à la fourniture de fonds pour les mesures contre le chômage;
- d) l'arrêté du Parlement du 15 décembre 1983 portant application de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité;
- e) le décret du 28 février 1996 portant création d'Offices régionaux de placement.

Disposition transitoire

**Art. 30** La présente loi s'applique à toutes les procédures pendantes au moment de son entrée en vigueur.

Référendum

**Art. 31** La présente loi est soumise au référendum facultatif.Entrée en  
vigueur**Art. 32** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Delémont, le 6 décembre 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURALa présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

Approuvée par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche le 16 décembre 2014.

La modification du 27 octobre 2021 des articles 3, 4, alinéa 3, 7, alinéa 3bis, 9, alinéa 1, 11, alinéa 1, 14, 15, 20, 24 et 26 a été approuvée par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche le 2 février 2022.

1) [RS 823.11](#)2) [RS 837.0](#)3) [RS 220](#)

4) ...

5) [RSJU 182.34](#)6) [RSJU 611](#)7) [RSJU 175.1](#)8) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 12, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 200810) [RSJU 651](#)11) Nouvelle teneur selon le ch. XXIV de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 201012) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 octobre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 202213) Introduit par le ch. I de la loi du 27 octobre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 202214) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 27 octobre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 202215) Nouvelle dénomination selon le ch. II de la loi du 27 octobre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2022



## **Loi concernant l'amélioration du marché du logement**

du 31 mars 1988

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 22 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

Principe **Article premier** La République et Canton du Jura prend les mesures nécessaires en vue d'améliorer le marché du logement.

Objectifs **Art. 2** Les objectifs de la présente loi sont les suivants :

- a) maintenir la population des centres et celle des régions menacées de dépeuplement;
- b) encourager la rénovation et la construction de logements en faveur des personnes de condition modeste, notamment les familles nombreuses, les personnes âgées et les handicapés;
- c) renforcer l'attractivité du Canton en matière d'habitat pour faciliter le développement économique et la création d'emplois.

Mesures générales **Art. 3** <sup>1</sup> Ces objectifs pourront être réalisés :

- a) en utilisant le sol de façon mesurée, notamment en favorisant l'habitat groupé;
- b) en favorisant la qualité de l'habitat;
- c) en facilitant la réservation, l'acquisition et l'équipement de terrains à bâtir, ainsi que la mise à disposition de bâtiments à rénover ou à convertir en logements;
- d) en encourageant la construction de logements à loyers modérés;
- e) en favorisant la rénovation de logements et de l'habitat rural;
- f) en favorisant l'accession à la propriété du logement;
- g) en restreignant la possibilité de démolir, de transformer des maisons d'habitation ou de les soustraire au marché du logement.

<sup>2</sup> A cette fin, l'Etat et les communes disposent notamment des moyens suivants :

- a) l'achat de gré à gré, l'expropriation, le droit de préemption, le droit de réméré et le droit de superficie;
- b) le cautionnement et l'octroi de prêts;
- c) la prise en charge d'intérêts sur des crédits cautionnés ou garantis;

- d) l'octroi de subventions uniques ou périodiques;
- e) les mesures administratives et fiscales;
- f) la participation à des fondations ou à des sociétés sans but lucratif visant des objectifs semblables à ceux de la présente loi;
- g) l'information régulière de la population et la mise à disposition d'une aide technique apte à favoriser la réalisation des buts de la présente loi;
- h) les mesures prévues par la loi sur le maintien de locaux d'habitation<sup>2)</sup>.

<sup>3</sup> L'expropriation et le droit de préemption sont réglés par la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>3)</sup>.

Mesures  
d'application

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Parlement arrête les mesures d'application par voie de décret; il en détermine les objectifs en tenant compte de la situation de l'économie et du marché du logement.

<sup>2</sup> Il fixe en outre :

- a) la nature, le montant et les conditions d'obtention des prestations;
- b) la durée de validité des mesures;
- c) les charges à supporter et les conditions à remplir par les bénéficiaires;
- d) les conditions entraînant après coup le refus ou le remboursement des prestations.

Directives

**Art. 5** <sup>1</sup> Dans les domaines où la législation fédérale prévoit l'octroi de prestations, les mesures prises par le Canton sont appelées à compléter celles de la Confédération.

<sup>2</sup> Le Canton peut subordonner l'octroi de ses prestations à une participation fédérale ou communale; il n'existe aucun droit légal permettant d'exiger le versement d'une prestation.

<sup>3</sup> Toute mesure sera limitée dans le temps.

**Art. 6**<sup>4)</sup>

Maintien de la  
destination et  
remboursement

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Canton subordonne l'octroi de ses prestations à des charges et des conditions limitées dans le temps, lesquelles subsistent au-delà de la durée de validité des autres mesures.

<sup>2</sup> Si une subvention ou un prêt n'est pas utilisé selon sa destination, ou si les charges et les conditions ne sont pas respectées, l'Etat réclame le remboursement entier ou partiel de ses prestations avec les intérêts et retire son éventuel cautionnement.

<sup>3</sup> Si les autorités ont été induites en erreur au moyen de renseignements faux ou inexacts, l'aide sera refusée; l'autorité compétente pourra révoquer l'aide promise et réclamer le remboursement des montants versés avec les intérêts; elle retirera son éventuel cautionnement.

<sup>4</sup> Les charges et conditions peuvent être mentionnées au registre foncier à titre de restriction de droit public apportée à la propriété; l'Etat peut requérir l'inscription d'un droit de gage immobilier pour le remboursement de subventions et de prêts éventuels.

Communication  
de données

**Art. 7a**<sup>10)</sup> <sup>1</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi dispose d'un accès en ligne aux données des autorités fiscales portant sur le revenu imposable au titre de l'impôt fédéral direct et la fortune nette des bénéficiaires de prestations.

<sup>2</sup> Il est autorisé à traiter ces données exclusivement dans le cadre d'une demande d'aide au logement.

<sup>3</sup> Seules les personnes traitant une demande d'aide au logement ont accès aux données fiscales nécessaires au traitement de celle-ci.

Exécution

**Art. 8** <sup>1</sup> Le Gouvernement arrête les dispositions d'application de la présente loi et des décrets qui s'y rapportent.

<sup>2</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution de la législation fédérale.

<sup>3</sup> Les communes peuvent être appelées à participer à l'exécution des mesures.

Voies de droit

**Art. 9** <sup>1</sup> Les décisions prises en vertu de la présente loi et des dispositions d'exécution peuvent être attaquées conformément au Code de procédure administrative<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> Est réservée l'action de droit administratif.

Effet juridique

**Art. 10** Les décisions passées en force des organes cantonaux d'exécution sont assimilées à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>6)</sup>.

Clause  
abrogatoire

**Art. 11** La loi du 9 novembre 1978 concernant l'amélioration de l'offre de logements est abrogée.

Droit transitoire

**Art. 12** Les subventions cantonales basées sur la loi fédérale du 19 mars 1965 concernant l'encouragement à la construction de logements<sup>7)</sup>, sur l'arrêté fédéral du 31 janvier 1958 concernant l'encouragement à la construction de logements à caractère social<sup>8)</sup> et sur les dispositions d'exécution fédérales et cantonales sont maintenues aux montants qui prévalaient au 31 décembre 1984, indépendamment des réductions ou suppressions de l'aide fédérale.

Entrée en vigueur

**Art. 13** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>9)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 31 mars 1988

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

1) [RSJU 101](#)

2) RSJU 843.1

3) [RSJU 701.1](#)

4) Les effets de l'art. 6 ont été suspendus par la section 4 de la loi du 20 octobre 1993 instituant des mesures d'économie 1994, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 1994 au 31 décembre 1994. Article abrogé par la section 3 du chapitre II de la loi du 22 juin 1994 portant adoption définitive des mesures d'économie 1993 et 1994, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

5) [RSJU 175.1](#)

6) [RS 281.1](#)

7) [RS 842](#)

8) RO 1958 433

9) 1<sup>er</sup> juillet 1988

10) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

## Loi sur l'action sociale (LASoc)<sup>[20](#)</sup>

du 15 décembre 2000

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 18, alinéas 1 et 2, et 24 de la Constitution cantonale<sup>1</sup>),

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**But** **Article premier** <sup>1</sup> La présente loi est basée sur le principe de la solidarité et vise au renforcement de la cohésion sociale.

<sup>2</sup> Elle a pour but :

- a) de prévenir les causes de pauvreté et d'exclusion sociale;
- b) d'apporter l'aide sociale nécessaire aux personnes dans le besoin;
- c) de favoriser l'autonomie et l'intégration sociales et professionnelles des personnes en difficulté;
- d) d'assurer la coordination de l'action sociale dans le Canton.

**Terminologie** **Art. 2** Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

**Action sociale** **Art. 3** L'action sociale comprend l'ensemble des mesures dispensées par l'Etat, les communes et d'autres institutions publiques ou privées pour venir en aide aux personnes en proie à des difficultés sociales ou dépourvues des moyens nécessaires pour satisfaire leurs besoins essentiels.

**Moyens** **Art. 4** L'action sociale s'exerce par les moyens suivants :

- a) des mesures d'information et de prévention;
- b) de l'aide sociale, accordée sous forme d'aide personnelle ou matérielle;
- c) des mesures d'insertion;
- d) du soutien à des institutions publiques ou privées.

Bénéficiaires de  
l'aide sociale

**Art. 5** <sup>1</sup> L'aide sociale est accordée aux personnes dans le besoin domiciliées dans le Canton ou dont la prise en charge incombe à l'Etat en vertu de la législation fédérale ou de conventions internationales ou intercantionales.

<sup>2</sup> Une personne est dans le besoin lorsqu'elle éprouve des difficultés sociales ou ne peut, par ses propres moyens, subvenir d'une manière suffisante ou à temps à son entretien ou à celui des personnes dont elle a la charge.

Nature et  
étendue de l'aide  
sociale

**Art. 6** La nature et l'étendue de l'aide sociale sont déterminées en fonction du but à atteindre, de la situation personnelle de l'intéressé et de manière à favoriser la participation active de ce dernier.

Subsidiarité

**Art. 7** <sup>1</sup> L'aide sociale est subsidiaire aux prestations découlant du droit de la famille, ainsi qu'aux prestations des assurances sociales et autres prestations sociales fédérales, cantonales et communales.

<sup>2</sup> L'aide sociale est accordée à titre de complément en cas d'insuffisance des autres catégories de prestations.

Devoirs de  
collaboration et  
d'information

**Art. 8** <sup>1</sup> Les autorités chargées de l'action sociale collaborent avec les institutions spécialisées pour accomplir leur tâche. Dans ce cadre, elles s'échangent mutuellement les données nécessaires, y compris celles sensibles, à la prise en charge des personnes au sein desdites institutions.<sup>[21\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Elles signalent sans retard à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et aux autorités compétentes en matière de mesures d'assistance et de placement à des fins d'assistance les faits pouvant justifier leur intervention.<sup>[13\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Sauf dispositions contraires du droit fédéral, les autorités administratives et judiciaires du Canton et des communes fournissent, sur requête, aux autorités chargées de l'action sociale les renseignements et documents nécessaires en vue d'examiner de manière complète le droit à des prestations au sens de la présente loi.<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>4</sup> En particulier, le Service des contributions transmet, sur requête, les données fiscales concernant les personnes percevant, sollicitant ou ayant perçu des prestations d'aide sociale. Le Gouvernement peut également conférer au Service de l'action sociale, par voie d'ordonnance, un accès en ligne à certaines données fiscales. Il fixe également les limites d'accès.<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Les autorités citées aux alinéas 3 et 4 peuvent fournir spontanément aux autorités chargées de l'action sociale des informations susceptibles d'être utiles à l'examen du droit aux prestations.<sup>[22\)](#)</sup>

Obligation de  
renseigner

**Art. 9** <sup>1</sup> La personne qui demande ou reçoit une aide ou qui est placée en institution doit fournir des renseignements complets et véridiques sur sa situation à l'autorité ou à l'organisme chargé de l'aide sociale et lui donner la possibilité de prendre des informations à son sujet, sous peine de refus total ou partiel des prestations.

<sup>2</sup> De plus, le bénéficiaire d'une aide matérielle est tenu de signaler sans délai à l'autorité d'aide sociale tout changement de sa situation pouvant entraîner la réduction ou la suppression des prestations.

Protection du  
bénéficiaire

**Art. 10** Les personnes chargées de tâches en matière d'action sociale ont les attentions et les égards qui conviennent.

Devoir de  
discretion

**Art. 11** <sup>1</sup> Les membres des autorités et les employés de l'action sociale sont soumis au secret de fonction; les autres personnes chargées de tâches d'action sociale sont tenues de respecter le même devoir de discretion.<sup>[14\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les noms des bénéficiaires de mesures d'action sociale ne doivent pas figurer dans les rapports et les comptes d'administration publiés ni être divulgués au cours d'une assemblée ou lors de séances d'une autorité auxquelles le public est admis.

Gratuité

**Art. 12** <sup>1</sup> Les autorités de l'action sociale ne perçoivent aucun émolument pour leur activité.

<sup>2</sup> Elles supportent les débours.

<sup>3</sup> Les autorités et services publics de la République et Canton du Jura fournissent gratuitement les renseignements nécessaires aux organes chargés d'appliquer la présente loi.

## CHAPITRE II : De diverses mesures

### SECTION 1 : L'information et la prévention

**Information**      **Art. 13** Les autorités de l'action sociale informent régulièrement la population par des moyens appropriés sur les problèmes sociaux et l'action sociale.

**Prévention**      **Art. 14** La prévention comprend toute mesure générale ou particulière visant à rechercher les causes de pauvreté et d'exclusion sociale, à les supprimer ou à en atténuer les effets.

### SECTION 2 : Les mesures d'insertion

**Programmes d'insertion**      **Art. 15** <sup>1</sup> L'Etat et les communes mettent en place des programmes d'activité, d'occupation et de formation, ainsi que des stages et d'autres actions propres à permettre au bénéficiaire de l'aide sociale de retrouver ou de développer sa capacité de travail et son autonomie sociale.

<sup>2</sup> Ils collaborent avec des organisations privées ou soutiennent des programmes organisés par ces dernières.

<sup>3</sup> L'Etat assure la coordination nécessaire.

**Contrat d'insertion**  
a) Contenu      **Art. 16** <sup>1</sup> La participation au programme d'insertion fait l'objet d'un contrat de droit public conclu entre l'autorité d'aide sociale et la personne dans le besoin.

<sup>2</sup> Ce contrat porte sur un projet d'insertion défini en principe en accord avec l'intéressé.

b) Projet d'insertion      **Art. 17** <sup>1</sup> Le projet d'insertion peut notamment prendre la forme :

a) d'actions destinées à aider les bénéficiaires à retrouver ou à développer leur capacité de travail et leur autonomie sociale;



- b) d'activités auprès de collectivités publiques ou d'institutions d'utilité publique sans but lucratif;
- c) d'activités ou de stages dans des entreprises, définis en accord avec celles-ci;
- d) de stages en vue de l'acquisition ou de l'amélioration de la formation professionnelle.

<sup>2</sup> L'autorité d'aide sociale peut prendre en considération des projets d'insertion particuliers proposés par les bénéficiaires.

c) Prestations

**Art. 18** <sup>1</sup> Pendant la durée du contrat, l'autorité d'aide sociale alloue au bénéficiaire des prestations au moins équivalentes au montant maximum de l'aide matérielle auquel il pourrait prétendre. Le cas échéant, ces prestations comprennent la rémunération due au bénéficiaire pour son activité.

<sup>2</sup> Les prestations sont en principe versées en espèces. S'il est à craindre que celles-ci ne soient pas utilisées judicieusement, l'autorité peut les accorder sous une autre forme ou ordonner le paiement direct de certaines charges.

<sup>3</sup> Les prestations ainsi touchées ne sont pas remboursables.

d) Conditions

**Art. 19** Un contrat d'insertion est conclu lorsque le projet envisagé paraît adapté aux possibilités de l'intéressé et propre à redonner ou à développer chez ce dernier sa capacité de travail ou son autonomie et qu'il peut être mis en œuvre sans faire appel à des moyens disproportionnés.

Assujettissement

**Art. 20** <sup>1</sup> L'autorité d'aide sociale peut assujettir la personne dans le besoin à un projet d'insertion répondant aux conditions de l'article 19.

<sup>2</sup> Si l'intéressé refuse le projet proposé, l'aide matérielle peut être réduite au minimum.

Surveillance

**Art. 21** <sup>1</sup> L'autorité d'aide sociale veille à l'exécution du contrat.

<sup>2</sup> Elle examine périodiquement la situation avec le bénéficiaire et procède, le cas échéant, aux adaptations nécessaires.

Résiliation **Art. 22** Si le bénéficiaire ne remplit pas ses obligations ou s'en révèle incapable et qu'une adaptation s'avère impossible, l'autorité d'aide sociale met fin au contrat. Si une reprise du projet paraît possible, l'autorité peut suspendre le contrat.

Evaluation de programmes **Art. 23** Le Gouvernement procède régulièrement à l'évaluation des programmes d'insertion.

### SECTION 3 : L'aide sociale

1. Aide personnelle **Art. 24** <sup>1</sup> En vue de favoriser leur autonomie et leur intégration sociale, les personnes dans le besoin bénéficient d'une aide personnelle appropriée.

<sup>2</sup> Cette forme d'aide comprend notamment l'écoute, l'information, le conseil, le soutien dans certaines démarches et, au besoin, l'intervention auprès d'autres organismes.

2. Aide matérielle  
a) But et droit au minimum d'existence **Art. 25** <sup>1</sup> L'aide matérielle vise à garantir le minimum vital social des personnes dans le besoin.

<sup>2</sup> Une aide matérielle minimum ne peut être refusée à une personne dans le besoin même si celle-ci est personnellement responsable de sa situation.

b) Forme **Art. 26** <sup>1</sup> L'aide matérielle intervient sous forme :

- a) de prestations en espèces ou en nature, en fonction de l'intérêt du bénéficiaire ou de ses ayants droit;
- b) de garanties, lorsqu'il s'agit de garantir les obligations de la personne dans le besoin auprès de tiers lui fournissant des prestations destinées à satisfaire des besoins essentiels;
- c) de participations aux frais de placement dans les familles ou dans des établissements;
- d) de prises en charge des soins et des traitements médicaux nécessaires non couverts d'une autre manière;
- e) de funérailles décentes.

<sup>2</sup> L'autorité d'aide sociale peut ordonner le paiement direct de certaines charges incombant à la personne dans le besoin.

c) Normes de calcul

**Art. 27** Le Gouvernement définit, par voie d'arrêté, les normes de calcul applicables.

#### **SECTION 4 : Autorités et procédure**

1. Octroi de l'aide

**Art. 28** L'Etat décide de l'octroi de l'aide sociale aux personnes dans le besoin.

2. Procédure  
a) Requête

**Art. 29** <sup>1</sup> Celui qui entend bénéficier de prestations d'aide sociale doit s'annoncer verbalement ou par écrit au service social régional de son lieu de domicile ou de séjour.

<sup>2</sup> La requête peut être déposée par un proche ou un représentant.

b) Réception par le service social régional

**Art. 30** <sup>1</sup> Le service social régional réunit sans délai les renseignements et les documents disponibles et transmet la requête à la commune de domicile ou de séjour du requérant.

<sup>2</sup> Il informe ce dernier de ses droits et obligations et le rend attentif aux conséquences en cas d'inobservation des obligations qui lui incombent.

<sup>3</sup> Le cas échéant, il signale en outre à l'autorité communale s'il y a lieu d'envisager des mesures de protection.

c) Examen par l'autorité communale

**Art. 31** <sup>1</sup> L'autorité communale complète le dossier avec les éléments dont elle dispose.

<sup>2</sup> Elle adresse ensuite sans retard le dossier accompagné de son préavis motivé au Service de l'action sociale.

d) Examen par le Service de l'action sociale

**Art. 32** <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale procède aux compléments d'instruction nécessaires; au besoin, il entend le requérant et la commune.

<sup>2</sup> Dès qu'il dispose des éléments nécessaires, il rend sa décision et la notifie au requérant ainsi qu'au tiers qui a établi la demande. Il en adresse une copie à la commune de domicile ou de séjour et au service social régional qui a reçu la requête.

<sup>3</sup> La décision doit être motivée et comporter l'indication des voies et délais de recours.

<sup>4</sup> La décision portant octroi de prestations est immédiatement exécutoire, nonobstant une éventuelle opposition ou un éventuel recours.

Communication  
de la décision à  
des tiers

**Art. 32a<sup>22)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale communique sa décision relative à la demande d'aide sociale à la commune de domicile ou de séjour ainsi qu'aux autorités, organismes et tiers dont l'octroi ou le remboursement de prestations sont directement influencés par la décision. Il en va de même lorsque l'aide sociale a été accordée à titre d'avances sur d'autres prestations sociales et que le versement de celles-ci devra s'effectuer en mains des autorités d'aide sociale.

<sup>2</sup> Les autorités, organismes et tiers auxquels la décision est communiquée sont tenus au devoir de discrétion conformément à l'article 11 de la présente loi.

e) Mesure  
d'urgence

**Art. 33** <sup>1</sup> Dans les cas d'urgence ou de besoin manifeste, le Service de l'action sociale peut accorder immédiatement une aide provisoire.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions permettant aux communes et aux services sociaux régionaux de verser des prestations dans des cas d'urgence.

f) Modification

**Art. 34** <sup>1</sup> En cas de changement dans la situation du bénéficiaire, le Service de l'action sociale modifie l'aide en conséquence. Il rend une nouvelle décision conformément à l'article 32, alinéa 3.

<sup>2</sup> L'aide ne peut cependant être réduite ou supprimée sans que le bénéficiaire ait pu s'exprimer à ce sujet.

g) Versement

**Art. 35** Dès communication de la décision par le Service de l'action sociale, l'instance communale compétente verse les prestations accordées.

## SECTION 5 : Remboursement

### 1. Principe

**Art. 36** <sup>1</sup> L'aide matérielle fournie aux personnes majeures est remboursable dans les situations suivantes :

- a) lorsque l'aide a été accordée à titre d'avance sur des prestations, au moment où ces dernières leur sont versées; l'autorité d'aide sociale peut demander le versement direct entre ses mains des prestations concernées;
- b) lorsque l'aide a été obtenue indûment, à la suite d'indications fausses ou incomplètes;
- c) lorsque le bénéficiaire est en mesure de s'acquitter de tout ou partie de sa dette par suite d'un héritage, d'un don, d'un gain de loterie ou de revenus extraordinaires ne provenant pas de son travail;
- d) lorsque le bénéficiaire acquiert par son travail d'autres revenus lui permettant d'avoir un train de vie aisé.

<sup>2</sup> En outre, l'autorité d'aide sociale peut réclamer le remboursement de la dette, aux conditions prévues, lorsque le bénéficiaire s'y est engagé au moment où il a reçu l'aide et que la réalisation de ses biens d'alors ou acquis postérieurement peut raisonnablement être exigée.

<sup>3</sup> Les prestations obtenues en vertu d'un contrat d'insertion ne sont pas remboursables, de même que celles versées en faveur d'une personne placée en établissement au-delà de sa minorité, durant sa formation professionnelle.

### 2. Intérêts

**Art. 37** Les prestations sujettes à remboursement ne produisent pas d'intérêts, sauf si l'aide a été obtenue indûment ou si l'intéressé ne respecte pas les conditions prévues, contrairement à son engagement.

### 3. Garanties, gages immobiliers

**Art. 38** En vue de garantir les prestations d'aide sociale, l'autorité d'aide sociale peut exiger la constitution de gages immobiliers conformément aux dispositions du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

### 4. Obligation des époux et des partenaires enregistrés

**Art. 39<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Les époux et les partenaires enregistrés sont solidairement responsables du remboursement de la dette contractée durant le mariage ou le partenariat.

<sup>2</sup> En cas de séparation, l'obligation du conjoint ou du partenaire enregistré est limitée à son obligation d'entretien fixée par le juge.

5. Obligation des parents **Art. 40** Dans les limites de leur obligation d'entretien, les père et mère répondent de la dette résultant de l'aide accordée à leur enfant mineur.
6. Obligation des héritiers **Art. 41** Les héritiers doivent rembourser l'aide matérielle dont a bénéficié le défunt dans la mesure où ils tirent profit de la succession.
7. Exercice du droit au remboursement **Art. 42** <sup>1</sup> Lorsqu'il estime que les conditions du remboursement sont réalisées, le Service de l'action sociale fait valoir son droit auprès du débiteur.
- <sup>2</sup> En cas de contestation, il rend une décision.
8. Prescription **Art. 43** <sup>1</sup> L'action en remboursement se prescrit par cinq ans à partir du jour où l'autorité a eu connaissance de son droit, mais, sous réserve de l'alinéa 2, par dix ans de manière absolue à partir du jour où l'octroi des prestations a pris fin.
- <sup>2</sup> Lorsqu'un bénéficiaire de l'aide sociale a induit en erreur les autorités sur sa situation financière, le délai de prescription court dès que l'erreur a été découverte.

## SECTION 6 : Contribution d'entretien et aliments

- Principe **Art. 44** <sup>1</sup> Dans la mesure de leurs possibilités, les parents tenus à l'obligation d'entretien selon les articles 276 et suivants du Code civil suisse et les personnes tenues à fournir des aliments conformément aux articles 328 et 329 du Code civil suisse<sup>2)</sup> participent à la prise en charge de l'aide matérielle accordée au bénéficiaire.
- <sup>2</sup> L'autorité d'aide sociale détermine le montant de la participation d'entente avec le débiteur.
- <sup>3</sup> En cas de désaccord, l'autorité saisit le juge civil compétent.
- Modification **Art. 45** <sup>1</sup> Le montant de la participation peut être revu lorsque les circonstances qui l'ont déterminé se sont notablement et durablement modifiées.
- <sup>2</sup> La modification ne peut entraîner une demande de paiement de la dette antérieure à la nouvelle situation.

## CHAPITRE III : Institutions

### SECTION 1 : Institutions de prévoyance et d'action sociale

1. En général **Art. 46** L'Etat et les communes encouragent la création et l'activité d'institutions privées destinées à prémunir la population contre des difficultés sociales ou à faciliter l'accomplissement des tâches des autorités de l'action sociale.
2. Institutions de l'Etat et des communes **Art. 47** Si le besoin s'en fait sentir, l'Etat et les communes peuvent eux-mêmes créer de telles institutions.
3. Services sociaux régionaux  
a) Organisation **Art. 48** <sup>1</sup> L'Etat et les communes exercent l'action sociale, notamment par l'intermédiaire des services sociaux régionaux.
- <sup>2</sup> Ceux-ci revêtent la forme d'un établissement autonome de droit public. Le Parlement définit, par voie de décret, le siège, l'organisation et le financement de ce dernier.
- <sup>3</sup> Les services sociaux régionaux sont placés sous la surveillance du Service cantonal de l'action sociale, conformément à l'article 64, lettre e, et de la commission cantonale de l'action sociale.
- b) Tâches **Art. 49** Les services sociaux régionaux ont notamment pour tâches :
- a) d'apporter l'aide personnelle nécessaire aux personnes dans le besoin;
  - b) de recevoir les demandes d'aide matérielle, de constituer les dossiers et de transmettre les requêtes aux communes concernées;
  - c) de signaler aux autorités compétentes les situations nécessitant leur intervention et de proposer les mesures de protection à envisager;
  - d) <sup>15)</sup> de proposer des projets d'insertion dans le cadre des programmes définis à l'article 15;
  - e) de prêter leur concours en matière d'information et de prévention;
  - f) <sup>13)</sup> d'assumer la prise en charge de mesures de protection de l'enfant et de l'adulte;
  - g) <sup>13)</sup> de soutenir l'aide bénévole fournie par les particuliers dans le domaine de l'action sociale et en matière de protection de l'enfant et de l'adulte;
  - h) de procéder, sur requête des autorités, à des rapports d'enquête sociale;
  - i) de veiller à une utilisation rationnelle des équipements et des ressources mis à disposition.

4. Lutte contre  
les dépendances

**Art. 50** <sup>1</sup> L'Etat veille à l'existence des institutions nécessaires à donner des conseils et des soins aux personnes victimes d'alcoolisme ou d'autres dépendances.

<sup>2</sup> Les autorités collaborent avec les institutions luttant contre l'alcoolisme et les autres dépendances et les soutiennent dans l'accomplissement de leurs tâches.

<sup>3</sup> Le Parlement règle, par voie de décret, l'encouragement et le subventionnement des institutions et des manifestations qui ont pour objet de lutter contre l'alcoolisme et les autres dépendances. Ce décret peut instituer une commission cantonale consultative en la matière.

## SECTION 2 : Structures d'accueil de l'enfance

Structures  
d'accueil

**Art. 51** L'Etat et les communes favorisent la création et l'activité des crèches, des garderies, des jardins d'enfants et des crèches à domicile.

Répartition  
géographique,  
autorisation et  
approbation des  
tarifs

**Art. 52** <sup>1</sup> L'Etat veille à une répartition harmonieuse de ces institutions sur le territoire cantonal et à la qualité de leurs prestations. Leur nombre et leur capacité d'accueil font l'objet d'une planification.

<sup>2</sup> L'ouverture d'une structure d'accueil de l'enfance requiert l'autorisation de l'Etat.

<sup>3</sup> Les tarifs de ces institutions sont soumis à l'approbation de l'Etat.

## SECTION 3 : Foyers et établissements

1. Devoir de  
l'Etat

**Art. 53** L'Etat veille à disposer des établissements nécessaires à l'accomplissement de l'action sociale.

2. Subventionne-  
ment

**Art. 54** <sup>1</sup> L'Etat soutient financièrement les corporations, associations ou fondations dans la création, le développement et l'exploitation d'établissements permettant l'accomplissement des tâches de l'action sociale.



<sup>2</sup> Le Parlement définit, par voie de décret, les établissements pour lesquels une autorisation est nécessaire, ainsi que les conditions d'octroi de subventions et leur admission à la répartition des charges. S'agissant des frais d'exploitation, il peut prévoir qu'ils seront réglés par une ordonnance du Gouvernement.

<sup>3</sup> Les établissements qui bénéficient de subventions doivent, dans les limites de leurs possibilités, admettre les pensionnaires domiciliés dans le Canton qui remplissent les critères d'admission.

3. Création et  
reprise  
d'établissements

**Art. 55** <sup>1</sup> En cas de besoin, l'Etat et les communes créent ou reprennent les établissements nécessaires ou en assument l'administration.

<sup>2</sup> La création et la reprise d'établissements par l'Etat, ainsi que la suppression d'établissements appartenant à ce dernier, font l'objet d'un arrêté du Parlement.

4. Surveillance

**Art. 56** <sup>1</sup> Les homes d'enfants, les familles d'accueil, les maisons de retraite et les ateliers d'insertion sont placés sous la surveillance du Service de l'action sociale.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle l'organisation et la direction des établissements cantonaux. Il édicte aussi des dispositions régissant la gestion, la surveillance et la suppression éventuelle des établissements n'appartenant pas à l'Etat.

## **CHAPITRE IV : Collectes et ventes de bienfaisance et d'utilité publique**

Quêtes à  
domicile et dans  
les rues  
a) Autorisation

**Art. 57** <sup>1</sup> L'organisation de collectes ou de ventes dans un but de bienfaisance ou d'utilité publique requiert une autorisation.

<sup>2</sup> Sont notamment soumises à autorisation :

- a) la récolte de dons en espèces ou en nature;
- b) la vente d'objets de porte-à-porte ou sur la voie publique.

b) Procédure  
d'autorisation

**Art. 58** <sup>1</sup> La demande d'autorisation doit être présentée au Service de l'action sociale avec toutes les indications nécessaires.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale est compétent pour délivrer l'autorisation. Il tient compte des autres collectes existantes ou prévues.

c) Décompte

**Art. 59** Dans les six mois qui suivent la collecte ou la vente, l'organisateur présente un décompte sur les fonds réunis ou un rapport sur les objets collectés, ainsi qu'une justification de leur emploi.

## CHAPITRE V : Organisation

### SECTION 1 : Organisation cantonale

Gouvernement

**Art. 60** <sup>1</sup> Sous réserve des compétences du Parlement, le Gouvernement définit la politique cantonale en matière d'action sociale.

<sup>2</sup> Il a notamment les attributions suivantes :

- a) il exerce la haute surveillance sur l'ensemble de l'action sociale;
- b) il édicte les ordonnances et arrêtés découlant de la présente loi;
- c) il pourvoit à l'exécution des conventions internationales, du droit fédéral et du droit cantonal;
- d) il nomme les membres de la commission de l'action sociale;
- e) il veille à une bonne coordination de l'action sociale entre les départements, les services de l'administration et les autres institutions publiques et privées.

Département de  
la Santé et des  
Affaires sociales

**Art. 61** Le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département") assume notamment les tâches suivantes :

- a) il entretient les relations avec les autorités de l'action sociale extérieures au Canton; il est l'organe cantonal compétent au sens de la loi fédérale du 24 juin 1977 en matière d'assistance<sup>3)</sup>;
- b) il délivre les reconnaissances d'utilité publique conformément à une ordonnance du Gouvernement et tient à jour la liste des institutions, des structures d'accueil de l'enfance et des foyers et établissements reconnus;
- c) il procède à la répartition des charges financières;
- d) il représente l'Etat dans les litiges en matière d'action sociale;
- e) il prépare, notifie et exécute les arrêtés et décisions du Gouvernement en matière d'action sociale;
- f) il convoque la commission cantonale de l'action sociale;
- g) il accomplit toute autre tâche qui lui est confiée dans le domaine de l'action sociale.

Commission  
cantonale de  
l'action sociale  
a) Composition

**Art. 62** <sup>1</sup> Le Gouvernement nomme une commission cantonale de l'action sociale comprenant au moins sept membres disposant de connaissances en matière d'action sociale et représentant tous les districts. Il veille à ce que les communes soient équitablement représentées.

<sup>2</sup> Le chef du Département préside la commission.

b) Tâches

**Art. 63** <sup>1</sup> La commission est l'organe de surveillance des services sociaux régionaux.

<sup>2</sup> Elle est consultée sur les mesures propres à assurer l'application et la coordination de l'action sociale ainsi que sur d'autres questions s'y rapportant. Elle préavise les projets de lois et de règlements en matière d'action sociale.

<sup>3</sup> Elle recherche et analyse les causes d'indigence et d'exclusion et signale les insuffisances du système social. Elle propose des mesures de prévention et d'action.

Service de  
l'action sociale

**Art. 64** Le Service de l'action sociale :

- a) décide de l'octroi, du retrait et du remboursement de l'aide sociale;
- b) <sup>15)</sup> élabore les mesures d'insertion et statue sur leur octroi, suspension ou retrait;
- c) informe et conseille la population, les autorités communales et les institutions en matière d'action sociale;
- d) sous réserve des compétences du Département, correspond avec les autorités d'action sociale extérieures au Canton;
- e) surveille l'administration des institutions subventionnées;
- f) exerce la surveillance des enfants placés et des structures d'accueil de l'enfance;
- g) <sup>13)</sup> autorise les placements dans des établissements situés hors du Canton, à l'exclusion des mesures de placement à des fins d'assistance;
- h) est l'organe d'exécution en matière d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires;
- i) ... <sup>16)</sup>;
- j) assume la lutte contre l'alcoolisme et les autres dépendances en collaboration avec le Service de la santé et les institutions spécialisées;
- k) examine les préavis et les propositions de la commission cantonale de l'action sociale et les transmet à l'autorité compétente avec ses propres recommandations.

## SECTION 2 : Organisation communale

Organe  
compétent

**Art. 65** Les communes désignent, dans leur règlement d'organisation, les organes compétents en matière d'aide sociale. A défaut, la compétence est dévolue au conseil communal et les paiements sont effectués par la caisse communale.

## SECTION 3 : Formation des membres des autorités et du personnel de l'action sociale

Formation

**Art. 66** <sup>1</sup> L'Etat encourage la formation de travailleurs sociaux et d'autres personnes s'occupant de l'action sociale en favorisant la mise sur pied de cours, de conférences et d'institutions ayant pour but de parfaire cette formation.

<sup>2</sup> Il conclut les conventions nécessaires avec les écoles sociales et les autorités des autres cantons.

<sup>3</sup> L'Etat et les communes facilitent aux membres des autorités et au personnel de l'action sociale la participation aux cours et aux conférences sur la prévoyance sociale ou d'autres objets s'y rapportant.

## CHAPITRE VI : Financement

1. Énumération  
des recettes

**Art. 67** Les dépenses de l'action sociale sont couvertes par les recettes suivantes :

- a) les restitutions effectuées par d'autres collectivités, lorsque la prise en charge du cas leur incombe en vertu de conventions internationales ou de la législation fédérale;
- b) les prestations d'assurances, subsides, dons et legs versés à l'autorité d'aide sociale pour le compte de la personne secourue;
- c) les contributions alimentaires;
- d) les remboursements;
- e) les contributions des pouvoirs publics;
- f)<sup>17</sup> la part de l'impôt cantonal sur les maisons de jeu pour lutter contre les conséquences sociales du jeu;
- g)<sup>17</sup> la part "prévention" du produit brut des jeux annuel de loteries et des paris sportifs au sens des articles 66 du concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse<sup>18</sup> et 6, alinéa 2, lettre e, de la convention romande sur les jeux d'argent<sup>19</sup>.

## 2. Répartition

## des charges

a) Charges  
admises

**Art. 68** Font l'objet d'une répartition entre l'Etat et les communes, les prestations suivantes :

- a) l'aide matérielle;
- b) les prestations versées sur la base d'un contrat d'insertion;
- c) les subventions consenties aux institutions reconnues d'utilité publique;
- d) les prestations affectées à la lutte contre l'alcoolisme et les autres dépendances en vertu de la présente loi;
- e) les versements provisionnels et avances octroyés en vertu de la loi sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien;
- f) les dépenses et les prestations découlant de la législation sur l'aide aux victimes d'infractions;
- g) les frais de formation des autorités et du personnel oeuvrant dans l'action sociale;
- h) les autres prestations dont la répartition est prévue par la présente loi et ses dispositions d'exécution ou par d'autres dispositions légales.

b) Répartition  
entre l'Etat et les  
communes

**Art. 69** <sup>1</sup> Le Département établit chaque année le montant des dépenses à répartir. Il correspond à la différence entre les charges et les recettes énumérées aux articles 67, lettres a à d, et 68.

<sup>2</sup> La somme totale est répartie entre l'Etat et les communes selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière<sup>[8\)](#)</sup><sup>[9\)](#)</sup>

c) Répartition  
entre communes

**Art. 70** <sup>1</sup> Un décret du Parlement définit le mode selon lequel la quote-part incombant à l'ensemble des communes est répartie entre ces dernières.

<sup>2</sup> La répartition s'effectue en fonction de la population de chaque commune.<sup>[9\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Ce décret peut disposer qu'une partie des dépenses n'est pas admise à la répartition des charges (part franche).

## d) Acomptes

**Art. 71** <sup>1</sup> Les communes versent régulièrement des acomptes à l'Etat. Les communes dont les prestations versées par elles atteignent ou dépassent leur part présumée selon la répartition des charges peuvent être dispensées des acomptes ou solliciter des acomptes de l'Etat.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale fixe le montant et l'échéance des acomptes sur la base du dernier décompte établi et des dépenses prévisibles.

<sup>3</sup> Tout retard dans le règlement des acomptes et du décompte final entraîne le versement d'un intérêt moratoire arrêté par le Gouvernement au début de chaque année.

## CHAPITRE VII : Voies de droit et dispositions pénales

Procédure **Art. 72** Sous réserve de dispositions particulières de la présente loi, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

Voies de droit **Art. 73** <sup>1</sup> Les décisions prises en vertu de la présente loi sont sujettes à opposition et à recours, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative en la matière.

<sup>2</sup> La procédure de recours est gratuite; la partie téméraire peut cependant être condamnée à tout ou partie des émoluments et frais judiciaires.

Dispositions pénales  
a) Indications erronées **Art. 74**<sup>11)</sup> Celui qui aura fait sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir ou de faire obtenir à un tiers une aide matérielle,

ou qui, au bénéfice d'une telle aide, aura sciemment omis de signaler à l'autorité un changement de situation pouvant entraîner la modification de l'aide,

sera puni de l'amende.

b) Collectes non autorisées **Art. 75**<sup>11)</sup> Celui qui aura organisé, sans autorisation officielle, une collecte ou une vente au sens de l'article 57,

celui qui, après avertissement, n'aura pas présenté le décompte sur les fonds réunis ou la justification de leur emploi,

sera puni de l'amende.

## CHAPITRE VIII : Dispositions transitoires et finales

### SECTION 1 : Exécution

Exécution

**Art. 76** <sup>1</sup> Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il édicte les ordonnances d'exécution nécessaires.

### SECTION 2 : Modification du droit en vigueur

Modification  
de la loi  
d'introduction  
du Code civil  
suisse

**Art. 77** La loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>5)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 27, alinéa 1

...<sup>6)</sup>

Article 27, alinéa 2

Abrogé

Article 29

Abrogé

Modification  
d'autres textes

**Art. 78** La dénomination "Service de l'aide sociale" est remplacée par "Service de l'action sociale" dans la législation cantonale.

### SECTION 3 : Abrogation du droit en vigueur

Clause  
abrogatoire

**Art. 79** <sup>1</sup> Toutes les dispositions légales contraires aux dispositions de la présente loi sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

1. la loi du 26 octobre 1978 sur les œuvres sociales;
2. le décret du 6 décembre 1978 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste;
3. le décret du 6 décembre 1978 sur les contributions des biens de bourgeoisie.

## SECTION 4 : Dispositions transitoires

Dispositions  
transitoires

**Art. 80** <sup>1</sup> Les dispositions de la présente loi s'appliquent dès leur entrée en vigueur à toutes les affaires pendantes.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale statue sur le remboursement des prestations accordées. Le remboursement s'effectue sur la base de la législation la plus favorable au débiteur.

<sup>3</sup> Durant une période de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, le Gouvernement peut déléguer l'application d'une partie des mesures prévues dans la présente loi aux communes qui en font la demande et qui disposent de services spécialisés. Deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, le Gouvernement présente à la commission parlementaire de la santé un bilan sur le fonctionnement de ce dispositif.

<sup>4</sup> Les services sociaux régionaux disposent d'une année dès l'entrée en vigueur de la présente loi pour prononcer leur dissolution. Passé ce délai, ils perdront tout droit aux subventions des collectivités publiques.

<sup>5</sup> La répartition des charges pour l'année précédant l'entrée en vigueur de la présente loi s'opère sur la base de la législation antérieure.

<sup>6</sup> Le Gouvernement règle les autres problèmes de transition qui pourraient surgir suite à l'entrée en vigueur de la présente loi. Il dispose d'une année pour mettre en place les structures prévues.

## SECTION 5 : Référendum et entrée en vigueur

Référendum

**Art. 81** La présente loi est soumise au référendum facultatif.



Entrée en  
vigueur

**Art. 82** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>7</sup> de la présente loi.

Delémont, le 15 décembre 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-  
Schneider

Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RSJU 101](#)

2) [RS 210](#)

3) [RS 851.1](#)

4) [RSJU 175.1](#)

5) [RSJU 211.1](#)

6) Texte inséré dans ladite loi

7) 1<sup>er</sup> janvier 2002

8) [RSJU 651](#)

9) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 13, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))

10) Nouvelle teneur selon le ch. XXX de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))

11) Nouvelle teneur selon le ch. XXIII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007

12) Nouvelle teneur selon l'article 45 de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatologique, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 810.41](#))

13) Nouvelle teneur selon le ch. XXII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

14) Nouvelle teneur selon le ch. XXXV de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

15) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

16) Abrogée par le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017

17) Introduite par l'article 30, alinéa 2, de la loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent ([RSJU 935.52](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

<sup>18)</sup> [RSJU 935.590](#)

<sup>19)</sup> [RSJU 935.591](#)

<sup>20)</sup> Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

<sup>21)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

<sup>22)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

## Ordonnance sur l'action sociale

du 30 avril 2002

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 12, 29 et 35, alinéa 2, de la loi fédérale du 24 juin 1977 sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin (dénommée ci-après : "loi fédérale en matière d'assistance")<sup>1)</sup>,

vu les articles 33, alinéa 2, 60, alinéa 2, lettre b, 61, lettre b, et 76, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi sur l'action sociale.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Obligation de  
renseigner

**Art. 3** <sup>1</sup> La personne qui demande ou reçoit une aide sociale ou qui est placée en institution est tenue de fournir des renseignements complets et véridiques sur sa situation. A cet effet, elle doit notamment autoriser l'autorité d'aide sociale compétente, ainsi que le service qui instruit le dossier d'aide, à requérir les renseignements nécessaires auprès des assurances sociales ou privées, des offices des poursuites et faillites et des autorités fiscales. Au besoin, elle déliera également le médecin traitant du secret médical.

<sup>2</sup> Les autorités et les services sociaux concernés ne sollicitent que les éléments nécessaires au traitement du dossier social.

Obligation de  
céder

**Art. 4** Nonobstant la subrogation de l'Etat aux droits du bénéficiaire, la personne qui demande ou reçoit une aide sociale est tenue de céder à l'autorité d'aide sociale jusqu'à due concurrence les droits qu'elle possède envers des tiers.

Devoir de diligence

**Art. 5** Le bénéficiaire de prestations d'aide sociale doit entreprendre tout ce qui est en son possible en vue d'améliorer son autonomie financière et sociale et de réduire son besoin d'aide.

## SECTION 2 : Exécution de la loi fédérale en matière d'assistance

Principe

**Art. 6** Lorsque l'aide sociale incombe au Canton directement en vertu de la loi fédérale en matière d'assistance, l'octroi de prestations et le remboursement par le bénéficiaire interviennent conformément à la loi sur l'action sociale et à la législation qui en découle.

Aide aux personnes non domiciliées dans le Canton

**Art. 7** <sup>1</sup> L'autorité d'aide sociale ordinaire octroie l'aide aux personnes qui ne sont pas domiciliées dans le Canton. Les prestations sont versées par la commune sur le territoire de laquelle le besoin d'aide s'est manifesté.

<sup>2</sup> L'aide est versée par le Service de l'action sociale si la personne est pensionnaire d'un établissement jurassien et n'est pas domiciliée dans le Canton au moment où le besoin d'aide se manifeste.

Avis des communes

**Art. 8** <sup>1</sup> Les communes qui sont au bénéfice d'une délégation de compétences décisionnelles en matière d'aide sociale notifient l'avis d'assistance requis au Service de l'action sociale dans un délai de quinze jours.

<sup>2</sup> Elles utilisent à cet effet les formules prescrites par le Service de l'action sociale.

Décomptes des communes

**Art. 9** <sup>1</sup> Dans les quinze jours qui suivent la fin de chaque trimestre, les communes présentent au Service de l'action sociale le décompte des prestations d'aide sociale qui doivent être remboursées partiellement ou entièrement par d'autres cantons.

<sup>2</sup> Elles utilisent à cet effet les formules prescrites par le Service de l'action sociale.

Déchéance du droit au remboursement

**Art. 10** La collectivité dont relève l'autorité d'aide sociale qui omet d'annoncer à temps l'avis d'assistance ou de faire valoir régulièrement son droit au remboursement auprès d'autres cantons supporte seule les prestations qui n'ont pu de ce fait être récupérées.

Montants remboursés **Art. 11** Les montants remboursés par d'autres cantons sont versés à la collectivité qui a fourni les prestations d'aide sociale.

Organe cantonal **Art. 12** <sup>1</sup> Le département auquel est rattaché le Service de l'action sociale (dénommé ci-après : "le Département") est l'organe cantonal compétent au sens de la loi fédérale en matière d'assistance.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Il fait valoir le droit au remboursement auprès des autres cantons et transmet les montants obtenus à la collectivité à laquelle ils reviennent.

<sup>3</sup> Il est compétent pour formuler une demande de rectification et pour former opposition ou recours, de même que pour statuer sur l'opposition d'un autre canton.

### SECTION 3 : Les mesures d'insertion

Bénéficiaires **Art. 13** Peuvent bénéficier de mesures d'insertion les personnes qui reçoivent des prestations d'aide sociale ou qui en remplissent les conditions d'octroi et qui n'ont pas ou plus accès aux mesures découlant de la législation fédérale sur l'assurance-chômage ou de la législation cantonale sur les mesures en faveur des demandeurs d'emploi.

But **Art. 14** Les mesures d'insertion ont pour but de permettre au bénéficiaire :

- a) de retrouver ou de développer son autonomie sociale;
- b) d'améliorer sa capacité de travail;
- c) d'aménager à terme son insertion professionnelle.

Sur requête **Art. 15** <sup>1</sup> Celui qui entend bénéficier d'une mesure d'insertion et qui en remplit les conditions d'octroi peut demander sa participation à un projet d'insertion.

<sup>2</sup> Il peut, le cas échéant, proposer lui-même un projet particulier.

Assujettissement **Art. 16** Une mesure d'insertion ne peut être ordonnée contre le gré de l'intéressé que si la mesure envisagée présente, en dépit du refus de ce dernier, des chances réelles d'atteindre son but.

Organisation des  
mesures  
a) Recherche et  
mise en œuvre

**Art. 17** <sup>1</sup> Les Services sociaux régionaux recherchent et proposent des mesures d'insertion au Service de l'action sociale.

<sup>2</sup> Ils disposent d'un secteur spécialisé chargé de la mise en œuvre et du suivi des mesures d'insertion.

b) Conventions  
et coordination

**Art. 18** <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale conclut les conventions nécessaires avec les organisateurs de mesures.

<sup>2</sup> Il veille à une bonne coordination de l'ensemble des mesures d'insertion.

Contrat  
d'insertion  
a) Forme

**Art. 19** <sup>1</sup> Le contrat d'insertion est conclu par écrit.

<sup>2</sup> Il est signé par le bénéficiaire et par le Service de l'action sociale.

b) Contenu

**Art. 20** <sup>1</sup> Le contrat d'insertion règle les droits et obligations réciproques du bénéficiaire et du Service de l'action sociale.

<sup>2</sup> Il contient notamment :

- a) la définition de la mesure, ses objectifs et les modalités d'organisation;
- b) les engagements pris par les parties;
- c) le cas échéant, la rémunération versée au bénéficiaire par l'organisateur;
- d) la durée du contrat, ses conditions de modification, de suspension ou de résiliation;
- e) les autres conditions particulières liées à son exécution.

c) Durée

**Art. 21** <sup>1</sup> Le contrat est conclu pour une durée permettant d'atteindre les objectifs fixés, mais au plus pour douze mois.

<sup>2</sup> Exceptionnellement, le contrat peut être prorogé pour douze mois supplémentaires au maximum, s'il apparaît que les objectifs pourront être atteints durant la prolongation.

d) Contrats  
successifs

**Art. 22** <sup>1</sup> Si l'adaptation de la mesure nécessite la conclusion de contrats successifs, ceux-ci forment une unité pour le calcul de la durée de la mesure. L'alinéa 2 demeure réservé.

<sup>2</sup> Lorsque le bénéficiaire a recouvré son autonomie sociale et financière et n'a plus bénéficié de prestations d'aide sociale durant trois mois au moins, une nouvelle mesure d'insertion peut être entreprise, si les conditions pour une telle mesure sont réalisées.

e) Délai-cadre

**Art. 23** <sup>1</sup> Sauf circonstances exceptionnelles telles que la maladie ou un accident du bénéficiaire ou l'impossibilité de poursuivre la mesure en raison de problèmes inhérents à son organisation, la mesure d'insertion doit être achevée dans un délai de deux ans dès sa mise en œuvre.

<sup>2</sup> Une nouvelle mesure d'insertion ne peut être entreprise avant un délai d'attente d'une année dès la fin de la précédente mesure.

f) Bilan

**Art. 24** Le secteur spécialisé des Services sociaux régionaux examine régulièrement, mais au moins tous les trois mois, avec le bénéficiaire, son référent social et l'organisateur de la mesure si cette dernière est toujours adaptée.

Procédure  
a) Etablissement  
du projet

**Art. 25** <sup>1</sup> Le service social régional définit, en collaboration avec l'intéressé, un projet d'insertion tenant compte de sa situation personnelle et familiale, de sa formation et de son expérience. Dans la mesure du possible, il prend en considération les souhaits exprimés par ce dernier.

<sup>2</sup> En cas de refus de l'intéressé, le service social régional examine s'il y a lieu d'envisager son assujettissement à une mesure et, le cas échéant, élabore un projet dans ce sens.

b) Préavis  
communal

**Art. 26** <sup>1</sup> Une fois le projet défini, le service social régional le transmet sous forme de proposition à la commune de domicile du bénéficiaire pour préavis.

<sup>2</sup> La commune adresse sans retard le projet et son préavis au Service de l'action sociale pour décision.

c) Décision

**Art. 27** Le Service de l'action sociale décide de l'octroi d'une mesure d'insertion ou de l'assujettissement à une telle mesure.

d) Suivi de la  
mesure

**Art. 28** Le secteur spécialisé des Services sociaux régionaux assume le suivi de la mesure.

Frais liés à la mesure

**Art. 29** <sup>1</sup> Les frais causés au bénéficiaire par sa participation à la mesure sont pris en compte dans le calcul de l'aide matérielle qui lui est octroyée.

<sup>2</sup> Les frais découlant de l'organisation de la mesure, en particulier les frais d'encadrement, sont pris en charge par le Service de l'action sociale. Ils sont admis à la répartition des dépenses de l'action sociale.

Incitation financière

**Art. 30** Le bénéficiaire d'une mesure qui participe à celle-ci selon les termes prévus dans le contrat d'insertion ou dans la décision d'assujettissement perçoit, en sus de l'aide matérielle à laquelle il a droit, un montant en espèces fixé par arrêté du Gouvernement.

Versement

**Art. 31** L'aide matérielle majorée du montant d'incitation est versée par la commune de domicile du bénéficiaire.

Collaboration entre institutions

**Art. 32** Les autorités de l'action sociale collaborent avec les offices régionaux de placement, les organes de l'assurance-invalidité, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et la commission chargée des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi en vue de garantir la couverture des besoins par des mesures appropriées et d'assurer la complémentarité nécessaire.

Evaluation des programmes

**Art. 33** <sup>1</sup> Les Services sociaux régionaux établissent les statistiques concernant les mesures d'insertion conformément aux instructions du Service de l'action sociale.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale dresse un bilan annuel des mesures d'insertion.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut confier l'évaluation des mesures ou des programmes d'insertion à des experts.

#### SECTION 4 : L'aide sociale

Réduction des prestations

**Art. 34** <sup>1</sup> L'autorité d'aide sociale peut réduire les prestations d'aide matérielle lorsque le bénéficiaire a obtenu de façon illégale des prestations d'aide sociale, se rend coupable de graves manquements à ses devoirs ou commet un abus de droit.



<sup>2</sup> La réduction doit respecter le principe de la proportionnalité. Elle peut s'opérer de la manière suivante :

- a) refus, réduction ou suppression des prestations circonstanciées selon les concepts et les normes de calcul de l'aide sociale de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (ci-après : "normes CSIAS");
- b)<sup>9)</sup> dans les cas de manquements graves aux devoirs du bénéficiaire, ou d'obtention illégale de prestations dans des cas particulièrement graves, ou encore de récidive, réduction du forfait pour l'entretien d'au maximum 30 % pour une durée maximale de douze mois; l'autorité réexamine la situation après six mois.<sup>3)</sup>

<sup>3</sup> Si cela paraît indiqué par les circonstances, l'autorité peut combiner les mesures de réduction mentionnées à l'alinéa précédent. Le droit au minimum d'existence du bénéficiaire est cependant garanti dans tous les cas.

Suppression des prestations

**Art. 35<sup>3)</sup>** L'autorité refuse toute prestation ou supprime les prestations existantes lorsque l'intéressé :

- a) refuse de fournir les renseignements nécessaires au calcul de ses besoins et que le besoin d'aide matérielle ne peut de ce fait être établi de manière suffisante ou
- b) refuse de manière expresse et répétée de prendre un emploi raisonnablement acceptable qui lui est proposé ou de faire valoir un droit à un revenu de substitution qui lui permettrait de subvenir totalement ou en partie à ses besoins.

Prestations en nature

**Art. 36** <sup>1</sup> En principe, l'aide matérielle est octroyée en espèces et gérée par le bénéficiaire. Au besoin, l'autorité d'aide sociale peut ordonner une aide personnelle à cet effet.

<sup>2</sup> Lorsqu'il apparaît que l'aide accordée n'a pas été utilisée conformément à son but ou ne le sera pas, l'autorité ordonne l'octroi des prestations en nature, au lieu du versement en espèces.

<sup>3</sup> L'octroi de prestations en nature peut notamment intervenir sous forme de remise de bon.

<sup>4</sup> Si le bénéficiaire se révèle incapable de gérer l'aide reçue et qu'une aide personnelle à cet effet s'avère insuffisante, l'autorité d'aide sociale informe l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.<sup>6)</sup>

Octroi de  
garanties

**Art. 37** <sup>1</sup> Afin de permettre à un bénéficiaire de l'aide sociale d'obtenir un logement, l'autorité d'aide sociale peut fournir les sûretés requises par le bailleur conformément à la législation en la matière.

<sup>2</sup> Dans la règle, les sûretés sont fournies sous la forme d'un cautionnement solidaire.

<sup>3</sup> Si des prestations doivent être versées en exécution des sûretés, l'autorité d'aide sociale ordonne, par voie de décision, à la commune de domicile du bénéficiaire d'en effectuer le versement.

Frais médicaux

**Art. 38** <sup>1</sup> Des prestations d'aide peuvent être accordées pour frais de soins médicaux non couverts d'une autre manière tels que le transport en ambulance ou des thérapies particulières.

<sup>2</sup> Seuls peuvent être pris en considération les soins nécessaires et prescrits par un médecin.

Frais dentaires

**Art. 39** <sup>1</sup> Des prestations d'aide sont allouées pour les frais de traitements dentaires et orthodontiques nécessaires, lorsqu'à défaut le traitement concerné ne pourrait être entrepris.

<sup>2</sup> Les traitements fondés essentiellement sur des considérations esthétiques ne sont pas pris en considération.

Placements  
a) Principe

**Art. 40** <sup>1</sup> Sous réserve d'accords conclus avec d'autres cantons ou collectivités publiques prévoyant le libre choix, le placement de personnes s'effectue en principe dans le Canton.

<sup>2</sup> Le Service de l'action sociale peut autoriser le placement à l'extérieur lorsqu'une prise en charge dans le Canton apparaît comme impossible ou sensiblement moins appropriée, en raison notamment d'un manque de place, de l'absence d'établissement approprié ou d'un problème de langue de l'intéressé.

<sup>3</sup> Dans la mesure des places disponibles, les établissements financés ou subventionnés par l'Etat doivent donner la préférence à des personnes domiciliées dans le Canton. Demeurent réservés les accords conclus avec d'autres cantons.

b) Demande de placement

**Art. 41** <sup>1</sup> Sous réserve des cas de placements à des fins d'assistance et des placements ordonnés par une instance judiciaire ou par l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, l'autorité ou l'organisme public ou privé qui entend effectuer un placement doit requérir préalablement l'autorisation du Service de l'action sociale. Sauf cas de péril en la demeure, le placement ne peut être effectué avant l'autorisation de ce dernier.<sup>6/7)</sup>

<sup>2</sup> La demande doit comprendre les indications suivantes :

- a) les nom, prénom, date de naissance, origine, domicile légal et adresse précise de la personne à placer et, le cas échéant, de son représentant légal;
- b) le motif du placement;
- c) la date prévue pour le début du placement;
- d) la durée prévisible du placement;
- e) les modalités financières du placement, en particulier les contributions des assurances sociales et le prix de pension facturé à l'intéressé ou à la personne tenue à son entretien;
- f) le cas échéant, une proposition de référent de placement.

c) Référent de placement

**Art. 42** <sup>1</sup> En cas de placement d'une personne dans une famille ou un établissement, le Service de l'action sociale désigne un référent de placement chargé de veiller aux conditions d'accueil et aux intérêts de celle-ci.

<sup>2</sup> Il peut être renoncé à la désignation d'un référent de placement lorsque la sauvegarde des intérêts de la personne placée est déjà assurée de manière suffisante par son représentant légal, par une mesure de protection ou d'une autre manière.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> Demeure réservée la réglementation applicable au placement d'enfants.

d) Décision du Service de l'action sociale

**Art. 43** Au besoin, le Service de l'action sociale peut entendre les intéressés sur le placement envisagé. Il rend sa décision dans un délai de quatorze jours dès la présentation de la demande.

e) Participation aux frais de placement

**Art. 44** <sup>1</sup> Dans sa décision, le Service de l'action sociale fixe, sur la base des prix de pensions arrêtés par le Département, la part du prix de pension à charge du bénéficiaire ou de la personne tenue à son entretien et celle incombant à l'aide sociale.

<sup>2</sup> Si le bénéficiaire ne dispose pas des ressources suffisantes pour supporter le prix de pension à sa charge, l'aide matérielle nécessaire à cet effet lui est octroyée.

<sup>3</sup> Sous réserve de dispositions légales contraires, la part incombant à l'aide sociale est payée directement par le Service de l'action sociale.

f) Voies de droit **Art. 45<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions du Service de l'action sociale en matière de placement sont sujettes à opposition puis à recours devant la Cour administrative.

<sup>2</sup> Pour le surplus, la procédure est régie par la Code de procédure administrative<sup>11)</sup>.

Funérailles décentes **Art. 46** <sup>1</sup> Afin de garantir des funérailles décentes, l'autorité d'aide sociale accorde un montant permettant de couvrir les frais administratifs liés au décès, l'acquisition d'un cercueil, les frais d'ensevelissement ou d'incinération.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe par voie d'arrêté le montant maximum alloué à cet effet.

Aide aux étrangers de passage **Art. 47** L'aide accordée aux étrangers de passage ou qui séjournent dans le Canton pour une courte durée est limitée aux besoins strictement nécessaires. Les normes arrêtées par le Gouvernement ne s'appliquent pas.

## SECTION 5 : Autorités et procédure

Transmission du dossier par le service social régional **Art. 48** Lorsque le service social régional transmet la requête à la commune concernée, il en adresse simultanément une copie au Service de l'action sociale.

Examen par l'autorité communale **Art. 49** <sup>1</sup> L'autorité communale examine la requête avec diligence et célérité.

<sup>2</sup> Elle vérifie en particulier les indications relatives à l'identité du requérant et de ses proches, à sa situation personnelle, familiale et financière. Elle fait part de son avis et de ses observations quant aux motifs de la requête, aux mesures envisagées ou envisageables, et quant aux modalités de l'octroi des prestations.

<sup>3</sup> Au besoin, le Département édicte des directives à ce propos.

## **Art. 50**<sup>[12\)](#)</sup>

Aide d'urgence

**Art. 51** <sup>1</sup> Les communes et les Services sociaux régionaux peuvent accorder une aide d'urgence lorsque celle-ci est nécessaire pour couvrir des besoins vitaux dont la satisfaction ne peut être différée sans dommage.

<sup>2</sup> L'aide d'urgence n'est accordée que si le requérant ne peut attendre une aide provisoire ou ordinaire. Elle est octroyée sur la base de la vraisemblance et limitée au strict nécessaire.

<sup>3</sup> Les institutions mentionnées à l'alinéa premier s'informent mutuellement de leurs décisions en la matière et communiquent ces dernières au Service de l'action sociale.

<sup>4</sup> Lorsque l'aide a été versée par un service social régional, la commune de domicile ou de séjour lui rembourse les prestations versées. En cas de litige à ce sujet, le Service de l'action sociale désigne la commune tenue au remboursement.

Aide provisoire

**Art. 52** <sup>1</sup> Durant l'instruction de la requête, l'autorité d'aide sociale peut octroyer une aide provisoire au requérant.

<sup>2</sup> L'aide provisoire n'est accordée que si la requête ne paraît pas d'emblée dénuée de chances de succès et dans la mesure nécessaire à la couverture des besoins vitaux de l'intéressé et de ses proches.

Prise en compte  
de l'aide  
d'urgence et de  
l'aide provisoire

**Art. 53** <sup>1</sup> L'aide d'urgence et l'aide provisoire déjà versées sont imputées sur l'aide matérielle octroyée au bénéficiaire.

<sup>2</sup> L'aide d'urgence et l'aide provisoire perçues indûment sont sujettes à remboursement.

## Modification

**Art. 54** <sup>1</sup> Dans les cas de modifications simples des postes du budget du bénéficiaire de l'aide sociale, en particulier en présence de revenus ou de charges irréguliers, le montant de l'aide est adapté sans nouvelle décision de l'autorité d'aide sociale. Sur demande du bénéficiaire, cette dernière rend cependant une décision formelle.

<sup>2</sup> Les Services sociaux régionaux informent l'autorité d'aide sociale des modifications en question qui en avise la commune tenue au paiement.

## Intervention de l'agent de probation

**Art. 55**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Lorsqu'aucun dossier n'est ouvert auprès du service social régional en faveur du requérant, l'agent de probation instruit les demandes de prestations suivantes :

- a) montant forfaitaire pour les personnes séjournant dans un établissement, y compris les frais supplémentaires pris en considération en cas d'activité professionnelle ou occupationnelle, lorsque le placement a été ordonné par les autorités judiciaires pénales ou par l'autorité d'exécution des peines du canton du Jura;
- b) montant forfaitaire pour les personnes incarcérées, y compris les frais supplémentaires pris en considération en cas d'activité professionnelle ou occupationnelle;
- c) prise en charge de la différence entre le montant touché au titre de la réduction des primes pour l'assurance obligatoire des soins et la prime effectivement due, pour les personnes incarcérées ou placées par les autorités judiciaires pénales ou par l'autorité d'exécution des peines du canton du Jura ou placées sous mandat de probation;
- d) autres prestations circonstanciées urgentes, pour les personnes incarcérées, placées par les autorités judiciaires pénales ou par l'autorité d'exécution des peines du canton du Jura ou placées sous mandat de probation.

<sup>2</sup> L'agent de probation soumet le dossier pour décision au Service de l'action sociale. Il verse ensuite les prestations d'aide sociale.

<sup>3</sup> Les articles 52 et 53 de la présente ordonnance sont applicables par analogie.

<sup>4</sup> L'agent de probation communique aux entités jurassiennes en charge de l'asile et des migrants l'identité des personnes bénéficiaires pour lesquelles leur intervention peut être requise.

## SECTION 6 : Remboursement

Avances lors  
de mesures  
d'insertion

**Art. 56** Le bénéficiaire de mesures d'insertion auquel une aide matérielle a été accordée à titre d'avances sur des prestations de tiers est tenu de rembourser l'aide obtenue jusqu'à due concurrence pour la période considérée.

Subrogation

**Art. 57** Lorsque de l'aide sociale a été octroyée à titre d'avance sur des prestations de tiers, l'Etat, représenté par le Service de l'action sociale, est subrogé au bénéficiaire jusqu'à concurrence de l'aide accordée.

Taux de l'intérêt

**Art. 58** Lorsque le remboursement de l'aide est soumis à intérêt, le taux de ce dernier correspond à celui de l'intérêt moratoire en matière fiscale pour chaque année concernée.

## SECTION 7 : Collectes et ventes de bienfaisance et d'utilité publique

Bienfaisance et  
utilité publique

**Art. 59** Sont réputées collectes et ventes de bienfaisance et d'utilité publique au sens de la législation sociale les récoltes de dons en espèces ou en nature et la vente d'objets en vue de réaliser les buts poursuivis par l'action sociale ou dans un but humanitaire, sans but lucratif.

## SECTION 8 : Organisation

Commission  
cantonale de  
l'action sociale

**Art. 60** Pour l'étude de problèmes particuliers, la commission cantonale de l'action sociale peut faire appel à des experts. Elle veille toutefois préalablement à disposer des fonds nécessaires à cet effet.

Service de  
l'action sociale

**Art. 61** <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale est désigné en qualité d'office de liaison au sens des conventions intercantionales concernant le placement d'enfants et d'adultes dans des institutions sises hors canton et la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions spécialisées d'enfant, d'adolescents et d'adultes placés hors de leur canton de domicile.

<sup>2</sup> Il représente la République et Canton du Jura à la commission intercantonale de coordination et à la conférence des offices de liaison.

## SECTION 9 : Dispositions transitoire et finales

Disposition  
transitoire

**Art. 62** <sup>1</sup> Pour les situations en cours non connues des Services sociaux régionaux, les communes conservent leur pouvoir de décision jusqu'à la reprise du cas par ces derniers et le Service de l'action sociale, mais au plus pour une durée de six mois dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. Les situations nouvelles sont traitées conformément à la nouvelle législation.

<sup>2</sup> Les réductions, refus et suppressions de prestations prononcées avant le 1<sup>er</sup> février 2006 restent en vigueur jusqu'à leur échéance, conformément à la législation en vigueur au moment où la mesure a été prononcée.<sup>4)</sup>

Clause  
abrogatoire

**Art. 63** Sont abrogées :

1. l'ordonnance du 11 septembre 1979 portant exécution de la loi fédérale du 24 juin 1977 sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin;
2. l'ordonnance du 22 février 1983 concernant le placement d'enfants et d'adultes dans des institutions sises hors du Canton.

Entrée en  
vigueur

**Art. 64** La présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Delémont, le 30 avril 2002

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anita Rion

Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1)</sup> [RS 851.1](#)

<sup>2)</sup> [RSJU 850.1](#)

<sup>3)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2006



- 4) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2006
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. XII de l'ordonnance du 6 mars 2007 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 6) Nouvelle teneur selon l'article 33 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 janvier 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2014
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 novembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 20 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 mars 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2018
- 11) [RSJU 175.1](#)
- 12) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 20 décembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



## **Arrêté fixant les normes applicables en matière d'aide sociale**

du 8 novembre 2005

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 27 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>1)</sup>,

vu les normes pour le concept et le calcul de l'aide sociale de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (ci-après : "normes CSIAS"),

*arrête :*

### **SECTION 1 : Principes généraux**

Principes

**Article premier** <sup>1</sup> Les présentes normes ont valeur de référence pour l'octroi de prestations d'aide sociale et pour l'admission des dépenses à la répartition des charges entre l'Etat et les communes.

<sup>2</sup> Elles portent sur :

- a) la couverture des besoins de base, comprenant le forfait pour l'entretien, les frais de logement et les frais médicaux de base;
- b) les prestations circonstanciées et les suppléments d'intégration;
- c) les mesures favorisant l'intégration sociale et l'insertion professionnelle;
- d) les revenus et la fortune;
- e) les prétentions financières à l'égard de tiers.

Cessions de  
créance

**Art. 2** Lors de l'octroi de l'aide matérielle, l'autorité d'aide sociale veille à disposer des cessions nécessaires concernant les créances du bénéficiaire envers des tiers tenus à lui fournir des prestations.

### **SECTION 2 : Couverture des besoins de base**

Forfait pour  
l'entretien  
a) Principe

**Art. 3** <sup>1</sup> Toute personne qui vit à domicile et ne peut subvenir, par ses propres moyens, d'une manière suffisante à son entretien ou à celui des personnes dont elle a la charge a droit à un montant forfaitaire pour son entretien.

<sup>2</sup> Le forfait pour l'entretien comprend les postes de dépenses définis dans les normes CSIAS.

b) Montants

**Art. 4** <sup>1</sup> Le forfait mensuel pour l'entretien est déterminé en fonction du nombre de personnes faisant ménage commun.

<sup>2</sup> Les montants forfaitaires<sup>4)10)13)</sup> sont les suivants :

Nombre de personnes dans le ménage	Forfait mensuel Francs
1 personne	1 022.-
2 personnes	1'563.-
3 personnes	1'900.-
4 personnes	2'187.-
5 personnes	2'473.-
par personne supplémentaire	207.-

<sup>3</sup> Pour les jeunes adultes qui ne participent pas à une formation initiale, qui ne sont pas au bénéfice d'une rente entière de l'assurance-invalidité, qui n'exercent pas une activité lucrative adéquate et qui n'ont pas d'enfants à charge, le forfait mensuel pour l'entretien est réduit de 20 %.<sup>11)</sup>

c) Réduction et suppression des prestations

**Art. 5** <sup>1</sup> Lorsque le comportement du bénéficiaire justifie une réduction des prestations, le forfait pour l'entretien peut être réduit de 30 % au maximum.<sup>10)</sup>

<sup>2</sup> La suppression des prestations destinées à la couverture des besoins de base (santé, logement, entretien) est exceptionnellement possible, si le bénéficiaire refuse de manière expresse et répétée de prendre un emploi raisonnablement acceptable qui lui est offert ou de faire valoir un droit à un revenu de substitution.

d) Personnes séjournant dans un établissement

**Art. 6** <sup>1</sup> Les personnes séjournant dans un établissement reçoivent, en sus du prix de pension, un montant forfaitaire destiné à couvrir leurs dépenses personnelles non comprises dans le prix de pension tels que les vêtements, les chaussures, le coiffeur, l'argent de poche, etc., en lieu et place du forfait pour l'entretien. Ce montant est de 246 francs<sup>10)13)</sup>.

<sup>2</sup> Les personnes incarcérées dans une prison suisse bénéficient d'un montant forfaitaire de 150 francs<sup>10)</sup>.

<sup>3</sup> En cas d'activité professionnelle ou occupationnelle, d'éventuels frais de déplacements et de repas à l'extérieur peuvent aussi être pris en considération selon les dispositions y relatives ci-après.

Frais de  
logement

**Art. 7** <sup>1</sup> Le loyer et les charges qui s'y rapportent sont pris en compte dans la mesure où ils permettent au bénéficiaire et aux personnes dont il a la charge de disposer d'un logement convenable.

<sup>2</sup> Un loyer jugé trop élevé n'est pris en compte que durant le délai nécessaire pour emménager dans un logement meilleur marché.

Frais médicaux  
1. Assurance  
maladie et  
accidents  
a) Primes de  
base

**Art. 8** <sup>1</sup> Pour l'assurance obligatoire des soins, les bénéficiaires de l'aide sociale ont droit à la réduction des primes conformément à l'ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> La différence entre le montant touché conformément à l'alinéa précédent et la prime effectivement due est prise en charge par l'aide sociale jusqu'à ce que le contrat d'assurance puisse être résilié.

b) Participations  
et franchise

**Art. 9** La franchise et les participations à charge de l'assuré sont prises en charge par l'aide sociale.

c) Assurances  
complémentai-  
res

**Art. 10** Dans des cas exceptionnels dûment motivés, notamment en cas d'aide sociale passagère, les cotisations pour des assurances complémentaires peuvent être prises en charge par l'aide sociale.

2. Frais pour  
soins dentaires

**Art. 11** <sup>1</sup> Les frais de traitement dentaire sont remboursés dans la mesure où il s'agit d'un traitement simple, économique et adéquat.

<sup>2</sup> Les frais pour les soins dentaires sont pris en charge par l'aide sociale conformément au tarif figurant en annexe I de l'ordonnance du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité<sup>9)</sup>. Les devis et factures à présenter doivent être conformes aux positions tarifaires indiquées dans cette annexe.

<sup>3</sup> La première demande de remboursement, quel que soit son montant, doit être accompagnée du formulaire pour médecine dentaire sociale, sur lequel figure le résultat de l'examen de l'état dentaire préexistant. Sauf traitement urgent, la demande et le formulaire sont transmis préalablement aux Services sociaux régionaux. L'autorité d'aide sociale peut consulter le médecin-dentiste conseil.

<sup>4</sup> Malgré un pronostic dentaire défavorable, l'autorité d'aide sociale peut accorder la prise en charge pour un assainissement ou une réhabilitation prothétique si des considérations liées à la réinsertion sociale ou professionnelle le justifient.

<sup>5</sup> Pour tout traitement ultérieur non urgent, si le coût (frais de laboratoire inclus) risque, selon toute vraisemblance, de dépasser 1 000 francs, un devis doit être adressé pour approbation au médecin-dentiste conseil avant le début du traitement en vue de son remboursement.

### SECTION 3 : Prestations circonstanciées et suppléments d'intégration

Prestations  
circonstanciées

**Art. 12** Les prestations circonstanciées sont versées en raison de besoins particuliers en rapport avec la situation économique et familiale du bénéficiaire.

1. Montant pour  
les repas à  
l'extérieur

**Art. 13** Le montant supplémentaire alloué pour les repas qui ne peuvent être pris à domicile est de 8 francs par repas principal.

2. Frais de  
déplacement  
a) ordinaires

**Art. 14** <sup>1</sup> Les frais de transports pour se rendre au travail et permettant au bénéficiaire d'obtenir un revenu sont déduits de ce dernier comme frais d'obtention du revenu, à l'exclusion des frais déjà inclus dans le forfait pour l'entretien selon les normes CSIAS. Les frais ne permettant de réaliser qu'un revenu insignifiant ou disproportionnés par rapport au revenu obtenu peuvent ne pas être pris en considération ou ne l'être qu'en partie.

<sup>2</sup> Sous réserve des cas mentionnés à l'article 15, les montants pris en considération sont ceux des transports publics.

b) extraordi-  
naires

**Art. 15** <sup>1</sup> Dans des situations particulières telles qu'en cas d'absence de transports publics ou d'horaire de travail inconciliable avec les horaires de ces derniers, d'impossibilité d'utiliser un vélo ou de nécessité de disposer de son véhicule privé dans le cadre de son activité professionnelle, l'usage d'un véhicule à moteur personnel peut entrer en considération en tant que frais d'obtention du revenu, pour autant que cette dépense se situe dans une proportion raisonnable avec le revenu qu'elle permet d'obtenir.

<sup>2</sup> Les montants pris en compte correspondent aux frais kilométriques admis par les autorités fiscales, à savoir :

- utilisation d'un vélomoteur : 20 centimes par kilomètre parcouru, mais au maximum 50 francs par mois;

- utilisation d'une voiture :
  - moins de 8 000 kilomètres par année : 65 centimes par kilomètre;
  - de 8 000 à 15 000 kilomètres par année : 60 centimes par kilomètre;
  - plus de 15 000 kilomètres par année : 55 centimes par kilomètre.

<sup>3</sup> En cas de circonstances exceptionnelles dûment justifiées, il peut être pris en compte les frais effectifs plus élevés, pour autant qu'ils demeurent dans une proportion raisonnable avec le revenu obtenu.

### 3. Départ de la commune

**Art. 16** <sup>1</sup> Lorsqu'un bénéficiaire quitte la commune, voire le Canton, la collectivité tenue au versement de l'aide sociale jusque-là doit couvrir les frais suivants :

- a) l'entretien pour le mois suivant le départ conformément au montant versé jusque-là, sous déduction des frais de l'ancien logement;
- b) les frais de déménagement;
- c) le premier loyer mensuel au nouveau domicile;
- d) les articles d'aménagement du nouveau logement immédiatement indispensables;
- e) à titre exceptionnel, la prise en charge de la garantie de loyer du nouveau logement exigible avant le déménagement.

<sup>2</sup> L'autorité d'aide sociale vérifie si le nouveau loyer est agréé par l'autorité compétente au nouvel endroit.

### 4. Assurances mobilières et responsabilité civile

**Art. 17** <sup>1</sup> Les primes usuelles de l'assurance mobilière et de l'assurance responsabilité civile du bénéficiaire et des personnes dont il a la charge sont prises en considération.

<sup>2</sup> Elles sont portées en compte comme supplément au budget mensuel les mois au cours desquels échoit la prime.

### 5. Frais spécifiques liés à l'exercice d'un droit de visite

**Art. 18** <sup>1</sup> Lorsque le bénéficiaire exerce un droit de visite qui lui a été reconnu, les frais de repas des enfants accueillis peuvent être admis au titre des prestations circonstanciées, à concurrence des montants pris en considération pour le calcul des cotisations à l'AVS sur les éléments de salaire en nature, à savoir :

- 4 francs par petit déjeuner et par personne;
- 9 francs par dîner et par personne;
- 7 francs par souper et par personne.

<sup>2</sup> Si l'exercice du droit de visite occasionne des frais de déplacement au bénéficiaire, ceux-ci peuvent également être pris en considération conformément aux dispositions précitées en la matière.

6. Cotisations minimales AVS/AI

**Art. 19** <sup>1</sup> La commune de domicile du bénéficiaire est tenue de prendre en charge les cotisations minimales dues à l'AVS et à l'AI, conformément à la législation en la matière.

<sup>2</sup> Les cotisations ainsi versées ne sont pas remboursables par le bénéficiaire. Elles sont admises à la répartition des dépenses de l'action sociale.

7. Frais liés à une mesure d'insertion

**Art. 20** Les frais inhérents à la participation du bénéficiaire à une mesure d'insertion, tels que notamment frais de déplacement, frais de garde des enfants et toutes autres dépenses indispensables à la bonne réalisation de la mesure sont pris en considération.

8. Frais funéraires

**Art. 21** Afin de garantir des funérailles décentes au bénéficiaire, il peut être alloué un montant maximum de 4 000 francs.

Supplément d'intégration pour les personnes sans activité lucrative

**Art. 22** <sup>1</sup> Un supplément d'intégration est accordé aux personnes sans activité lucrative, ayant 16 ans révolus, qui font des efforts particuliers d'intégration sociale et/ou professionnelle (contrats d'insertion, programmes d'emploi temporaire, programmes d'occupation cantonaux, apprentissages, stages de formation et études).

<sup>2</sup> Le supplément d'intégration s'élève à 200 francs par personne et par mois. Il est porté à 250 francs par mois pour des parents qui vivent avec des enfants dont ils ont la charge.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[12\)](#)</sup>

**Art. 23**<sup>[12\)](#)</sup>

Plafond maximum du cumul des suppléments d'intégration et/ou des franchises

**Art. 24**<sup>[10\)](#)</sup> <sup>1</sup> Plusieurs personnes vivant dans le même ménage peuvent obtenir un supplément d'intégration. Le plafond maximum en cas de cumul de suppléments d'intégration est fixé à 700 francs par mois et par ménage.

<sup>2</sup> En cas de cumul de suppléments d'intégration et de franchises sur les revenus provenant d'activités lucratives, le plafond maximum s'élève à 1 050 francs par mois et par ménage.



## SECTION 4 : Mesures favorisant l'autonomie et l'intégration sociales et professionnelles

Montant d'incitation

**Art. 25** <sup>1</sup> La personne qui participe à une mesure d'insertion touche, en sus du montant maximum de l'aide matérielle auquel elle a droit, le supplément d'intégration prévu à l'article 22, alinéa 2.

<sup>2</sup> Lorsque le bénéficiaire cesse son activité en raison de maladie ou d'accident ou d'autres causes indépendantes de sa volonté, le montant incitatif est supprimé après 15 jours consécutifs d'inactivité.

<sup>3</sup> Lorsque le bénéficiaire cesse volontairement son activité, le montant incitatif est suspendu ou supprimé avec effet immédiat.

<sup>4</sup> Lorsque le montant forfaitaire incitatif est indûment perçu, il est sujet à remboursement.

Frais liés à la mesure d'insertion Loi sur l'action sociale

**Art. 26** Le Service de l'action sociale garantit la prise en charge des frais liés à l'organisation de la mesure d'insertion.

## SECTION 5 : Revenus et fortune du bénéficiaire

Principe

**Art. 27** Les parents et les enfants mineurs vivant en communauté domestique forment une unité d'assistance dont l'ensemble des revenus et la fortune sont pris en considération dans le calcul du budget de l'aide matérielle.

Franchises sur les revenus provenant d'une activité lucrative

**Art. 28** <sup>1</sup> Une franchise de 400 francs sur les revenus provenant d'une activité lucrative est accordée aux bénéficiaires de plus de seize ans exerçant un travail dans le marché ordinaire (primaire). Cette franchise est octroyée indépendamment du taux d'activité.

<sup>2</sup> Pour les apprentis, la franchise sur les revenus est fixée à 150 francs.

<sup>3</sup> Le plafond maximum en cas de cumul des franchises sur le revenu s'élève à 850 francs par mois et par ménage.

<sup>4</sup> En cas de cumul de franchises sur les revenus provenant d'activités lucratives et de suppléments d'intégration, le plafond maximum est celui fixé à l'article 24, alinéa 2.

Revenus des mineurs

**Art. 29** <sup>1</sup> Si l'unité d'assistance comprend un ou plusieurs mineurs, les revenus réalisés par eux ne sont pris en considération qu'à concurrence des frais qu'ils occasionnent personnellement et inscrits au budget de l'aide matérielle de l'unité.

<sup>2</sup> Les prestations périodiques destinées à l'entretien des enfants, telles que les contributions d'entretien, les allocations familiales et les rentes des assurances sociales doivent être utilisées pour l'entretien des enfants, de même que, dans les limites de l'article 320, alinéa 1, du Code civil suisse<sup>3)</sup>, les versements en capital, dommages-intérêts et autres prestations semblables appartenant aux enfants.

<sup>3</sup> Si les apports périodiques des enfants sont supérieurs à leurs parts de frais inscrites au budget de l'unité d'assistance, l'excédent fait partie de la fortune des enfants.

Fortune

**Art. 30** <sup>1</sup> Sauf motifs dûment justifiés, l'aide matérielle n'est accordée qu'après que le bénéficiaire a épuisé sa fortune.

<sup>2</sup> Il est toutefois laissé à la libre disposition du bénéficiaire les montants suivants :

- |                                  |              |
|----------------------------------|--------------|
| a) pour une personne seule :     | 4 000 francs |
| b) pour un couple :              | 8 000 francs |
| c) pour chaque enfant à charge : | 2 000 francs |
- mais au maximum 10 000 francs par unité d'assistance.

Treizième salaire

**Art. 31** Le treizième salaire, les gratifications, les primes uniques et autres revenus de nature similaire sont pris en considération dans le budget de l'aide matérielle le mois ou les mois durant lesquels ils sont versés. Un éventuel excédent est reporté sur les mois suivants.

Revenus irréguliers

**Art. 32** Lorsque le bénéficiaire réalise des revenus irréguliers, un éventuel excédent est reporté sur les mois suivants.

## SECTION 6 : Prétentions financières à l'égard de tiers

Congruence  
temporelle

**Art. 33** Lorsque le bénéficiaire touche des prestations de tiers à titre rétroactif, l'autorité d'aide sociale fait valoir son droit au remboursement pour l'aide matérielle versée durant la période couverte par lesdites prestations (congruence temporelle).

### Art. 34<sup>6)</sup>

Communauté de  
résidence ou de  
vie

**Art. 35** <sup>1</sup> Lorsque le bénéficiaire vit en communauté familiale avec une autre personne, les revenus de cette dernière ne sont pas pris en considération dans son budget d'aide matérielle.

<sup>2</sup> La personne qui vit en communauté familiale avec le bénéficiaire doit cependant supporter la part des charges qui lui incombent (loyer, charges accessoires, assurances, taxes, etc.) et, le cas échéant, indemniser correctement le bénéficiaire pour la tenue du ménage et la garde des enfants.

<sup>3</sup> Si un ou plusieurs bénéficiaires de l'aide sociale vivent en union libre, l'aide sociale est allouée de la même manière qu'à un couple marié.

## SECTION 7 : Frais de placement

Placements  
d'enfants  
a) Placement  
familial ordinaire

**Art. 36** <sup>1</sup> Pour un enfant ne présentant pas de difficultés particulières placé dans une famille d'accueil sans formation en éducation spécialisée, le montant admis à la répartition des dépenses de l'action sociale s'élève à 1 000 francs par mois.

<sup>2</sup> Un supplément éducatif de 300 francs par mois est octroyé pour chaque enfant.

<sup>3</sup> Si des motifs particuliers dûment établis justifient une prise en charge plus lourde, le supplément éducatif de 300 francs peut être doublé.

b) Placement  
dans une famille  
spécialisée

**Art. 37** Lorsque le placement doit s'effectuer dans une famille possédant une formation en éducation spécialisée, le montant admis à la répartition des dépenses de l'action sociale s'élève au maximum à 105 francs par jour, pour autant que la personne chargée de l'accueil soit au bénéfice de la formation requise.

c) Placement dans des institutions non subventionnées

**Art. 38** Pour le placement d'enfants dans des institutions non subventionnées, l'autorité d'aide sociale statue de cas en cas.

d) Obligation des parents et allocations familiales

**Art. 39** <sup>1</sup> L'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte arrête la contribution des parents au montant déterminé pour les placements à l'Institut St-Germain, selon l'arrêté annuel du Département fixant les prix de pension dans les institutions jurassiennes.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque les parents ne disposent pas de revenus ou ne disposent que de revenus insuffisants, les allocations familiales sont utilisées en priorité pour les frais de placement de l'enfant.

Placements d'adultes

**Art. 40** Pour le placement d'adultes, l'autorité d'aide sociale statue de cas en cas.

## SECTION 8 : Dispositions finales

Droit supplétif

**Art. 41** Les normes CSIAS font référence pour les situations non réglées dans le présent arrêté.

Directives

**Art. 42** Le Département de la Santé et des Affaires sociales édicte les directives d'application nécessaires.

Disposition transitoire

**Art. 42a<sup>11)</sup>** Les personnes seules qui ont un ou plusieurs enfants à charge de moins de quatre ans et qui bénéficient d'un supplément d'intégration de 300 francs en février 2017 conservent celui-ci jusqu'en juillet 2017. Ce supplément est réduit à 150 francs d'août à décembre 2017.

Entrée en  
vigueur et  
abrogation

**Art. 43** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2006. Il abroge l'arrêté du Gouvernement du 10 décembre 2002 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale.

Delémont, le 8 novembre 2005

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche

Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RSJU 850.1](#)

2) [RSJU 832.115](#)

3) [RS 210](#)

4) Nouveaux montants selon le ch. I de l'arrêté du 7 décembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2011. Nouveaux montants selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013.

5) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ([RSJU 213.11](#))

6) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013

7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015

8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 17 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016

9) [RSJU 831.301](#)

10) Nouveau(x) montant(s) selon le ch. I de l'arrêté du 20 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017. Nouveau(x) montant(s) selon le ch. I de l'arrêté du 27 avril 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

11) Introduit par le ch. I de l'arrêté du 20 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017

12) Abrogé par le ch. I de l'arrêté du 20 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017

13) Nouveau(x) montant(s) selon le ch. I de l'arrêté du 29 novembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



# Loi sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien (LARPA)<sup>11)</sup>

du 21 juin 2000

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 131, 290 et 293, alinéa 2, du Code civil suisse<sup>1)</sup>,

vu les articles 17 et 18 de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Principes généraux

Prestations  
a) Aide au  
recouvrement

**Article premier** <sup>1</sup> Lorsque le débiteur d'une contribution d'entretien néglige son obligation, le Service de l'action sociale<sup>3)</sup> apporte une aide adéquate et gratuite au créancier en vue du recouvrement de sa créance.

<sup>2</sup> Cette aide s'applique également aux allocations pour enfants résultant de la législation fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture et aux allocations de la loi du 20 avril 1989 sur les allocations familiales<sup>4)</sup>.

<sup>3</sup> L'aide au recouvrement s'étend en outre aux indemnités uniques versées en vertu de l'article 295 du Code civil suisse.

b) Avance et  
versement  
provisionnel

**Art. 2** Si les conditions fixées par la présente loi et ses textes d'application sont remplies, le créancier d'une contribution d'entretien peut obtenir des avances sur les prestations échues ou des versements provisionnels lorsque la contribution d'entretien n'a pas encore été fixée.

Contribution  
d'entretien

**Art. 3** Peuvent donner droit à des avances ou à des versements provisionnels :

a)<sup>8)</sup> les rentes ou pensions allouées à titre de contribution d'entretien en cas d'annulation du mariage ou du partenariat enregistré, de divorce, de séparation de corps, de dissolution du partenariat enregistré, de mesures provisoires, de mesures protectrices de l'union conjugale ou de mesures prises par le juge en cas de suspension de la vie commune de partenaires enregistrés;

- b) les contributions d'entretien dues aux enfants en vertu des articles 276 et suivants du Code civil suisse.

Terminologie	<b>Art. 4</b> Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Bénéficiaire	<b>Art. 5</b> Les prestations de la présente loi sont octroyées, sur requête, au créancier domicilié dans le Canton.
Requête	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> Le créancier qui entend faire valoir un droit à des prestations dépose une requête auprès du Service de l'action sociale, du secrétariat communal de sa commune de domicile ou des services sociaux régionaux.</p> <p><sup>2</sup> Les secrétariats communaux et les services sociaux régionaux transmettent la requête sans délai au Service de l'action sociale.</p>
Obligations du requérant	<p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup> Le requérant est tenu de fournir toutes les indications et pièces en sa possession en vue d'établir son droit aux prestations et de faciliter les démarches auprès du débiteur.</p> <p><sup>2</sup> Il doit annoncer tout changement dans sa situation.</p> <p><sup>3</sup> La violation de ces obligations peut entraîner le refus ou le retrait, provisoire ou définitif, du droit aux prestations.</p>
Etablissement des faits	<p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale établit d'office les faits.</p> <p><sup>2</sup> Il entend le requérant ou son représentant légal.</p> <p><sup>3</sup> Sauf disposition légale contraire, il peut se renseigner directement auprès d'autres services communaux, cantonaux et fédéraux.</p> <p><sup>4</sup> Le Service de l'action sociale a accès, y compris le cas échéant par communication en ligne, aux données fiscales permettant de déterminer le revenu et la fortune des débiteurs et des bénéficiaires de pensions alimentaires. Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, en particulier les catégories de données que le Service de l'action sociale est habilité à obtenir et à traiter. Il fixe également les limites d'accès.<sup><a href="#">12)</a></sup></p>
Décision	<b>Art. 9</b> <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale statue dès qu'il dispose de tous les éléments nécessaires.



<sup>2</sup> En cas d'octroi d'avance ou de versement provisionnel, la décision est revue de manière approfondie dès l'apparition d'un fait nouveau, mais au moins une fois par année.

Notification **Art. 10** La décision est notifiée au requérant et à son représentant légal, ainsi qu'à la personne qui a la garde des enfants mineurs.

Gratuité **Art. 11** Le Service de l'action sociale ne peut percevoir ni émolument ni frais auprès du créancier pour l'activité déployée en vertu de la présente loi.

Plainte pénale **Art. 12** <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale, agissant par son chef ou par une personne déléguée par ce dernier, est légitimé à porter plainte pour violation d'une obligation d'entretien et à exercer les droits de partie dans la procédure pénale.

<sup>2</sup> Il peut prétendre au remboursement de ses frais et à une indemnité de partie.

Collaboration intercantonale et internationale **Art. 13** <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale collabore directement avec les institutions similaires des autres cantons et, dans le cadre des conventions internationales, avec celles des pays étrangers.

<sup>2</sup> Sur leur requête, et sous réserve de réciprocité, il entreprend toute démarche en vue de recouvrer les créances alimentaires auprès d'un débiteur domicilié dans le Canton.

<sup>3</sup> Le Service de l'action sociale ne peut entreprendre aucune démarche (action judiciaire, poursuite) s'il n'est en possession d'un mandat adéquat signé par le créancier.

## SECTION 2 : Aide au recouvrement

Mandataire **Art. 14** Le Service de l'action sociale agit en qualité de mandataire du requérant ou de son représentant légal. Il entreprend les démarches nécessaires en vue du recouvrement des contributions dues.

### SECTION 3 : Avance et versement provisionnel

Limites de  
revenu et de  
fortune

**Art. 15** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe les limites de revenu et de fortune permettant d'obtenir des avances ou des versements provisionnels.

<sup>2</sup> Il peut s'inspirer de la législation relative aux prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.

Avances,  
conditions

**Art. 16** <sup>1</sup> Sous réserve de l'article 15, le créancier peut obtenir des avances lorsque sa contribution d'entretien est fixée par jugement ou par convention ratifiée par l'autorité compétente.

<sup>2</sup> L'avance est subordonnée à la signature, par le requérant ou son représentant légal, d'un mandat de représentation autorisant l'organe compétent à entreprendre toute démarche utile, ainsi que d'une cession fiduciaire aux fins d'encaissement (mandat d'encaissement révocable) portant sur la totalité de la créance.

Versements  
provisionnels,  
conditions

**Art. 17** Sous réserve de l'article 15, le créancier peut obtenir des versements provisionnels s'il a entrepris toutes les démarches que l'on peut raisonnablement attendre de lui pour déterminer le débiteur et fixer la contribution d'entretien.

Montant des  
prestations

**Art. 18** <sup>1</sup> Le montant des avances correspond à celui de la créance fixée judiciairement ou par convention dûment ratifiée, mais ne peut dépasser les limites fixées par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Le montant des versements provisionnels est fixé compte tenu de toutes les circonstances, dans la limite prévue à l'alinéa précédent.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut s'inspirer de la législation relative aux prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.

Début et  
paiement des  
prestations

**Art. 19** <sup>1</sup> Les avances et les versements provisionnels sont accordés pour les contributions d'entretien dues dès le mois au cours duquel la demande est déposée.

<sup>2</sup> Les prestations sont versées mensuellement au créancier ou à son représentant légal.

Fin du droit aux prestations

**Art. 20** Le droit aux prestations cesse :

- a) lorsque s'éteint le droit à la contribution d'entretien;
- b) lorsque le créancier sort des limites de revenu et de fortune;
- c) dès la fin de la formation de l'enfant pour autant qu'elle soit achevée dans des délais normaux;
- d) après le versement de douze mensualités si le conjoint n'a pas la garde des enfants;
- e) <sup>9)</sup> après le versement de douze mensualités si le créancier a droit à une contribution pécuniaire fondée sur la loi sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (LPart)<sup>10)</sup>.

Restitution

**Art. 21** <sup>1</sup> Le créancier est tenu de restituer les avances et les versements provisionnels qu'il a perçus indûment.

<sup>2</sup> Sauf cas de rigueur manifeste, le Service de l'action sociale peut imputer, dans une mesure raisonnable, les montants touchés indûment sur les prestations à venir.

Recouvrement

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale encaisse, en lieu et place du créancier, les contributions d'entretien dues auprès du débiteur, ainsi que les frais de poursuite engagés et autres frais de procédure et indemnités qui lui ont été alloués.

<sup>2</sup> Les montants recouvrés sont affectés en premier lieu à la pleine satisfaction du droit du créancier.

Adaptation des limites

**Art. 23** <sup>1</sup> Le Gouvernement adapte, au plus une fois par année au 1<sup>er</sup> janvier, les limites de revenu et de fortune ainsi que le montant maximal des prestations.

<sup>2</sup> Lorsque les limites sont fixées sur la base de la législation relative aux prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité, l'évolution des limites fixées par celle-ci est déterminante.

<sup>3</sup> Dans les autres cas, l'adaptation est subordonnée à une variation de 5 % au moins de l'indice suisse des prix à la consommation par rapport à l'indice du 1<sup>er</sup> janvier 2000 ou de la dernière adaptation.

## SECTION 4 : Organe d'exécution et financement

Service de  
l'action sociale

**Art. 24** <sup>1</sup> Le Service de l'action sociale est l'organe chargé d'appliquer la présente loi. Il reçoit les requêtes, dirige la procédure et prend les décisions.

<sup>2</sup> Il informe le public et remet aux communes ainsi qu'aux services sociaux régionaux la documentation nécessaire en matière d'aide au recouvrement, d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien.

Secrétariats  
communaux et  
services sociaux  
régionaux

**Art. 25** <sup>1</sup> Les secrétariats communaux et les services sociaux régionaux renseignent le public de façon appropriée.

<sup>2</sup> Ils peuvent recevoir les requêtes et les transmettre à l'organe cantonal compétent.

Répartition des  
charges

**Art. 26** Le déficit résultant des avances et des versements provisionnels non récupérés est admis à la répartition des charges conformément à la loi sur les œuvres sociales<sup>5)</sup>.

## SECTION 5 : Voies de droit

Opposition

**Art. 27** <sup>1</sup> Les décisions du Service de l'action sociale sont susceptibles d'opposition écrite dans les 30 jours dès leur notification, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>6)</sup>.

<sup>2</sup> L'opposition est dépourvue de tout effet suspensif.

Recours  
I. Juge  
administratif  
a) Principe

**Art. 28** <sup>1</sup> Le créancier ou son représentant légal peut recourir, auprès du juge administratif dans les 30 jours dès la notification de la décision du Service de l'action sociale.

<sup>2</sup> Toute action ou tout recours en rapport avec la présente loi est de la compétence du juge administratif en première instance.

b) Procédure,  
audience

**Art. 29** <sup>1</sup> Le juge donne connaissance du recours au Service de l'action sociale.

<sup>2</sup> En règle générale, le juge convoque les parties à une audience.

<sup>3</sup> Le juge peut renoncer à l'audience, notamment lorsque le litige ne porte que sur des questions de droit.

c) Défaut à l'audience **Art. 30** <sup>1</sup> Si l'une des parties fait défaut à l'audience, le juge tranche sur la base du dossier et des faits et moyens produits.

d) Administration des preuves <sup>2</sup> Au besoin, le juge ordonne que soit apportée la preuve des faits contestés; si celle-ci ne peut être administrée séance tenante, il fixe une nouvelle audience.

e) Complément **Art. 31** Les parties ont la faculté de compléter leurs moyens une fois rendue l'ordonnance sur les preuves.

f) Procès-verbal **Art. 32** Il n'est dressé procès-verbal que :

- a) des conclusions des parties;
- b) des ordonnances du juge;
- c) du résultat de l'administration des preuves;
- d) du jugement.

g) Jugement **Art. 33** <sup>1</sup> Le jugement est rendu oralement lors de l'audience et notifié par écrit, brièvement motivé, aux parties.

<sup>2</sup> Avec l'accord des parties, le jugement peut être rendu par écrit dans les 5 jours.

II. Cour administrative  
a) Principe **Art. 34** <sup>1</sup> Le jugement du juge administratif peut faire l'objet d'un recours auprès de la Cour administrative dans les 30 jours dès sa notification écrite.

b) Qualité pour recourir <sup>2</sup> Le Service de l'action sociale n'a pas qualité pour recourir contre le jugement du juge administratif.

III. Dispositions communes  
a) Effet suspensif **Art. 35** <sup>1</sup> En principe, le recours n'a pas d'effet suspensif.

<sup>2</sup> Le juge administratif ou le président de la Cour administrative peut accorder l'effet suspensif à un recours.

b) Qualité de partie **Art. 36** Le Service de l'action sociale a qualité de partie devant les instances de recours.

c) Assistance d'un avocat **Art. 37** Les parties peuvent se faire assister par un avocat.

d) Renvoi **Art. 38** Pour le surplus, sont applicables les dispositions du Code de procédure administrative.

## **SECTION 6 : Dispositions finales**

Exécution **Art. 39** Le Gouvernement arrête les dispositions d'exécution nécessaires par voie d'ordonnance.

Abrogation **Art. 40** La loi du 27 mai 1982 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien est abrogée.

Référendum facultatif **Art. 41** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur **Art. 42** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>1)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 21 juin 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RS 210](#)

2) [RSJU 101](#)

- 3) Nouvelle dénomination selon l'article 78 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 ([RSJU 850.1](#)). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi.
- 4) RSJU 836.1
- 5) Voir actuellement la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 ([RSJU 850.1](#))
- 6) [RSJU 175.1](#)
- 7) 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. XXXI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 9) Introduite par le ch. XXXI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 10) [RS 211.231](#)
- 11) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 12) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023





**Arrêté****portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien**

du 12 décembre 2006

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 23 de la loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien<sup>[1\)](#)</sup>,

vu l'article 11 de l'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien (OARPA)<sup>[2\)](#)</sup>,

considérant que les montants de référence destinés à la couverture des besoins vitaux pour les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité ont été adaptés avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013,<sup>[4\)](#)</sup>

considérant que l'indice suisse des prix à la consommation a passé de 99,6 points en janvier 2000 à 105,9 points en octobre 2006, de sorte que la condition d'indexation se trouve ainsi réalisée,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Les limites de revenu et de fortune pour les avances totales et partielles sont adaptées comme il suit :

- |  |                |
|--|----------------|
| – déduction maximale pour frais de garde<br>(art. 2, lettre a, OARPA)          | 2 261 francs;  |
| – limite de revenu, en général (art. 3, al. 1, OARPA)                          | 3 370 francs;  |
| – majorations (art. 3, al. 2, OARPA) :   |                |
| a) pour les deux premiers enfants, par enfant                                  | 876 francs;    |
| b) pour les troisième et quatrième enfants, par enfant                         | 584 francs;    |
| c) dès le cinquième enfant, par enfant   | 292 francs;    |
| – majoration de la limite de revenu pour les couples<br>(art. 3, al. 3, OARPA) | 791 francs;    |
| – limite de revenu, pour les enfants (art. 3, al. 4, OARPA)                    | 2 600 francs;  |
| – franchise sur les revenus de l'enfant à charge<br>(art. 4, al. 1, OARPA)     | 339 francs;    |
| – limite de fortune, en général (art. 5, al. 1, OARPA)                         | 33 916 francs; |
| – limite de fortune, pour les enfants (art. 5, al. 1, OARPA)                   | 11 305 francs. |

<sup>[5/7\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le montant maximal des avances ne peut dépasser les limites suivantes (art. 8 OARPA) :

- |  |  |
|--|--|
| a) pour le conjoint                                    | 837 francs;  |
| b) pour les deux premiers enfants, par enfant          | 876 francs;  |
| c) pour les troisième et quatrième enfants, par enfant | 584 francs;  |
| d) dès le cinquième enfant, par enfant                 | 292 francs. <sup><a href="#">5</a><sup>7</sup></sup> |

<sup>3</sup> La part des montants n'entrant pas en compte pour l'adaptation en fonction de l'évolution des montants destinés à la couverture des besoins vitaux définis par l'article 10, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI<sup>[3](#)</sup> est adaptée comme il suit<sup>[6](#)</sup> :

- |                              |               |
|------------------------------|---------------|
| – article 3, alinéa 1, OARPA | 1 595 francs; |
| – article 3, alinéa 4, OARPA | 797 francs.   |

**Art. 2** L'arrêté du 14 décembre 2004 portant adaptation des limites de revenu et du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien est abrogé.

**Art. 3** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Delémont, le 12 décembre 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

<sup>1</sup>) [RSJU 851.1](#)

<sup>2</sup>) [RSJU 851.11](#)

<sup>3</sup>) [RS 831.30](#)

<sup>4</sup>) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'arrêté du 16 décembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'arrêté du 7 décembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 16 décembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 7 décembre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 9 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 29 janvier 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 16 février 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 18 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 10 janvier 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



# Ordonnance sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage

du 18 novembre 2008

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les éléments naturels (dénommée ci-après : " la loi" )<sup>1</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Terminologie

Terminologie

**Article premier** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Mesures de protection

Mesures dans  
des cas  
particuliers

**Art. 2** Si, dans un cas particulier, le danger d'incendie ou celui lié aux dangers naturels s'écarte à tel point de l'ordinaire que les exigences prescrites s'avèrent insuffisantes ou disproportionnées, les mesures à prendre seront complétées ou réduites en conséquence.

Obligation  
d'annonce

**Art. 3** <sup>1</sup> Après la réalisation des mesures de protection exigées, le propriétaire ou son représentant doit confirmer à l'autorité compétente que les travaux sont conformes aux prescriptions.

<sup>2</sup> Un contrôle par l'autorité compétente demeure réservé.

Contrôle  
périodique

**Art. 4** Au cours du contrôle périodique, l'autorité compétente doit notamment vérifier :

- a) si toutes les installations thermiques sont entretenues conformément aux prescriptions;
- b) si les matières combustibles sont entreposées à une distance suffisante des installations thermiques;
- c) si les cages d'escalier et toutes les voies d'évacuation ne sont pas encombrées;

- d) si les installations et engins d'extinction exigés sont en état de fonctionner;
- e) si les carburants ou d'autres matières facilement inflammables sont entreposés conformément aux prescriptions;
- f) si les véhicules, engins ou machines dotés de moteurs à explosion sont placés ou installés selon les prescriptions;
- g) si toutes les autres installations et dispositifs de protection contre l'incendie sont conformes aux exigences en vigueur;
- h) si les mesures de protection contre les dangers naturels sont respectées ou doivent être prises.

Prescriptions  
techniques et  
normes

**Art. 5** Les prescriptions et recommandations techniques d'organismes spécialisés reconnus du domaine de la protection contre les incendies et les dangers naturels déclarées de force obligatoire (art. 6 de la loi), de même que les normes reconnues des associations professionnelles et d'autres organismes en matière de stabilité et de sécurité structurale applicables (art. 18 de la loi) sont énumérées à l'annexe 1.

## CHAPITRE III : Organisation du ramonage

### SECTION 1 : Maîtres ramoneurs d'arrondissement

Arrondissements  
de ramonage

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Gouvernement délimite les arrondissements de ramonage en veillant à répartir la charge de travail de manière égale entre les différents arrondissements.

<sup>2</sup> Chaque arrondissement assurera un plein emploi au maître ramoneur titulaire et, en règle générale, à un employé et à un apprenti.

<sup>3</sup> Les communes peuvent, au besoin, être réparties entre plusieurs arrondissements.

<sup>4</sup> Le département auquel est rattaché l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (dénommé ci-après : "le Département") est habilité à apporter des modifications mineures aux limites des arrondissements.

Maîtres  
ramoneurs  
d'arrondissement  
a) Nomination,  
durée des  
fonctions

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Département nomme à la tête de chaque arrondissement, après mise au concours publique, un maître ramoneur titulaire de la maîtrise fédérale.

<sup>2</sup> Il peut exiger des candidats toute pièce justificative utile, notamment un extrait du casier judiciaire ou une attestation de la connaissance des mesures de prévention contre les incendies délivrée par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (dénommé ci-après : "ECA Jura")

<sup>3</sup> Le titulaire de l'arrondissement ou ses employés ont seuls le droit de nettoyer les installations thermiques soumises au ramonage en vertu de l'annexe 2.

<sup>4</sup> Le titulaire est nommé pour la législature. Il peut être reconduit dans ses fonctions jusqu'à la fin de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de la retraite AVS.<sup>6)</sup>

<sup>5</sup> Après sa nomination, le maître ramoneur d'arrondissement doit faire la promesse solennelle devant le chef du Département, conformément à l'ordonnance du 28 septembre 1983 sur la promesse solennelle<sup>2)</sup>.

b) Démission

**Art. 8** Le maître ramoneur d'arrondissement peut démissionner de ses fonctions moyennant un préavis de six mois adressé par écrit au Département.

c) Décès,  
empêchement

**Art. 9** <sup>1</sup> Si, en cours de période, le titulaire d'un arrondissement décède ou est empêché durablement d'assumer la responsabilité de son arrondissement, le Département peut autoriser un maître ramoneur à reprendre temporairement cette fonction.

<sup>2</sup> L'autorisation devient caduque lorsqu'un nouveau maître ramoneur d'arrondissement a été nommé ou que l'empêchement a cessé. Elle peut être révoquée lorsque des raisons importantes le justifient.

d) Mesures  
disciplinaires,  
révocation

**Art. 10** <sup>1</sup> Le maître ramoneur d'arrondissement qui enfreint les devoirs de sa charge, intentionnellement ou par négligence, est passible d'une sanction disciplinaire prononcée par le Département.

<sup>2</sup> Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) le blâme;
- b) l'amende jusqu'à 300 francs;
- c) la suspension;
- d) la révocation.

<sup>3</sup> Pour le surplus, la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>3)</sup> est applicable par analogie à la procédure disciplinaire.

## SECTION 2 : Employés et apprentis

**Employés**      **Art. 11** Les employés du maître ramoneur d'arrondissement doivent être titulaires du certificat fédéral de capacité de ramoneur.

**Apprentis**      **Art. 12** <sup>1</sup> La formation d'apprentis se fait conformément à la législation fédérale et cantonale sur la formation professionnelle.

<sup>2</sup> Le maître ramoneur d'arrondissement et ses employés qualifiés veillent à assurer l'encadrement nécessaire des apprentis.

**Responsabilité**      **Art. 13** Le maître ramoneur d'arrondissement répond envers les tiers, conformément aux dispositions du Code des obligations, du travail accompli par ses employés et apprentis.

## SECTION 3 : Tâches du maître ramoneur d'arrondissement

**Nettoyages; fréquence**      **Art. 14** <sup>1</sup> Toutes les installations thermiques soumises au ramonage, désignées à l'annexe 2, doivent être nettoyées conformément aux règles de l'art.

<sup>2</sup> Les fréquences de nettoyage sont également fixées à l'annexe 2. En cas de contestation, l'ECA Jura rend une décision.

**Contrôles**      **Art. 15** <sup>1</sup> Lors du nettoyage, les installations thermiques soumises au ramonage font l'objet d'un contrôle du respect des mesures de protection contre les incendies.

<sup>2</sup> Les installations qui ne sont pas ou peu utilisées doivent être contrôlées au moins une fois par année.



Installations non conformes

**Art. 16** <sup>1</sup> Si le ramoneur constate qu'une installation ne respecte pas les mesures de protection contre les incendies, il en informe immédiatement par écrit le propriétaire et l'exploitant ainsi que, si nécessaire, l'ECA Jura. Il fixe un délai raisonnable pour remédier aux déficiences constatées. Si les déficiences n'ont pas été éliminées à l'échéance du délai, il en informe l'autorité compétente qui ordonne les mesures nécessaires.

<sup>2</sup> En cas de danger particulièrement grand, l'autorité compétente de même que le maître ramoneur d'arrondissement peuvent ordonner des mesures urgentes conformément aux articles 22 et 23 de la loi. L'exécution par substitution demeure réservée.

Nettoyages et contrôles extraordinaires

**Art. 17** Les propriétaires et les exploitants peuvent demander en tout temps et à leurs frais le nettoyage et le contrôle de leurs installations.

Avis de nettoyage

**Art. 18** <sup>1</sup> La date du nettoyage est communiquée au moins trois jours à l'avance, de la manière usuelle, aux personnes concernées. Il peut être renoncé à l'avis lorsque la situation le permet (entente avec les personnes concernées, accès libre à l'installation, etc.).

<sup>2</sup> Si le nettoyage ne peut avoir lieu au moment prévu, la personne concernée est tenue d'en avertir immédiatement le maître ramoneur d'arrondissement. L'article 33, alinéa 3, demeure réservé.

Travaux comportant un danger

**Art. 19** Le brûlage de cheminées ou d'autres travaux du ramoneur comportant un danger important d'incendie ou d'explosion ne peuvent être effectués que lorsque les mesures de protection nécessaires auront été prises d'entente avec le commandant du service de défense contre l'incendie et de secours.

Listes des contrôles

**Art. 20** <sup>1</sup> Le maître ramoneur d'arrondissement doit tenir :

- a) un inventaire de toutes les installations thermiques ainsi que des nettoyages effectués;
- b) une liste mentionnant les déficiences constatées, les délais fixés pour y remédier ainsi que la date de mise en conformité de l'installation.

<sup>2</sup> L'ECA Jura peut prendre connaissance en tout temps de ces documents.

## SECTION 4 : Obligations du propriétaire de l'immeuble et des locataires

Comportement  
et obligation de  
renseigner

**Art. 21** <sup>1</sup> Le propriétaire de l'immeuble et ses locataires ne doivent pas gêner le maître ramoneur d'arrondissement et ses employés et apprentis dans l'accomplissement de leurs tâches.

<sup>2</sup> Ils sont tenus de fournir tout renseignement qui pourrait leur être demandé au sujet des installations soumises au ramonage et au contrôle.

Annonce des  
changements

**Art. 22** Tout changement de propriétaires ou de locataires doit être préalablement annoncé au maître ramoneur d'arrondissement en vue d'un contrôle ou d'un nettoyage des installations thermiques.

**Art. 23** En cas de refus injustifié de la part des personnes concernées de permettre le nettoyage d'une installation ou d'impossibilité répétée d'y procéder, le maître ramoneur d'arrondissement en avertit l'ECA Jura, qui ordonne les mesures nécessaires. La poursuite pénale demeure réservée.

## CHAPITRE IV : Tarif de ramonage

Champ  
d'application

**Art. 24** Le tarif de ramonage détermine les indemnités revenant au maître ramoneur d'arrondissement pour l'exécution des travaux de nettoyage et des tâches de contrôle.

Composition de  
l'indemnité

**Art. 25** <sup>1</sup> L'indemnité rétribuant l'activité du maître ramoneur se compose de la taxe de base et de la taxe par objet ou de la taxe de base et de la taxe selon le temps effectif.

<sup>2</sup> Le calcul de la taxe de base et de la taxe par objet n'est pas influencé par le fait que les travaux sont exécutés par le maître ramoneur d'arrondissement, par un employé ou par un apprenti. Le salaire horaire du maître ramoneur est seul déterminant pour le calcul de la taxe.

<sup>3</sup> La taxe de base, la taxe par objet, la taxe selon le temps effectif ainsi que le salaire horaire sont mentionnés dans l'annexe 3.

Taxe de base

**Art. 26** <sup>1</sup> La taxe de base englobe tous les frais découlant notamment du déplacement jusqu'au lieu de travail, de l'avis de nettoyage, de la préparation du travail, de l'équipement utilisé, de l'élimination des déchets ainsi que du travail administratif et de rétablissement.

<sup>2</sup> Le temps de travail permettant de déterminer la taxe de base est fixé forfaitairement conformément au chiffre I de l'annexe 3.

Taxe par objet	<b>Art. 27</b> La taxe par objet couvre les travaux exécutés sur l'installation thermique, les opérations de contrôle nécessaires et les conseils donnés. Les temps de travail permettant de déterminer la taxe par objet sont fixés forfaitairement conformément au chiffre II de l'annexe 3.
Exception	<b>Art. 28</b> Si, en raison du fort ou du faible encrassement de l'installation, la différence entre le temps imparti pour le calcul de la taxe par objet et celui effectivement consacré aux travaux est supérieure à 20 %, mais d'au moins 10 minutes, la taxe selon le temps effectif est applicable pour la facturation.
Taxe selon le temps effectif	<b>Art. 29</b> La taxe selon le temps effectif est applicable à toutes les activités pour lesquelles le temps effectif est prévu au chiffre II de l'annexe 3, ainsi qu'à l'indemnité se rapportant à des installations ou à des dispositifs non prévus dans la taxe par objet.
Facturation	<p><b>Art. 30</b> <sup>1</sup> Le ramoneur délivre une facture établie sur un formulaire approuvé par l'ECA Jura, avec mention des travaux exécutés et des taxes appliquées.</p> <p><sup>2</sup> La facture doit être payée dans les trente jours qui suivent l'exécution du travail. En cas de retard, un montant de 5 francs peut être perçu pour les frais de rappel.</p> <p><sup>3</sup> Le ramoneur tient à la disposition des intéressés un exemplaire du tarif officiel.</p> <p><sup>4</sup> Le ramoneur qui présente une facture exagérée est passible des sanctions prévues à l'article 10.<a href="#">10</a></p>
Indemnités spéciales selon les conventions collectives de travail	<b>Art. 31</b> Des indemnités spéciales pour travaux particuliers, telles que le fait de travailler à l'intérieur des chaudières, fixées par une convention collective de travail, peuvent être comptées en plus. Toutefois, elles n'entraînent aucune majoration de la taxe de base.
Nettoyage chimique	<b>Art. 32</b> <sup>1</sup> Un nettoyage chimique ne peut être exécuté qu'avec le consentement du propriétaire ou du locataire et moyennant communication de son coût prévisible.

<sup>2</sup> Dans des cas particuliers, un nettoyage chimique peut toutefois être ordonné par l'autorité compétente. La taxe selon le temps effectif est applicable.

#### Cas particuliers

**Art. 33** <sup>1</sup> Pour les travaux exécutés sur des installations thermiques de bâtiments isolés, particulièrement éloignés ou difficilement accessibles, de même que pour les travaux demandés en dehors de la fréquence ordinaire du nettoyage, et pour lesquels la taxe de base ne couvre pas le coût réel du déplacement, celle-ci peut être majorée jusqu'à 100 %.

<sup>2</sup> Lorsque des installations doivent uniquement être contrôlées en vertu de l'article 15, alinéa 2, ou à la suite d'un feu de suie, l'indemnité de contrôle se calcule selon le temps effectif auquel s'ajoute la taxe de base.

<sup>3</sup> Lorsque le nettoyage ordinaire annoncé ne peut pas être exécuté pour une raison imputable au propriétaire ou au locataire, la taxe de base applicable peut être facturée.

<sup>4</sup> L'utilisation de produits courants pour le nettoyage est incluse dans la taxe par objet et dans la taxe selon le temps effectif. Toutefois, l'utilisation de gaz, de produits de conservation et de nettoyage chimique ainsi que d'enduits est facturée en plus.

<sup>5</sup> Pour les travaux effectués sur demande en dehors du temps ordinaire de travail, les suppléments suivants, calculés sur la taxe par objet ou sur la taxe selon le temps effectif peuvent être facturés :

- |    |  |   |          |
|----|--|---|----------|
| a) | après les heures habituelles<br>(entre 18 et 20 heures et entre 6 et 7 heures) | : | + 25 %   |
| b) | le samedi et la nuit (entre 20 et 6 heures)                                    | : | + 50 %   |
| c) | le dimanche et les jours fériés  | : | + 100 %. |

#### Voies de droit

**Art. 34** <sup>1</sup> La facture établie par le maître ramoneur ou ses employés peut faire l'objet d'une opposition auprès de l'ECA Jura dans les trente jours suivant sa réception; à défaut d'opposition, la facture est réputée acceptée.

<sup>2</sup> La décision de l'ECA Jura peut faire l'objet d'un recours auprès de la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

<sup>3</sup> Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>4)</sup> est applicable.

**CHAPITRE V : Dispositions finales**

Clause  
abrogatoire

**Art. 35** Sont abrogés :

- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la police du feu;
- l'ordonnance du 2 juillet 1985 sur la rétribution des inspecteurs du feu;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le ramonage;
- l'ordonnance du 25 février 2003 fixant le tarif des ramoneurs;
- l'arrêté du 14 décembre 1999 concernant l'adaptation du tarif des ramoneurs;
- l'arrêté du 28 octobre 2003 fixant les délais de contrôle et de nettoyage des installations de chauffage;
- l'arrêté du 14 juin 2005 portant déclaration de force obligatoire des prescriptions techniques de protection incendie.

Entrée en  
vigueur

**Art. 36** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Delémont, le 18 novembre 2008

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

## Annexe 1

### Prescriptions et recommandations techniques, normes

Sont applicables les versions des prescriptions, recommandations techniques et normes en vigueur au moment de l'établissement du dossier

N°	Titre du document	Auteur	Réf.
	<b>I. <a href="#">9</a> Protection contre les incendies</b>		
1	Norme de protection incendie	AEAI	1-15fr
	Directives de protection incendie		
2	Termes et définitions	AEAI	10-15fr
3	Assurance qualité en protection incendie	AEAI	11-15fr
4	Prévention des incendies et protection incendie organisationnelle	AEAI	12-15fr
5	Matériaux et éléments de construction	AEAI	13-15fr
6	Utilisation des matériaux de construction	AEAI	14-15fr
7	Distance de sécurité incendie, systèmes porteurs et compartiments coupe-feu	AEAI	15-15fr
8	Voie d'évacuation de sauvetage	AEAI	16-15fr
9	Signalisation des voies d'évacuation – Eclairage de sécurité – Alimentation de sécurité	AEAI	17-15fr
10	Dispositifs d'extinction	AEAI	18-15fr
11	Installations sprinklers	AEAI	19-15fr
12	Installations de détection incendie	AEAI	20-15fr
13	Installations d'extraction de fumée et de chaleur	AEAI	21-15fr
14	Systèmes de protection contre la foudre	AEAI	22-15fr
15	Installations de transport	AEAI	23-15fr
16	Installations thermiques	AEAI	24-15fr
17	Installations aérauliques	AEAI	25-15fr
18	Matières dangereuses	AEAI	26-15fr
19	Méthodes de preuves en protection incendie	AEAI	27-15fr
20	Procédure de reconnaissance AEA	AEAI	28-15fr
21	Répertoire "Autres dispositions"	AEAI	40-15fr

	<b>II.10) Protection contre les dangers naturels</b>		
	<b>1. Actions sur les structures porteuses</b>		
22	L'ensemble des normes sur les structures porteuses	SIA	Normes 260 à 269/8
	<b>2. Autres recommandations</b>		
23	Répertoire suisse de la protection contre la grêle	AEAI	
24	Evacuation des eaux des biens-fonds		SN 592000
	<b>3. Normes relatives aux produits de constructions</b>		
25	Façades rideaux	SIA	Norme 329
26	Fenêtres et portes-fenêtres	SIA	Norme 331
27	Protection des baies contre le soleil et les intempéries	SIA	Norme 342
28	Portes	SIA	Norme 343
29	L'étanchéité des bâtiments	SIA	Norme 271

AEAI : Association des établissements cantonaux d'assurance incendie

SIA : Société suisse des ingénieurs et des architectes

Les normes, directives et recommandations de l'AEAI peuvent être consultées sur le site <http://bsvonline.ch> ou auprès de l'ECA Jura.

## Annexe 2

### Installations thermiques soumises au ramonage et fréquences de nettoyage

Les fréquences de nettoyage des installations thermiques se fondent sur un fonctionnement non perturbé de l'installation de chauffage, avec un temps d'exploitation normal. En cas d'encrassement supérieur ou inférieur à la normale, il faut, d'entente avec le propriétaire ou l'exploitant de l'immeuble, s'écarter des intervalles de nettoyage usuels.<sup>[10\)](#)</sup>

Installations thermiques soumises au ramonage		Fréquences
<b>I. Installations servant au chauffage de locaux, à la préparation d'eau chaude et à la cuisson (sans cuisinières à gaz)</b>		
1.	Installations à combustibles liquides	
1.1	Installations avec brûleur à évaporation d'huile (fourneaux à mazout)	2 fois par an
1.2	Installations avec brûleur à air pulsé $\leq 70$ kW	1 fois par an
1.3	Installations avec brûleur à air pulsé $> 70$ kW	2 fois par an
2.	Installations à combustibles solides	
2.1	Installations de chauffage à tirage naturel	2 fois par an
2.2	Installations de chauffage avec régulation des gaz de combustion	2 fois par an
2.3	Installations d'appoint (cheminée de salon, fourneaux-cheminées, etc.)	1 fois par an*
	*) en cas d'exploitation purement occasionnelle : d'entente avec le propriétaire ou l'exploitant de l'immeuble	
3.	Installations à combustibles gazeux	
3.1	Installations avec brûleur à air pulsé $\leq 70$ kW	1 fois tous les 2 ans
3.2	Installations avec brûleur à air pulsé $> 70$ kW	1 fois par an
3.3	Installations avec brûleur atmosphérique	1 fois tous les 2 ans



4. Installations de chauffage à plusieurs combustibles

Les fréquences de nettoyage indiquées sous chiffres I.1, I.2 et I.3 sont applicables par analogie en fonction de la durée d'exploitation de l'installation avec chacun des combustibles.

**II. Installations de chauffage professionnelles et industrielles**

Il s'agit des installations de chauffage qui ne tombent pas sous les catégories précitées (fumeurs, chaudrons de fromagerie, fours à pâtisserie, chaudières à vapeur, étuves à émailler, installations de séchage, etc.).

Les fréquences de contrôle et de nettoyage doivent être fixées d'entente avec la direction de l'exploitation.

## Annexe 3

### Taxe de base, taxes par objet, taxe selon le temps effectif et salaire horaire

#### I. Taxe de base

La taxe de base correspond à dix-sept minutes selon le salaire horaire du maître ramoneur.

Pour les immeubles avec chauffages individuels pouvant être nettoyés en une seule opération, la taxe de base s'élève à cinq minutes par appartement, mais au moins à dix-sept minutes par immeuble.

#### II. Taxes par objet et taxe selon le temps effectif

##### 1. Chauffages centraux (conduits de fumée, quelle que soit leur longueur, et tuyaux de raccordement jusqu'à 3 m de longueur inclus )

Chaudière	Puissance en kW	Temps (en minutes)
Jusqu'à	30	50
30.1	- 40	60
40.1	- 50	65
50.1	- 60	70
60.1	- 70	75
70.1	- 80	80
80.1	- 90	85
90.1	- 100	90
100.1	- 150	110
150.1	- 200	125
200.1	- 250	140
250.1	- 300	155
300.1	- 350	170
350.1	- 400	180
400.1	- 450	190
450.1	- 500	200

500.1	- 600	210
600.1	- 700	220
700.1	- 800	230
800.1	- 900	240
900.1	- 1 000	250
Pour les installations au-delà de 1 000 kW		temps effectif

### 1.2 Majoration pour chicanes et éléments d'aide à la combustion

Jusqu'à	5	Compris dans le temps imparti
A partir de	6	1/10 du temps imparti

### 1.3 Nettoyages des installations de filtrage

temps effectif

## 2. Cuisinières, poêles en faïence et fours à chauffage central avec 3 carneaux

Jusqu'à	20 kW	45
Dès	20.1 kW	55
Majoration pour chaque carneau supplémentaire ( 2 carneaux de moins de 50 cm chacun représentant 1 carneau )		4
Majoration pour four à rôtir		4

## 3. Fourneaux, fourneaux à banc, fourneaux portatifs, fourneaux en faïence, fourneaux de bain, fours et installations similaires

Taxe de base avec un carneau		12
Majoration pour chaque carneau supplémentaire ( 2 carneaux de moins de 50 cm chacun représentant 1 carneau)		4
Majoration par chapiteau		6

## 4. Cuisinières à trous

Taxe de base avec 3 trous de cuisson		10
Majoration pour chaque trou supplémentaire ( sont considérés comme trous de cuisson le four, le bain- marie amovible ou fixe et les plaques de cuisson)		4
Majoration pour chauffe-eau et bouilleur intégrés		4

**5. Cuisinières à plaques**

Jusqu'à une surface de cuisinière de 30 dm <sup>2</sup>	18
Majoration pour chaque tranche de 10 dm <sup>2</sup> supplémentaire	4
Majoration pour chauffe-eau et bouilleur intégrés	4
Majoration pour four à rôtir	4

**6. Fourneaux à mazout**

Jusqu'à 10 kW, 1 brûleur	20
Dès 10.1 kW, 1 brûleur	25
Majoration pour le démontage et le montage du dispositif d'allumage électrique	5
Pulseur d'air nécessaire à la combustion	10

**7. Cheminées de salon, fumeurs, chambres-fumeurs et installations similaires**

temps effectif

**8. Conduits de fumée et tuyaux**

Pour les chauffages centraux ( chiffre 1 ), le contrôle et le nettoyage des conduits de fumée, quelle que soit leur longueur, et des tuyaux de raccordement allant jusqu'à 3 m de longueur sont compris dans le temps imparti. Pour les tuyaux de plus 3 m de longueur, la position 8.4 est applicable. Pour tous les chauffages centraux spéciaux ( chiffre 2 ) et les fourneaux isolés ( chiffres 3 à 7 ), le contrôle et le nettoyage du conduit de fumée et des tuyaux de raccordement excédant 1 m de longueur sont facturés séparément.

**8.1 Conduits de fumée** (pour les installations thermiques mentionnées aux chiffres 2 à 7)

Jusqu'à 9.00 m de longueur	12
9.01 – 15.00 m de longueur	16
15.01 m de longueur et plus	20

**8.2 Conduits de fumée pénétrables**

Conduits de fumée dans lesquels le ramoneur doit pénétrer pour procéder au nettoyage

temps effectif

**8.3 Brûlage**

temps effectif

**8.4 Tuyaux de raccordement excédant 1 m** (pour les installations thermiques mentionnées aux chiffres 2 à 7) **ou 3 m** (pour les installations thermiques mentionnées au chiffre 1)

1.01 - 5.00 m de longueur	6
5.01 - 8.00 m de longueur	10
8.01 m de longueur et plus ( pour le calcul, deux coudes constituent 1 m )	temps effectif

**9. Installations de chauffage à gaz**

Installations et conduits de fumée	temps effectif
------------------------------------	----------------

**10. Installations industrielles**

Installations dans des exploitations artisanales, industrielles et similaires qui ne servent pas au chauffage de locaux	temps effectif
---	----------------

<b>11. Travaux de contrôle</b>	temps effectif
--------------------------------	----------------

**12. Nettoyage avec des produits alcalins**

Les coûts supplémentaires ne doivent pas excéder env. 50 % des coûts du nettoyage mécanique, sans compter la taxe de base. Dans ces coûts sont compris le temps de travail supplémentaire et le matériel.

**III.<sup>8)</sup> Salaire horaire**

Le salaire horaire (sans TVA) déterminant pour le calcul de la taxe de base, des taxes par objet et de la taxe selon le temps effectif est le suivant :

	Par heure	Par minute
– Maîtres ramoneurs, employés	Fr. 78.00	Fr. 1.30
– Apprentis (uniquement pour le travail selon le temps effectif)	Fr. 26.40	Fr. 0.44

Le présent salaire horaire est arrêté à l'indice des prix à la consommation (IPC) de septembre 2020 : 98.5 points (décembre 2010 = 100).

Le Département indexe, par voie d'arrêté, le salaire horaire en fonction de l'indice des prix à la consommation chaque fois que celui-ci a varié de 3 % depuis la dernière adaptation.

- 1) [RSJU 871.1](#)
- 2) RSJU 173.31
- 3) [RSJU 173.11](#)
- 4) [RSJU 175.1](#)
- 5) Cette recommandation peut être consultée ou commandée auprès de l'ECA Jura, à Saignelégier
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. XXIV de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 7) Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 février 2015
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 février 2022

## TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>90</b>	<b><i>Développement général de l'économie</i></b>
<b>901</b>	<b><i>En général</i></b>
901.1	Loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale
901.111	Arrêté du Parlement du 27 novembre 2013 relatif au sixième programme de développement économique 2013-2022 (étape 1 : 2013-2017)
901.112	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 relatif à l'aménagement de structures immobilière, financière et promotionnelle propres à favoriser la création d'activités économiques
901.21	Décret du 6 décembre 1978 concernant les mesures d'organisation à prendre en matière de développement de l'économie
901.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'acquisition et l'équipement de terrains
901.42	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'encouragement de l'économie jurassienne (Fonds de développement économique)
901.51	Arrêté du Gouvernement du 24 mars 2009 instituant un "Prix du Gouvernement de la République et Canton du Jura en faveur de l'innovation et de l'excellence"
901.6	Loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes
901.61	Ordonnance du 27 juin 2006 relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique
901.62	Directives du Gouvernement du 9 juin 2015 concernant l'octroi de contributions financières visant à favoriser la création, l'extension, l'implantation d'entreprises industrielles ou de services ainsi qu'à promouvoir la commercialisation des produits et services de l'économie jurassienne
901.72	Règlement de la commission consultative pour le développement de l'économie du 5 avril 2011
901.81	Arrêté du Parlement du 9 décembre 2020 portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)
901.811	Ordonnance du 10 décembre 2020 concernant les mesures de soutien aux entreprises jurassiennes en difficulté suite à l'épidémie de COVID-19

---

902	<i>Dans les régions de montagne</i>
902.0	Loi du 21 mai 2008 portant introduction à la loi fédérale sur la politique régionale
902.111	Directives du Département de l'Economie du 6 mai 2003 relatives à la loi du 17 décembre 1999 portant introduction à la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne
<b>91</b>	<b><i>Agriculture</i></b>
910	<i>Développement général</i>
910.1	Loi du 20 juin 2001 sur le développement rural
910.11	Décret du 20 juin 2001 sur le développement rural
910.14	Ordonnance du 24 juin 2014 relative au versement de contributions à la biodiversité et à la qualité du paysage
910.91	Arrêté du Parlement du 21 avril 2004 portant approbation de la convention en vue de la création d'une institution commune au Jura et Jura bernois en matière d'agriculture
913	<i>Améliorations foncières</i>
913.1	Loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles
913.113	Ordonnance du 18 août 1992 réglant la procédure de réquisition et d'inscription d'un remaniement parcellaire au registre foncier
913.114	Ordonnance du 15 janvier 1991 sur les subventions en matière de construction des installations de stockage des engrais organiques
914	<i>Crédit agricole</i>
914.1	Décret du 20 juin 2001 sur les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et le fonds de développement rural
914.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes
914.12	Ordonnance du 22 février 1983 portant délégation de compétences au gérant des crédits agricoles
914.21	Règlement du fonds de développement rural durable du 20 janvier 2009
915	<i>Formation agricole</i>
915.11	Loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale



---

915.111	Ordonnance du 12 avril 2005 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.116	Décret du 19 mai 2004 concernant le financement de la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.119	Arrêté du Gouvernement du 5 octobre 1999 portant adhésion à la convention intercantonale du 7 février 1997 sur les contributions aux coûts de la formation professionnelle agricole
916	<i>Production et vente</i>
916.1	<i>Production végétale</i>
916.141	Ordonnance du 17 mai 2016 sur la viticulture et l'appellation des vins
916.141.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 11 avril 2019 relatives à l'application de l'ordonnance sur la viticulture et l'appellation des vins
916.2	<i>Protection des végétaux</i>
916.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la protection des cultures contre les organismes des espèces végétales et animales constituant un danger général (Ordonnance sur la protection des cultures)
916.4	<i>Production animale</i>
916.411	Décret du 20 juin 2001 sur l'élevage
916.411.1	Ordonnance du 22 octobre 2013 concernant l'organisation, le fonctionnement et l'indemnisation des commissions cantonales d'experts en matière d'appréciation d'animaux
916.413	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 juin 1974 instituant une contribution aux frais des détenteurs de bétail de la région de montagne et de la région préalpine des collines
916.450.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant application de la loi fédérale du 2 octobre 1964 modifiant l'arrêté sur le statut du lait
916.451.1	Ordonnance du 17 janvier 2012 sur le contrôle du lait
916.5	<i>Lutte contre les épizooties</i>
916.51	Ordonnance du 9 décembre 1997 portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties et l'élimination des déchets animaux

- 
- 916.57 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention signée entre les cantons de Berne, Fribourg et Soleure avec la coopérative des maîtres bouchers de Suisse centrale (GZM) concernant l'élimination des cadavres d'animaux
- 916.570 Arrêté du Parlement du 15 novembre 1989 portant approbation de l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Fribourg, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction de Lyss
- 916.571 Arrêté du Parlement du 29 avril 1992 portant approbation du complément à l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction GZM SA de Lyss
- 916.572 Arrêté du Parlement du 22 décembre 1995 portant approbation du contrat et du complément au contrat conclus entre les cantons d'Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Soleure, Vaud, Valais, ainsi que le Centre intercommunal des déchets carnés (CIDEK) agissant pour toutes les communes du canton de Genève, et l'Usine d'extraction GZM SA, à Lyss
- 916.6 *Assurance du bétail*
- 916.61 Loi du 26 octobre 1978 sur l'assurance du bétail
- 916.611.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'assurance du bétail
- 916.621 Ordonnance du 7 septembre 1982 concernant les accidents de bétail dus au libre parcours dans les Franches-Montagnes
- 916.7 *Commerce de bétail*
- 916.8
- 916.71 Arrêté du Parlement du 28 janvier 2015 concernant l'approbation de la convention intercantonale de dissolution du concordat sur le commerce de bétail (Convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail)
- 917 *Sécurité sociale*
- 917.32 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-accidents et la prévention des accidents dans l'agriculture

<b>92</b>	<b><i>Forêts, chasse, pêche</i></b>
<b>921</b>	<b><i>Forêts</i></b>
921.11	Loi du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111	Décret du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111.1	Ordonnance du 4 juillet 2000 sur les forêts
921.145	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1984 définissant des mesures spéciales en faveur de la protection de la forêt
921.473.1	Prescriptions de service pour les ingénieurs forestiers d'arrondissement du 11 mai 1982
921.591	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive à la convention du 21 mars 1968 relative à la création et à l'exploitation de l'Ecole intercantonale de gardes forestiers de Lyss
921.61	Décret du 6 décembre 1978 sur la répartition des frais entre les propriétaires de forêts et l'Etat, ainsi que les subventions cantonales en faveur de l'économie forestière
<b>922</b>	<b><i>Chasse, protection du gibier et des oiseaux</i></b>
922.11	Loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)
922.111	Ordonnance 6 février 2007 sur la chasse et la protection de la faune sauvage
922.31	Ordonnance du 16 septembre 2003 concernant l'octroi du permis temporaire de chasser
<b>923</b>	<b><i>Pêche</i></b>
923.11	Loi du 28 octobre 2009 sur la pêche
923.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur la pêche
923.121	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le développement et la protection de la pêche, ainsi que l'aménagement des eaux poissonneuses
923.131	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'affermage des eaux poissonneuses
923.21	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2003 concernant l'utilisation de poissons d'appât vivants dans les eaux de la République et Canton du Jura
923.26	Prescriptions du 6 décembre 1978 concernant l'établissement de viviers dans les eaux publiques
923.61	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds de la pêche
923.961	Arrêté du 6 décembre 1978 portant exécution de l'Accord conclu entre les services de la pêche de Suisse et de France concernant la pêche dans les eaux limitrophes du Doubs



## TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>93</b>	<b><i>Industrie et artisanat</i></b>
930	<i>Dispositions générales</i>
930.1	Loi du 26 septembre 2007 sur les activités économiques
931	<i>Mines</i>
931.1	Loi du 26 octobre 1978 sur l'exploitation des matières premières minérales (Loi sur les mines)
931.41	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les forages pétroliers (Ordonnance sur les forages)
935	<i>Services</i>
935.1	<i>Auberges et commerce de boissons alcooliques</i>
935.11	Loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)
935.111	Ordonnance du 30 juin 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce des boissons alcooliques (Ordonnance sur les auberges)
935.119	Ordonnance du 6 juillet 1999 concernant la délégation de compétences aux communes de plus de 5 000 habitants pour délivrer les autorisations de dépasser l'heure de fermeture
935.2	<i>Tourisme</i>
935.211	Loi du 22 juin 2022 sur le tourisme (LTour)
935.211.1	Ordonnance du 29 novembre 2022 portant exécution de la loi sur le tourisme (OTour)
935.211.51	Arrêté du Parlement du 21 octobre 1998 fixant la contribution des communes en faveur de Jura Tourisme
935.211.61	Arrêté du Gouvernement du 14 novembre 2017 fixant la taxe de séjour
935.253	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation industrielle des beautés de la nature

935.4                      *Spectacles*

935.41                      Loi du 24 juin 1998 sur les spectacles et les divertissements  
935.411                      Ordonnance du 26 janvier 1999 sur les spectacles et les divertissements

935.5                      *Loteries, paris et jeux*

935.51                      Loi du 26 octobre 1978 sur le jeu  
935.52                      Loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (LiLJAr)  
935.521                      Ordonnance d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (OLiLJAr)  
935.521.1                      Règlement du Gouvernement du 11 mai 2021 concernant le fonds d'utilité publique  
935.521.2                      Règlement du Gouvernement du 11 mai 2021 concernant la Délégation jurassienne à la Loterie Romande  
935.551                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation à titre professionnel d'appareils de jeu  
935.590                      Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA)  
935.591                      Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention romande sur les jeux d'argent (CORJA)

935.9                      *Activités lucratives soumises à autorisation*

935.91                      Loi du 24 octobre 2018 concernant les entreprises de pompes funèbres  
935.921.1                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences matrimoniales  
935.976.1                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la détention et la conduite de taxis dans les communes  
935.991.1                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice du métier de nettoyeur d'onglons  
935.991.2                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice de la maréchalerie  
935.993.1                      Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'exercice des professions de prêteur d'argent, d'entremetteur de prêts, de prêteur sur gages et de fripier  
935.993.2                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences privées de détectives et de recherches  
935.993.3                      Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les salons de coiffure

**94 Commerce***941 Poids et mesures*

941.1 Ordonnance du 29 novembre 2022 portant exécution de la législation fédérale sur la métrologie

*942 Prix*

942.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le contrôle des prix

*943 Exercice du commerce*

943.1 Loi du 20 octobre 2010 concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie (LProst)

943.11 Ordonnance d'exécution de la loi concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie du 6 mars 2012 (OProst)

943.21 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le courtage et le commerce d'immeubles, ainsi que sur le courtage d'appartements et de chambres

943.516.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant interdiction du colportage d'armes-atrapes et d'armes-jouets

943.521 Ordonnance du 31 mai 2005 portant exécution de la loi fédérale sur les substances explosibles

943.91 Convention administrative du 22 septembre 1999 sur les activités industrielles et artisanales réglementées

**95 Crédit***951 Instituts de crédit de droit public*

951.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la Banque cantonale du Jura

*952 Surveillance sur les banques et les caisses d'épargne*

952.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne

**97 Coopération**

971.111 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation de l'entente intergouvernementale entre le Québec et la République et Canton du Jura

- 971.112 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation du programme de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République des Seychelles et le Gouvernement de la République et Canton du Jura
- 971.113 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Arrangement créant le Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France
- 971.114 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Convention instituant la Communauté de travail du Jura
- 971.114.1 Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 portant approbation de l'accord sur la création de la Conférence TransJurassienne
- 971.115 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Commission française de la culture de l'Agglomération de Bruxelles et la République et Canton du Jura
- 971.116 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Territoire de Belfort et la République et Canton du Jura
- 971.117 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la Région wallonne et la République et Canton du Jura
- 971.118 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République et Canton du Jura
- 971.119 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura à l'Assemblée des régions d'Europe
- 971.120 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura au Centre européen du développement régional
- 971.121 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la République de Slovénie et la République et Canton du Jura
- 971.122 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration sur la coopération entre la République de Croatie et la République et Canton du Jura
- 971.123 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention-cadre entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura
- 971.124 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention (programme d'échanges de jeunes) entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura
- 971.125 Arrêté du Parlement du 20 mai 1992 relatif au programme de soins de santé primaires au Cameroun
- 971.125.1 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1995 octroyant un crédit pour le financement de la deuxième phase (années 1995 et 1996) du programme de soins de santé primaires au Cameroun



- 971.125.2 Arrêté du Parlement du 11 décembre 1996 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, première partie (années 1997 à 1999), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
- 971.125.3 Arrêté du Parlement du 19 janvier 2000 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, deuxième partie (années 2000 et 2001), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
- 971.125.4 Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2002-2005
- 971.125.5 Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2006-2009
- 971.126 Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Région de Moscou et la République et Canton du Jura
- 971.127 Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération entre la République de Slovaquie et la République et Canton du Jura
- 971.128 Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Communauté Autonome Basque et la République et Canton du Jura
- 971.129 Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de la Convention de coopération entre le Gouvernement Basque et la République et Canton du Jura relative au cofinancement d'un projet d'aide en soins de santé primaires dans le Département de la Mefou (Cameroun)
- 971.130 Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Haut-Rhin et la République et Canton du Jura
- 971.131 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et les organismes publics locaux (Accord de Karlsruhe)
- 971.132 Arrêté du Parlement du 19 novembre 1997 portant approbation de la convention de création du Conseil du Rhin Supérieur
- 971.133 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de la Convention intercantonale relative à la mise en œuvre de l'initiative communautaire INTERREG II
- 971.134 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord-cadre relatif à la mise en œuvre du programme d'initiative communautaire INTERREG II concernant la Franche-Comté et les cantons suisses membres de la Communauté de travail du Jura

- 974.171 Arrêté du Parlement du 21 mars 2001 portant ratification de l'Entente entre le Conseil régional de la Vallée d'Aoste, le Parlement de la Communauté française de Belgique et le Parlement de la République et Canton du Jura instituant un Comité de coopération interparlementaire
- 974.172 Arrêté du Parlement du 24 octobre 2001 portant adhésion du Parlement de la République et Canton du Jura à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

## Décret sur le développement rural

du 20 juin 2001

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 178 de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr)<sup>1</sup>,

vu la loi du 20 juin 2001 sur le développement rural<sup>2</sup>,

arrête :

### SECTION 1: Dispositions générales

But

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent décret a pour but de permettre à l'agriculture d'assumer les multiples fonctions que lui assigne le droit fédéral.

<sup>2</sup> Il met en œuvre la politique agricole cantonale telle qu'elle est définie par la loi sur le développement rural.

<sup>3</sup> Il applique et complète les mesures fédérales de politique agricole et de développement rural par des mesures cantonales.

Mesures

**Art. 2** Le but du présent décret est réalisé en :

- a) diversifiant la production et en encourageant les spécialités régionales;
- b) diversifiant les activités;
- c) favorisant la mise en valeur et l'écoulement des produits agricoles;
- d) encourageant une agriculture productive et ménageant l'environnement;
- e) améliorant la capacité concurrentielle de l'agriculture;
- f) valorisant la qualité de la production;
- g) favorisant la collaboration entre agriculteurs;
- h) favorisant la collaboration entre les diverses branches d'activité économique concernées par la production, la transformation, la fabrication et la vente de denrées alimentaires.

Autorités  
compétentes

**Art. 3** <sup>1</sup> Le développement rural, en particulier l'application de la politique agricole cantonale, est placé sous la surveillance du Gouvernement qui l'exerce par le Département de l'Economie.

<sup>2</sup> Le Service de l'économie rurale est le service compétent en matière de développement rural.

Collaboration

**Art. 4** Le Service de l'économie rurale collabore avec les services intéressés de l'Etat et de la Confédération et avec les organisations professionnelles quand les mesures à prendre sont en rapport avec le développement rural.

## SECTION 2 : Subventions et prêts

Principe

**Art. 5** <sup>1</sup> L'Etat encourage le développement rural par des subventions et des prêts octroyés en application de la législation fédérale et des dispositions des sections 4 à 9.

<sup>2</sup> Il peut allouer des subventions et octroyer des prêts dans les cas où la Confédération n'en accorde pas.

Exigences de formation

**Art. 6** L'article 25 de la loi sur le développement rural<sup>2)</sup> fixant des exigences de formation pour bénéficier de contributions cantonales en matière de crédits d'investissements et d'amélioration des structures est réservé.

Priorités

**Art. 7** Les mesures sont soutenues compte tenu de l'intérêt qu'elles représentent pour le développement rural, de leur urgence et de la politique agricole cantonale.

Fixation des taux

**Art. 8** <sup>1</sup> Les taux de subvention ou de prêts sont déterminés en fonction des critères suivants :

- a) nature du projet réalisé et conformité aux objectifs du développement rural;
- b) zones du cadastre de la production;
- c) charge qu'impose le projet au maître de l'ouvrage;
- d) moyens propres fournis par le maître de l'ouvrage lors de la réalisation du projet.

<sup>2</sup> Le cas échéant, il peut être renoncé à l'octroi d'une subvention ou d'un prêt.

Taux des  
subventions  
ou des prêts

**Art. 9** Le taux maximum des subventions ou des prêts est le suivant :

- a) zone de plaine : 40 % du devis de base;
- b) zone des collines et zone de montagne I : 50 % du devis de base;
- c) zone de montagne II et III : 60 % du devis de base.

Mise en chantier

**Art. 10** La réalisation d'un projet ne peut débuter que si le Service de l'économie rurale a délivré une autorisation écrite de mise en chantier.

Révocation de la  
subvention et du  
prêt

**Art. 11** Le Gouvernement peut révoquer ou modifier la promesse de subvention ou de prêt :

- a) si le bénéficiaire ne respecte pas les conditions et les charges imposées;
- b) si l'entreprise est suspendue ou modifiée ou si, sans motifs suffisants, les délais d'exécution ne sont pas observés.

Versement des  
subventions et  
des prêts

**Art. 12** <sup>1</sup> Les subventions ou les prêts sont versés sur la base du décompte final, accompagné des factures acquittées et signées, remis au Service de l'économie rurale un an au plus tard après la fin des travaux.

<sup>2</sup> Des acomptes peuvent être versés en fonction de l'avancement des travaux.

Ressources  
financières

**Art. 13<sup>9)</sup>** Les subventions et les prêts octroyés en vertu du présent décret sont inscrits au budget.

Compétence  
pour l'octroi des  
prêts

**Art. 13a<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Les organes désignés par le décret sur les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et les prêts de développement rural<sup>3)</sup> sont également compétents pour octroyer les prêts.

<sup>2</sup> Au surplus la législation fédérale et cantonale en matière de crédits d'investissements dans l'agriculture s'applique par analogie.

### **SECTION 3 : ...<sup>11)</sup>**

**Art. 14 à 16<sup>11)</sup>**

## SECTION 4 : Diversification des productions et spécialités régionales

Principe	<b>Art. 17</b> L'Etat favorise la diversification des productions et la production de spécialités régionales.
Affectation des prêts	<b>Art. 18</b> Des prêts et des subventions sont accordés pour financer les investissements liés à la diversification des productions et à la production de spécialités.
Projets encouragés	<p><b>Art. 19</b> Peuvent notamment faire l'objet de prêts et de subventions les projets ayant pour but de développer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des productions à des fins non alimentaires;</li> <li>b) des productions liées à la mise en valeur de sous-produits;</li> <li>c) des productions nouvelles dans une entreprise agricole;</li> <li>d) des productions de spécialités.</li> </ul>
Bénéficiaires	<p><b>Art. 20</b> <sup>1</sup> Les personnes exploitant une entreprise agricole à titre personnel, principal ou accessoire, peuvent bénéficier de prêts et de subventions.</p> <p><sup>2</sup> Des prêts et des subventions peuvent également être accordés pour financer l'étude et la réalisation de mesures collectives liées à la diversification des productions et des spécialités régionales.</p>

## SECTION 5 : Diversification des activités

Principe	<p><b>Art. 21</b> <sup>1</sup> L'Etat favorise la diversification des activités dans l'agriculture.</p> <p><sup>2</sup> L'Etat encourage la création et le maintien d'emplois complémentaires à l'agriculture dans les régions rurales.</p>
Affectation des prêts	<p><b>Art. 22</b> <sup>1</sup> Des prêts et des subventions sont accordés pour financer les investissements liés à la diversification des activités.</p> <p><sup>2</sup> Ils le sont dans la mesure où ils ne faussent pas le jeu de la libre concurrence dans la région concernée.</p>

Projets encouragés **Art. 23** Peuvent notamment faire l'objet de prêts et de subventions, les projets ayant pour but d'exercer une activité dans les domaines suivants :

- a) tourisme rural;
- b) artisanat;
- c) services.

Bénéficiaires **Art. 24** <sup>1</sup> Les personnes exerçant une activité agricole à titre principal ou accessoire peuvent bénéficier de prêts et de subventions.

<sup>2</sup> Des prêts et des subventions peuvent également être accordés pour financer l'étude et la réalisation de mesures collectives liées à la diversification des activités.

## SECTION 6 : Mise en valeur et écoulement de produits agricoles

Principe **Art. 25** <sup>1</sup> L'Etat encourage la mise en valeur et l'écoulement des produits agricoles.

<sup>2</sup> Il soutient notamment les mesures tendant à identifier les produits agricoles et les produits agricoles transformés en provenance du territoire jurassien en vue d'en faciliter l'écoulement.

Marque de garantie avec indication de provenance **Art. 26** <sup>1</sup> L'Etat crée une marque de garantie avec indication de provenance intitulée : "Spécialité de la République et Canton du Jura".

<sup>2</sup> La marque est déposée auprès de l'Office fédéral de la propriété intellectuelle.

<sup>3</sup> Elle est attribuée aux produits agricoles, aux produits agricoles transformés et aux services satisfaisant aux exigences formulées dans un cahier des charges établi pour chaque produit et pour chaque service.

Commission des marques **Art. 27** <sup>1</sup> En vue de contribuer à améliorer la qualité des produits agricoles et d'en faciliter l'écoulement, l'Etat crée une commission des marques.

<sup>2</sup> La commission se compose de neuf personnes au moins représentant l'Etat, les producteurs, les transformateurs et les consommateurs.

<sup>3</sup> Les membres de la commission sont nommés par le Gouvernement pour la législature; leur mandat est renouvelable deux fois.<sup>[12\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La commission a notamment pour mandat, en collaboration avec les associations professionnelles intéressées :

- a) la promotion de l'identification des produits agricoles et des produits agricoles transformés, notamment les indications géographiques, les appellations d'origine et les dénominations traditionnelles;
- b) l'exécution des tâches incombant au Canton en application des articles 14, 15 et 16 de la loi fédérale sur l'agriculture<sup>[1\)](#)</sup>;
- c) la définition ou la reconnaissance du cahier des charges de chaque produit;
- d) l'octroi du droit d'usage de la marque;
- e) la tenue du registre des produits agricoles, des denrées alimentaires et des services dont les marques ont été déposées;
- f) la promotion globale de la marque;
- g) le contrôle du respect du cahier des charges pour chaque produit et pour chaque service;
- h) la lutte contre les usages frauduleux des marques déposées;
- i) la présentation d'un rapport annuel au Gouvernement.

<sup>5</sup> Le Gouvernement peut confier tout ou partie des tâches dévolues à la commission à des organisations agricoles, à des collectivités ou à des établissements.<sup>[8\)](#)</sup>

Commercialisation

**Art. 28** <sup>1</sup> L'Etat peut soutenir la création d'infrastructures de commercialisation par l'octroi de prêts et de subventions.

<sup>2</sup> Il peut participer au financement de marchés tendant à faciliter l'écoulement de la production agricole par l'octroi de subventions.

## **SECTION 7 : Production ménageant l'environnement et sauvegarde des espèces**

Principe

**Art. 29** <sup>1</sup> L'Etat favorise la production ménageant l'environnement.

<sup>2</sup> Il prend des mesures visant à :

- a) sauvegarder les espèces animales et végétales menacées;
- b) réduire les nuisances occasionnées par les activités agricoles aux éléments naturels;
- c) maintenir la beauté et la diversité des paysages.



Agriculture  
biologique

**Art. 30** L'Etat peut octroyer un prêt ou une subvention en cas de conversion d'une exploitation agricole à la pratique de l'agriculture biologique.

Utilisation  
durable des  
ressources  
naturelles

**Art. 30a<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> L'Etat peut, en complément à celles octroyées par le Confédération, octroyer des contributions pour des projets régionaux ou propres à une branche qui visent à améliorer l'utilisation durable des ressources naturelles.

<sup>2</sup> Le montant de ces contributions s'élève à 20 % au plus des coûts pris en compte pour la réalisation des projets et des mesures.

## SECTION 8 : Mesures de politique agricole fédérale

Principe

**Art. 31<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'économie rurale est chargé de l'application de la législation fédérale relative aux paiements directs et aux autres contributions.

<sup>2</sup> Il est compétent pour déterminer le droit aux contributions, pour déterminer le mode d'enregistrement des données et les délais d'annonce ainsi que pour rendre les décisions nécessaires.

Contrôle et  
inspections des  
exploitations

**Art. 31a<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'économie rurale vérifie les données fournies par les exploitations, le respect des charges et des conditions ainsi que le droit aux aides individuelles.

<sup>2</sup> A cet effet, il peut, sur requête, consulter les données personnelles, même celles sensibles, détenues par d'autres unités administratives, y compris les données des autorités fiscales portant sur le revenu imposable au titre de l'impôt fédéral direct et la fortune nette des exploitants dans le domaine des paiements directs, pour autant que lesdites données soient nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.<sup>19)</sup>

<sup>3</sup> Le Service de l'économie rurale peut, sur requête, donner accès, y compris en ligne, aux données en sa possession à :

- a) d'autres unités administratives ou autorités cantonales ou communales pour autant que lesdites données soient nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales;
- b) des tiers avec lesquels il collabore ou auxquels des tâches d'exécution, en particulier de contrôle, ont été confiées en vertu de l'article 32, pour autant que ces données soient nécessaires à l'accomplissement de ces tâches;
- c) des tiers disposant d'une autorisation de la personne concernée, dans la mesure où ladite autorisation le permet.<sup>19)</sup>

Coordination **Art. 31b<sup>15)</sup>** Le Service de l'économie rurale assure la coordination avec les inspections qui doivent être réalisées en vertu d'autres dispositions légales, notamment en matière de protection des animaux et de protection des eaux.

Collaboration et délégation  
a) Principe **Art. 32<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'économie rurale peut assumer les tâches qui lui incombent en vertu des articles 31, 31a et 31b en collaboration avec d'autres cantons ou d'autres instances.

<sup>2</sup> Le Département de l'Economie peut également confier tout ou partie de ces tâches à des organismes de contrôle.<sup>17)</sup>

b) Indemnisation **Art. 32a<sup>15)</sup>** Dans la mesure où ils ne sont pas rémunérés directement par les exploitants, les tiers auxquels des tâches sont déléguées sont indemnisés en fonction du temps de travail et des frais effectifs, ou au moyen d'un forfait calculé sur cette base.

**Art. 33<sup>18)</sup>**

Financement  
a) Exploitants **Art. 33a<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Les frais de contrôles assumés par les tiers auxquels des tâches sont déléguées peuvent être couverts par des cotisations ou des émoluments perçus directement auprès des exploitants.

<sup>2</sup> Les frais de contrôles peuvent être mis à charge des exploitants.

<sup>3</sup> Les frais sont déterminés chaque année par le Service de l'économie rurale en fonction du coût effectif des contrôles et inspections réalisés.

<sup>4</sup> Ils peuvent, avec l'accord des exploitants, être directement déduits des contributions octroyées.

**Art. 33b<sup>18)</sup>**

## SECTION 9 : Dispositions particulières

Collaborations extérieures **Art. 34** L'Etat et ses services collaborent aux activités propres à favoriser le développement rural.

Activités culturelles **Art. 35** Les activités culturelles en milieu rural peuvent être soutenues par l'Etat.

## SECTION 10 : Voies de droit, dispositions transitoires et finales

Voies de droit

**Art. 36** Les décisions rendues en vertu du présent décret peuvent faire l'objet d'un recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>6)</sup>. L'article 16, alinéa 2, demeure réservé.

**Art. 37**<sup>18)</sup>

Abrogation

**Art. 38** Le décret du 30 novembre 1994 sur le développement rural est abrogé.

Entrée en vigueur

**Art. 39** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>7)</sup> du présent décret.

Delémont, le 20 juin 2001

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Marcel Hubleur  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

1) [RS 910.1](#)

2) [RSJU 910.1](#)

3) [RSJU 914.1](#)

4) [RS 910.13](#)

5) [RS 910.91](#)

6) [RSJU 175.1](#)

7) 1<sup>er</sup> septembre 2001

8) Nouvelle teneur selon l'article 26, alinéa 2, de la loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale ([RSJU 915.11](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2004

9) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005

10) Introduit par le ch. I du décret du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005

- <sup>11)</sup> Abrogé(e)(s) par le ch. I du décret du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2005
- <sup>12)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. XXVI de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- <sup>13)</sup> Introduit par le ch. I du décret du 21 novembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- <sup>14)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 17 décembre 2014 portant modification des actes législatifs liés à des mesures d'économie dans le domaine de l'agriculture, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- <sup>15)</sup> Introduit par le ch. II de la loi du 17 décembre 2014 portant modification des actes législatifs liés à des mesures d'économie dans le domaine de l'agriculture, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- <sup>16)</sup> Abrogé par le ch. II de la loi du 17 décembre 2014 portant modification des actes législatifs liés à des mesures d'économie dans le domaine de l'agriculture, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- <sup>17)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 19 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021
- <sup>18)</sup> Abrogé par le ch. I du décret du 19 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021
- <sup>19)</sup> Introduit par le ch. I du décret du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023

## Ordonnance sur les forêts

du 4 juillet 2000

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 13, 38, 39, 40, 47, alinéa 3, et 56, alinéa 4, de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts (LFOR)<sup>[1](#)</sup>,

vu les articles 15, alinéa 4, et 26, alinéa 2, du décret du 20 mai 1998 sur les forêts (DFOR)<sup>[2](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Généralités

But **Article premier** La présente ordonnance a pour but de définir des règles d'exécution de la loi et du décret sur les forêts.

Terminologie **Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### CHAPITRE II : Fonds cantonal de conservation de la forêt

Création du fonds, alimentation **Art. 3** <sup>1</sup> Conformément à l'article 12, alinéa 2, de la loi sur les forêts, il est créé le fonds cantonal de conservation de la forêt.

<sup>2</sup> Le fonds est alimenté par :

- a) les taxes de compensation prélevées en vertu de l'article 10 de la loi sur les forêts;
- b) la part de l'Etat aux contributions de plus-value prélevées en vertu de l'article 11 de la loi sur les forêts;
- c) les intérêts du fonds.

Affectation des  
ressources du  
fonds

**Art. 4** Les ressources du fonds servent, par l'octroi d'aides financières, à financer des mesures de conservation de la forêt (art. 13, al. 2, LFOR). Sont notamment réputées telles les mesures suivantes :

- a) le soutien aux mesures d'entraide de l'économie forestière visant à améliorer durablement ses performances;
- b) l'introduction d'essences nobles dans des stations adaptées;
- c) l'inventaire des provenances autochtones de haute valeur et des essences rares, ainsi que les mesures propres à les propager dans le Canton (récolte de semences, production de plants, plantation);
- d) le soutien à des projets de recherche en sylviculture;
- e) la création de réserves forestières;
- f) les mesures accessoires de récréation de peuplements conformes à la station qui ne bénéficient pas de subventions (par exemple protection contre le gibier);
- g) l'acquisition par une collectivité de biens-fonds qui recèlent des formations forestières ou des biotopes particuliers en vue de leur conservation, à l'exclusion des frais d'entretien;
- h) les mesures renforçant la fonction sociale d'importance cantonale de certaines forêts ou pâturages boisés;
- i) le soutien à des mesures de conservation de formations forestières de grande valeur paysagère.

Modalités  
d'octroi

**Art. 5** <sup>1</sup> Les propriétaires de forêts qui entendent réaliser des mesures qui correspondent à celles énumérées à l'article 4 peuvent solliciter le soutien financier du fonds. Ils présentent une requête auprès de l'arrondissement forestier, accompagnée d'un devis et de tous documents utiles (plans, relevés, etc.). Si la demande émane de l'Association cantonale des propriétaires de forêts (art. 4, lettre a), celle-ci adresse sa requête directement à l'Office de l'environnement.

<sup>2</sup> L'arrondissement forestier examine le dossier de requête, le fait compléter au besoin, puis le transmet à l'Office de l'environnement<sup>10)</sup> avec un bref rapport.

<sup>3</sup> L'Office de l'environnement gère le fonds. A ce titre, il évalue la recevabilité de la requête, notamment en tenant compte des ressources disponibles du fonds. Il préavise la requête à l'intention du Département de l'Environnement et de l'Équipement.

<sup>4</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Équipement statue sur les requêtes. Il tient compte de l'intérêt public des mesures de conservation, de la durabilité des effets recherchés, ainsi que de la part prise par le requérant et par des tiers éventuels aux frais des mesures. Il peut assortir l'octroi d'un soutien du fonds de conditions particulières visant à garantir l'affectation conforme et durable des ressources du fonds. Il traite les demandes selon l'ordre défini à l'article 4 (ordre de priorité).

<sup>5</sup> Sur la base de la décision du Département, un contrat est conclu entre l'Office de l'environnement et le requérant.

Taux maximum

**Art. 6** La part du fonds aux frais de réalisation des mesures, y compris la planification et la direction des travaux, est au maximum de :

- a) 40 % pour des mesures de portée locale;
- b) 60 % pour des mesures de portée régionale ou cantonale.

Conditions  
générales  
d'octroi

**Art. 7** <sup>1</sup> Si les aides financières du fonds sont combinées avec d'autres aides du Canton et de la Confédération, le cumul ne peut dépasser les taux fixés à l'article 6.

<sup>2</sup> Il n'existe aucun droit direct à l'octroi d'un soutien du fonds. Un tel droit naît seulement au moment où la décision d'octroi est prise.

### **CHAPITRE III : Dispositions financières relatives aux propriétaires de forêts publiques**

#### **SECTION 1 : Compte forestier**

Principes, buts

**Art. 8** <sup>1</sup> Les propriétaires de forêts publiques tiennent une comptabilité forestière (art. 38, al. 1, LFOR).

<sup>2</sup> Le compte forestier a pour but de permettre le contrôle de la gestion forestière et l'efficacité de celle-ci par les organes de gestion et par les autorités communales. Il sert de base à la statistique forestière officielle.

<sup>3</sup> Le rendement des forêts est affecté en priorité aux soins cultureux et à l'amélioration des structures de l'exploitation forestière (art. 38, al. 2, LFOR).

Contenu et  
structure

**Art. 9** Pour autant que le Gouvernement n'en dispose pas autrement, les dispositions du décret concernant l'administration financière des communes<sup>3)</sup> s'appliquent intégralement au compte forestier, en ce qui concerne son contenu et sa structure.

Compétences de  
l'Office de  
l'environnement

**Art. 10** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement peut demander à se faire remettre un exemplaire du compte forestier ou un extrait de celui-ci, notamment dans le cadre de l'examen d'une demande de prélèvement aux fonds de réserve forestiers, d'une demande de subvention ou d'une demande de crédit d'investissement.

<sup>2</sup> S'il constate des erreurs de comptabilisation, il peut en exiger la correction. Il en informe le Service des communes qui en tiendra compte lors du prochain apurement du compte forestier. Les dispositions des articles 53 et suivants de la loi sur les communes<sup>4)</sup> demeurent réservées.

## SECTION 2 : Fonds de réserve forestiers

Fonds à  
constituer

**Art. 11** Les propriétaires de forêts publiques sont tenus de constituer un fonds d'exploitation et un fonds d'anticipation (art. 39, al. 1, LFOR).

Dispense

**Art. 12** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement peut, sur demande, dispenser les propriétaires de forêts publiques peu étendues de l'obligation de constituer des fonds de réserve (art. 39, al. 2, LFOR), notamment lorsque la forêt ne permet de réaliser qu'occasionnellement une recette.

<sup>2</sup> La renonciation à constituer l'un ou l'autre fonds ne dispense pas de l'obligation de tenir un compte forestier et d'établir un plan de gestion.

Base des fonds

**Art. 13** La base permettant d'alimenter les fonds de réserve est le compte forestier.

Fonds  
d'exploitation  
a) But

**Art. 14** <sup>1</sup> Le fonds d'exploitation vise à réserver des moyens destinés à financer des travaux forestiers extraordinaires, des infrastructures nécessaires à la gestion, ainsi que des engins d'exploitation et des équipements de gestion.



- b) Affectation <sup>2</sup> Les ressources du fonds d'exploitation sont affectées aux usages suivants :
- a) réalisation de travaux importants pour lesquels la recette annuelle provenant de l'entreprise forestière ne suffit pas, tels que voies de desserte, reconstitution de forêts, hangars et bâtiments d'exploitation, acquisition de machines, d'engins et d'équipements coûteux, etc.;
  - b) couverture des frais d'établissement des bases d'aménagement et du plan de gestion, ainsi que des frais d'abornement;
  - c) acquisition de biens-fonds forestiers et constitution de droits, lorsque le fonds d'anticipation ne suffit pas à cet effet;
  - d) participation à des mesures d'entraide extraordinaires (acquisition d'engins ou d'installations communautaires, participation au capital de sociétés ou de coopératives liées à l'économie forestière, etc.).

- c) Alimentation **Art. 15** <sup>1</sup> Sont versés au fonds d'exploitation :
- a) les 10 % du produit annuel net de l'exploitation ordinaire selon le compte forestier, sous déduction des éventuels impôts sur le revenu et la fortune (bourgeoisies, sections de commune);
  - b) les intérêts du fonds.

<sup>2</sup> En présence de circonstances particulières, l'Office de l'environnement peut, sur demande, libérer entièrement ou partiellement un propriétaire de forêt de l'obligation d'effectuer un ou plusieurs versements annuels.

<sup>3</sup> Le fonds d'exploitation sera alimenté régulièrement jusqu'à ce qu'il atteigne le montant minimal fixé dans le plan de gestion. Le montant minimal est égal, en règle générale, au double de la recette annuelle brute des ventes de bois correspondant à la quotité normale.

Fonds d'anticipation  
a) But

**Art. 16** <sup>1</sup> Le fonds d'anticipation vise à permettre l'atténuation des écarts annuels du compte forestier, notamment lors de surexploitations et de sous-exploitations par rapport à la possibilité, ainsi qu'à compenser des diminutions du capital forestier, consécutives à des atteintes de tiers.

- b) Affectation <sup>2</sup> Les ressources du fonds d'anticipation sont affectées aux usages suivants :
- a) compenser les moins-values d'exploitations annuelles, étant entendu que les intérêts seront affectés en premier lieu à cette fin;
  - b) acquérir des biens-fonds forestiers et constituer des droits;
  - c) financer des investissements importants lorsque les ressources du fonds d'exploitation ne suffisent pas;
  - d) financer des mesures forestières d'intérêt public (art. 12, al. 3, LFOR).

C) Utilisation à des fins non forestières	<sup>3</sup> L'utilisation des ressources à des fins non forestières n'est autorisée que si les améliorations prévues dans le plan de gestion n'en sont pas compromises. S'il s'agit de construction, l'utilisation du bois comme matériau ou comme source d'énergie peut constituer une condition.
d) Alimentation	<p><b>Art. 17</b> Sont versés au fonds d'anticipation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le produit net global provenant de surexploitations, calculé selon l'article 15, alinéa 1, lettre a, au prorata du volume;</li> <li>b) les indemnités versées par des tiers pour des atteintes qui entraînent une diminution du rendement de la forêt;</li> <li>c) la part de la collectivité concernée à la contribution de plus-value, au sens de l'article 11 de la loi sur les forêts;</li> <li>d) le produit net de la vente de parcelles faisant partie du patrimoine forestier.</li> </ul>
Administration des fonds	<p><b>Art. 18</b> <sup>1</sup> L'état des fonds de réserve sera mentionné chaque année, à l'occasion de la présentation du compte forestier.</p> <p><sup>2</sup> Les fonds de réserve sont subordonnés au contrôle et à l'apurement ordinaires des comptes. Les prescriptions de la législation sur les communes s'appliquent au placement des ressources provenant des fonds de réserve.</p> <p><sup>3</sup> Si, en vertu d'une décision de l'Office de l'environnement, on a renoncé entièrement ou partiellement à un versement annuel dans le fonds d'exploitation, la décision sera jointe au compte annuel.</p>
Compétences	<b>Art. 19</b> Les autorités exécutives des propriétaires de forêts publiques (conseil communal, conseil de bourgeoisie, etc.) sont compétentes pour disposer des ressources des fonds de réserve. Leurs décisions sont subordonnées à l'approbation de l'Office de l'environnement.
Communes mixtes et communes avec sections	<b>Art. 20</b> Dans les communes mixtes et les communes avec sections, les prélèvements envisagés par le conseil communal au fonds d'anticipation à des fins non forestières (art. 16, al. 3) doivent avoir reçu l'aval préalable de l'assemblée bourgeoise ou de l'assemblée des ayants droit de la section.

## CHAPITRE IV : Exigences relatives à la main-d'œuvre

But, champ  
d'application et  
définition

**Art. 21<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les exigences minimales relatives à la formation des ouvriers forestiers qui exécutent des coupes pour des tiers ont pour but d'assurer la sécurité et la qualité du travail, ainsi que de préserver le peuplement et le sol forestier (art. 40 LFOR).

<sup>2</sup> Pour toutes les coupes exécutées pour des tiers et contre rémunération, les ouvriers forestiers sont astreints à une formation minimale validée par une attestation cantonale. La notion de coupe comprend :

- a) les travaux de bûcheronnage (abattage, ébranchage, débitage à l'aide d'une tronçonneuse), sous réserve de l'alinéa 3;
- b) les travaux de débardage mécanisé des bois par traction au sol.<sup>13)</sup>

<sup>3</sup> Aucune formation minimale n'est requise de la part des personnes qui :

- a) façonnent du bois de feu sur la base de bois déjà abattu, ébranché et débité;
- b) effectuent des travaux de bûcheronnage concernant uniquement des arbres droits, sains, en terrain accessible et d'un diamètre inférieur à 20 cm (sarclage).<sup>13)</sup>

<sup>4</sup> Aucune formation minimale n'est requise de la part des personnes effectuant des coupes de bois dans leurs propres forêts, ni de celles disposant d'un certificat fédéral de capacité (CFC) de forestier-bûcheron ou d'une attestation fédérale de praticien forestier, ou qui effectuent un stage de formation dans une entreprise forestière.

<sup>5</sup> En cas de catastrophe forestière, l'Office de l'Environnement examinera avec les milieux concernés et avec la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (SUVA) les précautions à prendre dans l'engagement des renforts.

<sup>6</sup> En collaboration avec les associations et organisations professionnelles, l'Office de l'environnement veille à l'organisation de cours pour ouvriers forestiers. Il veille également à inciter toute personne façonnant du bois pour son propre usage à se former de manière volontaire.

Formation  
minimale

**Art. 22<sup>8)13)</sup>** <sup>1</sup> La formation minimale dans le domaine du bûcheronnage comprend un cours de base et un cours d'approfondissement d'une durée de 5 jours chacun. Le cours d'approfondissement doit être accompli dans les 5 ans qui suivent le cours de base.

<sup>2</sup> La formation minimale dans le domaine du débardage mécanisé par traction au sol dure 14 jours. Elle est constituée de la formation minimale dans le domaine du bûcheronnage ainsi que d'un cours de 4 jours consacré exclusivement au débardage.

### **Art. 23<sup>9)</sup>**

Autorisation,  
attestation

**Art. 24<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Pour les travaux entrant dans le champ d'application de l'article 21, l'ouvrier forestier doit solliciter auprès de l'Office de l'environnement une autorisation provisoire ou une attestation cantonale.

<sup>2</sup> Une attestation cantonale d'ouvrier forestier ou d'ouvrier débardeur est délivrée à la personne ayant suivi avec succès la formation minimale dans le domaine du bûcheronnage ou du débardage.<sup>13)</sup>

<sup>3</sup> Une autorisation provisoire de travail en forêt est délivrée à la personne ayant suivi avec succès le cours de base de la formation minimale dans le domaine du bûcheronnage. Elle permet à la personne titulaire d'effectuer des travaux pour des tiers sous la direction et la surveillance d'une personne titulaire d'un CFC de forestier-bûcheron ou d'une personne titulaire d'une attestation cantonale depuis au moins 3 années. Elle est valable au maximum 5 ans à partir de la date du cours de base.<sup>13)</sup>

<sup>4</sup> La délivrance d'une autorisation provisoire ou d'une attestation cantonale est subordonnée au fait que les cours ou modules aient été dispensés selon le programme fédéral de formation pour les ouvriers forestiers et par des prestataires contrôlés et accrédités.

<sup>5</sup> ...<sup>14)</sup>

Obligation de  
présenter  
l'autorisation ou  
l'attestation

**Art. 25<sup>8)</sup>** Le titulaire de l'autorisation provisoire ou de l'attestation cantonale est tenu de la présenter sur requête de l'employeur, du garde forestier de triage ou d'un agent de l'Office de l'environnement.

Emoluments

**Art. 26<sup>8)</sup>** La délivrance de l'autorisation provisoire, ainsi que la délivrance d'une attestation cantonale, sont frappées d'émolument.

Responsabilité  
de l'employeur

**Art. 27** L'employeur de l'ouvrier forestier répond du respect des exigences minimales de formation. Lorsque l'ouvrier forestier fait des coupes pour plusieurs employeurs (tâcheron), chaque employeur est tenu de veiller au respect de ces exigences.

**Art. 28 et 29<sup>9)</sup>****CHAPITRE V : Apprentissage de forestier-bûcheron<sup>8)</sup>**

## Organisation

**Art. 30<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les tâches dévolues au Département de l'Environnement et de l'Equipeement, à l'Office de l'environnement et à la commission d'apprentissage de forestier-bûcheron sont attribuées au Département de la Formation, de la Culture et des Sports et au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire. Pour le surplus, la répartition des compétences se fait conformément à la législation en matière de formation professionnelle.

<sup>2</sup> L'Office de l'environnement soutient le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, notamment pour l'organisation des cours et la mise sur pied des examens de fin d'apprentissage.

<sup>3</sup> Une commission intercantonale d'examens et de cours pour apprentis forestiers-bûcherons peut être mise sur pied afin d'assurer la supervision de ces activités et de conseiller les services précités. Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports est compétent pour prendre les décisions nécessaires à cette fin.

**Art. 31 à 36<sup>9)</sup>****CHAPITRE VI : Le triage forestier****SECTION 1 : Constitution et organisation**

## Constitution

**Art. 37** <sup>1</sup> L'initiative de former un triage avec d'autres collectivités publiques propriétaires de forêts revient à l'autorité exécutive de la commune (conseil communal, conseil de bourgeoisie). L'arrondissement forestier est associé aux démarches, notamment dans le but d'assurer une répartition équilibrée des triages.

<sup>2</sup> Les relations entre les partenaires publics du triage sont réglées par une convention. Des propriétaires privés (fondations, sociétés, particuliers) peuvent adhérer à la convention, avec les mêmes droits et obligations, notamment financières, que les partenaires publics.

<sup>3</sup> L'adhésion d'une commune à un triage forestier est décidée par l'autorité législative (assemblée communale, conseil général, assemblée de bourgeoisie).

Modification des limites d'un triage

**Art. 38** La modification des limites d'un triage, à la suite de l'adhésion d'une nouvelle commune ou du transfert d'une commune dans un autre triage, est de la compétence de l'autorité exécutive. L'arrondissement forestier est associé aux démarches devant aboutir à la modification.

Approbation du Département

**Art. 39** La constitution d'un triage, de même que sa modification, sont soumises à l'approbation du Département de l'Environnement et de l'Équipement.

Statut juridique

**Art. 40** Le statut juridique du triage forestier est celui d'une corporation de droit public. Il est régi par la convention de triage et, à titre subsidiaire, par les règles applicables aux syndicats de communes.

Commission de triage

**Art. 41** La commission de triage a les attributions suivantes :

a) Mandat

- a) coordonner et surveiller les activités du garde forestier et du personnel du triage;
- b) nommer le garde forestier de triage et fixer son traitement;
- c) engager du personnel, dans la limite des moyens financiers mis à sa disposition par les partenaires;
- d) établir le règlement de service du garde forestier de triage et le cahier des charges du personnel; le règlement de service du garde forestier est soumis à l'Office de l'environnement pour ratification;
- e) acquérir les équipements nécessaires au fonctionnement du triage, dans la limite des moyens financiers mis à sa disposition par les partenaires;
- f) examiner et approuver le budget du triage, ainsi que les comptes de celui-ci;
- g) traiter les différends qui opposent les propriétaires et le public au garde forestier ou à d'autres membres du personnel du triage;
- h) assumer les autres tâches qui lui sont déléguées par les partenaires.

b) Composition

**Art. 42** <sup>1</sup> La commission se compose des représentants des collectivités publiques, des propriétaires qui ont signé la convention et des propriétaires privés.

<sup>2</sup> Le nombre de représentants est fixé dans la convention en tenant compte de la surface boisée et de la participation aux frais.

c) Nomination  
des représen-  
tants

**Art. 43** <sup>1</sup> Les représentants des collectivités publiques sont nommés par les autorités exécutives.

<sup>2</sup> Les représentants des propriétaires privés sont nommés par l'assemblée des propriétaires privés du triage, convoquée dix jours à l'avance par le secrétariat du triage, par un avis dans le Journal officiel et par affichage public dans les communes concernées. L'assemblée est présidée par le président de la commission de triage ou, à défaut, par l'ingénieur forestier d'arrondissement. Le garde forestier de triage présente à cette occasion les activités du triage.

d) Constitution  
de la commission

**Art. 44** <sup>1</sup> La séance constitutive de la commission de triage est convoquée et présidée par l'ingénieur forestier d'arrondissement.

<sup>2</sup> La commission nomme parmi ses membres le président, le vice-président, le caissier et le secrétaire. Les fonctions de secrétaire et de caissier peuvent être cumulées.

<sup>3</sup> La fonction de caissier peut être confiée à une personne ne faisant pas partie de la commission.

e) Droit de vote,  
quorum

**Art. 45** <sup>1</sup> Chaque membre de la commission dispose d'un suffrage. Pour les décisions qui engagent financièrement les signataires de la convention, les représentants des propriétaires privés ont seulement voix consultative.

<sup>2</sup> Le président participe au vote. En cas d'égalité de suffrages, il a voix prépondérante.

<sup>3</sup> La commission est habilitée à prendre des décisions valables lorsque la moitié des membres participant au vote sont présents.

f) Convocation

**Art. 46** <sup>1</sup> La commission est convoquée par le président ou si deux membres de la commission ou l'ingénieur forestier d'arrondissement en font la demande.

<sup>2</sup> L'invitation aux séances se fait par écrit avec indication de l'ordre du jour. Un procès-verbal est établi pour chaque séance.

<sup>3</sup> L'ingénieur forestier d'arrondissement est invité à toutes les séances. Il a voix consultative. Exceptionnellement, il peut se faire remplacer par un collaborateur.

<sup>4</sup> Le garde forestier de triage est également invité à toutes les séances. Il a voix consultative. Lors de délibérations qui le concernent personnellement, le président peut l'inviter à se retirer.

Durée du mandat **Art. 47** <sup>1</sup> Les membres de la commission sont nommés pour la législature.<sup>12)</sup>

<sup>2</sup> Les membres sont rééligibles pour deux nouvelles périodes consécutives.<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> Si un membre a été nommé dans la commission en tant que représentant d'une autorité ou en raison de sa fonction, son mandat prend fin lorsqu'il n'appartient plus à cette autorité ou n'exerce plus sa fonction.

## SECTION 2 : Dédommagement de l'Etat

Dédommagement à la surface (art. 15, al. 1, DFOR)

**Art. 48** Le montant de l'indemnité due par l'Etat pour les activités du garde forestier de triage, au titre de la conservation de l'aire forestière, de la garantie de la fonction protectrice et de la collaboration à l'exercice de la police forestière, se base sur la surface de forêt soumise à la législation forestière, indépendamment des conditions de propriété.

Dédommagement au volume (art. 15, al. 2, DFOR)

**Art. 49** Les volumes déterminants pour fixer l'indemnité due par l'Etat pour les activités du garde forestier de triage dans les martelages et dans la vulgarisation sont :

- a) dans les forêts des propriétaires signataires de la convention de triage, la possibilité fixée dans le plan de gestion approuvé par l'Office de l'environnement (forêts soumises à l'obligation du plan de gestion); les volumes indiqués sous lettre b pour les autres partenaires;
- b) dans les autres forêts, le volume moyen des coupes martelées durant les cinq exercices précédents.

Aide financière pour l'amélioration de la gestion (art. 15, al. 3, DFOR)

**Art. 50**<sup>11)</sup> <sup>1</sup> Une aide financière peut être octroyée à un triage dans le but d'améliorer l'efficacité de sa gestion lorsque celui-ci prend des mesures concrètes tendant notamment à :

- a) une mise en commun de l'exploitation et de la gestion financière des forêts;
- b) une coordination accrue des travaux forestiers;
- c) la mise sur pied d'outils de gestion, tels une comptabilité analytique.



<sup>2</sup> Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement définit et adapte les conditions d'octroi et les modalités de calcul des aides financières, ainsi que la manière de les demander.

<sup>3</sup> Cette aide financière est octroyée dans les limites budgétaires. Le Département peut limiter la durée durant laquelle elle est versée.

Montant maximal, conditions de versement

**Art. 51** <sup>1</sup> Le cumul des contributions prévues aux articles 48 à 50 ne peut dépasser le tiers du traitement brut moyen des gardes forestiers augmenté des charges sociales obligatoires des employeurs (art. 15, al. 5, DFOR).

<sup>2</sup> Les contributions dues conformément aux articles 48 et 49 ne peuvent dépasser le quart du traitement brut moyen des gardes forestiers augmenté des charges sociales obligatoires des employeurs.

<sup>3</sup> Le versement de la contribution de l'Etat est conditionné au respect des exigences formulées par l'Office de l'environnement, dans le cadre de la surveillance des triages.

## CHAPITRE VII : Crédits d'investissement

Ordre de priorité

**Art. 52** Au cas où les crédits mis à la disposition du Canton par la Confédération ne permettent pas de satisfaire toutes les demandes, la préférence est donnée aux investissements qui, dans l'ordre :

- a) permettent de garantir la sécurité des personnes ou des biens de grande valeur;
- b) génèrent des gains de productivité élevés ou permettent d'abaisser considérablement les coûts des travaux d'exploitation et d'entretien de la forêt, au profit des propriétaires du Canton ou d'une région;
- c) produisent une amélioration importante et durable dans les structures forestières du Canton ou d'une région.

Délai pour le dépôt des demandes

**Art. 53** Les demandes de crédits d'investissement doivent être déposées à l'Office de l'environnement au plus tard le 15 mars ou le 15 septembre de l'année souhaitée pour le versement. Ces délais ne sont pas déterminants si la demande concerne le remplacement d'un engin ayant déjà bénéficié d'un tel crédit.

Commission consultative

**Art. 54** Une commission consultative de trois membres est désignée par le Département de l'Environnement et de l'Equipeement pour préavisier les demandes de crédits d'investissement.

## CHAPITRE VIII : Dispositions transitoires et finales

### Art. 55<sup>9)</sup>

Abrogation

#### Art. 56 Sont abrogées :

- l'ordonnance du 24 octobre 1995 sur la définition et la constatation de la forêt, ainsi que sur les crédits d'investissement en faveur de l'économie forestière;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les constructions à proximité de la forêt;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les contrats de gestion de la forêt;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les fonds de réserve forestiers;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'organisation du Service des forêts dans la République et Canton du Jura;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'organisation et les attributions de la commission de triage forestier;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la répartition des frais entre les propriétaires de forêt et l'Etat;
- l'ordonnance du 5 février 1980 concernant l'apprentissage professionnel des forestiers-bûcherons.

Entrée en  
vigueur

**Art. 57** <sup>1</sup> A l'exception des articles 48 à 51, la présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2000.

<sup>2</sup> Les dispositions des articles 48 à 51 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002 (art. 28, al. 2, DFOR).

Delémont, le 4 juillet 2000

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RSJU 921.11](#)
- 2) [RSJU 921.111](#)
- 3) [RSJU 190.611](#)
- 4) [RSJU 190.11](#)
- 5) RSJU 413.241
- 6) RSJU 413.241.1
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 août 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 9) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 24 août 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 10) Nouvelle dénomination selon le ch. I de la modification du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 (RSJU 172.111).
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 septembre 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. XXVIII de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 mai 2022
- 14) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 3 mai 2022



# Loi sur le tourisme (LTour)

du 22 juin 2022

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 46, alinéa 4, et 47 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Buts et organisation

Buts

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi a pour but de favoriser le développement et la promotion du tourisme jurassien.

<sup>2</sup> Elle vise à exploiter les synergies avec les autres secteurs d'activité économiques, notamment afin de :

- a) développer un tourisme de qualité, selon les principes du développement durable;
- b) mettre en valeur les richesses naturelles, historiques, culturelles et traditionnelles du canton;
- c) améliorer la compétitivité et la valeur ajoutée du tourisme jurassien.

<sup>3</sup> Elle règle les modalités de taxation et de perception de la taxe de séjour.

<sup>4</sup> Elle institue le fonds cantonal du tourisme.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Organisation

**Art. 3** Les tâches publiques relatives au tourisme incombent à l'Etat, aux communes et à l'Association Jura Tourisme.

Etat

**Art. 4** <sup>1</sup> L'Etat a notamment pour tâches de définir les objectifs en matière de développement touristique et d'assurer la mise en œuvre des mesures qui en découlent au niveau cantonal.

<sup>2</sup> Il veille à la coordination des activités déployées par les communes et l'Association Jura Tourisme.

<sup>3</sup> Il peut confier certaines tâches à d'autres organismes d'utilité publique actifs dans le canton ou aux niveaux intercantonal ou transfrontalier.

<sup>4</sup> Il peut accorder des prestations financières pour le perfectionnement professionnel dans les branches liées étroitement au tourisme.

Communes

**Art. 5** <sup>1</sup> Les communes définissent et mettent en œuvre leur propre politique touristique.

<sup>2</sup> Elles coordonnent leurs actions sur le plan régional avec l'Etat et l'Association Jura Tourisme.

Association Jura  
Tourisme

**Art. 6** <sup>1</sup> L'Association Jura Tourisme collabore avec l'Etat et les communes conformément aux objectifs en matière de développement touristique.

<sup>2</sup> Elle a notamment pour tâches de réaliser et de coordonner les mesures qui lui sont confiées par l'Etat et les communes.

<sup>3</sup> L'Etat et les communes assurent le financement des prestations confiées à l'Association Jura Tourisme. A ce titre, celle-ci reçoit chaque année :

- a) une subvention de l'Etat sous la forme d'un contrat de prestations;
- b) une contribution financière des communes fixée par le Parlement par voie d'arrêté.

<sup>4</sup> Le Gouvernement est compétent pour définir les prestations confiées à l'Association Jura Tourisme et octroyer la subvention annuelle.

## SECTION 2 : Aides financières

Champ  
d'application

**Art. 7** <sup>1</sup> Une aide financière peut être octroyée par l'Etat pour des projets présentant un intérêt touristique avéré, une innovation démontrée ou une amélioration significative de l'offre touristique, notamment pour :

- a) le secteur de l'hébergement;
- b) l'aménagement et l'entretien d'itinéraires de mobilités douces et de randonnées;
- c) l'aménagement et l'entretien de sites présentant un intérêt touristique manifeste;
- d) la construction et l'amélioration d'infrastructures sportives, culturelles ou de loisirs;

- e) l'aménagement de zones de détente et de places publiques de stationnement;
- f) tout autre aménagement ou construction.

<sup>2</sup> En règle générale, la décision d'octroi se fonde sur une évaluation de l'Association Jura Tourisme ou une expertise externe.

Nature

**Art. 8** <sup>1</sup> L'aide financière peut revêtir les formes suivantes :

- a) le subventionnement;
- b) le prêt.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie de directives, les modalités d'octroi et les critères de calcul afférents à l'aide financière.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions de la loi du 29 octobre 2008 sur les subventions<sup>2)</sup> sont applicables.

### SECTION 3 : Taxe de séjour

Compétence

**Art. 9** <sup>1</sup> Seul l'Etat est habilité à instaurer et à percevoir une taxe sur le séjour des touristes (dénommée ci-après : "taxe de séjour").

<sup>2</sup> Demeure réservée la compétence des communes de percevoir une taxe sur le séjour auprès des propriétaires de résidences secondaires et celui des utilisateurs de places de camping résidentiel, ainsi qu'une taxe sur des activités non économiques à caractère touristique, conformément aux articles 116 et 117 de la loi d'impôt<sup>3)</sup>.

Assujettissement

**Art. 10** Toute personne logée contre rémunération dans une commune qui n'est pas celle de son domicile fiscal est assujettie à la taxe de séjour.

Exonération et remise

**Art. 11** <sup>1</sup> Ne sont pas assujettis à la taxe de séjour :

- a) les personnes qui séjournent dans une commune qui est leur lieu de taxation s'agissant de l'impôt direct sur le revenu au sens de l'article 152 de la loi d'impôt<sup>3)</sup>;
- b) les personnes qui n'ont pas atteint l'âge de 16 ans révolus;
- c) les militaires en service commandé et les personnes engagées dans des exercices de protection civile;
- d) les patients qui séjournent dans des hôpitaux, cliniques, institutions psychiatriques et maisons de naissance;
- e) les résidents des institutions pour personnes âgées (court ou long séjour);
- f) les personnes qui logent dans des établissements d'enseignement et des pensionnats, lorsqu'elles sont élèves ou employées de ces institutions;

g) les personnes qui se livrent au camping résidentiel.

<sup>2</sup> Les personnes qui séjournent dans une résidence secondaire leur appartenant ne sont pas assujetties à la taxe de séjour. En revanche, si elles louent leur résidence secondaire à des tierces personnes, ces dernières sont assujetties à la taxe de séjour.

<sup>3</sup> Sur demande motivée, le département auquel est rattaché le Service de l'économie et de l'emploi peut accorder une remise totale ou partielle de la taxe de séjour, en particulier si le but du séjour permet de promouvoir le canton du Jura auprès de l'extérieur.

Montant

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, le montant de la taxe de séjour par personne et par nuitée en tenant compte du type d'hébergement.

<sup>2</sup> La taxe de séjour est de 1,50 franc au moins et de 5 francs au plus par personne et par nuitée.

<sup>3</sup> Pour les résidences secondaires, autres locaux ou places d'hébergement mis à la disposition d'hôtes assujettis au paiement de la taxe de séjour, le Gouvernement peut autoriser une taxation forfaitaire au mètre carré.

Taxation et  
perception

**Art. 13** <sup>1</sup> Le Gouvernement désigne l'autorité de taxation et de perception de la taxe de séjour.

<sup>2</sup> L'Association Jura Tourisme peut être désignée comme telle.

Encaissement

**Art. 14** <sup>1</sup> L'exploitant d'un établissement hôtelier ou parahôtelier, d'une place de camping ou de toute autre forme d'hébergement est responsable de l'encaissement de la taxe de séjour. Il est tenu d'utiliser la plateforme en ligne mise à disposition par l'autorité de taxation et de perception de la taxe de séjour.

<sup>2</sup> Le propriétaire qui loue sa résidence secondaire ou d'autres locaux ou places d'hébergement ou les met à la disposition d'hôtes assujettis au paiement de la taxe de séjour est tenu de déclarer les nuitées à l'autorité de taxation et de perception. Il procède à l'encaissement de la taxe, sous peine de répondre personnellement du paiement de celle-ci.

<sup>3</sup> Les montants impayés dans les délais prescrits sont frappés d'un intérêt moratoire dont le taux correspond à celui fixé conformément à l'article 181a de la loi d'impôt<sup>3)</sup>.



- Taxation d'office** **Art. 15** <sup>1</sup> Les responsables de l'encaissement de la taxe de séjour qui fournissent des indications fausses ou incomplètes ou qui refusent de donner les renseignements requis font l'objet, après sommation infructueuse, d'une taxation d'office.
- <sup>2</sup> La taxation d'office est effectuée par le Service de l'économie et de l'emploi, sur la base d'éléments connus et de comparaisons avec d'autres situations semblables.
- <sup>3</sup> La taxation d'office est sujette à émolument. Le montant de l'émolument est arrêté dans le décret fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>4)</sup>.
- Affectation** **Art. 16** <sup>1</sup> Une part du produit de la taxe de séjour est prélevée pour couvrir les frais de taxation, de perception et d'encaissement.
- <sup>2</sup> Les 20 % du produit brut de la taxe de séjour sont acquis aux communes qui les affectent à des buts touristiques exclusivement.
- <sup>3</sup> Le solde du produit de la taxe est versé dans le fonds du tourisme.
- Protection des données** **Art. 17** <sup>1</sup> L'autorité de taxation et de perception de la taxe de séjour peut consulter tous les documents propres à déterminer la taxation du responsable de l'encaissement de la taxe de séjour ou en exiger la production.
- <sup>2</sup> Le Service de l'économie et de l'emploi, l'autorité de taxation et de perception de la taxe de séjour si elle est différente de ce dernier, ainsi que les communes, sont autorisés à s'échanger, d'office ou sur requête, les informations personnelles nécessaires :
- a) à la taxation et à la perception de la taxe de séjour;
  - b) au contrôle des conditions personnelles d'exploitation des établissements publics soumis à patente ou à permis au sens des articles 16, 42 et 45 de la loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques<sup>5)</sup>.
- <sup>3</sup> Les dispositions de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)<sup>6)</sup> sont réservées pour le surplus.

#### **SECTION 4 : Fonds du tourisme**

- Institution** **Art. 18** Un fonds cantonal du tourisme est institué.

## Affectation

**Art. 19** <sup>1</sup> Le fonds est affecté :

- a) au financement des tâches confiées par l'Etat à l'Association Jura Tourisme ou à des organismes d'utilité publique actifs dans le canton ou aux niveaux intercantonal ou transfrontalier;
- b) à l'octroi d'aides financières au sens des articles 7 et 8;
- c) au financement de mesures relatives au perfectionnement professionnel;
- d) à la couverture des frais administratifs en lien avec la mise en œuvre de la politique touristique cantonale.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les modalités de gestion et d'utilisation du fonds.

## Alimentation

**Art. 20** Le fonds est alimenté notamment par :

- a) le produit net de la taxe de séjour;
- b) la part de l'impôt cantonal sur les maisons de jeu affectée au tourisme (art. 19, al. 3, LiLJA<sup>7</sup>);
- c) la part du produit des taxes prélevées pour les patentes d'auberge, les dépassements de l'horaire légal et les licences d'alcool affectée à l'amélioration de l'offre touristique (art. 14, al. 2, lettre b, du décret concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle<sup>8</sup>);
- d) une contribution annuelle portée au budget de l'Etat;
- e) les intérêts du fonds.

## SECTION 5 : Voies de droit

**Art. 21** <sup>1</sup> Les décisions de l'autorité de taxation et de perception peuvent faire l'objet d'une réclamation dans les 30 jours auprès du Service de l'économie et de l'emploi.

<sup>2</sup> Il peut être recouru contre les décisions sur réclamation du Service de l'économie et de l'emploi dans les 30 jours auprès de la Cour administrative conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>9</sup>.

## SECTION 6 : Disposition pénale

**Art. 22** <sup>1</sup> Quiconque se soustrait au paiement de la taxe de séjour, fournit des indications fausses ou incomplètes aux organes compétents, refuse de donner à ceux-ci les renseignements demandés, se rend coupable de négligences graves ou de retards importants, contrevient aux dispositions de la présente loi ou de l'ordonnance, est passible d'une amende d'un montant maximal de 5 000 francs.

<sup>2</sup> Le paiement de l'amende ne dispense pas des taxes éludées.

<sup>3</sup> La poursuite pénale incombe aux autorités de la justice pénale.

## SECTION 7 : Dispositions finales

Dispositions  
d'exécution

**Art. 23** Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution de la présente loi par voie d'ordonnance.

Modification du  
décret fixant les  
émoluments de  
l'administration  
cantonale

**Art. 24** Le décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>4)</sup> est modifié comme il suit :

### Article 10, chiffre 19

...<sup>10)</sup>

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 25** Sont abrogés :

1. la loi du 31 mai 1990 sur le tourisme;
2. l'arrêté du 20 octobre 1993 relatif au financement de la Fédération du tourisme de la République et Canton du Jura.

Référendum

**Art. 26** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 27** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>11)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 22 juin 2022

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Brigitte Favre  
Le secrétaire : Fabien Kohler

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 621](#)
- 3) [RSJU 641.11](#)
- 4) [RSJU 176.21](#)
- 5) [RSJU 935.11](#)
- 6) [RSJU 170.41](#)
- 7) [RSJU 935.52](#)
- 8) [RSJU 643.1](#)
- 9) [RSJU 175.1](#)
- 10) Texte inséré dans ledit décret
- 11) 1<sup>er</sup> janvier 2023

## Ordonnance portant exécution de la loi sur le tourisme (OTour)

du 29 novembre 2022

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 23 de la loi du 22 juin 2022 sur le tourisme (LTour)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

- |  |   |
|--|---|
| But  | <b>Article premier</b> La présente ordonnance édicte les règles d'exécution de la loi sur le tourisme <sup>1)</sup> .   |
| Terminologie   | <b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.   |
| Taxe de séjour<br>a) Autorité de<br>taxation et de<br>perception | <p><b>Art. 3</b> <sup>1</sup> L'Association Jura Tourisme est l'autorité de taxation et de perception de la taxe de séjour.</p> <p><sup>2</sup> L'Association Jura Tourisme assume notamment les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) tenue et mise à jour d'un registre des exploitants d'un établissement hôtelier ou parahôtelier, d'une place de camping, d'une résidence secondaire mise en location ou de toute autre forme d'hébergement, tenus d'encaisser la taxe de séjour;</li> <li>b) veille, contrôle, recherche et suivi des nouveaux hébergeurs;</li> <li>c) suivi de l'utilisation de la plateforme en ligne pour l'enregistrement des données et apport d'un support technique;</li> <li>d) contrôle des décomptes et des informations transmises et suivi des montants à payer par chaque responsable de l'encaissement de la taxe de séjour;</li> <li>e) encaissement de la taxe de séjour;</li> <li>f) établissement du décompte provisoire du montant revenant aux communes, conformément à l'article 16, alinéa 2, de la loi sur le tourisme<sup>1)</sup>, au plus tard le 15 janvier de l'année suivant l'année considérée; le décompte final doit être transmis au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année considérée;</li> <li>g) établissement de décomptes trimestriels, du décompte final provisoire au 15 janvier de l'année suivant l'année considérée et du montant net final à verser dans le fonds du tourisme, au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année considérée;</li> <li>h) établissement des statistiques en lien avec la taxation et la perception de la taxe de séjour et communication à ce sujet.</li> </ul> |

- b) Procédure **Art. 4** <sup>1</sup> Le responsable de l'encaissement de la taxe de séjour introduit quotidiennement dans la plateforme en ligne mise à disposition les informations relatives à ses clients qui sont requises par l'Association Jura Tourisme, la police cantonale et l'Office fédéral de la statistique.
- <sup>2</sup> Il dispose d'un délai jusqu'au cinquième jour du mois pour valider les données liées à la taxe de séjour du mois précédent.
- c) Décision de taxation **Art. 5** L'Association Jura Tourisme contrôle chaque mois les données transmises au moyen de la plateforme en ligne, instruit le dossier et notifie une décision de taxation au responsable de l'encaissement de la taxe de séjour.
- d) Encaissement **Art. 6** <sup>1</sup> Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la notification de la décision de taxation.
- <sup>2</sup> La procédure d'encaissement et de poursuite est régie par l'ordonnance du 29 novembre 2016 concernant la gestion centralisée du suivi des débiteurs et des actes de défaut de biens de l'Etat<sup>2</sup>.
- <sup>3</sup> La décision de taxation entrée en force vaut titre de mainlevée définitive au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>3</sup>.
- e) Taxation forfaitaire **Art. 7** <sup>1</sup> Sur demande dûment justifiée et documentée, un propriétaire d'une résidence secondaire mise à la disposition d'hôtes assujettis au paiement de la taxe de séjour peut demander à être taxé de manière forfaitaire en fonction de la surface des locaux mis en location.
- <sup>2</sup> Le requérant doit notamment fournir les informations suivantes :
- a) surface totale en mètres carrés des locaux mis à disposition en prenant en considération les chambres à coucher, la cuisine, les sanitaires, le séjour ainsi que les couloirs;
  - b) les capacités d'hébergement (nombres de chambres et de lits).
- <sup>3</sup> Le taux forfaitaire par mètre carré mis à disposition s'élève à 10.80 francs par année, le montant minimal par résidence secondaire étant fixé à 1 000 francs par année.
- <sup>4</sup> Le département auquel est rattaché le Service de l'économie et de l'emploi est compétent pour statuer sur les requêtes de taxation forfaitaire. Les décisions du département sont sujettes à opposition et à recours, conformément au Code de procédure administrative<sup>4</sup>.

<sup>5</sup> La taxe forfaitaire est encaissée auprès du propriétaire une fois par année.

f) Informations  
en lien avec la  
taxation d'office

**Art. 8** Le Service de l'économie et de l'emploi communique à l'Association Jura Tourisme, au terme de chaque trimestre, les informations relatives aux procédures de taxation d'office nécessaires à l'établissement du décompte de la taxe de séjour.

g) Versement du  
produit brut de la  
taxe de séjour à  
l'Etat

**Art. 9** L'Association Jura Tourisme verse le produit brut de la taxe de séjour au Service de l'économie et de l'emploi sur la base des décomptes trimestriels.

Gestion du fonds  
du tourisme

**Art. 10** Le Service de l'économie et de l'emploi est chargé de la gestion du fonds du tourisme.

Infraction pénale

**Art. 11** L'Association Jura Tourisme est tenue de signaler au Service de l'économie et de l'emploi toutes les infractions basées sur l'article 22 de la loi sur le tourisme<sup>1)</sup>, en vue d'une dénonciation à l'autorité de poursuite pénale compétente.

Disposition  
transitoire

**Art. 12** Si la plateforme en ligne n'est pas opérationnelle à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les responsables de l'encaissement de la taxe de séjour peuvent transmettre les indications requises au moyen de décomptes de nuitées en format papier en attendant sa mise en activité.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 13** Sont abrogés :

1. l'ordonnance du 16 février 1982 sur l'encouragement du tourisme;
2. l'arrêté du 31 janvier 2006 fixant les lignes directrices de la politique du tourisme 2005-2010;
3. l'ordonnance du 2 avril 1991 sur la taxe de séjour;
4. l'arrêté du 25 août 1992 fixant la répartition du produit de la taxe de séjour.

Entrée en  
vigueur

**Art. 14** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Delémont, le 29 novembre 2022

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : David Eray

Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 935.211](#)

2) [RSJU 611.2](#)

3) [RS 281.1](#)

4) [RSJU 175.1](#)



## Ordonnance portant exécution de la législation fédérale sur la métrologie

du 29 novembre 2022

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 17 de la loi fédérale du 17 juin 2011 sur la métrologie<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 34, alinéa 1, de l'ordonnance fédérale du 5 septembre 2012 sur les déclarations de quantité dans la vente en vrac et sur les préemballages<sup>[2](#)</sup>,

vu l'article 2 de l'ordonnance fédérale du 7 décembre 2012 sur les compétences en matière de métrologie<sup>[3](#)</sup>,

vu l'article 6, alinéa 3, de l'ordonnance fédérale du 23 novembre 2005 sur les émoluments de vérification et de contrôle en métrologie<sup>[4](#)</sup>,

vu l'article 22 de l'ordonnance fédérale du 11 décembre 1978 sur l'indication des prix<sup>[5](#)</sup>,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>[6](#)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance édicte les règles d'exécution de la législation fédérale sur la métrologie.

<sup>2</sup> Elle édicte également les règles d'exécution en matière d'indication des prix selon l'ordonnance fédérale sur l'indication des prix<sup>[5](#)</sup> dans les commerces et entreprises offrant des marchandises en vrac et préemballées ou utilisant un instrument de mesure au sens de la loi fédérale sur la métrologie<sup>[1](#)</sup>.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Autorité de  
surveillance

**Art. 3** Le département auquel est rattaché le Service de l'économie et de l'emploi (ci-après : "le Département") est l'autorité cantonale de surveillance en matière d'exécution de la législation fédérale sur la métrologie.

Exécution

**Art. 4** <sup>1</sup> L'exécution de la législation fédérale sur la métrologie est confiée à un office de vérification.

<sup>2</sup> L'office de vérification procède aux contrôles et notifie les restrictions d'utilisation et les demandes de rétablissement de la conformité, selon une procédure simplifiée.

<sup>3</sup> La personne contrôlée peut exiger par écrit qu'une décision soit rendue.

<sup>4</sup> Lorsque l'exécution nécessite la prise d'une décision ou la dénonciation d'une infraction aux autorités de poursuite pénale, le Service de l'économie et de l'emploi est compétent.

Office de  
vérification

**Art. 5** <sup>1</sup> L'office de vérification est un organisme privé.

<sup>2</sup> Sous réserve des alinéas 3 à 6, l'office de vérification s'organise librement.

<sup>3</sup> Le Département règle, au moyen d'un contrat de service, les modalités de la délégation des tâches d'exécution à l'office de vérification ainsi que son indemnisation.

<sup>4</sup> Le contrat de service est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être résilié par les deux parties pour la fin d'une année civile, moyennant un préavis de six mois.

<sup>5</sup> La personne qui dirige l'office de vérification peut engager du personnel assistant par contrat de droit privé, moyennant l'accord préalable du Département.

<sup>6</sup> Le Département règle la suppléance.

Autres tâches de  
l'office de  
vérification

**Art. 6** Le Département peut, au moyen du contrat de service prévu à l'article 5, alinéa 3, déléguer à l'office de vérification des tâches de vérification ou de contrôle qui ne relèvent pas de la législation fédérale sur la métrologie.

Obligation de  
garder le secret

**Art. 7** <sup>1</sup> Il est interdit à la personne qui dirige l'office de vérification ainsi qu'à son personnel de divulguer des faits dont ils ont eu connaissance dans l'accomplissement de leurs tâches et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales.

<sup>2</sup> Dans les mêmes limites, il leur est interdit de communiquer à des tiers ou de conserver par-devers eux, au-delà des besoins de l'office, des documents professionnels en original ou en copie.

<sup>3</sup> Ces obligations subsistent après la fin du contrat service pour la personne qui dirige l'office et après la fin des rapports de service pour son personnel.

Concours de la force publique	<b>Art. 8</b> L'office de vérification a accès aux instruments et à la marchandise afin d'effectuer les contrôles. Lorsque l'assujetti s'oppose à cet accès, le concours de la force publique peut être requis, par l'intermédiaire du Service de l'économie et de l'emploi.
Emoluments	<p><b>Art. 9</b> <sup>1</sup> L'office de vérification perçoit les émoluments prévus par l'ordonnance fédérale sur les émoluments de vérification et de contrôle en métrologie<sup>4)</sup>.</p> <p><sup>2</sup> L'office de vérification rétrocède à l'Etat 5 % du montant des émoluments perçus.</p>
Débours	<p><b>Art. 10</b> <sup>1</sup> Les débours sont intégralement perçus par l'office de vérification.</p> <p><sup>2</sup> Le tarif des débours figure dans l'annexe à la présente ordonnance.</p> <p><sup>3</sup> En principe, les indemnités pour les débours sont fixées de manière forfaitaire. Il s'agit de tarifs minimaux. Si les frais effectifs sont supérieurs ou si les frais calculés selon le taux horaire sont supérieurs, le montant du remboursement des débours tient compte des frais effectifs, respectivement des frais calculés selon le taux horaire.</p> <p><sup>4</sup> Lorsqu'aucun forfait n'est prévu, le tarif des débours est fixé en fonction de la durée du travail (tarif horaire), au taux horaire fixé dans l'annexe à l'ordonnance fédérale sur les émoluments de vérification et de contrôle en métrologie<sup>4)</sup>.</p> <p><sup>5</sup> Pour le calcul de la durée du travail, les quarts d'heure entamés sont facturés dans leur totalité.</p> <p><sup>6</sup> Les débours sont fixés en points. La valeur du point est définie conformément à l'article 3 du décret fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>7)</sup>.</p>
Voies de droit	<p><b>Art. 11</b> <sup>1</sup> Les décisions rendues en application de la présente ordonnance sont sujettes à opposition puis à recours devant la Cour administrative.</p> <p><sup>2</sup> La procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>8)</sup>.</p>
Dispositions pénales	<b>Art. 12</b> <sup>1</sup> L'office de vérification est tenu de signaler au Service de l'économie et de l'emploi toutes les infractions dans les domaines relevant du champ d'application de la présente ordonnance, en vue d'une dénonciation à l'autorité de poursuite pénale compétente.

<sup>2</sup> La personne qui dirige l'office de vérification et son personnel assistant sont réputés "contrôleur officiel en matière d'indication des prix" au sens de l'annexe 1 de l'ordonnance d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre<sup>9)</sup>.

<sup>3</sup> Le produit des amendes est acquis à l'Etat.

<sup>4</sup> Les autorités pénales communiquent au Service de l'économie et de l'emploi les prononcés et jugements qu'elles rendent en application de la législation fédérale sur la métrologie. Le Service de l'économie et de l'emploi communique ensuite les prononcés et jugements en question à l'office de vérification.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 13** Sont abrogées :

1. l'ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale sur la métrologie;
2. l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les ponts-bascules publics.

Entrée en  
vigueur

**Art. 14** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Delémont, le 29 novembre 2022

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : David Eray  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

## Annexe

Les indemnités forfaitaires sont fixées en points selon les barèmes suivants :

	Manutention	Déplacement	Autres
<b>1. Instruments de pesage</b>			
1.1. Déplacement et transport du matériel lors de contrôles d'instruments de pesage (la balance ayant la plus grande capacité faisant référence pour l'application du barème) :			
Portée maximale			
– jusqu'à 20 kg	5	12	
– plus de 20 kg jusqu'à 50 kg	15	19	
– plus de 50 kg jusqu'à 100 kg	20	25	
– plus de 100 kg jusqu'à 200 kg	25	35	
– plus de 200 kg jusqu'à 500 kg	30	40	
– plus de 500 kg jusqu'à 1 000 kg	30	51	
1.2. Pont-bascule routier et/ou ferroviaire	100	56	
1.3. Pour le transport et la manutention de poids au-delà de 200 kg, un camion spécial peut être loué et utilisé			Selon taux horaire et frais effectifs
<b>2. Stations à carburant</b>			
2.1. Déplacement et transport du matériel lors du contrôle des stations essence :			
– par station	15	35	
– distributeur deux temps	5	12	

	Manutention	Déplacement	Autres
<b>2.2. Particularités :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– difficultés d'accès aux citernes</li> <li>– télécommande de paiement à la caisse</li> <li>– réglages</li> </ul>			Selon taux horaire Selon taux horaire Selon taux horaire
<b>3. Testeurs antipollution</b> Pour le déplacement, le transport du matériel, l'emploi des gaz de référence et d'étalonnage, ainsi que l'utilisation du matériel de référence lors du contrôle des appareils mesureurs des gaz d'échappement :			
<b>3.1. Analyseur de gaz ACG (essence)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– gaz de référence</li> </ul>		35	45
<b>3.2. Analyseur de fumée AFD (diesel)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– mise à disposition du matériel</li> </ul>		35	35
<b>3.3. Analyseur ACG + AFD (deux appareils ou un appareil combiné)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– gaz de référence</li> <li>– mise à disposition du matériel diesel</li> </ul>		50	45 35
<b>3.4. Etalonnage avec gaz quaternaire</b>			80
<b>4. Autres</b>			
<b>4.1. Camion-citerne (lait, huiles, carburants)</b>		56	
<b>4.2. Camion-poubelle</b>		56	

	Manutention	Déplacement	Autres
4.3. Pour tous les autres travaux, instruments, transports et matériels nécessaires à la vérification : <ul style="list-style-type: none"> <li>– travaux</li> <li>– frais de déplacement</li> </ul>		70 centimes / km	Selon taux horaire
4.4. Certificat de vérification ou de contrôle : <ul style="list-style-type: none"> <li>– par certificat</li> </ul>			40

- 1) [RS 941.20](#)
- 2) [RS 941.204](#)
- 3) [RS 941.206](#)
- 4) [RS 941.298.1](#)
- 5) [RS 942.211](#)
- 6) [RSJU 101](#)
- 7) [RSJU 176.21](#)
- 8) [RSJU 175.1](#)
- 9) [RSJU 324.111](#)

